



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

288/10.

5 Dec

Ben. Just. 1685

HISTOIRE DE L'EDIT DE NANTES,

CONTENANT

Les choses les plus remarquables qui se sont
passées en France avant & après sa publication,
à l'occasion de la diversité des Religions:

*Et principalement les Contraventions, Inexecutions,
Chicanes, Artifices, Violences, & autres Injustices,
que les Reformez y ont souffertes,
jusques à*

L'EDIT DE REVOCATION,

en Octobre 1685.

Avec ce qui a suivi ce nouvel Edit jusques à present.

TOME TROISIEME:

TROISIEME PARTIE,

Qui comprend ce qui s'est passé depuis l'an 1683.

A DELFT,
Chez A D R I E N B E M A N,
M D C X C V.
Avec Privilege.

DC
111
B47
v.5

HISTOIRE
DE
L'EDIT DE NANTES,
CONTENANT
les choses les plus remarquables qui se sont passées
depuis sa publication , jusques à
L'EDIT DE REVOCATION,
Avec ce qui a suivi ce nouvel EDIT
jusques à présent.
TROISIEME PARTIE.
LIVRE VINGTIEME.

SOMMAIRE DU XX. LIVRE.

Rojet des Reformez de Languedoc , Cevennes, Vivarais
& Dauphiné. Nouvel ordre établi pour la direction des
affaires. Division des esprits. Conduite des Directeurs
& ses effets. Assemblée secrète à Thoulouse. Articles du pro-
jet. Chicanes faites aux Eglises trop voisines des Catholiques.
Requête pour la justification du projet. Raisons d'approuver
le projet & la requête. Raisons des opposans. Reflexions sur
les moyens moderez. Execution du projet. Prise d'armes en
Vivarais : & en Dauphiné. Lettres de diverses personnes
qui condamnent le projet. Effet de ces lettres. Nouvelle re-
quête. Caracteres de ces requêtes. Entreprises de Chateau-
double. Suite des mouvemens. Ruses des Catholiques. Pro-
messes frauduleuses faites aux Reformez du Vivarais. Com-
bat de Bordeaux. Defaite des Reformez. Suites du combat.
Amnistie. Restrictions odieuses. Supplices & condamnations.

Renouvellement des troubles en Vivarais. Amnistie pour cette Province. Sa publication & ses effets. Violences. Seconde publication de l'amnistie : après laquelle les cruautés continuent : même contre ceux qui l'acceptent. Désolation des Cévennes. Acte de soumission. Nouvelles perfidies. Supplice de deux hommes reconnus innocens. Cruautés impunies. Requête au nom du bas Languedoc. Troupes envoyées à Nîmes & à Uzes. Nouveaux crimes imputez aux Ministres. Cruautés commises pendant le quartier d'hiver. Exemples particuliers des cruautés commises dans le Vivarais. Autres exemples. Nouveaux artifices pour procurer des conversions. Supplice de Homel Ministre. Condamnations contre plusieurs Ministres. Autres contre les Ministres des Cévennes. Décrets & interdictions. Eglise de Montelimar. Violences de l'Evêque de Lodève, & son caractère. Autres Eglises interdites : & Temples demolis. Academie de Die supprimée. Persecution en Saintonge par voye de commission. Caractere des Commissaires. Extraits tirez des Sermons. Exemple remarquable. Irregularitez. Emprisonnemens & interdictions. Manieres violentes d'exécuter les décrets. Dessein d'un Curé seditieux. Chicanes de Du Vigier. Ruse des persecuteurs. Matiere des interrogatoires. Procédures & temoins. Noires malices des Curez & des Moines. Désolation de l'Eglise de Marennes. Arrêt sur cette affaire. Demolition du Temple. Violences de la Comtesse de Marsan : contre lesquelles on se pourvoit inutilement. Exemple de résistance. Nouveaux pretextes de persecution. Requête au Roi & son effet. Libelle intitulé Portrait de la conduite des Consistoires. Credit & politique qu'il attribue à ces Compagnies. Horribles impostures. Classes de contraventions imaginaires. I. Classe : choses Saintes. Absurdes calomnies. II. Classe : intrigues des Consistoires. Pretextes & usages des Collectes. Veritables raisons de ces levées de deniers. III. Classe : contraventions aux ordres verbaux ou par écrit. IV. Classe : contraventions aux Edits. Notables artifices de Du Vigier.



E dernier Synode du bas Languedoc qui 1683.
 avoit été tenu à Uzez en 1682. voyant l'état *Projet*
 déplorable où les Eglises étoient reduites, & *des Re-*
 remarquant principalement par quels artifices *formez*
 le Clergé tâchoit d'entrer dans le secret de *de Lan-*
 leur conduite, & de leur ôter tous les moyens *guedoc,*
 de se conserver par une mutuelle correspon- *Coven-*
 dance, voulut de son côté chercher des ex- *nes, Vi-*
varais,
& Dan-
phiné.

pediens, pour empêcher le mal d'aller plus avant. Il n'y avoit plus d'apparence de traiter des affaires generales dans les Colloques & dans les Synodes, puis que le Commissaire Catholique, qu'on y avoit introduit exprès, pouvoit traverser toutes les deliberations qui ne seroient pas enfermées dans les matieres de Discipline; charger ses procès verbaux de mille choses qui exposeroient les Ministres à l'indignation de la Cour; & sur tout profiter de tout ce qui se passeroit en sa presence, & avertir le Clergé des moyens qui restoient aux Eglises pour se maintenir. Ces considerations firent croire qu'il falloit se departir de l'ancien ordre qu'on avoit tenu pour la direction des affaires; & prendre de nouvelles mesures plus convenables au tems, plus promptes & plus secretes. Jusques là les Eglises de cette Province étant divisées en trois Colloques, qui avoient pour Eglises principales celles de Nîmes, d'Uzez & de Mompellier, on avoit laissé à chacune de ces Eglises l'administration des affaires de son Colloque, quand il en survenoit dans l'intervalle des Synodes, qui ne pouvoient être remises au tems de ces Assemblées: & quand il en arrivoit d'importantes, où toute la Province pouvoit prendre intérêt; ces trois Eglises en prenoient connoissance, par leurs Deputez qui se rendoient au lieu dont on convenoit, & les regloient par provision. Quoi qu'elles ne s'attribuassent pas cette autorité par quelque raison de superiorité, mais comme subdeleguées & commises par le Synode; & que d'ailleurs elles fussent obligées d'appeller deux ou trois Ministres de leur Colloque, pour avoir part à leurs deliberations, cela ne laissoit pas de leur donner beaucoup de credit dans la Province, dont toutes les Eglises les consultoient, & recevoient leurs avis avec deference. Mais ces deputations, ces commissions, ces directions des affaires étoient severement defendues, & on veilloit de si près sur la con-

1683. duite des Ministres, qu'ils ne pouvoient presque faire un pas sans s'attirer quelque affaire criminelle. On ne pouvoit plus assembler ces Deputez de Colloque, & ces Consistoires subdeleguez, sans exposer & les personnes & les Eglises à de fâcheux procès, sous le pretexte d'avoir fait d'illicites Assemblées.

*Nouvel
ordre
établi
pour la
direction
des affai-
res.*

On remit donc pour l'avenir la direction des affaires à six personnes qui auroient l'autorité de les regler, sans la participation même des Eglises principales. On croyoit que ce nombre n'étoit pas si grand qu'il fût impossible aux Deputez de s'assembler secrètement; & qu'il n'étoit pas si petit, que les affaires ne pussent être bien conduites & bien concertées, quand six personnes sages & expérimentées en auroient fait la discussion. Le même ordre fut suivi à peu près dans le Dauphiné, dans le Vivarais, dans les Cevennes; & chacune de ces Provinces avoit ses Directeurs, qui entretenoient ensemble une correspondance secrète. Cependant ce changement ne plut pas à tout le monde: & principalement les Eglises, qui perdoient par ce moyen l'autorité dont elles avoient été plus de six-vingts ans en possession, en parurent fort mecontentes. Celles de Nîmes & de Mompellier protestèrent contre cette innovation: & beaucoup de gens suivirent leur sentiment. On ne put accommoder ce différent, & bien loin que l'évidente nécessité de la concorde eût assez de force pour obliger les uns & les autres à chercher un temperament, qui pût à peu près contenter tout le monde, les esprits s'aigrirent de part & d'autre, & on en vint aux reproches & aux invectives. Ceux qui approuvoient ce changement traitoient les contredisans de *faux freres*, qui vouloient voir tout perir, sans prendre de mesures pour se defendre: & ceux qui tenoient pour l'ordre ancien appelloient les autres des *brouillons*, qui aimoient mieux tout gâter par les contretens d'un zèle inconsidéré, que de laisser aux Eglises une forme de gouvernement dont elles s'étoient fort bien trouvées depuis si long tems. Cette division alla si loin, qu'un party accusoit l'autre de tout le mal qui arrivoit tous les jours: que les protecteurs de l'ordre ancien reprochoient aux autres la perte de l'Eglise de Mompellier, & de plusieurs autres de la Province: & que les partisans de l'ordre nouveau imputoient aux premiers les massacres & les executions qui desolèrent cette année le Dauphiné, le Vivarais & les Cevennes. Quoi qu'il en soit

*Division
des
esprits.*

soit le Clergé profita de ce desordre : & pendant qu'un de ces 1683. partis regardoit tranquillement opprimer l'autre , la Cour trouva l'occasion d'exterminer tout ce qui étoit capable de lui résister : après quoi , comme il arrive toujours , ceux qui avoient été les plus moderez & les plus paisibles furent aussi maltraitez , que les plus inquiets & les plus impatiens. On se defit d'abord de ceux-ci , comme des plus dangereux : & en suite on fit souffrir la même oppression aux plus timides. Tout ce qu'ils gagnèrent par la moderation de leurs conseils , fut qu'on les opprima les derniers.

Ce furent les nouveaux Directeurs qui dresserent la requête, qui fut présentée au Duc de Noailles, dans le tems que l'Eglise de Mompellier fut attaquée. Ils en firent tomber aussi des copies entre les mains de l'Intendant, & des plus considerables Officiers de la Couronne. Ils furent encore les auteurs de l'acte de recusation signifié au Parlement de Thoulouse, & de la protestation particuliere de l'Eglise de Castres, quand elle fut entreprise comme les autres. On disoit pour decrier cette nouvelle direction, que ces pieces avoient irrité la Cour & le Parlement, hâté la ruine de l'Eglise de Mompellier, & attiré toutes les nouvelles persecutions qui avoient desolé cette Province. Mais on en disoit peut-être trop. Le dessein de detruire les Reformez étoit formé. La Politique seule retardoit le dernier coup, & on poussoit l'ouvrage plus ou moins vite, à proportion du relâché que les affaires generales donnoient au Conseil. A la verité on y étoit fort prevenu de la pensée d'y travailler peu à peu, de garder toujours pour la bienfaisance quelque forme de justice, & de ne revoquer l'Edit que quand on auroit interdit tous les lieux d'exercice l'un après l'autre. C'étoit là ce qu'on apelloit *convertir les heretiques par des moyens doux & charitables*. Quoi que la voye de hauteur eût été peut-être moins reprochable au Conseil d'un Prince devant qui, pour ainsi dire, toute l'Europe trembloit, on avoit preferé celle de la fraude & de l'injustice; comme plus sûre & plus propre à éviter les soulevemens d'un peuple desesperé. Mais de tems en tems on ne laissoit pas d'ajouter quelque nouveau degré à l'efficace des moyens qu'on avoit choisis, afin d'accoutumer ainsi peu à peu les esprits à la contrainte, & de les disposer à ne s'étonner pas qu'on en vint un jour

1683. jour à la violence: de sorte que si on vit redoubler la persécution après que ces actes eurent été faits, ce fut plutôt parce que le tems en étoit venu, que parce que ces pieces en furent la cause. Il est certain seulement qu'elles ne firent pas l'effet que leurs auteurs avoient espéré; qu'on ne fut pas touché de leur contenu; que le Roi n'en fut peut-être pas même informé; & que pour voir quelles suites auroient ces commencemens, on voulut faire connoître aux Reformez par la continuation des injustices commencées, qu'on n'avoit point été sensible à leurs remontrances.

*Assemblée
secrete à
Thoulou-
se.*

Quand donc les Directeurs s'aperçurent que leurs requêtes ne produisoient rien de bon au Conseil, & que le Parlement passoit par dessus les recusations, protestations, prises à partie & autres actes juridiques, ils firent une assemblée à Thoulouse, où il se trouva seize personnes pour le haut & le bas Languedoc, les Cevennes, le Vivarais & le Dauphiné. Cette assemblée fut si secrete qu'on ne la decouvrit point. Au contraire le Procureur General ayant fait mettre prisonnier Matthieu Gangnot, au mois de Mai de l'année suivante, sous pretexte qu'il avoit été complice & principal fauteur des troubles du Vivarais, manqua de preuves, & fut contraint par là d'abandonner le procès. Ce Gentilhomme qui portoit le nom de Du Bruëil étoit âgé de soixante & dix ans, & avoit passé sa vie à Paris. Il fit cette année un voyage dans la haute & basse Guyenne, & fit quelque séjour en divers lieux, comme à Bourdeaux, à Thoulouse, à Agen, à Tarbes, & même à Pau où il demeura tout le mois de Juin. Ces allées & venues d'un homme de son âge le rendirent suspect; d'autant plus qu'il avoit été à Thoulouse pendant le tems que le projet y fut concerté. C'étoit là tout ce qui pouvoit fonder le soupçon du Procureur General, qui sur les simples confessions qu'il faisoit d'avoir été dans les lieux que j'ai nommez, lui vouloit faire faire son procès. Mais ce Gentilhomme alleguoit des raisons suffisantes de ces voyages, prises des affaires qu'il avoit avec plusieurs Communautés de ce pais-là; & d'ailleurs il soutenoit qu'il n'avoit nulle connoissance dans le Vivarais; qu'il n'y avoit jamais écrit, & qu'il n'en avoit jamais reçu de lettres. Faute de preuves donc après une longue prison il fallut le relâcher. Aussi-tôt qu'il fut libre il se rendit à Paris, où peu de tems après on le mit à la Bastille, comme beaucoup d'autres, pour le punir
du

du refus d'embrasser la Religion Catholique. Le Procureur General ne le put convaincre d'avoir eu part au projet; & j'ai des preuves qui m'autorisent d'assurer qu'il n'y en eut aucune. Mais au moins ceux qui se trouverent à cette Assemblée mirent en consideration l'état des Eglises; & jugeant qu'il y avoit quelque chose de reprochable, dans la complaisance & la soumission qu'on avoit eue jusques là pour toutes les entreprises que le Clergé avoit fait autoriser par le nom du Roi, ils estimerent qu'il falloit prendre des resolutions plus courageuses, & que des actions de zèle & de hardiesse pourroient relever les Eglises abattues, ou conserver au moins celles qui étoient encore debout. Ils dressèrent donc en dix-huit articles un projet de ce qu'il falloit faire, ^{Articles du projet.} pour maintenir la liberté de conscience & l'exercice public de la Religion Reformée. Le but general étoit que toutes les Eglises interdites reprissent leurs exercices accoutumez; & dans cette vuë les trois premiers articles ordonnoient la repentance, la priere, l'union conformément au vingt-sixième article de la Confession de Foi; & le vingt-septième jour de Juin étoit marqué aux Eglises, pour s'assembler de concert toutes à la fois. Le quatrième & le cinquième regloient en quels lieux on pourroit faire ces Assemblées, & ordonnoient de ne les tenir ni avec tant d'éclat qu'elles pussent causer du desordre, ni avec tant de secret qu'elles ne pussent être remarquées, parce qu'on desiroit que la Cour en fût avertie; & que même on devoit dresser une requête qui seroit envoyée au Chancelier, & aux Ministres d'Etat le même jour qu'on recommenceroit les Assemblées. Le sixième ordonnoit un jûne qui seroit célébré par tout le quatrième de Juillet, pour faire une confession generale des pechez; pour demander à Dieu sa grace sanctifiante; pour implorer sa protection en faveur des Eglises, & pour le prier d'accorder à tous les Reformez le zèle & la fermeté nécessaires dans ces tems fâcheux. On souhaitoit qu'il n'y eût qu'une predication, & que le reste du jour se passât en prieres, s'il étoit possible. Le septième regloit ce que feroient les Eglises qui n'avoient point de Pasteurs; & le huitième avertissoit de chanter à genoux les Pseaumes dont la matiere avoit du rapport avec l'état des Eglises. Le neuvième vouloit qu'on ne fermât plus les portes des Temples à personne, & permettoit seulement de prier les Prêtres & autres Ecclesiastiques

1683. de se retirer, quand leur presence seroit suspecte. Le dixième donnoit avis de renvoyer aux exercices qui se feroient dans les lieux interdits, les *Relaps* de qui les abjurations auroient été signifiées, & qui voudroient assister aux devotions des Reformez, afin que leur presence ne fit point de tort aux Eglises qui subsistoient encore. L'onzième regloit de quelle maniere on devoit chanter les Pseaumes dans les maisons. Les deux suivans parloient de la maniere de tenir les Colloques, si on n'en pouvoit obtenir la permission; & d'élire des Pasteurs pour les Eglises qui en manqueraient. Le quatorzième exhortoit les Ministres à ne sortir point du Royaume, & à ne sortir même de leur Province, quand ils y seroient persecutez, qu'avec le congé du Colloque, & dans le cas d'une extrême necessité. Le quinzième les exhortoit encore à n'obeir plus aux decretz qui seroient obtenus contre eux, & on assujettissoit les Anciens à la même loi. Le seizième & le suivant soumettoient les Eglises dont les Ministres étoient déjà prisonniers, & celles qui avoient besoin du secours des autres, à prendre les avis de ceux qui avoient la direction des affaires dans leur Province. Le dernier enfin exhortoit à continuer leurs Assemblées, les Eglises dont les Temples avoient été demolis, sous le pretexte de la proximité de ceux des Catholiques, & laissoit à leur prudence de rebâtir d'autres lieux d'exercices, si elles le jugeoient à propos. En effet il est remarquable que ce pretexte de proximité, quand même il auroit été suffisant pour faire demolir les Temples, dont le voisinage auroit incommodé les Catholiques, ne pouvoit au moins priver les Reformez du droit de leurs exercices. Cependant par une fraude manifeste, en leur ôtant leurs anciens Temples, on ne leur assignoit point d'autre lieu pour s'assembler, ou on le faisoit d'une maniere qui les engageoit à tant de depenses, & qui les exposoit à tant d'incommoditez & tant de longueurs, qu'ils étoient comme forcez par ces chicanes à renoncer à leur privilege. Mais d'un autre côté on leur defendoit par des Declarations expressees, & sous de cruelles peines, de s'assembler ailleurs que dans les Temples, & en presence des Ministres, sous quelque pretexte que ce fût: de sorte que comme il leur étoit defendu de faire leurs exercices dans les lieux où avoient été leurs Temples, à cause de la proximité, & de les faire ailleurs à peine de châtimant exemplaire,

*Chicanes
faites
aux
Eglises
trop voi-
sines des
Catholi-
ques.*

on

on avoit trouvé le secret par cette double malice, de leur laisser 1683.
un droit dont il ne leur étoit pas permis de jouir.

Ces Directeurs dressèrent aussi la requête qu'ils devoient en-
voyer à la Cour, afin de justifier cette reprise d'exercices. Ils la *Requête pour la justification du projet.*
commençoient par la distinction des droits de Dieu & de ceux
des Rois, & par la protestation de vouloir également des deux
côtés s'aquiter de leurs devoirs. Après cela ils representoient
d'une manière forte & touchante, que tout ce qu'ils faisoient ne
consistoit qu'à rendre à Dieu des hommages indispensables, dont
on vouloit leur ôter la liberté au prejudice de plusieurs Edits so-
lennels. En suite ils faisoient une apologie abrégée de leur Re-
ligion & de leur doctrine, & mêlant par tout les temoignages les
plus tendres d'amour, de respect & de soumission pour le Roi, ils
lui demandoient la revocation de tant de Declarations & de tant
d'arrêts, qui privoient les Reformez de toutes les concessions
dont ils avoient joui si long-tems. Les raisons sur lesquelles on *Raisons d'appuyer le projet de la requête.*
fondoit la justice du projet & de la requête se raportoient à ceci:
que les devoirs de la Religion sont necessaires & indispensables;
qu'on ne doit pas porter l'obeissance due aux Rois, jusqu'à de-
ferer à leurs ordres quand ils sont contraires à ceux de Dieu;
qu'il étoit donc d'autant plus juste de ne se soumettre point aux
Declarations extorquées par le Clergé, que non seulement elles
étoient contraires aux devoirs de la conscience, mais même à des
Edits solennels, irrévocables, perpetuels, confirmés par plusieurs
autres, qu'on ne pouvoit douter que les nouveaux Edits ne fus-
sent injustes, & parce qu'ils tendoient à priver deux millions d'a-
mes des droits les plus naturels, qui sont ceux de la conscience,
& parce qu'ils violoient d'autres Edits par lesquels la jouissance
de ces droits étoit autorisée; que puis qu'il étoit injuste d'impo-
ser aux Reformez de si dures loix, il étoit juste qu'ils s'en defen-
dissent modestement, & qu'ils refusassent d'y obeir; que quand
leur opposition n'auroit point d'effet avantageux, au moins il
seroit plus honorable pour eux, de temoigner au peril même de
leur vie du zèle pour leur Religion, que de se laisser traîner à la
Messe sans resistance; que si on laissoit faire le Clergé, on se
verroit sans doute dans peu de tems reduits à cette cruelle extre-
mité; que ce seroit autoriser la violence, que d'avoir jusques au
bout tant de complaisance pour ses injustices.

1683.

*Raisons
des oppo-
sans.**Refle-
xions sur
les
moyens
moderez.*

Mais cela ne persuadoit point ceux à qui dès le commencement la nouvelle direction avoit déplu; & non seulement quelques Eglises s'opposoient à l'exécution du projet, & se divisoient ainsi du reste de la Province; mais dans chaque Eglise même il y avoit des dissensions dangereuses; les uns approuvant le zèle des Directeurs; les autres estimant toutes leurs démarches teméraires & mal concertées. Leurs raisons se réduisoient à ceci: que ces résolutions n'étoient pas convenables au tems; qu'à peine auroit-on osé parler si haut dans le tems qu'on avoit deux cens places de sûreté; que ces hauteurs mal digérées acheveroient de ruiner les affaires generales; qu'on en prendroit prétexte de traiter les Reformez comme des rebelles; & de leur ôter ce qui leur restoit encore; que ce projet tendoit évidemment à prendre les armes; & que c'étoit donner au Clergé qui ne demandoit pas mieux, une belle occasion d'exterminer tous les Reformez par des massacres & par des supplices. Quelques-uns y ajoutoient que la modestie même que les Directeurs propoient de garder dans leurs Assemblées, étoit un moyen fort propre à les faire mépriser; qu'il ne faut pas garder tant de mesures avec un Clergé imbu des maximes de l'Inquisition, & qui ne se piquant ni d'honneur, ni d'humanité, se prévaut de la moderation & de la patience de ceux qu'il persecute; qu'il porteroit la fureur d'autant plus loin, qu'il seroit assuré de trouver moins de résistance; qu'avec lui donc il ne faut jamais prendre d'expediens moyens; qu'il faut ou une guerre déclarée, ou une soumission toute entière; qu'autrement une demi résistance ne sert qu'à l'irriter, & la foiblesse de l'opposition lui donne le courage de tout entreprendre. C'est ce qui fait ordinairement le malheur d'un peuple opprimé. Il prend des partis moyens qui ne servent qu'à offenser ses ennemis, & qui ne le mettent pas en état de se défendre de leur vengeance. Il n'y a rien de plus dangereux, que de n'être qu'à demi obeissant ou rebelle. Par ce qui a l'air d'une rebellion, les malheureux se rendent coupables; & par ce qui a l'air d'obeissance, ils se livrent à la discretion du plus fort. A force de precautions pour mettre dans le tort les auteurs de la violence, on leur donne l'occasion d'en abuser. Cela est presque toujours arrivé dans les affaires de la Religion. La crainte d'attirer du blâme sur elle a fait perdre le tems & les moyens de la défendre;

&c

& en voulant éviter le reproche de la rebellion, souvent on s'est ¹⁶⁸³ exposé à toutes les peines qu'elle merite. Ces menagemens-là sont bons quand la partie est égale, & que de part & d'autre on a les mêmes sujets de craindre, ou le même soin de se mettre à couvert du blâme : mais avec le Clergé Romain on n'en est pas dans ces termes. Il se met peu en peine d'être blâmé, mais il se pique de réussir, & il se sert de tout pour n'avoir pas le dementi de ses entreprises. Avec lui donc il n'y a point de milieu à prendre. Comme il est sans pitié, la modestie de ceux qu'il veut perdre ne le touche point. En un mot il n'y a qu'à choisir entre deux extremitez : ou il faut épuiser sa malignité par la patience, ou il faut parer ses atteintes par des coups de desespoir. Quand on se trouve donc dans un tems où les forces manquent, & où les efforts d'un zèle impuissant ne peuvent passer que pour d'éclatantes temeritez, il semble qu'il ne reste de party à prendre, que celui de souffrir courageusement.

Cependant ces divisions retarderent l'effet du projet de quelques semaines, & obligerent de changer le jour qui avoit été ^{Exécution du projet.} choisi pour l'exécution ; ce qui fut cause que les Eglises ne s'assemblerent qu'à divers jours, & l'une après l'autre. Les Reformez de St. Hippolyte se rendirent dès la pointe du jour dans un champ, le Dimanche onzième de Juillet, & il se trouva plus de trois mille personnes à cette Assemblée. Plusieurs Eglises du Vivarais qui avoient perdu leurs Temples, en firent autant le dix-huitième du même mois : & le vingt-deuxième on fit la même chose à Châteaudouble en Dauphiné. Cette difference de jours qui paroît peu de chose au fond, servit néanmoins à faire connoître que les Reformez ne pouvoient agir de concert, & que par consequent il ne seroit mal-aisé de les ruiner. Mais aussi-tôt que les Reformez du Vivarais eurent commencé à s'assembler, ^{Prise d'armes en Vivarais.} les Catholiques prirent les armes, soit par la crainte d'être prevenus, soit par une ruse de Politique, pour donner de la jalousie aux autres, & les obliger à prendre aussi les armes pour se defendre. On faisoit même courir le bruit dans l'une ou dans l'autre vuë, que les guerres de Religion alloient recommencer ; & les Catholiques paroissoient étonnez de ces mouvemens. Le Marquis de la Tourette, Monteils de Bavas, Maisonsseule, Clavières de Ste. Greve & la Dame de Beaux assemblerent des gens

1583. armez dans leurs châteaux; & on vit de semblables attroupemens dans les lieux de St. Julien de la Brouffe, de Montreal, de la Voulte & du Haut-Villar. Cette prise d'armes obligea les Reformez à se mettre aussi en état de repousser la violence; mais ils resolurent par une commune deliberation de se tenir seulement sur la defensive. Les Catholiques firent le premier acte d'hostilité, & tuerent un Reformé nommé Gueze, habitant de Bouïs proche de St. Julien.

*Et en
Dauphi-
né.*

La même chose à peu près arriva dans le Dauphiné. Vireville Gouverneur de Montelimar fit mettre une partie des Catholiques sous les armes, & y fit venir plusieurs de ses vassaux d'un quartier de cette Province qu'on appelle les Baronnies. Pluvinel Gouverneur de Crêt suivit cet exemple; & ce peuple armé voyant passer un Proposant, que quelqu'un accusa d'avoir prêché à Châteaouble, se jeta sur ce jeune homme, & l'auroit tué si quelques personnes moderées ne l'avoient tiré de danger, après qu'il eut été fort mal-traité, & tout couvert de blessures. L'Evêque de Valence empêcha les Catholiques de sa ville de prendre les armes; mais il leur promit de faire venir des troupes dans la Province; & en effet il écrivit en Cour pour cela, comme avoient déjà fait Vireville & Pluvinel. Il n'étoit pas mal-aisé de leur donner ce qu'ils demandoient, parce que le Roi qui tenoit au milieu de la paix beaucoup de troupes sur pied, afin de donner de la jalousie à ses voisins, & d'être en état de se vanger au moindre déplaisir qu'ils lui donneroient, pouvoit aisément se servir de ces troupes pour se faire obeir dans le Royaume. D'ailleurs il y avoit toujours quelques troupes en marche, qu'on faisoit passer continuellement d'une Province à l'autre, afin d'être prêtes à punir les premiers mouvemens de sedition, que la severité du gouvernement pouvoit faire naître.

*Lettres
de divers
ses per-
sonnes
qui con-
damnent
le pro-
jet.*

Cependant lors qu'on aprit à Paris ces commencemens de troubles, cette nouvelle donna l'alarme aux Reformez. Le sentiment de leur foiblesse leur fit craindre que parce qu'il étoit aisé de les opprimer, on ne les punit de l'entreprise des autres, qui étoient plus difficiles à domter, à cause de leur esprit guerrier, de leur grand nombre & de leurs montagnes. Chacun parut empressé à desavouer ce projet, & s'employa de soi-même à en prevenir les suites. Les particuliers de qui les avis étoient de quelque

quelque considération, écrivirent à leurs amis, & leur temoignerent en termes très-forts qu'ils condamnoient ces mouvemens. Les Deputez des Provinces qui de quelque avis qu'ils eussent été en partant de chez eux, s'étoient laissé inspirer les sentimens de soumission & de patience, qui avoient toujours été ceux des Eglises voisines de la Cour, écrivirent dans les mêmes termes. Le Deputé General fit la même chose, & remontra par les lettres qu'il écrivit aux Consistoires, que la desobeissance de ces Provinces donnoit au Roi un pretexte legitime de châtier severement ceux qui y tomboient; qu'une infinité de personnes innocentes souffriroient avec les coupables; qu'on feroit demolir tous les Temples vingt ou trente lieues à la ronde des lieux engagez dans cette action; qu'il falloit tâcher d'éviter ce mal, en flechissant le Roi de bonne heure par la soumission & la repentance. Il ajoutoit des exhortations de travailler à retenir dans leur devoir ceux qui n'avoient point encore pris de part à ces agitations; & il donnoit des esperances de toucher le Roi de pitié; si on supporoit toutes les épreuves de ce temps fâcheux avec patience.

On ne douta point que cette lettre, datée du vingt-huitième de Juillet, quoi qu'elle exprimât les sentimens du Deputé General, ne lui eût été dictée; & qu'il n'eût autant suivi en l'écrivant les ordres de la Cour, que ses propres inclinations. Mais cela n'empêcha pas qu'elle ne deconcertât absolument les Directeurs, qui se virent abandonnez presque de tous ceux qui avoient quelque chose à menager. Cependant quoi qu'ils visent leurs mesures rompues, par cette opposition presque generale, & que les Eglises qui avoient desapprouvé la nouvelle direction, fissent valoir d'une maniere un peu insultante la conformité de leurs sentimens avec ceux du Deputé General; des Deputez particuliers, du Consistoire de Charenton, de plusieurs personnes sages & éclairées, qui voyoient de près l'état des affaires, ces Directeurs ne perdirent point courage. Ils dresserent une requête nouvelle, qui fut envoyée le septième d'Août au Marquis de Louvois. On y louoit le zèle du Roi pour la conversion des Reformez; dans la pensée où il étoit que l'Eglise Romaine étoit la veritable Epouse de JESUS-CHRIST; mais on lui remontrant qu'il falloit bien que les Reformez eussent une forte per-

*Effet de
ces let-
tres.*

*Nouvelle
requête.*

1683. persuation du contraire, puis qu'ils aimoient mieux souffrir toute sorte de malheurs, que de rentrer dans cette Communion; & on faisoit voir que la contrainte n'étoit pas un moyen legitime de les y reduire. On exageroit en termes fort sages la force de la repugnance que les Reformez avoient pour la doctrine, les traditions, le culte, le gouvernement de l'Eglise Romaine; & celle de l'attachement qu'ils avoient pour leur propre Religion: & on tâchoit de faire voir qu'il n'y avoit pas de justice à vouloir les rendre odieux, & les faire perir par cette seule raison. Les moyens inouis dont on s'étoit servi en divers lieux pour faire des conversions étoient rapportez en abrégé; & on se plaignoit de ce que le succès de ces indignes expediens étoit représenté au Roi comme une benediction de Dieu, & un effet de sa grace. On remarquoit que les artifices du Clergé reduisoient les Reformez à ne savoir quel party prendre: qu'on traittoit de rebellion leur plus modeste resistancé aux effets de la passion du Clergé: & que d'un autre côté, quand ils portoient l'obeissance au dernier degré, on faisoit passer leur patience pour une marque de leur disposition à faire tout ce que le Roi leur commanderoit; & d'un desir secret qu'ils avoient qu'on les ramenât à la Religion Romaine par une douce contrainte. On renouvelloit la protestation de vouloir subir toute sorte d'extremitez, plutôt que de renoncer à la Religion Reformée. On rappelloit le souvenir de la fidelité de ceux qui en faisoient profession, reconnue par le Roi même; & on remontroit qu'il étoit juste par consequent, qu'il leur fit ressentir l'effet de la protection que les Souverains accordent à leurs sujets fideles. Pour s'accommoder à la Politique du tems, on alloit jusqu'à dire que les Rois ne doivent rien à leurs sujets; & que cette protection même que les Reformez demandoient au Roi, ne leur appartenoit que comme une chose à laquelle il vouloit *bien se lier soi même*. Cela étoit suivi de diverses considerations sur les Edits anciens & nouveaux, & sur la division & l'animosité que les maximes des Jesuites entretenoient entre les François: & enfin en remarquant qu'il ne restoit plus *qu'une vaine ombre* de l'Edit de Nantes, on supplioit le Roi de le retablir entierement.

Caractere de ces requêtes. De la maniere que cette requête étoit dressée, il n'y avoit rien qui pût être desagreable que la matiere. Tout y étoit soumis, & mena-

menagé, respectueux. Les expressions étoient humbles & modestes ; les considérations fortes ; les faits importans & veritables : & il faut avouer à la louange des Directeurs, qu'entre toutes les pieces qui ont été dressées sur le sujet de la Religion, il ne seroit pas aisé d'en trouver un grand nombre de plus solides, & de plus belles que celles qu'ils écrivirent. Mais les machines préparées pour détruire les Reformez étoient si fortes, qu'il n'y avoit pas d'apparence de les démonter par des paroles. Cependant la division où étoient les Eglises n'empêchoit pas qu'il ne se fit des Assemblées : & si on veut juger des choses par les marques de l'embarras où cette entreprise jeta les persécuteurs, on peut dire qu'elle auroit eu de plus grands & peut-être de plus heureux effets, si toutes les Eglises l'avoient soutenuë. Mais le petit nombre de ceux qui appuyoient le projet, & qui bien loin d'être protégés par ceux qui avoient le même intérêt, se voyoient accablés de leurs oppositions & de leurs reproches, fit juger qu'on viendroit à bout aisément de ce party désavoué. Cela donna le courage à la Baume Châteaudouble, Conseiller au Parlement de Grenoble, qui avoit fait interdire l'exercice dans cette Seigneurie qui lui appartenoit, de s'opposer à la continuation des Assemblées qu'on y avoit faites déjà plusieurs fois, malgré les défenses. Il fit prendre les armes à tout ce qu'il put ramasser de gens, pour dissiper à force ouverte l'Assemblée qui se devoit faire au même lieu le huitième d'Août : mais les Reformez ayant eu avis de son dessein, porterent secrettement des armes pour se défendre : & cette précaution rompit les mesures de leur ennemi, qui n'osa les attaquer. Il s'étoit trouvé à cette Assemblée un honnête homme, nommé la Blache, à qui Châteaudouble vouloit beaucoup de mal, pour des raisons d'intérêt : & contre qui même il avoit fait rendre au Parlement un decret de prise de corps. Cet ennemi donc voulut lui faire porter la peine de ces mouvemens, & se vanger des autres chagrins qu'il avoit reçus de lui. C'est pourquoi ayant laissé retirer ceux qui s'étoient trouvez à l'assemblée, il envoya son monde la nuit suivante assiéger la Blache dans sa maison. Ces troupes étoient composées de vingt-six hommes à cheval, & d'environ deux cens hommes de pied. Elles ne purent forcer cette maison, quoi que la Blache n'eût qu'un seul homme avec lui. Elles perdirent même un de leurs

Entrepri-
ses de
Châ-
teaudou-
ble.

1683. hommes, qui fut tué en voulant rompre la porte, & elles prirent l'épouvante à la parole d'une servante, qui s'écria que le secours approchoit. Ce secours n'arriva néanmoins que quelques heures après la retraite de ces troupes : & il s'y trouva environ cinq cens hommes, qui conduisirent la Blache dans une maison qui appartenoit à de Durant Gentilhomme son voisin, & son proche parent. Après cela ces troupes se retirèrent, à la prière même de la Blache & de son cousin.

*Suite des
mouve-
mens.*

Mais Châteaudouble irrité de ces affronts qu'il avoit reçus, amassant encore du monde pour tenter une troisième entreprise, ces deux hommes en furent avertis, & retinrent auprès d'eux quelques amis qu'ils rassemblèrent ; & en même tems ils écrivirent au premier Président, pour se plaindre de ces violences. Châteaudouble intercepta la lettre ; & la retint après l'avoir lue. Cependant l'Evêque de Valence s'entremet d'accommodement ; & fit porter parole à ces deux amis par un Gentilhomme, que s'ils vouloient faire retirer leur monde, Châteaudouble n'entreprendroit rien ; & qu'il se chargeoit d'obtenir l'amnistie de ce qui s'étoit passé. De Durant & la Blache acceptèrent la médiation de l'Evêque, & congédièrent leurs amis : mais le même jour, au prejudice de la parole donnée, Châteaudouble fit enlever trente-deux de ceux qui se retiroient, & les fit conduire en prison. Les autres craignant un semblable traitement, s'ils se rendoient chez eux, se rassemblèrent à la Baume-Corneillane, & s'y trouverent environ deux cens. La même nuit six ou sept cens Catholiques de la montagne de Vercors prirent les armes, & parurent le lendemain sur les hauteurs qui environnent la vallée de Quint ; dans la pensée d'aller piller les Reformez habitans de cette vallée, qu'on leur avoit dit, qui étoient allez à Châteaudouble. Mais les Reformez n'ayant pas quitté leurs maisons, se mirent en état de se défendre. Ce tumulte n'alla pas loin. St. Ferriol Gouverneur de Die fit quitter les armes aux deux partis ; & renvoya les Catholiques chez eux.

*Rufes des
Catholi-
ques.*

Cependant ceux qui s'étoient retirez à la Baume-Corneillane se plaignirent de la mauvaise foi de Châteaudouble ; & réclamèrent les prisonniers. L'Evêque de Valence leur promit sûreté pour leurs personnes, & délivrance des prisonniers, pourveu qu'ils se rendissent dans leurs maisons ; & l'Intendant de Dauphiné leur don-

donna la même parole. Ils se séparèrent donc le dix-septième 1683.
 id'Août : mais on ne leur rendit qu'une partie des prisonniers, &
 le reste fut retenu dans les prisons de Valence. Plusieurs qui
 avoient été les plus échauffez dans ces mouvemens, jugeant qu'il
 n'y auroit pas de sûreté à se reposer sur des promesses si incertaines,
 se réfugièrent dans la forêt de Saou. Mais l'Intendant leur
 envoya donner encore parole si positive d'obtenir leur grace du
 Roi, & de leur rendre le reste des prisonniers, pourveu qu'ils
 quittassent les armes, que pour la troisième fois ils résolurent d'o-
 beir. Ces démarches de l'Evêque & de l'Intendant n'étoient pas
 sinceres. Ils vouloient donner le tems de s'assembler à quelques
 troupes qui marchaient vers le Dauphiné ; & cependant obliger
 les Reformez à se separer, afin d'avoir moins de peine à se saisir
 de ceux dont on voudroit faire un exemple. Cela paroît parce que
 pendant toute cette negociation les troupes s'avançoient ; & d'un
 autre côté Châteaubleuve poursuivoit l'affaire criminellement, &
 faisoit rendre decrets sur decrets contre ceux qui avoient assisté aux
 Assemblées faites dans la Seigneurie. D'ailleurs lors que les trou-
 pes furent arrivées, au lieu de rendre les prisonniers, on en fai-
 soit tous les jours de nouveaux. Cette fraude obligea ces mal-
 heureux à retourner dans la forêt, où leur troupe grossit en peu
 de tems, par le concours de ceux qui craignoient d'être arrêtez.
 De sorte qu'ils se trouverent deux cens trente dans cette retraite.

Cependant comme le voisinage du Vivarais & du Dauphiné *Promes-*
 pouvoit donner le moyen aux Reformez de ces deux Provinces *ses frau-*
 de s'entre-secourir, on voulut amuser ceux du Vivarais par les *dulentes*
 mêmes illusions dont on se servoit pour tromper les autres. On se *faites*
 servit de la disposition où étoient la plupart des Eglises du bas *aux Re-*
 Languedoc & des Cevennes, pour porter celles du Vivarais à *formez*
 rentrer dans l'obeissance. On permit aux premieres d'envoyer *du Viva-*
 des Deputez, pour conferer avec les Deputez des autres ; & Cham-
 berigaud, lieu des Cevennes, fut choisi pour la conférence. L'ef-
 fet de cette entrevue fut que les Eglises du Vivarais promirent de
 ne causer aucun trouble, pourveu qu'on mit leur vie en sûreté. Ils
 firent la même declaration au Comte du Roure, Lieutenant de
 Roi, qui étoit venu dans la Province à l'occasion de ces mou-
 vemens : & lui remontrèrent avec beaucoup de respect qu'ils ne
 pouvoient vivre sans prier Dieu, & qu'ils demandoient humble-

1683. ment qu'on leur permit de s'assembler pour cela selon les Edits. Le Comte leur promit solennellement que dans quinze jours il leur feroit obtenir amnistie ; qu'au lieu de quatre exercices interdits à Chambon , St. Voi, Soyon & Pierregourde , on leur en donneroit deux autres ; & qu'il n'entreroit point de troupes dans le Vivarais. Mais il leur proposa trois conditions pour obtenir cette grace : de quitter les armes ; de discontinuër leurs exercices dans les lieux interdits ; & de dresser un acte de soumission, par lequel ils imploreroient la clemence du Roi, & lui feroient de respectueuses protestations de fidelité. L'Intendant leur dit la même chose que le Comte : & sous les mêmes conditions, il leur fit les mêmes promesses. La fraude cachée sous ces conditions qui paroissoient tolerables, étoit que par l'acte de soumission ces pauvres gens confessoient qu'ils étoient coupables. De sorte qu'ils se faisoient leur procès eux mêmes, & qu'ils donnoient à la Cour un pretexte specieux d'agir avec eux, comme on fait d'ordinaire avec des rebelles, à qui on ne pardonne qu'en faisant porter à quelques-uns la peine du crime de tous. Mais les Réformez ne se desierent pas de ce piege. Ils obeïrent à tout ; & ils dressèrent l'acte, qu'ils porterent aussi-tôt au Lieutenant de Roi & à l'Intendant. Cela fut executé le trentième du mois d'Août.

*Combat
de Bor-
deaux.*

Mais pendant qu'on se preparoit à leur manquer de parole, les troupes qui étoient en Dauphiné cherchoient les deux cens trente hommes qui s'étoient jettez dans la forêt de Saou. Elles apprirent qu'ils devoient le vingt-neuvième du mois faire une Assemblée pour leurs devotions ; mais au lieu qu'elle devoit se faire à Bezaudun, leurs espions leur rapportèrent qu'elle se feroit à Bordeaux. Cette meprise fut causée que les Regimens de Dragons de Barbezieres & de Tessé, à qui plusieurs Catholiques du pais bien montez & bien armez se joignirent encore, marcherent droit à Bordeaux. Quelqu'un les voyant venir sonna le tocsin ; & d'autres allerent avertir ceux qui étoient à Bezaudun, que Bordeaux étoit sur le point d'être brûlé par les Dragons. Cette nouvelle leur fit prendre la resolution de s'y jeter, pour defendre leurs biens & leurs familles : mais comme il y avoit deux chemins pour y aller de Bezaudun, par malheur ils se separerent, les uns ayant pris le plus court, & les autres le plus sûr. Ceux-ci qui étoient environ six-vingt rencontrerent les Dragons & la Cava-

Cavalerie, qui formoient trois escadrons, & environ huit cens 1683, hommes. Ils se jetterent dans une vigne, derriere une petite muraille, & attendirent la decharge du premier escadron avec une fermeté dont on n'auroit pas cru que de simple milice fût capable, sur tout dans une si grande inégalité. Après avoir essuyé le feu des Dragons, ils firent eux mêmes leur decharge de si près & si à propos, que presque tous les coups porterent; & que cet escadron eût été défait, s'il n'eût été soutenu par les deux autres; ou que les Reformez qui avoient pris l'autre chemin, & une quarantaine d'autres qui étoient demeurez derriere eussent pu les joindre. Mais il auroit fallu passer une petite plaine où la Cavalerie en auroit eu bon marché, s'ils avoient voulu s'y hasarder: de sorte que ceux qui avoient été attaquez ne pouvant resister au nombre, ni être secourus de leurs gens, furent enfin rompus, après deux ou trois heures de combat. Ils se retirerent néanmoins encore en se defendant, jusqu'à ce qu'une vingtaine qui restoit de leur troupe se jetta dans une grange, où elle fit encore quelque resistance. Les Dragons étant montez sur la couverture, y mirent le feu, & brûlerent ou tuerent tous ces malheureux. Il y en eut un qui se cacha si bien, que les soldats ne le purent trouver: mais quelques-uns ayant crié frauduleusement que s'il y avoit qu'elqu'un de reste on lui feroit bon quartier, il sortit de sa cachette, & fut tué comme les autres.

*Défaites
des Re-
formez.*

J'ai vu des Officiers du Regiment de Tessé qui confessoient qu'ils n'avoient jamais vu si bien combattre: & que leurs soldats, étonnez de la resolution de ces pauvres gens, ne les alloient charger qu'avec des marques évidentes de la crainte qu'ils avoient d'y demeurer. Ils y perdirent tant de monde, qu'ils eurent peur que cela n'enflât le courage des Reformez, s'ils apprenoient ce qu'on peut faire quand on fait si bien defendre. C'est pourquoy ils depouillerent tous les morts, de quelque party qu'ils fussent; & leur defigurerent le visage à coups de sabre, afin qu'on ne pût les reconnoître. Ils avoient fait quatre prisonniers, dont ils forcerent l'un, par la crainte des tourmens, de pendre les trois autres, qui aimèrent mieux mourir que de changer de Religion. Le reste de ces deux cens trente hommes, qui n'avoient pu secourir leurs compagnons, se sauva dans les bois.

*Suites du
combat.*

Cependant on aprit à la Cour les nouvelles de ces mouvemens

*Amnistie
avec*

1683. avec assez de chagrin; & pour les appaiser on trouva bon de se servir du piege des amnisties, aussi bien que de la force des armes; de peur que si on ne faisoit grace à personne, le desespoir ne reünit ceux qui avoient eu part aux Assemblées, & ne leur donnât la résolution de vendre chèrement leurs vies. On expédia donc pour le Dauphiné au mois de Septembre des lettres qui au fond pardonnoient à très-peu de gens, & qui d'ailleurs exaggeroient le crime de ce soulèvement, & la clemence du Roi, d'une maniere à persuader à ceux qui n'auroient pas su la verité, que jamais on n'avoit vu d'exemple ni d'une rebellion plus odieuse de la part des sujets, ni d'une plus grande misericorde du côté du Prince. On disoit que les Reformez de la Province de Dauphiné qui s'étoient attroupez, avoient été *abusés par les artifices des Ministres* & d'autres mal-intentionnez. On grossissoit jusques à trois cens le nombre de ceux qui avoient été trouvez en armes auprès de Bordeaux; & on leur faisoit un crime de ne les avoir pas quittées à la rencontre des troupes royales; c'est-à-dire, d'avoir mieux aimé perir en gens de cœur, que de se laisser traîner dans les prisons, pour être envoyez de là sur la rouë & aux galeres. On disoit que cette rebellion meritoit autant de punitions exemplaires, qu'il y avoit de complices; & après avoir allegué pour motifs de la grace qu'on accordoit la repentance de plusieurs coupables, & la fidelité de tous ceux qui étoient demeurez dans le devoir, on s'excusoit de ne pardonner pas à tous, sur l'obligation de ne dissimuler pas *entièrement des crimes si atroces*, & de faire punir quelques-uns des plus criminels pour servir d'exemple. Enfin on accordoit le pardon à ceux qui n'en seroient point exceptez; mais on le limitoit par ces trois restrictions. 1. Que les Temples de Bezaudun & de Bordeaux seroient rasez aux depens des habitans Reformez, & qu'en chacun de ces lieux il seroit bâti une pyramide, sur laquelle il seroit écrit que ces Temples avoient été abattus, & l'exercice interdit en ces lieux, pour punition des rebellions commises par les Reformez, & de l'insolence qu'ils avoient eue de charger les troupes du Roi. 2. Que ceux qui voudroient jouir de l'amnistie, se rendroient dans leurs maisons dans quinzaine après sa publication, & s'abstiendroient à l'avenir de semblables actions. 3. Qu'on ne comprendroit sous le benefice de l'amnistie ni la memoire & les biens de

*Restrictions
odieuses.*

de ceux qui avoient été tuez les armes à la main, ou exécutez à mort; ni les Ministres qui auroient prêché, ou assisté aux Prêches dans les lieux interdits; ni ceux qui avoient été condamnez aux galeres; ni De Darand, Du Vernet, De Lastic & d'Eure Gentilshommes; de la Blache à qui on n'en donnoit pas la qualité; Sagnol Ministre, & La Conche Avocat de Crêt; Favier Praticien de Montelimar; Pelegrin de Mommeyran; Coutaut de Saillans; Moïse Chabrier frere du Ministre de Poët, & Alzard Praticien d'Eure; ni ceux qui étoient actuellement prisonniers, à qui le Roi vouloit que le procès fût continué; ni ceux qui seroient prevenus de sacrileges & autres crimes execrables, s'il y en avoit eu de commis.

Ainsi à proprement parler il n'y avoit presque personne, que les femmes & les enfans, qui pût s'assurer d'avoir part à l'amnistie: Les Catholiques sachant fort bien l'art de faire passer des paroles indiscrettes, & des actions imprudentes pour des crimes execrables & des sacrileges, il ne falloit qu'avoir un ennemi pour être privé de la grace. Dès le quinziesme d'Août le Roi avoit commis Le Bret Intendant du Dauphiné, pour informer contre les auteurs & les complices de ces mouvemens. Il s'en acquitta en homme qui vouloit faire sa cour. Il fit condamner Chamier jeune homme de vingt-huit ans, Avocat à Montelimar, à être roué tout vif. Il s'étoit trouvé au combat de Bordeaux; mais sur tout il étoit arriere petit-fils du celebre Chamier, qui avoit donné tant d'affaires à la Cour sous les regnes precedens, par son zèle pour les Eglises. On ne douta point que ce peché originel ne lui eût fait autant de mal que son propre crime. Il souffrit ce cruel supplice avec une grande constance; quoi que par une affectation barbare on eût fait dresser l'échafaut devant la maison de son propre pere. On lui offrit d'adoucir sa peine, s'il vouloit se faire Catholique; mais il rejettà cette proposition avec beaucoup de courage. Coutaut bourgeois de Saillans & Syndic du Consistoire, n'étoit convaincu que d'avoir assisté à une Assemblée defenduë: mais sur le temoignage unique d'un nouveau converti, qui l'accusa d'avoir été complice de ceux qui avoient pris les armes, on ne laissa pas de le condamner à être pendu, après qu'il auroit été apliqué à la question ordinaire & extraordinaire. Il souffrit & la question & le supplice couragement; & on

*Supplices
& con-
damna-
tions.*

1683. remarqua même qu'après avoir été déchiré par la torture, il voulut aller à pied au lieu du supplice ; il refusa un tombereau qu'on avoit préparé pour l'y conduire, & on le vit marcher avec autant de resolution, que s'il eût eu ses forces entieres. On fit mourir à Crêt deux jeunes hommes nez à Dieu-le-fit, qui n'étoient chargez que d'avoir été vus avec leurs fusils sur le bord d'une fontaine, huit ou neuf jours avant la rencontre de Bordeaux. Un cavalier de Montelimar nommé Rosans fut encore executé. On le mena trois fois à la vuë de la potence, pour lui faire plus de peur de cette malheureuse mort ; & on lui promit la vie & de considerables établissemens, pourveu qu'il se fit Catholique ; mais il ne fut ébranlé ni par les promesses de la vie, ni par la crainte de la mort. On avoit fait les mêmes promesses aux autres, qui les avoient meprisées avec le même courage. Ceux que Châteaudouble avoit enlevez avec tant de mauvaise foi, n'en furent pas mieux traitez. Après qu'on les eut sollicité en diverses manieres pour leur faire quitter leur Religion, ils furent condamnez aux galeres. De Durand, de la Blache & Sagnol Ministre de Crêt, qu'on n'avoit pu arrêter, furent condamnez par defect à être rompus vifs ; & plusieurs Ministres ou autres qui n'avoient pas voulu se laisser prendre, furent condamnez aussi par defect au gibet ou aux galeres.

*Renou-
velle-
ment des
troubles
en Vivarais.*

Les troubles avoient cessé en Vivarais depuis l'acte de soumission que les Reformez avoient passé : mais lors qu'ils aprirent les executions sanglantes qu'on faisoit en Dauphiné, au prejudice de la foi donnée, & qu'ils virent passer le Rhône à trois ou quatre mille hommes pour entrer en leur pais, ils ne douterent point qu'on n'eût dessein de les traiter comme les autres ; & ils reprirent les armes de tous côtez. Ils se tinrent néanmoins sur la defensive, parce qu'ils esperoient qu'on leur enverroient enfin l'amnistie generale qu'on leur avoit promise ; & ils s'abstinrent scrupuleusement de toutes hostilitez. Les Catholiques n'en userent pas de même. Monteils de Bavas qui tenoit une garnison de cinquante hommes dans son château, ayant eu avis que neuf ou dix Reformez devoient passer près de ses terres, alla les attendre avec une partie de ses gens le vingt-deuxième de Septembre ; & s'étant caché derriere une muraille, fit tirer quinze ou vingt coups de fusil sur les premiers qui parurent. Il y en eut trois qui demeurèrent

meurent sur la place, & les autres se sauverent. Mais les soldats de Monteils ayant aperçu que l'un de ces malheureux n'étoit pas mort, l'acheverent à coups de poignard. On ne fit point de recherches de ces meurtres, parce qu'ils étoient commis par des Catholiques; & pendant qu'on faisoit souffrir la roue à un Reformé, seulement parce qu'il avoit paru en quelque lieu le fusil sur l'épaule, sans faire de mal à personne, on autorisoit les Catholiques de tuer, ou de mettre en prison ceux qu'ils trouvoient sous les armes.

Mais enfin l'amnistie vint. Elle étoit datée du même mois, & écrite du même stile que la précédente. Elle étoit limitée par de semblables conditions. Le Roi ordonnoit la demolition des Temples de Chalangeon, St. Fortunat & le Poussin aux frais des Reformez; & bien loin de leur rendre deux lieux d'exercice en récompense de ceux qui avoient été interdits auparavant, il défendoit de faire aucun exercice à l'avenir dans ces trois lieux, qui étoient saurez jusques-là de toutes les chicanes du Clergé. Il ne donnoit que huit jours à ceux qui avoient pris les armes, pour se retirer dans leurs maisons. Enfin il exceptoit de l'amnistie les Ministres qui avoient prêché, ou assisté aux Prêches dans les lieux interdits, & autres non permis; excité à faire des Assemblées; exhorté à prendre les armes; tenu des conseils; & en un mot participé aux mouvemens. Il mettoit au même rang quarante-neuf ou cinquante personnes, qui étoient nommées dans l'amnistie; tous ceux qui n'auroient pas quitte les armes dans la huitaine; les Relaps; les sacrileges & autres coupables de crimes execrables. Il ordonnoit de reparer les dommages causez par la prise d'armes; aux dépens des Reformez des lieux où ils auroient été soufferts; mais par une grace particulière il exceptoit ceux qui voudroient embrasser la Religion Catholique. On imputoit aux Reformez dans ces lettres d'avoir exercé diverses violences, pillé, forcé des châteaux & des passages sur le Rhône. Mais c'étoit une imposture qu'on avoit reçue au Conseil pour une vérité, sur la parole des Jésuites. Elle n'avoit point d'autre fondement, que ce que les Reformez ayant eu avis qu'une barque qui descendoit la rivière, étoit chargée de munitions destinées à leur faire la guerre, ils la virent pour s'éclaircir du fait, & n'y ayant trou-

*Amnistie
pour ces-
te Pro-
vince.*

1683. vé que des marchandises ordinaires, ils la laissèrent passer sans y rien prendre.

sa pu-
blication
& ses
effets.

Mais la publication de cette amnistie fut faite avec une ruse infernale, pour surprendre plus aisément ceux qui en étoient exceptez. On retrancha des copies qui furent luës & affichées la plupart des restrictions. On n'y employa pas l'article de la demolition des Temples. On supprima l'exception des Ministres, & le nom de tous ceux à qui le Roi ne vouloit point faire de grace. Mais par une ridicule bevue l'Ordonnance d'enregistrement ne laissoit pas de porter qu'elle étoit accordée à tous les coupables, *à l'exception des y denommez*: de sorte que chacun ayant sujet de craindre d'être envelopé dans l'exception, il n'y avoit personne qui osât espérer d'avoir part au benefice. La publication fut faite le vingt-troisième de Septembre: de sorte que les Reformez avoient le reste du mois de delai pour quitter les armes: mais on ne leur en donna pas le tems. Dès le vingt-sixième quatre mille hommes commandez par le Duc de Noailles allerent attaquer environ deux cens dix hommes, qui s'étoient retirez sur la montagne de l'Herbasse. Ils en tuerent une quarantaine. Le reste se sauva dans un bois où on les investit. Il y en eut neuf de pris, qui ayant refusé de se faire Catholiques, furent pendus à deux arbres, sans autre forme de procès. Le même jour les troupes étant allées à Vernoux, y pendirent un malheureux qui leur tomba entre les mains. De là elles allerent à Chalançon dont on leur donna le pillage, & on leur permit de brûler ce qu'elles ne voulurent pas emporter. Après avoir démoli le Temple, brûlé la Bible, emporté la cloche au château du Marquis des Tourrettes, elles passerent la nuit dans cette Paroisse desolée. Le lendemain trois Dragons traînerent par force dans les champs une Demoiselle, qu'ils avoient trouvée dans sa maison, & la violerent. D'autres tuerent à coups de poignard le nommé Riou, & le nommé Monder, âgez d'environ soixante ans, parce qu'ils refuserent d'aller à la Messe. Ces excès furent commis dans la Paroisse de Silhac. Le vingt-huitième les troupes delogerent de Chalançon, & se repandirent en dix ou douze Paroisses, où elles commirent toute sorte de violences. Geraud Mercier, âgé de soixante ans, qui avoit perdu l'esprit depuis quelque tems, & Jaques Tinlaud, vieillard qui avoit près de cent ans, furent tuez

Violen-
ces.

à coups de fusil. Quand on avoit tué quelqu'un de cette maniere, on ne l'honoroit pas de la sepulture. Les meurtriers jetoient le corps dans la riviere, ou l'exposoient sur un grand chemin.

Si on ne vit pas plus d'exemples de ces inhumanitez, il ne faut pas l'attribuer à la compassion des soldats, ou à la justice de leurs Commandans. La seule raison en étoit qu'aussi-tôt qu'on entendoit des troupes, tout le monde fuyoit, & s'alloit cacher dans les bois. Le Duc de Noailles voulant remedier à cette desertion generale, fit publier encore une fois l'amnistie: mais cette seconde publication fut encore plus frauduleuse que la premiere. Elle ne parloit ni de la demolition des Temples, ni de l'exception des Ministres & autres personnes: de sorte qu'on auroit jugé par l'Ordonnance du Duc, si on n'avoit pas été d'ailleurs bien informé du contraire, que la grace étoit generale, & que le Roi n'excluoit personne de ce benefice. Cette publication fut faite à St. Fortunat le vingt-huitième de Septembre, mais cela n'empêcha pas que le même jour & les jours suivans on ne commît toute sorte de violences. Les habitans de plusieurs Paroisses des environs s'étoient retirez dans des precipices derrière Maftenac, où ils crurent qu'on n'iroit pas les chercher. C'est pourquoi les vieillards, les femmes, les enfans s'y refugierent, & chacun y porta ce qu'il avoit de meilleur. Mais les Catholiques du voisinage qui connoissoient le lieu & ses avenues, y conduisirent les troupes, qui n'oublierent rien de tout ce que le soldat fait faire, quand il n'y a point d'autorité qui reprime sa fureur. Il y eut plusieurs femmes & filles violées, & une entre les autres ayant donné beaucoup de peine à six Dragons par sa resistance, & se jettant sur eux en lionne pour se vanger, après avoir été forcée, fut tuée par ces brutaux à coups de fusil. On mit en chemise celles qui ne furent point violées. On tua hommes & femmes, sans avoir égard à leur âge. Pierre Palix eut les deux bras coupez à coups de sabre. Les enfans ne furent pas exemts de ces cruantez. Catherine Raventel ayant été trouvée dans les douleurs de l'enfantement, les Dragons la tuerent, & couperent le visage à un de ses enfans âgé de huit ans, & la main à un autre qui n'en avoit encore que cinq. Après même que l'amnistie eut été publiée, les habitans de St. Voi & de Cham-

Seconde publication de l'amnistie.

Après laquelle les cruantez continuent.

Même contre ceux qui l'acceptent.

4603. bon deputterent au Duc de Nemours, pour déclarer qu'ils l'acceptoient: mais les Dragons de Telfé leur ayant été envoyez, ne les en traiterent pas mieux. Les femmes & les filles y furent violées comme ailleurs, & tout fut mis au pillage. Les habitans de St. Vincent de Dufort ayant député au Duc, pour savoir ce qu'ils deviendroient, le Duc, St. Ruth qui commandoit les troupes, & qui se signala par des cruautés qui lui acquirent le nom de *noir vel Apôtre*, & les autres Officiers affirmèrent ces pauvres gens que le Roi leur pardonnoit, & qu'ils n'avoient qu'à se retirer chez eux. Sur cette parole, que Jean Valente accompagné de quelques Officiers alla porter de lieu en lieu, chacun obéit, & se rendit dans sa maison. Mais au lieu de les y laisser en repos, on les accabla d'exactions, de logement, de condamnations, & ces violences s'étendirent dans toute l'année suivante.

*Desola-
tion des
Ceven-
nes.*

Pendant que les troupes étoient à St. Fortunat, on fit demolir le Temple, & le Marquis de la Tourette profita encore de la cloche qui fut portée dans sa maison. En même tems on préparoit les moyens de desoler les Cevennes. Les Reformez avoient continué de s'y assembler, mais ils n'avoient pas pris les armes. Le Comte du Roure écrivit au Consistoire d'Alais, pour l'exhorter à solliciter les Eglises de la Province de passer un acte de soumission, pareil à celui des Reformez du Vivarais, & particulièrement l'Eglise de St. Hippolyte de discontinuer ses Assemblées. Il permettoit par sa lettre de convoquer une Assemblée générale de la Province pour en délibérer. Suivant cette permission l'Assemblée fut convoquée à Colognac, où elle se forma le sixième de Septembre. Elle étoit belle & nombreuse. Il s'y trouva cinquante quatre Gentilshommes, cinquante Ministres, & trente personnes du Tiers Etat, qui étoient ou Avocats, ou Medecins, ou bons Bourgeois. On y passa des actes fort soumis, où néanmoins les Reformez de St. Hippolyte ne s'obligeoient pas à discontinuer leurs exercices. Cela fut cause que les actes ne furent pas portez au Comte & à l'Intendant, parce que l'Eglise d'Alais témoigna qu'ils n'en seroient pas contents. Mais le Comte députa de sa part un Gentilhomme aux Directeurs de la Province, pour les disposer à l'obéissance, & les assurer que pourveu qu'ils fissent suspendre seulement pour quinze jours les Assemblées de St. Hippolyte, il leur feroit obtenir de l'adoucissement dans les affaires

affaires générales; de la consolation pour ceux de St. Hippolyte, 1603.
 & l'annuité générale des choses passées. Ce Gentilhomme qui
 étoit Reformé, assembla les Directeurs à Anduze; leur exposa
 les intentions du Comte; leur donna connoissance de l'acte de
 soumission dressé par les Eglises du Vivarais; & les disposa à imi-
 ter leur exemple.

Ils dressèrent donc un acte semblable, & chargerent deux *Acte de*
 Gentilhommes & un Ministre de le porter au Comte du Roure *soumis-*
 & à l'Intendant: & de le solliciter de travailler à obtenir pour *sion.*
 eux ce qu'il leur avoit fait espérer. Le Comte les reçut fort bien
 à Nîmes, où ils l'allèrent trouver: mais l'Intendant étant d'un
 autre côté, ils allèrent le chercher à Tournon; & en suite à Va-
 lence; d'où il les renvoya dans le Vivarais. Enfin il leur don-
 na audience, mais ce fut pour les renvoyer au Duc de Noailles.
 Ces délais avoient été recherchez pour donner le tems aux trou-
 pes de ruiner le Vivarais; parce que par une ruse de politique on
 ne vouloit attaquer ces Provinces que l'une après l'autre; de peur
 que si on avoit envoyé tout à la fois des troupes par tout, le
 desespoir n'eût réuni les Reformez, qui étoient encore en état
 de donner bien de la peine, s'ils avoient voulu se défendre.
 C'est pourquoi pendant qu'on desoloit le Dauphiné, on avoit eu
 le soin de faire exactement garder tous les passages, afin que la
 nouvelle de ce qu'on y faisoit ne pût être sue dans le Vivarais:
 & pendant qu'on ravageoit les Eglises du Vivarais, on avoit pris
 les mêmes precautions pour empêcher que la nouvelle n'en fût
 portée dans les Cevennes. Mais quand on eut achevé dans le
 Vivarais, & qu'on n'eut plus que les Cevennes à reduire, on
 permit aux Deputez de parler au Duc. Le Comte du Roure &
 l'Intendant qui avoient donné des esperances de grace, & qui
 d'ailleurs auroient été portez d'eux mêmes à traiter les choses avec
 douceur, ne voulurent pas se charger du reproche d'une perfidie:
 mais le Duc qui n'avoit rien promis, & qui d'ailleurs re-
 cevant les ordres directement, comme Gouverneur de la Pro-
 vince, n'étoit pas lié par la parole de ses inferieurs; ne crut pas
 qu'il y allât de son honneur de faire une action un peu contraire
 au Droit des Gens. Aussi-tôt que les Deputez se presenterent de-
 vant lui, il les fit arrêter par le Prevôt; fit desarmer les Gentils-
 hommes; les fit fouiller rous; refusa de les ouïr; & commanda

*Les De-
 putez qui
 le portent
 sont ar-
 rêtés.*

1683. da de les mettre dans une basse fosse. On auroit pu excuser cette action , si ces Deputez avoient été envoyez par des sujets en armes , pour porter des propositions orgueilleuses à leur Souverain , sans avoir pris auparavant avec lui leurs sûretés , & avoit obtenu des passeports : mais arrêter des Deputez qui ne vont porter à leur Souverain que des actes de soumission , & des assurances de se departir de toute entreprise contraire à ses volontés ; des Deputez chargez seulement de demander grace , & d'ailleurs qui marchent sur la parole d'un Lieutenant de Roi , par l'ordre de qui leur deputation avoit été autorisée ; c'est ce qui ne peut passer que pour un acte odieux de vengeance outrée , qui ne respecte ni la justice , ni la bonne foi. Le Prevôt les voulut mettre dans un cachot sale & puant : mais ils refuserent constamment d'y entrer ; & protesterent qu'ils se refoudroient à la mort , plutôt que de souffrir qu'on violât si indignement le Droit des Gens à leur égard. Le Duc averti de leur résolution , les fit mettre dans une chambre. Peu après il élargit l'un des Gentilshommes , nommé de Baudan , qu'on l'assura qui s'étoit toujours opposé au projet. Il n'y eut que la Valette , Gentilhomme du pais , & la Porte Ministre qui demeurèrent prisonniers.

*Nouvel
acte de
soumission.*

Pour couvrir cette action de quelque excuse , on allegua que l'acte de soumission , & les instructions des Deputez n'exprimoient pas assez de respect : c'est pourquoi les Directeurs dressèrent un nouvel acte le deuxième d'Octobre , où ils tâcherent de n'oublier rien de ce qui pouvoit exprimer l'humilité & la repentance. Mais avant que les Deputez qui étoient chargez de le porter fussent partis , on avoit déjà commencé à faire entrer des troupes dans leur Province. Les habitans de St. Hippolyte ayant été avertis de l'approche des Dragons , & ne doutant pas qu'on n'eût dessein de les traiter comme ceux du Vivarais , quoi qu'ils n'eussent point fait d'autre mal que des s'assembler sans armes pour prier Dieu , & qu'ils eussent même cessé de le faire , pour se mettre en état d'obtenir grace , abandonnerent leurs maisons. Les vieillards , les enfans , les femmes se retirèrent dans les bois & sur les montagnes. Les autres au nombre de six ou sept cens , capables de porter les armes , sortirent de St. Hippolyte par un bout , lors que les Dragons entrèrent par l'autre , & se retirèrent dans un lieu avantageux , résolus de se défendre , si on les attaquoit.

quoit. Ce desespoir étonna les Officiers de ces troupes, qui 1683.
cherchoient plutôt les personnes que les maisons ; afin d'avoir le
plaisir ou d'exercer des cruautés , ou de faire des *conversions*.
C'est pourquoi ils eurent recours à la perfidie , & tâcherent de
ramener ces malheureux , par des promesses qu'on étoit résolu de
ne tenir point. On leur envoya de Vibrac & de la Pimpie Gén- <sup>Novvel-
les perfidies.</sup>
tilshommes , & Durand Juge de Sauve , pour traiter avec eux
de la part du Duc de Noailles : & sur la parole que ces envoyez
leur donnerent que le Roi leur accordoit une amnistie generale,
dont il n'exceptoit quë quatre ou cinq , de qui même on espe-
roit obtenir la grace ; qu'on ne leur feroit point de mal ; que les
troupes ne feroient que passer , & que tous leurs mouvemens ne
ne se feroient que par bienfiance , pour l'honneur de la Majesté
royale, on les fit résoudre à l'obeïssance. Les Gardes du Duc al-
loient & venoient , pour lui communiquer les propositions des
Reformez , & pour rapporter ses ordres : de sorte que ce fut avec
lui proprement que le traité fut arrêté. A sa parole donc ces
pauvres gens se retirerent. Les uns vinrent à St. Hippolyté ; les
autres allerent rassembler leurs familles dispersées , & quelques uns
s'arrêterent dans les maisons qu'ils avoient à la campagne. Ce-
pendant le même jour on arrêta six hommes , dont il y en avoit
deux qui revenoient chez eux sur la foi de l'amnistie ; un troisié-
me qui n'avoit point d'armes , & qui ne faisoit que passer son che-
min , & un quatrième qui revenoit de Mompellier , avec les pa-
piers d'un procès qu'il étoit allé y poursuivre. Les deux autres
étoient un pere & son fils , qui avoient voulu s'opposer aux desor-
dres que les Dragons faisoient dans leur maison. Le Juge après les <sup>Supplie
de deux
hommes
reconnus
innocens.</sup>
avoir examinez tous quatre déclara qu'il ne trouvoit pas qu'ils eus-
sent mérité la mort : mais le Comte de Tessé dit que cela ne der-
voit pas empêcher qu'on n'en fit pendre deux ; & sur le refus que
le Juge fit de les condamner, on tira leur nom au sort. Le malheur
tomba sur un païsan qui avoit été pris en retournant chez lui dans
l'esperance de l'amnistie ; & sur ce pauvre homme qui avoit été trou-
vé sans armes dans le chemin. On les sollicita fortement & dans
la prison , & sur le lieu du supplice , pour les obliger à changer
de Religion ; mais le païsan ne parut jamais ébranlé ; & fut exé-
cuté le premier. Le compagnon de son malheur perdit le cou-
rage à la vue de cette execution ; & promit de changer. Un des
autres

1683. autres nommé Labric qui assistoit à cette exécution les malades, & qui par la recommandation d'un des Gentilhommes médiateurs avoit été excepté du nombre de ceux qu'on avoit fait tirer au fort, eut la hardiesse de lui reprocher le péché qu'il commettoit ; & ce pauvre homme, touché de ce reproche, revint à lui sur le champ ; déclara qu'il vouloit mourir, & desavoua la promesse que la crainte de la mort, & la vue de la desolation où il laissoit sa famille avoient tirée de sa bouche. De sorte qu'on le fit mourir comme le premier.

*Cruan-
ter im-
punies.*

Cependant les troupes firent mille desordres à St. Hippolyte & à la campagne. Ils brisèrent pillèrent, violèrent comme ils avoient fait ailleurs. En un mot ils commirent des excès si horribles, qu'encore qu'on leur eût donné jusques là toute sorte de licence, on crut qu'il étoit nécessaire de les reprimer. Deux Grenadiers étant entrez dans une métairie, n'y trouverent qu'un jeune homme, & une petite fille encore fort éloignée de la puberté. L'un d'eux voulant violer cet enfant, l'autre se jeune garçon, & entreprit de forcer sa sœur en sa présence. Mais l'âge de cette fille ne lui permettant pas de se satisfaire, il y suppléa par un effet de rage, & lui déchira le ventre avec les mains, pour assouvir sa brutalité. Les Officiers frappés de l'honneur de cette action qui faisoit beaucoup de bruit, condamnèrent ce scelerat à être roué. Mais ce fut le seul crime puni ; & on ne fit pas la moindre recherche contre ceux qui en avoient commis tant d'autres. Il est remarquable même qu'on faisoit rouir vifs les Reformez qu'on croyoit coupables d'avoir excité les autres à faire des Assemblées, & à prendre des armes pour se défendre en cas de nécessité ; on ne leur faisoit pas grace d'un seul coup que leur corps pût recevoir sans mourir : mais ce scelerat n'eut que l'apparence du supplice ; & on l'étranglant de bonne heure, on lui en épargna la douleur. Après cela on dispersa les troupes dans les Covenans, & on accabla les Reformez de taxes & de logemens. Le Vivarais & le Dauphiné logerent aussi des troupes pendant tout l'hiver ; & on ne tira ces cruels hôtes de ces trois Provinces, que quand ils n'y trouverent plus rien à manger.

*Requies
au nom
du bas
Languedoc.*

Dans le bas Languedoc rien n'avoit branlé. Il n'y avoit eu ni prise d'armes, ni Assemblées. Cependant on chercha des prétextes de tourmenter les Reformez, qui donnoient de la jalou-
sie

lie par leur nombre. On n'en manqua jamais contre ceux de qui on méprise la faiblesse. On accusa les Directeurs de cette Province d'avoir eu part au projet ; & les peuples d'avoir approuvé leur zèle , & d'avoir loué le courage de ceux qui avoient fait des Assemblées. Les Directeurs voulurent aller au devant de l'orage qui les menaçoit. Ils dressèrent une requête où ils tâchèrent de faire pitié par le tableau de leurs malheurs , & par la justification de leur conduite. Ils s'efforçoient de faire voir que les Assemblées n'avoient pas été criminelles : 1. par l'innocence de ce qui s'y étoit passé ; 2. par les articles de leur Confession de Foi dont il leur étoit permis de faire profession ; 3. par la nécessité des Assemblées de devotion , qui étoient recommandées comme un devoir indispensable du Christianisme ; 4. par l'exemple des fideles de tous les siècles , & principalement de Daniel ; qui n'obéit point aux défenses que Darius avoit faites d'adresser aucun hommage à quelque objet que ce fût excepté le Roi , durant trente jours : on y rapportoit aussi la réponse des Apôtres aux Juifs qui avoient voulu les empêcher d'exercer leur Apostolat ; 5. par les Edits qui avoient tant de fois accordé la liberté de conscience. On y remontrait que les troubles qui étoient survenus à l'occasion de ces Assemblées , étoient un accident dont les Assemblées même étoient innocentes , parce qu'elles avoient été faites à toute autre intention. En suite on décrioit les maux que les Reformez avoient soufferts dans les trois Provinces , les ravages , les supplices , les tortures. On temoignoit qu'en s'assemblant on avoit espéré de la bonté du Roi qu'il ne regarderoit pas cette entreprise comme un crime digne de la rouë ; mais on protestoit de souffrir toutes sortes de peines , sans s'étonner du malheur des autres , plutôt que de renoncer à la pratique d'un devoir si juste. On représentoit au Roi comme l'unique moyen d'affermir la paix de l'Etat , qu'il falloit laisser aux sujets la liberté entière de leurs consciences : parce qu'autrement la contrainte reduisoit les plus sages malgré qu'ils en eussent , à faire des choses que la charité & l'équité ne demandoient pas. On ajoûtoit que les Catholiques & les Reformez avoient tant de liaisons ensemble , que la ruine des uns entraineroit celle des autres. On disoit que toutes les manufactures étoient ruinées dans ces Provinces , où elles étoient florissantes avant ces desordres , parce que tout le commerce y rou-

1683. loit sur le travail & sur l'industrie des Reformez. Enfin on conjuroit le Roi *par les entrailles de sa misericorde, par sa pieté, par sa tendresse paternelle, & par toute son équité* de leur rendre la liberté de leurs exercices, les moyens de gagner leur vie dans de legitimes emplois, & dans les Arts & Metiers; & sur tous des Juges non suspects.

*Troupes
envoyées
à Nîmes
& à
Uzès.*

Cette requête que les Directeurs dressèrent, comme tous leurs autres écrits, au nom de tous les Reformez, & qui les faisoit paroître fermes & résolus au milieu de leurs soumissions, aggrita les esprits au lieu de les apaiser; & le vingt-huitième d'Octobre on fit partir d'Anduze trois cens Dragons, sous la conduite de Barbezieres, qui avoit ordre de se rendre à Nîmes avant le jour, & d'y saisir neuf ou dix personnes suspectes. Les principaux étoient Icard & Peyrol Ministre de Nîmes; Fontfroide Gentilhomme fort zélé, & Brousson Avocat au Parlement de Thoulouse. Ces deux derniers n'étoient pas exceptez de l'amnistie; mais on les considéroit comme ayant eu part au projet. Quelques diligences que les Dragons eussent faite, les personnes qu'ils cherchoient eurent le tems de se sauver. L'un d'eux seulement fut trouvé couché avec son frère dans un même lit: mais les Dragons prirent l'un pour l'autre. Ils arrêterent celui à qui on ne pensoit pas, & donnerent le tems d'échapper à celui qu'ils avoient eu ordre de prendre. Quand on eut reconnu la meprise, on relâcha celui qui avoit été arrêté: mais on ne trouva point les autres; qu'il étoit qu'on eût fait des défenses réitérées à tous les habitans de les retirer, à peine de la vie & de demolition de leurs maisons, & qu'on eût tenu les portes de Nîmes fermées durant plusieurs jours, trouverent & des amis assez fideles pour les cacher, & le moyen de sortir de la ville malgré les Gardes. Un autre détachement envoyé à Uzès la même nuit, pour surprendre Labadie l'un des Ministres du lieu, coupable du même crime, fit aussi une diligence inutile; & ce Ministre lui échappa. Cependant on defarma les Reformez de ces deux villes, sans en avoir d'autre prétexte, que de ne laisser pas à un peuple assez nombreux les moyens de se defendre de l'oppression qu'on lui preparoit: mais pour envelopper dans des affaires fâcheuses les gens même qui n'avoient point eu de part à ces malheureux mouvemens, on avoit imaginé de nouveaux sujets de traiter les Ministres des environs comme des rebelles.

Quel-

Quelques-uns d'eux voyant regner une cruelle division dans le Consistoire de Nîmes, où les uns étoient aussi ardens à favoriser le projet, que les autres à le rejeter, s'aviserent de demander au Comte du Roure la permission de tenir un Colloque, pour reconcilier les esprits. Le Comte leur refusa cette permission, & défendit de s'assembler, à peine d'être punis comme criminels d'Etat. On obeît, & le Colloque ne se tint point; mais comme on crut que le dessein de ces Ministres avoit été de faire approuver le projet par le Colloque, on leur fit un crime de leur intention. Pendant que les Dragons demeurent dans ces quartiers-là, on fit rechercher ceux qui avoient résolu de faire cette demande; & on saisit ceux d'Airargues & de St. Gilles, qui furent menez à Montpellier garrottez comme des brigands. L'Intendant ayant decreté contre plusieurs autres, ils se rendirent prisonniers volontairement: & on les fit languir long tems dans les prisons, sans les juger. Sur un autre soupçon que plusieurs Ministres avoient signé un écrit, par lequel ils reconnoissoient qu'en conscience & par le devoir de leurs charges, ils étoient obligez à prêcher l'Evangile, malgré les defences qu'on leur en pourroit faire au prejudice des Edits; sur ce soupçon, dis-je, il y en eut encore plusieurs decretez, & ainsi presque toutes les Eglises du Colloque de Nîmes se trouverent sans exercices.

Mais pendant l'hyver de cette année qui fut extraordinairement froid, les troupes qui demeurèrent en garnison dans les trois Provinces continuerent à exercer de cruelles violences. On ne sauroit exprimer à quelles sommes monterent leurs exactions; mais on en peut juger par la somme de deux cens quarante quatre mille quatre cens livres, que les habitans de St. Hippolyte furent contraincts de debourser, comme ils le justifierent par un compte en bonne forme. En general pendant que les Reformez eurent de quoi satisfaire le soldat, ils en furent quittes pour le pillage: mais quand l'argent vint à leur manquer; quand le prix de leur meubles fut consumé; quand les ornemens & les habits de leurs femmes furent vendus; on s'ayisa de les convertir, & on s'y prit par la methode qui avoit aquis tant de reputation à Marillac: on trainoit les uns par force dans les Eglises; on mettoit les autres en prison, & pendant qu'on les y tenoit on employoit les incommoditez, les menaces, les outrages pour les obli-

2683. ger à se faire Catholiques. Ce fut ainsi qu'en Dauphiné on ruina Bordeaux, la Baume Corneillane, Bezaudin, Chateaudouble, la Mote, Chalançon, Volvent & plusieurs autres lieux considérables.

*Exem-
ples par-
ticuliers
des
cruautez
commises
en Vivar-
rois.*

En Vivarais on alla s'il se peut encore plus loin. On pour-
roit coter plus de quarante exemples d'une cruauté signalée, sans
parler du pillage, de l'emprisonnement, & d'autres outrages
ordinaires. On n'épargna ni sexe, ni âge, ni les femmes gros-
ses, ni les malades. La Traversé, Pierre-ville, Masternac, Cha-
lançon, Silhac, Labatie, La Vallette, Desaignes, la Maître
Beauchâtel, Boufquet, St. Laurens, Granger, Macheville,
Vernoux, Chambon, Fraissiner, Bouchat, Mazet, la Rouë,
Tance, Bourge, Suc, Vacheresses, Fontmorette, sont avant
de paroisses ou de lieux où toutes sortes d'inhumanitez furent ex-
ercées. Antoine Faure ayant été forcé par quelques Fuzeliers de
leur donner à dîner, l'un deux en récompense lui cassa la cuisse
d'un coup de fusil. On l'arrêta sur le champ, & on alla deman-
der justice à Bouvincourt son Commandant, mais il en fut quitte
pour quelques jours de prison. Les soldats du Marquis de la
Tourette traitèrent de même un nommé Labeille. Après avoir
bu & mangé chez lui, ils firent mille desordres dans sa maison :
& l'ayant réduit à prendre la fuite, ils le ruerent de sept ou huit
coups de fusil, dont même l'un estropia sa servante, & l'autre
creva l'œil au valet d'un de ses voisins. Il n'en fut pas fait meil-
leure justice que de l'autre. Un jeune homme de quinze ans
ayant été mené au château de la Tourette, on lui mit cinq ou
six fois la corde au cou, en le menaçant de le pendre, s'il ne
changeoit de Religion, & on l'enleva plusieurs fois de terre, pour
lui faire plus de peur, le laissant retomber seulement, quand on
voyoit que la respiration lui manquoit. Il ne se tira de ces mains
barbares que par une constance au dessus de son âge. On fit brû-
ler les pieds & les mains d'un païsan de la paroisse de Labatie, &
parce que ce tourment ne l'ébranloit pas, on lui mit un charbon
ardent dans la main, & on la lui tint fermée long tems de peur
qu'il ne le jettât. Molines autre païsan demeurant près de De-
saignes eut les pieds & les mains liées, on lui passa la tête entre
les genoux, & avec une barre qu'on lui mit au milieu du corps,
on le rouloit comme une boule. On brûla les levres à un autre
avec

avec un fer rouge. On rompit les côtes, les bras on les jambes à d'autres à coups de bâton. Une veuve âgée de soixante & quatre ans fut liée sur un fautueil par les soldats qui logeoient chez elle, & portée au Sermon d'un Missionnaire, qui ne fut pas assez humain pour blâmer cette violence. Lors qu'elle baïssoit la tête, on la lui relevoit avec un bâton, pour lui faire regarder le Predicateur. Après le Sermon, les soldats la detachèrent, mais quand elle fut rentrée dans sa maison, ils la reprirent, & la tinrent par force devant un grand feu, jusqu'à ce qu'elle s'évanouit entre leurs bras. Il y eut des hommes à qui on arracha le poil de la barbe, d'autres de qui on la brûloit à la chandelle, d'autres qu'on laissa pendus la corde au cou, demi morts, d'autres qu'on lia de même à des cheminées, dont la fumée leur bouchoit tous les passages de la respiration; d'autres qu'on jeta tout liez dans un grand feu. Il y eut des femmes liées au pied de leur lit, & qu'on laissa des jours entiers dans cet état, d'autres qu'on assomma de coups, d'autres qu'on mit durant le plus froid de l'hiver dans des cachots pleins de bouë, d'autres qu'on fit monter sur des échelles la corde cou, en jurant qu'on les alloit pendre, d'autres qu'on força d'abandonner leurs maisons par la crainte d'être violées. Le Curé de Tance fit ruiner les Reformez de sa paroisse par les Dragons de Tessé, de Languedoc, de Grillon: & une Compagnie de ceux-ci ayant réduit par quinze jours de violences excessives ces malheureux à tout quitter, le Curé fit jeter dans la rue le blé qu'ils avoient laissé dans leurs greniers, & après cela leur fit un procès, & les accusa d'avoir violé les conditions de l'amnistie, qui leur ordonnoit de retourner dans leurs maisons. L'Intendant decreta contre eux sous ce pretexte, & en fit arrêter deux qu'il tint fort long tems dans une étroite prison. Le Marquis de la Tourette faisoit de son côté tout le mal dont il se pouvoit aviser. Entre ses autres cruautés celle-ci est remarquable. Il avoit forcé Pierre Romieu, qui étoit excepté de l'amnistie, à changer de Religion, pour éviter la mort. La femme de ce *converti* affligée de ce qu'il avoit eu tant de foiblesse, refusa de le voir. Le Marquis la fit enlever par ses soldats, & l'enferma dans une chambre de son château, où il lui fit toute sorte de persecutions. Il la menaça même que si elle ne suivoit l'exemple de son mari, il la feroit pourrir en prison. Il lui ôta

1683. un enfant qu'elle nourrissoit, & lui refusa tout ce qui pouvoit la soulager. Dans cet état elle se resolut à couper les draps & les rideaux de son lit, & en fit une corde pour descendre par la fenêtre. Cette mauvaise corde n'ayant pu la soutenir sans se rompre, elle tomba de fort haut sur des rochers, où elle demeura toute brisée, & sans mouvement: mais comme en la relevant on remarqua en elle des restes de vie, le Marquis la fit remettre en prison.

*Autres
exem-
ples.*

La Marquise des Portes reveilla son zèle contre les Reformez, quand elle vit le país inondé de troupes. Elle avoit paru plus équitable pendant les dernières années de sa vie, que dans les commencemens: mais quand elle vit que tout le monde se piquoit de faire des *conversions*, elle voulut avoir part à cette gloire, pour faire en même tems sa cour à Dieu & au Roi. Elle avoit cent hommes de garnison dans le château dont elle portoit le nom; & le Commandant de ces soldats nommé St. Hilaire, se croyant tout permis à cause de sa qualité de Capitaine, & d'ailleurs étant d'une inclination farouche & cruelle, fit mille violences aux Reformez qui habitoient dans la Seigneurie de cette Marquise. Le plus ordinaire de ses exploits étoit d'enlever les païsans; de les conduire dans le château; de les solliciter de changer de Religion par promesses, par menaces, par injures, par mauvais traitemens. Quand il n'en pouvoit venir à bout, il les faisoit descendre avec une corde au fond d'une vieille tour découverte, où il les laissoit exposez à toutes les injures de l'air, jusqu'à ce qu'ils eussent promis de changer, ou que par leur constance ils eussent lassé sa fureur. Mais quand il avoit contraint quelqu'un par ses cruautés à promettre d'aller à la Messe, il lui faisoit passer une declaration devant Notaire, par laquelle il reconnoissoit qu'il changeoit de Religion de son propre mouvement, & sans violence.

*Non-
veaux
artifices
pour pro-
curer des
conver-
sions.*

Dans le même tems on joignit aux soldats deux autres sortes de persecuteurs: les uns étoient les Missionnaires; les autres étoient les devotes, qui se piquoient de *convertir* le menu peuple. Ces trois ordres de *Convertisseurs* avoient partagé leurs fonctions. Les Dragons semoient la terreur par le bruit, le pillage, les blasphèmes, les violences. Les Missionnaires fatiguoient par des disputes, des conférences, des conseils, de feintes civilitez, les peuples épouvantez par les soldats: mais les Devotes qu'on apeloit

soit *Dames de misericorde*, portoient la bourse, & offroient de 1683
l'argent à ceux qui avoient tenu bon contre les troupes, & contre
les Missionnaires. Ainsi par une sagesse fort differente de celle
de JESUS-CHRIST & de ses Apôtres, on preparoit les cœurs
à la *conversion* par les armes; on leur en donnoit le pretexte par
les disputes; & on achevoit l'ouvrage par les recompenses.

Une partie de ces cruautés furent commises pendant l'année 1684
1684. durant laquelle aussi les Intendans de Dauphiné & de Lan-
guedoc rendirent de cruelles Ordonnances. Celui-ci fit rouir vif ^{Supplice}
à Tournon Isaac Homel, Ministre de Soyon en Vivarais. Il fut ^{de Ho-}
pris en cherchant à se retirer, avec Audoyer Ministre des plus ^{mel Mi-}
échauffez. Celui-ci ayant été arrêté se racheta de la mort en
changeant de Religion, & en avertissant les soldats que Homel
n'étoit pas loin, & que s'ils pouvoient le saisir ils feroient une
bonne prise. Ils ne purent néanmoins le trouver; mais quelques
païsans l'arrêterent le lendemain. On le chargea de divers cri-
mes; & si on s'en raporte aux informations sur lesquelles il fut
condamné, la Religion n'étoit pas la seule cause de son malheur.
Mais c'est un secret que les persecuteurs entendent bien; que ce-
lui d'imputer de faux crimes à ceux qu'ils font mourir, afin de
faire passer leurs cruautés pour des supplices legitimes: de sorte
qu'il ne faut pas toujours ajouter foi à tout ce qui se trouve dans
de semblables informations. Elles sont dressées par des gens qui
font parler les temoins, & l'accusé même comme il leur plaît. Ce
qu'on peut dire de plus certain, est qu'il avoit été fort porté
pour l'exécution du projet; qu'il avoit prêché dans quelques
lieux interdits; qu'il avoit appuyé l'avis de prendre les armes,
pour se defendre si on étoit attaqué; que même il avoit prêché
dans des Assemblées où ses auditeurs étoient armez. Quelques-
uns ont dit qu'il étoit un peu entêté de l'esperance d'une deli-
vrance prochaine; qu'il communiquoit cette esperance à tous
ceux qui vouloient l'écouter; & qu'il fondeoit ses desseins sur ce
principe: de sorte qu'il lui étoit arrivé de parler un peu forte-
ment en faveur de la prise des armes, qu'il regardoit comme le
premier degré de la delivrance esperée. Quoi qu'il eût des amis;
& même des sectateurs, il avoit aussi des ennemis: de sorte qu'il
ne faut pas s'étonner si on a écrit sur les causes de sa mort des
memoires fort differens. Il avoit soixante & douze ans; & regu-
liere-

1684. Lièrement ce grand âge devoit l'exempter d'un supplice si cruel. Il faut qu'un homme ait commis quelque chose d'execrable, pour être traité d'une manière si barbare, quand par le nombre des années il touche déjà, pour ainsi dire, aux portes de la mort. Cependant il n'y avoit rien de tel dans la vie de Homel, & tout ce qu'on pourroit dire de lui en exagérant les choses, est qu'il avoit trop hautement favorisé ce que le Conseil apelloit rebellion. Des personnes du pais fort sages & fort moderées, qui n'avoient point eu de part au projet, mais qui ne laissoient pas d'avoir une particuliere connoissance des affaires, m'ont assuré qu'il faisoit pitié même à ceux qui le condamnerent, que si la chose avoit dependu d'eux, ils lui auroient sauvé la vie; que si même ils avoient eu entre les mains quelque autre personne de son caractère, dont ils eussent pu faire un exemple, ils auroient épargné ce malheureux vieillard, & lui auroient fait souffrir au moins une mort plus douce. Mais les ordres dont ils n'étoient que les executeurs, prescrivoient le genre de mort à quoi on devoit condamner les coupables. Pour satisfaire les Jesuites, & reparer envers eux aux depens des *heretiques* l'outrage qu'on avoit fait à leur Ordre en Angleterre, par le supplice de quelques traîtres qui avoient conspiré contre l'Etat & contre le Roi, ce n'étoit pas assez que de leur en procurer une vengeance sanglante; il falloit qu'elle fût cruelle. Il falloit à leur fureur des Ministres roüez vifs sous pretexte de rebellion. Le malheur tomba donc sur Homel, parce que l'Intendant ne put mettre la main sur un autre. Il souffrit la mort avec un courage que tous les spectateurs admirerent. Le Bourreau s'étoit enivré pour faire cette execution, & il s'en aquita d'une manière qui redoubla le tourment. Il lui donna environ trente coups, sans lui en donner un mortel; & il accompagna ces coups d'autant de paroles insultantes. Le peuple qui d'ordinaire s'empporte contre les Bourreaux, & assez souvent les assomme quand ils sont trop long-tems souffrir les condamnés, vit durer ce supplice trois ou quatre fois au delà de l'ordinaire sans s'émouvoir; & quoi que cette execution ne demande que dix ou douze coups, il laissa faire l'exécuteur, sans prononcer même une menace. Il n'auroit pas été si tranquille s'il avoit vu mourir un voleur de grands chemins. Cela se passa le vingtième d'Octobre 1683.

Mais

Mais l'année suivante le même Intendant rendit trois autres jugemens avec la même rigueur, assisté du Presidial de Nîmes. Par le premier du vingt-sixième de Juin, il condamna les Ministres du bas Languedoc à diverses peines. Icard Ministre de Nîmes fut condamné à être roué tout vif. Peyrol son collègue, & Laborie Ministre d'Uzès furent condamnés à être pendus; & ce jugement fut exécuté par effigie. On ajouta à leur peine la confiscation de leurs biens. Chambon Ministre à Aimargues; Escotier Ministre à St. Gilles; Arnaud Ministre à Vauvert; Benoist Ministre à Congénies; Rey Ministre de Vergèze furent interdits pour toujours, & condamnés à trois cens livres d'amende chacun. Abrenethée Ministre du Caila, fut interdit pour trois ans, & paya cent livres d'amende. Vignoles son collègue, & Gibert Ministre de St. Laurent, furent condamnés chacun à trois cens livres, & interdits pour six ans. Modenx Ministre de Mafliargues fut interdit pour toujours, & banni de la Province pour cinq ans. Il étoit défendu à tous ces Ministres, de résider plus près de leurs Eglises que de six lieues. La même Ordonnance décretoit prise de corps contre Marchan, Constantin, Bruguieré & Grizot, Ministres de Bauvoisin, d'Aiguemortes, de Cauvifson & de Nages; & elle mettoit dans le même état Gautier qui avoit été Ministre de Mompellier. Ainsi par cette Ordonnance il y avoit pour le moins une douzaine d'Eglises privées de leurs Pasteurs, & par conséquent de tout exercice public de Religion, puis qu'il étoit défendu aux Ministres qui étoient exemts des condamnations, d'y aller prêcher sans envoi du Colloque ou du Synode; & aux Eglises de s'assembler sans Ministre, de qui la présence autorisât les Assemblées.

La seconde Ordonnance étoit du troisième de Juillet, & regardoit les Ministres des Cévennes. Il y en avoit trois de condamnés à être roués vifs; Rossel le pere, Ministre du Vigan, d'Olimpies Ministre de St. Paul, & De la Roquette Ministre de Manoblet. Il y en avoit dix de condamnés à être pendus, savoir Vial, Galli de Gaujac, Teissier, Dautun, Grougnet, Mazel, Cordil, Boyer, Astruc & Rossel le fils; qui avoient servi les Eglises d'Aulas, Mandagout, St. Romain, St. Privat, Saumène, Gabrial, Vestric, Canaules, Aigremont & Avese. Les biens de tous ces Ministres furent confisqués, & le jugement

1684
Condam-
nations
contre
plusieurs
Minis-
tres.

Autres
contre
les Mi-
nistres des
Céven-
nes.

1684. exécuté en effigie. Aigouin, Pistori, Portal & Barthélemy furent interdits pour trois ans, & condamnés les uns à deux cens, les autres à cent livres d'amende; avec défenses d'approcher plus près que de six lieues de Sumene, de St. Laurens, de la Salle & de Mollières, qui avoient été leurs Eglises. Roux Ministre de Toiras étoit decreté; mais d'ailleurs les Eglises même de Sumene, Mollières & Aveze étoient interdites; quoi que les Ministres seuls eussent été exceptés de l'amnistie, & que les peuples qui étoient tous compris dans l'absolution, ne pussent être légitimement punis, ni par conséquent privés du droit de leurs exercices.

*Decrets
& inter-
dictions.*

Le lendemain un troisième jugement abolit aussi l'exercice dans les lieux de la Salle, St. Roman, Cros, Cognac, Manoblet & Valesfalieres, & les habitans même furent condamnés à l'amende. Huit Ministres furent decretés par le même jugement, & ainsi les Eglises du Pompidou, de St. André, de St. Germain, de St. Etienne, de Barre, de Genouillac & de Molezon qu'ils avoient servies, demeurèrent destituées, & à peu près dans le même état que les interdites. Comme cela se passoit dans le bas Languedoc & dans les Cévennes, où on n'avoit pas pris les armes, on peut bien juger que le Vivarais & le Dauphiné, où les peuples avoient fait mine de se défendre, furent encore traités plus sévèrement. En effet les Intendans y donnerent de terribles jugemens. Ils peuplerent les galères de misérables condamnés; & ils condamnèrent entre autres plus de cinquante Ministres à cette peine, ou à celle du gibet & de la roué: de sorte qu'il n'y avoit presque pas une famille dans le pays qui ne fût dans la dernière affliction, par l'intérêt qu'elles devoient prendre toutes à cause de leurs alliez ou de leurs parens, à ces condamnations cruelles & infamantes. Le Parlement de Grenoble joignit son zèle à celui des Intendans; & l'onzième de Juillet il ordonna la demolition du Temple de Montelimar, sous prétexte qu'on avoit souffert qu'une fille, dont on disoit que l'abjuration avoit été signifiée au Consistoire, assistât aux exercices publics. Il y avoit inscription de faux contre l'exploit de signification, qui étoit produit au procès; & les moyens étoient de la dernière évidence. On faisoit voir que le Commis du Contrôle des exploits avoit arraché de son registre le fucilet où cet acte

*Eglise
de Mon-
telimar.*

cette auroit dû être enregistré, ce qui donnoit un soupçon pres-
 tant qu'on avoit voulu cacher par là le défaut d'enregistrement,
 qui auroit fait connoître la supposition de la pièce : mais d'ail-
 leurs on demontroit par la marque même du papier, sur lequel
 cette signification étoit écrite, que cette sorte de papier avoit été
 fabriqué plus d'un an depuis la date de l'exploit.

Pendant qu'il y avoit des troupes dans le Languedoc, l'Evê-
 que de Lodeve qui prend le titre de Comte, s'en voulut servir
 pour exterminer les Reformez de son Diocèse. C'étoit le quartier
 de la Province où il y en avoit le moins. Ils ne composoient
 qu'une seule Eglise, dont le lieu d'exercices étoit à St. André.
 Cet Evêque avoit de très-mauvaises qualitez, & ne passoit pas
 pour un Saint ; mais sa passion dominante étoit la fureur. Il étoit
 brouillon, orgueilleux & emporté ; toujours aux prises avec quel-
 que Gentilhomme, ou quelque Prêtre de son Diocèse. Il avoit
 fait une cruelle guerre aux Reformez, depuis qu'il jouissoit de
 cet Evêché. Il ne savoit de moyen de *conversion* que la violen-
 ce. Il menaçoit, il emprisonnoit, il battoit tous ceux qui lui
 faisoient quelque résistance. Une fille de François Balestrier ayant
 été mise en prison par ce *Convertisseur*, recevoit de lui d'assez
 fréquentes visites, pendant lesquelles il tâchoit de lui persuader
 de se faire Catholique : mais ne pouvant la gagner, il s'avisa de
 lui proposer de prier Dieu avec lui, qu'il lui fit la grace de l'é-
 clarer. Après cela il se mit à reciter des prières, qu'il interrom-
 poit de tems en tems, pour demander à cette fille si elle ne se
 trouvoit point éclairée. Quand elle eut répondu trois ou quatre
 fois qu'elle vouloit perseverer, il changea de ton, & la battit
 cruellement. Il renouvela plusieurs fois cette profane comédie ;
 mais parce qu'il ne gagnoit rien sur la prisonnière, cet hypocri-
 te terminoit toujours ses prières & ses visites par des coups de
 poing. Enfin cette pauvre fille se sauva de cette prison. Quel-
 ques années auparavant il avoit pris le jour de Dimanche, qui
 étoit aussi un jour de Communion à l'Eglise de St. André, pour
 faire, pendant que le Ministre prêchoit, murer deux fenêtres qui
 étoient aux deux côtez de la Chaire. Afin de trouver des ou-
 vriers à l'heure nécessaire, il les dispensa d'aller à la Messe, pour
 faire, disoit-il, une meilleure œuvre. Quand cet homme vio-
 lent vit des troupes dans son voisinage, il fit assembler les Reformez

1684. mez habitans de St. André, au mois de Fevrier de cette année, pour leur proposer de se *convertir*, & sur le refus qu'ils en firent, il les menaça de faire venir *des Dragons qui saccageroient leurs maisons, & qui violeroient leurs femmes*. Les memoires lui attribuent ces propres paroles. Il leur tint fidelement sa promesse. Après avoir logé chez eux deux Compagnies de Dragons, qui vécurent à discretion durant dix-huit jours, il y fit venir encore de la Cavalerie pour achever de les ruiner; & cela ne *convertif* sant personne, il les entreprit tous en detail par des procès criminels, qui les reduisirent à se tenir cachez jusqu'à ce qu'il fût las de les tourmenter.

*Autres
Eglises
interdi-
tes, &
Temples
demolis.*

Mais d'un autre côté on employoit les troupes à d'autres executions. St. Ruth & le Marquis de la Tourette firent abattre dans le Vivarais les Temples de St. Jean Chambre, de St. Michel de Chabertlanoux, de Silhac de Châteauneuf, de Vernoux, de St. Sauveur, de Gluras, de St. Pierre-ville, du Cheylai, de Boffre, de Labastide de Crussol, & quelques autres. Cela se fit sans ordre d'enhaut; mais on étoit bien assuré que le Conseil ne manqueroit pas d'approuver ce qui serviroit au progrès de ses desseins; & en effet le vingt-huitième de Mai, quatre ou cinq mois après la demolition de ces Temples, il fut rendu un arrêt pour l'autoriser; & l'enregistrement en fut fait le trentième de Juin au Presidial de Nîmes: de sorte que la chose fut faite environ six mois avant que d'être jugée. Mais le Conseil donna encore outre celui-là, sur le même sujet, sous pretexte des partages, quarante-cinq arrêts qui sont venus à ma connoissance; sans parler de celui qui supprima l'onzième de Septembre l'Academie & le College de Die. Le dixième de Janvier les Temples de Montelart, de Montjou, de Poetcelas & de Taulignan furent condamnés; & le même jour il fut ordonné de fermer plusieurs Temples de Guyenne, avec defenses d'y faire l'exercice à l'avenir. Celui de Clairac & quelques autres, où l'exercice avoit cessé en consequence des chicanes dont j'ai parlé ailleurs, mais où les Reformez avoient résolu de recommencer leurs Assemblées, étoient de ce nombre. Le dix-septième du même mois l'exercice fut interdit à Oste, & le vingt-quatrième Vals, Poët Laval, Crupieres, Leguas, le Vigan, Marcolis perdirent encore leur droit d'exercice. On en fit autant huit jours après aux Eglises d'Ar-
nagon,

*Acade-
mie de
Die sup-
primée.*

maison, Alençon en Dauphiné, Ponet, Bomeier & Pegue. L'Eglise d'Ahi dans le Diocèse de Rhelms fut interdite le vingt & un de Fevrier; & celle de Villemur dans le Diocèse de Montauban fut condamnée le vingt-huitième. Le fixième du mois suivant la demolition des Temples de Tremivi, de Valdrorne & d'Eure, dans les Diocèses de Die & de Valence, fut ordonnée; & le treizième l'exercice fut interdit à Grave, dans le même Diocèse de Valence, & la maison qui avoit servi de Temple, fut convertie à un autre usage. Le même jour l'exercice fut interdit à Courtermé, dans le Diocèse de Chartres, où le Seigneur du lieu recueilloit une petite Assemblée dans sa maison. Le vingtième du même mois l'exercice fut interdit à Briançon, dans le Diocèse d'Embrun; & le même arrêt condamna les Reformez à contribuer aux reparations des Eglises Catholiques. Le même jour l'Eglise de Beaumont dans le Diocèse de Valence fut condamnée; & le même arrêt ordonna que tous les Officiers de la Communauté fussent Catholiques. Le vingt-septième le Temple & l'exercice de Vendôme furent condamnés. On jugea la même chose contre le Temple d'Embrun le vingt-sixième de Juin, & le troisième de Juillet contre celui d'Hermonville, proche de St. Pierre sur Dive en Normandie. Ce droit d'exercice étoit parfaitement bien fondé; mais au lieu du nom de la place où étoit le Temple, qui ne paroissoit pas dans les titres, on n'y voyoit que le nom du bourg, qui étoit la residence du Ministre, & des plus considerables membres de l'Eglise. Le trente & unième on condamna l'Eglise de Mazamet; & le vingt & unième d'Août celles de Pargoire & de Cornillane. Huit jours après on ordonna la demolition du Temple de Villemade, lieu commode par son voisinage pour recueillir les debris de l'Eglise de Montauban. St. Jean de Brueil fut interdit le même jour, & le Temple destiné à servir de Maison de ville. Lorioi en Dauphiné fut condamné le quatrième de Septembre; & par un arrêt du vingt-septième de Novembre, l'exercice fut interdit à St. Roman de Cadies, & le Temple donné aux Catholiques, pour le convertir en Eglise. Par trois autres arrêts du même jour les Temples d'Aiguilles, de Vars, des Hameaux de St. Marcellin & Ste. Marie, & de Fresmieres furent condamnés. Deux arrêts du quatrième de Decembre condamnerent de même les Eglises de Serres, Pier-

1684. regrosse, Pontgacillard & Gouillestre. L'onzième on traita de même celles de St. Veran, d'Arnieux & d'Abreis; & enfin le dix-huitième on ordonna la démolition du Temple de Montagnac, dans le Diocèse de Condom.

Persecution en Saintonge par voye de commission.

Dans la Province de Saintonge il s'éleva une autre sorte de persecution, qui dans un mois de tems y ruina toutes les Eglises. Du Vigier Conseiller au Parlement de Bourdeaux, avoit été premierement Conseiller dans la Chambre Mipartie, avant qu'elle fût incorporée. Il se revolta dans l'esperance de retablir sa fortune, ruinée par le jeu qu'il aimoit jusqu'à la fureur. Il reçut en effet à Paris une assez grosse somme d'argent pour recompense de son changement; mais on dit qu'il la perdit en fort peu de tems, & qu'il n'en remporta rien chez lui. Ce mal-honnête homme brigua ouvertement une commission du Parlement, que plusieurs bons Catholiques avoient refusée, pour aller informer des contraventions aux Edits dans le Perigord. Après l'avoir obtenue il l'exerça d'une maniere si cruelle, qu'il mit toutes les Eglises de cette Province dans une entiere desolation. Le Synode de basse Guyenne assemblé à Tonneins, voyant que la plupart de ces Eglises ne demeuroident sans exercices que par la ruse de Du Vigier, qui avoit mis les Ministres en interdiction, y voulut pourvoir, en donnant aux Eglises d'autres Pasteurs. Il en distribua dix-neuf à celles dont le droit n'avoit pas encore reçu d'atteinte: mais De Ris Intendant de cette Generalité, empêcha ces Ministres de prêcher; & parce qu'il n'y avoit pas de prétexte legitime de le faire, il y donna ordre, en faisant venir cette année l'arrêt du Conseil du dixième de Janvier, dont j'ai parlé, qui confirmoit l'interdiction de ces Eglises. Ce succès enflamma le zèle du Procureur General, qui obtint que Du Vigier allât faire les mêmes enquêtes en Saintonge pendant les vacations. Il ne put néanmoins s'en acquiter que vers la fin de l'année; parce qu'il fut obligé de se faire traiter d'un mal qui étoit le fruit de ses debauches. Mais quand il en fut soulagé, il acheva d'expier son incontinence par des injustices, dont à peine peut-on croire que le cœur humain soit capable.

Caractere des Commissionsaires.

Il vint donc en Saintonge au mois de Decembre, ayant élu Cordis Conseiller au Siege de Sarlat, pour Procureur du Roi de cette commission; & se faisant accompagner de deux Moines

Recol-

Recollets, qui faisoient auprès de lui les fonctions de denon- 1684.
 ciateurs, de temoins, de parties, de Greffiers, & d'Assesseurs.
 L'un appellé La Roussie faisoit les extraits de tous les Sermons
 qu'il pouvoit entendre, & les envenimoit par des interpretations
 malignes, afin qu'elles pussent servir de pretexte à une condam-
 nation. Ces extraits étoient apportez à Du Vigier; mais dans
 les autres Provinces on les envoyoit aux Intendans & au Con-
 seil, où on les faisoit examiner, pour juger du pretexte qu'il en
 falloit prendre d'interdire les Ministres. Je dis dans les autres
 Provinces, parce qu'on suivoit cette methode par tout le Royau-
 me, quoi que ceux qui s'en méloient ne le fissent pas avec tant
 d'éclat que La Roussie, & c'étoit là proprement ce qu'on avoit
 eu en vuë, en obligeant les Reformez à recevoir quelques Ca-
 tholiques dans leurs Assemblées. Le plus grand crime qu'un Mi-
 nistre pût commettre dans ses Sermons, c'étoit d'inspirer à ses
 auditeurs du zèle pour leur Religion, & de les tenir dans un es-
 prit d'éloignement & d'aversion pour la Religion Catholique.
 J'ai vu au Conseil un extrait d'une predication prononcée à Fa-
 laise, ville de Normandie, par Cairon, que le dernier Synode
 y avoit envoyé. Il étoit fort exact & fort suivi; & même il n'y
 avoit rien qui parût y avoir été glissé par la passion. Il n'impu-
 toit au Ministre ni termes choquans ou seditieux, ni calomnies
 contre l'Eglise Romaine, mais il lui faisoit un crime d'avoir mis
 en parallèle les deux Religions, & d'avoir donné en tout la
 preference à la Reformée. Il avoit decrit la simplicité du culte
 des Reformez, & l'innocence & la solidité de leur doctrine,
 qu'il avoit représentée comme toute fondée sur la parole de
 Dieu, & toute dirigée à la consolation de l'ame; après quoi il
 avoit, pour ainsi dire, promené ses auditeurs par tous les arti-
 cles de la doctrine Catholique, & par toutes les circonstances de
 son culte, pour leur faire voir que sous un extérieur capable de
 surprendre & d'éblouir, ils n'y trouveroient qu'une vuide & mal-
 heureuse secheresse. On étoit assez empêché à trouver comment
 on devoit user de cet extrait. Il n'y avoit que la matiere qui
 pût offenser: mais le tour étoit si sage, si modeste, si respec-
 tueux pour la Religion dominante; les expressions étoient si naï-
 ves & si moderées, qu'il étoit mal-aisé d'y trouver de quoi se
 plaindre. Mais enfin, parce que de semblables Sermons pou-
 voient

*Extraits
tirez des
Sermons.*

*Exemple
remar-
quable.*

1684. voient empêcher les *conversions*, on trouva qu'il valoit mieux faire injustement une affaire criminelle à Cairen, que de lui permettre de faire impunément des predications si édifiantes. L'autre Moine s'appelloit Augustin Mayac, homme emporté, fourbe, hardi jusqu'à l'extrême impudence, & par dessus tout cela fort visionnaire. Il fut assez fou pour prêcher qu'il avoit eu diverses visions, dans l'une desquelles il lui avoit été revelé qu'il y avoit trois places préparées dans le Paradis: une pour lui, une autre pour Du Vigier, & une troisième pour la Comtesse de Marfan, qui étoit une ardente persecutrice. Ce Mayac assistoit à l'audition des temoins; reformoit leurs depositions; dictoit au Greffier ce qu'il falloit écrire, quelquefois en l'absence de Du Vigier, quelquefois en sa présence même, sans que ce Commissaire s'y opposât. Il se mêloit même de suborner les temoins; & entre les autres il promit cinquante écus à un Sergent nommé Charafson, nouveau *converti*, pourveu qu'il voulût temoigner que depuis sa *conversion*, Morin Ministre de Moïse lui avoit donné un certificat, pour l'envoyer communier dans une autre Eglise. Le Sergent le refusa, & ne fit pas même difficulté d'en donner avis.

Interrogatoire.

Du Vigier secondé par des gens de ce caractère, commença l'exercice de sa commission par l'emprisonnement des Ministres, & par l'interdiction des Eglises, & pour faire plus de diligence, on faisoit en même jour l'audition des temoins, l'interrogatoire de l'accusé, le recollement & la confrontation. Dans ce dessein, pendant que les temoins deposeroient dans une chambre, on interrogeoit le Ministre dans une autre: d'où il s'ensuit que les accusés devant être interrogés sur les faits qui résultent des informations, on avoit préparé ces faits, & on les savoit par avance, lors que les informations n'étoient pas encore dressées. Il y eut d'abord neuf Ministres decretez, sous pretexte qu'ils avoient prêché ailleurs que dans leurs Eglises. Le dernier Synode de Saintonge avoit été assemblé à St. Just, & selon l'usage on avoit chargé des Ministres étrangers de prêcher durant la durée de l'Assemblée. Le Commissaire Catholique ne l'avoit point empêché; & le Conseil avoit plus d'une fois déclaré verbalement, que ce n'étoit pas là le cas où on devoit appliquer les défenses de prêcher en divers lieux. Mais il étoit permis d'avoir dans chaque Province une jurisprudence particuliere, pourveu qu'elle fût utile au dessein commun.

Emprisonnement & interdiction.

mun d'exterminer les Reformez. Du Vigier donc prit ce pretexte 1684 pour faire un procès aux Ministres qui avoient prêché ; & il comprit dans le décret le Ministre du lieu même , comme ayant souffert que les autres prêchassent ; & le Ministre de Rochefort , & celui d'un autre lieu , quoi que leurs Eglises fussent situées dans le ressort du Parlement de Paris. Ces entreprises de Jurisdiction font de grandes affaires dans d'autres occasions : mais dans les affaires de Religion , la communion de zèle étouffoit la jalousie des Parlemens, qui avoient les uns pour les autres une rare complaisance.

Quelques-uns des Ministres decretez furent faits prisonniers d'une maniere fort éclatante. Roussier, Ministre de Tonnaicharente, fut arrêté par quatre Sergens le jour de Noël 1683. Deux se tinrent à la porte du Temple ; & deux autres avancerent quelques au banc des Catholiques, où ils prirent place, & garderent quelques momens de silence , pendant que le Ministre prêchoit : mais l'impatience les prit bien-tôt. L'un d'eux l'interrompt ; & lui cria qu'il le faisoit prisonnier de la part du Roi. Roussier demanda le tems d'achever son Sermon ; & le Sergent le refusa : de sorte que le Ministre se remit sans resistance entre ses mains. Cette violence qui n'étoit pas prevüe causa beaucoup de confusion & de bruit , & presque tous ceux qui étoient au Temple crurent qu'on les alloit massacrer. Il y eut principalement quatre femmes grosses qui furent extraordinairement émues ; & qui quelques jours après accouchèrent de leurs enfans morts , & penserent mourir elles mêmes. La terreur n'étoit pas tout à fait sans fondement. Alexandre Poret, Curé du lieu , s'étoit attendu que cette entreprise causeroit une sedition ; & il avoit fait cacher des hommes armez dans une maison qui regardoit la porte du Temple , avec charge de tirer sur ceux qui voudroient sortir , si les Sergens trouvoient la moindre opposition à leur violence : & comme il croyoit qu'ils pourroient être maltraitez , il avoit exprès donné cette commission à un homme pour qui il avoit une haine déclarée. Au reste on avoit déjà fait une autrefois une semblable piece au même Ministre. En 1682. le huitième du mois de Septembre, lors qu'il étoit en Chaire à Villefagnan ; où il étoit pour lors Ministre, on lui vint signifier l'arrêt du Conseil par lequel cette Eglise étoit interdite : & le Sergent voyant qu'il ne pouvoit l'interrompre , & qu'il continuoit la priere qu'il avoit commencée, sans

*Manieres
violentes
d'exéc-
ter les de-
crets.*

*Dessin
d'un Cu-
ré sedi-
cieux.*

1684. s'arrêter aux défenses, il mit sur le bord de la Chaire la copie de l'arrêt, & l'exploir de signification. Cependant le Curé du lieu se tenoit à la porte du Temple avec un Notaire, & des temoins, qu'il avoit amenez pour dresser acte de la rebellion du Ministre, s'il paroïssoit faire quelque resistance. Mais cela ne servit de rien. Roussier aussi sage que zélé, se rendit aux avis de l'Eglise entiere, qui le pria d'obeir.

*Chicanes
de Du
Vigier.*

D'autres Ministres se rendirent volontairement prisonniers : mais après avoir été ouïs, les uns furent gardez dans les prisons, les autres furent élargis en donnant caution de se représenter ; les autres furent mis à la garde d'un Huissier : mais il fut fait à tous d'égales défenses d'exercer aucune fonction de leur ministere. De peur même que les Eglises n'appellassent d'autres Ministres à leur service, comme on l'avoit fait en Guyenne, Du Vigier leur suscita des affaires particulieres, distinctes de celles qu'il avoit faites aux Pasteurs. Cette precaution ne fut pas inutile à ses desseins. Après qu'il eut tenu long tems les Ministres dans l'interdiction, sous pretexte des predications qu'ils avoient faites pendant le Synode, il reçut un ordre de la Cour qui l'obligeoit à desister de ses poursuites. Le Conseil qui ne defendoit que de prêcher sans envoi d'un Synode, reconnoissoit que ceux qui pendant la tenue d'un Synode prêchoient par son ordre, dans le lieu de l'Assemblée, avoient un envoi suffisant ; & on y jugeoit quelquefois de même de ceux qui ayant reçu quelque commission particuliere du Synode, alloient prêcher dans quelque lieu, conformément à l'ordre qui leur en étoit donné. De sorte que si Du Vigier n'avoit eu que cette chicane à faire, il auroit été contraint d'abandonner ses entreprises. Mais il y avoit pourvu, en faisant aux Eglises mêmes des affaires sous d'autres pretextes. Il avoit d'ailleurs d'autres moyens pour embarrasser de nouveaux procès les Ministres mêmes, qui se sauvoient de ses premieres atteintes. Tout ceux qui étoient chargez de concourir au même dessein dans les autres Provinces, en usoient de la même maniere. Ils avoient en même tems plusieurs expediens pour detruire les Eglises : mais ils faisoient passer les premiers ceux qui étoient les plus specieux, & dont il étoit le plus aisé de couvrir l'injustice de quelque excuse apparente. Ils ne revenoient aux autres, que quand les premiers leur avoient manqué. Il y avoit même des lieux où ils ne le dissi-

*Ruse des
persécu-
teurs.*

mu-

muoloient pas. L'Eglise d'Alençon ayant été attaquée pour les raisons que je dirai ailleurs, un Officier Catholique declara sans façon à un des Anciens qui étoit de ses amis, que la destruction de l'Eglise étoit résoluë; qu'ils perdoient leur peine à se defendre; que si on ne pouvoit les ruiner par l'expedient qu'on avoit pris, il y en avoit d'autres déjà prêts; qu'on en vouloit venir à bout à quelque prix que ce fût; & que s'il étoit impossible autrement, on se serviroit de faux temoins. Ce que ce Catholique disoit sans deguisement, étoit la politique generale de tous les Juges du Royaume.

Quand Du Vigier interrogeoit un Ministre, il le promenoit par toute sorte de questions. Il lui demandoit s'il avoit prêté le serment de fidélité; s'il avoit pris la qualité de *Pasteur*; s'il avoit prêché hors du lieu de sa residence. Il l'interrogeoit sur les termes qui se trouvoient dans les vieux actes qui parloient de la conversion des Catholiques à la Religion Reformée; sur l'enregistrement des actes des Synodes dans les livres du Consistoire; sur la qualité des deliberations, dont il presupposoit qu'il y en avoit de secretes qu'on n'écrivoit pas; sur les gages des Ministres; sur l'union des peuples qui avoient perdu leur droit d'exercices avec les Eglises qui subsistoient encore; sur la continuation de ceux qui avoient été Anciens des lieux interdits, dans les fonctions de la même charge; sur la collecte & l'usage des contributions. Il demandoit à quelques-uns si le Synode ne leur avoit pas fait promettre d'obeir aux Declarations: s'il n'y avoit pas un complot de prêcher la desobeissance par des allusions, qui étoient bien entendues du peuple: si on n'avoit pas pris une resolution generale de prêcher sur les persecutions; la demolition des Temples; les affaires suscitées aux Ministres; les moyens qui ôtoient la liberté de l'exercice public: si on n'avoit pas concerté d'inventiver contre les deserteurs de la Religion Reformée en termes figurez & paraboliques: si on n'étoit pas convenu de promettre aux peuples par les predications une delivrance prochaine. De quelque maniere qu'on repondit, Du Vigier trouvoit le moyen de faire passer la reponse pour criminelle.

Dans les affaires qu'il faisoit proprement aux Eglises, le pretexte ordinaire étoit qu'on y avoit reçu des *Relaps*, ou des Catholiques: mais au lieu de commencer par éclaircir le fait, en faisant le procès à l'accusé, il commençoit par l'interdiction de l'Eglise; & après cela

1684. il abandonnoit les poursuites contre le coupable. De sorte que l'Eglise étoit interdite, & qu'un grand peuple demouroit privé d'exercices de Religion, sous un prétexte qui étoit encore incertain, puis qu'il étoit indecis si celui qu'on accusoit d'être *Relaps*, & d'y avoir assisté, étoit véritablement de ceux qu'on nommoit ainsi. Les témoins étoient d'ordinaire des gens chargez de crimes & d'infamie; des voleurs condamnés en justice; des femmes de mauvaise vie; des gens qui vendoient leur témoignage pour gagner de quoi vivre. On y recevoit même des enfans au dessous de dix ans. La fille d'un nouveau *converti* nommé Rossignol, fut reçue à déposer contre Morin, Ministre de Moïse, quoi qu'elle n'eût qu'environ sept ans. Ce Ministre lui, ayant demandé en présence du Commissaire, quelle étoit sa main gauche & sa main droite, elle ne put jamais en faire le discernement. Sa déposition étoit convenable à la simplicité de son âge. Elle disoit qu'il y avoit une chaire à Moïse, comme à Soubise, & que Morin y montoit. De là on concluoit qu'il falloit qu'elle fût entrée dans le Temple; comme si pour savoir qu'il y avoit une chaire, il ne suffisoit pas de l'avoir entendu dire. Sur ces dépositions néanmoins l'Eglise fut interdite; & on priva d'exercices publics de Religion cinq ou six mille personnes, qui s'assembloient alors à Moïse, sur le témoignage d'un enfant qui ne savoit pas la différence de sa main droite & de sa gauche. Ailleurs on menoit exprès des *convertis* sous le nom de Catholiques; & en suite on les recevoit à déposer qu'ils avoient été soufferts. Un nommé Barjaud, qui avoit succombé aux violences en 1681. étant passé en Angleterre, pour y faire reconnoissance de sa faute, revint en France quelque tems après; & retourna volontairement à la Messe. Le Curé de Mauzé eut la malice de le mener avec lui au Prêche: mais les Anciens le reconnurent, & le contraignirent de sortir. D. Joseph Moine Fucillant sollicitant un nouveau *converti* de le suivre au Temple de Mauzé, lui disoit, pour l'y obliger, qu'il avoit affaire de lui; parce que si on lui refusoit la porte, il en feroit une affaire, comme d'une contravention à la Déclaration qui ordonnoit de recevoir les Catholiques: & que si on le laissoit entrer, il perdrait l'Eglise, par un procès verbal qu'il enverroient à la Rochelle. Le *converti* refusa de servir d'instrument à cette double iniquité. On se plaignit de cette malice à l'Intendant, qui re-

pon-

Noires
malices
des Cu-
rez &
des Moï-
nes.

pondit seulement qu'il ne favoit qu'y faire ; & que c'étoit aux 1684.
Reformez à prendre garde aux pieges qu'on leur tendoit.

L'Eglise de Marenne recueilloit treize ou quatorze mille per-
sonnes, depuis qu'on avoit interdit les lieux d'exercices des
environs. Ce grand nombre de gens qui alloient demeurer sans
consolation & sans exercices, si on leur ôtoit leur Temple, ne
fit point de pitié à Du Vigier. Au contraire, pour empêcher le
Prêché du Dimanche, il fit faire la nuit du Samedi la significa-
tion du decret donné contre les Ministres. Il se trouva près de
dix mille personnes le lendemain à la porte du Temple, où on
les avertit de ce malheur. Il en étoit venu un grand nombre
des Iles de Ré & d'Oleron. Il y avoit vingt-trois enfans à bati-
ser, & plusieurs mariages à benir. Tout cela fut contraint de
s'en retourner. Il fallut porter les enfans à sept lieues de là, pour
les faire batiser par le Ministre de Coses : & parce que le tems
étoit extrêmement rude, il y en eut quelques-uns qui mouru-
rent par les chemins. Le peuple en se retirant donna des mar-
ques d'une sensible douleur. Ce n'étoient que larmes, que cris,
que gémissemens. On ne se contraignoit ni dans les rues, ni à
la campagne. Les parens & les amis s'embrassoient en pleurant,
& sans rien dire. Les hommes & les femmes les mains jointes,
les yeux tournez vers le Ciel, ne pouvoient s'arracher du lieu où
ils étoient venus, malgré les rigueurs de la saison, chercher la con-
solation de prier Dieu : & néanmoins au milieu d'une affliction
si vive, il falloit encore songer à ne donner pas de nouvelles pri-
ses aux persecuteurs, en demeurant en grand nombre sur le lieu
où le decret rendu contre les Ministres rendoit les Assemblées il-
legitimes. Le pretexte de ruiner une Eglise si considerable n'étoit
pas néanmoins plus solide, que celui qui avoit servi à la destruc-
tion de tant d'autres. On pretendoit qu'il étoit entré des *Relaps*
au Temple, & qu'on y avoit souffert quelques enfans des nou-
veaux *convertis*. Il n'y avoit pas un fait entre tous ceux dont on
appuyoit l'accusation, qui fût établi suffisamment. Les abjura-
tions des pretendus *convertis* n'avoient point été signifiées. La
plupart des faits n'étoient attestez que par un témoin unique.
Les coupables même étoient les seuls temoins de leur propre fait.
La plupart des temoins, pour éviter que les Ministres ne les fî-
sent tomber en contradiction, ne furent ni recolez, ni confron-

*Declara-
tion de
l'Eglise
de Ma-
rennes.*

1684. *tez.* Quelques-uns d'entre eux confessoient sans hésiter, aussitôt qu'ils en étoient requis, qu'on les avoit forcez à déposer, ou par des menaces, ou par la prison. Carnavalet Gouverneur de Brouage fournissoit des temoins à Du Vigier, & il les dispo- soit à ce qu'il vouloit, en épuisant leur patience par une longue detention. Le nommé Metayer, Saunier de profession, demeu- ra prisonnier trois mois, parce qu'il ne voulut pas déposer que Lo- quet, l'un des Ministres de Marennes, l'avoit empêché de se fai- re Catholique. Enfin las de cette ennuyeuse captivité, il aimà mieux changer de Religion pour obtenir sa liberté, que de te- moigner contre le Ministre.

*Arrêt sur
cette af-
faire.*

Cette affaire de Marennes traîna sept mois, depuis que Loquet & Boisbellaud son collegue eurent été mis en prison. Enfin on s'ennuya detenir si long tems en peine des gens de merite, & qui n'avoient rien fait digne de reproche. On les jugea donc le dix-huitième d'Août, mais il y eut quelques-uns de ceux qui pou- voient être leurs Juges qui s'abstinrent volontairement d'en con- noître. D'autres que la curiosité avoit obligez de se trouver à la Chambre, en sortirent sous quelques pretextes, quand ils virent où les choses pourroient aller. Il ne demeura que ceux qui sa- voient faire une injustice sans honte & sans remords. L'arrêt con- damnoit les Ministres à douze livres d'amende; ordonnoit la de- molition du Temple, dans la place duquel on planteroit une Croix; interdisoit l'exercice; defendoit toutes Assemblées; & toute élection d'Anciens; même sous pretexte d'association à d'autres Eglises; enjoignoit de dresser un état des enfans des Ca- tholiques qu'on pretendoit qui avoient été reçus dans le Temple de Marennes, afin qu'il fût pourvu à les élever dans la Religion Romaine; reservoit au Procureur General de rechercher les peres qui avoient souffert que leurs enfans allassent au Prêche; & de- fendoit enfin à tous les Reformez, de quelque sexe qu'ils fussent, de se mêler des accouchemens. On verra dans un autre lieu, pourquoi les Ministres en furent quittes pour si peu de chose.

*Demoli-
tion du
Temple.*

Comme on craignoit que tant de milliers de personnes qui avoient interêt à la conservation de cette Eglise, ne s'opposassent à la demolition du Temple, on chargea deux Intendans de la faire faire; De Ris Intendant de Guyenne, & Arnou Intendant d'Aunis & de la Marine. De Ris travailla en vain à faire ex-
cuser

cuter l'arrêt par les Reformez. Il fallut faire venir des Ouvriers de dehors, & d'assez loin, parce que dans le pais des Isles aux environs de Marennes, la plupart des habitans étoient de la Religion. Mais l'Intendant eut l'honnêteté de les loger par billets chez les Catholiques, & d'épargner aux Reformez la douleur de donner le couvert à ceux qui venoient détruire le lieu de leurs exercices. On lui presenta une requête d'opposition qu'il ne voulut pas répondre, & il la renvoya au Conseil. Mais sa moderation ne fut pas imitée par les Ouvriers. Ils commirent mille insolences. Ils firent mille insultes aux Reformez. Ils monterent en chaire, pour contrefaire les Predicateurs; ils sonnerent la cloche par moquerie, comme pour assembler le monde. Les Catholiques des environs qui accoururent à cette demolition, ne furent gueres plus sages: mais De Ris ne pouvant souffrir ces excès, mit en prison un des sonneurs. Ceux qui étoient Administrateurs de la Fabrique à Marennes, voulant se faire adjuger les materiaux, choisirent quelques pierres un peu creusées, & les porterent à l'Intendant comme des pierres qui avoient servi autrefois de Benitier dans quelque Eglise Catholique. Mais il se moqua de leur artifice, & les reprima severement. Pendant qu'il étoit là, deux femmes qui avoient temoigné contre l'Eglise de Marennes, allerent se plaindre à lui de ce qu'on leur avoit promis à chacune trente écus, pour les obliger à déposer; mais qu'on ne leur en avoit donné que dix. Il temoigna de l'horreur & de l'indignation de leur impudence, & les renvoya fort mal contentes. Dans l'emportement où ce traitement les jetta, elles querellerent la bigote qui les avoit subornées, & revelerent tout le secret de cet infame negoce.

Les chicanes de Du Vigier ayant fait cesser l'exercice public dans toute cette Province, il s'éleva une nouvelle persecution, contre tous ceux qu'on crut pouvoir ébranler par l'esperance ou par la terreur. La Comtesse de Marfan de la Maison d'Albret, ^{Violence de la Comtesse de Marfan.} vieille penitente, à qui appartenoit la ville de Pons, croyant qu'il ne manquoit plus à l'expiation de ses vieux pechez que d'avoir tourmenté les *Heretiques*, s'avisade faire enlever, emprisonner, battre, maltraiter en toute maniere ceux qui refusoient de se convertir. Elle fit exercer ces violences contre des personnes de tout sexe & de tout âge: mais elle s'attacha sur tout aux enfans, qu'elle

1684. qu'elle fit ravir de tous les côtez. Il y eut beaucoup d'hommes & de femmes qui succomberent, après avoir souffert trois semaines ou un mois de prison : mais il y en eut aussi qui résisterent ; & qui ayant épuisé la devote fureur de cette vieille pechereffe, furent remis en liberté. Il y eut même des enfans qui portèrent la fermeté plus loin qu'on n'auroit pu l'espérer. Entre les autres Jean Brun, orphelin âgé de douze ans, enlevé à son Curateur, tint ferme plus d'un mois, quoi que les Domestiques de cette Dame lui fissent mille tourmens. Ils avoient sur tout la malice de l'empêcher de prier Dieu. Enfin ils s'aviserent de le descendre avec des cordes dans des latrines, où ils le laissèrent suspendu, en le menaçant de le faire perir là, s'il demeurait opiniâtre. La malignité des vapeurs qu'il étoit contraint de respirer dans cet horrible tourment, mit à bout sa patience. Un nommé Jaques Pascalet, enfermé dans la tour de Pons, où cette Dame demeurait, ne pouvoit recevoir d'air que par un trou, au travers duquel les Domestiques faisoient passer de la fumée de foin & de paille mouillée, pour le suffoquer dans son cachot. Cette peine n'ayant pu lui faire perdre courage, il fut mené dans une chambre, où on le fit tourner en rond, pour l'étourdir, autour d'une table. Cet exercice épuisa ses forces, & l'ayant mis en état de ne pouvoir plus se tenir debout, le jeta aussi dans un assoupissement qui le rendoit presque insensible. Mais ces cruelles gens y trouverent un expedient ; & les uns après les autres se tenant à ses côtez, le frappaient sans cesse du coude pour le reveiller : ce qui enfin le fit succomber.

*Contre
lesquelles
on se
pouvoit
inutile-
ment.*

On se plaignit de ces violences à Du Vigier : mais il n'écouta point ces plaintes ; & il renvoya cruellement les plaignans à la Comtesse leur partie. De sorte que comme il y avoit plus de trois cens personnes interessées dans ces vexations, on résolut d'avoir recours au Parlement de Guyenne, seant alors à la Reole, pour implorer sa protection contre cette Dame. On crut même qu'on y trouveroit aisément du secours contre elle, parce que le Parlement ayant été transféré à ce lieu incommode, par la sollicitation & par les intrigues du Marechal d'Albret, il sembloit qu'il se serviroit de l'occasion, pour s'en vanger sur une personne de sa Maison. Mais ce Parlement voyant combien celui de Thoulouse étoit agreable à la Cour par ses injustices ; crut faire plus

plus aisément la paix en l'imitant, qu'en se piquant de miséricorde. Douze personnes maltraitées présenterent une requête signée d'eux, où leurs plaintes étoient nettement articulées. Le Parlement la reçut : mais au lieu de permettre d'informer, il appointa les parties au Conseil ; & l'affaire en demeura là. On crut qu'on seroit traité plus favorablement à la Cour ; & on presenta au Roi un placet fort humble & fort touchant contre cette cruelle devote : mais il ne fut pas répondu. Cependant la Comtesse continuoit ses violences, & elle faisoit remplir ses prisons de peres & de meres qui refusoient de lui donner leurs enfans. Quand même les enfans faisoient trop de résistance, où se sauvoient d'entre les mains de ceux qui les avoient saisis, on en faisoit répondre les peres ou les meres, & on les contraignoit par l'emprisonnement à chercher les moyens de les faire revenir. La fille d'un nommé Audoüin ayant été trainée dans la tour de Pons, eut le courage de se servir de quelques cordes qu'elle trouva dans une chambre où on l'avoit enfermée, & de se laisser couler le long de la tour, sans lâcher prise, quoi qu'avant que d'arriver au bout des cordes elle eût les mains tout écorchées. Comme elle tomboit de fort haut, parce que les cordes étoient trop courtes, elle se brisa un doigt, & se déchira tout le visage. Mais cela n'empêcha pas qu'elle n'eût la resolution d'aller chercher un asile, & le bonheur de le trouver : de sorte qu'elle échappa aux cruautés de cette bigote.

Au milieu de ces violences, d'autant plus odieuses qu'elles étoient commises par une autorité particuliere, & qu'elles n'étoient pas couvertes, comme celles de du Vigier, ou du nom du Roi, ou des formalitez de la Justice, les Reformez n'osoient se défendre ; & je ne trouve qu'un exemple de quelque résistance : encore n'alla t'elle pas fort loin. Trois enfans d'un nommé Rondeau, entre lesquels il y avoit deux filles, revenant de Cognac où ils avoient assisté au Prêche, furent arrêtez par trois Sergens aux portes de Pons. Comme ils refusoient de suivre ces Officiers de Justice, qui n'avoient nul pouvoir de les saisir, ils furent pris par le bras & traînez avec violence. La fille aînée s'évanouit en pleine rue : & quoi que cela se passât à la vuë de beaucoup de monde, il n'y eut personne qui parût en avoir pitié. Mais deux jeunes hommes du lieu de Gemozac, ayant vu de loin le traite-

*Exemple
de résistance.*

1584, ment qu'on faisoit à ces enfans, accoururent pour les défendre, Ils étoient sans armes, & par conséquent hors d'état de se faire craindre. C'est pourquoi, bien que les Sergens ne soient pas ordinairement gens de courage, ceux-ci qui étoient armez, & trois contre deux, en eurent assez pour mettre l'épée à la main. Pendant ce combat inégal les deux filles échaperent : mais le frere qui étoit le plus jeune demeura entre les mains des Sergens, qui le menerent dans la tour. Il se defendit constamment de changer de Religion : & sa mere étant venue à la porte du château, & remplissant tous les environs par les cris & les hurlemens que peut faire une femme desespérée, elle obtint par cet heureux excès de douleur l'élargissement de son fils.

*Non-
veaux
pretextes
de perse-
cution.*

D'un autre côté le Procureur du Roi au Siege de Saintes s'avisait d'une nouvelle ruse d'Inquisition, pour grossir le nombre des conversions. Il remontra qu'il y avoit beaucoup de Reformez, & principalement des enfans, qui desiroient de se faire Catholiques, mais qu'ils en étoient empêchez par leurs parens, ou par d'autres personnes de la Religion Reformée : sur quoi il requeroit que ceux qui auroient temoigné cette volonté fussent traduits devant les Juges par le premier Huissier qui en seroit requis, afin de faire leur declaration, nonobstant toutes les voyes d'opposition. Cela lui fut accordé par le Lieutenant General, & fut aussitôt executé. On alla dans plusieurs maisons demander aux peres la representation de leurs enfans ; & quand on trouvoit qu'ils les avoient envoyez ailleurs pour leur sûreté, on concluoit de la precaution des peres, que leurs enfans avoient montré quelque desir d'embrasser la Religion Catholique. Sur ce pretexte sans fondement on traînoit les peres au Palais, & on les faisoit condamner à ramener leurs enfans. Mais il y en eut plusieurs qui firent paroître beaucoup de courage, & qui éluderent ces chicanes par des oppositions, des appellations, des prises à partie, & d'autres voyes de Droit dont ils s'aviserent. Cependant on retourna au Roi : & on lui presenta une requête qui contenoit quatre articles de plaintes. On y attaquoit d'abord Du Vigier, qui par des injustices inouïes avoit privé plus de quarante mille personnes de tout exercice de Religion, laissant presque toutes les affaires indecises, & cependant tous les Ministres ou prisonniers, ou interdits. En suite on se plaignoit des procedures violentes de

*Requête
au Roi
à son
effet.*

de la Comtesse de Marfan. En troisième lieu on attaquoit le 1684.
Lieutenant General de Saintes, qui portoit sa complaisance pour les persecuteurs aussi loin qu'il étoit possible. Et enfin on remon-
troit que le Parlement même, à qui on avoit porté diverses plain-
tes de toutes ces entreprises, les favorisoit ouvertement, & refu-
soit toute justice aux personnes intéressées. Cette requête ne fut
point repondue. On avoit pris au Conseil la resolution d'en
user ainsi, pour rebuter les Reformez de presenter des requêtes.
Elle ne fut pas néanmoins absolument inutile. On eut horreur
au Conseil de voir l'injustice aller si loin, & on envoya des or-
dres secrets d'arrêter le cours de ces inhumaines procedures. Cet-
te rigueur se relâcha donc peu à peu: les enlevemens cessèrent,
& quoi qu'on fit encore quelques poursuites contre les peres, on
les laissa en patience, quand ils eurent le courage ou d'appeller
des sentences rendues contre eux, ou de prendre le Juge à par-
tie.

Mais il s'éleva encore un autre orage d'un autre côté. J'en ren-
drai conte avant que de parler des arrêts & des Declarations de
cette année, parce qu'il semble que l'occasion de quelques-uns
de ces actes fut tirée de l'écrit dont je vais parler. L'Eglise de
Saintes étoit une de celles du Royaume dont les titres étoient dans
le meilleur ordre, & les plus complets. Il n'y avoit principalement
rien de plus beau que les livres du Consistoire. On y avoit écrit
avec la dernière exactitude tout ce qui avoit eu du rapport à la
police de l'Eglise, & à l'exercice de la Discipline: & parce que ce
Consistoire étoit consulté de tous les côtez, on y voyoit presque
l'histoire abrégée des Eglises de la Province. Le Lieutenant Ge-
neral contraignit le Consistoire à lui représenter ces livres, sous
le pretexte de voir quels biens avoient appartenu aux pauvres; &
devoient par conséquent être delaissez aux Hôpitaux. Aussi-tôt
il les remit entre les mains des Moines qui accompagnoient Du
Vigier; & l'un deux, qu'on crut être ce Mayac de qui j'ai par-
lé ailleurs, en tira la matiere d'un écrit qu'il dedia au Parlement
de Guyenne. Il y avoit long tems que les Moines desiroient d'en-
trer dans les secrets des Consistoires, & que s'imaginant quelque
chose de fort mystereux dans la conduite de ces Compagnies,
ils cherchoient les moyens de decouvrir cette impenetrable politi-
que. Ils crurent être arrivez à cette connoissance tant souhait-
tée,

*Libello
intitulé
Portrait
de la
conduite
des Con-
sistoires.*

1684. tée, quand ils eurent en leur pouvoir les livres du Consistoire de Saintes : & jugeant de tous les autres par l'exactitude de ceux-ci, ils conclurent que tous les autres avoient les mêmes maximes, & traittoient des mêmes affaires. C'est pourquoi le livre dont je parle étoit intitulé, *Portrait de la conduite des Consistoires de la Religion P. R. tiré du sixième & dernier livre des deliberations de celui de Saintes : dédié à Nosseigneurs du Parlement de Guyenne.*

Credit &
politique
qu'il at-
tribue à
ces Com-
pagnies.

A juger des Consistoires par ce *portrait*, on auroit cru que jamais il n'y avoit eu de Conseil au monde dont la Politique eût été plus fine, les desseins plus vastes, les intrigues plus profondes & plus cachées. Il sembleroit que le Pape se donne moins de peine à choisir les sujets dont il remplit le College des Cardinaux, & qu'il y fait moins de façon, que les Reformez à choisir ceux qui devoient tenir place dans leurs Consistoires. Le credit des Ministres, Moderateurs nez de ces Assemblées ; la qualité, le merite, l'assiduité, le zèle des Anciens, & sur tout leur aver- sion reconnue pour la Religion Romaine ; les titres de *peres ve- nerables* & de *Senat Consistorial*, donnez, disoit-on, à ces Com- pagnies ; le respect des peuples pour ces conducteurs ; qui leur étoient, disoit-on, aussi venerables que Moïse aux Israélites, quand il descendit de la montagne ; & d'autres proprieté de ces Con- sistoires, étoient decrites ici d'une maniere capable, si le tems l'avoit permis, de faire rire ceux qui savoient comment ces Com- pagnies étoient composées. On concluait là, disoit-on, entre les Ministres qui étoient presque les maîtres dans les affaires, & un petit nombre d'*élus*, par forme de *Conseil secret*, les unions & les ligue ; on y reveloit les mysteres, on y trouvoit les pre- textes & les moyens des collectes. C'étoit là le centre de l'union des Reformez, le nerf de leur force, la source de leur vigueur & de leur conseil. A peine peut-on s'empêcher de croire, en voyant ces exagerations, que les Consistoires étoient des Com- pagnies dont la Politique remuoit toute l'Europe. Là, disoit-on, les affligés viennent chercher de la consolation ; les scandaleux la paix de l'Eglise ; les chancelans & les scrupuleux la resolution de leurs doutes, les zélés l'occasion de se signaler ; les meres des fa- milles miparties, les avis nécessaires pour demeurer maîtresses de la Religion de leurs enfans ; les *Relaps* même les moyens de re-

revenir à leur première profession, & de se sauver du Royaume. Ces Consistoires avoient, disoit-on, des Agens secrets, des Intrigueurs, des Pensionnaires, des Deputez à qui ils fournissoient de l'argent, *pour faire de grands coups*: & en un mot le pouvoir de ces Compagnies étoit représenté si grand, & leur conduite si sage, que s'il y avoit eu de la vérité dans cette peinture, jamais le Clergé n'auroit réussi à détruire une Communauté si bien gouvernée. Il est vrai que l'Auteur du livre, pour ne renoncer pas au caractère de Missionnaire & de Moine, mêloit à ces observations la ridicule calomnie de ses semblables, qui accusoient les Consistoires d'accorder, sous le moindre prétexte, aux mal mariés la dissolution de leurs mariages.

De tout cela on concluoit que ces Compagnies devoient être extrêmement odieuses; qu'il ne falloit rien interpreter favorablement de ce qui les touchoit dans les Declarations, ni prendre pour comminatoires les peines à quoi elles étoient condamnées; qu'il ne falloit avoir pour elles qu'une indignation sans pitié; qu'il ne falloit jamais presumer en faveur de leur innocence. On ajoutoit à cela impudemment que les Consistoires mêmes desiroient d'être ainsi traités; & que la plupart des Reformez, & des Ministres même faisoient en secret des vœux de se voir poussés avec violence, afin de pouvoir avec moins de honte & de reproche succomber à cette heureuse nécessité, & rentrer dans le sein de la Communion Romaine. Mais comme il n'est pas bien vraisemblable que des gens de bon sens desirent d'être maltraités, on joignoit de noires calomnies à cette impudente conjecture. On disoit que le but de la Religion Reformée étoit d'affranchir de toute sorte de joug, & de toutes les loix ou divines ou humaines; que c'étoit là ce que Calvin s'étoit proposé en prêchant le *fantôme* de la liberté de conscience, & de la liberté Chrétienne & Evangelique: & pour prouver principalement qu'il avoit voulu exempter les hommes d'obéir à la Loi de Dieu, on citoit le 19. ch. du 3. livre de son Institution, où il fait consister la liberté Chrétienne à n'être pas justifié devant Dieu par la justice de la Loi, & à être exemts de la servitude legale: comme si reconnoître qu'un Fidele ne doit pas obéir avec la contrainte d'un esclave, mais avec la franchise d'une soumission filiale, c'étoit abroger la Loi & renoncer à l'obéissance. De même parce que les

*Horribles
imposu-
res.*

1684. Reformez enseignent que les consciences ne sont point liées par les loix humaines, on concluait que leur Religion leur apprenoit à rejeter non seulement les loix ecclesiastiques, c'est-à-dire les Canons de l'Eglise Romaine; mais même les loix royales, parce qu'elles étoient des loix humaines comme les autres: imposture que la Confession de Foi même des Reformez de France pouvoit dementir; puis qu'il s'y trouve deux articles formels, où ils reconnoissent comme des veritez de Foi, qu'il faut être soumis aux Puissances superieures. Le quarantième article commence par ces mots exprés, *Nous croyons donc qu'il faut obeir à leurs loix*; dans le precedent on confesse que le Magistrat est autorisé de Dieu, de reprimer non seulement les pechez commis contre la *seconde Table des Commandemens de Dieu*, mais aussi ceux qui sont commis contre la *premiere*.

Classes
de con-
traven-
tions
imagi-
naires.

On vouloit néanmoins prouver que cet esprit de rebellion étoit celui de tous les Consistoires; & on se servoit pour cela de tout ce qu'on avoit pu recueillir des livres de celui de Saintes; concluant de là que la *secte* des Reformez étoit la plus fiere & la plus orgueilleuse de toutes les sectes; & que leur esprit dominant étoit le mepris affecté des loix souveraines. On ne foute-
noit néanmoins cette odieuse calomnie que par quatre articles d'observations, où sans sincerité, sans choix, sans prudence on ramassoit des faits arrivez vingt-cinq & trente ans avant les Declarations qui en faisoient des crimes; & on les faisoit passer pour des contraventions à ces loix, qui n'étoient pas encore données.

1. Classe,
choses
saintes.

La premiere de ces observations regardoit les *choses saintes*, contre lesquelles on accusoit les Consistoires de pecher en plusieurs manieres. Cela étoit fondé sur ce que dans tout le livre qu'on examinoit, les Ministres étoient appelez *Pasteurs*; les Assemblées des Reformez, *Eglises*; leur Religion, *Reformée*; leur Ministère, *Saint Ministère*; leur doctrine, *St. Evangile*; & sur tout de ce que dans les extraits qu'on delivroit des Batêmes, ou des autres actes dont les Consistoires gardoient les registres, on ne nommoit pas leur Religion *pretendue Reformée*, mais *Religion permise par les Edits*: termes auxquels le Consistoire de Saintes avoit résolu de se tenir, par une deliberation couchée sur le livre. C'étoit là une des plus fortes preuves de ce mepris des loix souveraines qu'on imputoit à ces Compagnies; comme
s'il

s'il étoit possible de s'imaginer qu'il y eût des loix qui regardent les expressions des hommes, quand ils parlent de leurs affaires entre eux, & avec un secret qu'ils espèrent qui ne sera jamais violé. On ajoûtoit à cela que dans ce livre on parloit de la Religion Romaine en termes injurieux, & que jamais on ne l'appelloit *Catholique*. De même on accusoit le Consistoire d'une application continue à empêcher les conversions; & entre les moyens criminels dont on lui imputoit de se servir, on comptoit la *sou-*^{Ab sur des}
straction des aumônes: comme si les Anciens avoient été obligez ^{calom-}
^{nies.} de continuer à un nouveau converti, les assistances qu'ils lui donnoient pendant qu'il faisoit profession avec eux d'une même Religion; & la *rupture des mariages mêlez*: comme si les Consistoires avoient eu une puissance coactive, pour ôter à des personnes mariées la liberté de vivre conjugalement. Un autre crime étoit des enlevemens d'enfans, dont la preuve consistoit en ce qu'une femme avoit été suspendue de la Cene, parce qu'elle souffroit que ces enfans fussent élevez dans la Religion Romaine; & qu'une autre avoit été exhortée à retirer sa fille d'un Couvent où son mari l'avoit mise, sur quoi on lui avoit promis toute sorte d'assistances. On parloit aussi de bâtards, & d'enfans dont les peres étoient Catholiques, qui néanmoins avoient été batisez au Prêche; sur quoi l'Auteur aussi peu judicieux qu'équitable, produisoit un exemple qui merite d'être raporté. Un enfant dont le pere & la mere étoient Catholiques fut présenté au Batême par son grand-pere nommé Chaillou, qui étoit Reformé. Le Consistoire ne voyant point paroître le pere, ne voulut point batizer l'enfant sans avoir une declaration du pere, & un consentement que son enfant fût élevé dans la Religion Reformée. Cette prudence du Consistoire qui ne vouloit rien attenter contre l'autorité paternelle, étoit appellée ici *une conduite qui fait horreur*. Celebrer des mariages dans les degrez defendus, sans lettres du Prince, étoit encore un des crimes pretendus de ce Consistoire: cependant je pose en fait que cela n'est jamais arrivé dans les degrez où il étoit nécessaire de prendre des dispenses; mais dans les degrez éloignez, où il étoit passé en coutume dès le tems de l'Edit de n'en prendre point. Enfin les censures faites aux personnes peu zélées pour la Religion, les Prêches faits hors de leur Eglise par les Ministres de Saintes, ou à Saintes par des

1684. des Ministres de dehors; soit par occasion, soit par prêt, soit par commission extraordinaire, passoient ici pour des crimes punissables sans miséricorde.

2. Classe: *Intrigues des Consistoires.* La seconde classe d'observations regardoit les *intrigues des Consistoires*. On vouloit qu'elles fussent fort dangereuses, qu'elles inspirassent le zèle de prêcher par tout, même malgré les défenses; qu'elles fissent faire des sermens, des unions, des ligues, des promesses solennelles de s'entraider dans les affaires communes. On rendoit suspectes les assemblées des Commissaires des quatre Colloques de Saintonge, qui avoient quelque direction des affaires generales pendant l'intervalle des Synodes; à peu près comme si quelques Ministres & quelques Anciens eussent pu ordonner la prise des armes, ou la surprise de quelque ville importante. On parloit ici des collectes comme du plus dangereux ressort de ces intrigues; & on presupposoit que les Consistoires y employoient la ruse & la violence. On avoit ramassé quinze pretextes, dont on vouloit persuader que les Consistoires se servoient pour lever de grosses sommes; & on comptoit entre ces pretextes le quint & double quint, qu'on apelloit un *droit mystereux*, parce qu'on s'imaginoit qu'il y avoit quelque chose de caché sous cette expression inconnue. Cependant ce quint n'étoit autre chose que la cinquième partie des aumônes ou des revenus d'une Eglise, qui se levoit en quelques lieux sur le total, pour subvenir aux frais qui avoient accoutumé d'être payez des deniers du Roi, pendant qu'on avoit tiré quelque chose de sa liberalité, comme je l'ai déjà dit ailleurs. Sur cette cinquième on levoit encore en quelques lieux une autre cinquième, pour quelques affaires indispensables, comme les pensions des Ministres dechargez, ou de leurs veuves. Cette pratique n'étoit pas universelle, & il y avoit beaucoup d'Eglises qui n'avoient jamais levé ce quint, quoi qu'il eût été recommandé par plusieurs Synodes Nationaux. D'autres levoient sur les membres du troupeau une somme, pour servir aux choses à quoi ce quint étoit destiné; & cet usage particulier peut avoir donné lieu à faire passer ce *quint* pour un nom de collecte, parce qu'on recevoit les contributions sous le nom de *quint*. Les autres pretextes étoient les gages des Ministres, & les frais des Synodes; l'assistance des Eglises foibles; les secours donnez à celles qui étoient persecutées

tées au dedans & au dehors; les Academies & les Colleges; la pension d'un Agent en Cour; celle d'un autre qu'on appelloit ici *Resident habituel*; celle des Envoyez particuliers, à qui, disoit-on, les Consistoires donnoient dix ou douze livres par jour: de sorte que les Consistoires pouvoient passer à ce prix pour une espee d'Etats riches & puissans, qui entretenoient à la Cour & ailleurs divers Agens, des Residens, des Envoyez ordinaires & extraordinaires, comme autant de Ministres de leur Souveraineté. On ajoûtoit à ces pretextes les procès des Eglises; les procès faits à ceux qu'on nommoit *Relaps*; les arrêts qu'on ne pouvoit obtenir au Conseil que pour de l'argent; la redemption des captifs; l'entretien des pauvres; l'apprentissage des enfans Catholiques, qu'on mettoit en metier pour les nourrir dans la Religion Reformée; & enfin des motifs secrets qui n'étoient point spécifiés. Entre ces pretextes il y en avoit de faux, comme ces motifs secrets: il y en avoit de rares, comme l'assistance des Eglises persécutées, ou la redemption des captifs: il y en avoit de distingués qu'il falloit confondre, comme le quint & l'entretien des Academies: il y en avoit de nécessaires, comme les gages des Ministres, les affaires de l'Eglise & autres: il y en avoit de legitimes & irreprochables, comme l'assistance & le soulagement des pauvres: & à parler juste, tous ces pretextes se pouvoient reduire à trois raisons de recevoir des contributions, soit volontaires, soit imposées. La premiere regardoit les frais concernant l'exercice de la Discipline; comme ceux des Synodes, des Academies, des Colleges, les gages des Ministres & autres qui servoient actuellement. La seconde regardoit les aumônes, comme l'assistance des pauvres & des malades, le payement des apprentissages, le secours donné aux Eglises foibles & aux persécutées. La troisième regardoit les affaires civiles, que les Consistoires pouvoient avoir sur divers sujets. Il étoit mal-aisé de faire passer ces collectes pour criminelles, parce que les pretextes en étoient fondez sur un droit fort naturel, ou autorisé par les Edits mêmes. D'ailleurs l'Auteur du libelle en alloit chercher les exemples jusques dans des années fort éloignées; & il ne trouvoit rien de plus nouveau sur ce sujet, que le secours donné aux Ministres condamnés à Libourne, par l'Intendant d'Aguesseau. Les autres exemples étoient pris des libéraux: faites aux Vaudois persécutés,

Veritables raisons des levées de deniers.

1684. sécurité, aux Réformez de Pamiers, de Lunel, de la Rocheschouard & à quelques autres à peu près du même tems. C'est pourquoi l'Auteur vouloit rendre ces raisons suspectes, comme servant seulement de couverture à d'autres desseins. Il en disoit autant des Hôpitaux, & des maisons où on recevoit les pauvres, ce qui ne seroit, disoit-il, que de pretexte aux affaires générales de la Reformation.

3. Classe: La troisième espece de contraventions regardoit les ordres du Roi portez par quelque lettre de Cachet, ou donnez verbalement par ceux qui exerçoient son autorité dans les Provinces. On prouvoit par deux ou trois exemples de choses passées il y avoit long-tems, que le Consistoire de Saintes avoit conseillé à quelques Eglises, ou de ne deferer point à de tels commandemens, ou de se pourvoir à la Chambre Mi-partie, & de s'appuyer de son autorité pour se maintenir. Ces avis avoient été donnez ou sur le sujet des exercices, ou sur celui des Maîtres d'Ecoles & des Colleges, ou sur le service des Annexes, qu'on avoit voulu interdire autrefois sur une simple lettre de Cachet, sans autre formalité.

4. Classe: La quatrième classe contenoit les contraventions aux Edits, & particulièrement à ceux qui defendoient de recevoir les *Relaps* ou les Catholiques à la profession de la Religion Reformée. L'Auteur disoit sur cela que la peine de l'*interdiction du ministère* flattoit les Ministres, au lieu de les punir, parce qu'elle les dispensoit de toutes les peines de leur profession, & leur en laissoit toutes les douceurs. En effet elle ne faisoit pas perdre au Ministre l'amitié de son Eglise; & souvent on continuoit de lui payer ses gages ou entiers, ou en partie: de sorte que l'interdiction ne lui faisoit point d'autre mal, que de le condamner au repos. Il faisoit néanmoins grace aux Ministres, & pourveu qu'ils eussent chassé du Temple les *Relaps* & les Catholiques, il consentoit que le Consistoire seul portât la peine, & qu'on déchargeât les Ministres de l'amende honorable. Il prenoit pour exemple des contraventions commises par le Consistoire de Saintes, des faits passez même avant la premiere Declaration donnée sur le sujet des *Relaps*, & il éludoit par des reponses fort singulieres les defenses des Ministres de Saintes, Menard & Orillard, jeunes gens de grand merite & d'une pieté distinguée. Ils disoient que dans une Assemblée nombreuse, comme celle de Saintes, il n'étoit

n'étoit pas possible au Ministre de s'apercevoir qu'il se glissoit 1684
quelque *Relaps* parmi les autres; ce que le Moine refutoit par
cette raison; qu'il falloit bien que cela fût possible, puis que le
Roi le commandoit, & qu'il ne commandoit point de choses im-
possibles. Ils disoient encore que ce qu'on leur reprochoit com-
me un crime, n'étoit pas arrivé de leur tems, & que par consé-
quent il n'étoit pas juste de leur faire porter la peine de la pre-
tendue faute de leurs predecesseurs: mais cela n'arrêtoit pas le
Missionnaire, qui disoit que le Roi n'ayant pas distingué les Mi-
nistres anciens d'avec les nouveaux, quoi qu'il fût bien que les
Ministres changent souvent, il s'ensuivoit de là que les uns pou-
voient bien porter la peine que les autres avoient meritée.

Au reste il y a dans cet écrit des temoignages fort particuliers, *Notables*
des moyens dont Du Vigier s'étoit servi pour opprimer les Egli- *artifices*
ses. Entre les autres il y en a deux bien remarquables. Quand *de Du*
il y avoit quelque *Relaps* douteux, dont l'abjuration ne pouvoit *Vigier.*
être prouvée, il lui en faisoit faire une seconde, ou par promes-
ses, ou par menaces; & dans l'acte de celle-ci on faisoit mention
de la premiere: ainsi le même acte produit devant lui faisoit preu-
ve de toutes les deux. Quand il faisoit assigner des temoins, il
affectoit d'en mêler de Reformez parmi les autres, & les inter-
rogeoit sur des articles qui n'avoient point de raport au procès;
après quoi dans ses jugemens ou dans les procès verbaux, il em-
ploit qu'il avoit été oui des temoins de l'une & de l'autre Re-
ligion: de sorte qu'on auroit cru de la maniere que la chose étoit
tournée, que les depositions des Reformez même alloient à la
ruine de leurs Eglises.

FIN DU VINGTIEME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES

TROISIEME PARTIE

LIVRE VINGT ET UNIEME.

SOMMAIRE DU XXI. LIVRE.

Eglises interdites. Ministres poursuivis criminellement. Interdiction provisionnelle. Zèle des Reformez privés d'exercices. Exemples notables : à Barbesieux : à St. Vast : au Mans. Difficultez pour les Batêmes. Accidens fâcheux. Raisons embarrassantes. Diversité d'avis au Conseil. Règlement sur le sujet. Diversité d'avis entre les Reformez, sur le droit des peres touchant le Batême de leurs enfans. Dispute sur l'exécution de l'arrêt qui permettoit à quelques Ministres de baptiser. Difficultez de l'exécution. Autres grâces demandées. Projet de réunion. Cours du projet : & ses articles. Adoration du Sacrement comment réglée. Sacrifice de la Messe. Reforme des Moines. Suites de ce projet. Conference entre le Ministre Claude & l'Evêque de Meaux. Charges de Secretaires du Roi. Assistance des malades. Representation des états des comptes. Peine de ceux qui auroient fait des Assemblées en l'absence des Ministres. Recusations sans expression de cause. Défenses de nommer des Reformez Experts. Biens des Pauvres, & des Consistoires supprimez. Effets de cette Declaration. Juges royaux introduits dans les Consistoires. Pretextes imaginaires. Arrêts sur le même sujet. Edit pour le tems que les Ministres pourroient servir une même Eglise. Impossibilitéz de l'exécution. Reduction du droit de fief. Arrêt nouveau en consequence de la Declaration. Fiefs aquis ou créez depuis l'Edit. Equivoque dangereuse. Occasions de cet arrêt.

Lieux

Lieux où il n'y a pas dix familles. Execution de la Declaration qui les interdis. Projets sans effet pour la conservation des Eglises. Services de Pierre Jurieu. Requête nouvelle. Article contesté touchant l'irrevocabilité de l'Edit. Raisons d'en parler dans la requête. Raisons au contraire. Entêtement de la plupart des Reformez. Contenu de la requête. Vuës de l'Edit. Première vuë. Seconde vuë. Troisième vuë. Objections & réponses. Conclusion de la requête : & son effet. Temple de Soubirze. Injustice faite aux debris de l'Eglise de Montpellier. Arrêt rendu contre l'Eglise de Saintes. Assemblée aux environs de Royan. Accusation surprenante. Procès fait à l'Eglise de la Rochefoucaud. Plaidoyer du Procureur General. Disposition generale des Parlemens. Declaration nouvelle sur la peine des Ministres. Tour singulier des motifs proposés au Roi. Remarques sur ce reglement. Nouvel artifice pour priver les Eglises de leurs legitimes defenses. Procès fait à l'Eglise de la Rochelle. Honteuse mechanceté : que le Parlement ne veut pas favoriser. Clouba de la Rochelle. Procès contre l'Eglise de Tours : & contre celle d'Angers. Traitement fait aux Ministres prisonniers. Prodigious intrigue pour détruire l'Eglise de Loudun. Origine de la mechanceté. Conjectures qui servent de fondement au procès. Moyens d'y embarrasser le Consistoire. Denouement de l'avanture. Suites & conclusion de l'affaire. Motif d'ôter l'exercice à l'Eglise de Loudun. Procès contre l'Eglise de Vitry : & contre celle de Calais : & plusieurs autres.

Les autres Provinces du Royaume n'étoient pas mieux traitées. L'Intendant de Poitou y faisoit valoir la commission particuliere qui lui avoit été envoyée, pour juger en dernier ressort les affaires des Relaps, avec le Presidial le plus proche des lieux où l'affaire seroit arrivée. Morte Eglise nombreuse, fort ancienne, & fondée sur des droits hors d'atteinte, fut néanmoins condamnée à perdre le droit d'exercice; Bauslatran & Misson ses Ministres à cinquante livres d'amende chacun, & solidairement à quatorze cens livres d'aumônes, dont l'application étoit faite à divers Hôpitaux, & à l'entretien des prisonniers. Chatagnau, prêtre

1684.
Eglises
interdis-
tes.

1684. du *Relaps*, qui étoit le pretexte du procès, fut condamné à faire amende honorable ; & il fut donné un mois de delai pour la demolition du Temple. Ce jugement fut rendu souverainement le dix-neuvième d'Octobre. On attaqua de Vaux un des Ministres de Calais d'une autre maniere. On l'accusa d'avoir fait donner de l'argent à des Catholiques, pour les faire passer dans les pais étrangers : & de leur avoir dit des choses temerares, & injurieuses au Roi & à la Religion Catholique. Les delations si odieuses à l'ancienne Rome, & qui ont imprimé une tache si noire à la vie des Empereurs qui les avoient autorisées, avoient changé de nature par le credit du Clergé, qui bien loin de reprimer les delateurs par des censures, les encourageoit par des recompenses. Il étoit aisé de faire des procès par ce moyen aux plus innocens, parce qu'il se trouvoit toujours des temoins capables de déposer ce qu'on vouloit, des parties qui avoient le cœur assez lâche pour les fabriquer, & pour les produire ; & des Juges assez corrompus pour aider à l'imposture. De Vaux néanmoins, qui n'avoit jamais pensé à rien moins qu'à ce qu'on lui imposoit, & qui avoit aquis des amis par son mérite, connu dans plus d'une Province où il avoit exercé le saint ministere, fut assez heureux pour n'être pas condamné à une peine proportionnée à l'atrocité de l'accusation. Il en fut quitte pour une suspension de trois mois, à laquelle il fut assujetti par un arrêt rendu au Conseil au mois de Novembre. Il fut jugé sans être ouï : & l'Evêque de Boulogne qui lui avoit fait cette affaire, crut peut-être que c'étoit assez que de lui imposer silence, pour lui ôter le moyen & le courage d'empêcher les *conversions*. Dans l'Angoumois, où deux ans auparavant il y avoit encore seize Eglises, il n'en restoit plus que deux. Daillon, Ministre de la Rochefoucaud, homme de merite & de qualité, portant même nom & mêmes armes que le Duc du Lude, & reconnu pour son parent, étoit prisonnier pour les interêts de son Eglise. En Anjou l'Eglise d'Angers étoit privée d'exercices. La Rochelle même, Tours, Pruilli & Loudun se trouvoient dans le même état. Il n'y avoit plus en Saintonge que deux Eglises de fief, l'une dans une maison du Marquis de Fors, l'autre chez le Seigneur de Parcou. Toute la Normandie étoit reduite à la même condition : & l'Eglise de Rouën, qu'on avoit cru que l'interêt du commerce feroit

*Ministres
poursui-
vis cri-
minelle-
ment.*

*Interdic-
tions pro-
vison-
nelles.*

feroit respecter, fut interdite par provision dès le commencement 1684. de l'année suivante. Dans le Languedoc, outre les Eglises dont j'ai parlé ailleurs, on tenoit encore actuellement en procès celles de Castres, de l'Isle en Jordain, d'Uzès, de Sommieres, de Lunel, & plusieurs autres. L'Eglise de l'Isle étoit fort considérable : parce qu'encore qu'elle fût à quatre lieues de Thoulouse, c'étoit le lieu le plus proche où les Conseillers Reformez, les Avocats, les gens d'affaires de la même Religion pouvoient aller au Prêche. Il y avoit à la verité un droit d'exercices à Portet ; mais il étoit borné à la seule predication : & il n'étoit pas permis d'y faire la Cène, ni d'y celebrer les mariages. Cependant après avoir tenté inutilement de ruiner l'Eglise de l'Isle, sous le pretexte du voisinage des masures de l'ancienne Eglise Catholique, ou des irreverences commises contre une Croix que le Chapitre avoit fait planter exprès vis-à-vis de la porte du Temple ; ou de la violence de quelques inconnus qu'on vouloit faire passer pour des Reformez, qui avoient abattu une Croix sur un grand chemin, on l'entreprit enfin tout de bon sous le pretexte d'une Assemblée faite en l'absence du Ministre. Ce fait étoit faux : mais on trouva un moyen de persuader aux témoins qu'ils pouvoient déposer que l'Assemblée qu'ils avoient vue en ce lieu le 12. de Septembre 1683. où le Ministre avoit assisté, s'étoit faite le 19. du même mois, dans un tems où il étoit allé faire un voyage avec la permission du Consistoire. Les Juges falsifierent la deposition de ceux qui ne voulurent pas parler selon leur desir : & donnerent une sentence d'interdiction contre l'exercice. La cause fut portée au Parlement par appel : & elle y demeura liée avec plusieurs autres. Je ne sai pas si elle fut jugée avant la revocation de l'Edit. Tout tendoit donc à une ruine generale : & en un mot ce n'étoient par tout que decret, que defenses de prêcher, qu'informations, que recherches odieuses de toutes les actions & de toutes les paroles qui pouvoient donner le pretexte de faire une affaire.

Il y avoit bien des lieux si éloignez de tout exercice par ces interdictions, qu'il falloit que ceux qui avoient de la pieté allaient chercher à cinquante & soixante lieues de leurs maisons, la consolation d'entendre un Prêche. On voyoit non seulement de jeunes personnes, qui pouvoient porter la fatigue d'un voyage,

ou

*Zèle des
Refor-
mez pri-
vez d'ex-
ercices.*

4584. ou des gens assez riches pour en faire la dépense sans s'incommoder, venir de cette distance grossir les Assemblées qu'on n'avoit pas encore interdites : mais des personnes de l'âge le plus avancé, qui passoient même quatre-vingts ans, qui étoient infirmes & incommodées, mépriser le travail du voyage, les rigueurs de la saison, les dangers & les frais de ces entreprises, & venir participer avec leurs Freres à des dévotions dont ils croyoient s'acquitter pour la dernière fois de leur vie. Les Ministres des lieux où ces personnes zélées venoient se rendre, avoient de grandes fatigues à supporter ; soit parce que ce concours d'étrangers les obligeoit à des efforts extraordinaires, pour ne renvoyer personne sans consolation, soit parce qu'ils n'osoient se décharger d'une partie de leurs peines sur d'autres Ministres, de peur de faire par là des affaires à leurs Eglises. Il falloit par cette raison qu'ils fussent prêts jour & nuit à prêcher, à baptiser, à donner la Communion. Entre les pretextes que Du Vigier prit pour interdire l'Eglise de Barbesieux, parce que les autres qui étoient empruntez de choses arrivées avant les Déclarations, & même avant que Jouveau Ministre eût été appelé au service de cette Eglise, n'étoient pas suffisans, pour donner à l'interdiction une justice apparente ; entre ces pretextes, dis-je, il fit un crime à Jouveau d'avoir fait une Assemblée le Samedi, après le soleil couché, pour baptiser deux enfans qu'on avoit apportez de loin. La raison du Ministre étoit fort bonne. On attendoit Du Vigier le lendemain : & comme sa reputation marchoit devant lui, on étoit bien informé qu'il commenceroit par une interdiction provisionnelle du Ministre, ou de l'exercice : & qu'il affecteroit, à son ordinaire, de la faire signifier au moment que le Ministre monteroit en chaire. On crut donc que pour ne faire pas perdre aux peres la consolation de voir leurs enfans baptisez par un Ministre, & pour empêcher que Du Vigier ne prit de l'interdiction de Jouveau, le pretexte de les faire baptiser par un Prêtre, il valoit mieux faire une Assemblée extraordinaire pour leur administrer ce Sacrement, que d'attendre au lendemain. Il y avoit à St. Vast, dans le fond de la basse Normandie, une Eglise qui recueilloit les debris de plusieurs autres des environs, presque toutes composées de païsans, qui étant d'ailleurs accablés de tailles & d'au-

*Exem-
ples no-
tables à
Barbe-
sieux.*

*A St.
Vast.*

tres

mes impôts ne pouvoient faire la depense d'un voyage éloigné, 1684
 ni loger dans les hôtelleries. Le lieu même ne pouvoit four-
 nir les commoditez nécessaires à ceux qui étoient en état de les
 prendre. Mais ces difficultez ne rebutoient pas le zèle de ces
 bonnes gens. Ils venoient d'une considerable distance, mar-
 choient sans s'arrêter ni jour ni nuit ; chargés de ce qu'ils pou-
 voient manger pendant leur séjour ; exposés aux pluies, aux nei-
 ges, aux glaces d'un hiver extremement rude, traversant des che-
 mins affreux, des bois, des ravines, des fondrières : & après ce-
 la ils ne trouvoient ni de feu pour se secher ou se rechauffer,
 ni même de couvert pour se garantir des injures de la saison.
 Les premiers venus se retiroient dans le Temple ; & les autres
 demeuroient à l'entour, sans avoir même une place où se repos-
 er. En attendant le jour cette multitude mêlée de vieillards, de
 femmes, d'enfans, se consoloit à chanter de certains Pseaumes,
 qu'on apprenoit dès l'enfance presque à tous les Reformez ; &
 quelquefois les mieux instruits ou recitoient par cœur, ou lisoient
 à la lumiere de quelque chandelle quelque prière familiere. Ces
 exercices innocens pouvant être mal interpretez, parce qu'ils se
 faisoient dans une Assemblée où le Ministre n'étoit pas, oblige-
 rent celui qui servoit alors ce Troupeau à se priver de tout son
 repos, pour legitimer, s'il faut ainsi dire, par sa presence les
 devotions de ce pauvre peuple. C'étoit des Isles Tirel, alors
 dans la vigueur de son âge ; d'un temperament ardent, d'un
 esprit vif, d'un zèle à l'épreuve. Il alloit passer la nuit dans le
 Temple. Sa chaire lui servoit de lit & de cabinet : & il veilloit
 avec tout ce peuple, en se preparant à prêcher quand le jour se-
 roit revenu. L'Eglise du Mans se maintint presque jusqu'à la
 revocation de l'Edit. Elle étoit servie par Des Galénieres, jeu-^{An}
 ne homme qui donnoit la Communion tous les Dimanches ; &^{Mans.}
 qui après l'action du matin, donnoit encore ou priere ou medi-
 tation l'apresdinée : sans que les distractions continuelles que lui
 causoit le concours de ceux qui venoient de loin à ses Sermons,
 & qui portoient des attestations de leur Religion, dont il falloit
 qu'il prit connoissance pour la sûreté de son Eglise, l'empêchas-
 sent de fournir à ce travail ordinaire. Il se trouvoit à Charenton
 des personnes qui venoient des bouts du Royaume, sans au-
 tre affaire que celle d'y assister sans crainte aux exercices pu-
 blics

1684. blics de Religion : & comme il n'y avoit presque plus d'Eglise où on pût faire la publication des Annonces, on s'y rendoit de toutes parts pour publier les promesses de mariage.

*Difficul-
tez pour
les Baté-
mes.*

Ces mouvemens qui faisoient connoître qu'il y avoit bien des milliers de Reformez à qui la Religion tenoit au cœur, ne faisoient néanmoins pitié à personne : & au lieu d'entrer dans la douleur de ces ames affligées, & de leur accorder par humanité quelque consolation & quelque relâche, le Clergé ne s'appliquoit qu'à leur tendre de nouveaux pièges, & à leur préparer de nouveaux malheurs. Il y eut néanmoins une chose qui le mit lui même dans l'embarras. Le Batême des enfans étant estimé d'une nécessité absolue pour leur salut par les Catholiques, il étoit impossible dans le grand éloignement des lieux d'exercice qui restoit, qu'il n'y eût plusieurs enfans exposez à mourir sans avoir été batisez. Il falloit de grands frais, & de grandes commoditez pour porter des enfans à cinquante lieues de chez soi. Ceux qui étoient plus voisins d'un lieu d'exercices, trouvoient quelquefois des chemins si difficiles, & des obstacles si fâcheux dans quatre ou cinq lieues de distance, qu'on ne pouvoit hasarder d'y passer avec des enfans. Il arriva même plusieurs fois que des enfans nourris des larmes de leur mere, & nez dans ce tems où tout ne respiroit qu'affliction, moururent pendant qu'on attendoit l'occasion de les porter dans quelques lieux où l'exercice fût encore libre. D'autres moururent par les chemins. On vit plusieurs fois, avant que la Rochelle fût interdite, les peres habitans des Isles voisines, s'exposer à passer la mer avec leurs enfans dans de foibles barques, malgré les injures de la saison, & venir chercher le Batême de ces creatures naissantes, au travers des naufrages & des tempêtes. On dit même qu'il y eut quelques barques chargées d'enfans, qui périrent en passant de Royan à Bourdeaux, qui étoit le lieu le plus proche où on pût trouver une Eglise encore debout. On n'osoit à la Cour ordonner que les enfans fussent portez aux Curez de chaque paroisse. Il sembloit que pendant qu'il y avoit encore une ombre d'Edit qui donnoit liberté d'exercice, on ne pouvoit ôter aux Reformez le droit de faire batiser leurs enfans par des Ministres : & par une surprenante delicatesse de conscience, pendant qu'on détruisoit l'Edit par mille injustices éclatantes, on craignoit

*Accidens
fâcheux.*

*Raisons
embarras-
santes.*

quoit de donner un legitime sujet de plainte, en le violant dans 1684
 ce cas. De plus on avoit peur de porter les peres au desespoir,
 si on ajoutoit à tant d'autres peines qu'on leur faisoit, celle de
 souffrir que leurs enfans reçussent de quelque Prêtre la marque
 extérieure du Christianisme. Au moins on ne doutoit pas que
 si on publioit une semblable Ordonnance, les meres ne cachas-
 sent leur grossesse, les peres ne disposassent en secret de leurs en-
 fans, les familles entieres même ne prissent leurs mesures, pour
 se rendre dans des pais où elles ne fussent pas sujettes à cette con-
 trainte. Il couroit des bruits qu'en quelques lieux les Curez ayant
 voulu batiser des enfans, les peres s'y étoient opposés; que la
 querelle s'étoit échauffée par la contestation, & que pendant que
 les Curez, gens à qui la tendresse paternelle est inconnue, par
 un privilege de leur Celibat, tiroient d'un côté ces corps tendres
 & delicats avec violence, que les peres transportez de douleur
 faisoient effort de retenir, ces pauvres enfans avoient été les vic-
 times de la dispute, & étoient morts entre les mains des contes-
 tans. On ajoutoit même que l'horreur de la chose avoit empê-
 ché d'en faire du bruit, & que les Juges l'avoient étouffée, ne
 sachant pas comment ils pourroient justifier le Curé agresseur,
 s'ils entreprenoient de faire un procès au pere offensé. Les Sa-
 ges femmes n'étoient pas assez autorisées, pour batiser tous les
 enfans, la doctrine même de l'Eglise Romaine leur defendant de
 le faire hors du cas de necessité. Or la necessité n'étoit pas pre-
 sumée suffisante, quand les enfans étoient sains & vigoureux, puis
 qu'il y avoit encore des Ministres ordinaires à qui on pouvoit les
 porter. A la verité il y avoit plusieurs Evêques qui étoient d'a-
 vis de commencer par les enfans à réunir les Reformez à l'Eglise *Diversi-
 té d'avis
 au Con-
 seil.*
 Catholique, & qui jugeoient que l'interêt de leur Salut meritoit
 bien qu'on fit un peu de violence à leurs peres, pour leur faci-
 liser la participation d'un Sacrement estimé si necessaire. Il y avoit
 déjà dix ou douze ans qu'il sembloit que le Roi eût prejugué en
 faveur de ceux qui étoient de ce sentiment. Il avoit chargé du
 Candal, Commissaire presque perpetuel au Synode de l'Isle de
 France, de faire certaines propositions à l'Assemblée sur des ma-
 tieres où il vouloit que les Reformez eussent de la complaisance
 pour les Catholiques: & entre les autres il avoit fait couler celle-ci,
 qu'il entendoit que tous les enfans de ses sujets fussent batisés.

1684. De là il étoit aisé de tirer cette conséquence, que par tout où les Reformez n'avoient plus d'exercice, leurs enfans devoient être batifés par les personnes à qui l'Eglise Romaine en donnoit l'autorité. Mais d'autres étoient d'un avis contraire : & principalement le Jésuite la Chaise Confesseur du Roi, qui soutint même son opinion contre l'Assemblée generale du Clergé, qui se tint l'année suivante; & comme il étoit le maître de la conscience du Roi, il le determina aisément à suivre ses inspirations.

*Regle-
mens sur
le sujet.*

Cependant comme l'affaire pressoit on y donna ordre dès cette année: & le premier arrêt qu'on rendit sur cette matiere fut pour les Cevennes. Il étoit du mois d'Octobre; & il servit de regle à toutes les Ordonnances qui furent rendues dans la suite pour d'autres Provinces. J'en ai vu la minute même assez bien écrite; mais avec des entrelignes & des apostilles de la main du Marquis de Châteauneuf. La preface & les motifs étoient en blanc: & on n'y trouvoit que le dispositif. On en usoit ainsi souvent au Conseil: la chose étoit résolue avant qu'on en fût les raisons. On donnoit la Loi premierement; & en suite on cherchoit des motifs qui la pussent colerer. Quelquefois même les Ministres d'Etat ne se donnoient la peine de concerter qu'à l'Ordonnance: & laissoient à un Commis le soin d'en deviner les raisons. C'est pourquoy on trouve assez ordinairement que des arrêts & Declarations de grande importance; sont fondées sur de pitoyables considérations. Cet arrêt donc & les semblables ordonnoient que de lieu en lieu il y auroit des Ministres qui résideroient dans les lieux interdits; & qui pourroient batifés les enfans dans quelque maison particuliere. Mais les conditions de cette grace étoient fort cruelles. Il falloit que les enfans fussent batifés dans vingt-quatre heures; que le Juge y fût present; & dans les lieux où il n'y en auroit pas, un Consul, un Echevin, un Marguillier de paroisse, ou quelque autre personne autorisée; qu'il n'y assistât, outre les personnes de la maison, que le parrain & la marraine; que le Ministre n'y fit ni discours, ni prières, ni autre fonction que la lecture de la Liturgie, & la recitation des paroles sacramentelles; & la peine étoit de quatre cens livres d'amende pour la moindre contravention, contre chacun des contrevenans. La minute portoit quatre mille livres: mais on trouva juste en suite de la moderer.

Je remarquerai sur cela que les Reformez avoient été dans de ¹⁶⁸⁴ grandes frayeurs, que le zèle Catholique ne se portât à faire batiser leurs enfans malgré eux par les Prêtres : & que dans cette terreur les Ministres consulterent pour trouver des remedes à cet inconvenient. Plusieurs des plus versez dans la Theologie, & dans les cas de conscience, des plus renommez Docteurs étrangers, des plus celebres Academies convinrent que dans l'état où les Reformez se trouvoient en France, les fonctions des Ministres étoient devolues aux peres de familles, ou à ceux qui tenoient la place de peres : & que quand il y auroit impossibilité de porter les enfans dans un lieu d'exercice, ou peril évident à l'entreprendre, le Batême pouvoit être administré par eux légitimement. Cet avis ne fut pas reçu sans contradiction, & plusieurs estimoient plus conforme au devoir des peres, de laisser le reproche de voir mourir des enfans sans Batême à ceux qui y mettoient l'impossibilité par leurs injustices, que d'introduire une pratique nouvelle, favorable au prejuge de la necessité du Batême, & sujette aux chicanes des Adversaires. Ils ne croyoient pas moins important le danger où on étoit de remplir de scrupules l'esprit des peres & des meres, & de leur donner, par cette ombre de nouveauté, un pretexte de se jeter eux-mêmes dans l'Eglise Romaine, que le malheur de s'exposer à se voir arracher ses enfans d'entre les bras, pour les porter aux Eglises Catholiques. Ils disoient que ce seroit une force majeure, qui mettroit la conscience des peres à couvert, & que l'impossibilité de resister étant notoire, ce ne seroit pas une complaisance criminelle, que de souffrir ce qu'on ne pouvoit empêcher. Qu'il falloit seulement ne presenter pas les enfans aux Prêtres ; & témoigner par des oppositions, des remontrances, des protestations, la repugnance qu'on avoit à les voir batiser par leur ministere. Mais on repliquoit à tout cela qu'il n'y avoit rien de plus dangereux, que d'ouvrir cette porte de réunion à tant de gens qui étoient déjà battus de l'orage, & las de malheurs : & qu'on auroit de la peine à persuader aux peres qu'ils ne pourroient pas eux-mêmes faire leur salut, dans une Religion où ils verroient recevoir à leurs enfans le premier gage des promesses salutaires.

Les esprits ne furent pas d'abord plus unis, touchant l'institution des Ministres avec le seul pouvoir de batiser. Il y eut des

1684. lieux où d'abord on refusa d'avoir des Ministres avec cette inhibition: comme à Montauban & ailleurs. Il y eut des Ministres qui refuserent la commission par principe de conscience. La chose alla si loin en Saintonge & en Poitou, qu'il y eut même quelques écrits pour & contre sur cette matiere. Cambois du Roc Ministre fort zélé, ayant été nommé pour cette fonction, aimant mieux se laisser condamner à cent cinquante livres d'amende, pour peine de son refus, que de se soumettre à l'Ordonnance: & comme il étoit blâmé de plusieurs, il écrivit en faveur de son sentiment, & rendit compte de ses motifs. Du Vigier qui après avoir desolé toute la Saintonge, avoit eu une charge de Presidene pour recompense de son zèle, ayant proposé de commettre des Ministres aux termes de l'arrêt dans cette Province; on lui demanda permission d'en deliberer. Il permit de faire à Saintes une petite Assemblée, où on fit la discussion de l'affaire; & la conclusion fut qu'on refuseroit de se soumettre à cette Ordonnance. On appuya ce refus sur cinq raisons que voici: Que cette commission n'étoit un effet ni de pitié, ni de justice; mais une ruse des Catholiques, pour détourner de dessus eux le reproche de reduire les Reformez à laisser mourir leurs enfans sans Batême: Que la permission étant accordée à certains Ministres, mettoit injustement tous les autres dans l'interdiction: Qu'elle divisoit deux choses inseparables par leur nature, savoir la predication de la Parole de Dieu, & la celebration des Sacremens; & d'ailleurs ne permettant qu'un des Sacremens, & privant en même tems de la liberté d'administrer l'autre: Qu'elle étoit sujette à mille difficultez, & mille chicanes, que les Catholiques pourroient affecter: Qu'enfin on ne pouvoit accepter cette espere de provision, sans consentir tacitement à l'interdiction des exercices, qui en étoit le pretexte; que c'étoit autoriser les Catholiques de laisser indecis les procès des Eglises dont l'exercice étoit suspendu; & se departir en quelque sorte de l'esperance d'obtenir justice. Du Vigier informé de cette resolution, en parut fort mecontent, & menaça les Reformez de les en faire repentir. Mais il y eut enfin des Eglises qui donnerent l'exemple aux autres; & après cela on executa l'Ordonnance par tout le Royaume, plus tôt ou plus tard, selon qu'on se sentit pressé d'y avoir recours.

Cependant on presenta requête sur les difficultez qui se pou-
voient

voient reconstruire l'exécution. La principale venoit du terme 1684. de vingt-quatre heures, dans lequel il ne paroissoit pas possible. *Difficultez de l'exécution.* quelquefois que des enfans fussent batisez. Il y avoit des Ministres qui étoient chargez de cette fonction dans des lieux qui s'étendoient huit ou dix lieues à la ronde, autour de leur résidence. Il pouvoit arriver qu'un enfant vint au monde à l'entrée de la nuit, dans quelqu'un de ces lieux éloignez; & il étoit inhumain d'exposer un enfant naissant à respirer l'air dangereux d'une nuit d'hiver, & à souffrir la fatigue d'un si long transport, au hasard de cent fâcheuses rencontres. Ce n'étoit pas remédier au mal, que d'envoyer le Ministre sur les lieux, parce qu'il pouvoit être requis en même tems de se trouver dans les extremitez opposées de son ressort; dans l'étendue duquel il pouvoit arriver fort aisément qu'il y eût plus d'un enfant à batiser en même tems. Il y avoit aussi quelques lieux, principalement en Normandie, où pendant la nuit les portes étoient fermées, pour l'intérêt des Fermiers royaux: de sorte qu'il étoit fort malaisé de les faire ouvrir, quand on s'y presentoit à une heure induë. On remarquoit encore que si on attendoit le jour, afin de prévenir ces inconveniens, il se trouveroit souvent que les vingt-quatre heures seroient passées; & que quand il s'en faudroit même quelques momens, ce seroit une belle matiere pour les Juges de mauvaise humeur, à donner des condamnations d'amende. On ajoûtoit à cela des demandes d'une grace plus étendue; & la permission de consoler *Autres grâces demandées.* les malades, & de benir les mariages. Ce dernier article fut refusé, parce que le Clergé crut que l'impatience amoureuse favoriseroit les conversions: & que les jeunes gens en promesse de mariage consultant plutôt leurs communs desirs que leur conscience, aimeroient mieux épouser par le ministère d'un Prêtre, que de s'exposer par zèle de Religion à n'épouser point. Pour les malades on permit tacitement de les visiter, après qu'ils auroient été visitez par les Magistrats: mais avec tant de réservations, que toutes les circonstances de cette fonction devenoient autant de pièges. Et à l'égard des enfans, sans révoquer précisément le terme prescrit, on avertit les Intendans & les Juges de ne donner point de lieu aux chicanes, quand il y auroit une difficulté notoire à exécuter cet article de l'Ordonnance. Au reste comme il y eut des Ministres qui refuserent cette commission, il y

1684. en eut d'autres qui la briguerent ; les uns par intérêt , parce qu'il y avoit des gages & des exemptions attachées , les autres par précaution , parce qu'elle portoit tacitement une surseance des decrets qu'il pouvoit y avoir contre eux , & sur tout une évidente sûreté contre les peines qu'ils pourroient encourir , en demeurant imprudemment dans un trop grand voisinage des Eglises interdites. Il y eut peu d'Eglises à qui on laissât la consolation de voir cette commission exercée par quelqu'un de ses Ministres ordinaires. Il fallut même changer les ordres , dans celles où les Intendans avoient eu la complaisance de nommer à cet emploi les Ministres mêmes du lieu ; & on ne vit presque par tout que des Ministres d'une autre Eglise appelez à cette fonction singuliere.

*Projet de
réunion.*

Au milieu de ces afflictions generales , il y avoit encore un autre piege qu'on tendoit aux Reformez. Comme on ne doutoit point qu'ils ne prissent la premiere porte par laquelle ils pourroient avec honneur rentrer dans la Communion Romaine , on remit encore sur le bureau les anciens projets de réunion. La Marquise Des Portes & l'Intendant d'Aguesseau renouvelerent cette proposition dans les Cevennes , dans le Vivarais & dans le bas Languedoc. On dit qu'ils avoient gagné dix-sept Ministres des Cevennes , quelques-uns du Languedoc , & du Vivarais , & d'autres de divers lieux ; jusqu'à des Ministres d'Alais , de Montpellier de Montauban , de Tours , d'Orleans & de Paris même. Plusieurs de ceux dont ils se vantoient d'avoir les signatures entre les mains , ont toujours nié constamment de les avoir données ; & protesté que c'étoit un artifice , dont les promoteurs de ce dessein se servoient pour éblouir les autres Ministres , par les noms celebres de ceux qu'ils assûroient qui approuvoient le projet. Ce qu'il y a de veritable & de confessé , est qu'ils avoient parlé à quelques-uns de ces Ministres ; & qu'encore qu'ils n'eussent pu leur faire goûter leur dessein , ou qu'ils n'eussent reçu d'eux que des promesses generales d'y contribuer , autant qu'ils le pourroient sans blesser leur conscience , ils se servoient néanmoins de leur nom pour tirer plus facilement le consentement des autres. Ceux qu'on fait certainement qui avoient signé les articles de cette réunion étoient Du Cros & la Coste , gens sans merite & sans nom , qui changerent de Religion peu de tems après. La Marquise avoit fait diriger ce projet par l'Abbé de la Vergne , Janseniste , en qui elle avoit

avoit une extrême confiance. On dit que s'étant chargé de por- 1684.
 ter à la Cour l'original de ce plan, signé des Ministres gagnez,
 il se noya au passage de la riviere de Cese, qui étoit alors fort
 grosse, & que la cassette où étoient ses papiers perit avec lui.
 L'Intendant chargea vers la fin de cette année Bagnols, habitant *Cours du*
 de Mompellier, de communiquer de sa part une copie de ce pro- *projet.*
 jet à Cheiron, Ministre de Nîmes, de qui je parlerai ailleurs.
 Par ce moyen le projet fut mis en deliberation entre plusieurs per-
 sonnes qui le rejeterent; & temoignerent qu'on ne pouvoit en-
 tendre à de telles propositions, si premierement le Roi ne faisoit
 cesser les vexations; & n'obligeoit le Clergé à laisser les Eglises
 en repos. Ce refus n'empêcha pas l'Intendant de revenir enco-
 re à la charge; & d'avertir que si les Réformez vouloient éviter
 les maux dont ils étoient menacez, il étoit tems d'accepter cette
 ouverture d'accommodement, qui en étoit le seul remede. Ba-
 gnols lui rapporta encore la même reponse; & peu après l'In-
 tendant se servit encore de lui pour faire voir aux mêmes person-
 nes une profession de Foi, qu'on lui avoit envoyée du Conseil,
 & qui contenoit, sans en rien rabattre, l'approbation de tous les
 dogmes, & de tous les cultes de l'Eglise Romaine. De sorte
 que ce changement dans les desseins de la Cour, dont je pour-
 rai dire ailleurs les raisons, arrêta tout d'un coup ces negociations
 dangereuses.

On a vu courir diverses copies de ce projet, qui convenoient *Et ses*
 toutes dans le nombre de dix-huit articles, quoi que dans toutes *articles.*
 ils ne gardassent pas le même rang, & n'eussent pas la même éten-
 due. Mais dans celle qui m'a paru la plus nette & la mieux dres-
 sée, le premier article & le second vouloient qu'on ne disputât
 du Purgatoire ni pour ni contre; qu'on parlât peu de l'état des
 ames après la mort; qu'on n'associât point au merite de JESUS-
 CHRIST les œuvres que les Scholastiques appellent *penales & sa-*
tisfactoires; & qu'on les regardât seulement comme des devoirs
 chrétiens, & des parties de la condition imposée aux fideles par
 l'Evangile. Le troisième portoit qu'on reduiroit la permission des
 Images à leur usage historique, soit dans les lieux publics, soit
 dans les maisons particulieres: de quoi les Predicateurs seroient
 chargez d'avertir le peuple; & qu'on retrancheroit les represen-
 tations de la Trinité. Il y avoit dans quelques copies un article

1684. touchant les reliques, qu'on disoit qui seroient conservées avec respect, quand elles seroient bien certaines & reconnues; mais qui ne seroient point employées au culte divin, & ne participeroient en rien au Service religieux. Le quatrième portoit que Dieu seul seroit invoqué; mais qu'on le pourroit prier d'accorder aux prieres de l'Eglise triomphante les graces que la froideur de nos prieres nous rendoit indignes d'obtenir. Sur quoi je remarquerai en passant, que ces Conciliateurs avoient si mal compris les moyens d'une bonne réunion, qu'ils n'étoient pas d'accord avec eux-mêmes. Dans le premier article, ils vouloient qu'on parlât de l'état des ames après la mort avec beaucoup de retenue; ce qui presuppse qu'on n'en peut parler avec certitude: mais dans le quatrième ils supposoient la question décidée; une multitude d'ames glorieuses & triomphantes; des Esprits qui s'interessoient dans les affaires du monde, & qui exerçoient auprès de Dieu une espece d'intercession en faveur des membres de l'Eglise militante. Le cinquième article donnoit au Batême & à l'Eucharistie la propriété du mot de *Sacrement*, & la préférence sur toutes les autres cérémonies; mais il laissoit le même nom dans un sens plus vague aux cinq autres pratiques dont l'Eglise Romaine fait des Sacrements legitimes. Le sixième reduisoit la doctrine de la necessité du Batême aux propres termes du Concile de Trente, dont les Canons y étoient citez. Le septième autorisoit la doctrine de la presence réelle, dont il declaroit que la maniere devoit être estimée incomprehensible, à cause de quoi il ne falloit ni la définir, ni en disputer. Le huitième vouloit que dans l'acte de la Communion, celui qui la recevoit se mît en état d'adoration; mais que cet honneur fût adressé à JESUS-CHRIST seul, sans qu'on fût obligé de rendre au Sacrement que la simple veneration qu'on reconnoît due aux choses saintes; que l'usage de la Coupe fût rendu au peuple; que le Sacrement ne fût point porté en procession; & qu'on pourvût à la Communion des malades, en sorte que le respect dû au Sacrement ne fût point violé, & qu'on n'obligeât personne à se prosterner dans les rues. La maniere d'y pourvoir n'étoit point expliquée ici: mais ceux qui étoient entrez dans ce mystere un peu plus avant que les autres, proposoient comme un expedient qui remedioit à tout, qu'on fit seulement la consecration du Sacrement auprès du malade, afin qu'en allant

Adoration du Sacrement comment réglée.

en en revenant le Prêtre ne portoit rien qui pût être l'objet de l'a- 1684
 doration du peuple. Par le neuvième on reduisoit la doctrine du Sacrifice de la Messe à croire qu'il n'y avoit nul autre sacrifice *Sacrifice de la Messe.* salutaire que celui de la Croix : mais que dans la Messe on en faisoit seulement la commémoration, l'application aux particuliers, & la présentation à Dieu : grossière absurdité, prise à peu près de la doctrine de l'Evêque de Meaux ; comme si pour jouir du fruit du sacrifice offert à Dieu par son propre Fils, il avoit été nécessaire de lui en faire une oblation nouvelle, & pour ainsi dire, de lui sacrifier le sacrifice de la Croix. Le dixième proposoit de corriger les abus de la Confession, avant que d'y assujettir les consciences, & en reduisoit l'usage à l'instruction, à la consolation, & à la correction des pecheurs. L'onzième parloit de la reforme des Moines, & sur tout des Mendians : & *Reforme des Moines.* vouloit principalement remédier à la force des vœux irrevocables, par lesquels on s'engageoit à des choses qui passent la mesure ordinaire de la grace. On entendoit que toutes les Societez de Moines fussent soumises aux Evêques ; & qu'on les reduisit aux regles des Societez anciennes : entre lesquelles on comptoit peu judicieusement, non seulement la Reforme de Bernard Abbé de Clairvaux, mais même les Jesuites, & les Prêtres de l'Oratoire. Mais les Conciliateurs vouloient par là se rendre agréables à l'Abbé de la Trappe, qui étoit alors l'admiration de tout le Royaume, par l'affectation de cent pueriles austérités : n'offenser point les Jesuites qui avoient le credit : & faire honneur aux Prêtres de l'Oratoire, qui se piquoient alors presque tous de jansénisme. Le douzième permettoit au peuple de lire l'Ecriture Sainte ; & vouloit qu'au moins tous les Dimanches on en fit la lecture publique dans les paroisses en langue vulgaire. On y ajoutoit que le chant des Psaumes se pourroit faire aussi en public, & qu'on se serviroit pour cela de la version la plus grave. Par le treizième on pretendoit que les choses saintes fussent à l'avenir administrées gratuitement ; qu'il ne fût permis ni de les taxer, ni de les vendre, que pour éviter qu'on ne tombât dans cette faute ; on pourvût d'ailleurs à la subsistance des Ecclesiastiques, & qu'on défendît les bagatelles dont les Couvens font une espèce de commerce. Le quatorzième abolissoit les fêtes en apparence ; mais il les retablissoit presque toutes, en exceptant

1684. du retranchement celles qui ont du rapport aux mysteres de la Redemption ; celles des Apôtres ; & celles des Saints & des Saintes des premiers siècles. Le quinzième canonisoit les décisions de l'Assemblée du Clergé en 1682. touchant le Pape ; presupposant qu'elles seroient immuables ; & qu'on ne donneroit plus au Pontife que le rang de premier entre ses égaux. Le suivant vouloit la suppression de toutes les ceremonies dont il n'y avoit point de trace dans la plus pure antiquité : & qu'on fit le même traitement aux Societez & aux Confrairies condamnées par les Parlemens. Le dix-septième vouloit qu'on se tint à la doctrine de St. Augustin touchant la Predestination & la Grace ; & on associoit l'Evêque de Meaux à ce Docteur. Le dernier enfin posoit que les Ministres demeureroient Ecclesiastiques , à l'exception des bigamés, à l'entretien de qui on pourvoiroit d'une autre maniere. Ce projet plein d'équivoques , de promesses illusoires , de lâches accommodemens sur des articles où la conscience ne permet point de rien relâcher , n'étoit pas néanmoins au goût de la Cour ; & les Jesuites dont la doctrine favorite y étoit clairement condamnée , étoient fort éloignés d'y entendre. Cependant on agissoit comme si on avoit eu tout de bon le dessein de concilier les differens : & on ne parloit à Paris même & à la Cour que de conferences amiables pour y réussir. Ces bruits alarmoient extraordinairement le Consistoire de Charenton , que Ruvigni & le Deputé General son fils avertissoient tous les jours de se tenir sur ses gardes , & de se desier des surprises. On attendoit une Assemblée generale du Clergé l'année suivante ; & on ne doutoit point qu'elle ne proposât de conferer sur les moyens de réunion , qu'il n'y eût des Ministres même de reputation engagez à l'accepter ; que s'il étoit nécessaire le Roi ne s'en mêlât , & n'ordonnât d'entrer en conference. Il y avoit une division assez aigre dans ce Consistoire qui empêchoit ses principaux membres d'agir de concert , même dans les choses où ils avoient un même but : de sorte qu'il paroissoit fort difficile de parer le coup , si le Clergé s'avisait de le porter. Mais plusieurs choses firent juger qu'il y auroit des têtes dures parmi les Ministres , qui ne se laisseroient jamais flechir. Claude avoit éprouvé la mauvaise foi de l'Evêque de Meaux dans une conference qu'ils avoient eue ensemble , pour faire plaisir à une fille de la Maison de Duras , qui avoit des-

*Suite de
ce projet.*

*Confé-
rence en-
tre le Mi-
nistre*

sein

Jean de changer de Religion, mais qui ne le vouloit pas faire 1684.
 sans formalité. L'Evêque qui se trouva embarrassé dans le cours *Claude*
 de la conference par les argumens du Ministre, ayant imagi- *& l'E-*
 né un expedient pour excuser cet embarras, dont tous les af- *vêque de*
 sistans s'étoient aperçus, écrivit une relation de cet entretien, *Meaux.*
 & la fit courir manuscrite par les mains de ses amis. Comme il
 avoit été arrêté, à la fin de la conversation, qu'on n'en écrirait
 rien ni de part ni d'autre, Claude se crut dispensé de sa promes-
 se, après que l'Evêque eut si hautement violé la sienne, & mit au
 jour une relation contraire, avec une belle preface, & un solide
 Traité sur la question qui avoit été le sujet de la conference. Il
 eut peine à obtenir la permission du Lieutenant Civil de faire im-
 primer son livre. L'Evêque la lui fit obtenir par vanité, comme
 ne craignant rien de ce que le Ministre pouvoit écrire : mais
 quand le livre parut, il se repentit inutilement d'avoir favorisé
 l'édition de cet ouvrage, qui le couvroit de confusion. Cepen-
 dant la fille ne laissa pas de changer de Religion : ni l'Evêque de
 triompher de cette conquête. Claude, ayant donc encore dans
 l'esprit le souvenir de cette affaire refusa si fortement une con-
 ference particuliere qu'une Dame de Normandie, nommée la
 Marquise d'Ouquetot, dont le mari avoit changé de Religion,
 & qui cherchoit un pretexte d'en faire autant, sollicitoit de tou-
 te sa force, il la refusa, dis-je, si fortement, & avec une dé-
 claration si nette de ses sentimens, sur le piège qu'on tendoit sous
 ces disputes familières, qu'on jugea bien qu'on ne l'en feroit ja-
 mais revenir, & que comme il avoit une grande suite d'appro-
 bateurs, il seroit imité par un grand nombre d'opiniâtres. La mê-
 me chose fut confirmée par un petit écrit, où les raisons de n'é-
 couter point la proposition de ces conférences étoient deduites ;
 & où on ne consentoit de les accepter, qu'à des conditions que
 le Clergé n'auroit jamais accordées. Mais sur tout il arriva des
 changemens dans les affaires politiques, qui firent changer de vûes
 au Clergé, & lui firent prendre la résolution de pousser les Re-
 formez à bout par la violence.

Cependant la plupart des Eglises étoient ou interdites, ou attaquées : mais avant que de remarquer les pretextes des procès entrepris contre elles, il faut rendre compte des Déclarations & des arrêts qui en donnerent de nouvelles ouvertures. Je renverrai ici

*Charges
de Secre-
taires du
Roi.
CLII.*

1684. l'ordre accoutumé, & je rapporterai les premiers les actes les moins importants. Il y eut donc le dix-neuvième de Janvier un arrêt rendu contre les Reformez qui étoient Secretaires du Roi, titulaires ou honoraires. Le Roi ordonnoit à deux titulaires de se defaire de leurs Charges dans trois mois en faveur de Catholiques, à faute de quoi il declaroit ces Charges vacantes. Il revoquoit tous les privilèges tant de Noblesse qu'autres, & les exemptions, prerogatives & prééminences dont huit autres jouissoient en qualité d'honoraires en vertu de ses lettres. Il ordonnoit la même chose touchant les veuves de dix autres qui avoient exercé les mêmes Charges pendant leur vie : & il vouloit qu'ils fussent tous mis à la taille, comme ils auroient pu l'être cessant le privilege de Secretaires du Roi. L'arrêt ne portoit point d'autre pretexte de cette rigueur, que la Religion de ces personnes & de leurs familles.

Assistance des malades.
CLIII.

Le quatrième de Septembre il en fut rendu un autre sur un sujet fort extraordinaire. Le pretexte en étoit pris de ce qu'il y avoit à Paris & ailleurs, des personnes qui par charité recevoient dans leurs maisons des malades de la Religion Reformée ; ce qu'on presumoit qui se faisoit même en plusieurs lieux, par les soins & aux depens des Consistoires. Cela donnoit sujet au Roi de defendre à tous les particuliers de quelque qualité & de quelque condition qu'ils fussent, de retirer aucuns malades de la Religion Reformée dans leurs maisons, *sous pretexte de charité* ; & aux Consistoires d'avoir des lieux à leurs depens pour leur servir de retraite, à peine pour les particuliers, de cinq cens livres d'amende ; & de la confiscation des meubles servans aux malades, qui étoient adjugez aux Hopitaux ; & pour les Consistoires, de l'interdiction de l'exercice dans les lieux où ils auroient de telles maisons. Le Roi vouloit que les malades fussent envoyez dans les Hopitaux, pour y être traitez *ainsi que les malades de la Religion Catholique* : & de peur qu'on ne crût que ces termes eussent du raport à autre chose que la Religion, il étoit clairement marqué dans la prefate que le principal motif de cette Ordonnance, étoit de faire éviter à ceux qui voudroient se convertir le danger dans lequel ils se trouvoient de ne le pouvoir faire, étant dans lesdites maisons particulieres entre les mains de gens de ladite Religion. De sorte que pour mettre les malades à

cou-

couvert de cordouer, il falloit les faire porter dans un autre lieu, où ils seroient traitez *ainsi que les Catholiques*, c'est-à-dire où ils auroient toujours aux oreilles quelque Devote, quelque Prêtre ou quelque Moine pour les tourmenter. Ainsi le pretexte de la Religion servoit à interdire l'exercice de la charité : & par une incroyable finesse de la Theologie Catholique, les ordres du Roi faisoient un crime du soin d'assister les pauvres malades, qui passera au dernier jour devant le Tribunal de JESUS-CHRIST pour une des marques de la foi la plus vive, & pour un des devoirs dont il tiendra le plus de compte à ses disciples.

Il y eut encore un nouvel arrêt l'onzième de Decembre touchant les impositions : & sous le pretexte accoutumé que les Reformez faisoient des levées de deniers, par d'autres moyens que ceux qui leur étoient permis, & qu'ils employoient ces deniers à des usages criminels, le Roi ordonnoit la representation des originaux des états des impositions que les Reformez avoient faites sur eux depuis vingt-neuf ans, que cela se fit dans un mois après la signification de l'arrêt aux Ministres des lieux où l'exercice subsistoit encore, ou de la publication qui en seroit faite en presence des Reformez assemblez exprès, par le Juge ou les Consuls des lieux où l'exercice étoit interdit ; que la representation se fit devant les Intendans & Commissaires departis dans les Provinces ; qu'on y joignît les comptes, les pieces justificatives, regîtres, deliberations & autres actes qui seroient necessaires ; que les Intendans & Commissaires departis en dressassent des procès verbaux, & les envoyassent avec leur avis au Conseil, A faute de satisfaire à cette Ordonnance, il étoit defendu aux Reformez de faire aucunes impositions sans l'expresse permission du Roi : & aux Officiers royaux d'autoriser ces impositions, si les Reformez ne rapportoient certificat d'avoir obeï au contenu de l'arrêt. Il étoit naturellement impossible de satisfaire à ce reglement. Il y avoit plusieurs Eglises qui ne faisoient point d'impositions ; plusieurs qui ne gardoient point les comptes des années un peu éloignées ; plusieurs de qui les comptes étoient demeurez chez les Anciens qui avoient fait la recette & la depense des sommes recueillies par ce moyen ; plusieurs que la revolte de quelque Ancien, ou de quelque Ministre avoit privées de tous les papiers de cette nature ; quelques-unes même qui pre-
voyant

*Represen-
tation
des états
de comp-
tes.
GLIV.*

1684. voyant que ces comptes pourroient être un jour une matiere de chicanes, les avoient brûlez ou laceréz il y avoit plusieurs années, & n'en conservoient que le dernier, qui portoit quittance de tous les autres. Mais c'étoit là ce qu'on demandoit, que de reduire les Reformez à l'impossible; & parce qu'il se trouvoit quelques Eglises qui avoient leurs comptes en assez bon ordre, on imputoit à la fraude des autres la declaration qu'elles faisoient de ne pouvois représenter des comptes de tant d'années.

Peine de ceux qui avoient fait des Assemblées en l'absence des Ministres.
CLV.

Mais outre ces arrêts il fut publié le vingt-sixième de Juin deux Declarations importantes. Le pretexte de la premiere étoit seulement d'expliquer le mot de peine *corporelle*, employé dans la Declaration de 1682. qui defendoit aux Reformez de faire des Assemblées autrement qu'en presence de leurs Ministres. Le Roi ne voulant pas laisser à ses Parlemens l'occasion d'ordonner des peines differentes, declaroit ici que la peine des contrevenans seroit d'être bannis pour neuf ans du ressort des Bailliages ou Sénéchaussées, où les Assemblées auroient été faites, & que chacun de ceux qui y auroient assisté, pourroit être contraint au payement de l'amende entiere, sauf son recours contre les autres, pour ce qu'il auroit payé de plus que sa part. Cette Declaration auroit été fort peu necessaire, si on n'avoit pas eu dessein d'en abuser. Il n'y avoit peut-être pas de lieu dans le Royaume où on fit de pareilles Assemblées; mais on vouloit faire passer pour des contraventions à ces defenses, les prieres que trois ou quatre personnes faisoient ensemble dans une maison, ou pour se consoler des exercices publics qu'ils n'avoient plus, ou pour demander le soulagement de quelque malade qu'ils étoient venus visiter.

Récusations sans expression de cause.
CLVI.

La seconde regardoit les recusations sans expression de cause, tant en matiere civile que criminelle, dont le privilege étoit accordé aux Reformez par l'article 65. de l'Edit de Nantes. Le Roi rapportoit au long le contenu de l'article; après quoi il se disoit informé que les Reformez abusoient de cette grace; & il marquoit trois abus qui s'y commettoient: savoir que les Reformez attendoient à faire ces recusations lors que les causes devoient être plaidées; qu'ils les faisoient successivement & en divers tems; qu'ils ne les proposoient quelquefois que quand le Rapporteur étoit prêt à faire son rapport. Cela étoit vrai; mais ce n'étoit pas

un abus. Puis que le pouvoir de faire ces recusations étoit une 1684.
 grace, il falloit laisser à ceux à qui elle étoit faite la liberté d'en
 user d'une maniere qui leur fût utile, & par conséquent leur don-
 ner le loisir de remarquer par le cours du procès, quels seroient
 les Juges qui seroient paroître de la passion ou du préjugé. Il
 étoit mal-aisé à ces Juges de se contraindre pendant les longueurs
 des delais, ou les procédures de l'instruction; & quelquefois ceux
 qui avoient eu la force de cacher leurs mauvaises intentions du-
 rant quelque tems, s'ennuyoient de cette gêne, & donnoient de
 legitimes soupçons de leur mauvaise volonté: de sorte qu'on avoit
 raison d'attendre à l'extremité, afin de ne perdre pas le fruit de
 la recusation, en la faisant tomber sur les moins suspects, & lais-
 sant au jugement les plus dangereux. C'étoient là les raisons de
 ce que le Roi traitoit d'abus; mais sans y avoir égard, il cassoit
 premierement le privilege dans les matieres civiles, & le laissant
 subsister encore dans les matieres criminelles, il ordonnoit que
 les Reformez fissent en même tems & par un seul acte, toutes
 les recusations qui leur étoient permises, à condition qu'ils n'eus-
 sent pas reconnu auparavant pour Juges, ceux contre qui ils vou-
 droient se servir de cet avantage; qu'elles n'eussent point d'effet
 contre les Raporteurs, si elles n'étoient faites dans huit jours
 après que les recusans auroient eu connoissance du *committitur*;
 & que pour les causes d'audience les recusations fussent faites par
 requête, avant que les Juges fussent montez au siege; autrement
 le Roi les declaroit non recevables. C'étoit preparer les Reformez
 de loin à voir qu'on leur retranchât absolument ce privilege;
 parce qu'ainsi on commençoit à leur en faire perdre la principale
 utilité, en leur ôtant la liberté de s'en servir en tout état de cau-
 se. Il sembloit néanmoins qu'on voulût encore faire passer pour
 une preuve de bienveillance, qu'on ne leur ôtât pas le tout,
 parce que l'Edit ne leur avoit fait cette grace que *par provision*,
 & en attendant qu'il en fût autrement ordonné.

Trois autres Declarations furent données le vingt & unième *Defenses*
 d'Avril. La premiere defendoit aux parties de choisir, & aux *de nom-*
 Juges de nommer d'Office des Reformez en qualité d'*Experts*. *mer les*
 On n'avoit pas été en peine de chercher le pretexte de cette loi. *Refor-*
 On l'avoit trouvé dans tous les arrêts & tous les Edits, par lesquels *mex Ex-*
 le Roi avoit voulu exclure les Reformez de toute fonction de Ju- *perts.*
CLVII.

1684. dicature ; d'où on concluoit qu'ils ne devoient pas aussi être pris pour Experts, parce qu'autrement les Catholiques demeueroient encore exposez à leurs jugemens, & que dans les causes où les Experts étoient nécessaires, les Juges étoient obligez de prononcer suivant leurs rapports. On étendit la rigueur en suite aux arbitres volontaires ; & quand les Reformez étoient priez par leurs amis Catholiques de les regler sur leurs differens, ils n'osoient leur rendre ce bon office.

*Biens des
pauvres,
& des
Consis-
toires
suppri-
mez.*
CLVIII.

Mais la seconde Declaration étoit bien plus longue, bien plus raisonnée, bien plus importante. Le Roi y rapportoit les motifs & les dispositions de sa Declaration du mois de Janvier 1683. qui adjugeoit aux Hôpitaux les biens qui avoient été leguez aux Consistoires pour les pauvres ; sur quoi il se disoit informé que les Hôpitaux ne pouvoient savoir en quoi consistoient ces biens, parce qu'on leur refusoit la communication des registres où ils en pouvoient prendre connoissance ; & que d'ailleurs on pretendoit excepter de la Declaration, les biens acquis des deniers donnez aux pauvres, ou du menage de leurs revenus. Il disoit que cela étoit imaginé par des particuliers qui vouloient employer ces biens à d'autres usages ; & que de plus il avoit dessein d'empêcher la dissipation des autres biens qui avoient appartenu aux Eglises interdites, qui étoient apellées ici *Consistoires supprimez par l'interdiction de l'exercice* : personne, ajoûtoit-il, n'ayant de legitime pretension sur ces biens ; comme si l'injuste suppression de l'exercice avoit ôté aux personnes qui avoient composé ces Eglises, le droit de disposer de ce qui leur avoit été legitiment donné ; & sur ce fondement il concluoit qu'on ne les pouvoit employer mieux qu'au soulagement des pauvres. En consequence de tout cela le Roi ordonnoit que la Declaration precedente fût executée ; que les biens acquis des deniers des pauvres, ou du prix de la vente des biens qui leur avoient été donnez ou leguez, fussent delaissez aux Hôpitaux ; qu'on en fit autant des biens leguez sans expression de cause, depuis la Declaration precedente ; qu'il en fût usé de même à l'égard des biens qui avoient appartenu aux Consistoires supprimez, à l'exception de ce qui en auroit été vendu sans fraude ; que ce delaissement fût fait dans le mois après la publication de la presente Declaration, à peine de mille livres d'amende, depens, dommages & interêts ; que la même

même chose fût pratiquée à l'égard des Consistoires, qui pour-¹⁶⁸⁴ roient être supprimez à l'avenir, dont les biens tels qu'ils les possédoient au jour de l'Ordonnance, seroient delaissez aux Hôpitaux; qu'à la première sommation du Procureur ou du Directeur de ces Maisons, ceux qui étoient chargez des registres des Consistoires, ou des comptes, & autres généralement quelconques, concernant les affaires de ladite Religion, fussent tenus de les leur communiquer en présence du Juge du lieu, sans délai ni difficulté, à peine d'y être contrainsts par corps, de cinq cens livres d'amende, & de suspension de l'exercice, jusqu'à ce que les registres eussent été communiquez. Toutes les amendes étoient appliquées au profit des Hôpitaux; & on disoit sur cela communément, que les Jésuites esperant que ces Maisons s'enrichiroient beaucoup de la dépouille de plus de six cens Eglises déjà interdites, en attendant la ruine des autres, avoient été tentez d'en demander la direction; mais que les autres Ordres du Royaume ayant des gens qui ne leur cedoient point en avidité, ils n'avoient osé pousser ce dessein de toute leur force, de peur d'exciter contre eux par cette concurrence de fâcheux soulèvemens.

Le dernier article de cette Déclaration eut de très-fâcheux effets. Le Clergé crut y trouver de quoi appuyer les belles decouvertes de celui qui avoit feuilleté les registres du Consistoire de Saintes, & même de quoi en faire de nouvelles. Plusieurs Eglises furent interdites sous prétexte de ne produire pas tous leurs papiers: prétexte qu'il étoit aisé de feindre. Le Procureur de l'Hôpital en étoit quitte pour soutenir qu'il y avoit des registres qu'on lui refusoit: & cela reduisoit les Consistoires à une extrémité sans remède; puis que refusant de s'en rapporter à leur déclaration verbale ou à leur serment, qui devoit être décisif en cette rencontre, on les obligeoit ou à communiquer ce qu'ils n'avoient pas, ou à prouver qu'ils n'avoient plus rien. Il étoit même d'autant plus aisé de reduire les Consistoires à l'impossible, que les titres de la plupart des Eglises étoient au Conseil. Quelques-unes avoient négligé de les retirer; d'autres qui les demandoient n'avoient pu les faire rendre. On y retenoit les titres de quelques-unes, parce que l'instance qui les regardoit n'étoit pas encore jugée; on y gardoit ceux des autres en leur disant, si elles avoient été condamnées, qu'ils ne leur servoient plus de

Effets de
cette Dé-
clara-
tion.

1684. rien ; & si elles avoient été maintenues, que leur arrêt seroit de-
 formais leur titre. On avoit eu l'artifice de tirer des mains des
 Reformez presque tous leurs originaux, quoi qu'ils produisissent
 au Conseil les copies collationnées devant les Secretaires des In-
 tendans, en présence & avec la communication des Syndics du
 Clergé. Pour avoir donc un pretexte de pretendre que les Eglises
 receloient quelques papiers importans, il ne falloit que leur
 demander la communication de ces titres, qu'on savoit bien que
 la plupart n'avoient plus, & que le Conseil n'avoit pas dessein
 de leur rendre. Cette ruse au reste tendoit de loin à priver les
 Eglises de tous les monumens de leurs droits, afin qu'après quel-
 ques années la memoire en fût perduë, & qu'un jour les enfans
 de ceux qu'on avoit persecutez, ne pussent trouver de preuves
 des injustices faites à leurs peres. C'étoit là principalement le
 but caché de cette dernière Declaration, qui ne permettoit pas
 aux Consistoires de reserver même une copie imparfaite du moin-
 dre acte qui regardât leurs affaires, de peur qu'on n'en prit oc-
 casion de suspendre leurs exercices. Ainsi après vingt-cinq ans
 de persecution, il ne demouroit presque pas aux Eglises de quoi
 prouver qu'on leur eût fait la moindre chicane, ni la moindre
 breche à leurs droits.

*Juges
 royaux
 intro-
 duits
 dans les
 Consis-
 toires.
 CLIX.*

La troisième Declaration du même jour, dont l'enregistrement
 traîna jusqu'au deuxième de Decembre, portoit defenses aux Con-
 sistoires de s'assembler qu'une fois en quinze jours, & qu'en la
 presence d'un Juge royal nommé par le Roi, & d'y traiter d'au-
 tres affaires que de celles de la Discipline, à peine d'interdiction
 de l'exercice, & du Ministre pour toujours, & de procès extra-
 ordinaire contre ceux qui auroient assisté à ces Assemblées en
 l'absence du Juge commis. Ce qui retarda l'enregistrement fut
 en partie, que les Juges trouvoient que c'étoit pour eux une fa-
 cheuse corvée, que de passer tous les quinze jours trois ou qua-
 tre heures dans une fonction sterile, qui ne leur permettoit de
 rien exiger ; en partie qu'on avoit quelque respect pour les se-
 crets des Consistoires, où on savoit bien qu'il se passoit des cho-
 ses dont la bienfaisance ne souffroit pas que les Juges fussent te-
 moins. On n'oublia rien du côté des Reformez pour decharger
 ces Compagnies de ce nouveau joug, & pour refuter les pretextes
 sur lesquels la Declaration étoit fondée, on fit valoir tant qu'on
 put

put la correction des scandaleux, qui plaisoit fort à la Cour, 1684. mais qui devenoit impossible, si on prétendoit les obliger à confesser en présence d'un Juge de certaines fautes, dont il pouvoit quelquefois avoir droit de les punir. Tous ces efforts ne produisirent qu'un peu de retardement, & enfin le desir d'ôter aux Reformez toutes leurs ressources, en pénétrant dans tous les secrets de leur police ecclésiastique, l'emporta sur toute sorte de raisons. Les motifs qu'on avoit cherché pour autoriser cette nouveauté, étoient tirez de ce que le Roi pour empêcher qu'il ne fût traité d'affaires politiques dans les Synodes & les Colloques, ayant trouvé bon d'y deputer un Commissaire, soit Catholique, soit Reformé, les Ministres mal intentionnez avoient pris de là occasion, de ne porter point dans ces Assemblées les affaires dont ils ne vouloient pas que le Roi eût connoissance; qu'ils avoient entretenu des intelligences avec plusieurs Consistoires, que par un *faux zèle*, ou pour des intérêts particuliers, ils y avoient fait prendre des résolutions contraires à son service, & à la tranquillité publique. On attribuoit à ces intelligences les mouvemens qui avoient commencé en même jour en plusieurs lieux, & on ajoutoit que ces Ministres avoient fait faire des impositions secrètes pour les soutenir. Ces deux choses étoient fausses, & imaginées par ceux qui avoient dressé les motifs, ou sollicité l'expédition de la Declaration. Le projet dont j'ai parlé ci-devant n'avoit pas été dressé dans les Consistoires; & il ne s'étoit fait nulles impositions pour le soutenir. Comme il y avoit un grand nombre de contredisans qui s'opposoient à l'exécution de ce dessein, même des Consistoires entiers des plus considerables Eglises, ces impositions n'auroient jamais pu passer; & si elles avoient été faites malgré ces obstacles, il n'auroit pas été mal-aisé d'en trouver quelques rôles, pendant qu'on pilloit les maisons, qu'on y tenoit garnison; qu'on faisoit le procès à tant de gens comme complices de ce projet. C'étoit là néanmoins le prétexte de cette nouvelle rigueur, & sur tout de la dernière clause de la Declaration, qui renouvelloit les défenses de faire aucunes impositions, que comme il étoit porté par le 43. article des particuliers de l'Edit. Au reste on oïtoit encore entre les raisons d'introduire un Commissaire royal dans les Consistoires, la Declaration de 1623. quoi que Louis XIII. qui l'avoit donnée, qui devoit bien

*Pretext-
es ima-
ginaires.*

1684. savoir ses propres intentions, & qui avoit eu le pouvoir & l'occasion de les exécuter, n'en eût jamais étendu l'effet qu'aux Synodes & aux Colloques.

*Arrêt
sur le
même
sujet.
CLX.*

Mais on avoit persuadé au Roi que les Consistoires étoient composés de personnes si habiles & si rusées, qu'elles trouvoient des moyens pour éluder tous les réglemens qui leur faisoient de la peine. C'est pourquoi on s'imagina que la présence même d'un Juge ne suffiroit pas, pour les empêcher de traiter secrètement leurs plus importantes affaires. On fit donc rendre encore un arrêt le dix-septième de Janvier de l'année suivante, qui ordonnoit aux Juges de passer les délibérations qui auroient été prises, & les rôles des impositions qui auroient été arrêtés en leur présence, & de les faire signer par les Ministres & les Anciens. Il défendoit aussi d'écrire sur les registres, ou de faire exécuter d'autres délibérations que celles qui auroient été prises devant le Juge, & passées de sa main, sous les mêmes peines qui étoient portées par la Déclaration. Ces réglemens s'exécuterent dans les Eglises qui avoient encore la liberté de s'assembler; & dans la plupart des lieux les Juges en usèrent avec beaucoup de civilité. Il y a même bien de l'apparence que leur présence dans les Consistoires auroit eu avec le tems le même effet, que l'assistance des Catholiques aux Sermons des Ministres, si la Politique du Clergé leur en avoit donné le loisir. Ils parurent charmés de la police de ces Compagnies; de l'ordre des délibérations; de la gravité des censures; & plusieurs avouèrent qu'il y avoit quelque chose de fort chrétien & de fort utile dans cette conduite.

*Edit pour
le tems
que les
Minis-
tres
pour-
roient
servir
une mê-
me Egli-
se.
CLXI.*

Au même mois d'Août qui avoit déjà fourni trois fâcheuses Déclarations, il fut donné encore un Edit fort étonnant. Il ordonnoit qu'à l'avenir; à compter du jour de l'enregistrement, un Ministre ne pourroit servir dans un même lieu que trois ans, ni après ce tems-là être envoyé dans un autre moins éloigné de ceux où il auroit déjà exercé son ministère que de vingt lieues, ni être rendu aux Eglises où il auroit déjà fait ces fonctions, que douze ans après qu'on l'en auroit tiré. D'ailleurs il défendoit aux Ministres qui auroient cessé d'exercer leur ministère, & qui se réduiroient même à vivre en particuliers, de demeurer plus près que de six lieues des lieux où ils auroient été Ministres. Les peines étoient terribles. Deux mille livres d'amende, privation
du

du droit d'exercer le ministère dans tout le Royaume ; interdiction de l'exercice & demolition du Temple dans les lieux où on auroit souffert qu'ils fissent les fonctions de leur ministère, ou leur résidence, au prejudice du present Edit. Les motifs de cette loi avoient quelque chose d'étrange. Le Roi se felicitoit du grand succès de ses soins pour la *conversion* de ses sujets, & se disoit particulièrement informé que beaucoup de personnes *touchées de ces bons exemples*, n'avoient été empêchées de les suivre, que *par la deference aveugle qu'ils* avoient pour les Ministres, qui ayant demeuré long tems dans un même lieu, avoient pris *par une longue habitude* un *pouvoir si absolu sur les esprits*, qu'ils inspiroient souvent à leurs peuples des résolutions *contraires à leurs propres intérêts, & à l'obeissance* due au Roi. Quoi que cela fût exprimé par une multitude de paroles un peu confuses, on entendoit assez que le Clergé vouloit rompre les liens de la confiance mutuelle entre les Ministres & les Troupeaux ; & ôter aux familles particulières la consolation & les ressources qu'elles trouvoient, dans les conseils & les exhortations des Ministres, avec qui elles avoient formé des liaisons familières. Mais l'impossibilité de la chose même étoit ce qui faisoit le plus de peine. La confusion que ce changement universel devoit causer dans le Royaume ; la nécessité de commettre des Eglises importantes, accoutumées à être gouvernées par les plus habiles gens, ou à de jeunes Ministres qui manqueroient de l'expérience nécessaire, ou à des personnes de peu de distinction ; l'embarras de ces fréquens demenagemens, qui pouvoient causer la ruine de ces familles agitées ; n'étoient pas les plus fâcheuses suites de cet Edit. On trouvoit une impossibilité toute entière à l'exécuter ; principalement pendant que le Clergé empêcheroit la communication mutuelle des Provinces. On ne concevoit pas comment dans une Province qui n'avoit que quarante ou cinquante lieues d'étendue, on pourroit faire ce changement si à propos, que pas un des Ministres ne demeurât éloigné au moins de vingt lieues de l'Eglise qu'il auroit quittée ; & par une prévoyance flatteuse qui regardoit ce qui restoit encore de lieux d'exercices comme devant subsister plus de trois ans, on jugeoit que si ce changement pouvoit réussir la première fois, il n'y avoit pas de moyen humain de l'exécuter la seconde. Il y avoit même des Provinces qui n'avoient pas vingt

1684. vingt lieues d'étendue, & dans lesquelles les Eglises avoient été si voisines, qu'on voyoit à découvert qu'il étoit impossible d'y continuer l'exercice à l'avenir, si on n'obtenoit la permission d'y appeler les Ministres d'une Province éloignée. Au milieu de ces difficultez néanmoins, l'esperance ingénieuse des Reformez trouvoit un pretexte de se soutenir, & par un tour admirable d'illusion, elle prenoit cet Edit qui reduisoit toutes les Eglises à un embarras inexplicable, pour un presage de leur durée. On se figuroit que le Clergé ne porteroit plus d'attaques à celles qui jusques là étoient échappées à ses chicanes, puis qu'il prenoit des expédients pour tant d'années; & que comme il se rangeoit enfin au party de les laisser tomber d'elles-mêmes, par l'impossibilité d'exécuter les Edits, il ne falloit qu'attendre du tems, de la prudence, & principalement de la miséricorde de Dieu, les moyens d'éluder ses malignes intentions.

Reduction du droit de fief.
CLXII.

Mais le Clergé qui peut-être avoit alors en effet ces vûes, & qui ne croyoit pas encore être si près de son triomphe, changea bien-tôt de mesures. Le droit des fiefs fut presque éteint par une Declaration publiée le quatrième du mois suivant. Elle accusoit les Reformez de s'être prevalus des troubles qui avoient agité le Royaume pendant la vie de Louis XIII. & pendant la dernière minorité, pour étendre les privileges qui leur avoient été accordés par l'Edit: de sorte que le Roi s'étoit trouvé obligé d'opposer son autorité à cette licence. Il comptoit entre ces extensions la liberté que les Seigneurs de fief avoient prise de recevoir indifféremment toute sorte de personnes aux exercices de leurs maisons, & quoi que les propres termes de l'article septième portassent formellement, que les Seigneurs pourroient faire ces exercices *pour eux, leurs familles, sujets & autres qui y voudroient aller*, il disoit que l'esprit de l'Edit n'étoit de les permettre que pour la famille du Seigneur, ses vassaux, & autres personnes domiciliées dans l'étendue de sa Seigneurie; parce qu'autrement il n'y auroit eu aucune différence considerable entre un exercice public, & celui d'un Seigneur. Sur ces considerations le Roi défendoit à ceux qui avoient des fiefs de la qualité requise par le septième article de l'Edit, de recevoir aux exercices qui se feroient chez eux d'autres personnes que leur famille, leurs vassaux, & ceux qui seroient actuellement domiciliés dans l'étendue

due de leurs fiefs: de sorte que par un nouveau commentaire, 1684. ces mots *tous autres qui y voudront aller*, mis après celui de *sujets*, qui comprend les possesseurs des biens relevans du fief, & les habitans pendant qu'ils occupent les maisons qui en dependent; ces mots, dis-je, étoient réduits à signifier seulement les personnes *domiciliées*, & actuellement résidentes. Les peines étoient néanmoins très-rigoureuses. Cinq cens livres d'amende applicable à l'Hôpital le plus prochain, contre tous ceux qui se feroient trouvez à ces exercices; privation du droit contre les Seigneurs; & interdiction perpetuelle contre le Ministre. Dès le mois de Février suivant il fallut encore un arrêt pour resserrer davantage ce privilège; & sous prétexte que les Seigneurs sous le nom de *leur famille* pouvoient comprendre *leurs parens*, ou que d'autres Reformez pouvoient louer des chambres dans l'étendue de ces fiefs, où ils venoient coucher la veille des exercices, quoi qu'ils n'y demeurassent pas ordinairement, le Roi défendoit de recevoir aucunes personnes sous le prétexte de parenté, ou quelque autre que ce fût, si elles n'avoient fait leur demeure actuellement; sans discontinuation, un an entier dans l'étendue de la Seigneurie. Ainsi tous ceux qui dans de grandes Provinces n'avoient plus de lieux où s'assembler pour faire l'exercice de leur Religion, que les maisons des Gentilshommes, demeurèrent absolument privez de la consolation que ce reste de liberté leur avoit laissée.

Mais cette nouvelle expression, *l'esprit de l'Edit*, dont on s'étoit servi dans la Declaration précédente, parut si belle à ceux qui l'avoient suggerée, qu'ils voulurent encore s'en servir dans un autre acte du même jour quatrième de Septembre, sur le même sujet des exercices de fief. Je ne sai pourquoi, puis qu'on donnoit une Declaration sur cette matiere, on aimoit mieux rendre un arrêt à part sur un autre cas, que d'en faire un second article de la même Declaration. Il falloit rendre à peu près les mêmes raisons de l'un & de l'autre, & par conséquent on pouvoit bien comprendre l'un & l'autre dans la même loi. Peut-être que le Marquis de Châteauneuf ayant fourni la matiere de l'arrêt, ne voulut pas perdre la louange de l'avoir proposé; à cause de quoi l'arrêt est signé de lui; au lieu qu'il n'en auroit rien paru, par la Declaration que le Marquis de Seignelai avoit signée. On se faisoit une si grande affaire à la Cour de contribuer à la rui-

*Arrêt
nouveau
en consé-
quence de
la Decla-
ration.
CLXIII.*

*Fiefs
acquis ou
créés de-
puis l'E-
dit.
CLXIV.*

1684. ne des *Heretiques*, & on croyoit faire si grand plaisir au Roi, en hâtant la conclusion de cet ouvrage, dont il espiroit tant de gloire, que chacun vouloit y garder son rang, & ne laisser point à d'autres la louange d'y avoir servi plus utilement. Quoi qu'il en soit cet arrêt accusoit encore les Seigneurs de fief d'une nouvelle extension de leur privilege. Elle consistoit en ce qu'ils avoient fait prêcher dans les Seigneuries qu'eux ou leurs predecesseurs avoient acquises depuis l'Edit de Nantes, quoi que l'esprit de cet Edit, & de quelques autres qui l'avoient precedé, fût seulement de leur permettre de faire leurs exercices dans les fiefs dont ils étoient alors actuellement en possession. On y joignit aussi les Justices ou les fiefs de Haubert créez depuis l'Edit, où il y avoit long tems que le Clergé tâchoit de faire juger que le droit d'exercice n'avoit point de lieu. Le Roi donc defendoit aux Gentilshommes de faire prêcher dans leurs fiefs, ou hautes Justices, si leur érection n'avoit été anterieure à l'Edit, & s'ils n'étoient encore possedeurs, sans interruption, par les descendans en ligne directe ou collaterale de ceux qui en avoient été possesseurs au tems de l'Edit. Et parce qu'il falloit justifier cette possession continuée, le Roi ordonnoit à tous les Seigneurs Reformez de remettre dans deux mois, à compter du jour de la publication de l'arrêt dans le Bailliage où ils demeuroient, tous les titres dont ils entendoient se servir pour en faire la preuve, devant les Commissaires executeurs de l'Edit: afin qu'après en avoir donné la communication aux Syndics des Dioceses, ils en ordonnassent comme ils trouveroient raisonnable; sauf l'appel au Conseil, soit de la part des Syndics, soit de la part des Seigneurs. En cas de partages, il leur étoit ordonné d'envoyer les titres au Roi avec leurs avis.

Equivoque dangereuse. Mais on trouvoit après ce long dispositif une terrible équivoque, qui fit cesser l'exercice des Eglises de fief dans tous les lieux où l'arrêt fut publié. Elle consistoit dans la defense de faire aucun exercice dans les châteaux ou maisons de ces Seigneurs, après le tems des deux mois qu'ils avoient pour faire leur production; sans en avoir obtenu permission, ou par Ordonnance des Commissaires, ou par arrêt du Conseil: à peine de privation pour toujours du droit d'exercice; de réunion de la Justice ou du fief au domaine du Roi, & d'interdiction perpetuelle du Ministre. On avoit affecté de n'exprimer point si cette peine regardoit seulement

étaient les Seigneurs qui auroient laissé passer les deux mois, sans produire devant les Commissaires; ou si elle regardoit aussi ceux qui auroient satisfait à l'Ordonnance. De sorte que ceux même qui étoient précisément au cas de l'arrêt, & qui en avoient produit des preuves démonstratives, n'osent s'exposer à continuer leurs exercices sur la foi d'une équivoque, qui vraisemblablement étoit affectée, & de l'explication de laquelle les Jésuites étoient les maîtres. On voyoit bien qu'en cessant de faire prêcher, on donnoit occasion au Commissaire Catholique, qui étoit le maître de la commission, de laisser trainer l'instance sans la juger, & de tenir ainsi les exercices dans une suspension équivalente à une interdiction formelle. Mais on jugeoit qu'on n'en feroit pas mieux, pour un Prêche davantage; & que si on se hasardoit à le faire, la bonne foi de ces dangereux Casuistes n'étoit pas un bon garant de la conservation du fief à son possesseur légitime.

Cet arrêt fut rendu sur une requête des Agens Generaux du Clergé, accompagnée d'un mémoire où ils prétendoient prouver, que l'Edit n'accordoit le droit de faire prêcher dans leurs maisons, qu'à ceux qui étoient *en possession actuelle* au tems de l'Edit des fiefs de la qualité requise. De là ils tiroient cette conséquence, que ceux qui avoient acquis de nouvelles terres, ou fait ériger leurs fiefs en hautes Justices depuis l'Edit, n'y pouvoient faire faire l'exercice: parce qu'il étoit manifeste qu'ils ne pouvoient en avoir été *en possession actuelle* au tems de l'Edit. Le fondement de cette chicane étoit pris de ce que dans les Conférences de Nerac & de Fleix il y avoit des articles, dont la disposition étoit insérée dans le septième de l'Edit de Nantes, qui requeroient cette *possession actuelle*. Mais les Agens Generaux disoient fausement que ces termes avoient été employez pour décider cette question, savoir si ceux qui n'étoient pas possesseurs actuels, soit parce que leur terre n'étoit pas en haute justice, soit parce que d'autres en étoient en possession, pourroient jouir du privilège de l'article 5. de l'Edit de 1577. lorsque leurs terres auroient la qualité requise, ou que les fiefs de cette qualité seroient venus entre leurs mains. Mais la décision tomba nécessairement sur les fiefs ou les Justices dont le droit étoit *controversé*: & dans ce cas le Roi prononçoit en faveur du possesseur actuel; quoi que la partie pût être le Procureur du Roi, ou quelque autre Catholique. Mais il n'y avoit rien qui tendit à reduire

Occasion
de cet
arrêt.

1684. re ce privilege à ceux qui avoient la *possession actuelle* au tems de l'Edit. Au contraire, comme la *possession actuelle* donnoit le droit d'exercice, même quand la qualité de la terre étoit douteuse, on en pouvoit deduire legitiment, qu'en quelque tems que la Justice eût été acquise ou érigée, la *possession actuelle* donnoit le droit d'y faire prêcher: puis que cette *possession* étoit le titre de ce privilege. On l'avoit ainsi entendu & pratiqué cent ans durant: mais la Logique des Agens Generaux fut goûtée au Conseil, qui l'autorisa par l'arrêt que j'ai rapporté.

Lieux
où il n'y
a pas dix
familles.
CLXV.

Mais comme il y avoit encore des exercices de possession, qui n'étoient pas sujets à l'effet de cet arrêt, on y pourvut par une Declaration du vingt-sixième de Decembre. On faisoit dire par le Roi qu'il y avoit des arrêts de son Conseil, & de quelques Cours superieures, qui defendoient aux Reformez de faire l'exercice de leur Religion, dans les lieux où ils n'avoient pas droit de Bailliage, s'il n'y avoit actuellement dix familles de leur Religion resseantes & domiciliées, sans compter celle du Ministre: que néanmoins, au prejudice de ces defenses, on ne laissoit pas de continuer de faire le Prêche dans les lieux où il ne restoit pas ce nombre de familles Reformées. Sur quoi le Roi defendoit de continuer à l'avenir l'exercice dans les lieux de cette qualité, ordonnoit que les Temples fussent fermez, & renvoyoit les Ministres demeurer à six lieues de là, sans pouvoir y retourner, sous quelque pretexte que ce fût. Il y avoit des Eglises de la plus ancienne possession, où les Temples étoient bâtis dans des lieux inhabitez. On les y avoit donnez exprès quelquefois, pour ôter aux Catholiques le pretexte d'y faire du desordre: & cela n'empêchoit pas qu'il ne s'y assemblât plusieurs milliers de familles des environs. C'étoit une injustice évidente que de requerir qu'il y eût dix familles domiciliées, dans des lieux qu'on avoit choisis à dessein loin de l'habitation des hommes: mais l'injustice étoit encore plus cruelle, de vouloir exercer la même chicane contre des lieux où le nombre des Reformez étoit diminué par des conversions forcées: d'autant plus que s'il y avoit par cette raison moins de familles residentes, il y avoit huit & dix fois plus de gens qu'à l'ordinaire, qui venoient de tous les côtez se rendre à ces lieux où le droit d'exercice subsistoit encore. Cependant à peine la Declaration fut-elle verifiée, qu'on s'en servit pour detruire quel-

ques Eglises; comme celle de St. Mard en Champagne; de Pujols 1684. en Guyenne; d'Aunai en Poitou; & quelques autres. Mais pour tirer plus d'avantage de la Declaration, il y eut des gens qui joignirent la ruse à l'injustice. Ainsi le President des Elus de Niort fit dresser un projet de rôles de Tailles, où il fit exprès omettre le nom de quelques habitans des paroisses. Peu après on fit signifier au Consistoire d'Aunai la Declaration qui demandoit qu'il y eût dix familles, & le rôle des habitans, d'où on avoit retranché quelques-uns. On s'en plaignit à l'Intendant, devant qui le Syndic eut la hardiesse de soutenir qu'il ne falloit compter entre les familles Reformées ni les Gentilshommes, parce qu'ils ne payoient point de tailles; ni celles qui demeuroient hors du bourg, quoi qu'elles fussent domiciliées dans la paroisse; ni celles qui étoient résidentes dans le bourg, mais qui étoient au rôle dans d'autres paroisses; ni celles dont une partie avoit changé; ni celles où il n'y avoit plus ni pere ni mere, quoi qu'elles fussent composées de freres & de sœurs. L'Intendant ne voulut rien juger sur cette contestation: mais le Conseil ne fut pas si difficile. Il donna un arrêt qui interdisoit l'exercice, & qui au lieu que la Declaration portoit seulement que les Temples fussent fermez, ordonnoit que celui d'Aunai fût demoli aux depens des Reformez. L'Intendant leur accorda, comme une grace, pour éviter qu'on ne leur fit de grands frais, de le pouvoir demolir eux-mêmes. Il y avoit au reste réellement seize familles Reformées resseantes dans la paroisse d'Aunai; douze dans le bourg même, & quatre dans les environs.

Il y avoit des personnes pleines de zèle, qui étant sorties du Royaume pour avoir plus de liberté d'agir, & de secourir les Eglises, travailloient secrettement à leur consolation, & tâchoient d'intéresser les Princes & les Etats Reformez à la conservation des Troupeaux de France. Il y eut sur ce sujet des projets dressés, des deputations, des conférences. En quelques lieux les Compagnies Ecclesiastiques s'en mêlerent, & commirent des Eglises de leur Corps pour y veiller. On porta la chose assez loin. On parla aux Princes qui pouvoient être chefs de ce dessein. On les trouva disposés à chercher des moyens, non seulement de conserver ce qui restoit de la Reformation, mais même de reparer ses pertes. L'illustre Electeur Marquis de Brandebourg,

1684. pere de celui qui regne aujourd'hui, écouta les ouvertures qui lui furent faites de se mettre à la tête de cette entreprise. Mais après qu'on eut remarqué qu'il ne falloit point compter sur l'Angleterre, qui avoit trop d'affaires chez elle pour se mêler de celles d'autrui, on trouva que le dessein n'étoit pas convenable, au tems. Il y avoit de la division entre les Princes à cause de leurs intérêts; il y en avoit dans le sein même des Etats les plus puissans: & le secours qu'on pouvoit donner aux Eglises ne pouvant leur être procuré que par l'union des Puissances Protestantes, ou que par leur intercession, l'union fut jugée impossible, à cause de la diversité des intérêts; & l'intercession inutile, à cause que la France étant au plus haut degré de sa prospérité, se faisoit plutôt un honneur de mettre toutes les autres Puissances dans la dependance de la sienne, que de garder pour elles des mesures de civilité ou de bienveillance. D'ailleurs après avoir réduit par diverses hostilités les Espagnols à une declaration de guerre, qui ne fut faite que pour la forme, sans dessein & dans l'impuissance de la soutenir, & seulement pour avoir une occasion d'entrer dans un Traité qui mit fin à toutes ces violences, la France venoit de conclure une treve de vingt années, qui non seulement lui assûroit ses usurpations, mais la mettoit en état de ne craindre point une ligue des Puissances étrangères.

*Services
de Pierre
Jurieu.*

Pierre Jurieu, de qui j'ai déjà parlé plus d'une fois, étoit entré fort avant dans cette negociation, & avoit été assez appuyé par le zèle de ses collegues. Mais en même tems il travailloit en son nom à parer quelques-uns des coups que le Clergé portoit aux Eglises & à leur doctrine: & par de continuel écrits tantôt il relevoit les injustices & les chicanes des Ecclesiastiques; tantôt il refutoit la doctrine de l'Eglise Romaine; tantôt il faisoit l'apologie de celle des Reformez; tantôt il soutenoit le courage & la foi des peuples persecutez, par des Ouvrages où il developpoit les illusions & les sophismes des Ecrivains Catholiques. Il paroissoit incapable de se lasser ni de s'épuiser; & principalement pendant ces trois fâcheuses années 1683. 1684. & 1685. il mit tant de livres au jour, qu'on auroit dit qu'il lui falloit moins de tems pour les composer, qu'il n'en falloit aux Reformez pour les lire. Il continua encore les années suivantes; jusqu'à ce qu'ayant ruiné sa santé par cette violente application,

l'im-

L'impossibilité d'y résister le contraignit à se donner du relâche. 1684.
 Ses écrits, avec quelque peine qu'on les fit passer en France, étoient recherchez avec soin, lus avec profit, redoutez des *Convertisseurs*, qui le trouvoient toujours à leur passage; & qui ne pouvoient refuser leur estime, ni leurs éloges même à la force de ses Ouvrages. De sorte qu'en même tems il recueilloit ce double fruit de ses peines, qu'elles embarrassoient les persécuteurs, & qu'elles consoloient les persécutés.

D'un autre côté en France même on cherchoit du remède aux maux qu'on voyoit croître tous les jours, & on résolut de tenter encore une fois la voye des requêtes, quoi qu'elle fût devenuë inutile depuis si long tems. On en dressa donc une assez longue, & parfaitement belle, pour voir si on n'obtiendrait pas au moins la consolation de la faire lire. Elle fut consultée avec tous ceux qu'on crut capables de donner avis: & avant que d'être présentée elle passa par tant de mains, elle fut examinée par tant de Censeurs, qu'il n'y avoit peut-être rien sur quoi il n'eût été fait quelque remarque. On convint sur tous les articles, à l'exception d'un, qui néanmoins étoit de grande importance. La plupart vouloient qu'on y parlât fortement de l'irrevocabilité de l'Edit, & qu'on appuyât principalement sur la nécessité, & le devoir de le laisser subsister dans son entière vigueur: & ils disoient pour leurs raisons qu'il étoit déjà presque tout révoqué article à article; qu'il n'en restoit plus que le nom; qu'on voyoit bien que le Clergé respectoit encore cette vaine ombre qui en restoit; qu'il n'osoit en venir à une révocation ouverte, puis qu'il s'amusoit à chercher des chicanes pour le rendre inutile, & d'une impossible execution; qu'il falloit donc donner de nouvelles forces aux raisons qu'il avoit de ne le révoquer pas; & lui en proposer qu'il n'avoit peut-être pas encore imaginées, afin de lui faire craindre de plus en plus de faire cette dernière démarche; qu'il falloit faire valoir la foi publique, la parole royale, l'intérêt de tous les hommes du monde dans la validité des Traitez & des Loix generales, dont l'observation ou l'inobservation feroient le bonheur ou le malheur de plusieurs milliers de personnes; qu'on autorisoit le Clergé de croire que les Reformez ne tenoient pas eux-mêmes l'Edit pour irrevocable, s'ils ne le disoient jamais; si dans la multitude des plaintes qu'ils avoient à faire, ils ne mêloient jamais

Requête nouvelle.

Article contesté touchant l'irrevocabilité de l'Edit. Raisons d'en parler dans la requête.

1684. un article exprés sur cette matiere ; que le tems y étoit propre , puis qu'il ne restoit de l'Edit que cela seul , qu'il n'étoit pas formellement revoqué : qu'il falloit prévenir l'Assemblée generale qu'on attendoit dans quelques mois , & lui ôter la hardiesse d'en demander la revocation entiere : qu'il ne seroit plus tems alors de parer le coup , parce qu'avant que de faire éclater son desir , le Clergé auroit pris ses mesures , & mis l'affaire en état de ne pouvoir lui manquer : que le Roi étoit jaloux de sa gloire ; & que si on lui avoit fait comprendre une fois par de solides raisons , qu'il ne pouvoit sans la blesser revoquer ce monument solennel de la sagesse , de la justice , de la bonne foi de Henri le Grand , les intrigues du Clergé ne lui feroient jamais changer de pensée. Les autres disoient au contraire que c'étoit une corde qu'il ne falloit pas toucher , & donnant seulement un autre tour aux mêmes considerations , ils s'en servoient pour soutenir qu'il étoit dangereux de parler de cette matiere ; que dans les restes de respect que la Cour avoit encore pour le nom de l'Edit , il falloit éviter de lui donner la moindre ouverture de s'en departir ; que ce seroit lui en donner une favorable , que de lui parler de la perpetuité de l'Edit comme d'une chose qui avoit besoin de preuve ; que sur ce fondement elle voudroit raisonner , qu'aussi-tôt qu'il y auroit sur la question des raisons dites de part & d'autre , elle deviendrait problematique ; & que dans les choses qui auroient une aparence douteuse , l'interêt des Reformez & la justice de leur cause ne balanceroient pas le grand credit du Clergé ; que quelques grandes que fussent d'ailleurs les qualitez du Roi , il n'étoit que trop certain & trop évident qu'il haïssoit la Religion Reformée par inclination & par prejuge ; & qu'il en avoit juré la ruine ; que de plus il étoit prevenu de cette pensée qu'il étoit au dessus des loix , & que ce seroit borner son pouvoir suprême , que de vouloir l'assujettir à observer un Edit plus long tems qu'il ne le trouveroit à propos ; que dans ces sentimens , il se tiendrait offensé qu'on lui voulût prouver qu'il ne pouvoit casser l'Edit ; qu'on en prendroit occasion de lui dire qu'il ne pouvoit mieux convaincre les Reformez de l'étendue de sa puissance , qu'en revocant cette Loi qu'ils croyoient au dessus de lui. Les Deputez Generaux , Claude & quelques autres étoient de ce sentiment ; & quoi que le nombre de ceux qui étoient d'un autre avis

*Raisons
au con-
traire.*

avis fût bien le plus grand ; & que presque tous ceux des Pro- 1684.
vinces qui étoient consultez jugeassent nécessaire de parler de cet
article fortement , le plus grand nombre ceda au moindre , & il
ne fut point parlé de cet article dans la requête.

Les Reformez avoient une espece d'entêtement si fort sur ce *Entête-
ment de
la plu-
part des
Refor-
mez.*
sujet, que la plupart croyoient la Cour incapable de venir à la re-
vocation de l'Edit ; & que quand elle fut arrivée , à peine pou-
voient-ils s'imaginer que ce ne fût pas un songe , dont un reveil
dissiperait bientôt le nuage. Et ceux qui étoient d'avis de parler
de l'irrevocabilité , & ceux qui vouloient qu'on n'en dit rien ,
étoient presque également préoccupez de cette flatteuse illusion :
& ce fut la raison principale qui porta les uns à laisser faire les au-
tres , qu'ils esperoient que soit qu'on parlât , ou qu'on gardât le
silence sur la matiere , il étoit certain qu'on ne verroit jamais l'E-
dit formellement révoqué. Ils jugeoient bien qu'on se serviroit
même de la violence, pour éteindre la Reformation en France,
& qu'on épuiserait toutes les sources de la ruse pour engager les
peuples dans la Communion Romaine, ou par des réunions frau-
duleuses, ou par des *conversions* forcées: mais ils en venoient tou-
jours là que les Ministres d'Etat ne voudroient jamais obscurcir
la gloire d'un Prince de qui le nom faisoit tant de bruit , par un
acte où la foi publique seroit si solennellement violée. Ainsi cha-
cun fait de ce qu'il desire & qu'il espere la regle de la conduite des
autres ; & fait de sa propre utilité la mesure de leur bonne foi.

Mais pour revenir à la requête , on y reduisoit à trois articles *Contenu
de la re-
quête.
Vuës de
l'Edit.
Premiere
vuë.*
capitaux les principales vuës de l'Edit de Nantes , & on demon-
troit par des preuves publiques & incontestables qu'on les avoit
tous violez. Le premier regardoit la sûreté des personnes & des
biens , à quoi l'Edit avoit pourvu ; en maintenant les Reformez
dans tous les droits de la naissance , & de la société civile ; & on
rapportoient amplement tout ce qui avoit été fait contre ces regle-
mens, principalement depuis les trois ou quatre dernieres années.
On citoit tous les arrêts & les Declarations dont j'ai fait le detail en
d'autres lieux, touchant les Charges, les commissions, les Offices de
la Maison du Roi, de la Justice, de la Police, des Finances ; les
professions, les metiers : & on y ajoûtoit les ordres secrets en-
voyez en divers lieux pour obliger les Reformez à se defaire de
leurs emplois. On y citoit un arrêt de l'onzième d'Août, par le-
quel

1684. quel le Parlement de Bourdeaux ordonnoit aux Apotiquaires & aux Chirurgiens Reformez de rapporter leurs lettres de Maîtrise, & cependant leur faisoit defenses d'exercer leurs metiers : ce qui avoit été imité par le Parlement de Bretagne. Le Conseil même tout fraîchement avoit interdit le commerce aux Reformez d'Amiens, sans qu'il en parût d'autre pretexte que la Religion : ce qui s'étoit fait déjà quelque tems auparavant à Dijon, & à Autun. On concluoit de là que l'Edit n'étoit plus qu'une illusion ; puis qu'en accordant, sous pretexte de l'observer, la liberté de conscience, on ôtoit en même tems les moyens de vivre. On y faisoit de courtes & solides remarques contre les Declarations rendues sur l'âge où les enfans pourroient faire choix de Religion ; sur l'éducation des batards ; sur les fonctions des Sages femmes, sur la liberté ôtée aux peres d'envoyer leurs enfans hors du Royaume ; aux gens de mer & de metier d'en sortir ; à tous les Reformez de vendre leurs biens ; aux Ministres & aux Proposans de demeurer où ils le trouveroient bon : & on remarquoit ici que la plupart ayant des terres à la campagne, où des maisons dans les lieux où on ne leur permettoit pas d'habiter, on leur ôtoit le droit le plus naturel, qui consiste à jouir par ses propres mains des revenus de ce qu'on possède.

Seconde
uné.

Le second article regardoit la liberté de conscience & d'exercice, à quoi l'Edit avoit encore pourvu par divers reglemens, sous de certaines limitations. On faisoit voir que cet article avoit été violé comme le premier en plusieurs manieres. On remontoit ici jusqu'à l'envoi des Commissaires, entre lesquels on avoit choisi des Reformez suspects, qu'on avoit même maintenus dans leurs commissions, sans avoir égard aux causes de reculation que les Eglises avoient fournies. On faisoit un detail exact de l'injustice des principes suivis par les Intendans, qui n'avoient reçu pas une preuve pour suffisante ; & qui avoient rejeté même les Ordonnances des premiers Commissaires executeurs de l'Edit ; sous les pretextes imaginaires qu'elles avoient été rendues par surprise, avec partialité, sans connoissance de cause. On remarquoit le principe du Conseil, qu'on pouvoit appeller avec raison la maxime fondamentale de toutes les injustices qu'on y faisoit : savoir qu'on n'y prenoit pas l'Edit pour un Edit de protection donnée par le Roi à ses sujets, mais pour une servitude & une charge

ge de l'Etat, dont il étoit nécessaire de le soulager. En effet on y regardoit principalement les droits d'exercice comme autant de servitudes du fond, dont les Communautés qui avoient intérêt au fond, & qui d'ailleurs étoient censées Catholiques, avoient raison de demander d'être déchargées : nouvelle espece de servitude, qui pouvoit peut-être bien donner lieu aux prosopopées, dans les declamations d'un Predicateur : mais qui ne pouvoit être sérieusement appliquée aux questions de l'Edit, sans feindre que la terre même & les pierres ont des sentimens de Religion. Cependant cette chicane avoit réduit à cinquante ou soixante les Eglises qui montoient à 760. dès l'année 1598. sans compter les Eglises de fief, les Eglises fondées sur la possession de 1577. & celles de Bailiage, dont les lieux n'étoient pas encore delivrez. Les chicanes par lesquelles on avoit attaqué les droits de fief étoient aussi rapportées. Après tous les autres arrêts, on citoit la Declaration du quatrième de Septembre, & on faisoit voir qu'elle étoit encore plus contraire à l'Edit que tout le reste. Pour expliquer le droit que l'Edit donnoit aux Seigneurs de fief, on se servoit de la comparaison du soleil, qui n'avoit pas été donné à la nature pour éclairer seulement les corps de la premiere creation, mais tous ceux que la generation pouvoit produire : & de même on pretendoit que l'Edit devoit regner sur toutes les revolutions des familles, & que son influence tomboit aussi bien sur les fiefs ou les Justices de nouvelle creation, & sur les terres de cette qualité qui seroient venues depuis l'Edit entre les mains des Reformez, que sur celles qui leur appartenoient au tems même de l'Edit. On expliquoit le droit des fiefs, tel qu'il étoit donné par l'Edit, amplement & fortement, & on demontrois que durant plus de quatre-vingts ans il avoit été constamment entendu & executé de cette maniere. Cela étoit suivi de fortes considerations sur les atteintes données à la liberté de conscience, quoi qu'elle fût fondée sur divers articles de l'Edit, & sur les peines des contraventions. On representoit d'une maniere touchante la dure extrémité de n'oser consoler ceux qui gémissoient dans la douleur de leur chute, l'injustice d'obliger les Ministres & les Eglises à répondre du fait d'autrui, l'impossibilité de compter les personnes, de les connoître, d'empêcher les fraudes & les surprises, à cause du nombre de ceux qui se rendoient dans un même

1684. Temple, & qui venoient de lieux extrêmement éloignez. On méloit à ces considérations des traits assez vifs contre le Clergé : & on lui reprochoit que la maxime de perdre ce qu'on veut perdre en juste guerre ou autrement, sans distinction de moyens justes ou injustes, étoit peu convenable à sa dignité. On rapportoit en suite combien d'Eglises avoient déjà été détruites sous le pretexte de ces contraventions ; combien d'autres étoient interdites par provision ; combien d'autres étoient menacées. On n'oublioit pas les pieges tendus par les arrêts & les Declarations de cette année touchant l'assistance des malades ; l'application des biens des pauvres & des Consistoires aux Hôpitaux ; les defenses de s'assembler autrement qu'en presence d'un Ministre ; ou de tenir des Synodes qu'avec la sujettion d'y recevoir un Commissaire Catholique ; ou d'assembler les Consistoires sans avoir un Juge royal pour témoin de ce qui s'y passe ; ou de faire servir les Eglises par un même Ministre plus de trois ans. Sur la plupart de ces choses on montrait que les Catholiques n'y avoient nul intérêt ; & que néanmoins on y embarrassoit les Reformez par mille fâcheux inconveniens. Enfin on se plaignoit des Ordonnances rendues sur le sujet des Ecoles, des Colleges, des Academies même : entre lesquelles celle de Die avoit été supprimée depuis peu, & celles de Saumur & de Puylaurens étoient attaquées.

*Troisième
me année.*

Le troisième article regardoit la sûreté même de l'Edit, & de son execution ; à quoi il avoit été pourvu par la revocation de tous les actes contraires ; l'institution des Chambres de l'Edit & Miparties ; le serment de l'observer ordonné à tous les Juges souverains ou subalternes, d'une maniere qui levoit toutes les restrictions & les réservations frauduleuses. On montrait encore avec étendue que cet article avoit été entièrement violé : que les Chambres n'avoient pas dû être éteintes ; qu'il y avoit bien de la difference entre les incorporer, suivant l'Edit, & les supprimer comme on avoit fait ; que les causes de leur établissement n'avoient point cessé. On alleguoit pour le prouver que la passion du Parlement de Guyenne avoit réduit à huit ou dix tous les lieux d'exercice de cette Province, où il y en avoit quatre-vingt-dix ; & que de quarante Eglises qu'il y avoit eu en Saintonge, il n'en restoit plus que quelques-unes de fief : que les Juges subalternes imi-
toient

toient leurs superieurs ; que la cause de Religion étoit tous les 1684. jours alleguée par les plaideurs contre leurs parties , même dans les affaires civiles ; que les Intendans commettoient mille injustices , faisoient fermer les Temples ; taxoient d'office les Reformez à la taille ; les accabloient du logement des gens de guerre ; leur suscitoient des affaires criminelles ; interdissoient les Ministres. Marillac & de Muin n'étoient pas oubliez ici : mais on n'avoit pas osé y remarquer la malheureuse fin de celui-ci , qui ayant été revoqué d'une maniere honteuse , comme ayant mal fait les affaires de son maître , & d'ailleurs mécontenté tout le monde , avoit été mal reçu à la Cour , méprisé par ses proches , abandonné par ses protecteurs ; & après avoir fait mille bassesses , & rampé misérablement devant les Commis des Ministres , étoit allé mourir de honte & de rage , comme dans une espece d'exil , à une maison qu'il avoit à quelques lieues de Paris.

La conclusion de ces observations étoit que tous les Ordres de l'Etat témoignant la même animosité contre les Reformez , il ne leur restoit d'esperance qu'aux seules bontez du Roi , & en sa justice ; que l'extremité où ils étoient réduits les contraignoit de se plaindre ; qu'étant sous la domination du Roi , ses sujets , & des sujets très-soumis , très-fideles , très-zélez pour son service , ils devoient avoir part à sa protection comme les autres. Après cela on refutoit quelques objections calomnieuses , que l'Edit avoit été extorqué ; que l'intérêt de l'Etat demandoit qu'il n'y eût qu'une Religion ; que les Reformez étoient *Herétiques & Schismatiques* ; qu'ils étoient ennemis secrets des prosperitez du Roi. Les reponses étoient fortes & solides , & revenoient en substance à ceci , que les armes prises par les Reformez , à qui on avoit fait tant d'injustices & de cruauté , étoient excusables ; que l'Edit avoit été donné lors qu'il n'y avoit plus de guerre ; qu'on ne pouvoit mettre en doute la sincerité des intentions de son auteur : & on le prouvoit parce qu'il avoit répondu au Parlement , quand il avoit voulu verifier l'Edit avec des réservations secretes , comme on le peut voir dans la premiere partie de cette Histoire , Que la réduction de tout le Royaume à une même Religion ne se pouvoit faire qu'en violant la foi royale , & en affligeant un grand nombre de bons sujets ; que le siege de la Religion étoit dans l'esprit & dans le cœur , que la force de ses impressions venoit

Objections & reponses.

1684. d'en haut ; qu'elle s'établissoit par la persuasion , non par la contrainte ; que cette maxime , après les premiers essais , tendoit évidemment à planter la Religion par les supplices : où on esperoit néanmoins que par l'interêt de sa gloire le Roi ne viendrait jamais. Que la doctrine des Reformez étoit absolument innocente , retenant tout ce qui est de l'essence du Christianisme , sans mélange des folles opinions qui avoient autrefois troublé l'Eglise ; qu'on ne pouvoit accuser d'impureté ni leur culte , ni leur Morale , ni leur Discipline , que leurs principes étoient de *craindre Dieu* , & d'*honorer le Roi* ; qu'on ne leur donnoit des noms odieux , que parce que leur conscience ne leur permettoit pas de recevoir de certaines choses qu'ils estimoient contraires à la simplicité , & à la pureté de l'Evangile : que cela étoit innocent devant Dieu & devant les hommes ; ne rompoit point les liens qui joignent originairement les Chrétiens dans un même Corps ; ne pechoit point contre les véritables devoirs de la société que la Religion forme ; que la querelle qu'on leur faisoit n'étoit fondée que sur des raisons humaines , qui ne devoient pas les priver des droits du Christianisme , dont ils jouissoient par les Edits. On repondoit avec des marques d'indignation & de douleur à la dernière calomnie : & on la refutoit par la continuation des prières qu'on faisoit tous les jours pour le Roi ; par la manière dont on portoit les charges de l'Etat ; par les services qu'on rendoit à la guerre. On ajoutoit que les Reformez le faisoient par un devoir de naissance , par conscience , par intérêt même , puis qu'ils n'avoient de protection à espérer que du Roi. On rappelloit ici les services rendus pendant la minorité , dont le Roi lui même avoit rendu témoignage. On faisoit remarquer sur tout leur soumission présente , dans les choses où il s'agissoit de tout pour eux , de leurs droits les plus chers , de leurs biens , de leurs fortunes , de leur Religion : de quoi néanmoins on disoit qu'ils ne se vouloient pas faire un mérite , reconnoissant qu'ils ne faisoient que leur devoir. Cette dernière clause faisoit de la peine à quelques-uns ; persuadez que le Conseil abusoit de la pensée où il étoit , que les Reformez se tenoient obligés à tout souffrir par devoir & par conscience. Enfin on joignoit à tout ce discours quelques périodes vives & touchantes : & on concluait qu'il plût au Roi faire entendre à tous ses Officiers qu'il vouloit qu'on

Conclusion de la requête.

qu'on observât l'Edit, sans lui donner aucune atteinte ni directe, 1684. ni indirecte; évoquer à lui & à son Conseil les causes des Reformez concernant l'Edit; commettre des personnes de son Conseil pour examiner leur état present, les Declarations & les arrêts mentionnez dans la requête, & les memoires qu'on leur fourniroit, pour lui en faire le raport, afin qu'il en pût ordonner selon son équité; & cependant surseoir l'exécution de tout ce qui seroit d'occasion à ces plaintes.

Cette belle requête dont l'ordre, la netteté, la force, la solidité faisoient assez connoître qu'elle étoit l'ouvrage de Claude, fut présentée au mois de Janvier de l'année suivante. On la reçut, seulement pour dire qu'on l'avoit reçue, mais on n'en fit pas la moindre consideration. Les Eglises qu'on avoit déjà mises en procès ne furent pas poursuivies avec moins de violence, & on ne laissa pas de donner des Declarations encore plus cruelles que les precedentes. Mais il est tems que je rapporte ici quelques exemples de la maniere dont on forma ces procès, & de la rigueur des jugemens qui les terminerent. Il seroit trop long de faire le detail de toutes les affaires semblables, & il faudroit nécessairement repeter plusieurs fois les mêmes choses, si on s'engageoit à rapporter les griefs de chaque Eglise; parce qu'on y remarque toujours le même caractere des témoins, la même passion des Juges, la même force des defenses qu'on fournissoit pour l'intérêt des Eglises, dont je rapporterai seulement les circonstances les plus singulieres. Je ne puis néanmoins refuser de placer ici une affaire d'une autre nature, parce que j'aurois de la peine à trouver un lieu qui lui fût plus propre. Le droit d'exercice avoit été interdit à Soubize dès l'année 1681. & l'arrêt d'interdiction ordonnoit que le Temple fût demoli dans deux mois. Les Reformez ne se mettant pas en état de l'abbatre, De Muin qui étoit encore alors Intendant reçut la requête du Curé, qui lui demandoit le Temple avec les édifices qui en dependoient: & donna surseance de la demolition, jusqu'à ce que le Roi en eût ordonné. Cependant il fit visiter & le Temple & les édifices par des Experts qu'il nomma: & ces gens, qui savoient bien à quoi tendoit la ceremonie, rendirent un procès verbal, où ils declaroient que les pierres du bâtiment ressembloient beaucoup à celles des masures de l'Eglise Catholique, d'où ils concluient qu'il

*Et fin
effet.*

*Temple
de Sou-
bize.*

1684. qu'il y avoit apparence qu'on les en avoit tirées. Il ne seroit pas malaisé de faire adjuger à des Moines ou à des Curez qui auroient en leur puissance les debris de quelques anciens edifices, toutes les maisons des environs, si cette raison de la ressemblance d'une pierre à l'autre étoit une bonne raison de dire, que les pierres dont elles seroient bâties auroient été prises de ces debris. On fait assez que les pierres dont on se sert pour bâtir quelquefois une ville entiere, sont tirées des mêmes carrieres, & que par consequent elles se ressemblent toutes, autant que des choses qui n'ont ni grosseur, ni figure, ni pesanteur, ni couleur necessairement la même sont capables de se ressembler. Ce procès verbal fut neanmoins envoyé au Conseil par l'Intendant, avec ses memoires & son avis. Le Conseil n'eut point d'égard aux raisons, mais il ne laissa pas d'avoir égard à la requête, & de donner le Temple aux Catholiques, à condition de payer le prix de la place, & des materiaux hors d'œuvre, à dire d'Experts qui étoient nommez dans l'arrêt. Le reste des maisons étoit laissé aux propriétaires. Les Catholiques ne pretendant pas payer une somme si considerable, trouverent un expedient pour l'éluder. Ils s'assemblerent capitulairement, & par avis commun desisterent de l'effet de cet arrêt, & consentirent l'execution du precedent. Les Reformez se pourvurent au Conseil, pour faire homologuer le desistement, & on les y retint sept ou huit mois. Pendant ce tems-là on s'avisa de dire que les raisons du desistement étoient prises, de ce que les Catholiques ne savoient à qui payer les deniers du prix des materiaux & de la place, parce que l'exercice étant interdit, il n'y avoit plus de Consistoire, ni par consequent personne capable de les toucher. De là ils inferoient qu'il valoit mieux les donner à l'Hôpital, où les Reformez seroient reçus comme les autres, suivant les Edits. On étoit si persuadé que les affaires se traitoient au Conseil avec peu de discussion, qu'on parloit de l'Hôpital d'un lieu où il n'y en avoit jamais eu, & on pretendoit par là parvenir à ne payer rien, parce qu'étant exemptez de payer aux Reformez qui ne faisoient plus de Communauté, & n'y ayant point d'Hôpital dont les Directeurs pussent s'approprier ces deniers, il s'ensuivoit clairement que la place & les materiaux apartiendroient aux Catholiques pour rien. Cela fut neanmoins accordé cette année par un arrêt du mois de Mars.

Aussi-

Aussi-tôt le Curé prit possession de ce qui lui étoit adjugé, expliquant même l'arrêt à son gré par de favorables extensions. On retourna implorer la justice du Roi; on remontra la fraude du desistement des Catholiques, qui tendoit non seulement à faire perdre aux Reformez le prix de leur bien, mais encore à les charger des frais de la demolition de leur Temple. On fit voir deux faussetez insignes dans l'énoncé des Catholiques, l'une touchant leur Eglise qu'ils representoient en ruine, quoi qu'elle fût entiere & en bon état; l'autre touchant l'Hôpital qu'ils disoient qu'il y avoit à Soubize. On fit connoître que les debris de l'Assemblée qui avoit accoutumé de se recueillir dans ce lieu, avoient plus de besoin que jamais de leur bien, pour contribuer à la subsistance du Ministre de Moïse, où ils se rangeoient aux exercices de Religion, & pour suvenir aux frais de tant d'affaires qu'on leur suscitoit. Le Conseil ne repondit à ces remontrances que par la Declaration du 21. d'Août, qui adjugeoit aux Hôpitaux voisins les biens des Eglises supprimées. Ainsi pourveu que les Catholiques fussent assez habiles pour inventer une fraude domageable aux Reformez, on pouvoit s'assurer qu'elle seroit autorisée. On en faisoit un reglement, & on donnoit le nom auguste de *Loi* aux plus odieuses chicanes. L'avidité du Curé de Soubize fut l'occasion de depouiller de leurs biens toutes les Communautéz Reformées, & l'injustice de leur ôter leurs exercices ne servit que d'ouverture à mettre leurs biens au pillage.

Je viens donc enfin aux Eglises attaquées. Je commencerai ^{Injustice} par celle qui s'assembloit à St. Jean de Vedas. Les Reformez de ^{faite aux} Mompellier s'y étoient rangez depuis la perte de leur Temple; ^{debris de} le Duc de Noailles les avoit consolez de ce malheur, en les assu- ^{l'Eglise} rant qu'on ne les troubleroit point dans les exercices qu'ils iroient ^{de Mom-} faire à ce lieu de leur voisinage. Cependant on rendit quelques ^{pellier.} mois après contre le Seigneur du lieu un arrêt que j'ai rapporté ci-devant, & qui defendoit de faire le Prêche ailleurs que dans une des salles de sa maison, & d'y recevoir d'autres personnes que ceux de sa famille, & les habitans de sa Seigneurie. On s'en plaignit au Duc de Noailles & à l'Intendant, comme d'un attentat qui violoit la parole qu'ils avoient donnée. Ils y parurent sensibles, & assurèrent qu'on ne feroit point signifier l'arrêt; qu'on pourroit continuer de s'assembler comme auparavant; qu'on pou-

1684. voit même faire des accommodemens dans le lieu, pour y recevoir l'Assemblée, & la loger plus à son aise. En conséquence de cette parole renouvelée, on fit transporter à St. Jean une partie des matériaux du Temple, dont on fit faire les réparations & les accommodemens nécessaires, & on jouit deux ans de la liberté de ces exercices. Mais le Duc & l'Intendant ne voulant pas souffrir qu'on se servît de l'arrêt rendu en 1683. les *zélés* apostèrent deux hommes de neant, compagnons Cordonniers, inconnus, qui n'avoient ni feu ni lieu, & leur firent déposer que Galaffre, Ministre de St. Jean de Vedas, qui avoit rendu seul durant ce long tems à la nombreuse Eglise de Mompellier, les mêmes services que cinq autres avoient accoutumé de lui rendre avant sa ruine; que Galaffre, dis-je, avoit prêché seditieusement, & d'une manière injurieuse à l'Eglise Romaine. La plainte ayant été reçue on decreta le Ministre, & en même tems les Juges qui auroient mieux aimé le condamner par contumace, que de lui faire une injustice à decouvert, après l'avoir ouï dans ses legitimes defences, lui firent donner pour l'intimider de faux avis, de ne se laisser pas arrêter, parce que les charges étoient graves. Cependant tout le mal étoit qu'on lui avoit pu entendre reciter la priere accoutumée, où ces mots sont contenus, *Nous te prions pour nos pauvres freres épars sous la tyrannie de l'Antechrist &c.* & la Liturgie de la Ste. Cene, où il est porté qu'il n'y faut pas chercher JESUS-CHRIST comme s'il étoit *enclos au pain & au vin*. De ces paroles un peu déguisées par l'ignorance ou par la malice des temoins, on avoit bâti une accusation mal digérée, & qui faisoit dire à ce Ministre, homme sage & habile, des choses qui choquoient ouvertement la prudence & le bon sens. Il y avoit preuve au procès, & confession même des temoins qu'ils n'étoient point entrez dans le Temple, qu'ils n'avoient vu le Ministre que par la fente d'une porte, & qu'ils ne l'avoient entendu qu'au travers d'une grande basse-cour: de sorte qu'il y avoit une suffisante presomption, ou qu'on avoit fabriqué leur deposition sur les paroles qu'on savoit bien qui se trouvoient dans la Liturgie & dans la priere, ou que n'ayant pu les entendre qu'imparfaitement, il n'avoit pas été mal-aisé à des gens de leur sorte de les alterer. Le Ministre mettoit cette verité dans un grand jour par ses defences: mais cela n'empêcha pas que le sixième d'Oc-

d'Octobre il ne fût interdit à perpétuité des fonctions de son ministère à St. Jean de Vedas, & dans la Senechaussée de Montpellier, & condamné à soixante livres d'amende, & aux depens. Quoi que ce ne fût qu'une sentence d'un Juge subalterne, elle étoit équivalente à un jugement souverain, parce que l'appel n'en pouvoit être relevé qu'au Parlement de Thoulouse, où il étoit certain qu'on n'obtiendrait pas justice. D'ailleurs, quoi que le droit d'exercice ne parût pas interdit, & que le Seigneur de St. Jean fût simplement assigné pour répondre à certaines charges qu'il y avoit contre lui, néanmoins il étoit réellement supprimé, parce que les Reformez ne pouvoient ni s'assembler sans Ministre, ni faire prêcher un Ministre sans envoi d'un Colloque ou d'un Synode, ni obtenir permission de convoquer l'un ou l'autre. Le Duc de Noailles & l'Intendant n'osèrent traverser cette procédure si contraire à leur parole, & en furent quitte pour dire qu'ils ne savoient qu'y faire, & que cela venoit de plus haut.

Je laisse à part l'interdiction des Eglises de l'Isle en Jourdain, de la Motte St. Eloi, de Castres & de plusieurs autres qui étoient déjà définitivement jugées: mais je ne puis oublier celle de l'Eglise de Saintes. On a vu dans le *portrait de la conduite des Consistoires*, qui servoit proprement de Factum contre elle, qu'on la trouvoit principalement coupable d'avoir admis des batards ou des Relaps; & que les faits qui servoient à fonder ces frivoles accusations, étoient passés non seulement avant les Déclarations qui en faisoient des crimes, mais sur tout avant que les Ministres qu'on en vouloit rendre responsables, fussent au service de l'Eglise. Cela n'empêcha pas que le Procureur General du Parlement de Guyenne ne prit contre eux d'horribles conclusions, & que comme s'il avoit été question, pour ainsi dire, d'un parricide, ou de quelque autre crime épouvantable, il ne requît qu'ils fussent rasés par la main du Bourreau; condamnez à faire amende honorable avec toutes les circonstances les plus affreuses, non seulement dans la Chambre, mais dans tous les carrefours, à être traînez sur la claye dans toutes les rues; à payer dix mille livres d'amende; & au bannissement perpétuel. Peu après les Ministres furent menez à la Chambre les fers aux pieds; & on les traita d'une manière à imprimer la terreur dans les âmes les plus assurées. Mais ils parurent si peu ébranlez, qu'ils ébranlerent leurs

1684. Juges mêmes, & qu'au lieu de suivre les excellentes conclusions du Procureur General, ils se contenterent de condamner l'exercice, & d'interdire les Ministres. L'arrêt fut exécuté; le Temple fut demoli; & on fit planter une croix au milieu de la place: marque ordinaire du triomphe des Catholiques.

Assemblée aux environs de Royan.

Cependant les Reformez de Royan & des environs se voyant sans exercice, prirent la resolution d'en faire de secrets dans les bois, & dans les solitudes les plus écartées. Ils étoient éloignés de Bourdeaux de vingt lieux. C'étoit le lieu le plus proche, & ils ne pouvoient s'y rendre que par un bras de mer extrêmement dangereux. Ils exécutèrent leur resolution; mais ils furent decouverts. Deux d'entre eux furent arrêtez, & menez prisonniers à Saintes. La peur du supplice leur fit embrasser la Religion Romaine; & le fruit de leur *conversion* fut qu'ils nommerent leurs complices. Fontaine jeune Proposant qui ne s'y étoit point trouvé, fut néanmoins decreté comme les autres. Il y en eut vingt & un d'arrêtez; & il furent tous mis avec lui dans une même prison.

Accusation surprenante.

Pendant qu'on leur faisoit leur procès, quelques prisonniers ayant vu ce jeune Proposant à genoux au pied d'un lit, l'accusèrent d'avoir fait des prieres publiques dans la prison, en presence de quelques-uns des Reformez qui étoient retenus au même lieu. Un seul remoin disoit l'avoir entendu, prononçant en François les premieres paroles de l'Oraison dominicale. Tous convenoient de l'avoir vu à genoux, tête nue, dans un coin; & ce qui rendoit la chose plus odieuse, étoit qu'il avoit commis ce crime de prier Dieu, pendant que les Catholiques étoient à la Messe. En consequence de cette importante accusation il fut extraordinairement resserré, jeté dans la Tour du pont, lieu sale & puant, où on ne mettoit que des scelerats; & en effet on lui donna pour compagnon un malheureux, qui après avoir assassiné son voisin venoit de le couper en morceaux, pour tâcher de cacher son crime. Il est vrai que peu après on le mit ailleurs, mais on le tint si secrettement serré, qu'à peine jouissoit-il de l'air & de la lumiere. Cependant le Juge de Saintes condamna les accusez à trois mille livres d'amende solidairement, & au bannissement pour un tems certain, chacun à proportion des charges qu'il y avoit contre lui. Fontaine fut interdit pour toujours de toutes fonctions de Ministre & de Proposant. Il y en eut

deux

deux d'absolus, & qui n'eurent point de part à la peine. Les con- 1684.
damnez en appelèrent au Parlement de Guyenne, & pendant qu'ils
y étoient prisonniers, on donna la Declaration que j'ai rapportée,
touchant les peines de ceux qui s'assembleroient hors de la pre-
sence d'un Ministre. C'étoit porter bien loin la severité, que
d'affujettir à ces peines ceux même contre qui on n'avoit que
des soupçons qu'ils eussent assisté à des Assemblées: mais on peut
juger du degré où elle alloit, par le procès qu'on fit à Sanxai,
Medecin à Saintes, seulement parce qu'il étoit un des Anciens
de l'Eglise. Ce fut assez pour le faire comprendre dans le mê-
me decret avec les Ministres, comme ayant été complice de leurs
contraventions aux volontez du Roi. Il fallut qu'il subit avec
eux toutes les incommoditez d'une rigoureuse prison.

Comme la plupart des affaires dont j'ai dessein de parler traî-^{Procès}
nerent assez avant dans l'année suivante, je mêlerai ici les évène-^{fais à}
mens des deux années, sans m'arrêter précisément à l'ordre du tems,^{l'Eglise}
que j'aurois peine à garder dans des affaires de cette nature. Je ^{de la}
commencerai par celle qui fut faite à Daillon Ministre de la Ro-^{Roche-}
chefoucaud. Le fondement étoit l'ordinaire. On disoit qu'il avoit 1684-
souffert des *Relaps*. Mais ce qu'il y avoit de considerable étoit 1685.
que pour ôter au Consistoire l'excuse legitime qu'il tiroit, de ce
que l'abjuration de ces pretendus *Relaps* ne lui avoit point été
signifiée, on avoit fabriqué de faux exploits de signification,
qu'on produisoit au procès. La fausseté étoit évidente. Les ac-
cusez formerent une inscription en faux, & fournirent leurs moyens.
Cela n'empêcha pas le Juge d'Angoulême de les condamner.
Sur l'appel après neuf ou dix mois de patience, ils furent enfin ju-
gez à Paris le sixième d'Avril 1685. Mais lors que l'affaire fut
plaidée, De Harlai alors Procureur General, & aujourd'hui pre-
mier President, qui pouvoit passer avec raison pour la meilleure
tête du Parlement, & pour un des plus habiles hommes de son
siecle, s'il n'avoit pas été dans une servile dependance de la Cour,
& s'il n'avoit pas regardé les ordres qui venoient de là com-
me la seule regle de l'honneur & de la justice; De Harlai,
dis-je, prit hautement la protection du faussaire, & n'oublia rien
pour ôter aux accusez le fruit de leurs legitimes defenses. Il traî-^{Plai-}
ta leur inscription en faux de *faits justificatifs* qui n'étoient pas ^{doyer du}
recevables; comme si dans une accusation qui ne peut être prou-^{Procu-}
vée ^{neur Ge-}
neral.

1684. vée que par des actes dont on suppose la validité, ce n'étoit pas
1685. la plus legitime & la plus naturelle ressource des accusez, que de
demontrer la fausseté de ces actes. Parce que le Sergent, pour
éviter la peine de faux, avoit confessé une partie du fait, de
quoi il alleguoit de fort mauvaises raisons. De Harlai soutenoit
que son aveu ne pouvoit faire tort qu'à lui; & il vouloit faire
passer sa faute pour une surprise qui lui avoit été faite. Il ajoutoit
que la faute commise dans ces actes, ne donnoit pas lieu de
conclure qu'elle étoit commise en d'autres, comme si quand il
s'agit d'une inscription de faux, il étoit question de la verité des
autres actes, contre lesquels l'inscription n'est pas formée. Cependant
la fausseté étant si évidente, qu'il n'y avoit point de tour d'esprit
capable de la deguiser; & n'y ayant eu jamais d'exemple qu'on eût
laissé de semblables prevarications impunies, le Procureur General se
reservoit à faire du Sergent ce qu'il jugeroit de son devoir: mais parce
que cela devoit suffire au moins pour rejeter du procès des actes
reconnus faux, il donna des raisons fort étranges de les y retenir.
Il dit que les exploits avoient été fortifiez par le contrôle; comme
si ce n'étoit pas une maxime de Droit très-connuë, que les actes
originairement faux ne peuvent être rectifiez par tout ce qui se
fait en consequence. Il ajouta qu'ils étoient redressez par l'usage
que des personnes de probité en avoient fait, entendant par là les
parties des Reformez: autre maxime aussi fausse que les exploits
mêmes. C'est une constante pratique, par tout où on se pique de
justice, que ceux qui se servent des actes suspects, & qui prétendent
les faire valoir, après que l'inscription en faux a été formée, sont
estimez complices & responsables de la fausseté, quand elle est
prouvée. Mais ce n'est pas encore là le comble de l'obliquité. Il
vouloit faire retomber l'accusation de faux sur le Ministre & le
Conseil; non pas par une raison solide, ou par quelque fait qui
n'eût rien de douteux; mais par cette simple presumption, qu'il
y avoit plus d'apparence que les Reformez avoient surpris le
Sergent, pour se tirer d'une grosse affaire à la faveur de cette
surprise, que d'en rejeter le soupçon sur le Curé, & sur un autre
Catholique, dans une chose où ils n'avoient, disoit-il, nul intérêt
que de faire leur devoir. Ce prétendu devoir étoit de détruire
un Temple à quelque prix que ce fût; & ainsi tous les efforts
du

du Procureur General ne tendoient qu'à excuser une fausseté no- 1684.
 toire, qu'on avoit colorée du pretexte d'un faux zèle de Reli- 1685.
 gion; & à noircir l'innocence reconnue des Reformez, par une
 imposture uniquement fondée sur ce qu'ils étoient devouéz à une
 prochaine ruine. Mais après cela il laissoit à part les autres moyens
 de faux; & presupposant qu'il s'agissoit moins de ce qu'il y avoit
 de personnel contre le Ministre, que de ce qui regardoit le Tem-
 ple, il pretendoit que la contravention du Consistoire étoit bien
 prouvée; mais il distinguoit le crime & la negligence comme deux
 choses qui n'avoient rien de mêlé. Il disoit que le crime con-
 sistoit dans la connoissance que le Ministre devoit avoir eue de
 l'abjuration faite par quelqu'un, & de son assistance aux exercices
 des Reformez, depuis qu'il en avoit abjuré la doctrine; & dans
 la volonté qu'il auroit eue de le recevoir malgré cette connois-
 sance; ce qu'il étoit, disoit-il, presque impossible de verifier.
 Mais pour la negligence il suffisoit, disoit-il, qu'on pût prou-
 ver qu'il étoit entré un *Relaps* dans le Temple; & cela supposé,
 on pouvoit ordonner la demolition du Temple, parce qu'elle
 étoit la peine propre de la negligence des Ministres & des An-
 ciens. Il touchoit en passant l'utilité de la destruction des Tem-
 ples, pour la *conversion* du petit nombre de Reformez qui resis-
 toient encore à la volonté du Roi: sur quoi il est remarquable
 que les Dragons n'ayant pas encore commencé leurs ravages, ou
 ne les ayant pas portez bien loin, il restoit encore au moins à *con-*
vertir la moitié des Reformez, dont on avoit fait monter peu
 d'années auparavant le nombre total à deux millions. C'étoit
 là ce que le Procureur General apelloit un petit nombre. Il
 soutenoit que la dernière Declaration ne devoit recevoir ni ex-
 plication, ni extension qu'en faveur de la Religion Catholi-
 que; que le Juge d'Angoulême avoit eu tort de ne decreter pas
 un particulier nommé Mien, sous pretexte qu'il n'y avoit pas
 assez de preuves contre lui; qu'après avoir abjuré la Religion
 Reformée, le moindre acte qu'on en faisoit suffisoit pour fai-
 re un *Relaps*. Enfin il concluoit en se remettant à la Cour
 sur l'appel du Ministre; & la condamnation de trois mille li-
 vres d'amende contre le Consistoire; qu'au surplus le Tem-
 ple fût demoli, & la sentence confirmée. L'arrêt fut con-
 forme aux conclusions. Daillon qui avoit été retenu jusques
 là

1684.
1685.

*Disposi-
tion ge-
nerale
des Par-
lemens.*

là dans la Conciergerie, visité par ses amis, fut chargé, & son Eglise condamnée.

Le jugement de cette affaire peut être considéré comme le modele de tous les arrêts, qui furent rendus en pareil cas au Parlement de Paris. A proprement parler ce n'étoit pas le Parlement qui jugeoit. Le Procureur General leur apportoit de la Cour les arrêts tous faits, & les dictoit au Rapporteur & au President. Quelquefois même quand l'affaire étoit sur le Bureau, s'il étoit averti que les voix alloient à faire justice, il entroit dans la Chambre, & declaroit la volonté du Roi; après quoi la plupart des assistans n'opinoient que par le silence, & laissoient au Rapporteur le chagrin de former par son avis, & au President de prononcer un arrêt contre le sentiment de leurs consciences. Il n'y falloit pas tant de façon dans les autres Parlemens. On y trouvoit des gens capables de tout. Mais il n'y avoit presque pas un Juge dans celui de Paris, qui voulût être l'instrument de ces injustices; & ceux même qu'on avoit cru mal intentionnez dans les affaires de Religion, voyant l'horreur que leurs confreres temoignoient pour ces lâches complaisances, se piquoient d'honneur comme les autres. Il y avoit eu même des exemples de l'équité de ce Parlement, qu'on alleguoit dans toutes les affaires semblables. L'Eglise d'Aubusson ayant été condamnée par le Juge subalterne pour avoir admis un *Relaps*, le Parlement la maintint contre ce jugement injuste, parce qu'elle prouvoit que l'abjuration de ce *Relaps* ne lui avoit point été signifiée. Il en arriva autant à celle de Jarnac & à quelques autres. La raison de cette conduite étoit principalement qu'on ne pouvoit se résoudre à ordonner des peines infamantes contre des Ministres, qui non seulement par de fortes presomptions, mais souvent par des preuves évidentes de leur bonne foi, faisoient connoître qu'ils n'étoient point complices de l'assistance des *Relaps* à leurs predications. Il y avoit des Eglises en Poitou qui non seulement commettoient un grand nombre de personnes pour garder les portes de leur Temple, celles de leur enclos, les grands chemins même & les avenues; mais qui continuoient de faire lire tous les Dimanches un avis aux assistans, de déclarer s'ils reconnoitroient dans l'Assemblée quelques personnes suspectes; & quand on en decouvroit, comme il arrivoit quelquefois, on faisoit cesser l'exercice, jusqu'à

ce

ce qu'on les eût mis dehors. En plusieurs lieux il y eut des 1684.
gens de cette qualité reconnus, repoullés, mis entre les mains de 1685.
personnes qui pouvoient répondre d'eux : & qui voyant leur coup
manqué, confessoient qu'ils avoient été envoyez par quelque Moine,
pour servir de prétexte à une affaire criminelle.

Cette vigilance rompoit les mesures des persecuteurs, dont les
honnêtes gens ne pouvoient souffrir les maximes odieuses. C'est
pourquoi afin de ne rebuter pas les Parlemens, il fallut avoir égard
en partie à la délicatesse de leurs consciences, & les charger du
reproche de condamner des personnes de qui l'innocence leur
étoit pleinement connuë. Mais il n'étoit pas tout à fait aisé de

*Declara-
tion nou-
velle sur
la peine
des Mi-
nistres.
CLXVI.*

le faire, parce qu'en épargnant les personnes, il sembloit impos-
sible de condamner les Eglises, contre le droit desquelles il n'y
avoit point d'autres preuves que celles qu'on produisoit contre les
Ministres. Cette difficulté fut levée par une Declaration du mois
de Fevrier 1685. où le Roi faisoit d'abord l'extrait de ce qui avoit
été ordonné touchant les peines des Ministres qui auroient souf-
fert à leurs Sermons ou des Catholiques, ou des Relaps, ou des
enfants au dessous de quatorze ans dont les peres étoient conver-
tis. Après cela il rapportoit l'extrait des remontrances qui lui

avoient été faites par les Officiers, touchant la difficulté qu'il y
avoit à convaincre les Ministres des contraventions qui les assujettis-
soient à ces peines : mais celui qui faisoit parler ces Juges en cet-
te rencontre, leur faisoit dire qu'il n'y avoit pas lieu de presumer
que les Ministres ignorassent l'assistance des personnes suspectes à
leurs exercices, & que le défaut de preuves étoit un effet de leurs
précautions, & non pas de leur innocence. Cette pensée étoit di-

*Tout sin-
gulier
des mo-
rifs pro-
posés au
Roi.*

gnee, sans doute, du Jésuite, ou du Missionnaire qui avoit dicté
la matiere de cette préface : mais fort peu convenable à des Offi-
ciers de Justice, qui par le devoir même de leurs Charges, sont
obligés de presumer en faveur de l'innocence, quand il n'y a pas
de preuves du crime. D'ailleurs il semble que comme il s'agis-
soit de moderer des peines auxquelles les Juges avoient honte de
condamner des gens d'honneur, sur des depósitos notoirement
fausses, ou tout au plus sur des soupçons fort légers ; il n'étoit
pas nécessaire de prendre un si long détour, & d'envelopper de
tant de paroles le véritable motif de cette modération. Les actes
de justice ne sont jamais honteux : & c'en étoit un manifeste,

1684. que de decharger d'une affreuse peine des gens qu'on ne pouvoit
 1685. convaincre de la meriter. Mais la passion & le faux zèle vouloient
 que quand on ne pouvoit punir avec quelque pretexte apparent
 les Ministres de l'*Heresie*, on les noircit au moins de quelque
 trait de malignité: & qu'on les rendit suspects, quand on n'avoit
 point de preuves qu'ils fussent coupables. Sur tout cela dont le
 Roi expliquant ses intentions, declaroit que les Ministres qui au-
 roient contrevenu à sa Declaration de 1680. depuis la date de sa
 publication jusqu'à celle du mois de Mars 1683. fussent seulement
 sujets à l'interdiction perpetuelle: que ceux qui auroient violé avec
 connoissance celle du mois de Mars, & celle du mois de Juin de
 la même année, fussent sujets à toutes les peines qui y étoient or-
 données. Mais quand il n'y auroit pas de preuve que la contra-
 vention eût été volontaire, le Roi se rapportoit à l'honneur &
 à la conscience de ses Officiers de prononcer de moindres pei-
 nes. Mais les Temples demeuroient toujours sujets à la demo-
 lition: & ainsi, par une admirable souplesse d'esprit, on trouvoit
 juste de punir toute l'Eglise d'un crime imaginaire, dont on avoit
 honte de faire porter la peine au Ministre: quoi qu'il fût certain
 que ce prétendu crime étant également involontaire des deux cô-
 tés, il étoit aussi juste d'avoir pitié de l'Eglise que du Ministre.
 En d'autres occasions le Roi alleguoit le dessein d'affujettir les
 gens coupables d'une même espece de crime à un même genre de
 peine dans toutes les Jurisdiccions, comme un suffisant motif de
 regler ces peines par ses Declarations, mais ici c'étoit autre cho-
 se. On ne craignoit plus que les Juges s'écartassent de l'uniformi-
 té. On laissoit à leur conscience & à leur honneur, c'est-à-
 dire à leur discretion, d'ordonner ce qu'il leur plairoit. Où il
 y avoit des Juges équitables, on leur permettoit de l'être: mais
 où il y en avoit de qui le zèle étoit aveugle & furieux, on aban-
 donnoit les Ministres à toute leur violence. D'ailleurs ce n'étoit
 qu'en paroles qu'on laissoit à l'honneur & à la conscience des Ju-
 ges d'ordonner ce qu'il leur plairoit. Cela n'empêchoit pas la Cour
 de leur envoyer des arrêts tout dressez, & de leur commander
 d'en passer par là: & quand ils trouvoient l'innocence des Mi-
 nistres aussi claire que le jour, ils ne laissoient pas d'être forcez de
 les condamner à l'amende, & de les interdire à perpetuité de leur
 ministere. Au reste on ne distinguoit pas dans cette Declaration
 les

Remar-
ques sur
ce regle-
ment.

les anciens & les nouveaux Catholiques ; & on ne s'y servoit point du nom de *Relaps*. Cela étoit affecté, pour dispenser le Clergé de faire signifier les abjurations : parce que le défaut de cette signification étoit la défense ordinaire de tous les Consistoires accusez. Il ne se trouvoit presque pas un *Relaps* entre cent, de ceux qu'on disoit qui avoient été soufferts dans le Temple, dont l'abjuration eût été signifiée ; d'où il s'ensuivoit que les Consistoires avoient une cause légitime d'ignorer leur changement : & qu'en bonne justice il étoit impossible de les convaincre d'une désobéissance volontaire. Mais en comprenant tous ceux qu'il étoit défendu de recevoir sous le nom de *Catholiques*, cette formalité n'étoit plus ni nécessaire, ni ordonnée : parce qu'on presumoit que les Réformez devoient connoître ceux qui n'étoient pas de leur Religion ; encore qu'on ne leur en eût pas fait de signification expresse. On s'étoit avisé de cette chicane contre l'Eglise de Montauban : & le Conseil, qui en reconnut l'utilité par la suite des affaires, trouva bon d'en faire une Loi.

Le procès fait à Daillon, de qui tous les Juges voyoient l'innocence à découvert, fut une des raisons qui firent donner cette Déclaration : mais cela n'empêcha pas que l'Eglise ne fût détruite ; & que trois ou quatre instances qu'elle avoit au Conseil, pour le droit d'exercices, pour le droit de Collège, pour sa cloche, qui lui étoit redemandée par les Carmes, ne demeurassent éteintes par ce moyen. Dans le même Parlement on s'étoit trouvé encore plus embarrassé à juger l'Eglise de la Rochelle. On lui avoit suscité une affaire si mal conduite, que toute la passion de Veronneau, nouveau Catholique qui instruisit le procès, ne put empêcher que l'information ne révélât tout le mystère de cette fourbe. On en peut voir le récit bien circonstancié dans l'*Histoire des Reformez de la Rochelle*, petit Ouvrage dont l'Auteur joint à de très-belles qualitez, qui lui ont acquis l'estime de tout le monde, une exacte sincérité. J'en ferai seulement ici l'abrégé en peu de mots. On se servit d'une femme débauchée, notée même en Justice pour quelque friponnerie, pour trouver quelqu'un de qui on pût abuser, contre l'intérêt de l'Eglise. Cette femme nommée Bonneau, trouva une nommée Marie Gautier sa parente, qui étoit de Mauzé ; & à qui les violences de Marillac avoient fait quitter la Religion Reformée. Elle lui persuada que si elle vouloit abjurer encore une fois, elle lui feroit gagner

*Nouvel
artifice
pour priver les
Eglises
de leurs
légitimes
défenses.*

*Procès
fait à
l'Eglise
de la
Rochelle.*

*Honteuse
méchan-
ceté.*

1684. de l'argent: & dans cette espérance elle la mena au Supérieur des
 1685. Prêtres de l'Oratoire, qui étant averti de la chose, fit semblant
 de se souvenir qu'il avoit vu le nom de Marie Gautier dans le ca-
 talogue des *convertis* de Mauzé: & quoi que cette fille se defen-
 dit fortement d'être celle dont il parloit, il refusa de lui faire fai-
 re abjuration, si elle ne lui faisoit connoître premièrement quel-
 le étoit de la *Religion prétendue Reformée*. Il ne fut pas difficile
 le sur les preuves qu'il en demanda. Il se contenta qu'elle entrât
 dans le Temple de la Rochelle; & que quelques personnes ap-
 posées la vissent de loin entrer & sortir. Elle fit ce qu'on lui
 disoit; & le Consistoire comptant sur la protestation qu'il avoit
 faite en Justice, & sur les precautions qu'il avoit prises d'abord
 contre les pièges qu'on lui pouvoit tendre, ne s'appetçut point
 de cette malice. Après que cette fille fut retournée chez ce Prê-
 tre, il fit oûir sa deposition par plusieurs personnes qui depen-
 doient de lui, afin qu'il demeurât bien certain qu'elle avoit
 été au Prêche. En suite il lui fit avouer qu'elle avoit abjuré la
 Religion Reformée dès l'année 1681. & tout cela ayant été com-
 munié à Bomier, on en forma la plainte qui fut présentée,
 sous le nom du Procureur du Roi, contre les Ministres de la Ro-
 chelle. On y joignit aussi l'accusation d'avoir souffert dans leur
 Temple les enfans de quelque nouveau *converti*: mais comme
 honteuse fourbe, dont toutes les circonstances resuitoient des in-
 formations, fut le principal pretexte de decreter contre eux; &
 de leur faire leur procès. Bomier & ses complices qui n'avoient
 joué cette comedie, que pour se donner un pretexte de détrui-
 re l'Eglise de la Rochelle, ne voulurent pas perdre le fruit de leur
 lâche supercherie: & la sentence qui fut rendue sur les informa-
 tions, condamna les Ministres & l'Eglise à toutes les peines de
 la Declaration. Mais le Parlement de Paris ne voulut pas se fa-
 lir de l'approbation de cette fraude: & Daurat Rapporteur du
 procès dit ouvertement à l'Evêque qui le sollicitoit, qu'il n'étoit
 pas aussi aisé de condamner des innocens, que de faire abattre
 des murailles, & qu'en tout autre cas le Parlement auroit fait
 faire le procès à Bomier, & aux Prêtres qui avoient formé ce lâ-
 che complot. Il n'y avoit pas d'apparence d'ordonner que le
 Temple fût demoli, si on declaroit les Ministres innocens: de
 sorte qu'il fallut avoir recours à de nouveaux artifices, pour faire

*Que le
 Parle-
 ment ne
 veut pas
 favori-
 ser.*

valoir contre le Temple une mechanteté dont on n'osoit se servir contre les Ministres. On fit donc assigner le Consistoire, pour avoir une partie au procès qui ne fût point sujette aux peines, & qui néanmoins pût donner lieu à la condamnation de l'Eglise: après quoi par une lettre de Cachet, le Roi ordonna au Parlement de distraire la cause des Ministres de celle de l'Eglise; de surseoir le jugement à leur égard, & de continuer les procédures contre le Temple: & pour détacher ces deux affaires plus parfaitement, il fit le deuxième de Janvier 1685. transférer les Ministres de la Conciergerie à la Bastille; afin qu'étant par là devenus prisonniers d'Etat, le Parlement n'eût rien à dire sur leurs actions. Mais le dix-huitième du même mois le Parlement rendit contre l'Eglise un arrêt dont la Cour lui avoit dicté la substance; & il ordonna que le Temple fût demoli. Ainsi quoi qu'on n'eût osé condamner des Ministres de qui l'innocence étoit reconnue, on ne laissa pas de condamner une grosse Assemblée qui ne pouvoit être moins innocente que les Ministres. Après qu'on les eut transferez à la Bastille, on les y laissa languir long tems, sans qu'ils pussent deviner ce qu'on vouloit faire d'eux: mais enfin on les mit en liberté, par une lettre de Cachet adressée au Gouverneur de cette place. Ils obtinrent en suite permission de se pourvoir contre la sentence des Juges de la Rochelle. La surseance fut levée. Guibert, l'un d'entre eux qui avoit une affaire en son nom, se rendit prisonnier pour la forme. Ils furent ouïs sur la sellette: & enfin, pour toute peine, admonêtez à la Chambre, & condamnez chacun à quatre livres d'amende. On peut reconnoître à une peine si legere, que la contravention ne meritoit pas que le Temple fût demoli pour la réparer, puis qu'on traitoit si doucement ceux qui étoient présumez l'avoir commise: mais de peur qu'ils ne crussent qu'on les avoit épargnez en faveur de leur innocence, le President les avertit qu'ils étoient redevables de cette moderation à la clemence du Roi. De sorte qu'on pretendoit qu'ils recussent comme un bienfait, ce qu'on avoit excepté leur personne de l'injustice faite à toute leur Eglise. Cependant l'arrêt fut executé à la Rochelle; & on y commit les excès accoutumez en de semblables occasions. Mais je ne puis taire ce qui fut pratiqué à l'égard de la cloche qui avoit été posée sur le Temple. Elle fut le sujet d'une comédie fort singuliere. Elle fut fouettée, comme pour

1684. la punir d'avoir servi des *Heretiques*. Elle fut enterrée & deter-
 1685. rée, pour représenter qu'elle devoit renaître en passant au service
 des Catholiques. Pour jouer mieux la farce de cette renaissance,
 il y eut une personne de qualité qui y fit les fonctions de Sage-
 femme ; & une autre qu'on donna pour nourrice à cet enfant
 nouveau né. On l'interrogea. On la fit parler. On lui fit pro-
 mettre qu'elle ne retourneroit plus au Prêche. Elle fit amende
 honorable. Enfin elle fut reconciliée , batisée , & donnée à la
 paroisse qui porte le nom de St. Barthelemi. Mais ce qu'il y eut
 de plus beau , fut que lors que le Gouverneur qui l'avoit ven-
 duë à cette paroisse en demanda le payement , on lui repondit
 qu'elle avoit été *Huguenote* ; qu'elle étoit nouvelle *convertie* ;
 qu'elle devoit jouir du delai de trois ans pour payer ses dettes ;
 & qu'on ne payeroit point que le terme ne fût expiré. On peut
 remarquer en cela tout le caractère de la pieté Catholique. Après
 avoir autorisé les plus noires mechancetez , pour l'oppression d'un
 peuple innocent , elle couronnoit cet ouvrage par la profanation des
 ceremonies même qu'elle estime saintes : & elle aprenoit aux op-
 presseurs à faire de leurs propres crimes un sujet de plaisanterie.

Procès
 contre
 l'Eglise
 de Tours.

L'Eglise de Tours fut traitée à peu près de même. On se ser-
 vit de quatre pretextes pour la detruire. Le premier fut qu'on re-
 nouveilla contre Du Vidal la même affaire qu'on lui avoit déjà sus-
 citée à l'occasion de Marie Miraut. Mais on tâcha de reparer les
 defauts des premieres informations par les fraudes & les faussetez
 des secondes : ce qui n'empêcha pas qu'elle ne dit de nouvelles
 extravagances ; & que deux des témoins étant confrontez au Mi-
 nistre , ne reconnussent qu'il lui échapoit souvent de dire des cho-
 ses mal digerées. Elle deposoit entre autres choses qu'elle avoit
 communiqué à genoux. Comme on avoit soutenu la premiere fois
 qu'elle avoit toujours été Catholique , les Prêtres lui firent faire
 abjuration après la premiere instance , afin de s'en servir à l'occa-
 sion , comme d'une personne qui avoit fait profession de la Re-
 ligion Reformée. Le second pretexte fut que les Anciens s'é-
 toient assemblez sans qu'il y eût de Magistrat present. Le troi-
 sième étoit que Du Vidal avoit offert de l'argent à une fille nom-
 mée Perrine Abert , pour l'obliger à changer de Religion. Cette
 fille étoit hebetée : & dans le cours même du procès elle donna des
 marques si convaincantes & si claires de sa stupidité , qu'on n'osa
 par-

parler d'elle dans la sentence. Mais le quatrième étoit pris des Sermons de Du Vidal, & on alla rechercher ce qu'il avoit prêché il y avoit même dix-huit ans. On lui faisoit dire des choses si étranges, qu'il ne falloit que cela seul pour montrer qu'elles étoient inventées. Il étoit non seulement un des plus éloquens, mais des plus sages Predicateurs de tout son Synode: cependant on vouloit qu'il eût dit des choses & touchant la persécution, & contre les mystères de la Religion Romaine, qui ne peuvent pas tomber dans l'esprit d'un homme de jugement. Mais comme tout étoit bon, quand ils'agissoit de détruire un Temple, le Lieutenant General, qui avoit menacé Du Vidal de le faire perir, & qui avoit dit plus d'une fois que sans la recommandation du Marquis de Chateaufort il ne lui feroit point de quartier, ne manqua pas de le condamner au bannissement, & à l'amende, & d'interdire l'exercice pour jamais. Il decreta Sequeville, collègue de Du Vidal, & condamna les autres accusez à être admonêtez, & à trois livres d'amende. Le Parlement ne fut pas si rigoureux. Sur l'appel il ne condamna que le Temple: & Du Vidal en fut quitte pour quatre livres d'amende, comme les Ministres de la Rochelle. On ne le fit pas même renfermer en prison, après qu'il eut été admonêté à la Chambre. On le fit sortir par la galerie, qui est le chemin qu'on fait prendre à ceux à qui on donne la liberté.

Du Tens & Lombard Ministre d'Angers essuyèrent un procès de même nature. On les accusoit d'une profane mascarade, dans laquelle on disoit qu'ils s'étoient déguisez en Evêques & en Prêtres, pour contrefaire les ceremonies de la Religion Romaine, qu'ils s'étoient confessez l'un à l'autre par derision; qu'ils avoient joint à ces actions scandaleuses des discours fort injurieux aux mystères Catholiques. Lombard étoit accusé en particulier d'avoir eu la pensée de sortir du Royaume, quoi qu'en effet il n'en fût point parti: & contre toute sorte de loix, dans une chose où il n'y avoit que l'action qui pût être criminelle, on lui faisoit un crime d'une volonté sans effet. On pretendoit aussi qu'il avoit exhorté quelques filles à se retirer à Geneve ou en Angleterre. Tous les temoins étoient du caractère de ceux dont on se servoit ordinairement dans les affaires de Religion: des scelerats; des mendiens; des filles debauchées. Il y avoit entre les autres une servante qui confessoit qu'elle avoit pris cinq fois l'habit d'homme,

1684. me, pour aller au Prêche avec un valet qui l'accompagnait.
 1685. Une autre se trouvoit actuellement renfermée dans la Maison des filles qu'on appelle *repenties*. Il y avoit un furieux, qui dans la violence de ses transports ayant voulu s'étrangler, avoit été interdit par justice de l'administration de son bien, & mis dans une étroite curatelle. On avoit reçu la deposition d'un enfant de dix ans notoirement hebeté. Il faut reconnoître néanmoins ici, à l'honneur de ceux qui produisoient des temoins de cette qualité, qu'ils s'en servoient plutôt par nécessité que par choix. Il n'étoit pas aisé de persuader à des gens qui avoient un peu d'honneur & de bon sens, qu'ils pouvoient legitimelement déposer avec serment des choses dont la fausseté leur étoit connue: de sorte qu'on étoit réduit à faire parler des gens ou qui n'eussent point d'honneur à ménager, ou qui ne fussent pas assez éclairés, & d'assez bon sens, pour savoir quel crime est celui d'un faux temoignage, accompagné d'un parjure. C'est pourquoi il étoit aussi aisé de jeter ces temoins, à la confrontation, dans la contradiction & dans le desordre, & de leur faire desavouer ce qu'ils avoient déposé, qu'il avoit été peu difficile de leur faire dire des choses dont ils n'avoient point de connoissance. Il est vrai que les Juges y suppléaient par mille mechancetez, leur dictant ce qu'ils devoient répondre; reformant leurs réponses, quand elles pouvoient servir à la decharge des accusez; ne faisant point écrire celles qui ne pouvoient être corrigées, dictant quelquefois au Greffier ce qu'ils presumoient que le temoin devoit répondre, sans attendre même que le temoin eût ouvert la bouche. Mais il n'étoit pas possible qu'on évitât par ces lâches artifices tout ce qui faisoit voir la fausseté des depositions. Il en demeurait toujours assez, pour démontrer que le procès n'étoit qu'un tissu de fourbes & d'impostures. Ainsi on n'avoit pu empêcher les temoins qui se vantoient d'avoir assisté aux Prêches contre les defenses, de dire des choses d'où il resuloit qu'ils n'avoient jamais mis le pied dans le Temple. L'une des filles deposantes assûroit qu'elle y avoit vu des tableaux de personnes qu'on disoit mortes en odeur de sainteté: une autre ne pouvoit dire de quelle matiere étoit la Chaire; une autre ne savoit pas dans quel vaisseau on lui avoit donné le vin en communiant; quoi qu'elle déposât qu'elle avoit communiqué plus d'une fois. Cependant ces depositions qui portoient
 tant

tant de marques d'une noire fausseté , ne laisserent pas d'être le 1684. pretexte d'exercer contre les Ministres les mêmes rigueurs que 1685. s'ils avoient été dignes de la rouë. On les mit dans des cachots <sup>Traite-
ment fait
aux Mi-
nistres
prison-
niers.</sup> separez ; on leur refusa la liberté de voir leurs proches & leurs amis ; on leur fit passer l'hyver, qui fut tres-rude, sans leur donner de feu ; on leur aprit pour les affliger la mort des personnes qui les touchoient de près , mais on leur ôta tous les moyens de recevoir de la consolation. Lombard étant attaqué d'une fièvre quarte , on ne voulut jamais souffrir que sa femme l'assistât pendant ses accès , qui finissoient par de grandes sueurs. Ils eurent tous deux pour compagnons des scelerats destinez à la rouë, qui les étourdissoient d'horribles blasphêmes , & d'insultes menaçantes ; qui ne leur parloient que de gibets & de feux ; & qui leur disoient que sachant bien qu'on ne les tireroit de là eux mêmes que pour les mener au supplice , ils regardoient au moins comme un plaisir l'assurance d'y voir aller les Ministres les premiers. Après cela quand le Juge les eut condamnez à toutes les peines des Declarations , on les fit conduire à Paris enchaînez comme des brigans, ou des assassins : & la nuit même on ne leur ôtoit les fers que d'un pied , & on les attachoit aux quenouilles de leurs lits. Celui même qui les conduisoit relâchant leurs fers par humanité, pendant qu'ils étoient à cheval, les resserroit aussitôt qu'il approchoit des lieux où il devoit s'arrêter , afin que le spectacle de ces cruantez rejouît la populace. Je raporte ces rigueurs , parce qu'elles sont un tableau de celles qu'on exerça contre plusieurs autres Ministres. On crut que l'Evêque d'Angers, qui connoissoit l'esprit timide & irresolu de ces deux accusez, avoit eu la pensée de les reduire , par un traitement si rude , à changer de Religion. Mais ils tinrent bon contre toutes ces inhumanitez : & Du Tens même de qui presque personne n'avoit esperé tant de constance , parut être tout different de lui même au milieu de ces tourmens : heureux si après des marques si éclatantes de son courage, il n'avoit pas en mourant renoncé au fruit de sa fermeté, par une ouverte profession de l'irreligion Socinienne. Cependant aussitôt qu'ils furent entrez dans la Conciergerie de Paris, leurs peines cesserent. Le Parlement les traita comme les autres prisonniers ; & quelque tems après ils furent jugez par un arrêt qui ordonnant , selon la coutume , la demolition du

1684. Temple, les condamna seulement à l'interdiction de leur ministère, & à cinquante livres d'amende.

*Predigieuse
intrigue
pour de-
truire
l'Eglise
de Lon-
dun.*

L'Eglise de Loudun étoit du nombre de celles dont le droit étoit si certain, que les chicanes du Clergé n'avoient pu lui donner aucune atteinte. L'instance qui en étoit pendante au Conseil, après le jugement des Commissaires, n'a jamais été vidée : & quoi qu'on eût fait donner assignation nouvelle au Consistoire, vers la fin de l'année 1684. le Député qu'il envoya pour cette affaire à Paris fut obligé de revenir sans arrêt, après un séjour long & inutile. Mais on cherchoit de tous les côtez le moyen de l'embarasser par quelque faude dans un procès de contravention. Dans la difficulté d'y réussir, on s'avisa d'une mechanceté qui n'est presque pas imaginable. Un Catholique nommé

*Origine
de la me-
chanceté.*

Gelvét, Archer de la Marechaussée, avoit eu quelques années auparavant un jeune valet, nommé Jean Bourdillier, qui plut trop à la fille de son maître, & qui eut les dernières privautés avec elle. Il se confessa de son péché à un Carme qui se trouva honnête homme ; qui lui ordonna pour penitence de sortir de la maison de Gelvét, & de s'en aller si loin que la fille qu'il avoit debauchée, perdant l'esperance de le revoir, pût rentrer dans une vie plus pure & plus innocente. Il lui conseilla pour cela de s'en aller dans les Isles que les François possédoient dans l'Amérique ; & lui donna les moyens de faire le voyage, & des lettres qui l'adressoient aux Carmes établis à la Guadeloupe. Ce jeune garçon partit en effet ; mais le nom de penitence, & l'éloignement du lieu où il alloit, lui ayant rempli l'esprit de frayeur, il prit congé de son pere & de ses amis d'une manière qui donna beaucoup à deviner, à ceux qui vouloient savoir quelle pouvoit être la raison de son voyage. Il avoit parlé de penitence, de trois cens lieuës d'éloignement, de ne revenir jamais, & d'autres choses qui firent soupçonner qu'il avoit commis quelque crime, qui ne pouvoit être expié que par de grandes & longues satisfactions.

*Conjectures qui
servent
de fonde-
ment au
procès.*

Chacun s'abandonnant à ses conjectures, l'un devinoit un crime, & l'autre un autre : mais les esprits entêtez de bigoterie s'arrêtèrent à un soupçon qui n'avoit de fondement que leur propre fantaisie. Ils s'imaginèrent que le maître qu'il avoit servi avant que d'entrer chez Gelvét, nommé la Chataigneraye, qui faisoit profession de la Religion Reformée, avoit voulu le convertir ; qu'en dispu-

disputant contre lui il lui avoit soutenu que l'Hostie consacrée 1684.
 n'étoit que du pain ; qu'il s'étoit offert à l'en convaincre, pourveu 1685.
 qu'il lui apportât celle qu'on lui feroit prendre à la Communion ;
 ce qu'il pouvoit faire aisément en la gardant dans sa bouche.
 D'abord on s'en tint à dire que le valet avoit obeï, & qu'en suite
 le remords de ce sacrilege l'avoit obligé à se bannir volontaire-
 ment par penitence. De degré en degré la chose alla si loin ,
 que la Chataigneraye fut mis en adjournement personnel , après
 quelques informations : mais que les charges n'étant pas grandes,
 on ne poussa pas la chose bien loin. Cependant Bourdillier, aver-
 ti par son Confesseur , fit écrire en son nom pour la decharge
 de la Chataigneraye ; declara la veritable raison de son absence ;
 s'en remit à son Confesseur , qu'il delia de la necessité du secret ,
 & protesta qu'il ne tiendrait point la revelation qu'il feroit de sa
 confession , pour une contravention à son devoir. Mais le Con-
 fesseur ne se trouva plus : & quelque diligence qu'on fit , on ne
 put jamais apprendre où on l'avoit envoyé. Cependant la fem-
 me de Cefvet voyant retomber sur sa fille le deshonneur de l'af-
 faire , se joignit à une de ses parentes , & toutes deux ensen-
 ble subornerent trois temoins , qui grossirent extremement la cho-
 se par de nouvelles depositions : & par le conseil de quelques
 zélez inconnus , pour être plus favorablement écoutées, elles tâ-
 cherent d'y faire entrer le Consistoire de Loudun , comme com-
 plice du sacrilege. On disoit donc alors que la Chataigneraye
 ayant l'Hostie que son valet avoit apportée , avoit assemblé les
 amis : qu'il s'étoit trouvé avec eux des Deputez du Consistoire ;
 qu'en leur presence il avoit percé l'Hostie avec un couteau ;
 qu'il en étoit sorti du sang ; que Bourdillier avoit été confirmé
 par là dans la Religion Catholique , & avoit quitté le service de
 la Chataigneraye ; qu'encore qu'il fût chez Cefvet on ne lui avoit
 point donné de repos , qu'on ne l'eût fait sortir du Royaume ,
 en lui faisant peur que si la chose venoit à être decouverte , on
 ne le condannât à être brûlé. Sur ces nouvelles informations , on
 fit arrêter Bourdillier à la Guadeloupe ; il fut interrogé sur les
 lieux , avant qu'on le fit partir : on en fit autant au lieu du de-
 barquement ; & on l'examina de nouveau , quand on le tint dans
 les prisons de Loudun. Jamais il ne varia , quoi qu'on n'espé-
 rât pas tant de sa constance , & qu'il eût même naturellement

1684. l'esprit bas & un peu volage. La Chataigneraye fut adjourné enco-
 1685. re une fois, & encore une fois relâché, après avoir comparu. Mais
 quand après diverses procédures on croyoit avoir mis l'affaire en
 état de réussir, & d'envelopper le Consistoire dans la condamnation,
 comme ayant autorisé ce sacrilege prétendu, par la deputation de
 quelques uns de ses membres pour y assister; tout d'un coup on vit
 ces mesures rompues par un denouement impreu de l'avanture.
Denouement de l'avanture. Le Lieutenant Criminel reçut des avis secrets de prendre garde à
 ces trois femmes qui avoient été subornées. Après cela soit que
 l'avis vint de quelque Prêtre consciencieux, qui avoit reçu des lu-
 mieres sur cette affaire en consequence des Monitoires qu'on avoit
 publiez; soit qu'on eût entendu parler ces femmes avec quelque
 remords, soit que le Juge eût penetré ce secret par sa propre sa-
 gesse; au moins après les avoir entendues, il en arrêta deux pri-
 sonnières; il leur fit confesser la verité; il decreta contre les deux
 femmes qui les avoient apostées: & jetta par cette sage conduite
 tous les bigots dans la dernière consternation. Ce fut là qu'on
 reconnut quel avoit été le dessein de cette dangereuse cabale, en
 renouvelant ce procès. Elle regarda comme des saintes persecu-
 tées, à cause du zèle qu'elles avoient montré contre l'Herésie,
 ces femmes decretées; & elles trouverent aisément un asile dans
 des Couvens de filles, où elles se mirent à couvert des poursui-
 tes de la Justice. De ces lieux de sûreté elles firent signifier une
 prise à partie au Lieutenant Criminel, & au Procureur du Roi;
 qui aquiescerent. Mais l'Assesseur ayant mis le procès en état de
 juger, il y eut enfin sentence qui condamna les deux prisonni-
 res au fouët, au bannissement & à l'amende honorable; & qui
Jesuites & conclusion de l'affaire. laissa subsister le decret donné contre les deux femmes qui les
 avoient attirées. Cependant pour satisfaire les Jesuites & leurs
 complices, qui vouloient voir si on ne tireroit point de Bourdil-
 lier par la force des tourmens, ce qu'on n'avoit pu lui faire dire
 par promesses ni par menaces, on condamna ce jeune homme
 à souffrir la question. Ce jugement étoit sans doute insoute-
 nable. Puis que les temoins étoient punis de leur imposture, il
 ne restoit rien contre l'accusé, qui fit une assez forte presumption
 pour meriter la torture. Il en appella au Parlement, aussi bien
 que les deux femmes condamnées: mais pour tâcher de tirer au
 moins quelque fruit de cette longue procedure, on le retint long
 tems

tems en prison , sans le transférer à Paris ; on lui donna tant de 1684. liberté dans la prison , qu'il eût pu se sauver cent fois s'il avoit 1685. voulu ; & que le Geolier même lui donna quelquefois l'occasion de sortir , sous prétexte de quelque commission. Mais s'apercevant de lui même, ou étant averti par d'autres qu'il y avoit un artifice caché sous cette conduite du Geolier , & qu'on avoit dessein d'abuser de son évasion , il fut assez sage pour ne vouloir jamais mettre le pied hors de la prison. Enfin il fut envoyé à Paris : on tâcha inutilement d'obliger le Conseil à prendre connoissance de cette affaire, & à l'évoquer ; après que Basville Intendant de Poitou eut été chargé de s'informer des motifs du Lieutenant Criminel , & du Procureur du Roi , & qu'il eut donné son avis , la chose fut laissée au Parlement ; qui quelques mois après renvoya Bourdillier absous , & confirma le reste de la sentence. Elle fut exécutée ; & ces malheureuses femmes faisoient au milieu de leur supplice des imprecations publiques contre celles qui les avoient subornées. Cependant ces mechantes creatures demeurèrent cachées. Le credit des bigotes les garantit des poursuites de Bourdillier, qui vouloit les faire condamner à ses intérêts : & quand les Dragons eurent dissipé l'Eglise de Loudun , & jetté tous les esprits dans une consternation profonde, elles prirent ce tems favorable pour se rendre prisonnières , & se tirer de cette affaire fâcheuse. On n'a pas bien su ce qu'elles alleguerent pour se justifier : & peut-être qu'ayant satisfait secretement Bourdillier, elles ne se racheterent de la peine, que parce qu'elles n'avoient plus de partie.

Mais cette entreprise ayant manqué, le dessein de perdre l'E-^{Motif}glise ne fut pas abandonné. On trouva trop long de renouer une ^{d'ôter}intrigue nouvelle pour y parvenir. On s'y prit par une methode ^{l'exercice}plus abrégée. Il y avoit depuis peu à Loudun un jeune Ministre ^{à l'Eglise}nommé Superville, qui dans une grande jeunesse avoit aquis déjà la maturité , la sagesse & la reputation des plus âgez. On le crut le plus propre à servir d'objet à la surprise , comme suspect d'imprudence à cause de sa jeunesse : & parce que sa retenue & sa modestie rompirent ces mesures , on y suppléa par la calomnie. On dressa un procès verbal d'un de ses Sermons , sur lequel on obtint un ordre qui lui enjoignoit d'aller au Conseil rendre compte de sa conduite. On l'y retint sans l'expedier, jusqu'à ce que la revocation de l'Edit le mit , comme tous les autres, dans la ne-

1684. cessité de se retirer du Royaume. Pendant toutes ces affaires on
 1685. ruina encore dans le ressort du même Parlement l'Eglise de Poitiers, sous le pretexte d'un Sermon de Testas un de ses Ministres d'une haute reputation. Celle d'Orleans fut attaquée sous le pretexte ordinaire. Pajon, son Ministre, qui avoit écrit agreablement contre les *prejugez legitimes* de Port-Royal ; & fait une reponse aux *Methodes* du Clergé que je n'ai vue que manuscrite, & qui auroit été Professeur à Saumur, sans les nouveautez qu'il avoit tâché de repandre touchant la nature & la vertu de la Grace, fut decreté dans le tems qu'il étoit presque agonisant : & la mort le garantit de la prison, & des rigueurs qu'on tenoit à ses semblables.

*Procès
 contre
 l'Eglise
 de Vitri :*

Vitri le François avoit deux Ministres. L'un d'eux nommé George fit un Sermon l'onzième de Fevrier 1685. dont les Catholiques firent tant de bruit, que le Consistoire, craignant les suites de cette affaire, fut obligé de le censurer. La Declaration qui ordonnoit que les Temples où on auroit prêché seditieusement fussent demolis, n'étoit pas encore donnée : & ce fut peut-être ce procès qui servit de pretexte à la publier. Cependant le Juge decreta contre Varnier collegue de George, & fit fermer le Temple, precisément sous le pretexte qui fut exprimé dans la Declaration, de n'avoir pas interrompu George pendant qu'il prêchoit. Mais parce que la censure que le Consistoire avoit faite de son Sermon sembloit parer le coup, on tâcha de prouver que George avoit fait beaucoup de Sermons semblables, sans que le Consistoire l'eût reprimé : & il se trouva quelque Prêtre qui deposa ce que le Juge voulut. Mais comme il n'y avoit point encore de peine ordonné contre cette sorte de crimes, on y joignit subsidiairement une autre accusation, fondée sur une vaine conjecture. Un Ancien, qui prenoit garde à ceux qui entroient au Temple, s'avisa d'arrêter une femme qui lui étoit suspecte. Un des parens de cette femme lui demandant s'il le faisoit par ordre du Consistoire, l'Ancien repondit que non : mais quelques Prêtres allerent denoncer la chose ; & le Juge pretendit qu'il rezultoit de cette aventure, que la deliberation de refuser la porte à cette femme avoit été prise par le Consistoire, en l'absenée du Commissaire qui devoit y assister, puis qu'elle ne se trouvoit point sur le registre qu'il avoit signé. Ce simple soupçon passa
 pour

pour preuve parfaite. L'affaire étant au Parlement, le Procureur General soutint que dans des crimes de cette nature ce n'étoit pas assez que de punir le coupable ; & qu'il étoit juste d'abattre le Temple où George avoit abusé de son ministère : comme on prive, disoit-il, une terre de la Justice qui y est attachée, lors que son possesseur a commis des crimes qui le meritent. Il pretendoit que cela étoit raisonnable, quoi qu'il n'y eût point encore de Loi qui ordonnât cette peine, parce que par les loix divines & humaines il est défendu de prêcher seditieusement. La comparaison d'un Temple & d'une haute Justice étoit mal imaginée. Dans la suppression d'une Justice appartenante à un criminel il n'y avoit que lui de puni, par la perte de son bien, dont ce privilege faisoit partie : mais dans la demolition d'un Temple, ce Ministre prétendu seditieux n'y perdoit rien ; & tout le dommage retomboit sur la multitude innocente des auditeurs. Mais on faisoit bien valoir contre les Reformez des moyens encore plus absurdes que celui-là. L'Eglise de Calais fut interdite encore sous le pretexte des predications de ses Ministres Trouillard & de Vaux : mais on avoit principalement attaqué celles de Trouillard. On avoit transposé, retranché, ajouté, confondu, falsifié de toutes les manieres possibles les extraits de ces Sermons : & de peur que ce pretexte ne fût pas suffisant, on y avoit joint que des enfans d'un nouveau converti étoient entrez dans le Temple. Il n'y avoit rien qui pût regulierement passer pour preuve : mais les Juges savoient bien qu'on ne leur feroit pas rendre compte de leurs injustices. On avoit pris l'Eglise de Corbigni de tous les côtez, pour trouver un pretexte de la detruire. Mais toutes les tentatives ayant été inutiles, Soulier de qui je parlerai ailleurs, suggera au Juge le pretexte des taxes & impositions faites en l'absence d'un Magistrat. Cela fut exposé par une simple requête ; & sans autre forme de procès, il fut dit que le Temple seroit fermé. On produisit à ce Juge les rolles, & le livre du Consistoire qu'il avoit signez lui même. Il n'eût rien à repondre, si ce n'est qu'il n'étoit pas Juge royal ; que par conséquent il ne pouvoit autoriser les rôles ; & qu'enfin le Roi vouloit que le Temple fût ôté. Cela n'arriva que trois semaines avant la revocation de l'Edit, qui fut faite bien plutôt que le Clergé même n'avoit osé l'espérer. La Ferté, Châlons, Passy, Marchénoir, Aubusson repris en-

core

1684. core une fois , St. Maixant, Messe qui avoit maintenu son droit,
 1685. après avoir essuyé les chicanes dont j'ai parlé ailleurs , Bougon,
 Chatelleraud , Pouzauges & je ne sai combien d'autres Eglises
 furent detruies sous les pretextes ordinaires des contraventions :
 & par tout on se mettoit bien moins en peine de prouver
 les accusations , que de faire cesser les exercices. De sorte
 qu'en plusieurs lieux , après avoir mis les Ministres hors d'é-
 tat de prêcher , ou laissa les affaires indecises jusqu'à la revo-
 cation de l'Edit.

FIN DU VINGT ET UNIEME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES.

TROISIEME PARTIE.

LIVRE VINGT ET DEUXIEME.

SOMMAIRE DU XXII. LIVRE.

Eglises detruites dans le ressort des autres Parlemens. Interdiction d'exercice à Bourdeaux. Injustice des jugemens provisionnels. Eglises de Nantes : de la Beichonnie : Vabres & Senegas : de Rennes. Eglises de Normandie : Alençon : Falaise. Pretexte pris contre le Ministre de Gavré. Destruction de l'Eglise de St. Lo. Ruine de l'Eglise de Caen. Du Bosc abandonné par le Chancelier. Recherche de nouveaux pretextes. Une fille ouïe en temoignage contre sa mere. Arrêt contre les Ministres & le Temple de Rouën. Artifice singulier. Autre fraude signalée. Injustice évidente. Remarquable particularité au procès fait à l'Eglise du Havre de Grace. Autres pretextes de la condamner. Destruction de l'Eglise de Criquetot. Ingenuité d'une fille servant de temain. Academie & exercice de Saumur : & de Puylaurens. Autres interdictions. Fiefs interdits. Suite d'exercices supprimez. Pretextes de plusieurs arrêts. Raisons des longueurs du Conseil de France. On veut empêcher les Reformez de sortir du Royaume. Ministres mis à la taille. Marchands suivant la Cour. Arts & Metiers. Conseillers Reformez recusables en certains cas. Minutes des Notaires. Nobles de la Rochelle. Demeure des Ministres. Assemblée du Clergé. Harangues. Cahiers de l'Assemblée. Absurdité des articles. Commutation des peines portées par certaines Declarations. Mariages en pais étrangers. Mariages mêlez, & Sermons seditieux. Exer-

Tome V. E e e e cice

cice interdit à Sedan , Raucourt & Givonne. Insigne fourberie. Diversité d'avis à Sedan. Raisons qui previennent. Effet de la complaisance des Reformez. Imprimeurs & Libraires. Cimetieres dans les lieux où il n'y a plus d'exercices. Reparations des Eglises. Marques du peu d'attention de ceux qui dressent les arrêts. Fermes Ecclesiastiques. Absurditez de cet arrêt. Defenses d'avoir des domestiques Catholiques. Fausseté des motifs. Fait remarquable. Clercs des Juges, Avocats &c. Conseillers Catholiques de qui les femmes étoient Reformées. Docteurs en Droit & Avocats. Enfans dont les meres sont Catholiques. Veuves des Officiers des Maisons royales. Ministres des Eglises de fief. Defenses d'aller aux exercices dans un autre Bailliage que celui de la residence. Hardies impostures. Esperance mal fondée. Exercice interdit dans les villes Episcopales. Reservation illusoire. Revolte de Cheiron & de Poulhan. Caracteres de l'un & de l'autre. Histoire de Bouton pere & fils. Reformez exclus à l'avenir de la profession de la Medecine. Defenses aux Chirurgiens & Apotiquaires d'exercer leur art. Tuteurs & Curateurs Catholiques. Plaintes du Clergé contre les calomnies des Reformez. Par quel argument le Clergé a procuré les conversions. Exaggeration de la plainte. Conclusions de la requête. Absurdité des moyens proposez pour éclaircir la matiere. Remarques sur le parallele de la doctrine Catholique, & des imputations faites par les Protestans à l'Eglise Romaine. Essai de sa mauvaise foi dans la citation des Docteurs Protestans: & dans la representation de la doctrine Catholique. Contenu de la Declaration obtenue par cet artifice. Catalogue dressé par l'Archevêque de Paris. Fraudes de ce Catalogue. Recherche des livres. Violences commises dans les Provinces. Precautions pour empêcher les desertions. Manieres de convertir les Reformez de Bearn. Commencement des conversions. Violences exercées par les troupes. Pillages, insolences, cruautés. Singularitez remarquables. Traitement fait à la Noblesse. Inhumanité du Duc de Grammont.



Uoi que le ressort des autres Parlemens n'eût pas 1684. autant d'étendue que celui du Parlement de Paris, 1685. cela n'empêchoit pas qu'il ne se s'y fit à proportion autant de ravage. Celui de Guyenne, comme je l'ai dit, avoit déjà desolé toute la Saintonge; & de peur que les Eglises attaquées ne se relevassent des atteintes qu'on leur portoit, il les prenoit de tant de côtez, qu'il étoit impossible qu'elles ne fussent pas renversées. On avoit, par exemple, chargé Prioleau Ministre à Pons de neuf accusations, dont chacune étoit fondée sur quelque contravention prétendue; comme d'avoir prêché à Pons avant que d'y être Ministre; d'avoir baptisé un enfant que la Sage-femme avoit ondoyé; d'avoir eu correspondance par lettres avec une autre Eglise; d'avoir reçu au Prêche des enfans de *convertis*, des batards, des *Relaps*, des Catholiques ou leurs enfans; d'avoir souffert à Pons plus d'une Ecole où on prenoit des pensionnaires. Tous ces pretextes étoient faux ou ridicules. Celui de la correspondance étoit singulier. On avoit intercepté une lettre de Prioleau, qui écrivoit à une autre Eglise de la même Province, de remettre à Du Vigier tous les livres du Consistoire. Ainsi on lui faisoit un crime de ce qu'il avoit averti les autres de se soumettre à ce Commissaire. La Forêt Ministre de Mauzé, fut chargé de vingt chefs d'accusation de même nature. Morin Ministre de Moise, homme sage mais plein de zèle, se trouva decreté en même tems de quatre côtez: par Du Vigier qui l'avoit interdit; par le Juge de Saintes à la requête de l'Evêque, qui néanmoins étouffa l'affaire, après avoir été apaisé par quelque civilité; par le Juge de St. Jean d'Angeli; & enfin par l'Intendant Arnou, qui le fit arrêter à Rochefort. Le plus grand de ses crimes étoit qu'il avoit donné à dîner à trois ou quatre de ses amis, entre lesquels il y avoit un Catholique. Le zèle des *Convertisseurs* trouva le moyen de faire de ce repas d'amitié une Assemblée de devotion, avec Prêche & chant de Pseaumes. Il n'y avoit néanmoins point d'autre fondement de ce soupçon, que ce que pendant la chaleur de la bonne chère, le Catholique avoit chanté quelques chansons. Cependant Morin fut si étroitement resserré, qu'on ne le laissoit voir à personne; & qu'étant tombé malade en prison, il ne fut pas permis à ses plus proches de l'assister. On

*Eglises
destruites
dans le
ressort
des autres
Parlemens.*

1684. trompoit la vigilance du Geolier, en lui faisant tenir des lettres
 1685. enfermées dans le bouchon de quelque bouteille, ou dans le pied de quelque bouquet qu'on lui envoyoit pour le rejouir. Quelqu'un s'avisa d'écrire vingt P de suite sur une muraille, qui signifioient *Pauvre Pasteur Protestant, prisonnier, persecuté par plusieurs Prêtres; parlez peu, prenez patience, priez, perseverez, oint Papiste, pour pouvoir posséder Paradis*. Le sens de ces lettres ayant été trouvé, elles servirent de consolation ordinaire à tous ceux qui en apprirent le secret. Souvent des nouveaux *convertis* qui venoient dans la prison sous d'autres pretextes, trouvoient le moyen de voir ce Ministre, de lui dire à l'oreille qu'il fût constant, & de l'assurer qu'on ne le laisseroit manquer de rien. Il est remarquable que le principal témoin de l'Assemblée qu'on l'accusoit d'avoir faite, étoit un assassin convaincu d'avoir donné deux coups de couteau à son grand-pere. L'Eglise de Bourdeaux ne fut pas mieux traitée que les autres. Sarrau & Goyon Ministres, & un des Anciens furent arrêtez prisonniers, sous pretexte qu'ils avoient reçu des *Relaps*, & des enfans dont les peres étoient Catholiques; & principalement qu'ils avoient donné de l'argent à des Moines, & à d'autres personnes qui changeoient de Religion. Les faits sur lesquels les deux dernieres accusations étoient fondées, consistoient en des choses passées il y avoit quinze ou vingt ans, dans un tems où le Clergé n'avoit pas eu encore la pensée d'en faire des crimes. Et à l'égard des *Relaps*, on avoit pris à Begle où l'Eglise s'assembloit, toutes les precautions qui pouvoient servir de preuves de la bonne foi du Consistoire. On y avoit lu tous les Dimanches des avis de prendre garde qu'il ne se glissât des personnes suspectes dans l'Assemblée; on avoit repoussé les personnes inconnues qui vouloient entrer au Temple; on avoit présenté requête au Parlement pour demander son assistance à l'exécution des ordres du Roi, & la requête mise entre les mains de Dumirat Conseiller, avoit été communiquée au Procureur General: on avoit fait sommation au Curé de Begle, qui venoit entendre les Ministres, de declarer s'il ne connoîtroit personne dans l'Assemblée qu'on ne dût pas y souffrir: mais cela n'empêcha pas le Senechal de les condamner: après quoi le Procureur General les fit transferer à la Reolle, sans leur faire signifier la sentence: de sorte qu'ils furent

Inter-
diction
d'exerci-
ce à
Bour-
deaux.

rent obliger d'en appeler sur un oïr dire. Il est digne de re-^{1684.}
 marque que le Procureur General, dans ses conclusions, requit ^{1685.}
 la demolition du Temple & la condamnation des Ministres, se
 reservant à faire le procès à une femme accusée d'être retournée
 au Prêche, après avoir fait profession de la Religion Catholi-
 que. De sorte qu'à parler proprement, il concluoit à punir les
 accusez par provision, sauf à les convaincre après la peine souf-^{Injustice}
 ferte. Cela étoit passé en coutume, contre toutes les regles du ^{des juge-}
 Droit & de l'équité, qu'on faisoit des dommages par provision, ^{mens}
 qu'on ne pouvoit le plus souvent reparer en definitive. Je dirai ^{provi-}
 ici par occasion que l'exercice cessa d'une maniere particuliere à ^{siomels}
 Jarnac, peu avant la revocation de l'Edit. Les gens de guerre
 ayant *converti* presque tous ceux qui en composoient l'Eglise, le
 Seigneur du lieu fit clouer les portes du Temple; & congedia le
 Ministre, en lui disant simplement qu'il n'avoit plus rien à
 faire là. Il ne fallut ainsi ni procès ni arrêt, pour y éteindre
 l'exercice.

Du côté de Bretagne Nantes fut attaqué, sous le pretexte qu'on ^{Eglises}
 y recevoit au Prêche une fille qu'on s'avisa d'accuser de vouloir ^{de Nantes}
 changer de Religion. Elle n'avoit jamais eu cette pensée; & on ^{tes:}
 ne put rien prouver contre elle que par un faux acte d'abjuration,
 qu'on fabriqua pour avoir un pretexte d'abattre le Temple. Bris-
 sac Ministre, craignant de tomber entre les mains du redouta-
 ble Parlement qui étoit alors à Vannes, ne comparut point au
 decret; & les Anciens se cachèrent: de sorte que l'arrêt condam-
 na Brissac à toutes les peines des Declarations. La fille se rache-
 ta des mêmes peines en se faisant Catholique. Le Juge Crimi-
 nel de Castres fit servir le même moyen à détruire trois Eglises
 tout à la fois. On accusa devant lui une fille née & batisée dans
 l'Eglise Reformée de la Beichonnie, & qui n'avoit jamais chan-^{De la}
 gé de Religion, d'avoir fait profession de la doctrine Romaine, ^{Beichon-}
 & après cela de l'avoir quittée. Il n'y en avoit preuve ni par ^{nie, Va-}
 écrit ni par temoins; cependant le Juge la fit mettre prisonniere: ^{bres, &}
 & parce qu'elle avoit demeuré à Vabres & à Senegas, aussi bien ^{Senegas.}
 qu'au lieu de sa naissance, il decreta contre les Ministres de ces
 trois lieux. Au bout de quinze jours de prison cette fille perdit
 patience, & un des Vicaires Generaux de Castres alla recevoir
 son abjuration. Après cela on lui fit dire ce qu'on voulut; &

1684. les trois Eglises demeurerent interdites en consequence d'un cri-

1685. me qui n'avoit jamais été commis. Je n'ai pas su si les Ministres se rendirent prisonniers : mais j'ai des memoires qui portent que vers ce tems-là il y en avoit environ soixante dans les prisons de Thoulouse. On prit un autre pretexte pour demolir le Temple que les Reformez de Rennes avoient à Cleusné. Quoi que ce lieu fût éloigné de la ville d'une lieuë, on se servit de l'arrêt, dont je rendrai compte ailleurs, qui ordonnoit d'abattre les Temples bâtis près des villes Episcopales : & en vertu d'un arrêt du Parlement seant à Vannes, qui nomma des Commissaires pour l'exécuter, ce Temple fut jetté par terre.

*De Ren-
nes.*

*Eglise de
Norman-
die.*

Alençon.

Le Parlement de Normandie ou par ses arrêts, ou par les ordres secrets que le Procureur General envoyoit à ses Substituts, fit cesser en deux ou trois mois l'exercice de la Religion Reformée dans toute cette Province. On prit le pretexte d'interdire l'exercice d'Alençon, de ce que le Consistoire n'avoit pas fourni tous les papiers qu'il devoit communiquer. Le pretexte étoit faux. Il est vrai qu'on ne produisoit point de comptes ; mais on les avoit tous brûlez il y avoit plus de trois ans. Le dernier registre du Consistoire étoit plein de ratures. On en fit une affaire personnelle à Benoit l'un des Ministres : & ayant fait verifier les ratures par de pretendus Experts qui savoient à peine écrire, on jugea sur leur raport qu'il les avoit toutes faites, parce qu'il paroïssoit évidemment qu'il en avoit fait quelques-unes. Cette affaire ayant trainé sept ou huit mois, on en fit une autre à quelques particuliers, sous pretexte qu'ils avoient fait une Assemblée. Le Parlement de Rouën avoit reçu quelque tems auparavant une plainte du Procureur General, appuyée seulement de la requête du Curé de Periers, & de quelques informations faites par le Juge de Vire. Quelques Reformez y étoient accusez de s'être assemblez, ou sous le pretexte de se rendre des visites & de se donner des repas ; ou publiquement sur les masures de leurs Temples. Il est évident qu'il ne s'étoit point fait de ces Assemblées pour des exercices de Religion, mais seulement pour des raisons de civilité ou de plaisir, puisque personne n'en fut puni : l'on n'avoit pas accoutumé de pardonner aux Reformez de semblables contraventions. C'étoient là des crimes dignes de la rouë, selon le prejugué du Conseil. Cependant le Parlement ne laissa pas

pas de donner le vingt-septième de Juin un arrêt qui défendoit 1684.
aux Reformez de faire aucunes Assemblées. Ces bourgeois donc 1685.
étant sortis de la ville un à un, & sans autre dessein que d'éviter
la vue des processions, que les Catholiques faisoient ce jour-là,
se rencontrèrent au nombre de dix-huit dans un pré où on avoit
accoutumé d'aller jouer à la boule. Quelques uns jouèrent, & les
autres ne firent que les regarder. Aussi-tôt on les denonça ; on
omit des temoins, on les mit en adjournement. Le Ministre étoit
à dix lieues de là, où il s'étoit retiré pour être à une distance per-
mise de tous les lieux où l'exercice avoit cessé : mais cela n'em-
pêcha pas qu'on ne joignît cette cause à la sienne, & qu'après
lui avoir fait son procès criminellement, l'avoir cité à trois brefs
jours dont les delais coururent pendant qu'il étoit sur mer pour
sortir du Royaume, conformément à l'Edit de revocation, le Ju-
ge ne le condannât au bannissement, à la confiscation de ses
biens, à six cens livres d'amende, & solidairement aux depens
avec ceux de qui la cause n'avoit rien de commun avec la sienne.

Un Sermon fait à Falaise par Cairon qui alors y exerçoit le mi- *Falaise*
nistre, & dont on envoya un extrait au Conseil, fut le pre-
texte de la prison du Ministre & de l'interdiction provisionnelle
de l'exercice. Il n'y avoit rien à reprendre dans tout le Sermon,
comme je l'ai dit dans un autre lieu, & l'extrait même n'enveni-
moit rien : mais comme de tels Sermons pouvoient empêcher les
conversions, on traita celui-ci de seditieux. On rendit le droit
d'exercice inutile, en faisant le procès au Ministre. Cairon fut
donc arrêté; resserré très-étroitement ; tenu dans un cachot les
fers aux pieds ; menacé des derniers supplices. Les mauvais trai-
temens ébranlèrent sa constance : mais aussi-tôt qu'il fut remis en
liberté, il repara la faute qu'il avoit faite par une retraite coura-
geuse, & par des temoignages d'une repentance éclatante. On *Pretexte*
prit un prétexte tout nouveau pour interdire l'exercice à Gavré. *pris con-*
On avoit déjà entrepris Tirel qui étoit Ministre de cette Eglise *tre le Mi-*
sur diverses choses : mais il lui arriva d'aller en compagnie faire *nistre de*
une promenade à Gerzé, où dans les beaux jours, ceux qui de- *Gavré,*
meurent près de la côte avoient accoutumé de faire des voyages
de plaisir : & il en revint le même jour. On appella cette pro-
menade être sorti du Royaume sans permission, parce que Ger-
zé appartient à un Souverain étranger ; & on lui fit son procès
selon

1684. selon toute la rigueur des Declarations. Il fut condamné aux galères par le Juge des lieux ; & la cause ayant été portée au Parlement, la sentence y fut confirmée : mais la condamnation n'eut point d'effet , & la peine fut tacitement commuée en prison perpétuelle. Il n'y a pas long tems qu'il est mort dans les prisons de Rouën , après y avoir demeuré huit ans , & y avoir donné de grandes marques d'une pieté, d'un zèle & d'une constance exemplaire.

Destruction de l'Eglise de St. Lo.

Fleuri & Jambelin Ministres de St. Lo appellerent au Parlement d'une sentence du Juge des lieux rendue le vingt-deuxième de Mars, après quatre ou cinq mois de procédures. Ils étoient interdits des fonctions de leur ministère ; la demolition du Temple étoit ordonnée, aussi bien que la delivrance de tous les biens qui auroient appartenu au Consistoire, & de tous les papiers qui les pourroient concerner ; il leur étoit enjoint de se retirer à dix lieues de la ville ; & défendu aux Reformez de faire *aucunes fonctions, assemblées, ni exercice* de leur Religion : & sur tout les Sages femmes étoient autorisées de batiser leurs enfans. Il n'y avoit point d'autre pretexte de cette sentence que les pretendues contraventions dont on accusoit toutes les Eglises : & il n'y en avoit pas une qui fût seulement à demi prouvée. Il est remarquable même que de sept chefs d'accusations , sur lesquels on avoit informé , les Catholiques en abandonnerent quatre. Des trois autres la plus specieuse étoit que dans le livre du Consistoire, on avoit employé les mots d'*erreur* & d'*abus* en parlant de la Religion Romaine. Cependant l'arrêt alla plus avant que la sentence , & ne la cassa que pour aggraver. Il condamna les Ministres à cent livres d'amende en commun ; il les relegua à vingt lieues de St. Lo , avec de severes defenses d'en aprocher de plus près. Il renouvela ce qui regardoit l'exercice & le Temple ; & quoi qu'il laissât au Ministre nommé pour batiser les enfans le pouvoir d'exercer cette commission, il autorisoit les Sages femmes de les ondoyer en cas de necessité. Mais afin qu'il semblât que le Parlement avoit eu de legitimes raisons de rendre un arrêt si rigoureux, les personnes qui avoient été le pretexte du procès étoient condamnées à diverses amendes ; si legeres néanmoins, que cela faisoit bien voir qu'on ne les estimoit pas fort coupables.

Ruine de l'Eglise de Caen.

Le procès de l'Eglise de Caen a quelque chose de plus singulier.

lier. L'origine fut que Pierre Bouley sieur de Vaux, demeurant à Argentan, ayant embrassé la Religion Reformée en 1678. se maria quatre ou cinq ans après à une de ses proches parentes qui demouroit à Caen. Il prit des lettres de dispense, selon la coutume; & fit ordonner que ses annonces seroient publiées. Après la publication, le Consistoire lui en delivra un certificat, sur lequel Galand Ministre du Mesnil en Joué du Plein, lui donna publiquement la benediction nuptiale. Ce Bouley étoit parent de l'Avocat du Roi & du Juge Criminel d'Argentan: mais d'un autre côté ils étoient ses ennemis, & le Juge étoit son debiteur. Ces deux Officiers étoient freres, & concerterent la ruine de Bouley: & l'Avocat du Roi, quoi qu'il fût lui même actuellement embarrassé dans des affaires criminelles, & très-odieuses, qui le rendoient incapable de faire les fonctions de son Office, le denonça au Juge, comme ayant quité la Religion Catholique depuis les defenses. Peu après ayant conçu de plus haurs desseins que celui d'opprimer Bouley, ils se firent expedier une commission de la Chambre des Vacations, qui les autorisoit de prendre connoissance de toutes les dependances de cette affaire, même contre les personnes qui demouroient hors du ressort d'Argentan; & ayant decreté prise de corps contre Bouley, & adjournement personnel contre Galand, qui leur produisit le certificat des annonces, en consequence duquel il avoit celebré le mariage, ils mirent sur le seul pretexte de cet acte en adjournement personnel Du Bosc Ministre, & Morin Lecteur qui l'avoient signé. Il embarrassâ même dans cette affaire Binet, qui avoit été Ministre à Bassi, quoi qu'il n'eût aucune part au gouvernement de l'Eglise de Caen. Après cela le Juge Criminel exerça contre eux tout ce que son experience dans la chicane, sa malignité naturelle, un zèle aveugle & ignorant, & les conseils des Prêtres & des Moines lui purent inspirer de propre à les faire tomber dans quelque piege. Il affectoit, lors qu'il étoit à Caen, où il se rendoit sous pretexte d'informer sur les lieux, de les faire assigner à heure induë, pour se trouver chez lui à heure presente: & quand il étoit à Argentan, éloigné de Caën de douze lieuës, il ne leur donnoit que deux jours de delai, pour comparoître devant lui. A la verité, comme il savoit bien que ces procedures contre une personne de l'âge, du merite & de la reputation de Du Bosc,

1684. passioient pour injustes & malhonnêtes , il prit ses mesures pour
 1685. les faire autoriser. Il écrivit au Chancelier , de qui Du Bosc
Du Bosc abandonné par le Chancelier. avoit reçu tant de civilitez & tant de marques d'estime , pour savoir de lui s'il falloit le traiter avec plus de douceur qu'un autre Ministre. Le Chancelier fit connoître ici combien il y a peu de fondement à faire sur les amitez de Cour : & il répondit au Juge qu'il pouvoit traiter Du Bosc comme un autre. Le Juge, pour se mettre à couvert du reproche de ses violentes incivilités, fit voir la lettre & en donna des copies. Cependant il mit au procès les collègues de Du Bosc , il se fit représenter les livres Consistoire, & feignant qu'on lui en cachoit quelqu'un , il rendit par provision une sentence d'interdiction d'exercice , & donna aux Ministres la ville d'Argentan pour prison. Cette sentence d'un Juge incompetent, dont la Jurisdiction n'est qu'un des Sieges du Bailliage d'Alençon ; qui attiroit devant lui non seulement des personnes domiciliées à Caen , qui est le Siege capital d'un autre Bailliage ; mais même le Consistoire & l'Eglise entiere, sous le pretexte frivole des dependances de l'affaire de Bouley , donnoit par ses irregularitez mille raisons d'esperer qu'elle seroit cassée au Parlement. On y porta le procès par la voye d'appel. Le Procureur General reconnut bien-tôt que le fondement de la sentence étoit injuste ; que Bouley avoit quitté la Religion Romaine deux ans avant les defenses ; que ses Annonces avoient été legittimement publiées en vertu d'une Ordonnance du Juge des lieux ; que le certificat en avoit été regulierement delivré ; que la celebration du mariage avoit été faite dans les formes : c'est pourquoy on chercha de nouveaux moyens de convaincre les Ministres de quelque contravention ; mais on ne put rien trouver de meilleur. On les accusa d'avoir reçu des *Relaps*, de quelques uns desquels le nom même étoit inconnu dans le pais ; & dont les autres avoient été reçus dix-huit ou vingt ans avant les Declarations qui regloient les peines des Ministres qui les auroient admis. Il y avoit sur tout une femme nommée Elisabeth Vautier , qui étant demeurée veuve d'un Reformé, avoit épousé en secondes noces , par le ministere d'un Prêtre , un mari Catholique ; après quoi elle étoit revenue au Prêche. Cela s'étoit passé en 1663. ou 1664. & on produisoit le certificat d'un Curé qui attestoit qu'elle avoit abjuré la Religion Reformée , environ un an après son

Recherche de nouveaux pretexts.

son mariage : mais immédiatement après cette abjuration elle étoit revenue à sa premiere Religion. Cependant la rigueur des Declarations nouvelles obligea cette femme à s'abstenir de faire la Cène dès l'année 1681. de sorte qu'on ne pouvoit avec raison assujettir ni l'Eglise, ni les Ministres aux peines de la Declaration de 1683. qu'en prouvant par de faux temoins qu'elle avoit communiqué depuis le tems des defenses. On trouva des temoins tels qu'il les falloit ; & si notoirement faux, que Morangis Barrillon alors Intendant de Caen , qui disoit assez librement ce qu'il pensoit , reprocha un jour en souriant à la Superieure de la Maison de la Propagation , qu'elle avoit fourni deux bons faux temoins. Entre les trois principaux qui deposoit sur cet article, il est remarquable que la propre fille d'Elisabeth Vautier temoignoit contre sa mere. C'est pourquoi le Parlement , qui reconnoissoit bien sans doute le vice de cette deposition contre nature , ne fit ni decreter , ni adjourner , ni appeller Elisabeth Vautier , qui avoit néanmoins autant d'interêt au procès que le Consistoire même. Les Ministres faisoient voir la fausseté des depositions par des preuves claires comme le jour : mais tout cela n'empêcha pas que le sixième de Juin 1685. l'affaire ne fût jugée avec les mêmes rigueurs que s'il y avoit eu des contraventions réellement commises, & clairement démontrées. Bouley fut premierement condamné, après une longue prison, à cent livres d'amende envers le Roi , à cinquante livres d'aumônes à la Maison des nouvelles Catholiques de Caen , & à cinq ans de bannissement de la Province. Les trois Ministres, Du Bosc, Morin & Guillebert furent condamnés solidairement à deux cens livres d'amende, cent livres d'aumônes à l'Hôtel-Dieu , & autant à l'Hopital General de leur ville , à l'interdiction perpetuelle de leur ministere , à s'éloigner de Caen de vingt lieues , & de tout autre lieu où l'exercice eût été interdit, pour le moins de trois. Le Lecteur même, de qui on auroit eu bien de la peine à marquer le crime , fut condamné à vingt livres d'amende. En suite, la demolition du Temple étoit ordonnée : & le fond & les matériaux appliquez au profit de l'Hotel-Dieu , de l'Hopital General , & de la Maison des nouvelles Converties. Tous les biens , à la reserve des Cimetieres , étoient donnez aux deux Hôpitaux : & le Batême des enfans étoit réglé de la même maniere que je l'ai rapporté en parlant de l'Eglise de St. Lo. On peut remarquer com-

1684. me une preuve que les Juges faisoient peu d'attention aux procès de
 1685. cette nature, que Galand Ministre, qui avoit été ouï au procès par
 le Juge d'Argentan; de la vie de qui par conséquent le procès même
 faisoit la preuve, & qui est même encore aujourd'hui vivant, & fai-
 sant actuellement & avec édification les fonctions de son ministère
 dans une des villes de Hollande, est nommé *defunt* dans l'arrêt du
 Parlement autant de fois qu'il y est parlé de lui. L'arrêt fut execu-
 té à Caen le vingt-cinquième du mois au son des tambours, & aux
 fanfares des trompettes. Le peuple animé par ces temoignages de
 joye, deterra les morts qui avoient été enterrez dans un Cimetie-
 re qui joignoit le Temple, exerça mille indignitez sur leurs os; se
 servit de leurs têtes pour jouer à la boule; & n'épargna pas même
 les corps de quelques Seigneurs étrangers, à qui on avoit donné
 sepulture dans le même lieu. Après cette condamnation, les
 Ministres ne purent obtenir que quinze jours pour donner ordre
 à leurs affaires; en suite de quoi ils sortirent du Royaume, &
 trouverent leur asile en Hollande, où ils furent bien-tôt appel-
 lez au service des plus considerables Eglises de la Province.

*Arrêt
 contre les
 Ministres
 & le
 Temple
 de Rouën.*

L'arrêt rendu contre le Temple de la Rochelle, avoit jetté dans
 l'étonnement ceux qui s'étoient imaginé qu'on épargneroit les lieux
 où la ruine des Reformez causeroit celle du negoce. Celui qui
 fut rendu contre le Temple de Caen, & où du Bosc, à qui le
 Roi même & toute sa Cour avoient donné tant de marques d'esti-
 me & de bienveillance, avoit été si mal-traité, frappa encore
 un nouveau coup, qui fit connoître qu'on ne vouloit ménager
 personne. Mais celui qui fut donné le même jour contre le Tem-
 ple de Quevilli, où l'Eglise de Rouën s'assembloit, acheva de
 jeter la consternation dans ceux qui avoient encore conservé je-
 ne sai quelle esperance. On n'accusoit les Ministres le Gendre
 & Basnage que d'avoir souffert dans le Temple ou des *Relaps*,
 ou des enfans dont les peres avoient changé de Religion. Il y
 avoit deux de ces enfans de qui les peres étoient morts dans la
 profession de la Religion Reformée, mais de qui les meres avoient
 embrassé la Religion Catholique. Il n'y avoit par conséquent
 nul crime à les avoir reçus: parce que les Declarations ne met-
 toient point encore les enfans des peres Reformez à la discretion
 de leurs meres *converties*. Mais on parloit aussi des enfans de
 Du Mont & de Maurice, nouveaux *convertis* demeurant à Die-
 pe,

pe; qu'on disoit qui avoient été menez au Prêche. Il n'y en 1684. avoit point de preuve; & même il y avoit preuve du contraire, 1685. au moins pour ce qui regarde le tems écoulé depuis les defenes. Mais on s'avisa d'un rare artifice pour y suppléer. On obligea les peres de ces enfans d'aller se jeter aux pieds du Roi, & de lui demander ses lettres de grace, pour avoir contrevenu à ses Declarations, en permettant qu'on élevât leurs enfans dans la Religion qu'ils avoient abandonnée. Ces lettres ayant été accordées, présentées, enregistrées, furent en suite produites au procès, comme une preuve que ces enfans avoient été menez au Prêche, puis qu'il avoit fallu que leurs peres recourussent à la clemence du Roi, pour obtenir le pardon de l'avoir souffert. A l'égard des *Relaps* on s'avisa d'une fraude encore plus singuliere: On fit le procès au Temple, sans le faire aux Ministres. On ouït des temoins qui deposoit que tels ou tels avoient été au Prêche; & on ne confronta pas un des temoins aux Ministres. On avoit raison selon la jurisprudence de la dernière Declaration. Elle vouloit que les Temples fussent demolis, quand il y seroit entré quelques personnes suspectes, quoi que les Juges ne pussent convaincre les Consistoires d'y avoir participé. Il étoit donc inutile de rechercher la conduite des Ministres, puis qu'on en vouloit moins à leurs personnes qu'à leurs exercices: il suffisoit de prouver qu'il étoit entré des *Relaps* au Temple. Cela pouvoit abreger les affaires, & même exempter les temoins de la confusion où ils étoient jettez ordinairement à la confrontation par les accusés. Il disoient ce qu'il leur plaisoit. Un Temple n'avoit point de bouche pour leur répondre. Mais cela étoit contraire à toute justice. Ou il ne faut point faire le procès à des choses mortes & insensibles; ou si quelquefois il y a des cas qui l'exigent, il faut donner à ces choses inanimées des Curateurs, & des Avocats qui parlent pour elles: ce qui est sur tout nécessaire quand le jugement rendu contre ces sujets insensibles peut interesser plusieurs milliers de familles. Aussi les Ministres s'appercevant de la ruse, tâcherent-ils d'aller au devant du coup: & comme, outre leurs propres lumieres, ils avoient encore pour Conseil les meilleurs têtes du Parlement, ils presenterent requête huit jours avant l'arrêt, pour demander que ces temoins leur fussent confrontez, & autrement protesterent que les depositions ne pour-

*Artifice
singulier.*

*Autre
fraude
signalée.*

*Injustice
évidente.*

1684. roient leur porter de prejudice. Ils exposerent la même chose
 1685. dans un très-beau Factum, qui fut dressé pour l'instruction de leurs Juges. Mais tout cela fut inutile. On fit le procès au Temple, justement comme si en procedant contre un muet, on ne lui avoit donné ni Curateur ni Conseil, & on s'étoit contenté de la simple deposition des temoins pour le condamner. Il y eut diverses personnes qui pour la forme, afin de pouvoir presumer que les Ministres étoient coupables, furent condamnées à cinquante, ou à cent livres d'amende; quelques-unes même, par contumace ou autrement, au bannissement & à l'amende honorable. Pour le Temple, le droit d'exercice, le fond, les materiaux, les livres, les titres, la même chose qui avoit été ordonnée contre l'Eglise de Caen fut jugée contre celle de Rouën. Chacun des Ministres fut condamné à cent livres d'amende; & ils furent envoyez à vingt lieuës de la ville, & à trois lieuës de tous les exercices interdits. Il est vrai qu'ils obtinrent par leur merite particulier qui leur avoit fait beaucoup d'amis, & par le credit de leurs familles, qui étoient fort autorisées dans la ville, la permission d'y demourer quelques mois pour leurs affaires particulieres: mais Marillac, qui étoit alors Intendant, ne les laissa pas jouir de cette grace. Il les condamna quelque tems après à sortir de Rouën dans deux fois vingt-quatre heures, sous pretexte qu'ils obligeoient les familles de leur Eglise de se retirer. La demolition du Temple fut presque achevée plus de trois mois avant l'arrêt, par les Ecoliers des Jesuites, soutenus de quelques habitants Catholiques de Quevilli, & animez par le Curé de St. André de Rouën, & par les deux Balayeurs de la Rhetorique. Il y eut information, decrets, ajournemens, defenses de rien entreprendre, & de mesfaire ou modere aux Reformez: mais après l'arrêt du sixième de Juin, l'Intendant, le Guerrois Avocat General, Fauvel de Touvens Rapporteur, gens à peu près du même caractère en matiere de Religion, voulurent avoir l'honneur de frapper le premier coup pour la demolition du reste. Je vais rapporter un fait qui fera connoître en particulier l'esprit de Touvens.

*Remar-
quable
particu-
larité au
procès*

Il fut produit de la part des Ministres de Rouën au procès de leur Temple, la copie d'une lettre que le Marquis de Chateauf-neuf avoit écrite au Juge du Havre de Grace, le huitième du mois

mois d'Octobre 1683. & ils avoient tiré cette copie sur l'original que le Juge même avoit été obligé de produire, pour se défendre contre les chicanes que de Touvens lui faisoit. L'occasion étoit qu'on vouloit empêcher les enfans d'un nommé Boulling, qui étoit mort dans la profession de la Religion Reformée, mais de qui la veuve avoit embrassé la Religion Catholique, de faire profession de la Religion de leur pere. On oppoisoit au Juge l'article 39. de la Declaration de 1669. aux dispositions duquel il n'avoit jamais été derogé, & il y avoit de plus un arrêt du Conseil rendu à l'occasion de ces enfans, & à la requête de leur mere, au mois de Mai, qui ordonnoit qu'il seroient donnez à leur mere, à condition qu'elle les laisseroit libres dans le choix de la Religion qu'ils voudroient embrasser: le Juge ordonna précisément la même chose le vingt & unième du même mois. Cette sentence quoi que donnée avec l'avis de l'assistance, souleva contre ce Juge tous les esprits zéléz; ce qui le mit dans la nécessité de chercher les moyens de leur complaire, & d'éluder & la Declaration & l'arrêt. Mais pour le faire avec sûreté, il écrivit au Marquis de Chateaucneuf sur le sujet, & lui proposa ses moyens. Le Marquis lui fit reponse qu'il en avoit parlé au Roi, que ce Prince ne vouloit rien ordonner de nouveau; qu'il falloit s'en tenir à l'arrêt, & rendre seulement les enfans à la mere, à la condition que j'ai dite. Quelque tems après les choses changerent; & il y eut une autre sentence au même Siege qui retraisoit la premiere: mais dans l'intervalle des deux, les enfans allerent au Prêche, sans que personne se mit en état de les empêcher. Cependant l'Eglise du Havre qui s'assembloit à Sanvic ayant été attaquée comme les autres, on mit entre les autres chefs d'accusation, que les enfans de Boulling avoient été soufferts dans le Temple. Guerard, Ministre de cette Eglise, se defendit par la production de la premiere sentence; & par de bonnes preuves qui faisoient voir, que depuis la seconde on n'avoit plus vu ces enfans au Prêche. Le procès ayant été porté à Rouën avant qu'il y eût sentence definitive, & distribué à de Touvens, la future le faisoit, en voyant la sentence de ce Juge; il le mit en ajournement, & cependant le tint interdit de sa Charge. Ce Juge, nommé Du Hamel, comparut, produisit la lettre du Marquis de Chateaucneuf en-original; & se justifia clairement. Mais de
Tou-

1684. Touvens, qui avoit besoin qu'il fût coupable pour opprimer
 1685. l'Eglise du Havre, le retint au procès, & le laissa dans l'interdiction. Dans le rapport même il passa sous silence la lettre du Marquis de Châteauneuf; & il seroit allé à de fâcheuses conclusions, si quelque ami en ayant donné avis à DuHamel, il ne fût entré dans la Chambre, & n'eût fait en sorte que la lettre se retrouvât. De Touvens fit passer sa malice pour une omission excusable; & soutint si bien que pour condamner l'Eglise il falloit presupposer que ce Juge avoit failli, qu'il empêcha qu'on ne le renvoyât absous. On le consola seulement en lui permettant verbalement de reprendre l'exercice de sa Charge. Il y avoit contre l'Eglise bien d'autres chefs d'accusation : trois ou quatre gueuses, & des femmes de mauvaise vie qui s'accusoient d'avoir changé deux ou trois fois de Religion : & une sur tout qui déposoit qu'en la recevant à faire profession de la Religion Reformée, avec deux autres, pour qui elle disoit qu'elle avoit répondu, le Ministre lui avoit demandé si elle ne croyoit pas *en un Dieu incarné, un Dieu sanctifié, & un Dieu crucifié*. Quatre Penitens accusoient le Ministre d'avoir prêché seditieusement, quoi que le Juge même qui avoit assisté aux mêmes Sermons, n'y eût trouvé rien à redire. Enfin on accusoit les Anciens de n'avoir pas fourni tous leurs registres, quoi qu'il n'y eût pas même une conjecture vraisemblable qui pût fonder ce reproche. Tout cela néanmoins passa pour prouvé, & le 13. d'Août il y eut arrêt qui traitoit les Ministres & le Temple comme ceux de Caen & de Rouën l'avoient été. Il y eut deux de ceux qu'on pretendoit *Relaps* condamnés par contumace. Quelques autres qui s'accusoient eux-même furent tenus pour convaincus; mais parce qu'en même tems ils servoient de temoins, on les renvoya au Roi pour obtenir pardon de leur faute, & cependant par provision ils furent mis en liberté : artifice qui ne tendoit qu'à faire croire qu'on les avoit reconnus coupables, & que par conséquent la condamnation du Temple étoit légitime. Tous les parens des enfans de Boulling étoient condamnés à quelque amende, comme ayant contrevenu aux Declarations, en n'élevant pas ces enfans dans la Religion Romaine; & il paroissoit ainsi qu'on n'avoit eu nul égard à la lettre du Marquis de Châteauneuf.

Autres
 prétextes
 de la
 condam-
 ner.

Voi-

Voilà ce que le zèle du Rapporteur lui faisoit faire. Il le por-
toit si loin, que quand il survenoit à l'expédition d'une affaire
de Religion, sur laquelle il ne restoit qu'à juger, il faisoit recom-
mencer le rapport, & tournoit si bien les choses, qu'il entraînoit
malgré eux les Juges les plus équitables à des avis contraires à
leurs propres pensées. J'ai connu deux sœurs nommées de la
Chesmaye, qui se sont signalées après la revocation de l'Edit,
l'une par sa constance dans une sale prison, l'autre par son adre-
se à tromper le guide même qui la conduisoit hors du Royaume,
à qui elle avoit persuadé qu'elle étoit sa sœur. Elles avoient un
frere nouveau *converti*, avec qui elles étoient en procès, tou-
chant leurs droits dans la succession de pere & de mere. De Tou-
vens étoit leur Rapporteur. Il les tint dix ans en procès, sans
leur vouloir donner un arrêt qui mit fin aux chicanes de leur
frere. Quand elles alloient le solliciter, il leur confessoit fran-
chement que leur cause étoit sans difficulté, & que si elles eus-
sent été Catholiques comme leur frere, ou leur frere *Huguenot*
comme elles, il n'auroit pas manqué de leur donner un arrêt qui
l'auroit mis à la raison: mais que leur frere s'étant *converti*, sa
conscience ne lui permettoit pas de leur donner un arrêt dont el-
les auroient abusé. Dans cette affaire du Havre de Grace, il
trouva le secret dont peu d'autres s'étoient avisés, d'envelopper
plus d'une Eglise dans le même piège. Il fit condamner par le
même arrêt le Temple & le Ministre de Criquepot, lieu qui par
l'interdiction des Eglises du voisinage servoit depuis quelques an-
nées à recueillir plusieurs milliers de personnes. Il n'y avoit
qu'environ trois ans qu'il avoit été conservé par un arrêt du
Conseil. Plusieurs des mêmes personnes qui avoient donné le
pretexte d'interdire l'Eglise du Havre, avoient été reçus, disoit-
on, à Criquepot. Outre cela on avoit confronté au Ministre
une vieille fille âgée de plus de quarante ans, qui s'accusoit d'avoir
assisté à la Messe il y en avoit plus de trente, & d'être revenuë
en suite au Prêche, environ dix ans avant la premiere Declara-
tion où il eût été parlé des *Relaps*. Je remarquerai l'ingenuité
de cette fille, pour servir d'exemple du caractère des temoins
dont on se servoit dans ces affaires. Elle avoit oublié dans sa de-
position à dire que quand elle revint au Prêche le Ministre lui
avoit fait faire abjuration: mais au recollement on lui suggera cet

*Deftruc-
tion de
l'Eglise
de Cri-
quetot.*

*Ingenui-
té d'une
fille ser-
vant de
temoin.*

1684. article II. Tant le Ministre de Origines, Monseigneur de Vion-
1685. fidéré dans le Synode dont il étoit membre, lui demandant à la
confrontation comment elle avoit publié ces articles importans dans
sa deposition, elle se trouva embarrassée de cette demande, & se
repondit fort ingénuement qu'elle parloit comme une innocente,
& qu'elle disoit ce qu'elle entendoit dire. Le Ministre ayant re-
quis le Juge d'enregistrer cette déclaration, où se trouva vraye-
ment la fille, & lui demanda si elle vouloit qu'on écrivit qu'elle parloit
comme une innocente. Sur quoi en lui faisant une réponse fort
humble, elle repondit qu'oui. On peut juger si des personnes
d'un esprit si peu solide, n'étoient pas aisées à corrompre par les
solicitations d'un Moine, ou d'un Confesseur.

1685. Tant d'exemples suffisoient pour faire connoître comment on pro-
cedoit dans les Parlemens à l'interdiction des exercices. Mais
Acade- mie & exercice de Sau- mur.
comme si on avoit eu peur au Conseil de n'avoir pas assez tôt
fait, on se servoit encore de divers autres moyens de faire aban-
donner les Temples. Ainsi l'Academie de Saumur fut supprimée le
huitième de Janvier, & l'exercice interdit huit jours après. Cette
place avoit été donnée par Henri III. au Roi de Navarre, pour
sûreté de la treve qui avoit été conclue entre eux dès 1589. Du
Plessis Mornai y établit dès ce tems-là l'exercice de la Religion,
qui depuis y avoit toujours continué: de sorte que l'Eglise avoit
sans contredit la possession de 1596, & 1597, & d'ailleurs un
établissement dans toutes les formes. Pour l'Academie elle avoit
été établie en 1604, & par conséquent elle avoit subsisté quatre-
vingts ans, pendant le regne de trois Rois, dont les deux der-
niers avoient été si peu favorables aux Reformez, qu'il n'y a
point d'apparence qu'ils eussent toléré une si longue usurpation,
s'ils avoient été que l'établissement de ce College n'avoit pas été
légitime. On prit néanmoins pour pretexte que cette fondation
n'avoit pas été autorisée par Lettres patentes: & à l'égard de
l'exercice, on en fit un exercice personnel, établi par Du Plessis
Mornai pour sa commodité: de sorte que, disoit-on, la cause
ayant cessé l'effet devoit cesser de même: & la possession n'avoit
pu changer la nature de ce droit, dont l'origine étoit due à la
Religion du Gouverneur. D'ailleurs on avoit fait passer pour
maxime que les Reformez n'avoient pu établir de droit de pos-
session, dans les lieux où qui avoient appartenu aux Princes de leur
party,

partys, pour qu'ils ne soient été donnés pour la rédemption des traitez, 1685, faits avec eux : mais, si seulement dans les places où ils avoient été les plus forts, ou qu'ils avoient pris par force. On savoit bien, d'ailleurs ces machines, quand elles pouvoient être utiles pour les Reformeds : mais, on en les fit valoir ; & elles furent le prétexte d'interdire l'Académie de l'Eglise. L'Académie de Montauban, ^{Et de Puy-lan-} qui avoit été transférée à Puy-lanqas, il y avoit plus de vingt-quatre ans, fut supprimée aussi le cinquième de Mars : & le Temple fut condamné à être démolli, par un autre arrêt du neuvième de Septembre, qui appliquoit de plus les matériaux à la réédification de l'Eglise Catholique.

Le huitième de Janvier le Conseil condamna encore le Temple de Montauban ; & le vingt-deuxième il ordonna que l'exercice cesseroit à St. Remy de Tarn, & que le Temple seroit vendu à la Communauté, pour lui servir de Maison de ville. Le même jour l'Eglise de St. Sever fut encore condamnée : & huit jours après celle de Ste. Afrique, dont le Temple fut converti en Ecoles Catholiques. En même tems l'Eglise de St. Felix fut privée de ses exercices & de son Temple. Le cinquième de Février on ordonna la même chose contre l'Eglise de Cornus, & celle de St. Vincent des Barres. Huit jours après celle de Châtillon sur Loir fut détruite : & le dix-neuvième du même mois on y ajouta la ruine de celle de Tournon en Agenois, & de Poussan en Languedoc. Le cinquième de Mars on condamna l'Eglise de St. Mard en Othe, & le douzième l'exercice fut défendu dans les fiefs de la Cour de Bonée & de Boispean. Cet arrêt fut rendu sur le partage formé entre Pontchartrain, premier Président au Parlement de Bretagne, & Amproux la Massays Commissaires de notre Province. Les Seigneurs de ces fiefs leur avoient présenté requête, pour être reçus à y établir l'exercice. Leurs prédécesseurs avoient possédé ces terres dès le tems de l'Edit de Nantes : mais jamais l'exercice n'y avoit été fait. Le Syndic du Clergé s'y opposa ; & prétendit faire valoir contre eux le cas d'interruption, qui passoit au Conseil pour une raison suffisante d'interdire les exercices même du plus solide établissement. Le Président fut seulement d'avis, que puis qu'il s'agissoit de nouveaux établissements, il falloit s'adresser au Roy, pour en obtenir la permission. Sur cela ce Prince y sans s'arrêter à cinq arrêts qu'il

1685.
Suite
d'exerci-
suppri-
mez.

avoit rendus en pareil cas , & qui lui étoient produits par ces Gentilshommes, fit les defenſes que je rapporte. Le dix-neuvième l'exercice fut interdit à Brinon : & le lieu où il avoit accoutumé de ſe faire fut converti à un autre uſage : ce qui fut ordonné auſſi le deuxième du mois ſuivant, du Temple de Villemagne. L'Egliſe de Saverdun perdit encore le même jour ſon exercice & ſon Temple. Huit jours après on condamna les Eglifes & les Temples de Camerade, de Savara, des Bordes & de Baix : & le ſeizième on traita de même les Eglifes & les Temples de Caumont & de la Baſtide de Congouſt. Le dernier du mois après un long procès , celle d'Uſéz fut interdite ſur un appel de l'Ordonnance de l'Intendant ; & le Temple fut donné aux Catholiques pour le convertir en Seminaire. Le quatorzième de Mai il y eut plus d'Eglifes détruites, que dans tout le reſte de l'année. En Dauphiné l'Egliſe de Salberran ; & dans le Diocèſe de Noyon celle de Vouël eurent part à ce malheur. Mais le même jour tous les Temples de la vallée de Pragelas ; celui de Seuil dans la vallée de Cezane ; celui de Chanal & tous les autres qui ſe trouvoient dans la vallée qui porte ce nom ; & tous ceux de la vallée de Doux furent condamnés : & l'exercice fut interdit pour toujours dans tout ce païs. C'étoit là le fruit des ſollicitations de l'Abbé de Muſi, que la conjoncture des affaires ne lui avoit permis de recueillir que cette année. Le vingt-cinquième de Juillet quelques-uns des Temples de la vallée de Pragelas furent donnés aux Catholiques, pour les convertir en Eglifes paroiffiales. Le vingt & unième de Mai le Temple de la Crouzette dans le Diocèſe de Caſtres, fut condamné à être démolí : & le vingt-huitième on condamna celui de St. André, ſeule Egliſe du Diocèſe de Lodeve, où ſe rendoient les Reformez de Clermont, & de tout le reſte du Diocèſe : & celui de Pujols reçut le même traitement. Il y en eut ſix de condamnés au mois de Juin : Moins & Ruſſin qui s'étoient ou maintenus, ou relevés je ne ſai comment dans le Bailliage de Gex, furent interdits le huitième : & quatre autes le dix-huitième, la Gorce & Salavas en Vivarais, Veyne en Dauphiné, & celui d'Anſelle. On y enveloppa le vingt-cinquième celui de Potet : ſuivant un arrêt du Parlement de Thoulouſe, qui ordonnoit en même tems aux Conſeillers Reformez de ſe deſaire de leurs Charges : tentation à laquelle ils n'eurent

n'eurent pas le courage de résister. Il y en eut huit au mois de 1685-
 Juillet qui furent détruits: Rossans, Aiguefonte, Auxillon & St.
 Alby dans le Diocèse de Lavaur: Meyssé dans le Diocèse de Vi-
 viers: Corps, Sainte Euphemie & St. Bonnet en Dauphiné. On
 y joignit le trentième ceux de St. Martin de Bobans, St. Flour
 de Pompidou, & de Bedarrioux. Le treizième du mois suivant
 on supprima les Eglises de Melouze & d'Herant: & le vingtième
 on ordonna la demolition des Temples de Congeniez, de Dau-
 jarquer, de St. Hilaire de Bretmas, de St. Felix, d'Innas, de
 Ville-vicille, de Vezénoble, & de Mauzé. Le sixième on avoit
 donné le même jugement contre celles d'Aliffas, Cresselle &
 Rochefanne. On condamna le neuvième de Septembre le Tem-
 ple du Mas de Verdun: & les matériaux furent appliquez à l'aug-
 mentation de l'Eglise Catholique, parce qu'alors les conversions
 la faisoient trouver trop petite. Le sixième d'Octobre, à la
 veille de la revocation de l'Edit, on condamna encore les Tem-
 ples de Monflanquin, de Realville, de Bourniquel, de Lunel,
 de Caussade & de Cajarc. Le dixième du même mois le Temple de
 Jezzac & celui de Begle furent condamnez à être demolis: les
 matériaux du premier furent destinez à la reparation de l'Eglise
 Catholique du lieu, & ceux du second furent donnez à l'Hôpi-
 tal de Bourdeaux. L'Eglise de Lignieres fut encore interdite le
 même jour.

Tous ces arrêts ne furent pas rendus sur les partages. La plu-
 part de ces Temples avoient été fermez ou par les arrêts des Par-
 lemens, ou par les Ordonnances des Intendans, ou par des ju-
 gemens provisionnels de quelque Commissaire, ou de quelque
 Juge subalterne, sous le pretexte des contraventions: & les par-
 ties avoient eu recours au Roi pour diverses raisons. De ces
 arrêts donc il y en eut plusieurs qui furent donnez sur les oppo-
 sitions des Reformez, qui tâchoient de conserver le prix des ma-
 teriaux de leurs Temples, pour quelques dettes necessaires, ou
 sur la requête des Catholiques, qui vouloient en appliquer la
 valeur à leurs Communautéz ou à leurs Eglises. La destination
 generale de ces debris alloit au profit des Hôpitaux: mais quel-
 quefois un Curé habile, & qui avoit quelque protecteur, trou-
 voit le moyen d'un mettre le prix dans sa bourse, sous pretexte
 de l'appliquer à l'accroissement ou aux reparations de l'Eglise de

*Preten-
 tes de
 plusieurs
 arrêts.*

1688. Il paroist. On peut distinguer, presque sans danger de se tromper, les arrêts rendus à la requête des Catholiques, de ceux qui étoient rendus sur l'opposition des Reformez. Ceux-ci ordonnoient la demolition du Temple, & adjugeoient de debris aux Hopitaux : ceux-là ou donnoient le Temple aux Catholiques, ou faisoient l'application des matériaux à l'usage qu'ils avoient proposé. J'en ai déjà rapporté plusieurs exemples ; j'en vais donc citer quelques autres. L'arrêt du douzième d'Avril convertissoit le Temple de la Tremblade en Eglise Catholique ; & un autre du même jour donnoit celui de Colet aux Missionnaires du lieu pour leur servir de Chapelle. Un autre du seizième destinoit le Temple de Montlaur en general à un autre usage sans l'exprimer. C'étoit une clause ordinaire, quand on vouloit gratifier quelque Gentilhomme *converti*, qui prétendoit que le Temple lui appartenoit. Le Temple de la Rochefoucaud, dont le Parlement de Paris avoit ordonné la demolition, fut donné à la Charité de cette ville, par un arrêt du quatorzième de Mai. Par un autre du neuvième de Juillet les matériaux des Temples de Rouen, de Caen & de St. Lo, dont le Parlement avoit fait le partage entre diverses Maisons, furent entierement adjugez aux Hopitaux. Celui de Grenoble, abbattu pour une raison que je rapporterai bien-tôt, fut converti en Eglise par un arrêt du neuvième de Septembre, qui en confirmoit un autre du sixième d'Aout. Le même jour neuvième de Septembre le Temple de Pons fut donné à la Maison des nouvelles Catholiques, sous prétexte de l'agrandir. Les Temples de la Parade, & de Tonneins dessus & Tonneins dessous furent convertis en Eglises Catholiques par des arrêts du sixième d'Octobre. Le treizième du même mois la Fabrique de l'Eglise paroissiale de Barbesieux obtint les debris du Temple, qui avoit été déjà demoli. Les Temples de Mialet, de Cauvillon, & de plusieurs autres lieux de Guyenne & d'ailleurs, furent donnez par des arrêts du même mois, ou pour bâtir des Eglises Catholiques, dans les lieux où il n'y en avoit point ; ou pour accroître les anciennes. Ainsi les Reformez avoient non seulement la douleur de voir leurs Temples demolis, & leurs consciences gênées, par la privation de leurs exercices ; mais encore celle de voir leurs propres persecuteurs s'enrichir de leurs dépouilles.

Cepen-

1101) Cependant la ruine de tant de Temples ne contentoit pas, le 1685.
 le Clergé. Il cherchoit encore de nouveaux moyens de détruire ceux *Raisons*
 qu'il étoient saurez de ses pièges, & on donnoit en sa faveur *des lamen-*
 tations sur Declarations, afin de les faire tomber d'eux mêmes, *de l'aveu*
 comme par nécessité. On s'étonnera sans doute que la France y *seul de*
 regardât tant de mesures; & qu'un Roi devant qui toute l'Europe
 sembloit, & de qui tous les brédres étoient exercez avec tant
 d'obéissance par tous ses sujets, eût tant de peine à révoquer l'E-
 dit, qu'il pouvoit anéantir par une parole. Mais outre l'import-
 tance de ce coup d'éclat, qui pouvoit faire un grand bruit & un
 mauvais effet; en rendant la foi de la France suspecte à tous ceux
 qui avoient des traités avec elle; il y avoit eu diverses choses qui
 n'avoient pas permis au Clergé d'aller plus vite. Il vit lever ces
 difficultés l'une après l'autre. L'une étoit la crainte du renouvel-
 lement de la guerre; qui fut dissipée par la treve conclüe l'an-
 née précédente. L'autre étoit qu'on craignoit Charles II. de qui
 on n'ignoroit pas que le Prince d'Orange avoit l'estime & la con-
 fiance; & parce qu'on pouvoit à bout tous les jours par mille
 outrages la patience de ce jeune Prince, de qui le tems a fait
 voir que le courage & l'esprit étoient capables d'animer toute
 l'Europe; & de la rapeller à la défense de sa liberté, on ne savoit
 pas s'il y avoit beaucoup à compter pour l'avenir sur la complai-
 sance d'Angleterre. Mais cette difficulté fut levée au mois de Fe-
 vrier par la mort de Charles II. par la soumission des Anglois à
 Jacques son frere Duc d'York; qui fut proclamé Roi d'Angleter-
 re; & par la declaration qu'il fit en mettant, pour ainsi dire, le pied
 sur le premier degré du trône; qu'il faisoit profession de la Religion
 Catholique. La joye de cet événement fut un peu troublée par
 le soulèvement du Duc de Monmouth & du Comte d'Argile;
 dont l'un avoit des amis en Angleterre; & l'autre étoit puissant
 en Ecosse. On craignoit principalement l'entreprise du Duc qui
 pouvoit avoir de grandes suites; & il ne tint pas à lui que dès la
 première bataille, il ne fit chanceler son concurrent. Mais il fut
 mal secondé; & le peu de fidélité de ceux qu'il croyoit affection-
 nez à son service, le fit tomber entre les mains du Roi Jacques,
 qui le fit mourir. Le Comte eut le même malheur; & ce feu
 fut éteint presque aussitôt qu'allumé. Environ en tems-là le
 Clergé s'assembla à Versailles; & il ne sembloit pas qu'il fallût
 remet-

1685. remettre encore plus loin la revocation d'un Edit qui ne subsistoit plus qu'en apparence. Mais il restoit des difficultez secrètes, qu'on vouloit prevenir. On étoit informé qu'il desertoit beaucoup de monde ; on craignoit que les peres étant attachez au Royaume par leurs biens , ou par leur negoce , ne prissent leur tems pour envoyer leurs enfans dans les pais étrangers, & ne leur donnassent de quoi s'y établir. Les Finances diminuoient considérablement ; & on ne doutoit pas que le mal ne vint en partie de ce que les Reformez gardoient leur argent, ou l'envoyoient hors du Royaume ; & qu'on ne vit encore les affaires empirer, si on ne prenoit de bonnes mesures pour l'empêcher. On vouloit absolument aneantir la Reformation en France : mais en même tems on souhaitoit que l'Etat n'y perdît rien ; & on croyoit qu'il étoit plus aisé d'y réussir en ne se pressant pas , qu'en se hâtant d'achever un ouvrage qui avoit déjà duré tant d'années. C'est pourquoi dans les cahiers même de l'Assemblée du Clergé, dont je parlerai tantôt , on mêla tant d'articles qui sembloient presupposer que les Reformez dureroient encore long tems ; & qu'après leur avoir ôté leurs exercices & leurs privileges, on les laisseroit encore jouir de la liberté de leurs consciences. D'ailleurs on se precautionnoit pour les siècles à venir ; & comme on espéroit abolir tous les monumens des violences & des injustices dont le Clergé donnoit les avis, & dressoit les projets, on vouloit persuader à la posterité que l'*Heresie* n'auroit été détruite ou que par les bienfaits du Roi , en lui ouvrant un chemin de fleurs, pour revenir dans le sein de l'Eglise Catholique ; ou par sa justice, en lui retranchant ses usurpations & le fruit de ses attentats.

*Ministres
mis à la
taille.
GLXVII.*

Mais comme cette Assemblée donna une autre face aux affaires , avant que de parler de ce qu'elle fit , je rapporterai quelques autres actes qui la precederent. Le huitième de Janvier le Roi revoqua tous les arrêts qui accorderoient aux Ministres l'exemption de la taille ; & ordonna qu'à l'exception de leurs gages & de leurs meubles , ils fussent compris & taxez dans les rôles à proportion des biens qu'ils posséderoient. Il traitoit d'*usage abusif* ce qui s'étoit introduit en leur faveur , quoi qu'il fût fondé sur plus de deux cens arrêts generaux ou particuliers, qui les maintenoient dans la jouissance de ce privilege. Dans un autre tems on auroit fait valoir que cette exemption étoit une *grace* ; & qu'en

qu'en cette qualité elle étoit d'autant plus assurée, que les marques de la bienveillance d'un Roi sont plus inviolables & plus certaines. Mais à présent on la faisoit passer pour un abus ; & on remettoit les Ministres sur le pied où Louis XIII. les avoit mis par un arrêt du dix-septième de Juillet 1624. arrêt donné dans un tems où on ne pensoit à rien moins qu'à leur faire plaisir, & qu'aussi jamais ils n'avoient regardé comme leur étant avantageux. Le lendemain le Grand Prevôt publia une Ordonnance, où prenant pour motif que le Roi n'avoit rien plus à cœur que de travailler pour la gloire de Dieu en extirpant l'Herésie de Calvin, & lui avoit ordonné pour cet effet de ne souffrir plus aucuns Calvinistes ni autres Heretiques parmi les Marchands privilegiez qui étoient sous sa charge, il enjoignoit à tous ceux qui étoient de la Religion Reformée, ou quelque autre sorte d'Heretiques que ce fût, de vendre leur privilege dans un mois, à peine de desobeissance formelle aux ordres de sa Majesté. Ces privileges étoient en partie à des étrangers, qui apportoit en France les marchandises de leurs pais ; & qui faisoient un considerable commerce. Il y avoit à Dieppe un Apotiquaire Epicier nommé l'Archevêque, qui avoit été reçu en 1664. en vertu de lettres de Maitrise. Après vingt ans d'exercice il voulut faire recevoir son fils comme fils de Maître. Les autres s'y opposerent, & firent condamner même le pere par le Juge d'Arques à fermer sa boutique. Le Parlement confirma cette sentence : mais se trouvant alors en bonne humeur, il ordonna que le long exercice de l'Archevêque lui valût de chef-d'œuvre, & par ce moyen en cassant sa Maitrise d'un côté, il la retablissoit de l'autre. Mais les autres Maîtres ne purent ceder à cet arrêt : & quoi que l'affaire ne fût pas digne d'occuper le Conseil d'un grand Roi, ils firent ordonner le vingt-deuxième du même mois que tous ceux qui exerçoient ce metier à Dieppe en vertu de lettres, fermeroient leurs boutiques, à peine de trois mille livres d'amende. Mais de plus le Roi defendoit de recevoir des Reformez à cette Maitrise pour l'avenir : & permettoit pour toute grace à ceux qui avoient déjà été reçus par les voyes d'apprentissage & de chef-d'œuvre, d'en continuer l'exercice leur vie durant. *

Deux jours après il fut publié une Declaration qui ôtoit aux Conseillers Reformez des Parlemens la connoissance de tous les

Mar.
chands
surveus
la Cour.
CLXVIII.

Arts &
Métiers.
CLXIX.

Conseil-
lers Re-
formez

1685.
refusa-
bles en
certains
cas.

procès des Ecclesiastiques tant civils que criminels. De plus il leur étoit defendu d'être Rapporteurs des affaires des nouveaux Catholiques : & de connoître des contraventions aux Edits en matiere de Religion. Le pretexte étoit que les Reformez traversoient tous les jours les nouveaux *convertis* dans leurs affaires, pour ôter aux autres, par la crainte de ces traverses, la pensée de se *convertir* : que d'ailleurs ils faisoient éclatter leur passion contre les Ecclesiastiques, à cause qu'ils travailloient à ces *conversions*. Mais la veritable raison étoit que le Clergé vouloit rendre aux Conseillers Reformez, en les recusant sous le pretexte de leur passion, l'affront que les Reformez avoient fait aux Conseillers Clercs, en leur ôtant par cette raison la connoissance de leurs causes, pendant qu'on leur avoit laissé la liberté des recusations. D'ailleurs les Conseillers Catholiques avoient honte d'autoriser en presence d'un Reformé, qui assistoit toujours dans la Chambre criminelle, les injustices dont ils étoient les instrumens. Il étoit necessaire d'éloigner ce témoin de ce qui se passoit dans les jugemens, où on suivoit plutôt les ordres de la Cour portez par une lettre de Cachet, ou par le Procureur General, que le Droit & les Ordonnances. Les Reformez obeirent ; & remirent aux Greffes les procès des Ecclesiastiques dont on les avoit nommez Rapporteurs. Les Ecclesiastiques même en murmurèrent : & plusieurs offrirent à ces Conseillers de renoncer par écrit au privilege de la Declaration, s'ils vouloient demeurer Rapporteurs ; mais cela ne servit de rien, & quoi que cette atteinte fit un grand prejudice à leurs Charges, les Conseillers ne firent pas la moindre demarche pour la parer. Peu après la prudence Catholique étendit encore les mêmes defenses plus loin, comme je le dirai ailleurs.

Minutes
des No-
taires.
CLXX.

Le troisième de Fevrier il fut rendu un arrêt, qui ordonnoit que tous les Reformez dont les Charges de Notaires auroient été remplies de personnes Catholiques, en consequence de l'arrêt du 28. Juin 1680. ou se trouveroient encore vacantes, remettroient aux Greffes des Justices royales des lieux de leur residence, ou des plus voisines, toutes les minutes en bonne forme des actes qu'ils avoient passez eux mêmes, ou qui leur avoient été remises par leurs predecesseurs, dont les Greffiers se chargeroient par inventaire : à condition que si à l'avenir ils en delivroient des
expe-

expeditions , ils tiendroient compte fidelement aux propriétaires des émolumens qui en pourroient revenir. C'étoit là le moyen de tenir les Reformez si loin des affaires , qu'il ne pût y avoir de pretexte pour obliger un Catholique à les requerir de quelque chose. D'ailleurs les Greffiers n'étant pas d'humeur à donner leur peine pour rien , il est évident qu'il en devoit coûter aux Reformez la meilleure partie de leurs profits legitimes.

On menaçoit depuis quelque tems les Gentilshommes Reformez de les degrader de Noblesse : mais on trouvoit la chose si injuste & si difficile , qu'on n'osoit aller plus loin. Il paroissoit injuste d'ôter un privilege qui n'est ni aquis par industrie , ni donné par grace ; qu'on tient de la naissance ; qu'on reçoit par le même moyen que la vie. On trouvoit difficile de faire supporter cet affront à des gens qu'on presumoit qui avoient du cœur , dont plusieurs avoient du service , du credit & des amis , & qui tous ensemble étoient en grand nombre. D'ailleurs les familles Catholiques & Reformées étoient si mêlées , que les unes eussent été atteintes du coup qui auroit frappé les autres. On voulut néanmoins faire un essai de ce que cette menace pourroit produire. C'étoit un des anciens privileges de la Rochelle , que la Mairie annobliroit ceux qui l'avoient exercée ; & comme le Maire changeoit tous les ans , cette Noblesse s'étoit communiquée à plusieurs familles. Le Roi par un arrêt du cinquième du mois de Mars , se fondant sur ce qu'à cause de leur Religion il avoit déjà privé plusieurs Reformez des Charges & des droits de ses Secretaires , qui étoient plus importans que ceux de cette Mairie , & que d'ailleurs de semblables privileges attachez aux Mairies de plusieurs villes du Royaume avoient été revokez , trouvoit bon d'ôter aussi la Noblesse aux Reformez , de qui les auteurs l'avoient acquise pour avoir été Maires de la Rochelle , avant que cette Charge eût été supprimée ; & ordonnoit qu'ils ne prendroient plus la qualité de Nobles ; qu'ils seroient mis à la taille & sujets à toutes les autres impositions , comme les Roturiers , tant qu'ils seroient profession de la Religion Reformée. Cela fit peur au reste de la Noblesse qui en entendit parler ; mais le Clergé trouva d'autres moyens de la catholiser , sans en venir à cette extremité dangereuse.

Comme les arrêts qui ordonnoient à tous les Ministres & les Propo-

1685. posans de s'éloigner de six lieuës de tous les lieux où l'exercice auroit été interdit, avoient été donnez dans un tems où le Clergé ne se flattoit pas d'un si grand succès, il sembloit qu'il n'étoit pas defendu aux personnes de cette qualité de résider dans les lieux où l'exercice n'étoit interdit que par provision, mais seulement dans ceux qui étoient définitivement privez du droit d'exercice. Le Roi donc par un nouvel arrêt du trentième d'Avril condamnoit les Ministres & les Proposans à se retirer de ces lieux où l'exercice avoit cessé par provision, & leur defendoit d'en approcher plus près que de trois lieuës, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné par quelque jugement définitif : à peine de trois mille livres d'amende, de privation du droit d'exercer le ministère, & d'être poursuivis criminellement.

*Avis
d'un
Conseil-
ler Re-
formé &
son effet.*

Je placerai en ce lieu une affaire singulière, qui mérite d'être rapportée. Le Chapitre de Rouën jouit d'un privilège, dont j'ai dit quelque chose dans un autre lieu. Il consiste à delivrer tous les ans un criminel qui a mérité la mort : & il est fondé sur un miracle fabuleux attribué à un St. Romain, qu'on prétend qui a été un des premiers Evêques de cette ville. On fait porter au criminel, dans une solennelle procession, la chasse où on garde les reliques de ce Saint ; & en conséquence, il est quitte des peines qui lui étoient dues. La cérémonie se termine par un festin, que les Conseillers reçus nouvellement font à tout le Parlement. Il y avoit eu un procès entre le Parlement & le Chapitre, sur ce privilège ; & le fondement des prétentions du Chapitre étant tout-à-fait faux & chimerique, ce Senat le vouloit faire passer pour une usurpation de l'autorité royale, qui seule peut remettre les crimes. L'affaire ayant été portée au Conseil, on y trouva un expédient pour sauver les droits du Roi, sans offenser le Chapitre. On permit au Chapitre de présenter le criminel qui auroit besoin de grace ; & on obligea le criminel à prendre des lettres du Roi, qui les lui accorderoit à l'intercession du Chapitre. L'Avocat qui parloit au Conseil pour le Parlement, commença son plaidoyer par des paroles Latines dont voici le sens : *Quel besoin Dieu a-t'il de vos fables, pour l'avancement de sa gloire ?* Cette année le Chapitre obtint des lettres pour un nouveau converti : & lors qu'elles furent présentées à la Chambre criminelle, Colleville jeune Conseiller Reformé, commença son

AVIS

avis par les paroles de l'Avocat ; & en suite opinant au fond, 1685.
 il releva ce qui avoit été dit par ceux qui avoient opiné avant lui,
 que les lettres devoient être enterinées , en considération de la
conversion du coupable : & il temoigna que cette raison ne le tou-
 choit point. Au contraire il traita ce changement de Religion
 comme une action d'un homme qui avoit eu plus de soin de son
 corps que de son ame : & il finit son discours en priant Dieu as-
 sez ouvertement pour la repentance de ce nouveau Catholique.
 Les paroles qui avoient été bien reçues dans la bouche de l'Avocat
 Catholique, passerent pour impies dans celle du Conseiller
 Reformé. La suite de son avis parut encore plus injurieuse.
 C'étoit le plus noir de tous les crimes que d'oser dire qu'une *con-*
version, par quelque motif qu'elle fût inspirée , n'étoit pas une
 action toute sainte & toute desintéressée. Le Conseiller donc fut
 puni de sa hardiesse , par une lettre de Cachet qui lui comman-
 doit de se defaire de sa Charge en faveur d'un Catholique. Il n'y
 eut ni excuse, ni soumission, ni amis qui le pussent garantir.
 Cela se passa vers la fin de Mai.

Le Clergé donc s'assembla au commencement de ce même mois ^{Assemblée du Clergé}
 à Versaille : & les Reformez , qui ne doutoient pas qu'on ne par-
 lât d'eux bien plus que de reformer les abus & la corruption dans
 cette Assemblée , se trouverent alors dans un état fort semblable
 à un prisonnier, qui sachant que son procès est sur le bureau, at-
 tend impatiemment quel en sera le succès , & se partage entre
 l'esperance d'en être quitte à bon marché, & la crainte d'être con-
 damné au dernier supplice. Ainsi les Reformez attendoient avec
 une impatience extrême à quoi se termineroit cette redoutable
 Assemblée , dont on les menaçoit il y avoit plus de six mois.
 Mais ils ne furent pas long tems en peine. On leur fit bien-tôt
 savoir qu'elle formoit le projet de leur dernière ruine. Les ha-
 rangues des Deputez ne furent que des complimens de congratu-
 lation au Roi, pour le succès de ses desseins tendans à extirper
 l'*Herésie*. On le mit au dessus de tout ce que l'Antiquité Chrétienne ^{Hermès}
 avoit eu de Princes dignes de louange. On éleva la gloire ^{grec}
 de ce qu'il avoit fait pour opprimer les Reformez , au dessus de
 celle qu'il avoit acquise par ses victoires & par ses conquêtes. On
 lui parla de l'Eglise Romaine comme s'il l'avoit trouvée dans l'ac-
 cablement, dans la dispersion ; dans la servitude : & qu'il l'eût

1685. rétablie par son zèle dans le plus haut degré du bonheur & de la gloire. L'Evêque de Valence, & le Coadjuteur de Rouën, fils de Colbert qui avoit été Contrôleur General, parlerent sur ce ton-là & ils s'accorderent à louer les moyens dont le Roi s'étoit servi comme les plus doux, & les plus dignes de l'Evangile qu'on eût pu jamais employer. On voyoit dans la harangue du premier que *SANS VIOLENCE ET SANS ARMES*, le Roi avoit réduit la Religion Reformée à être *abandonnée de toutes les personnes raisonnables* : & cependant l'Evêque qui parloit ainsi, étoit le même qui avoit fait perir tant de malheureux en 1683. par le fer & par les supplices, après les avoir perfidement abusés par ses promesses & par ses sermens. Le Coadjuteur assuroit que c'étoit *en gagnant le cœur des Heretiques*, que le Roi avoit domté l'absténation de leur esprit ; par les bienfaits qu'il avoit combattu leur endurcissement, & qu'ils ne seroient peut-être jamais rentrés dans le sein de l'Eglise par une autre voye, que par le chemin semé de fleurs que le Roi leur avoit ouvert : qu'il ne combattoit l'orgueil de l'Herésie que par la douceur & la sagesse du gouvernement : que ses loix soutenues par ses bienfaits, avoient été ses seules armes. Il temoignoit la joye que ce qu'il appelloit l'Eglise avoit reçue, de ce que le Roi n'avoit pas employé à ce grand ouvrage le fer & le feu. Cependant outre les violences commises en Poitou, en Guyenne, en Perigord, en Saintonge, en Aunis par Marillac, De Muin, Carnavalet, Du Vigier, la Comtesse de Marfan & plusieurs autres ; outre que le Dauphiné, le Vivarais, les Cevennes fumoient encore du sang qu'on y avoit répandu, & que par la proscription de plusieurs familles que la terreur du gibet, de la rouë & des galeres avoit dispersées, ou par la desertion de celles que le pillage & les taxes avoient réduites à la mendicité, on avoit fait des deserts de beaucoup de lieux autrefois extraordinairement peuplés ; outre tout cela, dis-je, que cet Evêque de Cout ne pouvoit ignorer, le dessein de faire le même traitement à tout le Royaume étoit déjà formé ; le projet se dressoit actuellement ; les troupes étoient déjà sur les lieux où on devoit commencer ces barbares exécutions. C'est ainsi que les plus considerables têtes du Clergé se joüoient du monde.

Mais le cahier de l'Assemblée fut bien plus considerable que
ses

ses harangues. On eût dû à voir quelles demandes elle faisoit 1684.
 au Roi, que la persécution ne faisoit que commencer, ou même
 qu'on étoit encore au lendemain de la prise de la Rochelle. Il <sup>Cahiers
de l'As-
semblée.</sup>
 y avoit vingt-huit articles dont même quelques-uns ne faisoient
 que renouveler des choses déjà jugées : comme si le Clergé eût
 perdu le souvenir de ses avantages passés. Il demandoit donc
 qu'on ôrât les Temples des lieux où il y avoit Evêché ou Arche-
 vêché ; qu'on demolit ceux qui par leur voisinage pouvoient em-
 pêcher le service divin ; qu'on défendît l'exercice dans les lieux
 dependans des Ecclesiastiques ; qu'on ne le souffrît ni dans les
 domaines du Roi, ni dans les lieux qui ne releveroient pas im-
 mediatement de lui ; que personne ne pût aller au Prêche hors
 du Bailliage de sa résidence ; que les Reformez ne pussent avoir
 des serviteurs Catholiques ; que dans les lieux où la Taille seroit
 réelle, ils fussent contraints de contribuer aux reparations & ré-
 difications des Eglises & des maisons curiales : que les Ministres
 des siefs fussent réduits comme les autres à n'y pouvoir servir que
 trois ans : que les enfans des veuves Catholiques au dessous de
 quatorze ans fussent élevez dans la Religion Catholique, & eus-
 sent des Curateurs Catholiques, quoi que leurs peres fussent morts
 dans la profession de la Religion Reformée ; qu'il n'y eût plus
 de Reformez reçus Imprimeurs ou Libraires ; ni Avocats ; ni
 Clercs d'Avocats, de Juges, de Notaires, de Greffiers, de Pro-
 cureurs, d'Huissiers, de Sergens ; ni admis dans aucune ville aux
 Charges municipales, ni soufferts tenir cabarets & hôtelleries,
 ni reçus aux Maîtrises, qu'il n'y en eût au moins la moitié de
 Catholiques : qu'il fût fait defences d'étudier hors du Royaume :
 qu'il n'y eût plus de Cimetieres pour les Reformez dans les lieux
 où l'exercice auroit été interdit, mais qu'on leur en donnât à
 l'écart, dans la campagne : que ceux qui sortiroient du Royau-
 me sans congé fussent condamnez aux galeres : que les Eccle-
 siastiques ne prissent plus les Reformez pour leurs Fermiers, ni
 pour cautions de ceux qui prendroient leurs terres : que dans les
 lieux où il n'y auroit plus d'exercice, il fût permis aux Curez de
 baptiser les enfans : qu'on ne permit plus de contracter mariage
 dans les degrez prohibez ; que les Curez & leurs Vicaires fussent
 autorisez d'aller savoir des malades dans quelle Religion ils vou-
 loient mourir ; que le Roi fixât la pension que les Reformez pour-
 roient

1685. roient donner à leurs Ministres: qu'il y eût des peines ordonnées contre les *convertis* qui ne faisoient pas les actes de bons Catholiques: qu'on fit une nouvelle révision des droits des Gentilshommes; & qu'on leur ordonnât de produire les titres en vertu desquels ils possédoient leurs immeubles: qu'on fit restituer aux *convertis* ce qu'ils auroient payé pour la construction des Temples: qu'on leur permit de payer leurs dettes aux Reformez en fond d'héritage.

Absurdité des articles.

Il y avoit des articles entre ceux-là qui dementoient hautement ce que le Clergé disoit de la douceur des moyens par lesquels on avoit procuré les *conversions*: comme entre autres celui qui demandoit des peines contre les *convertis* qui ne faisoient pas les actes de la Religion Catholique. Il est malaisé de comprendre qu'il n'y eût rien que de volontaire dans la *conversion* de ceux qu'on ne pouvoit obliger à faire ce qu'on apelloit *leur devoir*, que par la terreur des peines. Il prenoit envie de demander au Clergé, quand il proposoit de ne laisser que trois ans les Ministres de fief au service de leurs Eglises, s'il avoit donc dessein de donner trois ans aux Reformez, avant que d'achever de les détruire: ou pourquoi il balançoit tant à faire interdire l'exercice de leur Religion dans tout le Royaume; puis que par la diversité des moyens qu'il proposoit pour le bannir de certains lieux, il faisoit en sorte qu'il n'y en avoit plus où ce droit pût servir de quelque chose. Presque tout cela néanmoins lui fut accordé. Le

Commuation de peines.
CLXXIII.
L. 2.

Roi commença par deux Declarations du dernier de Mai, qui traitant un même sujet, pouvoient bien être reduites en une. Le Roi y commuoit la peine de mort portée par les Declarations precedentes, contre ceux qui passaient dans les pays étrangers, ou qui s'y habitoient sans permission, en celle des galeres perpetuelles. Dans l'une des deux Declarations il sembloit que c'étoit un motif de clemence qui inspiroit cet adoucissement: mais l'autre dissipoit cette pensée, en déclarant que ce changement venoit de ce que la peine des galeres, *quoi que moins severe*, disoit-on, tenoit davantage les Reformez dans la crainte de desobeir. C'est au Clergé qui dictoit ces loix inouïes, par lesquelles on forçoit les François naturels à demeurer dans leur patrie, par les mêmes craintes qui auroient pu contraindre des esclaves à demeurer sous le joug d'une cruelle servitude; c'est, dis-je, au Cler-

Clergé à expliquer comment il entend qu'une peine soit en même tems la moins sévère & la plus terrible. Ceux qui jugent des choses naturellement, estiment la sévérité des peines par la force des impressions que peut faire la crainte de les subir : & tiennent que la mort qui ne dure qu'un moment, est moins cruelle qu'un supplice de plusieurs années. Ainsi le Clergé faisoit ordonner ici par le Roi une chose d'autant plus inhumaine, que pour cacher sa violence elle empruntoit le nom & les apparences de la douceur. Mais au reste c'étoit bien fait que de commenter par là, puis que faisant déjà marcher les troupes qui devoient avoir la charge des *conversions*, il étoit à propos de prévenir par une autre terreur, ceux à qui la crainte de tomber entre leurs mains pouvoit inspirer la pensée d'abandonner le Royaume.

Le seizième du mois de Juin par une Declaration nouvelle, ces peines furent ordonnées contre ceux même qui consentiroient à l'avenir au mariage de leurs enfans, ou de leurs pupiles dans les pays étrangers : & de qui le consentement pourroit paroître ou parce qu'ils auroient signé les contrats, ou parce qu'ils auroient passé quelques actes postérieurs, qui en porteroient témoignage. Les femmes ne pouvant être envoyées aux galeres, étoient condamnées au bannissement : les hommes & les femmes étoient assujettis à la confiscation de leurs biens ; ou à vingt mille livres d'amende pour les pays où la confiscation n'auroit point de lieu. Quoique cette Declaration ne distinguât pas les Reformez des Catholiques, il étoit aisé néanmoins de reconnoître qu'elle ne regardoit qu'eux : de sorte qu'on étoit saisi d'étonnement, quand on lisoit entre les motifs de cette Loi, que ceux qui contractoient ces mariages renonçoient par là *au droit qu'ils avoient par leur naissance d'être les sujets du Roi, & de jouir des avantages qu'elle leur donnoit.* On demandoit en quoi consistoit ce droit & ces avantages de la naissance, à l'égard de ces malheureux, qui ne pouvoient espérer ni de grace, ni de protection, ni de justice : & qui ne recueilloient point d'autre fruit de leur sujettion, que d'être privez de leurs biens, depouillez de tous les privileges de la vie civile, & de tous les droits de la nature ; contraints dans leur conscience, réduits à n'oser gemir sous l'oppression la plus violente dont on eût jamais vu l'exemple.

Il fut donné une autre Declaration deux jours après sur deux

1685.
*Maria-
 ges mê-
 lés &
 Sermons
 séditieux.
 CLXXIV.*

faux fondemens, que le Clergé proposoit comme des vérités certaines: l'un étoit qu'on célébroit souvent dans les Temples des mariages entre des personnes de diverse Religion, l'autre qu'on y faisoit ordinairement des Prêches séditieux, à quoi les autres Ministres, & les Anciens qui étoient présens ne se mettoient pas en peine de s'opposer. Le Clergé faisoit voir par là qu'il entendoit bien mieux l'art de la calomnie, que la Religion Chrétienne, puis qu'il savoit frapper d'un même coup l'orateur & ses auditeurs, & qu'il les enveloppoit dans un même crime par une seule imposture; au lieu que la vérité chrétienne est naturellement ennemie du faux temoignage. On auroit pu defier le Clergé de produire un seul exemple de la celebration de ces mariages mêlés depuis les defenses: & ces pretendus Sermons séditieux ne paroissent tels qu'à quelques Missionnaires. Les honnêtes gens qui vouloient les entendre par curiosité, ni les Juges mêmes n'y trouvoient rien à reprendre: & tout ce qu'on y traitoit de séditieux étoit qu'un Ministre consolait son peuple par des exhortations touchantes, ou l'encourageoit à persévérer par des assurances d'obtenir à ce prix la vie éternelle. Sur ces fondemens néanmoins, reçus pour véritables sur la foi du Clergé, qui ne rougissoit pas de disputer à son Roi, à ce Roi dont il exagéroit la gloire & la grandeur par tant d'éloges, on ordonnoit que les Temples où il auroit été célébré de tels mariages, ou fait de tels Prêches, principalement à l'occasion des Edits, Declarations, ou arrêts qui avoient été ou seroient encore donnez; si les Ministres & Anciens qui seroient présens ne s'y opposoient pour leur justification, fussent demolis; & que l'exercice y fût interdit pour toujours. Le Roi vouloit même que ces Ministres & ces Anciens rapportassent l'attestation de leur opposition, dressée par les Catholiques qui s'y seroient trouvez. Il falloit ainsi que les Troupeaux pour se conserver fissent le procès à leurs Pasteurs: & qu'ils en prissent encore certificat de leurs propres ennemis; qui, pour l'ordinaire, étoient assez malhonnêtes gens pour le refuser.

*Exercice
 interdit
 à Sedan
 Rancourt
 & Gi-
 vonne.
 CLXXV.*

Le mois de Juillet produisit un grand nombre d'arrêts & de Declarations, où l'injustice & la mauvaise foi disputoient à qui occuperait le plus haut degré. Dès le deuxième du mois il fut rendu un arrêt qui interdisoit à perpétuité l'exercice dans la vil-

le

le de Sedan, & ordonnoit la demolition des Temples qui avoient été confervéz dans les lieux de Raucourt & de Givonne. Le Temple de Sedan étoit affecté aux Catholiques, pour servir à l'usage qu'il plairoit à l'Archevêque de Rheims. Cependant pour *traiter favorablement* les Reformez de Sedan, le Roi leur permettoit de bâtir un autre Temple dans le fauxbourg appelé *du Rivage*, dans le lieu qui leur seroit désigné, & qui seroit le seul dans tout le Bailliage où l'exercice pourroit se faire. En attendant la construction de ce Temple, on leur accordoit la liberté de continuer leurs Assemblées dans le Temple de la ville, jusques à la fin de l'année; mais on ne faisoit pas la même grace aux habitans de Raucourt & de Givonne, où l'exercice devoit cesser du jour de la signification de l'arrêt. On laissoit au Consistoire de Sedan la maison où il avoit accoutumé de s'assembler, avec permission de continuer de s'y rendre, jusqu'à ce que le Roi en eût autrement ordonné. On permettoit à ceux de Raucourt & de Givonne de jouir, & de disposer à leur gré des places où avoient été leurs Temples, des bâtimens & des heritages qui en dependoient, & de tous leurs autres effets: à la reserve des cloches qui étoient données aux Eglises des Catholiques; & de la maison où le Ministre de Raucourt avoit demeuré, qui avec toute son entree & sa clôture étoit donnée, en l'état qu'elle étoit, pour servir à l'avenir de Presbyteré; sans que les Reformez en pussent pretendre dedommagement ni recompense; ni même du Temple de Sedan. Il étoit permis encore de tirer d'un caveau qui étoit sous ce Temple, les corps de ceux qu'on y avoit enterrés; & les porter dans le nouveau avec leurs cercueils. On laissoit les Cimetieres à Raucourt & à Givonne: mais on défendoit d'y tenir écoles; & on ne donnoit la liberté d'en avoir à Sedan qu'une seule, dans le même fauxbourg où l'exercice devoit être maintenu: mais on n'y devoit enseigner qu'à lire, à écrire, à chiffrer & à calculer. On enjoignoit aux Ministres de Raucourt & de Givonne d'en sortir incessamment; mais par une faveur particuliere, on leur permettoit de demeurer à Sedan, à condition d'y vivre comme personnes privées, & de ne point s'ingérer au ministère, à peine de punition. Gantois & St. Maurice, Ministres de Sedan, avoient la permission d'y continuer leur ministère, & d'y demeurer leur vie durant, sans être à conséquen-

1685. ce pour leurs successeurs. Après toutes ces conditions, le Roi déclaroit nulles, & comme non avenues toutes les poursuites & actions intentées contre les Ministres & les Anciens de la ville & du Bailliage, sous le pretexte des contraventions aux Edits, dont il promettoit qu'ils ne seroient recherchez ni directement, ni indirectement.

*Insigne
fourberie.*

De la maniere que l'arrêt étoit couché, il sembloit que c'étoit une grace qu'on faisoit aux Reformez, en consequence de leur *soumission* : & en effet dès le commencement de l'arrêt on presupposoit qu'ayant été poursuivis pour quelques contraventions, la crainte d'encourir les peines portées par les Edits, si les faits dont on les accusoit venoient à être justifiez, les avoit obligez à consentir à la suppression de quelques lieux d'exercice du Bailliage, & même à la translation du principal : en suite de quoi dans un Consistoire fortifié de trente des principaux Chefs de familles, tenu en presence du Lieutenant General, & par la permission du Commandant pour sa Majesté, ils avoient remis tous leurs droits à la disposition du Roi. Cependant bien loin que cela pût passer pour une grace, c'étoit peut-être la plus insigne fourberie dont on eût jamais ouï parler. L'Archevêque de Rheims vouloit avoir le Temple de Sedan, pour en faire une Eglise Catholique : mais il voulut s'épargner le reproche de s'en être emparé par les ruses accoutumées. Elles étoient devenues si communes, que le moindre Prêtre de village en étoit capable, & que par consequent elles n'étoient pas dignes d'un Archevêque, premier Duc & Pair de France, fils & frere des deux premiers Ministres d'Etat. Il tâcha donc de s'en rendre maître du consentement des Reformez même ; & par une injustice dont ils lui fussent obligez comme d'une grace. Après qu'il eût fait attaquer les Ministres sous le pretexte de quelques enfans de peres Catholiques qui avoient été soufferts dans le Temple, il leur fit craindre de perdre tout, & leur fit entendre que s'ils vouloient par accommodement céder quelque chose, on leur conserveroit le reste. Cet expedient mis en deliberation ne fut pas goûté de tout le monde : quelques-uns croyoient qu'il valoit mieux tout hasarder en se defendant, par des moyens legitimes, que de traiter de sa propre destruction, & de se perdre avec consentement, que les tems pouvant changer, ce qu'on auroit perdu injustement seroit peut-être resti-

*Diversifié d'avis
à Sedan.*

restitué, en faisant voir l'injustice; qu'il y auroit toujours ouver- 1685.
 ture de pourvoi, contre ce qui seroit arrivé par une force majeure, dans un tems d'oppression; mais qu'il ne seroit jamais possible de se relever de ce qu'on auroit consenti librement, par contract entre personnes autorisées: qu'on ne gagneroit rien par la bonne foi; que le Clergé pourroit reprendre demain, ce qu'il auroit laissé aujourd'hui; qu'il ne se faisoit pas une affaire d'une perfidie; que par toutes ses démarches depuis trente ans, il sembloit qu'il fit consister sa Religion dans l'art de se jouer de la simplicité & de la credulité du monde. Les autres croyoient au contraire que c'étoit gagner beaucoup, que de sauver une partie, lors que le tout étoit en danger: que par ce traité qu'on leur proposoit, ils donnoient à leurs affaires un autre fondement qu'elles n'avoient eu jusques là; qu'ils ne subsistoient que sur la foi de quelques arrêts, & d'un Edit auquel on avoit déjà derogé en plusieurs manieres; qu'ils se mettoient, par le consentement qu'on leur demandoit, dans la bonne foi d'une capitulation: qu'il ne falloit pas douter qu'elle ne fût gardée, comme s'agissant d'un traité fait avec le Roi même; avec les marques d'une soumission & d'une confiance entiere; par la mediation, & pour ainsi dire, à la caution d'un Prelat qui ne voudroit pas se deshonorer par un acte si éclatant de mauvaise foi: qu'il y avoit lieu de presumer qu'il seroit observer ce qu'il promettoit, parce qu'il ne tenoit qu'à lui de ne rien promettre; & qu'il pouvoit en se servant de son credit, & de celui de l'Assemblée generale s'emparer du Temple, interdire l'exercice, bannir les Ministres, & faire tout ce qu'il voudroit sans tant de formalité: qu'on ne voyoit échapper pas une Eglise des attaques qu'on leur faisoit, quelque foibles que fussent les presomptions qu'on avoit contre elle, quelque évidence qu'il y eût dans les preuves de son innocence: qu'étant donc attaquez pour leur exercice, les Reformez de Sedan ne devoient s'attendre qu'à perdre leur cause, comme tous les autres, en prenant la voye ordinaire; & qu'il falloit regarder comme une faveur de Dieu, que les adversaires se voulussent contenter de faire moins qu'ils ne pouvoient: que dans cet état d'affaires où le danger étoit manifeste, & la ressource incertaine, on ne pouvoit rien faire de plus avantageux que de conserver le principal, qui étoit l'exercice, aux depens de quelques commoditez

*Raisons
qui pre-
valent.*

1685. & de quelques bâtimens, qui n'étoient que de petits accessoires. Cet avis prevalut, parce que dans une assemblée où un Juge Catholique étoit présent, il n'y avoit pas de sûreté à dire toutes les raisons qui pouvoient lui être opposées. D'ailleurs St. Maurice qui avoit beaucoup de credit, qui étoit reconnu pour homme de tête, appuyoit ce sentiment: soit parce qu'ayant la parole de l'Archevêque, qui faisoit beaucoup valoir qu'il ne voudroit pas, dans le haut rang où il étoit élevé, attirer sur lui le reproche d'une fourberie, il étoit persuadé qu'en effet on ne le vouloit pas surprendre: soit parce qu'étant prevenu, comme presque tous les habiles gens, de la pensée qu'on ne revoqueroit jamais l'Edit, il croyoit encore plus assuré qu'une capitulation faite avec tant de ceremonie seroit fidelement observée. Il étoit Deputé au Conseil pour cette affaire; & il avoit avec lui d'autres personnes qui representoient le Consistoire & l'Eglise, qui suivoient cet avis avec repugnance: mais qui ne pouvoient faire autrement. Ce fut avec eux que cet arrêt fut concerté. On leur tint parole jusqu'à la révocation de l'Edit, qui fut faite dans le sens que les murailles de leur nouveau Temple commençoient à sortir de terre; & plus de deux mois avant le terme qu'on leur avoit donné, pour pouvoir encore prêcher dans le Temple de la ville. De sorte que tout ce qui leur revint de leur capitulation, fut qu'ils épargnerent aux Catholiques la peine de faire rendre un arrêt injuste pour les priver de leur bien; qu'ils se depouillerent volontairement pour faire plaisir à leurs ennemis, qu'outre la perte de tant de bâtimens dont ils se depouillerent eux-mêmes sans récompense, ils s'engagerent encore à de nouvelles depones, qui ne leur servirent de rien. C'est là peut-être un des plus signalés exemples d'où on peut apprendre quel fond il faut faire sur les paroles du Clergé, & sur la bonne foi des traitez où il intervient.

Effet de la complaisance des Reformez.

Dès le quatorzième de Mai le Roi avoit donné un arrêt, qui défendoit de recevoir à l'avenir des Reformez à la profession d'Imprimeurs & de Libraires: sous prétexte qu'il falloit empêcher qu'ils ne pussent imprimer, vendre & débiter des livres & d'autres écrits mêlez de discours scandaleux, & diffamatoires contre la Religion Romaine, ainsi qu'ils avoient fait, disoit-on, par le passé. Mais comme ceux qui avoient déjà été recus avoient été laissez dans la li-

Imprimeurs & Libraires.
CLXXVI.

berté

berté de continuer l'exercice de la Librairie, on fit entendre au Roi que si cela étoit permis, on n'arriveroit pas au but qu'on s'étoit proposé par le précédent arrêt. C'est pourquoi il y remédia le neuvième de Juillet par un arrêt nouveau, qui ajoutoit à la confirmation du premier des défenses à tous les Reformez, qui étoient Imprimeurs ou Libraires, d'en exercer les fonctions à l'avenir, à peine de confiscation de leurs livres, formes & marchandises, & de trois mille livres d'amende, applicable à l'Hôpital du lieu de leur demeure, ou au plus prochain. Le but de cet arrêt étoit moins d'empêcher qu'on n'écrivit contre l'Eglise Romaine, que d'ôter les moyens de debiter aux Reformez des livres de devotion, d'instruction, de consolation, qui dans l'état où ils étoient auroient pu les affermir contre les séductions & les violences des persecuteurs.

Un autre arrêt du même jour accordoit au Clergé ce qu'il avoit demandé par ses cahiers touchant les Cimetieres, & ordonnoit que les Reformez n'en auroient plus dans les lieux où ils n'avoient plus d'exercice; qu'ils les délaisseroient dans six mois; qu'ils se pourvoiroient d'autres places en payant aux propriétaires le prix du fond à dire d'Experts. On disoit pour motifs de cet arrêt, que faire un enterrement faisoit paroître les Reformez *publiquement assemblez*, ce qui étoit contraire aux défenses de faire aucun exercice. Le Clergé n'étant pas content de cette absurde raison, en avoit suggéré une autre, où il y avoit encore moins de bon sens: & comme s'il n'étoit pas su qu'il n'y avoit pas deux mois que l'exercice avoit cessé en plusieurs lieux, il faisoit dire que *les peuples n'étant plus accoutumés à voir faire l'exercice de Religion, ces enterremens pouvoient donner lieu à des émotions populaires*: comme si après avoir vu durant quatre-vingts-neuf ou dix ans l'exercice fait en de certains lieux, il n'avoit fallu pour le faire oublier que quelques semaines. Mais en semant ainsi les absurditez, le Clergé n'avoit pas oublié ses équivoques. Il avoit affecté de ne parler pas des lieux où l'exercice étoit *interdit*, quoi que ce terme fût ordinaire dans tous les arrêts, mais il avoit suggéré cette expression; *les lieux où il n'y a plus d'exercice*, afin de pouvoir étendre l'effet de l'arrêt aux lieux même où l'exercice n'étoit que sursis & suspendu. On ne pouvoit pas dire qu'il y étoit *interdit*; mais on pouvoit dire qu'il n'y en avoit plus. Aussi appliqua-t-on l'arrêt

Cimetieres dans les lieux où il n'y a plus d'exercice.

CLXXVII.

1685. l'arrêt aux lieux même dont les procès étoient encore indecis. Les Catholiques n'attendirent pas les six mois pour s'en emparer, & ils y commirent des excès incroyables. Ils deterrèrent les morts, ils jetterent les os, & les corps entiers dans les rivières, ils les traînerent aux voiries. Ce ne fut pas seulement le peuple qui donna dans cette fureur : les Juges, les personnes de qualité, les meilleurs bourgeois ou les autorisèrent par leur présence, & par leurs commandemens, ou y participerent par une odieuse connivence.

*Repara-
tions des
Eglises.
CLXXVIII.*

Un autre arrêt du même jour accordoit enfin au Clergé ce qu'il y avoit long tems qu'il desiroit, de voir les Reformez condamnez à contribuer à proportion de leurs biens aux reparations des Eglises, & des maisons curiales. L'arrêt étoit donné à sa requête : & les motifs qu'il y exposoit portoit qu'encore que les Communautéz fussent Catholiques, & que ceux qui en étoient membres en dussent porter les charges ; que même les Reformez eussent aquis beaucoup de biens qui avoient été sujets à ces contributions, néanmoins ils pretendoient en être exemts, *sous pretexte de l'article deux des particuliers de l'Edit de Nantes*. Cette pretention paroissoit injuste au Clergé, que ces biens pour avoir passé en d'autres mains fussent exemts des charges auxquelles ils étoient naturellement sujets. C'étoit une nouvelle espece d'injustice, dont on n'avoit peut-être jamais entendu parler jusques là. On apelloit injuste une pretention fondée sur les termes formels d'une loi, la plus précise & la plus claire qui eût jamais été publiée. Cependant le Roi voulut avoir *aucunement égard* à cette requête. Mais par un effet remarquable du peu d'attention que ceux qui dressoient les requêtes & les arrêts faisoient à ce qu'ils avoient à dire, le Clergé sembloit demander moins que ce qu'il vouloit obtenir ; & le Roi lui accordoit tout autre chose que ce qu'il avoit demandé. On auroit cru quand la requête parloit des biens *aquis* par les Reformez, que l'intention du Clergé n'étoit pas de les assujettir à ces contributions pour leurs biens hereditaires ; qu'il vouloit seulement faire valoir contre eux en ceci la maxime qu'il avoit proposée sur le sujet des fiefs, qu'il avoit dessein de laisser le privilege des Reformez en son entier, à l'égard des biens qui avoient été possédez au tems de l'Edit par ceux dont ils étoient legitimes heritiers ; & qu'il ne pretendoit en ex-

*Marques
du peu
d'atten-
tion de
ceux qui
dressoient
les ar-
rêts.*

cepter que les biens acquis depuis ce tems-là. De même il sem- 1685
blois qu'il ne vouloit pas mettre de difference entre les lieux où
les tailles étoient réelles, & ceux où elles se levoient personnel-
lement; & qu'il entendoit envelopper dans la necessité des con-
tributions tous les Reformez, de quelques Provinces qu'ils fus-
sent. Mais le Roi, sans distinguer les nouveaux acquêts & les
anciens heritages, condamnoit les Reformez à ces contributions
en general à proportion de leurs biens, dans les lieux où les
tailles étoient réelles. De sorte qu'à la lettre l'arrêt sembloit
maintenir les Reformez dans plus de la moitié du Royaume dans
l'exemption accoutumée. Mais quoi que les intentions de la re-
quête & de l'arrêt fussent également mal expliquées, les Juges ne
manquerent pas de les bien entendre; & de faire porter aux Re-
formez leur part de ces taxes, par tout où il fut necessaire de les
imposer; soit que les tailles fussent réelles, soit qu'elles fussent
personnelles: & que les biens des Reformez fussent acquis ou
hereditaires.

Mais un autre arrêt du même jour avoit encore quelque chose
de plus singulier. Il defendoit aux Ecclesiastiques de donner
leurs biens ecclesiastiques à ferme aux Reformez, ou de les re-
cevoir pour cautions de leurs fermes, à peine de confiscation
du revenu au profit des Hôpitaux les plus voisins, & de mille
livres d'amende contre les Reformez même qui seroient Fermiers
ou cautions: & il ordonnoit à ceux de qui les fermes seroient te-
nues par les Reformez, ou à leur caution, de refoudre dans un
an les actes où ils seroient intervenus en cette qualité: sans qu'ils
fussent pour cela dechargez de la garantie du passé. Il y avoit
quelque chose de nouveau dans le tour de cet arrêt qui condam-
noit à l'amende ceux à qui il ne faisoit point de defenses: à peu
près comme si un Juge avoit ordonné à quelqu'un de tenir sa mai-
son en bonne reparation, à peine d'amende contre ses voisins.
Mais ce qui merite consideration est principalement, que cet arrêt
fut donné sur les remontrances du Clergé même. Il semble que
sans rechercher que le Roi lui en fit defenses, il n'avoit qu'à s'ab-
stenir de lui-même de confier ses biens aux *Heretiques*; & qu'à
les refuser quand on les lui presentoit pour cautions. Il disoit
même dans ses remontrances que c'étoit là son dessein; & qu'il
vouloit se regler sur l'exemple du Roi qui avoit exclus les Re-
for-

Fermes
Eccle-
siasti-
ques.

CLXXIX:

Absurdi-
tez de
cet arrêt.

1685. formez de tous les emplois de ses Finances. La vérité est que plusieurs Ecclesiastiques aimoient mieux donner leurs fermes aux Reformez qu'à d'autres, parce qu'ils les trouvoient de bon compte & bon payeurs: ce qui étoit cause qu'en faveur de leurs Fermiers, ils empêchoient l'effet de certaines Ordonnances ruineuses, qui pouvoient les priver eux-mêmes de leurs revenus, en mettant leurs Fermiers hors d'état de les satisfaire. Ces Ecclesiastiques, entre lesquels il y en avoit de la première qualité, avoient été cause que Marillac n'avoit pu achever la réduction du Poitou: parce que la perte de leurs revenus les avoit fait crier bien haut contre les violences, dont la ruine, ou la desertion de leurs Fermiers leur faisoit porter le dommage. Comme donc au tems de cet arrêt nouveau les mêmes violences s'exerçoient actuellement dans plusieurs Provinces, il étoit fort à propos de prevenir les murmures de ces Ecclesiastiques interessez, qu'il n'étoit pas juste de ruiner, en pillant ceux qui faisoient valoir leurs terres. Au reste il paroît par cet arrêt que le Clergé pensoit avoir encore des affaires au moins pour un an; avant que d'avoir éteint la Religion Reformée. Autrement il n'y auroit eu rien de plus ridicule que cette precaution, s'il avoit cru alors qu'il n'en avoit plus que pour deux mois. Mais le Roi même n'étant pas assuré que ses Dragons eussent par tout un succès si prompt, se donnoit le même terme; & on rapportoit qu'environ ce tems ici on lui avoit entendu dire, que dans un an il n'y auroit plus qu'une Religion dans son Royaume.

Defenses
d'avoir
des do-
mestiques
Catholiques.
CLXXX.

Une Declaration du même jour defendoit aux Reformez de prendre des Catholiques pour domestiques, sous quelque pre-texte, & en quelque qualité que ce fût; à peine de mille livres d'amende pour chaque contravention. Elle accordoit seulement six mois aux Catholiques, pour se pourvoir de nouveaux maîtres, & aux Reformez pour prendre d'autres gens à leur service: après quoi elle vouloit qu'il fût procédé contre les contrevenans. Il est certain que si on avoit attendu les six mois, avant que de revoker l'Edit, les Reformez de la plus haute qualité auroient été réduits à se servir eux-mêmes. Les conversions ayant entraîné le menu peuple, il ne pouvoit rester de gens que les personnes distinguées osassent prendre à leur service. Les pretextes de la Declaration étoient faux. On y disoit que les Reformez empêchoient leurs

Fausseté
des mo-
tifs.

leurs serviteurs d'observer *les commandemens de l'Eglise* touchant 1685.
 les fêtes, & les jours de jûne & d'abstinence; que même après
 leur avoir fait quitter la Religion Catholique, ils les faisoient pas-
 ser dans les pais étrangers; & les exposoient ainsi aux peines des
 Declarations qui defendoient & de changer de Religion, & de
 sortir du Royaume. C'étoit pour les empêcher de tomber dans
 ces grands inconveniens, que le Roi trouvoit à propos de defend-
 dre aux Reformez de se servir de Catholiques. Je puis poser en
 fait qu'il n'étoit peut-être pas arrivé une fois depuis les Declara-
 tions, qu'un Catholique eût changé de Religion chez un maître
 Reformé: & que par conséquent ce pretexte étoit purement ima-
 ginaire. D'ailleurs les Reformez étoient si éloignez d'ôter à leurs
 serviteurs Catholiques la liberté d'observer les jours de fêtes ou
 d'abstinence, que dans la moitié du Royaume les maîtres mê-
 me s'assujettissoient à ces observations de peur de scandaliser
 leurs domestiques. Mais il y avoit long tems que le Clergé tra-
 vailloit à priver les Reformez du service des Catholiques: & que
 n'ayant pu y réussir du côté du Conseil; où on n'ignoroit pas
 que les Catholiques y perdroient autant que les Reformez, il
 avoit tâché d'en venir à bout par le moyen des Missionnaires &
 des Confesseurs. J'ai trouvé dans les memoires qui m'ont été
 fournis pour les Eglises de Champagne, un fait qui merite d'être
 rapporté. Guiot Avocat du Roi au Siege de Vitri le François,
 âpre & violent persecuteur, s'étoit mis en tête de faire donner
 des defenses aux Reformez de se servir de Catholiques. Il avoit
 trouvé de la contradiction, parce qu'il y avoit dans le Siege des
 Officiers plus sages que lui. Mais enfin s'étant resolu de l'em-
 porter à quelque prix que ce fût, il sortit de chez lui un jour
 d'audience; protestant à sa propre servante, qui lui demandoit
 s'il étoit dans ce dessein, que dans le mois il feroit donner les
 defenses, ou qu'il y periroit. Il tint parole plus exactement qu'il
 ne pensoit. Il fit quelques autres affaires assez tranquillement,
 sans qu'il parût atteint de la moindre infirmité; mais au moment
 qu'il voulut ouvrir la bouche, pour requerir les defenses qui lui
 tenoient si fort au cœur, il perdit la parole, & fut frappé d'une
 apoplexie, dont il mourut peu d'heures après. Cet accident ren-
 dit les autres Juges plus circonspects: & on ne parla plus d'in-
 terdire aux Reformez le service des Catholiques. Les memo-

*Fait re-
marqua-
ble.*

1685. res portent que cette mort arriva vers la fin de Février 1681.

Clercs des Juges, Avocats, &c. CLXXXI. Le lendemain une autre Declaration tourna les defenses d'un autre côté; & ôta aux Catholiques qui étoient ou Juges, ou Avocats, Notaires, Procureurs, Sergens, Huissiers ou Praticiens la liberté de prendre des Clercs qui fissent profession de la Religion Reformée, à peine de mille livres d'amende; applicable, selon la coutume, à l'Hôpital du lieu, ou au plus prochain. Le pretexte de ces defenses étoit que ceux qui en consequence des Declarations precedentes, étoient devenus incapables de ces Offices, se plaçoient en qualité de Clercs auprès de ceux qui exerçoient quelque-une de ces Charges; & continuoient à se mêler de plusieurs affaires, sous cette qualité. Le Roi. trouvoit digne de lui d'y pourvoir; comme si le mal eût été bien grand, que des *Heretiques* eussent encore de reste ce moyen de gagner leur vie. Cependant cette rigueur ne regardoit peut-être pas deux ou trois cens personnes dans tout le Royaume.

Conseillers Catholiques de qui les femmes étoient Reformées. CLXXXII. On avoit porté bien loin l'aigreur & la passion contre les Conseillers Reformez dans la Declaration du vingt-quatrième de Janvier: mais celle de l'onzième de Juillet portoit encore bien plus haut l'éclat du faux zèle. Il y étoit defendu même aux Conseillers Catholiques, soit des Parlemens, soit des Justices inferieures, qui avoient des femmes Reformées, d'être Rapporteurs des procès où des *Ecclesiastiques constituez dans les Ordres sacrez, & Soudiacres au moins*, auroient intérêt; soit qu'il s'agit de leurs Benefices, soit que le procès regardât leurs biens patrimoniaux. D'ailleurs le Roi donnoit aux Ecclesiastiques, dans tous les procès où il s'agiroit de la Discipline Ecclesiastique, ou du service divin, le droit de recuser ces Conseillers, sans autre cause que la Religion de leurs femmes. De plus le Roi ôtoit à ces Officiers le pouvoir d'être Rapporteurs dans les procès où civils ou criminels, où les nouveaux convertis seroient parties principales ou intervenantes; accusateurs ou accusez: & permettoit de les recuser par cette seule raison. Il leur ôtoit encore le droit de connoître des procès criminels déjà instruits; ou qui pourroient l'être à l'avenir contre les Ministres & les autres Reformez, sous le pretexte des contraventions aux Edits: & de toutes les causes où il s'agiroit de l'exercice de la Religion Reformée, ou de la demolition

tion & de l'interdiction des Temples. Cette severité étoit fondée 1685.
 sur ce que ces Conseillers favorisoient les Reformez dans leurs
 procès ; & que se laissant gagner aux sollicitations de leurs fem-
 mes, ils n'avoient pas toute l'exacritude necessaire pour l'enregi-
 trement des Declarations , & pour soutenir l'interêt de l'Eglise
 Catholique. Ce pretexte au fond étoit fort léger : mais le ve-
 ritable motif de cette loi étoit d'obliger les Conseillers, par leur
 propre intérêt, à procurer la *conversion* de leurs femmes : & par
 un esprit de charité dont le seul Clergé Catholique entend les
 devoirs, & sent les tendresses, on semoit la dissension & le mau-
 vais menage entre des personnes, de qui on auroit dû procurer la
 concorde & l'union par toute sorte d'excitations. Cependant il
 y avoit si peu de gens que ce reglement pût regarder , qu'à pei-
 ne auroit-on pu compter dans tout le Royaume une vingtaine de
 personnes qui se trouvaient dans ce cas. De sorte que le peu
 de fruit qu'on pouvoit esperer de cette Declaration ne demandoit
 pas qu'on se servît de l'autorité d'un grand Roi, de qui le nom
 ne devoit paroître que dans des affaires qui le meritaient.

Le même jour le Roi donna encore une Declaration qui defen-
 doit de recevoir à l'avenir les Reformez Docteurs en Droit dans
 les Universitez , ni Avocats aux Parlemens. Toute la raison
 étoit que les Reformez ayant été déjà exclus de toute sorte d'Offi-
 ces de Justice, le Roi avoit cru qu'il n'étoit pas moins necessaire
 de les exclure des fonctions d'Avocats : à cause que cette qualité
 leur donnoit beaucoup de part dans la poursuite des procès. Ce-
 lui qui avoit dressé les motifs de cette Declaration étoit si habile,
 ou si attentif, qu'il comptoit la profession d'Avocat entre les
 Charges de judicature.

Le douzième du même mois il fut encore publié une Declara-
 tion, qui portoit que les enfans au dessous de quatorze ans dont
 les peres étoient morts dans la profession de la Religion Refor-
 mée, mais qui avoient des meres Catholiques, seroient élevez
 dans la Religion de leurs meres : & qu'on ne pourroit leur don-
 ner pour Tuteurs, subrogez Tuteurs ou Curateurs d'autres que
 des Catholiques, à peine d'amende arbitraire, & de neuf ans de
 bannissement du ressort de leurs Bailliages contre les contreve-
 nans. On ajoutoit à cela des defences de souffrir des enfans de
 cette qualité dans les Temples, sous les peines qui étoient por-
 tées

Docteurs
en Droit
& Ava-
cats.

CLXXXII. 2.

Enfans
dont les
meres
sont Ca-
tholi-
ques.

CLXXXIII.

1685. tées par d'autres Declarations, contre les Ministres & contre les Temples. On avoit remarqué cette année en divers procès, que les Juges s'étoient servis utilement de ce pretexte dans les Provinces, pour interdire quelques Eglises: & comme on ne vouloit rien perdre de ce qui pouvoit avancer la conclusion de ce grand ouvrage, on trouva bon d'en faire une loi pour tout le Royaume. Au reste pour motif de cette Ordonnance nouvelle, qui sans en faire mention dérogeoit à tant d'autres, par lesquelles les enfans devoient être élevez jusqu'à cet âge dans la Religion de leurs peres, on n'alléguoit rien que le desir de donner aux femmes, dans la perte de leurs maris, la consolation de pouvoir élever leurs enfans dans la Religion Catholique. La raison de ne rien dire des Declarations contraires étoit qu'on vouloit faire passer pour une grande vexation, que les parens paternels inquiétassent ces meres sur la conduite & l'éducation de leurs enfans: & leur voulussent donner des Tuteurs de la Religion Reformée. Il fallut donc ensevelir dans le silence les loix qui rendoient ces poursuites legitimes.

Veuves des Officiers des Maisons Royales.
CLXXXIV. Le treizième du même mois le Roi declara dechuës de tous leurs privileges les veuves des Officiers de sa Maison, & des Maisons Royales qui faisoient profession de la Religion Reformée. Les Casuistes qui ne pouvoient pas ignorer en quelle recommandation les causes des veuves doivent être à ceux qui se piquent de pieté, quand elles n'ont rien fait qui merite qu'on les abandonne, n'avoient pas même néanmoins cherché un pretexte pour colorer cette injustice; il n'y paroissoit que leur Religion pour toute raison.

Ministres des Eglises de fief.
CLXXXV. Le même jour il fut encore donné une Declaration, qui étendoit aux Ministres de fief les defenses d'exercer leur ministere dans le même lieu plus de trois ans. Toutes les clauses de ces defenses y étoient renouvelées, & appliquées à ces Ministres comme aux autres. Jamais defenses ne pouvoient être plus inutiles. Il n'y avoit peut-être plus dans le Royaume d'Eglise de fief où l'exercice subsistât encore, ou il y en avoit si peu, que cela ne valoit pas la peine d'en faire un reglement particulier. Mais pour lui donner quelque couleur, le Clergé en alloit chercher le pretexte dans une interpretation qu'il attribuoit aux Reformez, qui pretendoient, disoit-il, que les Ministres de fief n'étoient pas compris dans la Declaration de l'année precedente, parce qu'ils de-
voient

voient être confiderez comme des domestiques à gages de ceux chez qui ils exerçoient leur ministère. Jamais les Reformez n'avoient eu cette ridicule pensée. Les Seigneurs de fief ne considéroient pas leurs Ministres comme des domestiques ; & ils avoient pour eux des civilitez & des deferences, qu'on ne rend jamais à ceux qu'on tient à gages en cette qualité. Mais le Clergé avoit voulu de tout tems les faire passer pour simples Chapelains , & serviteurs domestiques des Gentilshommes : & c'étoit par cette raison qu'il avoit voulu les priver des exemptions dont les autres jouissoient ; & sur tout du droit d'assister aux Colloques & aux Synodes.

Par une autre Declaration du vingt-cinquième de ce mois , il fut fait defences aux Reformez d'aller au Prêche dans les lieux d'exercices qui subsisteroient encore, dans d'autres Bailliages ou Senechaussées, que celles dans le ressort desquelles ils auroient leur principal domicile, & où ils auroient fait leur residence ordinaire au moins un an durant, sans discontinuation. Ainsi plus des trois quarts des Reformez étoient reduits à vivre sans exercice public de leur Religion : & comme ils n'osoient plus avoir de communication avec leurs Pasteurs, ni même les uns avec les autres, ils demeuroient sans conseil, sans consolation, sans secours, abandonnez à leurs foiblesses & à leurs terreurs, dans un tems où ils auroient eu besoin plus que jamais de s'entresoutenir par des exhortations, & des exemples reciproques de courage & de pieté. Ce que j'ai remarqué ci-devant, qu'il venoit des gens de fort loin aux exercices qui se faisoient dans les lieux qui n'étoient pas encore interdits, servoit de pretexte au Clergé pour appuyer ces defences. C'est-à-dire que ce qui devoit lui inspirer de la pitié, devenoit pour lui, selon les principes inhumains de sa fausse charité, une raison de porter l'injustice au plus haut degré. Il reconnoissoit dans les motifs qu'il avoit suggerez au Roi, que de divers côtez & de plus de trente lieues d'éloignement, il abordoit des Reformez aux lieux où l'exercice étoit permis : mais pour rendre ce concours odieux, il disoit que cela causoit des attroupemens dans les lieux où ils venoient ; du scandale dans ceux où ils étoient obligez de passer, à cause des irreverences qu'ils commettoient devant les Eglises ; & des querelles avec les Catholiques, par leur marche tant de jour que de nuit, pendant laquelle

*Defenses
d'aller
aux
exercices
dans les
autres
Baillia-
ges que
celui de
la resi-
dence.*
CLXXXVI.

1685. *quelle ils chantoient leurs Pseaumes à haute voix.* Il y avoit dans ces pretextes autant de faussetez que de mots. Ces attroupemens étoient imaginaires. Il n'y avoit rien qui pût porter ce nom, si on ne le donne aux rencontres fortuites de quelques familles qui venoient loger dans une même hôtellerie, & qui s'abstenoiient scrupuleusement de toutes les apparences de communication les unes avec les autres. Ce scandale étoit une pure vision. Les Reformez évitoient, autant qu'il leur étoit possible, de passer devant les Eglises : & quand ils en trouvoient quelques-unes sur les grands chemins, ils ne pensoient à rien moins qu'à s'y arrêter. Ces irreverences prétendues n'étoient rien autre chose que ce que les voyageurs font tous les jours, quand ils passent devant ces lieux. Il y en a peu qui s'amusent à les saluer : & ce défaut de reverence ne les a jamais fait passer pour des profanes. Ces querelles, ce chant de Pseaumes, étoient de grossieres impostures, dont le Clergé n'auroit pu trouver la moindre preuve solide, si on la lui avoit demandée. Mais la calomnie entroit dans sa bouche dans les droits de la verité, quand elle servoit comme les *Hérétiques*. On ne lui demandoit des preuves de rien. Il en étoit quitte pour dire ce qu'il vouloit. Cependant il avoit obtenu ces defenses, à peine d'interdiction du lieu où les gens d'un autre Bailliage auroient été reçus ; & de privation perpetuelle du droit d'exercer le ministère dans le Royaume, contre le Ministre qui les auroit soufferts à ses predications.

Esperance mal fondée.

L'esperance des Reformez abattue par tant de Declarations, prit néanmoins encore de celle-ci un pretexte de se relever. Il courut un bruit qu'on alloit en demeurer là ; & que le Roi ne voulant pas avoir des sujets sans Religion, devoit laisser aux Reformez, dans chaque Bailliage, un lieu où ceux du ressort pourroient aller faire leurs exercices. Il y a beaucoup d'apparence que ce bruit n'étoit fondé que sur la conjecture de quelque speculatif, qui s'étoit persuadé que soit par honneur, soit par conscience, le Clergé ne voudroit pas réduire plusieurs milliers de personnes à vivre sans instruction, & sans profession extérieure de Religion. Mais cela n'empêcha pas que les Catholiques même ne donnassent dans cette illusion ; & que quelques-uns même des plus zélés ne fissent en consequence d'assez plaisantes démarches. On avoit remarqué que le concours de tant de monde, qui venoit réglé-

reglement tous les Dimanches aux lieux où il étoit encore permis 1685.
de prêcher, y apportoit beaucoup de profit : & chacun voulant
avoir ce profit pour lui, crut qu'il lui étoit permis de demander
que ce prétendu exercice de Bailliage qu'on devoit laisser aux Re-
formez, fût donné dans sa Seigneurie. La Duchesse de Guise fut
de ceux qui se laisserent tromper à cette fausse nouvelle ; & quoi
qu'elle se fût employée avec beaucoup d'affection à faire fermer
le Temple d'Alençon, elle ne crut pas contraire à son zèle de
travailler à y rétablir l'exercice. Elle écrivit au Conseil pour de-
mander que sa ville fût le siege de ce lieu de Bailliage, où elle
ne doutoit point qu'il ne se rendit beaucoup de monde, parce
que cette Jurisdiction est d'une fort grande étendue. Mais la re-
ponse qu'elle reçut la désabusa ; & lui fit savoir que le Clergé ne
permettroit pas au Roi de demeurer en si beau chemin.

Le trentième du même mois il fut rendu un arrêt que le Cler-
gé avoit long tems sollicité. Il défendoit de faire l'exercice ni dans ^{Exercice}
les villes qui étoient le siege d'un Evêché, ni dans les fauxbourgs, ^{interdit}
ni une lieuë à la ronde : & il nommoit particulièrement six villes ^{dans les}
Episcopales où les Temples devoient être demolis ; savoir Gre- ^{villes}
noble, Die, St. Paul-trois-châteaux, Gap, Nîmes & le Mans. ^{Episcopa-}
La requête du Clergé sur laquelle cet arrêt fut rendu, supposoit ^{les.}
faussement pour raison de supprimer ces lieux d'exercices, que ^{CLXXXVII.}
le prêche s'y faisoit *par un abus contraire à la volonté des Rois*
predecesseurs de S. M. & il apuyoit cette supposition de ce que
dans l'onzième article de l'Edit de Nantes, il étoit défendu de de-
livrer le second lieu de Bailliage dans les villes Episcopales : com-
me si de cette exception accordée de grace aux villes de cette qua-
lité, à l'égard d'un certain droit, il avoit été juste de conclure
que l'exception s'étendoit à tous les autres droits, dont l'établisse-
ment n'avoit rien de commun avec les seconds lieux de Bailliage.
Tout au plus on ne pouvoit prétendre d'excepter ces villes, que
des établissemens qui s'étoient faits depuis l'Edit de Nantes par
les Commissaires ; comme il semble qu'on pourroit le recueillir de
quelques reponses aux cahiers que les Reformez presenterent à
Henri IV. Mais nulle raison n'autorisoit d'étendre cette exception
aux villes ou déjà données pour lieux de Bailliage par Henri III.
ou qui avoient aquis leur droit par une possession de plusieurs an-
nées, même avant l'Edit. C'est pourquoi le Clergé n'étant pas

1685.

contient de cette raison, on disoit une autre tirée des anciennes chicanes qu'on avoit déjà proposées sur le même sujet, & qui avoient produit les defenses de prêcher pendant que les Evêques feroient actuellement leurs visites. De là il tiroit cette conséquence, que les Evêques étant *toujours censez presens* dans les villes où le siege Episcopal est établi, & y faire *les mêmes fonctions* que dans leurs visites, il étoit juste d'y interdire pour toujours l'exercice qu'ils faisoient cesser ailleurs par leur presence. Il y avoit dans cette raison un trait singulier de la politique du Clergé, qui vouloit que des Evêques même qui n'avoient jamais vu leurs Diocèses que pour en prendre possession, & qui n'y demeuroient que le moins qu'il leur étoit possible, fussent néanmoins *toujours censez presens* dans leur ville Episcopale, & y faire leurs fonctions pastorales. En établissant cette maxime, il pouvoit aller de loin au devant des reproches de ceux qui le veulent obliger à la residence : & pendant que plusieurs Prelats étoient à la Cour, ou à Paris, tenant jeu ordinaire avec les personnes de la première qualité, assistant à tous les plaisirs, se mêlant de toutes les intrigues, il étoit fort agréable de pouvoir dire qu'on les doit *toujours censurer presens* dans la capitale de leur Diocèse. Mais il y avoit dans cet arrêt une clause qui merite bien d'être remarquée. Les Reformez étoient reservez à se pourvoir vers le Roi, *pour leur être assigné d'autres lieux à la place de ceux qu'on leur ôtoit* sous ce pretexte : mais c'étoit à condition de représenter *des titres bons & valables* par devant les Intendans, ou les Commissaires departis dans les Provinces. Ainsi à la veille de porter l'injustice à l'extrémité par la revocation de l'Edit, dans le tems que les troupes ravageoient le Bearn & la Guyenne, on amusoit les Reformez, par des reservations qui sembloient presupposer qu'on vouloit encore les menager. Il est vrai qu'on resserroit cette grace par la condition de faire une nouvelle production, qui étoit inutile & frauduleuse. Il y avoit long tems que les villes dont il étoit parlé ici avoient établi leurs droits. Quelques unes avoient même leurs titres déjà produits au Conseil. Ce n'étoit que parce qu'on y avoit trouvé ces titres *bons & valables*, qu'on y avoit cherché des pretextes nouveaux pour les détruire. Ce n'étoit donc plus une chose necessaire que de produire, & cela n'étoit recherché que pour tromper le monde par une apparence de justice ;

ou

Reserve-
tion illu-
soire.

ou pour donner lieu de croire que le premier examen des titres ^{1685.} n'avoit pas été fait avec assez d'exactitude : à cause de quoi, dans une revision, ils pourroient être jugez insuffisans.

Cet arrêt eut des suites fort remarquables à Nîmes. Le Mar-^{Revelas de Cheiron & de Paulhan.}quis de Montanegres Lieutenant de Roi de la Province, le voulant faire executer dans cette ville, y fit entrer deux Compagnies de Dragons, & s'y rendit lui-même le vingt-deuxième de Septembre ; & dès le lendemain il fit fermer le Temple : mais il permit avant cela de faire les exercices accoutumez ; & ce fut Cheiron, l'un des Ministres de Nîmes, qui fit ce jour-là les deux actions. Il étoit vehement & pathetique ; & on dit que dans cette rencontre il se surpassa lui-même. Il exhorta son Troupeau à l'amendement de vie, & à la persévérance dans la Religion Reformée, & comme son texte, qui étoit le vingtième verset du chap. 3. de la 1. Epître de St. Pierre lui en donnoit l'occasion, il fit plusieurs applications des circonstances du deluge à celles des malheurs qui alloient fondre sur l'Eglise. Il protesta qu'il avoit prêché la vérité, que Dieu faisoit encore entendre de sa bouche pour la dernière fois : & en suite apostrophant les assistans qui fondonnent en larmes, & qui répondoient à la voix de ce Ministre par mille sanglots, il leur demanda quelle étoit leur résolution ? Quel compte ils vouloient qu'il rendit à Dieu de leurs ames qu'il lui avoit commises ? S'ils avoient dessein de manquer de foi, ou s'ils vouloient demeurer fideles ? Ces interrogations pressantes & animées par les marques d'un grand zèle, exciterent un bruit confus de plusieurs voix poussées par une vive douleur, qui interrompirent le Ministre : & la plupart des assistans faisant retentir le Temple de cris pitoyables, levant les yeux & les mains vers le Ciel, se mirent à protester qu'ils seroient fideles à Dieu, & à jurer que rien ne leur feroit violer leurs promesses. Peu de jours après, les troupes ayant commencé leur mission, presque toute l'Eglise succomba : & Cheiron fut un des premiers. Il obtint pour sa recompense le premier Consulat de Nîmes. Il fit tout ce qu'on pouvoit attendre d'un bon Catholique : il ouït la Messe, il communia ; il persecuta même les restes de son Troupeau ; & fit des recherches de ceux qu'on appelloit *desobeissans* aux ordres du Roi, aussi exactes qu'un vieux Catholique les auroit pu faire. Il fut imité par son collègue

1685.

Caractères de l'un & de l'autre.

Paulhan, homme de peu de mérite, mais qui avoit presque toujours paru animé du même esprit que Cheiron. Ils avoient été tous deux suspects d'intelligence avec la Cour, pendant les mouvemens des Cevennes & du Vivarais : & Paulhan avoit porté si loin sa soumission pour les ordres du Roi, qu'il avoit refusé en chaire Icard son collègue, homme plein de zèle & de piété, qui avoit la principale direction des affaires de la Province, & la confiance de ceux qui entroient dans le projet, parce qu'il avoit préché qu'on pouvoit & qu'on devoit se maintenir dans la possession de l'exercice public, sans avoir égard aux defenses de la Cour. L'opposition où ces deux hommes se trouvoient toujours contre les zélés, avoit donné de grands soupçons de leur bonne foi. On les regardoit comme des gens gagnés, qui servoient la Cour aux dépens de leur Troupeau ; & qui attendoient l'occasion de faire quelque coup utile pour leur fortune. Je n'ai point de memoires qui excusent Paulhan : mais il y en a qui le représentent comme ayant une bonne opinion de lui même, dans laquelle il n'étoit suivi de personne. Ils disent qu'après son changement il voulut piller l'argenterie de son Eglise, qu'il fut contraint de rendre honteusement : que si avant cela il ne trahissoit pas ses freres, c'étoit plutôt faute de capacité que d'inclination. Pour Cheiron, il n'en est pas de même. J'ai reçu des memoires de personnes sages & éclairées qui attestent qu'il étoit de bonne foi ; & qui en donnent pour preuves la maniere droite & ouverte dont il se gouverna dans les projets d'accommodement ; le zèle qu'il montra jusques au bout dans le service de son Eglise, & la vehemence de sa dernière predication. Mais comme il étoit fier & envieux, il devint jaloux de ses collègues, en qui on avoit plus de confiance qu'en lui. La jalousie le rendit contredisant, & lui fit toujours prendre le party contraire à celui que ses collègues avoient embrassé. Il avoit de l'ambition : il étoit avare & voluptueux ; & sur tout il se piquoit de galanterie. Après le dernier Sermon qu'il fit, il eut peur de perdre le fruit de ses services, & ceux qu'il avoit regardez comme ses protecteurs, lui firent craindre que la vehemence de sa predication ne lui attirât quelque disgrâce. On dit que ces terreurs le firent tomber ; & que comme il n'avoit rien de grand dans l'ame, il s'abaisa, pour faire fortune, jusqu'aux plus honteuses complaisances. Les Catho-

liques

liques firent néanmoins de grands triomphes de sa *conversion* : & 1685, elle servit de prétexte à la foiblesse de beaucoup d'autres. Pendant l'année de son Consulat il fut frappé d'une apoplexie, qui lui ôta pour quelque tems l'usage de la parole, & qui lui laissa le visage défiguré. Plusieurs croient qu'il pleure encore en secret la chute : n'ayant ni assez de dureté pour y être insensible, ni assez de courage pour la réparer.

Environ le même tems l'Eglise d'Alais fut interdite, après un arrêt du Conseil, par le Presidial de Nîmes, ayant d'Aguesseau à sa tête. La signification de ce jugement ne fut faite que le vingt-cinquième de Septembre, après la predication de Bouton, vieillard qui avoit pour collegues un de ses fils, & Coulan, Ministre considéré dans la Province. De ces trois il n'y avoit que Bouton qui eût la liberté de prêcher, qu'on avoit ôtée aux deux autres sous de vains prétextes. Quoi qu'il fût âgé de près de quatre-vingts ans il anima extraordinairement son Sermon, qui avoit pour texte les derniers versets du dixième Chap. de l'Épître aux Hébreux. Le peuple qui savoit bien que ce seroit là le dernier Prêche qu'il entendroit, parut fort touché des remontrances de ce Pasteur ; & l'interrompit plusieurs fois par des cris tendres & pitoyables. Mais lors que Bouton finissant son Sermon, leva la main vers le Ciel, & protesta qu'il persévérerait jusques à la mort dans la vérité qu'il avoit prêchée, toute l'assistance frappée du zèle de ce vieillard, leva la main à son exemple ; & fit les mêmes sermens en versant un torrent de larmes. Cet événement fit autant d'éclat, que ce qui étoit arrivé à Nîmes deux jours auparavant : & on crut que c'étoit une résolution prise entre les Ministres, que de porter leurs peuples à de tels sermens. Pour en empêcher donc les suites on decreta contre Bouton ; & le Duc de Noailles envoya des Dragons pour l'arrêter. Le Commandant après avoir investi la maison, parut à la porte & demanda Bouton. Le fils s'étant présenté, cet Officier le fit prisonnier, & le conduisit à Montpellier, où la méprise fut bien-tôt reconnue. Cependant le pere en profita ; & ayant traversé les montagnes des Cévennes & d'Auvergne, il se rendit en Suisse, après un voyage fort pénible pour un homme de son âge. Ainsi ayant eu assez de zèle pour donner jusques à la fin de bons exemples, & de bonnes instructions à son Troupeau, il ne se priva pas com-

*Histoire
de Bouton
son pere
& fils.*

1687. me Cheiron, par une honteuse foiblesse, du fruit de son courage: & il déroba heureusement sa vieillesse à la violence des persécuteurs. Le fils fut relâché, à condition de représenter son pere: mais quand il fut qu'il s'étoit sauvé, il en fit autant, après être revenu d'une longue maladie, pendant laquelle il se tint caché: & il se rendit auprès de son pere. Coulan sortit du Royaume après la revocation de l'Edit, & trouva son asile en Suisse après diverses aventures.

Reformez exclus à l'avenir de la profession de la Medecine.
CLXXXVIII.

Le sixième jour d'Août le Roi trouva bon d'exclure les Reformez de la profession de la Medecine. Les motifs de la Declaration portoient que comme ils étoient deposez de toute sorte de Charges de judicature, & privez de la liberté de faire les fonctions d'Avocats, il étoit à craindre que la plupart de leurs jeunes gens ne se jettassent dans l'étude de la Medecine; que cela augmenteroit considerablement le nombre des Medecins Reformez; que celui des Catholiques diminueroit d'autant; que dans la suite cela deviendroit prejudiciable au salut des Catholiques malades, parce que les Reformez ne les avertiroient pas de l'état où ils se trouveroient pour recevoir les Sacremens, auxquels, disoit-on, ils n'ont point de foi. C'étoit aller chercher les pretextes bien loin, que de les prendre dans le prejudice que les Reformez exerçant la Medecine pouvoient faire au salut des ames: & il auroit été bien malaisé d'expliquer ces mots *dans la suite*, en sorte qu'ils eussent un sens raisonnable. Parler ainsi même six mois ou un an avant la revocation de l'Edit, pouvoit passer pour une absurdité, parce que dans un tems si court, il n'auroit pas été possible que le nombre des Medecins Reformez fût considerablement augmenté. Mais deux mois avant ce coup d'éclat, l'expression étoit encore plus absurde & plus surprenante. On pouvoit demander avec raison quelle suite fâcheuse auroit pu avoir en deux mois de tems cette tolerance, si on avoit permis aux Reformez, pendant cet espace, de se dedier à la Medecine. Mais on amusoit le monde par ces illusions; & on le nourrissoit dans la pensée que puis que le Clergé prenoit de si grandes precautions pour l'avenir, il ne pensoit pas à revoquer l'Edit, & à contraindre les consciences.

Defenses aux Chirurgiens

Le quinzième de Septembre un arrêt du Conseil defendit aux Chirurgiens & Apotiquaires qui faisoient profession de la Religion

gion Reformée d'exercer leur art ni par eux-mêmes, ni par per-
 sonnes interposées; ni directement, ni indirectement; ni en
 louant leur privilege à un autre, ni en quelque autre maniere
 que ce fût. On étoit allé prendre les raisons de cet arrêt dans
 ceux de quelques Cours souveraines: mais de plus on les tiroit
 de la facilité que l'exercice de ces metiers donnoit d'entrer dans
 les maisons, & d'empêcher par ce moyen la *conversion* des au-
 tres Religioneux. Ainsi la Medecine & les arts qui en depen-
 dent étoient regardez comme les dernieres ressources de la Re-
 ligion Reformée: & cela donna sujet aux froides plaisanteries de
 quelqu'un, qui se divertit à dire que la Religion Reformée étoit
 à l'extremité; que les Chirurgiens & les Apotiquaires n'avoient
 plus rien à faire pour elle; & que sans doute elle seroit bien-
 tôt abandonnée des Medecins.

Un mois avant cet arrêt il fut mis une Declaration au jour,
 qui defendoit de donner des Tuteurs, subrogez Tuteurs ou Cu-
 rateurs autres que Catholiques, aux enfans de qui les peres & les
 meres étoient morts dans la profession de la Religion Reformée.
 La coutume de leur en donner de leur Religion étoit fondée sur
 une des plus claires, & des plus expressees concessions de l'Edit. Ce-
 pendant on ne parloit point du tout de cet article de l'Edit dans
 la Declaration: & de la maniere qu'elle étoit couchée, on auroit
 dit que cela n'étoit arrivé que par un usage sans fondement. On
 suivoit cette methode au Conseil depuis quelque tems, quand on
 y ordonnoit quelque chose contre de certains privileges de l'Edit,
 exprimez en termes si clairs, qu'il n'y avoit point de chicane ca-
 pable de les obscurcir. Comme il auroit été malaisé de trouver
 des raisons assez fortes pour éluder des dispositions si formelles,
 on faisoit semblant de les ignorer; & on rendoit des Ordonnan-
 ces qui sembloient seulement regler des cas nouveaux & extraor-
 dinaires: comme si une grossiere dissimulation de la verité, avoit
 pu empêcher que les reglemens de cette nature ne fussent de for-
 melles injustices. Au reste pour donner un peu de couleur à
 celle-ci, on accusoit les Tuteurs Reformez de deux choses; l'une
 étoit d'abuser du pouvoir qu'ils avoient en cette qualité sur les
 pupilles, & de les empêcher de se faire Catholiques: l'autre étoit
 qu'ils embarrassoient les biens de ces mineurs, quand ils se *con-*
versoient malgré eux: ce qui mettoit de grands obstacles à leur
 avan-

1684.

 & Apo-
 tiquaires
 d'exercer
 leur art.

CLXXXIX.

 Tuteurs
 & Cu-
 rateurs
 Catholi-
 ques.

1685. avancement, quand ils étoient devenus majeurs. Il étoit pañé de ces deux choses comme s'il n'y avoit eu rien de plus certain, & qu'on en eût fait un grand nombre d'expériences. Mais c'étoient là de ces impostures qu'il est également aisé d'avancer, & impossible d'appuyer de quelques preuves. Principalement le dernier article étoit d'une fausseté notoire. Il en auroit trop coûté à des Tuteurs qui auroient malicieusement, & en haine de la Religion embarrassé le bien de leurs pupilles *convertis*. Il auroit fallu être fou pour se jouer sur cette matière au zèle des Parlemens, animé de la recommandation du Clergé, & du desir de faire sa cour.

*Plainte
du Cler-
gé contre
les ca-
lornies
des Re-
formez.*

Mais il y eut au même mois d'Août un Edit, qui pouvoit passer pour une revocation de celui de Nantes, parce qu'il ôtoit aux Reformez toute la liberté de prêcher leur doctrine, par opposition à celle de l'Eglise Romaine. Le Clergé l'avoit recherché par une plainte que son assemblée en Corps presenta au Roi le vingt-quatrième de Juillet. Elle commençoit par un hardi mensonge; savoir qu'il n'avoit mis aucune plainte dans son cahier qui ne fût *très-necessaire & très-clairement justifiée*. Au contraire il n'en avoit fait pas une que sur des choses où il n'avoit nul intérêt, que celui de détruire & de persecuter; ou qui n'eût été appuyée sur des faussetez évidentes. Il disoit qu'il avoit cru devoir separer celle-ci des autres: & il en faisoit consister le sujet dans les calomnies dont il accusoit les Reformez de charger l'Eglise Romaine. Il pretendoit qu'ils avoient pris ce party faute de raisons solides, & qui fissent impression sur les esprits: & il leur imputoit de reprocher aux Catholiques de ne croire *point les veritez de la Foi*: fausseté que les Methodes même du Clergé pouvoient dementir; puis qu'il y en a une fondée sur les temoignages des Docteurs Protestans, qui ont reconnu que l'Eglise Romaine avoit retenu les veritez essentielles au Christianisme. On sait qu'elle fait profession de croire un Dieu en trois personnes; une incarnation du Fils de Dieu; une redemption des pecheurs au prix de son sang; & plusieurs autres articles contenus dans les anciens Symboles. Mais on l'accuse de ne les avoir retenus que pour les choquer par des doctrines humaines, dont elle est bien plus jalouse que des veritez divines: de n'en faire parade que pour les détruire, par des traditions qui

qui y dérogeait : de ne poser ce salutaire fondement , que pour 1685.
 édifier dessus des articles de foi , un culte , un gouvernement qui
 le renversent.

On disoit dans cette plainte que le but de l'*Avertissement pa-* *Par quel*
floral mis au jour en 1682. avoit été d'obliger les Reformez à re- *argu-*
 connoître que leur separation n'étoit fondée que sur des supposi- *ment le*
 tions & des calomnies : & on se félicitoit de ce que tant de *Clergé a*
versions qui avoient été faites depuis ce tems-là, avoient presque *procuré*
 toutes été procurées par cette considération , qu'on appelloit un *les con-*
versions.
argument invincible, que *comme il ne peut jamais y avoir de cause*
legitime de separation, toutes celles que les pretendus Reformez
alleguent ne peuvent avoir aucune solidité : argument qui bien
 loin d'être invincible , renferme en lui seul tous les défauts des
 plus misérables sophismes : faux dans le principe ; faux dans la
 conséquence : sujet à des suites qui font horreur , si on le reçoit
 universellement ; & encore plus dangereux & plus évidemment
 faux , si on en fait l'application à l'Eglise Romaine. Mais ce
 n'est pas ici le lieu de traiter dialectiquement cette controverse.
 J'ajouterai seulement que cet argument n'auroit ébloui personne.
 si on ne s'étoit servi d'un autre , dont sans contredit peu de gens
 eurent le courage de se défendre. Nous verrons bien-tôt en quoi
 consistoit cet argument redoutable.

Le Clergé accusoit les Ministres d'empêcher que le peuple ne *Exagge-*
 profitât de cet avertissement , ou en le détournant de sa lecture, *ration de*
 ou en lui donnant de fausses explications, *comme à l'Ecriture &* *la plain-*
aux ouvrages des Saints Peres. On pourra s'étonner qu'il ne
 donnât pas ici à l'Ecriture le titre de *Sainte* , puis qu'il le don-
 noit bien aux Docteurs qu'il appelloit les *Saints Peres* , quoi que
 le plus illustre d'entre eux ait été presque infiniment au dessous
 du moindre de ceux qui ont écrit par une formelle inspiration de
 l'Esprit de Dieu. Mais ceux qui savent que cette divine Parole
 à fort peu de part aux respects du Clergé de Rome , trouveront
 qu'il n'y a rien qui ne soit fort naturel & fort naïf dans cette fa-
 çon de parler. Il ajoutoit que l'exercice de la Religion Reformée
 avoit été *permis* par les predecesseurs du Roi , *par provision*
seulement , & *pour des raisons qui ne subsistoient plus* , que nean-
 moins quoi que le Clergé eût de très-bonnes raisons de deman-
 der la revocation des Edits qui contenoient cette permission , ce

1685. n'étoit pas à présent sur quoi il avoit dessein d'insister. C'étoit la seule grace, disoit-il, qu'il demandoit, que de réprimer les calomnies des Reformez contre l'Eglise Romaine, qui n'étoient permises par aucun Edit, & qui ne le pouvoient être; qui seroient un privilege malheureux dont les Ministres même auroient honte: que la supposition & la calomnie étoient des crimes condamnés par toutes les loix divines & humaines; que les Reformez n'oseroient soutenir que ces excès fussent permis; ni se plaindre si le Roi leur défendoit de les commettre.

Conclusions de la requête.

Il parloit après cela du moyen qu'il avoit imaginé pour faire connoître au Roi la verité de ses plaintes. Il avoit rangé en deux colonnes la doctrine de l'Eglise Romaine, & celle que les Reformez, disoit-il, lui imputoient; afin qu'il fût plus aisé au Roi d'en faire la comparaison. Il disoit malignement qu'il avoit évité de rapporter plusieurs termes qui choquoient toutes les regles de la modestie, & que St. Paul même ne vouloit pas que les fideles prononçassent: afin qu'il ne fût soupçonné encore dans ces prétendues calomnies quelque chose de plus noir que ce qui paroîtroit par les passages qu'il avoit citez. Il protestoit qu'il ne se feroit jamais plaint des Reformez, s'il n'avoit été question que de la personne des Evêques; & qu'au contraire il auroit été ravi de leur pouvoir temoigner par sa patience, & par l'oubli volontaire des outrages qu'ils lui faisoient, la charité singuliere qu'il avoit pour eux; mais qu'il n'avoit pu negliger l'honneur de l'Eglise, attaqué par les calomnies des Ministres, ni la conversion & le salut d'un grand nombre de ses enfans qu'ils retenoient dans l'erreur par leurs fausses suppositions. La conclusion de tout cela étoit qu'il plût au Roi de réprimer une malignité si contraire aux principes du Christianisme, & aux regles même de l'équité naturelle: & que par consequent 1. il renouvellât les defenses déjà faites aux Reformez de se servir de termes injurieux, en parlant des articles ou des mysteres de la foi Romaine; 2. il leur défendit d'attribuer à l'Eglise Catholique une autre doctrine que celle de sa profession de Foi, ni aucune des erreurs qu'ils avoient eu jusqu'à présent la temerité de lui imputer.

Absurdité des moyens proposés.

On n'a peut-être jamais imaginé un moyen de décider les controverses plus éloigné du bon sens, que celui dont le Clergé s'étoit avisé, en proposant au Roi de faire la comparaison de la doctrine

trine de son Eglise, avec les reflexions que les docteurs Protestans y ont faites dans leurs ouvrages. On fait que ce Prince est redevable à son bon naturel de tout ce qu'il a de grandes qualitez, & que jamais on n'a vu une personne de ce rang élevée avec si peu de soin, par ceux qui avoient la conduite de son enfance. De sorte que n'ayant jamais reçu la moindre teinture des sciences les plus communes, il est certain qu'il ne pouvoit entendre la Theologie, & qu'on ne lui avoit même appris que fort superficiellement la doctrine de son Eglise. Cependant on lui presentoit un parallele de cette doctrine, & des objections ou des observations que les Protestans ont faites contre la plupart de ses articles; & on le lui proposoit comme un moyen très-aisé de s'instruire de la justice ou de l'injustice de l'accusation portée contre ces Docteurs. A peine un homme qui auroit passé cinquante ans dans une application continuelle à demêler ces épines, & qui auroit été d'ailleurs sans passion & sans préjugé, auroit-il été capable de faire cette comparaison. Beaucoup plus devoit-elle être au dessus de la portée d'un Prince, de qui l'esprit quelque grand qu'il soit par les dons de la nature, n'a jamais été cultivé par les sciences; & sur tout n'a jamais été éclairé par l'étude de ces matieres. Se rapporter donc à lui de cette comparaison, c'étoit tacitement lui proposer de s'en remettre à son Clergé, & de l'en croire sur sa parole. Il est vrai que ce Clergé se vantoit de n'avoir rien avancé que *des très-simple & de très-sincere*. Mais comme la bonne foi n'a jamais été sa vertu, il n'y en avoit pas la moindre trace dans cette protestation. La requête étoit dressée avec tant d'art, que le Clergé n'avoit pas laissé une seule ligne où il pût placer une fausseté, sans l'y insérer d'une maniere qui saute aux yeux: & pour avoir le front de debiter tant de mensonges, dont on n'auroit pas manqué dans un autre sens de lui donner hautement le démenti; il falloit qu'il fût bien assuré que les Reformez avoient perdu le courage, & qu'ils se laisseroient accabler par ses impostures, sans ouvrir la bouche pour se defendre. Cela n'arriva pas néanmoins. Il y eut des écrits qui lui reprocherent sa mauvaise foi. Les *Reflexions* sur la cruelle persécution qu'on faisoit aux Reformez ne l'épargnerent point. Gautier, de qui j'ai parlé plus d'une fois, & qui avoit déjà écrit plusieurs ouvrages contre le Clergé, le releva encore vivement sur ces *Actes de son Assemblée*.

1685.

Remar-
ques sur
ce paral-
lelle.

Essai de
sa mau-
vaise foi
dans la
citation
des Doc-
teurs
Protes-
tans :

Et dans
la repre-
sentation
de la
Doctrina
Catholi-
que.

Au reste il n'y avoit pas plus de bonne foi dans le *parallèle* que dans la requête. On y rapportoit les observations des Docteurs Protestans, sans marquer une seule des raisons dont ils les avoient appuyées; & dans les articles mêmes où les termes qu'on appelloit *injurieux* avoient été extraits mot à mot des Auteurs Catholiques, on se gardoit bien d'indiquer les sources d'où les Reformez les avoient tirez. De sorte que par un singulier artifice on faisoit passer pour une téméraire & maligne calomnie dans les ouvrages des Protestans, les expressions impies & blasphématoires qu'ils avoient citées des livres des Catholiques. C'est ainsi que le Clergé crioit à l'imposture, quand il trouvoit dans les écrits d'un Reformé que les Catholiques appelloient *l'Ecriture une regle muette, une pierre de scandale, un nez de cire, un couteau à deux tranchans*. Cependant ces façons de parler impies, & beaucoup d'autres semblables sont les propres termes des Ecrivains Catholiques, de qui on trouve les noms citez dans les Auteurs Protestans qui ont traité de cette matière. Comme je n'écris pas de la controverse, je me contente de cette remarque unique, comme d'un essai de la sincérité de ce *parallèle*: & je ferai de même une seule observation sur la manière dont il representoit la doctrine Catholique. Le Symbole du Concile de Nicée étoit à la tête de l'ouvrage, & le Clergé n'avoit rien mis à côté qui pût faire soupçonner les Reformez d'accuser l'Eglise Romaine de rejeter la doctrine qu'il contient: de sorte que par là il se donnoit le démenti lui même de ce qu'il avoit avancé dans la requête, qu'ils lui imputoient de condamner *les veritez les plus essentielles de la Religion, & de ne croire point les veritez de la Foi*. Mais immédiatement après on voyoit le premier article de la profession de Foi qui contenoit ces paroles mot à mot: *Je reçois & embrasse très-formement les Traditions Apostoliques & Ecclesiastiques, & les autres constitutions & observances de la même Eglise. Item je reçois la Sainte Ecriture selon le sens qu'a tenu & tient la mere Sainte Eglise, à qui appartient de juger du vrai sens & de l'interpretation de l'Ecriture*. A la fin de cet article on citoit celui du Concile de Trente, qui définit que les Traditions doivent être reçues *avec un pareil respect & une égale piété* que les Saintes Ecritures. On voit en cela manifestement que non seulement les Traditions *Apostoliques*, mais même les *Ecclesiasti-*

ecclésiastiques ont dans la profession de Foi Romaine le pas devant l'Ecriture. C'est par elles que le neophyte commence. L'Ecriture vient en son rang : mais ce n'est qu'après que les Traditions de l'Eglise lui ont, pour ainsi dire, ouvert la porte, & qu'elles l'ont autorisée. Il est vrai que les Traducteurs de cette profession de foi ayant remarqué que ce mot *item* faisoit trop sentir cette injurieuse subordination de la Parole de Dieu aux Traditions Ecclésiastiques, l'avoient retranché dans la version, comme si ces Traditions & cette Parole avoient été le sujet d'un seul article. Mais cela n'empêche pas au moins que dans la version même on ne voye l'Ecriture tenir le second rang : & que ces Traditions n'y soient proposées comme le premier appui de la foi, au préjudice de l'Ecriture. De même on la voit limitée non pas au sens que le St. Esprit y a renfermé, & que l'ame éclairée des lumieres de la grace y decouvre clairement ; mais à celui qui lui a été donné par les anciens Docteurs, entre lesquels cette Eglise compte les Papes, & des hommes qui ont vécu dans les siècles de la plus générale corruption. De même encore on la voit soumise au Tribunal de cette Eglise, qu'on fait maîtresse & arbitre souveraine de son interpretation. Cependant on appelle impostures & calomnies les reproches des Protestans, de qui on cite des extraits qui ne contiennent que cela mot à mot ; ou qui ne sont que des remarques contre cette doctrine impie. Ceux qui se donneront la peine de lire le parallèle entier, que le Clergé avoit divisé en sept articles, y trouveront par tout la même temerité, la même infidélité, la même impudence & les mêmes deguisemens. Cependant ce parallèle avoit été lu & approuvé dans l'Assemblée générale l'onzième de Juillet, & signé le quatorzième du même mois.

Ce fut néanmoins sur ce fondement que fut bâtie la nouvelle Déclaration du mois d'Août, dont les motifs étoient tirez presque mot à mot de la requête. Elle contenoit des défenses à toute sorte de personnes de prêcher & d'écrire contre la Foi, & la doctrine de l'Eglise Romaine, & d'imputer aux Catholiques des dogmes qu'ils condamneroient ; *et même de parler directement ou indirectement en quelque manière que ce pût être de la Religion Catholique.* Elle ordonnoit aux Ministres d'enseigner seulement dans leurs Prêches les dogmes de leur Religion, & les regles de la

*Contenu
de la Dé-
claration
obtenue
par ces
artifices.*

1685. *Morale*, sans y mêler aucune autre chose. Elle défendoit à toute sorte de personnes d'imprimer, vendre ou debiter d'autres livres touchant la Religion, que leur profession de Foi, les prières & les regles ordinaires de leur Discipline. De plus elle ordonnoit la suppression de tous les livres qui avoient été faits contre la Religion Catholique, *par ceux de la Religion prétendue Reformée*, & faisoit défenses de les imprimer ou debiter à l'avenir. Elle condamnoit les Ministres & les autres Reformez qui tomberoient en contravention, à l'amende honorable, au bannissement perpetuel, & à la confiscation de leurs biens : les lieux où les Ministres auroient prêché contre les termes de l'Edit, à perdre le droit d'exercice pour toujours ; & les Imprimeurs & Libraires contrevenans à quinze cens livres d'amende, & à perdre pour jamais le droit de tenir boutique ouverte. Ainsi le Roi fermoit la bouche aux Ministres sur toutes les matieres controversées, & laissant aux seuls Docteurs Catholiques la liberté de parler, il leur preparoit des victoires assurées. D'ailleurs on reduisoit les Ministres à se taire sur la plupart des articles de leur Confession de Foi, qui consistoient à rejeter les dogmes de l'Eglise Romaine, comme faux & contraires à la doctrine de l'Evangile. Mais pour leur ôter le droit de se plaindre de cette injustice, le Roi ajoutoit dans la preface de son Edit aux raisons que la requête du Clergé lui avoit suggerées, qu'il devoit *suffire à des Ministres d'une Religion tolerée dans le Royaume, d'en enseigner les dogmes, sans s'élever par des disputes contre la Religion dominante*, qu'il nommoit *la véritable*.

Catalogue dressé par l'Archevêque de Paris.

Cet Edit paroissoit aussi inutile que beaucoup d'autres, puis qu'il n'y avoit peut-être pas alors vingt Eglises dans le Royaume où on eût encore la liberté de prêcher ; & que dans deux mois on devoit les interdire comme les autres. Mais le dessein caché étoit d'empêcher qu'après avoir éteint la Reformation dans tous les pais de la domination du Roi, il ne restât des moyens d'en nourrir la doctrine dans les familles, & peut-être de la voir un jour se relever de cette ruine, par la lecture des livres où elle étoit enseignée. C'est pourquoi on preparoit des raisons d'ôter aux Reformez les livres de cette nature ; d'établir sur ces Ouvrages une espece d'Inquisition, qui ne laissât à personne la liberté de les tenir & de les lire ; & de colorer cette injustice d'une appa-

apparence de Droit , en les faisant passer pour des écrits pleins de calomnies , dont la suppression est conforme à l'équité naturelle. On vit donc peu après paroître un Catalogue qui contenoit près de cinq-cens Auteurs , dont les ouvrages étoient condamnés. Il est vrai que pour en grossir le nombre on en avoit repeté quelques uns plus d'une fois : il y en avoit encore néanmoins plusieurs d'oubliés , comme les Ouvrages du celebre Grotius , de Vossius & de plusieurs autres , dont les écrits n'accorderoient pas les Catholiques. Mais il y a déjà long tems que l'Eglise Romaine tâche de persuader que ces hommes illustres sont rentrez dans son party , & qu'elle se fait honneur de leur nom : quoi qu'il soit certain au fond que la plupart ont été fort éloignés de la Communion ; que Grotius même qui a porté sa complaisance pour elle plus loin que nul autre , ne s'y soit jamais rangé par une profession ouverte : & qu'il ait eu plusieurs sentimens très-contraires aux maximes de la Cour de Rome. Mais pour remedier à ce défaut par une fraude pieuse , & afin de persuader un jour au peuple ignorant que toutes les Heresies de ces derniers siècles étoient autant de dogmes des Calvinistes , on y avoit joint non seulement les Lutheriens & les Arminiens , mais les Sociniens même , & les Ouvrages de Spinosa. On ne s'étoit pas aussi contenté de condamner les livres écrits par les Reformez contre l'Eglise Romaine ; mais on y avoit envelopé des livres de pure Morale : & ce qui étonnera le Lecteur , les Theses même de Josué de la Place , sans en excepter celles qu'il a écrites contre les Sociniens ; Ouvrage qui n'attaquant l'Eglise Romaine dans pas un de ses dogmes , est uniquement destiné à prouver la Divinité de JESUS - CHRIST contre les sophismes de cette secte. La version même de l'Histoire du Concile de Trente , qu'Amelot de la Houssaye Auteur Catholique avoit donnée au public , fut enveloppée dans le catalogue des livres *Heretiques*. L'Archevêque de Paris avoit fait dresser ce Catalogue : mais parce qu'il auroit un peu trop fait le Patriarche , s'il avoit obligé les autres Evêques à recevoir de lui cette regle de leur conduite , il fit en sorte par les intrigues du Procureur General , que le Parlement de Paris lui commit le soin de faire un état des livres qui devoient être supprimés. L'arrêt en fut rendu le vingt-neuvième d'Aout , & huit jours après il en fut rendu un autre , qui ordonnoit

*Fraudes
de ce Ca-
talogue.*

1685. donnoit la suppression de tous les livres contenus dans cet état qui lui avoit été présenté ; & enjoignoit aux Officiers du Roi & de la Police de faire la recherche de ces livres dans les boutiques des Libraires , & dans les maisons même des Anciens & des Ministres. L'Archevêque s'étoit servi quelques années auparavant d'un moyen plus efficace , pour empêcher l'édition d'un Ouvrage qui meritoit de voir le jour ; je veux dire des Tables Historiques & Chronologiques que Jean Rou , homme d'une grande littérature , & à qui son mérite avoit aquis la faveur & la protection de plusieurs personnes du premier rang , avoit présentées au Duc de Montausier. Il n'y avoit que des traits fort legers qui touchoient en passant l'Eglise Romaine , sur des choses même qu'elle ne tient pas de la dernière importance. Mais ces traits legers , & l'honneur que l'Auteur avoit fait à quelques Ministres Reformez de les nommer entre les Docteurs illustres de leur siècle , souleverent contre lui tous les bigots ; & on lui saisit ses exemplaires , & les Tables même qu'il avoit fait graver avec beaucoup de dépense. On n'écoula point les offres qu'il fit de corriger les endroits qui pouvoient déplaire ; & il n'y eut ni sollicitations ni amis qui pussent obtenir qu'on lui fit justice. Environ ce tems ici quelques curieux les redemanderent pour leur propre usage : mais quoi que la chose eût déjà traîné neuf ou dix ans , on n'avoit pas encore oublié le bruit que cette affaire avoit fait ; & on ne les voulut pas rendre. Peut-être que les Jésuites les réservent pour s'en faire honneur , quand ils croiront qu'on ne se souviendra plus de celui qui les a dressées. Elles sont faites avec tant d'art , de jugement , d'ordre & d'érudition , qu'il n'y a personne qui ne fit gloire de passer pour leur auteur.

Recherche des livres.

Cette recherche des livres supprimez fut faite en beaucoup de lieux ; & non seulement les autres Evêques qui n'avoient point de dependance de l'Archevêque , mais les autres Parlemens reçurent le Catalogue ; & executerent l'arrêt du Parlement de Paris. Il y avoit plusieurs Eglises qui avoient d'assez considerables bibliothèques , dont les Catholiques s'emparerent sous ce pretexte. Il y eut beaucoup de particuliers chez qui on fit des recherches fort importunes , & à qui on ne laissa pas même leurs Bibles , parce que le Catalogue mettoit au rang des livres defendus les

les versions de la Bible faites par les *Hérétiques*. Ces versions 1685.
 néanmoins, quelques défauts qu'elles eussent, ne pouvoient être
 mises au nombre des ouvrages où l'Eglise Romaine étoit accusée
 de dogmes qu'elle ne recevoit pas : ni par conséquent être com-
 prises dans ceux dont l'Edit ordonnoit la suppression. Pour les
 Ministres, il en fut usé fort diversement. La plupart ne furent
 point inquiétés sur le sujet de leurs livres : & comme on avoit
 déjà la pensée de se débarrasser d'eux, en les chassant du Royaume,
 on regardoit comme une espèce de suppression des livres con-
 damnez la permission de les emporter avec eux. Mais en plu-
 sieurs lieux on ne laissa pas de leur faire diverses chicanes. On
 arrêta leurs livres ; on les confisqua. Il y eut des lieux même où
 on les fit brûler ; & où on ne leur permit d'en emporter pas un
 seul. On leur ôta jusqu'à leurs manuscrits & à leurs Sermons.

Cependant le Clergé faisoit valoir dans plusieurs Provinces le *Violences*
 plus fort de ses argumens. Les troupes exerçoient mille violen- *commises*
 ces, & faisoient par tout le même ravage qu'elles avoient fait *dans les*
 en Poitou, sous les ordres de Marillac. On avoit long tems he- *Provin-*
 sité à se servir de ce dangereux expédient ; & on craignoit que *ces.*
 quand on viendrait à s'en servir dans les pays où il y avoit enco-
 re tant de Reformez, tant de villes riches & peuplées, dont
 presque tous les habitans étoient de cette qualité, on ne trouvât
 une résistance imprevue, qui contraignît ou d'abandonner l'en-
 treprise, ou d'en venir aux massacres. A la vérité ce n'étoit pas
 là ce qui arrêtoit le Clergé & les Jésuites : mais on étoit per-
 suadé que le Roi ne vouloit point verser de sang ; & on lui
 avoit promis qu'il réduiroit les Reformez sans se porter à cette
 horrible extrémité. D'ailleurs on prevoit bien qu'aussi-tôt qu'on
 feroit marcher les troupes, la plupart des Reformez cherche-
 roient à sortir de France ; & on ne trouvoit pas aisé d'empê-
 cher qu'il n'en échappât un grand nombre par divers côtez.
 La terreur des peines pouvoit bien arrêter les timides : mais
 on savoit bien qu'elle ne seroit pas assez forte, pour retenir
 ceux qui avoient un peu de Religion. De plus on ne savoit
 ce qu'on pourroit faire de tous ceux qu'on auroit arrêtez. On
 avoit horreur de condamner aux galeres tant de milliers d'hom-
 mes ; & on n'avoit pas assez de Couvens pour y enfermer tou-
 tes les femmes qui auroient tâché de sortir. On ne voulut donc

1685. se servir des troupes que quand on eut pris toutes les precautions necessaires, pour ôter aux Reformez l'esperance de se sauver. On fit premierement ce qu'on put pour empêcher que ceux qui arrivoient dans les pais étrangers n'y fussent reçus d'une maniere qui pût inviter les autres à s'y ranger : & la chose en effet sembla réussir au gré du Clergé ; soit par la force des intrigues de la Cour, soit par la disposition generale où se trouvoient alors les esprits de tous les Protestans de l'Europe. Les premiers sortis ne furent pas les mieux reçus. On les faisoit passer chez les étrangers pour des esprits inquiets, qui fuyoient sans necessité ; qui n'avoient rien à craindre chez eux ni pour leurs biens, ni pour leurs vies, ni pour leurs consciences, qui ne sortoient du Royaume que pour chercher du pain, & qui croyoient se rendre plus recommandables en se disant persecutez pour la Religion, qui reviendroient aussi-tôt qu'ils auroient éprouvé, qu'il est aussi difficile de gagner de quoi vivre dans un pais étranger que dans sa patrie. Les Agens de France envoyoit des relations faites exprès du mauvais accueil qu'on faisoit aux Refugiez : & on les repandoit avec beaucoup de soin dans les Provinces, pour faire perdre courage à ceux qui avoient la pensée de deserter. Il y avoit même des fripons, ou envoyez exprès à condition de revenir, ou gagnez sur les lieux par les Emissaires de France, qui debitoient, après leur retour, mille faussetez capables de rebutter tous ceux qui n'auroient pas assez de zèle & de resolution, pour s'abandonner les yeux fermez à la conduite de la Providence. En même tems on prenoit des mesures pour garder les plus secrets passages des frontieres. On choisissoit les lieux propres à mettre des Corps de garde ; on expedioit des commissions aux Archers de tous les ordres pour courir les grands chemins ; on ordonnoit des milices pour battre la campagne ; on invitoit toute sorte de gens par des recompenses à decouvrir ceux qui voudroient se retirer ; & on intimidait par de cruelles peines ceux qui auroient pu les favoriser. Les Intendans avoient des ordres exprès de veiller sur tous les mouvemens des Reformez ; & de faire arrêter tous ceux qui seroient soupçonnez de vouloir chercher leur repos ailleurs. Les côtes étoient gardées avec une exactitude incroyable. Tous les Sieges de l'Amirauté reçurent des ordres precis de ce qu'il y avoit à faire, pour empêcher l'évasion des

*Precautions
pour empêcher la
desertion.*

des fugitifs; & on avoit l'œil jusques sur les barques des Pêcheurs. 1685. On visitoit les vaisseaux avec une grande severité; & il y avoit même en mer des fregates qui avoient charge de croiser sur les côtes, & d'arrêter tous ceux qui se serviroient des commoditez maritimes pour se sauver.

Quand on crut avoir pourvu à toutes les difficultez, on voulut commencer par le Bearn, où l'Intendant Foucaud fit des *conversions* de la même maniere, que Marillac & De Muin les avoient faites en Poitou & en Saintonge. On avoit peu auparavant obtenu une Declaration du Roi du qui reduisoit à cinq le nombre des lieux d'exercice qui avoient été laissez aux Reformez de cette Principauté par l'Edit de 1668. La même Declaration transportoit les Temples de quelques lieux en des endroits fort éloignez, & celui d'Oleron entre les autres fut mis à sept lieues de là dans une place fort incommode. Le Parlement eut le soin de rendre ces cinq inutilles, par l'emprisonnement ou l'interdiction des Ministres. Alors Foucaud commença à faire l'essai de son autorité; & chargea un homme de neant de travailler à la *conversion* du menu peuple. Cet homme nommé Archambaud menoit des gens de sa sorte au cabaret, & trouvoit le moyen de les enyvver. Le lendemain lors qu'ils étoient revenus à eux-mêmes, il leur alloit dire ou qu'ils avoient promis d'aller à la Messe, & que s'ils pretendoient s'en dedire, il les feroit traiter comme des *Relaps*: ou qu'ils avoient mal parlé du Gouvernement, & des mysteres Catholiques; & que le seul moyen de se racheter d'une severe punition étoit de se ranger à la Religion Romaine. Par ces infames artifices il en gagna une cinquantaine, dont l'Intendant dressa une liste qu'il envoya au Conseil par ce *Convertisseur*; & pour donner plus de lustre à ces conquêtes, il avoit mis le nom de *Messieurs* à la tête de cette liste, pour faire croire que ces *convertis* qui n'étoient que de miserables païsans, étoient autant de personnes considerables. Il vouloit persuader par cette liste qu'il y avoit une si generale inclination à se *convertir* dans cette Province, que le Roi n'avoit qu'à temoigner qu'il le desiroit, afin de voir tout le païs rentrer dans l'Eglise Romaine: & que puis qu'Archambaud avoit pu faire tant de progrès en si peu de tems, l'autorité royale auroit encore de plus grands succès.

1685.
Com-
mence-
ment des
conver-
sions.

Ayant obtenu des ordres tels qu'il pouvoit les desirer, il fit faire une assemblée des nouveaux *convertis* à Muslac, & ordonna aux Jurats des lieux voisins d'y faire venir les Reformez de leurs paroisses, sous prétexte d'entendre le Sermon que l'Evêque de Lescar y devoit faire. Cet Evêque savoit mieux faire du désordre que prêcher, & passoit communément pour brouillon & capable des sales debauches: & un Sermon de sa façon étoit quelque chose d'affez rare, pour exciter les moins curieux à l'aller entendre. Il se rendit donc de tous côtez plusieurs personnes au lieu marqué; mais ils n'entendirent point d'autre Sermon, qu'une Déclaration de l'Intendant qui leur fit savoir que le Roi vouloit qu'ils se rangeassent à la Religion Romaine. Ceux qui refusèrent de se soumettre à cet ordre imprévu furent contraints à coups de bâton d'aller dans l'Eglise, où y furent traînez par les Hoquetons de Foucaud. Après cela on fit fermer les portes sur eux, & on les contraignit à force de coups de garder le silence, de se mettre à genoux, & de recevoir de l'Evêque l'absolution de l'*Hérésie*: en suite de quoi on les avertit que s'ils retournoient au Prêche, on les puniroit comme *Relaps*. Passant de là dans un autre lieu nommé Laa, il fit chercher dans les maisons des Reformez tous ceux qui s'y purent trouver, pour les mener avec lui: mais le bruit de ses violences l'ayant devancé, il trouva que tout fuyoit dans les bois, & tâchoit de se sauver de sa rencontre. Les Prêtres couroient par son ordre après ces fuyards; & quand ils en attrappoient quelqu'un, ils le ramenoient à coups de bâton. Quelques femmes poursuivies par ces ministres de la persécution, trouvant une rivière à leur passage se jetterent dedans, pour éviter de tomber entre leurs mains. Un homme traîné dans l'Eglise du lieu, n'ayant jamais voulu fléchir les genoux, fut si cruellement battu qu'il en mourut au bout de trois jours.

Violences
exercées
par les
troupes.

Cependant Foucaud ne trouvant pas qu'il eût de quoi se contenter dans le succès de ses violences, appella les troupes à son secours. On'en avoit fait filer beaucoup vers cette Principauté, sous le prétexte des mecontentemens qu'on avoit de la Cour d'Espagne, qui osoit paroître sensible aux outrages qu'on lui faisoit du côté des Pais-Bas; & on les avoit logées dans cette Province & dans les lieux voisins. On parloit même d'assiéger Fontarabie:

bie: & la France qui ne vouloit pas sitôt recommencer la guerre, 1685. d'un côté où elle rompit la barrière que la paix avoit mise entre ses conquêtes & les Provinces Unies, crut leur donner moins d'ombrage en portant ses armes d'un autre côté. Mais ce pretexte étant levé par la conclusion de la treve, les troupes ne partirent pas pour cela de la Province; & on s'en servit à des conquêtes moins pénibles que celle de Fontarabie. L'Intendant les mena de ville en ville, & de village en village. Elles entroient par tout l'épée haute; elles étoient logées chez les Reformez seuls; elles vivoient à discretion; & commettoient tout ce que la brutalité, la fureur, la rage peuvent inspirer de plus inhumain quand elles sont autorisées. Elles exerçoient ces cruautés non seulement par la permission, mais par l'ordre exprès de Foucaud, qui leur enseignoit même des moyens nouveaux de mettre à bout la plus ferme patience. Entre les autres secrets qu'il leur apprit, il leur commanda de faire veiller ceux qui ne voudroient pas se rendre à d'autres tourmens: & ces fideles executeurs de ces ordres furieux se relayoient les uns les autres, pour ne succomber par eux-mêmes au supplice qu'ils faisoient souffrir aux autres. Le bruit des tambours, les blasphèmes, les cris, le fracas des meubles qu'ils brisoient ou qu'ils jettoient d'un côté à l'autre, l'agitation où ils tenoient ces pauvres gens, pour les forcer à demeurer debout, & à ouvrir les yeux, étoient les moyens dont ils se servoient pour les priver de repos. Les pincer, les piquer, les tirailler, les suspendre avec des cordes; leur souffler dans le nez la fumée du tabac, & cent autres cruautés étoient le jouet de ces bourreaux, qui réduisoient par là leurs hôtes à ne savoir ce qu'ils faisoient; & à promettre tout ce qu'on vouloit pour se tirer de ces mains barbares.

Comme il y avoit souvent dans une maison plusieurs personnes qu'il falloit faire veiller, on y logeoit des Compagnies entières, afin qu'il y eût assez de bourreaux pour suffire à tant de supplices: & ces malheureux qui savoient que tout leur étoit permis, pillages, ^{Pillages,} pilloient, brisoient, brûloient tout ce qu'il y avoit de meubles, ^{insolences,} & consumoient en un jour plus de vin & de viandes, qu'il n'en auroit fallu pour les nourrir à leur aise pendant six mois, ^{cruautés,} si on l'avoit dispensé avec un peu de ménage. Ils faisoient aux femmes des indignitez que la pudeur ne permet pas de decrire. Non

1685. seulement ils ne prononçoient devant elles que des paroles sales, & ne faisoient que des actions & des grimaces lascives ; mais ils exerçoient contre leurs personnes même des violences aussi insolentes qu'inhumaines : jusqu'à ne respecter nulle partie de leur corps ; & à mettre le feu même à celles que l'honnêteté défend de nommer. Les Officiers n'étoient pas plus sages que leurs soldats. Ils crachoient au visage des femmes ; ils les faisoient coucher en leur présence sur des charbons allumez ; ils leur faisoient mettre la tête dans des fours, dont la vapeur étoit assez ardente pour les suffoquer. La constance de ceux qui leur résistoient aigrissoit la rage de ces scelerats : & les marques de leur douleur ne leur faisoient point de pitié. Les larmes, les cris, les transports où les tourmens du corps & les agitations de la conscience jettoient ces pauvres gens, faisoient rire ces bourreaux. Ils ne s'avisèrent d'avoir pitié, que quand ils voyoient quelqu'un prêt à mourir, & tombant en défaillance. Alors par une cruelle compassion, ils lui faisoient revenir les esprits, & lui faisoient reprendre quelque force, pour renouveler après cela leurs premières violences. C'étoit là le plus fort de leur étude & de leur application, que de trouver des tourmens qui fussent douloureux sans être mortels ; & de faire éprouver à ces malheureux objets de leur fureur, tout ce que le corps humain peut endurer sans mourir.

*Singul-
rité re-
marqua-
bles.*

Le mal commença au bourg de Pardies, situé entre Pau & Orthez : & s'étant repandu de là dans d'autres villages, il vint fondre sur la ville de Sallies, où il y avoit trente Reformez contre un Catholique. Gassion Président au Parlement, homme de peu de mérite, qui avoit l'esprit bas, foible & malin ; sans courage, quand il avoit affaire à forte partie ; sans pitié, quand il étoit le plus fort, & appelé par cette raison communément *l'imbecille furieux* ; mais, qui sur tout se faisoit une raison de détruire la Reformation, de ce que ses ancêtres l'avoient avancée, s'y rendit avec l'Intendant, pour lui aider par son crédit à soumettre cette ville. Outre les cruautés générales qu'on y exerça comme ailleurs, on y maltraita quelques personnes si cruellement qu'elles en moururent. Sara Vivier femme d'un païsan, nommé Jean Pierre Lapadu, âgée d'environ trente ans, grosse de quatre ou cinq mois, après avoir été

été assommée à coups de bâton, fut jetée du haut d'un escalier 1683, en bas, & mourut de cette chute dans le moment même. Jean la Cose, bourgeois de cette ville, fut battu à coups de bâton, traîné par force à l'Eglise, contraint de se mettre à genoux: mais au lieu de faire quelque acte de Catholique, il tira ses Pseaumes de sa poche, & se mit à lire tout haut les prieres qu'on y imprime ordinairement. Les *Convertisseurs* à qui il avoit promis de changer de Religion, voyant qu'il étoit revenu à lui-même, recommencerent à le battre, & le firent si cruellement, qu'il en mourut au bout de vingt-quatre heures, avec des marques d'une très-vive repentance de sa foiblesse. Sauveterre fut traité à peu près de même. L'Evêque d'Oleron, Prelat trop galant pour être barbare, épargna ces cruautés aux habitans de cette ville, en leur proposant une réunion presque dans les termes de celle dont j'ai rapporté le projet ailleurs: & Goulard un des Ministres du lieu, ayant pris ce pretexte de changer, & temoigné que les causes de la separation n'étoient qu'un mal-entendu, & que tout bien considéré la Religion Romaine n'étoit pas fort differente de la Reformée, il fut suivi de toute l'Eglise. Les Avocats du Parlement de Pau entrèrent dans la même composition: mais ils capitulerent plus regulierement que les autres. On leur accorda tout ce qu'ils voulurent; & entre les autres articles, on consentit à mettre hors de prison Daneau & Olivier leurs Ministres, qui avoient été long tems detenus sans pretexte legitime; & qui avoient soutenu toute sorte de tentations avec une constance exemplaire. Ces Avocats qui n'avoient pas le courage de les imiter, eurent au moins assez de reconnoissance de leurs services pour demander leur delivrance. Ils avoient merité ces soins officieux par plusieurs belles qualitez; & principalement Olivier par toutes celles d'un honnête homme, d'un bon Chrétien, & d'un fidele Pasteur. Cette complaisance de l'Evêque d'Oleron lui attira des affaires dans l'Assemblée generale du Clergé, qui ne trouvoit pas bon qu'on exemptât les Reformez d'une abjuration formelle de leur doctrine. Mais comme les Prelats se prêtent mutuellement des approbations & des éloges, il fut loué de son zèle & de sa prudence, quand il eut dit ses raisons, quoi qu'il ne fût imité presque de personne. Le Clergé trouvoit generalement plus digne de lui, de forcer les Reformez par les tourmens

1587. ments à une profession expresse de toute sa doctrine, que de les engager insensiblement par sa complaisance à une approbation tacite.

*Traitemens fait
à la Noblesse.*

Les autres lieux où cette moderation ne fut point gardée épuisèrent toute la rage du soldat. Mai & Orthez souffrirent de longs & de cruels logemens. La Noblesse ne fut pas mieux traitée que le peuple. Foucaud ayant été rappelé en Poitou, parce que le Clergé y avoit besoin de ses violences, un nouvel Intendant fit assembler les Gentilshommes, & leur déclara les intentions du Roi. Il leur donna huit jours pour deliberer: quoi que Dalon premier President à Pau, homme violent & habile persecuteur, qui avoit eu cette Charge en recompense de ce qu'il avoit desolé toutes les Eglises de Guyenne, comme Du Vigier celle de Saintonge, ne fût pas de cet avis. La plupart succomberent ou à la terreur, ou aux premiers effets des logemens. Il y en eut quelques-uns qui souffrirent long tems ces cruels hôtes; ou qui ne s'étonnerent pas d'abord de l'exil & de la prison. Mais la longueur de ces peines lassâ leur patience. Brasselai Gentilhomme âgé de soixante & quatorze ans, fut envoyé à trois cens lieues de chez lui, par une lettre de Cachet. Il eut peur de la mort, à cet âge où il est presque nécessaire de mourir; & il se racheta de l'exil par le changement. Son fils & sa belle fille, malgré les arrêts que Dalon fit rendre contre eux, se sauverent en Angleterre avec leurs enfans. D'Artigueloune mourut de douleur, dans une retraite où il s'étoit mis à couvert, après avoir été ruiné par les gens de guerre, & avoir vu sa femme & ses enfans changer de Religion. Plusieurs autres furent accablés de longs & cruels logemens. Il y en eut chez des gens de toutes les conditions qui durèrent six, sept & huit mois. Il y eut de pauvres familles qui s'étant sauvées dans les bois, après avoir été ruinées, y demeurèrent errantes plus de quatre mois: & quelques-unes même n'étoient pas encore revenues de cette dispersion trois mois après la revocation de l'Edit. La maison de Grammont oublia son équité dans cette rencontre, par une servile complaisance. L'Intendant Foucaud ayant logé des troupes dans Arté, Seigneurie appartenant au Duc de Grammont, les habitans implorerent la protection de leur Seigneur

*Inhumaineté du
Duc de
Grammont.*

gneur contre cette violence. Mais ce cruel Duc écrivit au contraire au Marquis de Boufflers, qui avoit le commandement de l'armée, de ne les épargner point, & de les traiter à toute rigueur, s'ils faisoient difficulté d'obéir aux ordres du Roi. Cependant ces violences étoient connues à la Cour: & elle trouva un moyen fort aisé de se décharger des importunes remontrances de ceux qui venoient y porter leurs plaintes. Au lieu de les écouter, on les faisoit mettre en prison; & on les y laissoit jusqu'à ce qu'ils se fussent soumis comme les autres. Ainsi d'Aberé étant allé à Paris pour se plaindre de ce qu'on logeoit des soldats chez la Noblesse, contre ses justes & anciens privilèges, n'y reçut point d'autre satisfaction que d'être envoyé à la Bastille; & d'apprendre qu'on avoit exilé son frere, qui s'étoit piqué de persévérance.

FIN DU VINGT-DEUXIEME LIVRE.

HISTOIRE

DE

L'EDIT DE NANTES

TROISIEME PARTIE.

LIVRE VINGT-TROISIEME.

SOMMAIRE DU XXIII. LIVRE.

R *Ejouissances en Bearn. Harangue d'un Avocat de Pau. Resolution d'envoyer les Troupes par tout. Pretextes de commencer par le Bearn : & de traiter les autres Provinces de même. Comment ces pretextes furent approuvez. Les Troupes se repandent dans les Provinces. Comment les Dragons ont eu l'honneur de ces conversions. Procedures preliminaires au logement des Troupes. Complaisance des Convertisseurs pour ceux qui capitulent : dont le Clergé se lasse bien-tôt. Formulaire general : avec de legers adoucissements. Intervention du Nonce. Le Clergé abuse de la foiblesse des Reformez. Maniere dont on entreprend de reduire ceux qui resistent. Crimes impunis. Reduction de Montauban. Honteuses supercheres pour surprendre des personnes de qualité. Exemple singulier de constance. Reduction de Bergerac. Conduite des Commandans. Desolation du Languedoc. Etat où se trouvent les Ministres. Dont plusieurs sont seduits. Mais la plupart reviennent à eux-mêmes. Complot de plusieurs Reformez de Mompellier. Droits des Seigneurs convertis. Traitement fait aux Reformez de la Rochelle. Preparations à revoke l'Edit. Ordonnance de sortir des lieux où on n'avoit pas aquis domicile. Refugiez chassez d'Orange. Revocation de l'Edit. Preface & contenu de l'Edit donné la-dessus. Illusion du dernier article. Equivoque honteuse. Reflexions sur les ordres de la Cour. Suites de la revocation. Biens de ceux qui se reti-*
rent

rent donnez aux denonciateurs. Retour des absens déclaré aux Juges. Arrêt contre les Avocats Reformez. Declaration sur le même sujet. Interdiction des Conseillers du Parlement de Paris. Motifs de l'arrêt glorieux à ces personnes éminentes. Eloge dû à leur constance & à leur piété. Ordonnance contre ceux qui se disoient encore Reformez. Exercice permis aux Mahometans. Preuves du jour de la mort des Reformez. Faveur aux convertis, qui sert de voile à un autre dessein. Domestiques des Reformez. Arrêt en faveur des Protestans étrangers. Traitement fait à plusieurs d'entre eux. Clause maligne de l'arrêt. Revocation de la surseance de payer les dettes. Enlèvement des enfans à leurs peres & meres. Extension de l'Edit. Effets de ces injustices : & de l'assistance des enfans aux Catechismes. Enfans mis dans des Couvens & autres maisons. Histoire digne de remarque. Perseverance incroyable de ces enfans. Cruautez notables exercées contre eux. Vengeances que les enfans en tiroient. Enfans enlevez aux personnes de qualité. Edit contre les femmes & veuves qui perseverent. Diverses violences exercées par les soldats. Outrages faits aux femmes. Exemples dignes de remarque. Cruauté contre nature. Traitement fait aux prisonniers. Prisons affreuses. Noblesse prisonniere. Exemples de constance. Petit nombre de personnes exemptes de violence. Perseverance de plusieurs : tant hommes què femmes. Remarques faites dans les Couvens. Degâts & ravages. Entreprises de particuliers sans autorité. Païsans se deguisent en Dragons pour piller. Insigne supercherie preparée à l'Eglise de Paris : decouverte avant l'effet : dont on se vange sur les Ministres. La conversion y commence par les pauvres. Maniere de convertir les bons Bourgeois. Traitement fait aux Anciens du Consistoire. Remarques sur la patience des Reformez : & sur les exemples de compassion donnez par les Catholiques.

1685.

*Rejouissances en
Bearn.*

Le Clergé triomphoit du succès de ces violences ; & temoignoit autant de joye des réunions qu'elles caufoient ; que s'il avoit été question de quelque bataille gagnée , ou de quelques villes prises sur l'ennemi. Mais ce qu'il y avoit de plus cruel , étoit que les Reformez étoient contraints de prendre

part aux jouissances , dont leur ruine étoit le sujet. Ainsi après la réduction de Pau , on fit une procession générale où on traîna les nouveaux convertis. On célébra une grande Messe où le Parlement assista en Corps. On chanta le *Te Deum*. On tira le canon ; & le Bourgeois à qui on avoit fait prendre les armes , fit plusieurs décharges de mousquetterie. On alluma des feux de joye ; & la Communauté fit jouer des feux d'artifice. Encore que la terreur eût fait tomber presque tous ceux qui avoient fait profession de la Religion Reformée ; & que selon les memoires qu'on en pouvoit dresser dans cette confusion générale , d'environ vingt-cinq mille personnes il en fût à peine resté la trentième partie ; que ceux qui avoient d'abord temoigné de la constance eussent enfin été , pour la plupart , entraînés par l'exemple des autres : qu'à Orthez même où trente familles considérables s'étoient obligées ensemble par un traité , à persévérer dans la Religion quoi qu'il arrivât , les menaces de l'Intendant eussent fait perdre courage à plus des deux tiers : malgré tout cela néanmoins il est certain que presque tous ceux qu'on forçoit d'assister à ces cruelles ceremonies , y portoient sur le visage les marques de l'agitation de leurs consciences : & que ces malheureux ressembloient mieux à des condamnés qu'on mène au supplice , qu'à des gens qui se jouissent & qui triomphent. On ne manquoit pas d'envoyer au Roi des relations de toutes ces particularitez dressées avec tout l'art imaginable , pour lui persuader que tout se réunissoit volontairement. On les accompagnoit encore de certificats , qu'on faisoit signer par les mêmes moyens qui avoient procuré les conversions : & où ceux qui avoient souffert les plus cruelles violences , étoient contraints de déclarer que les soldats avoient vécu chez eux avec modestie , & s'étoient tenus dans les termes des Ordonnances. On envoya même à la Cour une harangue faite à l'Intendant par De Vidal, Avocat au Parlement de Pau , qui avoit été l'un des auteurs de la

*Harangue d'un
Avocat
de Pau.*

la capitulation de l'Eglise de cette ville : & qui portant la paro- 1685.
le pour les autres , vint lui donner des assurances d'une entiere
soumission. On n'en fut pas content au Conseil , parce que
l'Avocat rapportoit la *conversion* de cette Eglise à la *puissance* du
Roi ; & qu'il faisoit trop clairement entendre qu'il entendoit par
là les troupes employées à cette expedition. En effet il se ser-
voit de ces mots , que pour faire rentrer les Reformez *dans le* cxcix;
sein de l'Eglise , il avoit fallu *cette même force* qui avoit su join-
dre les deux mers , & rendre même les Espagnols humbles : &
ces dernieres paroles ne se pouvoient expliquer que de la force
des armes , dont les Espagnols reconnoissoient volontiers que la
puissance étoit plus à craindre , que la justice. D'ailleurs l'A-
vocat donnoit mal à propos à l'Intendant *la meilleure part à cet-*
te conquête : ce qui ne s'accoutumoit pas aux maximes de la
Cour , accoutumée à donner au Roi toute la gloire de tous les
evenemens.

Mais cela n'empêcha pas que jugeant du succès de cette mis-
sion militaire par les relations , qui l'exageroient avec tous les *Resolu-*
secours que la fausse éloquence peut tirer de l'amplification & de *tion d'en-*
l'hyperbole , & où on ne laissoit rien entrer de ces circonstances *voyer les*
odieuses , qui pouvoient faire horreur aux gens de bien , le *trouper*
Conseil ne crût qu'il falloit pousser l'ouvrage plus loin , & redui-
re toutes les Provinces par les mêmes armes qui avoient soumis
le Bearn. On avoit déjà fait l'essai de cette methode dans tant
de lieux , & on avoit vu par tout les Reformez si patiens , si do-
ciles , si peu capables de s'unir & de se defendre , qu'il auroit
fallu être absolument sans courage pour n'oser les pousser à bout.
Rien n'avoit branlé en Poitou , ni en Saintonge , pendant les
violences qu'on y avoit exercées. Le bas Languedoc, les Ceven-
nes, le Vivarais, le Dauphiné avoient subi le joug avec une espe-
ce d'aveuglement , sans resister à l'outrage , sans se ressentir de la
perfidie : & il sembloit qu'étant passées tout d'un coup d'une ex-
tremité à l'autre, ces Provinces qui deux ou trois ans auparavant
avoient résolu de se defendre, pour éviter l'oppression & l'injusti-
ce , avoient renoncé aux actions de courage , & s'étoient deter-
minées à tout souffrir sans murmurer. Enfin le Bearn avoit obéi,
& il n'y paroissoit qu'un petit nombre de *rebelles* ; qui bien loin
d'être en état de causer quelque trouble dans le pais , étoient ou

1685. exilez en des lieux fort éloignez , ou chargez de fers dans les cachots , ou accablez de soldats & de tourmens dans leurs maisons , ou dispersez par la fuite dans des bois , dans des marais , dans des deserts , où ils ne pouvoient faire de mal qu'à eux mêmes. Il n'y avoit donc rien qui pût empêcher de croire , qu'il arriveroit la même chose par tout où on enverroient des troupes.

*Pretextes
de com-
mencer
par le
Bearn.*

Mais on n'avoit pas le même pretexte de les faire marcher vers la Guyenne & le Languedoc , dont on s'étoit servi pour le Bearn. Le Clergé avoit eu l'adresse d'abolir la memoire de la conjuration que ses predecesseurs avoient faite dans cette Principauté , contre leurs Souverains : & en suite il avoit persuadé au Roi que la Religion Reformée n'avoit été établie dans cette Province que par l'autorité de la Reine Jeanne , qui avoit voulu que sa Religion y fût dominante : que comme elle avoit donc banni de ses Etats la Religion Catholique par les armes , en faveur de la doctrine dont elle étoit entêtée , le Roi , qui étoit le Fils aîné de l'Eglise Catholique , pouvoit legitiment se servir du même moyen , pour y detruire la Reformation qu'on y avoit introduite par la violence. Ainsi le Clergé se sert de tout , pour avancer ses desseins : & il fait , quand il en a besoin , faire un crime à ses ennemis de la juste punition des siens. En deguisant au Roi la verité de l'histoire , il faisoit passer pour un attentat de la Reine Jeanne contre les libertez de ses sujets & les droits de leur conscience , une legitime vengeance qu'elle avoit prise du perfide Clergé de ses Etats , qui avoit formé contre elle , & contre les Princes ses enfans , une conspiration dont il seroit malaisé de trouver l'exemple , avant qu'il y eût des Jesuites au monde. Cependant sur ce faux recit d'un événement memorable , on faisoit passer pour une verité constante , que sous une Reine Reformée , la Religion qu'elle autorisoit s'étoit affermie dans le Bearn par la force ; & qu'on ne pouvoit se plaindre par consequent , qu'un Roi Catholique se servit à son tour de la force pour l'y éteindre. Ce fut sur ce raisonnement qu'on fit commencer cette execution militaire par le Bearn : comme s'il y avoit eu quelque consequence à tirer de ce qui s'étoit fait autrefois pour la juste punition d'un peuple rebelle , à ce qu'on vouloit faire maintenant pour l'injuste oppression d'un peuple soumis & obeissant. Mais

le

le même prétexte ne pouvoit servir pour les autres Provinces, où 1685.
 il étoit certain que la Religion s'étoit établie d'une autre manie-
 re. On en trouva donc un autre non seulement équivalent à ce-
 lui-là ; mais encore plus specieux. On prétendit qu'elle ne s'é-
 toit établie que par force par tout où elle avoit été reçue ; & *Et de*
 que principalement à Montauban, à la Rochelle, & dans tous les *traiter*
 lieux où elle avoit eu quelque lustre, elle ne s'étoit ni mainte- *les au-*
 nue, ni conservée que par les armes ; que même ces établisse- *tres Pro-*
 mens étoient d'autant plus illegitimes, qu'ils avoient été faits non *vinces de*
 par le Souverain, comme en Bearn, mais par des personnes pri- *même.*
 vées, ou par des Communautés s'ujettes, contre les ordres ex-
 près de la Cour ; que par conséquent on y pouvoit aussi mettre
 en usage les mêmes moyens, pour ramener au sein de l'Eglise
 Catholique ces Communautés & ces personnes devoyées : d'au-
 tant plus qu'il ne s'agissoit pas de verser le sang, disoit-on, & de
 faire des violences ; mais seulement d'inviter les peuples à ce re-
 tour par une terreur salutaire.

Il n'y avoit personne au Conseil qui eût le soin de répondre *Com-*
 à ces mauvaises raisons, & de faire au moins remarquer que les *ment ces*
 violences des Catholiques, les séditions, les supplices avoient *pretextes*
 exercé trente ans durant les Reformez, avant qu'ils eussent eu la *surent*
 pensée de se défendre. On ne remarquoit pas que tous ces trou- *appron-*
 bles dont la Religion avoit été ou l'occasion, ou la cause, avoient *vez.*
 été couverts par plusieurs amnisties ; & qu'après tant d'Edits qui
 avoient imposé là-dessus silence à tout le monde, c'étoit même
 un crime contre l'Etat que d'en renouveler le souvenir. Au con-
 traire il n'y avoit personne qui pour plaire au Roi, ne cher-
 chât de nouvelles couleurs à donner à ces moyens d'achever le
 dessein dont il faisoit dependre sa gloire. Mais principalement le
 Marquis de Louvois & le Chancelier son pere s'empressoient ex-
 traordinairement, & hâtoient de tout leur pouvoir la fin de cet-
 te importante affaire. Le Chancelier qui avoit paru toute sa
 vie fort équitable dans les affaires de Religion, étoit tout chan-
 gé depuis qu'il étoit parvenu à cette haute dignité : & il n'y avoit
 personne au Conseil qui fût sur ce sujet plus malin, ni plus in-
 traitable que lui. Comme il avoit plus de quatre-vingts ans,
 il n'espéroit pas vivre assez long tems pour voir la Reformation
 éteinte en France, si on ne se servoit de moyens plus efficaces
 que

1685. que les chicanes & les injustices. Nous verrons même comment la peur qu'il eut de mourir avant que la chose fût faite fit précipiter la revocation de l'Edit, dans un tems où toutes les mesures n'étoient pas encore prises. Le Marquis de Louvois vouloit avoir la gloire de tout ; & il ne trouvoit jamais les affaires bien faites, si elles n'avoient passé par ses mains. Comme il avoit donc la première autorité dans les affaires de la guerre, il voulut occuper les Troupes, pendant la treve qui les rendoit inutiles ; & peut-être consoler les Officiers & les soldats, par les libertez qu'il leur donneroit, de ce qu'il avoit établi, dans les choses où ils avoient intérêt, un ordre & un menage dont ils avoient beaucoup de peine à s'accommoder.

Les troupes se repandent dans les Provinces.

Ainsi les Troupes furent dispersées par tout le Royaume ; & à peine eut-on appris les desordres qu'elles avoient faits en Béarn, qu'on fut qu'elles se repandoient de tous les côtez, & qu'elles y exerçoient des cruautéz inouïes. Avant la revocation de l'Edit le haut & le bas Languedoc, la haute & la basse Guyenne, l'Angoumois, la Saintonge, le Poitou, & plusieurs autres Provinces se virent couvertes de soldats ; qui ne parloient que de piller, d'abattre, de brûler, & qui faisant mille maux à ceux qui ne se réunissoient pas assez vite, donnoient encore plus de terreur par leur bruit, leurs menaces & leurs blasphêmes, que par leurs cruautéz même & leurs violences. Dans la plupart des Provinces il y avoit plus de quarante ans qu'on n'avoit vu de Troupes ennemies, ni la licence du soldat autorisée ; de sorte que le mal étant nouveau presque pour tout le monde, il n'y avoit aussi presque personne qui pût se défendre de la peur ; & qui ne regardât cette desolation comme étant également & sans exemple, & sans remede.

Comme les Dragons ont eu l'honneur de ces conversions.

On employa dans cette expedition des soldats de toutes les especes : mais comme le nom, l'habit & les armes des Dragons ont quelque chose de plus remarquable que l'équipage des autres Troupes, & de plus propre à épouvanter, on ne parloit proprement que d'eux ; comme s'il n'y avoit eu qu'eux qu'on eût chargé de cette entreprise. A la verité par tout où on les fit loger, ils répondirent fort bien à l'esperance du Clergé ; & ils ne dementirent point la terreur des peuples ; mais les autres especes de gens de guerre ne leur cederent en rien, & les malheureux qui tomberent entre les mains de l'Infanterie, ou de

la Cavalerie furent traitez aussi cruellement que ceux qui logerent les Dragons. Cependant les Dragons eurent l'honneur tout entier des conversions; & on ne parloit que d'eux; comme s'il n'y avoit eu qu'eux à desoler le Royaume. S'il arrive donc que dans la suite je parle de Dragons comme ayant ravagé des lieux où on avoit logé des Cuirassiers, des Grenadiers, ou d'autres Troupes, il faut se souvenir que dans cette expedition tout cela s'appelloit Dragons; & qu'ainsi j'ai dû parler comme tout le monde.

Lors qu'on faisoit marcher les Troupes vers quelque ville, on observoit de faire assembler les Reformez, quelques jours avant qu'elles arrivassent, & on leur proposoit de rentrer dans la communion Catholique. On ne se mettoit pas en peine d'en alleguer des motifs capables d'éblouir ou de toucher. Cela auroit donné trop d'affaires à ceux qui étoient chargez de porter la parole. On presupposoit que les Reformez étoient convaincus de la nécessité de ce retour; que le Clergé en avoit mis les raisons dans une pleine évidence; que ce qui empêchoit les Reformez de se réunir n'étoit plus qu'un point d'honneur, ou un esprit de cabale, qui entêtoit principalement les Ministres. On le disoit, non pas parce qu'on croyoit que la chose allât ainsi; mais parce qu'il falloit que cela parût vrai, pour autoriser les expediens dont on avoit résolu de se servir. On se contentoit donc d'avertir les Reformez que le Roi ne vouloit plus souffrir qu'une Religion dans son Royaume, on les exhortoit à se conformer à sa volonté; on les assûroit que cette marque d'obéissance lui feroit plus agreable que les plus grands services; & on ne manquoit pas de conclure le discours par des menaces d'exercer de grandes rigueurs, contre ceux qui n'auroient pas cette complaisance. L'Intendant étoit presque toujours celui qui faisoit la proposition: ou en son absence, dans les lieux les moins importants, ses Subdeleguez. Il y eut quelques lieux où la commission fut prise par l'Evêque du Diocèse: & d'autres où l'Officier qui avoit le commandement des Troupes fut chargé de cette demarche. Dans les paroisses de la campagne où le Curé étoit assez habile homme pour faire un discours d'un demi quart d'heure, ou assez violent pour épouvanter les païsans par des blasphêmes ou par des menaces; on se servit de lui pour preparer les esprits: & ailleurs quelque Consul, quelque Marguillier, quelque Procureur Fiscal en prit la charge. Mais par

*Procedu-
res preli-
minaires
au loge-
ment des
Troupes.*

1685. tout la proposition fut faite si cavalierement, qu'on eût dit qu'il s'agissoit plutôt de jouer une comédie, que de traiter de la plus importante affaire du monde. On donnoit du tems à ceux de qui la reponse étoit chancelante, afin qu'ils eussent le loisir de capituler: & d'abord, pour ne rebuter personne, on recevoit toutes les conditions qui étoient offertes par les Reformez. On se contentoit d'une réunion à l'Eglise Romaine, dans quelque forme qu'elle fût faite. Les uns dressoient leur formulaire de telle sorte qu'ils croyoient n'abjurer point leur Religion, & ne s'engager point à ce que l'Eglise Romaine enseigne ou pratique de contraire. Les autres y apportoient moins de façon, & s'envelopoient du mot general de *réunion à l'Eglise dont leurs pères s'étoient separés*. Tous cherchoient à se couvrir de quelque équivoque, à la faveur de laquelle ils se pussent persuader qu'ils n'avoient point renoncé à la profession de la verité. Quelques-uns ou pour faire leur cour, ou pour se réserver tacitement l'excuse d'avoir cédé à une force majeure, faisoient employer dans l'acte de leur abjuration qu'il se réunissoient *pour obéir à la volonté du Roi*. On en reçut un grand nombre qui declaroient seulement qu'ils embrassoient *la Religion Catholique, Apostolique & Romaine pour y suivre toutes les veritez chrétiennes & orthodoxes qu'elle enseigne, conformément à la doctrine de notre Seigneur JESUS-CHRIST & de ses Saints Apôtres*. D'autres à qui le culte de l'Eglise Romaine faisoit plus de peine que ses mysteres, croyoient se mettre à couvert de ce qu'il a d'odieux par une espece de protestation, qu'ils vouloient *vivre & mourir dans l'union de cette Eglise, en aimant Dieu & JESUS-CHRIST, & l'adorant uniquement du culte souverain qui lui appartient*. On traitoit encore les particuliers plus favorablement que les Communautés: & quelquefois on les dispensoit de tout ce qui leur faisoit un peu de peine. Dire *je me réunis*, c'étoit tout ce qu'on demandoit à ceux qui ne vouloient faire rien davantage: & quand après avoir fait une semblable declaration quelqu'un ne la vouloit pas signer, le Curé ou quelque autre signoit en sa place. Prononcer *Jesus-Maria*, faire le signe de la Croix en recitant les paroles que l'Eglise Romaine attache à cette ceremonie, dire en Latin le Symbole, ou l'Oraison Dominicale, c'étoit assez pour être estimé *converti*: & souvent ceux qui

qui étoient accablez de gens de guerre se delivroient par là de ces importuns logemens. J'ai vu un acte de réunion conçu en ces propres termes : *Je reconnois & confesse l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine comme elle étoit du tems des Apôtres : & je renonce & abjure toutes les erreurs qui se sont glissées depuis ce tems-là.* Cette déclaration avoit été passée par quelque particulier de la Province de Bourbonnois : & cela fut pris pour une suffisante abjuration de la Religion Reformée. Mais le Clergé se laissa bien-tôt de ces victoires imparfaites. Il ne croyoit pas faire souffrir aux consciences une assez cruelle contrainte, en laissant aux malheureux qu'il persécutoit la triste consolation de n'avoir fait qu'une abjuration generale ou équivoque. Il voulut les forcer enfin par degrez à faire une profession toute entiere de la doctrine Romaine, & à jurer de croire tous les articles dans lesquels elle differe de la Reformée. C'est-à-dire que le parjure envelopé de ceux qui se rangeoient à la Communion Catholique, en signant un formulaire qui ne contenoit expressément ni d'abjuration de la Religion Reformée, ni d'engagement formel aux erreurs contraires, ne donnoit pas un air assez triomphant à l'empire que le Clergé usurpe sur les consciences. Pour contenter ce vaste orgueil, par lequel il aspire à dominer sur le cœur, dont il n'y a que Dieu qui soit légitimement le maître, il vouloit forcer la bouche à dementir solennellement la conscience : & en faisant jurer aux convertis article par article une doctrine qu'ils detestoient, leur faire prononcer autant de parjures que de paroles. Il fit donc alterer seulement en quelques lieux la profession de Foi que le Pape Pie IV. avoit fait dresser après le Concile de Trente, & voulut qu'elle fût signée par tous ceux qui deviendroient sa conquête. Ainsi au lieu que cette ancienne profession de Foi porte ces mots, *Je crois constamment qu'il y a un Purgatoire &c. & qu'on doit honorer & invoquer les Saints & les Saintes &c. je tiens fermement qu'on doit avoir & retenir les images de JESUS-CHRIST, & de sa bienheureuse mere, perpetuellement Vierge, & des autres Saints & Saintes &c.* on avoit substitué des termes plus doux, qui n'emportoient pas, ce semble, une indispensable nécessité de croire ces articles : & on obligeoit seulement le Proselyte à se servir de ces mots, *Je confesse qu'il y a un Purgatoire &c. j'avoue qu'on doit honorer les Saints &*

Dont le
Clergé
se laisse
bien-tôt.

CXCIII.
Formu-
laire ge-
neral.

1685. *les Saintes &c. comme aussi qu'on doit avoir & retenir les ima-*
Avec de ges &c. Il ne fut pas possible au Clergé de se dispenser de ces
legers petits changemens, parce qu'il y avoit déjà long tems qu'il avoit
adoucif- commencé à reculer sur ces trois articles; & que les Missionnai-
semens. res mêmes avoient pris le party de soutenir que l'Eglise Catholi-
 que n'imposoit pas de joug sur ces points; & qu'elle n'exigeoit
 pas de croire ces choses, mais seulement de ne condamner point
 ceux qui les croyoient, & de ne regarder pas comme superstitieuses
 les pratiques fondées sur cette doctrine. En un mot ces disputes
 étoient comme abandonnées par tous les Catholiques qui se pi-
 quoient de bon sens; & ils ne parloient presque jamais à per-
 sonne pour le *convertir*, sans convenir avec lui que le Purgatoi-
 re étoit une invention des Moines; qu'on pouvoit être bon Chré-
 tien sans invoquer les Saints; qu'on pouvoit sans choquer la Re-
 ligion ne faire jamais la moindre inclination devant les images.
 Quelques-uns alloient même jusqu'à dire qu'ils n'avoient jamais
 adressé de priere aux Saints; & qu'ils n'avoient jamais eu de de-
 votion pour les images: qu'on les laissoit au peuple qui en étoit
 entêté; mais que les honnêtes gens savoient bien se mettre au dessus
 de ces amusemens du vulgaire. L'Evêque de Meaux dans son
Exposition de la doctrine Catholique, s'étoit approché de ce re-
 lâchement de ses confreres autant qu'il avoit osé le faire: & dans
 l'*avertissement* qu'il avoit mis à la tête de la seconde édition, il
 avoit laissé échapper ces mots, où ses amis même trouvoient un
 peu trop de hardiesse, *Nous ne servons point les images: à Dieu*
ne plaise. Après cela il n'y avoit pas d'apparence de se dedire
 grossièrement; & puis qu'on avoit tant de fois promis quartier
 aux Reformez la-dessus, pour leur rendre ces abus plus tolera-
 bles, il n'auroit pas été de la prudence de leur faire jurer ces
 articles, en des termes qui les pouvoient faire passer pour très-
 importants & très-necessaires. Il y a même de l'apparence que le
 Clergé auroit porté sa complaisance plus loin, si le Nonce du
 Pape étant averti que l'Assemblée generale, ou plutôt l'Archevê-
 que de Paris sous son nom, & par l'avis des Jésuites, vouloit
 dresser une profession de Foi nouvelle, plus propre à contenter
 les *convertis* que celle de Pie, ne fût intervenu au nom de son
 maître, & n'eût fait des remontrances au Roi sur l'autorité que
 le Clergé vouloit se donner de dresser des formulaires de doctri-

*Inter-
vention
de Nonce.*

ne, autres que celui que toute l'Eglise Catholique avoit reçu depuis le Concile de Trente. Cette petite traverse fit de la peine, soit parce qu'elle venoit d'un Pape que le Roi n'aimoit pas, soit parce qu'on craignoit qu'elle ne retardât l'ouvrage des *conversions*. Mais il fallut complaire au Pape, de qui on connoissoit l'esprit inflexible: & comme on croyoit dangereux de faire voir de la division entre le Clergé de France & le souverain Pontife, sur le sujet d'un formulaire de doctrine, dans le tems qu'on travailloit à reduire tous les François à l'unité, il fut trouvé bon de se tenir à la profession de Foi accoutumée. Ainsi le Clergé se résolut à n'adoucir rien, & commença dès lors à se vanter que pour reduire les Reformez, *il n'éteindroit pas même un des cierges dont on pare les autels*. On vit l'essai de cette rigueur à Bourdeaux, où plusieurs ayant capitulé avec l'Intendant, & signé un formulaire dont ils étoient convenus avec lui, ne laisserent pas d'être obligez, quinze jours après, à signer la profession de Foi ordinaire. Le courage même croissant au Clergé à proportion de ses conquêtes, il demandoit de jour en jour aux *convertis* de plus grandes marques de soumission. D'abord il se contenta de la signature du chef de la famille: peu après il voulut que les maris répondissent de leurs femmes: & en suite il obligea les pères, pour se decharger des gens de guerre, à mener leurs enfans avec eux aux exercices de la Religion Catholique. Après la revocation de l'Edit, le mal empira encore. Un Ministre attendant à Rouën, dans l'antichambre de Marillac, la signature d'un passeport, pendant que les Cuirassiers ravageoient tout dans cette ville, vit en une heure de tems changer les ordres trois fois. D'abord aussi-tôt qu'un soldat amenoit son hôte à l'Intendant, sur la simple déclaration de vouloir être Catholique, on le dechargeoit du logement. Peu après on voulut un certificat d'abjuration signé du Curé de la paroisse: & enfin on demanda qu'il fût exprimé dans le certificat que ceux qui avoient femme ou enfans, les avoient menez avec eux, ou avoient promis de les reduire à la Religion Catholique. Cependant il y avoit encore des gens distinguez pour qui'on avoit des égards, & à qui quand ils avoient le tems de faire leurs conditions, on accordoit des traitemens particuliers tels qu'ils les vouloient. Les *Convertis* ne se mettoient pas en peine de faire des hypocrites &

Le Clergé abuse de la faiblesse des Reformez.

1685: des impies, & se-jouïoient sans scrupule de la Religion par des équivoques, pourveu qu'ils fissent des *conversions*. Il y eut même des occasions où les Officiers qui avoient le commandement des Troupes n'en vouloient croire ni les Curez, ni les Evêques, lors que ceux-ci étoient d'avis au moins de sauver quelques apparences. Les gens de guerre leur repondoient qu'ils avoient leurs ordres; & qu'ils étoient obligez de suivre ce qu'on leur mandoit de la Cour.

*Maniere
dont on
entre-
prend de
reduire
ceux qui
résistent.*

Mais toute la complaisance de ceux qui travailloient à la réduction des Reformez, étoit pour ceux qui n'avoient pas le courage de résister: & quand il y avoit quelqu'un qui ne se rendoit pas d'assez bonne grace à leurs sollicitations, il n'y a point d'extrémité où ces barbares ministres de la passion du Clergé ne portassent leurs violences. Il n'étoit défendu aux soldats que de tuer & de violer. Toutes les autres cruautés leur étoient non seulement permises, mais commandées: & quand même il arrivoit que quelqu'un mourût entre les mains de ces bourreaux, ou qu'ils attentoient brutalement à l'honneur des femmes, ils en étoient quittes pour des remontrances verbales, ou pour quelques jours de prison.

*Crimes
impunis.*

Deux Dragons ayant violé aux environs d'Agén une fille de quinze à seize ans, & ne pouvant après cela se faire de la tante, qui les poursuivoit avec toutes les injures que le désespoir pouvoit lui mettre à la bouche, qui les prenoit à la gorge, leur sautoit aux yeux, leur déchiroit le visage avec les ongles: & voyant d'ailleurs agoniser la fille, dont ils n'avoient pu vaincre la résistance, qu'après l'avoir presque assommée, ils poignardèrent cette vieille femme, & jetterent son corps & celui de sa niece dans la riviere. Cette horrible action n'ayant pu demeurer cachée, on les arrêta, on leur fit leur procès, on les condamna: mais au lieu de les punir, on les traîna de Jurisdiction en Jurisdiction, sous le prétexte d'appel, & enfin on les transféra dans les prisons du Parlement, où on se contenta de les tenir quelques mois. Enfin on les élargit, & ils en furent quittes pour la peur. Comme la plupart des Officiers avoient plus d'honneur que leurs soldats, on craignit à la Cour que leur présence n'empêchât les *conversions*: & on donna des ordres fort exprés aux Intendans de ne les loger point avec leurs Troupes, principalement chez les Gentilshommes:

de

de peur que par civilité ils ne reprimassent l'insolence des 1685.
Dragons.

On peut juger aisément par là que les soldats étant assurés <sup>Reduc-
tion de
Montau-
ban.</sup> qu'on ne leur feroit pas porter la peine de leurs cruautés, s'abandonnerent sans retenue à toute sorte de licence. Mais avant que je face le detail de leurs barbares inventions, il faut dire quelque chose de la maniere dont on se prit à *convertir* les villes les plus importantes. Après la réduction du Bearn, on voulut conquérir Montauban, & les villes de Guyenne, comme Tonneins, Nerac, Clairac, Ste. Foi, Bergerac, & plusieurs autres qui étoient dans la dependance du Parlement ou de la Generalité. Le Marquis de Boufflers se rendit à Montauban vers le quinzième du mois d'Août, & fit d'abord en termes civils la proposition de se *convertir* : mais la reponse qui lui fut faite ne l'ayant pas contenté, il fallut avoir recours à d'autres expédiens. On lui avoit fait le portrait de ceux qui seroient les plus aisez à gagner. Il les engagea facilement par des promesses & des paroles flatteuses à favoriser la réduction des autres ; & à leur donner l'exemple d'une réunion volontaire. Les principaux de cette cabale furent le Marquis de Reiniers, le Baron de Villemade, & Satus Avocat célèbre au Presidial de Montauban. Quand on fut assuré d'eux, & de quelques autres qui promirent de les imiter, on fit une assemblée generale des Reformez, où le desir que le Roi avoit de les ramener dans la Communion Catholique fut proposé comme une raison decisive en matiere de controverse. L'assemblée fut faite dans le Bureau de l'Élection ; & la parole fut portée par le President des Elus, que la Berchere Intendant, appelé ailleurs pour faire le logement des Troupes, avoit commis en particulier pour y assister en sa place. Une vingtaine de ces prevaricateurs qui étoient presens demanderent la permission de continuer l'assemblée, pour deliberer sur la proposition qui leur étoit faite, & pour s'éclaircir entre eux des motifs qui avoient obligé les Reformez à se separer de l'Eglise Romaine. Mais comme ils virent bien qu'une vingtaine de têtes ne suffisoit pas pour autoriser une deliberation si importante, qu'on vouloit faire passer pour generale, ils demanderent aussi qu'on grossît l'assemblée de tous les habitans qui voudroient y assister. Tous ces gens gagnez signerent leur requisition, & obtinrent aisément ce qu'ils demandoient.

1685. Le lendemain, qui étoit le vingt-quatrième du mois, ils se rassemblèrent au même lieu, en présence du même Commissaire; & l'assemblée se trouva composée d'environ cent cinquante personnes, dont il y en avoit plus de trente qui ne savoient pas écrire. On peut juger avec quelle maturité cette grande affaire fut traitée, puis que cent cinquante personnes la déciderent en quatre heures: & qu'il ne fallut qu'une matinée à ces bons devots, pour renverser un ouvrage, qui avoit coûté à leurs peres tant de travaux, tant de larmes, & tant de sang. Ils reconnurent, disoit l'acte qui en fut dressé, qu'il n'y avoit point de cause legitime de separation; & suivant cela ils résolurent de donner au Roi la satisfaction de faire cesser le schisme, & de rentrer sous son glorieux regne dans le sein de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.

Honteuses supercheries, pour surprendre des personnes de qualité.

Dès le vingtième du mois les Troupes étoient entrées dans la ville, les armes hautes, & la Cavalerie l'épée à la main, comme dans une ville ennemie, & elles y avoient fait des ravages incroyables. On n'en permet pas autant au soldat dans une ville prise d'assaut, dont on lui abandonne le pillage. Cependant quatre jours de violences n'avoient pas encore fait de grands effets, puis que sur le grand nombre de personnes qui avoient composé l'Eglise de Montauban, il ne se trouvoit encore que cent cinquante hommes ou environ, qui voulussent trahir les intérêts de leur conscience. En effet il y eut beaucoup de gens qui donnerent de grands exemples de courage; & principalement beaucoup de personnes qualifiées. Les Barons de Mombeton, de Mauzac, de Viçose, de la Mothe, de Verlhac, Pechels de la Buiffonnade, & plusieurs autres souffrirent de cruelles extremitez. Avant que les Troupes eussent commencé à exercer leur fureur, on voulut tendre un piege aux quatre premiers, personnes d'autorité, capables d'entraîner les autres par leur exemple: mais personnes d'une probité reconnue, & à qui on desespéroit de faire faire une lâcheté autrement que par surprise. On les fit donc avertir secrètement que pour éviter le pillage de leurs maisons, ils feroient bien de faire quelque civilité au Marquis de Boufflers, qui ne manqueroit pas de les traiter comme des gens de merite. Ils donnerent dans le piege, & le Baron de Mauzac s'étant rendu le premier dans la maison où le Marquis étoit logé, on le fit

at-

attendre dans l'antichambre, jusqu'à ce que l'Intendant & l'Evê- 1685.
 que qu'on avertit de la chose fussent arrivez. Ils entrèrent dans
 la chambre du Marquis par une autre porte, & concerterent avec
 lui de quelle maniere il falloit se prendre à catholiser le Baron.
 Quand les mesures furent prises, on le fit entrer, & après quel-
 ques discours qui tendoient à l'amener à une *conversion* volontai-
 re, l'Evêque prit la parole, & dit qu'il ne falloit pas faire tant
 de façon avec ce Gentilhomme; qu'il ne falloit que se mettre à
 genoux, & qu'il alloit simplement lui donner l'absolution de l'*He-
 resie*. En même tems des personnes apostées saisirent le Baron,
 & lui donnant le croc en jambe, le firent tomber. Cette inso-
 lente hardiesse, la crainte du piege, l'étonnement, la chute fi-
 rent un si grand effet sur lui, qu'il s'évanouit, & que les malhon-
 nêtes gens qui l'avoient mis dans cet état, eurent de la peine à
 l'en faire revenir. Un Commandeur de Malte, qui trouva cet-
 te maniere de *convertir* le monde fort nouvelle, & fort peu chré-
 tienne, le tira de leurs mains: mais comme ils ne vouloient pas
 avoir le démenti de cette entreprise, ils ne cederent à l'interces-
 sion du Commandeur, qu'en le rendant responsable de la *conver-
 sion* du Baron. Ce ne fut pas lui néanmoins qui l'ébranla. Il
 n'y eut que les soldats qui vinrent à bout de sa patience; & qui
 par des veilles forcées l'ayant jetté dans une espèce de rêverie,
 où il étoit hors de lui-même, lui extorquerent une signature, qu'il
 repara peu après en abandonnant ses biens & le Royaume. Ce
 mauvais succès ne rebuta pas les *Convertisseurs*: & le Baron de
 Viozose étant entré peu après, on lui voulut faire la même chose.
 Mais quoi qu'il eût été porté par terre, il se releva brusquement;
 choisit un lieu où on ne le pût prendre par derriere, mit la main
 sur la garde de son épée, & parut si résolu à se défendre, si on
 lui vouloit faire violence, qu'on aima mieux ne porter pas la
 chose plus loin. Le Baron de Montebeton vint le dernier. Il
 étoit âgé de soixante & quatorze ans: mais ce grand âge, ni la
 qualité de ce Gentilhomme, Seigneur d'une considerable Baron-
 nie dans le bas Diocèse de Montauban, n'inspira aux *Conver-
 tisseurs* ni respect ni pitié pour lui. On le traita comme les au-
 tres: mais comme par bonheur il étoit botté, ses éperons em-
 pêcherent qu'on ne pût le faire tomber, & ses discours fermes
 & vigoureux fermentent la bouche à l'Evêque. L'année suivante

1685. il fut arrêté en voulant sortir de France : & selon la rigueur des Declarations , il fut condamné aux galeres. On fit de grandes sollicitations à la Cour en sa faveur : mais quoi que son âge & sa qualité dussent rendre la chose aisée, on eut beaucoup de peine à le decharger de cette condamnation odieuse , & on fit passer la grace qu'on obtint pour une marque extraordinaire de la clemence du Roi. Le Baron de la Motthe évita le piege , en ne se trouvant point au rendez-vous ; mais il en fut puni par la ruine de deux belles maisons qu'il avoit : & enfin la misere & la prison extorquerent de lui une signature.

*Exemple
singulier
de con-
stance.*

Je ne puis m'empêcher d'ajouter au recit de ces lâches fourberies , un exemple de cruauté signalée. Pechels de la Buissonna-de & Marquise de Sabonnieres sa femme furent de ceux qui prefererent leur devoir à toutes choses. Le vingt-sixième d'Août on leur envoya trente-huit Cavaliers, qui pillerent leur maison , & en firent vendre les meubles sous divers pretextes. Ils enfoncerent les portes de toutes les chambres , rompirent les coffres & les armoires ; convertirent les plus belles sales en écuries : & ne laisserent pas au maître de la maison un lit où il pût passer la nuit. Sa femme étoit grosse, & à la fin de son terme. On la reduisit dans cet état avec son mari à sortir de sa maison , & elle ne prit avec elle qu'un berceau & quelques hardes necessaires , pour l'enfant dont elle esperoit d'être bien-tôt delivrée. Quatre autres enfans dont l'aîné n'avoit que sept ans, suivirent leur pere & leur mere. Cependant les Cavaliers les voyant partir dans ce pitoyable équipage , leur jetterent par les fenêtres plusieurs cruches d'eau , qui les mouillerent par tout le corps. Ces pauvres gens demurerent sans retraite, pendant qu'on achevoit de les piller : & après qu'on eut enlevé tout ce qu'ils avoient , on leur envoya ordre de retourner chez eux , pour y recevoir de nouveaux logemens , à peine de desobeissance. Les clefs de la maison ne se trouvant plus, l'Intendant eut la dureté de leur ordonner d'en faire lever les serrures. Il leur fit rendre neanmoins enfin les clefs : & aussi-tôt il leur envoya six fuzeliers , qui ne trouvant plus rien à piller , se mirent à commettre mille insolences. La constance de ces deux courageuses personnes étant à l'épreuve de cette fureur , on leur renvoya d'heure en heure de nouveaux hôtes , qui les reduisirent encore une fois à sortir de la maison.

maison. Cette pauvre femme se sentit prise de ses douleurs au milieu des rues, & se trouva sans retraite dans ce cruel embarras. Il y avoit des defenſes ſi ſeveres de donner le couvert à ceux qu'on appelloit *rebelles*, & on condamnoit les contrevenans à de ſi groſſes amendes, que ceux même qui fondonnoient en larmes en voyant le courage & le triſte état de cette Dame, n'oſoient lui offrir le moindre ſecours. Elle n'étoit aſſiſtée que de ſon mari, & d'une Sage-femme qui la tenoient ſous les bras ; & ſon terme approchant de moment en moment, il ſembloit qu'elle ne pouvoit éviter d'accoucher ſur le pavé ; mais la Providence permit que la maiſon d'une des ſœurs de cette Dame, mariée à une perſonne conſiderable, qui n'avoit point encore changé, ſe trouva ſans ſoldats, parce qu'on avoit envoyé ailleurs ceux dont on s'étoit ſervi pour y faire le dégât. D'autres à qui on avoit ordonné de prendre leur place, ne purent trouver la maiſon ; & ainſi la nuit ſe paſſa, ſans qu'il y eût de logement. Pendant ce favorable intervalle, cette pauvre femme fut heureuſement delivrée : mais elle n'eut que quelques heures pour ſe remettre de ſon travail. Dès le lendemain matin ſa retraite fut remplie de ſoldats, qui allumerent un ſi grand feu dans ſa chambre, qu'elle & ſon enfant en penſerent étouffer. Les Officiers à qui elle ſ'en plaignit la traiterent encore plus mal que leurs ſoldats. Elle fut contrainte de quitter la chambre, pour avoir un peu de repos ; & deux ou trois jous après de ſortir de la maiſon. Elle crut que ſon état feroit pitié à l'Intendant. Elle ſe traîna chez lui avec peine, ſon enfant entre ſes bras. Elle tâcha de l'attendrir : mais au lieu d'être touché de ſa douleur, ou de ſon courage, il lui dit mille duretez, & lui refuſa toute ſorte de ſecours. Sa conſtance ne ſuccomba point à cette cruelle tentation. Elle courut toutes les rues ſans trouver perſonne qui la voulût aſſiſter ; & enfin elle ſe réſolut à paſſer la nuit, avec ſon enfant, ſur une pierre, vis à vis de la maiſon de ſa ſœur. Cependant on lui avoit donné des ſoldats qui la ſuivoient par tout, & qui dans les beſoins même que peut avoir une femme en cet état, l'importunoient de leur preſence & de leurs brutales injures. Une voiſine du lieu où elle s'étoit aſſiſe fut ſi touchée de ſon malheur, qu'elle alla trouver l'Intendant ; & que l'ayant fait revenir un peu à lui même, par mille reproches de ſa cruauté, elle obtint la permiſſion

1685. de lui donner retraite chez elle , à condition que ses Gardes ne la perdissent point de vue. Quelques jours après les forces lui étant revenues , on lui ôta ses Gardes : elle se rejoignit à son mari qu'elle trouva aussi constant qu'elle ; & qui n'ayant plus rien que les soldats pussent piller , les avoit vu mettre à l'hôtellerie , pour y vivre à discretion à ses depens. Ils souffrirent ensemble cette rude épreuve jusqu'au quinziesme de Janvier de l'année suivante , que Pechels fut mis en prison. Il y demeura dix-huit mois traîné d'une prison à l'autre : & après avoir éprouvé celles de Montauban , de Cahors , de Mompellier , de la Tour de Constance à Aiguemortes , de l'Hôpital des Forçats à Marseille , il fut enfin embarqué avec soixante-neuf autres personnes pour l'Amerique. Quand il fut arrivé à l'Isle de St. Domingue , sur la côte que les François y possèdent , les Prêtres obligerent le Commandant de le releguer encore plus loin , parce qu'il empêchoit la *conversion* des autres. Il fut envoyé à l'Isle-Vache , d'où il trouva le moyen de se sauver à la Jamaïque , par l'assistance des Catholiques même du lieu : & de là il fut conduit en Anglerterre , peu après que Guillaume , alors Prince d'Orange , y eut pris terre pour la defense de la Religion & des loix. La femme de Pechels fut chassée de Montauban par l'Intendant , comme femme d'un mauvais exemple pour les nouveaux *convertis*. Quelque tems après on lui enleva ses cinq enfans ; & on la voulut arrêter elle même. Des Paisans Catholiques lui aiderent à se sauver : elle eut le bonheur de trouver des amis & des retraites ; d'assister son mari secretément dans tous ses besoins , & d'éviter tous les pieges qu'on lui put tendre.

Reduction de Bergerac.

Cependant les autres villes des environs souffrirent le même traitement que Montauban : & à l'exemple de celle-cy elles succomberent , après avoir essayé quelques violences. Il arriva la même chose en Guyenne , où tout fut mis en desordre par les soldats ; & la patience des plus fermes fut mise à bout par toute sorte de cruantez. Il y eut cent compagnies de soldats de toute espece logées à Bergerac , où elles exercerent long tems tout ce que la fureur est capable d'inspirer. On logeoit des Compagnies entieres chez de simples Bourgeois , qui n'avoient pas assez de bien pour payer d'une année de leur revenu la depense que ces cruels hôtes faisoient en un jour. Mais cela n'empêcha pas qu'on n'écri-

n'écrivit en Cour que le Marquis de Boufflers ne faisoit pas son 1685.
 devoir ; & qu'il se feroit fait des *conversions* & plus promptes &
 plus nombreuses, dans les lieux où il avoit le commandement ;
 s'il y avoit tenu la main avec assez de severité. Ces plaintes lui at-
 tirerent une lettre du Marquis de Louvois , qui lui reprochoit de
 la part du Roi , que les Troupes qu'il commandoit avoient fait
 moins de progrès ; que celles qui agissoient sous d'autres ordres
 dans d'autres Provinces. En effet les Marquis de la Trouffe, de
 St. Ruth, de Rose, le Comte de Tessé, & quelques autres sa-
 voient bien mieux l'art des *conversions* , & à les voir agir on au-
 roit cru qu'ils n'avoient plus rien de François que le langage. Ils *Conduite*
 n'avoient ni justice ; ni compassion ; ni civilité pour personne ; *des Com-*
 & toutes leurs actions sentoient plus les Capitaines de Bandits , *man-*
 que les Officiers generaux de Troupes réglées. Le Comte de *dans.*
 Tessé ayant fait arrêter quelque malheureux , dans le tems qu'on
 faisoit des Assemblées , & se proposant de le faire mourir pour
 servir d'exemple, une personne de qualité alla se jeter à ces pieds,
 pour lui demander la vie de ce miserable. Elle lui tint un dis-
 cours entre-coupé de soupirs & mêlé de larmes , & la maniere
 dont elle parloit ressembloit assez à un triste hurlement. Ce
 barbare pour joindre l'insulte à l'outrage, se mit à genoux com-
 me elle , joignit les mains , & faisant d'horribles grimaces des
 yeux & de la bouche , se mit à hurler pour la contrefaire. Les
 Officiers imitoient leurs Generaux , & renonçoient comme eux
 à l'humanité & à la pudeur. Le Chevalier de Jennes Capi-
 taine d'Infanterie, ayant trouvé dans un grand chemin le Fer-
 mier d'un nommé la Valette , qui, comme son maître l'a plu-
 sieurs fois protesté , alloit au marché pour les affaires de sa
 ferme , le fit arrêter comme s'il eût été présent à une Assemblée
 qui s'étoit faite la nuit précédente : & voulut obliger ses soldats
 à le pendre à un arbre , qui se trouvoit sur le lieu. Ces soldats le
 refuserent , & lui dirent qu'ils n'étoient pas bourreaux , mais gens
 de guerre. Il se moqua de leur scrupule , & pour leur donner
 l'exemple d'un courage au dessus de ce point d'honneur , il mit
 lui même la corde au cou de ce miserable , & avec le secours de
 ses soldats il acheva de le pendre , quoi que jusqu'au dernier
 soupir ce pauvre homme protestât de son innocence. Cette ac-
 tion du Chevalier fit horreur à ceux qui avoient encore un peu
 d'hon-

1685. d'honneur. On lui en fit de sanglantes railleries. Quelques uns s'éloignoiént de lui avec mepris , & refusoient de manger en sa compagnie : il y en eut un même assez hardi pour lui envoyer un bout de corde dans un billet , comme un présent convenable à sa nouvelle dignité de Bourreau , sur laquelle il lui faisoit compliment. Mais cette honteuse action fut bien-tôt oubliée , & le Chevalier n'en fut pas moins agreable à ses Generaux.

Desolation du Languedoc.

Etat où se trouvent les Ministres.

Comme les Troupes se repandirent de la Guyenne dans toutes les Provinces voisines , l'Agenois , l'Angoumois , la Saintonge , l'Aunis , le Poitou , elles coururent d'un autre côté le Rouergue , le Languedoc , les Cevennes , le Vivarais , le Dauphiné : & comme on faisoit valoir par tout la capitulation qu'on attribuoit à l'Eglise de Montrauban , on y trouvoit aisément des esprits disposés à l'imiter. Il y eut par tout des lâches qui previnrent les tourmens par leur complaisance , & qui donnerent par là plus de pretexte de mal traiter ceux qui avoient plus de courage : parce qu'en comparaison de ces complaisans on les traitoit d'entêtez & de rebelles. Dans la plupart des lieux où on exerçoit ces violences , on avoit un grand soin d'empêcher que les Ministres ne vinssent troubler , par quelque exhortation secrette , le cours de cette prosperité. On craignoit les exemples de leur courage : & ce fut par cette raison qu'on se lassâ bientôt de les mettre en prison , comme on avoit fait d'abord en Bearn. On craignoit même leur presence , & on ne tenoit pas pour assurée la reduction d'une Eglise , quand il y avoit un homme de ce caractere dans l'enceinte de son ressort : c'est pourquoi on éloignoit tous les Ministres sous divers pretextes ; & quand ceux qui se tiroient des Edits & des Declarations ne suffisoient pas , on en inventoit de nouveaux. Ils ne savoient où demeurer dans ces Provinces où il y avoit eu autrefois presque autant d'Eglises que de paroisses : & n'osant s'arrêter dans aucun lieu , parce qu'il n'y en avoit pas un qui ne fut trop près de quelque exercice interdit , ils ne faisoient que courir d'une ville à l'autre , traînant avec eux leurs familles au travers des bois & des montagnes ; & souvent reduits à passer la nuit au pied de quelque arbre , ou parce qu'ils ne trouvoient pas un ami qui les voulût au moins loger en passant , ou parce que toutes les hotelleries , les maisons bourgeoises , les chateaux de la Noblesse , les fermes , les metayeries étoient pleines de Dragons.

gones. Il y eut plusieurs femmes qui se trouvant alors à la fin de 1684. leur grossesse, accouchèrent dans quelque bois, sans autre couverture pour se garantir dans ce triste état des injures du tems, que l'ombre d'un arbre, ou le feuillage d'une haye. Mais en même tems qu'on les éloignoit de leurs Eglises, de peur que s'ils avoient du courage & de la constance les Troupeaux ne voulussent les imiter, on ne laissoit pas de se prevaloir des extremités où on les voyoit reduits. Les persecuteurs n'ignorant pas que la *conversion* d'un Ministre étoit un coup d'importance, qui pouvoit autoriser & faciliter celle des peuples, ils ne negligeoient pas de travailler à ces utiles conquêtes : persuadés que des vieillards accablés d'années, ou d'autres plus jeunes chargés d'enfans, depourvus également de toutes les commodités nécessaires ou à leur vieillesse, ou à leurs familles, ne feroient pas l'oreille à des propositions avantageuses, ou ne résisteroient pas long tems à la violence. Quand donc ils en trouverent l'occasion, ils les traitèrent comme les autres; pillèrent leurs maisons, emportèrent, dissipèrent, brûlèrent leurs livres; maltraitèrent leurs enfans; firent mille insolences à leurs femmes: accompagnant ces cruautés de flatteries, de promesses, de marques d'une feinte compassion, pour les obliger à donner *bon exemple* à leurs Troupeaux: c'est-à-dire, selon leur langage, à se réunir à l'Eglise Catholique, pour faire plaisir au Roi. Quand on ne réussissoit pas à les *convertir* par ces expédiens, on y ajoûtoit de *pieuses* supercheries, pour leur ôter le scrupule d'un consentement exprés, & d'une abjuration formelle. Il y en eut beaucoup de seduits par ces artifices: & principalement du côté de Guyenne. ^{Dont plusieurs sont seduits.} Plusieurs en divers lieux, devant & après la revocation de l'Edit, succomberent dans la prison: & entre les autres ceux qui étant déjà embarrassés dans des affaires personnelles, craignirent mal à propos qu'on ne les condamnât aux galeres. Ceux qui savoient de quel esprit le Conseil étoit animé, étoient bien informés qu'il craignoit que l'exemple d'un seul, qui auroit souffert constamment les condamnations & les supplices, ne fit plus d'impression sur les peuples, que la foiblesse de cent autres qui auroient succombé à la terreur. C'est pourquoi il s'expliqua plus d'une fois sur ce sujet: & déclara que le Roi vouloit qu'on facilitât la retraite des Ministres. La Duchesse de Guise ayant résolu d'en

1689. d'en faire emprisonner un qu'elle avoit déjà fait decreter, envoya le Procureur du Roi à la Cour pour donner avis de l'arrêter, s'il se presentoit pour demander un passeport. Le Marquis de Croissy repondit de la part du Roi, que bien loin de retenir ceux qui voudroient se retirer, il falloit même ouvrir les prisons à ceux qui promettoient de sortir de France. Le Conseil étoit dans ces dispositions quand il revoqua l'Edit, comme j'aurai bien-tôt occasion de le dire. Mais il y eut quelques-uns de ces Ministres timides, qui reprirent courage aussi-tôt que la raison de craindre fut passée, & qui étant sortis du Royaume au travers de mille dangers, donnerent dans les pais de leur retraite des marques si éclatantes de leur repentance & de leur douleur, qu'on les retablit dans l'honneur de leur ministere, qu'ils ont exercé depuis d'une maniere fort édifiante. Ce retour a été seulement de ceux que la peur avoit ébranlez, mais ceux qu'un esprit de mollesse & d'interêt avoit précipitez dans la même faute, n'ont pas reçu de Dieu la grace de la réparer : & leurs seducteurs n'ayant pu prendre confiance en eux, n'ont pas laissé de les persécuter comme suspects, de leur imputer le mauvais succès des conversions, & le relèvement des convertis ; d'en jeter plusieurs dans les prisons, d'en condamner quelques-uns aux galeres, moins comme convaincus de repentance, que pour servir d'exemple aux autres, & de retrancher presque à tous les pensions que le Clergé leur avoit promises.

Mais la plupart reviennent à eux mêmes.

Complot de plusieurs Reformez de Montpellier.

Mais entre les exemples des pieges tendus aux Ministres, il ne faut pas oublier ce qui fut entrepris à Montpellier, pour donner plus d'éclat à la réunion qui s'y devoit faire, comme à Montauban, par une deliberation publique. Le Duc de Noailles Gouverneur de la Province, l'Intendant, les Chefs des Troupes ayant gagné quelques-uns des principaux Reformez, ceux-cy s'aviserent d'engager Berthau, venerable vieillard, qui avoit été l'un de leurs Ministres avant la desolation de leur Eglise, à autoriser, au moins par sa presence, une resolution si étrange : & n'esperant pas de l'y faire consentir, ils entreprirent de le lui faire faire par surprise. Quelqu'un de ceux qui eurent connoissance de ce complot, se contentant de faire un acte de complaisance forcée, eut honte du piege qu'on tendoit à ce vieux Ministre, & l'avertit que deux jours après il devoit s'assembler environ cinq cens personnes, pour se réunir par une deliberation commune, que leur

leur dessein étoit de dissimuler jusques-là , & de le retenir même 1685.
 au milieu d'eux sous le pretexte de les encourager ; que s'il y demeu-
 roit jusqu'au jour marqué, ils l'enleveroient, ils le mettroient
 à leur tête, ils le porteroient avec eux à l'Eglise des Catholiques,
 & l'exposeroient ainsi nécessairement à périr ou à succomber. Ce
 vieillard ayant considéré les circonstances de cette fraude, aima
 mieux se retirer ; que d'attendre le coup d'une si rude tempête :
 & sachant que les Troupes devoient arriver à Mompellier le len-
 demain, il sortit de la ville, aussi-tôt que la nuit put lui donner
 le moyen de le faire secrètement. Je reserve pour un autre lieu
 un exemple de fraude encore bien plus remarquable, qu'on vou-
 lut faire à l'Eglise de Paris.

On crut en même tems devoir inviter les Gentilshommes, par
 quelques avantages, à rentrer dans la Communion Catholique ;
 & comme on les avoit privez de plusieurs droits honorifiques à
 cause de leur Religion, & principalement des places qui leur
 appartenoient dans les Eglises, on trouva bon de leur restituer
 une partie de ces honneurs. Il fut rendu sur ce sujet un arrêt le
 vingt-troisième de Septembre, qui autorisoit les nouveaux *con-*
vertis de reprendre les places occupées par leurs ancêtres ; &
 condamnoit ceux qui s'en étoient mis en possession depuis leur
perversion à les leur céder : mais par une prudente politique on
 ne disoit rien des autres droits, qu'on se reservoit sans doute à leur
 rendre quand ils donneroient des marques d'une parfaite *conversion*.

Environ le tems que cet arrêt fut donné, on préparoit la Ro-
 chelle à recevoir le traitement que les autres villes avoient souffert. Traite-
ment fait
aux Re-
formez.
de la
Rochelle.
 De Jeurre Milet, qui en étoit Gouverneur, avoit obligé dès le
 mois de Juillet les Reformez de se trouver à des conférences de
 Missionnaires, sous le pretexte de s'instruire : & pour les dispo-
 ser à se *convertir* plus aisément, il les avoit avertis que ce seroient
 là les derniers moyens de cette nature que le Roi vouloit em-
 ployer en leur faveur. Cela leur fut dit de bouche, & publié
 par écrit, afin qu'ils ne le pussent ignorer. Mais ces confere-
 nces n'ayant gagné presque personne, l'Intendant Arnou expli-
 qua vers la fin du mois de Septembre, quels étoient les moyens
 d'autre nature dont le Roi vouloit désormais se servir. Il pu-
 blia une Ordonnance qui defendoit aux Reformez de sortir de
 la ville, & qui commandoit d'y revenir à ceux qui étoient à leurs

1685. maisons de campagne, pour recevoir les garnisons qu'on leur devoit envoyer. Aussi-tôt qu'ils eurent obeï, les païsans firent le degât dans leurs vignes, & pillèrent tous leurs meubles. Devant & après l'Ordonnance, Arnou les invita à se *convertir* par des manieres fieres & hautes, par des menaces, des injures meprisantes, des blasphêmes horribles. Mais enfin il fallut avoir des Troupes; & on commença par sept ou huit cens Fuzeliers, qu'on ne logea que chez les Reformez. D'abord ils furent traitables; & ils composoient avec leurs hôtes, pour ne leur faire point de mal. Mais les *Convertisseurs* en ayant été avertis, leur firent defendre d'être si bons, & d'avoir pitié de ceux qui les logeoient. Aussi-tôt ils changerent de manieres, & commirent, comme ailleurs, mille cruantez. Mais cela n'allant pas encore assez vite, Arnou fit venir quatre Compagnies des Dragons, qui avoient déjà ruiné toute la Noblesse du voisinage. Ils entrerent dans la Rochelle comme dans une ville prise d'assaut, & jetterent tant de terreur dans les esprits déjà étonnez & abattus, que tout le monde succomba. Ainsi la Rochelle qui avoit resisté à une armée royale, commandée par le Duc d'Anjou après les massacres; & dont la reduction avoit coûté au Cardinal de Richelieu tant de tems & tant de depense, fut entierement desolée par moins de deux cens Dragons & de huit cens Fuzeliers. La contagion de cette chute entraîna l'Isle de Ré, aussi bien que tout ce qui restoit encore de Reformez dans les environs,

*Préparations à
révoquer
l'Edit.*

Mais il faut que je rapporte, avant que d'aller plus loin, ce qui hâta de quelques mois la revocation de l'Edit. Le Chancelier accablé d'infirmité & d'années, craignoit de mourir avant que ce coup fût frappé: & quoi que les mesures eussent été prises pour n'en venir là qu'au commencement de l'année suivante, on voulut bien pour l'amour de lui abreger ce terme de six ou sept semaines, & on resolut de publier l'Edit de revocation à l'ouverture du Parlement. Pour amuser les peuples jusqu'à ce tems-là, on voulut encore flatter les Reformez de l'espérance de les laisser durer long tems; & on leur accorda par un arrêt du quizième de Septembre, ce qui leur avoit été refusé jusques là pour la commodité des mariages. L'arrêt n'exprimoit point d'autre motif que celui de cette commodité. Il permettoit de publier les annonces au Siege royal le plus prochain de la de-

CXCV.

meu-

œuvre de chacune des parties; & seulement à l'audience; & de les faire célébrer par les mêmes Ministres qui auroient été commis pour baptiser les enfans, aux mêmes jours & aux mêmes lieux qui auroient été ordonnez pour les Batêmes. Il défendoit d'y procéder qu'en la présence du principal Officier du lieu de la résidence du Ministre; d'y faire ni Prêche, ni exhortation, ni exercice de Religion, autre *que ce qui est marqué dans les livres de leur Discipline*, touchant la célébration des mariages, & d'y souffrir d'autres personnes que les proches parens des parties, jusques au quatrième degré. Il ordonnoit à tous les Ministres de rapporter tous les mois au Greffe un certificat des mariages qu'ils auroient célébrés. Il n'y avoit point d'autres peines, que celle d'être *procédé extraordinairement* contre les Ministres qui n'auroient pas gardé ces nouvelles formes.

Mais le vrai motif de cet arrêt étoit qu'on vouloit ôter aux Reformez le prétexte d'abandonner leurs maisons; afin qu'ils y demeuraissent pour recevoir les logemens des Dragons. La crainte de tomber entre les mains de ces redoutables hôtes faisoit fuir les Reformez de tous les côtez; & chacun s'imaginant qu'il y auroit des lieux exemts de ces violences, parce que jamais on n'y avoit vu de Troupes logées, alloit chercher un asile dans ceux où il esperoit trouver plus de secours & de sûreté. Les villes qui étoient le Siege de quelque Parlement, ou celles qu'on croyoit qui seroient respectées en faveur du commerce, mais principalement Paris, étoient si pleines d'étrangers, qu'on ne trouvoit plus de places vuides ni dans les Auberges, ni dans les chambres garnies. Les defences des Intendans n'arrêtoient personne; & en vain ils menaçoient de severes châtimens ceux qui degarniroient leurs maisons. La peur des Dragons l'emportoit sur celle de contrevenir à ces Ordonnances. Il ne demeuroit chez eux que ceux qui ne pouvoient porter ailleurs de quoi vivre. Tous ceux qui avoient quelque-moyen de subsistance tâchoient de se mettre à couvert de cet orage, qu'on s'imaginoit qui seroit bien-tôt passé. Un des prétextes d'aller demeurer à Paris, étoit que de la moitié du Royaume on étoit obligé d'y venir célébrer les mariages, parce qu'il n'y avoit plus d'exercice permis ailleurs. Non seulement les parties s'y rendoient de toutes parts; mais les pa-

168j.

Ordonnances de
sortir des
lieux où
on n'a-
voit pas
acquis do-
micile.

1685. rens, les familles entieres, sous le pretexte d'honorer ceux qui se trouvoient dans cet état, & parce qu'on avoit sollicité cette affaire à la Cour avec ardeur, on y avoit exaggeré ce pretexte au delà de ce qui en étoit, afin d'obtenir plus aisément un reglement favorable. On voulut donc payer les Reformez de cette illusion, & les obliger à demeurer plus tranquillement chez eux, par la commodité de celebrer, sans en sortir, leurs Batêmes & leurs mariages. Les gens accoutumez à tout esperer bâtissoient même sur ce fondement l'esperance de quelque adoucissement & à la veille de leur dernière desolation, ils se nourrissoient d'agréables songes, & se flattoient du retablissement prochain de quelque exercice. Mais environ le même tems on vit paroître des Ordonnances de diverses Cours, qui commandoient aux Reformez de se retirer des lieux où ils avoient pretendu s'établir depuis quelque tems. On trouva plus court & plus sûr de s'y prendre de cette maniere, que de les contraindre à demeurer chez eux par des sentences de leurs Juges ordinaires. Il étoit aisé de tromper la vigilance des Juges des lieux, & de se retirer malgré leurs defenses: mais on forçoit inevitablement les Reformez à se tenir dans leurs maisons, en les chassant des lieux où ils avoient cru trouver un asile. Rennes, Thoulouse, Dijon & d'autres lieux ne furent pas obligez d'en venir là, parce que personne n'osoit se fier à ces Parlemens endurcis à la cruauté. Mais à Bourdeaux, où il sembloit que le commerce dût faire trouver de la sûreté à tout le monde, il fallut que le Parlement chassât tous ceux qui étoient venus s'y refugier. Celui de Grenoble fit la même chose: & à Mets, dont il sembloit alors que le destin ne seroit pas semblable à celui de tout le Royaume, on en fit autant. A Paris enfin il fallut suivre ces exemples, & quoi que dans une ville où il aborde tous les jours une infinité d'étrangers, que leurs affaires y amenant, on pût dire que l'Ordonnance mettroit tout en confusion, il en fut néanmoins publié une le quinzième d'Octobre, qui ordonnoit à tous ceux qui n'y avoient pas demeuré un an, d'en sortir dans quatre jours pour tout delai, à peine de mille livres d'amende. On y avoit suggeré au Roi un pretexte digne de ses inventeurs, savoir que les Reformez y tenoient des conferences secretes: & ainsi on faisoit passer pour un effet de cabale, ce qui n'avoit été recherché que comme un remede contre

CXCVI.

tre la peur. Ce qu'il y a de plus surprenant est qu'il fallut que ^{1685.} le Parlement d'Orange, quoi que dependant d'un autre Souverain, suivit l'exemple des autres: & que pour ne donner point au Roi de pretexte d'y faire de nouvelles violences, il chassât de la ville & de la Principauté tous ceux qui étoient venus y chercher leur sûreté. Cela mit au desespoir beaucoup de familles, qui ne savoient où aller: beaucoup de Ministres, qui n'osoient plus se montrer en France. Il y eut des gens de toutes les conditions, & même des familles entières, qui aimant mieux s'exposer à toute sorte d'incommoditez, que de retourner chez eux se mettre à la discretion des soldats, & ne trouvant pas de villes où ils pussent s'arrêter avec liberté, demeurèrent errans de ville en ville, & d'hôtellerie en hôtellerie, & qui coururent ainsi diverses Provinces, jusqu'à ce que la Providence leur fit trouver le moyen de sortir de France; ou que l'argent ou le courage venant à leur manquer, ils se réunirent comme les autres, pour se tirer de cette vie incertaine & vagabonde. Quelques-uns ne se rebuterent ni des fatigues, ni des dangers de cette condition errante; & par ce moyen éviterent la violence des soldats, & la honte des signatures. On dit que quatre jeunes hommes de Poitou, contrefaisant les Chasseurs, parcoururent presque toute la Province, logeant souvent avec les Dragons, & se disant domestiques de Gentilshommes de leur connoissance; & que par cet artifice, ils attendissent avec commodité le tems & l'occasion d'abandonner le Royaume.

Mais le Chancelier sentant qu'il ne pourroit pas vivre jusqu'à l'ouverture du Parlement, obtint enfin par de nouvelles instances qu'on n'attendit pas jusques là pour ancantir l'Edit de Nantes: & il voulut avant que de mourir en sceller la Revocation. Le Marquis de Châteauneuf en dressa l'Edit, qui fut arrêté le dix-huitième d'Octobre; & enregistré à la Chambre des Vacations à Paris quatre jours après. Le Chancelier après avoir appliqué le sceau à cet Edit, ne voulut ni ne put sceller nulle autre expedition, & mourut peu de jours après, dans une si grande infirmité, qu'on ne pouvoit lui trouver de situation commode, & qu'il falloit qu'il fût presque toujours debout, & appuyé sur les épaules de ses domestiques. Après cette dernière action, il prononça en Latin les paroles du Cantique de Simeon, par lesquelles ce

*Refugiæ
chassez
d'Oran-
se.*

*Revoca-
tion de
l'Edit.
CXCVII.*

1685. saint vieillardavoit temoigné. qu'après avoir vu le salut de Dieu, il ne desiroit plus de vivre. Ainsi la bouche des hommes abuse des paroles les plus saintes: & ce qui a servi quelquefois à exprimer les plus religieux mouvemens de la piété, peut être employé en d'autres occasions à exprimer les plus malheureux égaremens du cœur & de la raison. Un même langage sert au véritable amour de Dieu, & à l'entêtement d'un faux zèle: & ce que Simon avoit dit dans l'ardeur d'une foi vive, le Chancelier l'appliqua à la dernière de ses actions, par laquelle il donnoit la forme à la plus criante injustice dont on puisse trouver l'exemple.

*Preface
& contenu
de
l'Edit
donné là-
dessus..*

Cet Edit après une preface, où le Roi posoit pour un fait constant que celui de Nantes n'avoit été donné qu'en vuë de le revoquer; que Henri IV. Louis XIII. & lui-même, dès son avènement à la Couronne, avoient eu dessein de ramener les Reformez dans la Communion Catholique; que les guerres civiles ou étrangères avoient été la seule raison de retarder l'exécution de ce dessein; qu'avant la conclusion de la treve en 1684. les affaires n'y avoient pas encore été disposées; que jusques là il avoit fallu se contenter de supprimer des lieux d'exercices, & d'abolir quelques privileges; que pour se mettre en liberté d'achever ce grand ouvrage, le Roi avoit facilité la conclusion de la treve: après cette preface, dis-je, l'Edit contenoit douze articles. Dans le premier, qui lui donnoit les mêmes titres de *perpetuel & irrevocable*, que l'Edit de Nantes avoit inutilement portez, cet Edit & celui de 1629. donné à Nîmes, & toutes les concessions faites par ces deux Edits, ou par d'autres Edits, Declarations & Arrêts, étoient annullées, & demeuroient comme non avenues. En consequence de quoi la demolition de tous les Temples, qui restoient encore dans le Royaume, étoit ordonnée. Le second défendoit l'exercice de la Religion Reformée en quelque lieu que ce fût, même dans les exercices réels; ou de Bailliages maintenus par les arrêts du Conseil. Le troisième défendoit aussi l'exercice fondé sur le droit des fiefs. Le quatrième bannissoit tous les Ministres qui ne voudroient pas se faire Catholiques, & ne leur donnoit que quinze jours pour sortir du Royaume; leur défendant & d'y demeurer plus long tems; & d'y faire pendant ce tems-là aucune fonction, à peine des galeres. Le suivant promet-

toit

toit aux Ministres qui se *convertiroient*, & à leurs veuves pendant leur viduité, les mêmes exemptions dont ils avoient joui auparavant; une pension augmentée d'un tiers au dessus de leur pension ordinaire: & le sixième les dispensoit de certaines solennitez, auxquelles ceux qui vouloient prendre les degrez de Docteur en Droit étoient assujettis par les Ordonnances. Le septième interdisoit les Ecoles particulieres des Reformez; & generalement tout ce qui pouvoit *marquer une concession* en leur faveur. Le huitième ordonnoit que tous les enfans fussent désormais baptisez & nourris dans la Religion Romaine, & chargeoit fort expressément les Juges d'y tenir la main. Par le neuvième le Roi donnoit quatre mois de tems pour revenir dans le Royaume, à ceux qui en étoient sortis: & après les quatre mois ordonnoit que les Edits de confiscation fussent executez contre eux. Le dixième defendoit à tous les autres sujets de sortir du Royaume à peine des galeres pour les hommes, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes. L'onzième confirmoit les Declarations déjà données contre les *Relaps*: mais le douzième étoit le plus surprenant de tous. Il permettoit aux Reformez de demeurer où il leur plairoit dans le Royaume, *d'y continuer leur commerce, & d'y jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublez ni empêchez sous pretexte de leur Religion*: à condition seulement qu'ils ne feroient ni exercices ni assemblées, sous pretexte de prieres ou d'autres cultes.

Jamais il n'y eut d'illusion plus cruelle que celle que cet article faisoit au monde. On crut que le Roi ne vouloit qu'interdire les exercices particuliers, mais qu'il avoit dessein de laisser les consciences libres: puis qu'il accordoit cette grace à tous ceux qui étoient encore Reformez, *en attendant qu'il plût à Dieu de les éclairer*. Cependant ce n'étoit point là du tout la pensée du Clergé, qui faisoit alors actuellement marcher les Troupes vers les Provinces où elles n'avoient pas encore fait de ravages. Mais cela n'empêcha pas que la Reynie, Lieutenant de Police à Paris, ne fit assembler chez lui les principaux Marchans, pour leur confirmer de bouche ce qui étoit porté par l'Edit, & les assurer qu'il n'y avoit rien à craindre pour eux. Cette fausse promesse fit plus d'effet que toutes les defenses précédentes, pour renvoyer les Reformez dans leurs maisons. Plusieurs rompirent les mesures qu'ils avoient

*Illusion
du der-
nier ar-
ticle.*

1684. avoient prises pour sortir du Royaume avec leurs familles. Plusieurs revinrent volontairement des retraites où ils avoient eu jusques là le bonheur de se cacher. Les plus desians n'osoient croire qu'on fit une si solennelle promesse, pour la violer dès le lendemain. Ils se tromperent tous néanmoins, & ceux qui eurent l'imprudence de retourner chez eux, n'eurent lo-temps d'y arriver que pour y recevoir les Dragons. On reconnut alors que le Marquis de Châteauneuf avoit tendu un piège à la credulité des simples, par une équivoque digne de lui, & des Jésuites dont il se servoit d'ordinaire; pour dresser les arrêts & les Déclarations touchant la Religion qui passaient par ses mains: & qu'en ajoutant ces mots *comme les autres*, à ceux-ci, *en attendant qu'il plaise à Dieu de les éclairer*, il avoit entendu que les Dragons, qui avoient éclairé les premiers convertis, seroient aussi les dispensateurs des mêmes lumieres à l'égard de ceux qui étoient encore *opiniâtres*. Cependant il y eut même des Catholiques qui crurent de bonne foi qu'on avoit résolu d'arrêter le cours des violences: & le Duc de Noailles, qui avoit reçu pour le Languedoc des ordres que cette clause sembloit révoquer, eut recours à l'Oracle, pour avoir la solution de cette difficulté. Il écrivit au Marquis de Louvois dont la réponse le desabusa. Elle étoit datée du cinquième de Novembre; & contenoit cet article décisif sur la question: *Je ne doute point que quelques logemens un peu forts chez le peu qui reste de Noblesse & du Tiers Etat des Religioneux, ne les detrompent de l'erreur où ils sont sur l'Edit que M. de Châteauneuf nous a dressé; & Sa Majesté desire que vous vous expliquiez FORT DUREMENT contre ceux qui voudront être les derniers à professer une Religion qui lui déplaît, & dont elle a défendu l'exercice par tout son Royaume.* Le Duc ne fut pas fâché, d'avoir cette lettre à montrer à ceux qui ne pouvoient croire que les ordres de continuer les cruautés, qui avoient déjà duré si long tems, vinssent immédiatement de la Cour.

Reflexions sur les ordres de la Cour.

On vit d'autres lettres dans les autres Provinces, qui étant écrites de la même main aux Officiers des Troupes & aux Intendants, convainquoient également les plus incredules; & que les violences étoient ordonnées par le Conseil, & que le Marquis de Louvois étoit le principal auteur de ce cruel expedient. Sur tout il parut un ordre signé de lui, dont par le commandement du Roi

la copie fut envoyée au Marquis de Verac, & qui finissoit par ces paroles: *Sa Majesté veut qu'on face sentir les dernières rigueurs à ceux qui ne voudront pas se faire de sa Religion: & ceux qui auront la sotte gloire de vouloir demeurer les derniers, doivent être poussés jusqu'à la dernière extrémité.* Le Marquis de Verac étonné de ces menaces, & flatté par les offres d'une Lieutenance de Roi, perdit le courage, & la louange de quelques marques de constance qu'il avoit données. Au reste on peut juger par la maniere dont le Marquis de Louvois parloit au Duc de Noailles de l'Edit dressé par le Marquis de Châteauneuf, qu'il n'avoit pas approuvé la forme que celui-ci lui avoit donnée; mais c'est ainsi que les affaires vont souvent dans le Conseil, de quelque importance qu'elles soient. On autorise les projets qui y paroissent, non parce qu'on les approuve, mais parce qu'on veut faire plaisir à leurs auteurs: & la vie ou le repos de plusieurs millions de personnes y dependent d'un acte de complaisance, même pour des gens que le plus souvent on n'estime gueres.

Mais quoi que l'Edit fût revoqué, il restoit encore bien des mesures à prendre, pour éteindre une Religion qui avoit pris de fortes racines dans le Royaume: & ceux qui avoient donné les ouvertures de certaines Declarations qui auroient dû être publiées avant la revocation, ne purent se résoudre à perdre le fruit de leurs bonnes intentions. C'est pourquoi il fallut encore de nouvelles Ordonnances après la décisive; & par un raffinement de cruauté, porter encore, pour ainsi dire, aux Reformez de nouveaux coups, après les avoir terrassés par le coup mortel. Ainsi le vingt-cinquième d'Octobre, & le cinquième de Novembre, il fut publié deux Ordonnances dont la premiere defendoit de faire l'exercice de la Religion Reformée sur les vaisseaux du Roi, ou sur ceux des Marchans, & en rendoit les Capitaines responsables: & l'autre defendoit à tous Marchans, Capitaines, Maîtres de barques, Pilotes, Lamaneurs, & autres gens de mer de favoriser directement ni indirectement l'évasion des Reformez, à peine de trois mille livres d'amende, où de punition corporelle en cas de recidive. Le même jour cinquième de Novembre, voyant que la surseance accordée aux nouveaux convertis de payer leurs dettes faisoit un grand prejudice au commerce, le Roi excepta de cette grace les lettres & billets de change, & les

*Suites de
de la re-
vocation.*

CXCVIII.

CXCIX.

1685. affaires que les Marchans François avoient avec les étrangers.

*Biens de
ceux qui
se reti-
rent don-
nez aux
Denon-
ciateurs.
CC.*

Il y avoit eu dès le vingtième du mois d'Août une Declaration expedée , qui pour empêcher l'évasion des Reformez , donnoit à ceux qui denonceroient leur retraite la moitié de leurs fonds , dans les païs où la confiscation auroit lieu , & dans ceux où elle ne seroit pas en usage , la moitié des fruits & des revenus dont ils pourroient donner connoissance ; *nonobstant ce qui pourroit être opposé au contraire de la part des parens & des heritiers* de ceux qui seroient sortis du Royaume. Cette Declaration parut si importante , qu'on en différa l'enregistrement jusqu'à la fin de Novembre. Elle ouvroit une large porte à la calomnie , & d'ailleurs comme elle n'ordonnoit ni de peine contre les fausses denonciations , ni de restitution de biens à ceux qui reviendroient en France volontairement , elle étoit sujette à une infinité d'inconviniens , qui pouvoient troubler le repos public , & reduire beaucoup de familles au desespoir. Mais quand , après la revocation de l'Edit , on vit tout le Royaume en mouvement , & on reçut avis de tous côtez que tous les jours des milliers de Reformez fortoient ou tâchoient de fortir , on voulut se servir de cette Declaration pour les arrêter ; on la fit verifiser à Paris le dix-septième de Novembre , & on l'envoya dans les autres Parlemens. Mais le douzième du même mois il en fut donné une autre , qui obligeoit ceux qui reviendroient dans le Royaume à faire la declaration du tems de leur retour devant les Juges ordinaires de leur domicile. On donnoit pour pretexte de ce reglement le desir d'éviter les contestations qui pouvoient se former entre ceux qui seroient revenus , & ceux qui auroient pretendu la confiscation de leurs biens , sur le tems de ce retour , qui selon l'article neuvième de l'Edit de revocation devoit être fait dans quatre mois. Mais il y avoit sans doute une autre vuë cachée sous cette raison : & on vouloit ôter à ceux qui s'étoient retirez , la liberté de rentrer dans leurs biens sans façon quand ils voudroient , après que l'orage seroit passé. Il leur eût été facile de revenir sans bruit dans leurs maisons , & d'éluder la diligence de ceux qui avoient charge de les *convertir*. On les renvoyoit donc aux Juges , afin qu'ils ne pussent leur échapper , & qu'ils fussent obligez avant routes choses à passer devant eux une declaration de vouloir être Catholiques.

*Retour
des ab-
sens de-
claré
aux Ju-
ges.
CCL*

Le cinquième de Novembre il fut rendu un arrêt, qui ordonnant d'un côté l'observation de la Declaration du mois de Juillet, par laquelle il étoit defendu de recevoir à l'avenir les Reformez à la profession d'Avocats, y ajoûtoit de nouveau des defenses à ceux qui étoient déjà reçus d'en faire les fonctions, dans quelque Jurisdiction que ce pût être, à peine de quinze cens livres d'amende. Il defendoit aussi aux Juges de les recevoir à plaider; & aux Avocats Catholiques de consulter avec eux. Tout le pre-texte qu'on prenoit pour autoriser ces defenses, étoit qu'ils pouvoient abuser du credit qu'ils auroient sur les autres Reformez, & empêcher leur *conversion*. Mais on ne trouva pas un simple arrêt assez fort, pour remedier à un si grand mal; & le dix-septième du même mois on le convertit en Declaration. Elle ne faisoit point de mention de l'arrêt, dont elle contenoit toute la substance: mais elle y ajoûtoit trois choses. L'une, qu'elle accusoit les Avocats Reformez d'abuser actuellement de leur credit, pour empêcher la *conversion* de leurs cliens; au lieu que l'arrêt disoit seulement qu'ils le pourroient faire: l'autre, qu'elle appliquoit l'amende de quinze cens livres à chaque contravention: & la dernière, qu'elle defendoit à tous les sujets du Roi de nommer les Avocats Reformez arbitres ou surarbitres; aux Catholiques de travailler à des arbitrages avec eux; & aux Procureurs de signer les écritures qu'ils auroient dressées.

1684.
Arrêt
contre les
Avocats
Reformez.
CGII.

Declaration
sur
le même
sujet.
CGIII.

Le vingt-troisième du même mois les Reformez qui étoient Conseillers au Parlement de Paris furent condamnés par un arrêt particulier à se defaire de leurs Charges dans quinze jours: & à remettre leur procuration *ad resignandum* entre les mains du Receveur des parties casuelles, qui leur en feroit le remboursement sur le pied de la fixation. A faute d'obéir dans la quinzaine, le Roi vouloit que ce défaut valût une procuration, & que des personnes qui lui seroient agréables fussent pourvus de ces Offices. Cependant les Conseillers devoient demeurer interdits dès le jour de la signification de l'arrêt. Il y avoit en cela un amas d'injustices éclatantes. C'étoit priver sans cause des personnes éminentes en mérite & en dignité d'une partie considerable de leur bien. L'évaluation n'en étoit pas faite aux parties casuelles au prix qu'elles coûtoient à ceux qui les avoient acquises. On avoit permis à ceux qui possédoient d'autres Offices de les vendre, pourveu que

Interdiction
des
Conseillers
du
Parlement
de
Paris.
CGIV.

1685. ce fût à des Catholiques : mais ici on vouloit que les Reformez perdissent la plupart du prix de leurs Charges ; & ils étoient condamnés à donner leur procuration resignatoire , comme s'ils en avoient été juridiquement depouillez pour peine de quelque malversation. Ces Conseillers étoient dans la meilleure foi où on se puisse trouver dans les affaires de la vie. Ils avoient aquis leurs Charges sur la foi d'un Edit donné solennellement , & dont on avoit dit jusques à la fin qu'on vouloit garder religieusement le contenu. Il n'étoit pas de leurs Offices comme de tous les autres que les Reformez pouvoient avoir aquis dans toutes les Juridictions du Royaume. Ceux-ci n'étoient compris dans l'Edit que d'une maniere generale : mais ceux-là y étoient créés , nommez , circonstanciez : & les Reformez en étoient mis en possession par l'Edit même. Il étoit donc juste au moins qu'après la revocation de l'Edit , on leur permît de se defaire de ces Charges si bien fondées & si bien aquisées , d'une maniere qui ne leur portât point de prejudice ; & on leur laissât la liberté d'en traiter avec ceux qui leur en offriroient le plus. Mais on ne vouloit pas faire la chose à demi ; & pour ébranler leur constance par une plus violente attaque , on choisissoit la maniere de les depouiller qui leur pouvoit porter le plus de dommage. On les recompensoit néanmoins en quelque sorte de cette perte , par les motifs dont on appuyoit l'arrêt , qui contiennent un éloge assez exprés de leur fermeté. Après avoir dit en passant que les fonctions de ces Conseillers deviendroient bien-tôt inutiles à cause des conversions , le Roi ajoûtoit qu'il ne vouloit pas que des Officiers de cette qualité , qui devoient , disoit-il , par leur exemple exciter le reste de ses sujets qui étoient demeurez dans l'erreur , à rentrer dans l'Eglise , & qui cependant refusoient eux mêmes les instructions qui leur étoient offertes , pour reconnoître la véritable Religion , demeuraient plus long tems constituez en dignité dans sa Cour de Parlement de Paris , & revêtus des Offices de Conseillers en icelle. En effet on ne peut donner trop de louange au courage de ces Officiers , entre lesquels il ne s'en est trouvé qu'un qui ait moins aimé sa Religion que sa Charge : St. Martin , le Coq & Beringhen ayant soutenu l'exil & la prison avec une constance à l'épreuve : & Muïsson ayant réparé par une repentance glorieuse , une demarche de foiblesse que la crainte de se voir enlever ses

Motifs de l'arrêt glorieux à ces personnes éminentes.

Eloge dû à leur constance & à leur piété.

ses enfans lui-avoit fait faire. Leur vie, leur intégrité, leurs lumières, leur desintéressement les avoient toujours fait regarder comme des personnes qui faisoient honneur à l'auguste Corps dont ils étoient membres : mais leur zèle pour leur Religion, & le genereux mepris qu'ils ont temoigné pour tous leurs biens, les a fait plus que tout le reste aimer des gens de bien, & admirer de leurs ennemis. Dans les autres Parlemens, excepté celui de Thoulouse, l'amour de la Religion a produit d'aussi beaux exemples ou de fermeté, ou de repentance. La Baroge, vieillard venerable, âgé de plus de quatre-vingts ans, Conseiller au Parlement de Rouën, fut du nombre des Confesseurs : & Henqueville son fils qui remplissoit sa place avec beaucoup d'honneur, & une approbation generale, ayant été ébranlé par la consideration d'une famille nombreuse, qu'il auroit laissée à la discretion des persecuteurs, se releva d'une maniere à rejouir le ciel & la terre. Le Baron de la Pierre, Conseiller au Parlement de Grenoble, & distingué par toutes les qualitez qui doivent se trouver dans un homme de rare merite, mais principalement par la droiture, soutint une longue & fâcheuse prison sans perdre courage, quoi que travaillé d'une incommodité qui pousse à bout la patience des plus fermes. L'Alo son collegue, homme de naissance & de merite, prefera de même son devoir & sa Religion à toutes choses. Virazel, Conseiller au Parlement de Bourdeaux, qui avoit aquis l'estime de tout le monde, par un long exercice de toutes les vertus dignes d'un bon Juge & d'un bon Chretien, couronna de même toutes les belles actions de sa vie passée par une perseverance à toute épreuve.

Le troisiéme de Decembre le Juge de Police de Paris publia une Ordonnance, par laquelle il étoit defendu aux habitans de Paris, qui étoient encore de la Religion Reformée, d'assister aux exercices qui s'en faisoient dans les maisons des Ambassadeurs, & des autres Ministres des Puissances étrangères. On affectoit de designer les Reformez dans cette Ordonnance par ce nouveau tour d'expression, ceux qui se disent être encore de la Religion Reformée : comme s'il y avoit eu quelque chose d'étrange ou de criminel, après ce qui étoit porté par le douziéme article de l'Edit, à être encore de cette Religion, à laquelle il promettoit un peu de support, ou à prendre la liberté de le dire. Cependant

Ordon-
nance
contre
ceux qui
se di-
soient en-
core Re-
formez.
CCV.

1684. on leur ôtoit la seule ressource & la seule consolation qui leur restoit dans leur malheur, en leur défendant d'assister aux exercices de leur Religion qui se faisoient dans les maisons privilégiées : & pendant que dans tous les Etats Protestans, on laissoit aux Catholiques la liberté de participer publiquement au culte de leur Religion, qui se celebroit chez les Ministres des Princes Catholiques, on privoit les malheureux restes des Reformez de France de la petite commodité qu'ils trouvoient à se rendre en cachette & rarement chez les Ambassadeurs Protestans, pour y faire leurs devotions avec quelques marques d'union. L'outrage retomboit en quelque sorte sur les Puissances même, aux Ministres desquelles on ne laissoit pas leurs privileges entiers; puis qu'on reduisoit l'exercice de leur Religion qui se faisoit chez eux à des bornes bien plus étroites, que la France n'auroit souffert qu'on eût réduit celui qui se faisoit du culte Romain dans les maisons de ses Envoyez. Mais la prospérité avoit mis la puissance du Roi dans un degré si redoutable, qu'on croyoit qu'il n'y avoit rien dans l'Europe pour qui on dût avoir les moindres égards. Sur quoi on remarquoit la bizarrerie du zèle Catholique, qui faisoit tant d'efforts pour étouffer en France toutes les semences d'une Religion, qui quand elle auroit des erreurs, à quelque chose au moins de Chrétien, que ses plus emportez ennemis n'oseroient lui contester. Cependant ce même zèle qui ne vouloit pas souffrir l'exercice de cette Religion même en secret, s'étoit relâché, il n'y avoit pas encore long tems, en faveur de la Religion Mahometane, dont il avoit permis l'exercice public à Marseille par un traité avec les Pirates, dont les copies étoient entre les mains de tout le monde.

*Exercice
permis
aux Ma-
hometans.*

*Preuves
du jour
de la
mort des
Reformez.
CCVI.*

Huit jours après le Roi donna une Declaration, qui supposoit non seulement qu'il y avoit encore des personnes dans le Royaume qui osoient se dire de la Religion Reformée; mais qui même avoient le droit de le confesser. Elle ordonnoit qu'à l'avenir, pour conserver les preuves par écrit du jour de la mort des Reformez, deux des plus proches parens, ou des plus proches voisins du defunt seroient tenus de faire declaration aux Juges des lieux, royaux ou autres, du jour de son décès, & de signer le registre qui seroit tenu pour recevoir de tels actes. A l'égard de ceux qui étoient morts depuis la revocation de l'Edit, & de qui

qui la sepulture n'avoit pu être enregitrée, le Roi ordonnoit la même chose : & dans l'un & dans l'autre cas, il condamnoit les parens ou les voisins qui n'y auroient pas obeï à une amende arbitraire, & aux interêts de ceux à qui leur défaut porteroit quel- que dommage. Comme on avoit trop pressé la revocation de l'Edit, on n'avoit pas eu le tems de prévoir cet inconvenient ; qui pouvoit causer beaucoup de confusion dans les affaires : & d'ailleurs on n'avoit pas cru que les ~~mo~~*oyens efficaces* dont les Dra- gons se servoient pour la *conversion* du monde trouvaissent un si grand nombre d'*heretiques* rebelles, qui demeurèrent fermes dans leur Religion malgré toutes les violences. Il fallut donc y pour- voir, & prendre de nouvelles mesures pour prevenir le mal qui en pouvoit arriver.

Mais il fallut encore employer le premier mois de l'année sui- vante à donner divers reglemens, pour achever le grand ouvrage de la reduction des *Heretiques*. J'en réserverai quelques-uns pour les rapporter sur leurs sujets propres. Je parlerai seulement ici de ceux qui avoient une vuë generale, sans principale occasion. Telle fut la Declaration du dixième de Janvier, qui cassoit en fa- veur des nouveaux *convertis* les contrats d'alienation, ou les baux qu'ils pouvoient avoir faits depuis six mois, en vuë de se re- tirer du Royaume. Elle leur donnoit six mois de tems, à con- ter du jour de l'enregitrément, pour se servir de cette grace ; & n'exceptoit que les ventes faites par decret forcé & de bonne foi, en consequence des dettes contractées avant les six mois ; & les baux judiciaires des biens saisis par l'autorité de la Justice. Il ne paroissoit de motif dans cette Declaration, que celui de favoriser les *convertis*, qui ayant donné leurs biens à vil prix pour en tirer de l'argent, dans la pensée de sortir de France, souffriroient trop de prejudice de ces contrats, s'ils avoient lieu depuis leur *conversion*. Mais il y avoit de la malignité cachée sous cette fa- veur. Les Catholiques aiment à gagner comme le reste des hom- mes ; & ils en trouvoient l'occasion favorable, quand un Re- formé leur vendoit ses biens à bon marché, pour tirer d'eux quel- que argent comptant, dont il vouloit se servir ou pour lever les obstacles de sa retraite, ou pour vivre dans les pais étrangers, en attendant un tems moins fâcheux. Ces Catholiques même pour jouir plus sûrement de leur profit, favorisoient l'évasion de leurs

1686.

Faveur
aux con-
vertis :
CCVII.qui sert
de voile
à un au-
tre des-
sein.

ven-

1686. vendeurs, & leur donnoient des expédiens pour tromper les gardes des passages. On vouloit donc arrêter ce commerce dangereux, qui degarnissoit le Royaume d'hommes & d'argent : & il n'y avoit point de moyen plus propre pour y réussir, que de rendre ces traitez invalides & incertains, parce qu'alors les aquereurs n'y voyant point de profit assuré, ne voudroient pas se mettre à la discretion des Reformez, que mille raisons pouvoient ramener chez eux, après avoir ~~es~~ repris de se retirer. L'inconstance des esprits; la difficulté des passages; la trahison des guides; le malheur de tomber entre les mains de gens intraitables, ou qui demandoient de trop grosses sommes, pour laisser échapper les Reformez; & d'autres accidens en renvoyoient tous les jours un grand nombre, qui pour la plupart se soumettoient à la Religion Romaine, pour éviter les galeres, ou d'autres peines qu'on leur faisoit craindre. De sorte que c'étoient autant de gens tout prêts à jouir du bénéfice de la Declaration, & à priver les Catholiques du profit de leur avidité. Cela devoit refroidir tous ceux qui dans leurs affaires pensoient avant toutes choses à la sûreté.

Domestiques des Reformez.
CCVIII.

L'onzième du même mois il parut une autre Declaration, qui cassoit celle du neuvième de Juillet, par laquelle il avoit été défendu aux Reformez de prendre des Catholiques à leur service. On leur défendoit par celle-ci d'avoir d'autres domestiques que des anciens Catholiques; & on faisoit les mêmes défenses aux nouveaux *convertis*. On condamnoit les contrevenans aux galeres, si c'étoient des hommes; & au fûet & à la fleur de lys, si c'étoient des femmes. On disoit d'une manière propre à faire rire, si le sujet avoit été moins triste & moins important, que ce qui avoit été très-utile au mois de Juillet, pour empêcher la *perversion* des Catholiques, pouvoit retarder au mois de Decembre la *conversion* de ce qu'il y auroit de Reformez au service des personnes de la même Religion: comme si au mois de Juillet, la moitié du Royaume étant déjà inondée de Troupes, qui faisoient par tout des ravages effroyables, il y avoit eu quelque bon sens à s'imaginer que les Reformez pensoient à *pervertir* les Catholiques: ou qu'au mois de Decembre, le *petit nombre* de Reformez que la Declaration accusoit de perséverer *dans leurs erreurs*, avoit été en état de prendre à son service tous les autres Reformez

mez

mez qui étoient réduits à servir pour gagner leur vie : & d'empêcher par ce moyen que *les moyens efficaces* dont le Roi déclaroit qu'il continueroit de se servir, ne réduisissent ces pauvres gens à l'obéissance. 1686.

Le même jour il fut rendu un arrêt par lequel le Roi permettoit aux Protestans étrangers d'entrer dans le Royaume & d'en sortir, d'y séjourner, aller & venir, avec leurs femmes, enfans, domestiques & autres de leur nation, avec la même liberté qu'ils avoient fait par le passé : à la charge qu'ils ne pourroient emmener aucun des sujets du Roi, sans en avoir par écrit la permission expresse, signée d'un Secrétaire d'Etat, & qu'ils ne feroient nul exercice de leur Religion. Les Jésuites avoient fait glisser ces mots, après celui de Protestans, *de quelque Religion qu'ils soient*, afin de faire valoir la division qu'il y a entre eux, dont les Missionnaires ont fait un de leurs plus forts argumens pour éblouir les simples, & dont on se servoit encore ici tacitement, pour insinuer que toutes les sectes qui deshonnorent aujourd'hui le Christianisme, & qui conviennent avec les Protestans en quelque chose, sont autant de Sectes Protestantes, quoi qu'il soit connu de tout le monde que tous les véritables Protestans fuyent & detestent leur communion. Le prétexte de l'arrêt étoit que des *mal intentionnez* avoient fait entendre aux étrangers, que le Roi avoit donné des ordres pour empêcher que ceux qui ne seroient pas Catholiques entraissent dans le Royaume. Le prétexte étoit imaginaire. Les rigueurs qu'on exerçoit contre les Reformez faisoient craindre aux étrangers qu'il n'y eût pas plus de sûreté pour eux en France, que pour les François naturels. Il y avoit des exemples même qui autorisoient leur crainte. On exerçoit les mêmes cruautés contre les étrangers que contre les autres, sous divers prétextes, & principalement sous celui de la naturalisation. Le Consul Hollandois à Nantes fut traité avec une rigueur extrême par cette raison : quoi que sa qualité, quand il n'y auroit eu rien de plus, eût dû le garantir de ces violences. Mais d'ailleurs ces étrangers, qui se fondant sur la foi publique étoient venus s'établir en France, & y avoient fait fleurir le commerce, qui ne voulant pas perdre le fruit de leurs peines & de leurs veilles, dans les pays où le droit d'Aubaine avoit lieu, avoient pris des Lettres de naturalité, pour conserver leurs biens à leurs heri-

Arrêt en
faveur
des Pro-
testans
étran-
gers.
CCIX.

Traite-
ment fait
à plu-
sieurs
d'en-
tr'eux.

1686. tiers legitimes, devoient selon toutes les regles de la justice & du Droit naturel & des Gens, être remis au premier état, quand on trouva bon de revoquer les Edits, sous la bonne foi desquels ils avoient fait cette demarche. Ils ne s'étoient faits François, que sous des conditions qu'il falloit observer en leur faveur, puis que sans elles ils n'auroient jamais pris ces engagements : ou si on trouvoit bon de ne les observer pas, il falloit au moins leur rendre leur premiere liberté, & leur donner le choix ou de jouir du privilege de leurs Lettres, en se faisant Catholiques, ou de perdre cette grace, & de n'être plus considerez que comme étrangers, s'ils vouloient perseverer dans leur Religion. Mais depuis que le Royaume des ciens, qui dans son origine & dans sa nature n'est que justice, que paix & que joye, étoit devenu, selon le Clergé Catholique, injustice, fraude & contrainte, on ne faisoit pas même attention aux raisons les plus évidentes. On ne traitoit pas même les étrangers non naturalisez avec plus d'équité que les autres. Il ne falloit qu'un pretexte de chicane, pour les enveloper dans la misere commune. S'ils avoient des femmes Françaises, s'ils avoient des enfans au dessus d'un certain âge, qui fussent nez en France, s'ils avoient même chez eux ou beau-pere ou belle-mere, c'étoit assez pour loger des Dragons dans leurs maisons : & on permettoit à ces scelerats, pour ébranler plutôt les personnes Françaises à qui on en vouloit, de piller, de brûler, de rompre ce qui appartenoit à l'étranger, aussi bien que ce qui étoit aux autres. Il y eut des exemples de ces injustices à Nantes, à Saumur & en d'autres lieux du Royaume. C'étoit cela qui faisoit peur aux étrangers, & dans l'éclat que ces violences faisoient par tout, c'étoit un pretexte bien froid, que d'imputer leur crainte aux discours de quelques mal intentionnez. D'ailleurs l'arrêt même qu'on donnoit pour remède au mal ne servoit qu'à le faire connoître extrême. On y defendoit aux étrangers tout exercice de leur Religion : & par consequent les prieres même & les lectures que les peres pouvoient faire dans leur famille. Cela s'appelloit maintenant *exercice de Religion* : & les étrangers qui auroient été surpris en faisant chez eux de semblables devotions, auroient pu en consequence de l'arrêt, être assujettis aux rigueurs de la même Inquisition que les Reformez François.

*Clause
maligne
de l'ar-
rêt..*

Le douzième du même mois le Roi revoqua par un nouvel arrêt la surseance de trois ans, qu'il avoit accordée aux nouveaux convertis pour payer leurs dettes : & il défendoit de s'en servir, entre personnes de cette qualité, les uns contre les autres. A la vérité la chose étoit juste, & nécessaire pour le bien du commerce & de la société. Mais on ne laissoit pas de trouver étrange, qu'après avoir laissé jouir de mal-honnêtes gens de ce privilege, ne s'étant point trouvé de gens d'un autre caractère jusqu'à la revocation de l'Edit, qui pour avoir le plaisir de faire une injustice à leurs creanciers eussent voulu changer de Religion, la même grace étoit refusée aujourd'hui à des personnes que le pillage de leurs biens, la ruine de leurs maisons, la dissipation de leurs papiers, avoient réduits presque à l'aumône. On n'ignoroit pas à la Cour que plusieurs de ces nouveaux convertis avoient attendu l'extrémité, pour complaire à leurs *Convertisseurs* ; & qu'on leur avoit fait des dommages dont ils ne pourroient se relever de plusieurs années. Cependant pour les récompenser de leur complaisance, on les abandonnoit à la discretion de leurs creanciers. Mais enfin le seizième de Decembre de cette même année, cette surseance fut entièrement revoquée par un second arrêt : & le motif de l'abolir étoit que tous les sujets du Roi étant réunis à la Religion Catholique, ce privilege étoit également prejudiciable aux creanciers & aux debiteurs, avec qui personne ne vouloit plus entrer en commerce. On se vançoit néanmoins fort mal à propos de cette réunion, puis qu'alors il n'y avoit presque personne entre les nouveaux convertis, qui ne donnât des marques éclatantes de degout pour la Religion Romaine.

Revoca-
tion de
la sur-
seance de
payer les
dettes.
CCX.

Dans le même mois il fut publié un Edit nouveau, sans date du jour, qui regardoit les enfans. L'Edit de revocation n'ayant pourvu qu'à l'éducation de ceux qui pourroient naître à l'avenir, celui-ci étoit donné pour faire élever dans la Religion Romaine ceux qui étoient nez avant le mois d'Octobre. Le Roi donc élevant son autorité au dessus des droits de la nature, qui donnent l'éducation des enfans à leurs peres & meres privativement à tous autres, vouloit que dans huit jours après la publication de l'Edit, tous les enfans de ceux qui faisoient encore profession de la Religion Reformée, fussent mis à la diligence de ses Procureurs, ou de ceux des Seigneurs hauts Justiciers, entre les mains

Enleve-
ment des
enfans à
leurs pe-
res & me-
res.
CCXI.

1686. de leurs parens Catholiques, ou faute de parens qui s'en vou-
lissent charger, entre les mains de tels Catholiques que les Ju-
ges voudroient nommer. Ces mêmes Juges étoient autorisez de
regler les pensions que les peres seroient obligez de payer à leurs
enfans : & s'ils n'avoient pas de quoi les entretenir hors de leurs
maisons, le Roi ordonnoit qu'ils fussent mis dans les Hôpitaux
generaux les plus proches de la demeure de leurs peres, ou de
leurs meres. On les devoit prendre depuis l'âge de cinq, jusques
à seize ans : & ce que les Juges auroient ordonné pour l'execu-
tion de cet Edit, devoit être executé nonobstant oppositions ou
appellations quelconques.

*Exten-
sion de
l'Edit.
CCXII.*

Jamais Edit n'a été executé avec tant de violence que celui-ci :
ni n'a causé plus de douleur & plus de consternation. Quoi qu'il
ne parlât que des enfans de ceux qui étoient encore Reformez,
on trouva bien-tôt le moyen de s'en servir contre ceux des nou-
veaux *convertis*, qui étoient fort soigneux d'empêcher que ces
jeunes esprits ne prissent quelque goût pour la Religion Romaine.
De sorte qu'on envoya bien-tôt des ordres contre eux aux
Intendans, pour les contraindre à envoyer regulierement leurs
enfans aux Catechismes qui se faisoient dans leurs paroisses : à fau-
te de quoi le Roi vouloit qu'aux depens des peres & des meres,
les garçons fussent mis dans des Colleges, & les filles dans des
Couvens. Ces ordres eurent des effets fort differens. Il y eut
des lieux où les peres ayant été condamnez à payer l'amende au-
tant de fois qu'ils manqueroient d'envoyer leurs enfans aux Ca-
techismes, la payerent sans en paroître émus ; & la payerent
plusieurs fois. Les Intendans étonnez de cette resolution, ne
voulurent pas presser la chose plus violemment ; & peu à peu
laissent faire les peres & meres. Dans quelques lieux de la Ge-
neralité d'Orleans, les peres, non contens de payer l'amende,
& de n'envoyer point leurs enfans aux instructions Catholiques,
cesserent de distribuer certaines aumônes réglées dont les pauvres
Catholiques recevoient tout le profit. Après quelques jours d'in-
terruption, ces pauvres se plaignant à eux du refroidissement de
leurs charitez, les Reformez leur repondirent qu'étant condam-
nez à l'amende pour n'envoyer point leurs enfans aux Catechif-
mes, ils étoient obligez de garder leur argent pour cela, parce
qu'ils étoient resolu à ne souffrir point que leurs enfans reçussent

*Effets de
ces in-
justices :*

ces instructions. Les pauvres prirent cette reponse pour une de- 1686.
 nonciation qu'ils eussent à mourir de faim, s'emurent, s'attrou-
 perent, se rendirent à la porte des Curez, des Juges, de l'Inten-
 dant, crièrent misericorde, & firent craindre que ce mouvement
 ne degenerât en sedition. L'Intendant étant informé de la cau-
 se de ce fracas, appaisa cette populace par de belles paroles, &
 cependant cessa de poursuivre les Reformez pour leur desobeis-
 sance. Ailleurs il y eut des Reformez qui obeirent: mais les Ca-
 tholiques en furent encore plus mal satisfaits que de ceux qui avoient
 moins de complaisance. La plupart des enfans ne vouloient pas
 apprendre les Catechismes Catholiques: & quand le Curé, ou
 quelque autre les interrogeoit, ils repondoient souvent ce qu'ils
 avoient appris dans les Catechismes de leurs Ministres: ce qu'ils
 faisoient avec une hardiesse qui deconcertoit le Predicateur, &
 qui scandalisoit les auditeurs Catholiques. Les Moines & même
 les Jesuites ne pouvant réussir à l'instruction de ces enfans, tâ-
 choient de s'insinuer dans leurs esprits en les faisant rire, ou en
 leur faisant de petits presens d'*Agnus Dei*, de medailles, ou
 d'images. Mais les Catholiques avoient honte de voir profaner
 la Religion par ce bâtelage: & ils en firent des plaintes en tant
 de lieux, qu'il fallut tacitement dispenser les Reformez de l'exe-
 cution de l'Edit, quand on pouvoit remarquer qu'ils le faisoient
 avec repugnance, & qu'ils donnoient dans la maison de secre-
 tes instructions, qui detruisoient l'ouvrage des Missionnaires. En
 effet on étoit surpris quelquefois d'entendre des enfans, sur la
 moindre ouverture que le Catechiste leur en donnoit, prouver
 que le Pape est l'*Antechrist*, que l'Eglise Romaine est idolâtre,
 qu'elle est la mere des abominations & des paillardises spirituelles,
 qu'elle est l'Egypte & la Babylone mystique, & d'autres choses
 qu'on leur demandoit fort imprudemment, sous le pretexte de
 faire connoître aux auditeurs de quelles couleurs les Ministres
 avoient accoutumé de peindre à leurs peuples la Communion Ca-
 tholique. Les Catechismes donc demeurerent enfin seulement
 pour les familles de ceux qui avoient en effet & réellement em-
 brassé la Religion Romaine, ou de ceux qui étant reduits à por-
 ter leur complaisance à l'extremité, pour conserver quelque em-
 ploi, quelque pension, quelque moyen de gagner leur vie, sa-
 crificioient à leur interêt la tendre conscience de leurs enfans. Mais

1686. on executa l'Edit d'une autre manière contre ceux qu'on nommoit rebelles. On leur enleva leurs enfans; on en remplit les Couvens, & les maisons nouvellement érigées pour y nourrir les nouveaux & nouvelles Catholiques. Il y avoit déjà plusieurs années qu'on y mettoit les jeunes gens, qui se laissoient aller aux inductions des devots & des devotes: & d'abord comme on n'y mettoit que des enfans qui s'y rendoient d'eux-mêmes; après avoir été induits par les loins de quelque Catholique; & qu'on achevoit de gagner par des complaisances & des caresses, la chose réussissoit à peu près au gré des *Convertisseurs*. Mais quand on commença à loger dans ces maisons des enfans qu'on arrachoit par force à leurs parens Reformez, l'affaire changea de face. On trouva dans ces enfans une résistance au dessus de leur force, & de leur âge. Il y en eut qui firent des actions de courage, dont des personnes de trente ans seroient à peine capables. Descendre par les fenêtres pour se sauver; sauter des murailles; étonner des Docteurs & des Prélats par des réponses fermes & prudentes; souffrir mille tourmens sans varier: ce sont des actions de résolution dont des enfans au dessous de dix ou douze ans donnerent mille exemples. Ce qui arriva aux deux filles de Pierre Mirat & de Charlotte Brouart demeurant en Brie, près de la Ferté-sous Jouarre, est digne d'admiration. Elles perdirent leur pere & leur mere dans un âge peu avancé: l'aînée n'avoit alors que dix ans; & la plus jeune que huit. On les mit en pension chez un homme de consideration, nommé de Monceaux, Medecin de profession, qui avoit épousé leur grand-mere; & à qui au commencement de l'année 1683. on les enleva violemment, sur un faux bruit qu'on fit courir qu'elles se vouloient faire Catholiques. Les réponses qu'elles firent devant le Bailli de la Ferté firent connoître le contraire: mais cela ne l'obligea point à les renvoyer chez leur parent. Au contraire, quoi qu'on les eût déjà mises dans une maison Catholique, on envoya chez ce Medecin plusieurs Archers pour les lui enlever. Il lui fut inutile de représenter qu'il n'en étoit plus le maître. Il fut condamné par corps, avec trois ou quatre autres parens, à les retrouver: & pour les y contraindre, on envoya garnison chez eux, où elle fit durant long tems une excessive dépense. Enfin le Lieutenant General de Meaux alla les prendre avec éclat chez le Procureur Fiscal de la

*Histoire
digne de
remar-
que.*

la Ferté, où le Bailli les avoit mises, & les mit dans un carrosse 1686. pour les transférer ailleurs. Ces enfans se defendirent comme des lions, cassèrent les glaces du carrosse, se blessèrent dangereusement, voulurent se jeter à terre par les portieres, & contraignirent le Lieutenant General à faire monter des Archers dans le carrosse, pour les retenir. Il les mit chez un Catholique leur Curateur, où elles persevererent dans leurs premiers sentimens, & quoiqu'on les gardât très-soigneusement, elles trouverent au bout de six mois le moyen de se sauver, & de se faire conduire chez de Monceaux. Cet homme touché de leur resolution, mais embarrassé de leur garde, les conduisit à Paris, pour y prendre conseil sur ce qu'il avoit à faire. On trouva bon de les remettre entre les mains du premier President, par les ordres de qui les Juges subalternes avoient entrepris l'affaire. Le Deputé General se chargea de les lui représenter, & tira promesse de lui qu'après les avoir gardées huit jours, il les rendroit à leur parent, si elles perseveroient. Mais il tint mal sa parole, & après divers delais, sous de vains pretextes, il les fit mettre dans un Couvent de filles à Charonne, où elles demeurèrent jusqu'au jour des Cendres de l'année 1684. Ce jour-là, pendant que tout le monde étoit à l'Eglise pour prendre des cendres, elles sauterent la muraille du jardin, si heureusement qu'elles ne se blessèrent point. Elles se firent conduire chez un Marchand, dont elles avoient oui dire peu de jours auparavant qu'on devoit enlever la fille : & s'étant fait connoître à lui, elles lui donnerent le moyen de mettre sa fille en sûreté, & de les mener elles-mêmes dans un lieu où on les tint cachées, jusqu'à ce qu'on trouva une occasion de les faire passer secrètement en Hollande.

Il arriva souvent de semblables choses, depuis qu'on s'avisade *Perseverance incroyante de ces enfans.* remplir d'enfans enlevez, les maisons destinées à les instruire : & c'est un événement qui approche du miracle, que malgré tous les soins des devots & des devotes, il y en ait eu si peu qui aient été séduits par leurs artifices, ou ébranlez par leurs violences. On a vu beaucoup de ces enfans de l'un & de l'autre sexe, qui ayant été mis dans ces nouvelles prisons dès l'âge de cinq ou six ans, en sont sortis sept ou huit ans après plus fermes & mieux instruits dans leur Religion, que si on les eût laissez sous la conduite de leurs peres. On en a vu plusieurs tromper la vigilance de leurs gar-

1686. gardes, & se sauver de ces maisons au travers de mille dangers, & de mille difficultez qui auroient fait perdre courage à des personnes plus âgées. Ce n'est pas qu'on ne fit jouer toute sorte de ressorts pour les ébranler. Jamais la fraude n'a été si féconde qu'en cette occasion, où la simplicité de ces jeunes esprits donnoit lieu à toute sorte de surprises. Tout ce qui peut tromper, chagriner, faire peur étoit mis en usage. De fausses visions, de faux miracles, de fausses condamnations qu'on disoit prononcées contre les enfans opiniâtres : des promesses, des menaces, des bienfaits, des châtimens, des prisons, des jûnes, des notes d'infamie pour leur faire honte, des préférences données à d'autres pour leur inspirer de la jalousie, tout étoit mis en usage pour les réduire. Cependant on voyoit des enfans de huit & dix ans résister à toutes ces tentations, se démêler de tous ces pièges, paroître plus fermes après toutes ces épreuves qu'au commencement. Il y en eut plusieurs qu'on mit dans un état pitoyable par ces indignes traitemens : plusieurs dont on altera l'esprit par ces persécutions continuelles. Une fille d'un considérable Marchand de Paris fut tellement troublée par la peur qu'on lui faisoit tous les jours, qu'elle ne pouvoit demeurer seule ni le jour ni la nuit, croyant voir toujours de ces monstres affreux, dont on lui avoit fait la peinture, comme devant devorer les *Herétiques* : & parce qu'on lui avoit parlé des Commissaires qui sont preposés à la Police, comme de gens qui devoient la venir prendre, pour lui faire souffrir de cruelles peines, elle avoit reçu de si vives impressions de cette frayeur, qu'elle ne pouvoit voir un homme sans le prendre pour un Commissaire, & sans jeter des cris pitoyables, & souffrir des symptômes fort affligeans. Une jeune fille de Bellesme ayant été enfermée dans une maison établie à Alençon pour les enfans de son sexe, y attira par sa constance la haine des devotes qui en étoient les directrices. Un jour ayant refusé de faire quelque acte de Catholique, ces fausses Beates exercèrent sur elle avec tant de violence leur devote cruauté, qu'ils lui mirent tout le corps en sang à coups de verges, après quoi ils la jetterent dans un grenier, sans lui donner rien pour sa nourriture. Cette pauvre enfant y demeura tout le jour & toute la nuit suivante, qui fut une des plus froides de l'hiver, sans feu, sans pain, sans couverture. On la trouva le lendemain demi

CYRAN-
TEX. NOTA-
BLES EXER-
CICES COM-
MUNES.

mor-

sorte, le corps enflé demeurément; ses blessures livides & en- 1686.
flamées. On eut beaucoup de peine à la faire revenir; & lors
qu'elle fut guérie de ces playes, elle demeura sujette à des con-
vulsions épileptiques, dont elle n'a été délivrée que par le bene-
fice de la puberté. Enfin après avoir souffert à diverses fois huit
ans de prison, elle se sauva de cette maison; & trouva le moyen
de se faire conduire en Hollande, où elle jouit du repos de sa
conscience, & de la liberté d'exercer sa Religion. Ces inhu-
maines Directrices en furent quites pour une reprimende qui
leur fut faite par l'Intendant: mais cela n'empêcha pas que
là & ailleurs on ne fit mille cruautés aux enfans qui ne pou-
voient se laisser corrompre. On les enfermoit dans des cachots
sales, humides, obscurs; & en les y mettant on ne leur parloit
que de Demons qui y revenoient; que de crapaux; que de ser-
pens; que de tout ce qui peut donner de la crainte ou de l'hor-
reur. Quand elles crioient, on leur fermoit la bouche avec un
bouquet d'herbes amères & puantes, en forme de bâillon; & on
les traînoit avec violence à la Messe; quand elles refusoient d'y
aller volontairement. On ne sauroit croire combien de fois il leur
est arrivé d'affecter de faire alors tout ce qui passe pour indecen-
ce chez les Catholiques. Parler haut, chanter, changer de pla-
ce, tourner le dos à l'autel, se lever, ou s'asseoir les jambes croi-
sées, quand les Catholiques se prosternoient pour adorer le Sa-
crement, c'étoient leurs jeux & leurs amusemens ordinaires: &
dans la maison, déchirer leurs images; brûler leurs Heures, dissi-
per leurs provisions, prendre plaisir à jeter en cachette quelque
morceau de lard dans leurs viandes de Carême, c'étoient les van-
geances qu'elles tiroient de la severité de ces bigotes. De sorte
qu'elles mettoient souvent au desespoir ces Supérieurs, qui avoient
trop de peine à se garder de leurs malices; pour avoir le loisir
de travailler à les instruire. Les garçons n'en faisoient gueres moins
dans les maisons qui leur étoient destinées: & si l'avarice n'avoit
pas obligé les Prêtres qui avoient la direction de ces nouveaux Se-
minaires à les maintenir, l'intérêt de la Religion n'auroit pas été
assez fort pour leur faire supporter toutes ces peines avec patience.

Cela dura plusieurs années; & dure encore en plusieurs lieux
du Royaume: mais avant que de passer à d'autres matieres, je
remarquerai que les personnes de la premiere qualité ne furent
pas

*Van-
geances
que les
enfans
en ti-
roient.*

*Enfans
enlevés
aux per-
sonnes de
qualité.*

1686. pas exemptes de ces rigueurs. On enleva les enfans aux Gentils-hommes, aussi bien qu'à ceux d'un plus bas rang: & afin que ceux qui avoient quelque credit perdissent l'espérance de s'en servir dans cette rencontre, on traita si durement les personnes les plus distinguées, qu'il n'y avoit plus de lieu de se flatter qu'on pût obtenir un traitement favorable. Le Duc de la Force ne fut pas épargné plus que les autres; & on ne lui laissa pas le droit de disposer de ses enfans. La Comtesse de Rôye ayant obtenu avec une peine extrême la permission d'aller joindre en Danemark son mari, qui depuis quelque tems y commandoit les Troupes, ne put emmener avec elle qu'une partie de ses enfans; & il fallut qu'elle laissât l'autre en France, ou comme une conquête qu'elle abandonnoit au zèle des *Convertisseurs*, ou comme des otages de la fidélité de leur pere.

Edit contre les femmes & veuves qui persévèrent.
CCXIII.

Il est juste de confesser à la louange des femmes, que comme elles sont depuis long tems en possession de donner plus communément des marques de constance & de piété que les hommes, elles ne se démentirent point en cette occasion. Il y eut beaucoup de femmes qui encouragèrent leurs maris à demeurer fermes, & qui lors qu'elles les virent succomber, ne se laissèrent point ébranler par leur exemple. Je parlerai encore d'elles ailleurs, afin de faire voir qu'elles n'eurent pas moins à souffrir que les hommes: mais je dirai seulement ici, que pour tâcher de les fléchir, on publia encore au mois de Janvier un Edit contre elles. Il ne laissoit ni aux femmes qui avoient encore leurs maris, ni aux veuves, nul droit de disposer de leurs biens ni par testament, ni par donation entre vifs, ni par alienation, ni autrement. Il les privoit encore de tous les avantages qui pourroient leur avoir été faits par leurs maris, en quelque forme; & par quelque acte que ce pût être: contract de mariage ou entre vifs; douaires, droits de succéder en Normandie, augmens de dot, habitations, droit de partager la communauté, préciputs; & généralement tous autres profits de leur mariage. Ces mêmes avantages qu'on leur ôtoit étoient attribuez à ceux de leurs enfans qui feroient profession de la Religion Catholique, ou à leur défaut aux Hôpitaux des villes les plus prochaines. La propriété en étoit néanmoins réservée aux heritiers Catholiques de ces femmes ou veuves, lors que leurs successions seroient ouvertes: &

en cas que ces malheureuses, dépouillées de leurs avantages n'eussent plus de quoi subsister, le Roi les renvoyoit à ses Juges, pour leur pourvoir d'alimens. C'est-à-dire qu'en termes couverts, après les avoir reduites à la mendicité, par une injustice empruntée des anciennes loix & des Canons contre les Heretiques, on autorisoit les Juges de les confiner dans quelque Hopital general, ou dans quelque Bureau des pauvres, pour achever de mettre leur patience à bout, par cette odieuse prison.

Cependant les Troupes exerçoient par tout des cruautéz inouïes. Tout leur étoit permis, pourveu qu'ils ne fissent pas mourir. Ils faisoient danser quelquefois leurs hôtes, jusqu'à ce qu'ils tombassent en defaillance. Ils bernotent les autres jusqu'à ce qu'ils n'en pouvoient plus. Huit Dragons étant logez à Calais chez Abraham le Maire, le chargerent de toutes leurs bottes, dont les éperons appuyoient contre son corps, & le faisoient tourner & sauter dans cet état avec violence. Quand ils ne pouvoient contraindre leurs hôtes à fumer avec eux, ils leur souffloient la fumée de leur tabac dans le nez & dans la bouche; & les uns les tenoient pendant que les autres leur faisoient souffrir ce supplice. Ils ne leur donnoient de repos, que quand ils les voyoient évanouis. Que si quelqu'un avoit assez de force pour résister à ce tourment, ils lui faisoient avaler du tabac en feuille; & pour aider à l'operation de cette herbe violente, ils le faisoient boire, jusqu'à ce qu'il n'en pouvoit plus. Il y en eut plusieurs à qui ils mirent un entonnoir dans la bouche, pour leur faire avaler du vin & de l'eau de vie malgré eux: & quand ils les avoient mis dans un état où ils n'avoient plus de raison, ils leur faisoient dire quelque parole qui passoit pour un acte de *conversion*. Souvent même ils faisoient accroire à ces malheureux, après qu'ils étoient revenus à eux mêmes, que pendant le trouble de leur cerveau ils avoient fait abjuration, ou s'étoient fait porter à l'Eglise. Ils faisoient boire de l'eau à d'autres, & les contraignoient d'en avaler jusqu'à vingt ou trente verres. Il y en eut quelques-uns à qui on versa de l'eau bouillante dans la bouche. On passoit une corde à quelques-uns sous le nez, & la rattachant derriere la tête, on les suspendoit à des poutres, faisant soutenir le poids de tout leur corps à la plus tendre partie de leur visage. Ils en lioient d'autres sous les bras, & les descendoient dans des puits, où ils les

*Diverses
violences
exercées
par les
soldats.*

1685. faisoient entrer dans l'eau aussi avant qu'il étoit possible sans les
 1686. noyer. La Madelaine Gentilhomme d'Angoumois ; fut un de ceux à qui ils firent cette violence. Il y en eut plusieurs à qui ils donnerent l'estrapade : mais ne trouvant pas que la maniere ordinaire dont on fait souffrir ce tourment fût assez cruelle , ils cherchoient mille moyens nouveaux de le rendre plus douloureux. - Ils noient quelquefois les gros doigts des pieds avec de petites cordes fines & fortes , qui pouvoient soutenir aisément le poids d'un corps ; & les attachant par derriere aux poüces, ou au poignet , ils les ferroient jusqu'à faire que les cordes enfoncées dans les chairs y demeuroident cachées. Après cela ils passioient une plus grosse corde entre les pieds & les mains ; & l'attachant à quelque poutre , ou à quelque poutre , ils montoient le miserable objet de leur fureur aussi haut qu'ils le pouvoient , & le laissoient retomber en suite le visage en bas jusques à demi pied de terre. Quelquefois les tenant suspendus dans cet état , ils les faisoient tourner tant que la corde le pouvoit permettre , & en suite les laissoient dans ce mouvement , jusqu'à ce qu'à force d'allées & de venues la corde demeurât en repos. Il y en eut plusieurs à qui on donna des coups de bâton sous les pieds , pour éprouver si ce supplice est aussi cruel que les relations le publient. On attachoit à d'autres le poil de la barbe : & le Consul Hollandois établi à Nîmes fit l'experience de ce tourment. On se servoit du feu comme d'un instrument propre à faire souffrir de douloureuses violences. Des soldats logez chez Farinet , à Villeneuve d'Agenois , l'ayant mis tout nud , allumerent un grand feu , coucherent la broche devant , & le contraignirent de la tourner jusqu'à ce que leur viande fût cuire. Ils le forcerent à les servir trois jours dans cet état. D'autres brûloient à la chandelle le poil des bras & des jambes de leurs hôtes. D'autres faisoient brûler de la poudre , si près du visage de ceux qui leur resistoient , qu'elle leur grilloit toute la peau. Ils mettoient à d'autres des charbons allumez dans les mains ; & les contraignoient de les tenir fermées , jusqu'à ce que les charbons fussent éteints. Ils en forçoient d'autres , & même des femmes , à souffrir cette épreuve autant de tems qu'il falloit pour réciter l'Oraison Dominicale : & quand elles l'avoient achevée , ils leur reprochoient qu'elles l'avoient prononcée trop vite , & prenoient de

de là un pretexte de les faire recommencer : ou ils se chargeoient eux-mêmes de la reciter : pour faire durer ce tourment à dis-
 tion. Une Demoiselle des environs de St. Maixant résista si pa-
 tiemment à cette douleur, qu'elle laissa la force de ses Dragons,
 & les réduisit à la laisser en repos. On brûla les pieds à plusieurs,
 tenant les uns long tems devant un grand feu ; appliquant aux
 autres une pelle ardente sous les pieds ; hant les pieds des autres
 dans des hottes pleines de graisse, qu'on faisoit fondre & chauf-
 fer peu à peu devant un brasier ardent. Pierre Lambert de
 Beauregard près de Valence en Dauphiné, eut les pieds brûlez avec
 une pelle rouge ; & la brûlure fut si violente, qu'il fut plus de
 quatre mois avant que de pouvoir marcher. Le Curé de Romani
 près de St. Maixant, ayant trainé dans son presbytere un païsant
 nommé l'Ecalé, lui fit brûler de la même manière le cou & les
 mains, à la vue de Louise l'Ecalé sa fille, simple Bergere âgée de
 seize à dix-sept ans ; qui en même tems fut pendue par les bras
 & on fluta par les pieds, sans que ces cruautés qu'elle souffroit,
 & qu'elle voyoit souffrir à son pere, lui fissent perdre courage.
 Après quinze jours de mauvais traitemens & de prison, le pere
 & la fille furent separez. On laissa le pere à St. Maixant ; & on
 envoya la fille à St. Quentin ; ou on la tint deux ans dans un
 Couvent, sans la pouvoir ébranler ni par promesses, ni par me-
 naces. Enfin elle fut mise en liberté ; & elle vint mourir à Ro-
 tterdam d'une manière fort édifiante. Garnau de Moncoustan,
 paroisse considérable en Poitou, un Fermier de la Mouffaye, Gen-
 tilhomme connu sur les limites de Poitou & de Bretagne, fut
 traité à peu près de la même manière. Ce Fermier principalement
 ayant les pieds & les mains grillés, & les doigts si retrecis qu'il
 ne pouvoit plus les étendre, fut présenté à l'Intendant par son
 maître. L'Intendant eut horreur de ce spectacle, & en remon-
 tra de l'indignation : mais toute la justice qu'il en fit, fut qu'il
 envoya dès le lendemain une grosse garnison chez ce Gentilhom-
 me. Un païsant de Moncoustan eut les jambes brûlées par une in-
 vention diabolique. On lui mit des graisses dans des hottes qu'on
 fit chauffer devant un grand feu, jusqu'à ce que la douleur le fit
 tomber en foiblesse. A Tonnais un nommé Lescun fut mis tout
 nud par les soldats, qui le firent coucher dans cet état sous la ta-
 ble où ils mangeoient, & le foulerent aux pieds pendant leur re-

pas. Un Jean Gui Aveneau ayant eu les pieds chauffez, les soldats lui mirent du sel dans les bas, & le contraignirent de marcher dans cet état ; jusqu'à ce qu'il succomba. Quatre Dragons étant logez chez Jaques Ryau, Fermier qui demouroit près de Talmond, & qui étoit alors fort travaillé de la goutte, le lièrent fort étroitement ; lui ferrèrent les doigts des mains ; lui fichèrent des épingles sous les ongles ; lui firent brûler de la poudre dans les oreilles ; lui percerent les cuisses en plusieurs lieux ; & versèrent du vinaigre & du sel dans ses blessures. Par ce tourment ils épuiserent sa patience en deux jours ; & le forcèrent à changer de Religion. Jaques Tristand à Niort étant fort malade, les soldats qu'on avoit logez chez lui attachèrent leurs chevaux aux doigts de ses pieds, & leur donnerent à manger de l'avoine sur son ventre : & tout cela ne l'ébranlant point, ils remplirent son lit de la fiente de leurs chevaux ; & lui en jetterent même dans la bouche. Enfin pour le conduire en prison, ils le mirent à cheval nu en chemise. Quelque soin que ces bourreaux prissent de ne faire pas mourir ceux qu'ils tourmentoient, il ne laissoient pas d'en mourir fort souvent entre leurs mains ; & souvent ils les tuoient par une maniere de caprice sans pretexte. André, homme puissamment riche dans les Cevennes, & qui à cause de ses grands biens avoit épousé une femme de qualité qui lui donnoit de fort belles alliances, fut trouvé par deux Dragons, après avoir été long tems errant par les bois & par les montagnes, dans une maison d'ami qui lui avoit donné retraite. Il ne fit nulle difficulté de se rendre : mais l'un des Dragons ayant voulu le lier pour le traîner en prison, il ne put souffrir cet outrage ; & tâcha de s'en garantir, déclarant qu'il étoit prêt de le suivre sans être lié. L'autre Dragon survenant pendant cette contestation, vuida la querelle, en tuant André : qui ayant survécu un jour ou deux, après avoir reçu le coup mortel, eut le courage de vouloir parler à cet assassin, de lui toucher dans la main, & de déclarer qu'il lui pardonnoit. Blanc Precepteur de ses enfans fut tué en même tems : mais on ne fit nulle justice de ces meurtres. Il y en eut qui eurent la tête cassée à coups de croûle de mousquets. Il y en eut qui furent accablés par la fatigue & par la douleur : & comme on ne traitoit pas les malades ou les vieillards avec plus de pitié que les sains & les jeunes, on

hâta souvent leur mort par la cruauté des tourmens. Charpentier., de Ruffec en Angoumois, après avoir avalé par force vingt-cinq ou trente verres d'eau, fut tourmenté d'une manière nouvelle, dont la violence acheva de le tuer. On lui fit degouter dans les yeux le suif d'une chandelle allumée, & le privant de tout le secours qui pouvoit lui être nécessaire dans la foiblesse où il étoit, on le laissa mourir, sans avoir pu l'ébranler. Palmentier habitant de Villedieu d'Aunai en Poitou, étant fort incommodé de la goûte, eut les pieds brûlez avec une pelle ardente. Ce qu'il y a de plus remarquable dans son histoire, est que ce cruel expedient fut suggeré aux soldats par l'Archevêque de Bourdeaux, qui revenoit alors de l'Assemblée generale, & qui se divertissoit aux cris de ce malheureux, qu'il entendoit d'une chambre haute. La douleur lui fit promettre de signer, mais aussi-tôt qu'il eut du relâche, il se dedit de ce changement forcé, & n'eut avant que de mourir des maux qu'il avoit soufferts, que le tems de temoigner une vive repentance. Au Pont de Camarez les soldats ayant pendu par les pieds un homme qui leur avoit résisté, le laisserent là: & il mourut dans ce triste état faute de secours. D'autres cherchant à se sauver de la furieuse main des Dragons, se tuerent en se jettant dans des precipices, & en sautant des fenêtres ou des murailles.

Je ne raporte que les principaux exemples de ces violences, parce que ce seroit un travail infini que de les raporter tous; & que d'ailleurs la plupart de ces exemples ne different que dans le nom des personnes ou des lieux, & dans quelques circonstances peu importantes. Le Lecteur doit donc juger de ce qui se faisoit par tout, en voyant ce qui se faisoit en de certaines rencontres. Les Dragons étoient les mêmes en tous lieux. Ils battoient, ils étourdissoient, ils brûloient en Bourgogne comme en Poitou, en Champagne comme en Guyenne, en Normandie comme en Languedoc. Mais ils n'avoient pour les femmes ni plus de respect, ni plus de pitié que pour les hommes. Au contraire ils abusoient de la tendre pudeur qui est une des propriétés de leur sexe, & ils s'en prevaloient pour leur faire de plus sensibles outrages. On leur levoit quelquefois leurs jupes par dessus la tête, & on leur jettoit des seaux d'eau sur le corps. Il y en eut plusieurs que les soldats mirent en chemise, & qu'ils forcerent

1085. eurent de danser avec eux dans cet état, & avoient l'insolence
1086. même de couper les chemises par derrière jusqu'à la ceinture, afin
&c. de faire à ces pauvres femmes plus de honte de leur nudité. Deux
filles de Calais nommées le Noble furent mises toutes nues sur
le pavé, & furent ainsi exposées à la raquerie & aux outrages
des passans. Une servante de Lefou, de qui j'ai déjà parlé, fut
liée toute nue à son maître qu'on avoit mis dans le même état.
Les soldats les laissèrent ainsi à l'outrage pendant trois jours, & ces
scélérats, pour faire plus de honte à ces malheureux objets de leur
brutalité, avoient affecté de les joindre corps à corps, avec des cir-
constances que la pudeur ne permet ni d'écrire, ni de deviner.
Des Dragons ayant lié la Dame de Vezançai à la quenouille de
son lit, lui crachoient dans la bouche, quand elle l'ouvroit pour
parler ou pour soupiner. D'autres minent la tête d'une Dame de
qualité dans un trou de retrait, pour lui faire respirer cette puanteur.
Un Dragon de ceux qu'on avoit logez à Cerisi s'étant
enivré, eut l'insolence d'aller se coucher dans le lit de la Dame
douxinière de Cerisi, femme d'un âge & d'une vertu qui pou-
voit inspirer le respect aux âmes les plus brutales. Il y eut des
lieux en Poitou & ailleurs, où les soldats forcèrent des filles de
qualité à leur présenter & à leur tenir le pot de chambre. Il y
eut une Dame de la Valade, qui ayant souffert d'autres tour-
mens avec patience, fut troussée jusqu'aux reins, & assise à
nud sur un rechaud plein de feu. Plusieurs qui avoient quelque
beauté, eurent le visage & le sein coupé à coups de bayonnet-
tes. Plusieurs ayant été long tems entre les mains de sembla-
bles bourreaux, y souffrirent des traitemens qu'elles n'ont jamais
exprimés que par des larmes & des sanglots, qui faisoient mieux
comprendre que le discours n'auroit pu le faire, qu'on leur avoit
fait les derniers outrages. Une vieille femme paralytique, veu-
ve de L'Epineaux, belle-sœur de Labat, qui avoit été Mini-
stre à Montoire, étant percluse de tous ses membres, malade,
& presque agonisante, fut mise toute nue dans une brouette, traî-
née dans cet état à la vue de la populace, & en suite assommée
à coups de bâton. Mais il ne faut pas s'étonner que des soldats
surtout, qu'une populace emportée obéissent de tels excès,
puis que des gens qui auroient dû les reprimer en commandoient
de semblables. Un Gentilhomme de Picardie voulant faire le bon

Catholique, eut la lâcheté de descendre sa propre femme dans 1685.
 un puits, en la tenant par les cheveux : & il fit cette belle action 1686.
 dans le plus froid de l'année. A Usez la Justice même autorisa &c.
 ces outrages. Les Supérieures de la Maison des nouvelles *con-* *Exem-*
verties établie dans cette ville, se plaignirent de la rebellion de *ples di-*
 quelques filles, qui ne paroissent pas assez bonnes Catholiques; *gues de*
 on les condamna à recevoir le fouet de la main de ces fausses de- *remar-*
 votes, & la chose fut exécutée en présence du Major du Regi- *que.*
 ment de Vivonne, & du Juge de la ville. Il y en avoit huit de
 coupables, dont la plus jeune avoit seize ans, & dont la plus
 âgée n'en avoit que vingt-trois. Cependant on les traita com-
 me des enfans de six ou sept ans. On les troussa jusqu'aux reins,
 & elles furent fouettées à la vuë de plusieurs de leurs compa-
 gnes, & pour leur servir d'exemple. Pendant l'exécution elles
 reprochoient à ces hypocrites la fausse pieté qui les faisoit renon-
 cer à la pudeur de leur sexe, qui leur inspiroit de châtier des fil-
 les de leur âge d'une manière si indecente, & qui exposoit aux
 regards des hommes les parties de leur corps que la modestie ca-
 che avec tant de précaution. Je puis joindre à cet abrégé des in- *Cruautés*
 sultes faites aux femmes, que la Justice même oublia ses usages *contre*
 les plus humains & les plus communs : & qu'encore qu'on ait ac- *nature.*
 coutumé de différer le supplice d'une femme condamnée à mort,
 lors qu'il y a preuve qu'elle est grosse, on ne laissa pas de faire
 périr des femmes avec leur fruit, pour le seul crime d'avoir assisté
 à quelque assemblée. Ainsi la femme d'un nommé Gaches ayant
 été prise au retour d'une assemblée faite dans les Cevennes, quoi
 qu'elle déclarât qu'elle étoit, & qu'elle fût en effet grosse de cinq
 mois, ne laissa pas d'être pendue : de sorte qu'un enfant fut con-
 damné à mourir avant que de naître, pour cette seule raison
 que sa mère l'avoit porté dans son sein à une assemblée, où on
 n'avoit point fait d'autre mal que de prier Dieu, malgré les de-
 fenses des hommes. Le traitement qu'on s'avisa de faire à quel-
 ques meres qui nourrissoient leurs enfans, à quelque chose de trop
 singulier pour être passé sous silence. Ordinairement on leur
 ôtoit leurs enfans, & on les laissoit non seulement dans la dou-
 leur de cette triste separation, mais on leur refusoit les moyens
 de se soulager du lait, dont elles demeuroident fort incommodées.

1685. Mais pour convertir en tourment les tendresses même de la nature, on affecta quelquefois de lier des mères à la quenouille d'un lit, &c. & de mettre leur enfant sur quelque siege vis-à-vis d'elles, afin que la foiblesse & le besoin de ces innocentes créatures, qui ne savent demander leur nourriture que par des cris & des larmes, leur fissent sentir plus cruellement la douleur de ne les pouvoir secourir. On les laissoit inhumainement dans cet état des jours entiers; & par une fureur dont il ne semble pas que des hommes dussent être capables, du supplice de l'enfant on faisoit celui de la mère. On ne se mettoit pas en peine de hasarder la vie de l'un, pourvu qu'on forçât la conscience de l'autre. Pour sortir de cette épreuve, il falloit nécessairement ou la mort de l'enfant, ou la signature de la mère.

*Traitements fait
aux prisonniers.*

Mais on s'avisa de faire encore souffrir une autre espèce de tourment à ceux qui résistoient à la violence des Troupes, soit hommes, soit femmes. On en remplissoit les prisons; & on leur rendoit ce séjour, qui de lui même est assez affreux, encore plus triste & plus incommode par mille méchancetez que les Geoliers, & les autres prisonniers étoient autorisez de leur faire. On leur refusoit de la paille pour se coucher. On ne recevoit pour eux de dehors ni consolation, ni assistance: ou si le Geolier recevoit quelque chose pour les soulager, il l'appliquoit impitoyablement à son profit, sans que les prisonniers en fussent mieux, ou qu'ils en eussent même connoissance. On n'avoit pas plus de pitié des malades que des autres; & au contraire, pour leur faire plutôt perdre courage par la crainte de la mort, on leur refusoit tout ce qui pouvoit leur faire supporter leur mal avec plus de patience. On ne leur laissoit voir ni leurs parents, ni leurs amis, ni les personnes capables de leur ordonner ou de leur préparer les remèdes nécessaires. On ne permettoit d'approcher deux qu'à des Prêtres ou à des Moines; & on affectoit même de ne donner cette permission qu'aux plus emportez. Leurs conversations se passoient le plus souvent en menaces & en outrages. On ne donnoit à ces pauvres gens ni feu pendant l'hiver, ni lumière pendant la nuit. On avoit la malice de mettre dans les mêmes prisons, avec ces pretendus rebelles, des scelerats dignes de la rouë; & quelquefois on enfermoit des fous avec eux, afin qu'ils fussent réduits à se priver de repos, pour se tenir en garde contre les saillies de ces misérables. Les femmes prison-

sonnieres étoient mises avec des debauchées, qui les desespéroient 1685.
par leurs discours sales, & leurs actions impudentes. 1686.

Quand ces mechancetez ne seroient de rien, on mettoit ces &c.
opiniâtres dans des cachots: & pour leur faire éprouver par de- *Prisons*
grez toutes les horreurs de ces affreuses demeures, on les transfe- *affreuses.*
roit de lieu en lieu, jusqu'à ce qu'on ne pût trouver de nouvel-
les cruautéz à leur faire. Quoi qu'à parler generalement il n'y
ait point en France de prison qui ne soit très-incommode, & dont
les plus agreables logemens ne soient sales & horribles, il y a
neanmoins des lieux où les cachots sont si noirs, si puans, si
pleins de bouë & d'animaux qui s'engendrent de l'ordure, que
la seule idée en fait fremir les plus assurés. Presque par tout ces
cachots sont des lieux où il passe des égouts, & où les immondi-
ces de tout le voisinage viennent se rendre. Dans plusieurs on
voit passer les ordures des latrines; & quand les eaux sont un peu
hautes, elles y montent jusques au cou de ceux qu'on y a confinez.
A Bourdeaux il y a un cachot appelé *l'enfer*, à cause de sa noire ob-
scurité, & de sa profonde horreur. A St. Maixant il y en a qui ne
sont gueres moins horribles. A Bougain c'est encore pis. Les ca-
chots n'y sont rien autre chose que des puits pleins d'eau puante,
froide & bourbeuse, où un homme fort & robuste auroit de
la peine à demeurer deux heures sans s'évanouir. On y descend
les prisonniers avec des cordes, & on les y laisse suspendus, de
peur qu'ils ne fussent étouffez s'ils tomboient jusques au fond.
Le cachot de la Flosseliere est une veritable voirie, où passent
toutes les ordures d'un Couvent voisin. On avoit la mechanceté
d'y porter exprès des charognes, pour incommoder les prison-
niers par leur puanteur. Tels sont encore les cachots d'Aumale
en Normandie: tels ceux de Grenoble, où le froid & l'humidi-
té sont si terribles, que plusieurs personnes qu'on a contraintes
d'y demeurer quelques semaines, en ont perdu les cheveux &
les dents. Il y en a d'aussi affreux à Cahors, & en plusieurs au-
tres lieux du haut Languedoc, & de la haute Guyenne: mais on
peut juger principalement par la peinture que je viens de faire de
quelques-uns des plus sales, quels doivent être ceux d'Aiguillon,
qui passent generalement pour les plus horribles qu'il y ait en Fran-
ce. Mais il ne faut pas oublier qu'il y en a plusieurs, qui ou-
tre les autres incommoditez sont encore si étroits, qu'on n'y

1685. peut être que debout. Les malheureux qu'on y jette n'y peuvent
 1686. trouver de repos, qu'en s'appuyant contre la muraille, ou en se
 &c. mettant comme en un peloton, pour se delasser, en pliant un peu
 les jambes. Il y en a qui sont faits à peu près comme la coiffure d'un
 Capucin; un peu larges d'entrée, mais étrecissant jusques au fond,
 en sorte qu'on n'y peut tenir qu'en mettant les pieds l'un sur l'autre:
 & que la seule posture où un homme s'y puisse mettre, est
 de demeurer demi couché, sans être jamais ni debout ni assis: sans
 pouvoir se remuer, qu'en se roulant sur la muraille, sans pouvoir
 changer la situation de ses pieds, comme s'ils étoient attachez avec
 des clous, & qu'ils ne pussent tourner que sur un pivot. On appelle
 communément ces cachots, à cause de leur figure, des *chausses*
à hypocras. Avec tout cela ces lieux ne sont ouverts, que pour
 donner aux prisonniers autant d'air qu'il en faut pour n'étouffer pas,
 & cet air ne leur vient que par des fentes ou des crevasses, qui outre
 qu'elles apportent un air impur & infecté, exposent d'ailleurs ces
 lieux pleins d'horreur à toutes les injures des saisons. La plupart
 n'ont de jour qu'autant qu'il en faut, pour faire appercevoir aux
 prisonniers les crapaux & les vers qui s'y engendrent & s'y nour-
 rissent. C'étoit là qu'on traînoit ceux qui ne vouloient pas se
 rendre aux importunités des *Convertisseurs*, ou aux puissantes
 raisons des Dragons. Mais comme si toutes les horreurs que je
 représente n'avoient pas été suffisantes, pour épuiser les forces &
 la patience de ces malheureux, on avoit encore la cruauté de leur
 mettre quelquefois les fers aux mains & aux pieds. On ne met-
 toit les prisonniers dans les plus horribles de ces cachots, qu'au-
 tant de tems qu'ils y pouvoient demeurer sans mourir. Mais après
 qu'on les en avoit retirez, penetrez d'eau & de bouë, on ne leur
 donnoit ni de linge ou d'habits à changer, ni de feu pour secher
 ce qu'ils avoient sur le corps: & quand ils osoient demander quel-
 que secours, on leur repondoit par des menaces de les renvoyer
 dans les basses fosses. On en a retiré quelquefois dans un état
 qui auroit fait pitié aux peuples même qui s'entre-mangent. On
 les voyoit enflés par tout; leur peau se déchiroit en y touchant,
 comme du papier mouillé; ils étoient couverts de crevasses &
 d'ulceres; maigres, pâles, ressemblant plutôt à des cadavres de-
 mi pourris, qu'à des personnes vivantes. Mais au lieu de paroî-
 tre touché de leur état, on ne s'en prevaloît que pour leur dire
 qu'on

qu'on les remettroit dans ces lieux épouvantables, s'ils ne se 1685.
 faisoient pas Catholiques. En plusieurs lieux on ne se conten- 1686.
 toir pas de tout cela ; & pour venir plutôt à bout de la constan- &c.
 ce des prisonniers, on leur faisoit les mêmes violences que les
 soldats leur auroient pu faire. On leur souffloit de la fumée puante
 dans leurs cachots, on y jettoit du fumier & de la bouë. On
 les en tiroit pour leur chauffer les pieds, pour les berner, leur
 donner le branle, l'estrapade ou le fouët, & souvent pour les
 rouër de coups de bâton.

La Noblesse même n'étoit gueres mieux traitée. A la verité ^{Noblesse}
 on n'exerçoit pas absolument les mêmes violences contre la per- ^{prison-}
 sonne des Gentilshommes : mais on ne laissoit pas de les traîner ^{niere.}
 de prison en prison, & de les loger dans les lieux les plus incom-
 modes & les plus infames. Il n'y avoit que ceux qui par leurs
 alliances, ou par un mérite rare avoient aquis quelque credit dans
 le monde, qui obtenoient quelquefois des prisons un peu moins
 fâcheuses : ou qui tombant entre les mains de quelque Gouver-
 neur de Citadelle ou de Château dont l'esprit étoit civil & hon-
 nête, pouvoient se faire donner dans le besoin du feu & de la
 chandelle. On leur refusoit tous les livres dont la lecture pou-
 voit les instruire, les consoler ou les affermir ; & si quelquefois on
 leur permettoit de lire dans un N. Testament, on se gardoit bien
 de leur donner une version qui n'eût pas l'approbation des Jesui-
 tes. Quand il sembloit qu'ils s'étoient accoutumés à leur prison
 par un long séjour, on les transféroit ailleurs pour les depaïser,
 & rompre les mesures qu'ils avoient eu le loisir de prendre, afin
 de lier quelque commerce avec leurs amis, & de recevoir d'eux
 des consolations secretes. En effet ils trouvoient mille moyens
 de communication, que toute la precaution & la vigilance de leurs
 Geoliers ne pouvoient prévoir ni prévenir. Ceux qui étoient
 dans une même prison perçoient les planchers & les murailles ;
 s'entre-parloient par le tuyau des cheminées ; écrivoient leur nom
 sur les assiettes qu'on leur servoit, & y gravoient quelques chiffres,
 ou quelques mots qui les renvoyoient à des passages consolans de
 l'Ecriture Sainte : & cette vaisselle roulant avec le tems de cham-
 bre en chambre & de cachot en cachot, ils apprenoient par les
 noms & par les symboles qu'ils y trouvoient gravez, qui étoient
 les compagnons de leurs prisons & de leurs épreuves.

1685. Il est certain que plusieurs personnes distinguées donnerent de
 1686. grands exemples de courage dans cette occasion importante. Plus-
 &c. sieurs de ceux qui succomberent à la violence des tentations se re-
*Exem-
 ples de
 constan-
 ce.* leverent avec éclat, & sont en suite sortis du Royaume; mais
 aussi plusieurs soutinrent toute sorte de combats avec une con-
 stance inébranlable. On ne fit grace presque à personne, & avec
 quelque instance que plusieurs demandassent la liberté de se re-
 tirer, à condition même de n'emporter rien avec eux, on ne le
 permit qu'à très-peu de gens. La Princesse de Tarente eut pei-
*Petit
 nombre
 de per-
 sonnes
 exemptes
 de vio-
 lence.* ne à obtenir cette faveur, quoi que Princesse étrangère, appuyée
 de tout le credit de la serenissime Maison de Hesse. Le Mare-
 chal de Schomberg ne l'obtint qu'à des conditions assez dures.
 On limita le nombre de ceux qu'il pourroit emmener comme do-
 mestiques, & les Officiers qui visiterent le vaisseau où il s'embar-
 qua, y regarderent de fort près. On lui designa le Portugal,
 comme le lieu où il lui étoit permis de demeurer: de sorte que
 ce pais où il étoit connu par tant de victoires, lui étoit devenu par
 là plutôt un exil qu'une retraite. Les rigueurs de l'Inquisition le
 reduisirent à en sortir, & à se réfugier dans le Brandebourg, où
 il fut honoré des plus considérables emplois. Mais peu après il
 passa au service du Roi Guillaume, & fut tué en Irlande, après
 avoir contribué à gagner la celebre bataille de Boyne, qui chassa
 Jaques II. de ce pais, où la France avoit entrepris de le mainte-
 nir. La Marechalle de Schomberg, femme d'un haut courage
 & d'une piété éminente, étoit morte de maladie quelque tems au-
 paravant. J'ai déjà dit à quelles conditions on permit à la Com-
 tesse de Roze d'aller joindre son mari. On imposa les mêmes
 loix à la Marquise de Gouvernet, qui avoit une fille mariée en
 Angleterre. Le Marquis de Ruigni eut besoin de toute la bien-
 vueillance du Roi, & de tout le credit qu'il avoit auprès des Mi-
 nistres, pour obtenir la permission de se retirer en Angleterre avec
 sa famille. On ne fit la même grace à nul autre, & le Marquis
 du Quesne même, âgé de quatre-vingts ans, qui avoit tant mé-
 rité par de longs & de glorieux services, & sous la conduite de
 qui les forces navales de la France étoient devenues redoutables
 à tout le monde, ne put obtenir la liberté d'aller finir ses jours
 dans un pais Protestant. On lui permit seulement de demeurer
 à Paris, avec assurance qu'on ne l'inquieteroit point sur la Reli-
 gion.

gion. La politique eut plus de part à cette grâce que la bien-
vueillance. On ne lui permit pas de sortir de France, de peur qu'il
n'allât informer les étrangers de l'état de la Marine, dont il con-
noissoit le foible & le défaut, aussi bien qu'il en avoit fait valoit
les avantages : & on lui laissa la liberté de sa conscience, afin de
ne le reduire pas à se sauver par quelque artifice, si on le menaçoit de
quelque contrainte. La fille de l'illustre Saumaïse, quoi que née
en Hollande, appuyée de grandes recommandations, parente de
l'Evêque de Meaux qui sollicitoit pour elle, constante dans sa
Religion autant qu'on le pouvoit souhaiter, ne put jouir de cer-
te grâce qu'après de longues persecutions ; & on lui fit mille chi-
canes pour lui faire perdre le fruit de sa naissance étrangere, dont
le privilege étoit de grande importance en cette rencontre.

Mais il n'y eut que ce petit nombre de menagé. Tout le reste de
la Noblesse fut traité avec une égale violence : pillée ; envoyée en
exil ; emprisonnée ; traînée de cachot en cachot. Il se trouva grand
nombre de Gentilshommes, qui firent de la pieté leur principal de-
voir ; & qui ne purent être ébranlez ni par les promesses, ni par
les menaces ; ni par la dissipation entière de leurs biens, ni par le ban-
nissement ou par la prison. En vain on les tenta par les instructions
& les conférences : en vain par les translations d'une prison à l'autre :
en vain par les ruses ou par les malices des Moines chez qui
on les logea, pour avoir toujours aux oreilles ces importuns *Con-
vertisseurs*. Ils surmontèrent tout par un zèle véritablement no-
ble ; & firent honte à tous ceux qui n'ayant pas eu plus à souffrir,
avoient eu la lâcheté de se rendre. Il n'y eut pas une Province
ou quelqu'un ne donnât l'exemple de cette fermeté : mais il faut
avouer que la Noblesse de Poitou se signala plus que toute celle
du reste de la France. Elle donna & de plus beaux exemples, &
en plus grand nombre que toutes les autres Provinces. Quelques
femmes imiterent leurs maris, & quelques enfans leurs peres &
meres. Il n'y avoit presque point de prison où il n'y eût quel-
que Gentilhomme de Poitou ; ni presque pas un Couvent où on
n'eût logé des femmes ou de filles de qualité de cette Province.
Des personnes de Paris très-distinguées persevererent de même
avec une grande constance : j'ai déjà parlé de plusieurs Gentils-
hommes de marque aux environs de Montauban, qui temoigne-
rent le même courage. Les Marquis de Thors, de Langey, de
Vil-

*Perseve-
rance de
plusieurs.*

1685. Villarnou, de Loire, de Perai: le Comte d'Aunai; les Seigneurs
 1686. de Marconnai, de Monroi, de Vezançai, de la Guimeniere, de
 &c. l'Isle du Gast, de Juigné, de Vrigni, de la Moë, Des Reaux
 d'Orval, de la Rochelaugerie, de la Largere, de la Grignonnie-
 re, Ste. Gemme, Lizardiere, Des Roches Cramahé, du Passa-
 ge Vourron, de l'Isle son frere, de Vourron son cousin germain,
 & un grand nombre d'autres meritent principalement d'être con-
 nus. La Chesnaye Boitragon, jeune Gentilhomme de dix-huit
 ans, fit voir à son âge autant de force d'esprit & de pieté que
 les plus avancez. Un jeune Gentilhomme du même âge, nom-
 mé de Laine, né à Pau, soutint une longue prison à Saar-Louis
 sans perdre courage, & y mourut enfin de fatigue & de misere.
 Il eut principalement à se defendre contre sa propre mere, qui
 fulmina contre lui mille maledictions, pour le degouter de sa
 constance. La famille de Beringhen se conserva presque toute
 entiere. Le pere, la mere & les enfans, les filles mariées ou à
 marier eurent une égale resolution; & particulièrement la Duches-
 se de la Force, que la douleur d'être séparée du Duc son mari,
 privée de ses enfans, éloignée de tous ses proches, enfermée suc-
 cessivement en diverses prisons, sans secours, sans communi-
 cation, sans relâche durant environ sept ans, n'a pas été ca-
 pable de vaincre. Les Demoiselles de la Moussaye, de la Su-
 se, de Danjau, de Courcillon sa sœur, de Perai, de Loire, de
 Witenval, de Mongommeri, quatre sœurs du Marquis de Vil-
 larnou, & plusieurs autres donnerent des exemples d'une con-
 stance qui merite une éternelle louange. On ne doit pas oublier ici
 une Dame Gedouin de la Rochelle, femme de quatre vingts ans,
 veuve d'un Gentilhomme Catholique, & qui avoit un fils Jésuite.
 Ni l'ennui d'être enfermée à son âge dans un Couvent, ni les ar-
 tifices de son fils, ne purent l'empêcher d'être ferme jusques à la fin.

*Remar-
ques fai-
tes dans
les Cou-
vens.* Il y en auroit un grand nombre d'autres à nommer, qui meritent
 la même louange que ceux dont je parle; mais dont plusieurs ont
 été empêchez de se faire connoître par modestie; & d'autres par la
 crainte que leur nom ne fit tort à ceux de leur famille qu'ils ont lais-
 sez dans l'oppression. Mais je ne dois pas oublier que la plupart de
 ceux qui furent mis dans les Couvens, y remarquerent une prodi-
 gieuse ignorance. Principalement dans les Maisons de filles, on n'y
 connoissoit les Reformez que comme des gens qui ne croyoient
 point

point en JESUS-CHRIST, ou qui ne prioient point Dieu, ou 1685.
 qui invoquoient Calvin & Luther. D'autres les regardoient com- 1686.
 me des Juifs, ou qui se faisoient circoncire, ou qui ne man- &c.
 geoient point de chair de porc. Mais après un peu de tems
 ces pauvres filles se desabusèrent; & reconnoissant beaucoup de
 pieté, d'innocence & de lumieres dans les personnes qu'on leur
 avoit données en charge, elles les traiterent avec beaucoup de
 douceur & de tendresse. La plupart de celles qu'on avoit enfer-
 mées dans ces Maisons, ont temoigné qu'elles y avoient été af-
 fez civilement traitées. Il y eut quelques lieux néanmoins où
 le Couvent fut aussi fâcheux pour les femmes qu'on y avoit en-
 fermées, que les prisons & les cachots l'étoient pour les hom-
 mes. La veuve de Mondut, femme de qualité de haute Guyen-
 ne, fut une des malheureuses. Elle s'aperçut du commerce cri-
 minel d'une Religieuse avec un Prêtre, qui passoit la plupart des
 nuits avec elle: & elle ne put s'empêcher d'en avertir la Supe-
 rieure. Ce secret éventé lui attira de violentes persecutions; &
 on lui fit des traitemens si cruels, qu'à peine peut-on ajoûter foi à
 la relation qu'elle en a dressée. Il n'y avoit pas d'apparence
 qu'elle pût vivre, dans l'état où elle étoit quand elle fut mise en
 liberté: mais la joye de se retrouver avec sa mere, femme d'un
 grand âge, & qui avoit beaucoup souffert, lors qu'elle l'esperoit
 le moins, après une separation de plus de deux ans, aidant à la
 force de son temperament, la retablit en peu de tems dans une
 parfaite santé. Une Demoiselle de Castelnau de la Force, sœur
 du Marquis de Mompouillan, étant enfermée à Bayonne dans
 un Couvent, y fut tenue si resserrée qu'elle n'avoit de commer-
 ce avec personne du dehors. Elle y mourut enfin; & aussi-tôt
 on fit courir le bruit qu'elle s'étoit convertie. Mais cette sage fille
 ayant prévu ce qu'on pouvoit dire d'elle, avoit écrit sa declara-
 tion de sa propre main, pour prevenir l'effet de cet artifice; &
 elle avoit mis cet écrit dans une cassette où elle tenoit ce qu'elle
 avoit de meilleur. Peu avant que de mourir, elle chargea la Su-
 perieure de faire rendre cette cassette à une de ses parentes, & la
 Superieure l'ayant promis, s'en aquita de bonne foi. De sorte
 que cette parente ayant vu la declaration de cette prevoyante fil-
 le, en donna connoissance à tout le monde, & détruisit par ce
 moyen la calomnie dont on chargeoit sa memoire. Mais la Da-

1685. me de Chateauneuf Marconnai fut plus heureuse. Elle ne reçut
 1686. que des honnêtetez & des caresses dans un Couvent où on l'a-
 &c. voit mise ; & d'où on ne lui à permis de sortir , qu'après huit
 ans de detention inutile.

*Dégats
 & ravages.*

Quoi que ce que j'ai dit du traitement fait aux prisonniers marque une grande inhumanité des *Convertisseurs*, je n'ai pas néanmoins encore épuisé la matiere, & j'y reviendrai , après que j'aurai parlé de la retraite d'une infinité de gens que la persécution chassa du Royaume. Mais en attendant je ferai quelques observations sur les ravages que les Troupes faisoient par tout le Royaume. Il n'y avoit point de meubles précieux ou chez les riches Marchans, ou chez les personnes de qualité qu'ils ne prissent plaisir de gâter. Ils ne mettoient leurs chevaux que dans les chambres de parade. Ils leur faisoient litiere de balots de laine, ou de cotton, ou de soye, quand ils en trouvoient dans les maisons : & quelquefois, par un barbare caprice, ils se faisoient donner le plus beau linge qu'il y eût, & des draps de toile de Hollande, pour y faire coucher leurs chevaux. J'ai dit ailleurs qu'ils pilloient, qu'ils vendoient, qu'ils brisoient tout : mais il faut remarquer ici qu'ils avoient ordre même de demolir les maisons des pretendus opiniâtres. Cela fut exécuté dans toutes les Provinces, dans les villes & à la campagne. La maison de Lesenn fut demolie à Toncains : celle de Châtelain, à Villiers le Bel près de Paris, fut jetée par terre. On exerça ces violences non seulement depuis que les Reformez recommencerent à faire des Assemblées clandestines, & contre les maisons de ceux qui les avoient reçues, ou favorisées, mais contre celles des personnes qui n'avoient point fait d'autre mal que de n'aller pas à la Messe. Dans la Province d'Armagnac on fit cette injustice à plusieurs Gentilshommes. On commençoit par abattre les toiles, briser la charpente, rompre les planchers, & les cloisons, & enfin on renversoît les murailles, & la maison se trouvoit détruite jusqu'aux fondemens. Ces materiaux étoient vendus après cela, sous le pretexte de payer les soldats, ou les Officiers qu'on y avoit mis en garnison. Quand même cela ne suffisoit pas à l'avidité de ces brigands, on mettoit en decret un morceau de terre ou une maison ; & on le faisoit passer sommairement, afin que sous le titre d'un decret forcé, l'acquireur y trouvât sa sûreté. Dans les lieux où les Gentilshommes

mes avoient ou des bois, ou des jardins, ou des allées plantées de beaux arbres, on les abattoit sans formalité ni pretexte : & comme s'il eût été question de quelque crime d'Etat, on les coupoit à hauteur d'appui, pour faire plus de dommage au propriétaire. On s'en faisoit pas moins aux environs de Paris, & sous les yeux de la Cour. Dans les terres même des Princes, on logeoit des Troupes à discretion. Le Prince de Condé voyoit, pour ainsi dire, des fenêtres de sa maison de Chantilli, piller ses sujets, ruiner leurs maisons, traîner les inflexibles dans les cahots. On assure que du seul village de Villiers le Bel il fut emporté par les soldats, ou d'autres voleurs qui prenoient le nom de Dragons, plus de deux cens charretées de bons meubles, sans ceux qu'on brûloit, ou qu'on brisoit, comme trop difficiles à enlever. Cela m'avertit de remarquer en passant, que pour avoir part au profit de ce pillage, souvent les païsans se déguisoient en Dragons ; & faisoient plus de mal que les Dragons mêmes, afin de remplir mieux l'idée de ce nom épouvantable. Je ne dois pas oublier aussi qu'en quelques lieux, les particuliers n'attendoient pas les ordres de la Justice pour commettre des violences. Le zèle excusoit tout. Les crimes dignes de la rouë étoient permis, pourveu qu'ils fissent des conversions. Le Chatelain de Turenne, simple Officier du Duc de Bouillon, arma de sa propre autorité les païsans de la Seigneurie ; fit sonner le tocsin sur les Reformez ; envoya des garnisons ; ordonna des pillages ; fit découper des maisons ; n'épargna ni nobles, ni roturiers, ni hommes, ni femmes, pour se signaler par la conversion des Reformez de cette Vicomté, qui est d'une fort grande étendue. J'ajouterais ici que la belle maison que Mission, l'un des Conseillers au Parlement de Paris, avoit dans les environs de cette ville, fut traitée comme les autres dont j'ai parlé. Les Dragons y couperent les arbres d'un très-beau jardin, & y firent un dégât general de tous les ornemens dont on a le soin d'embellir une maison de plaisance.

Il n'y eut de tous les lieux du Royaume que la ville de Paris, où les Troupes ne logerent point. On n'osa hasarder de les faire entrer dans un lieu où elles pouvoient causer plus de desordre qu'on ne voudroit : & où la populace voyant piller par les soldats la maison de quelque heretique, se pouvoit sentir tentée de piller aussi celles des Catholiques. Mais les Reformez

1685. de cette grande ville n'en furent pas mieux traitez. On commen-
 1686. ça par une insigne supercherie qu'on tâcha de leur faire, vingt-
 &c. quatre heures avant l'enregistrement de l'Edit, pour les surpren-
 dre, & pour leur persuader qu'ils étoient devenus Catholiques
 sans y penser. Comme l'Eglise de Paris étoit extrêmement con-
 siderée par toutes les autres, on ne douta point que si, on pou-
 voit l'engager dans une apparence de *conversion* par quelque fur-
 prise, son exemple n'entraînât toutes celles qui faisoient encore
 quelque figure dans les Provinces. On avoit vu que la reduction
 de Montauban avoit servi de pretexte à celle de beaucoup d'au-
 tres Eglises, & que les plus nombreuses même & les plus consi-
 derables avoient perdu courage après la chute de cette ville im-
 portante. Il s'ensuivoit de là que si on pouvoit faire faire à l'E-
 glise de Paris une demarche à peu près pareille, on auroit une
 plus grande raison d'espérer qu'elle seroit imitée par tout ailleurs.
 Mais parce qu'on n'espéroit pas faire entrer en composition ses
 Pasteurs, & principalement l'inflexible Claude, ni les meilleu-
 res têtes du Consistoire, ni les Chefs de famille qui avoient le
 plus de credit & le plus de suite, on crut en venir à bout par
 une noire mechanceté. Quoi que l'Edit fût prêt à être porté au
 Parlement, on laissa passer exprès le Samedi, sans le faire enre-
 gistrer: & le soir on fit avertir les Reformez qu'ils pouvoient s'as-
 sembler à Charenton à leur ordinaire; qu'ils n'avoient rien à
 craindre, quoi que l'Edit de revocation fût scellé, parce qu'il
 n'étoit pas enregistré; que pour empêcher le menu peuple de fai-
 re du bruit, on donneroit les ordres necessaires, & qu'il y au-
 roit des Gardes chargez d'accompagner les Reformez en allant &
 en revenant, pour les garantir de toute sorte de violences. Cet-
 te precaution fut suspecte à Claude, qui ne balança pas à pro-
 noncer que ces marques de bienveillance, données par des en-
 nemis declarez, qui ne gardoient plus depuis fort long tems de
 mesures de justice ni de bienfaisance, devoient cacher quelque
 piege dangereux; & il ne fut pas long tems sans être confirmé
 dans cette pensée, par un avis secret qui lui fut donné, que sous
 cette apparence de protection, le Clergé couvroit le dessein d'u-
 ne noire perfidie: que pendant que les Reformez seroient assem-
 blez, on feroit avancer les Archers & les soldats qu'on auroit
 postez sur les avenues, & autour du Temple même sous le pre-
 texte

*Insigne
superche-
rie pre-
parée à
l'Eglise
de Paris.*

*Decou-
verte
avant
l'effet.*

texte de leur sûreté ; qu'ils se faisoient des portes de l'enclos & du Temple ; que plusieurs Ecclesiastiques envoyez exprès ayant à leur tête l'Archevêque de Paris, & l'Evêque de Meaux, qui se devoient rendre pour cela de grand matin à Conflans, maison de plaisance de l'Archevêque, aux portes de Charenton, se presenteroient alors au peuple ; que l'un de ces Prelats monteroit dans la chaire, ou dans quelque lieu éminent, accompagné de la Reynie Lieutenant de Police qui devoit s'y trouver pour l'autoriser ; qu'il donneroit l'absolution d'*heresie* à l'Assemblée, sans beaucoup de formalité ; & que pour en avoir un pretexte specieux, on feroit trouver dans le Temple des gens gagnez, & même des Catholiques, qui contrefaisant les Reformez, crierioient *reunion* aussi-tôt qu'ils entendraient parler le Prelat. Cet avis donné de bon lieu fit resoudre par ceux que Claude put consulter, qu'il falloit prevenir l'effet de cette ruse, en ne prêchant point le lendemain ; & qu'il falloit faire avertir tous ceux qu'on pourroit de n'aller point à Charenton. Suivant cela on fit tenir les portiers du Temple dans tous les lieux où les Reformez avoient accoutumé de prendre les voitures ordinaires, & sur tous les passages des gens de pied ; & on en renvoya la plupart chez eux, fort affligez de perdre l'occasion d'entendre le seul Prêche où ils esperoient de pouvoir assister de leur vie. Plusieurs allerent trouver les Anciens de leur quartier, & les Ministres même : leur demanderent avec larmes une predication pour la dernière fois ; tâcherent de les piquer d'honneur & de pieté ; leur reprocherent qu'ils manquoient de zèle : mais ils n'y purent rien gagner que des reponses generales, par lesquelles on les assûroit qu'il y avoit de bonnes raisons de faire ce qu'on faisoit. Neanmoins quelques-uns des Anciens & des Ministres ne sachant pas eux-mêmes le secret de cette conduite, l'imputoient à un esprit de terreur qui avoit saisi leurs collegues. Mais comme ceux qui n'avoient pas été avertis qu'on ne prêcheroit point, ou qui malgré cet avis n'avoient pas laissé d'aller à Charenton, comme pour pleurer la perte de leur temple, & le saluer, pour ainsi dire, encore une fois, eurent rapporté à leur retour qu'ils avoient trouvé les chemins & l'enclos pleins de gens en armes, en beaucoup plus grand nombre qu'il n'en falloit pour garder les avenues, & bien des Prêtres & des Moines, à la mine de qui on pouvoit juger qu'ils

1685. qu'ils ne venoient pas là par une pure curiosité , on commença
 1686. à soupçonner que le Consistoire avoit eu quelque motif caché de
 &c. faire cesser les exercices : & peu après , chacun disant à l'oreille
 de son ami ce qu'il en favoit , la vérité fut connue de la plu-
 part du monde. L'Archevêque de Paris confessa la chose quel-
 que tems après à des personnes qui lui en faisoient le recit, com-
 me d'une fraude peu convenable à des Evêques : & il tâcha de
 l'excuser , en disant qu'on avoit jugé que c'étoit le moyen le plus
 court & le plus doux , pour épargner aux habitans de Paris les
 peines qu'on faisoit par tout ailleurs aux Reformez , pour les met-
 tre à la raison. Cependant les promoteurs de cette pieuse super-
 cherie furent fort deconcertez de voir leur projet inutile : & pour
 se vanger de Claude , qu'on crut l'auteur du conseil qui avoit
 rompu ces mesures , on lui fit porter un ordre exprès de la part
 du Roi de sortir de Paris dans vingt-quatre heures , & du Royau-
 me sans s'arrêter dans aucun lieu : & pour être assuré qu'il ne
 se cacheroit point dans quelque maison écartée , on lui donna un
 Valet de pied du Roi , qui le conduisit avec assez de civilité jus-
 ques à Bruxelles. Ses collègues n'eurent que deux fois ving-
 quatre heures de tems pour se preparer à leur retraite ; & on
 leur fit même cent chicanes avant que de les laisser partir. Allix
 ayant épousé une jeune femme , qui paroissoit encore plus jeune
 qu'elle ne l'étoit , & par conséquent trop jeune pour lui , on
 voulut la faire passer pour sa fille ou pour sa sœur , & par consé-
 quent la retenir sous ce pretexte , & à peine voulut-on la relâ-
 cher , quand il eut produit l'extrait du Bâteme de la femme & son
 contract de mariage. Ce coup manqué fut suivi d'une illusion que
 la Reynie fit aux principaux Banquiers , & aux plus notables Mar-
 chands. Il les assûra , comme je l'ai déjà dit , qu'ils pouvoient con-
 tinuer leur negoce comme auparavant ; & qu'ils n'avoient rien
 à craindre ni pour eux , ni pour leurs familles. Cependant on
 fit desenfes à ceux qui avoient été membres du Consistoire de
 Charenton , de se mêler davantage de l'assistance des pauvres : &
 en même tems les Commissaires allerent dans les maisons de ces
 pauvres , pour les assûrer qu'on auroit soin d'eux , pourvu qu'ils
 se fissent Catholiques , & pour les menacer d'un sévère traitement ,
 s'ils n'obéissoient pas à la volonté du Roi : Ces misérables qui
 n'avoient pas de quoi vivre , & qui dans la pitoyable confusion

*La con-
 version
 y com-
 mence
 par les
 pauvres.*

où étoit tout le Royaume, ne savoient à qui s'adresser pour avoir du pain, succomberent pour la plupart à cette épreuve. Ceux qui résistèrent furent mis dans des cachots, où on les nourrit de pain &c.

& d'eau durant quelques jours: mais on observoit de ne leur en donner, que pour les empêcher de mourir de faim. Cette persécution les fit plier presque tous. Les artisans furent traités de la même sorte; visités par les Commissaires; cageolés pour les gagner, menacés pour leur faire peur: & comme la plupart ne pouvoient subsister que de leur travail, la pitié qu'ils eurent de leurs familles leur fit prendre le party de se soumettre. Presque tous néanmoins se releverent, & chercherent les moyens de se sauver dans les pais étrangers: mais plusieurs ayant eu le malheur d'être arrêtés, furent dispersés en diverses prisons; où ils eurent leur part des tourmens qu'on avoit fait souffrir à tant d'autres.

Les Marchans & les bons bourgeois furent pris d'une autre manière. On les fit venir chez le Marquis de Seignelay, où le Procureur General & la Reynie se prouwerent. On leur fit un grand discours, pour les obliger à signer un acte de réunion qu'on leur presenta. On leur fit valoir la bienveillance & la considération dont le Roi les honnoit.

*Maniere
de convertir
les bons
bourgeois.*

On leur promit de travailler à reformer les abus qui leur faisoient le plus de peine; & principalement à la restitution du Calice, dans la celebration de l'Eucharistie. On ajouta des menaces contre ceux qui se piqueroient de fermeté. Cependant la plupart eurent beaucoup de peine à se rendre: mais quand après beaucoup de contestations ils voulurent se retirer, on les arrêta par force; on leur parla d'un ton plus severe, & on les menaça de si dures extremitez, que tous signèrent pour avoir la liberté de sortir de là. Mais il y en a eu fort peu qui n'ayent repensé cette faute par une repentance d'éclair, & plusieurs même ont trouvé des moyens de transporter hors du Royaume leurs effets & leurs familles.

Les Anciens de Charenton étoient les plus considerables Reformez de Paris. On voulut les vaincre comme les autres, mais il y en eut plusieurs que rien ne put ébranler. Quelques-uns qu'on avoit regardés comme fermes & éclairés manquèrent de courage dès les premières attaques; mais les autres surmonterent tout. De ce nombre furent Beringhen, que j'ai déjà nommé, Massanes, St. Leger, Malchani, Hamonnet & quelques autres. Ni la prison,

*Traitemens
fait aux
Anciens
du Consistoire.*

1685. son, ni le Couvent, ni l'exil ne purent les étonner : quoi qu'on
 1686. eût choisi les lieux les plus incommodes, & où ils pouvoient re-
 &c. cevoir le moins d'assistance des personnes de leur Religion. Mais
 pour leur rendre l'exil plus fâcheux, on leur envoya des Dra-
 gons dans les maisons où ils étoient logez ; & pendant qu'on fai-
 soit ailleurs le dégât de leurs biens, on les tourmentoit eux-mê-
 mes par l'odieuse compagnie de ces scelerats. Massanes étant à
 Baujenci, extraordinairement incommode de la Pierre, étoit con-
 traint de souffrir dans sa chambre une garnison, qui lui faisoit
 mille insultes : & à peine la considération des douleurs extrêmes,
 de son âge fort avancé, de son mérite personnel, & d'une longue
 vie qu'il avoit passée sans reproche, sous les yeux des Chance-
 liers & des premiers Ministres, put-elle obtenir qu'on le dechar-
 geât de ces importuns. Hamonnet ayant trouvé à Mayenne, vil-
 le où un *Huguenot*, même dans le meilleur tems, n'auroit pu se
 faire connoître sans s'exposer à être mis en morceaux ; ayant trou-
 vé, dis-je, un ami Catholique qui lui prêta sa maison, reçut un
 logement de Dragons dans cette maison empruntée. On en-
 voyoit quelquefois des soldats à la porte des Couvents où on avoit
 mis des femmes : & comme si on eût voulu leur permettre de vio-
 ler même cette clôture sacrée, pour laquelle les Catholiques ont tant
 de vénération, il leur étoit permis d'entrer au Parloir, & de le
 faire retentir de paroles sales & de blasphêmes : seulement pour fai-
 re peur à ces femmes de tomber entre les mains de ces monstres.
 Je finirai ce livre par deux remarques. La première est que
 dans le grand nombre de gens qu'il y avoit dans le Royaume ca-
 pables de se défendre, il n'est pas venu à ma connoissance qu'il
 soit arrivé de le faire avec un peu d'éclat, à un autre qu'à Rou-
 Marehand à Poitiers, frere de celui dont j'ai parlé dans un autre
 lieu. Deux Dragons qui étoient logez chez lui, & qui l'avoient
 jusques là traité assez civilement, s'aviserent de lui faire insulte
 un matin, qu'il étoit encore au lit avec sa femme. Il se jeta
 sur eux si à propos qu'il arracha l'épée de l'un, & saisit celle de
 l'autre avec tant de force, que le Dragon ne put jamais la dega-
 ger. Il les battit tous deux tant qu'il voulut, aidé de sa fem-
 me, qui tenoit l'un des deux à la gorge. Le Commandant
 au lieu d'avoir pitié de ce combat inégal, & de faire retirer ses
 Dragons, se jeta sur Rou, le coucha par terre demi mort de
 coups

*Remar-
ques sur
la pa-
tience des
Refor-
mez.*

coups de canne; & après cela fit encore informer contre lui, 1685. comme s'il eût été fort coupable. On le traîna en prison dans 1686. un état où il ne pouvoit se servir de ses pieds ni de ses mains, & &c. il y demeura long tems: après quoi ne pouvant ni obtenir justice de ces violences, ni trouver un lieu où il pût vivre en repos, il se retira du Royaume. On observa que pendant le massacre de la Saint Barthelemi, de tout ce qu'il y eut de braves gens tuez, il ne se trouva qu'un homme d'épée, & un Avocat qui moururent les armes à la main. Il sera peut-être encore plus étonnant, que de tant de milliers de personnes outragées par les soldats, sans pretexte & sans mesure, il ne s'en soit trouvé qu'un seul qui ait osé se defendre.

La seconde remarque est qu'encore que la cruauté fût ge-<sup>Et sur les exem-
ples de
compas-
sion don-
nez par
les Ca-
tholiques.</sup>nerale, & autorisée par l'exemple & par le commandement des personnes qui ont accoutumé d'entraîner les autres, il y eut néanmoins des Catholiques pitoyables, & des Dragons même qui ne furent pas inaccessibles à la compassion. La Geoliere de l'Hôpital general de Paris ayant eu d'abord une grande dureté pour une femme qu'on lui avoit donnée en garde, s'amollit peu à peu, & lui fit enfin mille plaisirs qui lui firent supporter sa prison avec plus de tranquillité. Un Gentilhomme Catholique du Vendômois voyant que la Justice laissoit impunie la violence qu'on avoit faite à la veuve de l'Epi-neaux, dont j'ai parlé ci-devant, se porta partie, & fit faire le procès à son meurtrier. Un Dragon ayant rencontré en haute Guyenne une Dame âgée de quatre-vingts ans qui erroit dans les champs, prête à mourir de faim & de lassitude, se chargea de la sauver; & la conduisit dans une retraite assurée. La veuve Poupain ayant des soldats chez elle qui lui faisoient mille outrages, les plus moderez commencerent à quereller les autres; & enfin s'étant accordez, ils lui permirent de se retirer. Il s'en trouva d'aussi sages à la Mimbrelaye, maison d'un Gentilhomme proche de Thouars. Un Officier ayant fait divers tourmens à une femme de la Rochefoucaud, malade d'une fièvre éthique, sans l'ébranler, fut touché de lui voir tant de courage avec si peu de force; & quoi qu'il eût charge de la mener en prison, il trouva plus noble & plus genereux de la relâcher. Beauregard habitant de St. Antoine en Dauphiné ayant

1685. des Dragons qui le faisoient veiller tour à tour, il y en eut deux
1686. qui toutes les fois que leur tour venoit le laissoient dormir à son aise.
&c. Ailleurs ils exerçoient si cruellement leurs hôtes par ces veilles forcées, qu'ils firent perdre l'esprit à plusieurs. Il y eut des gens assez forts pour résister à ce tourment vingt-trois jours. D'autres succomberent après trois ou quatre jours d'épreuve. Les Officiers donnoient là-dessus des ordres si exprés à leurs soldats, qu'ils n'osoient y manquer. J'ai vu des memoires qui temoignent qu'on avoit ordonné à certains Dragons de ne laisser dormir un habitant de Corbigni que trois heures en six jours: de sorte que la faveur que ceux qui laissoient dormir Beauregard lui faisoient, devoit passer pour une grande marque d'humanité.

FIN DU VINGT-TROISIEME LIVRE.

HISTOIRE

D E

L'EDIT DE NANTES,

TROISIEME PARTIE.

LIVRE VINGT-QUATRIEME

SOMMAIRE DU XXIV. LIVRE.

R Education des Reformez de Mets : qu'on amuse par la promesse de n'y commettre point de violences. Distinction faite jusques là entre la ville de Mets & le reste du Royaume : qui est enfin livrée aux Dragons. Violences épouvantables : sur tout contre les femmes. Chute generale des Reformez du pais Messin. Preparatifs à reduire les Protestans d'Alsace. Violences commises à Orange. Traitement inhumain fait à un enfant de neuf ans. Nouveaux outrages pendant la guerre : & après la paix de Nimegue. Insultes & seditions. Atteintes données à la propriété d'Orange. Arrivée des Dragons. Prison des Ministres. Chute de Chambrun : qui se relève & sort de France. Conversions forcées. Exercices interdits dans les Vallées de Piemont. Edit frauduleux. Vaudois attaquez. Cruautés des Troupes Françoises. Exploits de l'armée de Savoye. Retraite des Vaudois. Delivrance des prisonniers. Retablissement de ces restes dans leur pais. Retraite des Ministres de France. Deliberation sur ce sujet. Diverses difficultez qui leur sont faites sur la frontiere. Femmes & enfans leur sont ôtez. Vieillards & malades contraints de s'embarquer. Accueil qui leur est fait par les étrangers. Effets de leur retraite. Ecrits des Ministres. Protestation au nom des Reformez. Doctrine outrée de la persecution & de la tolerance. La protestation est brûlée en Angleterre. Histoire apologétique. Livre de Bruëis refuté. Ecrits touchant la retraite des

Ministres. Etat des Reformez convertis. Traduction du Nouveau Testament horriblement falsifiée. Thresor de prieres &c. Retraite des peuples & ses grandes difficultez. Moyens de sortir par mer. Corsaires & tempêtes. Les Gardes se laissent gagner par mer & par terre. Artifices qui aident à l'évasion. Maniere dont les femmes se sauvent. Enfans tirez du Royaume en plusieurs manieres. Tentatives pour sortir les armes à la main. Retraite des Officiers & des Cadets. Accueil fait par les étrangers aux fugitifs. Etablissement des Reformez dans le Brandebourg : dans le Danemarck : dans les Provinces Unies : en Angleterre. Inutiles precautions de la France pour empêcher les desertions. Condamnations aux galeres. Traitement fait à ceux qu'on y conduisoit. Relevement des nouveaux Convertis de bas Languedoc. Tour de Constance & de la Reine. Hôpital des Forçats à Marseille. Hôpital de Valence. Cruautéz commises par d'Herapine. Jesuites envoyez dans les paroisses au lieu de Dragons. Transport dans l'Amerique. Maniere de conduire ceux qu'on y destine. Embarquement de plusieurs centaines. Morts arrivées pendant le voyage. Naufrage d'un vaisseau chargé de ces exilez. Les desertions continuent, parce que les Reformez se repentent de leur foiblesse. Communions forcées. Peines des profanations. Impieté des Intendans & des Commandans. Declaration contre ceux qui refusent de communier dans leurs maladies. Execution de la Declaration contre les hommes. Femmes traitées avec la même indignité. Corps exposé en spectacle pour de l'argent. Effets de ces executions odieuses. Relâchement de ces rigueurs. Assemblées dans tout le Royaume. Personnes poussées de zélé qui prêchent & administrent les Sacremens. Retour de plusieurs Ministres en France. Ordres pour empêcher les Assemblées. Declaration contre les Ministres qui retourneroient en France. Instruction aux Officiers des Troupes. Execution de ces ordres. Supplices des Predicans. Maisons demolies. Perfidies des Commandans du bas Languedoc. Forts & Citadelles bâtis en divers lieux. Etat des Confesseurs prisonniers. Elargissement de presque tous. Accidens remarquables sur leur route. Accueil qui leur est fait par les étrangers. Conclusion de l'Ouvrage.



Endant que tout le Royaume étoit dans cette con- 1685.
 fusion, & que les Troupes après avoir desolé toutes 1686.
 les Provinces meridionales, ravageoient tous les païs &c.
 de deçà la Loire, la ville de Mets crut pouvoir jouir *Reduc-*
 d'un peu plus de repos que le reste de la France : & *tion des*
 quoi qu'elle vit approcher de ses portes de plus en plus les Dragons *Refor-*
 qui avoient ruiné la Normandie, l'Île de France, la Picardie, la *mex. de*
 Champagne, & la ville de Sedan même, elle comptoit sur des pri- *Mess.*
 vileges qui sembloient être hors d'atteinte. Elle n'avoit été laissée
 à la France en souveraineté que par le Traité de Munster ; & il y
 avoit un article qui portoit que les affaires de la Religion y de-
 voient être maintenues sur le pied où elles étoient en 1624. A la
 verité cet article avoit été fort mal observé, aussi bien que ceux
 qui regardoient les privileges & les libertez de la ville. Mais
 comme on ne l'avoit violé que d'une maniere indirecte, il sem-
 bloit qu'au moins il devoit demeurer dans sa force, à l'égard
 des principaux droits de la Religion, & principalement de la li-
 berté d'exercice & de conscience. Mais cela n'empêcha pas que
 l'exercice n'y fût supprimé, en même tems que dans le reste du
 Royaume. On avoit si bien pris les mesures necessaires, que l'E-
 dit de revocation y fut enregistré le même jour qu'à Paris : & il
 est certain que la même chose arriva en tant d'autres lieux en mê-
 me tems, qu'à peine est-il croyable qu'on eût pu envoyer par
 tout des copies de l'Edit en forme, pour en faire l'enregistre-
 ment. Il se trouveroit peut-être si on avoit la liberté d'appro-
 fondir ce mystere, quel'Edit fut executé en bien des lieux où on
 n'en savoit pas encore le contenu ; & qu'il fut même enregistré
 par provision, en attendant que les copies fussent arrivées. Au
 moins à l'égard de Mets, la diligence fut extrême. L'Edit y fut
 porté dès le vingtième d'Octobre ; on y fit cesser l'exercice dès
 le lendemain, par un ordre verbal, & on se saisit des clefs du
 Temple. On fit l'enregistrement le vingt-deux, & on commen-
 ça la demolition du Temple dès le même jour.

Cela jetta les Reformez dans un extrême étonnement ; mais
 on les rassura par des promesses flatteuses d'en demeurer là : &
 des Deputez même ayant été envoyez au Roi, pour implorer sa
 protection & sa justice, on les écouta favorablement, on les char-
 gea de belles paroles, on leur promit qu'on ne leur feroit point

Qu'on
amuse
par la
promesse
de n'y
commen-
ser point
de vio-
lences.

1685. de violence, pourveu qu'ils se tinssent dans les termes de l'Edit
 1866. de revocation. De sorte qu'il sembloit qu'on vouloit executer
 &c. pour eux le douzième article de l'Edit. Le Marquis de Louvois
 même, qui avoit defabusé le Duc de Noailles & les Reformez
 de Languedoc sur cet article, fit valoir cette illusion aux Depu-
 tuez, & il écrivit dans les mêmes termes à Charruel Intendant
 des trois Evêchez, qui lut sa lettre aux principaux habitans
 de Mets. Deux raisons obligeoient à les amuser de cette manie-
 re. L'une, que l'extinction de l'exercice avoit extraordinairement
 ému les esprits; que tout le monde plioit bagage; que
 voyant la ville de Mets envelopée dans la revocation de l'E-
 dit, malgré les privileges singuliers qu'elle avoit, chacun seroit
 persuadé qu'on ne l'exemteroit pas aussi du logement & des
 violences des gens de guerre. On savoit qu'ils étoient à Sedan;
 & pour ainsi dire, de dessus les ramparts de Mets, on com-
 mençoit à voir la fumée de cet embrasement. Il fallut donc re-
 courir à quelque artifice, pour apaiser ces esprits agitez, à qui
 le voisinage des pais étrangers, & la connoissance des chemins
 & des passages, donnoient une grande commodité pour se re-
 tirer. La seconde raison étoit, qu'on ne savoit encore comment
 se prendre à violer des Traitez aussi solennels que celui de Mun-
 ster: ni ce qui arriveroit dans des lieux où on n'avoit pas enco-
 re oublié ce que c'est que d'être libre. A dire le vrai c'étoit un
 peu hasarder, que de pousser les gens à bout dans un pais qui
 n'étoit que demi subjugué: & si les étrangers avoient été alors
 aussi unis, & aussi redoutables qu'ils l'ont été depuis, on leur
 donnoit là une belle occasion de faire un coup d'importance.
 Dans le grand mouvement où on étoit par tout le Royaume,
 pour trouver des moyens d'en sortir, il y avoit bien des gens qui
 prenoient la route de Mets, à cause des commoditez qu'on espe-
 roit d'y trouver: & ce concours de personnes outrées pouvoit
 porter à des actions de desespoir, si on avoit trouvé à Mets en
 y arrivant les mêmes exemples de cruauté qu'on exerçoit par tout
 ailleurs.

*Distinc-
 tion faite
 jusques
 là entre
 la ville de
 Mets &*

Cependant on ne laissoit pas de destituer par l'autorité du Par-
 lement tous les Officiers qui n'étoient pas Catholiques: & sans
 attendre l'arrêt du Conseil qui ne fut rendu que le cinquième de
 Novembre, on ne laissa pas d'interdire les Avocats Reformez.

On

On ne manqua pas aussi d'interdire les Conseillers & les Medecins. Le Parlement suppléoit en cela par son zèle au défaut des ordres du Roi, qu'on n'avoit pas accoutumé d'y envoyer, si on n'en avoit quelque raison particuliere, même quand on les donnoit generalement pour tout le Royaume. Ainsi depuis l'année 1680. il y avoit dix-sept ou dix-huit Edits ou Declarations dont ce Parlement n'avoit point fait l'enregistrement. Tels étoient l'Edit du mois de Novembre 1680. qui defendoit les mariages de personnes de differente Religion : & celui du mois de Mars 1683. qui regloit la peine des Ministres qui auroient souffert que des Catholiques ou des *Relaps* assistassent à leurs Sermons. On ne lui avoit point envoyé la Declaration du dix-neuvième de Novembre 1680. touchant la visite que les Juges étoient obligez de rendre aux malades : ni celle de l'année suivante qui donnoit la même commission aux Syndics & aux Marguilliers : ni celle du dix-septième de Juin 1681. qui autorisoit la *conversion* des enfans à l'âge de sept ans. On n'y avoit point aussi reçu celle du quinzième de Juin, qui ôtoit aux Avocats Reformez le droit de monter au Siege, dans le cas de l'absence ou de la recusation des Juges : ni celle du mois de Juillet de la même année, qui cassoit les contractés faits par les Reformez en vue de sortir du Royaume : ni celle du treizième du mois suivant, qui leur defendoit de s'assembler ailleurs que dans les Temples, & en presence de leurs Ministres. On n'y avoit point fait de part de celle du quinzième de Decembre, qui adjugeoit aux Hôpitaux les biens donnez aux Consistoires sous le nom des pauvres : ni celle du vingt-sixième de Juillet, qui en interpretoit une precedente touchant les Assemblées permises aux Reformez. La plupart des Declarations de 1685. y étoient inconnues. On n'y avoit point enregistré celle du mois de Fevrier, qui remettoit à la discretion des Juges la punition des Ministres, par qui des *Relaps* auroient été soufferts dans les Temples : ni celles du 9. du 10. du 12. du 13. du 25. de Juillet, touchant les domestiques des Reformez ; & la Religion de leurs Clercs ; l'éducation des enfans dont les meres étoient Catholiques ; le tems du service que les Ministres pouvoient rendre aux Eglises de fief ; & la qualité des personnes qui pourroient assister aux exercices dans les lieux de Bailliage. Il en étoit de même de la Declaration du sixième d'Août, qui

1685. qui défendoit de recevoir à l'avenir les Reformez Modécins : &
 1686. l'arrêt même du trentième de Juillet, qui défendoit l'exercice
 &c. dans les villes Episcopales, n'avoit point été executé à Mets, quoi
 que cette ville soit le siege d'un Evêché. Ces distinctions avoient
 persuadé aux Reformez qu'on ne les traiteroit pas comme les au-
 tres ; & qu'on leur laisseroit la liberté de leur conscience , ou
 comme une recompense de leur fidelité , dont ils avoient sou-
 vent donné de très-belles marques ; ou comme un droit aquis
 par des des traitez inviolables.

*Qui est
 enfin li-
 vrée aux
 Dragons.*

Mais on leur reservoit pour une seule occasion tout le mal qu'on
 leur vouloit faire ; & après les avoir amusez neuf ou dix mois
 par un traitement douteux, où parmi des coups fort cruels qu'on
 leur portoit , il sembloit qu'on eût encore dessein de menager
 leurs personnes & leurs biens , on les surprit lors qu'ils s'y at-
 tendoient le moins , par une desolation qu'ils ne craignoient plus.
 Le vingt-sixième d'Août 1686. on ajouta aux deux Regimens de
 Cavalerie, & aux trois bataillons d'Infanterie qui étoient en gar-
 nison dans la ville, le Regiment de Dragons de Peyssonnel, qui
 avoit aquis beaucoup de reputation par ses *conversions* de Lan-
 guedoc, à quoi il avoit travaillé avec beaucoup d'efficace. Après
 avoir averti les Reformez dans une assemblée faite exprès, où le
 Comte de Bissi , accompagné du Commandant de la ville , du
 Lieutenant de Roi , de l'Intendant, & du Colonel des Dragons,
 porta la parole , que le Roi vouloit qu'ils embrassassent sa Reli-
 gion comme le reste de ses sujets , on mit des Corps de garde
 par tout ; on arrêta tous ceux qui sortoient de leurs maisons ;
 on leur prit tout ce qu'ils portoient ou pour se sauver , ou pour
 le confier à des amis Catholiques ; on prepara les logemens ; on
 fit les billets. Chacune de ces demarches faisant regarder le mal
 comme plus prochain , faisoit à proportion tomber plus de mon-
 de ; & les conquêtes furent si rapides & si nombreuses , qu'on
 crut que sans aller plus loin que la peur , on *convertiroit* toute
 la ville. Il y eut néanmoins encore un grand nombre de famil-
 les qui attendirent le choc , avant que de se declarer ; & plu-
 sieurs même qui le soutinrent d'abord avec assez de courage. On
 logea les Dragons chez eux six à six, huit à huit , dix à dix ; &
 lors que quelqu'un cedoit à leur violence , on renvoyoit sa gar-
 nison chez quelqu'un qui perséveroit encore.

Tout

Tout ce qui s'étoit pratiqué ailleurs, fut mis ici en usage. Les 1685. Officiers ne furent point logez avec leurs soldats, de peur que 1686. leur présence ne leur inspirât quelque retenue. Mais cette precaution n'étoit nullement nécessaire. Les soldats étoient expérimentez par plus d'un an de mission qu'ils avoient exercée ailleurs ; & les Officiers aguerris par un long exercice de cruauté ; étoient au dessus de tous les retours de miséricorde. Ils entroient seulement quelquefois dans les maisons, pour voir si les Dragons faisoient leur devoir ; & quand ils en trouvoient quelqu'un qui n'avoit pas entièrement renoncé à la pudeur & à l'humanité, ils le chargeoient de coups de canne, comme empêchant par sa débonnaireté l'effet du zèle de ses compagnons. On peut s'imaginer aisément quel degré de fureur ces vives excitations inspiroient à des gens naturellement brutaux, & amorcéz par le profit & par la débauche. Je ne repeterai point ce que j'ai dit en d'autres lieux. Les violences étoient les mêmes en general. Tantôt separer les maris de leurs femmes, les enfans de leurs peres & de leurs meres, afin d'empêcher que par leur présence mutuelle ils ne se communiquassent du courage, & ne se donnassent des consolations : tantôt les tourmenter les uns devant les autres, afin que chacun étant accablé de ses propres peines, vit aggraver sa douleur par le spectacle des cruautés qu'on exerçoit contre ces objets de sa tendresse : blasphemer ; brûler, battre, inventer mille supplices, c'étoit à quoi ces bourreaux passaient leur tems : n'oubliant pas sur tout l'efficace expedient des veilles forcées. Mais les femmes eurent à souffrir de leur brutalité plus que dans aucun lieu du Royaume. Il y en eut plusieurs de violées. Il y en eut un grand nombre à qui on fit des indignitez qui ne se peuvent exprimer. Ces infames repaïssoient leurs yeux de ce que la pudeur cache avec tant de soin ; & accompagnant de paroles impures des actions encore plus sales, se divertissoient à tenir plusieurs heures de suite des filles & des femmes d'honneur dans cette horrible contrainte. Quand ils n'osoient faire pis, ils dechiroient avec les mains ce que la nature donne de plus précieux aux jeunes personnes de ce sexe : & pour joindre la douleur à l'outrage, ils arrachotent avec une lente violence ce que les Matrones appellent *la couronne* de ces parties. En un mot, pour sortir d'un incident qui fait de la peine à reciter

*Violences
épouvantables.*

*Sur tout
contre les
femmes.*

1685. & à lire, ils se faisoient un plaisir de mille meschancetez qu'on
 1686. ne peut représenter, parce que la modestie n'a pas permis d'en
 &c. venter des expressions pour les décrire.

*Chute
 generale
 des Re-
 formes
 du pais
 Messin.*

Ces cruantez firent en six jours succomber tous les Reformez, à la réserve d'un fort petit nombre: & aussi-tôt on repandit les Troupes à la campagne, où elles travaillèrent aux *conversions* avec autant de cruantez, & avec le même succès. Comme on n'avoit point fait de distinction dans la ville ni de sexe, ni d'âge, ni de qualité, on fit la même chose dans les environs; & on égala dans le traitement les païsans les plus misérables, & la Noblesse la plus distinguée. Mais on ne s'arrêta pas au pais Messin; & une partie de ces excès furent commis dans toute l'Alsace: quoi qu'il y ait dans ce pais beaucoup de terres dont la possession n'a été laissée à la France que par provision, & à condition de n'y rien changer. A la verité on y garda encore un peu plus de mesures qu'ailleurs: & d'abord, comme si on avoit eu dessein d'y laisser long tems subsister la Religion Protestante, on se contenta de prescrire aux Ministres de certaines bornes dans lesquelles ils devoient se contenir. Ces loix étoient prises de ce qui avoit été ordonné en divers tems aux Ministres de France. On leur défendoit donc, soit qu'ils fussent Lutheriens ou Evangeliques, de rien prêcher qui tendit à empêcher leurs auditeurs de se ranger à la Communion Romaine: ni qui fût contraire à l'Ecriture Sainte & au Concile de Nicée: ni de prendre d'autre nom que celui de Ministres, non pas même celui de *Predicateurs*. On leur défendoit encore de parler irreveremment des mysteres de l'Eglise Catholique: ni des moyens dont on se servoit en France pour faire des *conversions*: ni de donner à ceux qui sont de la Religion Romaine d'autre nom que celui de *Catholiques*: ni de parler mal du Pape, des Cardinaux, du Clergé, & sur tout des Jesuites. On les menaçoit de grosses peines, s'ils traitoient le Pape d'Antechrist; ou s'ils s'exprimoient un peu durement contre l'invocation des Saints, le Purgatoire, les Processions, le Carême, la Confession, les Indulgences, les Images, & autres articles, dont il auroit semblé, à entendre parler les Catholiques depuis quelque tems, qu'ils n'auroient plus voulu se faire une grande affaire. On leur ordonnoit de saluer le Sacrement avec respect quand ils le rencontreroient: de rayer de leurs Liturgies les termes choquans:

&c

de sur tout ces paroles des prieres Lutheriennes, *preserve nous*, 1685.
Seigneur, de tomber jamais sous la puissance du Pape, comme 1686.
sous celle du Turc. On leur defendoit de prêcher la controver- &c.
 se; de nommer leur Religion *veritable* ou *orthodoxe*; de prê-
 cher dans les lieux où ils ne faisoient pas leur residence; de rece-
 voir des *Relaps* dans leurs Eglises; d'assister les Reformez sortis
 de France d'aucunes sommes d'argent; de recevoir personne à
 faire profession de leur Religion, avant qu'il eût l'âge de vingt
 ans; de menacer de damnation ceux qui se feroient Catholiques;
 & de détourner directement ni indirectement les Protestans d'al-
 ler entendre les Sermons des Jesuites, & des autres Missionnaires.
 Il y en avoit assez là pour faire craindre à ces pauvres peuples
 qu'il ne leur restât pas de liberté pour une longue suite d'années:
 & d'ailleurs dans le même tems qu'on leur imposoit ces dures loix,
 on les obligeoit à delaisser aux Catholiques seuls les Eglises qui
 leur avoient appartenu autrefois; ou à s'en servir avec eux alter-
 nativement, & à leur faire part des Charges d'où il y avoit long
 tems qu'ils étoient exclus. Strasbourg même se voyoit assujetti
 à ces loix, malgré l'exacte capitulation où elle avoit réservé ses
 franchises & ses privileges. On y auroit peut-être porté les cho-
 ses plus loin, si la guerre qui commença peu après n'eût obli-
 gé à prendre d'autres mesures.

Mais on ne doit pas s'étonner que la France en fût ainsi dans un *Violences*
 pais où elle étoit la maitresse; puis qu'elle exerçoit encore plus *commises*
 odieusement son autorité dans les lieux où elle n'étoit pas recon- *à Oran-*
 nue. Orange se ressentit des cruautéz qu'on exerçoit par tout *ge.*
 ailleurs. Pendant que le Roi avoit tenu cette ville, environ le
 tems du Traité des Pyrenées, les Catholiques s'étoient prevalus
 de cette usurpation, pour y remettre leur Religion dans son pre-
 mier lustre; & lui donner l'air de Religion dominante. Ils y
 avoient établi une Confrairie de *Misericorde*, que le Prince y
 abolit, quand sa place lui fut restituée, parce que son autorité
 n'y étoit pas intervenue. On y introduisit des Jesuites pour Pre-
 dicateurs; on demolit les bastions; on exerça mille violences con-
 tre les habitans; on commit plusieurs meurtres, dont il ne fut
 fait ni punition; ni enquête. On fit condamner aux galeres jo-
 ue fait combien de gens; qu'on accusoit d'avoir tenu des discours
 contre le Roi: c'est-à-dire de s'être souvenus qu'il n'étoit pas leur

1685. Souverain, & qu'ils appartenoiennent légitimement à un autre Prince

1686. Mais il ne s'y passa rien de plus remarquable que le procès fait à
&c. un enfant de neuf ans, nommé Louis Villeneuve, fils d'un soldat de

*Traite-
mens in-
humain
fait à
un en-
fant de
9. ans.*

la garnison, accusé faussement d'avoir commis quelque irreverence dans la Chapelle des Capucins. On le fit fouetter publiquement par le Bourreau, quoi qu'il soit inouï qu'on pratique ces rigueurs contre des enfans au dessous de la puberté. On le traîna de carrefour en carrefour, pour recommencer autant de fois l'exécution, & pour rendre la chose plus solennelle, on choisit un jour de Dimanche, quoi qu'il y ait très-peu d'exemples qu'on ait profané de pareils jours par la punition des criminels. Cela se passa le huitième de Juillet 1663. On dit que le Bourreau, bien moins Bourreau que ceux qui se servoient de son ministère pour cette action inhumaine, fonda en larmes en exécutant cette injuste condamnation.

*Non-
veaux
outrages
pendant
la guerre.*

Mais on vit cesser, où plutôt surseoir ces injustices, lors que le Roi rendit Orange à son maître légitime: ce qu'il fit néanmoins d'une manière où il donnoit plutôt la loi comme le plus fort, qu'il ne faisoit justice comme équitable depositaire du bien d'autrui. Quelques années après la guerre ayant été déclarée aux Provinces Unies, & le Prince d'Orange se trouvant alors à la tête de leurs armées, sa ville fut saisie encore une fois au nom du Roi, & les habitans retomberent encore un coup dans la servitude. On assiegea le Château, assez fort d'assiette pour tenir bon quelque tems, & gardé par un homme capable de le défendre: mais si loin de secours, qu'il y avoit une temerité manifeste à entreprendre de résister. On le rendit donc, & aussi-tôt le Roi le fit raser jusqu'aux fondemens; de sorte que cette ville, qui avoit été considérablement fortifiée, se trouvoit alors ouverte comme un village. Il ne lui restoit au moins qu'une ceinture de muraille, qui n'avoit pas été continuée du côté où avoit été le Château. Pendant le tems qu'elle demeura au pouvoir du Roi, les Catholiques n'oublierent pas leur zèle ordinaire: & entre les autres méchancetez qu'il leur inspira, celle-ci merite de n'être pas oubliée. Quelques pionniers, qui avoient été employez à raser les fortifications, s'aviserent d'élever deux Croix dans les lieux les plus éminens où avoient été deux bastions. Peu de tems après la paix de Nimegue, des Catholiques allerent les abattre exprès, pour en faire un crime aux Reformez, & en effet il y en eut une grosse af-

*Et après
la paix
de Ni-
megue.*

affaire, dont la seule évidence de leur innocence tira les accusez. 1685.
 Il y eut néanmoins un Reformé banni, comme ayant trempé dans 1686.
 cet attentat : mais aussi-tôt qu'on fut qu'un Hermite s'étoit mê- &c.
 lé de la chose, on cessa de poursuivre les coupables ; & un Ca-
 tholique qu'on avoit dénoncé au Parlement, qui avoit été trou-
 vé saisi de certaines lames de fer dont les bras de ces Croix étoient
 soutenus ; qui même avoit pris la fuite, aussi-tôt qu'il apprit
 qu'on avoit decreté contre lui, fut laissé en repos, sans qu'on
 lui fit porter la moindre peine de sa malice. La Cour envoya
 cependant des ordres pour faire relever ces Croix ; & afin que la
 Religion Catholique y gagnât encore quelque chose, elle com-
 manda qu'on en plantât une troisième dans la place du Cirque.
 Les ordres portoient de faire avancer des Dragons pour contrain-
 dre la ville d'obeir ; si elle faisoit quelque résistance : & d'obliger
 les Consuls d'assister à cette ceremonie. Elle fut celebrée d'une
 maniere insultante. L'Evêque se rendit avec une superbe pro-
 cession à la place où avoit été le Château ; benit les Croix, les fit
 replanter, à la vuë d'une infinité de peuple, qui s'étoit rendu de
 tous les environs à Orange, pour être temoin de cette solennité.
 On avoit fait venir la Musique d'Avignon, pour joindre les
 plaisirs de l'oreille à la magnificence du spectacle. Le premier
 Consul, quoi que Reformé, fut forcé d'être present à ce triom-
 phe insultant : mais parce qu'on n'avoit pu trouver le secret d'y
 traîner aussi les Ministres, on s'avisa d'un expedient, pour leur
 faire part de l'outrage. L'Evêque ramena la procession par la
 rue où étoit assise la maison de Jaques Pineton de Chambrun,
 le plus considéré des Ministres, Professeur en Theologie, qui
 avoit la premiere part aux affaires de la Principauté, & à la con-
 fiance du Prince. Ses collegues étoient alors chez lui, plutôt
 pour soupirer sous le joug de cette oppression, que pour deli-
 berer sur l'état des choses. Dans une si cruelle conjoncture, il
 y avoit plus de sujet de verser des larmes, que de conseil à don-
 ner. Lors qu'on fut arrivé devant la maison, la Musique eut or-
 dre de s'arrêter, & elle fit une longue station, en chantant les
 airs triomphans qu'elle crut les plus propres à mortifier les Mi-
 nistres. Après cela l'Evêque & le Secretaire de l'Intendant firent
 de froides railleries, de l'honneur qu'ils avoient fait à Chambrun.
 On ne doit pas oublier, pour faire mieux sentir l'injustice de cet

1685. outrage, que la restitution d'Orange à son Prince avoit été un des
1686. articles de la paix.

8cc.

Insultes
& se-
ditions.

Mais en 1682. on porta les choses encore plus loin, sous un
pretexce fort leger. Les habitans ayant voulu, par la permission
de leur Souverain, élever un bout de muraille du côté où avoit
été le Château, parce que la ville étoit toute ouverte de ce cô-
té-là, & que souvent il entroit par là des voleurs, qui faisoient la
nuit mille insolences, la Cour s'émut de cette entreprise, & pour
montrer qu'elle ne reconnoissoit point d'autre loi que celle de sa
puissance, non seulement elle empêcha qu'on ne bâtît cette nou-
velle muraille, mais elle ordonna de demolir la ceinture qu'on y
avoit laissée jufques là. Cet ordre fut executé, avec une hauteur
qu'on n'auroit pas eüe pour un Gentilhomme de paroisse. Le
Marquis de Montanegues s'y rendit, y mena des Troupes, fit
des logemens à discretion; chassa les François du College; fai-
sit des *Relaps* qui s'étoient retirez à Orange, comme dans un lieu
de franchise, & ne negligea rien de ce que peut faire un ennemi
déclaré. Peu après un Curé, autorisé de l'Eveque, s'avisa d'é-
tablir une Confrairie de Penitens noirs, malgré l'opposition des
Officiers du Prince d'Orange. Ils firent leur premiere procession
le premier Dimanche après le jour que les Catholiques appellent
la Fête-Dieu. Leur équipage étoit fort different de celui qui
convient à la *penitence*, selon l'ancienne pratique de l'Eglise: &
encore plus de celui qui est digne de la repentance chrétienne.
Les premiers qui parurent étoient armez de gros bâtons, & d'au-
tres instrumens offensifs, qu'ils avoient pris pour mal-traiter les
Reformez, s'ils s'opposoient à leur marche. On y avoit pour-
vu: & les Ministres avoient averti leurs peuples de laisser passer
cette pompe sans la regarder; & de se tenir dans leurs maisons.
Les Confreres firent ce qu'ils purent pour ne perdre pas l'occa-
sion d'executer leur mauvais dessein; jetterent des pierres, casse-
rent des vitres; mais les Reformez souffrant ces insultes avec une
extrême patience, il fallut decharger la fureur de ce zèle contre
des Catholiques mêmes, qu'ils apperçurent dans une rue éloignée.
Ces malheureux eurent beau crier qu'ils étoient Catholiques, &
en montrer les marques accoutumées; ils furent traînez, de-
chirez, battus: & peut-être qu'ils auroient été assommez, si quel-
ques Catholiques plus sages que ces faux devots ne les avoient ti-

rez

rez de leurs mains. Dans leur pieuse fureur ces ~~emportez~~ ^{Péni-} 1684.
 rens vouloient que ce fussent des *Heretiques*. Cependant ces 1686.
 scelerats crioient qu'on avoit tué l'Evêque, & qu'on alloit massa- &c.
 crez tous les Catholiques. A ce bruit tous ceux de cette Reli-
 gion coururent chez eux, & s'armeront de tout ce que le hasard
 leur offrit: résolus de n'épargner personne, & fermant l'oreille
 à tout ce qui leur étoit proposé par les plus sages. Les Reformez
 éveillés par cette tempête, & craignant d'être égorgés dans
 leurs maisons, coururent aux armes de leur côté; & il sembloit
 qu'Orange ne pouvoit éviter d'être noyée au sang de ses habitants.
 Mais quelques personnes hardies & modérées, s'étant mises en-
 tre les plus échauffés, appaisèrent peu à peu les esprits, & diffi-
 perent ce nuage. L'Evêque bien informé de la vérité du fait,
 ne voulut jamais néanmoins permettre que le Parlement en fit
 enquête: & il fallut déférer à ses menaces, de peur d'offenser la
 Cour de France. Mais le Prince ne laissa pas de casser cette se-
 ditieuse Confrairie, & d'ordonner aux Consuls d'empêcher qu'el-
 le ne parût en public.

D'autre côté on donnoit mille injustes atteintes, non seulement ^{Attein-}
 à la souveraineté de ce Prince, mais même à la propriété d'Oran- ^{tes don-}
 ge; & on recevoit contre lui toute sorte de parties intervenan- ^{nées à la}
 tes, sous le prétexte de vieilles prétentions, très-ridicules au fond, ^{propriété}
 & d'ailleurs éteintes par une prescription de plusieurs siècles. ^{d'Oran-}
 On ne cachoit pas en France les motifs de cette conduite: & on di-
 soit assez haut que ce jeune Prince aimoit mieux se liquer avec
 les ennemis du Roi, que d'écouter des propositions utiles & glo-
 rieuses pour lui, qu'on lui faisoit pour l'engager dans les intérêts
 de la France. Mais dans un âge où il est fort rare de trouver
 une prudence si mûre, & de voir un Prince faire sa gloire du bien
 public, plutôt que de ses avantages particuliers, il ne se propo-
 soit que de conserver le repos & la prospérité de son pays; &
 d'empêcher l'oppression de toute l'Europe. La France donc ir-
 ritée de voir qu'un Prince, qui n'avoit rien à lui opposer que sa
 tête & son courage, étoit néanmoins inflexible dans ce qu'il re-
 gardoit comme un devoir, & traversoit tous ses desseins avec une
 fermeté inébranlable, cherchoit à se venger de lui par ces outrages,
 & comme si elle avoit eu besoin pour lui abattre le cœur de
 toute la puissance qui avoit presque assujetti l'Europe entière, el-
 le

1685. le tournoit contre lui seul toutes les machines qu'elle avoit fait
1686. jouer, pour opprimer les États les plus redoutables.

Enfin l'année 1685. étant arrivée, on porta les choses à l'extrémité: & malgré le Traité de paix, on exerça contre Orange les mêmes cruautés que le droit de la guerre auroit pu autoriser, si après un siege regulier, & des sommations dans les formes, on avoit emporté la place d'assaut. On y envoya des Dragons, comme on avoit fait par tout ailleurs. Ils y arriverent le vingt-troisième d'Octobre, & les logemens étant faits, ils commencerent le vingt-cinq à y executer leur mission. Les Ministres Gondran, Chion, & Petit furent mis en prison, avec Aunet Ministre de Courtheson, petite ville de la Principauté: & après avoir été traînez de prison en prison, ils furent enfin traduits à Pierre-cise, près de Lion, où ils sont encore, sans que la longueur de cette ennuyeuse detention, ni les mauvais traitemens qu'on leur a faits en diverses occasions, leur ayent fait donner la moindre marque de foiblesse. Chambrun qui depuis quelque tems s'étoit cassé une cuisse, fut gardé dans sa maison: mais après quelques jours, où on ne lui fit point d'autre mal que celui de le tenir prisonnier, on donna toute licence aux Dragons, qui épuiserent tout ce qu'ils savoient, pour l'accabler de leurs insolences & de leurs cruautés. Il n'étoit pas malaisé de faire beaucoup de mal à un homme chargé d'infirmité, & qu'on ne pouvoit tirer de son lit, même pour le refaire. Cependant avec les Dragons qui le tourmentoient, on lui donna quatre Tambours, qui barroient la caisse jour & nuit à ses oreilles pour l'empêcher de dormir. On le transporta dans un brancard quelque tems après, & on le conduisit avec assez de peine jusques à Valence, où après six semaines de fatigues, de veilles & de douleurs, on extorqua enfin de lui une promesse de se réunir. Cela lui fit donner quelque relâche: mais comme il n'exécutoit point cette parole, que la violence lui avoit arrachée de la bouche, on le confina dans un desert, où il fut sollicité, menacé, tourmenté à peu près comme auparavant. Une heureuse feinte le tira de là. Il se plaignit d'être travaillé de la Pierre: & après beaucoup d'instances, il obtint la permission de se faire porter à Lion, pour se faire traiter. Il y souffrit l'operation de la sonde; & comme pour cacher son dessein il se prepaçoit à recommencer, parce que l'Operateur ne lui

*Arrivée
des Dra-
gons.*

*Prison
des Mi-
nistres.*

*Chute
de
Cham-
brun:*

*Qui se
relève:*

lui avoir point trouvé de pierre, il prit son tems, & fortit de la ville & du Royaume, sans être arrêté. Il prit l'habit & le train d'un grand Seigneur. Il fut pris pour tel par tout où il passa; &c. lié dans une chaire roulante, de peur de tomber; suivi de quatre valets bien couverts, & se faisant respecter par la maniere hautaine dont il traitoit tout le monde. Etant arrivé à Geneve, & y ayant pris quelque repos, il prit la route de l'Allemagne, & se rendit en Hollande; d'où il passa quelque tems après en Angleterre, toujours penetré de la douleur de sa chute; & faisant paroître avec beaucoup de lumiere & de zèle, beaucoup de droiture & d'honneur. On peut voir un recit plus étendu de ce qui le regarde dans la relation qu'il en a écrite lui-même, sous le titre des *larmes de Jaques Pineton de Chambrun*. 1685.
1686.
Et sort de France.

Cependant on renversa les Temples d'Orange, & de toute la Principauté: & on eut à peine achevé cette demolition, qu'on donna charge aux soldats de convertir les habitans. Ils l'entreprirent comme par tout ailleurs; & il y eut un très-petit nombre de personnes qui pussent resister à ces furieux. De sorte qu'en peu de jours il ne resta presque personne à Orange, qui ne parût disposé à l'obeissance. Il est vrai que pour y porter les esprits plus facilement, on vint avec eux à une espece de composition, & que dans une assemblée qu'on leur fit faire, pour deliberer sur ce sujet, on leur promit de les exempter de quelques devoirs Catholiques qui leur faisoient de la peine. L'Evêque leur fit esperer entre autres choses qu'on ne les obligerait pas à prier les Saints, qu'on les dispenserait de se prosterner devant les images, & qu'on leur donnerait la Communion sous les deux especes. L'illusion de cette derniere promesse consiste en ce que lors que les Catholiques ont communie, on leur donne, s'ils le souhaitent, un peu de vin pour laver leur bouche, & pour empêcher que quelque morceau de l'Hostie ne demeure attaché à leur palais. Ce vin n'est ni consacré, ni distingué du vin commun par la moindre ceremonie. On ne prononce rien en le donnant, & il ne fait point du tout partie du mystere. Mais les simples n'y prenoient pas garde de si près; & il leur est arrivé souvent de prendre ce vin pour une legitime restitution du Calice. On avoit souvent, même dans les tems les plus favorables, surpris par cette fraude quelques personnes qu'on vouloit seduire, & qui ne pouvoient

1685. excuser ce retranchement d'une partie effencielle du Sacrement.
 1686. & c'étoit encore du même artifice qu'on se servoit ici, pour trom-
 per ceux à qui on promettoit de leur administrer l'Eucharistie
 dans toute son intégrité.

*Exerci-
ces inter-
dits dans
les Val-
lées de
Piémont.*

Mais les soins des *Convertisseurs* de France ne s'arrêtèrent pas là : & soit pour ôter aux nouveaux *convertis* une retraite assurée qu'ils auroient dans le voisinage, s'ils s'avisent de se repentir : soit pour étouffer toutes les racines d'où la Reformation pouvoit renaître, on voulut exterminer les Reformez qui vivoient sous la domination du Duc de Savoie. Les habitans des Vallées Pi-gneroloises & Briançonnoises avoient été traitez comme les autres François : & l'Abbé de Mufi, qui avoit dressé le projet de leur ruine, avoit pu voir, s'il étoit encore vivant, le succès de ses sollicitations aller bien loin au delà de ses esperances. Mais à cause de la communication de ces Vallées avec celles de Lucerne & de St. Martin, & une partie de celle de Peirouse qui appartenoit au Duc, il étoit naturel de craindre que le zèle des uns ne se reveillât par le commerce des autres. D'ailleurs les Eglises de ces Vallées disputoient d'ancienneté avec celle de Rome ; & pretendoient être en possession de leur doctrine, au moins à l'égard des dogmes effenciels, dès le tems où la foi chretienne avoit encore sa premiere pureté. Il falloit donc ruiner cette nouvelle Carthage, qui osoit entrer en concurrence avec Rome ; & lui disputer le titre d'antiquité dont elle fait une si vaine parade. C'est pourquoi on obligea le Duc à publier un Edit contre ses sujets le premier de Février 1686. & on le fit de la même substance que celui qui avoit été publié en France : si ce n'est que pour donner peut-être plus de lustre à la clémence du Roi, par l'opposition de la severité du Duc, il étoit défendu de s'assembler pour l'exercice de la Religion Reformée, ou de tenir même des Ecoles, à peine de la vie. Les Ministres & les Maîtres d'Ecole qui ne voudroient pas se *convertir*, étoient condamnés à sortir des Etats du Duc dans quinze jours sous la même peine. Il y étoit ordonné encore aux Reformez François qui s'étoient réfugiés dans ces Vallées, d'en sortir dans le même tems à peine de la vie, conformément à un autre Edit du quatrième de Novembre precedent. Les peuples surpris de cette rigueur eurent recours aux supplications & aux remontrances : mais n'ayant rien gagné

par

par ce moyen, ils se résolurent à peir dans leurs montagnes, ou 1685.
à s'y maintenir dans la profession libre de la Religion qui leur 1686.
avoit été laissée de pere en fils depuis tant de siècles. Aussi-tôt &c.
ils recommencerent à prêcher par tout; après avoir cessé de le
faire durant trois semaines, par complaisance pour le Duc, &
en attendant la réponse qu'il avoit promis de donner à leurs re-
quêtes. Cependant les Cantons Suisses Reformez s'entremirent
en leur faveur; & tâcherent de leur moyennner un accommodé-
ment. Mais le Duc ayant appris que les Vaudois n'étoient pas ^{Edit}
unis, & que les uns vouloient bien se retirer, quoi que les autres ^{fraudu-}
voulussent garder leur pais jusqu'au dernier soupir, publia un ^{leux.}
nouvel Edit exprès pour nourrir & pour augmenter cette divi-
sion; mais on y employa des clauses si suspectes & si malignes,
& on fit connoître par tant de mauvaises procedures qu'il y
avoit un piège caché, sous ce qu'il sembloit contenir de plus fa-
vorable, que les Vaudois ne s'y laisserent point surprendre. On
accordoit la liberté de se retirer à ceux qui le desiroient, à des
conditions si dures, qu'il étoit aisé de voir qu'on vouloit qu'ils
se missent à la discretion du Duc, sans avoir la moindre assurance
qu'on ne leur manqueroit pas de parole. Et en effet le dessein
inspiré par la France au Conseil du Duc étoit de les amuser, de
les endormir, de les engager par quelque illusion dans une secu-
rité qui donnât une pleine facilité de les surprendre, & de les ex-
terminer. Ils refuserent donc de se soumettre à cet Edit; & en-
firent savoir les raisons aux Ambassadeurs des Cantons.

A peine se furent-ils declarez, qu'ils furent attaquez par deux ^{Vaudois}
armées, l'une du Duc, l'autre du Roi: & reduits à se defendre ^{atta-}
avec des forces tout à fait inegales. Ils s'affoiblirent encore par ^{quez.}
le desir de garder toutes leurs Communautéz; ce qui les divisa
en tant de pelotons, qu'il fut incomparablement plus aisé de les
opprimer. Cependant les commencemens furent assez heureux.
Les François y furent reçus autrement qu'à Pau & à Montau-
ban; & leur premiere attaque leur coûta quatre ou cinq cens
hommes. Mais un peu de ruse repara leur perte. Ils gagnerent
quelques gens des Vallées, qui persuaderent aux autres que leur
paix étoit faite, & qu'on retablissoit en leur faveur les anciens
Edits. Ils se flatterent de cette nouvelle, qu'ils crurent verita-
ble; & se laisserent malheureusement surprendre par les François;

1685. qui étant informez du succès de leur artifice, s'emparèrent sans
 1686. résistance des Vallées de St. Martin & de Peirouse, & y commi-
 &c. rent mille cruautéz. Ils ne faisoient que pendre & massacrer: &
Cruan- quelquel fois, après avoir promis la vie à quelqu'un des prison-
tez des niers qu'ils faisoient, pour l'obliger à pendre les autres, ils se mo-
Troupes quoient de leur parole, & ils le faisoient mourir, quand il avoit
François- exécuté ses compagnons. Ils traitoient ainsi non seulement ceux
 qu'ils trouvoient les armes à la main, mais ceux qui étoient de-
 meurez dans leurs maisons, par quelque infirmité qui ne leur avoit
 pas permis de fuir. Ils pendirent ainsi une pauvre femme ave-
 gle, qui n'avoit pu se sauver. * Ils faisoient perir de même ceux
 qu'ils trouvoient cachez dans quelque fente de rocher, ou quel-
 que precipice inaccessible. Ils n'épargnoient ni sexe ni âge. Ils
 égorgérent les enfans comme les vieillards. Ils pendoient & mas-
 sacroient les femmes comme les hommes. Mais ils violérent or-
 dinairement les femmes & les filles avant que de les tuer: & après
 cela non contents de les assommer, ils leur arrachèrent les entrail-
 les; ils les jetoient dans un grand feu; ils les coupoient en mor-
 ceaux, & s'entre-jettoient ces reliques de leur fureur, comme par
 divertissement. On pouvoit assez juger à ces cruautéz brutales,
 qu'il y avoit plus que de la haine dans les motifs de ces violen-
 ces. On y voyoit les traits de la rage sanglante des Jésuites, qui
 ne vouloient rien laisser de reste de ces ennemis, sur qui jamais
 ils n'avoient eu de semblables avantages.

*Exploits
 de l'ar-
 mée de
 Savoie.*

L'armée de Savoie en faisoit autant d'un autre côté: & com-
 me le Conseil de France faisoit tout mouvoir, on s'y feroit des
 mêmes expédiens que dans les Troupes Françaises. Où la for-
 ce ne réussissoit pas, on employoit la trahison. Par ce moyen on
 fit quitter aux Vaudois des postes qu'ils auroient pu aisément de-
 fendre: & leur persuadant que plusieurs Communautés s'étoient
 déjà rendues, & qu'on leur avoit accordé de bonnes capitula-
 tions, on obligea ceux qui gardoient un passage fort important,
 nommé le pré de la Tour, à se rendre. Il y en eut environ deux
 mille qui se laissèrent séduire; & qui pour prix de leur confian-
 ce furent envoyez en prison, contre la parole qu'on leur avoit
 donnée. Après cela on entra dans ce lieu, où les Vaudois avoient
 assemblé, comme dans un asile très-assuré, beaucoup de fem-
 mes, de vieillards, d'enfans: & on massacra tout sans distinction.

Le

Le nombre de ceux qui perirent de cette manière passoit trois mille personnes. Après cela on continua de chercher ce qui restoit de Vaudois, par tout où ils pouvoient se retirer. On les trompa en quelques lieux par des propositions de douceur qu'on n'avoit pas dessein de tenir; en quelques autres on les força, & par tout on les massacra jusqu'à ce qu'on fût las de tuer, ou qu'on eût horreur de tant de sang. Il fut fait plus de dix mille prisonniers: & entre les autres il se trouva huit Ministres. On en avoit pendu un à Lucerne dès le commencement de cette guerre, pour faire plus de peur aux autres. Une poignée de gens étant échappés à la fureur des deux armées, qui s'étoient mutuellement secourues quand il avoit été nécessaire, se maintint dans des lieux où les Troupes du Duc ne purent jamais les forcer: & elles donnerent tant d'affaires au Prince, qu'il leur permit enfin de sortir de ses États. Il est vrai que cela fut facilité par l'intercession de quelques Puissances: & particulièrement des Suisses, qui continuèrent à s'employer pour eux avec beaucoup de charité, de persévérance & de courage.

Comme ces restes des Vaudois étoient partagés en deux, il se fit aussi deux traitez indépendans l'un de l'autre: par lesquels environ deux cens cinquante personnes, dont il y en avoit à peine la moitié capable de porter les armes, obtinrent la délivrance de leurs prisonniers, la liberté d'emporter leurs armes, & celle d'emmener leurs familles. Ce qui avoit empêché le Duc d'en venir plutôt à la conclusion avec eux, étoit qu'il vouloit obliger les Cantons à promettre que jamais les Vaudois ne reviendroient dans leurs montagnes, & à demeurer leurs garans. Mais il se réduisit à les obliger de ne leur donner ni secours, ni passage pour s'y retablir. Cependant les prisonniers étoient traités avec tant d'inhumanité, que la plupart moururent dans les prisons. On ne leur donnoit que la moitié de ce qui leur étoit nécessaire pour vivre, & on dit même que soit par la fraude de ceux qui avoient la direction de leur nourriture, qui vouloient profiter de ce qu'ils voloient à ces malheureux, soit par la malice des persécuteurs, on mêloit à leur pain du plâtre & d'autres matières, plus propres à les empoisonner qu'à leur conserver la vie. L'eau même qu'on leur faisoit boire étoit puante & corrompue. On tient qu'il en mourut plus des deux tiers dans ces cruelles prisons. Mais quand on les eut

*Retraite
des Van-
dois.*

*Deli-
vrance
des pri-
sonniers.*

1685. élargie, il en mourut encore une grande partie par les chemins.
 1686. Ceux qui avoient la charge de les conduire à Geneve, les traitè-
 &c. rent avec la dernière barbarie. Ils ne vouloient pas souffrir que
 ceux qui avoient encore un peu de vigueur donnassent du secours
 à ceux qui defailloient : & ils forçoient les uns à laisser les autres
 évanouis, demi morts de froid & de lassitude, sans pain, sans
 argent, sans retraite dans les neiges & dans les glaces. Il sem-
 bloit qu'on avoit fait exprès traîner les choses en longueur à la
 Cour de Savoye, depuis la conclusion du traité, afin que faisant
 conduire ces pauvres gens avec tant de severité pendant la plus
 rude saison de l'année, on fût plus assuré qu'ils périroient tous,
 avant que d'arriver à Geneve, où le Duc avoit promis de les ren-
 dre. Il y en eut plus de quatre-vingts d'une seule bande qui fu-
 rent accablez de la chute d'une montagne de neige.

*Re-
blisse-
ment de
ces restes
dans leur
pays.*

Enfin il en arriva de tristes restes à Geneve, où ils furent re-
 çus avec de grandes marques de compassion. Toutes les Puif-
 sances Protestantes s'intéressèrent dans leur soulagement. On fit
 des collectes pour eux ; on leur offrit des retraites. L'Electeur
 de Brandebourg promit de se charger de mille familles. Il y avoit
 par tout des Etats où on vouloit bien les recevoir avec de certai-
 nes restrictions : mais ils ne pouvoient se résoudre à se separer ; &
 le regret de leurs deserts & de leurs montagnes leur faisoit regar-
 der comme un exil les plus beaux pays, où on leur offroit de nou-
 veaux établissemens. Leurs Ministres étoient cependant retenus
 en Savoye comme des otages : & le Duc protestoit qu'il ne les
 relâcheroit point, si les Vaudois ne sortoient de la Suisse, où
 ils demeureroient long tems. Mais lors qu'on s'attendoit le moins
 à un semblable denouement, & sans qu'il parût encore rien par
 où on pût juger que le Duc eût changé de sentimens, on aprit
 que les Vaudois se rassembloient, & que malgré les difficultez de
 leur entreprise, ils marchaient en armes vers leur pays au travers
 des Etats de leur Souverain. La suite a fait connoître qu'il au-
 torisoit secrètement ce dessein ; & que pour mettre de ce côté
 là entre la France & lui une invincible barriere, il vouloit lui op-
 poser les reliques d'une nation irreconciliable avec elle. En ef-
 fet depuis qu'ils sont rentrez dans leurs rochers, ils ont fait une
 si rude guerre à la France, qu'ils n'y a point de côté où elle ait
 plus souffert ; & que malgré leur petit nombre, ils ont porté de
 fort

fort grands dommages à ses redoutables armées. Ils se sont fortifiés 1687. de quelques François qui s'y sont réfugiés du voisinage : & à 1686. l'inteſſion de Guillaume Roi d'Angleterre, & des Etats des Pro- &c. vinces Unies, leur Souverain leur a restitué leur patrie, & la liberté de leurs exercices & de leur Religion ; avec les mêmes privilèges qui leur avoient été accordez par les Edits precedens. Mais cela n'empêche pas qu'il ne soit péri plus de vingt mille hommes dans la guerre qu'on leur a faite, & que pour se rétablir dans l'état où ils ont été, ils n'aient besoin de plusieurs années. Cette fin de leurs affaires a mis dans une pleine évidence, que pour les traiter avec la rigueur dont j'ai parlé, leur Duc avoit été comme forcé par les menaces de la France, qu'il avoit été seduit à les sacrifier à sa grandeur & à ses Etats, dont il sembloit qu'elle cherchoit à s'emparer ; qu'on ne doit par conséquent imputer qu'à elle tant de cruauté & tant de massacres ; & qu'au lieu d'exterminer des gens dont la Religion lui étoit odieuse, elle n'a réussi qu'à les rendre ses immortels & implacables ennemis.

Mais il faut revenir en France, & rapporter encore quelques suites de la revocation de l'Edit. L'exécution de l'article qui regarde les Ministres mérite qu'on en face une considération particulière. Il en étoit déjà sorti plusieurs, depuis qu'on avoit interdit un si grand nombre d'Eglises : mais cela n'empêchoit pas qu'il n'y en eût encore plus de sept cens dans le Royaume. On vouloit se débarrasser de ces dangereux ennemis, qu'on faisoit passer dans l'esprit du Roi pour les Chefs du party. On les regardoit comme ceux qui mettoient par leur crédit & par leurs intrigues les plus grands obstacles à la conversion des peuples. Et d'ailleurs ils étoient fort incommodes au Clergé, qui n'aime pas à disputer, parce qu'il trouve bien plus aisé de réussir par la force que par la raison. Or il falloit disputer avec eux, & s'attendre à recevoir souvent de leur part des contradictions mortifiantes. On jugeoit donc nécessaire de les éloigner par tous les moyens possibles. C'est pourquoi on les épouvantait par des peines infamantes, dont on les menaçoit pour les moindres contraventions : on les fatiguoit par des procès criminels : on les imposoit à la taille : on les rendoit responsables de tout ce qui arrivoit de contraire aux intentions de la Cour. L'exemple
qui

*Retraire
des Mi-
nistres de
France.*

1685. qui suit peut faire voir combien il falloit peu de chose pour leur
 1686. attirer une affaire considerable. On fit un procès criminel à Cou-
 &c. lez, Ministre de Passi, parce qu'étant suspendu des fonctions de
 son ministere par quelque sentence de Juge, il avoit osé prier
 Dieu & lire quelques chapitres de l'Ecriture dans une compa-
 gnie où il s'étoit trouvé. Cela lui étoit arrivé plus d'une fois,
 parce qu'allant voir les Gentilshommes de son voisinage, il faisoit
 chez eux ces actes de devotion. Mais le Juge de Châlons trouva
 le crime si noir, qu'il le condamna à neuf ans de bannissement,
 à trois mille livres d'amende, & à une perpetuelle interdiction du
 ministere. Sur l'appel il fut dechargé de cette peine, par un arrêt
 du Parlement de Paris du vingt-huitième de Juillet 1685. qui or-
 donnoit qu'il seroit admonété, & qu'il aumôneroit dix livres au
 pain des prisonniers. Il paroît par là que les Ministres étoient
 serrez de bien près; puis qu'on leur faisoit de grands procès sur
 le seul pretexte de leurs prieres particulieres. Mais pour les
 inviter à se retirer, on leur permettoit d'emmener leurs femmes
 & leurs enfans; quelquefois même leurs belles-mères, leurs sœurs,
 leurs servantes, leurs nourrices. On leur laissoit emporter leurs
 livres & leurs meubles; on leur permettoit de disposer des biens
 qu'ils ne pouvoient enlever. Mais peu à peu on leur retrancha
 ces grandes faveurs, & enfin on ne leur accorda point d'autre
 grace que celle d'emmener leurs femmes. On les en avoit crus
 d'abord à leur parole sur le nombre & sur l'âge de leurs enfans;
 mais en suite on leur demanda des certificats des Intendans: &
 dans le tems de la revocation de l'Edit, on les renvoya aux In-
 tendans mêmes ou pour prendre d'eux des passeports, ou pour
 faire certifier ceux qu'ils avoient reçus au Conseil. On distin-
 gua leurs enfans en deux classes. On leur permit d'emmener
 ceux qui étoient au dessous de sept ans; mais on les contraignit
 de laisser en France ceux qui avoient passé cet âge.

*Delibe-
 ration
 sur ce
 sujet.*

Mais quoi qu'on ne leur laissât ainsi rien de ce qui pouvoit
 adoucir les amertumes de leur exil, on ne leur accorda pas la liber-
 té de se retirer, sans avoir mis en deliberation s'il seroit plus uti-
 le de les arrêter, que de s'en defaire. Il y avoit des gens du Con-
 seil qui prevoient qu'ils encourageroient de loin leurs peu-
 ples, & qui étoient d'avis qu'on les dispersât en diverses prisons,
 qu'on les tint si reserrez qu'ils ne pussent parler à personne, qu'on
 les

les *convertis* par les mêmes tendresses de charité qui avoient 1685.
converti leurs Troupeaux. Mais d'autres craignoient qu'il n'y en 1686.
 eût quelques-uns de constans ; & que les peuples ne fussent dif- &c.
 ficiles à gagner , pendant qu'ils sauroient que leurs Ministres
 demeureroient attachez à leur doctrine , & souffriroient pour el-
 le courageusement. Ils ne doutoient point qu'ils ne fussent re-
 gardez comme des Confesseurs , & même comme des Martyrs,
 dont l'exemple seroit capable d'inspirer un nouveau zèle à tous les
 Reformez qui auroient cédé à la violence. On se résolut donc à
 leur proposer ou de se retirer, s'ils vouloient retener leur Religion,
 ou de se faire Catholiques , s'ils vouloient demeurer en France :
 & on leur ôta tous les adoucissmens qui pouvoient leur rendre
 l'exil plus tolerable , afin de les rendre plus sensibles aux graces
 dont on promettoit de recompenser leur *conversion*. Au tems que
 l'Edit fut revoqué il s'en trouva plusieurs à Paris , qui n'ayant
 plus de retraite ailleurs , parce que leur presence même faisoit peur
 aux peuples consternez , qui se voyoient livrez à la fureur des
 soldats , étoient venus s'y refugier , comme dans le seul lieu où ils
 croyoient trouver quelque repos. Il n'y avoit pas d'apparence de les
 renvoyer en Poitou , en Guyenne , en Languedoc , chercher des In-
 tendans pour leur demander des passeports. On ne leur avoit don-
 né que quinze jours de tems pour sortir de France , & ces quinze
 jours ne suffisoient pas pour le voyage qu'ils auroient été obligez
 de faire. On ne trouva pas à propos néanmoins de leur donner
 un terme plus long ; & pour se defaire d'eux plus aisément , on per-
 mit à la Reynie de leur donner des passeports , sur le temoigna-
 ge de quatre personnes qui attesteront qu'ils seroient Ministres.

Chacun s'en alla de son côté , après avoir pris ces passeports : *Diverses*
 & selon l'humeur des Intendans ou des Gouverneurs des places *difficul-*
 à qui ils s'adresserent , ils trouverent plus ou moins de difficultez *tez qui*
 à leur retraite. Il y en eut d'assez heureux pour emmener des en- *leur sons*
 fans de quatorze & de quinze ans : il y en eut d'autres à qui on *faites sur*
 retint des enfans à la mammelle. Les uns passerent sans contra- *la fron-*
 diction ; & les autres eurent à essuyer mille chicanes. Bely qui *tiere.*
 avoit été Ministre de la Princesse de Tarente , Foran qui avoit
 servi l'Eglise de Sion , & Fleuri qui avoit été attaché à celle de
 St. Agnan dans le Mainé , furent arrêtez à St. Malo par les Com-
 missaires que le Parlement de Bretagne avoit nommez pour l'exa-

1685. men des passeports. Il sembloit d'abord que cela ne se faisoit
 1686. pas à mauvaise intention ; & qu'on vouloit attendre quelques or-
 &c. dres de la Cour , touchant la famille des Ministres. Comme il
 n'y avoit point d'Intendant en Bretagne à qui les ordres pussent
 être envoyez, il y avoit apparence que ces Commissaires avoient
 raison de dire qu'ils ne les avoient pas encore reçus. Mais pen-
 dant que les Ministres étoient là dans l'attente d'un ordre qu'on
 ne songeoit pas à faire venir , ils apprirent qu'on avoit enlevé la
 femme & les enfans de Bely avec une extrême violence. Ils ju-
 gerent par ce coup impreveu qu'on les amusoit à mauvais dessein ;
 & ils reconnurent enfin à plusieurs marques , qu'on vouloit seu-
 lement laisser passer les quinze jours portez par l'Edit du Roi :
 après quoi on leur diroit qu'il n'étoit plus tems de sortir ; &
 qu'ils avoient perdu par des delais inutiles le fruit de la grace que
 le Roi avoit bien voulu leur faire. Cette fourbe des Commissai-
 res leur fit prendre la resolution de s'embarquer d'une maniere
 precipitée ; sans avoir le loisir de pourvoir à la retraite de leurs
 familles. Augier Ministre de Châlons ; Superville de Loudun ;
 Du Moutier, de Bellême ; Cotin, de Houdan furent arrêtez à
 Charleville. On ne leur permit d'emmener ni leurs femmes ni
 leurs enfans. Augier n'eut pas la force de resister à cette tenta-
 tion ; & la douleur de laisser quatre enfans & une femme qu'il
 aimoit, qui l'exhortoit néanmoins à partir seul, & à la laisser pour
 la garde de ses enfans , lui fit promettre de se réunir. Mais
 aussi-tôt qu'il fut libre, il chercha les moyens de sauver par adres-
 se la famille qu'on avoit voulu separer de lui ; & il eut le bon-
 heur de se retirer avec elle à Berlin , où il donna aussi-tôt des
 marques d'une repentance fort édifiante. Sa foiblesse fut cause
 qu'on traita les autres plus severement ; & qu'on ne voulut avoir
 nul égard aux passeports de la Reynie. Enfin ils se resolverent à par-
 tir le dernier jour des quinze que l'Edit leur donnoit , & ils lais-
 serent là leurs femmes & leurs enfans. Quelques jours après Su-
 perville fut rejoint par sa femme , & une petite fille qu'il avoit.
 Du Moutier reçut aussi sa femme & un enfant qu'elle avoit à la
 mammelle ; mais deux autres qu'il avoit eus d'une premiere fem-
 me furent arrêtez ; & la famille entière de Cotin fut renvoyée
 vers Paris. L'Alouël Ministre de la Moussaye n'ayant pas eu
 le tems de prendre des precautions pour sortir sans empêche-
 ment

*Femmes
 & enfans
 leur sont
 ôtez.*

ment, fut arrêté comme un homme qui cherchoit à sortir malgré les défenses, & il fallut beaucoup de peine pour le tirer de là, prouver qu'il étoit Ministre, soutenir une enquête, rendre raison de ce qu'il étoit venu faire, essuyer une longue & incommode prison, perdre tout ce qu'il avoit. Enfin il fut traîné à Dieppe, & mis sur un vaisseau qui le débarqua en Angleterre. Bobineau pensa être arrêté, pour avoir mis avec confiance son passeport entre les mains du Duc de Chaunes, qui l'ayant mis dans sa poche lui tourna le dos, & ne voulut pas s'en souvenir le lendemain. Enfin l'adresse & les amis le tirent de ce mauvais pas. Noguier de Bernix près de Nîmes, fut arrêté presque à tous les logemens qu'il fit, depuis le lieu où il avoit pris son passeport jusques à Geneve. Il en arriva autant à Villet Ministre de Merindol, à qui le Comte de Grignan n'avoit accordé un passeport, que de peur qu'il ne donnât un exemple de constance, s'il le faisoit arrêter. Il y eut des Ministres long tems errans, qui ne savoient par où sortir, ni à qui demander des passeports, parce que le tems en étoit passé. La Devese & deux autres du haut Languedoc errerent plus de trois mois dans le Royaume en habit de Cavaliers. Enfin ils furent arrêtés : mais ils rendirent si bien compte de leur conduite, qu'on leur accorda la liberté de se retirer. On en mit à Bourdeaux plusieurs en prison, & on fit promettre à quelques-uns, par la crainte des Galeres, de se réunir. Latané fut retenu pour des raisons particulières, & c'est le seul des Ministres de France, que jésache, qui n'ait point été relâché. Fourétier qui avoit soutenu de rudes combats dans diverses Eglises, qu'il avoit servies dans l'Angoumois & dans la Saintonge, & qui s'étoit vu décrété, prisonnier, interdit deux ou trois fois, fut arrêté par les Jurats de Bourdeaux avec trois autres Ministres, Fontaine, Loquet & Aubin, sous prétexte qu'ils faisoient des Assemblées. Mais on ne les retint que trois jours : & après cela on leur permit de partir. La femme de Fourétier étoit prête d'accoucher : ce qui obligea son mari à faire tous ses efforts pour obtenir la permission d'emmener une nourrice, qui pût donner la mammelle à l'enfant qui devoit naître. Mais il n'y put rien gagner. Le Secrétaire de l'Intendant fut même insensible à l'offre de quatre cens frans, dont on lui promettoit de récompenser sa bonne volonté, s'il vouloit favo-

1685. riser le Ministre dans son dessein. Le zèle de Religion l'empor-
 1686. ta sur l'intérêt, qui est d'ordinaire la passion dominante des gens
 &c. de cette qualité. Il fallut que Fourétier prît une chevre avec lui,
 pour s'en servir dans le besoin ; & en effet le troisième jour
 après son embarquement, sa femme fut délivrée heureusement
 d'une fille dont la chevre fut la nourrice, jusqu'à ce qu'ils arrive-
 rent en Angleterre. Entre les Ministres qui furent arrêtés à Bour-
 deaux, il y en eut un mis au Château Trompette. Il y tomba ma-
 lade ; & après avoir souffert toute sorte de persecutions pendant le
 cours de son mal, il y mourut, sans avoir pu obtenir le moindre
 secours, pour le soulager dans sa maladie. On n'exemta pas de cet
 exil des vieillards de quatre-vingts-dix ans. Il y en eut qui furent
 contraints même de s'embarquer malades, & presque agonisants.
 Ce triste état ne fit point de pitié aux persecuteurs ; qui ne voulu-
 rent jamais leur donner le tems de guerir, ou de mourir dans leur
 patrie. Quelques-uns ne purent supporter l'agitation de la mer ;
 & moururent entre les bras de leurs femmes, avant que d'avoir
 pris terre. Faget Ministre de Sauveterre en Bearn fut de ce nom-
 bre. Il mourut avant que d'arriver en Angleterre ; où il avoit eu
 dessein de se rendre ; & quand son vaisseau y aborda, il n'y eut
 plus d'autre devoir à lui rendre que celui de la sepulture. Tau-
 nai Ministre de Criquetot en Normandie, eut à peine le loisir
 de se faire connoître à Rotterdam par quelque predication, qu'il
 y mourut, avant que d'avoir eu le tems de recueillir le fruit de
 ses bonnes qualitez.

*Vieillards
 & mala-
 des con-
 traines de
 s'embar-
 quer.*

*Accueil
 qui leur
 est fait
 par les
 étran-
 gers.*

Au milieu de toutes ces peines, ce qui fatiguoit le plus les Mi-
 nistres n'étoit pas la dissipation de leurs livres, la perte de leurs
 biens, la misère, le bannissement : mais la nécessité de souffrir
 les hauteurs & les menaces des Intendants, qui affectoient de les
 traiter de la maniere du monde la plus incivile. Quoi que la Re-
 ligion de ces Officiers ne consiste qu'à faire leur Cour, il n'y en
 avoit pas un qui n'eût appris quelque miserable sophisme de Mis-
 sionnaire, & qui ne crût être assez habile pour convaincre les
 plus opiniâtres Ministres, à la faveur de quelque pirovable raison-
 nement. Ils en venoient quelquefois jusqu'à demander aux Mi-
 nistres s'ils ne croyoient pas que le Roy pouvoit être sauvé, en
 suivant la Religion Catholique ; & lors qu'ils faisoient une re-
 ponse respectueuse, ils croyoient avoir raison de les maltraiter de
 paro-

paroles, comme des ennemis, des rebelles, des factieux qui ne ^{1685,}
 demouroient dans leur Religion que par un esprit de cabale. Mais ^{1686,}
 tout cela n'empêcha pas que tous les pais Protestans ne fussent en ^{&c.}
 moins de rien couverts de Ministres. Chacun prit pour sa retraite
 les lieux ou qui lui étoient plus commodes pour entretenir quel-
 que correspondance avec ses amis, ou dans lesquels il pouvoit
 espérer plus vraisemblablement de s'établir avec sa famille, à cause
 de quelques habitudes qu'il y avoit contractées. En Suisse, dans le
 Palatinat, dans le Brandebourg, dans les Provinces Unies, en An-
 gleterre, on voyoit arriver continuellement des Ministres. Il y en
 eut même qui cherchèrent leur asile dans les pais Lutheriens;
 & qui allèrent porter jusques dans le Danemarck & dans la Sue-
 de des preuves vivantes de la persecution qu'ils avoient souffert-
 te. Quand on les voyoit arriver, pour la plupart vieux, de- ^{Effet de}
 mi-nuds, sans meubles, chargez de famille, on ne pouvoit dou- ^{leur re-}
 ter que ce ne fût par de puissantes raisons qu'ils étoient sortis de ^{traite.}
 leur pais dans un état si pitoyable : & on étoit contraint de les
 regarder comme d'irreprochables temoins des violences que les
 Agens de France deguisoient avec tant de soin. Ce fut là un des
 mauvais effets de la Politique de cette Cour, qui avoit cru faire
 un coup d'Etat en les chassant du Royaume. On peut dire qu'elle
 avoit dispersé sans y penser dans toute l'Europe des temoins de la
 persecution qu'elle avoit toujours desavouée, & qu'elle avoit four-
 ni par là aux Reformez des preuves authentiques de tout ce qu'ils
 avoient à dire contre elle. On n'en avoit pas cru ceux qui jus-
 ques là étoient sortis du Royaume; parce qu'elle avoit eu l'adres-
 se de les faire passer ou pour des criminels, qui fuyoient la peine
 due à leurs crimes; ou pour des esprits legers qui se plaisoient
 au changement; ou pour des misérables qui croyoient trouver à
 vivre ailleurs plus aisément que dans leur patrie. Mais on ne pou-
 voit se servir de ces calomnies contre tant de personnes d'un
 même caractère, gens de lettres, graves, reconnus pour gens
 de bien, chargez du seul crime d'être Ministres d'une Religion
 qu'on venoit détruire. Cela fut cause que par tout on les reçut
 humainement. En Suisse on leur fit des charitez incroyables. En
 Hollande, & dans les Provinces ses alliées on leur donna des pen-
 sions. En Angleterre, ceux qui voulurent s'assujettir aux Evê-
 ques, & prendre d'eux une nouvelle ordination, furent gratifiez

1685. d'une manière fort libérale; & ceux qui étoient distingués par
 1686. quelques dons éminens furent pourvus d'emplois reglez, ou de
 &c. Benefices. Les autres appuyez du Roi, qui par politique & dans
 le dessein de favoriser la propre Religion, se piquoit de tole-
 rance, formerent des Eglises Presbyteriennes, ou se rangerent à
 celles qui étoient déjà établies.

*Ecrits
 des Mi-
 nistres.*

A peine commencerent-ils à goûter quelque repos, que le sou-
 venir de leurs Eglises dispersées se reveilla dans leurs coeurs, &
 que chacun s'appliqua aux moyens d'en relever les ruines, &
 d'en rassembler les debris. On vit paroître par tout des lettres
 circulaires, des exhortations, des instructions, des avis, qui non
 seulement faisoient plaisir aux étrangers, mais qui portoient coup
 en France, & ramenoient une infinité de nouveaux convertis de
 leurs égaremens & de leurs terreurs. Ce qui fit voir encore à la
 Cour de France qu'elle avoit pris un mauvais party, en leur lais-
 sant la liberté de se retirer. Elle n'avoit plus sur eux ce redou-
 table pouvoir qui leur avoit durant un long tems tenu la bouche
 fermée: & malgré les soins prevoyans & severes, du fond de
 leurs asiles ils faisoient retentir leur voix dans tout le Royaume.
 En vain on gardoit les passages; on visitoit les marchandises avec
 une exactitude incroyable, on defendoit le debit & la lecture de
 ces ouvrages. La toute-puissance de la France avoit des bornes
 si étroites de ce côté-là, que dans toutes les Provinces, à Paris,
 à la Cour même on les cherchoit curieusement, & on les lisoit
 avec plaisir. Ces écrits étoient principalement appuyez par les
 lettres Pastorales de Jurieu, qui durant près de trois ans en don-
 na toujours une tous les quinze jours; où non seulement il in-
 feroit des recits des plus considerables violences qu'on exerçoit
 en France de tous côtez, faisoit des exhortations, donnoit des
 avis: mais où il tenoit tête à l'Evêque de Meaux, à Pellisson, à
 Nicole, à tous ceux qui abusant de l'absence des Pasteurs, vou-
 loient achever de corrompre les Troupeaux. Cependant ce tra-
 vail, qui pouvoit suffire pour épuiser les forces d'un autre, ne
 l'empêchoit point de publier tous les jours d'autres Ouvrages: tou-
 jours desirés avec avidité; toujours lus avec plaisir, même par plu-
 sieurs de ceux qui n'entroient pas absolument dans toutes ses vues.

*Protesta-
 tion au
 nom des
 Refor-
 més.*

Un des écrits le plus digne d'être lu qui parut après la retraite des
 Ministres, fut le dernier ouvrage de l'illustre Claude, qui le mit au
 jour

jout sous le titre de *Plaintes des Protestans cruellement opprimés dans le Royaume de France* : & qui lui donna la forme d'une protestation adressée à toutes les Puissances de l'Europe. Il y rapportoit à six titres toutes les persecutions qu'on avoit faites aux Reformez ; savoir les chicanes, sous le nom de justice ; l'exclusion des charges & des emplois ; les explications qui ruinoient l'Edit ; les nouveaux reglemens ; les fourberies & les illusions faites au peuple pour l'amuser ; les moyens d'animer les Catholiques, & de leur inspirer l'averfion & la fureur. Après avoir traité avec une force & une brieveté dignes de lui ces divers articles, & dit un mot des moyens humbles & innocens que les Reformez avoient employés pour se conserver ; il passoit à la description des desordres causez par les Troupes ; & les suivoit dans le progrès de leur expedition en Bearn, en Guyenne haute & basse, en Saintonge, Aunis, Poitou, haut Languedoc, Vivarais, Dauphiné, où elles exerçoient mille cruautés presque en même tems. De là il passoit avec elles dans le bas Languedoc, le Lionnois, les Cévennes, la Provence, les Vallées, le pais de Gex. En suite il les accompagnoit dans la Normandie, la Bourgogne, le Nivernois, le Berri, l'Orléanois, la Touraine, l'Anjou, la Bretagne, la Champagne, la Picardie, l'Isle de France, & Paris même dont elles avoient desolé les environs. Il faisoit un abrégé des violences qu'elles commettoient par tout ; entre lesquelles il en rapportoit quelques-unes qui méritent d'être ajoutées à celles dont j'ai déjà parlé ci-devant. Pendre des hommes ou des femmes aux cheminées, & allumer sous eux du foin mouillé, pour les étouffer par l'épaisseur de cette fumée ; les larder d'épingles depuis la tête jusques aux pieds ; leur dechiqueter le corps à coups de canif ; leur prendre le nés avec des pincettes ardentes, & les promener ainsi dans une chambre ; arracher les ongles des pieds & des mains ; renverser des chauderons de cuivre sur la tête, & les battre sans cesse, pour étonner le cerveau de ceux que le bruit des tambours ne pouvoit pas étourdir ; enfler les hommes & les femmes avec des soufflets ; c'étoient quelques-uns des moyens par lesquels il faisoient des Catholiques. Après cela on venoit à la révocation de l'Edit, dont on faisoit un abrégé ; on en rapportoit quelques reflexions importantes ; & enfin on refutoit les mauvaises excuses des persecuteurs, & principalement la fausse in-

1685. interpretation qu'ils donnoient aux paroles du 14. de St. Luc *car-*
 1686. *trah-les d'entrer.* En effet on tâchoit en France d'excuser les vio-
 &c. lences par ce passage, & par l'autorité de St. Augustin, dont on
 mettoit entre les mains de tout le monde deux Epîtres où il a
 Doctrins
 outrées de
 la persé-
 cution &
 de la to-
 lérance.
 taché d'appuyer cette dangereuse maxime, dont il vouloit se ser-
 vir pour la reduction des Donatistes. On les avoit traduites avec
 une exacte politesse, afin qu'elles fussent d'autant plus capables
 de persuader, qu'elles seroient plus agreables à lire. Cet illustre
 nom étonnoit les Lecteurs, & les persecutez même ne savoient
 que répondre à cette grande autorité. C'est pourquoi il étoit
 fort nécessaire de détruire cette illusion. Claude donc la refutoit
 avec la solidité ordinaire: & plusieurs autres y travaillèrent après
 lui. Quelques-uns même en prirent occasion de débiter des prin-
 cipes d'une tolérance si générale, qu'elle tendoit évidemment à
 faire regarder toutes les Religions comme indifferentes, & à fai-
 re aux Souverains un devoir de conscience de les tolerer toutes
 également. Cela étoit fort approuvé à la Cour d'Angleterre,
 parce que les desseins du Roi pouvoient être avancez par cette
 maxime: & par une admirable bisarrerie, qui fait voir comment
 les chefs & les promoteurs de la Religion Catholique abusent
 du nom venerable de la Religion, deux Princes unis d'intérêts
 & de conseils soutenoient les deux contradictoires. En Fran-
 ce c'étoit une maxime fort chrétienne que de persecuter, pour
 l'avantage de l'Eglise: en Angleterre, c'étoit au contraire une
 maxime de l'Evangile, que de porter la tolerance aux dernières
 bornes. Mais je reviens au livre de Claude. Il n'y oublioit pas
 les éloges de douceur que l'Evêque de Valence, Maimbourg &
 Varillas avoient l'impudence de donner aux moyens par lesquels
 on avoit procuré les conversions. Ce livre passa en France, com-
 me les autres, malgré la vigilance des Inquisiteurs: mais on n'y
 fit semblant de rien; de peur que si on eût témoigné du chagrin
 contre cet ouvrage, on n'eût inspiré à trop de gens l'envie de le
 lire. C'étoit un abrégé de l'histoire de la persecution, où on en
 voyoit toutes les horreurs, quoi qu'elles y parussent en petit: &
 on trouva plus à propos de dissimuler cette injure, que d'en ti-
 rer une vengeance publique: de peur que trop de monde ne vit
 un livre si dangereux. Mais le Roi d'Angleterre, qui étoit ab-
 solument dans les maximes & dans les intérêts de la France, prit

La pro-
 testation
 est brûlée
 en An-
 gleterre.

la cause pour elle, & fit condamner le livre au feu, comme con- 1685.
 tenant une doctrine contraire à l'autorité des Rois. Cette action 1686.
 lui réussit mal; & ce fut peut-être une de celles qui servirent le &c.
 plus à ouvrir les yeux de ses peuples, & à leur faire connoître
 malgré l'inclination qu'il remontoit pour la tolerance, jusques où
 il porteroit un jour ses desseins, contre les loix & la Religion de
 l'Etat, s'ils le laissoient faire.

Il parut un plus gros livre deux ans après sur le même sujet, *Histoire*
 où il y avoit plus de faits, & plus de reflexions. Il portoit le *apologe-*
 titre d'*Histoire apologétique ou defense des libertez des Eglises*
Reformées de France &c. L'Auteur la divisoit en trois parties;
 dont la premiere étoit generale, & traitoit en abrégé de l'histoi-
 re des Reformez, & des proprieté de l'Edit de Nantes. La se-
 conde rapportoit à douze articles les divers moyens par lesquels
 la persecution s'étoit exercée. Ces douze articles se reduisoient
 à peu près aux six dont Claude avoit composé ses plaintes: & ne
 différoient en nombre, que parce qu'on faisoit ici plusieurs arti-
 cles de certaines choses qu'il avoit renfermées en un seul. La
 troisieme contenoit plusieurs particularitez des suites de la revo-
 cation de l'Edit: & principalement l'ample refutation de ce que
 les Auteurs Catholiques avoient la hardiesse de debiter, touchant
 la douceur des moyens par lesquels on avoit travaillé aux *conver-*
sions. En effet les loüanges de cette prétendue douceur deve-
 noient la matiere de tous les livres, de toutes les harangues, de
 toutes les épîtres dedicatoires. Les Ecrivains de tous les or-
 dres donnoient dans ces basses flatteries, & vouloient faire pas-
 ser les dernieres cruauté pour des effets de clemence. Les Moi-
 nes & les Prêtres seculiers, les Evêques, les Predicateurs, les
 Historiens se jettoient dans ces excès, & pendant que la terre
 fumoit du sang de plusieurs milliers de malheureux qu'on massa-
 croit tous les jours, ils faisoient retentir par tout l'éloge de la bon-
 té qu'on avoit en France pour les *Heretiques*. Mais entre les au-
 tres, Bruëis de qui j'ai déjà parlé dans un autre lieu, & qui ayant *Livre de*
 établi solidement la verité de sa Religion, contre les illusions de *Bruëis*
 l'Evêque de Meaux dans son *Exposition de la doctrine Catholique*, *refusé.*
 n'avoit pas laissé de l'abandonner pour gagner quelque pension:
 Bruëis, dis-je, avoit entrepris de répondre aux *plaintes des Pro-*
testans: & il avoit eu assez de confiance en son esprit, pour s'ima-

1684. giner qu'il persuaderoit au monde que les Reformez n'avoient
 1686. point été persecutez. Il prouvoit ce paradoxe par trois maximes
 &c. nouvelles, qui si elles étoient veritables, pouvoient suffire à
 demontrer que jamais l'Eglise n'a été persecutée. Il posoit en
 premier lieu que l'idée de la persecution enfermoit necessaire-
 ment la mort; & parce qu'il ne pouvoit nier qu'on n'eût fait souf-
 frir divers supplices à ceux qui tomboient en de certaines contra-
 ventions, il vouloit persuader en second lieu que ces supplices
 n'étoient pas des persecutions, parce que c'étoient des peines à
 quoi les Reformez étoient condamnez comme des rebelles, qui
 violoient les loix de leur Prince. De sorte que, selon lui, on pou-
 voit dire que Daniel n'avoit point été persecuté, quand il fut
 condamné aux lions; parce que cette peine lui fut ordonnée com-
 me à un rebelle, qui en priant Dieu dans sa maison avoit violé
 les defenses de son Roi, qui avoit interdit toute autre priere que
 celles qui lui seroient présentées. Enfin parce que les violences
 que les Reformez avoient souffertes n'étoient connues que par
 leurs plaintes, & ne se trouvoient pas autorisées par d'expresses
 Declarations, il pretendoit qu'elles ne devoient pas être imputées
 à l'autorité suprême; & qu'elles ne devoient pas être prises pour
 des effets d'une persecution publique. On avoit répondu inci-
 demment à ces illusions dans un écrit fait pour justifier la retraite
 des Ministres: mais l'Auteur de celui-ci les attaquoit exprés, &
 traitoit la matiere à fond.

*Ecrits
 touchant
 la retrai-
 te des
 Minis-
 tres.*

Je ne parle point de tous les autres ouvrages qui furent mis en
 lumiere, pour encourager & consoler les Reformez dans leurs
 souffrances; ou pour démeler les sophismes & les artifices des
 Docteurs Catholiques, qui tâchoient de les éblouir & de les sur-
 prendre. Ce detail pourroit me mener trop loin. Il me reste à
 dire seulement qu'à peine les Ministres commencerent à jouir de
 la sûreté de leurs retraites, qu'ils furent attaquez de divers cô-
 tez par le reproche d'avoir abandonné leurs Eglises. Ceux mê-
 me qui les avoient chassés leur faisoient un crime de leur avoir
 obéi; & se prevaloient de cette retraite auprès des Troupeaux,
 pour leur faire oublier leurs anciens Pasteurs, comme des gens
 qui avoient manqué de fidélité & de courage. De la bouche de
 ces ennemis l'accusation passa dans celle de quelques Reformez;
 dont quelques-uns même firent courir quelques lettres au desavan-
 tage

sage des Ministres. Cela fit prendre à quelqu'un d'eux la résolution d'écrire leur apologie. On ne la laissa pas sans réplique : & la réplique, où l'accusation étoit poussée avec un peu de violence, ne demeura pas sans répartie. Mais cette contestation n'étant pas agreable au public, le cours en fut arrêté ; & les Ministres ont joui paisiblement depuis cela des douceurs de leurs asiles, sans oublier néanmoins leurs Troupeaux, dont ils ont vu sortir une grande partie après eux. Cependant comme il demeurait encore en France beaucoup de familles, qui étant revenues à elles-mêmes, après la première violence des Dragons, soupairoient après les consolations qu'elles avoient perduës, & temoignoient un grand desir de revoir quelques Ministres ; il y en eut plusieurs qui rentrèrent en France de divers côtez, & qui allèrent travailler au soulagement de ces consciences oppressées. Je parlerai ailleurs du succès de leur zèle, & du traitement qu'on leur a fait.

Mais ici je remarquerai que la desertion fut grande du côté des peuples. D'abord on arrêtoit tout le monde ; & comme chacun se contentoit de prendre les grandes routes, on y trouvoit les passages si bien gardez, tant d'Archers par tout, tant de Corps de garde, où il falloit rendre compte de ce qu'on étoit, & de ce qu'on vouloit, qu'on étoit contraint de s'en revenir, avant que d'être arrivé à trente lieues de la frontière. On crut que ce premier bouillon de zèle seroit bien-tôt refroidi ; & on n'exécuta la rigueur des Declarations contre personne de ces fugitifs. On se contentoit de les renvoyer chez eux, en les exhortant à se soumettre à la volonté du Roi. Mais les terreurs de la conscience ne laissoient personne en repos. Le mari succomboit aux reproches de sa femme : la femme avoit le cœur percé des plaintes & des soupirs de son mari. La vue des enfans d'un âge tendre qui alloient devenir la proie des *Convertisseurs*, faisoit mourir de douleur les peres & les meres, qui ne croyoient pas pouvoir leur laisser un meilleur heritage que la connoissance de Dieu, & la profession d'une Religion salutaire. Les cultes & les ceremonies de l'Eglise Romaine, qui leur avoient paru tolerables quand ils les regardoient encore de loin, leur paroissoient d'autant plus insupportables, qu'ils entroient plus avant dans leur connoissance ou dans leur pratique. Ils y trouvoient assez de spectacle pour les

1684
1686
&c.

*Etat des
Refor-
mez
conver-
tis.*

1685. yeux ; assez d'amusemens pour les sens, mais rien de propre au
 1686. cœur ; rien qui pût nourrir l'ame & la consoler. Ils y manquoient
 &c. sur tout de la Parole de Dieu, qui pendant qu'ils avoient eu des
 exercices publics avoit fait toutes leurs delices : & si quelques Di-
 recteurs, ou quelques Predicateurs qui ne voulaient pas les re-
 buter, parloient quelquefois de cette Parole avec éloge, & en
 recommandoient la lecture, ils en voyoient d'autres souvent qui
 en parloient avec mepris : ils entendoient des Predicateurs, aux
 Sermons de qui on les forçoit d'assister, qui avoient l'audace de
 de dire que cette Ecriture n'étoit bonne ni pour l'*édification*, ni
 pour l'*instruction*, ni pour la *consolation*. Ce fut la doctrine
 blasphématoire qu'un Jésuite osa prêcher à Paris dans la paroisse
 de St. Severin : doctrine par conséquent non suspecte, puis-qu'on
 n'a jamais soupçonné les Jésuites de ne prêcher pas la doctrine
 Catholique : au lieu que ceux qui parloient de l'Ecriture avec plus
 de retenue étoient desavouez, mal-voulus, suspects de Jansenis-
 me, qui passoit pour une *Hérésie* au moins aussi dangereuse que
 la doctrine Reformée.

*Traduc-
 tion du
 Nouveau
 Testa-
 ment
 horrible-
 ment
 falsifiée.*

Il est vrai que pour s'accommoder en quelque sorte au goût
 du peuple Reformé, il fut trouvé bon de leur donner quelque
 chose qui s'appellât l'Ecriture ; & qu'on fit pour eux une traduc-
 tion nouvelle du Nouveau Testament. On ne leur voulut pas
 donner celle de Veron, qui avoit été trop décriée : ni celle de
 Marolles, qui n'avoit pas eu beaucoup de reputation ; ni celle
 de Mons, qui étoit odieuse aux Jésuites ; ni celle d'Amelotte qui
 contenoit encore des choses dont les *Herétiques* pouvoient abu-
 ser ; quoi qu'on lui eût reproché d'insignes deguisemens de la ve-
 rité. Mais on en fit une exprès, faussée dès le titre, qui l'attri-
 buoit aux Docteurs de Louvain, & si pleine au fond de falsifi-
 cations impudentes, qu'à peine pouvoit-on concevoir que l'es-
 prit humain eût pu atteindre ce degré d'audace, & qu'un Pre-
 lat du premier rang-eût voulu l'autoriser de son nom. Elle pa-
 rut à Bourdeaux en 1686 : chez Jaques Mongiron Millanges,
 Imprimeur du Roi & du College ; avec approbation de deux
 Docteurs, & permission de l'Archevêque dans toutes les formes,
 signée de lui, & contresignée par son Secrétaire. Elle avoit ces
 mots pour titre, *Le Nouveau Testament de nôtre Seigneur JE-
 SUS-CHRIST, traduit de Latin en François par les Theolo-
 giens*

giens de Louvain. On y trouvoit les mots de *pèlerinages* & de *pèlerins*; le mot d'*Hostie*, au lieu d'oblation & de victime: celui de *processions*, & même celui de *Legats*: de sorte qu'il sembloit que dès le tems des Apôtres les choses exprimées par ces mots étoient déjà requës dans la pratique, & dans le langage de l'Eglise. On y avoit même fourré ceux de *Messe* & de *Purgatoire*. On y avoit joint par tout le mot de *Sacrement* à celui de mariage. On y avoit glissé le mot de *peché veniel*. Le recit de l'institution de l'Eucharistie fait par St. Paul au chap. 11. de la premiere Epitre aux Corinthiens, y étoit horriblement défiguré. On y avoit transposé, retranché, ajouté tout ce qui avoit paru propre à faire parler St. Paul en bon Catholique. On y avoit si ingénieusement traduit les premiers versets du 4. chapitre de la premiere Epitre à Timothée, qu'au lieu que les Reformez avoient toujours pretendu que les corruptions de la doctrine chrétienne par l'Eglise Romaine y étoient fort clairement exprimées, ils y voyoient à leur tour Luther & Calvin clairement depeints. Il n'avoit fallu pour faire cette incroyable metamorphose, qu'ajouter le mot de *Romaine* à celui de la *foi*, dont l'Apôtre predict que les faux Docteurs se detourneroient, & faire dire à St. Paul que ces mêmes Docteurs condamneroient le *Sacrement* du mariage, & l'*abstinence* des viandes: au lieu que par le consentement de tous les Interpretes qui ont eu de la pudeur & du savoir, il est certain qu'il y parle de ceux qui defendroient de se marier, & qui commanderoient de s'abstenir de la chair des animaux: ce que les Catholiques tâchoient de tourner contre les Manichéens, comme si l'Apôtre n'avoit eu qu'eux dans la pensée. On peut voir de plus amples remarques sur ce sujet en d'autres Ouvrages. Cela suffit pour faire comprendre quelle Ecriture on vouloit permettre de lire aux nouveaux *Convertis*.

Il parut la même année une édition nouvelle d'un livre, qui avoit été imprimé dès le commencement du siècle par les soins du Curé de St. Nicolas des Champs. La forme du livre étoit Catholique; & on y avoit inséré la *salutation Angelique* ou l'*Ave Maria*, les sept Pseaumes que les Catholiques appellent *Penitentiaux*; un Calendrier à l'usage de l'Eglise Romaine: mais au fond c'étoit un recueil de prieres, de paraphrases, de passages, d'explications, d'instructions à l'usage des Reformez, & on y trouvoit

1685. même leurs prieres Ecclesiastiques. Le Curé avoit donné à cet
 1686. Ouvrage le nom de *Thresor de prieres, oraisons & instructions*
 &c. Ceux qui procurerent la nouvelle édition n'en
 changerent point le titre ; & n'y reformaterent que le langage, dans
 les lieux où il étoit trop éloigné de la pureté moderne. Varet &
 de Riviere, Docteurs de Sorbonne, lui donnerent une approba-
 tion autentique, avec de grands éloges de ce qu'il contenoit ; &
 en suite le Roi donna un privilege à l'Imprimeur. Les Reformez à qui on avoit ôté tous leurs livres, reconnoissant leur doctrine & leurs prieres dans celui-ci, le rechercherent avec soin ; & il s'en fit un fort grand debit en fort peu de tems. Les Catholiques en furent aussi curieux que les autres : mais enfin quelqu'un s'aperçut que ce livre contenoit une doctrine toute Reformée. Alors malgré l'approbation & le privilege, on fit tout ce qu'on put pour le supprimer. On defendoit aux *Convertis* de le lire ; on leur ordonna de l'apporter aux Curez ; on leur en fit peur comme d'un livre qui leur attireroit des affaires, s'ils s'opiniâtroient à le garder. Ainsi en même tems qu'on leur donnoit à lire sous le nom du Nouveau Testament, un livre plein de sacrileges falsifications pour les tromper, on leur defendoit l'usage d'un autre livre, où les Docteurs même de Sorbonne n'avoient rien trouvé qui ne fût tiré *mot à mot de l'Ecriture Sainte, ou composé de ses sentences les plus choisies.*

Retraite
 des peuples, &
 ses gran-
 des diffi-
 cultez.

Tout cela reveilla si fortement le zèle de plusieurs milliers de personnes riches & pauvres, de tout âge, de tous états, qu'ils ne purent demeurer dans cette contrainte. On ne voyoit que desertions. D'une seule vallée de Dauphiné on écrivoit qu'il s'étoit retiré plus de huit cens personnes. Dans le bas Languedoc il y eut en peu de tems des paroisses qui demeurèrent desertes. Les villes même les plus peuplées se virent en moins de rien presque reduites en solitude. A la verité il y eut un grand nombre de malheureux ou trahis par la malice de leurs Guides, ou arrêtés par la vigilance des Gardes. Il n'y avoit ni ville, ni village, ni riviere, ni ruisseau, où il n'y eût des gens preposés pour observer ceux qui passoient. Ils étoient chargez de courir les grands chemins le jour & la nuit, & recompensez à proportion de leurs captures. On avoit mis les armes à la main des païsans, qu'on forçoit à quitter leur travail pour aller garder les passages ; & on les

les engageoit à s'en acquiter exactement, en leur permettant de ^{1685.} voler ceux qu'ils arrêtoient. Ceux qui cherchoient à se sauver ^{1686.} par terre avoient des peines incroyables à surmonter ces obsta- &c. cles, & il leur en coûtoit des sommes immenses. Cela fut causé que le plus grand nombre tâcha de prendre les commoditez de la mer, parce qu'il étoit impossible de garder toutes les côtes. Mais il y avoit des difficultez qui n'étoient gueres moindres que du côté de la terre. On y faisoit une visite si exacte des vaisseaux, qu'il étoit presque impossible de se cacher. On inventa même une composition, qui étant allumée jettoit une fumée empoisonnée : on en fit, dit-on, ou pour mieux dire, on fit semblant d'en faire l'expérience, pour faire craindre aux Reformez d'aller s'enfermer dans des cachettes, où on pouvoit par le moyen de cette maligne vapeur, leur faire respirer une mort certaine. L'infidélité de ceux à qui on étoit obligé de s'abandonner par cette voye étoit fort à craindre ; & en effet presque tous ceux qui traiterent avec des Catholiques Anglois ou Irlandois, eurent le malheur d'être trahis, & y perdirent également leur argent & leur liberté. De sorte que toutes les prisons étoient pleines de gens arrêtez sur les frontieres & sur les côtes ; & que souvent il falloit ou que le Geolier louât des maisons particulieres, pour y mettre ceux qu'on lui donnoit à garder, ou que la Justice des lieux empruntât les prisons du voisinage. On peut juger par un seul exemple, combien dans une étendue de six ou sept cens lieues de côtes ou de frontieres il pouvoit y avoir de gens arrêtez. Là Geoliere de Tournai disoit au commencement de l'année 1687. à plusieurs prisonniers qui ont trouvé depuis le moyen de se sauver par d'autres côtes, qu'elle avoit déjà logé depuis la revocation de l'Edit plus de sept cens personnes, prises lors qu'elles étoient prêtes à sortir du Royaume par les passages des environs. Les Gardes les alloient même prendre quelquefois assez avant dans les terres étrangères ; & ceux qui s'arrêtoient dans quelque auberge à deux ou trois lieues de France, pour y prendre quelque repos, se trouvoient sans y penser entre les mains des soldats François, qui les venoient enlever. Il n'y avoit de sûreté pour eux que dans les villes fermées, où les François n'auroient osé commettre ces violences.

Mais toutes ces difficultez n'empêchoient pas qu'il ne sortît autant

1685.
1686.
&c.
*Moyens
de sortir
par mer.*

tant de gens qu'on en arrêtoit. Du côté de la mer on se cachoit sous des bales de marchandise, sous des monceaux de charbon, dans des tonneaux vuides mélez. parmi d'autres pleins de vin, d'eau de vie, d'huile, d'autres liqueurs, où on n'avoit d'ouverture que la bonde pour respirer. On s'enfermoit dans des trous où on étoit entassé les uns sur les autres, hommes, femmes, enfans; où on ne prenoit d'air qu'à de certaines heures de la nuit; où il n'y avoit que des moyens très-incommodes de suvenir aux necessitez naturelles. Ce qui enfermoit le pot où se rendoient les excremens, servoit aussi de table pour boire & manger. On demouroit dans cette contrainte pour attendre le vent, ou la commodité des visiteurs, huit & quinze jours: & l'ardeur de sortir d'un pais où la conscience étoit trop opprimée, donnoit la force de supporter des incommoditez, qui dans d'autres occasions auroient mis à bout la patience en deux heures. Le silence, l'obscurité, l'air étouffé, la puanteur, tout ce qui pouvoit faire le plus de peine, devenoit aisé pour les personnes les plus delicates, pour les femmes grosses, pour les vieillards, pour les malades, pour les enfans. On a vu souvent des enfans d'un naturel éveillé, remuant, inquiet, sujets à crier pour la moindre chose, demeurer dans ces obscures cachettes aussi long tems que des personnes d'un âge mûr, sans jetter un cri, ni donner une marque d'impatience. On se hasardoit quelquefois dans de simples barques, pour un trajet dont la pensée auroit fait trembler dans un autre tems. Pourveu qu'il se trouvât un Pêcheur qui voulût louer sa peine & sa barque, il se trouvoit toujours des gens prêts à tenter le passage. Le Comte de Marancé, Gentilhomme de basse Normandie, passa la mer lui quarantième, en y comprenant la Comtesse sa femme, dans une barque de sept tonneaux, sans provisions, sans esperance de secours, dans la plus rude saison de l'année. Il y avoit dans la compagnie des femmes grosses & des nourrices. Le passage fut difficile: ils demurerent long tems sur la mer, sans autre secours que d'un peu de neige fondue, dont ils rafraichissoient de tems en tems leur bouche alterée. Les nourrices n'ayant plus de lait, appaisoient leurs enfans en leur mouillant un peu les levres de la même eau. Enfin ils aborderent demi morts aux côtes d'Angleterre, contens de se voir en liberté; & par le secours qu'ils y trouverent leurs forces furent bien-

bien-tôt retablies. On ne craignoit ni les Corsaires, ni les tem-
 pêtes, quoi que la rencontre de ces deux sortes de dangers y soit
 assez ordinaire. En effet des Algeriens prirent dans la Manche
 quelques vaisseaux qui portoient des Refugiez d'Angleterre en
 Hollande: & ces pauvres captifs en évitant la servitude de l'ame,
 tomberent malheureusement dans une servitude corporelle; prêts
 encore à se voir rendus au Consul François qui les reclamoit,
 comme des fugitifs qui desertoient malgré les defenes du Roi son
 maître. Il y eut plusieurs de ces captifs qui ne purent être rache-
 tez qu'après des années de dur esclavage. Les tempêtes cause-
 rent plusieurs naufrages. Il y eut des vaisseaux chargez de ces
 fugitifs, dont on n'a jamais appris de nouvelles. D'autres furent
 jettez sur les côtes de l'Espagne, où les rigueurs de l'Inquisition
 ne les empêcherent pas de trouver plus d'humanité que dans leur
 propre patrie. Les Juges même leur donnoient avis de se faire
 reclamer par les Consuls des nations Protestantes, & se conten-
 toient de se faire payer leur peine pour favoriser leur delivrance.
 Quelques gens s'étant embarquez près de Royan, furent décou-
 verts par ceux qui firent la visite du vaisseau. Quand ils virent
 que ces gens severes ne les vouloient pas relâcher, ils prirent con-
 seil de l'occasion; ils couperent les cables des ancrs, & ayant
 mis à la voile, ils amenerent avec eux leurs Gardes jusques en
 Hollande, d'où ils leur permirent de s'en retourner.

Mais ceux même que le Roi avoit preposez à garder les côtes
 s'apprivoiserent, & trouverent tant d'occasions de faire de grands
 profits en favorisant la sortie des Reformez, qu'ils se laisserent
 enfin aller à les assister, moyennant de grosses recompenses. Des
 Capitaines de certaines fregates legeres, qui avoient ordre de
 croiser sur les vaisseaux qui pourroient porter des fugitifs, en pas-
 serent eux-mêmes un fort grand nombre; & presque dans tous
 les ports les Officiers de l'Amirauté, amorcez par le profit dont
 les Maîtres de vaisseau leur faisoient part, laissoient passer bien
 des gens dont les cachettes n'étoient pas fort malaisées à décou-
 vrir. Aussi pouvoient-ils faire à ce métier des profits considéra-
 bles. Il y a eu des familles qui ont payé pour leur retraite quatre,
 six, huit mille livres. Ce fut la même chose du côté de terre.
 Les Chefs de ceux qui gardoient les chemins & les passages, don-
 noient eux-mêmes des guides pour de l'argent à ceux qu'ils

1685.
1686.
&c.

étoient obligez d'arrêter ; & quelquefois ils en servoient eux-mêmes. Ils faisoient marcher avec eux , comme des Archers , ceux qu'ils vouloient sauver ; & pour leur marquer les passages où ils ne trouveroient point d'obstacle , ils leur commandoient de les aller reconnoître , comme s'ils avoient voulu s'assurer qu'ils étoient soigneusement gardez. Ce commerce demouroit caché , parce que comme ils ne traitoient pas avec tout le monde , ils arrêtoient assez d'autres malheureux dans le grand nombre de ceux qui tâchoient de se sauver , pour donner sujet de croire qu'ils faisoient bien leur devoir. Quelquefois ayant dans leur compagnie des gens qu'ils devoient mettre hors de danger , ils en trouvoient d'autres qu'ils faisoient prisonniers. Ils vendoient leur compassion , mais ils étoient sans miséricorde pour ceux qui n'avoient pas de quoi les payer. En effet il falloit avoir la bourse bonne pour les satisfaire. S'ils se contentoient quelquefois de peu , ils tiroient au moins souvent mille & deux mille livres de ceux qui avoient besoin de leur service : de sorte que plusieurs d'entre eux n'ayant accepté cet emploi , que pour avoir quelque chose à faire qui leur donnât de quoi vivre , se sont trouvez riches de vingt & vingt-cinq mille livres au bout de deux ans. Le Baron d'Yvonne , Gentilhomme originaire de Savoye , mais établi dans le pais de Gex , n'ayant pas de quoi vivre en homme de qualité , se mêla de ce negoce , & partageoit ses profits avec de Paci Gouverneur du Bailliage. Mais ils furent malheureux. Le Baron fut pris par des païsans. Le Gouverneur fut condamné aux Galeres , & ses biens furent confisquez. Ses amis firent commuer la peine des galeres en celle du bannissement ; & d'Yvonne obtint sa grace par l'intercession du Duc de Savoye.

*Artifices
qui ai-
dent à
l'évasion.*

Mais ceux qui ne pouvoient pas se servir de ces avantages , ou faute de connoissance , ou faute d'argent , inventoient mille moyens pour se dérober à la vigilance de tant de Gardes. Les uns contrefaisoient les Catholiques , & marchaient chargez d'Heures & de chapelets , de certificats de Curez , entre lesquels il y en avoit d'officieux qui en donnoient à bon marché ; de tout ce qui pouvoit empêcher qu'on ne les prit pour des fugitifs : & ils excusoient cette lâche feinte , par la pensée que par un seul crime ils se rachetoient d'une longue profession d'hypocrisie , où la violence les auroit contrains de perséverer. Les autres aussi coupables

bles confessoient, quand ils étoient pris, qu'ils étoient Reformez, & se vantant de n'avoir jamais signé, capituloient en prison, & promettoient de se réunir, pourveu qu'on les renvoyât chez eux en liberté : après quoi ils alloient tenter la même fortune d'un autre côté. On en a vu qui ont joué ce misérable jeu quatre ou cinq fois. Quelques-uns s'étant rendus heureusement dans quelque ville frontiere, se mettoient dans l'état le plus propre qu'ils pouvoient, prenoient de beau linge, des habits galans, des souliers bons à marcher sur le marbre, ou dans une sale de parquetage, & une petite canne à la main, passoient au travers des Corps de garde comme des gens qui alloient faire dans un lieu voisin quelque promenade, ou quelque visite. Quelques autres deguisez en Courriers, passoient sans donner le tems de les regarder au visage. L'équipage de Chasseurs servoit à d'autres, & leur voyant un chien couchant devant eux, & un fusil sur l'épaule, on ne pensoit pas à les retenir. Souvent il s'en deguisoit en païsans, qui menant quelque betail devant eux, ou portant même quelque fardeau sous le bras ou sur les épaules, faisoient semblant de se rendre à quelque marché. On en voyoit de deguisez en portefaix, qui rouloient devant eux quelque brouëtte, ou sembloient porter quelque balot de marchandise. Plusieurs ou conduisoient quelque charrette chargée de fumier, ou aidoient à leur guide à porter une civiere, ou en portoient une hotte pleine sur le dos, & alloient, disoient-ils, se rendre dans quelque jardin, hors des lieux où étoient les Corps de garde. D'autres prenoient le nom de quelque soldat qui se rendoit à sa garnison, dans quelque ville des Païs-bas ou de l'Allemagne. Il y en avoit qui se deguisoient en valets, & qui portoient les couleurs. Souvent un gros païsan qui servoit de guide faisoit le Seigneur, marchoit bien monté, couvert de riches habits, & se faisoit traiter magnifiquement, pendant qu'un Gentilhomme suivoit à pied, ou portoit la valise, le servoit à table, mangeoit dans la cuisine, pensoit les chevaux, & couchoit dans l'écurie. Jamais on n'a vu tant de Marchands qui eussent des affaires dans les païs étrangers, & qui étoient appelez à Bruxelles, à Anvers, à Francfort, & dans toutes les villes de commerce, ou par quelque banqueroute de leurs correspondans, ou par quelques affaires de compte : & parce qu'on ne vouloit pas ruiner le negoce,

1687.
1686.
&c.

1685. on ne refusoit point le passage à ceux qui appuyoient leur degui-
 1686. fement de quelque circonstance vraisemblable. Jamais on n'a vu
 &c. un si grand trafic de passeports. Il y avoit des gens qui en avoient
 pour tout le monde. Les Secretaires des Gouverneurs de Pro-
 vinces ou de villes, & ceux des Intendans étoient de bonne com-
 position ; les Commis même des Secretaires d'Etat, quoi qu'ils
 les vendissent plus cher, savoient en expedier pour de l'argent ;
 & il y avoit quelquefois lieu de soupçonner qu'ils faisoient part
 de leurs profits à leurs maîtres. Il y avoit des gens qui en ven-
 doient de contrefaits ; & il se trouvoit des personnes temerares
 qui hasardoient leur vie sur la foi de ces actes. On a vu quel-
 quefois servir un même passeport à diverses personnes, en les
 faisant passer en divers lieux & en divers tems ; & lors que la
 vieillesse de la date les rendoit suspects, on levoit le soupçon par
 quelque somme d'argent, qui éblouissoit les Commissaires. Mais
 quand on ne se pouvoit servir de tous ces expediens, parce qu'on
 n'avoit pas de quoi fournir à tant de dépenses, ou parce qu'on
 avoit à sauver des femmes & des enfans, on prenoit des routes
 écartées & impraticables ; on ne marchoit que la nuit ; on alloit
 passer les rivières à des guais inconnus, ou abandonnez à cause
 de la difficulté des passages ; on passoit les jours dans des bois,
 dans des cavernes, dans des lieux où on avoit à souffrir, selon la
 saison, le serain, la pluye, les neiges, le vent, les brouillards.
 Les plus heureux demeuroient cachez dans quelque grange, sous
 des monceaux de foin ou de paille, jusqu'à ce que l'heure de
 marcher fût arrivée : & comme pour trouver des lieux qui ne fus-
 sent pas gardez, & pour éviter ceux où il y avoit quelque dan-
 ger, il falloit faire de grands detours, on étoit reduit à passer
 plusieurs nuits dans ces incommoditez, quand même on n'avoit
 plus que deux ou trois lieues à faire pour être en sûreté.

*Maniere
 dont les
 femmes
 se sau-
 vent.*

La plupart des lieux où il étoit nécessaire de passer, ne per-
 mettoient pas qu'on y pût mener des chevaux ; & par consequent
 il falloit marcher à pied, dans des chemins rudes, ou dans des
 bouës profondes. Mais les femmes même & les enfans surmon-
 toient ces difficultés avec autant d'affection, que s'ils eussent fait
 un voyage de plaisir. On voyoit des filles & des femmes vieilles
 & jeunes, dont plusieurs n'avoient jamais fait une lieue à pied,
 qui supportoient ces fatigues avec autant de courage, que si elles

y eussent été faites par une longue habitude. Des femmes de qualité, âgées même de soixante & soixante-dix ans, qui n'avoient jamais, pour ainsi dire, mis le pied à terre, que pour marcher dans leurs chambres, ou pour se promener dans une avenue, se rendoient de quatre-vingts & cent lieues à quelque village qu'un guide leur avoit marqué, & continuoient de là leur route sans s'arrêter, jusqu'à l'asile où on avoit promis de les conduire. Des filles de quinze & seize ans de toutes conditions, se hasardoient aux mêmes corvées; & se trouvant dans des pays inconnus, dans des forêts, dans des deserts, à la merci d'hommes d'une mine affreuse, affamez d'argent, maîtres de leur vie & de leur pudeur, craignoient cependant moins leur brutalité, que la rencontre des Gardes, & passoient sans hésiter par tout sous la conduite de ces guides. A la vérité il y en eut que ces malhonnêtes gens volèrent, dépouillèrent, insultèrent, trahirent; mais le plus grand nombre en fut quitte pour son argent, & fut mené dans des lieux de sûreté. Plusieurs se servirent des mêmes artifices que les hommes, & se sauvèrent sous toute sorte de déguisemens. Elles s'habilloient en servantes, en paysannes, en nourrices. Elles traînoient des brouettes; elles portoient du fumier, des hottes & des fardeaux. Elles se defiguroient le visage par des teintures qui leur brunissoient le teint, par des pomma des ou des suc s qui leur faisoient élever la peau, ou qui les faisoient paroître ridées. J'ai déjà parlé d'une Touchard de la Chesnaye, qui passant sous le nom d'une servante Suisse qui lui avoit vendu un passeport, avoit le courage de se frotter tous les matins le visage avec des orties, pour imiter les rougeurs de celui de cette fille qui étoit fort couperosée, & de qui le portrait étoit fait dans son passeport. Il y en eut qui se firent emballer dans des tonneaux. Un grand nombre étoient devenues marchandes, sans avoir jamais fait de négoce; & pour donner plus de couleur à leur voyage, prenoient un habit de veuves qui alloient compter avec les correspondans de leurs maris. Plusieurs se disoient femmes de leurs guides, qui le plus souvent étoient des soldats, qui leur étoient donnez par quelques Officiers de leurs amis; & lors qu'elles avoient quelque beauté, comme il arrivoit ordinairement que malgré leur déguisement, & leur simplicité affectée, elles conservoient l'air d'une meilleure naissance, ou d'une plus

1685. heureuse éducation, elles étoient exposées à souffrir les railleries
 1686. brutales de tous les soldats qu'elles trouvoient sur leur route. On
 &c. les examinoit quelquefois d'une manière si maligne, qu'on faisoit
 extrêmement souffrir leur pudeur ; & il y eut des lieux où les
 Commissaires ne les vouloient laisser passer, qu'après qu'ils les au-
 roient vuës couchées avec leurs pretendus maris dans'un même
 lit. Il est vrai que cette proposition n'étoit faite pour l'ordinaire
 qu'afin de voir la contenance de la personne ; & que quand
 elle repondoit en femme de soldat ou de païsan, on ne portoit
 pas la chose plus loin. Il y eut néanmoins quelques personnes
 d'âge & de qualité, sur tout de la Province de Poitou, à qui la
 brutalité des Commissaires fit souffrir cette rude épreuve. On
 vit plusieurs filles & femmes contrefaire les malades, les muettes,
 les folles. On en vit qui se deguiserent en hommes ; & quelques-
 unes étant trop delicates & trop petites pour passer pour des
 hommes faits, prenoient un habit de laquais, & suivoient à pied
 au travers des bouës un guide à cheval, qui faisoit l'homme d'im-
 portance. Il arriva de ces femmes à Rotterdam dans leur habit
 emprunté, qui se rendirent au pied de la Chaire, avant que d'a-
 voir eu le tems de se mettre dans un état plus modeste, & y
 donnerent publiquement des marques de repentance de leur si-
 gnature forcée.

*Enfans
 tirez du
 Royaume
 en plu-
 sieurs
 manie-
 res.*

- Hommes & femmes se deguiserent en mendiants, & traversè-
 rent les lieux suspects chargez de sales haillons, & demandant
 leur pain de porte en porte. On fit passer de cette manière une
 infinité d'enfans. Des gueux portoient entre leurs bras ceux qui
 ne pouvoient marcher ; & se faisant suivre par cinq ou six autres
 demi nuds, & couverts de crasse, passaient d'autant plus aisé-
 ment, qu'ils faisoient plus de pitié par l'état de leur nombreuse
 famille. Ce qu'il y a de surprenant est que ces enfans même com-
 prenoient si bien l'importance de ce deguisement, qu'ils ne se
 dementoient point ; & qu'encore qu'il y en eût dont les peres
 étoient de bons bourgeois, de riches Marchands, des Gentils-
 hommes à leur aise, ils imitoient si parfaitement leurs guides,
 qu'on auroit dit qu'ils étoient nez & nourris dans la gueuserie.
 On en fit passer d'autres en conduisant des bœufs ou des pour-
 ceaux, en les mettant pour laquais auprès de ceux qui se char-
 geoient de leur conduite, en leur faisant porter des lettres d'un
 lieu

lieu à l'autre; & par mille autres expédiens. Mais l'accident arrivé au fils de Chabanon, Ministre qui s'étoit réfugié à Geneve, 1686. est digne d'être rapporté. Il étoit âgé d'environ treize ans, & &c. s'étant mis en chemin pour aller trouver son pere, il fut pris de la petite verole au milieu de son voyage. Les fâcheux symptômes de cette maladie ne l'arrêterent point. Il ne prenoit de repos qu'au pied de quelque arbre, quand il étoit trop pressé de son mal; & faisant les plus grandes journées que ce triste état lui pouvoit permettre, il ne laissa pas d'arriver où son pere l'attendoit.

Il y eut des personnes qui entreprirent de forcer les passages, *Tentatives pour* si on faisoit mine de les arrêter. Le Marquis du Bordage n'y *sortir les* réussit pas: il fut arrêté par des païsans, quoi qu'il en eût tué un *armes à* qui avoit saisi les rênes d'un de ses chevaux. Après avoir souffert *la main.* quelques semaines de prison, il se racheta par une signature. On le gratifia de quelques dignitez militaires, où jusques là sa Religion l'avoit empêché de parvenir; & il est mort depuis au siege de Philisbourg. Il y eut du côté de Savoye une entreprise qui ne fut pas moins malheureuse. D'Helis Gentilhomme de Trieves en Dauphiné, ayant formé le dessein de se sauver par là en Suisse, prit dans sa compagnie plusieurs personnes de tout sexe & de tout âge; & entre les autres une Demoiselle de la Châtre, fille d'un grand cœur, & digne de grandes louanges, si elle avoit eu assez de constance pour ne se dementir point. Ils furent arrêtez à quatre lieuës de Grenoble. Cette Demoiselle qui étoit à la tête de la troupe, armée, & déguisée en Amasone, avec la fille de ce Gentilhomme, mit la main au pistolet, & terrassa le païsan qui avoit pris la bride de son cheval. Au bruit de ce coup le rocfin sonna, les paroisses s'assemblerent, on se jeta sur cette troupe qui fut maltraitée horriblement, & accablée par le nombre. Cette hardie Demoiselle fut mise hors de combat par plusieurs blessures, & tous furent faits prisonniers. On eut soin de cette fille, qui après sa guérison fut traduite à Grenoble, où on avoit déjà conduit les autres. Elle y fut ébranlée, moins par la crainte de la mort, que par le plaisir d'entendre louer son courage. On lui dit tant de bien d'elle-même; on lui fit paroître tant de pitié de voir perir une personne qui avoit fait une si belle action, & à qui rien ne manquoit pour être une parfaite Heroïne,

1685. & pour meriter l'estime de son Roi, que d'être bonne Catholique, qu'elle se laissa séduire. Elle avoit affronté la mort avec un courage sans peur, mais elle fut vaincue par des flatteries. Mais ce n'est qu'une fausse grandeur d'ame, que de mépriser le danger, & d'être en même tems sensible aux caresses. Il ne sert de rien d'avoir quelque chose qui tient du Heros, quand on ne l'est qu'à demi; & on est mal gardé par le courage, quand on a un autre foible par où on se peut laisser surprendre. On condamna quatre autres personnes de cette troupe à la mort. D'Heis eut la tête tranchée à Grenoble, & souffrit la mort avec une constance admirable. Une rentiere d'un autre Gentilhomme nommé du Collet, qui avoit eu le bonheur de passer lui quinziesme avec toute sa famille au travers des Corps de garde, d'où on lui tira plusieurs coups qui ne blessèrent personne, fut pendue au même lieu. Un autre Gentilhomme nommé la Baume, sans consideration de sa qualité, fut pendu à Mens à sept lieues de Grenoble; & un jeune homme nommé Galean souffrit avec lui le même supplice. Les autres hommes furent condamnez aux galeres, & les femmes & les filles furent mises dans des Couvens. Du côté de Mets une semblable entreprise, conduite par de Varennes Commandant du Regiment du Maine, à qui il se joignit plusieurs Officiers distinguez de Cavalerie & d'Infanterie, réussit un peu plus heureusement. Ils partirent le sixiesme de Decembre 1685. & se rendirent à quatre lieues de Keyfers-lauteren sans avoir fait de mauvaise rencontre. Ils furent decouverts la nuit par la garnison de Hombourg. La Bretesche Gouverneur de cette place étant sorti pour les reconnoitre, les étonna par le commandement qu'il fit à des Dragons de les charger, quoi qu'il n'eût personne avec lui que quelques Officiers sans troupes; les dispersa par cette ruse, & en arrêta quelques-uns avec sept ou huit enfans. Les autres se retirerent; & on n'osa les poursuivre, n'ayant connoissance ni de leur qualité ni de leur nombre. La plupart de ceux qui furent pris se racheterent de la prison en se faisant Catholiques, & une fille qui le refusa fut mise dans un Couvent. Vernicourt Conseiller au Parlement de Mets ayant signé à Hombourg, fut relâché par la Bretesche sur sa parole, à condition d'aller avec un Officier de la garnison chercher six filles qu'il avoit, & qui étoient arrivées à Francfort où elles attendoient leur pere: mais

mais après avoir en vain essayé de les réduire par persuasions, 1685, promesses, menaces; il trouva plus à propos de les imiter, que 1686. de tenir une parole extorquée par une force majeure, & il se &c. rendit à Cassel avec ses filles.

De toutes ces manieres il sortoit tant de monde par tous les cô- ^{Retraite}tez du Royaume, qu'à peine peut-on le croire, & qu'il semble ^{des Offi-}qu'il y a de l'exaggeration dans les relations qui en expriment le ^{ciers &}nombre. Il y en a qui portent qu'au mois d'Août 1687. il étoit ^{des}arrivé en Suisse six mille six cens François fugitifs; & cinq mille cinq cens autres au mois de Septembre suivant. Il en passoit à Geneve quelquefois douze ou treize cens dans une semaine, & quelquefois plus de deux cens en un jour. De tous les autres côtez la desertion étoit à proportion égale; & on ne voyoit sur les côtes d'Angleterre & des Provinces Unies que vaisseaux pleins de Reformez; comme d'ailleurs on en voyoit arriver dans toutes les villes des Pais-bas & de l'Allemagne. On comptoit entre ces fugitifs beaucoup de Gentilshommes de marque; beaucoup de Marchands à leur aise; beaucoup d'artisans: & s'il y avoit des pauvres, ou des gens qui n'avoient pas eu le tems de recueillir quelque chose de leur bien, on en voyoit un grand nombre qui apportoitent ou de grosses sommes d'argent, ou de bonnes lettres de change, ou des meubles & des marchandises. Mais ce qui rendoit la desertion plus considerable, étoit le nombre des Officiers qui abandonnoient le service de France; & venoient chercher de quoi vivre dans la compassion des étrangers. Le nombre en étoit si grand, que toutes les Cours de l'Europe en étoient remplies; & il s'en trouvoit parmi eux d'une grande experience & d'un grand merite, que leur Religion avoit empêché depuis long tems de parvenir à de plus hautes dignitez. Plusieurs d'entre eux ayant eu la complaisance de se réunir pour éviter d'être cassez, aimèrent mieux perdre leurs biens & le fruit des belles promesses qu'on leur avoit faites, que de perséverer dans cet état où leur conscience étoit cruellement déchirée: & connoissant mieux la Religion Romaine, qu'ils n'avoient vuë jusques là que sous les deguisemens dont ses Docteurs tâchoient de la couvrir, ils ne trouvoient rien en elle dont ils pussent s'accommoder. Mais plusieurs autres n'ayant jamais eu la foiblesse de signer un acte de réunion, & s'étant laissez depouiller de leurs emplois, ou ayant

1685. prevenu l'effet des menaces qu'on leur avoit déjà faites, venoient
 1686. se jeter entre les bras des étrangers, avec la seule recommanda-
 &c. tion de leur mérite & de leur zèle. Beaucoup de jeune Noblesse
 qui étoit destinée aux armes, & dont plusieurs avoient été dans
 les Academies qu'on avoit dressées en diverses villes des frontie-
 res, pour les former à cette profession, prirent aussi le party de
 la retraite; & il s'en trouva un assez grand nombre pour en for-
 mer des Compagnies dans le Brandebourg, & dans les Provin-
 ces Unies.

*Accueil
 fait par
 les étran-
 gers aux
 fugitifs.*

Avant que de parler de l'effet que ces desertions causoient en
 France, il est juste de rendre temoignage à la liberalité des étran-
 gers, qui reçurent les fugitifs de toutes les conditions avec des
 bontez dignes d'un éternel souvenir. Les Suisses qui étoient par-
 ticulierement chargez du passage de ces familles affligées, ne lais-
 soient passer personne qui eût besoin de secours, sans lui en don-
 ner de considerables : & ils fournissoient même des pensions as-
 sez fortes, à ceux qui s'arrêtoient dans leur país. La louange
 de ces liberalitez retentissoit dans toute l'Europe par la bouche
 de ceux qui les avoient ressenties : & on leur entendoit conter
 avec plaisir comment on étoit allé au devant d'eux ; avec quel
 ordre on s'informoit de leur nombre, de leurs qualitez, de
 leurs besoins, aussi-tôt qu'on savoit leur arrivée; comment on les
 logeoit, on les habilloit, on les nourrissoit; on les pourvoyoit
 de tout ce qui leur étoit nécessaire. Il sembloit à voir quelles
 sommes on employoit à les soulager, que les Communautés
 du país avoient eu des tresors de reserve pour de semblables
 occasions. Jamais il n'a paru plus évidemment que la chari-
 té à toujours des richesses de reste ; & qu'elle puise dans une
 source qui ne tarit point. Plus on donnoit, plus il sembloit qu'on
 avoit encore à donner. La ville de Geneve n'eut pas moins de
 bonne volonté que ses alliez ; & elle vit en peu de mois pres-
 que doubler le nombre de ses habitans. Mais pour se garder des
 menaces de la France, qui cherchoit ouvertement des pretextes
 de l'opprimer, & pour ne lui donner pas les sujets de rompre
 qu'elle desiroit, elle fut contrainte de faire sortir tous ceux qui
 s'étoient refugiez dans son sein, & de les envoyer dans d'autres
 retraites. Les Lutheriens ne furent pas tous rigides. Le Marquis
 de Bareith permit à beaucoup de gens de s'établir dans ses Etats,
 &c

& d'y fonder même des Eglises , des Ecoles , des Hôpitaux. Il 1685.
s'en retira un grand nombre dans les terres des Princes de la Mai- 1686.
son de Lunebourg. La Hesse fut l'asile de plusieurs milliers de &c.
malheureux ; mais le Brandebourg en logea un bien plus grand
nombre. L'Electeur publia un Edit le vingt-neuvième d'Octo-
bre 1685. c'est-à-dire aussi-tôt qu'il put savoir la revocation de ce-
lui de Nantes , par lequel il invitoit ceux que l'oppression chas-
soit de leur país à se retirer dans le sien , & leur accordoit de
considerables privileges. Mais cet Edit ne fut pas comme ceux
qu'on ne donné que pour la forme. Il fut réellement executé.
On donna aux Refugiez des Eglises , des demeures , des moyens
de gagner leur vie , des pensions. On les distribua par colo-
nies. On leur donna des Ministres & des Juges de leur langue.
On leur fit de ce país étranger une nouvelle patrie , où la libe-
ralité du Prince pourvut à tous leur besoins ; & leur fait encore
aujourd'hui respirer l'air d'une douce liberté, dont-il y avoit long
tems qu'ils avoient perdu l'usage. Comme c'est là un des évène-
mens les plus memorables du siècle , & où reluit le plus glorieu-
sement la vertu de l'Electeur qui fit ces établissemens , & de son
auguste Successeur qui les entretient, Ancillon, fils d'un celebre
Ministre de Mets , & l'un de ceux qui avoit eu part à la benefi-
cence de ces Princes , qui l'ont élevé à de considerables emplois ,
aussi bien que d'autres personnes de son nom & de sa famille ,
en a fort agreablement écrit l'histoire : & dressé par là un mo-
nument de leur zélé & de leur charité , aussi bien que de la juste
reconnoissance de ceux qui l'ont éprouvée. La Reine de Dane-
mark , Princesse comparable par ses grandes vertus à toutes cel-
les qui ont été les plus celebres dans l'Histoire , fit aussi un ac-
cueil tendre & charitable à ceux qui allerent se jeter entre ses
bras , & elle a jusqu'à present maintenu par sa beneficence & par
sa pieté une Eglise assez nombreuse , qu'elle a pourvuë de Pa-
stEURS d'un grand merite. Les Provinces Unies s'élargirent en
liberalitez qu'on ne sauroit decrire par des termes assez forts.
L'Etat fit des fonds pour un nombre incroyable de pensions, qui
furent distribuées aux Officiers , aux Gentilshommes , aux Mini-
stres. Il accorda des exemptions à plusieurs maisons établies pour
la retraite des filles & des femmes de qualité. Il donna de gros-
ses sommes pour les appliquer à la subsistance des familles pau-
vres.

*Etablis-
sement
des Refu-
giez dans
le Bran-
debourg.*

*Dans le
Dane-
mark.*

*Dans les
Provin-
ces Unies.*

1685. vres. Les villes ordonnerent des collectes qui produisirent des
 1686. sommes immenses : & chacune s'y conduisant selon la prudence
 &c. particuliere de son gouvernement, toutes ensemble concoururent
 au soulagement des malheureux. Les particuliers imiterent le public, & chacun donna des marques de sa compassion & de son zélé, à proportion de ses commoditez & de ses forces. Le Prince d'Orange anima tous ces Corps par ses inspirations & par son exemple, & ne s'est point dementi depuis que la Providence lui a mis trois Couronnes sur la tête. La Princesse son épouse, grande dans la vie privée ; grande sur le trône ; également sensible dans toutes les conditions aux tendresses de la compassion chrétienne, fit dès le commencement, & a continué jusques à la fin des charitez qui passent tout creance : & les fit presque toujours avec cette precaution tout évangélique, d'en garder le secret pour elle seule, & pour Dieu qui voit toutes choses. Le Prince de Frise fit de son côté de grands biens à ceux qui se refugierent dans les Provinces de son gouvernement. On vit par tout se former plusieurs Eglises nouvelles, bâtir de nouveaux Temples, aggrandir les anciens, établir des manufactures. La Compagnie même des Indes Orientales transporta dans les Colonies qui dependent d'elle ceux qui voulurent prendre ce party, leur fit des avances, leur accorda des privileges. En Angleterre, quoi que le Roi Jaques eût conjuré avec le Roi de France la ruine de la Religion Reformée, on ne laissa pas de recevoir les Refugiez avec de grandes demonstrations de pitié. On fit des collectes très-considerables en leur faveur ; & on leur donna des secours en arrivant qui firent esperer à la plupart, qu'ils seroient plus heureux à l'avenir, & plus riches qu'ils n'avoient jamais été. Mais à dire le vrai on faisoit les distributions de ces grosses sommes avec si peu de menage, qu'on les pouvoit appeller des dissipations plutôt que des charitez ; & qu'il n'étoit pas malaisé de s'apercevoir que quelques inspirations superieures abusoient des bonnes intentions des particuliers, & en corrompoient le fruit. Mais au moins les Anglois s'y porterent avec une liberalité digne de leurs richesses ; & ceux qui craignant le degât des charitez generales y contribuerent peu de chose, y suppléerent abondamment par des aumônes particulieres.

En Angleterre.

Rien de tout cela n'étoit ignoré en France. Les Ambassadeurs

en

en donnoient des avis fideles: & souvent ils affectoient de par- 1684.
 ler à ceux qui arrivoient dans les lieux de leur residence, & de 1686.
 leur faire des civilitez, des offres, des promesses, des remon- &c.
 trances, pour tâcher de les renvoyer. Souvent ils leur faisoient *inutiles*
 peur d'être mal reçus chez les étrangers; & leur predisoient un *precau-*
 prompt repentir d'avoir abandonné leur patrie. Mais quelque *tions de*
 fois il trouvoient des gens dont les reponses fermes & modestes *la France*
 ne laissoient pas de les deconcerter. Le Conseil étoit de son côté *pour em-*
 té bien empêché à trouver les moyens d'extenuer ces desertions, *pecher*
 & à les faire passer pour peu de chose: & quand sur dix mille *les deser-*
 Refugiez il en revenoit un, quel'inconstance reprochée aux Fran-
 çois par les étrangers, comme un vice de la nation, ramenoit
 chez lui, ou quelque jeune Officier qui jugeoit trop favorable-
 ment de son propre merite, & qui s'étonnoit qu'on ne lui eût
 pas donné les premiers emplois dès le lendemain de son arrivée;
 il en faisoit autant de bruit, que si tous les Refugiez fussent re-
 venus se jeter aux pieds du Roi, & implorer sa clemence. Il tâ-
 choit par là d'arrêter ceux qui étoient prêts à partir; & de leur
 persuader qu'ils étoient revenus par pure necessité. Il envoyoit
 même des gens exprès, avec charge de revenir, & de faire des
 relations de l'état des Refugiez capables de refroidir l'ardeur des
 autres. Il ordonnoit à ces émissaires de n'oublier rien pour ra-
 mener quelques veritables Refugiez avec eux, afin d'avoir plus
 de temoins qui donnassent de la vraisemblance à ces rapports.
 D'ailleurs aussi-tôt qu'il avoit decouvert quelque porte par où les
 Reformez pouvoient sortir, il cherchoit des expediens pour la
 leur boucher. Un des pretextes les plus communs étoit celui des
 pelerinages. On n'avoit jamais tant vu de vœux à rendre. Il y
 avoit près de deux siecles que les Nôtre-Dames de Lieffe où de
 Hau n'avoient eu tant de devots & de devotes. Celles de Lo-
 rette & de Mont-Serrat, & St. Jaques en Galice n'avoient pas
 reçu tant de visites de Pelerins il y avoit plus de cent ans. On
 reconnoit facilement qu'il y avoit de la fraude cachée sous ces de-
 votions: & non content des precautions qui avoient été prises
 par une Declaration du mois d'Août 1671. qui assujettissoit les *CCXIV.*
 Pelerins à prendre des permissions de leur Evêque, & du premier
 Juge de leur Bailliage, à peine du carcan, du fouët ou des ga-
 leres; on en donna une autre dès le septième de Janvier 1686.

1685. qui ordonnoit de prendre une permission du Roi même, signée
 1686. d'un Secrétaire d'Etat, sur l'attestation de l'Evêque. Le septième
 &c. de Mai on en publia une autre qui deguisoit le mal d'une fa-
 ccxv. çon assez grossière; & qui n'accusant que *quelques-uns* de sortir
 du Royaume malgré les défenses, les renouvelloit néanmoins d'une
 manière à persuader, qu'il en échappoit plus qu'on ne le vouloit
 laisser croire. Elle condamnoit & ceux qui sortiroient, & ceux
 qui favoriseroient leur évasion aux galères perpétuelles si c'étoient
 des hommes, & à être rasées & recluses dans les Couvens pour
 le reste de leurs jours, avec confiscation de leurs biens, si c'étoient
 des femmes. Le vingt-huitième de Juin sous prétexte de favo-
 riser les étrangers, on donna un arrêt qui les exemptoit de pren-
 dre des passeports: mais le véritable motif étoit d'empêcher qu'ils
 n'accommodassent les François de leurs passeports, comme cela
 étoit ordinaire. Le sixième du mois d'Août il y eut une Décla-
 ration qui privoit les pères & tuteurs absens de tout le reste de
 leur pouvoir, sur les enfans ou pupilles qu'ils avoient laissés en
 France, & permettoit à ces jeunes gens, à de certaines conditions
 de bienfaisance, de contracter mariage sans attendre ni demander
 leur consentement. On croyoit cela fort efficace pour empêcher
 ceux qui étoient encore en France d'abandonner leurs familles,
 ou pour y faire revenir les autres, à cause de la jalousie que
 les pères ont de leur autorité, quand il s'agit du mariage de leurs
 enfans.

*Condam-
 nations
 aux ga-
 lères.* Cependant tout étoit plein de prisonniers qu'on arrêtoit de
 toutes parts; & on étoit fort empêché de ce qu'on en devoit fai-
 re. Il y en avoit trop pour les punir. Quand il n'y auroit pas
 eu de la cruauté dans le supplice de tant de milliers d'hommes &
 de femmes, il n'y auroit pas eu de prudence à faire un si grand
 éclat. On pouvoit aussi tôt jeter l'horreur dans les esprits par
 tant de sévérité, que d'y faire naître la crainte. On pouvoit ex-
 citer à la pitié les honnêtes gens Catholiques, & mettre deux cens
 mille Reformez capables de porter les armes au désespoir. Il étoit
 dangereux de faire voir si à decouvert quel préjudice la revoca-
 tion de l'Edit portoit à l'Etat; & combien les mesures de ce Con-
 seil, à qui jusques là rien n'avoit paru impossible, étoient courtes
 & fausses à l'égard des Reformez. Mais on s'avisa de trois cho-
 ses pour arrêter ce torrent impétueux de désertions. La première

re fut d'exécuter en effet les condamnations de galeres, même 1685. contre des personnes distinguées, afin que personne n'eût lieu 1686. d'espérer d'en être exempt. En effet on envoya tant de gens con- &c. damnez à cette peine à Aiguemortes, à Marseille, à Toulon, qu'on ne savoit où les mettre. On n'avoit égard ni à la santé, ni à l'âge, ni à la qualité. Il y eut plusieurs Gentilshommes de Poirou & d'ailleurs qui subirent cette peine. Un Gentilhomme du nom & armes d'Appelvoisin, Maison assez connue en France, y fut condamné. J'ai parlé ailleurs du Baron de Mombeton qui fut arrêté à Bourdeaux, & jugé par un même arrêt avec deux autres Nobles, & quelques bourgeois ou Marchans. Lendrinthon Maître du vaisseau Anglois où on les avoit surpris fut condamné avec eux. Le même Parlement fit pendre Pierre Gache, accusé d'être revenu d'Angleterre pour debaucher d'autres François, & les obliger à deserter: & il fit raser & enfermer plusieurs femmes de la même compagnie. Le Roi Jaques souffrit si patiemment cette injure faite à un de ses sujets, qu'il étoit aisé de soupçonner qu'il étoit de l'intelligence. Le Fevre Avocat de Chatelchinson fut envoyé aux galeres d'un autre côté, & même contraint de servir. C'étoit un jeune homme de très-bonne famille, & d'un grand mérite. Louis de Marolles, Avocat de Ste. Menchout, homme d'une constance, d'une piété, d'une douceur exemplaires y fut aussi condamné: & ce fut le premier de tous contre qui le Parlement de Paris, qui ne se portoit qu'à regret à ces cruautés, executa la rigueur des Declarations. Après une prison de plusieurs années, il est enfin mort à Marseille, sans qu'on en ait jamais tiré de service. Aussi n'étoit-il ni d'un âge, ni d'une force à supporter cette fatigue. On en fit partir de Mets cinquante & un tout à une fois: & entre ceux-là il en mourut quatre ou cinq sous la pesanteur de leurs chaînes, avant que d'avoir fait demi journée. On en fit une affaire criminelle aux Reformez, qu'on accusa de les avoir empoisonnez, sous le pretexte de leur donner quelques rafraichissemens, ou en infectant leurs chaînes de quelque poison extraordinairement present. Ainsi les Catholiques esperoient cacher la honte qu'ils avoient de leur cruauté, sous le voile d'une calomnie. Mais on mettoit à la chaîne des gens si âgés & si infirmes, qu'il ne faut pas s'étonner qu'il en mourût plusieurs, qui ne pouvoient supporter cette fatigue. D'ailleurs
le

le traitement qu'on fait aux condamnés dans les prisons, peut épuiser aisément les forces des plus robustes. On y mettoit des vieillards de soixante & dix & de soixante & quinze ans; comme Changuion de Vassy, & Jean Chemet, qui outre l'âge de soixante neuf ans étoit rompu & asthmatique; infirmités qui par les loix même doivent exempter des galères. Ils moururent tous deux en arrivant à Marseille. Jean Varnier de Vitri mourut de même accablé de ses fers, & de la fatigue du chemin. Entre ceux qui moururent en partant de Mets non seulement il y avoit un vieillard, qui faisoit le metier d'Armurier, mais il y avoit un aveugle, & un autre malheureux qui étoit sourd & muet. La fureur des Juges étoit si grande que rien ne pouvoit leur faire pitié.

*Traitemens fait
à ceux
qu'on y
condui-
soit.*

On voyoit de tous les côtez du Royaume ces misérables condamnés marcher à grosses troupes, portant à leur cou de pesantes chaînes, qu'on leur donnoit toujours les plus incommodés qu'on pouvoit trouver: & plusieurs en ont traîné qui pesoient plus de cinquante livres. Quelquefois on les mettoit sur des charrettes avec les fers aux pieds, & leurs chaînes attachées aux pieces de cette voiture. On leur faisoit faire de longues traites; & quand ils tomboient de lassitude, on les relevoit à coups de bâton. Le pain qu'on leur faisoit manger étoit grossier & malsain: & l'avarice de leurs conducteurs, accoutumés à mettre dans leur bourse la moitié de ce qu'on leur donne pour cette conduite, ne permettoit pas de leur en donner autant qu'il leur en falloit pour vivre. En arrivant on les logeoit dans les prisons les plus sales, ou quand il n'y en avoit point, on les mettoit dans des granges, où ils couchoient sur la terre, sans couverture, sans être soulagés du poids de leurs chaînes. Parmi toutes ces incommodités ils avoient encore le déplaisir de se voir accouplés avec des voleurs, des gens qui n'avoient pas été condamnés à la rouë, parce qu'on vouloit profiter de leur supplice, & rendre leur peine utile à l'Etat. Souvent dans les lieux où ils passaient ils tiroient des larmes des yeux de tout le monde: & il n'y avoit point de cœur si barbare, qui ne fût touché de leur modestie & de leur constance. Voir des gens d'honneur, qu'on ne pouvoit accuser que d'aimer leur Religion plus que toutes choses, & de ne reconnoître point le pouvoir des hommes, dans une affaire où ils étoient persuadés qu'il s'agissoit des droits de Dieu; les voir, dis-je, con-

confondus avec des brigands, des meurtriers, des scelerats, sans 1685.
 murmurer de leur misère, sans invectiver contre leurs bourreaux, 1686.
 sans perdre courage, même en perdant la force & la vie: se for- &c.
 tifiant les uns les autres par de tendres exhortations; se consolant
 eux mêmes par de pieux entretiens; n'ouvrant la bouche que pour
 prier Dieu: c'étoit une vuë qui ne pouvoit manquer de toucher
 les ames encore sensibles à quelque pitié. Ce spectacle faisoit ou-
 blier aux Catholiques même les plus devots les maximes de leurs
 Canons, qui ne veulent pas qu'on regarde les *Heretiques* com-
 me des hommes; & souvent ils murmuroient de ces cruautéz,
 pendant que ceux même qui les souffroient n'en murmuroient
 pas. Il n'y avoit que les chefs de la persécution que rien ne pou-
 voit amollir, & qui condamnoient les exécuteurs de leurs or-
 dres inhumains à revêtir l'esprit de leur barbarie, & à se former
 sur l'exemple de leur fureur. On affectoit de faire passer ces per-
 sonnes enchainées devant les prisons où il y en avoit d'autres,
 qui étant arrêtez pour la même cause devoient s'attendre à la
 même peine: & pour leur en faire plus d'horreur, on mal-trai-
 toit ces pauvres gens à leur vuë. Mais il en arrivoit tout au-
 tre chose que ce qu'on s'étoit figuré. Les prisonniers exhortoient
 les condamnés à ne perdre point courage, & à leur donner
 l'exemple d'une persévérance à toute épreuve. Les condam-
 nés leur donnoient des bénédictions, se recommandoient à
 leurs prières, les avertissoient de profiter de leur exemple, &
 de soutenir avec eux le même combat: les assurant que sous le
 poids de leurs fers, lors même que le corps accablé succomboit
 à ce fardeau, ils sentoient interieurement leurs forces renouvel-
 lées par des consolations & des rafraichissemens qui ne se pou-
 voient exprimer. Ils s'entre-disoient des passages de l'Ecritu-
 re convenables à leur état: & se remettoient reciproquement
 devant les yeux les grandes esperances que JESUS-CHRIST don-
 ne à ses fideles disciples. Cependant tout étoit si plein à Mar-
 seille de gens condamnés aux galeres, qu'on étoit obligé de les
 disperser dans les prisons des lieux voisins, où on les entassoit
 les uns sur les autres, dans des lieux étroits & sans air, où ils
 n'avoient pas d'espace pour se coucher, & où dans le tems des
 chaleurs ils avoient de la peine à respirer. On écrivoit de Mar-
 seille dès le mois de Juin 1686. qu'il y avoit déjà plus de six cens

1685. Reformez arrivez ; & qu'il en arrivoit tous les jours. Il est vrai
 1686. qu'il s'en falloit beaucoup qu'on ne les fit tous servir , parce qu'il
 &c. y en avoit plus des trois quarts qui en étoient absolument incapables, ou par leur âge, ou par leur foiblesse. Mais ce fut bien autre chose quand les nouveaux convertis du bas Languedoc & des Cévennes commencèrent à desserter. Ils avoient été plus long tems que ceux des autres Provinces à revenir à eux-mêmes : mais ils se reveillèrent tout d'un coup ; & un même esprit de repentance les saisit avec tant de force, que tout le monde vouloit quitter. Il sembloit à voir le débordement de ce nouveau torrent, qu'il ne demeureroit personne dans la Province. Il y en eut une infinité d'arrêtez, qui furent jugéz à toute rigueur. On écrivoit de Nîmes que deux fois le mois on y jugeoit les causes de cette nature, & qu'on y voyoit une multitude incroyable de gens condamnés à la peine des galeres. En un mot il y en avoit tant, qu'on n'osoit les faire tous servir ; ni mettre les galeres à la discretion de tant de malheureux, à qui l'occasion pouvoit donner le courage de tout entreprendre. Le desespoir fait des armes de tout : & quelquefois la chaîne d'un Forçat lui a servi à se vanger des cruautés de son Comite. On aimoit mieux les disperfer dans des prisons, où on les faisoit perir par mille mauvais traitemens. Il ne faut pas oublier que sous le poids de leurs chaînes, ces personnes affligées écrivoient des lettres capables d'attendrir les cœurs les plus durs ; non pas tant par la description de leurs souffrances, que par les vives expressions de leur piété & de leur courage. On ne peut rien voir de plus touchant que leurs consolations, & que les marques sensibles de la tranquillité de leur esprit au milieu de tant de tourmens, dont les corps les plus robustes pouvoient être accablez. J'en dis autant de ceux qu'on portoit dans un autre monde, & des prisonniers de toutes les conditions. La simplicité même des moins éclairés avoit quelque chose de noble : & comme la plupart n'avoient rien appris que dans l'école de la piété, il étoit aisé de voir par cet exemple qu'elle l'emporte sur tous les Maîtres de l'éloquence. J'ai tant vu de ces lettres, toutes belles, fortes, pleines des mouvemens d'une dévotion solide & d'un véritable zèle, qu'on en pourroit faire un gros volume. Cependant parce que toutes ces rigueurs n'empêchoient pas que d'autres gens ne sortissent à milliers, on voulut faire peur aux

Gui-

Guides par une peine nouvelle: & par une Declaration du douzième d'Octobre 1687. on commua la peine des galeres en celle de mort, pour ceux qui auroient directement ou indirectement contribué à la retraite des Reformez. On faisoit une recherche exacte des Guides: mais les Reformez leur gardoient le secret si fidelement, qu'il étoit presque impossible de les decouvrir. On en surprit néanmoins quelques-uns, qui furent executez: mais ceux qui étoient Reformez se rachetoient quelquefois de la mort, en changeant de Religion, & faisant des fonctions de bons Catholiques; après quoi ils reprenoient une autre route, & recommençoient leur premier metier. Quelques-uns croyant expier ces profanes inegalitez par le secours qu'ils donnoient à tant de familles opprimées, se sont rachetez quatre & cinq fois du supplice par de semblables artifices: jusques à ce qu'enfin les Eglises étrangères qui en eurent connoissance, firent connoître qu'elles ne pouvoient tolerer un pareil abus de la Religion.

Une seconde chose dont on s'avisa pour lasser la patience de ceux qui étoient inébranlables, & pour éteindre le zèle des deserteurs, fut de les confiner dans des prisons aussi cruelles que les galeres. Cela fut pratiqué dans tout le Royaume; où on retint un grand nombre de personnes, après les avoir condamnées; & où rien de ce qui pouvoit les faire perir d'une maniere lente & ennuyeuse ne fut oublié. On s'étoit avisé principalement d'une mechanceté incroyable, pour rendre ces prisons mortelles. On y jettoit des ventres de mouton, qu'on y laissoit pourrir, & qui jettoient une odeur insupportable. Cette invention étoit due aux Dragons qui avoient exercé leur Mission dans le Dauphiné, qui appelloient cela *jetter des bombes*; & n'y avoient recours que quand ils ne gaignoient rien par mille autres violences. Ce fut par ces noires malices; & d'autres semblables, qu'on fit mourir plusieurs malheureux. Un nommé Meusac mourut de faim dans les prisons d'Agen. La Veuve Vaqué du lieu de St. Justin mourut à Daqs dans un cachot, où on dit qu'il s'engendroit des serpens: & de tous côtéz il en perit un grand nombre par ces cruautés secretes. La Tour de Constance à Aiguemortes étoit une des prisons où on traitoit le plus mal ceux qui étoient condamnés; & comme on parloit par tout de la maniere infernale dont on y tourmentoit les prisonniers, on les y envoyoit de toutes

1685.
1686.
&c.

*Tour de
Constance
de la Reine.*

1685. parts, pour leur faire plus de peur de cette cruelle condition.
 1686. Cette prison avoit comme trois appartemens; la chambre haute;
 &c. la chambre basse; & les cachots de la Tour de la Reine. La chaleur étouffoit dans la chambre haute; l'humidité étoit mortelle dans la chambre basse; la noirceur & le froid des cachots faisoit horreur. Tous ces lieux étoient également incommodés par l'ordure, la vermine, le mauvais air qu'on y respiroit: ce qui étant joint à la mauvaise nourriture, y faisoit mourir beaucoup de monde; & jettoit au moins dans de dangereuses maladies ceux qui étoient assez robustes pour n'en mourir point. Depuis le vingt-deuxième de Juin jusqu'au treizième de Decembre 1686. il en mourut seize: entre lesquels Hannibal de Gabriac du Cros de Ferriere, nommé *noble* dans les memoires, fut un des premiers; & le dernier fut Jean Rabinol de Sinsens, à qui un soldat avoit tiré un coup de mousquet par une crevasse de la muraille, parce qu'il lui avoit entendu chanter un Pseaume. On mettoit néanmoins de très-honnêtes gens dans cette affreuse prison. Il s'y trouvoit tout à la fois à la fin de l'année 1686. Jaques Fouquet de Boishebard, & Scipion Verdier, Sevenols; de Matthieu de Montrame, Avocat au Parlement de Bourdeaux; Esaïe Daudé de la ville d'Alais; L'Erpinier de Saumur, & Quillet d'Alençon, Etudiants en Theologie; Jean Videt Marchand de Briançon; Roubaud qui avoit été Diacre à St. Gilles, & un grand nombre d'autres. Il y avoit aussi alors dans les cachots de la Tour de la Reine Du Cros, Avocat au Presidial de Nîmes; de Serres, bourgeois de Mompellier; Paris de Valons en Vivarais, & quelques autres. Quelque étroite que fût cette odieuse prison, il y eut trois hommes qui percerent leurs cachots; & qui échaperent à la vigilance des sentinelles, environ le quinzième d'Octobre de la même année. L'un d'eux s'étant rompu les jambes en tombant de haut, ses compagnons eurent le courage de ne l'abandonner pas, quoi qu'il les exhortât genereusement à le laisser entre les mains de la Providence: & ils furent si heureux qu'ils le conduisirent en sûreté.

Hôpital
des Forçats à
Marseille.
L'Hôpital des Forçats à Marseille n'étoit pas plus commode, ni plus agreable pour les prisonniers; & il n'y a rien de plus triste que la peinture du traitement qu'on y faisoit à ceux qu'on y avoit confinez. Ceux qui avoient résisté aux incommoditez de la prison d'Aiguemortes, achevoient souvent de mourir aussi-tôt qu'ils étoient

étoient arrivez dans cette prison nouvelle ; & plusieurs qu'on y avoit 1685.
 transferez à dessein de les embarquer pour l'Amerique, y trouverent 1686.
 presque en arrivant une mort qui les mit à couvert de la servitude. &c.
 Un homme qui s'étoit trouvé à une Assemblée dans les Cevennes,
 ayant été condamné aux galeres, fut mis malade dans cet Hôpi-
 tal. Il résista courageusement au Prêtre qui étoit chargé de le tour-
 menter : & ce Prêtre offensé de sa constance défendit de lui donner
 à manger. On le laissa deux jours sans nourriture, & on le fit pe-
 rir de faim, comme si pour mourir il n'avoit pas eu assez de sa ma-
 ladie. Mais toutes les horreurs de ces prisons doivent céder à ^{Hôpital}
 celles de l'Hôpital general de Valence. L'administration en avoit ^{de Va-}
 été donnée à un scelerat nommé vulgairement *la Rapine* : mais ^{lence.}
 que ceux qui s'étoient informez de lui nomment plus correctement
d'Herapine, ou *d'Herpine*. Ce nom au fond n'étoit pas le sien,
 on tient qu'il s'appelloit Guischard : mais il avoit affecté de se ca-
 cher avec tant de soin, qu'on n'a pu rien apprendre de certain
 de son origine. On ne peut assurer avec certitude s'il étoit Fran-
 çois ou Italien. Tout ce qu'on a pu en decouvrir de moins dou-
 teux, est qu'il avoit été de la Musique du Duc d'Orleans ; qu'on
 l'avoit accusé d'avoir voulu empoisonner Lulli, qui étoit alors
 Maître de cette Musique, & qui l'a été depuis de celle du Roi,
 que la cause de cet attentat étoit la jalousie de Lulli, qui avoit
 decouvert une intrigue scandaleuse entre ce scelerat & sa femme,
 que la chose ayant été bien verifiée, le credit du coupable, fon-
 dé sur des complaisances dignes du feu, l'avoit garanti de la mort ;
 par la force de certaines sollicitations auxquelles on ne refusa rien ;
 qu'il avoit été néanmoins obligé de quitter la France ; qu'après
 avoir erré en diverses Cours, il étoit rentré dans le Royaume ;
 que l'Evêque de Valence son ancien ami, & digne de le pro-
 teger, lui avoit fait avoir cette administration ; & vivoit avec lui
 dans une étroite confidence : jusques là qu'il n'y avoit que lui qui
 entrât dans l'interieur de cette Maison, & qui pût prendre con-
 noissance de ce que faisoit d'Herapine. Cet Evêque du nom de
 Cofnac, d'une humeur cruelle, fourbe & superbe, avoit été Au-
 mônier du Duc d'Orleans ; & ce Prince avoit eu le malheur de
 voir quelquefois auprès de lui dans cette charge des gens très-
 peu dignes de l'occuper. L'Evêque du Mans qui l'avoit tenuë,
 étoit hautement accusé par les domestiques de l'Archevêque de

1585. Narbonne, frere du Surintendant Fouquet, d'être un habile em-
 1686. poisonneur, & ils reveloient sur cela d'horribles mysteres, que
 &c. des raisons inconnuës au vulgaire avoient cachez à la Chambre
 que le Roi avoit établie, pour connoître des crimes de cette nature. De même l'Evêque de Valence avoit pris d'Herapine en amitié, & la lui avoit conservée après de noires actions, qui le devoient rendre l'horreur de tous les honnêtes gens. Cela faisoit soupçonner qu'il y avoit peut-être entre eux quelque conformité de mœurs ou d'avantures, qui faisoit le lien de leur secrette sympathie. Il protegeoit donc hautement cet abominable, qui exerceoit contre les pauvres même des cruauces qu'on ne sauroit presque croire, sur la foi des informations qui en furent dressées, après diverses plaintes qu'on porta contre lui au Parlement de Grenoble. Il est particulièrement remarquable qu'il recevoit beaucoup d'enfans de familles pauvres dans cette maison, mais qu'après qu'il les y avoit reçus, il ne les laissoit plus voir ni à pere ni à mere, de peur qu'ils ne se plainussent du traitement qu'il leur faisoit. Ce fut principalement sur les plaintes de ces peres & de ces meres qu'on entreprit son procès. Cet infame se voyant pressé par des Juges qui pouvoient le punir de ses crimes vieux & nouveaux, enleva tout ce qu'il put d'argent & de meubles aux pauvres dont il devoit être le nourricier, & se deroba par la fuite à la juste punition de ses actions execrables. On n'a jamais su depuis ce qu'il étoit devenu : mais la grande amitié que l'Evêque lui avoit temoignée, n'a pas empêché ce Prelat de monter d'un degré dans l'Ordre Ecclesiastique, & de devenir Archevêque d'Aix.

*Cruautés
 commises par
 d'Herapine.*

D'Herapine donc ayant aquis de bonne heure la reputation d'une horrible cruauté, fut jugé un instrument propre à vaincre la constance des Reformez : & on les lui mettoit entre les mains, quand on avoit inutilement employé contre eux toutes sortes de violences. En effet il s'aquita si bien du devoir de *Convertisseur*, qu'il n'y a presque point d'exemples de personnes qui ayent pu resister long tems à ses cruauces. Il savoit assembler dans un même lieu tous les tourmens dont on se servoit en divers cantons du Royaume. Il avoit des cachots où toutes les horreurs des autres étoient recueillies, & où il mettoit ceux qui lui étoient recommandez. Il les y nourrissoit d'un pain plus propre à les empoisonner

poissoner qu'à les nourrir, & qu'un Chasseur n'auroit pas voulu
 donner à ses chiens. Il leur laissoit à peine des habits pour couvrir
 ce que la pudeur doit cacher. Il ne souffroit ni qu'ils couchassent
 autrement que sur la dure, ni qu'ils prissent du linge blanc. Il
 contraignoit ceux qui se portoient bien de prendre les chemises
 qu'on ôtoit aux malades, & qui étoient quelquefois pleines de
 leurs excréments, ou du sang & du pus de leurs ulceres. Il les
 faisoit travailler comme des esclaves à remuer la terre, à porter
 de pesans fardeaux, à nettoyer les lieux où le tems avoit amassé
 des montagnes d'immondices, à blanchir le linge des pauvres,
 & généralement à tout ce qui pouvoit leur ôter les forces & le re-
 pos. Il commençoit assez souvent par donner le fouët ou les
 étrivières. Il avoit des hommes & des femmes par qui il faisoit
 exercer ces cruautés, & le plus souvent en sa présence. Il faisoit
 attacher les malheureux les mains en haut, en sorte qu'ils ne tou-
 chassent que du bout du pied à terre; & dans cet état il les fai-
 soit déchirer de coups de verges, de gaules fraîches, de cannes,
 de nerfs de bœuf. Il faisoit depouiller les femmes jusqu'à la cein-
 ture, & les hommes en chemise. Quand il les avoit mis tout en
 sang, ou couvert tout leur corps de contusions, il ne leur don-
 noit pas le tems de guerir pour recommencer, mais dans le tems
 que l'enflure & l'inflammation rendoient la douleur plus aiguë,
 il renouvelloit ce tourment. Quelquefois cela duroit douze ou
 quinze jours de suite. Souvent il se faisoit suivre par ses Bour-
 reaux dans les cachots où il tenoit ses prisonniers, & là quelque
 modestement qu'ils refusassent d'aller à la Messe, il les faisoit
 rouër de coups, après quoi lors que ses gens étoient las, il pre-
 noit leur place, & continuoit de fraper jusqu'à ce qu'il n'en eût
 plus la force. Il avoit la malice de donner des coups de canne
 au travers du visage, pour défigurer ceux qu'il maltraitoit, & il
 faisoit principalement cet outrage aux femmes. On se plaignoit
 que quand il en avoit trouvé quelques-unes à son gré, il avoit
 quelquefois tâché de les violer. Les Jesuites étoient si bien in-
 formez de ce qui se passoit dans cet Hôpital, que quand ils ne
 pouvoient forcer quelqu'un à se réunir, ils disoient, comme
 n'ayant plus que cet expedient de reste, qu'il falloit l'envoyer à
 d'Herapine. C'étoit dire de sa cruauté tout ce qu'il est possible,
 que de confesser qu'il étoit plus capable qu'eux de laisser la pa-
 tience

1685.
 1686.
 &c.

1685. tience la plus éprouvée. Cependant je puis remarquer ici, pour
 1686. bien caractériser cette noire Société, que dans les lieux où les
 &c. Dragons avoient laissé quelque chose à faire, on n'avoit trouvé
Jesuites que les Jesuites capables d'achever leur ouvrage. On avoit vu
envoyez dans les Cevennes, & aux environs de Nîmes, des Jesuites mar-
dans les cher à la tête des soldats. Ribot Prêtre de cet Ordre couroit le
paroisses pais suivi de Dragons; & faisoit des prisonniers quand il ne
au lieu pouvoit faire des Profélytes. Dans le Diocèse de Vabres il y avoit
de Dra- plusieurs paroisses, où en la place des Dragons on avoit logé un
gens. Jesuite; comme si un seul homme de cette Robe avoit été plus
 propre à faire du mal, qu'une Compagnie entiere de gens de guer-
 re. Cependant ils reconnoissoient d'Herapine encore plus habi-
 le qu'eux; & il étoit leur derniere ressource, lors qu'ils ne pou-
 voient reduire les opiniâtres. Le Parlement de Grenoble n'igno-
 roit pas quel tourment c'étoit que d'être mis entre les mains de
 ce Bourreau; & il donnoit des arrêts qui condamnoient des gens
 arrêtez en voulant sortir du Royaume, à être enfermez dans cet
 Hôpital, comme on avoit accoutumé de condamner aux mines
 ou aux galeres: & comme si on avoit jugé que les mines & les
 galeres étoient moins cruelles que ce scelerat, on lui envoyoit
 ceux qu'on ne croyoit pas capables de s'étonner des autres sup-
 plices. Entre les autres trois filles de Beauregard, de qui j'ai
 parlé ailleurs, qui avoit lui-même été mis à la discretion de ce
 monstre, éprouverent ses cruautés. Deux filles de du Cros Avocat
 de Nîmes passerent par la même épreuve, avec quatre filles
 d'Audemar Marchand du même lieu, & une infinité d'autres. Un
 nommé Joachin habitant d'Annonai, ayant été jetté dans ce se-
 jour épouvantable, d'Herapine le fit si cruellement jûner, que
 ce malheureux se mangea lui-même dans les transports de la faim,
 & que s'étant déchiré deux doigts avec les dents, il mourut deux
 jours après de douleur & de misere. Mais le plus considerable
 de tous ceux qui tomberent entre les mains de cet impitoyable
 Bourreau fut Menuret Avocat de Montelimar, homme d'une pa-
 tience, d'une modestie, d'une douceur qui ne se peut repre-
 senter. Après qu'on l'eut traîné long tems de prison en prison,
 & de tourment en tourment, pour le punir d'avoir voulu sortir
 du Royaume, enfin on le confina dans l'Hôpital de Valence.
 On lui choisit le plus sale des cachots, où il y avoit une ouver-
 ture

ture par laquelle on le vouloit forcer d'assister à la Messe, qu'on voyoit célébrer par là. D'Herapine, à son refus le traita d'une manière si barbare, que le recit en fait horreur. Tout ce qu'on peut s'imaginer de propre à faire souffrir un homme fut exercé contre lui, jusques là que des Capucins, ennemis implacables de ceux qu'ils appelloient *Hérétiques*, & par une propriété de leurs farouches austeritez peu capables de compassion, intercedèrent un jour pour lui, & le tirèrent d'entre les mains de cet entagé. Mais cela n'empêcha pas que Menuret ayant toujours perseveré dans sa Religion, d'Herapine ne continuât pendant une longue suite de jours à le charger de coups de canne dans son cachot, tant qu'enfin s'étant lassé un jour à le maltraiter, & l'ayant laissé malgré lui quelques heures en repos, il le trouva mort, sans secours & sans consolation dans cette sale demeure, quand il y retourna pour recommencer. C'étoit à ces conditions qu'on passoit par les mains de ce Demon. Il n'étoit pas impossible de se racheter des autres tourmens: mais quand on étoit livré une fois à ce furieux, on ne lui pouvoit échapper que par la mort ou par la revolte.

On ne cachoit pas ces cruautéz dans le Royaume, parce qu'on n'étoit pas fâché que les Reformez fussent qu'il y avoit un moyen qui pouvoit surmonter leur patience. D'ailleurs ceux qui sortoient de cette prison par un changement de Religion, ne manquoient pas de faire un detail fidele de leurs souffrances, comme y pretendait trouver une excuse de leur foiblesse. Mais tout cela ne refroidissoit point le zèle des Reformez, qui cherchoient par tous moyens à mettre leurs consciences en liberté. C'est pourquoi on s'avisa d'un troisiéme expedient pour les rebuter. Ce fut de transporter dans un autre monde ceux qui n'auroient point voulu rendre aux violences des Dragons, ou à l'efficace des autres moyens de *conversion*; & ceux qui après avoir été arrêtez en voulant sortir, ne pouvoient être employez aux Galeres, ni tenus éternellement dans les prisons. Il est certain que cet expedient fit peur à bien des gens, que les autres supplices n'ébranloient pas. Un grand nombre de personnes qui avoient souffert le pillage de leurs biens, la demolition de leurs maisons, la veille, les coups, les cachots les plus noirs & les plus puans, perdirent courage à la vuë des vaisseaux qui les devoient transporter. On

*Transport
dans l'A-
merique.*

1685. ne leur parloit pas seulement de l'Amérique comme d'un pays où
1686. ils ne trouveroient ni amis, ni connoissances, mais où ils seroient
&c. réduits à l'esclavage, & traités comme les habitants de ces Colo-
nies traitent leurs Negres & leurs bêtes. Le nom de servitude
leur faisoit horreur, & comme au milieu de leurs tourmens &
sous le poids de leurs chaines ils croyoient être libres en France,
par un préjugé qu'un peu de reflexion pouvoit aisément détruire,
ils s'imaginoient que la servitude ajouteroit encore dans un autre
monde un nouveau degré à leur misere. Cependant il étoit aisé
de comprendre qu'il ne pouvoit leur arriver pis; & que ceux mê-
me dont ils seroient les esclaves auroient soin de les nourrir, au
moins de peur de les perdre: au lieu que dans leur propre pa-
trie, & au milieu de leurs biens, on leur refusoit même leur nour-
riture. D'ailleurs la Politique n'auroit jamais permis de depou-
pler la France, pour peupler ces Colonies peu importantes; ni
d'envoyer assez de gens unis de Religion & de fortune, & que
l'intérêt commun pouvoit avertir de se liguier encore plus étroite-
ment, dans des lieux où ils auroient pu se rendre redoutables à
leurs maîtres.

*Maniere
de con-
duire
ceux
qu'on y
destine.*

Mais parce que cette terreur ébranloit quelques esprits, on fit
croire qu'on alloit decharger tout le Royaume d'*Hérétiques*,
pour les transporter dans ces Isles éloignées. De tous côtes on
conduisoit du monde aux ports de mer où se font d'ordinaire les
embarquemens; & on ne parloit que de les porter dans le Nou-
veau Monde. On faisoit principalement retentir cette menace
dans les pais voisins de Toulon & de Marseille, & on conduisoit
dans ces lieux des milliers d'hommes & de femmes, comme si
on avoit dû les envoyer tous dans ces pais inconnus. La manie-
re de les conduire étoit capable de donner de la terreur. On en
mettoit quelques-uns sur des ânes, leur liant les jambes par des-
sous le ventre de leur monture, sans leur donner la moindre com-
modité pour les soulager. On attachoit les autres sur une char-
rette par le milieu du corps, aussi étroitement que si on avoit eu
sujet de craindre qu'ils n'échappassent. D'autres étoient liez deux
à deux, & contraints de marcher à pied au milieu d'une bonne
escorte. Ces rigueurs n'étoient nullement nécessaires. On leur
donnoit assez d'Archers pour les garder, quand même on leur
eût laissé un peu de douceur & de liberté. Mais on vouloit &
les

les tourmenter, & faire montre de ces cruautés pour intimider les autres. On séparoit dans ces routes les maris & les femmes, les pères & les enfans. On assembloit les gens qui se connoissoient le moins, afin qu'ils pussent moins se rendre service: & tant qu'on le put dans les embarquemens même on observa la même chose. Le Baron de Verillac fut mis à cette dernière épreuve. On le mit dans un vaisseau, & sa femme dans un autre, après les avoir tenus long tems en prison fort éloignez l'un de l'autre, & hors d'état non seulement de s'entre-secourir, mais de se donner de leurs nouvelles.

A dire la vérité cette nouvelle invention fit beaucoup plus de bruit que de mal; & il s'en fallut beaucoup qu'on ne fit souffrir ce transport à tous ceux qu'on en menaça. Mais au fond on ne laissa pas de conduire dans ces Îles plusieurs centaines de personnes, qui soutinrent cette épreuve avec autant de confiance que tous les autres tourmens qu'on leur avoit faits jusques là. Quelques-uns qui crurent se racheter de ce long voyage par un acte de complaisance, promirent d'aller à la Messe, à condition qu'on les relâchât; & on ne fit point de difficulté de leur en donner parole; quoi qu'on n'eût pas dessein de l'exécuter. Après qu'ils eurent fait leur abjuration, ils furent embarquez comme les autres; & ils eurent de plus à souffrir les raisons insultantes de l'Inquisiteur, qui leur vouloit faire passer ce manquement de foi pour un acte de justice; parce que, disoit-il, s'ils étoient des hypocrites, qui n'eussent fait qu'une feinte profession de la Religion Catholique, pour avoir une occasion d'échapper, ils méritoient bien d'être punis de cette profanation; & que s'ils avoient sincèrement embrassé la Communion Romaine, ils se devoient faire un plaisir de suivre les opiniâtres, pour les inviter par leur exemple & par leurs exhortations à les imiter. Cette fraude servit à confirmer quelques âmes ébranlées; qui peut-être auroient succombé, si elles n'avoient pas vu qu'il n'y avoit point de fond à faire sur les belles promesses des ministres de l'oppression. Il y eut encore plusieurs personnes de qui les forces furent épuisées par la rigueur des prisons, ou par la fatigue du chemin qu'on les avoit contraints de faire pour venir aux lieux de l'embarquement, & qui moururent avant que d'être embarquez. De ce nombre furent

du Gros Avocat de Nîmes, Quillet Proposant d'Alençon, de

H h h h h 2

Paris

1685.
1686.
&c.

Morts
arrivées
pendant
le voya-
ge.

Paris Gentilhomme des environs de Valons, Martin le Vendiet de Chamberigaud, & quelques autres, qui avoient persévéré dans leur Religion malgré de longues épreuves, & de cruel traitement qu'on leur avoit fait dans la tour de Constance. On les envoya dans le cimetière des Turcs, afin de joindre l'outrage à la cruauté, & de les traiter comme des gens qui n'auroient eu nulle teinture de Christianisme.

Il y eut deux vaisseaux qui partirent le 22 de Mars 1687, chargés d'hommes & de femmes au nombre de deux cent vingt quatre, à qui on donna pour compagnons quelque centaine de Forçats, qui n'étant plus propres à servir sur les Galères, étoient envoyez dans ces Isles pour y travailler. Pendant environ trois mois que le voyage dura tous ces Reformez furent malades; & il en mourut dix-neuf sur un seul vaisseau, non du mal de mer, ou de leurs fatigues passées. Entre ceux-là se trouverent Benquet Boisébard, de qui j'ai déjà parlé; Henri de Matthieu de Monramé, Avocat au Parlement de Bourdeaux, qui n'avoit pas encore quarante ans, & qui dans cette vigueur de son âge fit paroître qu'il aimoit sa Religion de toutes les forces. Les médecins qu'il avoit souffert dans les prisons lui avoient donné la fièvre quarte, qui lui avoit déjà duré long-tems; mais l'état pitoyable où elle l'avoit réduit ne fit point de pitié aux persécuteurs, & n'empêcha point qu'on ne le fit embarquer avec les autres. Le travail de mer joint à cette maladie eut bien-tôt achevé de l'épuiser, & il mourut peu de tems avant que les vaisseaux arrivassent à la Martinique. Lors qu'ils furent partis de Marseille le mauvais tems les contraignit de relâcher à Cadix, où ils reçurent d'assez considérables rafraichissemens. Des étrangers eurent pour eux une compassion, dont ils n'avoient trouvé en France ni les Gouverneurs ni les Intendants capables. Le Gouverneur même de Cadix eut la curiosité de les voir, & fit un présent de fruits aux femmes, qui en firent part à tous les compagnons de leur misère. Des François qui se trouverent là sur quelques vaisseaux Flamans, y reconnurent de proches parentes, & furent également affligés de leur malheur, & consolés de leur constance.

Mais le plus triste accident de tous fut le naufrage d'un de ces vaisseaux, nommé Notre-Dame de bonne espérance, qui se brisa sur des roches le dix-neuvième de Mai. Il y perit du nombre des

Naufrage
d'un
vaisseau

Refor-

Reformez trois ou sept personnes. Il ne se sauva que quatre fem- 1687.
mes de vingt-cinq qu'elles étoient. Entre les hommes qui péri- 1686.
rent David, qui avoit été Officier du côté d'Anduze, fut un des 866.
plus considérables, & Guibourgeois de Bedarieux, & Crozier *chargé de ces*
Marchand de Ville-neuve de Berg en Vivarais. Un des hommes *isiles.*
qui échappèrent fut Seme de Mompellier, qui a écrit des rela-
tions exactes & curieuses de ces accidens. L'Erpinier Proposant
de Samun fut du nombre de ceux qui gagnèrent la terre. Ils
trouverent plus d'humanité dans les Sauvages qu'ils ne s'en étoient
promis, & ils reçurent d'eux les premiers secours qui leur furent
nécessaires, du feu pour se rechauffer, & de la Casave, qui est
le pain du pays. Au mois de Septembre suivant il partit encore
deux autres vaisseaux, chargés comme les premiers. La plupart
de ceux qu'on transportoit étoient du bas Languedoc ou des Cé-
vennes, mais il ne laissoit pas d'y en avoir aussi quelques-uns des
autres Provinces. Lors qu'ils furent arrivez dans ces Isles, ils y
furent d'abord aussi mal-traités qu'en France. On exerça leur
patience par les mêmes moyens qu'on avoit inutilement employez
en France; la prison, les coups, les jânes forcez, la misère. Ce
renouvellement de tourmens en fit succomber plusieurs: mais
ceux qui furent les plus constants ne furent pas les plus malheu-
reux. Au contraire ceux qui crurent que la complaisance pour-
roit les garantir d'un nouveau transport dans des lieux plus éloi-
gnez que la Martinique, ne trouverent pas là plus de bonne foi
qu'en France; & on les dispersa comme les autres dans diverses ha-
bitations. Les Commandans de ces Isles s'adoucirent avec le tems,
& furent plus favorables aux derniers venus. Ils leur permirent
de chercher les moyens de gagner leur vie, & ne leur ôtèrent de
liberté que celle de s'assembler pour prier Dieu. Ils reçurent mé-
me de la Cour des ordres de ne faire violence à personne, de
pourvoir au bien du commerce, & de rebuter les étrangers qui abor-
doient à ces côtes pour trafiquer. Les Marchands du pays eurent
de grands soins de ces malheureux bannis, principalement ceux
qui ayant fait profession de la même Religion, les regardoient
comme illustres Confesseurs, & se faisoient un devoir de les as-
sister, & un honneur de les reconnoître pour leurs frères. Les
étrangers leur furent aussi fort charitables, & leur donnoient non
seulement de grands secours pour subsister, mais aussi pour se ré-

ner de ces lieux sauvages. La plupart trouverent le moyen de se
 1686. sauver, soit dans les Colonies Angloises, soit dans des vaisseaux
 &c. ou d'Angleterre ou de Hollande, dont les Capitaines se char-
 geoient d'eux avec beaucoup d'affection, & les conduisoient en
 sûreté. Les Catholiques même des lieux leur rendoient de bons
 offices, & favorisoient oliverement leur retraite. De sorte qu'il
 est peu demeuré de ces pauvres gens dans ces Isles, & que la
 providence de Dieu leur a fait trouver presque à tous des asiles
 plus agreables. Le Baron de Verlhac fit pitié au Gouverneur de
 ces Isles, qui lui fit un traitement très-honnête, & qui lui pro-
 cura même enfin la liberté de retourner en France, & d'y jouir
 de son bien, sans être obligé à rien faire contre sa conscience. Il
 y eut quelques personnes qui moururent peu de tems après leur
 arrivée, & qui après tant de fatigues & tant de tourmens ne pu-
 rent résister à ce nouvel air, & à ce changement de nourriture.
 Les relations ne parlent que de six vaisseaux qui porteroient des
 Reformez dans ces Isles : mais on en fit partir outre ceux-là de
 divers ports sur l'Océan, qui en disperserent un grand nombre
 dans toutes les Colonies Françaises.

*Les de-
 fertions
 conti-
 nuent.*

Toutes ces terreurs néanmoins n'arrêtoient point le torrent des
 desertions; & il se faisoit tant de monde tous les jours, qu'on
 ne savoit au Conseil où on en étoit. On avoit épuisé les artifices
 aussi bien que les rigueurs. On avoit amusé les peuples par mille
 fausses esperances d'adoucissement. Les Intendans en parloient
 de tems en tems comme d'une chose certaine. Il y avoit, di-
 soit-on, quelque Edic prêt à paroître qui contenteroit tout le
 monde. On paroissoit touché de la constance des Reformez,
 & les gens même qui avoient part à la faveur étoient les premiers
 à tendre ce piège à la credulité des simples. L'accomplissement
 des Prophetes qui fut mis au jour dans la plus grande violence
 de ces mouvemens, tenoit les esprits dans l'attente d'un prompt
 changement; & ces Politiques s'en servoient eux-mêmes, com-
 me frappez des lumieres que l'Auteur y avoit repandues, pour
 persuader qu'une revolution alloit changer la face des choses.
 On rompoit par ce moyen les mesures de beaucoup de gens, qui
 avant que de prendre leurs dernieres résolutions, vouloient voir
 ce que les tems & tant de promesses pourroient produire. Mais
 cela ne suffisoit pas pour arrêter tous ceux qui étoient las de souf-
 frir

fir. Le Marquis de Louvois avoit proposé il y avoit déjà quel- 1685.
 que tems en plein Conseil, de laisser les passages libres, preten- 1686.
 dant que le naturel des François les portoit à vouloir principale- &c.
 ment les choses difficiles & défendues ; mais qu'ils se refroidis-
 soient aussi-tôt qu'on leur donnoit la permission de se satisfaire.
 On ne goûta point d'abord cet avis, parce qu'on avoit trop as-
 suré le Roi que son Royaume n'y perdrait rien, pour venir si
 facilement à un expédient qui sembloit dicté par le desespoir d'en
 trouver de plus efficaces. Mais enfin quand on eut peuplé les
 prisons, les galeres & les Colonies de l'Amerique de tout ce
 qu'elles avoient été capables de contenir de personnes de tout
 âge, & de toute condition, sans qu'on vît pour cela refroidir la
 passion de sortir du Royaume, il fallut se reduire à cet avis, &
 faire savoir par tout que les passages étoient ouverts. Je rappor-
 terai ailleurs une des raisons qui forcèrent de prendre cet expé-
 dient, mais avant cela je dirai que la conjecture du Marquis de
 Louvois se trouva fautive par l'expérience. La permission de sor-
 tir n'en affoiblit point le desir ; & tant que durèrent les années
 1686. & 1687. on vit toujours les Reformez animez de la même
 ardeur, d'aller chercher dans les pais étrangers le repos de leur
 conscience. Ceux même qui ne pouvoient se résoudre à perdre
 leurs biens, faisoient partir par avance leurs femmes & leurs en-
 fans ; & ceux qui avoient quelque ordre à donner à leurs affaires,
 envoyoit devant eux ce qu'ils avoient de plus liquides effets,
 dans l'esperance de se retirer quelque tems après.

Il y avoit une raison generale qui inspiroit cette ardeur à tout le
 monde. La *conversion* des Reformez avoit été procurée par des ^{Parce}
 moyens si étranges, qu'on n'osoit esperer qu'elle fût de bonne ^{que les}
 foi : & en effet il paroissoit à mille marques qu'il y avoit peu de ^{Refor-}
 cœurs gagez ; & que si pendant que la presence des Dragons ^{mex se}
 entretenoit la terreur, on extorquoit des timides quelques mar- ^{repentans}
 ques de complaisance, on ne tireroit plus rien d'eux, aussi-tôt ^{de leur}
 qu'on les auroit delivrez de ces redoutables Missionnaires. On ^{foiblesse...}
 le remarquoit par tout où les Reformez avoient du relâche. Pres-
 que personne ne vouloit aller à la Messe. A peine quelques-uns
 pouvoient-ils être traînez par promesses ou par menaces aux Vé-
 pres & aux Sermons. Quand on croyoit être bien assuré de
 quelques-uns, on leur voyoit renaître tout d'un coup de nou-
 veaux

1685. veaux scrupules. Plus ils voyoient de près la Religion Romaine, plus ils reconnoissoient clairement que leurs *Convertisseurs* la leur avoient déguisée, & que leurs Ministres leur en avoient fait une fidele peinture. Cela étoit cause qu'on leur voyoit la douleur & le repentir peints dans les yeux & sur le visage : & que souvent dans leurs entretiens avec les Moines & les Curés qui les importunoient de leurs visites, ils l'exprimoient par leurs larmes & par leurs paroles. Le Clergé donc, qui après des démarches si dignes de son zèle sanglant n'en vouloit pas avoir le démenti, persuadoit au Roi qu'il y alloit de son honneur, d'accoutumer les *convertis* aux devoirs de la Religion Catholique, & qu'il falloit les y réduire par les mêmes moyens qui les avoient rejoints. C'étoit reconnoître à la vérité tantôt l'injustice & l'inhumanité de ces horribles expédients : mais le Clergé avoit de bonnes raisons de se piquer d'un faux honneur, & de lui sacrifier la Religion & la Justice. Quand on ne s'est servi que de moyens légitimes, pour venir à bout de quelque entreprise, on se console aisément de ce que le succès n'y répond pas, parce qu'on est content de soi-même, & qu'on se dit en secret qu'on y a fait son devoir. Mais quand on s'est servi de moyens injustes, violens, odieux, on ne sauroit se consoler d'un mauvais succès. Le malheur de ne réussir pas aigrit le remords dont l'iniquité de ces moyens tourmente le cœur : on ne se pardonne point ces crimes dont on ne tire point de fruit ; & dont il ne demeure au coupable que le reproche. Il faut appaiser cette douleur intestine par le plaisir de réussir. Dans la politique des Jésuites les plus noires actions sont en quelque sorte expiées par le succès. Elles ne sont presque plus criminelles, pourveu qu'elles soient heureuses.

*Communi-
ons for-
cées.*

On avoit donc porté le Roi à donner des ordres de tous côtés, pour obliger les Reformez à participer à tous les devoirs du service Catholique : & on les y poussoit en plusieurs lieux d'une manière qui avoit quelque chose de flétrissant. On leur marquoit dans les Eglises une place où ils devoient tous se ranger, afin que les Curés pussent mieux les reconnoître : on faisoit tenir des gens aux portes des Eglises, avec un rôle des nouveaux *convertis* à la main, pour voir ceux qui manqueroient à s'y rendre : & on les assujettissoit ainsi à souffrir une espece de revue. On les contraignoit à porter aux processions des Cierges benits, des banderoles, des torches. On

vou-

vouloit qu'ils assistassent avec les ornemens de quelque Con- 1685,
 frairie à la solennité du jour que les Catholiques nomment *la Fête* 1686,
Dieu. On vouloit non seulement qu'ils tendissent devant leurs &c.
 maisons, mais que quand elles étoient situées dans des lieux pro-
 pres à cela, ils y dressassent des reposoirs. On pretendoit qu'ils
 se confessassent, & qu'ils communiasent au moins à la Fête de
 Pâques, selon un des commandemens que les Catholiques ap-
 pellent de l'Eglise. Ces ordres leur furent portez par les Inten-
 dans, par les Commandans des Troupes, par les premiers Ju-
 ges, dans les lieux où il n'y avoit ni Troupes, ni Intendants ;
 mais ils furent sur tout portez d'une manière si haute & si du-
 re, qu'on avoit lieu si on n'obéissoit pas de s'attendre au re-
 nouvellement des violences, qui avoient été comme suruses de-
 puis que les Reformez s'étoient réunis. On en menaça ceux qui
 seroient désobéissans : & on les fit éprouver effectivement en di-
 vers lieux, à des personnes qui ne purent se résoudre à porter
 leur complaisance jusques là. Le Marquis de Boufflers qui avoit
 profité des reprimandes qu'il avoit reçues, fit ou mettre à l'a-
 mende, ou enlever à Metz plusieurs personnes considérables
 de l'un & de l'autre sexe ; & les fit mener dans diverses prisons,
 pour intimider les autres : & il reduisit par ce moyen presque
 tous les nouveaux convertis à se trouver à la Messe le jour de
 Noël 1687. Mais en même tems il fit porter à l'Hôtel de ville par
 les Reformez tout ce qu'ils avoient de livres de Religion, &
 principalement les Bibles & les Nouveaux Testamens en langue
 vulgaire : & il les fit brûler publiquement dans la grande place.
 Il y en avoit tant que l'exécution dura depuis neuf heures du ma-
 tin, jusques à neuf heures du soir : & comme si on avoit eu peur
 que les Reformez ne s'y opposassent, on avoit mis un Corps de
 garde auprès du bûcher.

Par tout ailleurs on pressoit par de semblables terreurs les Re- *Peines*
 formez de communier, & quand ils faisoient éclater leur repu- *des profa-*
 gnance pour cette action, par quelque marque un peu forte, on *nations.*
 leur en faisoit porter de cruelles peines. Guizard bourgeois de
 Nerac, âgé d'environ soixante & dix ans, ayant été contraint de
 communier, fut accusé d'avoir rejeté l'Hostie. Il nia le fait con-
 stamment : mais cela n'empêcha pas que les Juges ne le condam-
 nassent à être brûlé tout vif, après avoir fait amende honorable.

1687. Cette sentence fut confirmée par le **St. Parlement de Guyenne**.
1686. Guizard fut exécuté, & souffrit ce horrible supplice avec une ad-
&c. mirable constance. La femme de Lombrath, Praticien de Mont-
tauban, fut condamnée à la même peine par le Juge des lieux,
sous le même prétexte : mais le Parlement de Thoulouse fut plus
sage que celui de la Reolle, & ne confirma point le jugement :
au moins je n'ai pas eu connoissance qu'il ait rendu d'arrêt con-
tre cette criminelle ; soit qu'elle se fût rachetée du supplice par un
nouvel acte de complaisance ; soit que ce Parlement eût encore
assez d'équité, pour reconnoître que ceux qui l'avoient forcée à
communier étoient plus coupables qu'elle. Mais l'Évêque de
Montauban fit faire une procession solennelle à tout son Clergé,
pour réparer l'outrage commis contre l'objet le plus saint de ses
adorations. La veuve d'un Ministre nommé de Costa, qui étoit
mort au service de l'Eglise de Mirremont ; étant tombée dans le
même crime, fut avertie par le Curé de la paroisse de se sauver
pour éviter le supplice ; parce qu'il étoit obligé d'informer l'Évê-
que de cette profanation. Elle le crut. Elle se tint cachée près
d'un an, presque toujours malade : & enfin elle se rendit à Bour-
deaux déguisée en paysanne ; & s'étant mise sur un vaisseau qu'elle
trouva prêt à partir, elle se sauva heureusement en habit de ma-
relot. Cependant on lui fit son procès, on la condamna au feu ; &
le jugement fut exécuté en effigie. Ces rigueurs, jointes aux re-
proches de la conscience ; faisoient craindre presque à tous les ma-
vrits de communier ; de peur de tomber dans ces prétendues
profanations, par quelque transport subit d'une conscience bour-
relée. C'est pourquoi chacun s'en défendoit comme il pouvoit.
L'un demandoit du tems, pour laisser passer l'occasion de quel-
que solennité importante ; l'autre feignoit une maladie ; l'autre
s'en alloit à trente lieues de chez lui, sous le prétexte de quelque
affaire pressée ; quelques-uns se tiroient d'un crime par un autre,
& se vantoient d'avoir communiqué ailleurs, pour éviter de commu-
nier chez eux. Les plus malheureux étoient les plaideurs qui
avoient une bonne cause. On ne leur faisoit justice que quand ils
produisoient des certificats d'avoir participé à toutes les devo-
tions Catholiques : & on les menaçoit de les ruiner par la perte de
leurs procès, s'ils ne portoient leur obéissance à la dernière extre-
mité. Il se trouvoit à la vérité des Curez, des Moines, des Évê-
ques

ques à qui cette violence ne plaîtoit pas ; & qui dechargeoient aisément de la nécessité de communier ceux qui avoient la hardiesse de leur déclarer, qu'ils étoient encore dans les sentimens de leur première Religion touchant le Sacrement ; & qu'ils regarderoient comme une abomination l'action qu'on les forceroit de faire, si on les obligeoit d'y participer catholiquement, & de l'adorer. L'Evêque de Grenoble écrivit même sur cette matière aux Curez de son Diocèse une lettre qui fut publiée ; & qui condamnoit ces communions où on forçoit des gens qui avoient horreur de cette démarche ; & l'Evêque de St. Pons en avoit écrit une autre extrêmement forte aux Officiers de guerre, pour leur reprocher l'impiété de leurs violences. Mais les Intendans & les Commandans des Troupes ne prenoient pas sur cela même l'avis des Evêques. Les Officiers repondoient quelquefois aux Prelats qu'ils ne se regloient pas par les décisions des Theologiens, mais par les ordres qu'ils recevoient du Conseil ; & que ces ordres porteroient de faire communier les *convertis* de gré ou de force. Les Intendans ont eu quelquefois la hardiesse de répondre à ceux qui leur remontoient que c'étoit faire damner les gens exprès, que de leur faire commettre des actions qui sont de pures impietez, quand elles ne sont pas faites par un mouvement de zèle & de devotion libre & volontaire : *qu'ils se damnent s'ils veulent, pourvu qu'ils obeissent.* De leur côté les Reformez écrivoient contre ces profanations de la Religion ; & entre les autres on vit paroître, au milieu de cette persécution, un livre fort bien écrit, où l'Auteur avec beaucoup de force, de littérature & de politesse, demontroit l'impiété des communions forcées.

On y vouloit principalement contraindre ceux qui étoient dangereusement malades : & par un incroyable effet de passion, qu'on vouloit faire passer pour zèle, on n'oublioit rien pour forcer des personnes mourantes à une action qu'elles detestoient, & à faire, pour ainsi dire, en rendant le dernier soupir un acte d'hypocrisie : comme si la Religion n'avoit point eu d'autres vus que de s'assurer de la damnation des gens ; en les faisant expirer dans des actes de reprobation. Mais cela étoit autorisé par une Déclaration formelle du vingt-neuvième d'Avril 1686. qui ordonnoit que si ceux qui étant malades refuseroient les Sacramens de l'Eglise, venoient à recouvrer leur santé, ils fussent

Impiété
des In-
tendans
& des
Com-
man-
dans.

Declara-
tion con-
tre ceux
qui refu-
sent de
commu-
nier dans
leurs ma-
ladies.
CCXVI.

1685. condamnez aux Galeres, si c'étoient des hommes; & à la perte
 1686. de leurs biens, à l'amende honorable, & à une clémence perpé-
 &c. tuelle, si c'étoient des femmes: & que ceux qui viendroient à mourir dans cette disposition, fussent, après que le procès auroit été fait à leur cadavre, selon les formes prescrites par les Ordonnances, traînez sur la claye & jettiez à la voirie. On voyoit assez par la rigueur de cette Declaration, que les conquêtes de la Religion Romaine étoient fort mal assurées; puis qu'il falloit avoir recours à ces peines odieuses, pour obliger les nouveaux sujets à se conformer à ses pratiques. Cependant le Roi se felicitoit dans la preface du succès heureux de ses soins; & se plaignoit seulement *qu'aucuns* refusoient dans leurs maladies, *par des suggestions secretes*, de recevoir les Sacramens. On ne disoit rien qui pût faire deviner sur qui devoit tomber le soupçon de ces dangereuses *suggestions*. Il n'y avoit plus de Ministres dans le Royaume à qui on pût les imputer. Il falloit donc qu'elles vinssent des nouveaux *Convertis* même, qui se suggeroient mutuellement ce qu'ils devoient faire, dans un tems où la presence de la mort, & de ce terrible moment d'où l'éternité depend, oblige les plus complaisans à lever le masque, & à renoncer au deguïsement. Ce qui montre encore que le nombre de ceux qui n'étoient pas de veritables Catholiques, étoit plus grand que la Declaration ne vouloit le persuader.

*Execu-
 tion de la
 Declara-
 tion con-
 tre les
 hommes.*

L'exécution de cette Declaration produisit une infinité d'horreurs dans tout le Royaume. Il n'y eut point de Province; point de ville, point de paroisse où quelques Reformez vinssent à mourir, qu'on n'y fit aussi-tôt traîner sur la claye ceux qui avoient refusé les Sacramens. Il y eut quelques personnes considerables qui laissant une famille protégée par des personnes puissantes, ou qui ayant eu eux-mêmes des amis qui les servirent encore après leur mort, furent condamnez seulement pour la forme; mais contre qui la sentence ne fut point executée. Plusieurs autres furent traités à toute rigueur; & on n'épargna pas les femmes plus que les hommes. L'Alouët, qui avoit été Orfèvre à St. Lo, fut condamné à cette peine plus de trois semaines avant que la Declaration fût donnée. Le Parlement où la cause fut portée par appel reforma cette sentence par un arrêt du sixième d'Août: mais le Conseil ordonna l'exécution de la sentence par un autre arrêt du quator-

quatorzième d'Octobre : de sorte que les os de ce pauvre homme furent traînez six ou sept mois après sa mort. Lorrain de Châlons ayant été pris , affoibli par une maladie & par un âge de soixante & quinze ans , pour être traîné dans une prison éloignée , tomba plusieurs fois en foiblesse entre les mains de ses Gardes : & enfin mourut dans un grand chemin à quelques lieues de la maison où on l'avoit trouvé. Ces bourreaux qui n'avoient pas eu honte de hâter sa mort par cette fatigue , ne voulurent pas même reparer cette cruauté en lui donnant la sepulture. Ils jetterent son corps dans un fossé , sans le couvrir même d'un peu de terre. Chenevix Doyen des Conseillers du Parlement de Mets , âgé de plus de quatre-vingts ans , fut traité comme l'Alouël. Il avoit été condamné par le Presidial à cette infamie : mais le Parlement eut honte de voir exercer ces cruautés contre le plus ancien de ses membres , & fit surseoir l'exécution. Un ordre de la Cour fit lever cette surseance ; & le corps de ce vieillard fut traîné le vingt-huitième de Novembre. Un Cordonnier de la même ville avoit été jetté à la voirie quelques jours auparavant. Robert d'Ulli Vicomte de Novion étoit homme d'âge & de mérite , & qui avoit rendu de longs & fideles services à la guerre. Il mourut dans un Couvent de Moines de Premontré , qui après sa mort le mirent entre les mains de la Justice de Couci. On le jetta dans l'égoût des prisons ; & on le laissa là sur la bouë , pendant qu'on lui fit son procès. Enfin on le traîna selon l'Ordonnance. Choller Gentilhomme de la Rochelle âgé de quatre-vingts-deux ans eut la même destinée ; Esaie Gallois , Vigneron du voisinage de Vitry , & Sanson Hubert , Laboureur qui demouroit près de Châlons , furent condamnés de même. Aux environs de Calais , on traîna Michel Poirée , bon Laboureur : Samuel d'Oye Brasseur , un vieillard de soixante & dix ans nommé De la Mare. Le Bourreau eut horreur de ces exécutions ; & voulut éviter par la fuite d'y être employé : mais on le fit revenir par la crainte du supplice. Jaques Baurin à St. Valery , un bourgeois de Compiègne , Du Domaine en basse Normandie , & Pierre Benoit à Boslebec subirent de semblables jugemens. Jarsi Notaire au Pont de Vêl , Menuret , mort à Valence par les cruautés que D'Herapine avoit exercées contre lui ; Quissac habitant de Nîmes ; André du Pont de Montvert dans les Ceven-

1685. nes; Thouloufe, habitant de Mompellier, souffrirent les mêmes
 1686. rigueurs. Celui-ci avoit été enterré dans une cave avec la permis-
 &c. sion de l'Evêque : après quoi la Justice s'empara de son corps ;
 lui fit son procès & le condamna. On exerça la même inhumani-
 té contre Galliot, Orfevre d'Angoulême, contre Poulignat,
 Tanneur de la Rochefoucaud, contre L'Eguille habitant de Stro-
 Foi, & on contraignit à traîner ce dernier un homme qui n'avoit
 jamais abjuré. Cela se pratiquoit communément à la Tour de
 Constance, quand il y mouroit quelqu'un qui ne vouloit pas fai-
 re les actes de Catholique, ce qui arrivoit assez souvent. J'ai vu
 des lettres qui assûrent qu'on attachoit les corps à quelqu'un
 des vivans qui étoient dans la même prison, & qu'après les
 avoir laissez là quelque tems, pour incommoder les prisonniers,
 enfin on les traînoit à la voirie ; & on contraignoit quelqu'un
 des survivans ou à traîner la claye, ou à conduire le cheval.
 Jean Mollieres de Mompellier, ayant été forcé à cet indigne
 emploi, tomba en foiblesse. Un des soldats qui conduisoient
 ce triste convoi le tua ; & en suite sans autre formalité, on
 le jeta sur la même claye, & on le traîna comme l'autre. De
 peur que par humanité quelques gens de bien n'enterrassent ces
 corps secrettement ; & pour s'assûrer qu'ils seroient mangez des
 chiens ou des loups, on avoit la mechanceté de mettre un Corps
 de garde la nuit près du lieu où ils étoient exposez, & on le
 chargeoit d'arrêter ceux qui se presenteroient, pour rendre à ces
 cadavres ces tristes devoirs.

*Femmes
 traitées
 avec la
 même
 indigni-
 té.*

Il y eut aussi beaucoup de femmes traînées d'une maniere qui
 non seulement étoit contraire à l'humanité, mais qui bleffoit la
 pudeur. Gratiane de Campagne d'Oleron, la femme de Mon-
 talambert à Angoulême : Jeanne Beaumont veuve d'un Taillan-
 diër de Vitri, Claudine Ribaucourt femme d'un Tailleur ; Anne
 Magnane veuve d'un Tisserand, furent traitées avec cette bar-
 barie. Un valet eut la mechanceté de faire manger aux chiens
 le corps de cette dernière. Elizabeth Bonami du bourg d'Ar-
 vert près de la Rochelle fut aussi traînée : mais son fiancé qui
 suivit son corps pendant qu'on le promenoit, l'enleva la nuit,
 & lui donna sepulture. A Dijon une femme fut mise sur la claye
 avant que d'avoir rendu le dernier soupir, & traînée encore de-
 mi vive. La femme de Carquet, Medecin à Mompellier, ne fut
 pas

pas épargnée ; ni la veuve Vatta qui demouroit à Ardres. La 1685, femme de Benjamin de Marin de la Rolandiere, quoi que fem- 1686. me de qualité ne laissa pas d'être traînée dans les rues de Lion, &c, & après cela jettée dans la riviere. A Rouffi Marguerite Prevôt subit la même condamnation. Une fille de L'Ecu bourgeois d'Alençon, mariée à un honnête Marchand de la même ville, & alliée de plusieurs de ses Juges, n'en fut pas quitte à meilleur marché. A Rouen une honnête femme nommée Vivien, fut traînée comme les autres : & après l'exécution son corps fut mis en pieces par la populace & par les Ecoliers des Jesuites, qui se jouèrent trois jours durant de ces deplorables restes. Mais ce qui arriva l'onzième de Juin 1686. à Cani dans le pais de Caux, mérite de n'être jamais oublié. Le Geolier qui gardoit le corps d'une femme de Diepe nommée Diel, s'avisa de le montrer pour de l'argent au peuple qui s'assembloit dans ce bourg, où il y avoit foire ce jour-là. Il excitoit la curiosité du monde en les invitant à voir le corps d'une damnée. Le païsan credule s'attendoit à trouver ce corps fort different d'un autre, & à le voir marqué de quelque signe évident de damnation ; & courut en foule à ce spectacle nouveau. Il y eut près de sept cens de ces curieux ; puis que le Geolier ne prenant que deux liards de chaque personne, y gagna néanmoins dix-sept francs. On est accoutumé à voir des gens qui gagnent leur vie à montrer des éléphants, des lions, d'autres choses peu ordinaires ; mais il est sans doute incoui qu'on eût compté entre les raretez dignes d'être vuës le cadavre d'une damnée. A Bergerac on executa la Declaration contre tant de gens de l'un & de l'autre sexe, que les Juges s'en lassèrent ; & ne voulurent plus recevoir de denonciation. Cela faisoit honneur à tous ceux qui avoient encore quelque honnêteté, ou quelque humanité, de voir des corps nus traînez dans la boue, exposez aux chiens & aux loups, qu'on invitoit par ce moyen à prendre goût à la chair humaine : & on ne pouvoit regarder sans indignation le plaisir que la populace furieuse prenoit à ces barbares exécutions. Il y avoit quelquefois des corps qui tomboient en pieces par les rues ; & dont on voyoit ou la cervelle on les entailles demeurer sur le pavé. Quelquefois des sedicieux non contents de les avoir vus traîner, alloient de leur autorité les attacher par les pieds aux gibets publics : & quand il s'é-

Corps
exposé en
spectacle
pour de
l'argent.

Effets de
ces exe-
cutions
odieuses.

toit

1685. toît trouvé quelqu'un qui par un mouvement d'humanité les
 1686. avoient couverts d'un peu de terre, il se trouvoit des brutaux
 &c. qui les alloient deterrer. Cela faisoit le cœur même des Catho-
 liques, qui trouvoient leur Religion deshonorée par de telles
 cruautés. Mais sur-tout cela inspira tant d'horreur aux Reformez
 pour la doctrine Catholique, qu'à la vue de ces exécutions odieu-
 ses, ceux même qui s'accoutumoient aux pratiques de l'Eglise
 Romaine revenoient à eux; & ne pouvoient s'imaginer qu'une
 Religion qui ne gardoit nulles mesures de bienfaisance ni d'humani-
 té, pût être le véritable chemin du salut. On ne les voyoit
 point étonnez de cette infamie. Les femmes parloient encore
 plus hardiment que les hommes; & témoignoient hautement
 qu'elles ne regarderoient pas cette peine comme honteuse; que
 l'occasion de la souffrir en changeroit la nature; qu'elles ne de-
 mandoient à Dieu, comme pour réparer le crime de leurs signa-
 tures, que la consolation d'avoir après leur mort une semblable
 sépulture. On ne parloit des personnes qui avoient été traînées
 qu'en termes honorables; on les considéroit comme Martyrs; on
 s'entr'excitoit à profiter de leur exemple; & à n'attendre pas
 l'extrémité pour faire la bonne confession. Les effets répon-
 doient aux paroles. Les malades n'attendoient pas que les Prê-
 tres les vinssent voir, pour leur déclarer leurs sentimens. Ils les
 envoyoient chercher de bonne heure; & faisoient, pour ainsi di-
 re, entre leurs mains un désaveu de leurs signatures extorquées.
 Cela refroidit peu à peu le zèle des persecuteurs; & pour avoir un
 prétexte de faire cesser les condamnations, on faisoit semblant
 d'ignorer la maladie des Reformez; & quand ils venoient à mou-
 rir, on recevoit comme une excuse légitime tout ce que les sur-
 vivans vouloient dire à leur décharge; que leur mal les avoit trompé;
 qu'ils ne l'avoient pas cru mortel; que la mort avoit été
 ou subite, ou imprevue. Ainsi on laissoit en paix les morts &
 les vivans, & les Curez ne voulant point enterrer ces corps dans
 leurs cimetières, sous prétexte que les defunts étoient morts en
 mauvais état sans confession, les Juges permettoient, ou au
 moins n'empêchoient pas, de les enterrer dans un jardin; ou dans
 une cave, ou dans quelque autre morceau de terre que les Ca-
 tholiques appellent *profane*. De sorte que peu à peu cet usage
 s'est établi dans le Royaume.

*Relâche-
ment de
ces ri-
gueurs.*

Ce.

Cependant ces rigueurs avoient inspiré à beaucoup de gens la 1685. pensée de sortir du Royaume, pour trouver au moins ailleurs le 1686. tems de mourir, & de le faire tranquillement. Mais d'autre côté &c. té presque par tout le Royaume les Reformez ayant conçu de l'horreur pour les dévotions Catholiques, ne pouvoient vivre sans Assem- blées dans Religion; & regrettoient leurs Assemblées. On en faisoit pres- que par tout de secrettes dans les familles, où il se trouvoit quel- ques parens & quelques amis, qui lisoient ensemble un Sermon, & faisoient quelques prières. Mais insensiblement ces Assem- blées se grossirent, & on commença, principalement dans le Lan- guedoc & dans les Cevennes, à en faire de fort nombreuses. Il s'y trouvoit quelquefois quinze cens & deux mille personnes: entre lesquelles il y en avoit beaucoup qui, étant contraints d'aller le matin à la Messe, de peur des Dragons, alloient expier la nuit leur crime dans ces Assemblées. Elles se tenoient avec tant de bruit, qu'elles étoient toutes decouvertes. On y chantoit des Pseaumes à haute voix. On lisoit l'Ecriture Sainte, & quelques Sermons. On y faisoit des prières. Quoi qu'on eût fait une re- ccxvii. cherche exacte des livres de Religion dans tout le Royaume, & principalement dans le bas Languedoc & aux environs, où l'im- pitoyable Marquis de la Trouffé faisoit executer les ordres de la Cour sans misericorde, il y avoit eu néanmoins des gens qui à l'imitation des Chrétiens des premiers siècles, s'étoient fait un cas de conscience de ne livrer point leurs Bibles, & leurs Pseaumes, & s'étoient avisez de mille ruses pour les cacher à ceux qui en fai- soient la perquisition. De sorte qu'il s'en trouvoit encore assez, pour les porter dans ces Assemblées. Elles firent tant d'éclat dans les Cevennes, que ce bruit reveilla le zèle des Provinces voisi- nes, qui commencerent à en faire autant. A proprement parler elles étoient regulieres & ordinaires dans les Cevennes. Il se pas- soit rarement une semaine sans en tenir quelqu'une; & il s'y ren- doit des gens de vingt-cinq ou trente Eglises des environs. L'exemple du menu peuple releva le courage de la Noblesse, qui se trouva dans ces Assemblées comme les autres. On y vit mê- me souvent des personnes qu'on n'avoit pas cru capables de tant de zèle. D'abord on s'assembla dans des deserts, dans des pre- cipices, loin des villes & des habitations: mais enfin on s'appro- cha des lieux peuplez, & on fit des Assemblées dans Nîmes mê-

1685. me, & dans Mompellier, au tems que ces villes étoient pleines
 1686. de foldars. Dans le païs de Foix il se fit neuf Assemblées dans
 &c. un même jour, sans qu'elles fussent rien les unes des autres. Il
 y en eut d'autres entre Castres & Revel, presque à la vuë de
 Thoulouse. On en fit près de Castelmoron dans le Diocèse d'A-
 gen. On en fit de frequentes en Angoumois. On en fit à Bos-
 lebec, dans le païs de Caux. Proche de Vervins il s'en fit d'as-
 sez frequentes dans les bois, & par tout où il y avoit des forêts
 on profitoit de leur voisinage. Il s'y trouvoit quelquefois plus
 de six cens personnes, entre lesquelles on en comptoit plusieurs,
 qui ayant toujours été Catholiques, s'étoient degoutées de leur
 Religion, par l'horreur que la persecution leur avoit inspirée.
 On eut même la hardiesse de passer des actes dans ces Assemblées,
 par lesquels on s'engageoit à vivre & mourir dans la Religion
 Reformée : & on les faisoit signer à tous ceux qui étoient pre-
 sens. L'Auteur de tout cela fut Jaques Bruman Marchand, qui
 après deux ans de prison fut élargi comme les autres Confes-
 seurs, avec commandement de se retirer du Royaume. On ne
 lui donna ni argent, ni Gardes : & cela fut cause qu'il demeura
 sur la frontiere, où par ses visites & ses exhortations il inspira son
 courage & son zèle à tout le monde. Il se retira même de Fran-
 ce pour y ramener des Ministres ; & en ayant trouvé d'assez har-
 dis pour se consacrer à cette perilleuse entreprise, il y retourna
 avec eux ; & continua de les suivre & de les servir, jusqu'à ce
 qu'il reconnut qu'il ne pouvoit plus y demeurer sans une évi-
 dente temerité. Les Curez étoient bien informez de tout cela ;
 & remarquoient bien qu'aux jours les plus solennels leurs Eglis-
 es étoient plus desertes qu'à l'ordinaire. Cependant il n'y eut
 point de lieu du Royaume où on fit moins de violences pour em-
 pêcher le cours de ces Assemblées ; soit qu'on craignît que cela
 ne fit trop d'éclat sur la frontiere ; soit qu'on voulût essayer de
 ce côté-là si la dissimulation seroit plus utile que la hauteur, pour
 arrêter le torrent de ces nouveautez. A Paris même & aux en-
 virons il se faisoit des Assemblées, presque sous les yeux des Cu-
 rez & des Juges, qui faisoient quelquefois semblant de n'en rien
 savoir. Dans la Province de Poitou le zèle se reveilla comme ail-
 leurs ; & on fit plusieurs Assemblées fort nombreuses en pleine
 campagne. Il y en eut une à Grandry d'environ dix-huit cens per-

personnes. A Mougon, à la Grange d'Oiré, en plusieurs autres lieux on en fit autant. 1685.
1686.

Peu à peu le zèle s'échauffa dans ces Assemblées: & principalement dans les Cevennes, où aujourd'hui même on les continue, malgré toutes les oppositions, on voulut y faire tous les exercices de la Religion: avoir des Sermons ordinaires, y recevoir la Communion. Au bruit de ce grand événement il s'y rendit quelques Ministres, & dans les lieux où il n'y en avoit point, il s'en forma de nouveaux. L'ardeur & la nécessité firent passer par dessus les ordres: & on crut être dans un cas pour lequel les regles n'étoient pas faites. Il se dedia des personnes de toute qualité, & même de tout sexe, à ces nouvelles fonctions; des gens d'étude, des gens de metier, des Charpentiers, des Cardeurs, de simples païsans, des enfans même qui avoient assez de memoire pour apprendre de petits discours par cœur, & assez de hardiesse pour les reciter. Le zèle même de ce peuple admettoit des filles & des femmes à faire des exhortations, & des prieres dans ces Assemblées. Il y en eut cinq ou six dans les Cevennes qui se chargerent de ce travail: deux desquelles étant tombées entre les mains de l'Intendant, furent condamnées à une prison perpetuelle, & envoyée l'une à la Tour de Constance, & l'autre au Chateau de Soumieres. Une païsanne des environs de Bergerac, nommée Anne Monjoye, qui ne savoit pas lire, mais qui avoit une memoire fort heureuse, étant poussée par le même zèle, se fit instruire, apprit à lire, fit des Assemblées & des prieres; & fit tant de bruit en ces quartiers-là, qu'on chercha le moyen de se saisir d'elle, & qu'après l'avoir prise, & sollicitée en vain à changer de Religion, elle fut condamnée à la mort, & executée. Il se trouva dans les Cevennes quarante personnes qui se mêlerent d'exhorter le peuple; & qui se succedant les uns aux autres, ont continué jusques à present à faire des Assemblées, malgré toute sorte d'oppositions. Vidal & Vivens, jeunes gens sans lettres, dont l'un n'étoit qu'un simple Cardeur, & l'autre qu'un Maître d'Ecole, Fulcran Rey Proposant de Nimes, & plusieurs autres commencerent à paroître presque aussi-tôt qu'on fut la revocation de l'Edit. Il y vint des personnes de dehors, des Ministres, des Proposans, des personnes qui avoient passé toute leur vie dans d'autres études; mais qui crurent devoir se consacrer à

Personnes poussées de zèle qui prêchent & administrent les Sacramens.

1685. cette nouvelle profession. Brousson qui avoit été Avocat au Par-
 1686. lement de Thoulouse fut un de ceux-là; & durant près de qua-
 &c. tre ans & demi, au milieu de plusieurs dangers, poursuivi, cher-
 ché de tous côtez par ceux qui avoient le commandement dans
 ce pais-là, il ne laissa pas d'y travailler à la consolation de tous
 ceux qui avoient le courage de se trouver dans les Assemblées:
 jusqu'à ce qu'enfin l'extrême peril où il étoit tous les jours le re-
 duisit à se retirer.

*Retour
de plu-
sieurs
Minis-
tres en
France.*

Les Provinces de Picardie, de Champagne, de l'Isle de Fran-
 ce, de Normandie, d'Orleans, & d'autres voisines furent assis-
 tées par des personnes animées d'un semblable zèle: mais il s'y
 rendit aussi plusieurs Ministres, qui trouverent une grande repen-
 tance dans tous les lieux où ils s'adresserent. Six d'entre ceux qui
 s'étoient vouëz à cet ouvrage furent arrêtez à Paris, les uns pres-
 que en arrivant; les autres après y avoir passé une ou deux an-
 nées à faire des Assemblées presque tous les jours, & à recevoir
 les actes & les signatures de ceux qui venoient les chercher de tou-
 tes parts, pour leur donner des marques de repentance. Quel-
 ques autres, après avoir long tems couru de Province en Provin-
 ce, y moururent sans avoir été reconnus: & d'autres encore plus
 heureux y ont fait plus d'un voyage, sans avoir été decouverts:
 ou sont échappés des mains de ceux qui les avoient saisis. J'aurois
 peine à représenter quel a été le fruit de leur travail. Jamais il
 n'avoit paru tant de zèle & tant d'affection pour la Religion Re-
 formée, pendant la prospérité des Eglises, qu'ils en trouvoient
 en tous lieux: & le retour de ceux qui avoient succombé à la vio-
 lence, fut pour le moins aussi rapide & aussi general, que leur
 chute l'avoit été. On n'a pu savoir jusques ici précisément &
 avec certitude ce qu'on avoit fait de ceux qui avoient été arrêtez,
 & depuis qu'ils ont été prisonniers on n'a fait que de vaines di-
 ligences pour apprendre de leurs nouvelles.

*Ordres
pour em-
pêcher
les As-
semblées.*

Mais les Assemblées qui se faisoient à Paris & aux environs
 n'inquietoient pas la Cour, autant que celles des Provinces meri-
 dionales, où il s'en faisoit de fort nombreuses, même en plein
 jour, & où souvent il se trouvoit beaucoup de gens en état de se
 defendre. C'est pourquoi on fit bien plus d'efforts pour les dissi-
 per. Le Marquis de la Trousse publia une Ordonnance dès le
 vingtième de Juillet 1686. qui condamnoit les habitans du pais,
 sans

sans distinction de Religion, à porter leurs armes au Seigneur 1686
ou au Juge de leur paroisse, à peine de confiscation de leurs ar- 1687.
mes, & de mille livres d'amende. Elle enjoignoit aux Seigneurs &c.
& aux Juges d'en faire perquisition; & les rendoit responsables
des desordres qui pourroient arriver de leur desobeissance. Quoi
qu'on enveloppât les Catholiques dans la necessité de rendre leurs
armes, ce n'étoit néanmoins qu'aux Reformez qu'on en vouloit:
mais toute l'exacritude qu'on y apporta n'empêcha pas qu'ils ne
trouvassent le moyen de cacher une partie de leurs armes. De
plus le premier du même mois le Roi donna une Declaration de
sept articles, pour faire peur aux Ministres. On ne pouvoit
croire que les peuples eussent pris sans eux une resolution si har-
die. Par le premier des articles donc ceux qui seroient revenus
en France sans permission du Roi *par écrit*, étoient condamnez
à la mort. Le second defendoit de les recevoir ou receler à pei-
ne, pour les hommes, d'être envoyez aux galeres; & pour les
femmes d'être rasées, & recluses à perpetuité. Le troisieme pro-
mettoit cinq mille cinq cents livres de recompense à ceux qui fe-
roient prendre un Ministre; & accordoit de grandes sûretes à
ceux qui ne voudroient pas être connus. Le quatrième excep-
toit les Ministres des Ambassadeurs, pourveu qu'ils ne fissent de
fonctions que dans la maison de leurs maîtres. Le cinquieme
condamnoit à la mort tous ceux qui seroient des Assemblées. Le
sixieme supposant que ceux qui étoient sortis du Royaume avoient
grande envie d'y revenir, leur faisoit de grandes promesses pour
les rappeler: se reservoit à disposer de leurs biens au premier de
Mai de l'année suivante; & cependant revoquoit tous les dons
qui pouvoient en avoir été déjà faits. Mais on y prenoit aussi
de grandes precautions pour n'être pas trompez; & on obligeoit
ceux qui reviendroient à declarer leur retour au premier Juge qui
se trouveroit près du lieu de leur entrée dans le Royaume; à lui
marquer le lieu où ils pretendoient faire leur abjuration; & à la
faire actuellement huit jours après leur arrivée. Comme ceux qui
s'étoient retirez ne se pressoient point de revenir, il fallut pro-
longer le terme qui leur étoit proposé: & en suite donner diver-
ses Declarations par lesquelles tantôt on réunissoit ces biens au
Domaine, & on les donnoit à regir aux Fermiers & Receveurs des
Domaines: tantôt on ordonnoit aux Intendans de donner leur

*Declara-
tion con-
tre les
Ministres
qui re-
tourne-
roient en
France.
CCXVII.*

1686. avis sur le meilleur usage qu'on en pouvoit faire ; jusques à ce
 1687. qu'enfin sans avoir égard à l'avidité des Jésuites , qui n'osant les
 &c. demander ouvertement , prenoient de longs detours , & des
 moyens cachez & obliques , pour les faire tomber entre leurs
 mains , sans , dis-je , y avoir égard , on en donna la jouissance
 aux plus proches parens de ceux qui étoient hors du Royaume ,
 à condition de ne pouvoir aliener le fond de cinq ans. Cela n'a
 pas fait plus d'impression sur les Réfugiez que tout le reste , quoi
 que la plupart ayent reçu peu de secours de ceux à qui leurs
 biens ont été donnez ; & ce terme est expiré pendant que cette
 Histoire étoit sous la presse. Enfin le dernier article de la De-
 claration dont je parle confirmoit l'Edit d'Octobre , & en ordon-
 noit l'exécution.

*Instruc-
 tion aux
 Officiers
 des Trou-
 pes.
 CCXIX.*

Suivant l'esprit de cette Declaration le Marquis de la Trouffe
 publia une Ordonnance sans date , qui devoit servir d'*instruction*
 aux Officiers des Troupes dispersées dans le Languedoc. Il or-
 donnoit de *doubler & tripler* le logement des soldats aux *opiniâ-
 tres* ; & menaçoit de *dures prisons* ceux que les logemens ne
 pourroient pas *corriger*. Il donnoit des ordres fort exprés d'*é-
 charper une partie* de ceux qu'on trouveroit dans des Assemblées ,
 d'en arrêter le plus qu'on pourroit ; d'en faire pendre quelques-
 uns sur le champ si on les trouvoit armez ; de mener le reste en
 prison , & principalement le Predicant ; de promettre jusqu'à
 cinquante pistoles à ceux qui decouvrieroient quelque Assemblée ,
 assez à tems pour avoir le loisir de la surprendre ; & il avertissoit
 sur tout de ne point tirer , si on ne tomboit sur l'Assemblée ; de
 peur sans doute que le bruit du mousquet ne lui tint lieu de si-
 gnal pour éviter la surprise. Il promettoit cinquante Louis d'or
 à celui qui livreroit un Predicant ou un Proposant ; & il exhor-
 toit à gagner la recompense promise par le Roi pour la capture
 d'un Ministre. On distinguoit un Predicant d'un Ministre , par-
 ce qu'on donnoit le premier nom à ces nouveaux Predicateurs ,
 qui n'avoient point d'autre forme de vocation que leur zèle , &
 l'approbation du peuple. Il ajoûtoit qu'il falloit envoyer des par-
 tis de tous les côtez ; arrêter les fugitifs , & ceux qui n'avoient
 point fait encore abjuration ; desarmer tous ceux qui ne seroient
 pas Gentilshommes.

Jamais instructions ne furent mieux observées. On ne man-
 quoit

quoit pas de se rendre aux lieux où on étoit averti qu'il se faisoit 1686.
des Assemblées; & quand on les pouvoit surprendre on ne man- 1687.
quoit pas de tirer dessus, quoi que le plus souvent on les trou- &c.
vât à genoux, attendant le coup sans fuir, & n'ayant ni le moyen
ni l'intention de se defendre. Il y en avoit toujours quelque nom- *Execu-
sion de
ces or-
dres.*
bre de tuez, & encore un plus grand nombre de blesez, dont
plusieurs alloient mourir dans quelque haye ou quelque caverne,
ou s'ils pouvoient se traîner dans quelque asile, ne se vantoient
pas de leurs blessures, de peur de recevoir encore un plus cruel
traitement. Les soldats battoient, voloient, violaient impuné-
ment dans ces occasions. On a vu des femmes assommées de
coups par la tête; d'autres à qui on avoit fait sortir les entrailles;
d'autres à qui on avoit coupé les doigts, pour leur arracher des
bagues qu'elles y portotent; d'autres à qui on avoit coupé le vi-
sage à coups de sabre. On pretend qu'il est demeuré quelque-
fois trente & quarante personnes sur la place; & qu'une Assem-
blée ayant été surprise dans les montagnes de Vivarais, au com-
mencement de Fevrier 1689. il y eut plus de trois cens personnes
égorgées par l'ordre exprés de l'Intendant, qui s'étoit rendu dans
le pais pour animer les Troupes à ce carnage. On ne manquoit
pas aussi de pendre sur le champ quelqu'un qui avoit été à l'As-
semblée; & on faisoit le procès aux prisonniers, comme s'ils
avoient été surpris dans quelque action fort criminelle. De sorte
que pendant deux ans on ne vit que supplices de tous les côtez.
Un jeune Gentilhomme de dix-huit ans de la Maison de St. Ju-
lien, nommé Tommeiroles, eut la tête tranchée, seulement par-
ce qu'il avoit assisté à une Assemblée. Manuël de Nîmes, un
Facturier de la même ville, & un de ses ouvriers y furent pendus.
Meirieu & Salendre souffrirent la même peine à Ledignan. Ce
dernier étoit un de ceux qui s'étoient sauvez des cachots de la
Tour de la Reine, & qui avoit eu le malheur d'être repris. Teis-
sier Viguier de Durfort, Roque de Caderles, un fils d'un Ma-
rechal de Vergese, & un fort grand nombre d'autres y furent
aussi condamnez. On porta la rigueur plus loin contre un habi-
tant de Nîmes, qu'on n'accusoit que d'avoir prié Dieu, & d'a-
voir donné sa maison à un Predicant. On lui fit souffrir le sup-
plice de la rouë. Dans le pais de Foix on exerçoit les mêmes
cruautez; & il s'y passa principalement ceci de remarquable, que
Jean

1686. Jean Loumagne aveugle né, qui avoit appris par cœur quelques
 1687. prieres dans les Assemblées, ayant été pris parce qu'il ne pou-
 &c. voit fuir, fut sollicité à changer de Religion, sous promesse de
 lui donner la vie. Ce malheureux se laissa gagner par l'amour
 d'une vie dont il ne pouvoit goûter la moitié des douceurs : mais
 après qu'on eut tiré une abjuration de lui, on ne laissa pas de le faire
 pendre. Il y eut de même en Poitou un malheureux qui crut se
 racheter de la mort en communiant à la Catholique. Foucaud
 qui lui avoit promis grace à cette condition, lui manqua de foi;
 & joignant l'insulte à la perfidie, lui dit qu'à present qu'il étoit
 en bon état c'étoit une bonne œuvre que de le faire mourir, par-
 ce qu'on étoit assuré de son salut.

*Supplices
des Pre-
dicans.*

Les Predicans étoient traitez sans miséricorde. Fulcran Rey
 fut le premier qu'on fit mourir, après qu'il eut consolé durant
 quelque tems les Eglises de la Province. Meiruëis, pauvre Car-
 deur, qui avoit fait des Assemblées; Manuël d'Algues de la Sal-
 le, David Bertezene de Valeraugue, Jean Pierre Poisson Propo-
 sant de Geneve, Dombres, Souveiran, Dumas, David Quet,
 Bonnemere Proposant de Mompellier, Roussel fils d'un païsan
 de Ste. Croix de Caderles, qu'on accusoit, pour le faire trouver
 plus coupable, d'avoir aidé à se defaire d'un espion qui trahissoit
 les Assemblées; tous ceux-là, dis-je, & Bernard du village de
 St. Paul, Cognac accusé comme Roussel d'avoir participé à
 d'autres crimes, furent tous faits mourir : & il y en eut plusieurs
 autres de transportez en Amerique. La constance de tous ces
 condamnez fut si grande, qu'elle donnoit de l'admiration à tout
 le monde. Souvent ils faisoient trembler leurs Juges par la har-
 dieffe de leurs reponses. Rey souffrit la mort d'une maniere si
 édifiante, qu'on ne peut s'imaginer rien de plus; & le jeune
 de Tommeirolles ravit tout le monde par les marques de son cou-
 rage. Mais les persecuteurs qui craignoient que leurs discours
 pleins de zèle & de pieté ne fissent trop d'impression sur l'esprit
 des assistans, avoient trouvé un moyen d'empêcher qu'ils ne fus-
 sent entendus. L'usage du bâillon leur avoit paru odieux, parce
 qu'il ajoûtoit au supplice un degré d'horreur : mais en laissant aux
 condamnez la liberté de parler, ils avoient jugé à propos de
 mettre au pied de l'échelle plusieurs tambours, qui battoient la
 caisse jusqu'à ce que les patiens fussent expirez : de sorte que
 ceux

ceux qui en étoient: éloignez de quelques pas ne pouvoient en- 1686.
tendre leurs derniers discours. On trouva cet expedient si bon, 1687.
qu'on s'en servit toujours. au supplice de ceux qui étoient con- &c.
damnez pour une semblable cause.

On n'épargnoit pas les maisons où on avoit tenu les Assem- Maisons
blées. Il y en eut plusieurs de demolies par tout où on les avoit demolies.
faites. Celle de Grandry en Poitou fut de ce nombre. On fit
même abattre celles où on avoit reçu des Predicans. Guion étant
venu dans les Cevennes, où il avoit été Ministre avant la revoca-
tion de l'Edit, fut pris après avoir fait quelques Assemblées par-
ticulieres: mais on le fit mourir dans la Citadelle de Mompellier,
comme si on avoit eu peur qu'en l'exécutant au lieu accoutumé,
il n'eût été délivré par le peuple de la ville: & on fit demolir à
Nîmes la maison où il avoit été arrêté. Mais parce que tout ce
qu'on avoit exercé de cruauté contre les Assemblées n'avoit pu
les dissiper, on s'avisa vers le milieu de l'année 1687. de traiter
avec les principaux Predicans, & de leur promettre la liberté de
se retirer, s'ils vouloient ne faire plus d'Assemblées. Ils accep-
terent l'offre, à condition qu'on leur permit d'emmener aussi
tous ceux qui se voudroient servir de la même grace. On le leur
accorda, & ils donnerent une liste d'environ deux cens cinquante
personnes qui demandoient à jouir de cet avantage. Aussi-tôt *Perfidies*
qu'on eut cette liste entre les mains, on commença à éluder le *des Com-*
traité. On fit trois troupes de tout ce peuple, sous le pretexte de *mandans*
faire moins d'éclat. La premiere composée de quarante-huit per- *du bas*
sonnes fut envoyée par l'Espagne, & on la fit passer par des *Langue-*
lieux où il ne sembloit pas possible qu'elle pût éviter de tomber *doc.*
entre les mains des Miquelets, où dans celles de l'Inquisition.
Ils échaperent néanmoins après avoir beaucoup souffert, & vu
mourir de misère quelques-uns de leur compagnie. Ils trouve-
rent des vaisseaux Hollandois où ils furent humainement reçus,
& qui les amenèrent dans les Provinces Unies. Une autre trou-
pe de vingt-deux personnes fut embarquée au port de Sette, &
debarquée sur les côtes d'Italie, sans lui donner aucun secours
d'argent ni de vivres. Ces malheureux traverserent un país tout
ennemi avec beaucoup de peines & de dangers: mais ils y trouve-
rent encore plus de bonne foi & d'humanité que dans leur patrie,
& enfin ils arriverent dans des lieux où ils trouverent de la con-

1687. solation & du repos. Le reste de ceux dont les noms avoient été
 1688. donnez furent retenus contre la foi du traité, & on les rechercha
 &c. même pour les punir. Quelques-uns qu'on arrêta furent portez
 dans l'Amerique. On leur disoit pour les affliger que Vivens
 les avoit vendus, & qu'il les avoit denoncez pour avoir un pas-
 seport. Ce Vivens avoit été mis dans la premiere troupe avec
 Lapierre, Chapus, Bringuier & Bertezene, qui avoient prêché
 comme lui. Quand il eut appris cette perfidie, il se crut dispen-
 sé de la promesse qu'il avoit faite de ne retourner jamais en Fran-
 ce : & ayant pris l'avis de ceux qui le pouvoient autoriser, il y
 rentra avec Lapierre qui avoit déjà été son compagnon, & y re-
 commença ses fonctions ordinaires. Il alloit toujours armé, &
 quand on l'attaquoit il se defendoit courageusement. On lui en
 vouloit beaucoup par cette raison, & enfin ayant decouvert sa
 retraite, on alla l'y assieger. Il vendit sa vie fort cher à ses en-
 nemis, & fut tué en se defendant, après quoi son corps fut trai-
 né à la voirie. Trois hommes qui étoient avec lui dans la caver-
 ne où il fut surpris, se rendirent à condition qu'on leur sauveroit
 la vie : mais le Gouverneur d'Alais qui leur en avoit donné sa
 parole, ne manqua pas, selon la perfidie ordinaire de ses sem-
 blables, de les faire pendre trois jours après.

*Forts &
 Citadel-
 les bâtis
 en divers
 lieux.*

Les Assemblées ne continuerent pas par tout avec le même zèle qu'elles avoient commencé. Il y eut plusieurs Provinces où elles cessèrent après trois ou quatre mois de perseverance. Mais dans les Cevennes on ne put les reprimer. On en vint jusqu'à craindre que la Province ne se soulevât, & pour s'assurer contre cet événement, il fallut bâtir des Forts en divers lieux de ce pais-là, pour commander les lieux importants, Nîmes, Anduze, St. Hippolyte & d'autres lieux se virent sujets à ce nouveau joug : & d'ailleurs on fut obligé de tenir dans le pais un bon nombre de Troupes, pour empêcher les soulevemens. Ainsi dans ces mêmes lieux dont on avoit demoli les fortifications en 1629. de peur que les Reformez ne s'y maintinssent, il fallut après la revocation de l'Edit relever de nouvelles fortifications, pour se mettre à couvert des effets de leur desespoir. Mais tout cela ne put empêcher que les Assemblées ne continuassent, & que souvent dans le tems même où qu'on executoit ceux qui étoient condamnez à mort pour y avoir assisté, ou qu'on massacroit ceux qu'on avoit surpris

surpris dans ces devotions defenduës, il ne s'en tint d'autres d'un 1687.
 autre côté. De sorte que les ministres de la persecution ne sa- 1688.
 voient plus de quel côté se tourner, & ne voyoient reüssir selon &c.
 leur desir ni leurs cruantez, ni leurs diligences.

On étoit dans la même peine à la Cour à l'égard des *conver-* *Etat des*
sions. On desespéroit de conserver ceux qu'on avoit reduits par *Confes-*
 la violence, & encore plus de reduire ceux qu'on avoit dispersez *sieurs pri-*
 dans diverses prisons, pour tâcher de tirer d'eux une signature. *sonniers.*
 Il y alloit de l'honneur du Roi de voir tant de gens rebelles à ses
 volontez, qui perseveroient dans leur Religion, sans se mettre
 en peine de lui complaire. Il n'y avoit presque ni Château ni
 Couvent, où il n'y eût quelqu'un de ces pretendus entêtez; qui
 bien loin de paroître amollis par la longueur & les incommodi-
 tez de leur prison, & par les continuelles instances des Mission-
 naires & des Moines, s'insinuoient même par leur modestie, par
 leur pieté, par leur desintereusement, dans l'esprit de leurs Gar-
 des, & leur donnoient lieu de penser qu'une Religion qui inspi-
 roit de si beaux sentimens, ne meritoit pas d'être si cruellement
 persecutée. D'ailleurs leurs entretiens, leurs disputes mêmes, où
 les passages de l'Ecriture étoient citez & appliquez à propos, fai-
 soient voir à ceux à qui jusques là cette parole avoit été incon-
 nuë, que la Religion Reformée ne manquoit pas de solides fon-
 demens; & que s'il y avoit quelques objections à lui faire, cela
 n'empêchoit pas au moins qu'il ne fût injuste de la regarder com-
 me la plus odieuse de toutes les Heresies, & de traiter ceux qui
 en faisoient profession comme les plus infâmes scelerats. De plus
 la constance de tant de personnes de tout sexe, de tout âge &
 de toute qualité; mais principalement de tant de personnes dis-
 tinguées par une illustre naissance, ou par de grands emplois,
 ou par des richesses considerables, qui leur faisoient tenir rang
 entre les principaux membres de l'Etat; leur constance, dis-je,
 faisoit de grandes impressions sur les nouveaux *Convertis*, & en
 rappelloit un grand nombre à la Religion de ces invincibles Con-
 fesseurs. On les voyoit traînez d'un bout du Royaume à l'autre,
 confinez dans des lieux où ils n'avoient ni connoissances,
 ni habitudes; privez de leurs biens, sans secours de leurs amis,
 sans commerce avec leurs proches, mal nourris, mal vêtus, ex-
 posez au froid & au chaud, au vent & aux pluyes, sans lumiere

1687. & sans feu dans les saisons les plus fâcheuses ; sans autre consolation que celle de méditer la doctrine qu'ils avoient gravée dans le cœur, & pour laquelle ils souffroient toutes ces misères ; cependant fermes au milieu de ces incommoditez, & résolus à les supporter toute leur vie avec le même courage qu'ils avoient tenu pendant deux années.

*Elargif-
sement
de pres-
que tous.*

On n'ignoroit pas à la Cour que ce grand exemple ne fût admiré de ceux même qui avoient eu le plus de foiblesse ; & on voyoit plusieurs milliers de *Convertis* qui étant revenus à eux-mêmes, paroissent tout à fait résolus à l'imiter, & à réparer leur faute par une constance à toute épreuve. On avoit honte d'envoyer tant d'honnêtes gens aux galères ; & on n'avoit pas vu que cette peine eût fait succomber ceux qu'on y avoit condamnés. Il y avoit actuellement sur les galères & dans le service plusieurs Gentilshommes, qui supportoient cette indignité avec patience, ou pour mieux dire qui, s'ils étoient sensibles à l'outrage de ce traitement, faisoient gloire de l'occasion. Entre les autres il y en avoit plusieurs de Poitou, de qui le zèle enflammoit celui de leurs compagnons. Tels étoient principalement les Seigneurs de Laubouinière, de Lansonnière Huraud, de la Cantinière, & plusieurs autres. On ne voulut donc pas grossir le nombre de ces illustres malheureux, de peur de donner encore plus de force à leur exemple ; & on prit enfin le party de les chasser du Royaume. Il est vrai qu'on prit d'exactes mesures pour empêcher que leur délivrance ne fût regardée comme une grâce. On ne leur laissa pas la liberté de demeurer chez eux ; mais on leur imposa la nécessité de sortir du Royaume ; & on les fit conduire par des Archers qui repondoient d'eux, jusques sur les terres étrangères, ou jusques aux vaisseaux qui devoient les transporter. Il y en eut plusieurs qu'on ne laissa pas sortir par les lieux de la frontière les plus proches de leurs prisons ; mais qu'on mena d'un bout du Royaume à l'autre, pour leur faire souffrir une fatigue inutile. On ne leur permit ni de disposer de leurs biens, ni d'emporter de l'argent. On ne fit savoir à la plupart la grâce qu'on leur vouloit faire qu'à l'extrémité ; & on leur fit peur jusques au bout de l'Amerique ou des galères. Le Marquis de la Muffe jeune Gentilhomme d'une solide piété, dont il avoit donné de belles marques pendant deux ans de prison, étoit déjà embarqué sur

sur un vaisseau étranger, avant qu'il eût appris qu'on le vouloit relâcher; & celui qui étoit chargé de le conduire jusques là lui cacha si bien sa delivrance, qu'il ne permit pas au Capitaine même du vaisseau de la lui faire espérer par le moindre signe. Il n'en fut rien qu'après que ce fâcheux guide se fut retiré, & que les voiles furent levées. On fit le même traitement presque à tous ceux qu'on embarqua; & ils ne s'apperçurent qu'ils étoient libres, que quand ils eurent quitté les côtes. Cet artifice réussit contre quelques-uns, qui perdirent courage à la veille de leur delivrance; mais qui pensèrent mourir de douleur quand ils reconnurent la surprise qu'on leur avoit faite. Quand on étoit arrivé dans quelque lieu qui appartenoit aux Puissances étrangères, le Commandant de ceux qui conduisoient ces Confesseurs leur déclaroit la volonté du Roi, leur faisoit verbalement defenses de rentrer dans le Royaume, & donnoit à quelques-uns quelque argent pour se rendre au lieu le plus proche. On faisoit la même chose du côté de la mer; mais de plus on chargeoit par écrit le Capitaine du vaisseau de la conduite de ceux qu'on lui mettoit entre les mains, & on l'obligeoit à rapporter un certificat de leur débarquement, signé par le Magistrat du lieu où ils seroient abordez.

Presque tous ceux qui furent mis sur des vaisseaux furent portez en Angleterre, où la Religion recevoit tous les jours de si violentes atteintes, aussi bien que les Loix de l'Etat, par les entreprises de Jaques II. qu'il sembloit qu'on n'envoyoit là ces fideles Confesseurs, que pour les faire tomber d'une persécution dans une autre. Comme ils furent dispersez ainsi de divers côtes, je n'ai pu recueillir leurs noms, ni savoir exactement leur nombre, qui au fond étoit fort considerable. Ils furent la plupart assez bien traitez pendant leur route; & dans les choses qu'on avoit laissées à la discretion de leurs Guides, ils reçurent d'eux assez de civilité. Mais dans les lieux où ils passerent ils reçurent tant d'applaudissemens, de benedictions, de consolations de ceux qui les purent voir, que cela seul pourroit apprendre qu'il y a toujours un veritable profit à recueillir des actions vertueuses. Ils étoient comblez de louanges par ceux même qui ne s'estimoient pas capables de les imiter. Le concours étoit si grand dans les lieux de leur passage, que les persecuteurs en

1687.
1688.
&c.

*Accidens
remar-
quables
sur leur
route.*

1687. étoient fort scandalisez; d'autant plus qu'ils voyoient souvent des
 1688. Catholiques ravis de ces exemples de patience. On ne les lais-
 &c. soit pas aborder aisément aux nouveaux *Convertis*; mais on n'y
 pouvoit veiller si exactement qu'il n'y eût toujours quelqu'un
 qui trompoit les Gardes. Ils achetoient la liberté de les voir &
 de leur parler, & leur portoient par ce moyen des présents confi-
 dérables. Ceux qui ne pouvoient faire autrement se servoient de
 leurs amis Catholiques, dont plusieurs furent les porteurs de ces
 secours, & encouragerent même ces illustres exilés par des ex-
 hortations à la constance. Pour éviter ces inconveniens il y en
 eut plusieurs qui furent conduits dans des voitures fermées, &
 mis en arrivant aux lieux où on devoit disposer d'eux dans des
 prisons assez étroites, de peur que leur vue & leur entretien ne
 ravissent à la Religion Catholique le reste de ses conquêtes. Je
 ne repeterai point ici ce que j'ai dit de l'accueil fait par les étran-
 gers aux Réfugiez. On peut bien juger que ces genereux Con-
 fesseurs furent reçus de tout le monde avec des marques d'admi-
 ration & de tendresse. La libéralité des Souverains fournit bien-
 tôt à la plupart d'entr'eux des moyens de subsister modestement,
 & donna à ceux qui pouvoient se mêler du commerce, ou faire
 valoir des manufactures, des secours & des privilèges.

*Accueil
 qui leur
 est fait
 par les
 étran-
 gers.*

*Conclu-
 sion de
 l'Ouvra-
 ge.*

Cette délivrance arriva vers la fin du mois de Mars 1688. &
 c'est la dernière chose remarquable dont j'ai cru devoir charger
 mon Histoire. La guerre qui dure encore aujourd'hui commen-
 ça peu de tems après. La miraculeuse révolution arrivée en An-
 gleterre donna d'autres affaires à la France, que celle de veiller
 sur la conduite des *Convertis*; & lui fit sentir une des plus dan-
 gereuses suites de la persécution, dont elle s'étoit fait un exer-
 cice durant trente ans. A la vérité durant les premières années
 de la guerre, les prospérités du Roi lui donnerent lieu de con-
 tinuer les mêmes rigueurs contre ceux qui n'obéissoient pas à ses
 ordres sans repugnance. Il y eut des lieux où on exerça de nou-
 velles rigueurs. Aux environs de Duras, de Genfac & de Ste. Foi
 le zèle des *Convertis* se reveilla. On y fit plusieurs Assemblées,
 où il se trouva un Ministre vers la fin de l'année 1691. L'In-
 tendant & le Parlement ne perdirent pas cette occasion de se si-
 gnaler. On informa, on decreta, on saisit plusieurs personnes.
 On rasa des maisons, on enferma des femmes pour jamais, on fit

fit faire des amendes honorables, on condamna aux galeres & à la mort. Jean Constans & Jean Bassette de Duras furent envoyez aux galeres; le premier pour toujours, & l'autre pour cinq années. Jean de Landes y fut condamné pour trois ans. Pagés de Margueiron de Ste. Foi fut condamné à la mort, & la souffrit avec courage. Les Trompettes & les Tambours firent beau bruit, pour empêcher que ses discours ne fussent entendus de l'assistance. Sept autres qu'on ne put prendre furent condamnés à la mort par contumace, & l'arrêt fut exécuté en effigie. Trois ou quatre maisons furent rasées, parce qu'on y avoit prêché. Il y eut de semblables condamnations contre divers membres des Eglises de Nerac & de Sigoules, parce qu'il s'y étoit fait aussi des Assemblées. En plusieurs lieux des enfans furent enlevés à leurs peres. Quelquefois on arrêtoit les fugitifs, & on les envoyoit aux galeres: quelquefois on se contentoit de leur ôter tout ce qu'ils avoient, & de leur commander de s'en retourner après les avoir mis en chemise. Quelquefois on les laissoit passer sans empêchement. Les choses sont encore sur le même pied dans le Royaume. On y voit beaucoup d'inégalité dans les affaires de Religion: quelquefois rigueur, quelquefois relâchement; d'un côté des supplices, & de l'autre de la tolerance: & on attend maintenant la fin de la guerre, pour juger quelle sera la destinée des Protestans; & s'ils auront quelque part aux douceurs de la paix que toute l'Europe desire.

1687.
1688.
&c.

F I N.

R.E.

REFLEXIONS

Sur la revocation de

L'EDIT.

est tems que je tiennne la parole que j'ai donnée Lecteur dès la premiere partie de cette Histoire, lui faire faire quelques reflexions sur l'obligation étoit le Roi de France aujourd'hui regnant d'observer l'Edit de Nantes, aussi religieusement que son auguste Ayeul. J'ai démontré par une assez longue dissertation, inserée dans le septième livre du premier Tome, que ce memorable Edit par sa propre nature, & par toutes les circonstances des affaires & du tems étoit irrevocable, & devoit perpetuellement subsister. J'ai fait voir que Henri IV. son auteur étoit le garant de toutes les concessions, & par conséquent obligé de le maintenir, par toutes les raisons de la justice, de la bonne foi, de la propre autorité; comme Roi, comme arbitre naturel, comme pere commun, comme conservateur né de tous ses sujets. Mais on peut demander si l'obligation de ses Successeurs étoit égale; & si l'Edit devoit avoir la même force à leur égard. Ce seroit une question bien-tôt vuidée, si on la traitoit de bonne foi. Les principales raisons par lesquelles j'ai fait voir la solidité de l'Edit de Nantes étant prises de la nature même des choses, il est évident qu'elles ont la même force en tout tems. Elles sont de même poids aujourd'hui, qu'elles étoient il y a cent ans.

Mais ceux qui trouvent leur compte à entretenir les Princes de leur puissance arbitraire, n'ont pas manqué de poser pour une de leurs maximes que les predecesseurs ne peuvent obliger ceux qui leur succedent; que les Loix meurent avec celui qui les a faites; que le fils ou l'heritier du defunt n'est tenu de les garder qu'autant qu'il le veut, ou qu'il juge expedient de le faire. Je sai bien que cela est vrai quelquefois, & qu'il y a des choses dont l'obligation est éteinte par la mort de celui qui l'avoit formée. Il y a des choses purement provisionnelles, des engagements qui ne sont que

que personnels, dont le lien se rompt de lui même, non seulement quand le Prince vient à mourir; mais par mille considérations qui le peuvent dispenser lui même de l'observation de ses promesses. Ce qui fait donc la fausseté de cette maxime est qu'on la donne pour generale, & qu'on l'applique aux obligations les plus indispensables & les plus solides. Il ne peut être vrai, par exemple, que la mort d'un Prince dispense son successeur des devoirs qui sont attachez à la Couronne qu'il lui laisse. Quoi que les Royaumes soient des heritages d'un tout autre prix que ceux qui passent du pere aux enfans entre les sujets, cette inégalité n'empêche pas qu'ils ne viennent les uns comme les autres entre les mains de l'heritier, avec toutes les charges & tous les engagements qu'ils étoient possédez par celui dont on recueille la succession. Comme on reçoit ces biens des mains du predecesseur avec tous les avantages dont il a joui, je ne voy pas comment on pourroit ne les recevoir pas avec toutes les obligations dont il étoit lié lui-même.

En effet qui a jamais mis en doute qu'un Prince ayant engagé son Domaine, son successeur ne soit obligé à laisser subsister cet engagement, jusqu'à ce qu'il ait dedommagé les engagistes? Qui a jamais avancé que la mort de celui qui l'a engagé, pour conserver l'Etat à son heritier, degage cet heritier, & l'autorise de ruiner ceux qui ont pris ces engagements, par cette seule raison que le traité de son predecesseur ne l'oblige à rien. Les traites, les alliances qu'on a pu faire avec les étrangers, sont-elles rompues par cela seul que le Prince a changé de nom, & que le fils regne au lieu du pere? Il ne s'agit pas ici de ce qui se fait, mais de ce qui se doit faire. Je n'ignore pas qu'assez souvent on viole actuellement ces traites: mais je n'ignore pas aussi que tout le monde en murmure; & qu'on se souleve contre ces infractions comme contre des choses qui blessent le Droit, & qui renversent les fondemens du repos public. Il en est de même des Loix d'où depend le bien de l'Etat, & la conservation de ses membres. La mort d'un Prince ne dispense pas celui qui prend sa place de garder ce qui est necessaire pour la paix interieure. Ce seroit une horrible confusion que celle qui regneroit dans le monde, si toutes les fois qu'un Souverain vient à mourir, les sujets devenoient incertains de leur fortune; & se trouvoient aban-

donnez à la discretion d'un successeur, qui ne se croiroit pas obligé à ménager leurs immunités, & leurs privilèges. Je repete encore une fois qu'il ne s'agit pas ici de ce qui se peut, mais de ce qui se doit. Un Prince peut être injuste, & violer les franchises de ses sujets : & même il le peut quelquefois si absolument, qu'on ne sauroit s'y opposer avec succès. C'est-à-dire qu'en abusant des forces de son Etat, il peut de fait empêcher qu'on ne s'oppose à ses injustices. Mais cela ne se doit pas : & ce n'est pas là ce qu'il faut appeler pouvoir souverain, & pouvoir legitime, que de pouvoir mal faire impunément. Il n'y a ni Loix naturelles, ni Loix divines, ni conventions humaines qui puissent donner à quelqu'un le droit d'être injuste. C'est même une chose contradictoire & inconcevable, qu'on puisse avec droit violer le Droit. Il n'y a point de Puissance, à quelque degré qu'elle monte elle-même par l'oppression de la liberté publique, ou qu'elle soit éleyée par la flatterie des ames intéressées, dont on puisse dire raisonnablement que ce soit là le privilege.

On dira peut-être que les successeurs n'entrent dans les obligations de ceux qui leur laissent la Couronne, que par le serment qu'ils prêtent de les maintenir : mais je repons qu'au contraire, dans les devoirs de la Souveraineté, dans les obligations annexées à la Couronne, dans les droits des peuples dont ils promettent la conservation, ils ne sont pas tenus de les garder, parce qu'ils le jurent, mais ils jurent de les garder parce qu'ils le doivent, & que c'est avec cette charge que la suprême puissance leur est devolue. La ceremonie du serment ne sert qu'à leur notifier à quels devoirs ils s'engagent, & le serment même n'est qu'une solennelle reconnoissance des conditions sous lesquelles ils sont revêtus du pouvoir suprême. Il n'y a point de formulaire de ces sermens par lequel les Souverains ne s'obligent à faire justice, & à defendre le foible de l'oppression ; & par consequent nul serment qui ne les avertisse qu'ils ne peuvent eux-mêmes opprimer personne. En effet s'ils s'obligent à ne souffrir pas qu'un de leurs sujets opprime l'autre ; il s'ensuit à bien plus forte raison qu'ils se reconnoissent eux-mêmes tenus à n'opprimer point ceux dont ils sont, par leur qualité, les peres & les protecteurs ; & à garder aussi religieusement la justice entre eux & leurs peuples, qu'à la faire observer à leurs sujets les uns envers les autres.

S'il

S'il y a quelque Etat au monde où cette maxime soit véritable, c'est la France. On y dit communément, & on y tient pour une Loi de l'Etat ; que le Roi ne meurt point. Or cela ne se peut entendre à la lettre ; puis qu'on fait bien que les Princes meurent en France comme ailleurs : on n'y voit d'hommes immortels que dans les inscriptions. Les tombeaux de St. Denis montrent que les Rois y peuvent mourir. En quel sens donc peut-on dire avec raison que le Roi ne meurt point ? C'est que la mort du Roi ne change rien à l'Etat ; & que tel qu'il est laissé par le Roi mourant , tel il passe entre les mains de celui qui lui succede. Le Roi ne meurt point , parce que l'Etat demeurant toujours le même ne s'apperoit point qu'il meure : & qu'en changeant de main il ne change point de condition. Cela ne se pourroit dire, si par la mort du Roi toutes les obligations qu'il y avoit , pendant sa vie , entre lui & son Etat venoient à cesser. On pourroit dire certainement que le Roi seroit mort , si par sa mort toutes choses devenoient nouvelles , & le nouveau Roi pouvoit tout changer.

Cela ne pouvant être contesté, il ne reste qu'à faire voir que l'Edit de Nantes étoit du nombre de ces choses dont l'obligation subsistoit encore après la mort de son auteur. Or cela n'est pas malaisé. Il ne faut que recourir à ce que j'en ai dit dans le lieu déjà cité , en expliquant ses qualités de *perpetuel & irrevocable*. On y verra que le devoir de le garder étoit un devoir naturel , invariable , sans dispense : fondé sur la nature de la chose même , sur les privileges de la conscience , sur les obligations nécessaires d'un Souverain à conserver ses sujets , & à les faire jouir des avantages inaliénables de l'homme. D'où il s'ensuit que telle qu'étoit l'obligation de Henri le Grand à l'observer ; telle étoit aussi celle des Princes qui ont hérité de la Couronne. Comme ils sont entrez dans tous ses droits , ils sont entrez également dans tous ses devoirs.

Mais quand cela ne seroit pas d'une évidence sensible , à tous ceux qui sont capables de comprendre que la servitude n'est imposée à personne par la nature , il est au moins hors de doute que quand les successeurs d'un Souverain ont promis de garder les loix & les traités de leur predecesseur , ils se trouvent par là dans le même engagement où il avoit été , & se chargent de ses

obligations. Dans plusieurs Coutumes de France, lors que quelqu'un vient à mourir, les creanciers sont obligez à passer un nouveau titre avec l'heritier, avant que de pouvoir agir directement contre lui : mais lors que cet acte, auquel même, quand il le refuse, on peut legitiment le contraindre, est une fois fait, il est incontestablement chargé de toutes les obligations de celui à qui il succede. Cela s'applique de soi-même au sujet dont il s'agit. Le successeur d'un Roi qui s'est engagé à de certaines choses par des loix solennelles, & des traitez justes & necessaires, est tellement obligé à les tenir, que s'il le refusoit, il violeroit évidemment les regles de la justice. Il n'est pas question maintenant de voir comment on seroit autorisé de les lui faire garder, s'il persistoit dans le refus de le faire, ou qu'il prit même ouvertement des mesures pour les rompre. Je dis seulement qu'ayant une fois promis aux sujets de les maintenir dans les concessions qui leur avoient été accordées, il est évidemment au cas d'un heritier qui a passé un nouveau titre aux creanciers de son pere. Les obligations de l'un sont devenuës celles de l'autre. Les loix & les promesses du devancier ne sont plus des loix & des promesses étrangères au successeur. Il les a manifestement prises sur lui, & il en a fait les siennes. Or c'est là ce qui a été fait par les Rois qui ont porté la couronne en France après Henri IV. Ils ont promis par de nouveaux Edits, solennels, réiterez, accompagnez de demonstrations de bienveillance, & d'une sincere inclination à les garder, de les maintenir exactement. Ils les ont adoptez ; ils en ont fait leurs Edits. Ils étoient donc obligez de les maintenir.

Repondre à cela par le privilege imaginaire du pouvoir absolu qui n'est jamais lié à rien, c'est supposer ce que jamais des gens qui n'ont pas perdu la raison ne prendront pour veritable. Ce pouvoir tel que les flatteurs le définissent est une usurpation contre la nature ; un renversement de tout Droit, contre lequel, pour ainsi dire, toute la nature proteste ; une entreprise qui n'est fondée ni sur la volonté de Dieu, ni sur la raison. Je n'ai pas dessein d'approfondir ici la matiere : j'y ferai seulement deux reflexions. La premiere est que la plus grande & la plus solide gloire des Souverains consistant à être les images de Dieu, c'est renoncer aux lumieres même du sens commun, que de vouloir
que

que ces images , quelque saintes , quelque majestueuses qu'elles soient puissent étendre leurs droits plus loin que Dieu , leur original , ne porte les siens. Qui ne fait qu'à quelque degré d'excellence que les tableaux puissent arriver , il s'en faut néanmoins beaucoup qu'ils ne puissent égaler ce qu'ils représentent ? Qui ne voit donc aussi que ces tableaux ne doivent pas avoir des privilèges plus grands & moins bornez que la chose même , des perfections de laquelle ils tirent tout ce qu'ils ont de considerable ? Ils ne sont beaux & parfaits qu'autant qu'ils imitent le patron sur lequel on les a tirez. Beaucoup moins doit-on penser que ceux qui sont les images de Dieu puissent avoir des droits infinis , dans les choses où la justice & la sagesse de Dieu même limitent les siens. Or Dieu n'exerce point sur les hommes un droit arbitraire , independant de toutes conditions. Je n'entre pas dans l'examen de cette question , savoir si Dieu pourroit , par son droit absolu , créer un être intelligent , dans la seule vuë de le rendre misérable , pour demontrer en lui la force & l'éminence de son pouvoir. Je me tiens au fait , en laissant le droit à part , sur lequel néanmoins j'aurois bien-tôt pris party : & je dis que de fait Dieu ne rend personne misérable , sans qu'il ait mérité de l'être. Si comme le premier être & le premier Souverain , il peut ce qu'il veut , de même comme le premier bon & le premier juste , il ne veut que ce qui n'intéresse point la perfection de la justice & de sa bonté.

Comment donc peut-on s'imaginer que les Souverains , qui ne sont que ses images , ayent plus de droit sur leurs sujets , qu'il n'en prend sur ses creatures ? qu'ils puissent rendre leurs sujets malheureux sans cause : changer , confondre , détruire , seulement parce qu'ils le veulent ? Je ne m'étonne pas que ce soit là une doctrine de Jésuites. Elle est digne d'eux. Comme jamais la nature n'a rien produit de plus ennemi de Dieu que leur detestable Politique , ce n'est pas merveille que cette maxime y entre. Mais je ne puis concevoir que des gens qui savent la différence qu'il doit y avoir entre les droits de Dieu & ceux des hommes , soient capables d'attribuer aux hommes un pouvoir dont Dieu même ne s'est jamais prévalu , depuis la creation du monde. Où est-ce que Dieu a révoqué ses loix , cassé ses traités , affligé , forcé , détruit les hommes , par un acte simple de volonté arbitraire ,

sans avoir été provoqué par leurs longues & odieuses rebellions. On peut dire avec raison qu'il n'y a rien qui ressemble plus aux Idolâtres que les flatteurs : & je n'aurois pas de peine à le prouver, si c'étoit ici le lieu propre à pousser le parallèle. Mais je dirai seulement qu'il n'y a point d'idolâtrie plus outrée que celle des flatteurs qui élèvent la suprême Puissance au delà des bornes. On appelle Idolâtres ceux qui égalent les creatures au Createur, & leur rendant les mêmes honneurs, les regardent comme compagnons, & comme collatéraux. Combien plus doit-on tenir pour Idolâtres ceux qui par de basses flatteries, attribuent plus à la creature que Dieu ne prend pour lui-même : & donnent au pouvoir des hommes une étendue où Dieu ne porte jamais le sien ?

Ma seconde reflexion est que bien des gens se trompent dans la comparaison du plus haut degré de la puissance legittime, & du pouvoir arbitraire. On prend l'un pour l'autre mal à propos. La puissance souveraine peut être déposée entre les mains d'un seul, à telle condition que non seulement il soit le gardien & le garant des Loix, mais que toute l'autorité législative réside en lui. C'est là tout ce que la nature permet de faire. C'est le dernier degré où les hommes peuvent porter la sujettion. Celui qui est revêtu de cette haute puissance est le maître de ce qu'il fait ; & n'est tenu ni d'en prendre avis, ni d'en rendre compte. Mais au fond ce pouvoir n'est pas arbitraire. Il n'autorise pas celui à qui on le donne de n'être ni juste, ni sage, ni de bonne foi. Jamais la nature ne peut autoriser un droit destructif. Il est impossible, incomprehensible, contradictoire qu'elle ait le mal en vue comme sa fin, & le but de ses lumieres. Jamais les societez n'ont été fondées, ni la providence ne les a ou permises, ou ordonnées que pour le bien commun, le secours, la correspondance, la conservation mutuelle. Quelque étendue donc qu'ait le pouvoir remis entre les mains du Souverain, cette restriction y est naturellement sous-entendue. On le fait absolu dans tout ce qui peut servir au repos, au bonheur, à l'avantage commun ; on l'en fait le maître & le seul arbitre ; mais il est impossible que la chose aille plus loin ; & que ses droits s'étendent jusques à mal faire & à détruire sans cause, par un pur acte d'autorité ; je ne dis pas une partie considerable, mais le moindre de ses sujets. S'il le
fat,

fait, comme on le voit arriver quelquefois, c'est un abus visible de la puissance; une injustice manifeste, dont si la grandeur le dispense de rendre compte à ses peuples, il sera tenu de le rendre tôt ou tard au Roi des Rois.

Je pose donc qu'en France tout le pouvoir, toute l'autorité reside entre les mains du Monarque, & qu'il n'y ait nulle autre puissance dans l'Etat qui n'émane de la sienne, soit que cela vienne de la Loi fondamentale de la Monarchie, soit que la suite des siècles & l'affection des peuples pour leurs Princes aient insensiblement amené les choses à ce point-là; je pose, dis-je, que cela n'empêche pas que tout ce qui est fait par ces Princes contre le droit de leurs sujets, contre leur repos, contre leurs privilèges naturels & légitimes, ne soit une injustice évidente, s'il n'y en a eu des causes au dessus de toutes les exceptions. Ainsi l'Edit de Nantes n'a pu être ni violé, ni révoqué par le seul droit d'une puissance absolue, indépendamment de toute raison & de toute cause, sans donner aux sujets intéressés à son observation une juste occasion de s'en plaindre, comme d'une injustice manifeste.

Quelle raison, quelle cause en peut-on alleguer qui ait la moindre couleur? Est-ce l'intérêt de la Religion Catholique, qui ne peut souffrir d'autre doctrine que la sienne? Premièrement ce droit d'exterminer tout ce qui lui est contraire n'est ni reconnu, ni prouvé: & la chose est si importante, qu'avant que de la presupposer, il seroit nécessaire que le procès fût jugé. En attendant la décision, un droit qui ne s'exerce que par des injustices sanglantes, devoit être laissé en surseance. Mais d'ailleurs ce droit n'avoit point empêché que l'Edit ne fût donné. Il n'avoit même été donné, que pour surseoir la contestation entre les parties, à cause de ses suites funestes: & par un traité qui obligeoit les prétendants à vivre en paix, malgré leurs prétensions opposées. La même raison subsistant encore, l'exercice du droit prétendu par la Religion dominante ne pouvant être repris, sans renouveler les horribles effets dont l'Edit avoit arrêté le cours, il étoit aussi nécessaire que jamais de le maintenir.

Est-ce que cet Edit n'avoit été donné que par provision? J'ai réfuté cette vaine prétension dans cent endroits de l'Histoire. Je redirai seulement ici que dans des choses de cette nature, aussi

graves, aussi importantes que la Religion, les biens, la vie de plusieurs millions de personnes, c'est se moquer du monde que de vouloir faire passer les mots de *perpetuel & irrevocable* pour synonymes à *provisionnel*. On feroit aussi-tôt passer pour des termes de même sens ceux de concessions & de defences, de liberté & de servitude. De plus quand l'Edit n'eût été que provisionnel, la provision n'étant limitée à aucun tems prefix, elle devoit subsister autant que la nature même de la chose le demandoit: & autant, par conséquent, que les differens de Religion, qui avoient été l'occasion de la donner, n'auroient point été terminés par l'autorité d'un Juge reconnu des deux côtes, ou par une réunion volontaire.

Dira-t-on que les peuples à qui la grace avoit été accordée en étoient devenus indignes? Ce seroit une accusation en l'air & sans preuve: & d'ailleurs on ne la pourroit former contre ceux à qui l'Edit a été ôté. Leurs peres avoient fait la guerre à Louis XIII. diront les promoteurs de cette injustice. Je repons que le fait est faux. C'est le Prince qui a fait la guerre à ses sujets, qui les a prevenus, qui la leur a déclarée: ou si on veut decharger la memoire de ce Prince d'un reproche qu'il ne merite pas, je dirai que ce fut le Duc de Luynes son Favori, qui abusant de la facilité de son maître, couvrit son ambition, ses cruautés, ses manquemens de parole, du nom auguste de son Roi: en quoi il fut suivi par le Cardinal de Richelieu, qui enveloppa du même voile le dessein qu'il avoit formé d'opprimer les peuples. Les Reformez ne firent que se defendre foiblement; toujours prêts à poser les armes, pourveu qu'on leur ôtât les sujets de craindre la contrainte de leurs consciences, les supplices & les massacres. S'il y a des gens qui ayent l'ame assez engagée dans la servitude, pour croire que dans ce cas, toutes les circonstances étant pesées, des sujets opprimés ne se peuvent legitiment defendre, je ne pretens pas les guerir de leur prejuge, qu'ils jouissent de leur erreur, & qu'ils presentent tranquillement la gorge à leurs ennemis, s'ils le trouvent à propos: mais cela ne m'empêchera pas de dire que pour s'entêter de cette pensée, il faut n'entendre guerres ni les droits humains, ni les Loix divines. J'en ai parlé ailleurs assez amplement; & je n'allongerai pas ici mes reflexions par des repetitions inutiles. Une seule remarque me suffira. C'est que si quel-

quelqu'un croit qu'il n'y a point de raison qui puisse autoriser des sujets opprimez de se defendre de l'oppression, cela vient de ce qu'il n'y a plus personne en France qui se souviene de la liberté. Il n'y a plus personne qui ait vu l'Etat tel qu'il étoit en 1610. Tous ceux qui vivent sont nez, ou ont commencé à raisonner depuis que les affaires sont changées. Il leur semble qu'on a toujours été dans la servile dependance où les peuples sont aujourd'hui. Par cette raison, ils ne comprennent pas les droits de la liberté, parce qu'ils ne l'ont jamais goûtée. Un aveugle né ne peut comprendre quelles sont les delices de la vuë. Si quelqu'un avoit toujours été malade, le commerce même de ceux qui se portent bien ne lui feroit pas nettement connoître la nature de la santé. De même ceux qui ont toujours vu obeir sans murmurer; qui ont été nourris dans la terreur; que la naissance, l'éducation, l'exemple, l'interêt ont formez au joug, ne peuvent bien juger de la nature & des droits de la liberté. S'ils savoient par eux-mêmes ce que c'est que d'être libres, ils comprendroient mieux combien ceux qui l'avoient été trouvoient douloureuse & pesante la chute qui les jettoit dans la servitude: & ils trouveroient plus de force aux raisons qu'ils avoient de s'opposer au progrès de l'injustice. Pour decider plus précisément ce qu'il est permis de faire en faveur de la liberté, il faut savoir par experience tout ce qu'elle vaut. Mais je dois ajoûter sur tout que quand ces guerres auroient été aussi injustes de la part des Reformez, aussi odieuses, aussi inexcusables que celles de la Ligue, cela ne regardoit pas les Reformez à qui on a ravi la protection de l'Edit. Le mal avoit été commis par leurs peres; par quel droit en pouvoit-on punir les enfans? On avoit pardonné ce prétendu crime aux peres, avec quelle justice en pouvoit-on faire repondre les enfans? Quelle part avoient eue les Reformez nez sous le regne de Louis le Grand, aux armes de ceux qui vivoient sous celui de Louis le Juste? On peut voir ce que j'en ai dit & dans la preface generale, & dans plusieurs lieux de l'Histoire. Je n'ai qu'à repeter ici en un mot, que tout ce qui peut rendre des sujets dignes de la protection de leur Souverain se trouvoit dans les Reformez, quand on a entrepris de les detruire: fidelité, services, obeissance, modestie, soumission, complaisance: rien n'y manquoit; si ce n'est que par une faute qu'un Roi peut pardon-

ner sans se faire tort, ils aimoient leur Prince presque jusques à l'adoration, & portoient pour lui leurs hommages & leur dépendance, jusques à un degré un peu trop voisin de l'idolâtrie.

Enfin peut-on dire qu'il n'y avoit plus personne qui eût intérêt à l'Edit? On a cherché ce prétexte à la vérité, & on a voulu faire précéder sa révocation par une apparence de *conversions*. Mais jamais le Clergé n'eût pu recevoir un dementi plus formel, que celui qui lui a été donné par l'événement, sur la hardiesse qu'il a eue de suggerer ce prétexte au Roi. Je laisse à part la manière dont on a procuré ces *conversions*. Chacun peut voir de lui-même que ce n'étoit pas par une réunion de cette nature qu'il falloit faire cesser le schisme, afin d'avoir une occasion légitime de révoquer l'Edit. Mais de plus malgré toutes les violences, ne restoit-il pas assez de familles qui n'avoient jamais eu la moindre complaisance pour les *Convertisseurs*? Combien a-t-on vu de milliers de Confesseurs que jamais l'épreuve n'a pu fléchir? Combien de milliers qui en signant leur réunion protestoient les larmes aux yeux contre la violence qui extorquoit leurs signatures? Plus de deux cens mille âmes sorties volontairement du Royaume, pour aller chercher ailleurs la liberté de leur conscience, sans parler de ceux qu'on a transportez dans un autre monde, sont une preuve vivante qu'il y avoit encore des gens à qui l'observation de l'Edit étoit due pour leur sûreté. Un pareil nombre de peuples qui se sont assemblez jour & nuit tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, au hasard de périr par la rouë & par les massacres: tant de milliers ou qu'on a fait périr dans les prisons, ou qu'on a condamnez aux galeres, ou qu'on a fait mourir de divers supplices, ou qu'on a massacrez sur le lieu des Assemblées, portent temoignage de la même chose. Tout ce qui reste encore aujourd'hui en France de Reformez, qui ont desavoué leurs signatures forcées, & qui ne prennent point de part aux services Catholiques, sont encore autant de temoins qui déposent que l'Edit étoit aussi nécessaire pour eux, qu'il l'avoit été pour leurs peres.

Il s'ensuit donc qu'il n'y avoit nulle raison de le révoquer, que les causes qui l'avoient rendu nécessaire étoient encore les mêmes, qu'il étoit juste par conséquent de lui laisser toute sa vigueur, qu'il auroit été même plus humain & plus équitable d'en étendre les concessions, que de les resserrer & les éluder: & que ceux qui ont sug-

suggéré au Roi les prétextes & les moyens de l'abolir, l'ont fait par leurs conseils, au préjudice de son intérêt & de sa gloire, l'auteur d'un mal dont ils seront responsables devant toute la Postérité.

Je ne crois pas fort nécessaire de répondre à ceux qui n'auroient à opposer à toutes ces reflexions, que l'autorité du celebre Gro-tius. Je sai qu'entre ses autres grandes qualitez, il avoit celle d'être grand Jurisconsulte. Mais on fait aussi qu'il étoit fort complaisant dans les affaires de Religion, pour ceux qui le prenoient par son foible: & que l'encens des Jésuites l'avoit un peu entêté. Comme ils lui gaioient le cœur par les louanges de sa capacité, & par l'approbation de ses vûes pour la réunion du Christianisme; il entroit aussi reciproquement dans quelques-unes de leurs maximes; & il se laissoit mener par leur Politique. Il n'étoit rien moins qu'infailible: & il s'est trompé dans trop de choses, pour n'avoir pas été capable de se tromper, quand il a parlé du pouvoir des Rois, & de la nature de leurs Edits. J'avouë donc qu'il a cru qu'ils se pouvoient revoquer: mais comme il l'a dit sans preuve, je ne suis pas obligé de croire qu'il eût raison. D'ailleurs il a regardé les Edits donnez aux Reformez comme de simples Edits de Pacification; au lieu qu'il y a bien d'autres côtes par où on les peut considerer: & à ne les prendre même que de ce côté-là, il ne laisse pas d'être vrai qu'ils devoient être irrevocables. Il y a tel cas où la raison de la paix, qui est le plus précieux bien des Societez, est une raison si forte, que quand il n'y en auroit nulle autre, elle suffit pour rendre perpetuels les Edits dont elle est le fondement. Enfin la decision de la question que je traite ne depend pas de l'autorité d'un temoignage: & quelque grand que soit un Jurisconsulte, son avis n'est pas un oracle qui doive l'emporter sur d'invincibles raisons.

Je n'ai plus maintenant qu'un mot d'avis à donner, sur ce que je n'ai pas mêlé aux autres recits de mon Histoire celui de certains événemens qui ont eu quelque chose de fort extraordinaire, & qui dans l'esprit de plusieurs ont passé pour miraculeux. J'ai trouvé dans les memoires des exemples d'Eglises Catholiques foudroyées dans des circonstances tout-à-fait surprenantes; comme à Orange après les imprecations d'un Jésuite, qui avoit invité la main Divine à fraper ce coup, si la Religion qu'il prêchoit n'étoit pas veritable. Ainsi en Poitou, des Eglises re-

marquables de la campagne furent abattuës par le tonnerre, dans le tems que des personnes outrées de douleur pour la perte de leurs Temples, demandoient à Dieu quelques marques de sa colere contre ces Eglises, pour les consoler de la ruine de leurs exercices. De même à Rouën l'Eglise Cathedrale fut presque abîmée; & d'autres furent encore plus mal-traitées, environ le tems qu'on faisoit les plus criantes injustices aux Reformez de la Province. J'ai vu dans d'autres relations des tremblemens de terre, accompagnez de mugissemens interieurs, & de circonstances étonnantes. Lors que l'Eglise de Mompellier fut abattuë, on vit une lumiere extraordinaire qui parut durant plusieurs nuits sur la place où le Temple avoit été. Il fut même fait des vers Latins & François pour & contre les Reformez, à l'occasion de ce prodige; & on les repandit dans tout le Royaume. Lors que la Declaration qui autorisoit les enfans de sept ans à changer de Religion fut enregitrée à Chatelleraud, on dit qu'il fut ouï des voix plaintives, comme d'une multitude d'enfans qui auroient été dans un état de douleur; ce qui étonna l'Auditoire, & fit faire quelque recherche, pour decouvrir l'origine de ce bruit. Tout le monde a entendu parler des Pseaumes, dont on a dit que le chant avoit été entendu dans les airs, dans des lieux où il n'y avoit ni de chants ni d'Assemblées. On sait aussi quel éclat a fait dans le Dauphiné & dans le Vivarais la Bergere de Cret, & une foule d'enfans de l'un & de l'autre sexe, qui étoient devenus Predicateurs; & qui tombant dans une espece d'extase, disoient des choses qu'on a représentées comme tout-à-fait merveilleuses. J'ai eu des memoires sur toutes ces choses, & sur quelques autres qui ont fait assez de bruit. Cependant je n'en ai point chargé mon Histoire: quoi que j'y aye inséré bien des particularitez moins importantes. Il est juste que je rende compte des motifs qui m'ont fait faire cette omission. Je dirai donc que je n'ai pas pretendu par mon silence former un prejuge, contre ceux qui pensent avoir de suffisantes raisons de prendre ces événemens pour de veritables merveilles. Quoi que je ne sois pas credule sur les choses de cette nature, & qu'étant même un peu enclin à la des fiance, quand il s'agit d'évenemens rares & surnaturels, je sois en quelque sorte toujours en garde contre les relations de ces choses extraordinaires, il s'en faut bien néanmoins que je n'aspi-

re à passer pour un de ces esprits du haut rang , qui doutent de tout ; & chez qui le moindre soulèvement de leur raison passe pour une démonstration de la fausseté des choses qu'on leur debite. Je confesse mon foible ingénuement. Je suis de ces esprits mediocres qui croient de bonne foi que la main de Dieu n'est point accourcie : que comme elle a fait des miracles autrefois , elle en peut faire encore aujourd'hui : qu'elle en fait même , peut-être , d'aussi grands de nos jours , que ceux qu'elle a faits dans le tems que l'alliance du salut appartenoit à un seul peuple à l'exclusion des autres. Ce qui fait que nous ne les remarquons pas , n'est pas que les choses ne soient point miraculeuses : mais c'est que la force des esprits de nôtre siècle les a defaits de l'heureux préjugé du peuple Hebreu , qui trouvoit Dieu par tout ; & le voyoit à la tête de tous les événemens. Alors c'étoit Dieu qui faisoit tout , qui envoyoit les tempêtes , qui lançoit les foudres ; qui faisoit perdre ou gagner les batailles ; qui ordonnoit les revolutions ; qui se servoit des creatures à son gré , comme des instrumens de ses volontez absolues , & de ses conseils. Si nous avions encore l'esprit capable de ce saint entêtement , nous trouverions sans doute plus de merveilles qu'il ne nous y en paroît dans la conduite du monde. Nous trouverions extraordinaires tous les effets où nous verrions non seulement intervenir & presider la cause premiere ; mais agir par elle même , & mouvoir les ressorts du monde , pour ainsi dire , par ses propres mains. Nous ne serions pas si decisifs , quand il s'agit de rejeter des choses qui nous paroissent rares & incroyables ; & si nous nous donnions la liberté de suspendre notre jugement , en attendant des informations plus claires , & des lumieres plus convaincantes ; nous ne serions pas au moins si prompts à insulter à la crédulité des autres ; & à la tourner en ridicule. Mais la Philosophie qui a rempli l'esprit de mille autres préjugés , que bien des gens prennent pour de belles & vives lumieres , l'a debarrassé de celui-là : & nous ne voyons plus dans cette prevention que des ames simples & vulgaires. Les genies nobles & relevez trouvent bien mieux leur affaire à rapporter tous les événemens aux causes secondes : ou à les regarder au moins seulement du côté de l'enchaînement qu'ils ont avec elles. Or de ce côté-là il n'y a rien de miraculeux. Un miracle ne peut être l'ouvrage d'une cause naturelle.

Pour moi dans les choses qui me sont proposées comme miraculeuses , ma premiere pensée est qu'il n'est pas impossible qu'il ne s'en voye en nos jours de telles. Si la reflexion n'empêche en suite de recevoir avec une pleine persuasion ce que les relations d'obitent , ce n'est que parce que je n'en voy gueres qui ne man- que dans quelqu'une des circonstances , sur lesquelles mon natu- rel desiant me seroit desirer quelques éclaircissements. Les person- nes , les lieux , les tems , l'exacritude & la diligence des ob- servateurs , exemts de toutes les choses qui peuvent aider à se tromper soi même , & quelques autres particularitez sur lesquel- les d'ordinaire les relations ne me donnent pas de lumieres suffi- santes , ce sont les raisons qui me tiennent irresolu : & quelque- fois il y a des choses ou mon seul temoignage , & mes observations propres seroient capables de me tirer de mon équilibre. Quoi que je croye au fond le fait veritable , je voudrois avoir vu la chose moi même ; & avoir fait mes observations sur les circons- tances ; parce que je sai par experience que diverses personnes peuvent voir un même objet par divers côtez : comme souvent divers Peintres qui dessignent un même objet , le voyant de dif- ferens côtez , le representent dans diverses attitudes. Je crains qu'il ne soit des relations qu'on donne sur de semblables sujets comme de celles des Voyageurs , qui font souvent des portraits des lieux où ils ont passé , qu'on trouve fort differens de la chose même ; quand on la voit par ses propres yeux. Cependant je suis bien éloigné de traiter d'illusion & d'imposture ce que je n'embrasse pas comme une verité bien démontrée : & je souffre très-volontiers que ceux qui en ont plus de connoissance que moi , en jugent & en parlent d'une autre maniere.

Telle étant la disposition de mon esprit , il est aisé de com- prendre que je n'ai pu me charger du recit des faits de cette qua- lité. La simple narration n'auroit contenté personne. Si je l'eus- se donnée sans correctif , il auroit semblé à ceux qui les rejettent comme des fictions , que je me serois rendu garant de leur verité. Si je l'eusse accompagnée de quelque correction , ceux qui les tiennent pour des faits certains , auroient cru que j'aurois eu des- sein de prejurer contre leur sentiment. Je n'ai voulu faire ni l'un ni l'autre : & c'est la raison pourquoi j'ai mieux aimé n'en rien dire. J'aurois pu à la verité rapporter ces faits avec des rai- sons

sons de part & d'autre ; & comparer les argumens aux objections. Mais cette dissertation , outre qu'elle auroit été longue , eût été un peu hors d'œuvre : & je n'ai pas jugé à propos d'en charger un Ouvrage assez long , & dont je devois desirer moi-même la fin , après un travail & de huit années.

Je dirai néanmoins une chose qu'on ne fera pas fâché de savoir , & qui est certaine. C'est que les *Convertisseurs* de France ont agi dans les occasions de ces miracles dont je parle , & principalement de celui de Dauphiné , comme s'ils eussent cru eux mêmes qu'ils étoient véritables. Ils n'ont rien négligé pour le persuader aux autres ; & non seulement ils ont exercé des violences contre ces inspirez de Dauphiné pour les faire taire ; mais ils les ont enfermez dans des prisons inaccessibles , où ils n'ont permis à personne de les voir : ou s'ils ont donné à quelqu'un la liberté de leur parler , c'étoit à ceux à qui ces prisonniers étoient inconnus , afin de pouvoir leur en faire passer d'autres pour ceux dont il étoit question. Ils ont usé même , dit-on , de cet artifice avec des personnes Catholiques d'un haut rang & de grande autorité. D'ailleurs ils ont suborné des gens qui étoient à leur devotion , pour imiter les autres ; afin que l'imposture des uns étant reconnue , rendit la bonne foi des autres suspecte. Enfin ils se sont partagez eux mêmes dans les jugemens qu'ils ont rendus sur cette matiere. Les uns ont traité tout cet événement de cabale & d'imposture ; les autres l'ont attribué à l'illusion que les esprits foibles se font aisément dans les affaires de Religion ; quelques-uns à une possession actuelle ; & quelques-uns encore à des maladies qui , quoi que naturelles , peuvent avoir des symptômes aussi surprenans.

Cela fait voir que ceux qui ont regardé la chose comme certaine , & qui l'ont favorablement expliquée , s'ils ont erré dans leur jugement , sont tombez dans une erreur plus excusable que les autres ne l'estiment , puis que cet événement a exercé tant d'esprits , & leur a fait faire des jugemens si differens de la même chose. Dans cette incertitude , je n'ai pas cru devoir mêler mon avis à tant d'autres ; ni ôter par mes reflexions au Lecteur la liberté d'en penser ce qu'il trouvera le plus vraisemblable. Il me suffit d'avoir accompli l'Ouvrage dont je m'étois chargé , avec tout le soin dont je suis capable , & toute la fidélité que j'ai promise.

L I S T E

*de ceux qui ont été persecutez en France par l'ordre des
Intendans en 1681. & premierement des persecutez de
Poitou par l'Intendant Marillac.*

Rivaud Cailletrie Avocat.
La Dame Charnier.
Jean Rivaud.
. . . Tandron Cordonnier.
Jaques &
François Moreau.
Jeanne Micheau, veuve âgée de 72. ans.
Jean Micheau.
. . . La Tessiere.
Jean Broussard.
. . . Pillot.
Jean Migaud.
. . . Moreau.
Daniel Renault & sa femme.
. . . Fradin.
Catherine Barri.
Marie Papet.
Jaquette Audebrun.
Pierre Quintard.
Isaac Maude.
Isaac Pouvreau.
Estienne Menuët.
Jean Portenon.
Marie Petit.
Isaac Lestrogon.
François Chappenaire.
Marie Guillon.
Susanne Groulain.
. . . Boisécept.
Louise Menuët.
Jean Mésseau.
Susanne Laurens.
La fille de Sanfise.
Louise Ponneau.
. . . Fougere de Prinsai.
. . . Bienaime de Benet & sa femme.

Corvais Boisragon.
. . . Meusnier.
La femme de Jaques Toreau
. . . Vaugelade l'aîné.
. . . Varonniere.
. . . Siral.
Aurai. . . Champion Ministre.
Charles Bigot de Mougon.
Jean Noquet.
. . . Pain.
Marie Ingrand.
Claude Gourgeauld de la Bessiere.
. . . Les Ypeaux Fermiers de la
Bessiere Gentilhomme Reformé.
Charles le Marechal du Lincaur.
Mort & **C**orvais. François Girardin & sa femme.
Michel Damin.
. . . De la Riverie.
André Bacconneau.
André Jamain & ses filles.
. . . Caillard de St. Maixant.
La femme de Jean Geffré.
André Langle.
André Moniet d'Artenai.
Antoine Moinet & sa femme.
Simon Gettel.
. . . Bausstran Ministre.
Pierre Bourfé.
Jean Davion de Couhé.
. . . Laborie de Rochechoüard.
. . . La Contie.
. . . La Pierriere.
Abraham Boulestier.
. . . La Miniere de la Rochefoucaud.
La femme de Louis Robreau de Ste.
Christine.

Eli-

Persecutez en 1681. par l'Intendant Marillac.

Elisée Foribaud de Benet.
 Pierre Boutet.
 André Bellot & sa femme.
 André Morisset.
 Gilles Sauzé.
 Paul Sauzé.
 Paul Moinault.
 Jaques Fraigneau.
 Daniel Fouchier.
 André Richard.
 Isaac Fraigneau.
 Charles Guion.
 Michel Roi.
 Etienne Thoreau.
 Meri Perrin & sa femme.
 Susanne Parpais.
 La fille de Pierre Marfaut.
 Michel Geoffrion.
 Isaac Vandier de François.
 Abraham Bourdet.
 Marie Rambaud veuve d'Aperé.
 Marie Bruffier.
 Pierre Magot.
 Veuve du Senechal de Rom.
 . . . Le Baron.
 La femme de Servet prête d'accoucher.
 . . . Cousin, de la Vilene.
 . . . Colineau.
 Jonas Picot de la Brouffette.
 Catherine Boynard.
 Jean &
 Jonas Sionu.
 Pierre Poynet.
 Jean &
 Jonas Lefnet.
 . . . Aumosnier.
 . . . Rivaud.
 . . . Thureau du Pleffis.
 Jean Liege.
 . . . Liege l'ainé.
 . . . Brian.
 . . . Tribert.
 Marie Marfac femme de Pierre Burgeaud.

Tome V.

Jeanne Madier.
 Jaques Baudron.
 Pierre Renvoiet.
 Daniel Troubé.
 Daniel Sauzé.
 Daniel Ayraud.
 Pierre Marfaut.
 Jean Sauzé l'ainé.
 Jean Sauzé le jeune.
 Jean Morisson.
 Pierre Brunet.
 Jean Pelletreau.
 Les Enfans mineurs de Pierre Ochier.
 Jean Quillé loge des Capucins.
 La veuve Louis Toubard.
 La veuve Oger.
 La veuve Martineau.
 Susanne Pervelle.
 Daniel Gaillard.
 Abel Sauvage.
 Gedeon Noudault.
 La veuve Ozanneau.
 Thomas Mouffet.
 . . . Duranteau.
 Olivier Fruchard.
 . . . L'auvergnat.
 . . . Veure.
 . . . Bernard.
 . . . Gebeon.
 . . . Braud.
 P. . . Verger.
 J. . . Gebert.
 . . . Robin.
 . . . Cauche.
 J. . . Morin.
 Jaques Pegain.
 Jean l'Eveillé.
 Jaques Guiton.
 Jonas Macouïa.
 Jean Landepain.
 Daniel Cailli.
 La femme de Pierre Bonnifet.
 Josué Joulain.

O o o o o

La

Persecutez en 1681. par l'Intendant Marillac.

La femme de Jaques Boni.	<i>Charente.</i> Pierre Bonneau.
La femme de Jean Goiffard.	Pierre Pruneau.
Jean Dumas.	Jaques Lami.
Josué Casimir.	Pierre Minaud.
. . . Hoste à Melle.	Medard Odée.
George &	Pierre Douzil Fiefdelouard.
Jean le Long.	Pierre Texier,
Jean Allard.	Elie &
Pierre de Lagault.	Jean Nau.
Pierre Barré.	La veuve Marchand.
Jean Autanneau.	<i>Melle & Bas & environs.</i> La veuve Manceau.
Pierre Souché.	Les Grouffards.
René de St. Leger Seigneur d'Orignac.	. . . Missandeau.
Charles Gorgeault Marquis de Venours.	Les trois Filles de Drouineau.
Daniel Guesleau	Elie Girard.
Sufanne Thomas } à Souché.	La veuve Colin.
Anne Festi.	La veuve du Puis de Ferrandrie.
Enfant de 15. ans mené en prison.	François Brun.
Jeanne Michau.	Antoine de Niort.
Les Freres Micheau Fermiers.	Louïs Gilbert Commissaire Enquêteur
Abraham Girard.	&c.
La veuve Mée.	Marie Disleau veuve de Daniel Bernardin.
Elie Boutet.	Pierre Servant dans une lettre signée où
Elizabeth Huan veuve.	approuvée de quarante six familles plai-
Jean d'Empure.	gnantes.
. . . Baulier.	Catherine Minaude.
Jean Martin.	Jeanne Sufet.
Georges Tuaut.	René Richard.
. . . Magneron.	Pierre Morin.
Leonor Boutet veuve de Louïs Nourri.	Jean Mothillon.
• Louïs Goizet.	Jaques Bouché.
Jean Goizet.	Olivier Fraschier.
Pierre Audon.	. . . Blanchard.
Jaques Chardelou Avocat.	

Persecutez en Saintonge & Aunis en 1681. par l'Intendant de Muin.

. . . De Brueilhac.	. . . La Forest Ministre.
. . . Roulin.	. . . Majou Ministre.
. . . La Segniniere Pognan.	. . . Bouhereau de Nizail.
Hugues Cochran.	Simon du Port.
Joseph Eccelef.	. . . Guibert.

Persecutes in 1681. par l'Intendant de Muñ.

Pierre Jalleau.
. . . Fleurisson.
. . . Martin.
Richard Brameri.
Daniel Maffon.
. . . Berceaud.
Pierre Prouff.
F. . . Bertmand.
Louise Villeneau.
. . . Boulonnier.
P. . . Butaud.
G. . . Cothonneau.
E. . . De Chezaulx.
Ilaac Charrier.
C. . . Ayrault.
. . . De la Fons.
J. . . Boucet.
. . . Samfon.
. . . De la Porte.
. . . Le Cerler.
J. . . Valleau.
. . . Barbot.
J. Coufot.
. . . Reynard âgé de 60. ans.
M. . . Mouffaud.
Daniel Rivet.
J. . . Coffonneau.
François Pouvreau.
Louis Bamilet.
Jean Montauban.
Pierre Gueri.
Jaques Piron.
J. . . Michau.
Jaques Soullice.
. . . Bonnin.
I. . . Pavillon.
. . . Chaillé.
. . . Olbreuze.
. . . St. Mard.
Henri de Ranques.
. . . St. Victor.
. . . La Laigne St. Hermine.
. . . Guibert.
. . . Bailli.

Les de St & environs.

Etienne Jouneau.
Etienne Sorret.
Philippe Janvier.
Charles Gantreau.
Jaques Metayer.
Pierre Valteau.
François Metayer l'aîné.
E. Richard Poitevinier.
 . . . Coffon.
André Ribouleau.
Gregoire Gougeon.
J. . . Gallais.
 . . . Baudoin.
 . . . Bouineau.
J. . . France.
 . . . Du Thay.
Nicolas Rappé.
Isaac du Pont.
 . . . Bundouin.
 . . . Grain.
Pierre Villeneau.
Louise Villeneau.
Prisfamière à la Rochelle & environs.
Jean Gourgeault : & vingt six autres.
Catherine Effouian.
Marie Marguerite Gariteau.
Guillaume Roche.
Elizabeth Gourdon.
 . . . Audrouin.
Jeanne Gautier.
Sufanne Guiteau.
 . . . Alaire.
 . . . Fonnereau.
Sufanne Richard.
Le Seigneur de Dompierre Chatelaillon.
 . . . Massion.
 . . . Tharai.
 . . . Mercier.
 . . . Papin.
Paul Bion.
 . . . Bouhereau.
 . . . Journault.
 . . . Amelot.
 . . . Baulot.

O o o o o 2

**L I S T E de plusieurs persecutez en 1685. 1686. &c.
dans toutes les Provinces du Royaume.**

. . . De Peus.
. . . Du Pompineau pere fils.
. . . De Garotte.
. . . Matthieu.
. . . Dauphiné.
. . . Barraud malade mourant.
Sufanne Ferrand.
La veuve la Brouffe & sa fille : indignitez
qui ne s'expriment point.
Michel Elie Genais du Chail.
Gentils { de la Largere : & sa }
 { femme. } Prisons
hom. { La Rufiniere. } affreux.
 { Des Martinieres. }
 { Foucaud de ville neuve. }
 { Guimeniere & sa femme. }
Dlle. De la Vallade.
Dlle. Peniot.
Dlle. Du Plessis.
. . . Guicherie de Loudun.
. . . Monnevi : marchand.
. . . Bouchereau Avocat.
. . . La Pariere Medecin.
La veuve Boisquartier à Champagne Mou-
ton.
. . . Desaveneaux , là même.
Deux hommes tuez impunément par Jar-
nac, païsant de Tapounal.
. . . Mouchard.
. . . Monsifeau de Pouzauges.
La veuve Chabrolles à Touars.
. . . La Mimbrelaye Gentilhomme :
sa maison rasée.
La Dame de Bellefons & ses filles.
Louis Galais & ses sœurs.
. . . Bonenfant Medecin gouteux &
sa femme hydropique : succombent au
feu , à Thouars
La Dlle. du Rotemont : là même.
Daniel Morin & sa femme à Chamdenier :
coups de bâton.

Argemois.
. . . Reynaud l'ainé & sa femme de
même.
La fille de Rouffignac les bras brûlez.
La veuve de la Vallade femme de qualité.
. . . Charpentier de Ruffec.
. . . Champplaurier volé par un paï-
san habillé en Dragon.
La veuve de Negrevaut de même.
La veuve St. Agnan & ses filles. } brûlez.
. . . les de Chefne laboureurs. }
. . . Juliot Proposant les fers aux pieds.
. . . La Madelaine plongé dans un
puits.
. . . La veuve Maillot & Catherine
Augier : errantes près de deux ans.
. . . Gomard sa femme & sa belle
fille.
Louise Granier de Niort & sa mere.
Le corps de la femme Bobin deterré à
Thouars par la populace.
Philippe Perot Marchand. }
Thomas Talard Apotiquaire. } prison.
Etienne Mericheau Marchand. }
Jaques Tristan.
. . . Bobineau.
. . . Briand.
. . . Bichon.
Pierre Gautier & sa femme : là même fu-
mez & brûlez,
. . . Garnau de Moncoustan.
. . . Germain la même.
Daniel Roi mis à la torture.
Femme & belle-sœur de Morin Ministre à
Vertüeil : on leur veut faire avaler un
serpent.
. . . Amonet à Champagne mouton:
coups de bâton.
. . . Pemant : bon Bourgeois.
Dlle. de Seaux fille de qualité.
. . . Gagemon , prisonnier : & qua-
tre filles.

Chef.

Persecutez dans tout le Royaume.

<p> <i>Bois de Provinces voisines.</i> Chefneau Ministre pillé, & ses enfans enlevez. La veuve Poupain de la Rochelle. { De Voutron la Cave. { De Voutron du Passage. Gentils } Des Marais le Goux de Perigni. homm. { De Loffandiere. { De la Grignonniere. { Des Roches Cramahé. Jaques Laisnier Ministre pillé par les Drag. Elie Orillard & sa femme. { Dame de la Forêt Fourchesiere. { Dame de Laudouiniere. { La Roche Grignonniere & ses fils. Gentils } De Guinchin. homm. { De Vauvert. { Des Granges. { Vassellot. { La Bouchetiere fils. { La Jauliere. { La Primaudaye. { Guischet; Marchand. Perrette Chalmot Desdonnieres. { De Saumaïse. { De la Forest. Dlles. { De la Vergnaye. } trahies. { De St. Laurens. { De Boisfragon. { De Chauffepié. Deux cens prisonniers à une Assemblée près Mougou. Thomas Marché, Marechal, & Jaques Guerin Laboureur pendus. Pierre Rousseau. Deux autres; dont l'un ayant abjuré ne laissé pas d'être pendu. Louise Écalé: & son pere. La Dlle Fournier de Fernaud. Jaques Basteau & sa femme. De l'Arneau & sa femme. Marquis de Perai: femme fils & fille. </p>	<p> Quarante autres prisonniers hommes & femmes: trahis. De Vezançai: & sa femme, sa mere morte dans un Couvent. La Rochelaugerie. La Dame & Dlle de la Taillée. La Dlle de Medicis veuve. La Chesnaye Boisfragon condamné aux galères: adouci à Paris. Pain de l'Epinaï Bourgeois. Billouard Medecin. La Dame de Verac: prisonniere. De Monroi & sa femme. De Marconnai & sa femme. Ingrand de Poitiers Avocat. Dlle Cibot Marchande. La Dame de Lestortiere Ouzaneau: fille mise nuë. La veuve Guedon. Fillon Marchand: pieds brûlez. Grulier: tête écrasée à coup de croûle de fusils: meurt. Geoffrion: sellier. De Bué: jeune Gentilhomme. Dlle. de la Verdonniere. De la Boutiniere. Daviere Courfin. Jean Chantecaille Jean Massé. } tuez. Baudouin. Marquis de Villarnoul: & quatre sœurs. Marquis de Langey: femme & fille. Marquis de Loire. Marquis de la Gastevine & sa femme. De la Roche-breuillet. Dlle de la Barouaire. Pierre Lambert de Beauregard. - - - Du Terrail Officier disgracié pour avoir été trop moderé. Daniel Avond chez d'Herapine. O o o o o 3 </p>	<p> <i>Prisons de Dauphiné.</i> Dlle </p>
--	---	--

Persecutez dans tout le Royaume.

Dlle de la Farelle : là même.
 Vieille Dlle Poitevine.
 4. Dlls Audemar de Nîmes.
 Deux Dlls du Cros.
 2. Dlls De Rai de Mompellier.
 La Dlle de Mostardie d'Aimargues : perd
 l'esprit.
 Dlle de Peyremeu proche de Castres : a
 les écrivies avec des jones nouez.
 Dlle de Najac de Puylaurens : coups de
 bâton.
 Charles Goffin Avocat à Mets. } decre-
 Samuel Pierfené Marchand. } tez.
 Jean Couller Marchand.
 Jean Paquin : Cordonnier.
 . . . De Varennes Officier & sa fille.
 . . . D'Orthe Capitaine d'Infanterie.
 Frederic de l'Allouët de Vernicourt.
 Alexandre du Clos.
 Bachelé Medecin ; & sa femme.
 Chenevix d'Espli & sa femme.
 . . . D'Autigni Capitaine de Cava-
 lerie & sa femme.
 Veuve de Louis Perfode.
 Jaques le Bachelé Capitaine d'Infanterie.
 . . . De Camas Capitaine & sa fem-
 me, dont plusieurs sont pris se sauvant.
 Abraham Couët du Vivier balotté de Ju-
 risdiction en Jurisdiction.
 Charles Goffin Seigneur de Malleroi.
 Benoist le Goulon & sa femme.
 Jean Grasset Seigneur de Failli.
 Estienne &
 Jean Malchas : Marchands.
 Daniel Charbonnet, peintre.
 Un Cadet de Failli.
 . . . Morin Lecteur à Caen perd
 l'esprit.
 . . . Maxuël Gentilhomme.
 La veuve d'Arthenai antrefois Ministre à
 St. Lo.
 . . . De Cahanel à St. Lo & son
 fils.

Cyrennus.
 . . . Menuret Avocat.
 La veuve Chammas d'Orange perd l'esprit.
 . . . Les Pajan Avocats.
 Blanche Gamond : rasée.
 Anne & Marie Dammas sœurs.
 Deux autres filles : & quatre hommes.
 . . . Manuël de la Salle : pendu.
 Le Baron de la Pierre : Conseiller.
 . . . De l'Alo : Conseiller.
 . . . Seigneur de Mainvilliers.
 Un Fils de la Dlle de la Cloche.
 Un Fils de Nocré Marchand.
 La Femme de . . . Goffin.
 La femme & fille de Jean Grasset l'ainé.
 La femme de David Ferri.
 La Dlle du Clos.
 Anne le Dens.
 Un Cordonnier traîné à la voirie.
 Chenevix Conseiller : de même.
 La femme de Jean Baudeson l'ainé.
 Paul Ferrier Seigneur de Verm.
 Jean le Bachelé Conseiller au
 Presdial.
 Auguste de Montigni.
 Paul de Montigni.
 Estienne Melchar banquier.
 Pierre Bancelin Conseiller de
 ville.
 Louis Goulet Marchand.
 . . . Carita Apotiquaire.
 Dame de Rochefort Poyedarré.
 Dlle Olry.
 Jeremie Partoi & son fils pendus , pour
 avoir été pris en se retirant.
 Daniel Garlé.
 Jean Marc.
Normandie.
 . . . De Cerisi, Gentilhomme, 80.
 Dragons.
 . . . De Colombieres. } Maisons ra-
 . . . Du Hommet. } sées & bois
 . . . Du Sauk. } coupez.
 . . . L'Etanville ; femme & filles.
 . . . Lyveliniere : procès à son corps.
 La

prison-
 niers &
 à l'a-
 mende
 par jour.

Persecutez dans tout le Royaume.

La veuve Capelain; trainée.		. . . Gilbert Matchand & sa famille.
Le Comte de Marañai : la Dame sa femme: & 38. autres.	Normandie.	Les Diles Fontaine.
La Dame de Tilli.		François Billon de la Chambre.
La Dame de Montigni & sa famille.		Madelaine Rouillon.
La Dame de Sandouville.		La femme de Jean Rouillon de la Chevalerie & son fils.
Les Diles de la Luzerne.		La Dame veuve de la Falaise & trois filles.
La Dlle de Martigni.		Femme de Diepe : prise par les Corsaires d'Alger : reprise par les François: renvoyée chez elle: se sauve à Londres.
La Dlle de St. Contest.		. . . La Bazoge Coner. au Parlement.
Jean Cardel Avocat & sa famille.		. . . De Heuqueville Coner. son fils.
. . . Hamon Marchand à Rouën & sa famille.		. . . Girardot de Chatelchinson.
Le Cordier Marchand à Rouën & sa famille.		. . . Poncet au pais de Gex : basinoire ardente sur la tête.
Jacques Dormant & sa fille.		Jeanne le Fevre femme de Girardot de la Forest.
. . . Gillot & sa femme.		trois Diles Guiton, trahies.
. . . Gillot du Parc & sa femme.		Dlle { . . . de la Suse.
Abraham le Conte & sa famille.		. . . de la Muce.
. . . La Bouillonniere Gentilhomme & sa famille.		. . . de Chavagne.
Diles. Schoonhove mere & fille à Nantes.	Bretagne & environs.	. . . de Marfé.
La femme de Brasse Ecoffois.		. . . Bulstrade & sa femme de Nantes.
La femme & belle-mere de Stoeckverf.		. . . Pelletier & sa famille.
. . . Fromaget. } Marchands.		. . . Wijkersloot Marchand.
. . . Boyau. }		. . . Bernier Marchand.
Dlle. . . de Cran.		. . . Ravenel, Marchand, sa femme & sa fille aînée.
. . . Discrete Proposant.		. . . Bel-Grient & sa femme.
La veuve de Farci à Rennes.		. . . Du Tertre Gouyquet.
. . . Pluntat.		. . . Dame de la Saugere sauve elle & son pere : qui étoit devenu à la Religion après 25. ans de profession Catholique.
. . . Hollaert.		. . . Du Parc & son frere.
Jacob de Bye : Consul Hollandois.		Quatre filles condamnées à être rasées.
Dlle. . . de la Mouffaye.		. . . St. Remezy : de même.
. . . de Souffignac.		La Dame d'Astor Mombartier.
. . . Marquis de la Muce.		Paule Calac femme d'un Peigneur.
Dlle. { . . . de la Roque.		La Dame des Fons : mise toute nue.
. . . de St. Surin.		Le Baron de Mauzac.
. . . Ferdinand fille du peintre de ce nom.		La Dame de Bataille de Castres.
. . . Rimailon lui quarantième, arrêté se sauvant.	Guyenne.	
Dame de St. Germain de Sus : sa maison demolie & ses bois coupez.		
. . . de Cadeilhan: Genth. de même.		
. . . la Jacque, son Cadet: de même.		

Perfectez dans tout le Royaume.

La Dame de Monledier.
 Marguerite de Rapin.
 . . . de Cardenau : maison demolie.
 La Dame de Virafel : succombe.
 La Dame de Malauze : & sa fille.
 Le Baron de Verlhac : femme & fille.
 Vergnol Ministre aux Galeres.
 Le Baron de Mombeton & son fils.
 Latané Ministre à Tonneins dessus &
 Eymier Ministre à Monsenprou, prison-
 niers.
 Six femmes coupées à coups de sabre en
 Foix.
 Un vieillard tué.
 . . . Tornier pendu.
 Un aveugle à qui on avoit promis la vie.
 . . . Pagés de Margueiron pendu ,
 sa femme.
 Elisabet Gentilot. }
 Marie Gentilot. } rasées.
 Jeanne Barbe. }
 Jean Constans & Jean Bessette , aux
 Galeres.
 Pierre Gaches : pendu. &
 Pierre Barraut. aux Galeres.
 La veuve Pierre Bardon.
 Olympe de Satur.
 Le Baron de la Mothe.
 Le Baron de Viçose.
 La Dame de Creisse. } Vicomté de
 LaDelle de Blanfaquet. } Turenne.
 . . . Marchand de Creissensac.
 . . . D'Ondés.
 . . . Gros. }
 . . . Du Selle. }
 . . . Planteau. }
 . . . Sarlande. }
 . . . La Serre. } Bergerac.
 . . . Jouiteau. }
 . . . Le Gravous. }
 . . . Des Bordes. }
 . . . Du Tiquet. }
 . . . Gillet de Peyrot. }

Cinq-vingt-neuf enroulons & Montauban.
 Antoine Gache de Prade. }
 Tobie Soulage. }
 Pierre Gache : pere.. } aux Galeres.
 Joseph Lendrinthon , An- }
 glois. }
 Jeanne Fitse , Marie & Anne Gache , les
 filles , rasées.
 La femme de Jean Capon.
 . . . Brassard Ministre à }
 Montauban. } pris par les
 Les . . . Perés Proposans } Algeriens.
 freres
 . . . La Resseguerie.
 Pechels de la Buiffonnade & sa femme.
 . . . Du Plan.
 . . . Ifanchon.
 . . . Constans : Avocat.
 La Dame d'Alteyrac.
 . . . Bellon & sa femme.
 Les Diles . . . du Valadec & d'Elpy.
 . . . de Virafel : Conseiller à Bourd.
 . . . Darassus à Montauban.
 . . . Natalis.
 . . . Lugandy pere & fils.
 . . . Rossaldy.
 . . . Palot, là même.
 . . . Jeremie.
 . . . Pauli.
 . . . La Combe.
 . . . D'Alba : Gentilhomme.
 La Dame de Tenac.
 La Dame de Vertamond.
 . . . de Berghe ; Gentilh. sa femme
 & sa fille enlevées.
 La veuve de Fontaine Ministre & Une
 servante du Conte de Belet. En des ca-
 chots affreux.
 . . . de Meru : condamné aux Gale-
 res : trois fois pris : échappé.
 . . . L'Escun de Tonneins.
 . . . La Ramiere ; Gentilh. d'Age-
 nois : sa maison rasée.
 Valet de Genitous prés Tonneins enchainé
 & brûlé. Supe-

Persecutez dans tout le Royaume.

. . . Superiori. Ministre de Castelnau:
ses livrés pilliez par les Cordeliers de
Mompazier.

Les sœurs du Comte de Cailus.

. . . Moulens. } Gentilsh. vers Puy-
. . . de Julien. } laurens.

. . . Du Puy : à Carmaing.

. . . Riviere Medecin à Mazamet âgé
de 80. ans : jûne deux jours.

. . . Dame d'Aiguefonde : perd l'es-
prit.

. . . Seigneur de Serris. }

. . . De Montfalcon. } Maisons

. . . De Doumene. } rafées.

Un Meunier près Carmaing : tué.

Pierre Marro ; payfan loge une Compagnie
près St. Antonin.

. . . Custos : à Villemur, de même.

Priscille de Mas veuve Rivals du Soulié.

. . . Simandi à St. Afrique suspendu
sur un grand feu.

. . . Hamonnet.

. . . Beauchamp.

. . . La Bastide.

La veuve Hardy de la Fosse.

. . . Hardy de Viques & sa femme

. . . Hardy d'Alençon & sa famille.

. . . de Limeville.

La veuve Petitot.

. . . Aufrere.

. . . Croyer : Conseiller à Sedan.

. . . De Monceaux : Medecin.

. . . Tavernier.

Le fils de Nicolas Tavernier.

Les filles de François Hauduroi.

Judith Percher.

. . . Fossin l'ainé.

. . . Rapillard de Chateau Thierry.

Les Demoiselles D'Anjou.

. . . Monginot.

. . . Masclari : pere, fils & sa famille.

. . . de Chenailles & sa femme &
sœur.

Tome V.

La Dlle de Berbignieres.

La Dlle Bibal femme de Testas marchand
à Bourdeaux.

La Dlle Veuve de Costa.

Fermier de . . . Vallotte pendu.

Deux de ses filles & cinq autres fouettées
avec des gaules fraîches par les Soldats.

La Dlle : . . de Belcastel deux doigts
coupez.

Elle & sa sœur enfermées.

Fulcran Rey, Proposant ; pendu

. . . André tué.

Un jeune Proposant : poignardé.

La Dlle André : blessée.

. . . Du Buisson, à Castres, Gentilh.

. . . Rey Avocat au Parlement eni-
vré avec un entonnoir.

. . . sa fille ainée mise en chemise.

. . . Mascarene ; Avocat.

. . . De Castel-franc : Gentilh.

. . . Narbonne Marchand à Beziers.

. . . Les Vialas freres.

. . . de Herward du Fort & sa famille.

. . . de Herward son frere.

. . . St. Leger.

Barthelemi de Maroles.

Antoinette de Boullon.

La Dame de Beaulieu.

David de Proisi d'Epe.

. . . Vicomte de la Valle.

. . . Gomberville d'Anois.

La femme d'Esaië Viridet à Parai le Moi-
neau.

. . . de Ste. Maison.

La veuve Blondel traînée.

. . . de Beringhen : femme, fils &
filles.

Duc de la Force : & la Duchesse.

Le Coq Conseiller & sa femme.

St. Martin Conseiller & sa femme.

. . . de Germain & sa femme.

. . . Massanes & sa famille.

. . . St. Clerc & sa famille.

PPPPPP

Thierry

Moulins & environs.

Paris. Briv.

Picardie. Champagne. Orléans. &c.

Persecutez dans tout le Royaume.

Thierri de Mareles : deux fils , trois filles,
 & sa femme.
 La Dame de Real.
 . . . Bilot.
 Louis Cordier : & sa femme.
 La veuve de Bequard traînée à la voirie.
 Quentin Prevôt Marchand de Sedan.
 Jaques Beaurin de St. Valeri traîné à la
 voirie.
 La veuve l'Epineaux traînée.
 . . . Jaquelot.
 Elizabeth Bilot.
 Susanne Hugueni.
 Jean de Voucienne.
 Paul Sebile.
 Jeanne & Marie Varnier.
 Jean Varnier aux galeres mort de fatigue.
 Susanne & Denise Varnier.
 Jean Garnier.
 Jeanne Beaumont.
 Ésaïe Galois.
 Claudine Ribaucour.
 . . . Lorrain de Châlons meurt dans
 un chemin.
 Jean Haudot.
 . . . Farinel à Villeneuve.
 . . . David, Medecin à Monflanquin.
 . . . Becais de Morel.
 . . . De Costa : prison d'Eguillon.
 . . . Verhajou ancien Procureur au
 Parlement.
 . . . Lescun de Tonneins.
 Le Seigneur de Beaupuj de Bonneaire &
 sa femme.
 . . . Borie de Ste. Foi & sa femme.
 . . . Surice aux galeres : sa femme
 dans un cachot persevere.
 . . . De Labat habitant de Clairac
 meurt dans les fatigues des logemens.
 . . . Massac Avocat à Tonneins &
 sa femme.
 . . . Femme & sœur de Maturin
 Avocat à Tonneins : la premiere re-
 cluse à la manufacture de Bourdeaux.

Paris. Susanne Thomassin le tue en sautant une
 fenetre.
Blondel de Châlons.
Des Forges.
Samson Hubert traîné.
Fetizon.
D'Effize.
Madelaine Georges : procès à son corps.
Dlle Georges : Religieuse depuis huit ans ;
enlevée à son pere Ministre , se sauve
du Couvent.
Susanne Maclair.
Susanne Chemet.
Madelaine Laurent.
Daniel Bouché enfermé.
. . . Changuion de Vassil fils de Pier-
re Changuion.
Abraham le Maire.
La veuve Vatta.
Jean de la Mare. } *traînez.*
Samuel Doye.
. . . Chevalier de Sedan.
. . . Blanchard de Miramont & la
femme perdent l'esprit.
. . . Le Bosc de Brejou Ministre
condamné aux galeres.
. . . Senas. } *Gentilsh. ca-*
. . . La Garde. } *chez quinze*
. . . La Grange. } *mois.*
. . . Madaillan de Casaux.
. . . Fille de St. Genais Metayer de
Moutié Marchand à Puch traînée à la
voirie.
. . . Sarres de Caumont deterré &
traîné : prison d'Eguillon.
Antoine Vincens. }
Judith &
Rose Gorse. }
Daniel Desclaux. } *même prison.*
Samuel. }
Pierre. } *Gorse.*
Jaques. }
Jean. }
 . . . Bouch

Persecutez dans tout le Royaume.

. . . Bouch Marchand à Castelmo-
ron, sa maison rasée.

. . . Martineque de la Parade pen-
du.

. . . Armurier à Rouffane.

. . . Rigaud exilé.

La Dame de Samazan de Tombeboeuf.

. . . Guignard mort au sortir d'une
longue prison.

. . . Dlle de Calonges.

. . . La Mothe Ministre pris par les
Corsaires mort à Alger.

Antoine Leguille traîné à Ste. Foi.

. . . Redebout Confesseur forcé à le
traîner.

Dlle Vaqué morte à Daqs en prison, où
on tient qu'il s'engendroît des serpens.

. . . Castan pendu à Nîmes pour
avoir été Guide.

Jean Molliere à la tour de Constance.

Le Dauphinois.

. . . Gaches cordonnier.

Sa femme pendue étant grosse.

. . . Ricard de Pignan.

. . . Caumont Proposant mis à la
chaîne.

Scipion Verdier.

Esaïe Daudé.

Charles de Jeune.

Annibal Roubau.

Jaques de la Hondes.

François Ricard.

Jean Galibert.

Jaques Figniel.

Pierre Mazaurie.

François Martin de Nîmes.

Jaques Hourlet.

Annibal Gabriad.

. . . Reynaud.

Jaques Bouzillon.

Pierre Crouzil, aveugle.

Jean Roque.

Jean Rouffel.

David de Layme Bearnois.

Matthieu de Mouramé.

Souveraine. } Martel filles du Profes-
Jeanne. } seur : recluses.

Gratiane de Campagne d'Oleron en Bearn
traînée.

Abraham de Casenave de Nay.

La Dame d'Arconques : âgée de 80. ans.

La Dame de Mondut sa famille.

La femme & la mere de Rivas en Age-
nois.

La veuve de Coufi & ses filles.

La Dame de Thiers.

. . . Castel &

. . . Germain de Montauban aux ga-
leres.

. . . Girard Marchand à }
Nîmes.

. . . Dombre.

Daniel Guerin.

Pierre Rouquier.

Jean Cabric.

Pierre Rouffel.

Pierre Rocher.

Jean Rabinel de Sinsens.

Pierre Cairas.

Meyrieu.

Salindre. } pendus.

Barbut.

. . . Thoulouse à Mompellier traîné.

. . . Severin & sa famille.

Claire Durand de Mompellier rasée & re-
cluse.

Jeanne Prade : 23. ans.

Anne Roux : 16. ans.

Isabeau Chamand : 15. ans.

La fille de Meynier Apotiquaire. } soüet-

La fille de Roux Jardinier : 8. ans. } tées.

La fille de Martin, Cardier : 10. ans

Piere Fabre soüetté sans cause

presques à la mort.

Balestrier de Combanieres : & sa niece.

Arnau de St. André.

P P P P P 2

Jean

Languedoc.

Guyenne, Montauban & Agenois.

Prison-
niers ou
morts
dans les
prisons
d'Aigue
mortes.

Prison-
niers ou
morts
dans les
prisons
d'Aigue
mortes.

Persecutez dans tout le Royaume.

Jean Fourestier de Clermont.	• • • Terrasson.
• • • Nissolle Marchand à Gange.	• • • Gueymar.
Sanfon de Rocher de Petit.	• • • De Langes Avocat à Grenoble :
Paris : & sa famille.	• • • & sa femme.
Jaques de Rocher de Chatines.	• • • La femme de Vial Avocat.
Jean Videt de Briançon.	• • • Dll • • • Blandin.
Benjamin de la Rolandiere & Laurence de	• • • Dlle • • • Segaud.
Lorme sa femme.	• • • Dilles • • • Mathieu 4. sœurs.
• • • Joubert Avocat à Die.	• • • Gautier.
La femme de Jean Paris trainée.	• • • Jordain.
Abraham. • • • de Fenestrelles.	• • • David Conte.
Moïse Flot.	• • • Un Proposant de Prusse.
La veuve Jacob Borel & ses filles, son gen-	• • • Dlle • • • De Bontoux sœur d'un Minif-
dre & sa famille.	• • • tre morte en prison à Grenoble.
Jean Baile & ses sœurs.	• • • La femme de Lamande & sa fille.
Jaques le Court.	• • • Du Pont.
La femme & deux enfans d'Antoine. • • •	• • • Dlle • • • Freau.
Jean & Pierre Conte.	• • • Samuel.
Pierre Ravior.	• • • Gros Avocat & son fils.
Pierre Roux.	• • • La Dame de Chevrieres.
Guillelmon Davin.	• • • de Bellefouriere : caché plus d'un
Trois freres Surdel.	• • • an dans les montagnes.
Thomas Baffet : fils & fille.	• • • Des Bergeries à Calais.
Jacob & Moïse Perron.	• • • Marie le Bert de Villiers le Bel.
Enfans de Pisfard.	• • • Zacharie Celle : sa maison abattue.
Les Clemens de Guillestre.	• • • Nicolas Porcher : de même.
• • • Jariages de Gap.	• • • Isaac Laufanne ; de même.
La femme de • • • Milon & ses enfans.	• • • Gouffé : de même.
• La femme de Garnier Apotiquaire à Poi-	• • • Pierre Albert aux galeres.
tiers.	• • • Marquet.
• • • Cuville.	• • • Amblard.
• • • De la Roche & sa femme.	• • • Anne Bouguereau veuve Fontaine.
La veuve Baupoil de Châtelleraud.	• • • Dlle. • • • Veuve de Vouillaz.
• • • Berthon.	• • • Pierre Gautier.
• • • Garnaut Notaire.	• • • Madelaine Rullier.
• • • Otend Apotiquaire.	• • • Aymé Berchon Griffardiere à Châtelleraud.
Estienne Lerpiniere de Saumur Proposant.	• • • De St. Même & sa femme
La Dame d'Arville.	• • • proche Thouars.
• • • de Pontignac, trainé & man-	• • • Jean de la Tour Auzanneau à Loudun ;
gé des chiens.	• • • trainé à la voirie.
• • • Bigot de Pouzauges pendu.	• • • Isac Guerin Sr. de la Loge mort en prison.
Antoine Chaffot banni.	• • • Bouchet Marchand.
Jean Tisseau aux galeres.	• • • Sa mere âgée de 80. ans.

Dauphiné.

Provence.

9.

Poison.

Saintonge
environs.

Persecutez dans tout le Royaume.

Son oncle à peu près de même âge
mort sur mer.

La fille mariée à un Hollandois.

Jean Gui des Aveneau.

Louïs Quillet Proposant d'Alençon

Elizabeth d'Arthuis à Othon.

. . . De Vaux Drappier à Dieppe
pris sur mer.

David Lami.

Jean Perigal.

. . . Du Jardin.

. . . Theroude.

. . . Gosselin Orloger.

. . . Le fils de Lamy.

. . . Le fils de Cartault Ministre re-
volté.

. . . Le Mounier.

. . . Le Fevre Marchand.

. . . Cossard Marchand.

. . . Le Boulanger.

. . . Les d'Auffi de Neuville.

. . . Du Mont Gentilhomme près
de Fecamp : sa maison rasée.

. . . De Bernapré repris sur mer.

La femme d'Isaac Neel.

Madelaine Marthe Poyer.

F. . . de la Garepne.

Jeanne Guerar.

Dlle de Bellavenne âgée de 72. ans : on
signe pour elle à Parai le Monial.

Esaïe Viridet & sa femme.

Jean Virider.

. . . Le Fevre Avocat.

Fille au Pont de Velle traînée nœ.

. . . Gravier des Bessons.

Charbonnet peintre mort.

Samuel Payot.

. . . Payot sa sœur morte.

. . . Comte de Farci aux galères, sa
mere tuée.

Dlle Marie du Bois.

Jean Dolzet & quatre autres meurent à la
chaîne en partant.

Paris &c.

Normandie.

Perche &c.

Bourgogne.

Meri & par Messin.

La veuve Main.

La Dlle Timbecac.

Deux sœurs Tourteron.

Michel Berthon de Tours.

Jeanne Montier.

Anne Boulanger.

David le Beau.

. . . Malandin.

Esther Bertran.

Marthe le Beau.

Marie de la Bale.

Sara Mel.

Daniel l'Heureux.

Françoise Potdevin.

Françoise Boucour.

Pierre le Bas.

La veuve Nicolas des Pommaires.

Anne l'Emperier.

Les filles de Jean Cardel Avocat au Par-
lement.

Isaac Cardel d'Orgeval.

Jean Malandain.

Abraham Navarre.

. . . Machelart.

Pierre Fourdrinier.

Jean Dorée.

Pierre Massieu.

Pierre Benetot traîné à la voirie.

Dlle Susanne de Refuge.

Dlle Louïse de St. Denis.

Dlle. . . de Launai Ruel.

On pourroit grossir ce Catalogue du nom
de plus de cent femmes ou filles de
qualité qui sont actuellement dans les
maisons des Dames Françoises Refu-
giées en Hollande : à Haarlem , à
Delft , à la Haye , à Harderwijck , ou
qui sont entretenues des charitez de
Mademoiselle de Danjau à la Haye &c
à Schiedam , ou recueillies dans la mai-
son de Mademoiselle de Soustelle à
Rotterdam : &c de plusieurs autres qui
n'ont pas donné leurs noms.

. P P P P P 3

On

N O M S de ceux qui servent actuellement aux Galeres.

On n'a point mis ici les noms des Officiers qui sont assez connus par eux-mêmes. Ni des Ministres qu'on sait bien qui ont tous été bannis.

On n'a pas rapporté le nom de tous ceux qui ont été tuez sur le champ, on exécutez pour avoir assisté aux Assemblées;

cela auroit été infini. S'il se trouve quelque personne nommée deux fois, cela n'est point affecté; &c est un effet du grand nombre dont on n'a pu garder une mémoire distincte en les écrivant.

N O M S de ceux qui servent actuellement aux Galeres.

. . . De Laubouiniere: mort depuis peu.

Pierre }
David } de Serres de Montauban.
Jean }

. . . De la Cantiniere.

Clement Patonnier.

Jean Masson.

. . . De la Tour Nagant.

Pierre Richard.

Benoist Peter, Suisse.

Estienne Sermond, Suisse.

Pierre Berger, Suisse.

Elie Honnin.

Louis Beranger.

Josep Droch, Anglois.

François Tridon.

Jean Honnaud.

Jean l'Epicier.

Pierre Hemps.

Elie Ervan.

Abraham . . .

Daniel . . .

Pierre . . .

Pierre Bastide.

Pierre Sauvé.

Barthelemi Gauma.

François Augier.

Pierre Nebande.

Isaac Thaulier.

Pierre Lamiere.

Jean Marvege.

Gastor l'Estantchat.

Philippe Machol.

Marc Audé.

Nicolas Robeline.

Jean Julien.

David Holeron.

. . . Guillemot.

Jean Pitel.

Jean Laurens.

Jaques Poillant.

Pierre l'Orphelin.

*Les surnommez n'ont jamais abjuré:
les suivans sont repentans.*

David Houfquet.

Jean Richard de Tibante.

. . . De la Bergerie.

François du Moulin, Suisse.

Philippé l'Hofstier.

Barthelemi Rossignol.

François du Saux.

Antoine la Porte.

Claude Docq.

Jaques Cochet.

Louis Cochet.

Pierre Meunier.

Antoine Durand.

David Ramé.

Pierre Lomer.

Abraham Daudé.

Pierre Piron.

Jaques Reomal.

Pierre David.

Pierre Perier.

N O M S de ceux qui servent actuellement aux Galeres.

Pierre Tourcil , dit Perat.
 Jean Perier.
 Jean Beauvaine.
 Pierre Breynard.
 Pierre Tardieu.
 Marc Antoine.
 Daniel Javet.
 Joseph Sorbier.
 Jean Vincent.
 Antoine Megenel.
 Jean Hete.
 Jean Capelle.
 Pierre Sanfet.
 Pierre Lacombe.
 Antoine Detas.
 Isaac Enard.
 David de Vol.
 Jean Lardens.
 Antoine Morin.
 André Monier , Suisse.
 Jean Sitne , Suisse.
 Antoine Mercier.
 Abraham Risfai.
 Etienne Droume.
 Philippe Tardieu.
 Pierre Greste.
 Daniel le Conte.
 Jean Maillé.
 Isaac Guillotton.
 Jean Lampion.
 André Renaud.
 Pierre Toutereau.
 Pierre Jousteau.
 Jean Armand.
 Pierre Des Vignes.
 André Frere.
 Antoine Grand.
 Pierre Nicolas.
 Jean Lant.
 Jean Bernard.
 . . . De Velaux.
 . . . Le Capelin.
 Jean Barte.

Pierre Lucas.
 Jaques Blanc.
 Pierre Taillard.
 Pierre Malet.
 Pierre Hugon.
 Pierre Gublaire.
 René Bregnard.
 François la Pisté.
 Daniel Serville.
 Jacob Allebant.
 Louis Emanuel.
 Jean Panget.
 Jean Migaut.
 Jaques Migaut.
 Jaques Piémarin.
 Jean Temaine.
 David Rebours.
 Pierre l'Etoile.
 Jean Cheverat.
 Pierre &
 Jean Maillet.
 . . . De Faverolles.

*Autre Liste plus nouvelle marquant le nom
des Galeres où les Reformez sont distribuez.*

Isaac le Fevre.
 Elie Neau.
 Barthelemi Coffon Prêtre converti: ces trois
sont prisonniers.

Sur la Contonne.

Pierre Mauri.
 André Gazeau.

Sur la Magnanime.

Alexandre Astier.
 Jean Martin.
 Simon Pineau.

Sur la Fortune.

Jean de Falgueirolles.
 Pierre Serres l'ainé.
 Jean Marvege.
 Pierre Raimond.
 Antoine Grange.

N O M S de ceux qui servent actuellement aux Galeres.

Pierre Gascuël.
Matthieu Pelanchon.
André Pelevier.
Jean Chiraud.

Sur la Favorite.

Elie Maurin.
Pierre Toureil ou Perat.
Elie François le Doux.
Andre Mounier.
Pierre Mazet.
David Douvier, de Luzerne.
Jaques Meynadier.
David Sevre le puiné.

Sur la France.

Jean l'Epicier.
Jaques Poissan.
Charles Bouin.
Jean Pierre Clerc, Suisse.
Jean Rousseau.
Nicolas Josué.
Jean Serres le puiné.

Sur la Duchesse.

Abraham Touvenin, Suisse.
David Teissonniere.

Sur l'Invincible.

Jean Campion.
Pierre Robert, Luzernois.

Sur la Hardie.

Jean Muffeton, Luzernois.
Antoine Mercier, Luzernois.
Louis Manuel.
Jean Barraton.
Pierre Boyer.
Charles Melon.

Sur la Fidele.

Jean du Bui.
Daniel Gouin.
Louis l'Etoile.
Jaques Peridier.
Pierre Babela, Suisse.

Sur la Guerriere.

Jean Carriere.
Jean Lardent.

Jean Loustalet.
Pierre Auzereau.
Jean Rochard, Suisse.
Jaques Belbeche.
Jean Fayer, Catechumene.

Sur l'Heroine.

Pierre Baleau de Lanfonniere.
Pierre Garnier.
Claude Sauvet.
Nicolas Robline.
Louis Guimard.
Jean Villaret.
Pierre Maillé.
Estienne Arnal.
Abraham Panel.

Sur la Madame.

André Valette.
Barthelemi Gauma.
David Rozereau.
Alexandre Vacher.
Moïse &
Pierre Renaud fieres.
Pierre Valla.
Jean Marin.
Jean Morin.
Daniel Borel.
Pierre Dalgue.
David Conté.

Sur la Belle.

Pierre Aquet.
Jean Espaze.
Estienne Tardieu.
Jean Cafale.
Jean Bileaird.
Jaques Rulland.

Sur la Patrone.

Claude Dock.
Joachim Lautré.

Sur la Galante.

Cardin Guillemot.
Jean Soulage.
Jacob Albert.
Pierre Grimaud.

NOMS de ceux qui servent actuellement aux Galeres.

Jean Durand.

Sur la Forte.

Pierre Allix.
Abraham Rispaill.
Pierre Allard.

Sur la Reine.

Pierre Richard.
David Voll, Luzernois.
Pierre Gay.
Antoine Compan.
Jean Pierre.

Sur la Sirene.

Jacques Morel.
Jean Rouvieres.
Jean Michel.
. . . De Serguieres.
Isaac Lunadier.
Pierre Moulin.
Daniel Richard.
Jean Breton.

Sur l'illustre.

Claude Iauffaud.
Philippe Michel.
Jean Gazan.
Jean Severat.
Isaac Petit.

Sur la Souveraine.

Jean Julien.
Daniel Benet.
Antoine Astruc.

Sur la Renommée.

Israël Boucher.

Sur la Perle.

Elie Bonvin.
Jacques Piemarin.
François Augier.
Jean Tourtelot.
Alexandre Brunel.
Isaac Guilloton.
Jean Cheminon.

Sur la Dauphine.

Elie Roujeaud.

Tome V.

Sur la Fleur de lis.

Jean Garnier.
Jaques Bonneaud.
Pierre Sylvain.
Jaques Chau.
Estienne Fer.

Sur la Fiere.

Jean Souverain.
André Tiers.
Louis Aubier.
Jaques Pinet.
Henri Beneteau.
Jean Flavard.
Daniel Cros.
Estienne Barnabon.

Sur la Conquerante.

Louis &
Jaques Cochet.
Estienne Meunier.

Sur la St. Louis.

I. Pierre Peridier.

Sur la Gloire.

Marc Antoine Reboul.
Daniel Iavel.
Isaac Toulriers.
Marc Odon.
Pierre Sauzet.
Antoine Mijenet.
Jean Pierre Dintre.
Jean Vincent Malet.
Jean Gendre, Luzernois.
Joseph Corbiere.
Pierre l'Orphelin.
David Odon.
Estienne Sermoz, Suisse.

Sur la Grande.

François Sabattier.
Louis du Claux.
Jean Baptiste Bancillon.
Daniel Conté.
Guillaume Roux.
Elie Ervan.
Meric Grasse.

Qq q q q q

Jean

NOMS de ceux qui servent actuellement aux Galeres.

Iean Vialart.

Iean Lambert.

Philippe Tardieu.

David Puch.

Iean Negre.

Samuel Pintard.

David Lauret.

Guillaume Barclai, Anglois.

Iean Jaques.

Sur la Brave.

Abel &

Eftienne Damouin cousins germains.

Jean Bourreli.

Pierre la Fon.

Jean Chappelier.

Sur la Reale Capitaine.

Antoine Bouiene.

Pierre Paloyer.

Sur la Valeur.

Jean Petel.

J. François du Moulin, Suisse.

Sur la Superbe.

Elie Bedard.

Jean de Vigne.

Jaques Fort.

Sur la vieille Reale.

Paul Ragats, ou Berger, Suisse.

Philippe Allix.

Abraham le Noir.

Pierre Didier.

Paul Pelton.

Nicolas Forite.

Isaac Cotterel.

Philibert Pascal.

Jean Premier.

Bertrand Aurelle.

Pierre Pecan.

Pierre Arnaud.

Pierre Bertrand; on ne fait où les deux
ont été mis, leurs Galeres ayant été des-
armées.

Jean Daudé malade à l'Hôpital.

*Sur l'Amazone qui a un autre nom
à Brest.*

Boi de la Tour.

Jean Laurent.

Jean Daudé : on ne fait s'il est autre que le
fusdit.

Abraham le Nu.

Barthelemi Rossignol.

Pierre Boruë

Iean Sumcine.

Jaques Du Four.

*Sur l'Eclatante ou Triomphante passée
en Ponent.*

Clement Patonnier.

Etienne Salle.

Iean Perier.

Pierre Maître.

A St. Malo sur la Ferme ou la Palmr.

François Bridon.

Iean Revolte.

Louis Teiffier.

Daniel Aubert.

Iean Bancillon.

Iean Barque.

Pierre Baraqua.

Iean Bernard.

*Sur la Victoire nommée aussi d'un au-
tre nom.*

Malhieu Malarte.

Antoine Reynard.

Pierre Blanc.

Antoine Second.

Daniel Rhège.

*A Bourdeaux sur l'Ambitieuse ou l'E-
meraude.*

Marc Antoine Damouin.

Iean Gahon.

Pierre Bastide.

Pierre Meynadier.

Cesar Combet.

Iean Amour.

Iean Commere.

Etienne Friquet.

N O M S de ceux qui servent actuellement aux Galeres.

Isaac Grimal.
 Etienne Durand.
 Pierre Boitins.
 David Loup.
 Benoît Fischer, Suisse.
 Daniel Ramé.
 Joseph Broch ou Droch, Anglois.
 Antoine Perier,
Sur la Princesse ou la Martiale.
 Pierre Capelain.

Jaques Blanc.
 Jean Giraut.
 Jaques Du Pont.
 Pierre Dumas.
Sur l'Heureuse.
 Adtoine Brenard.
 Daniel Rege.
 Pierre Blanc.
 Matthieu Malar.
 Antoine Second.

N O M S de quelques personnes transportées dans les Colonies Françoises de l'Amerique, ou conduites sur les ports pour leur en faire peur.

. . . De la Cloche. }
 . . . Grasset. }
 . . . Simon. }
 Paul Marc. }
 La Dlle Goffin. }
 La fille d'un Cordonnier de Mets. } Messin.
 La femme de Coupé. }
 . . . de Rochefort Officier. }
 . . . Olry Notaire. }
 . . . Goffin. }
 Pierre Merle : du bas Languedoc.
 Matthieu Palot : de Clermont de Lodeve.
 Fem. . . . Ialaberte de Nîmes.
 Estienne Serres de Mompellier.
 Marie de Sers, près de Montauban.
 Dlle . . . Fouquet du Vigan.
 Dlle . . . de Cabanis de St. Pierre
 de la Salle.
 La veuve de Coras Ministre.
 Dlle . . . Raïfin sa sœur.
 . . . Ferrand de Nay en Bearn.
 . . . Jonquiere de St. Jean de Gar-
 donnenque.
 Dlle . . . Marie de Nîmes.
 Guillaume Martin de Mastenac.
 Dlle . . . de Camibel près Castres.
 Antoine Lebre de St. André.
 Dlle . . . de Pechels morte sur mer.

Dlle . . . de St. Bresson près Mont-
 auban.
 Hannibal & Marie Pagés de St. Jean de
 Gardonnenque.
 Fem. . . . Tondué près de Vale-
 raugue.
 Marie Cabanisse.
 Fem. . . . Lironne de Valerugue.
 Fem. . . . Gente d'Ardaillez.
 Marie Aigoïn.
 Susanne Roussariere.
 Marie }
 Isabeau. } Giberne.
 Jeanne }
 Fem. . . . Carriereffe de St. Jean de
 Gardonnenque.
 Hannibal de Leuse, Tailleur.
 Jean Antoine Vigne de Genquillac.
 Jean Falgueirols.
 Jaques Laget
 Jaques Vieljeuf.
 Brunet d'Anduze.
 Pierre Merle d'Alais.
 Jaques Teiffier de Gènerargues.
 Jean Farges de Peirole.
 Catherine Romain.
 Constant Bettezene de Valeraugue.
 . . . Cabrit de Caderles.

Q q q q q q 2

Ja-

Noms des transportez dans les Colonies Françaises de l'Amérique, &c.

Jaques Cros de St. Jean de Gardonnenque.	Claude Fabre de St. Jean.
Simon Restouble de St. André.	Pierre } Julien Cordonniers.
. Valdeyron de Valeraugue.	Jaques } Clemence près d'Uzès.
Henri Bordarier de Ste Croix de Caderles.	Fem. Henri la Font.
Cesar Coutelle de St. Jean.	Jaques Paul.
. Jean Mercier de Saumane.	Pierre Barrefort.
. Rigal de St. Jean de Gardonnenque.	Jaques Chatal mort sur mer.
. Gibert mort à l'Hôpital à la Martinique.	Antoine } Mazel de Soudorgues.
. autre Gibert son fils.	Pierre }
. Aumede & sa mere près d'Alais.	Antoinette Bonye de Geneirargues.
Pierre Noguier de Conqueirar.	Philippe & .
. Forcoal de Ganges.	Marie Guerin.
Dlle Forcoal sa sœur.	Esperance Gras de Caderles.
. Mazel de Saillens. De Gasques.
. autre sa sœur.	Fem. Dusanthe de St. Jean.
Jean Sourbier d'Uzès.	Fem. Dumas de Nîmes.
Estienne Fontanier de St. André.	Baron de Verlhac.
Louise Breton de Geneirargues.	La Dame sa femme morte sur mer.
Fem. La Puech de Buffas.	Henri de Matthieu de Monramé.)
Fem. du Mas de Millerines. Fouquet de Boishebard.
. La Porte dit Pitton.	François Martin de Nîmes.
Henri Peredez de pejurade.	Pierre Lausé de Nîmes.
Fem. la Jeannine. Gruillet le pere.
. Meynadier, près de Castres.	Jaques Bonnet.
Fem. la Riquet de Clarenfac.	Jaques Hué.
Jeanne Viala de Millerines.	Annibal Roubaud.
Fem. Grenesse de Soudorgues.	Jaques Figniel.
Fem. Bertezené mere & deux filles.	Henri Durand.
Abraham Fagés mort à l'Hôpital à la Martinique. Pascal.
Marie } Fagés ses filles.	Gabriel André Vignur.
Anne }	François Ricard.
Antoinette Merlonne de Geneirargues.	Jean Jonquet.
. Blanque, }	La veuve Feragut Ministre.
Dlle Motte }	La veuve Bosc de Mompellier &
Dlle Pauc }	sa sœur.
Fem. Boissette près d'Alais.	Marthe Roque.
Marguerite Vieilles de Peirole.	Françoise Cabrit.
La fille de Gautier. Gui de Bedarieux.
Pierre Durand de St. Pierre de la Sale. Daudé vers Anduze.
Jaques Bousquet du pied de la Coste.	Jaques Crozier de Villeneuve de Berg.
	Jaques Allegor de Nîmes.

Morts sur mer.

Noyez par naufrage.
Pierre

Noms des transportez dans les Colonies Françaises de l'Amerique. &c.

Pierre Roux de Nîmes.
 Jean Fontane d'Anduze.
 Pierre Huë d'Anduze.
 Pierre Roque.
 Jean Pierre Gras.
 François Chappelle.
 Laurent Mazel.
 Pierre Fesquet.
 Guillaume Renaud.
 Antoine Malzac.
 Raimond Tourrene.
 La veuve Arnaud Ministre.
 Dauphine &
 Louise Arnaud.
 La veuve Bonami de Poitou.
 La veuve de Pierre Laufé.
 La veuve Roque de la Salle.
 Jeanne &
 Isabeau Roque ses filles.
 La Dlle Baldine.
 Dlle Esperte de Puylaurens.
 Fem. Ressonne des Cevennes.
 Fem. Passette de Nîmes.
 Jeanne &
 Isabeau Peyriques de St. Ambrois.
 Madon Joyeuse des Cevennes.
 Marie Laune de Nîmes.
 La veuve Donnadiou de Nîmes.
 La veuve Du Mas d'Anduze.
 La femme de Guillaume de la Combe.
 Fem. Gradelle &
 Fem. Mieugue des Cevennes.
 . . . Guiraud.
 . . . Nouvel.
 Jean &
 Isaac Boisson.
 Pierre Michel.
 Pierre Brun.
 . . . Terrieu.
 Pierre Orange.
 . . . Jeune de Villeneuve de Berg.

Des Cevennes.

Noyez par naufrage.

De Nîmes.

. . . Mazauri d'Anduze.
 Claude Jurand.
 François Salindre de la Salle.
 Antoine Truc.
 Scipion de St. Estienne.
 Jean Mazeirac.
 Claude Bourdy.
 Guillaume la Combe de la Salle.
 Jean Mattin.
 Jaques Pu.
 Jaques Gras.
 Pierre Amblar.
 Jaques du Cros.
 Jaques Fontane.
 André Cers.
 Foucaran Fabre.
 Jean Malzac.
 Antoine Mazel.
 David Fesquet.
 Nicolas Audiger.
 Claude Gruillet, fils.
 Charles Marcou.
 Jean Antoine la Fon.
 . . . Goiran d'Usez.
 David Vedel de Clarenzac.
 Pierre du Clos de Nîmes.
 Daniel Latgé près de Mompellier.
 . . . Serre de Mompellier.
 . . . L'Erpinier Proposant.
 . . . Pellat Chirurgien.
 Fem. Alogere de Nîmes.
 Fem. Jalaberte de Nîmes.
 La femme de David Vedel.
 Susanne. . . des Cevennes.
 Jaques Bernard de Nîmes mort de la brûlure du Soleil.
 La Dame du Carnet prête à partir suc-combe.

Des Cevennes.

D'un Vaisseau parti de Nantes en 1687.
 chargé de 160. personnes, il en mourut

Q99999 3

Noms de transportées dans les Colonies Françaises de l'Amérique &c.

rut quarante deux en mer dont on ne fait pas les noms.

De deux autres partis de Marseille l'année suivante avec environ 180. personnes, il en mourut quarante en chemin dont on ignore aussi les noms.

Ceux qui dans cette Liste sont marquez

de ces lettres *Fem.* sont des noms de femmes dont on n'a pas cru pouvoir distinguer le sexe autrement,

S'il y a quelques noms repetez, cela vient de ce que certaines personnes ont été mises d'un vaisseau sur l'autre.

F I N.

C A T A L O G U E

Des Livres, Auteurs & Memoires, qui ont servi à la composition
de la troisième Partie: outre plusieurs autres Ouvrages
particuliers citez dans l'Histoire même.

- M**emoires du Clergé.
divers de la Minorité du Roi.
divers des guerres civiles: ou recueils de pieces sur ce
sujet.
de Chanut.
de Pontis.
de diverses Provinces en general.
de plusieurs particuliers attestez & certifiez.
Actes des Synodes Nationaux.
des Synodes Provinciaux.
Recueil d'arrêts de Bernard: 1. & 2. édition.
des Agens Generaux du Clergé.
Decisions Catholiques de Fillean.
Vie du Duc de Rohan.
du Marechal de Gassion.
du Marechal de Turenne.
Histoire du Ministere du Cardinal Mazarin.
Prioli de rebus Gallicis.
Labardæi Historiarum, &c.
Affaires de la Religion Reformée: par des Galénieres.
Factums sur le droit d'exercice pour & contre.
des procès criminels faits aux Ministres & Consistoires.
Requêtes generales & particulieres.
Placets.
Ouvrages de Drelincourt.
de Jean Daillé.
de Jean Claude.
de Pierre Du Bosc.
de Pierre Jurieu.
de Gautier.
*Harangues des Deputez des Assemblées du Clergé posterieures à l'édi-
tion de leurs memoires.*

Actes

Actes des Assemblées.

Nombre d'Arrêts non recueillis ensemble de divers Parlemens.

Nouveau recueil d'Arrêts & Declarations par le Fevre.

Liaffes d'Ordannances , jugemens , sentences , &c.

*Nombre de lettres certifiées depuis le commencement de la marche des
Troupes, jusques en 1687. Decembre, inclusivement.*

Recueil des titres touchant les affaires de Bearn.

Memoires particuliers des Cevennes & Vivarais.

Relations de plusieurs faits manuscrites & imprimées.

Ecrits de Meynier.

Ecrits de Soulier.

Conference des Edits de pacification.

*Memoires de Poitou , Saintonge , & autres de l'an 1681. dans Tes-
sereau.*

Divers exemplaires de Commissions.

Divers avis de Commissaires.

Vie de Monsieur Du Bosc.

Histoire des Reformez de la Rochelle.

Et plusieurs autres pieces dont le detail seroit infini.

ADDITIONS à faire au premier Volume de la troisième Partie.

Livre IV. pag. 247. ligne 28. après ces mots, ces Assemblées, ajout. Cet arrêt eut néanmoins encore bien de la peine à passer. Il fut le sujet d'une grande sedition, où le Lieutenant de Roi même de la Province courut assez de danger. Les habitants ne prirent pas la chose comme affaire de Religion, mais comme affaire de Communauté. Ils traitèrent l'entreprise du Prelat comme une infraction de leurs privileges : & parce qu'on avoit fait entrer quelques soldats dans la ville, sous le pretexte d'escorter le Lieutenant de Roi, ils sonnèrent le tocsin, ils fermerent les portes, ils prirent les armes. L'Evêque & ses adherens s'estimerent fort heureux d'en être quittes pour la peur : & le Lieutenant de Roi ne trouva rien de plus à propos que de se retirer en diligence. Mais ce mouvement ne revint à rien. Le Cardinal apaisa l'affaire doucement, & se contenta de mettre l'Evêque en possession de ce privilege contesté. Seulement les Reformez y perdirent la voix du nouveau Conseiller, qui avoit été créé en leur faveur pour conserver l'égalité des suffrages. Au reste.

Livre VI. pag. 345. ligne 17. après ces mots, puissante Eglise, ajout. Il y avoit long tems qu'on lui en vouloit : mais outre les anciennes raisons de haine, il étoit arrivé une chose depuis quatre ans qui avoit fort aigri les esprits. Une femme qui avoit quitté la Religion Reformée, s'en repentit ou parut s'en repentir à l'article de la mort, sur l'exhortation d'un Ministre qui étoit allé la visiter, disoit-on, sans être appelé. Les Reformez quand elle fut morte se rendirent maîtres du corps, & repoussèrent les Catholiques qui vouloient s'en emparer. Il y eut actes de Justice & procès verbaux de part & d'autre : mais quoi que le fait fût un peu douteux, les Reformez l'emporterent, & appuyèrent leur droit d'un peu de force majeure. On se pourvut au Conseil, qui rendit à son ordinaire des arrêts contraires sur le même sujet. Le corps fut en conséquence enterré & deterré plus d'une fois, & plus d'une fois on en vint de part & d'autre assez près de la sedition. Les Catholiques ne demandoient que cela, pour avoir sujet de se plaindre : mais le tems ne leur étoit pas encore assez favorable ; & pour le coup le dementi leur en demeura. Il fallut remettre l'effet de leur bonne volonté à une autre occasion qu'ils trouverent cette année.

CORRECTIONS & ADDITIONS

à faire dans les IV. & V. Volumes de cet Ouvrage.

- Page 2. ligne 27. 58. lisez 59.
4. l. 8. benifice. *lis. benefice.*
5. l. 5. lieux. *lis. lieus.*
11. l. 4. qui. *lis. qu'il.*
14. l. 30. millions. *lis. milliers.*
19. l. 10. moix. *lis. mois.*
21. l. 8. enfans. *lis. enfant.*
36. l. 1. intituloit. *lis. intituloit aussi.*
37. l. 7. de dix-sept. *lis. des dix-sept.*
42. l. 31. leur. *lis. lui.*
45. l. 22. remarques. *lis. observations.*
54. l. 29. renoncer. *lis. renoncer : it.*
72. l. 31. dans la. *lis. dans sa.*
77. l. 29. fut jut. *effac. jut.*
89. l. 33. moyens. *effac.*
101. l. 18. reprenoient. *lis. reprenoient.*
108. l. 9. aox. *lis. aux.*
113. l. 29. top. *lis. trop.*
137. l. 37. artifices. *lis. artifices.*
188. l. 1. mi. *lis. mis.*
191. l. 24. n'empêchoit. *lis. n'empêchoit pas.*
200. l. 25. sppulier. *lis. supplier.*
223. l. 13. que. *lis. qui.*
247. l. 1. de voir. *lis. de parler à.*
276. l. 18. Couches. *lis. Couchis.*
301. l. 26. à. *lis. de.*
312. l. 12. donné. *lis. formé.*
323. l. 8. Vallés. *lis. Vallées.*
356. l. 25. beaucoup. *lis. beaucoup.*
357. l. 33. de. *lis. des.*
359. l. 30. Choissioit. *lis. choisissoit.*
369. l. 31. Mauxé. *lis. Mauzé.*
373. l. 9. St. Nauphars. *lis. St. Nauphary. Ibid. St. Antoine, du Brueil.*
ôtez la virgule.
374. l. 15. St. Honorine d'Athis. *lis. St. Honorine, d'Athis.*
375. l. 3. du. *lis. de.*
393. l. 17. riche, heritiere. *ôtez la virgule.*
405. l. 34. forcer rentrer. *lis. forcer à rentrer.*
413. l. 20. la. *lis. sa.*
455. l. 1. mere. *lis. meres.*
457. l. 18. faisoit même. *lis. faisoit le même.*

A V E R T I S S E M E N T.

IL seroit juste que la posterité connût tous ceux qui ont eu part à la persecution dont j'écris l'Histoire. Ceux qui ont résisté à tant d'épreuves, & qui ont lassé par leur patience la fureur des Dragons & des autres ministres de l'oppression, méritent bien sans doute que les siècles à venir les connoissent, & qu'on les regarde un jour comme d'illustres témoins de la vérité, & de glorieux exemples de zèle & de Foi. D'autre côté ceux qui ont succombé à des tentations si violentes, trouvent quelque consolation à informer ceux qui viendront après nous des cruautés qu'on leur a faites, afin qu'on voye à quelles extremitez les executeurs de la passion du Clergé se sont portez pour les abattre. Les premiers ont droit aux louanges de la posterité, & les autres à sa pitié. Mais il est malaisé de les faire jouir de leurs privileges. Il y avoit peu d'apparence de charger l'Histoire de tant de noms, principalement parce que sur la plupart il n'y auroit eu que les mêmes choses à dire. Les soldats ont pillé, démoli, brûlé par tout de la même maniere; & on trouve dans chacun des exemples de leurs ravages peu de circonstances singulieres: de sorte qu'après avoir fait le recit de ce qu'ils ont commis dans un lieu, il est inutile & ennuyeux de repeter sur d'autres occasions la même chose, puis qu'on n'y remarque presque point de diversité. Cette raison a empêché en partie que je ne sois entré dans un plus grand detail de faits, parce qu'ils auroient été trop semblables; & que le plus souvent le nom des personnes & des lieux en auroit fait la seule difference. Dans le dessein néanmoins de faire que ceux de qui je n'ai pu parler dans le corps de l'Ouvrage ne fussent pas privez du legitime fruit de leurs souffrances, dont une partie consiste dans l'approbation ou dans la pitié de ceux qui liront l'Histoire, j'ai cru que je devois trouver un moyen de conserver la memoire de leurs noms; & après avoir consulté de plus habiles gens que moi, je me suis déterminé à celui-ci. Je donne donc à la fin de ce Volume une liste des noms de ceux qui ont été persecutez, & qui sont venus à ma connoissance. Je la divise en deux parties. Dans la premiere il n'y a que les noms de ceux qui ont éprouvé les fureurs de l'Intendant Marillac, & de son imitateur de Muin; ou de ceux qui ont été témoins des violences exercées sous leur autorité contre les personnes de leur Religion

Tome V. *

A V E R T I S S E M E N T.

& de leur voisinage. Dans la seconde on trouvera ceux qui ont été persecutez en 1685. & dans les années suivantes. J'ai cherché long tems quelle maniere de les rapporter seroit la plus propre & la plus utile. J'ai comparé l'ordre alphabetique, la distinction des qualitez ou des sexes, les divers genres de persecution, l'ordre des tems, & plusieurs autres systêmes, pour voir lequel seroit le plus agreable au Lecteur, ou le plus utile pour le but que je m'étois proposé. Mais j'ai trouvé sur le tout des goûts differens; & l'exécution m'a paru environnée de difficultez égales. J'ai donc estimé qu'il m'étoit permis de prendre le party le plus aisé, & par consequent de rapporter tout d'une suite les noms de ceux qui ont souffert dans une Province ou dans les environs, & de marquer entre les colonnes le nom de la Province. On verra par ce moyen d'un coup d'œil dans quels lieux il y a eu plus de resistance & plus de courage; & chacun sachant où il doit trouver son nom, pourra voir aisément s'il a été parlé de lui dans les memoires dont je me suis servi. Je n'ai pu sans doute nommer tous ceux qui ont été sujets aux violences. Comme on ne me les a pas fait connoître, je n'ai pas dû les deviner. C'est l'excuse que j'ai à faire à ceux qui ne remarqueront point leur nom parmi celui de tant d'autres. Je les aurois volontiers mis dans leur rang, si eux-mêmes, ou d'autres pour eux, avoient voulu me faire savoir ce qui leur est arrivé de plus remarquable. On retrouvera dans cette liste plusieurs de ceux qui ont été nommez dans l'Ouvrage; comme d'un autre côté je n'ai pas cru devoir m'assujettir à nommer ici encore une fois tous ceux dont j'ai déjà parlé ailleurs. Je ne croy pas que cela passe pour une faute dans l'esprit de personne, puis que cela ne fait tort ni à ceux qui seront omis dans ce Catalogue, attendu qu'ils sont placez dans un autre lieu; ni à ceux dont le nom y est repeté, puis que cela n'ajoute ni ne change rien à ce qui les touche. Je n'ai pas marqué après chaque nom le genre de peine qui a été souffert par ceux dont je parle, parce que presque tous ont souffert la même chose: le logement des Dragons & leurs insolences, les mauvais traitemens & les affreuses prisons ont été des supplices generaux dont on n'a exempté personne. J'ai cru par cette raison qu'il suffisoit de mettre des marques de distinction au nom des personnes qui ont eu plus à souffrir que les autres, & de qui l'histoire a quelque chose de singulier. Mais au moins on peut s'as-
sûrer

A V E R T I S S E M E N T.

sûrer, que je ne nomme personne qui n'ait eu assez de part aux cruautés de la persecution, pour être digne de tenir son rang entre ceux qui l'ont éprouvée. J'aurois souhaité de distinguer les Confesseurs des autres, pour leur conserver la louange qui leur est due : mais les memoires étant fort defectueux de ce côté-là, & parlant souvent des souffrances de quelqu'un sans dire comment elles se sont terminées, je n'ai osé m'engager à faire cette distinction, de peur qu'il ne m'arrivât de donner cet éloge à quelqu'un qui auroit été ébranlé, ou de ne le donner pas à quelqu'un qui auroit perseveré avec constance. La même raison m'a empêché de donner cette qualité à ceux qui me sont connus ; parce que comme le nombre en est petit, je ne pouvois les designer par cet éloge, sans offenser d'autres personnes du même rang à qui je n'aurois pas rendu les mêmes honneurs, & qui auroient pu imputer ce défaut à une affectation dont je suis très-éloigné. Au reste cette liste peut servir au moins à trois choses. La premiere est, qu'elle fera voir que je n'aurois oublié personne, si tous ceux qui auroient eu quelque chose à me communiquer avoient voulu s'en donner la peine. On peut aisément juger que j'aurois fait pour tous, ce que j'ai fait pour quelques-uns. La seconde est, que le nombre des personnes que je nomme peut faire connoître combien les violences de la persecution ont été generales ; puis que sans nommer la cinquantième partie de ceux qui les ont souffertes, je n'ai pas laissé de fournir un memoire de cinq ou six cens personnes qui ont été maltraitées ; & dont le nombre sera doublé si on y ajoute celles dont je me suis contenté d'avoir mis le nom dans l'Histoire. La troisieme enfin est, que cette liste passera pour une bonne & suffisante preuve de la verité des faits dont j'ai tiré mes observations generales. Ce sont là autant de temoins que je produis, dont l'un temoigne d'un fait, & dont l'autre en depose un autre, mais dont plusieurs les attestent tous. C'est une occasion où ces temoins ne peuvent être reprochez. Ils portent avec eux les marques de ce qu'ils ont souffert, de leurs chaînes, de leurs prisons. On leur voit encore les cicatrices de leurs brûlures. On trouve dans leur pauvreté les preuves du pillage de leurs biens, ou de la contrainte qui les a reduits à y renoncer : & après avoir lu le nom de tant d'illustres malheureux de toutes les qualitez, de tous les âges & de tous les sexes, il n'y aura personne qui ose nier que les plaintes qu'ils font à toute l'Europe des persecutions

A V E R T I S S E M E N T.

secutions exercées contre eux , ne soient suffisamment certifiées. J'ajoute ici que pour épargner aux Lecteurs la peine de chercher parmi le grand nombre d'Arrêts ou Déclarations qui sont à la fin de ce Volume, ceux qui regardent certains faits dont ils voudront voir le détail plus au long, on a mis à la marge aux endroits de l'Histoire où ces faits sont rapportez, le même nombre sous lequel ces Arrêts ont été rangés dans le Recueil des pièces justificatives, afin qu'on les puisse trouver sans peine,

HISTOIRE

Corrections & Additions.

- Pag. 464. l. 16. Bourdalouë qui. *lis.* Bourdalouë; qui.
 472. l. 32. traitement. *lis.* traitemens.
 478. l. 7. Ifuchard. *lis.* Huchard.
 489. l. 17. monnoye. *ajout.* D'autres memoires font cette remarque à l'occasion de l'argent que les Dragons avoient extorqué de leurs hôtes, dont ils se trouvoient si chargés qu'ils ne le pouvoient porter.
 498. l. 13. Sorgez. *lis.* Sorges.
 506. l. 34. formellement. A Vezins un des. *lis.* formellement à Vezins, un des.
 540. l. 30. allassent. *lis.* & allassent.
 562. l. 30. comme. *lis.* pour.
 576. Miinistres. *lis.* Ministres.
 579. l. 36. ces. *lis.* ses.
 594. l. 13. 14. contre presque. *lis.* presque à.
 l. 17. 18. Dans la basse Guyenne le Parlement de Bourdeaux faisoit les mêmes ravages : quoi qu'on lui eût fait signifier. *lis.* Pour arrêter les ravages de ce Parlement passionné, on lui fit signifier.
 655. l. 8. entendoit des troupes. *lis.* entendoit parler de l'approche des troupes.
 672. l. 16. Cheylai. *lis.* Cheylar.
 673. l. 5. Valdronne. *lis.* Valdrome.
 676. l. 17. convesion. *lis.* conversion.
 691. l. 17. ces. *lis.* ses.
 698. l. 36. Fors. *lis.* Thors.
 723. l. 33. au moins. *lis.* de moins.
 733. l. 24. fait de sa propre utilité la mesure. *lis.* prend sa propre utilité pour la mesure.
 737. l. 32. parce. *lis.* par ce.
 744. l. 18. procées. *lis.* procès.
 l. 38. secrettement. *lis.* étroitement.
 766. l. 16. Poulhan. *lis.* Paulhan.
 768. l. 7. oim. *lis.* point.
 773. l. 25. 26. Il embarrassâ. *lis.* Ils embarrassèrent.
 777. l. 29. insensibiles. *lis.* insensibles.
 778. l. 16. particulier. *lis.* personnel.
 806. l. 4. bon. *lis.* bons.
 829. l. 28. après ces mots, horrible extremité, *ajout.* Le bruit a couru néanmoins qu'ils avoient persuadé à ce Prince, ennuyé de la résistance que les Reformez faisoient à ses ordres, & du peu de succès de ses desseins pour empêcher leur retraite, qu'il étoit à propos de se defaire d'eux par un massacre. On ajoute que les ordres étoient donnez, & les lettres déjà prêtes à partir : qu'un Prince averti de ce projet eut assez de courage pour en parler

Corrections & Additions.

au Roi, & assez de bonheur pour le faire revenir à lui-même; que les ordres furent revoquez, & les lettres supprimées. Quelques-uns ont fait honneur de cette revocation au Prince de Condé dernier mort, & d'autres au *sen* Prince de Conti son neveu: mais n'ayant point eu de memoires authentiques là-dessus, je ne puis donner ni la chose ni ses circonstances comme certaines; & j'aime mieux me tenir à ce qu'on a toujours cru, que le Roi avoit une repugnance naturelle aux executions sanglantes. D'ailleurs,

P. 865. l. 32. *après ces mots*, quatre jours après, *ajout.* Le même jour le Roi declara au Deputé General qu'il revoquoit son emploi, & lui fit defences de lui parler à l'avenir des affaires des Reformez. Le.

P. 869. l. 18. *avant ces mots*, Mais quoi que, *ajout.* On ne manqua pas de faire de grandes rejouissances à Rome en consequence de la reduction des *Heretiques*, lors que la nouvelle en fut portée au Pape: & comme les massacres du dernier siecle y avoient passé pour un *triomphe de l'Eglise militante*, on y regarda la reunion des Reformez comme une glorieuse conquête, quoi que peut-être on prévît bien qu'il ne seroit pas avantageux à la Cour de Rome, que la Religion Catholique fût redevable de ses victoires à Louis le Grand. Mais.

P. 894. l. 30. deux. *lis.* d'eux.

899. l. 34. de filles. *lis.* des filles.

908. l. 10. des. *lis.* de ses.

916. l. 9. des des. *lis.* des.

917. l. 21. utres. *lis.* autres.

930. l. 37. qu'ils. *lis.* qu'il.

946. l. 15. defendoit. *lis.* defendit.

958. l. 17. fortes. *lis.* fortes.

959. l. 10. donné. *lis.* donne.

l. 25. zélé. *lis.* zèle.

970. l. 38. Il les y nourrissoit. *lis.* Il leur y faisoit manger.

988. l. 2. avoient. *lis.* avoit.

P. 982. l. 3. *après ces mots*, admirable constance. *ajout.* Pendant que ce livre est sous la presse, j'apprens qu'un homme accusé d'avoir commis le même crime, vient d'être condamné à la même peine par les Juges de Poitiers, & que le Parlement de Paris a confirmé la sentence: mais je n'ai pu savoir avec certitude si elle a été executée.

P. 1019. l. 5. *effacez* &c.

R E C U E I L

D' E D I T S,

D E C L A R A T I O N S,

A R R E T S, R E Q U E T E S,

M E M O I R E S,

& autres Pieces autentiques,

*Pour servir de preuve aux faits rapportez dans le
second Volume de la troisième Partie de
l'Histoire de l'Edit de Nantes.*

THE UNIVERSITY OF

CHICAGO

LIBRARY

OF THE

CHICAGO

LIBRARY

OF THE

CHICAGO

LIBRARY

R E C U E I L

D' E D I T S,

DECLARATIONS, ARRETS,

REQUETES, MEMOIRES,

& autres Pieces autentiques,

Pour servir de preuve aux faits raportez dans le second
Volume de la troisiéme Partie de l'Histoire
de l'Edit de Nantes.

I.

*Extrait d'un Arrêt du Conseil d'Etat, portant defences au Sieur de la Nouë de faire
aucun partage, si ce n'est en jugement definitif s'il y échec.*



LE Roi étant en son Conseil, voidant ledit partage, & conformément à l'avis dudit Sieur Colbert Commissaire Catholique, a debouté & deboute lefd. de la Relig. P. R. de leur opposition, & en conséquence ordonne que dans huitaine après la signification du present Arrêt, ils produiront & représenteront par devant lefdits Srs. Commissaires leurs titres, en vertu desquels ils prétendent continuer l'exercice public de ladite R. P. R. dans les lieux où il se fait presentement; ensemble ceux pour le droit des Cimetieres, Colleges & Ecoles, & à faute de ce faire dans ledit tems, que les Temples & autres lieux où se fait l'exercice public de ladite R. P. R. & qui seront indiquez par lefdits Syndics du Clergé, seront fermez, sauf à faire droit par lefdits Sieurs Commissaires sur les demolitions des Temples & interdiction definitive dudit exercice es autres lieux: & sur les autres conclusions desdits Syndics, si dans la quinzaine ensuivant lefdits de la R.

P. R. ne font apparoir de leur droit. Fait sadite Majesté très-expresses defences audit Sr. de la Nouë de faire à l'avenir aucun partage, si ce n'est en jugement definitif, si le cas y échec. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le 26. jour de Janvier 1665.

I I.

*ARRET du Conseil d'Etat, portant renvoi
par devant les Srs. Commissaires de toutes
les affaires concernantes le fait de la Relig.
P. R.*

LE Roi ayant été ci-devant informé de divers endroits de son Royaume, que depuis le decés du feu Roi son pere, & auparavant, il auroit été fait beaucoup d'entreprises, contraventions & innovations tant à l'Edit de Nantes, & à celui de 1629. qu'à autres Edits & Declarations données en conséquence, Sa M. auroit nommé deux Commissaires en chacune de ses Provinces, l'un Catholique & l'autre de la Relig. P. R. pour y pourvoir; nean-

neanmoins plusieurs particuliers, au lieu de porter leurs plaintes ausdits Sieurs Commissaires, & se retirer par devers eux, ne laissent de faire non seulement presenter journellement des Requetes au Conseil; & de poursuivre les instances qui y étoient intentées pour raison de ce: mais aussi, d'y en former de nouvelles, pour tenir les affaires en longueur, ce qui cause un desordre & un abus qu'il est important d'arrêter, même consommé les parties en de grands frais, & les prive du bien & avantage que Sa M. a entendu leur procurer par le moyen desdits Commissaires. A quoi étant nécessaire de pourvoir: Le Roi étant en son Conseil a ordonné & ordonne, que lesdits Commissaires départis dans ces Provinces, pour pourvoir aux choses qui regardent le fait de ladite Religion P. Reformée, exercice d'icelles, Temples, Cimetieres, & observation de l'Edit de Nantes, executeront incessamment leurs Commissions, & à cette fin, recevront les plaintes, tant des Ecclesiastiques & autres Catholiques, que de la part des Ministres & autres personnes de ladite R. P. R. pour leur pourvoir ainsi qu'il de raison, suivant & conformément à leursdites Commissions. Et à l'égard des procès & instances, qui peuvent être pour raison de ce pendantes & introduites au Conseil, Sa M. les a renvoyé & renvoye pardevant lesdits sieurs Commissaires, chacun dans l'étendue de sa Commission, même ce qui regarde l'exercice de la R. P. R. au lieu d'Yffigeac en Guyenne, pour les juger & terminer selon leurs loix & consciences, leur en attribuant pour cet effet toute Cour, Jurisdiction & connoissance, & icelle interdit à tous Parlemens, Chambres de l'Edit, & autres Cours & Juges, à la charge de l'appel audit Conseil, s'il y échut. Et seront à cette fin toutes les pieces & procédures remises au Greffe desdits Commissaires, & tous détenteurs d'icelles contraints à les delivrer, par toutes voyes, mêmes par corps: & jusques à ce, fait Sa M. très-expresses inhibitions & defenses à tous Avocats du Conseil, de poursuivre aucunes instances en icelui, ni signer aucunes Requetes, concernant le fait de ladite R. P. R. & execution dudit Edit de Nantes, à peine d'interdiction de leurs charges, comme aussi aux Maîtres des Requetes de l'Hôtel d'en rapporter, sur peine de nullité des Arrêts qui pourroient être rendus par surprise, ou autrement, si ce n'est après les procédures faites par lesdits sieurs Commissaires, & jugemens par eux rendus. Fait au

(4) Conseil d'Etat du Roi, Sa M. y étant, tenu à St. Germain en Laye le 24. jour d'Avril 1665.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

III.

ARRET du Conseil d'Etat, sur les partages des Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes en Bretagne.

LE Roi ayant il y a quelque tems reçu diverses plaintes, qu'en sa Province de Bretagne il avoit été fait beaucoup d'entreprises, contraventions & innovations à l'Edit de Nantes, à celui de 1629. & autres Edits & Declarations données en consequence, Sa M. auroit par ses Lettres patentes du 28. Août 1662. commis le sieur d'Argouges Conseiller en ses Conseils, & premier Président en la Cour de Parlement de Rennes, & le sieur René de Montboucher Marquis de Bordage, de la R. P. R. pour y pourvoir. Pour l'exécution de laquelle Commission lesdits Sieurs Commissaires s'étans assemblez en la ville de Rennes au mois d'Août de l'année dernière 1664. seroit comparu pardevant eux, savoir le 12. dudit mois Isaac Guiton, Ministre de la R. P. R. du Bourg de Sion, Philippe de Ferguson, & Isaac Boispean, se disans deputez des habitans dudit lieu & environs, faisant profession de ladite R. P. R. le 21. ensuivant les nommez Bessy Ministre, & de la Mormaye Ancien, deputez des habitans de Croisic & de la Roche-Bernard, de ladite R. P. R. & Louis de Fauquembergue Escuyer sieur dudit lieu, aussi Ministre de ladite R. P. R. pour ceux de ladite Religion de la Senchaussée de Dinan, & de la jurisdiction des Francs Regaires de St. Malo; & le 22. dudit mois Philippe le Noir, Ministre député du Bourg de Blain, pour ceux de ladite R. P. R. dudit lieu, tous sur le trouble qui leur étoit donné à la liberté de l'exercice de lad. R. P. R. esdits lieux, & demandans d'y être maintenus, pretendans d'y être bien fondez, tant par les raisons qu'ils ont deduites, que par les pieces produites par devers lesdits sieurs Commissaires, & s'étans trouvez partages en opinion, ils auroient de tout dressé procès verbal, lequel Sa M. auroit fait examiner en son Conseil; ensemble les avis & motifs desdits sieurs Commissaires, & pieces desdits de la R. P. R. desdits lieux. Après quoi lui en ayant été fait rapport: Le Roi étant en son Conseil, voidant lesdits partages, a ordon-

donné & ordonne que d'oresnavant il ne sera fait, sous quelque pretexte que ce soit, aucun exercice de ladite R. P. R. tant aux susdits lieux de Sion, de Croisic, de la Roche-Bernard, Dinan, Ploer, St. Malo, & Blain, qu'aux autres de l'étendue des juridictions dudit Dinan & Gueronde. ni même au lieu de Careil; ce que Sa M. defend très-expressement aux Ministres & habitans de ladite R. P. R. sur peine de desobeissance, sauf pour le regard des Seigneurs desdits lieux de Sion & Blain, de faire ledit exercice dans leur maison Seigneuriale pour eux & leur famille, aux termes de l'Article 7. de l'Edit de Nantes, à cette fin le Temple de Ploer abbatu en conséquence de l'Arrêt rendu par le Parlement de Rennes, du 6. Avril dernier 1664. demeurera détruit, & ceux desdits lieux de Sion & de Blain seront demolis de fond en comble par les habitans de ladite R. P. R. de chacun desdits lieux, dans quinzaine après la signification qui leur sera faite du present Arrêt, moyennant quoi ils pourront prendre les matériaux pour en disposer comme bon leur semblera. Et à faute de ce faire dans ledit tems, ladite demolition sera faite à leurs frais & depens, suivant les ordres qui en seront donnez par ledit sieur d'Argouges. Enjoint sa Majesté à ses Gouverneur, Lieutenans generaux en ladite Province de Bretagne, Officiers de Justice, Prevôts des Marchaux, & tous autres de tenir la main à l'exécution dudit Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le 19. jour de janvier 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

I V.

Extrait d'un Arrêt du Conseil d'Etat, sur les partages de Messieurs les Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes dans la Generalité & Diocese d'Amiens.

LE Roi étant en son Conseil, a confirmé & confirmé les Ordonnances rendues par lesdits Sieurs Commissaires, pour les choses dont ils sont demeurez d'accord par leur Procès verbal, clos & arrêté le 20. Novembre dernier. Ce faisant a ordonné & ordonne, que ledit Sr. de Bernatre délaisse la portion de l'Eglise dudit lieu, que ses predecesseurs ont occupée par le passé, & qu'il occupe encore à present, & la remettra aux habitans Catholiques, sans que l'on puisse rien pretendre de part ni d'autre pour les domma-

ges & interêts. Fait S. M. defenses au Sieur d'Gaschon Seigneur de Contre, de faire faire le Prêche audit lieu, jusques à ce que par le Parlement de Paris, sur l'appel interjeté de l'Ordonnance du Lieutenant general de Clermont, il en ait été autrement ordonné. Comme aussi à toutes personnes, même au Sr. Maillart, de faire à l'avenir aucunes assemblées au lieu de Becquignie pour l'exercice de ladite R. P. R. à peine contre les contrevenans, d'être punis suivant la rigueur des Ordonnances. Ordonne S. M. qu'il sera informé par le Lieutenant general d'Amiens, ou autre Officier sur ce requis, avec l'assistance d'un Adjoint de ladite Rel. P. R. si le lieu que le feu Sr. d'Heucourt a choisi pour la sepulture de ceux de sa famille à Havernas, fait partie du Cimetiere des Catholiques, pour l'information rapportée être ordonné ce que de raison. Que la tombe que le Sr. de Neuville lès Saint Riquier a tirée dans sa maison, sera déposée dans l'Eglise du village dudit lieu, jusques à ce que la Chapelle fondée par ses predecesseurs soit rebâtie; & qu'il sera informé par le Prevôt Royal de St. Riquier, assisté d'un Adjoint de ladite R. P. R. si ledit Sr. de Neuville a pris quelque portion du Cimetiere des Catholiques, & combien il y a de distance du lieu où on fait le Prêche dans sa maison, à l'Eglise dudit village. Et à l'égard des lieux de Salouël, Cannescier, & Vaudricourt, S. M. voidant les partages desdits Srs. Commissaires, a ordonné & ordonne, que les Temples de Salouël, ou Pont de Metz, & de Cannescier près d'Oisemont, seront demolis de fond en comble par lesd. de la R. P. R. desd. lieux, dans un mois après la signification du present Arrêt, moyennant quoi ils pourront prendre les matériaux pour en disposer comme bon leur semblera; & à faute de ce faire dans ledit tems, ladite demolition sera faite à leurs frais & depens par le premier Magistrat sur ce requis. Cependant leur fait ladite Majesté très-expresses defenses, de faire dans lesdits lieux aucun exercice de ladite R. P. R. même dans le lieu de Vaudricourt, sans prejudice toutefois des pretensions des Srs. d'Heucourt, Bernapré, & Poireauville, pour l'exercice de ladite R. P. R. dans les maisons où ils font leur residence; sur lesquelles pretensions les parties contesteront plus amplement audit Conseil: & jusques à ce qu'il en ait été autrement ordonné, sa Majesté permet par provision ausdits Sieurs de Heucourt, Bernapré, & Poireauville, de faire faire l'exercice de ladite

Relig. P. R. dans les lieux de leur demeure, pour eux, leur famille, & jusques au nombre de trente personnes seulement, conformément à l'article 8. de l'Edit de Nantes, & non autrement. Enjoint à tous les Gouverneurs, Lieutenans généraux en Picardie, Intendants de Justice, Majeurs, Echevins, & tous autres qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera lu & publié par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Paris le 27. Janvier 1665.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

V.

Extrait d'un Arrêt notable du Conseil d'Etat, qui void les partages faits par les Commissaires en Poitou.

LE Roi étant en son Conseil, voidant les partages desdits Commissaires, quant aux lieux dits de Bailliages, a maintenu & gardé lesdits de la Rel. P. R. en la possession & jouissance du droit d'exercice public de leur Religion esd. lieux des Quatre Picquets les Poitiers, de Sauzé, la Mothe St. Heraye, & Coulonges; les a deboutez & deboute de l'établissement par eux demandé au lieu de St. Maxire, & autres pour lesdites Senchauchées de Fontenay, Montmorillon, le Dorat, & Châtelleraut. Et à l'égard des lieux d'exercice appelé reel ou de possession, sa Majesté a permis & permet ausdits de la R. P. R. de faire continuer l'exercice public en gardant les Edits & Ordonnances, dans les lieux de Cherveux, Saint Maixent, Niort, Châtelleraut, Mougon, Thouars, Chefboutonne, Fontenay, & St. Hilaire sur l'Autise; & a interdit & défendu, interdit & défend tout exercice de lad. Religion dans les lieux de Belabre, Chauvigny, Exoudun, St. Gelais, Courteille, Benay, Coüé, Marillac, Puigni, Pezé le Chat, Parthenay, le Vigeant, St. Benoît, Puibelliard, Luçon, la Chaume, Belleville & Poiré, Ste. Hermine, le Bouperre, Chantaunay, St. Gille sur Vie, Talmont, Mareuil, la Jaudouinière, Mouilleron, St. Fulgent, St. Jouin de Milli, Benet, la Brosfardière & la Chastaigneraye, Foussay & la Buardière, Cezay, Aubanie, & le Givre. Ordonne sadite Majesté que lesdits de la Relig. P. R. feront abbatre & demolir à leurs frais les Temples qu'ils ont esdits lieux interdits dans deux mois, à compter du jour de la signification qui sera faite du présent Arrêt

ausdits Maulerc & Gilbert Deputes généraux, ou à l'un d'eux; & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, seront en vertu du présent Arrêt abbatus à la diligence desdits Syndics du Clergé, aux frais & dépens desdits de la R. P. R. & à cette fin permis ausdits Syndics de prêter & avancer les deniers à ce nécessaires, lesquels leur seront rendus par lesdits de la R. P. R. ainsi qu'il sera audit cas arrêté par S. M. en son Conseil. Cependant ordonne sadite Majesté que lesdits Temples seront clos & fermez. Et avant que faire droit sur l'interdiction ou confirmation requise de l'exercice dans les lieux de Lusignan, Chizé, Melle, Champagne Mouton, Aunay, Civray, Mouchamp & Pouzauges, ordonne sadite Majesté que les parties contesteront plus amplement par devant les Commissaires qu'elle deputera à cet effet, toutes choses cependant à cet égard demeurant en état. Et quant à ce qui touche les lieux d'exercice personnels dits de Fief, de Château, ou haute Justice, sa Majesté a maintenu & gardé les Sieurs d'Ordieres, la Gastevine, Montreuil Bonnin, St. Christophe sur Roch, Montaigu, Chavaigne les Touches, Izenay, Breuilbarret, & la Forêt sur Sayvre, au droit de faire l'exercice en leurs maisons & Châteaux, à la charge d'y faire élection de domicile, & d'y résider actuellement, de bonne foi & sans fraude, & sans qu'ils puissent faire bâtir aucuns Temples en leurs maisons, ni hors icelles à raison dudit droit; & à la charge qu'ils se conformeront aux Ordonnances & Edits, le tout à peine d'interdiction, privation & extinction de leur droit. A sadite Majesté interdit & défendu, interdit & défend tout exercice aux Sieurs de la Bouchetiere, Landeblanche, la Millere, Boisfragon, la Chapelle Themer, & la Moriniere, sous pretexte de haute Justice: comme aussi à tous ceux qui ci-après pourroient pretendre droit d'exercice, autres que ceux ci-dessus maintenus. Et avant faire droit sur l'interdiction ou confirmation demandée dans les pretendus Fiefs & hautes Justices de Nemi, la Mothe de Froisse, & Château Guibert, sadite Majesté ordonne que les parties contesteront plus amplement par devant lesdits Commissaires qui seront par elle nommez, toutes choses à cet égard demeurant pareillement en état. Et en cas qu'en aucun desdits Fiefs maintenus, interdits, ou interloquez, il y ait aucun Temple, sadite Majesté ordonne qu'il sera demolli comme dessus, & dans le même tems. En-

joint

joint sa Majesté aux parties de garder les Edits & Ordonnances de Pacification, Declarations, Arrêts & Reglemens rendus en consequence; & fait défendre aux parties de se mesfaire ni medire, ni contrevenir au present Arrêt, le tout à peine d'être procedé contre les contrevenans suivant la rigueur des Ordonnances. Ordonne que le present Arrêt sera executé nonobstant oppositions, empêchemens, ou appellations quelconques: Et à cette fin lu, publié & affiché en tous les lieux & endroits accoutumés en ladite Province & Generalité de Poitou, à ce qu'aucun n'en preteigne cause d'ignorance. Enjoint aux Gouverneur de la Province, Lieutenans de Roi, Senechaux, & leurs Lieutenans, Prevôts general & provincial, leurs Lieutenans, Exemts & Archers, de prêter main forte à l'execution dud. Arrêt, à peine d'en répondre en leur privé nom. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 6. jour d'Août 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

V. 2.

Extrait de Lettre du Roi à S. A. S. l'Electeur de Brandebourg.

Du 6. Septembre 1666.

MON FRERE,

JE ne serois pas entré avec un autre Prince que vous sur le sujet dont vous m'écrivez, en faveur de mes sujets de la R. P. R. mais pour vous marquer l'estime particuliere que j'ai pour vous, je commencerai par vous dire, que des gens mal intentionnez à mon service ont publié chez les étrangers des libelles seditieux, comme si on ne gardoit pas dans mes Etats les Declarations & les Edits que les Rois mes predecesseurs ont donnez en faveur de mesdits sujets de la R. P. R. & que je leur ai confirmez moi-même: ce qui seroit contre mon intention; car je prens soin qu'on les maintienne dans tous les privileges qui leur ont été concedes, & qu'on les fasse vivre dans une égalité avec mes autres sujets. J'y suis engagé par ma parole royale, & par la reconnaissance que j'ai des preuves qu'ils m'ont données de leur fidelité pendant les derniers mouvemens, où ils ont pris les armes pour mon service, & se sont opposés avec vigueur & avec succès, aux mauvais desseins qu'un party de rebellion avoit formé dans mes Etats contre mon autorité. &c.

DECLARATION contenant les peines ordonnées contre les Relaps & les Apostats.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces Lettres verront, Salut. Par nos Lettres de Declaration du mois d'Avril de l'année 1663. expedées pour les causes y contenues contre les Relaps, qui après avoir abjuré la R. P. R. changent de sentimens, & retournent à leurs premieres erreurs, nous aurions, en interpretant l'article 19. de l'Edit de Nantes, & 39. des secrets d'icelui, déclaré & ordonné que nul de nos sujets de la R. P. R. qui en auroit fait une fois abjuration pour professer la Rel. Catholique, Apostolique & Romaine, ne pourroit jamais plus y renoncer & retourner à ladite R. P. R. pour quelque cause & occasion que ce soit; ni même ceux de nosdits sujets qui sont Prêtres ou engagez dans les Ordres sacrez de l'Eglise, ou liez par des vœux à des Maisons Religieuses, quitter la Religion Catholique pour prendre la R. P. R. soit pour se marier, ou autrement, sur peine d'être procedé contre les coupables selon la rigueur des Ordonnances. Mais depuis ayant considéré que cette peine qui est vague & generale, ne seroit pas suffisante pour detourner de ce crime ceux qui auroient dessein de le commettre, à cause de la diversité des Ordonnances, & des interpretations que l'on y pourroit donner. Veu même que nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlemens, & autres Juges qui en ont l'autorité & le pouvoir, pourroient à raison des maximes établies dans leurs Compagnies, arbitrer differentes peines pour le même crime; & voulans que les Jugemens qui seront rendus en cette occasion soient uniformes, nous avons estimé à propos de fixer & imposer pour cette fin une peine contre ceux qui pourroient tomber dans ledit crime. A ces causes, savoir faisons, qu'ayant fait mettre cette affaire en deliberation en notre Conseil, où étoient la Reine, notre très-honorée Dame & mere, notre très-cher & très-ami frere unique le Duc d'Orleans, aucuns Princes de notre Sang, Ducs, Pairs & Officiers de notre Couronne, & autres grands notables personnages de nôtredit Conseil; nous, de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, avons par ces presentes signées de notre main; & am-

plifiant

plifiant nosdites Lettres patentes dudit mois d'Avril 1663. dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, Voulons & nous plait, que si aucuns de nos sujets de la R. P. R. qui en auroit une fois fait abjuration, pour prendre & professer la Rel. Catholique, Apostolique & Romaine, y renoncent & retournent à ladite R. P. R. ou qui étans engagez dans les Ordres sacrez de l'Eglise, ou liez par des vœux à des Maisons religieuses, quittent la Rel. Catholique pour la P. R. soit à dessein de se marier, ou pour quelque autre cause ou considération que ce puisse être, soient bannis à perpétuité de notre Royaume, Pais & Terres de notre obéissance, sans que ladite peine de bannissement puisse être censée comminatoire; ains ordonnons à ceux de nos Juges & Officiers qu'il appartiendra, d'y proceder avec toute l'exactitude & la severité possible, sur les requisiions qui leur en seront faites par nos Procureurs generaux ou leurs Substituts. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlemens, Baillifs Senechaux, Prevôts, leurs Lieutenans, & autres nos Justifiers & Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes nos Lettres de Declaration ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer inviolablement. Mandons en outre à nos Procureurs generaux, & leurs Substituts, d'y tenir soigneusement la main; car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre seel à cesdites Presentes. Donné à St. Germain en Laye le 20. jour de Juin, l'an de grace 1665. & de notre Regne le 23. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé du grand Sceau de cire jaune à double queue.

V I I.

DECLARATION du Roi, pour les pensions des enfans convertis.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant été informez du refus que font plusieurs peres & meres de la Religion P. R. de fournir à leurs enfans qui se convertissent à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, savoir les mâles à l'âge de quatorze ans, & les filles à celui de douze, les choses necessaires pour leur subsistance & entretien; nous aurions par Arrêt de notre Conseil d'Etat du 3. No-

vembre de l'année dernière 1664. ordonné que lesdits enfans seroient nourris & entretenus es maisons de leursdits peres & meres, ainsi qu'auparavant leur changement de Religion, si mieux n'aimoient lesdits peres & meres leur payer une pension proportionnée à leurs conditions & facultez: Neanmoins comme nous aurions été avertis qu'ils ne tenoient compte d'y satisfaire, & que s'ils avoient le choix de prendre chez eux lesdits enfans pour les nourrir & entretenir, il seroit à craindre qu'ils ne leur fissent quelques mauvais traitemens, pour les obliger de retourner à ladite Rel. P. R. nous aurions jugé à propos d'y pourvoir par autre Arrêt de notre dit Conseil du 30. Janvier dernier; lequel voulant être executé, Nous, conformément à icelui, avons par ces presentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné; disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plait, qu'après que lesdits enfans de la R. P. R. se seront convertis à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, savoir les mâles à l'âge de quatorze ans, & les filles à celui de douze, il sera à leur choix & option, ou de retourner en la maison de leurs peres & meres pour y être par eux nourris & entretenus, ou de leur demander pour cet effet une pension proportionnée à leurs conditions & facultez, laquelle pension lesdits peres & meres seront tenus de payer à leurs enfans de quartier en quartier: & en cas de refus, voulons qu'ils y soient contraints par toutes voyes duës & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Senechaux, ou leurs Lieutenans, & tous autres nos Justifiers & Officiers qu'il appartiendra, que cesd. presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu garder & executer selon sa forme & teneur: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre seel à ces presentes. Donné à Paris le 24. jour d'Octobre, l'an de grace 1665. & de notre regne le 23. Signé, LOUIS. Et sur le repli, DE GUENEGAUD. Et scellé.

V I I. 2.

ARRET du Conseil d'Etat, pour faire remettre un enfant converti avants l'âge de quatorze ans entre les mains de son ayeule Catholique.

VU au Conseil du Roi, sa Majesté y étant, le Procès verbal du 8. Août dernier, des Srs. Pelot, Seigneur de Port David & Saudars, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de la Justice, Police & Finances es Generalitez de Guyenne; & du Vigier, Conseiller au Parlement de Bourdeaux & Chambre de l'Edit de Guyenne, Commissaires deputez par sadite Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Declarations & Arrêts du Conseil donnez en consequence, par lequel lesdits Sieurs Commissaires voyans le procès d'entre Damoiselle Lucie du Castanet, veuve de feu Florent de Fayolles Ecuyer, demanderesse en execution d'Arrêt dudit Parlement de Bourdeaux du 1. Juin aussi dernier, & defenderesse, d'une part: & Jaques, & Louis de Soulmigniac Sieur de Labillac & de Mazieres, defendeurs & demandeurs en Requête présentée ausdits Srs. Commissaires le 25. desdits mois & an, d'autre: & le Syndic du Diocèse de Sarlat, intervenant par Requête du 30. Juillet ensuivant, pour raison de l'enlèvement fait par lesdits de Soulmigniac, de Jaques Lamouroux petit-fils de ladite Damoiselle du Castanet, se seroient trouvez partagez en opinions, & auroient été d'avis, savoir ledit Sr. Pelot, sous le bon plaisir de sa Majesté, que conformément audit Arrêt du Parlement de Bourdeaux du premier Juin dernier, ledit Jaques Lamouroux soit remis par lesdits de Soulmigniac es mains de ladite Damoiselle du Castanet son ayeule, pour continuer à l'instruire à la Religion Catholique, & ce pour les motifs & raisons y contenuës; Et ledit Sieur du Vigier au contraire, que sans avoir égard à la procedure, ni audit Arrêt dudit Parlement du premier Juin dernier, ledit Lamouroux soit & demeure au pouvoir desd. Louis & Jaques de Soulmigniac, comme ses plus proches parens de la Rel. P. R. jusques à ce qu'il ait atteint l'âge de quatorze ans; & que defenses soient faites à ladite du Castanet, faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & à tous autres de le leur ôter, ni enlever, sur peine

Tome IV.

d'être punis comme des infractions aux ordres de sa Majesté. Vu aussi les pieces mentionnées audit Procès verbal, ensemble les écritures & productions desdites parties, sur lesquelles ledit partage est intervenu. Oui le rapport du Sieur Poncet, qui en a communiqué aux Commissaires à ce deputez par sa Majesté; & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que ledit Lamouroux fils sera remis par lesdits de Soulmigniac, es mains de ladite Damoiselle son ayeule, conformément à l'avis dudit Sieur Pelot, pour continuer à l'instruire à la Religion Catholique: à ce faire, lesdits Soulmigniac contrainsts par emprisonnement de leurs personnes. Fait defenses ausd. Soulmigniac d'user ci-après de telles voyes, ni de rien attenter au prejudice du choix fait par ledit feu Lamouroux pere pour l'éducation dudit Lamouroux son fils, à peine d'être procedé extraordinairement à l'encontre d'eux, comme perturbateurs du repos public, sans depens. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le 12. jour de Septembre 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

V I I. 3.

ARRET du Conseil d'Etat, pour faire remettre un enfant converti à l'âge de douze ans au College des Prêtres de l'Oratoire.

VU au Conseil du Roi, sa Majesté y étant, le Procès verbal du 12. Juin dernier, des Sieurs Barin, Chevalier, Marquis de la Galissonniere, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Commissaire départi par sadite Majesté en la Generalité d'Orleans, & pour l'exécution des Edits de pacification en ladite Generalité: & Bellay, Conseiller & Medecin ordinaire de sadite Majesté, & Commissaire par elle député aussi pour l'exécution desdits Edits; par lequel sur la demande faite par Damoiselle Marie de la Ferriere, veuve de defunt Me. Jean Labat, au nom & comme tutrice naturelle de Jean Labat son fils, par Requête du 13. Mai dernier, dudit Jean Labat, qui à l'âge de dix à onze ans auroit abjuré la Religion P. R. dont sesdits pere & mere faisoient profession, & se seroit fait Catholique; laquelle demande auroit été contestée & empêchée par le Sr. Procureur Fiscal general au pais & Duché de Vendômois, lesdits Srs. Commissaires se seroient trouvez

B

par-

partage en opinions, & auroient été d'avis, pour les motifs & raisons y contenues, savoir ledit Sr. de la Galissonnière, de déclarer ladite Marie de la Ferrière non recevable en sa demande; & au surplus de défendre à tous Ministres de la R. P. R. de prendre la qualité de Ministres du Saint Evangile, ni autre que celle portée par les Edits, sur peine de cinq cens livres d'amende; & à tous Notaires de leur en donner d'autres dans tous les Actes qu'ils passeront, sur peine d'interdiction: & ledit Sr. Bellay, que ledit Jean Labat doit être rendu à ladite Damoiselle Marie de la Ferrière sa mère. Vu aussi les pièces mentionnées audit Procès verbal, ensemble les écritures & productions desdites parties, sur lesquelles led. partage est intervenu. Oui le rapport du Sieur Poncet, qui en a communiqué aux Commissaires à ce deputés par sa Majesté; & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a déclaré & déclare, conformément à l'avis dudit Sieur Barin, ladite Marie non recevable en lad. Requête du 13. Mai dernier: Ce faisant, ordonne que ledit Jean Labat demeurera en la Maison & Collège des Prêtres de l'Oratoire de la ville de Vendôme, pour y être instruit en ladite Religion Catholique & es sciences humaines, nourri & entretenu; lesquelles nourritures & entretenemens seront reglez par le Bailli de Vendôme, tant pour le tems qu'il sera dans led. Collège, que pour celui qu'il a été dans la maison du Curé de St. Martin: & pour cet effet sa Majesté a renvoyé & renvoie lesdites parties par devant ledit Bailli, pour y proceder en execution de sa susdite Sentence du 17. Avril audit an, & du present Arrêt, sans dépens. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le 12. jour de Septembre 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

V I I I.

ARRET du Conseil d'Etat, pour la visite des malades de la Rel. P. R. par les Curez des lieux & autres Ecclesiastiques.

SUR ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, que par quelques Arrêts d'icelui, & notamment par celui du 18. Septemb. dernier 1664. rendu sur les partages formez entre les Srs. Commissaires de Sa M. en Dauphiné, pour informer & pourvoir aux entreprises & contraventions faites à l'Edit de Nantes, & autres donnez en conséquence, Sa M.

auroit par le 1. article dudit Arrêt ordonné que les Ecclesiastiques & Religieux ne pourroient entrer es maisons des malades de la R. P. R. s'ils ne sont accompagnés d'un Magistrat ou d'un Consul du lieu, & appellez par les malades, auquel cas ne leur sera donné aucun empêchement: permis néanmoins aux Curez desdits lieux, assistez du Juge ou Consul de se présenter au malade, pour savoir de lui s'il veut mourir en la profession de ladite R. P. R. ou non; & après sa déclaration se retirera. Ce qui pourroit donner lieu à beaucoup de contestations, sur le refus que pourroient faire lesdits de la R. P. R. de laisser entrer dans leurs maisons lesdits Curez, sans être appellez par le malade: sur quoi Sa M. s'étant fait représenter ledit Arrêt, & jugé à propos de pourvoir aux difficultez qui pourroient naître sur ce sujet: le Roi étant en son Conseil, en interprétant ledit Arrêt du 18. Septembre dernier, & autres qui prononcent en pareil cas, a ordonné & ordonne que lors que dans les maisons desdits de la R. P. R. il y aura quelque malade, les Curez, Religieux, & Ecclesiastiques des lieux, assistez d'un Magistrat ou d'un Consul pourront y aller, & étant entrez en icelle, demeureront dans une salle basse, boutique ou Cour s'il y en a, sinon à la porte, pendant que ledit Magistrat ou Consul, ira demander au malade s'il veut mourir en ladite R. P. R. ou non: & au cas qu'il declare se vouloir convertir à la Relig. Catholique, & pour cet effet voir lesdits Curez, Religieux ou Ecclesiastiques, ledit Magistrat ou Consul, & non autrement, les appellera & présentera audit malade, pour l'entendre, l'instruire & le consoler. Fait Sa Maj. defenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'y apporter aucun empêchement sur peine de désobéissance, & d'être procedé contre eux ainsi qu'il appar tiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa M. y étant, tenu à St. Germain en Laye le 12. Mai 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

I X.

ARRET du Parlement de Rouën, donné contre un blasphémateur de la sainte Vierge.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons qu'en la cause devolue en notre Cour de Parlement; Vu par nôtredite Cour en la Chambre

de

de l'Edit, le procès extraordinairement fait par notre Bailli de Caux, ou son Lieutenant au Siege de Montivillier, à la denouciation faite par Me. Louis Picot, Prêtre Curé de la paroisse de Cerlangue, à l'encontre de Pierre Viger Sr. de la Blondeliere, pour blasphèmes execrables par lui proferez contre l'honneur, pureté & chasteté de la sainte Vierge Marie, mere de notre Seigneur Jesus-Christ. Ledit Viger, prisonnier en la Conciergerie de nôtredite Cour, appellant de Sentence donnée le 11 jour de Mai dernier; par laquelle ledit Viger, &c. Qui ledit Viger sur la sellette, & tout ce qui a été mis par devers nôtredite Cour, tout considéré: nôtredite Cour, par son jugement & Arrêt en la Chambre de l'Edit, a mis & met l'appellation, & ce dont est appellé au néant, & en reformant a déclaré ledit Viger dûment atteint & convaincu d'avoir proféré des paroles execrables contre l'honneur, pureté & virginité de la sainte Vierge mere de Jesus-Christ. Pour punition duquel crime, a condamné & condamne ledit Viger en cent livres d'amende, applicables à la decoration & affaires du Palais: en outre a ordonné & ordonne qu'il sera conduit par l'Executeur des Sentences criminelles, devant le principal portail de l'Eglise de St. Sauveur de Montivillier, ou tête & pieds nus, & à genoux, tenant une torche ardente du poids de deux livres, portant un écriteau sur son front, où il y aura écrit: *Blasphémateur contre l'honneur, pureté & virginité de la sainte Vierge*: & là reconnoître, quo machamment & contre verité il a proféré les blasphèmes mentionnez au procès, dont il demande pardon à Dieu, à Nous & à Justice. Et outre a condamné ledit Viger en la somme de cinq cens livres, laquelle sera mise es mains du Curé & Tresorier en charge de la paroisse de Cerlangue, pour être convertie en fond, ou rente, qui sera destinée par Contrat pour dire une Messe à perpetuité toutes les semaines en l'honneur de la sainte Vierge Marie. Et outre a condamné led. Viger en 20. livres d'intérêts, & aux dépens du procès envers ledit Picot: & a fait & fait defenses audit Viger de recidiver, à peine de la vie. Et faisant droit sur les conclusions de notre Procureur General, a ordonné & ordonne qu'après l'exécution du present Arrêt; le procès fait à l'encontre dudit Viger, & la Sentence en original; ensemble le Factum imprimé sous le nom dudit Viger, seront brûlez par les mains de l'Executeur des Sentences criminelles audit Montivillier, à laquelle fin

ledit Factum sera envoyé au Greffe dudit lieu: & ledit Viger remené aux prisons dudit lieu pour l'exécution du present Arrêt; les dépens ci-dessus jugés réservés à taxer en nôtredite Cour par declaration. Si donnons en mandement au premier des Huissiers de nôtredite Cour, ou autre nôtredite Huissier ou Sergent sur ce requis, de mettre le present Arrêt en due & entière execution, selon la forme & teneur. De ce faire lui donnons pouvoir & autorité. Mandons & commandons à tous nos sujets à lui, en ce faisant, obeir: en témoin de quoi nous avons fait mettre nôtredite scel à cedis present Arrêt. Donné à Rouën en nôtredite Cour de Parlement le 23. jour de Juin, l'an de grace 1665. & de nôtredite Regne le 23. Signé, Par la Cour en la Chambre de l'Edit, DU MONT, & scellé sur double queue d'un Seau de cire jaune, avec un contrescel.

X.

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, pour établir des Maîtres d'Ecole Catholiques aux dépens de la Communauté.

LE Roi étant en son Conseil, conformément à la Requête, a ordonné & ordonne, que les Consuls des Paroisses dependant desdits Dioceses de Viviers, Vienne, Valence, & le Puy, presenteront dans huitaine après la signification du present Arrêt, aux Sieurs Archevêque de Vienne, & Evêques de Viviers, Valence, & le Puy, chacun à leur égard, des Maîtres d'Ecole capables de l'instruction de la jeunesse, lesquels ledits Consuls seront tenus de payer: sa Majesté leur permettant chacun en droit soi, d'imposer pour cet effet sur tous les contribuables de la Paroisse, jusques à la somme de cent ou six vingts livres, & au dessous, pour être employée ausdits Maîtres d'Ecole, sans divertissement: & à faute par eux de faire ladite nomination dans ledit tems de huitaine, & icelui passé, permet sa Majesté ausdits Srs. Archevêque de Vienne, & Evêques de Viviers, Valence, & le Puy, d'établir dans les lieux que besoin sera des Maîtres d'Ecole, qui seront payez par ledits Consuls de la somme ci-dessus; & en cas de refus ils seront contraints par toutes voyes. Neanmoins ordonne sa Majesté, que dudit payement ses sujets de la R. P. R. demeureront exemts, dans les lieux où ils auront exercice public, attendu la permission qu'ils ont par les Edits d'entre-

tenir des Maîtres d'Ecole; auxquels ils seront tenus de contribuer dans les autres lieux, à la charge que lesdits Maîtres d'Ecole instruiront les enfans de ladite Relig. P. R. sans les contraindre sur le fait de ladite Religion. Et sera le présent Arrêt lu, publié, & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le 18. jour de Septembre 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

X I.

ARRET du Parlement de Toulouse, qui ordonne aux Seigneurs ayant Justice d'établir des Juges Catholiques.

Sur la Requête présentée par le Syndic de la Province de Languedoc, qu'il a reçu plusieurs plaintes des sujets Catholiques du Roi, dans le ressort du Parlement, contre les Juges Bannerez de la Religion P. R. des concussions, deni de justice, vexations, & autres outrages qu'ils reçoivent lors qu'ils ont à faire à ceux de ladite R. P. R. Sur quoi seroient intervenus plusieurs Arrêts, même contre le Juge de Vaux, au rapport de Mr. d'Olivier; nonobstant lesquels lesdits Juges de la R. P. R. continuent de vexer les Catholiques, quoi qu'ils aient été nommez aux judicatures par des Seigneurs Catholiques; & que d'ailleurs tous les Seigneurs hauts Justiciers de la Rel. P. R. nomment des Juges de leur Religion; ce qui porte un prejudice notable aux sujets du Roi, & de la Religion Catholique. Occasion de quoi eut requis, qu'il fût enjoint ausdits Seigneurs Justiciers Catholiques, de proceder à la nomination d'autres Juges Catholiques, dans le mois après l'intimation du présent Arrêt; & jusques à ce faire inhibitions & defenses ausdits Juges de la R. P. R. de s'immiscer à rendre la justice: & ausdits Seigneurs Justiciers de nommer d'autres Juges que Catholiques, à peine de privation. Vu ladite Requête, & le dire & conclusions du Procureur General du Roi, mis au bas de ladite Requête: La Cour, ayant égard à ladite Requête, a enjoint ausdits Seigneurs Justiciers de la Province de Languedoc, qui ont établi des Juges de la prétendue Reformée dans leurs Justices, de proceder à la nomination de Juges Catholiques, dans le mois après la signification du présent Arrêt, à peine de privation de leur Justice. Et a fait & fait inhibi-

tions & defenses ausdits Juges de ladite Rel. P. R. de s'immiscer à rendre la justice, à peine de faux, nullité & cassation, & de quatre mille livres d'amende, & autre arbitraire. Prononcé à Toulouse en Parlement le 5. Fevrier 1665.

Signé,

DE MALENFANT.

X I. 2.

ARRET du Conseil d'Etat, qui dispense les Notaires, Procureurs, &c. de la R. P. R. de l'obtention des Lettres de provision.

LE Roi ayant par son Edit du mois d'Avril 1664. & par les Arrêts de son Conseil, intervenus en consequence, ordonné, que les Notaires & Procureurs Postulans, Huissiers & Sergens Royaux, qui seront choisis & nommez par sa Majesté pour faire la fonction de leurs charges, seront tenus un mois après la publication des états de reduction arrêtez au Conseil, d'obtenir des Lettres de provision desdits Offices en la grande Chancellerie, sur les peines portées par lesdits Edit & Arrêts: & sa Majesté voulant empêcher que l'on ne trouble & inquiete pour raison de ce ceux des Officiers faisant profession de la R. P. R. qui ont été, ou seront retenus & reservez: Sad. Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que lesdits Notaires, Procureurs Postulans, Huissiers & Sergens, qui font profession de lad. R. P. R. & lesquels ont été & seront retenus & reservez par lesdits états de reduction arrêtez audit Conseil, feront l'exercice & fonction de leurs Charges leur vie durant, sans être tenus de prendre Lettres de provision de sa Majesté, dont elle les a dispensés & dispense. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le dernier jour d'Octobre 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

X I I.

ARRET du Parlement de Rouën, portant defenses de recevoir des Maîtres Orfèvres de la Religion P. R. que le nombre n'en soit réduit à la quinzième partie.

VU par la Cour, la Grand' Chambre assemblée, l'Arrêt du Conseil Privé du Roi du 21. Octobre dernier, par lequel les parties auroient été renvoyées par devers icelle, pour être pourvu sur la Requête pre-

sentée par les Marchands Orfèvres de la ville de Rouën, faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à ce qu'il fût ordonné que nul dudit metier, faisant profession de la Rel. P. R. ne pourroit être reçu Garde dudit metier d'Orfèvre; ni aucun de ladite Rel. P. R. reçu Maître, jusqu'à ce que le nombre de ceux qui y sont presentement fût réduit à la quinziesme partie, comme il a été jugé pour les Merciers; & que cependant dans toutes les assemblées qui se feront, il n'y entreroit qu'un seul Maître de la Rel. P. R. avec quatorze de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine. Requête présentée à la Cour par lesdits Marchands Orfèvres aux fins susdites, le 15. Novembre dernier. Liste des Orfèvres de la Rel. Cathol. Apostol. & Rom. de cette ville. Autre Liste de ceux de la R. P. R. Arrêt du Conseil d'Etat du 28. Juin dernier. Conclusions du Procureur General du Roi: & où le Conseiller Commissaire en son rapport; tout considéré: La Cour, la grand' Chambre assemblée, faisant droit sur le renvoi du Conseil, & conclusions du Procureur General du Roi, a fait & fait inhibitions & defences aux Maîtres de l'état & metier d'Orfèvre, de recevoir aucunes personnes de la R. P. R. audit metier, jusqu'à ce que le nombre en soit réduit à la quinziesme partie de ceux qui composent led. nombre; desquels aucun ne pourra être reçu Garde dudit metier; & n'en pourra assister qu'un seul desdits Maîtres faisant profession de la Rel. P. R. avec quatorze de ceux de la Rel. Cath. Apost. & Rom. aux assemblées qui se feront pour les deliberations des affaires dudit metier. Et ordonne que le present Arrêt sera publié à l'Audience en tous les Sieges de Bailliage de ce ressort, à la diligence des Substituts dudit Procureur General. Fait à Rouën en Parlement le 13. Juillet 1665.

Signé,

BORNEL.

X I I I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui exclus de la Maîtrise de Lingeres les femmes de la R. P. Reformée.

Sur la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par les Marchandes & Maîtresses Lingeres de sa bonne ville de Paris, contenant, Que leur Corps de Communauté a été établi par le Roi St. Louis; Que leurs droits & privilèges ont été confirmés par les

Rois ses successeurs; Que leurs Statuts ont été autorisés par Lettres patentes de Sa Maj. registrées au Parlement de Paris; par le premier article desquels il est expressément porté, Qu'aucune fille ou femme ne pourra être reçue Marchande Lingere qu'elle ne fasse profession de la Rel. Catholique, Apostolique & Romaine: Que lors que quelque personne, faisant profession de la R. P. R. a entrepris d'être reçue en ladite Communauté, & de tenir boutique, les Juges du Châtelet de Paris, & le Bailly de St. Germain, ont empêché ces contraventions par diverses Sentences. Au prejudice de quoi la nommée Magdeleine de la Fond, qui fait profession de la R. P. R. & qui pretend d'être reçue dans la Communauté desdites suppliantes, leur auroit fait procès au Parlement de Paris, se prevaillant d'un Arrêt du Conseil d'Etat du 28. Juin dernier; par lequel, entr'autres choses, il est porté, Que les sujets de la R. P. R. ne pourront être exclus d'être admis & reçus es Ars & Metiers, dans les formes ordinaires des apprentissages & chefs d'œuvres, es lieux où il y a Maîtrise jurée; à quoi ils seront admis comme auparavant: Et d'autant que lesdites Marchandes Lingeres sont en possession de ne recevoir dans leur Communauté que des filles de la Rel. Catholique, Apostolique & Romaine, requeroient qu'il plût à sa Majesté sur ce leur pourvoir. Vu ladite Requête, les Statuts desdites Marchandes Lingeres confirmez par Lettres patentes de Sa M. du mois de Mars 1645. enregistrez au Parlement de Paris le 29. Avril ensuivant; ledit Arrêt du Conseil du 28. Juin 1656. & autres pieces attachées à ladite Requête: où le rapport du Commissaire à ce député, & tout considéré: Sa M. étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que l'Arrêt du Parlement de Paris, d'enregistrement des Statuts desdites Marchandes Lingeres, du 29. Avril 1645. sera executé selon la forme & teneur, sans que ledit Arrêt du Conseil du 28. Juin dernier, puisse nuire auxdites Marchandes Lingeres, en quelque sorte & maniere que ce soit. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa M. y étant, tenu à Paris le 21. jour d'Août 1665.

Signé,

LE TELLIER.

X I V.

DECLARATION du Roi, qui permet aux Officiers Catholiques de la Chambre de l'Edit de Guyenne, de juger en plus grand nombre que ceux de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Par le 45. article de l'Edit de pacification du Roi Henri IV. notre ayeul d'heureuse memoire, donné à Nantes au mois d'Avril 1598. en faveur de nos sujets de la R. P. R. il est porté entr'autres choses, que les Juges de la Chambre de l'Edit de Bourdeaux jugeront en nombre égal d'une & d'autre Religion; à l'observation de quoi & du contenu audit Edit, nous avons toujours tenu très-soigneusement la main, ainsi que nous desirons faire à l'avenir en tout ce qui nous sera possible: mais parce qu'il nous a été porté plainte, non seulement que quelques-uns des Officiers de la Rel. P. R. de ladite Chambre de l'Edit s'absentent souvent, & ne se trouvent point aux Audiences qui s'y tiennent; mais aussi que par des reculations affectées, maladies, ou incommoditez survenues en leurs personnes, n'assistent point tant es Audiences publiques & particulieres, qu'au jugement de plusieurs procès pendans en ladite Chambre, le jugement desdits procès est par ce moyen retardé, pour n'y avoir le nombre competent d'Officiers de cette Religion; ce qui porte un prejudice notable aux parties, lesquelles se consomment en frais, & le plus souvent par ce retardement sont obligées d'abandonner leur bon droit. A quoi desirans pourvoir, ainsi que nous avons fait sur le même sujet en notre Chambre de l'Edit de Grenoble, par nos Declarations des 3. Avril & 28. Mai 1663. Savoir faisons, que nous, pour ces causes, après avoir fait mettre cette affaire en deliberation à notre Conseil, nous avons, de l'avis d'icelui, & par notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes, signées de notre main, voulons & nous plaist, que tous & chascuns les Officiers de la Relig. P. R. de ladite Chambre de l'Edit de Bourdeaux assistent es Audiences publiques & particulieres, & à la visitation & jugement des procès, sans qu'aucun s'en puisse dispenser; & que quand il y aura en ladite Chambre nombre suffisant de

Juges tant Catholiques, que de ladite Relig. P. R. les procès pendans en ladite Chambre soient jugés par les Officiers d'icelle de l'une & l'autre Religion, en nombre égal, suivant ledit Edit de Nantes, & l'usage observé jusques à présent, si ce n'est lors qu'il se trouvera moins de quatre Officiers de ladite Rel. P. R. auquel cas tous les Officiers Catholiques qui se trouveront presens en lad. Chambre de l'Edit, pourront opiner au jugement de tous procès indistinctement avec ceux de ladite Rel. P. R. validant & autorisant dès à présent, comme pour lors, tous les jugemens & Arrêts qui seront ainsi rendus, nonobstant ce qui est porté par ledit 45. article dud. Edit de Nantes, auquel nous avons, pour ce regard seulement, derogé, & dérogeons par cesdites presentes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenants nôtredite Chambre de l'Edit de Bourdeaux, que ces presentes ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles entretenir, garder & observer inviolablement, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, nonobstant tous Edits, Ordonnances, Arrêts, Reglemens, Lettres, & autres choses à ce contraires, ausquelles, & aux derogatoires des derogatoires y contenuës, nous avons pour ce regard derogé & dérogeons par cesdites presentes: Car tel est notre plaisir. Donné à St. Germain en Laye, le 17. jour de Juillet, l'an de grace 1665. & de notre regne le 23. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scelle du grand Sceau de cire jaune à double queue.

X V.

Sentence du Presidial de Visry le François, qui ordonne que le livre intitulé, Abregé des Controverses, ou Sommaire des erreurs de l'Eglise Romaine, &c. par Charles Drelincourt, &c. sera brûlé par les mains du Bourreau.

VU par nous notre Procès verbal, contenant la plainte du Procureur du Roi en ce Bailliage, comparant par Me. François Grosseffe, Avocat de sa Majesté, contre le debit & vente faite d'un livre intitulé, *Abregé des Controverses, ou Sommaire des erreurs de l'Eglise Romaine, avec leur refutation par des textes, &c. de la Bible de Louvain. Par Charles Drelincourt, Ministre de la parole de Dieu en l'Eglise Reformée de Paris.* Dixième Edi-

Edition de celles qui ont été revuës par l'Auteur. A Geneve, par Samuel Gouët, 1660. Notre Ordonnance enfin de ladite plainte, portoit entre autres choses, que ledit Procureur du Roi pourroit faire ouïr qui bon lui sembleroit sur icelle; & cependant que ledit livre seroit porté en la Chambre ce jourd'hui, pour icelui vu, & les injures y contenues rapportées par ledit Procureur du Roi, examinées, & être ordonné ainsi que de raison. L'information faite en consequence de notre dite Ordonnance: Ledit livre parcouru en tous les endroits remarquez par ledit Procureur du Roi, & les Conseillers d'icelui: Le tout vu & exactement considéré: Nous disons, que ledit livre se trouve imprimé sans approbation, au prejudice des Edits & Arrêts, & vendu sans notre permission; Qu'il est intimité de la qualité de Ministre de la parole de Dieu en l'Eglise Reformée de Paris; Qu'il contient que ceux de la R. P. R. ont en execration ceux qui enseignent le sacrifice de la Messe, le feu du Purgatoire, l'invocation des Saints, & autres abus; Que l'Eglise Romaine, que le Roi professe, est tous les jours convaincuë de menfonges; Qu'elle a quitté le service de Dieu, & établi l'idolatrie; Que la doctrine de ladite Religion est celle des Diables: Traite du mot de blasphèmes les prières de ceux qui professent ladite Religion Romaine: Porte que l'Eglise Romaine est un venin d'ignorance, avec fraude, parce que leur foi contient une infinité d'erreurs: Lesquels termes scandaleux, injurieux, & contraires aux Edits, Ordonnances & Arrêts, sont repetez en plusieurs endroits dudit livre, avec une infinité d'autres blasphèmes, sacrilèges, paroles diffamatoires, injurieuses, & de mepris contre l'honneur de l'Eglise Romaine, le Pape, & les Ecclesiastiques. Pour reparation de quoi avons ordonné que ledit livre, abrégé des Controverses, ou Sommaire des erreurs de l'Eglise Romaine; avec leur refutation par des textes exprés de la Bible du Louvain, par Charles Drelincourt, sera brûlé au milieu de la grande place de cette ville de Vitry, par les mains du Bourreau: Faisant défenses à tous les sujets de sa Majesté de ce Bailliage, sans distinction de Religion, de vendre, débiter, ni mettre en public ledit livre. Enjoint à tous ceux qui en ont acheté, de les apporter en notre Greffe, pour y être supprimés & brûlés; à peine contre les contrevenans de cent livres d'amende, payable par corps, & applicable à l'Hôpital de ce lieu. Ordonnons en outre qu'il sera informé

contre tous ceux qui l'ont vendu & débiteré & que commission de prise de corps sera délivrée au Procureur du Roi, à l'encontre des nommez Me. Paul Mogin Marchand Bonnetier, demeurant audit Vitry, & ses deux garçons; & le nommé Me. Jaques . . . aussi y demeurant; pour leurs auditions prêtes, & icelles communiquées audit Procureur du Roi, être ordonné ce que de raison, par notre sentence, jugement, & à droit. Signé au dictum, minutes des presentes: E. le Blanc, Président & Lieutenant General; De Comble, Lieutenant Particulier; Labbé, Lieutenant Particulier Criminel, Affesseur Civil; Saint Geayes; Duret, Bailly, Curel, Nyel. & Payen, tous Conseillers du Roi aud. Bailliage & Siege Presidial; avec paraphe. Prononcé & executé le 9. jour du mois de Mai 1665. Fait & expedie audit Vitry le François, & delivré par moi Greffier soussigné, comme dessus. Signé, L'E G O U X: avec paraphe.

X V I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui defend d'imposer que pour la subvention du Ministre qui sert dans le lieu de l'établissement.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, qu'encore que par plusieurs reglemens il ait été défendu aux Ministres de prêcher dans plusieurs lieux; néanmoins contre le sens & l'intention de cette Loi, ceux de de la R. P. R. font qu'un Consistoire fournit la subvention, non seulement à son Ministre, mais encore à ceux des lieux voisins, qui par impuissance ou autrement ne le veulent point entretenir, ainsi qu'il paroît par les actes du Synode de la basse Guyennat, tenu à Nerac le 17. Septembre dernier; & comme cette licence produiroit le même abus que faisoit la liberté des Annexes, avant qu'elle eût été abolie, & que par ce moyen ledits Ministres deviendroient beaucoup plus fréquens qu'il n'est convenable à une Religion qui n'est que tolérée, & qui ne peut prétendre avec justice que ce qui est nécessaire à son exercice, étant important de pourvoir à cette entreprise, & d'en arrêter les suites. Vu les deliberations dudit Synode: ouï le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a fait très-expresses inhibitions & defenses à tous ceux qui composent dans son Royaume les Consistoires de ses sujets de la Religion P. R. de faire aucun de-

département pour la subvention d'autre Ministre, que de celui qui sert le lieu de leur établissement, & ce en la forme prescrite par les Edits & Arrêts dudit Conseil, à peine de desobeissance, & d'en répondre chacun en leur propre & privé nom. Enjoint sa Majesté à tous ses Intendants & Magistrats de tenir la main, & d'informer des contraventions au present Arrêt, comme aussi aux Commissaires qui assisteront de la part de sa Maj. dans les Synodes, d'empêcher qu'on ne prenne ou qu'on n'exécute aucune délibération contraire, sur peine pareillement de desobeissance. Et sera ledit Arrêt lu, publié & enregistré par tout où besoin sera, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa M. y étant, tenu à Paris le 6. Novembre 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

X V I. 2.

Extrait d'un Arrêt du Conseil d'Etat, portant permission aux Ministres de la R. P. R. de faire leur demeure en tel lieu que bon leur semblera.

LE Roi étant en son Conseil, ayant égard à ladite Requête en interpretant lesdits Arrêts, a permis & permet ausdits Ministres de la R. P. R. de faire leur demeure & résidence avec leurs familles, en tel des villes, bourgs, ou villages voisins des lieux de leur établissement, qu'ils voudront choisir; à la charge de ne faire audit lieu, où ils résideront, aucun Prêche, Prieres publiques, ni autres fonctions de leur Ministère, sous quelque prétexte que ce soit: leur faisant très-expres ses inhibitions & défenses d'y contrevenir; ni même faire aucunes Prieres dans leurs maisons, qu'avec leurs familles seulement, & sans qu'aucune autre personne y puisse assister; soit qu'on prétendit qu'il s'y fût trouvé par occasion, ou autrement; à peine d'être procédé contre lesdits Ministres selon la rigueur des Edits & Arrêts du Conseil, & même d'être contraints de se retirer desdits lieux, Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa M. y étant, tenu à St. Germain en Laye le 24 jour d'Avril 1665.

Signé,

PHELYPEAUX.

X V I I.

DECLARATION du Roi, du 2. Avril 1666. qui regle les choses que doivent observer ceux de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le plus grand soin que nous avons eu depuis notre avènement à la Couronne a été de maintenir nos sujets Catholiques & de la R. P. R. dans une paix & tranquillité parfaite, observant exactement l'Edit de Nantes, & celui de 1669. Mais quoi que la Loi prévoit les cas qui arrivent plus ordinairement, pour y apporter les precautions nécessaires; néanmoins la multiplicité des faits qui surviennent journellement ne pouvant être reduite à un regle certaine, il a été nécessaire au fait particulier, aussi-tôt que les occasions ont fait naître quelque difficulté, d'en faire le jugement & décision dans les regles & formes ordinaires de la Justice; ce qui auroit donné lieu à plusieurs Arrêts intervenus en notre Conseil, & à quelques autres en nos Chambres de l'Edit, dont la connoissance n'yant été publique, bien souvent nos sujets se sont trouvez engagés dans des procès & contestations qu'ils eussent pu éviter s'ils eussent su que semblables questions auroient été desia décidées par Arrêts: de sorte que pour prevenir pareils inconveniens, & nourrir paix & amitié entre nos sujets tant Catholiques, que ceux de la R. P. R. les Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques deputez en l'Assemblée generale du Clergé, qui se tient à present par notre permission en notre bonne ville de Paris, nous auroient très-instamment supplié de rediger lesdites décisions en une seule Declaration, y ajoutant quelques Articles pour aucuns faits survenus, pour rendre le tout notoire & public à tous nos sujets; & que par ce moyen, n'en pouvant prétendre cause d'ignorance, ils ayent à s'y conformer, & faire cesser les discordes & altercations qui pourroient survenir sur pareils faits; & que ce qui a été jugé & décidé par lesdits Arrêts sera ferme & stable à toujours, & soit executé comme une loi inviolable. A ces causes, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces presentes signées de notre main, dit & déclaré, disons & déclarons, voulons & nous plaît, que lesdits Arrêts rendus en notre Conseil soient

soient gardez & observez selon leur forme & teneur : Ce faisant,

I. Que les Ministres ne pourront faire les Prêches ailleurs que dans les lieux destinez pour cet usage, & non dans les lieux & places publiques, sous quelque pretexte que ce soit.

II. Que ceux de ladite Rel. P. R. ne pourront établir aucuns Prêches aux lieux du domaine qui leur sont adjugez, sous pretexte de la haute Justice comprise dans lesdites adjudications.

III. Que dans le lieu où les Seigneurs de ladite R. P. R. ayant haute Justice font l'exercice d'icelle, il n'y aura aucune marque d'exercice public.

IV. Que les Ministres ne pourront consoler les prisonniers dans les Concergeries, qu'à voix basse, dans une chambre séparée, & assister seulement d'une ou de deux personnes.

V. Que lesdits Ministres ne se serviront dans leurs Prêches, & ailleurs, de termes injurieux & offensifs contre la Rel. Catholique, ou l'Etat; ains au contraire se comporteront dans la moderation ordonnée par les Edits, & parleront de la Rel. Catholique avec tout respect.

VI. Que les Notaires qui recevront les Testaments, ou autres actes de ceux de la R. P. R. ne parleront de lad. Religion qu'aux termes portez par les Edits.

VII. Que ceux de la R. P. R. ne pourront faire imprimer aucuns livres touchant la Rel. P. R. qu'ils ne soient attestez & certifiez par des Ministres approuvez, dont ils seront responsables, & sans la permission des Magistrats, & consentement de nos Procureurs; & ne pourront lefd. livres être debitez qu'aux lieux où l'exercice de lad. Religion est permis.

VIII. Que lesdits Ministres ne pourront prendre la qualité de Pasteurs de l'Eglise, ains seulement celle de Ministres de la Rel. P. R. Comme aussi ne parleront avec irreverence des choses saintes, & ceremonies de l'Eglise, & n'appelleront les Catholiques d'autre nom que de celui de Catholiques.

IX. Que lesdits Ministres ne pourront porter robes ou soutanes, ni paroltre en habit long ailleurs que dans les Temples.

X. Que lesdits Ministres tiendront registre des Bâtemes, & Mariages qui se feront desdits de la R. P. R. & en fourniront de trois en trois mois un extrait aux Greffes des Baillages & Senechaussées de leur ressort.

XI. Qu'ils ne pourront faire aucuns mariages entre personnes Catholiques, & de la R. P. R. lors qu'il y aura opposition, jusqu'à

ce que ladite opposition ait été vuïdée par les Juges à qui la connoissance en appartient.

XII. Ne pourront lesdits de la Rel. P. R. recevoir à leurs assemblées de Consistoires, autres que ceux qu'ils appellent *Anciens*, avec leurs Ministres.

XIII. Que les Anciens des Consistoires ne pourront être institutez heritiers, ni legataires universels en ladite qualité.

XIV. Que ceux de ladite R. P. R. assemblez en Synode, soit National, ou Provincial, ne permettront aux Ministres de prêcher ou résider alternativement en divers lieux, ains au contraire leur enjoindront de résider & prêcher seulement au lieu qui leur aura été donné par lesdits Synodes.

XV. Comme aussi lesdits de la Rel. P. R. qui assisteront aux Synodes, ne mettront dans les Tables de leurs Eglises les lieux où l'exercice public de ladite Religion a été interdit, ni ceux où il ne se fait que par le privilege du Seigneur, & dans son Château.

XVI. Comme pareillement ceux de ladite R. P. R. ne pourront entretenir aucunes correspondances avec les autres Provinces, ni leur écrire sous pretexte de charité, ou autres quelconques; & ne recevront les appellations des autres Synodes, sauf à les relever au Synode National.

XVII. Mêmes defences sont faites aux Ministres, Anciens, & autres de ladite Rel. P. R. d'assembler aucuns Colloques que durant le Synode convoqué par permission de sa Majesté, & en presence du Commissaire député.

XVIII. Ni de faire aucunes assemblées dans l'intervalle desdits Synodes, y recevoir dans le même intervalle des Proposans; donner des Commissions, ou deliberer d'aucunes affaires, par Lettres circulaires, ou en quelque autre maniere, & pour quelque cause que ce puisse être, à peine d'être punis conformément à nosdits Edits & Ordonnances.

XIX. Que les Ministres, Consistoires, & Synodes de la ladite Rel. P. R. n'entreprendront de juger de la validité des mariages faits & contractez par lesdits de la R. P. R.

XX. Pareilles defences sont faites aux Consistoires, & Synodes, de censurer, ni autrement punir les peres, meres & tuteurs, qui envoient leurs enfans ou pupilles aux Colleges & Ecoles des Catholiques, ou qui les font instruire par des Precepteurs Catholiques sans toutefois que lesdits enfans y puissent être contrainsts pour le fait de leur Religion.

XXI. Qu'aux feux de joye qui se feront

par ordre de Sa Majesté dans les places publiques, & lors de l'exécution des criminels de ladite Relig. P. R. les Ministres ni autres ne pourront chanter les Psaumes.

XXII. Que les corps morts de ceux de ladite Relig. P. R. ne pourront être enterres dans les Cimetieres des Catholiques, ni dans les Eglises, sous pretexte que les tombeaux de leurs peres y sont, ou qu'ils ont quelques droit de Seigneurie ou de Patronage.

XXIII. Que ceux de ladite Religion ne pourront exposer leurs corps morts au devant des portes de leurs maisons, ni faire des exhortations ou consolations dans les rues, à l'occasion des enterremens d'iceux.

XXIV. Que les enterremens des morts desdits de la R. P. R. ne pourront être faits es lieux où l'exercice public de leur Religion n'est point permis, que dès le matin à la pointe du jour, ou le soir à l'entrée de la nuit, sans qu'il y puisse assister plus grand nombre que de dix personnes des parens & amis du defunt : & pour les lieux où l'exercice public de lad. Religion est permis, lesd. enterremens s'y feront depuis le mois d'Avril jusques à la fin du mois de Septembre, à six heures precises du matin, & à six heures du soir, & depuis le mois d'Octobre jusques à la fin de Mars, à huit heures du matin, & à quatre heures du soir, & aux convois se trouveront, si bon leur semble, les plus proches parens du defunt, & jusques au nombre de trente personnes seulement, lesdits parens compris.

XXV. Que les Cimetieres occupez par lesd. de la R. P. R. & qui tiennent aux Eglises, seront rendus aux Catholiques, nonobstant tous actes & transactions contraires. Et pour les Cimetieres par eux occupez qui ne sont pas tenans aux Eglises, aux lieux où il n'y en a qu'un qui est commun avec les Catholiques, ceux de la R. P. R. exhaleront dans trois mois les anciens Cadastres des lieux, par devant les Commissaires executeurs de l'Edit, ou leurs Subdeleguez, pour verifier si lesdits Cimetieres n'ont point appartenu aux Catholiques ; auquel cas ils leur seront rendus, sans aucun remboursement : & à faute par lesdits de la R. P. R. de remettre lesdits Cadastres dans ledit tems, ils seront tenus de délaisser lesdits Cimetieres aux Catholiques, sans que pour raison de ce ils puissent pretendre aucuns dedommagemens : & en cas d'éviction desdits Cimetieres, Sa Majesté leur permet d'en acheter d'autres à leurs frais & depens, en lieu commode, qui leur sera in-

diqué par lesdits Commissaires ou leurs Subdeleguez.

XXVI. Que les domiciles de ladite R. P. R. auxquels les Presidiaux feront le procès pour cas Prevotaux, ne pourront faire juger la competence aux Chambres de l'Edit, lors que lesdits Presidiaux auront prevenu sur les Prevôts, mais sera ladite competence jugée par lesdits Presidiaux : auquel cas pourront les prevenus nier sans crainte de faux serment, suivant l'article 65. de l'Edit de Nantes. Pourront néanmoins les domiciles de la R. P. R. prevenus de crime prevotal, demander leur renvoi aux Chambres de l'Edit, pour y faire juger la competence, lors que le procès leur sera fait par le Prevôt, suivant les articles 65. & 67. dudit Edit ; lesquels seront executez à l'égard des vagabonds, suivant leur forme & teneur : & le jugement rendu sur le declinatoire par lesd. Chambres, pour les domiciles de la R. P. R. sera bon pour les Catholiques prevenus du même crime, lors que le procès sera fait conjointement.

XXVII. Que les Conseillers de ladite R. P. R. des Seigneuries, & autres, ne pourront presider en l'absence des Chefs de leur Compagnie, mais seulement les Catholiques, lesquels porteront la parole à l'exclusion desdits Officiers de la R. P. R. quoi que plus anciens.

XXVIII. Que les procès qui concernent le general des villes & Communautés, dans lesquels les Consuls sont parties en cette qualité, bien que le Consulat soit impari, ne pourront être attirez aux Chambres de l'Edit pour les affaires concernant les comptes seulement, encort que dans iceux il se trouve plus grand nombre de personnes de ladite R. P. R. que de Catholiques ; mais aux particuliers de ladite Relig. P. R. de jouir du privilege de declinatoire auxdites Chambres de l'Edit, dans lequel nous voulons qu'ils soient conservez, conformément auxdits.

XXIX. Que suivant la Declaration de 1631. & l'art. 27. de l'Edit de Nantes, dans les villes & lieux où les Consulsats & Conseils politiques sont imparis, le premier Consul sera choisi du nombre des habitants Catholiques plus qualifiez & taillables ; avec defenses ausdits de la R. P. R. de demander à l'avenir d'être admis au premier Consulat, ni d'entrer dans les Etats qui se tiennent dans les Provinces, ni dans les Justices des Dioceses.

XXX. Qu'en toutes assemblées des villes & Communautés, les Consuls & Conseillers poli-

politiques Catholiques seront du moins en nombre égal à ceux de la R. P. R. dans lesquels Conciles le Curé ou Vicaire pourra entrer, comme l'un des Conseillers politiques & premier opinant, au défaut d'autres habitants plus qualifiés, & sans préjudice du droit des Prieurs des lieux, qui peut appartenir aux Ecclesiastiques pourvus de Benefices situés efd. lieux.

XXXI. Que les charges des Greffiers des maisons Consulaires, ou Secretaires des Communautés, d'Horlogers, Portiers, & autres charges uniques municipales, ne pourront être tenues que par des Catholiques.

XXXII. Que dans les assemblées des Maîtres Jurez des métiers, les Catholiques seront du moins en pareil nombre que ceux de la R. P. R.

XXXIII. Que lors que les Processions auxquelles le St. Sacrement sera porté, passeront devant les Temples de ceux de la R. P. R. ils cesseront de chanter leurs Pseaumes jusques à ce que lesdites Processions aient passé.

XXXIV. Que lesdits de la Rel. P. R. seront tenus de souffrir qu'il soit tenu, par l'autorité des Officiers des lieux, au devant de leurs maisons, & autres lieux à eux appartenans, les jours de Fêtes ordonnées pour ce faire, conformément à l'art. 3. des particuliers de l'Edit de Nantes; & seront tenus lesdits de la Rel. P. R. faire nettoyer devant leurs portes.

XXXV. Que lesdits de la R. P. R. renouant le Saint Sacrement dans les rues, pour être porté aux malades ou autrement, seront tenus de se retirer au son de la cloche qui precede, sinon se mettront en état de respect, en ôtant par les hommes leurs chapeaux; avec défenses de paroître aux portes, boutiques & fenêtres de leurs maisons, lors que le St. Sacrement passera, s'ils ne se mettent en pareil état.

XXXVI. Ne pourront lesdits de la Rel. P. R. faire aucune levée de deniers sur eux, sous le nom & pretexte de Collectes, mais seulement celles qui leur sont permises par les Edits.

XXXVII. Que les deniers qu'ils ont faculté d'imposer, seront imposés en présence d'un Juge royal, conformément à l'art. 33. des particuliers de l'Edit de Nantes, & l'état envoyé à sa Majesté, ou à son Chancelier, avec défense aux Collecteurs des deniers de la Taille, de se charger directement ni indirectement de la levée des deniers que lesdits

de la R. P. R. auront imposés pour leurs affaires particulieres, lesquels seront levés par des Collecteurs séparés.

XXXVIII. Que suivant l'art. 2. des particuliers de l'Edit de Nantes, les artisans de ladite Relig. P. R. ne pourront être tenus de contribuer aux frais des Chapelles, Confréries, ou autres semblables, si ce n'est qu'il y ait Statuts, fondations ou conventions contraires: & néanmoins seront contraints de contribuer & payer les droits qui se payent ordinairement par les Maîtres & les Compagnons desdits métiers, pour être esds. sommes employées à l'assistance des pauvres desdits métiers, & autres nécessitez & affaires de leur vacation.

XXXIX. Que les dettes contractées par lesdits de la Rel. P. R. seront acquittées par eux seuls; & ne pourra la liquidation des sommes être faite que par devant les Commissaires deputez par sa Majesté dans les Provinces, pour la liquidation & verification des dettes de Communauté.

XL. Que ceux de lad. Religion ne pourront suborner les Catholiques, ni les induire à changer de Religion, sous quelque pretexte que ce soit; & que les Catholiques qui auront abjuré leur Religion, ne pourront se marier que six mois après leur changement.

XLI. Lesdits de la R. P. R. seront tenus, ainsi qu'il leur est enjoint par l'article 23. de l'Edit de Nantes, de garder les loix de l'Eglise Catholique, reçuë dans le Royaume, pour le fait des mariages contractés & à contracter es degrez de consanguinité & affinité.

XLII. Que les Ministres convertis seront conservés en l'exemption du paiement des Tailles, & logement de gens de guerre, comme ils étoient avant leur conversion.

XLIII. Que les convertis à la Relig. Catholique seront exemts du paiement des dettes de ceux de la R. P. R.

XLIV. Que les Temples & les Cimetieres desd. de la R. P. R. ne seront tirez du Cadastre, ni dechargés de la Taille, & en sera usé comme par le passé.

XLV. Que les enfans dont les peres sont ou auront été Catholiques, seront baptisés & élevés en l'Eglise Catholique, quoi que les meres soient de la R. P. R. comme aussi les enfans dont les peres sont decedez en ladite Religion Catholique, seront élevés dans ladite Religion; auquel effet ils seront mis entre les mains de leurs meres, tuteurs, ou autres parents Catholiques, à leur acquisition:

avec desenfes très-expresses de mener lefd. enfans aux Temples, ni aux Ecoles defdits de la R. P. R. ni de les élever en icelle, encore que leurs meres soient de ladite R. P. R.

XLVI. Que lefdits de la R. P. R. ne pourront tenir aucunes Ecoles pour l'instruction de leurs enfans, ou autres, qu'aux lieux où ils ont droit de faire l'exercice public de leur Religion, conformément à l'art. 13. des particuliers de l'Edit de Nantes; dans lesquelles Ecoles, soit qu'elles soient dans les villes, ou dans les fauxbourgs, on ne pourra enseigner qu'à lire, écrire, & l'Arithmetique tant seulement.

XLVII. Que les Ministres de ladite Religion ne pourront tenir aucuns pensionnaires que de la R. P. R. ni en plus grand nombre que de deux à la fois.

XLVIII. Que les Ecclesiastiques & Religieux ne pourront entrer es maisons des malades de la R. P. R. s'ils ne sont accompagnés d'un Magistrat, ou d'un Echevin ou Consul du lieu, & appelez par les malades; auquel cas ne leur sera donné aucun empêchement. Permis néanmoins aux Curez desdits lieux, assisiez du Juge, Echevins ou Consuls, de se presenter au malade, pour savoir de lui s'il veut mourir en la profession de la R. P. R. ou non, & après sa declaration se retirera.

XLIX. Que les pauvres malades Catholiques, & de la R. P. R. seront reçus indifféremment dans les Hôpitaux des lieux, sans y pouvoir être contrainsts par force ou violence de changer de Religion: & pourront les Ministres, & autres de la R. P. R. y aller visiter & consoler lefdits de la Religion, à condition qu'ils ne feront aucunes assemblées, prières, ni exhortations à haute voix, qui puissent être entendues des autres malades.

L. Que les enfans qui ont été, ou seront exposez, seront portez aux Hôpitaux des Catholiques, pour être nourris & élevez dans ladite Rel. Catholique.

LI. Que les aumônes qui sont à la disposition des Chapitres, Prieurs, & Curez, se feront par eux-mêmes, ou de leur ordre, dans les lieux de la fondation, à la porte des Eglises, aux pauvres tant Catholiques que de la R. P. R. & ce en présence des Consuls du lieu. Et à l'égard des aumônes qui sont à la distribution des Echevins, ou Consuls, elles se feront publiquement à la porte de la Maison de ville, en présence des Prieurs, ou Vicaires des lieux qui en pourront tenir contrôle.

LII. Que les Hôpitaux & Maladeries de

fondation des Communautés seront regis par les Consuls des lieux.

LIII. Que lefdits de la R. P. R. garderont & observeront les fêtes indites par l'Eglise, & ne pourront es jours de l'observance desdites fêtes vendre ni étaler à boutiques ouvertes, ni pareillement les artisans travailler hors les chambres & maisons fermées esdits jours defendus, en aucun mezier dont le bruit puisse être entendu au dehors par les passans ou voisins, suivant l'article 10. de l'Edit de Nantes, auquel effet lefdites fêtes seront indites au son de la cloche, ou proclamées à la diligence des Consuls ou Echevins.

LIV. Que lefdits de la R. P. R. ne pourront étaler ou debiter publiquement de la viande aux jours que l'Eglise Catholique en ordonne l'abstinence.

LV. Que les cloches des Temples desdits de la R. P. R. es lieux où l'exercice est permis, cesseront de sonner depuis le Jeudi saint dix heures du matin, jusqu'au Samedi saint à midi, ainsi que font celles des Catholiques.

LVI. Qu'es villes & lieux où il y aura citadelle ou garnison par nos ordres, lefdits de la R. P. R. ne pourront s'assembler au son de la cloche, ni en poser aucunes sur leurs Temples.

LVII. Et comme nous avons été informez de quelques faits survenus, non encore decidez par Arrêt, pour prevenir les altercations & differens d'entre nos sujets Catholiques & de la R. P. R. ordonnons que les mariages faits & contractez dans l'Eglise des Catholiques, ou par devant leur propre Curé, ne pourront être jugez que par les Officiaux des Evêques, lesquels connoîtront de la validité ou invalidité d'iceux. Et où lefdits mariages seroient faits dans les Temples de ceux de ladite Religion, ou par devant leurs Ministres, en ce cas si le defendeur est Catholique, lefdits Officiaux en connoîtront pareillement, & si le defendeur est de la R. P. R. les Juges Royaux en connoîtront, & par appel les Chambres de l'Edit.

LVIII. Que les causes criminelles, où les Ecclesiastiques seront defendeurs, seront traitées par devant les Juges Royaux & Seneschaux; & en cas d'appel aux Parlemens. Que les Chambres de l'Edit ne pourront connoître de la propriété ni de la possession des dîmes, même infeodées, ni d'autres droits, devoirs ou domaines de l'Eglise, avec desenfes ausdites Chambres de l'Edit d'en prendre aucune connoissance.

LIX. Que ceux de ladite R. P. R. payeront

ront les impositions ordonnées, tant pour la réedification ou réparation des Eglises Paroissiales & maisons Curiales, qu'entretienement des Maitres d'Ecoles & Regens Catholiques, sans néanmoins qu'ils puissent être cotisés à l'égard des capitations qui pourroient être ordonnées pour ledit effet suivant l'article 2. des particuliers de l'Edit de Nantes.

LX. Si donnons en mandement à nos amez & féaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Chambres de l'Edit, Baillifs, Seneschaux, & à tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que césdites présentes ils aient à faire lire, publier & registrer purement & simplement, & tout le contenu en icelles exécuter, garder & observer selon sa forme & teneur: enjoignons à nos Procureurs généraux & leurs Substituts, de faire à cette fin toutes les requisitions & poursuites nécessaires. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à césdites présentes, aux copies desquelles dûement collationnées, foi sera ajoutée comme au present Original. Donné à Saint Germain en Laye le 2. jour d'Avril, l'an de grace 1666. & de notre Regne le 23. Signé, **PHÉLYPEAUX.** Et scellé.

X V I I I.

DECLARATION du Roi, qui évoque les affaires des convertis à la Religion Catholique, de la Chambre de l'Edit de Castres en celle de Grenoble.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Dyôis, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme l'administration de la Justice doit être libre & exemte de toutes passions, entre lesquelles l'engagement d'amitié ou les motifs d'aversion peuvent beaucoup nuire à sa pureté, les Rois nos predecesseurs par leurs Edits & Ordonnances, y ont pourvu de remèdes convenables, au moyen des évocations qu'ils ont en tels cas accordées aux parties; même ceux de la Relig. P. R. ayant témoigné quelque suspicion contre les Juges, dont le zèle pouvoit les porter à favoriser les Catholiques à leur prejudice, auroient obtenu par l'Edit de Nantes des établissemens de Chambres, composées partie de Catholiques, & partie de ladite R. P. R. dont aucunes d'icelles ont été miparties, pour y être leurs affaires traitées, jugées & terminées, jusques

à ce que les causes pour lesquelles elles ont été établies, n'ayent plus de lieu entre nos sujets: Mais nous avons été avertis par plusieurs plaintes qui nous ont été faites par divers particuliers convertis à la Religion Catholique, que dans la Chambre de l'Edit de Castres, nos Officiers de la Relig. P. R. ont conçu une telle aversion contr'eux, qu'ils ne peuvent y espérer aucune justice; ce qui met leurs familles en desordre, se trouvant réduits à abandonner plutôt leurs intérêts, que d'entrer en procès par devant lesdits Juges, qui les traitent avec toutes sortes de rigueurs; lequel procédé a fait tel éclat dans notre Province de Languedoc, que les Archevêques, Evêques, & autres Ecclesiastiques deputez en l'Assemblée generale du Clergé de notre Royaume, qui se tient presentement par notre permission en notre bonne ville de Paris, nous en auroient fait de très-grandes plaintes, & nous auroient remontré que la Religion Catholique en souffroit un notable prejudice. Et d'autant que le même esprit qui a porté ceux de la R. P. R. à desirer des Juges, qui n'eussent aversion de leurs personnes par un trop grand zèle qu'ils auroient pour la Religion Catholique, se rencontre au fait de ceux lesquels ayaus abjuré l'Herésie, pour vivre en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, se trouvent exposez à une pareille aversion dans ladite Chambre, dont les effets sinistres se sont rendus notoires & publics: Pour ces causes, & autres justes considerations à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons évoqué & évoquons de ladite Chambre de l'Edit de Castres, tous les procès civils & criminels, mus & à mouvoir, esquels lesdits convertis à la Religion Catholique seront parties principales, soit en demandant ou defendant, ou intervenant en qualité de garans, ou autrement; & iceux avec leurs circonstances & dependances, avons renvoyé & renvoyons en la Chambre de l'Edit de Grenoble, pour y être jugez ainsi que ladite Chambre de l'Edit de Castres eût pu faire, à laquelle nous en interdisons toute Cour, jurisdiction & connoissance, & icelle attribuons à ladite Chambre de l'Edit de Grenoble, nonobstant tous Arrêts à ce contraires. Si donnons en mandement à nos amez & féaux les Gens tenans notredite Chambre de l'Edit de Grenoble, qu'ils aient à faire lire, publier & enregistrer ces présentes, & le contenu en icelles garder, entretenir & ob-

sever de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit. Voulons qu'aux Copies de cesdites presentes dument collationnées, soit jointe comme au present original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, faire pour l'exécution d'icelles tous exploits, commandemens, & autres actes de justice necessaires, sans demander autre permission: Car tel est notre plaisir. En temoia de quoi nous avons fait mettre notre Seal à ces presentes. Donné à St. Germain en Laye le 2. jour d'Avril, l'an de grace 1666. & de notre regne le 23. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé.

XVIII. 2.

ARRÊT du Conseil d'Etat, qui donne trois ans de terme aux nouveaux Convertis de la Province de Languedoc, pour le payement de leurs dettes.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, par le Syndic General de la Province de Languedoc, que sur les plaintes qui furent portées de la part de l'Assemblée des derniers Etats, convoquée par mandement de sa Majesté en la ville de Beziers, au Sr. de Bezons Intendant de la Justice en lad. Province, que les nouveaux Convertis étoient tous les jours inquietez par ceux de la Relig. P. R. lesquels en haine de leur conversion mettoient tout en œuvre pour les vexer, soit en traitant avec leurs creanciers, & les contraignant en fuite au payement de leurs dettes; soit en les établissant Sequestres pour les affaires qui ne regardent que ceux de la Rel. P. R. ce qui ne se pratiquoit que pour les requiſre dans la dernière necessité, ou pour les obliger d'abandonner leurs maisons, il auroit rendu Ordonnance le 10. Fevrier dernier, par laquelle il est fait défenses aux creanciers des nouveaux Convertis des villes & Communautés de ladite Province, de faire aucunes poursuites contre eux pour le payement de leurs dettes, pendant trois ans; comme aussi de les établir Sequestres, sous quelque pretexte que ce soit: en quoi ledit Sr. Intendant auroit suivi l'intention de sa Majesté; & les Arrêts qui ont été rendus en son Conseil en faveur des Convertis dans le pais de Gex: Et parce qu'il importe d'empêcher la continuation de ces mêmes abus dans ladite Pro-

vince de Languedoc, & procurer le repos d'un grand nombre de familles, qui se trouvent vexées sous ce pretexte; requeroit qu'il plût à sa Majesté confirmer & autoriser lad. Ordonnance: ce faisant ordonner que le contenu en icelle sera exécuté suivant la forme & teneur. Vu ladite Ordonnance dudit Sr. de Bezons le 10. Fevrier dernier: Ouf le rapport du Sr. Colbert Conseiller au Conseil Royal, & Contrôleur General des Finances: Le Roi étant en son Conseil, conformément à ladite Ordonnance, a fait très-expresses inhibitions & défenses aux creanciers des nouveaux Convertis des villes & Communautés du Languedoc, de faire aucunes poursuites contre eux pour le payement du capital de leurs dettes pendant trois ans, à peine de quinze cens livres d'amende, dépens, dommages & intérêts. Fait en outre sa Majesté défenses à toutes sortes de personnes, d'établir les nouveaux Convertis Sequestres des biens de ceux de la Rel. P. R. sur les mémes peines. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau le 16. jour d'Avril 1666.

Signé,

PHELYPEAUX.

XIX.

DECLARATION du Roi, contre les Rallaps & Blasphémateurs.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Depuis qu'il a plu à Dieu de donner la paix à notre Royaume, nous avons appliqué nos soins à reformer les desordres que la licence de la guerre y avoit introduits; & parce que les contraventions aux Edits de pacification étoient les plus considerables, nous avons fait travailler exactement à les reparer, par des Commissaires tant Catholiques que de la R. P. R. que nous avons envoyez à cet effet dans nos Provinces, par le rapport desquels nous aurions reconnu que l'un des plus grands maux, & auquel il étoit necessaire de pourvoir, concernoit l'abus qui s'est introduit depuis quelque tems, par lequel plusieurs qui professoient la R. P. R. l'abjuroient pour embrasser la Catholique; lesquels après avoir participé à ses plus saints mysteres, retournent par un mepris scandaleux & sacrilege à leur premiere heresie: comme aussi ceux qui étoient engagez dans les Ordres sacrez, ou qui étoient liez par des vœux; qui-

toient

solent leur Obedir & obéissaient leur Monastere, pour professer la R. P. R. A quoi nous aurions cru avoir suffisamment pourvu par notre Declaration du mois d'Avril 1665. ayant fait defences à nos Sujets de la R. P. R. qui en auroient fait une fois abjuration pour professer la Catholique; & à ceux qui sont engages dans les Ordres sacrez de l'Eglise, & aux Religieux & Religieuses de quitter la Religion Catholique pour prendre la pretendue Reformée, sous quelque pretexte que ce soit. Mais parce que ces defences, sans aucune peine, n'auroient produit l'effet que nous nous étions promis, nous aurions été obligez de donner une seconde Declaration le 20. Juin de l'année dernière 1665. par laquelle nous aurions ordonné, que les Relaps & Apostats seroient punis de la peine du bannissement, lesquelles Declarations seroient encore demeurées sans effet, d'autant que ceux qui sont prevenus de ces crimes se retiroient aux Chambres de l'Edit, quoi que la connoissance dudit fait ait été attribuée par lesdites Declarations aux Parlemens, auxquels à cet effet nous les aurions adressées, & ce sous pretexte que nous n'en aurions précisément intermis la connoissance auditsses Chambres, auxquelles la Jurisdiction n'en peut appartenir, nos Edits n'ayant été faits en faveur de ceux qui sont prevenus de tels crimes, non plus que des blasphèmes & impietez proférées contre les mysteres de la Religion Catholique. Savoir faisons, que pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, avons dit & déclaré, faisons & declaronz par ces presentes, signées de notre main, voulons & nous plaît, que conformément à nosdites Declarations, tous prevenus & accusez du crime de Relaps ou Apostasie, soient jugez par les Parlemens chacun dans son ressort, & le procès par eux fait & parfait, conformément à ladite Declaration du 22. Juin 1665. comme pareillement ceux qui seront prevenus de blasphèmes & impietez proférées contre les mysteres de la Relig. Catholique; avec defences aux Chambres de l'Edit d'en connoître directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce soit, à peine d'en répondre. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlemens, Baillifs, Senechaux, & tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que lesdites presentes ils aient à enregistrer pure-

ment & simplement, & le contenu garder & observer selon sa forme & teneur: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes, aux copies desquelles foi sera ajoutée comme au present original. Donné à St. Germain en Laye le 2. jour d'Avril, l'an de grace 1666. & de notre regne le vingt-troisième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PEEYREAU.

X X.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defences à ceux de la Relig. P. R. de tenir Academies pour les exercices de la Noblesse.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, par les Archevêques, Evêques & autres Beneficiers depuisez en l'Assemblée generale du Clergé de France, assemblez par permission de S. M. à Paris: qu'encore bien que par l'article 37. de l'Edit de Nantes, il soit permis seulement à ceux de la R. P. R. d'avoir des Colleges, aux lieux pour lesquels il leur a été accordé des Lettres patentes, & icelles dûment vérifiées: néanmoins le Sr. Foubert faisant profession de ladite Rel. P. R. par une entreprise & contravention audit Edit, a établi une Academie au faubourg St. Germain en cette ville de Paris, dans laquelle il enseigne les exercices aux jeunes Gentilshommes, ce qui seroit d'une consequence dangereuse s'il n'y étoit pourvu. Qui le rapport & tout considéré, S. M. étant en son Conseil, a fait très-expresses inhibitions & defences tant audit Foubert, qu'à tous autres faisant profession de la R. P. R. de tenir Academie dans aucunes villes & lieux du Royaume pour y enseigner les exercices, ni de s'associer pour cet effet avec des Catholiques, à peine d'être punis comme infrauteurs des Edits, s'il n'y a provision autrement notifiée. Fait au Conseil d'Etat du Roi, S. M. y étant, tenu à St. Germain en Laye le 2. jour d'Avril 1666.

Signé,

PÉEYREAU.

X X I.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defences à ceux de la Rel. P. R. d'imposer, ni lever sur eux aucunes sommes de deniers pour l'entretien de leurs Ministres, ni envoi aux Synodes.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, par les Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques deputez en l'Assemblée generale du Clergé de France, tenuë par permission de sa Majesté à Paris, que bien que par l'article 45. des particuliers de l'Edit de Nantes il soit enjoint à ceux de la Rel. P. R. d'envoyer de six en six mois à sa Majesté l'état des sommes par eux imposées, & que par l'article 6. de l'Arrêt rendu audit Conseil le 5. Octobre 1663. il soit porté qu'ils enverront à Monsieur le Chancelier l'état desdites sommes par eux imposées depuis dix ans: & que par autre Arrêt dudit Conseil du 3. Novemb. 1664. il soit ordonné qu'ils mettront l'état des impositions par eux faites depuis ledit tems, par devers le Sr. de Bezons, Commissaire départi en la Province de Languedoc; néanmoins ils n'ont daigné satisfaire au contenu audit article, ni ausdits Arrêts, quelque commandement qui leur ait été fait, à cause du mauvais emploi d'une grande partie de ces sommes; ce qui a été pratiqué non seulement dans ladite Province de Languedoc, mais encore dans toutes les autres du Royaume. A quoi étant nécessaire de pourvoir, & d'arrêter le cours de cette malversation & la dissipation de ces deniers, qui provient de la faculté qu'ont ceux de ladite Religion de les imposer; Le Roi étant en son Conseil, conformément audit article 43. des particuliers de l'Edit de Nantes, a fait très-expresses inhibitions & defences à tous ses sujets de la Rel. P. R. d'imposer, ni lever sur eux aucunes sommes de deniers pour l'entretien de leurs Ministres, envoi aux Synodes, ni sous quelque autre pretexte que ce puisse être, qu'ils n'ayent remis par devers les Commissaires deputez par sa Majesté dans les Provinces, pour la verification des dettes de Communauté, l'état des sommes par eux imposées depuis dix ans, à peine de concussion: & à tous Officiers & Magistrats, d'autoriser lesdites impositions ou assiettes, à peine d'interdiction de leurs charges: Ordonne sa Majesté à ses Gouverneurs, Lieutenans generaux des Provinces, Intendants de Justice; & enjoint à

tous les autres Officiers & sujets de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt; & de prendre garde qu'il n'y soit contrevenu directement ni indirectement. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 2. jour d'Avril 1666.

Signé,

PHELYMAUX.

X X I I.

ARRET du Conseil d'Etat, pour renvoyer aux Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes plusieurs chefs concernant la Rel. P. R.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, par les Archevêques, Evêques, & autres Ecclesiastiques deputez en l'Assemblée generale du Clergé de France, tenuë par permission de sa Majesté à Paris; Que ceux de la R. P. R. ont entrepris de faire l'exercice public de leur Religion, contre les termes precis de la Declaration du 16. Decembre 1656. dans les villes où il y a Archevêché ou Evêché; comme aussi dans les terres & Seigneuries appartenantes aux Ecclesiastiques, ou qui ont été par eux alienées, & qui sont possédées par ceux de ladite Rel. P. R. Que contre les termes de ladite Declaration, les Seigneurs faisant profession de ladite Religion jouissent des droits honorifiques dans les Eglises; Que ceux qui ont droit de patronage nomment & presentent aux Benefices, au prejudice de la collation, qui doit être faite par des Evêques suivant les Arrêts de reglement, tandis que lesdits Patrons sont de ladite Religion; Qu'il a été dressé des Universitez, Colleges & Academies par ceux de ladite R. P. R. en plusieurs villes du Royaume, où les Professeurs sont de ladite Religion, & y enseignent les Lettres humaines & leur Theologie, sans avoir obtenu de Lettres patentes verifiées, contre la disposition de l'art. 37. des particuliers de l'Edit de Nantes; Que les Seigneurs font prêcher dans leurs maisons ou Châteaux, quoi qu'ils n'y fassent pas actuellement leur résidence, qu'ils n'ayent pas la Seigneurie en chef-lieu de la Paroisse, mais seulement de quelque hameau ou morceau de terre; & quoi que leur Seigneurie ne relève pas immédiatement du Roi; auquel exercice ils reçoivent non seulement les habitants du lieu dont ils ont l'entière Justice ou partie d'icelle, mais encore ceux des lieux où ils n'en ont

ont point ; ce qu'entreprennent non seulement les Seigneurs dont les predecesseurs possédoient lefdites Justices du tems de l'Edit de Nantes ; mais encore ceux qui les ont acquises depuis , ou en faveur de qui elles ont été érigées : appellent lefdits Seigneurs le peuple au son de la cloche ; font tenir de petites Ecoles dans leurs lieux ; ont des Consihoires ; envoient leurs Ministres & Anciens aux Synodes Provinciaux ; font faire l'exercice plusieurs fois le jour ; font tenir les Synodes Provinciaux chez eux ; font payer leurs Ministres par les habitants des lieux , sur lesquels ils imposent pour cet effet ; font faire les enterremens des morts comme aux lieux où il y a exercice public , & ont des Temples , Chaires & bancs attachez à la muraille , & autres marques d'exercice public ; Que les Consihoires de ceux de ladite Religion possèdent des biens considérables en fonds & en rentes , quoi que ce ne soit que des assemblées permises seulement pour la discipline de ceux de ladite Religion ; Qu'ils ont bâti des Temples pour faire l'exercice de leur Religion proche des Eglises Cathedrales , Collegiales & Paroissiales , en sorte que le service Divin en est interrompu , & qu'il y a danger d'émotion à la rencontre du peuple , contre la disposition de l'article 13. de l'Edit de 1606. & plusieurs Arrêts du Conseil ; Que les Officiers des Chambres de l'Edit, ou autres Officiers royaux , mettent sur les bancs qu'ils ont dans leurs Temples des tapis avec des fleurs de lys , & les armes de ladite Majesté , & y vont avec la robe rouge. les jours des fêtes solennelles , ce que font pareillement leurs Echevins ou Consuls des villes & lieux , lesquels vont dans lefd. Temples avec leurs robes de ceremonie , suivis des valets de la ville , & font mettre sur lefdits bancs des tapis avec les armes & livrées de la Communauté. Requerans qu'il plaise à sa Majesté d'y pourvoir , & d'empêcher que lefdits abus & contraventions. ausdits Edits & Arrêts de reglemens ne soient pas continuez. Oui le rapport du Commissaire à ce député , & tout considéré : Le Roi étant en son Conseil , a renvoyé & renvoye ladite Requête par devant les Commissaires deputez par sa Majesté sur le fait de la contravention aux Edits de Nantes & de 1649. pour sur le tout être donné avis à sad. Majesté , & rapport fait d'icelui aud. Conseil , être ordonné ce qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roi , sa Majesté y étant , tenu à St. Germain en Laye, le 2. jour d'Avril 1666. ... Signé, PHELYPEAUX.

XXIII.

ARRRET du Conseil d'Etat, qui defend aux Procureurs fiscaux ou jurisdictionels de la Rel. P. R. d'assister à l'audition & clôture des comptes des Fabriques des Eglises.

SUR ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil ; Que bien que par l'article 34. de l'Edit de Nantes, il soit defendu aux Juges de la R. P. R. de connoître des causes où il s'agit des droits & devoirs de l'Eglise , & que par l'article 2. de l'Arrêt du Conseil d'Etat du sixième Octobre 1663. il soit defendu à ceux de ladite Religion d'entrer dans les Etats des Provinces , & assiettes particulières des Diocèses : néanmoins les Procureurs fiscaux ou jurisdictionels de ladite Rel. P. R. de plusieurs lieux prétendent d'entrer dans les assemblées des comptes des Fabriques des Eglises qui sont rendus par les Marguilliers , quoi que lefdits comptes soient composez des dépenses qui se font pour le Service divin , dont ceux de ladite Rel. P. R. ne peuvent prendre aucune connoissance , ni être presens ni opinans lors qu'on procede à l'audition d'iceux : à quoi étant nécessaire de pourvoir. S. M. étant en son Conseil , a ordonné & ordonne que les Procureurs fiscaux ou jurisdictionels , faisant profession de la R. P. R. ne pourront assister à l'audition & clôture des comptes des Fabriques des Eglises : leur faisant à cette fin sa Majesté très-expresses défenses de s'y trouver à peine de cinq cens livres d'amende, sauf aux Seigneurs de ladite R. P. R. de nommer des Substituts ou Procureurs Catholiques fiscaux pour y assister si bon leur semble. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 12. jour d'Avril 1666.

Signé,

PHELYPEAUX.

XXIV.

ARRRET du Conseil d'Etat, concernant les recusations de ceux de la R. P. R.

SUR ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, qu'encore que par l'article 65. de l'Edit de Nantes, il soit porté qu'es procès où ceux de ladite R. P. R. seront parties , qui seront jugez par les Presidiaux en en dernier ressort , il leur sera permis de requérir que deux des Officiers de la Chambre , où lefdits procès se devront juger , s'abstiendront du jugement , & pourront être recu-

D

sez

tez sans expression de cause: Ce qui n'a lieu qu'aux procès qui doivent être jugez souverainement par lesdits Presidiaux; parce qu'il a été suffisamment pourvu à ceux de la Rel. P. R. par l'érection des Chambres qui ont été accordée par ledit Edit, lesquelles connoissent de leurs procès, qui devoient être portez dans les voyes ordinaires par appel aux Parlemens: néanmoins ayant été présentée une Requête en la grande Chambre du Parlement de Rouën, par le Sieur Deshameaux, faisant profession de la R. P. R. tendante à ce que les Sieurs Conseillers Ecclesiastiques fussent tenus de s'abstenir de connoître du procès qui étoit pendant contre le Curé de Grainvilles, & autres parties; sur laquelle Requête, après que lesdits Ecclesiastiques furent sortis; & eurent protesté de la nullité de l'Arrêt qui interviendrait, il fut délibéré qu'ils s'abstiendroient de la connoissance dudit procès; ce qui seroit d'un grand prejudice ausdits Officiers, s'il n'y étoit pourvu, étant privez de la fonction de leurs charges contre la teneur des Edits, & Ordonnances, qui defendent de refuser aucuns Juges sans expression de cause, ceux de la R. P. R. ayant la liberté d'évoquer aux Chambres de l'Edit, lors que leurs procès sont portez au Parlement; que s'ils veulent subir leur juridiction, & qu'ils renoncent à leur privilege, ils ne peuvent refuser aucuns Juges sans cause, mais seulement lors que leurs procès sont jugez par les Presidiaux aux cas de l'Edit, parce qu'il ne leur a été pourvu d'aucun autre remede: A quoi étant nécessaire de pourvoir; Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que ledit article 65. dudit Edit de Nantes, sera executé selon sa forme & teneur: & conformément à icelui, fait très-expresse inhibitions & defenses à ceux de la R. P. R. de refuser aucuns Juges, sans expression de cause, que lors que leurs procès seront jugez souverainement par les Presidiaux, savoir deux en matiere civile, & trois en matiere criminelle; sans prejudice à ceux de la R. P. R. de pouvoir évoquer leurs procès aux Chambres de l'Edit, conformément audit Edit. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 12. jour d'Avril 1666.

Signé,

PHILIPPEAUX.

X X V.

ARRÊT du Conseil d'Etat, qui conforme aux Seigneurs hauts Justiciers de la R. P. R. en Poitou; le droit d'exercice de lad. Religion dans leurs maisons.

Sur la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par ceux de la Rel. P. R. de la Province de Poitou, tendante à ce que pour les causes y contenues, mêmes pour le petit nombre de Temples par eux pretendu avoir été conservez par l'Arrêt du Conseil d'Etat du 6. Août dernier: eu égard à la grande multitude de peuples de leur Religion, & de l'éloignement d'icell. Temples de plusieurs villes & Bourgs, il leur fût permis de continuer à faire l'exercice de leur Religion aux lieux d'Exoudun, Couhé & Partenay dans le haut Poitou, & dans ceux de St. Gilles, Tallemont, St. Benoit, Mareuil, Puibelliard, la Chastaigneray, Ste. Hermine, St. Jouin, Belleville & St. Fulgent dans le bas Poitou; Que conformément aux 7. & 8. art. de l'Edit de Nantes, les Gentilshommes ayans haute Justice ou plein fief d'Haubert, puissent dans leurs maisons faire l'exercice de ladite Religion; Que les maisons appartenantes à des Gentilshommes, lesquels les ont prêtées pour servir de Temples aux lieux où il n'y en avoit point, ne soient pas demolis; & que lesdits de la Rel. P. R. soient decharges de frais des demolitions à faire des Temples interdits, ce qui est porté par ledit Arrêt dudit jour 6. Août dernier. Vu ladite Requête, les 7. & 8. articles dudit Edit de Nantes, ledit Arrêt du Conseil du 6. Août dernier, ensemble la Carte de ladite Province de Poitou présentée par ceux de lad. R. P. R. Ouï le rapport du Commissaire à ce député; & tout considéré: Sa Majesté étant en son Conseil d'Etat, a permis & permet aux Gentilshommes de la R. P. R. de la Province de Poitou, de faire l'exercice de ladite Religion dans leurs maisons & fiefs, après qu'ils auront justifié valablement par devant ledit Sr. Barentin, Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel de sa Majesté, de parti pour faire ses visites en la Generalité de Poitiers, & de la Nouë Gentilshommes de ladite Province de Poitou, Commissaires deputés par sa Majesté dans ladite Generalité de Poitiers, pour informer des contraventions ou innovations faites à l'Edit de Nantes & autres de pacification, que les fiefs que lesdits Gentilshommes

mes possèdent, dans lesquels ils entendent faire l'exercice de lad. Religion, étoient lors de la publication dud. Edit au Parlement de Paris, de la qualité portée par les 7. & 8. articles en icelui, sans que ledit Arrêt du 6. Août dernier leur puisse nuire ni prejudicier, sa Majesté n'ayant entendu déroger par icelui ausdits articles dudit Edit de Nantes. Et à l'égard de la demolition des maisons des Gentilshommes, qui ont servi de Temples dans les lieux où ils ont été interdits, sa Majesté les a renvoyez & renvoie par devant lesdits Commissaires, pour leur être pourvu. Veut au surplus sa Majesté que ledit Arrêt dudit jour 6. Août, soit executé selon sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Paris le 19. jour de Janvier 1666.

Signé,

LE TELLIER.

XXV I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui defend à ceux de la R. P. R. d'exercer la deliberation du Synode tenu à Lusignan, touchant l'exercice public de leur Religion.

LE Roi ayant été informé, que dans le dernier Synode tenu à Lusignan par ceux de la R. P. R. de la Province de Poitou, les Ministres des Temples abattus y ont assisté tous avec voix deliberative, comme ils avoient accoutumé de faire lors que leurs Eglises étoient sur pied, & qu'en outre dans led. Synode il a été arrêté, que lesdits Ministres des lieux où les Temples ont été abattus, feroient l'exercice public de leur Religion, & prêcheroient soit à la campagne, ou sous quelque arbre commode, où les peuples pourroient s'assembler aux heures ordinaires; & d'autant que c'est une contravention manifeste aux Edits de pacification, & à l'intention de sa Majesté portée par les Arrêts de son Conseil d'Etat des 6. Août de l'année 1665. & 19. Janvier dernier, par lesquelles le nombre des Temples de ladite Province de Poitou dans lesquels l'exercice public de lad. R. P. R. devra être fait, a été réglé, & qu'il pourroit arriyer un scandale, & beaucoup d'inconveniens de ces sortes d'assemblées publiques, à cause du grand concours du peuple qui s'y peut trouver: Sa Majesté s'étant fait représenter lesdits Arrêts desdits jours 6. Août 1665. & 19. Janvier dernier; & tout murement considéré: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que les Ar-

rêts de son Conseil d'Etat desd. jours 6. Août 1665. & 19. Janvier dernier, seront executez selon leur forme & teneur; & ce faisant, a defendu & defend très-expressement à ceux de la R. P. R. de ladite Province de Poitou, de s'assembler en aucun lieu sous pretexte de faire l'exercice public de leur Religion, & aux Ministres d'y faire le Prêche, si ce n'est dans les Temples reservez par ledit Arrêt du 6. Août, & dans les maisons des Gentilshommes, qui lors de la publication de l'Edit de Nantes au Parlement de Paris, étoient de la qualité portée par les 7. & 8. articles dudit Edit, conformément à ce qui est porté par ledit Arrêt du 19. Janvier dernier. Veut sa Majesté qu'il soit informé, tant contre ceux de ladite R. P. R. que contre les Ministres, qui contreviendront ausdites defences, & qu'il soit procedé contre eux comme perturbateurs du repos public, & suivant la rigueur des Ordonnances. Mande & ordonne sa Majesté au Sr. Barentin Conseiller en son Conseil d'Etat, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, départi en ladite Province de Poitou, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu au Château de Vincennes le 5. jour d'Octobre 1666.

Signé,

LE TELLIER.

XXV I I.

Havangue au Roi, touchant la suppression des Chambres de l'Edit.

S I R E,

NOUS benissons Dieu de ce qu'il nous ait permis d'approcher de Votre Majesté sacrée, pour lui faire entendre la voix de notre douleur. Ce grand Dieu dont vous êtes l'image vivante & glorieuse n'a jamais appelé les hommes à lui, que pour leur faire du bien; & quand son Fils éternel qui est le Roi des Rois est descendu en la terre, il n'a dit autre chose aux misérables qui étoient chargés de maux & travaillez d'ennuis, sinon, *Venez à moi*, pour leur promettre en même tems de les soulager. C'est ce qui nous fait espérer, SIR, que V. M. ayant trouvé bon que nous vinssions nous jeter ici à ses pieds, nous y recevrons le soulagement qui nous est nécessaire, dans l'extrémité déplorable où nous sommes réduits; & qu'en sortant de votre Palais, nous aurons sujet de publier à toute la terre que vous surpassez de beaucoup cet Empereur, de qui l'on a remarqué que ja-

mais personne ne se presenta devant lui qui ne s'en retourna content.

Nous n'entreron point, SIRE, dans le detail de notre misere & de nos souffrances, parce que V^{otre} Majesté nous ayant fait la grace de nommer des Commissaires pour en connoître, nous nous promettons de leur probité, qu'ils vous en feront un rapport fidele. Nous ne parlerons donc maintenant que de cette suppression des Chambres de l'Edit, dont la douloureuse nouvelle nous cause des angoisses inconcevables. Quelles paroles pourroient exprimer notre étonnement & notre surprise, puis que dans le tems même que nous attendions de v^{otre} main secourable le remede à nos playes, nous recevons un coup mortel qui nous frappe au cœur, & qui rend tous nos autres maux incurables! Permettez-nous, SIRE, d'en appeler de vous à vous-même; c'est à dire d'un Roi tout-puissant, à un Roi juste, & plus jaloux encore de sa justice & de sa sincerité que de sa puissance. Car depuis v^{otre} glorieux avènement à la Couronne, vous avez temoigné à tout le Monde que v^{otre} intention étoit de maintenir l'Edit de Nantes. Vos Declarations en ont assuré tous les peuples de l'Europe; & la dernière même donnée à St. Germain en 1666, bien qu'elle contienne tant d'articles qui nous font gémir, proteste cependant que v^{otre} dessein a toujours été d'observer exactement cet Edit. Nous esperons, SIRE, que des paroles si hautement prononcées, & si souvent reiterées à la face de tout l'univers, s'opposeroient à cette autre parole, qui ne s'est encore fait entendre que dans v^{otre} cabinet. Car il seroit impossible de maintenir l'Edit en abolissant les Chambres qu'il a si solennellement établies; puis que leur établissement fait la principale & la plus essentielle partie de cet Edit, que son grand & illustre Auteur a nommé une Loi perpetuelle & irrevocable.

On a donné à entendre à V^{otre} Majesté, que ces Chambres n'avoient été créées que pour un tems, & pour subsister jusqu'à ce que le Souverain trouvât à propos d'en ordonner autrement. Mais quand V^{otre} Majesté daignera se faire lire l'article 30. de cet Edit; elle reconnoîtra le contraire. Elle verra que ces Chambres sont établies à perpetuité, sans condition, sans limitation de tems, sans reservation d'aucune clause qui puisse y apporter du changement. Elle verra même qu'à la tête de cet article, il se trouve une Preface qui en est un fondement inbranlable, & une raison éternelle, dont la force ne sauroit ja-

mais cesser. Car il commence par ces termes: *Afin que la Justice soit rendue & administrée à nos sujets sans aucune suspicion, haine, ou faveur, comme étant un des principaux moyens pour les maintenir en paix & concorde, nous ordonnons qu'en notre Cour de Parlements de Paris, il y aura une Chambre.* C'est poser nettement que sans ces Chambres particulieres à ceux de notre Religion, la Justice ne sauroit leur être renduë en France sans soupçon, sans haine de la part des Juges, sans faveur pour les Catholiques; si bien que ruiner un Tribunal si necessaire, ce seroit infailiblement retomber dans le mal que la prudence & la justice de Henri le Grand avoient voulu prevenir.

En effet les Loix ont toujours permis de recuser les Juges suspects, parce qu'il ne seroit pas raisonnable de mettre la vie, l'honneur & les biens d'un homme entre les mains de ceux qu'il soupçonne d'être aveuglez, ou emportez de passion contre lui. Ceux de notre Religion regarderont toujours de cette maniere les Parlemens, dont la plupart des Juges ont une animosité implacable contre notre Profession: animosité qu'on n'a pas vu cesser avec les anciens troubles de l'Erat; mais qui dure encore aujourd'hui dans toute sa violence. On en a remarqué depuis peu des preuves funestes dans le Parlement de Pau, dont V^{otre} Majesté Elle même a reconnu & condamné les emportemens; dans celui de Rouën, qui malgré les Arrêts & les menaces de V^{otre} Conseil d'Erat, autorise le ravissement de nos enfans, & tâche de reduire à l'aumône nos Avocats, nos Medecins & nos Artisans, en leur ôtant tout moyen de vivre, par une exclusion cruelle qui leur empêche l'entrée dans toutes les Professions, & même dans les metiers les plus mechaniques. Le Parlement de Bretagne a déclaré l'excès de sa haine par un exemple des plus tragiques; en faisant brûler un homme d'honneur pour un crime supposé, dont les Auteurs furent decouverts & punis peu de tems après sa mort. Et bien que le Ciel plus équitable eût justifié sa memoire, il se trouva néanmoins dans ce Parlement des Juges si passionnez & si inhumains, que de soutenir qu'il avoit été bien condamné, & qu'il meritoit le feu seulement parce qu'il étoit heretique. Nous abandonner à des Officiers si preoccupez & si impitoyables, que seroit-ce, sinon nous livrer à des ennemis jurez, dont nous ne pourrions attendre que des Arrêts autant rigoureux qu'injustes?

Après

Après cela votre Majesté peut aisément juger si on lui a bien représenté les choses, en lui disant que la suppression des Chambres de l'Edit ne seroit pas de conséquence, & que ceux de notre Religion ne s'y trouveroient point blessez. SIRE, permettez-nous de vous tenir un langage tout contraire, pour l'intérêt de votre service, aussi bien que pour celui de notre conservation ; & de vous dire dans une exacte vérité, que nous ne voyons rien dont les conséquences nous paroissent plus dangereuses, soit à l'égard des Parlemens, soit à l'égard des Catholiques, soit à l'égard de notre Communion.

Car pour les Parlemens, quelle Justice en pourrions nous attendre après cette suppression ? Si pendant que les Chambres de l'Edit subsistoient, ils se donnoient tant de licence, ils frappoient de si grands & si rudes coups ; que sera-ce quand il n'y aura plus rien auprès d'eux & à leurs côtes pour leur retenir le bras ? Comment pourroit-on espérer qu'ils gardassent l'Edit, puis qu'ils ne seront entrez dans la connoissance de nos affaires, que par une grande breche faite à cet Edit ? Entrer dans un lieu par la breche, ce n'est pas le moyen de le respecter, mais de s'y permettre toutes choses.

Pour les Catholiques, que jugeront-ils, SIRE, dans tout le Royaume, sinon que l'intention de Votre Majesté est de nous perdre, puis qu'ils verront abbatre notre Sauvegarde ? Ils prendront indubitablement cette mauvaise impression, capable de les pousser aux dernières extremitez ; & quelques ordres que vos Gouverneurs donnent dans les Provinces ; quelques Declarations même qui sortent de votre bouche sacrée, ou qui émanent de votre autorité Royale, les peuples jugeans de votre intention par des effets apparens, se licencieront à tout entreprendre contre des personnes qu'ils s'imagineront être désormais abandonnées à leur insultes. De sorte que s'il y a des seditieux dans l'Etat, comme il n'y en a que trop, la suppression des Chambres, contre votre dessein à la vérité, mais par une suite inevitable lâchera contre nous ces gens mal-intentionnez, & exposera nos biens & nos vies à leurs furieux dessein.

Enfin pour ceux de notre Religion, il est certain, SIRE, & ce seroit trahir les intérêts de Votre Majesté que de le dissimuler ; il est certain que cette suppression les jettera dans les frayeurs & dans les alarmes que toutes les moyens imaginables ne sauroient jamais apaiser. Ils considereront ce changement,

comme le signal de leur dernière ruine. Ils ne mettront plus de bornes à leurs craintes.

L'Edit est maintenant regardé par eux comme une digue faite pour leur sûreté. Mais quand ils verront faire à cette digue une si large ouverture, ils ne concevront plus rien qu'une chute de torrens, & qu'une inondation generale. Tellement que dans ce trouble & dans ces apprehensions, chacun d'eux tâchera sans doute à se sauver par la fuite : ce qui depeupleroit votre Royaume de plus d'un million de personnes, dont la retraite seroit un insigne prejudice au negoce, aux manufactures, au labourage, aux Arts & aux metiers, & même en toutes façons au bien de l'Etat.

Au nom de Dieu donc, SIRE, écoutez en cette occasion nos gemissemens & nos plaintes. Ecoutez les derniers soupirs de notre liberté mourante. Ayez pitié de nos maux. Ayez pitié de tant de pauvres sujets, qui depuis un long-tems ne vivent presque plus que de leurs larmes. Ce sont des sujets qui ont pour vous un zèle ardent, & une fidélité inviolable. Ce sont des sujets qui ont autant d'amour que de respect pour votre auguste personne, en qui le Ciel par une largesse incomparable a repandu, ou plutôt rassemblé ce qu'il a de plus rare, de plus majestueux, & de plus aimable. Ce sont des sujets à qui l'Histoire rend temoignage d'avoir contribué notablement autrefois à mettre Votre Grand & magnanime Ayeul dans son trône legitime. Ce sont des sujets qui depuis votre miraculeuse naissance, n'ont jamais rien fait qui puisse attirer de blâme sur leur conduite. Nous pourrions même en parler d'une autre maniere ; mais Votre Majesté a eu soin d'épargner notre pudeur, & de louer dans des occasions importantes notre fidélité, en des termes que nous n'aurions osé prononcer. Ce sont encore des sujets qui n'ayant que Votre Sceptre seul pour appui, pour asile & pour protection en la terre, sont obligez par leur intérêt, aussi bien que par leur devoir & par leur conscience, de se tenir invariablement attachez au service de Votre Majesté.

Ne craignez point, Grand Roi, de faire tort à votre gloire, en changeant la resolution que vous avez prise touchant les Chambres dont nous parlons. Dieu lui-même, la source & le centre de toutes les grandeurs, & de toutes les perfections, nous est représenté dans l'Ecriture Sainte comme se repentant, quand il a menacé des hommes qu'il voit en suite s'humilier en sa presence ; & nous avons en

cette rencontre un intercesseur dont le mérite rendra glorieux tout ce que vous ferez en sa considération. C'est Henri le Grand, cet admirable Héros que Votre Majesté par un dessein digne de son sang, de son courage & de sa vertu, s'est proposée de faire revivre en sa personne. Il vous sollicite ici en en notre faveur. Il vous demande la conservation d'un Edit qui est le grand ouvrage de son exquisé sagesse, le doux fruit de ses travaux, le principal fondement de l'union & de la concorde de ses sujets, & du retablisement de son Etat; comme lui-même s'en est exprimé dans la Preface de cette Loi solennelle. Nous n'ajouterons rien, SIRE, à une recommandation si puissante; & nous finissons en priant Dieu qu'il donne au Petit-Fils encore plus de vertus & plus de gloire qu'au Grand-Père, & que prolongeant ses années bien loin au delà de celles de son invincible Aycul, il ne le retire du monde, que quand les dernières bornes de la vie humaine lui feront souhaiter d'aller dans le Ciel, posséder une meilleure Couronne que toutes celles de la terre.

XXVII.

Moyens de remédier aux abus, pour lesquels on parle de supprimer les Chambres de l'Edit de Paris & de Rouen.

CE qu'on allégué pour la suppression de ces Chambres, c'est la multitude des abus qui s'y commettent; les uns par des interventions mandées, qui mettent les procès hors d'état, & qui causent de grandes longueurs dans les procédures: les autres par des vacations excessives, & par de petits Bureaux où les procès ne sont vus que de deux ou trois Juges seulement.

Mais pour les interventions empruntées exprès, afin de faire évoquer les causes dans les Chambres de l'Edit, la nouvelle Ordonnance de sa Majesté y a pourvu par deux articles formels, qui sont le 29. & le 30. du Chapitre des délais & des procédures: le premier défendant les interventions si elles ne se font dans le mois, ce qui ne laisse plus aucun moyen de prolonger malicieusement les procès: le second condamnant ceux qui seront intervenus sans intérêt, & seulement pour évoquer, à cent cinquante livres d'amende envers le Roi, & aux dommages & intérêts des parties qui auront été évoquées; ce qui suffit pour servir de frein à la témérité de

ceux qui voudroient évoquer en fraude. La seule observation de ces deux articles est capable d'étouffer toutes ces interventions supposées, & d'empêcher que personne ne s'y hasarde.

Pour la quantité excessive de vacations, elle ne peut servir de fondement légitime à la suppression des Chambres: car si quelques uns des Juges ont abusé de leurs Charges, ceux de la R. P. R. n'en doivent pas porter la peine, autrement les innocens souffriroient pour les coupables. Les Chambres de l'Edit n'ont pas été établies pour les Juges, qui sont Catholiques à la réserve d'un seul, mais pour ceux de la Rcl. P. R. afin que la justice leur fût rendue & administrée sans soupçon & sans haine. Ruiner donc ces Chambres pour des abus qu'ils n'ont pas commis, & qui sont procédés de Magistrats Catholiques, ce seroit les punir pour les fautes d'autrui, & leur ôter leur privilège pour des actions où ils n'ont point de part.

D'ailleurs il est facile d'empêcher cet excès de vacations, en limitant celles qui pourront se faire chaque matinée, & chaque après-dinée, comme on le pratique dans d'autres Parlements de ce Royaume: & l'on abolira les petits Bureaux, en défendant aux Juges de travailler qu'au nombre de dix selon l'Ordonnance. De quoi l'on pourra rendre le President & le Rapporteur responsables en leur nom.

Mais le principal moyen de remédier à tout, & d'empêcher toutes sortes d'abus dans ces deux Chambres de l'Edit, ce seroit de les remettre dans les termes de leur premier établissement; tout ce qu'on y trouve aujourd'hui à redire n'étant venu que du changement de l'ordre ancien.

Car pour la Chambre de Paris, on ne la composoit pas comme on fait maintenant. Le choix des Juges qui devoient y entrer se faisoit en présence du Deputé General de ceux de la R. P. R. Il y étoit appelé pour convenir de ceux des Officiers du Parlement qui étoient propres à cet emploi, & pour marquer ceux qui lui seroient suspects. Pendant qu'on en usoit de la sorte, il n'y entroit que des personnes d'expérience qui s'attachoient à l'étude de l'Edit, pour le faire soigneusement observer en faveur de ceux de l'une & de l'autre Religion, & pour empêcher qu'on n'y contrevint; ce qui maintenoit la paix entre les sujets de sa Majesté. Il ne faudroit que remettre les choses sur ce pied-là, pour ôter la cause de tous les disorders; &

& sur tout si n'en arriveroit jamais, si l'on continuoit les Commissaires de cette Chambre durant un tems considerable, afin qu'ils pussent se bien instruire des affaires, & que la crainte de laisser passer les procès en d'autres mains, ne les obligeât pas d'en precipiter l'instruction & le jugement.

Quant à la Chambre de Rouën, elle étoit fixe au commencement. Les Conseillers des Enquêtes y étoient continuez, jusqu'à ce que leur ordre les fit monter à la Grand' Chambre; & les Conseillers de la Grand' Chambre qui n'auroient pas trouvé leur compte à demeurer toujours dans celle de l'Edit, étoient obligez d'y servir trois ans de suite. Il y en avoit neuf choisis qui y entroient successivement de trois ans en trois ans; & même l'exacritude alloit jusques-là, qu'on nommoit un certain nombre de Juges qu'on appelloit le supplément de la Chambre de l'Edit: c'étoient dix Conseillers choisis tant de la Grand' Chambre que des Enquêtes, afin que quand il arrivoit ou maladie, ou absence, ou recusation, ou mort de quelques-uns de la Chambre de l'Edit, on en prit du nombre de ces dix pour remplir leur place. Cet ordre fut observé jusqu'en 1637. & alors seulement, sans avoir égard à la premiere institution, on fit de la Chambre de l'Edit une Tournelle, où tous les Conseillers entroient à tour de rôle, sans exception d'aucun, & où ils changeroient tous les ans. C'est là sans contredit la source du mal: car depuis on n'a plus fait de choix entre les Juges qui ont servi dans cette Chambre; chacun y est allé à son tour sans discernement; les plus suspects y ont été admis comme les autres; & l'espace d'un an dans lequel leur Commission est bornée, a donné lieu à la precipitation. Il est donc évident qu'en remettant cette Chambre dans son premier état, on n'y laissera plus aucun sujet de plainte; & l'on y fera resplendir la justice avec éclat, comme elle avoit fait durant trente-huit ans qui se sont passés sans reproche.

Avec ces moyens le Roi parviendra infailliblement à son but, qui est de reformer la justice dans son Royaume pour le bien de ses sujets, & pour la gloire de son regne: & en même tems il maintiendra l'Edit de Nantes, qu'il a confirmé si solennellement par tant de Declarations autentiques, & auquel on ne sauroit déroger, sans donner lieu à ceux de la R. P. R. qui se sont toujours reposés sur la bonne foi de la parole royale, de concevoir des frayeurs, où la bonté pa-

ternelle de sa Majesté ne voudra pas les exposer.

X X I X.

EDIT du Roi, portant suppression des Chambres de l'Edit des Parlemens de Paris & de Rouën.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous presens & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand notre ayeul voulant retablir la paix dans le Royaume, & l'union parmi ses sujets, que la diversité des Religions avoit séparé, crut qu'un des principaux moyens pour y parvenir, étoit de faire rendre justice à ceux de la Rel. P. R. par des Juges qui ne leur fussent point suspects; & pour cet effet il auroit entre autres choses par ses Edits du mois d'Avril 1598. appelé de Nantes, & celui du mois d'Août 1599. établi en chacune de nos Cours de Parlement de Paris & de Rouën, une Chambre intitulée de l'Edit, composée, c'est à savoir celle de Paris d'un President & seize Conseillers, du nombre desquels seroit un Conseiller de la Relig. P. R. & celle de Rouën d'un President & douze Conseillers, desquels il y en auroit aussi un de ladite Religion, pour connoître des causes & procès de ceux de ladite R. P. R. qui seroient dans l'étendue du ressort desdites Cours: & outre ce auroit attribué à la Chambre de l'Edit de notre Parlement de Paris, la connoissance des procès & différens de ceux de la Religion P. R. qui seroient du ressort de notre Parlement de Bretagne; & ordonné que ceux du ressort du Parlement de Bourgogne auroient le choix de plaider en la Chambre de l'Edit du Parlement de Paris, ou en celle de Dauphiné. Et ayant considéré que ceux de lad. R. P. R. ne reçoivent aucun avantage de l'établissement desd. Chambres, qu'ils ne puissent rencontrer également aux Chambres des Enquêtes, dans chacune desquelles est aussi distribué un Conseiller de ladite R. P. R. & à l'égard des Grandes Chambres, en leur permettant de recuser quelques-uns des Officiers. D'ailleurs ayant reçu diverses plaintes des vexations que souffrent nos sujets par les entreprises de Jurisdictions faites par lesd. Chambres de l'Edit de Paris & de Rouën, lesquelles par le moyen des transports & cessions simulées faites à quelques particuliers de ladite Rel. P. R. ont évoqué & retenu toutes sortes de causes & procès, encore qu'ils eussent été intentez & pour-

pour suivis pendant plusieurs années entre les Catholiques seulement; que ceux sous le nom desquels les évocations ont été demandées n'y eussent aucun intérêt, & que lors des jugemens des procès les seuls Catholiques demeuraissent ordinairement parties. A quoi desirans pourvoir, Nous avons estimé qu'il étoit du bien de la Justice & du soulagement de nos sujets, d'éteindre & supprimer lesdites Chambres de l'Edit de Paris & de Rouën, en conservant néanmoins à nos sujets de lad. Rel. P. R. tous les avantages qui leur sont attribués par les Edits, dans lesquels nôtre intention est qu'ils soient maintenus ponctuellement, sans qu'ils y souffrent aucun trouble ni empêchement, en conservant aussi ceux qui sont dans les ressorts des Parlemens de Dijon & de Rennes, dans la liberté du choix qui leur a été accordé. A ces causes, & autres considérations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons éteint & supprimé, & par ces présentes signées de nôtre main, éteignons & supprimons les Chambres de l'Edit établies dans nos Cours de Parlement de nos villes de Paris & Rouën, ensemble les places de Clercs & Commis des Greffes desd. Chambres, le prix desquelles les autres Greffiers ou Commis aux Greffes desdits Parlemens, seront tenus de rembourser à ceux qui exercent lesdites Commissions & places de Clercs, chacun à proportion de l'augmentation qu'il en recevra, suivant la liquidation & repartition qui en sera faite par les Commissaires qui seront par nous députés. Et desirant pourvoir à l'expédition des affaires qui sont présentement esdites Chambres de l'Edit supprimées, voulons & nous plaît, que toutes les causes, appellations verbales, & autres affaires d'audience en matière civile, qui ont été retenues esdites Chambres de l'Edit, & n'y ont point été appointées, soient traitées & jugées es Grandes Chambres desdits Parlemens, & chacun à leur égard, & sans que les simples assignations sans retention de cause, puissent valoir que pour empêcher la prescription & peremption d'instance: Et à l'égard des procès par écrit & instances, en conséquence d'appointemens au Conseil, en droit, & à mettre en matière civile, qui sont présentement pendans esdites Chambres de l'Edit, voulons qu'elles soient incessamment portées es Chambres des Enquêtes desdits Parlemens, & distribuées en la manière accoutumée, chacun en ce qui les concerne;

& quant aux causes, instances & procès criminels, voulons qu'ils soient renvoyés es Chambres de la Tournelle desdits Parlemens, chacun aussi à leur égard: Et à cet effet seront les Greffiers desdites Chambres de l'Edit, & Clercs des Conseillers nommez pour servir en icelles, tenus de remettre aux Greffes desdits Parlemens, chacun en ce qui les concerne, dans huitaine pour tous délais, à compter du jour de l'enregistrement & publication des présentes, tous procès & instances en conséquence d'appointemens au Conseil, en droit & à mettre, dont ils se trouveront chargés; à quoi faire ils seront contraints par corps, sans qu'eux ni les Greffiers puissent exiger ni recevoir aucuns droits, encore qu'ils leur fussent offerts pour la remise, nouvel enregistrement & distribution desdits procès, à peine de concussion. Et en conséquence voulons qu'à l'avenir toutes les appellations verbales dans lesquelles ceux de lad. R. P. R. pourront être intéressés, soient portées & jugées es Grandes Chambres desdits Parlemens, esquelles ceux de lad. Rel. P. R. pourront (soit qu'il n'y ait qu'un seul de lad. R. P. R. ou plusieurs) recuser seulement deux Conseillers Clercs desdites Grandes Chambres, sans autre expression de cause que celle de lad. R. P. R. Voulons pareillement que ci-après les procès par écrit esquels ceux de ladite R. P. R. seront intéressés, soient conclus aux Chambres des Enquêtes, sans qu'ils puissent être distribués aux Conseillers Clercs desdites Chambres: Et quant aux causes, instances & procès par écrit en matière criminelle, nous les avons renvoyés & renvoyons aux Chambres de la Tournelle desdits Parlemens. Et à cet effet entendons que les Conseillers de la R. P. R. y entrent tour à tour pendant trois mois, en sorte qu'il y en puisse avoir toujours un de service pendant toute l'année. Voulons que les Conseillers de ladite R. P. R. qui serviront es Chambres des Enquêtes, puissent assister, si bon leur semble, aux procès qui se vuideront par Commissaires, & qu'ils y aient voix deliberative, sans qu'ils puissent prendre part aux deniers consignés, sinon lors que par l'ordre de leur réception ils y devront assister: & que l'un des Conseillers de la Rel. P. R. puisse aussi entrer es Chambres des Vacations desdits Parlemens, & y servir comme tous les autres Conseillers, pendant tout le tems des Vacations, tour à tour & d'année en année, à commencer par le plus ancien suivant l'ordre de réception, & ainsi

succéssivement, sans que pour l'absence ou maladie de celui qui sera en tour, un autre puisse entrer en la place, sans diminution néanmoins du nombre des Conseillers dont lesdites Chambres seront composées, & sans gages à l'égard du Conseiller de la Religion P. R. Et à l'égard des procès mus & à mouvoir de ceux de ladite R. P. R. du ressort du Parlement de Dijon, voulons & nous plaît, qu'ils puissent être portez audit Parlement de Dijon; ou à la Chambre de l'Edit de Grenoble, à leur choix; & en cas d'option du Parlement de Dijon, qu'ils aient la faculté d'y recuser deux Officiers en matiere civile, & trois en matiere criminelle, sans autre expression de cause. Et pour ce qui concerne nos sujets de la R. P. R. du ressort du Parlement de Rennes, voulons qu'ils puissent plaider en nos Cours de Parlement de Paris ou de Rennes, à leur choix; & qu'en cas d'option de celui de Rennes, ils puissent y recuser le même nombre de Juges qu'en celui de Dijon. Et pour empêcher les vexations qui pourroient être faites à nos sujets, par les interventions de ceux de la Rel. P. R. pour exclusion sur le point du jugement des causes & procès le Rapporteur, ou recuser les Conseillers, conformément à ce que nous avons ci-dessus ordonné, voulons & nous plaît que ceux de ladite R. P. R. ne puissent jouir de la faculté de pouvoir faire lefd. recusations, s'ils ne sont parties principales; auquel cas néanmoins ne pourront recuser le Rapporteur, si ce n'est dans le mois du jour que le procès lui aura été distribué, la liberté leur étant laissée de recuser les autres Conseillers Clercs en la forme & maniere ci-dessus ordonnée, en tout tems, & jusques à ce que le procès ait été mis sur le Bureau: & s'ils sont intervenans, ne pourront pareillement jouir de lad. faculté, si leur intérêt n'est établi par titres autentiques, passez trois ans auparavant leur intervention, & qu'elle n'ait été faite dans le mois, à compter du jour de la publication du rôle, si les causes y ont été mises, ou du premier acte pour venir plaider, & s'il y a appointement en droit, ou au Conseil, du jour de l'appointement: Et à l'égard des procès par écrit, du jour du premier Arrêt de conclusion, conformément à l'article 29. du titre des delais & procédures de notre Ordonnance du mois d'Avril 1667. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces presentes ils aient à regitrer, & le contenu en icelles fai-

re executer pleinement & perpetuellement, cessans & faisant cesser tous troubles & empêchemens qui pourroient y être mis ou donnez, nonobstant tous Edits, Declarations, Reglemens, Arrêts, & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons derogé & dérogeons par ces presentes: Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre Seel. Donné à Paris au mois de Janvier, l'an de grace 1669. & de notre regne le 26. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, DE LYONNE. Et à côté est écrit: *Visa. SÉGUIER*: & scellées du grand Sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

X X X.

DECLARATION du Roi, qui révoque plusieurs articles de celle de 1666.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Par nos Lettres patentes en forme de Declaration, du 2. Avril 1666. contenant 59. articles, nous aurions réglé plusieurs choses à observer par tous nos sujets de la Relig. P. R. Sur quoi nous ayant depuis peu fait faire les remontrances qu'ils ont estimé à propos, nous les avons fait examiner en notre Conseil, pour avec bonne connoissance y apporter les considerations convenables, afin d'obliger d'autant plus lesdits de la R. P. R. de concourir au bien de cet Etat, & conserver entre eux & nos sujets Catholiques une bonne amitié, union & concorde. Savoir faisons, que pour ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons révoqué & revoquons nosdites Lettres de Declaration dudit jour 2. Avril 1666. ensemble les Arrêts sur lesquels elle a été faite, en ce qu'ils ne se trouveront conformes à la presente: Et à cette fin nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes, signées de notre main, ce qui ensuit, qui servira de Loi à l'avenir.

Premierement. Que les Ministres de lad. Rel. P. R. ne pourront faire les Prêches ailleurs que dans les lieux destinez pour cet usage, & non dans les lieux & places publiques, sous quelque pretexte que ce soit; sauf à eux en cas d'hostilité, de contagion, d'incendie, debordement d'eaux, de ruines, ou d'au-

d'autres causes légitimes, à se pourvoir par devant le Gouverneur ou Lieutenant Général de la Province, pour obtenir de lui la permission d'en user autrement.

II. Que l'exercice de ladite R. P. R. pourra être fait seulement dans les lieux de nos Domaines engagés avant l'Edit de Nantes, à ceux de ladite Religion, & qui se trouvent encore aujourd'hui possédés par eux, ou par ceux de ladite Religion, auxquels lesdits Domaines sont échus en ligne directe ou collatérale: mais ne pourront lesdits de la Relig. P. R. établir aucun Prêche de lieux de nos Domaines, qui leur ont été adjugés depuis led. Edit de Nantes, ou qui le pourront être ci-après, quoi que la haute Justice soit comprise dans les Adjudications.

III. Que dans le lieu où les Seigneurs de ladite Relig. P. R. ayent haute Justice, font l'exercice d'icelle, il n'y aura aucune marque d'exercice public.

IV. Suivant le 4. article des particuliers de l'Edit de Nantes, ne pourront les Ministres consoler les prisonniers dans les Conciergeries qu'à voix basses, & sans scandale, soit dans une chambre particulière ou commune, assistez seulement d'une ou de deux personnes.

V. Que lesdits Ministres ne se serviront dans leurs Prêches ni ailleurs, de termes injurieux & offensifs contre la Religion Catholique ou l'Etat; ains au contraire se comporteront dans la moderation ordonnée par les Edits, & parleront de la Religion Catholique avec tout respect.

VI. Que les Notaires qui recevront les testaments ou autres actes de ceux de la Rel. P. R. ne parleront de ladite Religion qu'aux termes portez par les Edits.

VII. Que lesdits Ministres ne pourront prendre la qualité de Pasteurs de l'Eglise, ains seulement celle de Ministres de la R. P. R. Comme aussi ne parleront avec irreverence des choses saintes & ceremonies de l'Eglise, & n'appelleront les Catholiques d'autre nom que celui de Catholiques.

VIII. Que lesdits Ministres ne pourront porter robes ou soutanes, ni paroître en habit long ailleurs que dans les Temples.

IX. Que lesdits Ministres tiendront Registres des Batêmes & Mariages qui se feront desdits de la Rel. P. R. & en fourniront de trois mois en trois mois un extrait aux Greffes des Bailliages & Seneschauffées de leur ressort.

X. Qu'ils ne pourront faire aucuns maria-

ges entre personnes Catholiques de la R. P. R. lors qu'il y aura opposition, jusques à ce que ladite opposition ait été viduée par les Juges à qui la connaissance en appartient.

XI. Pourront lesdits de la R. P. R. appeler leurs Diacres dans les Consistoires, y faire venir aussi ceux qu'ils voudront corriger, assembler les Chefs de famille pour les élections de leurs Ministres. Et à l'égard des impositions, les feront conformément à ce qui est porté par l'art. 43. des particuliers de l'Edit de Nantes.

XII. Que les Anciens des Consistoires ne pourront être institués héritiers ni légataires universels en ladite qualité: Et quand aux donations ou legs particuliers, il en sera usé comme il est porté par l'Article 42. des particuliers de l'Edit de Nantes.

XIII. Que ceux de ladite R. P. R. assemblés en Synode, soit National ou Provincial, ne permettront aux Ministres de prêcher, ou résider alternativement en divers lieux; ains au contraire, leur enjoindront de résider ou prêcher, seulement au lieu qui aura été donné par lesdits Synodes.

XIV. Comme aussi lesdits de la R. P. R. qui assisteront aux Synodes, ne mettront dans les Tables d'iceux, les lieux où l'exercice public de ladite Religion a été interdit, ni ceux où il ne se fait que par le privilege du Seigneur, & dans son Château.

XV. Ne pourront lesdits de la Rel. P. R. entretenir aucunes correspondances avec les autres Provinces, ni leur écrire sous prétexte de charité, ou autres quelconques; & ne recevront les Appellations des autres Synodes, sauf à se pourvoir au Synode National.

XVI. Défendons aux Ministres, Anciens & autres de la Rel. P. R. d'assembler aucuns Colloques, que durant le Synode convoqué par notre permission, & en présence du Commissaire député; ni de faire aucunes Assemblées dans l'intervalle desdits Synodes, y recevoir dans le même intervalle des Proposans, donner des Commissions, ou délibérer d'aucunes affaires par Lettres circulaires, ou en quelque manière & pour quelque cause que ce puisse être, à peine d'être punis conformément à nosdits Edits & Ordonnances. Mais si dans l'intervalle de la tenue des Synodes, un Ministre de quelque lieu d'exercice de ladite R. P. R. de l'étendue d'un Synode vient à mourir, ou s'il arrive que quelques vitiés ou scandaleux ne puissent être rangés à leur devoir par les Consistoires, en ces deux cas seulement pourront lesd. de la R. P. R. assembler

bles, & tenir le Colloque en presence d'un Commissaire de notre part, pour pourvoir de Ministre à la place du defunt, ou pour punir lesdits viciens ou scandaleux, ainsi qu'ils l'auront merite.

XVII. Que les Ministres, Consistoires & Synodes de ladite R. P. R. n'entreprendront de juger de la validité des Mariages faits & contractez par lesdits de la R. P. R.

XVIII. Defendons pareillement aux Consistoires & Synodes, de censurer ni autrement punir les peres, meres & tuteurs, qui envoient leurs enfans ou pupilles aux Colleges & Ecoles des Catholiques, ou les font instruire par des Precepteurs Catholiques, si ce n'est qu'ils ayent des preuves évidentes que l'on veuille contraindre ou induire les enfans à changer de Religion; auquel cas ils pourront avertir les peres, meres & tuteurs, pour s'en plaindre aux Magistrats.

XIX. Qu'aux feux de joye qui se feront par nos ordres dans les places publiques, & lors de l'exécution des criminels de ladite R. P. R. les Ministres ni autres, ne pourront chanter les Pseaumes.

XX. Que les corps morts de ceux de lad. R. P. R. ne pourront être enterrez dans les Cimetieres Catholiques, ni dans les Eglises; sous pretexte que les tombeaux de leurs peres y sont, ou qu'ils ont quelques droits de Seigneurie ou de Patronage.

XXI. Que ceux de lad. Religion ne pourront exposer leurs corps morts au devant de leurs maisons, ni faire des consolations ou exhortations dans les rues, à l'occasion des enterremens d'iceux.

XXII. Pour les enterremens des morts desdits de la R. P. R. à la campagne, entendons que les Convois partent, savoir depuis le mois d'Avril jusqu'à la fin de Septembre, à six heures precises du matin, & à six du soir; & depuis le mois d'Octobre jusqu'à la fin de Mars, à huit heures du matin, & à quatre heures du soir; marchent incessamment, & jusqu'au nombre porté par les Arrêts; enjoignant à tous nos Officiers de tenir la main qu'il ne soit fait ausdits de la R. P. R. aucun trouble, insulte, ni scandale.

XXIII. Que les Cimetieres occupez par lesdits de la R. P. R. & qui tiennent aux Eglises, seront rendus aux Catholiques; nonobstant tous actes & transactions contraires, en leur en donnant d'autres par lesdits Catholiques à leur commodité, selon qu'il sera réglé par les Srs. Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes: & pour les autres Cimetie-

res par eux occupez, qui ne sont pas tons aux Eglises des lieux où il n'y en a qu'un; qui est commun avec les Catholiques, lesdits de la R. P. R. seront obligez de les quitter, en leur en donnant d'autres à leur commodité par lesdits Catholiques, suivant qu'il sera aussi réglé par lesdits Srs. Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes. Et dans les lieux où il n'y aura point de Cimetiere pour ceux de ladite R. P. R. ils pourront porter leurs morts aux Cimetieres qu'ils auront dans une Paroisse voisine, en partant au tems, & au nombre de personnes prescrit par l'article precedent.

XXIV. Quand à ce qui regarde les Procès pour cas prevotaux, sera l'article 67. de l'Edit de Nantes executé selon sa forme & teneur, & suivant l'usage pratiqué jusques à present.

XXV. Que les Conseillers de ladite R. P. R. des Seneschallées & autres ne pourront presider en l'absence des Chefs de leur Compagnie; mais seulement les Catholiques; lesquels porteront la parole, à l'exclusion des Officiers de la R. P. R. quoi que plus anciens.

XXVI. Que les procès qui concernent le General des villes & Communautéz, dans lesquels les Consuls sont parties en cette qualité, bien que le Consulat soit miparti, ne pourront être attirés aux Chambres de l'Edit, pour les affaires concernant les Comptes seulement, encore que dans icelles il se trouve plus grand nombre de personnes de lad. Rel. P. R. que de Catholiques; sauf aux particuliers de ladite R. P. R. de jouir du privilege de Declinatoire ausdites Chambres de l'Edit, dans lequel nous voulons qu'ils soient conservez, conformément aux Edits.

XXVII. Que suivant la Declaration de 1631. & l'art. 27. de l'Edit de Nantes; dans les villes & lieux de nos Provinces de Languedoc & de Guyenne, où les Consuls & Conseils politiques sont mipartis, le premier Consul sera choisi du nombre des habitans Catholiques plus qualifiez & taillables: & ne pourront lesdits de la R. P. R. être admis au premier Consulat, ni entrer dans les Etats de Languedoc. Mais à l'égard des Affiettes des Dioceses de ladite Province, pourront lesd. de la R. P. R. y entrer ainsi qu'ils faisoient avant l'annee 1663. Et pour le reste de notre Royaume, il en sera usé comme par le passé.

XXVIII. Qu'en toutes les assemblées des villes & Communautéz, les Consuls & Conseillers politiques Catholiques seront du moins en nombre egal à ceux de la R. P. R. dans les

lesquels Conseils, le Curé ou Vicaire pourra entrer, comme l'un des Conseillers politiques & premier opinant, au défaut d'autres habitants Catholiques plus qualifiés; & sans préjudice du droit des Prieurs des lieux, qui peut appartenir aux Ecclesiastiques pourvus des Benefices scituez esdits lieux. Sauf aux Communautés qui pretendront que l'exécution leur en est impossible, à cause du manquement des Catholiques, de se pourvoir par devant le Gouverneur ou Lieutenant General de la Province.

XXIX. Que les Charges de Greffiers des Maisons Consulaires ou Secretaires des Communautés ne pourront être tenues que par des Catholiques, attendu que les Communautés sont réputées Catholiques. Et à l'égard des Orlogers, Portiers & autres Charges uniques & municipales, lesdits de la R. P. R. y pourront être admis & élus comme les autres.

XXX. Que dans les Assemblées des Maîtres Jurez des metiers, les Catholiques seront du moins en pareil nombre que ceux de la Rel. P. R. lesquels suivant les Arrêts de notre Conseil d'Etat, des 28. de juin, 18. Septembre, & 10. de Novembre 1665. ne pourront être exclus d'être admis & reçus aux arts & metiers, dans les formes ordinaires des Apprentissages & Chef d'oeuvres, dans les lieux où il y aura Maîtrise Jurée, à quoi ils seront admis ainsi qu'auparavant, sans être tenus à faire chose contraire à leur dite R. P. R. ni que ceux qui sont déjà reçus dans les formes ordinaires, sans Lettres de privilege, puissent être empêchés sous prétexte de leurd. R. P. R. dans notre Royaume, & Terres de notre obéissance; nonobstant tous Statuts & Arrêts donnez depuis le 1. Janvier 1660. à la réserve de ce qui a été ordonné pour le Languedoc, par Arrêt de notre Conseil d'Etat du 24. Avril 1667. qui réduit au tiers le nombre desdits de la R. P. R. pour lesdits arts & metiers: ce que nous voulons être observé en ladite Province.

XXXI. Que lors que les processions, auxquelles le Saint Sacrement sera porté, passeront devant les Temples de ceux de la R. P. R. ils cesseront de chanter leurs Pseaumes, jusques à ce que lesdites processions aient passé, dont ils seront avertis auparavant.

XXXII. Que lesdits de la R. P. R. seront tenus de souffrir qu'il soit tendu par autorité des Officiers des lieux, au devant de leurs maisons & autres lieux à eux appartenans, les jours de fêtes ordonnées pour ce faire, conformément à l'art. 3. des particuliers de l'Edit

de Nantes: & seront tenus lesdits de la R. P. R. faire nettoyer devant leurs portes.

XXXIII. Que lesdits de la R. P. R. contraignant le Saint Sacrement dans les rues, pour être porté aux malades ou autrement, seront tenus de se retirer au son de la cloche qui le precede, sinon se mettront en état de respect, en ôtant par les hommes leurs chapeaux; avec défenses de paroître aux portes, boutiques, & fenêtres de leurs maisons, lors que le Saint Sacrement passera, s'ils ne se mettent en pareil état, & à toutes personnes de les empêcher de se retirer.

XXXIV. Ne pourront lesdits de la R. P. R. faire aucune levée de deniers sur eux, sous prétexte de Collectes, mais seulement celles qui leur sont permises par les Edits.

XXXV. Que les deniers qu'ils ont faculté d'imposer seront imposés en présence d'un Juge Royal, conformément à l'art. 33. des particuliers de l'Edit de Nantes, & l'Etat nous être envoyé, ou à notre Chancelier: avec défenses aux Collecteurs des deniers de la Taille, de se charger directement ni indirectement de la levée des deniers que lesdits de la R. P. R. auront imposés pour leurs affaires particulieres, lesquels seront levés par des Collecteurs separez.

XXXVI. Ne pourront lesdits de la R. P. R. conformément à l'art. 2. des particuliers de l'Edit de Nantes, être contraints de contribuer aux reparations & constructions des Eglises, Chapelles & Presbyteres, ni à l'achat des ornemens sacerdotaux, luminaires, fontes de cloches, pain benit, droits de Confratries, louages de maisons pour la demeure des Prêtres & Religieux, & autres choses semblables, sinon qu'ils y fussent obligés par fondations, donations, ou autres dispositions faites par eux & leurs auteurs & predecesseurs; & néanmoins seront contraints de contribuer & payer les droits qui se payent ordinairement par les Maîtres & les Compagnons des metiers, pour être lesd. sommes employées à l'assistance des pauvres desdits metiers, & autres necessitez & affaires de la vacation.

XXXVII. Que les dettes contractées par lesdits de la Rel. P. R. seront acquittées par eux seuls; & ne pourra la liquidation des sommes être faite que par devant les Commissaires par nous deputez dans les Provinces, pour la liquidation & verification des dettes de Communautés.

XXXVIII. Que les Ministres convertis seront conservez en l'exemption du payement des Tailles, & logement de gens de guerre,

re, comme ils étoient avant leur conversion; & les Ministres servans actuellement, maintiens dans les exemptions qui leur ont été accordées.

XXXIX. Que les enfans dont les peres sont Catholiques, & les meres de la R. P. R. & ceux dont les peres sont morts & mourront ci-après relaps, seront baptisés & élevez en l'Eglise Catholique, quoi que les meres soient de la R. P. R. comme aussi les enfans dont les peres sont decedez, & decederont à l'avenir en ladite Religion Catholique, seront élevez en ladite Religion, auquel effet ils seront mis entre les mains de leurs meres, tuteurs ou autres parens Catholiques à leur requisiion; avec defences très-expresses de mener lefd. enfans aux Temples ni aux Ecoles desdits de la R. P. R. ni de les élever en icelle, encore que leurs meres soient de lad. R. P. R. Comme aussi faisons defences conformément à l'Arrêt de notre Conseil d'Etat du 24. Avril 1667. à toutes personnes d'enlever les enfans de lad. R. P. R. ni les induire, ou leur faire faire aucune declaration de changement de Religion, avant l'âge de 14. ans accomplis pour les mâles, & de 12. ans accomplis pour les femelles: & en attendant qu'ils aient atteint ledit âge, ordonnons que lesdits enfans nezd d'un pere de lad. R. P. R. demureront es mains de leurs parens de ladite Rel. P. R. & ceux qui les detiendront, contraincts de les rendre par les voyes ordinaires & accoutumées.

XL. Que les Ministres de ladite Religion ne pourront tenir aucuns pensionnaires que de la R. P. R. ni en plus grand nombre que de deux à la fois.

XLI. Que les Curez, Ecclesiastiques & Religieux, ne pourront entrer es maisons des malades de la Rel. P. R. s'ils ne sont accompagnés d'un Magistrat, Echevin, ou Consul du lieu, & appelez par les malades; auquel cas ne leur sera donné aucun empêchement.

XLII. Que les pauvres malades Catholiques & de la Rel. P. R. seront reçus indifféremment dans les Hôpitaux des lieux, sans y pouvoir être contraincts par force ou par violence à changer de Religion: & pourront les Ministres & autres de la R. P. R. y aller visiter & consoler lesdits de la Religion; à condition qu'ils ne feront aucunes assemblées, prières, ni exhortations à haute voix, qui puissent être entendues des autres malades.

XLIII. Que les enfans qui ont été ou seront exposez, seront portez aux Hôpitaux

des Catholiques, pour être nourris & élevez dans lad. Religion Catholique.

XLIV. Que les aumônes qui sont à la disposition des Chapitres, Prieurs & Curez, se feront par eux-mêmes, ou de leur ordre, dans les lieux de la fondation, à la porte des Eglises, aux pauvres tant Catholiques que de la R. P. R. & ce en présence des Echevins & Consuls du lieu. Et à l'égard des aumônes qui sont à la distribution des Echevins ou Consuls, elles se feront publiquement à la porte de la Maison de ville, en présence des Prieurs ou Vicaires des lieux, qui en pourront tenir controle.

XLV. Que les Hôpitaux & Maladeries de fondation des Communautés, seront regis par les Consuls des lieux.

XLVI. Que lesdits de la R. P. R. garderont & observeront les Fêtes indites par l'Eglise, & ne pourront es jours de l'observance desd. Fêtes vendre, ni étaler à boutiques ouvertes, ni pareillement les artisans travailler hors les chambres & maisons fermées esdits jours defendus, en aucuns metiers dont le bruit puisse être entendu au dehors par les passans ou voisins, suivant l'art. 20. de l'Edit de Nantes; auquel effet lefd. Fêtes seront indites au son de la cloche, ou proclamées à la diligence des Consuls ou Echevins.

XLVII. Que lesdits de la Rel. P. R. ne pourront étaler ou debiter publiquement de la viande aux jours que l'Eglise Catholique en ordonne l'abstinence.

XLVIII. Que les cloches des Temples desdits de la Rel. P. R. es lieux où l'exercice est permis, cesseront de sonner depuis le Jeudi saint dix heures du matin, jusques au Samedi saint à midi, ainsi que sont celles des Catholiques.

XLIX. Qu'ès villes & lieux où il y aura Citadelle ou garnison par nos ordres, lefd. de la R. P. R. ne pourront s'assembler au son de la cloche, ni en poser aucunes sur leurs Temples.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Senechaux, & tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que esdites presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer purement & simplement, & le contenu en icelles exécuter, garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Arrêts & Reglemens à ce contraires. Enjoignons à notre Procureur General & ses Substituts, de faire pour l'accomplissement de notre intention toutes les

les requisiſtions & pourſuites neceſſaires: Car tel eſt nôtre plaifir. En temoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces lettres preſentes. Donné à Paris le premier jour de Fevrier, l'an de grace 1669. & de nôtre regne le 26. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et ſcélé du grand Seau de cire jaune.

X X X I.

EDIT du Roi, portant deſenſes à ſes ſujets de ſ'habiter dans les pais étrangers, & ordre de retourner en France à ceux qui y ſont établis.

LOUIS par la grâce de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous preſens & à venir, Salut. Quoi que les liens de la naiſſance qui attachent les ſujets naturels à leurs Souverains & à leur patrie ſoient les plus étroits & les plus indiſſolubles de la ſociété civile; que l'obligation du ſervice que chacun leur doit ſoit profondément gravée dans le cœur des nations les moins policées, & univerſellement reconnuë comme le premier des devoirs & le plus indiſpenſable des hommes: néanmoins nous aurions été informez que pendant la licence des derniers tems, pluſieurs de nos ſujets, oubliant ce qu'ils doivent à leur naiſſance, ont paſſé dans les pais étrangers, y travaillent à tous les exercices dont ils ſont capables, même à la conſtruction des vaiſſeaux, s'y habituent ſans deſſein de retour, & y prennent leurs établiſſemens par mariages, & par acquiſitions de biens de toute nature, & les ſervent utilement contre ce qu'ils nous doivent & à leur patrie: ce qui nous oblige pour les ramener à leur devoir, & prevenir les ſuites que ces mauvais exemples pourroient cauſer, de renouveler les anciennes Ordonnances faites ſur ce ſujet, & de tenir la main à l'entière & ponctuelle obſervation d'icelles. A ces cauſes, & autres conſiderations à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre Conſeil, & de nôtre certaine ſcience, pleine poiſſance, & autorité Royale, nous avons fait & faiſons par ces preſentes ſignées de nôtre main, très-expreſſes inhibitions & deſenſes à tous nos ſujets, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, de ſe retirer de nôtre Royaume, pour s'aller établir ſans nôtre permiſſion dans les pais étrangers, par mariage, acquiſition d'immeubles, & transport de leurs familles & biens, pour y prendre

leurs établiſſemens ſtables & ſans retour, à peine de conſiſcation de corps & de biens, & d'être canoſez & reputés étrangers, ſans qu'ils puiſſent être ci-après retablis, ni rehabilités, ni leurs enfans naturalifés, pour quelque cauſe que ce ſoit. Enjoignons à ceux de nos ſujets, qui auront pris de ſemblables établiſſemens parmi les étrangers, de retourner avec leurs femmes, enfans, familles, & biens, dans nôtre Royaume, ſix mois après la publication des preſentes, ſous les mêmes peines. N'entendons toutefois comprendre en ces deſenſes ceux de nos ſujets qui ſortent de tems en tems de nôtre Royaume pour aller travailler & negocier dans les pais étrangers, pourveu qu'ils n'y transportent par leurs domiciles, & qu'ils ne s'y établifſent par mariage, ou autrement. Enjoignons pareillement à tous nos ſujets employez dans la navigation & marine aux pais étrangers, de retourner en nôtre Royaume pour ſervir à nos vaiſſeaux & autres qui appartiennent à nos ſujets, ſelon la capacité & condition de chacun d'eux, à peine de conſiſcation de corps & de biens. Voulons qu'ils ayent à ſe rendre aux villes & lieux de leurs anciennes demeures, ſix mois après que les Juges de l'Amirauté leur en auront fait faire les commandemens en leurs domiciles, ou après la publication de leurs Ordonnances particulières ſur les raiſ en la maniere accoutumée; & à faute de ſatisfaire aux commandemens qui leur en auront été faits, nous voulons qu'il ſoit procédé contre eux extraordinairement par nos Juges & Officiers établis dans les Ports & Hayres, & leur procès fait & parſiſt; ſuivant la rigueur des anciennes Ordonnances, & des preſentes. Deſendons en outre à tous nos ſujets d'aller ſervir hors nôtre Royaume de Pilotes, Calſaires, Canoniers, Matelots, Mariniers & Pêcheurs, ni pour travailler à la conſtruction des Navires, confection des cordages & des toiles propres aux voiles, & autres ſervant à la navigation, ſans nôtre expreſſe permiſſion, à peine de la vie. Si donnons en mandement à nos ames & ſeaux Conſeillers les Gens tenants nos Cours de Parlement à Paris, Chambre des Comptes; Cour des Aides audit lieu, que ces preſentes ils ayent à faire publier & regiftrir, & le contenu en icelles faire garder, & obſerver ſelon ſa forme & teneur: ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens qui pourroient être mis & donnez au contraire: car tel eſt nôtre plaifir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait

fait mettre notre seel à cesd. presentes. Donné à St. Germain en Laye, au mois d'Août, l'an de grace 1669. &c. de notre regne le 27. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et seellé.

XXXII.

Extrait du Traité de la Politique de France.

CHAP. V.

- I. *Des Huguenots, & s'il est du bien de l'Etat de les faire sortir hors de France.*
- II. *Moyens Politiques d'extirper l'Herésie.*
- III. *De l'ancienne Confession de Foi.*

UN Roi ne sauroit avoir de plus illustres objets de ses soins, & de son application, que d'entretenir dans ses Etats la Religion qu'il a reçue de ses ancêtres, parce que la diversité de croyance, de culte & de cérémonie divise ses sujets, & les porte réciproquement au mépris & à la haine, d'où naissent les contestations, la guerre, & enfin une desolation universelle. Au contraire l'unité de croyance lie les hommes; & on voit rarement que des concitoyens qui prient Dieu dans un même Temple, & sacrifient sur les mêmes Autels, ne combattent pas de mêmes armes, ou sous de mêmes enseignes. Si cette maxime est généralement vraie dans la Politique Chrétienne, & la Religion que nous professons étant la seule que nous puissions salutairement embrasser, les Princes sont obligés à la maintenir de toutes leurs forces, & d'employer pour la gloire du vrai bien le pouvoir souverain qu'ils tiennent de sa bonté. Les Payens dont la conduite particulière a été si prudente & si équitable, & qui nous ont laissé tant d'exemples de sagesse & de probité, se sont tenus tellement fermes sur le principe de ne souffrir dans leurs Républiques aucune nouveauté qui choquoit la croyance commune & populaire, qu'ils ne permettoient pas qu'on les détrompât de leurs erreurs. Le Sénat fit brûler les livres de Numa Pompilius, qui avoient été trouvés auprès de son tombeau, lesquels contenoient l'ancienne Religion de Rome, parce que le Préteur Rutilius qui avoit été commis pour les lire, assura par serment qu'ils contenoient des choses capables de renverser la Religion que le peuple observoit dans ce tems-là. Ils refusoient même d'ouvrir les yeux aux lumières d'une vérité, quoi qu'ils la connussent, quand il leur sembloit qu'elle

seroit nouvelle au peuple; & ils aimoient mieux s'arrêter à des fables, que la longueur des années avoit consacrées parmi eux, & auxquelles la coutume attachoit la multitude. Ainsi les Atheniens crurent faire un acte de justice nécessaire de condamner Socrate à la mort, pour s'être ingéré de persuader au peuple qu'il n'y avoit qu'un seul Dieu. Ils savoient toutefois qu'à la vérité ce Philosophe étoit la merveille de son tems, l'honneur de la ville & de toute la Grece. Les plus sages entre eux étoient convaincus de la solidité de cette doctrine, & la secte des Stoïciens en faisoit profession; de sorte que l'on doit reconnoître que la ruine de la Gentilité, & le renversement des idoles, est un coup de la main de Dieu, à qui seul il appartient de faire des prodiges de grace & de toute-puissance. Les Rois predecesseurs de sa Majesté ont apporté une diligence continuelle pour conserver inviolablement la Religion Catholique; ils ont toujours été les infailibles protecteurs du St. Siege Apostolique & de l'Eglise; ils ont chassé les Arriens; ils ont tourné leurs armes & exposé leur vie contre les Albigeois, ils les ont vaincus, ils les ont détruits; ils ont puni les Pauvres de Lion, & enfin ils ont empêché que le Christianisme ne reçût d'atteinte dans aucun des lieux où ils ont étendu leur autorité. Le dernier siècle a produit un monstre nouveau contre l'Eglise; la France l'a vu naître dans son sein; elle l'a malheureusement élevé avec les complices de son impiété & de la revolte. L'Histoire apprendra à la posterité, combien de sang a été répandu pendant le cours de près de 80. années pour abbatre cette dangereuse secte, & sera informée que le zèle qu'on a eu de reduire les Heretiques à leur devoir, a occupé le regne de six de nos Rois. La gloire de couper la tête de cette Hydre étoit réservée à sa Majesté. Mais il est à propos de voir de quelles armes il faudra se servir, pour une execution dès si long tems attendue. Il n'y a pas lieu de douter que par les principes du Christianisme, & par les maximes de la Politique, il ne soit nécessaire de reduire tous les sujets du Roi sous une même croyance; & quoi que ceux qui font profession de la Religion prétendue Reformée soient aujourd'hui sans armes, sans places fortes, sans argent, sans chef & sans-alliez, ils ne laissent pas d'être encore à redouter. Il leur reste le souvenir de leur audace, & de leurs rebellions passées. Ils regardent les villes qu'ils avoient envahies, & dont il a fallu les chasser

ser par la force des armes, comme si elles étoient leur propre heritage, & qu'on les eût injustement arrachées de leurs mains. Ils ont dans le cœur la même haine qu'ils avoient contre l'ordre & contre la discipline; & leur esprit est toujours porté à la revolte, à la confusion, & à l'Anarchie. Ils ne se mettent pas en peine d'avoir des Chefs; ils ont parmi eux des soldats, dont ils peuvent faire des Capitaines, en leur donnant l'autorité de les commander. Ils se persuadent que s'ils étoient en armes, ils ne manqueroient ni d'argent ni d'amis. Ils croient que la gloire du Roi lui attire autant d'envie que d'admiration, & que sa vertu donne à ses voisins autant de colere que de terreur. Enfin il y a lieu de penser, qu'il y aura plus de cent mille hommes de ses ennemis au cœur de son Etat, pendant qu'il y aura des Huguenots en France, qui peut être n'attendent qu'une occasion pour se relever. Ainsi ils sont des obstacles perpetuels aux desseins que l'on pourroit former; & quoi qu'ils soient foibles ils sont pourtant à craindre, parce que l'on fait quelle est leur animosité. Il est vrai que les honnêtes gens de leur Communion connoissent bien, qu'ils ne peuvent être dans un repos plus calme que celui dont ils jouissent par la grace du Roi, & sous la sûreté de ses Edits: mais en ces matieres la multitude l'emporte. C'est un torrent qui par sa rapidité renverse les rochers qui sembloient inébranlables. Le bon traitement, dira-t-on, que les Huguenots reçoivent, entretient l'amitié des Princes de l'Allemagne pour la France, & si on cesse de leur faire une justice favorable, le Roi perdra les plus puissans & les plus considerables de ses allies. Ce discours est fait en l'air & sans aucun raisonnement; car outre que les Princes d'Allemagne ne sont pas de la Religion de nos Heretiques, & qu'ils n'ont pas besoin de la protection du Roi pour maintenir les Huguenots dans leur prétendue liberté de conscience; mais les armes Françoises les mettant à couvert de la puissance d'Autriche, & principalement de l'Empereur, qui a diverses pretentions contre eux, ils ne peuvent se separer de l'alliance, qu'ils ont faite avec sa Majesté, & aussi ils ne le feront pas, quand on auroit fait mourir le dernier des Huguenots: & d'autant que les forces du Roi sont si utiles à tous les Protestans, leur intérêt seroit de faire chasser les Huguenots de France, bien loin d'armer pour leur conservation; & la raison est, que si ces Huguenots étoient en état

de brouilles, le Roi seroit occupé à les repri-
mer, & ainsi ses forces étant dissipées, l'Empereur pourroit prendre son tems, pour étendre ses dominations, ce que fit Charles V. pendant que François I. n'étoit pas en pouvoir de les secourir. Etant donc certain que la liberté d'Allemagne est appuyée sur les armes du Roi, on ne se met pas en peine des affaires des Huguenots de France; & d'autant que les Protestans sont attachez au Roi par d'autres engagements que ceux de la Religion, ils continueront la même conduite, & sa Majesté de sa part aura toujours les mêmes raisons de les secourir, quand il n'y auroit point d'Huguenots dans la France. Il n'y a non plus de secours à esperer pour eux du côté d'Angleterre; c'est un Etat trop foible, pour tenter quelque effort contre la France: il faudroit que tout ce qu'il y a d'Anglois passassent la mer, & que l'île fût degarnie de Soldats & de munitions, & tout cela seroit inutile. Cependant leurs affaires demeureroient exposées à la fureur & à la legereté des peuples. La Hollande & la Suede sont de même, & ont d'autres interêts que ceux des Huguenots à menager avec le Roi. Le Dannemark n'est pas assez puissant. Les Calvinistes ont une Politique bien extraordinaire, quand ils veulent que nous croyions, que tout ce qui n'est pas de la Communion Romaine est de l'opinion de Charenton, & pourtant les Lutheriens d'Allemagne compatissent moins avec eux qu'avec nous. Ainsi le Roi n'a rien à redouter du côté des pretendus Alliez des Huguenots. Ils sont pourtant à craindre, comme je l'ai déjà dit; & on les verroit agir fortement s'il arrivoit quelque mouvement extraordinaire en France, comme des guerres civiles, ou quelque grande irruption d'ennemis étrangers. Alors ils seroient comme ils firent aux guerres de Paris, ils se mirent en armes, & protesterent respectueusement qu'ils étoient au service du Roi; mais si la paix ne se fût pas faite, ils n'auroient pas manqué de se croire necessaires, & de faire toutes les propositions qu'ils auroient cru avantageuses à leur party; ils auroient redemandé leurs places de sûreté; ils auroient pressé pour le retablissement de leurs Temples, pour l'augmentation de leurs pretendus privileges, & pour le libre exercice de leur Religion; & suivant leur bonne coutume auroient fait des plaintes & des menaces. Que si par un malheur une armée victorieuse d'étrangers Catholiques ou Religioneux entroit dans le Royaume, il faudroit que le

Roi se résolut à voir les Heretiques se déclarer contre lui, ou qu'il les contentât sur toutes leurs pretensions, ce qui seroit engager son Etat dans des malheurs semblables à ceux dont nos peres ont été temoins. Ces Huguenots sont mal fondez de faire tant de bruit & tant de parade de l'Edit de Nantes; ils l'ont extorqué par violence & l'épée à la main. Ce n'étoit cependant qu'un *Interim*, en attendant qu'ils s'éclaircissent de la verité, de quoi ils ont eu assez de tems. Mais ne l'ont-ils pas violé eux-mêmes par la guerre de Languedoc, des Sevennes, & de la Rochelle? Et ils ont appelé les ennemis de l'Etat à leur secours, pour mettre le fer & le feu dans toutes les parties du Royaume. Enfin en matiere de Gouvernement, ce qui est bon dans un tems n'est souvent pas bon dans un autre. Il faut toujours accommoder toutes choses à la regle generale de la Politique; qui est de procurer incessamment le bien des Etats. Quand on accorda l'Edit de pacification, on pourvut au bonheur de la France: & si ce même bonheur veut aujourd'hui que cet Edit soit revoqué, il n'y a pas de façon à faire, ou il le faut revoquer, ou passer par dessus sans deferer à tout ce que je viens de dire. Il s'ensuit que le Roi a très-juste sujet de s'assurer des gens de la Rel. P. R. & de les mettre en état qu'il n'y ait rien à apprehender de leur côté. Peut-être dira-t-on, qu'il est expedient qu'il y ait des Huguenots en France, parce qu'ils obligent les gens d'Eglise à étudier, & vivre dans une plus grande retenue, & une observance plus exacte des Regles de leur perfection. Mais cette consideration n'est qu'une bagatelle. L'Eglise de Dieu ne se soutiendra jamais par des moyens humains. Il est au milieu d'elle, qui la gouverne lui-même par son Esprit Saint, dont elle est remplie & animée. Quand il n'y aura plus d'Huguenots en France, il y aura moins de méchans, & un plus grand nombre de gens de bien: ce que le Roi doit particulièrement souhaiter, puis que les Etats sont toujours soutenus par les hommes qui aiment la vertu, &c. Il passe donc pour certain, qu'il est à propos que le Roi ôte aux Religioneux tout moyen de nuire & de donner soupçon. Il reste à examiner quelle voye seroit la plus utile & la plus prompte pour ce dessein. Je ne serois pas d'avis que l'on contraignît les Religioneux de sortir hors de France, comme on fit sortir les Mores d'Espagne, ce qui fut en suite si prejudiciable à tout le pais. Il y auroit de l'inhumani-

Tome IV.

nité de chasser ainsi les Huguenots. Ils sont Chrétiens, quoi qu'ils soient separez du corps de l'Eglise: & ce seroit outre cela priver l'Etat de plusieurs bonnes familles, & ce seroit mettre ces malheureux hors de toute esperance de conversion & de salut. De maniere que le Roi en ce rencontre doit, ce me semble, imiter l'Eglise, la commune mere des Chrétiens, laquelle dans les remedes qu'elle prepare, mêle toujours la douceur & la severité à la justice, & l'indulgence au châtiement. Le premier moyen que le Roi pourroit employer, seroit de faire en sorte que les Huguenots fréquentassent les Catholiques avec plus de familiarité qu'ils ne font: car par cette frequentation ils se detromperoient peu à peu de l'opinion dont ils sont preoccupeez que nous les haïssons. Ils se depouilleroient de l'averfion qu'ils ont pour nous. Ils connoitroient nos mœurs, & s'instruiroient de nôtre doctrine sur tous les points, qui les choquent, parce qu'ils en ignorent les mysteres: ce qui leur seroit avouer comme à St. Augustin, que l'Eglise n'enseigne pas les choses comme ils l'avoient cru. Enfin rien à mon sens ne peut être plus efficace pour la conversion des Heretiques, que cette frequentation. Il n'est pas possible qu'avec le tems leur esprit ne se laissât toucher. La plume de l'aigle, dit-on, consume celle des autres oiseaux; la lumiere dissipe les tenebres; la verité triomphe du mensonge. Le second seroit de recompenser d'honneur ceux qui se convertiroient; & faire pour cela un fond qui ne manquât jamais. Je croirois qu'il ne seroit pas fort bon d'éloigner les Huguenots de toutes sortes d'emplois: il faut qu'ils entrent dans les petites Charges, & non dans les grandes: la raison est que si l'on rebute les gens de la Religion de toutes sortes d'emplois, ils s'accoutumeroient à demeurer oisifs chez eux; & leur ambition s'éteindra de telle sorte, que peut-être feroient-ils un point de Religion de demeurer inutiles: au lieu qu'étant employez dans les charges medieres, ils s'accoutumeront à vivre parmi les Catholiques, & leur ambition s'éveillera quand ils feront comparaison des superieurs avec eux. Le troisieme moyen est de faire naître aux particuliers des affaires sur la Religion, qui les contraignent de venir au Conseil, & de demeurer à la suite de la Cour. Ces sortes d'affaires seroient suscitées aux Gentilshommes, sur l'exercice qu'ils font dans leurs maisons. Il n'y a aucun à qui on ne pût faire un procès là dessus; les Evê-

F

ques

ques se porteroient parties avec joye. Outre cela le Procureur General du Roi a intérêt de savoir si les mariages, les Batêmes & les enterremens se font avec soin dans ces maisons particulières, & s'il s'en est tenu de bons & fideles registres; & comme il y en pourroit avoir beaucoup de perdu, ce seroit un juste sujet contre les Seigneurs negligens de la concession qui leur avoit été accordée, de faire exercice dans leurs Châteaux: ce qui se pourra faire tout de même, si au prejudice des termes de l'Edit on a reçu en ces Prêches d'autres ordinairement que les domestiques. Le quatrième moyen est d'obliger les Religioneux à retablir les anciennes Chapelles, qu'ils ont demoliées ou profanées; ce qui se doit poursuivre à la diligence de chacun Evêque dans son Diocèse. Il n'en faudra pas faire une affaire commune à tous les Huguenots, mais à plusieurs. Il n'y a rien de plus raisonnable; car ils n'ont pas eu droit de détruire les Temples, qui ont été de tout temps destinez pour le service Divin, suivant la Religion du Roi reçue de tout le Royaume, & qui avoit été celle de nos peres. Le cinquième moyen est, quand il y aura une affaire au Conseil de la qualité de celles dont je viens de parler, qu'il faudroit empêcher que les Deputés de les gens de la Religion entretennent au nom de tous les Huguenots, n'y intervinissent. Il y a trois raisons pour détourner ces sortes d'interventions. La première est, que les Huguenots ne peuvent faire corps en France, ni s'assembler sans la permission expresse du Roi. La seconde, que les affaires particulieres ne doivent jamais être celles du public. La troisième, que le Roi fera justice sans leur intervention. Il ne faut pas casser de plein vol cette deputation des Huguenots; mais il ne faut point avoir égard à ce que ces Deputés voudroient représenter au nom de tous. Le sixième moyen seroit, que le Roi fit en sorte que les Huguenots ne demeurassent plus dans les places non royales, au moins dans celles dont seroient propriétaires des Seigneurs de la Relig. P. R. ni qu'ils y fissent l'exercice; comme par exemple, Vitré en Bretagne appartient à Mr. le Prince de Tarente, qui est de la Religion. Cette ville lui appartient par la demission que Mr. de la Trimouille en a faite entre ses mains. Les Huguenots y ont un Temple, & y font publiquement exercice. Il faut leur changer cette ville, & leur en donner une autre. On ne manquera pas de raisons pour colorer ces changemens. Il n'y a rien qui puis-

se plus contribuer à leur conversion: car cela leur fera un déplaisir incroyable, de vivre parmi des gens avec lesquels ils n'ont aucune habitude, ni aucune liaison d'intérêt ou de parenté. Le septième moyen est, de supprimer par mort tous les Conseillers Huguenots. Les Chambres de l'Edit sont désormais inutiles. Le huitième moyen est, de leur donner des Commissaires Catholiques pour leurs Synodes, qui sachent quelque chose dans la controverse, & qui ayent l'adresse de favoriser les brouilleries qui sont conditionnellement entr'eux. Ces Commissaires étoient autrefois tous Catholiques. Il ne faut point leur refuser des Synodes particuliers, quand ils en demandent; mais il ne leur en faut jamais accorder de Nationaux: & à la fin de toutes leurs assemblées Synodales, il faut demander aux Ministres de l'argent pour les affaires du Roi, par forme de prêts, ou de décimes, ou sous d'autres pretextes. Le neuvième est, de les faire poursuivre pour leurs dettes communes; de faire vendre par decret quelques-uns de leurs Temples, qui ne peuvent être censés être en main morte. Le dixième est, de faire défense à tous les sujets de sortir hors du Royaume sans la permission du Roi: car il ne faut pas que les Huguenots sortent de France, & ils seront compris sous la défense generale. L'onzième est, de faire en sorte que les Confesseurs insinuasent aux pauvres Catholiques, qu'il y va de leur conscience de servir les Huguenots. Le douzième est, de les obliger par maniere de Police, à faire tous les jours maigres que les Catholiques observent, par la même raison qu'on les oblige à garder les Fêtes par respect de la Religion publique: puis punir severement ceux qui auroient manqué à l'une ou à l'autre de ces deux choses. Le treizième moyen est, de tâcher de marier les Catholiques avec les Huguenots, & de faire élever dans la Religion Romaine tous les enfans issus de ces mariages. Le quatorzième est d'empêcher que les Huguenots vendent ce qu'ils ont de bien en fond de terre, parce que ces sortes de biens les attachent aux intérêts de l'Etat. Le quizième & dernier est, de changer de lieu d'Academie qu'ils ont à Saumur, & la mettre dans quelque autre ville, comme à Vangé ou à Beaufort. Il y a exemple de ces sortes de changemens de l'Academie de Montauban, transférée à Puy-laurens. Le pretexte de la faire sortir de Saumur, c'est que la ville étant un passage de Loire, qui fait communication de plusieurs gran-

grandes Provinces, le Roi n'en peut être trop affuré: outre que cette Academie de Saumur est une usurpation faite par les Huguenots, qui n'en ont jamais eu de Lettres patentes. Ce seroit inutilement que les Huguenots diroient, qu'ils l'ont pour place de sûreté, parce qu'ils sont désormais comme les autres sujets du Roi, qui n'en demandent point. Que seroit-ce si tous les Corps demandoient des places de sûreté? C'est une illusion. On pourroit outre cela faire entendre, que les Proposans qui aspirent aux charges de Ministres, fussent obligés d'enseigner un cours de Philosophie, ou deux ans de Theologie; ainsi il y auroit moins de Ministres qu'il n'y a; & enfin ce nombre se diminuant, le nombre des Huguenots se diminueroit infailliblement. Le Roi pourroit même ordonner; que les Proposans fussent examinés par devant les Commissaires, tels qu'il lui plairoit, pour leur faire subir un rigoureux examen: car sa Majesté a intérêt que ces Ministres aient parfaitement bien étudié, & de crainte qu'ils ne soient des sedicieux & non des Pasteurs. Et que lors lesdits Proposans fussent obligés de répondre à tous les Docteurs Catholiques, sur quelque question de controverse qu'on leur voudroit faire. Les Huguenots ne peuvent pas refuser cette proposition, parce que les Proposans doivent être préparés sur toutes matieres. Et d'autant que les Huguenots disent que leurs Ministres sont leurs Evêques, il faut que personne ne puisse être Ministre, qu'il n'ait atteint l'âge de 27. ans au moins. Voilà sommairement ce qui me paroît de plus utile entre les moyens humains, pour la conversion de gens de la R. P. R.

XXXII. 2.

*LETTRES patentes du Roi, par lesquelles
nul faisant Profession de la R. P. R. ne peut
être admis au Decanat du College des Me-
decins de la ville de Rouën, ni plus de deux
de ladite Religion P. R. audit College.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous presens & à venir, Salut. Nos chers & bien-amez les Medecins du College établi en notre ville de Rouën, nous ont fait remontrer que depuis que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & pere, avoit par ses Lettres patentes du mois de Mars 1640. conformément à l'Arrêt du Conseil du 6. du même mois, ordonné

que les Statuts des Exposans registrez en la Cour de Parlement de Rouën, fussent exécutés selon leur forme & teneur, & qu'ils jouissent de tels & semblables privileges & exemptions dont ils ont joui par le passé, & dont jouissent ceux de leur qualité es villes de Lyon, Grenoble, Orleans, & autres de ce Royaume: les Exposans, pour se rendre plus dignes de cette grace, ont assiduelement & gratuitement rendu le service de leur Profession, par deputation de chacun mois, aux pauvres du Bureau de ladite ville, à la satisfaction des habitans d'icelle, & de ladite Cour de Parlement de Rouën; de sorte qu'icelle secondant nos bonnes intentions de l'autorité que nous lui avons commise, auroit en execution des Arrêts de notre Conseil, réduit à deux seulement le nombre des Medecins faisant profession de la R. P. R. & ceux exclus du Decanat dudit College, & ordonné que leurs Aggregations se feroient désormais publiquement; & cela par trois Arrêts de ladite Cour, des 5. Juin 1663. 7. Fevrier 1664. & 4. Decembre 1669. lesquels privileges les Exposans nous auroient très-humblement supplié de confirmer. A ces causes, voulans favorablement traiter les Exposans dans l'exercice de leur profession si necessaire au public, & prevenir toutes les contestations qui pourroient survenir contre l'execution desd. Arrêts, de l'avis de notre Conseil, & de notre grace speciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons approuvé, confirmé & autorisé, confirmons, approuvons & autorisons lesdits articles, Statuts & Reglemens, & Lettres patentes données par le feu Roi notre très-honoré Seigneur & pere: ensemble lesdits Arrêts de notre Cour de Parlement de Rouën, desdits jours 5. Juin 1663. 7. Fevrier 1664. & 4. Decembre 1669. Voulons & nous plaît, qu'ils soient gardez & observés selon leur forme & teneur, sans qu'il y soit contrevenu, sur les peines y portées, pourveu qu'il n'y ait rien de contraire à nos Ordonnances. Ce faisant, qu'aucun postulant Medecin faisant profession de la R. P. R. ne pourra être reçu dans ledit College, tant qu'il y en aura deux de ladite R. P. R. auxquels nous avons enjoint & enjoignons de suivre & observer ponctuellement ce qui leur est ordonné par leursd. Statuts, touchant les avis qu'ils doivent donner aux Catholiques malades de maladies aiguës, pour l'assurance de leurs consciences: voulons qu'à l'avenir les disputes des pretendans à l'Aggregation au College des Medecins de ladite ville, soient faites

publiquement, pour en être usé par les Medecins dudit College, suivant leurs Statuts; & qu'à cette fin seront les Theses pour lesdites disputes affichées aux carrefours de ladite ville huit jours auparavant: defendons aux Medecins dudit College, en cas de vacance du Decanat d'icelui, d'y admettre aucun d'entre eux qui ne fasse profession de la Rel. Catholique, Apostolique & Romaine. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Rouën. Bailli dudit lieu, ou son Lieutenant, & autres qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent registrer, & de leur contenu jouir & user lesdits Exposans pleinement, paisiblement, & perpetuellement; à ce faire, obeir & contraindre ceux qu'il appartiendra, & cesser tous troubles & empêchemens contraires: car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses notre droit, & l'autrui en toutes, nonobstant Clameur de Haro, Chartre Normande, & Lettres à ce contraires. Donné à St. Germain en Laye, au mois de Juin, l'an de grace 1670. & de notre regne le 28. Signé, LOUIS. Et sur le repli est écrit, Par le Roi, Signé, PHELYPEAUX, avec paraphe. Visé, SEGUIER. Pour servir aux Lettres de confirmation des privileges des Medecins de Rouën; & à côté est écrit, Registrée au Greffe des expeditions de la Chancellerie de France, par moi Conseiller Secretaire du Roi, Greffier des expeditions. A Paris le 25. Mai 1670. Signé, BOUCHET, avec paraphe.

X X X I I I. 1. 2.

Extrait des Remonstrances du Parlement de Navarre au Roi.

Dire & penser le contraire, seroit renverser tout ce qu'ajouta Henri le Grand par divers actes subseqvens, aux premieres graces qu'il avoit faites aux Catholiques par cet Edit de 1599. ce seroit blâmer le desir qu'il temoignoit publiquement de leur en pouvoir faire davantage, lors qu'il repondoit à leurs Cahiers de ce tems-là en ces termes: *Le Roi declare ne pouvoir rien changer en la jouissance des biens Ecclesiastiques.* En un autre: *Sa Majesté ne peut pourvoir au contenu au present article.* Et en un autre encore: *En cas de retablissement des Ecclesiastiques dans*

leur bien, il sera pourveu. Toutes paroles qui marquent l'intention & le desir de ce grand Prince, de changer ces Edits quand il le pourroit, aussi bien qu'elles temoignent l'excès de sa bonté, de laisser borner sa puissance, toute grande qu'elle étoit, par sa condescendance à l'obstination des Bearnois de ce tems-là. Enfin, se vouloir attacher à ces deux Edits, ce seroit justifier la rebellion de 1620. qui alleguoit ces Edits & leurs confirmations pour son pretexte, & ce seroit condamner l'illustre voyage que fit Louis le Juste de triomphante memoire, pour les renverser, & pour rendre ses sujets de Bearn capables de connoître qu'ils avoient tort, de le vouloir forcer par ces deux Edits, à retener en depit de lui, contre sa volonté, aussi bien que contre sa conscience, les biens de l'Eglise, que la Reine Jeanne son Ayeule avoit usurpez.

L'Edit de Nantes, sous lequel V. M. fait vivre ses sujets de la même profession dans le reste du Royaume, & dont elle leur conserve la fermeté toute entiere, est de vrai une Loi fort considerable, parce que quoi que le Prince y donnât beaucoup à l'emportement de ses sujets, on peut dire pourtant qu'il le fit en Maître, & que sa volonté y eut plus de part que la rebellion des peuples qui n'étoient pas alors armez contre lui. Que ce fut moins l'ouvrage de la nécessité, que celui de sa clemence, & que jugeant ce remede de douceur plus propre & plus efficace, il le prefera aux autres dont il eût pu se servir, ce qui distingue cet Edit d'avec la plupart de ceux qui ont été accordez à ceux de la Rel. P. R. dans des tems où l'autorité étoit plus foible, & la faction plus forte.

X X X I I I. 3.

Reglement que le Parlement de Navarre propose au Roi, par forme de Remonstrance.

I. **D**E casser la pretendue Deputation de Cotiere, & ordonner que sa Requête demeurera rejetée, comme étant ladite Deputation faite sans permission de V. Majesté, & contre ses ordres.

II. D'autant que vos sujets de la R. P. R. en Bearn ne peuvent jouir du benefice de l'Edit de Nantes, ou bien y éteindre tout exercice public de ladite Religion, ou pour le moins la restreindre à deux lieux, comme au Bailliage de Gex, tels qu'ils seront choisis par Vostre Majesté convenables pour eux, & au moins

dre

dre scandale qu'il se pourra pour la Religion Catholique.

III. Au cas dudit exercice, defendre conformément à vos Declarations & Arrêts, à ceux de la R. P. R. toutes Assemblées, particulièrement des Colloques, Deputez d'iceux, des convocations des Chefs de Familles, & d'appeller au Consistoire des Notables, ou autres personnes que les Anciens ordinaires, même aux Ministres de s'assembler dans l'intervalle des Synodes, pour recevoir des Propositions, donner des Commissions, deliberer d'aucunes affaires ou autrement, en quelque maniere que ce soit, & generalement toutes Assemblées, autres que les Synodes, par permission de V. M. & les Consistoires ordinaires.

IV. Faire defences de créer & nommer des Deputez des Colloques, Deputez du Synode ou Agens, & casser les nominations qui en ont été faites, au prejudice des defences, & de traiter dans les Synodes & Consistoires d'aucunes affaires Politiques, ni d'autres que de leur discipline, ni d'y faire des Deputations que par permission de V. M. & d'user de lettres circulaires, & d'envois de Ministres ou Deputez par toutes les Eglises pretendues.

V. Et attendu les entreprises sur ce faites & continuées, qui font voir la connivence des Commissaires desdits Synodes, ordonner que lesdits Commissaires seront d'oresnavant nommez par V. M. personnes Catholiques, & de preud'homme; & fidelité à votre service.

VI. Defendre toutes levées & contributions de deniers, sous quelque pretexte que ce soit, sans Lettres patentes de V. M. conformément à votre Edit de 1626. & en ce cas, ordonner qu'au departement assistera un Officier Royal, ou le premier Jurat des lieux.

VII. Que conformément aux Ordonnances du pais, les Ministres, Anciens & Diacres, avant que s'ingerer dans leurs fonctions, prêteront serment devant vos Officiers, de s'y comporter avec integrité, & fidelité à votre service. & de garder vos Edits & Reglemens.

VIII. Que ceux de la R. P. R. ne pourront pretendre aucune affectation des Charges publiques dans les Corps de la ville, par le titre de leur Religion, bien pourront-ils y être admis indifferemment avec les Catholiques, à la charge que leur nombre ne pourra excéder le tiers dans les lieux où ils seront en quelque nombre considerable, sans qu'ils puissent être nommez aux Charges uniques

des Communantez, comme sont celles de Notaires ou Scribes de la Maison de ville, sonneurs des cloches, Horlogers, & autres semblables, ni être nommez pour assister à l'Etat, & faire le departement aux Etats generaux de la Province; ni les Assemblées des Communantez, & deliberations publiques être tenues, que les deux tiers ne soient Catholiques.

IX. Qu'ils ne pourront avoir d'Ecoles que dans les lieux de leur exercice public, esquelles ne pourra être enseigné qu'à lire & à écrire, & l'Arithmetique seulement, sans que les Ministres puissent faire leçon chez eux, de Grammaire, Philosophie, Theologie, sauf aux peres d'avoir des Precepteurs domestiques, & d'envoyer leurs enfans dans votre College royal, dans lequel suivant l'institution d'icelui, ils seront reçus indifferemment & sans contrainte, dans leur dite Religion: & faire defences de censurer, ou appeler aux Consistoires & Synodes ceux qui envoient leurs enfans audit College.

X. Que les Ministres obeiront aux defences de prêcher en plus d'un lieu, & hors leur residence actuelle, sans qu'ils puissent user de cette fraude, de resider en un lieu, pendant un tems de l'année, & le restant de ladite année en un autre, ni ceux de leur dite Religion assister ausdits Prêches, ni s'assembler dans les Temples, à l'assistance d'un Diacre, comme Chef du Consistoire, hors les lieux de la residence du Ministre.

XI. Faire defences aux Ministres de parler dans leurs Prêches & assemblées de la Relig. Catholique, qu'avec moderation, & le respect qui lui est dû, sans user d'outrages, derisions, & bouffonneries scandaleuses, ni se servir des termes de persecution, malheur du tems, & semblables; & d'imprimer aucun livre sans approbation de deux anciens Ministres, & permission de vos Officiers des lieux.

XII. Faire defences à ceux de la R. P. R. de contrevenir à l'exterieur aux ordres de l'Eglise; pour le travail prohibé es jours de Fêtes, pour la vente & usage public des viandes es jours defendus; pour les tems prohibez de celebrer les mariages; pour le son des cloches, depuis les dix heures du Jeudi saint jusqu'à midi du Samedi suivant; & de chanter leurs Pseaumes en sorte qu'ils puissent être entendus des voisins & passans, hors leurs Temples seulement.

XIII. Leur faire defences d'enterrer les morts qu'à la pointe du jour, & à l'entrée

de la nuit, sans plus grand convoi que de dix personnes, ni de les enterrer dans les Cimetières des Catholiques, ni dans les lieux contigus, & proches des Eglises, qui ont été ci-devant des portions des Cimetières des Catholiques, auxquels les portions seront rendues sans frais, sauf d'en être pourvu ailleurs à ceux de la R. P. R. à leurs dépens, en lieu commode qui sera designé par les Magistrats.

XIV. Que les Notaires, & autres détenteurs des actes publics, ne parleront de ladite Religion, sans ajoûter pretendue Reformation.

XV. Que les enfans des peres qui sont ou seront Catholiques ne pourront être baptez, ni élevez qu'en la Rel. Catholique.

XVI. Que quand le mariage aura été célébré en face de l'Eglise, & que les mariés auront reçu la Benediction d'icelle, les enfans qui naîtront des mariages ainsi benits & célébrés, ne pourront être baptez ni élevez que dans la Religion Catholique, étant établi par toute sorte de droits, que les fruits d'un arbre appartiennent au maître du sol dans lequel l'arbre a été planté.

Délibéré à Pau en Parlement, le 20.

Mai 1664.

Par ordonnance de la Cour,

SALEFRANQUE.

XXXIV.

EDIT du Roi, portant reglement general sur les differens survenus entre le Parlement de Pau, le Clergé de Bearn, & les sujets de sa Majesté de la Religion pretendue Reformée dudit pais.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous presens & à venir. Salut. Comme nous n'avons rien plus à cœur que d'entretenir la paix & l'union entre nos sujets, tant Catholiques que de la R. P. R. nous avons jugé à propos de renvoyer les differens survenus entre notre Parlement de Pau, le Clergé de Bearn, & nosd. sujets de la R. P. R. dudit pais, à notre très-cher & bien-aimé cousin le Duc de Gramont, Pair & Marechal de France. Gouverneur & notre Lieutenant General en notre Royaume de Navarre & Province de Bearn, pour y être par lui pourvu; lequel ayant trouvé que lesdits differens étoient très-considerables, & requeroient un Reglement general de notre part, il se seroit contenté de prendre les mo-

moïes, les pieces & les instructions de toutes les parties; & en suite après avoir entendu son rapport en notre Conseil, & examiné les raisons desdites parties, nous avons résolu de donner à tous nosdits sujets, tant Catholiques que de la Religion P. R. une loi generale, claire, nette & absolue, par laquelle ils soient reglez sur tous les differens qui sont ci-devant survenus sur ce sujet entr'eux, & qui pourront encore survenir ci-après, & dont les uns & les autres aient sujet de se contenter. Pour ces causes, & autres grandes & importantes considerations à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, avons par ce present Edit perpetuel & irrevocable, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons:

Premierement. Pour retrancher tous procès & differens entre nosdits sujets Catholiques & ceux de la Rel. P. R. sur le fait de l'exercice public de lad. Religion P. R. en tous les lieux dudit pais, où il y avoit dix chefs de famille domicilies & residans, nous avons ledit exercice réglé & fixé au nombre de vingt, dans les villes & lieux qui ensuivent, savoir à Pau, Morlâs, Nay, Pontac, Orthès, Sauveterre, Sallies, Lembeye, Garlin, Pardies, Arthès, Maillac, Belloc, Bats, Castetnau, Ossé en la vallée d'Aspe, St. Gladic, Bunein, la Bastide du Parlan de Sauveterre, & dans la ville d'Oleron par provision, pour le Temple dudit lieu seulement, jusques à ce que par nous autrement en ait été ordonné. Avec defenses très-expresses ausdits Ministres, de faire ledit exercice public ni particulier ailleurs, soit par forme d'Annexe, ou autrement, en quelque sorte & maniere que ce soit; auxquels lieux susdits les Ministres avec leurs familles seront actuelle residence, conformément à leur Discipline; à peine d'être procédé contr'eux comme infractions des Edits, & perturbateurs du repos public.

II. Dans lesquels lieux designez pour ledit exercice, ceux de la Religion P. R. pourront à leurs frais & dépens avoir Ecoles pour enseigner à lire, écrire, & l'Arithmetique, sans que les Maîtres desdites Ecoles ni autres puissent s'ingerer d'enseigner la Grammaire, & autres sciences, que nous avons réservées aux Colleges établis en vertu de nos Lettres patentes dûment registrées.

III. Et à l'égard des Cimetières, afin que nosd. sujets n'ayent aucune occasion d'avoir con-

contestations & rixes sur ce sujet, nous voulons que par nôtre dit Gouverneur de ladite Province, ou en son absence par nôtre Lieutenant General aud. pais, certains lieux soient designez pour y établir des Cimetieres à l'usage de ceux de la R. P. R. en indemnisant par eux les propriétaires, & observant une distance proportionnée de ceux des Catholiques.

IV. Défendons très-expressement à nos Officiers dudit Parlement de Pau, de prendre aucune connoissance ni juridiction des différens concernans la Discipline de ceux de la R. P. R. lesquels se termineront dans leurs Consistoires. Et où aucuns se pretendoient grevez, & voudroient se pourvoir contre les deliberations qui y seroient intervenues, nous nous en sommes aud. cas réservé & à nôtre dit Conseil la connoissance, pour leur être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

V. L'élection des Jurats sera entierement libre, sans distinction de Religion, pourveu néanmoins que le nombre de ceux de la R. P. R. qui pourront être élus n'excede le tiers, & sans prejudicier à l'usage de tout tems observé pour l'élection des Jurats de la ville de Salles. Ce qui sera pareillement observé pour les mandemens, dont aucun ne sera expedie, qu'il ne soit signé de deux tiers Catholiques. Et où il surviendrait quelques contestations sur le fait desd. élections, nous nous en sommes pareillement réservé, & à nôtre dit Conseil, toute juridiction & connoissance, & icelle interdite à nôtre dit Parlement, & à tous autres Juges; faisant très-expresse inhibitions & defenses à nosd. Officiers d'en prendre aucune connoissance, ni de s'ingerer au fait d'icelles directement ni indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit, à peine de nullité.

VI. Et pour éviter les circuits & involutions des procedures, nous voulons que ceux qui se pourvoiroient par devers nous, ou nôtre dit Conseil, sur le fait desdites élections, ayant au préalable communiqué leurs plaintes à partie, & en suite au Gouverneur de ladite Province, ou en son absence ou autre empêchement à nôtre Lieutenant General, pour nous être par l'un d'eux donné avis sur ledit fait, afin que sur lesdites plaintes & defenses, qui auront pu être formées par les parties, ensemble sur ledit avis, le différent si faire se peut, puisse être terminé sommairement en nôtre dit Conseil.

VII. Les donations & legs faits & à faire par disposition de dernière volonté, à cause

de mort ou entre vifs, pour l'entretennement des Ministres, Docteurs, Écoliers, & pauvres de la R. P. R. & autres causes pies, seront valables, & sortiront leur plein & entier effet, selon la maniere qu'audit cas il se pratique dans les Provinces de nôtre Royaume.

VIII. Les Procès civils & criminels auxquels ceux de lad. Religion P. R. seront parties principales ou intervenantes, tant en demandant que defendant, devolus audit Parlement par appel ou autrement, y seront jugez conformément à la Declaration du 27. Juin 1626. registrée audit Parlement, & Arrêt du 29. Janvier 1644. sauf aux parties de recuser pour causes legitimes, les Juges qui leur pourront être suspects; laquelle recusation sera jugée par ledit Parlement en la maniere accoutumée. Pourront néanmoins lesdits Procès être évoquez à cause de parentez & alliances, au nombre & au degré porté par nos Ordonnances, pour être renvoyez à un autre Parlement.

IX. Les Avocats seront reçus audit Parlement sans distinction de Religion, en rapportant leurs Lettres de licence, & en observant les formalitez requises & ordinaires.

X. Voulons la même chose être pareillement observée pour les arts & metiers dans les lieux où il y a Maîtrise jurée, suivant ce qui se pratique touchant les apprentissages & chef d'œuvres, dans les formes ordinaires, sans qu'aucun de la Religion P. R. y puisse être admis en vertu des Lettres de Maîtrise qui ont été ou qui seront par nous creées.

XI. Et néanmoins en cas de maladie ou d'absence du Juge, du Senechal, que les Procès ne puissent être portez qu'au plus ancien Avocat Catholique, à peine de nullité.

XII. Ceux de la R. P. R. seront admis indifferemment avec les Catholiques, à prendre les Formes de nos Domaines, à la reserve de nôtre Greffe dudit Parlement.

XIII. Ne pourront lesdits de la R. P. R. être nommez aux Charges uniques des Communautez.

XIV. Nosdits sujets de la Relig. P. R. ne pourront être tenus de contribuer aux reparations & constructions des Eglises, Chapelles & Presbytrees, par capitations, s'ils n'y sont obligez par fondations, dotations, ou autres dispositions, faites par eux ou leurs auteurs, ou s'ils ne possèdent des dîmes.

XV. Défendons très-expressement à nos sujets, tant Catholiques que ceux de la Rel. P. R. d'enlever les enfans, ni les induire,

ou

ou leur faire faire aucune declaration sur le fait de la Religion, avant l'âge de quatorze ans pour les mâles, & de douze pour les femelles. Et en attendant qu'ils aient atteint ledit âge, nous voulons qu'ils demeurent es mains de leurs parens Catholiques, si le pere est decedé dans la Relig. Catholique, Apostolique & Romaine; ou de leurs parens de la R. P. R. si le pere au jour de son decés en faisoit profession.

XVI. Et afin que la même union & concorde heureusement établie dans toutes les autres Provinces de notre Royaume, entre nos sujets Catholiques & ceux de la R. P. R. puisse trouver dorenavant pareil succès dans notre pais de Navarre & de Bearn, nous voulons & entendons que nos Declarations & Arrêts portans reglement general entre nosdits sujets, y soient executez en la même forme & maniere qui s'observe generalement en notre Royaume, en ce qu'ils ne se trouveront contraires à notre present Edit.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Navarre seant à Pau, Senechaux desdits pais, ou leurs Lieutenans, & à tous nos autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que notre present ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & à tenir la main, que dans leur ressort il soit gardé & observé de point en point, selon sa forme & teneur, & de tout ce qu'il contient à faire jouir & user pleinement & paisiblement tous ceux qu'il appartiendra, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire: mettant à neant tous Decrets & autres procedures faites aud. Parlement, concernans les choses reglées par le present Edit, & sans qu'il soit fait aucune recherche du passé pour ce regard: Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Seel ausdites presentes. Donné à St. Germain en Laye au mois d'Avril, l'an de grace 1668. & de notre regne le 26. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, DE GUENEGAUD. Et à côté, *Vise*, SEGUIER: pour servir aux Lettres pateantes en forme d'Edit, portant reglement entre les Catholiques & ceux de la Religion pretendue Reformée; avec le grand Sceau, & armes de cire verte sur lacs de soye verte & rouge à double queue y pendant, & autre petit Sceau à côté, avec des lacs de la même soye.

X X X V. 1.

Extrait des Registres du Parlement de Navarre.

VU par la Cour la Declaration du Roi, touchant les choses qui doivent être observées dorenavant par ceux de la Rel. P. R. en date à Paris du premier Fevrier dernier, scellé du Sceau de cire jaune, & les Conclusions du Procureur General du Roi; Dit a été, que la Cour a ordonné & ordonne que lesdites Lettres de Declaration seroient enregistrées es Registres d'icelle, & publiées au premier jour d'audience, pour être executées selon leur forme & teneur, aux termes des Arrêts des 11. Janvier 1667. & 10. Septembre 1668. donnez sur la Declaration de 1666. & Edit de 1668. Prononcé à Pau en Parlement, les Chambres assemblées, le 9. Août 1669. Collationné, SAGETTES, Notaire. Collationné par moi Conseiller Secretaire du Roi & de ses Finances. Signé, DU BUISSON.

Le 31. Août 1669. lesdites Lettres ont été lues & publiées en l'Audience, pour être gardées & observées selon leur forme & teneur, ce requerrant le Procureur General du Roi, Jean de Tarible Greffier de l'Audience Signé, TARIBLE, Notaire.

Collationné, SAGETTES, Notaire.

X X X V. 2.

Extrait des Registres du même Parlement.

VU par la Cour, les Chambres assemblées, la Lettre du Roi datée à St. Germain en Laye du 15. jour du present mois de Novembre, faisant commandement à lad. Cour d'enregistrer purement & simplement, à peine de desobeissance, la Declaration du premier jour de Fevrier de ladite année, portant reglement des choses qui doivent être observées par ceux de la R. P. R. de son pais de Bearn; & oui le Procureur General du Roi, & eue sur ce deliberation: La Cour a ordonné & ordonne, que ladite Declaration sera enregistrée es Registres de ladite Cour, pour être observée selon sa forme & teneur; & copies dûement collationnées seront envoyées es Senechaussées du ressort par le Procureur General du Roi, pour être procédé à semblable enregistrement & observation d'icelle. Prononcé à Pau en Parlement, Chambres assemblées, le 29. Novembre 1669. Ainsi signé. Collationné, pour le Secretaire La Comme.

Comme. Extrait dudit Arrêt à la requiſition de Maître Pierre Donis, Miniſtre de Sallies, en main duquel le tout eſt demeuré, & a ſigné avec moi Jean de Vic Notaire d'office dudit Sallies, le 21. Mai 1670. Signé, DONIS, D^x Vic Notaire d'office.

X X X V. 3.

ARRÊT du Parlement de Pau, ſur la Déclaration de 1666.

A Ujourd'hui 12. Janvier 1667. en l'Audience publique, leſd. Lettres ont été luës & publiées par nous ſous-ſigné Conſeiller Secrétaire du Roi au Parlement de Navarre, & par la Cour a été ordonné que ſur le repli des Lettres, dont lecture vient d'être faite, ſeront mis ces mots, luës, publiées & enregiſtrées: Oui & ce requérant le Procureur General du Roi, pour être obſervées ſelon leur forme & teneur, ſans que néanmoins les habitans de ce reſſort faiſans profeſſion de la R. P. R. puiſſent prétendre d'être admis par icelles à jouir du bénéfice de l'Edit de Nantes, ni des grâces contenues en icelui, autrement que comme ils ont joui, en vertu des Edits, Déclarations, & Arrêts de ſa Majeſté donnez particulièrement pour cette Province, enregiſtrez en la Cour, & Arrêts par Elle donnez, & que copies des Lettres dûement collationnées à l'original ſeront envoyées dans les Sieges des Bailliages & Senchauffées de ce reſſort, pour y être faite pareille lecture & publication: enjoint aux Officiers des lieux, d'en certifier la Cour dans la quinzaine, à peine de ſuſpenſion de leurs Charges.

Signé,

DU LAURENS.

X X X V. 4.

Autre ARRÊT du même Parlement, ſur l'Edit de 1668.

C E jourdhui 12. Septembre 1668. à Pau en l'Audience publique leſdites Lettres patentes ont été luës & publiées par nous ſouſſigné Conſeiller Secrétaire du Roi au Parlement de Navarre, ſur quoi a été ordonné par la Cour, que ſur le repli des Lettres, dont lecture vient d'être faite, ſeront mis ces mots, Luës, publiées & enregiſtrées, oui & ce requérant le Procureur General du Roi, pour être obſervées & exécutées, à la charge néanmoins des remonſtrances portées par le Reſcripſe, & copies d'icelles dûement collationnées à l'original
Tome IV.

ſeront envoyées aux Sieges des Bailliages & Senchauffées du reſſort, pour y être faite pareille lecture, publication, & enregiſtrement. Enjoins aux Officiers des lieux d'en certifier la Cour à la quinzaine, à peine de ſuſpenſion de leurs Charges.

Signé,

DU LAURENS.

X X X V. 5. 6.

LETTRES de ſa Majeſté envoyées à Monſr. le Comte de Guiche pour l'exécution de l'Edit de 1668. & de la Déclaration du premier Fevrier 1669. ſelon leur forme & teneur.

M Onſieur le Comte Guiche, mes ſujets de la R. P. R. de ma Province de Bearn, m'ayant fait faire des plaintes de pluſieurs contraventions faites par mon Parlement de Pau à l'Edit du mois d'Avril 1668. & n'entendant pas qu'il y ſoit contrevenu en aucune maniere, j'ordonne à mondit Parlement, de l'exécuter de point en point, & de m'envoyer les motifs qu'il peut avoir eu, de faire toutes les choſes dont meſdits ſujets ſe plaignent: ſur quoi je vous fais cette lettre, pour vous dire que mon intention eſt que vous teniez auſſi la main, ſelon l'autorité de vôtre charge, à ce que ledit Edit ſoit exécuté ſelon ſa forme & teneur, ſans qu'il y ſoit apporté aucune reſtriction, limitation, ni interprétation quelconque, à quoi m'aſſurant que vous vous appliquerez, avec le même ſoin que vous avez accoutumé, pour toutes les autres choſes qui regardent mon ſervice, & le repos de ladite Province: je ne vous ferai la préſente plus expreſſe, que pour prier Dieu qu'il vous ait, Monſieur le Comte de Guiche, en ſa ſainte garde. Ecrit à St. Germain en Laye, le 12. jour de Juin 1669. Signé. LOUIS. Et plus bas, DE LIONNE.

M Onſieur le Comte de Guiche, comme l'Arrêt rendu par ma Cour de Parlement de Pau le 29. Août dernier, pour l'enregiſtrement de ma Déclaration du mois de Fevrier auſſi dernier, portant reglement pour les choſes que je deſire être dorſnavant obſervées en mon pais de Bearn, par mes ſujets de la Religion P. R. m'a été préſenté, & que j'ai trouvé les termes d'icelui contraires à mon intention, j'écris audit Parlement, pour l'obliger de donner un autre Arrêt, pour l'enregiſtrement pur & ſimple de ladite Déclaration, & être exécutée audit Pais ſelon ſa forme & teneur, dont j'ai bien voulu vous
G donner

donner avis, & vous dire de tenir la main en ce qui dependra de votre charge, à ce que ma volonté soit accomplie: ce que me promettant de vos soins, je prierai Dieu qu'il vous ait, Mr. de Guiche, en sa sainte garde. Ecrit à St. Germain en Laye, le 17. jour de Novembre 1669. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX. Et au dessus il y a, *A Monfr. le Comte de Guiche, Gouverneur & mon Lieutenant General en mon pais de Bearn.*

X X X V L 1. 2. 3. 4.

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant Règlement general sur les différens survenus entre le Gouverneur de la Province de Bearn, les Etats dudit Pais, le Parlement de Pau, & les Sujets de sa Majesté, de la R. P. R. de ladite Province.

LE troisiéme Chapitre, contenant onze articles concernant ceux de la R. P. R. Le premier, à ce qu'il plût à sa Majesté déclarer qu'elle n'a entendu rendre ledit Parlement partie contre ceux de la R. P. R. ni par les premieres Remontrances, ni par les presentes, ou celles qu'il pourra faire à l'avenir. Le deuxiéme, à ce qu'il plût à sa Majesté reduire le nombre de vingt Temples à dix, & dans cette réduction retrancher ceux des villes, & particulièrement de Pau & d'Oloron. Le troisiéme, à ce qu'il plût à sa Maj. pourvoir sur le Reglement du nombre des Temples superflus & inutiles, & ne laisser qu'un ou deux lieux d'exercice dans trois lieues du pais de Bearn qui sont du Diocèse d'Acqs. Le quatriéme, à ce qu'il plût à sa Majesté regler le nombre des Ministres dans chaque lieu où se fait l'exercice de ladite Religion. Le cinquiéme, à ce qu'il soit fait defense à ceux de la R. P. R. d'emprunter le fond de l'entretien de leurs Ministres d'autres Eglises & lieux que de ceux auxquels ils servent, & ordonner que les fonds & deniers qui souloient appartenir aux Conistoires supprimez seront remis es mains des Jurats des lieux, pour être employez à l'entretien des Pauvres des Hôpitaux, & des Colleges où il y en aura, sans pouvoir les transferer ailleurs, si mieux sa Majesté n'aime les appliquer aux Eglises qui sont desolées, & l'ont été par ceux de la R. P. R. Le sixiéme, à ce qu'il plût à sa Majesté en vertu de l'article formel de l'Edit, inhiber à tous Jurats dudit pais de payer les Regens de ceux de la R. P. R. sur les deniers communs, & de souffrir qu'il y en ait plus d'un en chaque lieu, lequel sera payé par les

Religieuses. Le septiéme, à ce qu'en tel interpretant led. Edit, il lui plût déclarer que l'art. 4. aura lieu lorsqu'il s'agira simplement de Discipline, ou que les Reglemens de l'Estat & l'autorité de sa Majesté n'y feront point interressez. Le huitiéme, à ce qu'il plût à sa Majesté revoke après un an & demi, & sur les assurances qu'Elle est priée de prendre de la moderation dudit Parlement, l'évocation à son Conseil des différens portez par les arts. 5. & 6. de l'Edit, & de vouloir remettre la Jurisdiction dudit Parlement au premier état. Le neuviéme, à ce qu'il plût à sa Majesté pourvoir d'un Reglement pour le nombre de ceux de la R. P. R. dans les Corps & Maitrises où ils peuvent être reçus, à l'exemple de ceux de Rouen, réduits à un quatorziéme du total, ou en laisser la conduite audit Parlement. Le dixiéme, à ce qu'il plût à sa Majesté expliquer son intention sur la difference de ladite ferme d'avec l'exercice des charges des Greffiers, Notaires & Huissiers, ou du moins ordonner que le Fermier sera tenu de fournir un des Commis, & le premier qui soit de la Religion Catholique. Et le onziéme, à ce qu'il plût à sa Majesté déclarer que par l'article seiziéme dudit Edit, Elle n'a entendu rien innover aux Declarations faites par sa Majesté, & le feu Roi d'honneurse memoire, portant exclusion de ses Sujets de Bearn, du benefice de l'Edit de Nantes, ains ordonner qu'ils vivront conformément audit Edit du mois d'Avril 1668. & aux autres Edits, Declarations & Reglemens enregistrez audit Parlement, en ce qu'ils ne sont contraires audit Edit de ladite année 1668. Ladite Requête signée Lavie, premier President, & Broffer Avocat General.

Autre Requête présentée à sa Majesté par ses Sujets de la R. P. R. dudit pais de Bearn, contenant diverses demandes. La premiere, tendante à ce qu'il plaise à Sa Majesté déclarer ledit Parlement non recevable en ce qu'il a dit contre l'Edit du mois d'Avril 1668. enregistré audit Parlement. & la Declaration de sa Majesté du premier Fevrier 1669. enregistrée aussi audit Parlement; & ce faisant ordonner que ledit Edit & Declaration soient excecutes de point en point, sans restriction ni modification par ledit Parlement, à peine d'interdiction. La deuxiéme, attenda que par l'art. 16. dudit Edit, sa Majesté veut que ses Sujets de la R. P. R. de Bearn. vivent sous les memes loix que les autres Sujets du Royaume, en ce qu'elles ne se trouveront point contraires audit Edit: ordonner que l'Edit de

de Nantes & articles particuliers y seront ex-
ecutes en ce qu'ils ne se trouveront contrai-
res audit Edit du mois d'Avril 1668. La troi-
sième, à ce qu'il plût à sa Majesté maintenir
ceux de lad. R. P. R. en la possession du Tem-
ple d'Oloron de même que dans les autres,
qui ont été conservez par l'art. 1. de l'Edit &
veu l'incommodité qu'ils souffrent dans la
résolution d'édits Temples, leur accorder
d'autres lieux d'exercice dans les lieux qui
leur sont les plus nécessaires; comme à Ara-
dy, Conchez, Astar, Issor, Moncing, La-
gor, Lafabe, Charre, Lendrest, Carresse,
Theze, & Araujuson. La quatrième, main-
tenir pareillement les Seigneurs de Fiefs ayant
Bayle, Jurats & Cour dans la possession de l'ex-
ercice de leur Religion dans leurs Châteaux.
La cinquième, qu'en expliquant entant que
besoin seroit l'article 2. dudit Edit de 1668.
ils pourrout avoir dans les lieux d'exercice les
Ecoles publiques dont ils auront besoin, &
des particulieres à portes fermées dans les au-
tres lieux à leurs depens, sans prejudice nean-
moins aux Maîtres d'Ecoles de la R. P. R. qui
ont accoutumé d'être payez en certains lieux
de leurs revenus des biens communs; & ce
faisant casser les Arrêts dudit Parlement des
22. de Decembre 1668. 24. Janvier, 21. Mars
3. & 23. Avril 1669. rendus à cet effet, & fai-
re desobéissance audit Parlement de fonder ses Ar-
rêts sur l'article 59. ni sur les autres de la De-
claration du 2. Avril 1666. revocée par cel-
le du premier Fevrier 1669. qui sera exécutée
selon la forme & teneur, de même pareillement
à toutes personnes de lever les deniers d'édits
Maîtres d'Ecoles, conjointement avec ceux de
la Taille, & ordonner qu'ils seront levez par
des Collecteurs separément sur les Catholi-
ques, de même que ceux qui se levont pour
les affaires de ceux de la Religion, sur ceux de
ladite Religion, conformément à l'art. 34. de
lad. Declaration du 1. Fevr. 1669. La sixième,
qu'attendu l'obmission faite dans l'article 14.
dud. Edit des mots de Colloques & Synodes,
ensuite de celui des Consistoires, ordonner
que les differens concernant la discipline de
ceux de la R. P. R. seront terminés dans leurs
Consistoires, Colloques & Synodes, & ou au-
cuns pretendroient être grevez, & voudroient
se pourvoir contre les deliberations qui inter-
viendront, S. M. s'en réservera à soi, & à son
Conseil la connoissance. La septième, qu'en
interpretant entant que besoin seroit l'art. 34.
dud. Edit, faisant droit sur la reserve faite par
l'Arrêt contradictoire du Conseil, du 29. Jan-
vier 1664. Ordonner que le tiers des Jurats

& deputez de la ville de Sallies, seront de la
R. P. R. & qu'il en sera usé de même, avec
defenses aux Curez & autres Ecclesiastiques
d'assister à aucunes élections Consulaires, &
au Parlement en cas de contestation sur les-
dites élections, tant entre les Catholiques
que ceux de lad. Religion, d'en prendre au-
cune connoissance, directement ni indirecte-
ment: comme aussi de faire defenses aux Ju-
rats de Sallies, & tous autres dudit pais de
faire des presens audit Sr. de Lavie, sur telles
peines que de droit, & audit Parlement de
violenter les suffrages des Electeurs, par so-
licitations ni menaces, à peine d'être privez
de leurs gages & interdits en la fonction de
leurs charges: & ordonner que les Jurats de
ladite Religion auront entrée aux Etats, ain-
si qu'ils ont accoutumé conformément à l'ar-
ticle 27. de ladite Declaration du premier Fe-
vrier 1669. La huitième, ordonner que con-
formément à l'article 9. dudit Edit, ledit Par-
lement recevra sans retardement Avocats
ceux de la R. P. R. en rapportant leurs Let-
tres de Licence; ensemble ceux qui ont été
reçus ou le seront ci-après dans les autres Par-
lemens, en rapportant leurs matricules. Et
enjoindre au Gouverneur & Lieutenant Ge-
neral de ladite Province d'y tenir la main. La
neuvième, ordonner que l'article 12. dudit
Edit, de même que les autres, sera exécuté
selon la forme & teneur; ce faisant permet-
tre à ceux de ladite Religion, de faire les
Formes des Greffes dudit Parlement, ainsi
qu'ils ont fait par le passé. La dixième, de
faire très-expresses inhibitions & defenses au-
dit Parlement de troubler ceux de ladite Re-
ligion en l'éducation de leurs enfans dans leur
Religion, conformément à l'art. 15. de l'Edit,
& ce faisant ordonner que les enfans du nom-
mé Fondavielle lui seront rendus; à ce faire
les detenteurs contrainsts par toutes voyes,
mêmes par corps; & ce sans avoir égard aux
Arrêts du Parlement de Pau des 4. & 24. Mars
1664. 23. Août 1668. 18. Mars, 3. Juin & 25.
Septembre 1669. comme aussi à celui du 4.
Mars 1664. intervenu contre le nommé Be-
necie. Condamner les Officiers audit Parle-
ment solidairement à rendre & restituer au-
dit Benecie la somme de cinq cens livres, &
les depens auxquels il a été condamné au pre-
judice des Edits & Declarations de sa Majesté:
faire pareilles defenses au Vicair de Pau, au
nommé Verges, & à tous autres Catholiques
d'enlever ni harceler ceux de la R. P. R. con-
tre le gré de leurs pères, ni de les troubler en
l'éducation de leurs enfans, à peine d'être pro-
cédé

cedé contr'eux comme infractaires des Edits & Declarations de sa Majesté: & pour l'avoir fait, condamner solidairement ledits Vicaires de Pau & Verges en trois mil livres d'amende, & en tous leurs depens, dommages, & interêts, & à l'égard des deux filles que ledit Parlement a fait enfermer dans les Convents au mepris dudit article 15. de l'Edit, & de celle qui a été de même mise dans un Convent, par ordre du Sieur Evêque d'Ororon: ordonner qu'elles seront conduites par devant le Sr. Gouverneur de la Province, pour declarer de quelle Religion elles sont, & en suite de leur declaration être mises en liberté, avec defences au Parlement & tous autres de les troubler en l'exercice de leur Religion: comme aussi casser les Arrêts dudit Parlement des neuvième Novembre 1668. & 8. Avril 1669. rendus au sujet du Temple d'Arudy. La onzième, qu'attendu le refus fait par le Parlement de Pau d'enregistrer l'Arrêt du Conseil, qui declare pour non avenu celui dudit Parlement concernant le Temple de Sallies: ordonner audit Parlement de proceder audit enregistrement, & audit Sr. Gouverneur d'y tenir la main, & qu'il en sera delivré une Expedition à ceux de la R. P. R. avec defences audit Parlement d'y contrevenir, ni user à l'avenir de semblables voyes à peine d'interdiction, casser les emprisonnemens, les decrets, condamnations & procedures faites par ledit Parlement sur le fait de ladite Religion contre Carfuzan, Bartelenuisse & autres, avec defences audit Parlement de prendre aucune connoissance des choses concernant lad. Religion, dont sa Majesté se reservera la connoissance, & ordonner au Sieur Gouverneur, ou en son absence au Lieutenant General dudit pais de prendre les memoires & instructions des parties, pour les envoyer à sa Majesté avec son avis, faire defences aux Curez & Ecclesiastiques de se rendre parties sur le fait de la Religion, & audit Parlement & tous autres d'empêcher les mariages au troisieme degre, conformément à l'article 45. de l'Edit de Nantes, nonobstant l'Arrêt dudit Parlement du 30. Septembre dernier, & tous autres qui pourroient être rendus en consequence qui seront cassez: casser pareillement l'Arrêt dudit Parlement du 30. Août 1669. avec defences audit Parlement de faire aucune recherche ni inquisition contre ceux de ladite Religion, en cas que leurs domestiques Catholiques vinssent à entrer dans leurs Temples: casser l'Arrêt du 2. Juin 1666. donné contre Larrieu Medecin de l'Hôpital. La douzième,

à ce qu'il plût à sa Majesté accorder au Ministre Majandie, le rappel de son Ban, ou du moins le remettre au même état qu'il étoit auparavant icelui, & defendre audit Parlement de faire le procès par default contre ceux de ladite Religion, pour l'interêt du Procureur General, qui suivant & conformément aux Loix dudit pais: declarer que sa Majesté n'a entendu prejudicier par son Edit à l'Arrêt general de son Conseil, qui permet aux Ministres de residier dans le lieu qu'ils voudront choisir proche leur établissement, à la charge de n'y faire aucun exercice public de leur Religion: casser l'Arrêt du vingt-septieme Juin 1669. comme rendu au prejudice des ordres de sa Majesté, envoyez au Sieur Comte de Guiche, & de l'ordonnance par lui rendue, que les plaintes de ceux de lad. Religion lui seroient remises pour en informer sa Majesté: enjoindre au Sr. de Lavie de se contenir dorénavant dans ses écrits conformément aux Edits à peine d'interdiction: faire defences audit Parlement d'empêcher l'exécution des Arrêts du Conseil, & Commiffion sur iceux scelez du Grand Sean, sous pretexte du defect des Pareatis; comme aussi de decreter contre les Huissiers & Sergens qui les auroient signifiés à peine d'interdiction, & casser les contraintes decernées contre le nommé Bordes & autres habitans d'Orthez de ladite Religion, comme contraires auxdits Arrêts du Conseil, declarer encourus les peines portées par l'Arrêt du Conseil du 3. Août 1668. Et faire iteratives defences audit Parlement de connoître de cette affaire, circonstances & dependances, sur les peines ci-dessus declarées, & aux parties de les inquieter, pour raison de ce, jusqu'à ce qu'autrement par la Chambre Mipartie de Bourdeaux en ait été ordonné: casser & annuler comme attentat tout ce qui a été fait par ledit Parlement au prejudice des Arrêts du Conseil avec tous depens, dommages & interêts: & ordonner que l'art. 6. de la dernière Ordonnance sera executé selon sa forme & teneur: & enjoindre au Gouverneur dudit pais d'y tenir la main: faire defences au Sieur de Minvielle de faire aucunes poursuites audit Parlement de Pau ni ailleurs, pour raison des deniers levez par ordre de sa Majesté, pour les frais faits à la poursuite dudit Edit; & attendu que le Parlement a refusé de s'y soumettre, & que ceux de la Religion ont été obligez de faire de nouvelles depenses, leur permettre de lever les sommes nouvellement depensees, & d'en faire le regalement sur eux-mêmes en la

la même forme & maniere que par le passé, lesquelles ne pourront être converties à autres usages; & pour la contravention faite par ledit Parlement aux Ordres de sa Majesté, condamner solidairement les Officiers en tous leurs depens, dommages & intérêts; & faire défenses audit Parlement de plus à l'avenir intercepter ou faire intercepter les lettres des Deputez de la Relig. P. R. & ordonner que celles du 28. Avril 1669. seront rendues à leur Deputé, & condamner les Officiers du Parlement, & particulièrement ledit Sr. de Lavie, en telles peines qu'il plaira à sa Majesté: ordonner que ledit Sieur de Lavie s'abstiendra de connoître de toutes les affaires civiles & criminelles, que Charles d'Autume, ses freres & ses cousins germains ont ou auront ci-après audit Parlement; qu'il plaise à sa Majesté continuer & proroger l'évocation generale audit d'Autume, son pere & ses freres, qu'Elle lui a accordée le quinziesme de Juillet 1668. Et attendu la haine conçue par ledit Parlement contrg le Sr. d'Idron, cousin germain dudit d'Autume, qui a été ci-devant Deputé vers sa Majesté pour les Supplians; ensemble contre les Ministres de lad. Religion, qu'il plaise à sa Majesté leur accorder pareillement une évocation, & permettre aux Supplians de recuser deux Officiers dudit Parlement en matiere civile; & trois en matiere criminelle: Ladite Requête signée d'Autume Deputé.

Lo Roi étant en son Conseil. . . & faisant d'roit sur le premier des articles dudit Cahier concernant ceux de la Rel. P. R. ordonne sa Majesté que ledit Parlement ne pourra être reputé partie contre ceux de lad. Rel. P. R. en consequence dudit Edit de 1668. des precedentes Remonstrances faites à sa Majesté par ledit Parlement, ni des presentes. Ordonne sa Majesté que l'envoi des Deputez qui sera fait par les Communautéz aux Etats, sera entierement libre sans distinction de Religion, pourveu neanmoins que le nombre de ceux de la R. P. R. qui pourront être deputez n'excede pas le tiers. Sur les second & troisieme articles, ordonne sa Majesté que le premier article dudit Edit du mois d'Avril 1668. sera executé selon sa forme & teneur. Sur les 4. & 6. articles, ordonne sa Majesté qu'il ne pourra y avoir que deux Ministres au plus pour le service de chacun Temple de lad. Religion P. R. lesquels Ministres pourront être payez des contributions de tous les lieux dependans d'une Eglise pretendue reformée, & ne pourra l'entretien du Ministre d'un lieu être pris sur les Consistoires & cel-

leste de l'autre: Comme aussi ne pourront ceux de ladite R. P. R. avoir plus d'une Ecole en chacun des lieux designez pour l'exercice de ladite R. P. R. ni plus d'un Regent en chacune Ecole, lesquels Regens seront payez des deniers seulement de ceux qui seront instruits, ou du Consistoire du lieu où lesdites Ecoles seront établies, sans que lesdits Regens puissent être payez des deniers ou collectes des autres Eglises pretendues reformées. Sur le cinquieme article, ordonne sa Majesté que le fond des Consistoires qui ont été supprimez, appartiendra & sera appliqué aux Temples & Consistoires desquels dependent depuis la suppression, les lieux dont les Consistoires ont été supprimez; & pourront ceux de ladite Religion pretendue reformée disposer ainsi que bon leur semblera des Temples interdits, qui se trouveront avoir été bâtis à leurs depens, & sur des fonds à eux appartenans, comme aussi des meubles qui s'y seront trouvez. Et à l'égard de ceux qui se trouveront construits sur le fond des Communautéz, ou à moitié de frais, sa Majesté a renvoyé & renvoye la connoissance des contestations qui pourront survenir audit Sr. Comte de Guiche, qui après ventilation & liquidation par devant lui, des parts & portions appartenans à ceux de lad. R. P. R. & ausd. Communautéz, ordonnera de l'emploi des deniers provenans de ce qui aura été adjugé ausdites Communautéz, soit pour l'acquit de leurs dettes, Hôpitaux, entretien de Regens, acquisition ou reparation des Presbyteres, ou autres depenses utiles & necessaires au profit desdites Communautéz. Sur le septieme article, ordonne sa Majesté que l'article 4. dudit Edit du mois d'Avril 1668. sera executé selon sa forme & teneur. Sur le 8. article ordonne sa Majesté que les 5. & 6. articles dudit Edit seront pareillement executez, conformément à ce qui a été ci-dessus ordonné sur le 6. article dudit Cahier, concernant ledit Sieur Comte de Guiche. Sur les 9. & 10. articles ordonne sa Majesté que les 9. & 12. articles dudit Edit seront pareillement observez, & ce faisant que les Avocats seront reçus aud. Parlement sans distinction de Religion, ni limitation du nombre, en rapportant leurs Lettres de licence, & en observant les formalitez requises & ordinaires: & seront ceux de lad. Rel. P. R. admis indifferemment avec les Catholiques à prendre les Permes des Domaines de sa Majesté, à la reserve du Greffe dudit Parlement. Sur l'onzieme article, sa Majesté en interpretant l'ar-

l'article 16. dudit Edit du mois d'Avril 1668. a ordonné & ordonne que les Declarations & Arrêts portant Règlement entre les Catholiques & ceux de la Religion P. R. qui ont été donnez depuis la Paix des Pyrénées, seulement pour les autres Provinces du Royaume, seront exécutez dans le Beau en la même forme & maniere qui s'observe généralement en tout le Royaume, en ce qu'ils ne se trouveront point contraires audit Edit.

Et faisant droit sur les articles du Cahier de ceux de la R. P. R. dudit pais de Beau: ordonne la Majesté que les 7. & 8. articles dudit Edit du mois d'Avril 1668. seront exécutez: & ce faisant que le nombre des Jurats de la Rel. P. R. ne pourra excéder le tiers, pourront néanmoins être élus en moindre nombre: ordonne aussi la Majesté que ceux de ladite R. P. R. pourront recuser dans les causes qui seront devolues audit Parlement, pour causes legitimes, les Juges qui leur pourroient être suspects, lesquelles recusations seront jugées par ledit Parlement en la maniere accoutumée, & sans que ceux de la Rel. P. R. puissent recuser aucuns Juges sans cause, & sur les demandes en reparations faites respectivement, & autres articles, demandes, mémoires, & Requêtes à la Majesté, a mis & met lesdites parties hors de Cour & de procès. Et sera le present Règlement lu, publié & enregistré audit Parlement de Pau, & exécuté nonobstant oppositions ou appellations, dont si aucuns interviennent la Majesté s'est réservée la connoissance; & icelle interdite à toutes ses Cours & Juges, & seront à cet effet toutes Lettres à ce nécessaires expedées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, la Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye, le 15. jour de Septembre 1670.

Signé, DE LIONNE.

XXXVII.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant demolition du petit Temple des P. R. de la ville de Montpellier.

VU au Conseil d'Etat du Roi, la Majesté y étant, le procès verbal de partage intervenu entre les Srs. de Belons & de Peyromalès, Commissaires Deputez par la Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Province de Languedec, & pais de Foix, le 13. Mars 1668. Sur la demande du Syndic du Clergé du Diocèse de Montpellier; à ce que le second Temple bâti dans ladite ville en l'an-

née 1664. fût demoli, comme étant bâti sans permission de la Majesté, d'une part: & les habitants de la Rel. P. R. defendeurs d'autre: Encore sur la demande de Dame Claudine de Foixas Abbesse du Monastere de Vignogouls, à ce qu'elle fût maintenue en la possession & jouissance de la place, sur laquelle ledit Temple auroit été bâti, appartenant audit Monastere, aussi d'une part: & les habitants de la R. P. R. defendeurs d'autre, par lequel ils auroient été d'avis, savoir ledit Sieur de Belons-Commissaire Catholique, d'esterier la demande dudit Syndic du Clergé, & ordonner que le second Temple qui a été bâti audit Montpellier, fût demoli; Et qu'avant faire droit sur la demande de lad. Dame Abbesse de Vignogouls, qu'elle justificoit plus amplement dans trois mois, que c'est la place de la maison qui leur a été leguée, sans prejudice aux habitants de la Religion pretendue reformée dudit Montpellier, de leurs fins de non recevoir: & ledit Sieur de Peyromalès, de la R. P. R. de maintenir lesdits habitants en la possession & jouissance de leur dit Temple, pour y faire & continuer l'exercice de la R. P. R. avec defenses audit Syndic, Dame de Vignogouls, & autres qu'il appartiendra, de leur donner aucun trouble si empêchement, sur les peines portées par ledit Edit: Ordonnance desdits Sieurs Commissaires du 11. Novembre 1667. portant que sur la demande dudit Syndic, lesdits de la Rel. P. R. remettroient par devant eux dans quinzaine des Lettres patentes par eux alleguées, & que ladite Dame Abbesse de Vignogouls feroit appelée dans le même delai, pour ce fait être ordonné ce qu'il appartiendrait. Les exploits de signification faits audits de la R. P. R. de ladite Ordonnance, & assignation à ladite Dame Abbesse de Vignogouls desdits 15. Decembre 1667. & 20. Janvier 1668. en consequence: autre exploit de signification faite audits de la R. P. R. à la Requête dudit Syndic du 15. Fevrier audit an 1668. qu'il avoit remis sa production au Greffe de ladite Commission: cinq Extraits de compois des maisons de François Greffe, Jean Vezain, Pierre Courant auparavant Jean Bodos, Bernard Orliac, & heritiers Jean Bedoc, desquels residet les confronts des maisons y designées sises rue René Danguaden, & du Porche Danrouart description de la situation dudit petit Temple de Montpellier: Requête remontrative dudit Syndic, présentée audits Sieurs Commissaires, & signifiée audits habitants de la R. P. R. le 7. Mars 1668. en pied de Testament de

de Claire Raquette veuve de Pierre Valt du 29. Novembre 1417. par lequel elle avoit legué aud. Monastere de Vignogouls une maison située au Porche Danrouart dud. Montpellier. L'article 2. de la Conference de Nérac de l'an 1579. par lequel auroit été permis aux habitants de la R. P. R. d'acheter & faire construire des lieux pour faire l'exercice de leur dite Religion aux faubourgs des villes, ou des bourgs & villages qui leur seroient ordonnés en chacun Bailliage, Senechaussée ou Gouvernement, & aux lieux où l'exercice de ladite Religion leur étoit permis : l'article 16. de l'Edit de Nantes : copie d'un Brevet du 22. Mai 1600. portant don à ceux de la R. P. de Montpellier, de tous les lots & ventes, & deniers Seigneuxiaux, échus ou qui pourroient échoir à sa Majesté, à cause de la retrocession & revente à eux faite par Etienne Argue d'une maison sise aud. Montpellier : Lettres patentes de Henri IV. dudit jour 22. Mai 1600. portant confirmation dudit don, & que pour donner moyen aussitôt de la R. P. R. de s'accommoder de ladite maison, & y faire & continuer l'exercice de leur dite Religion, leur auroit été permis la tenir pleinement & paisiblement, à charge qu'elle seroit toujours mouvante de sa Majesté : Actes d'assemblée des vingt & quatre, & autres personnes notables de ladite ville de Montpellier, des 20. Septembre 1604. portant qu'il seroit imposé sur tous ceux de la R. P. R. de ladite ville, la somme de dix mil livres, tant pour le remboursement de ceux qui avoient prêté l'argent pour l'achat du Temple du Porche Danrouart, que pour le bâtiment qui lui convenoit faire. Copie collationnée d'Arrêt de la Cour des Aides dudit Montpellier du 26. Mars 1604. par laquelle département de ladite somme de dix mil livres auroit été autorisé, & ordonné que les y denommées seroient contraintes au paiement de leur côté : Copie du Contrat de vente faite le 20. Septemb. 1533. d'une maison au Porche Danrouart à Barthelemi de Rodos : Autre d'un autre Contrat de vente fait le dernier Août 1599. par ledit de Rodos à Etienne Argue Marchand dudit Montpellier d'une maison sise au Porche Danrouart : Extrait de l'article 7. de l'Edit de Charles IX. de l'an 1562. portant entre autres choses, qu'en toutes les villes où la R. P. R. étoit justques au 7. du mois de Mars, lors presentement exercée, outre les autres villes qui seroient spécifiées desd. Bailliages & Senechaussées, le même exercice seroit continué en un ou deux lieux dedans ladite ville :

Autre Extrait du compte d'une maison appartenante au Sieur Mariote Président en la Cour des Aides, situé au Porche Danrouart : Requêtes remontratives, écritures & productions des parties : Requête desdits de la R. P. R. de Montpellier, à ce qu'il leur fût permis d'ajouter les pieces y énoncées à leur production, pour en jugeant le partage d'opinions, y avoir tel égard que de raison ; au bas est l'Ordonnance du 22. Octobre dernier, portant les pieces reçues & communiquées au Syndic du Diocèse de Montpellier par les mains du Sieur Boucheras Rapporteur sans retardation, & au surplus en jugeant seroit fait droit, signifié au Sr. Abbé Solas Syndic dudit Diocèse, ledit jour 22. Octobre audit an : Acte du 22. Novembre 1561. par lequel le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de St. Pierre dudit Montpellier auroit consenti & accordé, que ceux de la Relig. P. R. de ladite ville pussent prêcher & s'assembler dans les Temples de Notre-Dame des Tables, de St. Paul, & de St. Matthieu, & ce sous le bon vouloir du Roi & de tous autres qu'il appartiendrait : Procès verbal du Sr. de Caylus, député par S. M. pour appaiser les troubles, qui étoient entre les habitants Catholiques & ceux de la R. P. R. audit Montpellier, du premier Août 1563. par lequel il auroit remis les Ecclesiastiques de ladite ville en la jouissance de leurs Temples, biens & revenus, pour en jouir comme ils faisoient auparavant lesdits troubles, & permis à ceux de la R. P. R. de faire l'exercice de leur dite Religion à la place de la Loge, & en la maison de l'Ecole Maie de ladite ville, sans occuper lesd. Temples, suivant l'Edit du mois de Mars audit an 1563. & tout ce qui a été mis & produit par devers le Sieur Boucheras Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils, qui en a communiqué aux Sieurs d'Aligre, de Lezeau, de Morangis, des Tampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Puffort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roi en ses Conseils. Oui son rapport, & tout considéré : Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur ledit partage, & voidant icelui, sans s'arrêter à ladite demande de ladite Abbessé de Vignogouls, a ordonné & ordonne, que le second & petit Temple bâti dans ladite ville de Montpellier, sera abbatu & demoli aux frais & depens de ceux de la R. P. R. dans deux mois après la signification qui leur sera faite du présent Arrêt ; quoi faisant ils pouront disposer de la place, des matériaux, & des meubles qui s'y trouveront ; auxquels si

Ma.

Majesté permet pour leur commodité de faire croître & aggrandir leur Temple vieux, en sorte qu'il soit capable de les contenir, pour y faire l'exercice de leur dite Rel. P. R. selon les ordres & alignemens qui seront donnez à cet effet par le Sr. de Bezons, Conseiller ordinaire de sa Majesté en ses Conseils, & Intendant de Justice en la Province de Languedoc: sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, en vertu du present Arrêt, sans qu'il soit besoin d'autre, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocèse de Mompellier de le faire demolir, & lequel audit cas pourra faire vendre les materiaux dudit Temple, jusques à la concurrence des frais qu'il conviendra faire pour ladite demolition, & le surplus sera rendu à ceux de la R. P. R. Ordonne sa Majesté au Sieur Duc de Verneuil Gouverneur de ladite Province de Languedoc, & au Sieur de Bezons, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, lequel sera executé nonobstant opposition ou appellation quelconque, dont si aucunes interviennent, sa Majesté s'en est réservé la connoissance, à soi, & à son dit Conseil, icelle interdite à tous autres Juges. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye, le 18. Novembre. 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

XXXVIII.

ARRET du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Rel. P. R. & demolition du Temple à Melgueil, Diocèse de Mompellier.

VU au Conseil du Roi, sa Majesté y étant, le Procès verbal de partage des Sieurs de Bezons & de Peyremalez, Commissaires deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Province de Languedoc & pais de Foix, du premier jour de Decembre 1667. par lequel, sur la demande faite par le Syndic du Clergé du Diocèse de Mompellier, à ce qu'il fût fait inhibitions & defences aux habitans de la R. P. R. du lieu de Melgueil d'y faire à l'avenir aucun exercice de leur Religion; & qu'à cet effet le Temple qui y est construit fût demolì; ils auroient été d'avis, savoir ledit Sr. de Bezons Commissaire Catholique, que ceux de ladite Rel. P. R. dudit lieu de Melgueil, doivent rapporter dans quinzaine la Capitulation qu'ils pretendent leur avoir été accordée lors de la

prise d'icelui, autrement que ledit lieu étoit censé avoir été pris par force, & par conséquent que l'exercice leur doit être interdit, & le Temple demolì; & ledit Sr. de Peyremalez de ladite R. P. R. de maintenir lesdits habitans de Melgueil au droit & faculté de faire & continuer l'exercice de ladite R. P. R. audit lieu de Melgueil, avec defences audit Syndic & autres de leur donner aucun trouble ni empêchement, sur les peines portées par les Edits. Extrait de l'Histoire de Louis XIII. composée par Charles Bernard en 1622. par lequel il paroît que le siege étant devant ledit lieu de Melgueil, ceux qui étoient dedans auroient été contrainsts de se rendre dans la seule assurance de la vie, & de la liberté aux soldats, les habitans demeurans prisonniers de guerre. Autre Extrait du livre de l'Histoire composée par Barthelemy de Grammont en 1623. duquel résulte la prise dudit lieu de Melgueil par force des armes. Procès verbal fait par le Viguiier dudit lieu le 25. Mars 1635. contenant les plaintes à lui faites par le Procureur jurisdictionel dudit Melgueil: la deposition de quelques temoins, qu'au prejudice des Arrêts du Conseil & Ordonnances des Sieurs Intendants en lad. Province, le Ministre de la R. P. R. auroit fait le Prêche audit lieu de Melgueil. Autre Extrait de Deliberation des habitans dudit Melgueil du 12. Mai 1563. prise par devant led. Viguiier & Consul dudit lieu, par laquelle les Prêtres d'icelui auroient déclaré, qu'ils consentoient que non seulement l'exercice de la R. P. R. se fit dans le Temple de St. Jacques, mais encore, s'il n'étoit suffisant, en celui de Nôtre-Dame, & ce pour entretenir lesd. habitans en bonne paix & union. Autre Extrait d'Acte d'Assemblée desdits habitans de Melgueil du 25. Mars 1577. par lequel auroit été delibéré d'achever la levée de deniers pour les gages de leur Ministre. Autre Extrait de Deliberation desdits habitans du 18. jour de Juin audit an 1577. d'envoyer leur Ministre & quelques-uns d'entr'eux par devers le Sieur Marechal de Dampville, pour obtenir de lui l'exemption des Garnisons, Contributions, & continuation de l'exercice de la R. P. R. audit Melgueil. Cahiers d'Extraits d'Actes des Synodes Provinciaux des Eglises P. R. de bas Languedoc, tenus à Nîmes, Melgueil, Mompellier, & autres villes de ladite Province, es années 1571. 1572. 1584. 1596. 1597. 1598. 1599. & 1600. par lesquels il paroît que les Ministres & Anciens dudit lieu de Melgueil y ont assisté. Copie d'une

Copie d'une Transaction du 13. Avril 1600. par laquelle Hector de Massonnere Ministre dudit Melgueil auroit donné quittance aux habitants dudit lieu des sept années de ses gages commencées le premier Mai 1593. & finissant le premier Mai, lors prochain. L'Exploit d'assignation donnée ausdits de la R. P. R. dudit lieu de Melgueil le 26. Août 1667. à la Requête dudit Syndic, aux fins de sa demande. Cahiers d'Extraits d'actes des Synodes du bas Languedoc, depuis 1610. jusques en 1667. par lesquels il paroît que les Ministres & Anciens dudit Melgueil y ont assisté. Autre Cahier d'Extrait du Livre des Bâtemes faits en l'Eglise P. R. dudit Melgueil, commençant en 1624. & finissant en 1652. Requêtes remontratives, Ecritures desdites parties, exploit de commandement fait à la requête de Maître Fernand Procureur du Syndic du Clergé dudit Diocèse de Montpellier, à M. Bordarier Procureur des habitants de la Rel. P. R. dudit lieu de Melgueil du 11. Octobre 1667. de remettre dans trois jours par devers lesdits Srs. Commissaires tout ce que bon lui sembleroit, sinon qu'il en seroit forclos, & que l'affaire seroit jugée en l'état qu'elle étoit. Requête desdits de la R. P. R. dudit lieu de Melgueil à ce qu'il leur fut permis d'ajouter à leur Production, les pieces y énoncées, pour en jugeant ledit partage d'opinions y avoir tel égard que de raison. Au bas est l'Ordonnance du 21. jour d'Août dernier, portant les pieces requës communiquées au Syndic dudit Diocèse de Montpellier, par les mains du Sr. Boucherrat Rapporteur sans retardation, & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit: signifié au Sr. Abbé Solas Syndic du Clergé dud. Diocèse, le 22. jour d'Octobre ensuivant. Un Cahier de six Extraits de Deliberations prises au Consistoire par ceux de ladite R. P. R. dudit Melgueil, es années 1631, 1633, & 1635. par lesquelles il auroit été deliberé de payer au Sr. Salles sept années d'arrages de la rente du Temple, commencées le premier jour de Mai 1624. & finies le premier Mai 1631. que Jean Faure ayant déclaré ne vouloir plus louer sa maison pour faire le Prêche, & demandé les loyers, il auroit été conclu de l'achepter, d'en faire l'estimation, passer Contrat, & de faire reparer les ruines qui y étoient depuis survenues. Acte passé par devant Notaire le 22. jour de Juin 1632. par trois Anciens, comme ayant pouvoir des autres Anciens & habitants, de l'Eglise P. R. dudit Melgueil, par lequel ils ont consenti qu'Antoine Roquette leve & exige deux departemens & impositions faites sur

Tome IV.

lesdits habitans & contribuables dudit lieu de ladite R. P. R. l'une de la somme de mil livres pour le payement des gages du Sr. Bourbier Ministre dudit Melgueil, pour deux années qui écherront le premier jour de Mai 1633. y compris la rente de la maison où se disoit le Prêche, les frais du voyage du Colloque, Synodes, & gages de Leuvret. Et l'autre de la somme de six cens quarante-cinq livres onze sous quatre deniers, pour le payement de pareille somme due à la veuve & heritiers du Sieur Codure, vivant Ministre en ladite Eglise P. R. de Melgueil, compris les depens de Leuvret. Contrat de Vente fait par Pierre Arnaud, & Jean Fabre, & ceux de ladite R. P. R. dudit Melgueil, le 14. Septembre 1633. d'une paillere avec la court y joignant, scise dans l'enclos dudit Melgueil près la Motte, moyennant la somme de quatre cens cinquante livres. Marché fait par ceux de ladite R. P. R. avec Guillaume Fresinet, de faire les reparations dudit Temple & agrandir icelui, d'autant que le peuple n'y pouvoit contenir, en date du 26. jour de Juin 1630. Oui le rapport du Sieur Boucherrat Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils, après en avoir communiqué au Sr. Daligre, Delezeau, de Morangis, Destampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Pussort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roi en ses Conseils; & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil: faisant droit sur ledit partage, & voidant icelui, a fait inhibitions & defenses aux habitants de ladite R. P. R. dudit lieu de Melgueil, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de ladite R. P. R. & en consequence. Ordonne sa Majesté que le Temple qu'ils y ont fait construire, sera par eux demoli dans deux mois après la signification qui leur sera faite du present Arrêt, sinon, & ledit tems passé, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocèse de Montpellier, de faire proceder à ladite demolition, aux frais & depens desdits habitans de ladite R. P. R. qui seront pris par preference sur les materiaux qui en seront vendus à cet effet. Ordonne sa Majesté au Sr. Duc de Verneuil Gouverneur de la Province de Languedoc, & au Sr. de Bezons Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de justice en ladite Province de Languedoc, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 18. jour de Novembre 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

N

XXXIX

X X X I X.

ARRET du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Relig. P. R. & demolition du Temple à Poussan. Diocèse de Montpellier.

VU au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, le procès verbal de partage des Srs. de Bezons & de Peyremalez, Commissaires Deputés par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Province de Languedoc, & pais de Foix, du sept Novembre 1667. sur la demande du Syndic du Clergé du Diocèse de Montpellier, à ce qu'il soit fait inhibitions & defences aux habitans de la R. P. R. du lieu de Poussan, d'y faire à l'avenir aucun exercice de leur Religion, & qu'à cet effet, le Temple qui y est construit, soit demolli, d'une part. Et defences desdits de la R. P. R. dudit Poussan assignez, d'autre; par lequel lesdits Sieurs Commissaires auroient été d'avis, savoir ledit Sr. de Bezons, que l'exercice de ladite R. P. R. ne peut être fait audit lieu de Poussan, & que le Temple doit être demolli: & ledit Sieur de Peyremalez, de maintenir lesdits habitans de ladite R. P. R. au droit & faculté de faire & continuer ledit exercice audit Poussan. Avec defences audit Syndic & autres de leur donner aucun trouble ni empêchement, sur les peines portées par les Edits. Copie collationnée d'une Sentence du Presidial de Montpellier du sixième Decembre 1570. portant permission à Damoïseille Françoise de Barriere, Dame en partie dudit Poussan, d'avoir en sa maison & Château dudit lieu, l'exercice de ladite R. P. R. & ce tant pour elle, que pour sa famille, & autres qui y voudroient aller: Declaration de Felix de Chaume Seigneur dudit Poussan du 23. Mars 1663. que l'exercice de ladite R. P. R. se faisoit dans son Château audit lieu, jusques en l'année 1603. n'y ayant aucun Temple pendant ledit tems. Autre Declaration de plusieurs habitans dudit Poussan du 17. Septembre 1600. que feu Guillaume de Chaume & Michel de Barriere, Seigneurs dudit lieu, auroient fait dire le Prêche pendant quelque tems dans leurs Châteaux, & qu'après le décès dudit de Chaume arrivé en l'année 1603. ceux de ladite Rel. P. R. auroient fait construire un Temple audit Poussan, où ils auroient fait dire le Prêche, jusques en l'année 1619. ou 1620. que ledit Temple fut demolli. Autre Declaration de plusieurs autres

habitans dudit Poussan du 23. Mars 1663. qu'ès années 1596. 1597. & suivantes, jusques en 1603. que ledit de Chaume seroit decédé, l'exercice de ladite R. P. R. se faisoit dans le Château du Seigneur dudit lieu de Poussan. Certificat de Jean Guiberny & autres Prêtres & Consuls modernes dudit Poussan du 11. Septembre 1625. portant qu'au tems que l'exercice de ladite Rel. P. R. fut introduit audit lieu, lesdits de Chaume & Barriere en étoient Seigneurs, & faisoient profession de ladite Religion, & permettoient l'exercice d'icelle audit Poussan. Requête présentée par les Consuls & habitans Catholiques dudit lieu de Poussan, à Monfr. le Prince de Condé, tendante à ce que defenses fussent faites aux Ministres de ceux de la R. P. R. dudit Poussan d'y faire aucun exercice: l'Ordonnance au bas du 4. Novembre 1628. portant que le Seigneur & Ministre du lieu de Poussan seroient assignez à comparoir en personne dans quinzaine par devant ledit Sieur Prince de Condé, avec cependant defences d'y faire aucun Prêche ni Assemblée de lad. R. P. R. à peine de desobeissance. Autre Requête desdits Consuls & habitans Catholiques de Poussan, au Sieur Duc de Montmorency Gouverneur de ladite Province, avec son Ordonnance au pied, du 28. Decembre audit an 1628. portant qu'iteratives defences seroient faites audit Seigneur de Poussan, Ministre, & autres habitans dudit lieu, faisant profession de la R. P. R. de contravention à l'Ordonnance dudit Sieur Prince de Condé, du 4. Novembre 1628. & qu'en cas de contravention, il en seroit informé. Acte du 28. Juin 1651. par lequel plusieurs habitans Catholiques dudit Poussan auroient déclaré qu'au prejudice desdites Ordonnances, l'on y auroit fait l'exercice de ladite Religion P. R. sinon depuis le 27. Avril lors dernier, que le Sr. de Barriere Seigneur dudit Poussan l'auroit fait faire dans son Château. Copie d'Arrêt du Parlement de Toulouse du 9. Septembre 1598. par lequel ledit Guillaume de Chaume auroit été condamné de laisser au Sr. Guizard de Ratte Evêque de Montpellier, la possession & jouissance de la moitié de la Seigneurie dudit Poussan. Autre Acte d'Assemblée faite par lesdits de la R. P. R. dudit Poussan, du 19. Novembre 1571. portant nomination de Jean David, pour faire le recouvrement de la somme sur eux departie. Copie de Sentence du Presidial dudit Montpellier, du 10. Decembre 1597. par laquelle Dominique Ricard, & autres principaux de ladite R. P. R. dudit Poussan, auroient été con-

condamnez à payer la somme de quatre cens livres à Jean Menin, pour les arrearages des gages de Pierre Menin son port leur Ministre. Autre Copie d'une Procuration du 12. Octobre 1578. passée par ceux de ladite R. P. R. dudit Poussan à Jean Marés & Jean David, pour en leur nom assister à l'Assemblée qui devoit être faite à Anduze par eux y faisant profession de ladite Religion. Cahier de plusieurs Extraits du Livre du Consistoire de la dite Eglise P. R. dudit Poussan, commençant en l'année 1596. & finissant en l'année 1604. par lesquels il paroît qu'il y avoit exercice, Ministre, & Anciens de ladite R. P. R. audit lieu. Autre Cahier d'Extrait d'actes des Synodes & Colloques tenus à Sauve, Nîmes, & autres lieux de ladite Province, es années 1570. & suivantes, jusques en 1601. par lesquels il appert que les Ministres & Anciens dudit Poussan y ont assisté. Copie d'un Contrat de Vente par Jean David, le dernier Mai 1599. à ceux de ladite Rel. P. R. de Poussan de deux lieux couverts, scis audit Poussan, pour faire un Temple de ladite Religion: autre Copie de Sentence du Preidial de Montpellier du 15. Decembre 1601. par laquelle ledit David auroit été déchargé de la delivrance du Moulin par lui vendu ausdits de la Religion P. Ref. dudit Poussan, pour eux faire bâtir un Temple: autre Copie d'ordonnance des Srs. Commissaires deputez par sa Majesté pour l'exécution dudit Edit de Nantes en ladite Province de Languedoc du 23. Decembre 1600. portant que l'exercice de ladite R. P. R. seroit continué audit Poussan, comme il étoit es années 1596. & 1597. Autre Copie de quittance dudit David de la somme de six cens livres: qu'il auroit reçu de ceux de ladite R. P. R. dudit Poussan, pour le prix des places où étoit construit le Temple, du 10. Février 1603. Rôle des Classes & Colloques des Eglises P. R. de ladite Province de Languedoc, tenus à Nîmes en l'année 1592. dans lequel Poussan est compris & dénommé. Autre Copie de quittance du 5. Juin 1562. donnée par ceux de lad. R. P. R. dudit Poussan à Antoine Valociere Receveur du Prieuré dudit lieu, de la somme de quatre cens livres pour la nourriture du Ministre, entretien, & réparation dudit Temple d'icelui: autre Copie du Testament de Damoiselle Francoise de Barriere Dame dudit Poussan du 25. Novemb. 1575. par lequel elle auroit ordonné être enterrée dans le Temple dudit lieu de Poussan, & légué la somme de vingt-cinq livres aux pauvres faisant profession de ladite R. P.

R. d'icelui: autre Copie de Contrat de Vente fait par ledit Guillaume de Chaume, le 10. Septembre 1570. à Pierre Menin, Ministre dudit Poussan, d'une maison sise audit lieu, en la rue allant au Temple d'icelui: Requêtes remonstratives, Ecritures & Productions desdites parties, & tout ce qui a été remis par devers le Sr. Boucheras Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils. Oui son rapport, après en avoir communiqué aux Sieurs Daligre, Deléseau, de Morangis, Destampes, de Séve, Poncet, de la Marguerie, Puffort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roi en ses Conseils; & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur ledit partage, & valant icelui, a fait & fait inhibitions & défenses aux habitans de la R. P. R. dudit lieu de Poussan, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de lad. R. P. R. Et en conséquence, ordonne sa Majesté que le Temple qu'ils y ont fait construire, sera par eux demolit dans deux mois après la signification qui leur sera faite du présent Arrêt, sinon & ledit tems passé, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocese de Montpellier, de faire proceder à ladite demolition, aux frais & dépens desdits habitans de ladite R. P. R. qui seront pris par preference sur les materiaux qui en seront vendus à cet effet. Ordonne sa Majesté au Sieur Duc de Verneuil, Gouverneur de la Province de Languedoc, & au Sr. de Bezons, Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de Justice en ladite Province, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 18. Novembre 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

X L.

ARRET du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Rel. P. R. & de demolition du Temple à Pignan, Diocese de Montpellier.

VU au Conseil du Roi, sa Majesté y étant, le procès verbal de partage des Sieurs de Bezons & de Peyremalez, Commissaires Deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Province de Languedoc, & pais de Foix, du dernier Octobre 1667. sur la demande du Syndic du Clergé du Diocese de Montpellier, à ce qu'il soit fait inhibitions & défenses aux habitans de la R. P. R. de Pignan, de faire à l'avenir aucun exerci-

ce de leur Religion ; & qu'à cet effet, le Temple qui y est construit, seroit demoli, d'une part. Et defenses au contraire desdits de la R. P. R. dudit Pignan, d'autre : par lequel lesdits Srs. Commissaires auroient été d'avis, savoir ledit Sr. de Bezons, que l'exercice de ladite R. P. R. devoit être interdit audit Pignan, & le Temple qui y est bâti, demoli : & ledit Sieur de Peyremalez, de maintenir lesdits habitans dudit Pignan, au droit & faculté d'y faire & continuer l'exercice public de ladite R. P. R. Avec defenses audit Syndic & autres, de leur donner aucun trouble ni empêchement, sur les peines portées par les Edits : Copie du Testament de Damoiselle Jeanne de Brinac Dame dudit Pignan, du 22. Août 1567. par lequel elle auroit entr'autres choses ordonné, que l'exercice de ladite R. P. R. seroit fait & continué dans le Château dudit Pignan, sans que ses héritiers ni autres, le pussent empêcher : autre Copie de Contrat de Vente faite le 7. Juin 1598. par Damoiselle Anne de Saint Felix, aux habitans de la R. P. R. dudit Pignan, d'une place nommée la Salle du Château d'Allez, pour y construire un Temple, & y faire l'exercice de ladite R. P. R. Extrait des actes des Synodes Provinciaux des Eglises P. R. de bas Languedoc, tenus à Anduze, Montpellier & Sauvè, és années 1576. 1578. 1596. 1597. & 1598. par lesquels il paroît qu'un Ministre de Pignan y auroit eu entrée, que l'Eglise P. R. dudit Pignan auroit été mise en distribution que le Sr. Lecques auroit requis, que Montcaulin Ministre fut donné aux Eglises P. R. de Pignan, Fabregues & autres, & que Pignan y a été compris avec Ministre & Anciens. Un Cahier de plusieurs Extraits du Livre du Consistoire de ladite Eglise P. R. de Pignan, des années 1586. 1591. 1592. & suivantes, jusques en 1667. contenant plusieurs deliberations prises, tant pour deputations aux Colloques, reddition des Comptes, Censures, que pour autres affaires concernans ladite R. P. R. Autre Extrait de reconnoissance faite en 1602. par Jean de Caune & Catherine de Narbonne sa femme, des Terres & Jurisdiction de Pignan. Autre Extrait de dénombrement fourni en 1589. par Segondin de Caune au Gouverneur de Montpellier de la quatrième partie de la Seigneurie & Jurisdiction de Pignan. Autre Extrait d'un autre dénombrement en 1551. par Damoiselle Jeanne de Brinac, veuve dudit Segondin de Caune, de ladite 4. partie de ladite Seigneurie & Jurisdiction de Pignan : autre Extrait de Contrat

de mariage passé en 1571. entre Robert de Caune Seigneur dudit Pignan, & Damoiselle Françoise de la Verune. Certificat du Sr. Poyet, Commandant & Consul de la ville de Camprion, du 5. Novembre 1580. que le Seigneur dudit Pignan auroit été tué à une lieue de ladite ville de Camprion, & qu'y ayant été apporté, il auroit été enseveli au Cimetière de l'Eglise d'icelle. Cahier d'autres Extraits des Bâtemes faits tant dans le Château dudit Pignan, que dans les maisons particulières dud. lieu, és années 1564. & suivantes, jusques en 1597. Autre Extrait des Deliberations prises par devant les Anciens de l'Eglise P. R. dudit Pignan, és années 1604. & 1605. portant l'arrêté & calcul des restes des gages par-eux dus à Montcaulin, qu'il se contenoit pour sedits gages de la somme de 400. livres par chacun an. Requêtes remonstratives. Ecritures & Production des parties. Autres Requêtes de Production nouvelle desdits de la R. P. R. audit lieu de Pignan, d'un Registre, contenant plusieurs Deliberations, Censures, & autres affaires concernans l'exercice de ladite R. P. R. audit lieu de Pignan, depuis l'année 1586. jusques en 1614. Oui le rapport du Sieur Boucherat, Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils, après en avoir communiqué aux Sieurs Daligre, Delezau, de Morangis, Destampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Puffort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roi en ses Conseils ; & tout considéré. Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur ledit partage, & voidant icelui, a fait & fait inhibitions & defenses aux habitans de la R. P. R. dudit lieu de Pignan, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de ladite R. P. R. Et en conséquence, ordonne sa Majesté que le Temple qu'ils y ont fait construire, sera par eux demoli dans deux mois après la signification qui leur sera faite du présent Arrêt ; sinon, & ledit tems passé, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocèse de Montpellier, de faire proceder à ladite demolition, aux frais & depens desdits habitans de ladite R. P. R. qui seront pris par preference sur les materiaux qui en seront vendus à cet effet. Ordonne sa Majesté au Sieur Duc de Verneuil, Gouverneur de la Province de Languedoc, & au Sieur de Bezons, Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de Justice en ladite Province, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye, le 18 Novemb. 1670.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

XLI.

ARRET du Conseil d'Etat, portant interdiction de l'exercice public de la Rel. P. R. & demolition du Temple à Cornonterrail, Diocese de Montpellier.

VU au Conseil du Roi sa Majesté y étant, le procès verbal du partage des Sieurs de Bezons & de Peyremalez Commissaires Deputez par sa Majesté, pour l'exécution de l'Edit de Nantes, en la Province de Languedoc, & pais de Foix: du premier jour de Decembre 1667. par lequel sur la demande du Syndic du Clergé du Diocese de Montpellier, à ce qu'il soit fait défenses aux habitans de la R. P. R. de Cornonterrail, d'y faire à l'avenir aucun exercice de leur Religion, & qu'à cet effet le Temple qui y est construit, soit demoli d'une part. Et lesdits habitans de ladite R. P. R. dudit lieu assignez, & defendeurs d'autre. Ils auroient été d'avis, savoir ledit Sieur de Bezons Commissaire Catholique, que l'exercice de ladite R. P. R. soit interdit audit Cornonterrail; & que le Temple soit demoli: & ledit Sieur de Peyremalez de la R. P. R. que l'exercice de ladite R. P. R. soit maintenu audit lieu de Cornonterrail; avec défenses audit Syndic & à tous autres, de leur donner aucun trouble ni empêchement sur les peines portées par les Edits. L'exploit d'assignation donnée ausdits de la Rel. P. R. dudit Cornonterrail à la Requête dudit Syndic le 20. Août audit an 1667. contenant sa demande, l'extrait de l'article 9. de l'Edit de Nantes. Un Cahier de plusieurs Extraits de Rôlles des Classes & Colloques des Eglises P. R. de Languedoc, tenus à Nîmes; Sauve, Manguiol, Anduze & autres, es années 1562. 1571. 1572. & 1578. Par lesquels il paroît que Cornonterrail y a été compris, qu'un Ministre y auroit assisté, & que le nommé Hommet auroit été départi audit Cornonterrail & Cornonsec. Autre Cahier d'Extraits d'Actes des Synodes Provinciaux tenus esdites villes es années 1570. & suivantes, jusques en 1609. desquels il résulte que les Ministres & Anciens tant dud. Cornonterrail séparément, que conjointement pour Cornonsec & les Cornons y auroient eu entrée; un livre contenant les taxes & impositions faites & arrêtées du consentement du corps de l'Eglise P. R. & Consistoir dudit Cornonterrail le 10. Septembre 1595. pour faire paver le lieu où se faisoit le Prêche, & subvenir aux affaires d'icelui. En suite sont

huit quittances des années 1595. 1598. 1599. 1600. tant des gages des Ministres dudit Cornonterrail que pour des ouvrages de pavé, & d'autres faits au Temple dudit lieu. Plusieurs autres quittances des gages de Justmont Ministre de Cornonterrail des années 1587. & 1588. Extrait du Testament de Mariè Meisauve du 4. Mars 1596. par lequel elle auroit legué 20. sous aux pauvres de la R. P. R. dudit Cornonterrail. Autre Extrait du Testament de Pierre Tournier, du dernier Septembre 1597. par lequel il auroit aussi legué 40. sous aux pauvres de ladite R. P. R. dudit lieu. Autre Extrait du Contrat de Mariage de Paul Bertrand & Isabelle de Sier du 16. Avril 1596. par lequel ils auroient promis de le solenniser en l'Eglise P. R. dud. Cornonterrail. Deux Actes d'élection consulaire des années 1596. & 1597. collationnés par Notaire audit Cornonterrail. Un mandement aux Cornons d'envoyer 3. liv. 18. sous 4. den. qu'ils devoient aux veuves, es années 1596. & 1597. Copie collationnée d'un Contrat de vente fait le 4. Septembre 1596. par Louis de Bonafons & Jeanne de Visset sa femme, à Gaspar de Cambroni, Jean Furc, & Pierre Fisel Consuls, & autres habitans dudit Cornonterrail d'un Patius & Cazal situé dans l'enclos dud. lieu. Autre copie collationnée d'un autre Contrat d'échange, fait le 20. Novembre 1601. par les Anciens & surveillans de ladite Eglise P. R. dudit Cornonterrail, dudit Patius & Cazal avec Jaques de Vignoles Seigneur dudit lieu, & Président de la Chambre de l'Edit de Castres, qui leur auroit donné en contrechange d'une maison sise audit Cornonterrail, à charge de l'employer à un Temple pour faire l'exercice de ladite Religion. Autre Copie de Contrat de vente fait le 2. Avril 1602. par Pierre de Bonafons, comme fondé de procuration de ladite Jeanne de Visset sa mere, ausdits de la Rel. P. R. dudit Cornonterrail, d'une partie de maison située audit lieu, appartenant le Temple de ladite Religion. Autre Extrait du Synode Provincial des Eglises P. R. tenu en la ville de Sauve le 7. Mai 1597. Requête de Production nouvelle desdits de la R. P. R. dudit Cornonterrail. Extrait du procès verbal des Commissaires deputez en 1611. pour l'exécution de l'Edit de Nantes, par lequel sur la Requête desdits de la R. P. R. dudit lieu, auroit été fait défenses de les troubler en l'exercice de ladite Religion, en la faisant par eux, suivant ledit Edit. Un cahier contenant plusieurs deliberations du Consistoire dudit Cornonterrail, des années 1623.

1626. 1631. 1632. Autres Extraits d'autres deliberations prises au Consistoire dudit Cornonterrail & Cornonséc, les années 1652. 1653. 1655. 1656. 1659. & 1661. Extrait de l'Etat arrêté au Conseil en 1664. de Procureurs & Sergens reservez dans lequel Cornonséc est compris comme village. Acte de requisiion faite le 26. Novembre 1667. par lesdits de la R. P. R. dudit Cornonséc au Viguier de la Justice ordinaire dudit lieu, d'ordonner la publication & enregistrement être fait au Greffe d'icelle & l'Ordonnance desdits Srs. Commissaires du 10. dudit mois de Novembre audit an 1667. par lequel ils ont été maintenus en l'exercice de leurdite Rel. P. R. Requête, Ecriture & productions respectives desdites parties. Autre Requête desdits de la R. P. R. dudit Cornonterrail, à ce qu'il leur soit permis d'ajouter un Extrait de deliberation du Consistoire dudit lieu, du 7. Septembre 1625. par lequel ils ont député six d'entre eux pour faire recherche du livre dudit Consistoire qui étoit perdu : au bas est l'Ordonnance du 21. Octobre dernier, portant la piece soit communiquée au Syndic du Clergé du Diocèse de Montpellier, & au surplus en jugeant seroit fait droit, signifié ledit jour 22. Octobre au Sieur Abbé Solas Syndic du Diocèse de Montpellier, & tout ce qui a été mis par devers le Sieur Boucherat Conseiller ordinaire du Roi en tous ses Conseils, qui en a communiqué aux Sieurs Daligre. Delezeau, de Morangis, Destampes, de Seves, Poncet, de la Marguerie, Passort & Voisin; Conseillers ordinaires du Roi en ses Conseils; Qui son rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur ledit partage, en voidant icelui, a fait & fait inhibitions & defences aux habitants de la R. P. R. de ladite ville de Cornonterrail, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de la R. P. R. Et en consequence, ordonne sa Majesté que le Temple qu'ils y ont fait construire, sera par eux demoli dans deux mois après la signification qui leur sera faite du present Arrêt. Sinon, & ledit tems passé, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocèse de Montpellier, de proceder à ladite demolition, aux frais & depens desdits habitants de ladite Rel. P. Ref. qui seront pris par preference sur les materiaux qui en seront vendus à cet effet. Ordonne sa Majesté au Sr. Duc de Verneuil, Gouverneur de ladite Province de Languedoc, & au Sieur de Bezons Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de la Justice en ladite Province, de tenir la main à l'exécution

du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 18. jour de Novembre 1670.
Signé, PHELYPEAUX.

X L I I.

Extrait d'un Jugement en dernier ressort du Sr. d'Agneffeau, Intendant dans la Generalité de Bourdeaux. Ordu Presidial de Libourne, par lequel le Temple d'Assenac Diocèse de Sarlat est condamné à être demoli, & trois Ministres à faire amende d'honneur la corde au col.

Nous par Jugement en dernier ressort, de l'avis des Sieurs Officiers du Presidial de Libourne, avons déclaré lesdits Royere, Canole & Malide Ministres de la Relig. P. R. Dantel & Jacob Melon, Nodon, Richeome, Jean Melon, Fauissetelle, Ambarbe, Chancoygue, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemy, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caumeres, Bodon, Vayssiere, Cassieus Sieur de Conis, & Dullion Sieur de Campagnac, dûement atteints & convaincus des crimes d'Assemblées illicites, contravention & desobeissance aux Ordres du Roi & Arrêts de son Conseil d'Etat. Pour repARATION desquels, & autres cas resultans du procès; avons condamné lesdits Royere, Canole & Malide à faire amende honorable devant la porte du Palais de la presente ville, où ils seront conduits par l'Executeur de la haute Justice, & là nuds tête, en chemise, & à genoux, la corde au col, tenans une torche ardente du poids de deux livres à la main, declareront que temerairement & malicieusement ils ont contrevenu & desobei aux Ordres du Roi, & Arrêts de son Conseil d'Etat, & préché dans les lieux interdits, dont ils demandent pardon à Dieu, au Roi, & à la Justice, & ce fait, les avons banis, & bannissons à perpetuité du Royaume: leurs enjoignons de garder leur ban à peine de la hard, & en outre les avons condamnés solidairement en trois mil livres d'amende envers le Roi: & à l'égard desdits Daniel, Jacob, & Jean Melon, Nodon, Richeome, Fauissetelle, Ambarbe, Chancoygue, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemy, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caumeres, Bodon, Vayssiere, Cassieus Sieur de Conis, & Dullion Sieur de Campagnac, les avons condamnés & condamnons en cent cinquante livres d'amende chacun envers le Roi.

Et

Et en ce qui concerne lesdits la Fargue & St. Ourens, avons déclaré les défauts & contumace bien & dûement obtenus, pour le profit & utilité desquels, & pour les cas ci-dessus mentionnez, les avons bannis & bannissons de la Province & Gouvernement de Guyenne pendant cinq ans, leur enjoignons de garder leur ban à peine de la hard: Et en outre les avons condamnés solidalrement en deux mille livres d'amende envers le Roi: Et en conséquence de l'Assemblée illicite, & de la contravention faite aux ordres du Roi, & aux Arrêts du Conseil, dans ledit Temple d'Issigeac, ordonnons qu'icelui sera incessamment démolí rez pied, rez terre, à la diligence du Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat, & les matériaux employez aux frais de la démolition, avec défenses ausdits habitants de ladite R. P. R. de la ville d'Issigeac, de plus continuer l'exercice public de ladite Religion audit lieu d'Issigeac, ni de retablir ledit Temple, jusqu'à ce qu'autrement par sa Majesté en ait été ordonné. Seront pareillement les murs qui ont commencé d'être redifiés à Cours, & autres lieux susdits, incessamment démolis, à la diligence desdits Syndics du Clergé des Diocèses dont ils dependent, avec pareilles défenses aux habitants desdits lieux, d'y continuer l'exercice public de leur Religion, le tout à peine de la vie. Et faisant droit sur les conclusions desdits demandeurs; avons condamné par forme de reparation civile, savoir ledit Royere en la somme de mil livres envers le Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat, & ledit Canole en pareille somme de mil livres envers le Syndic du Clergé d'Agen, & ledit Malide en pareille somme de mil livres envers le Syndic du Clergé du Diocèse d'Ayres; & lesdits Daniel, Jacobs, & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caumeres, Baudon, Vaisiere, Cassieux Sieur du Conis, & du Lion Sieur de Champagnac, pour pareille reparation civile, chacun en 100. livres envers le Syndic du Diocèse de Sarlat, jusqu'au paiement lesquels tiendront prison. Et lesdits la Fargue & de St. Ourens 1000. livres chacun envers le Syndic du Clergé du Diocèse d'Ayres, pour être lesdites sommes employées suivant la discretion des Sieurs Evêques Diocésains: & en outre condamnons lesdits Royere, Canole & Malide, à aumôner chacun la somme de 30. livres, & lesdits Daniel, Jacobs, & Jean Melon, Nodon. Ri-

cheome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caumeres, Baudon, Vaisiere, Cassieux Sieur de Conis, & du Lion Sieur de Champagnac, chacun 20. livres, lesquelles aumônes seront mises entre les mains du Sieur Curé de la presente ville, pour être distribuées en œuvres pies, ainsi qu'il jugera à propos. Et au regard dudit Bailyn Ministre de Lanquais, ordonnons qu'il sera plus amplement informé dans le mois, & cependant qu'il sera élargi & mis hors des prisons, à la charge de se représenter quand par Justice sera ordonné, à peine de conviction: & sur l'accusation intentée à l'encontre desdits Laurats, Rouffis Sieur du Cluseau, Dartieu dit Boufquet, Antoine & Paul Aujol, & Jacques Geneste, avons iceux mis & mettrons hors de Cour & de procès. Et en conséquence, ordonnons que les prisons leur seront ouvertes. Ordonnons que les nommez Joyes Ministre de Calonges, Dupuy Ministre de Mauhart, & Lafite Ministre de Puch, seront pris au corps, si pris & appréhendez peuvent être, sinon sera fait perquisition de leurs personnes, & les assignations données suivant l'Ordonnance, & les contumaces contre les défaillans instruites, pour le tout fait & rapporté, être ordonné ce que de raison. Condamnons lesdits Royere, Canole, Malide, Daniel, Jacobs, & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caumeres, Baudon, Vaisiere, Cassieux Sieur de Conis, & du Lion Sieur de Champagnac, aux depens, envers ceux qui les ont faits chacun en ce qui les concerne, & les défaillans en ceux de la contumace, la Taxe d'iceux à nous réservée; & à l'égard dudit Baylin depens réservez. Mandons au premier Huissier ou Sergent sur ce requis, faire tous exploits requis & nécessaires. Fait dans la Chambre du Conseil du Présidial de Libourne, le 21. jour de Juin 1672. Signez, D'AGUESSEAU, Limosin Lieutenant General Criminel Rapporteur, David, Berard, Dumas, Bourret Affesseur, Mainard, Bouyer, Desages, Fazi-leau, Lhostet, & Peyrounin, ainsi signé.

LE FEVRES.

X L I I I.

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant que les Consuls de Cornonterrail, Diocèse de Montpellier, seront tous Catholiques.

VU par le Roi étant en son Conseil, le procès verbal du partage des Sieurs de Bezons & de Peyremalez, Commissaires députés par sa Majesté, pour l'exécution de l'Edit de Nantes, en la Province de Languedoc & pais de Foix, du 27. Octobre 1667. par lequel sur la demande du Syndic du Clergé du Diocèse de Montpellier, à ce que les Consuls du lieu de Cornonterrail soient tous Catholiques, d'une part; & les habitans de la R. P. R. dudit lieu, défenseurs d'autre; ils auroient été d'avis, favoir ledit Sieur de Bezons Commissaire Catholique, d'exclure les habitans de la Rel. P. R. de pouvoir posséder aucune charge Consulaire, ni autres, audit Cornonterrail, & que le Consulat, & Conseil politique, & autres charges Municipales dudit lieu, doivent être occupées par les Catholiques seuls; & ledit Sr. de Peyremalez de la R. P. R. d'ordonner définitivement que lesdits habitans de Cornonterrail de la R. P. R. seront remis & rétablis ausdites charges Consulaires & politiques, pour en jouir comme ils ont fait en 1622. & depuis 1653. jusques en 1655. ce faisant que les Consuls & Conseillers politiques qui ont été interdits de la fonction de leurs charges, y seroient remis, & procederont à nouvelle nomination, suivant l'usage ancien, & conformément aux élections Consulaires des années 1596. & 1597. & deliberation du 8. Juin 1653. avec defenses audit Syndic, & tous autres, de leur donner aucun trouble ni empêchement, sur les peines portées par les Edits. Copie de Lettres patentes de Philippes Roi de France de l'an 1344. par lesquelles il auroit concédé le Consulat dudit Cornonterrail aux habitans dudit lieu, moyennant la somme de cinq cens livres une fois payée, & quinze sous de rente annuelle, avec faculté d'élire à chaque Nativité de St. Jean Baptiste, trois Consuls & autres Officiers politiques. Acte d'Assemblée des Consuls, & autres habitans dudit Cornonterrail, du 22. Juin 1621. par lequel pour continuer l'union qui étoit entr'eux, ils auroient conclu & arrêté de garder sous l'obéissance de sa Majesté, & de Monsieur le Duc de Mommorency, Lieutenant General de ladite Province, ledit lieu de Cornonterrail, Autre Acte de Deliberation de la même

Assemblée, du 24. dud. mois de Juin audit an 1621. portant, que pour d'autant plus affermir & établir l'union cy-dessus entre les habitans tant d'une que d'autre Religion dud. Cornonterrail, suivant les avis & Conseils des Sieurs Pujol & le President de Vignoles, & ôter toutes matieres de doute aux habitans Catholiques, à cause de la garde qui se faisoit par ceux de la R. P. R. soit au Chateau dudit Sr. President, ladite garde seroit faite par ses Officiers & domestiques, & que pareillement lesdits habitans Catholiques pourroient, si bon leur sembloit, faire de leur part garde dans la maison dudit Sieur Cazalis. Copie collationnée d'un Certificat dudit Sr. Duc de Mommorency, du 4. Septemb. audit an 1621. qu'au mois d'Août de ladite année ledit Chateau de Cornonterrail appartenant audit Sr. de Vignoles, faisant profession de la R. P. R. s'étant rebellé contre sa Majesté, il auroit été en personne avec nombre de gens de guerre, & fait sommer ceux qui avoient été mis dedans, de vouloir rendre la place à l'obéissance de sadite Majesté, à quoi bien loin d'avoir voulu entendre, ils se seroient au contraire portez à toute sorte de rebellion, ce qui lui auroit donné occasion de sapper ladite place, & par ce moyen obliger ceux qui étoient en icelle, de se rendre à sa discretion. Autre copie collationnée d'une Ordonnance dud. Sr. Duc de Mommorency, du 14. Juin 1622. portant injonction au Sieur de Pujol, son Lieutenant en sa Compagnie de Gens d'armes, de se transporter audit lieu de Cornonterrail le jour que l'on avoit accoutumé de faire l'élection Consulaire d'icelui, pour faire commettre les charges des Consuls à des habitans Catholiques dudit lieu, & affectionnez au service de sa Majesté, avec defenses à ceux de la Religion pretendue reformée de les troubler ni empêcher, à peine de desobéissance. Extrait du Compte rendu en 1623. par les Consuls dudit Cornonterrail, par lequel ils auroient fait dépense de quinze livres un sou, par eux payées au Secrétaire dudit Sieur Duc de Mommorency, pour avoir fait confirmer ladite Ordonnance, & d'autres frais faits pour raison de cette affaire contre lesdits habitans de la Religion P. R. dudit lieu. Requête présentée par ledit Syndic ausdits Sieurs Commissaires, contenant les fins & conclusions cy-dessous, au bas de laquelle est l'ordonnance desdits Sieurs Commissaires, du 23. Juin 1665. portant que les parties seroient appelées par devant eux, & cependant defenses de proceder à l'élection Consulaire au-

dit lieu de Cornonterrail, jusques à ce que la qualité dudit Consular, & le nombre des Conseillers politiques eût été par eux réglé. Autre Requête présentée ausdits Sieurs Commissaires par ledit Syndic du Clergé, & le Syndic des principaux habitans dudit Cornonterrail : en suite est l'Ordonnance du neuvième d'Août 1665. portant que les parties seroient aussi appellées par devant lesdits Srs. Commissaires, & cependant conformément à leur Ordonnance, dudit jour 23. Juin audit an 1665. défenses de proceder à l'élection Consulaire audit Cornonterrail, jusques à ce que la qualité dudit Consular eût été par eux réglée ; & en cas de contravention, violences & voyes de fait, qu'il en seroit informé. & les Consuls & habitans Catholiques dudit lieu mis sous la protection & sauvegarde du Roi & de la Justice. Signification de lad. Ordonnance. *Or.* Requêtes remonstratives, Ecritures & productions des parties, & tout ce qui a été mis par devers le Sieur Boucherat, Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils : Oui son rapport, après en avoir communiqué aux Sieurs Daligre, de Lezeau, de Morangis, Destampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Pussort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roi en ses Conseils, & tout considéré : Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur ledit partage, en vuident icelui, a ordonné & ordonne que le Consulat & Conseil politique & autres charges publiques & municipales de ladite ville de Cornonterrail, seront exercées par les seuls Catholiques de ladite ville : sans que ceux de la R. P. R. y puissent être admis, leur faisant sa Majesté défenses d'y apporter aucun trouble ou empêchement à peine de désobéissance, & en cas de contravention, d'être procédé contre eux, suivant la rigueur des Edits & Ordonnances. Ordonne sa Majesté au Sieur Duc de Verneuil Gouverneur de la Province de Languedoc, & au Sieur de Bezons Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de la Justice en ladite Province, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le 28. jour de Novembre, 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant que les P. Ref. sortiront de la ville de Privas, de la Taillabilité, & du lieu de Tournon, avec défenses d'y habiter à l'avenir.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, par le Sr. Evêque de Viviers, qu'encore que par trois Arrêts de son Conseil d'Etat rendus sa Majesté presente, les 22. Février, 30. Septemb. 1664. & 5. Août, 1669. il a été ordonné que conformément à la Declaration faite au camp de Privas au mois de Juin 1629. aucunes personnes faisant profession de la Religion pretendue reformée, ne pourront habiter dans la ville de Privas & Taillabilité, ni dans le lieu de Tournon, qui est un lieu proche dudit Privas, & qui est plus fort que ladite ville : neanmoins plusieurs desdits Religioneux prenaient avantage des troubles qui sont arrivez la presente année 1670. dans le pais de Vivarez, n'ont pas laissé de se retenir dans lesdits lieux ; ce qui est une désobéissance formelle aux volontez du feu Roi, & de sa Majesté, laquelle voulant y pourvoir. Le Roi étant en son Conseil, conformément à ladite Declaration du mois de Juin 1629. & desdits Arrêts dudit Conseil, desd. jours 22. Février, 30. Septembre 1664. & 5. Août 1669. a ordonné & ordonne que toutes personnes faisant profession de la Religion pretendue reformée, sortiront incessamment de lad. ville de Privas, de sa Taillabilité, & du lieu de Tournon ; leur fait sa Majesté iteratives inhibitions & défenses d'y plus habiter, à peine de désobéissance, & d'être procédé contre eux suivant la rigueur des Ordonnances ; Enjoint au Gouverneur & son Lieutenant General en Languedoc, Intendant de Justice, Magistrats, Juges, & tous autres Officiers, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye, le 19. jour de Novembre 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

X L V.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant défenses aux P. R. d'être plus de douze de cérémonie de leurs Noces & Batêmes, y compris les parens qui assisteront.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que sa Majesté ayant réglé le nombre de ceux de la Religion P. R. qui peuvent assister aux enterremens qui sont faits de ceux de leur Religion, ils prétendent sous ce prétexte en faire de même lors qu'ils font des cérémonies de Mariages & Batêmes, allant en marche par les rues, & affectant de se trouver un nombre considérable pour aller en leurs Temples, ce qui est directement contraire à l'usage pratiqué jusques à présent; à quoi étant nécessaire de pourvoir. Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, qu'à toutes les cérémonies de Noces & Batêmes qui seront faites par ceux de la R. P. R. il ne pourra y avoir que douze personnes, y compris les parens qui y assisteront. Leur fait sa Majesté défenses de marcher en plus grand nombre par les rues, allant ausdites cérémonies, à peine d'en être déchus. Enjoint aux Officiers & Juges des villes & lieux où ils demeurent, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye, le 9. jour de Novembre 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

X L V I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant défenses d'imprimer & debiter les livres qui traitent des matieres de la Religion P. R. non approuvez, & certifier par des Ministres approuvez, & sans la permission des Juges & Magistrats des lieux.

LE Roi ayant été informé des abus qui se commettent à l'impression, vente & debit des Livres qui sont composez par des Ministres, ou autres personnes de la Relig. P. R. & voulant y pourvoir, sa Majesté étant en son Conseil, a fait très-expresses défenses à tous Libraires, de vendre ni debiter aucuns Livres traitant des matieres de la R. P. R. ou composez par ceux de ladite Religion, sans avoir été attestez & certifiez par des Ministres approuvez, & à tous Imprimeurs d'en im-

primer sans la permission des Juges & Magistrats des lieux, à peine de confiscation des Livres & Forcens, & de quinze livres d'amende. Et sera le présent Arrêt lu, publié, & affiché, par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye, le 19. jour de Novembre 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

X L V I I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant que les P. R. rapporteront par devant les Srs. Commissaires exécuteurs de l'Edit de Nantes, les sommes qu'ils ont imposées sur eux pendant les quatre dernieres années.

LE Roi étant informé que ceux de la Rel. P. R. abusant de la permission qui leur a été accordée par l'article 33. des particuliers de l'Edit de Nantes, d'imposer & lever sur eux les sommes nécessaires pour les frais de leurs Synodes, & entretènement de leurs Ministres, ont sous ce prétexte fait des impositions beaucoup plus considérables, dont ils ont employé les deniers à diverses dépenses particulières, desquelles ils n'ont point envoyé les Etats à Monsieur le Chancelier, quoi que par ledit Article ils y soient obligez: à quoi sa Majesté voulant pourvoir, & être informée desdites impositions: sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que ceux de lad. R. P. R. rapporteront incessamment par devant les Srs. Commissaires departis dans les Provinces les Etats de Recette & Depense des sommes qu'ils ont imposées sur eux en consequence dudit article 33. des particuliers de l'Edit de Nantes, pendant les quatre dernieres années, pour être par lesdits Commissaires examinez, & en suite dressé procès verbal de la recette & depense qui se trouvera avoir été faite au prejudice dudit article, lequel ils enverront au Conseil, avec leurs avis, pour y être en suite pourvu ainsi qu'il appartiendra: & à faire par lesd. de la Relig. P. R. d'y satisfaire dans un an, à compter du jour de la signification du présent Arrêt, & ledit tems passé, leur fait sa Majesté défenses de faire aucunes impositions sans permission expresse de sa Majesté, à peine d'être punis suivant la rigueur des Ordonnances. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye, le 9. jour de Novembre 1670.

Signé,

PHELYPEAUX.

XLVIII.

XLVIII.

ARRÊT du Conseil d'Etat, *portant défense à la Chambre de l'Edit de Castelnau-dary, de se mêler & prendre connoissance des élections Consulaires de ladite ville.*

SUR ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, que pour terminer & faire cesser les divisions, contestations & différends qui étoient depuis quelques tems en la ville de Castelnau-dary, pour raison de l'élection des Consuls, & rétablir le repos en ladite ville, sa Majesté auroit pour cet effet donné Arrêt en sondit Conseil d'Etat, le 5. Septembre de l'année 1670. & par icelui entre autres choses ordonné que par devant le Sieur de Bezons Conseiller ordinaire de sa dite Majesté en ses Conseils, & Intendant de Justice en Languedoc, il seroit procédé à nouvelle élection avec les Officiers Electeurs naiz qui ont accoutumé d'y assister, pour empêcher tous monopoles; & en cas que ledit Sr. de Bezons ne s'y pût trouver, par devant lesdits Officiers selon les uz & coutumes, reglemens & statuts de ladite ville, avec défenses à toutes personnes de donner aucun trouble ni empêchement aux Consuls en charge, en la nomination qui seroit par eux faite de leurs successeurs, suivant les coutumes, même au Parlement de Thoulouse de connoître des élections; que conformément aux Arrêts dudit Conseil, du 4. Septembre 1651. & 4. Septembre 1666. à peine de nullité, pour l'exécution duquel Arrêt ledit Sr. de Bezons auroit donné son Ordonnance le 23. Avril dernier, laquelle par megarde étant tombée es mains d'un des Officiers de la Chambre de l'Edit, faite en la ville de Castelnau-dary, si auroit non seulement fait difficulté de la remettre es mains desdits Consuls pour exécuter ledit Arrêt, mais encore au prejudice d'icelui & de ladite Ordonnance, lad. Chambre prétendant connoître du fait de ladite élection Consulaire, auroit par son Arrêt du 9. du mois de Mai ensuivant ordonné qu'incontinent après que la procédure de ladite élection Consulaire auroit été faite, qu'elle seroit remise entre les mains du Procureur General de ladite Chambre par lesdits Consuls, pour y demeurer jusques au lendemain dix heures du matin, conformément à l'usage de la ville de Thoulouse, Castres, & autres villes où ladite Chambre a tenu sa séance, avec défenses aux Consuls, Viguiers & autres Officiers de faire prêter le serment aux nouveaux

Consuls que ladite procédure n'eût été remise & ledit tems expiré, à peine de quatre mil livres d'amende, & autre arbitraire en cas de contravention: mais comme ledit Arrêt n'a été donné que pour connoître de ladite élection, lesdits Consuls nonobstant icelui, après leurs protestations n'auroient laissé le 10. du mois passé conformément audit Arrêt du Conseil d'Etat du 5. Septembre dernier, & suivant les uz & coutumes de ladite ville de procéder à la mutation desdits Consuls, & par la pluralité des voix, & à la satisfaction d'un chacun ont été élus: savoir pour le premier rang Messire Yves de Capella Avocat, pour le second Maître Scipion de Belamy Bourgeois, pour le troisieme François Cahusat Marchand, & pour le quatrième Jacques Driget aussi Marchand, lesquels en suite étans presentz au Viguiers de ladite ville pour faire le serment, il auroit fait difficulté de le recevoir, attendu les défenses à lui faites par l'Arrêt de ladite Chambre, ce qui a obligé lesdits habitants de Castelnau-dary de demander la confirmation de l'élection desdits Consuls, afin d'en faire les fonctions. Vu ledit Arrêt dudit Conseil d'Etat & celui de ladite Chambre ci-dessus ditez, l'Ordonnance du Sr. Bezons: Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, sans avoir égard audit Arrêt de la Chambre de l'Edit que sa Majesté a cassé & cassé, ensemble tout ce qui s'en est ensuivi, & bien informé de la fidelité & assiduité à son service desdits Capella, Belamy, Cahusat, & Driget, ladite Majesté les a confirmés & confirmé pour Consuls de ladite ville de Castelnau-dary, ordonne qu'à cette fin ils prêteront le serment si fait n'a été, es mains du Viguiers de ladite ville en la forme & maniere accoutumée, & en cas de refus, difficulté ou retardement par lui de le recevoir, ils prêteront ledit serment en celles du Juge Mage, ou autre Officier sur ce requis, pour faire les fonctions desdites charges pendant le tems accoutumé: Fait sa Majesté très expresse défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de les y troubler, mêmes aux Officiers de ladite Chambre de l'Edit établie audit Castelnau-dary, & de se mêler à l'avenir, ni prendre connoissance en quelque sorte & maniere que ce soit du fait desdites élections Consulaires à peine de nullité, cassation des procédures & de desobéissance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Tournai, le 3. jour de Juin 1671: Signé, PHELYPEAUX.

X L I X.

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la R. P. R. & demolition du Temple à Leyrac, Diocèse de Condom.

VU au Conseil du Roi, le Jugement rendu par les Sieurs Commissaires deputez par sa Majesté, pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Declarations & Arrêts du Conseil, es Generalitez de Guyenne le 7. Novembre 1665. entre Me. Pierre Ferret Prêtre, Docteur en Theologie, Curé de St. Pierre de Condom demandeur, à ce que défenses fussent faites aux habitans de la Religion P. R. de la ville de Leyrac, d'y faire à l'avenir aucun exercice de leur Religion; & qu'à cet effet le Temple fût demoli, d'une part. Et les Syndic, Ministre, Anciens & habitans de ladite R. P. R. dudit Leyrac défenseurs d'autre, par lequel lesdits Sieurs Commissaires se seroient trouvez partages en leurs opinions, le Sieur Pellot ayant été d'avis sous le bon plaisir de sa Majesté, d'ordonner que l'exercice de ladite R. P. R. seroit interdit dans ladite ville de Leyrac, & le Temple demoli jusques aux fondemens: & le Sieur du Vigier de maintenir ceux de ladite R. P. R. dans le libre exercice de leur Religion dans ladite ville de Leyrac, comme aussi dans le droit de tenir un Regent de ladite Relig. aux termes dudit Edit de Nantes. Requête présentée audit Sieur Pellot, par Maître Etienne Duffol Prêtre, Bachelier en Theologie, Recteur de l'Eglise Parochiale de Leyrac, en qualité de Procureur du Syndic du Diocèse de Condom, tendante à même fin que celle cy-dessus. Ordonnance dudit Sieur Pellot renduë sur ladite Requête le 8. Octobre 1664. portant aux fins d'icelle, les parties seront assignées par devant lui: l'exploit d'assignation donné en consequence, le 9. desdits mois & an. Procuration passée par le demandeur audit Duffol le 6. desdits mois & an, pour se pourvoir par devant ledit Sieur Pellot aux fins susdites. Dire fourni par devers lesdits Srs. Commissaires par lesdits défenseurs, à ce que le demandeur fût tenu de justifier de sa qualité de Syndic, & de produire les pieces énoncées dans ladite Requête. Réponse faite audit dire par le Procureur du demandeur du 18. Avril 1665. Requête présentée par lesdits défenseurs au Sr. Bordier, Lieutenant particulier en la Sene-

chaussée d'Agen, & Commissaire subdelegué par ledit Sr. Pellot, à ce qu'il leur fût permis de faire faire extrait des pieces dont ils entendoient se servir pour la défense de leur cause: en suite est l'Ordonnance dudit Subdelegué du 27. Avril 1665. portant ladite permission de faire faire lesdits extraits, parties presentes ou dûement appellées par devant lui, & que les défenseurs remettroient leur interet & procès es mains de son Greffier, pour proceder audit extrait. Exploit d'assignation donné en consequence au Procureur du demandeur, ledit jour & an, par devant ledit Subdelegué. Trois Actes de Colloques & Synodes tenus en la ville de Tonneins, & es lieux de Miremont & Nerac, cela trouvé sur les Originaux par le Subdelegué dudit Sr. Pellot, son Ajoint & Procureur des parties presentes, par lequel il se voit que la Ferrette est qualifié Ministre de Puimerol, sans Anciens, du 5. Mars 1596. 17. Septembre 1597. & 16. Septembre 1598. Exploits d'assignations donnez au Conseil ansd. défenseurs, à la Requête dudit demandeur, le premier Fevrier 1666. pour se voir condamner à l'interdiction de l'exercice public de leur Rel. P. R. & à la demolition de leur Temple jusques aux fondemens, suivant l'avis dudit Sieur Pelot. Production complete suivant son Inventaire faite au Conseil en l'année 1635. par les défenseurs à l'encontre du Recteur de ladite ville de Leyrac, par lequel Inventaire lesdits défenseurs auroient conclu à être maintenus en la possession & jouissance de l'exercice libre de leur Religion, ainsi qu'ils en avoient bien & dûement joui avant & depuis l'Edit de Nantes, avec défenses audit Recteur & à tous autres de les y troubler, à peine d'amende; si mieux il ne plaisoit au Conseil renvoyer les parties par devant le Sr. de Vertamont, lors Intendant de la Justice en Guyenne, avec cependant défenses audit Recteur de les troubler audit exercice, ni de faire aucunes poursuites au Parlement de Toulouse. Ordonnance du Sr. Bosquet ci-devant Intendant en la Generalité de Montauban, renduë sur la Requête dudit Recteur de Leyrac le 27. Novembre 1641. portant que les défenseurs seroient assignez par devant lui, pour voir proceder à l'exécution de l'Arrêt du Conseil du 17. Juillet 1635. portant renvoi de defenses des parties par devant ledit Sr. de Vertamont, au lieu & place duquel ledit Sr. Bosquet auroit été subrogé par Lettres patentes du 27. audit an 1641. mentionné en ladite Ordon-

namet; au bas de laquelle est l'Exploit d'affignation donnée ausdits défendeurs en conséquence par devant ledit Sieur Bosquet le 2. Decembre audit an 1641.

Productions desdites parties, sur lesquelles leur partage est intervenu, & tout ce qui a été mis & produit par devers ledit Sr. Poncet, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils & direction de ses Finances, Commissaire à ce député, après en avoir communiqué aux Srs. Commissaires deputez pour les affaires de la Religion; Et tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur lesd. contestations & partage, a fait très-expresse inhibition & défenses audit Syndic ou habitants de Leyrac, de continuer l'exercice public de la R. P. R. dans ledit lieu: en conséquence ordonne que dans un mois du jour de ladite signification du présent Arrêt, le Temple dudit lieu sera demoli, & les matériaux par eux emportez si bon leur semble; autrement & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, permet sa Majesté audit Syndic ou habitants Catholiques, de le faire demolir aux frais & depens desdits de la Rel. P. R. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu Paris le 26. jour de Janvier 1671.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

L.

ARRET du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Rel. P. R. & demolition de Temple à Ayneffe, Loubez, Gours, dit Leves, lieux du Diocèse d'Agen.

LE Roi ayant été informé des partages survenus en l'année 1668. entre les Srs. Pellot, lors Intendant de Justice en Guyenne; & Pierre Guignard Avocat en Parlement, Commissaires departis par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes: Entre le Syndic du Clergé du Diocèse d'Agen, demandeur d'une part; & les Ministres, Anciens du Consistoire, & habitants de la Rel. P. R. de la ville de Sainte Foy, & des lieux d'Ayneffe, Loubez, Gours, dit Leves, défendeurs d'autre, pour raison de l'exercice public de ladite R. P. R. esdits lieux, & demolition des Temples, lesdits Srs. Commissaires à l'égard de Sainte Foy sont demeurés d'accord que lesdits de la R. P. R. ayant justifié y avoir eu ledit exercice es années 1596 & 1597. y doivent être maintenus: mais pour ce qui est desdits lieux d'Ayneffe, Lou-

bez, & Gours dit Leves, ledit Sr. Pellot a été d'avis que l'exercice de ladite R. P. R. y doit être interdit, & les Temples demolis; & ledit Sieur Guignard au contraire, que les habitants de ladite Rel. P. R. desdits lieux doivent être maintenus & confirmez audit exercice. Et veu lesdits partages sur les demandes de part & d'autre, les motifs desdits Sieurs Commissaires sur leur avis, ensemble toutes les procédures & pieces produites par devers eux par les parties. Oui le rapport: & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, suivant l'avis desdits Sieurs Commissaires pour le regard de Sainte Foy, a maintenu & confirmé les habitants de ladite ville faisant profession de ladite Rel. P. R. tant en la possession de leur Temple, que pour y continuer dorenavant l'exercice de leur dite Religion, ainsi qu'ils ont fait jusques à présent. Et quant ausdits lieux d'Ayneffe, Loubez & Gours, dit Leves, sadite Majesté suivant l'avis dudit Sieur Pellot, a ordonné que les Temples qui y sont bâtis seront demolis de fond en comble, par lesdits de la Rel. P. R. dans un mois, à compter du jour de la signification du présent Arrêt; ce faisant qu'ils pourront disposer des matériaux comme bon leur semblera: & à faute d'y satisfaire dans ledit tems, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocèse d'Agen, & habitants Catholiques desdits lieux d'Ayneffe, Loubez, & Gours dit Leves, de faire ladite demolition aux frais & depens desdits de la R. P. R. ausquels sadite Majesté defend très-expressement d'y faire à l'avenir aucun exercice public de leur dite Religion, à peine de désobéissance, & d'être procédé contre eux ainsi qu'il appartiendra. Enjoint à son Gouverneur Lieutenant General en lad. Province de Guyenne, Intendant de Justice, & tous autres Officiers, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, & de donner pour cet effet toute l'assistance qui sera nécessaire. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 7. jour de Mars 1671.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

I 3

LI.

L I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant défenses aux R. P. R. de solliciter leurs domestiques, & d'abjurer la Religion Catholique. Et ordonnant qu'en toutes occasions les Catholiques porteront la parole.

LE Roi étant informé que dans plusieurs villes de son Royaume, où ceux de la R. P. R. sont les plus puissans en crédit, autorité & en biens; ils pratiquent tous les moyens possibles pour pervertir les Catholiques, particulièrement ceux qui sont à leur service, ou qui reçoivent d'eux leur subsistance en qualité de mercenaires, en les sollicitant de changer de Religion, & les menaçant de ne se plus servir d'eux s'ils ne renoncent à la Religion Catholique, pour embrasser la Religion P. R. Comme aussi que dans lesdites villes, quoi que ceux de la Religion prétendue Réformée ne fassent aucun corps, néanmoins ils ne laissent pas au mépris des Réglemens du Conseil sur ce intervenus, d'assecter de porter la parole à l'exclusion des Catholiques dans les deputations, & d'en faire souvent de clandestines à cet effet, sans la participation des Catholiques: à quoi étant nécessaire de pourvoir; Le Roi étant en son Conseil, a fait très-expresses inhibitions & défenses à ceux de la Religion P. R. de solliciter leurs Valets, Servantes, Metayers, & autres domestiques & mercenaires d'abjurer la Religion Catholique, & aux Ministres de les recevoir à faire profession de leur Religion, tant qu'ils seront en service chez ceux de la Religion P. R. ni six mois après qu'ils en seront sortis. Comme aussi fait sa Majesté pareilles défenses à ceux de ladite Religion P. R. de recevoir à leur service ceux qui auront quitté la Rel. Catholique, que six mois après leur abjuration, le tout à peine de cinq cens livres d'amende solidairement, tant contre lesdits Valets, Servantes, Mercenaires, que contre les Maîtres qui leur auront laissé faire ladite Abjuration pendant qu'ils seront à leur service, ou qui les auront reçus avant lesdits six mois expirés, du jour qu'ils auront fait profession de ladite Religion P. Ref. & de pareille amende contre les Ministres qui auront reçu lesdites abjurations desdits Valets, Servantes, & autres étant au service de ceux de la R. P. R. Ordonne sa Majesté, que les Arrêts & Réglemens intervenus pour le fait des deputations seront observez; & ce faisant, qu'en toutes

occasions les Catholiques porteront la parole privativement à ceux de la R. P. R. Esjoint aux Commissaires départis de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, lequel sera exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, sa Majesté s'en est réservée la connaissance, & icelle interdite à tous autres Juges. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le 16. Fevrier 1671.

Signé...

PRELIEUX.

L I I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la R. P. R. dans la ville de Grenoble, & demolition du Temple.

LE Roi ayant été informé des différens survenus entre le Syndic du Clergé du Diocèse de Grenoble, d'une part: & les Ministres, Anciens, & tous autres habitans de la ville de Grenoble, faisant profession de la R. P. R. d'autre, tant pour raison de l'exercice public de ladite R. P. R. en ladite ville, que pour autres demandes faites par ledit Syndic, contre lesdits de la R. P. R. par un Cahier présenté au mois d'Août 1664. au Sieur Sarron de Champigny, depuis decédé, lors Conseiller ordinaire de sa Majesté en ses Conseils, & Intendant de Justice, Police & Finances en Lionnois, Forêts, Beaujolois & Dauphiné, & au Sieur Charles Arbalestrier de Monclar, & de Beaufort, Gentilhomme de la R. P. R. Commissaires départis par sa Majesté, pour pourvoir dans lesdits pais aux entreprises, innovations & contraventions faites en iceux, tant à l'Edit de Nantes, & celui de 1629. qu'aux autres Déclarations données en conséquence; sur lesquelles demandes lesd. Srs. Commissaires s'étant trouvez partagez, sa Majesté le seroit fait représenter leur procès verbal, & son icelui, les motifs desdits Srs. Commissaires sur chacun article, ensemble leur avis: copie de la Capitulation faite le 22. Decembre 1590. pour la réduction de ladite ville en l'obéissance de sa Majesté, portant que l'exercice libre de ladite Rel. P. R. pourra être fait dans le fauxbourg des trois Cloîtres en telle forme & mode qu'il sera avisé. Copie des Lettres patentes de Henri IV. du 18. Fevrier 1591. portant confirmation de ladite Capitulation, vérifiées au Parlement de Grenoble: l'article 2. de la Conférence de Merac; les articles de l'Edit de Nantes 9. &

12. Les productions audit Syndic du Clergé de Grenoble, & desdits de la R. P. R. Ref. par devant lesdits Srs. Commissaires exécuteurs de l'Edit. Nouvelles productions des parties audit Conseil. Requêtes par elles présentées au Roi, pendant le mois de Juillet dernier, & reponses à icelles de part & d'autre, signées de leurs Avocats. Production nouvelle desdits de la R. P. R. mise en jugement avec leur Requête signée, Loricé, leur Avocat, ensemble les pieces y attachées, & entre autres l'original de l'instruction donnée par Louis XIII. au mois d'Octobre 1611. aux Commissaires deputés pour pourvoir aux contraventions & inexécutions faites dans le Dauphiné audit Edit de Nantes, & articles particuliers d'icelui. Et en outre lesdites parties entendues dans le Conseil: Oûi le Rapport; Et tout considéré: Le Roi étant en Conseil, vuidant lesdits partages; a ordonné & ordonne ce qui s'ensuit.

I. Que dorénavant il ne pourra être fait aucun exercice public de ladite R. P. R. dans la ville de Grenoble, & qu'à cette fin le Temple qui est dans icelle, sera par lesdits de la R. P. R. demoli & rasé jusques aux fondemens dans un mois après la signification qu'il leur sera faite du present Arrêt, & en ce cas pourront disposer de la place dudit Temple, & des matériaux d'icelui, ainsi que bon leur semblera; autrement & à faute de faire ladite demolition dans ledit tems, permet sa Majesté audit Syndic du Clergé de Grenoble de faire demolir ledit Temple aux dépens desdits de la R. P. R. sauf à eux d'en bâtir un autre dans le fauxbourg des trois Cloîtres de ladite ville, en tel lieu commode qu'il sera avisé, ainsi qu'il est porté par l'art. 2. de ladite Capitulation de Grenoble, & ce par le Sieur le Gué, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, & Intendant de Justice desdits pais, pour l'exercice public de ladite R. P. R. être fait audit lieu aux termes des Edits.

II. Fait sa Majesté très-expresses défenses ausdits de la Rel. P. R. de ladite ville de Grenoble, d'avoir aucunes Ecoles; mais leur permet d'en tenir de petites dans ledit fauxbourg des trois Cloîtres, suivant l'art. 37. des particuliers dudit Edit de Nantes.

III. Ne pourront lesdits de ladite R. P. R. de Grenoble, être admis dans la charge de premier Consul qui sera toujours Catholique, mais à l'égard des autres, en sera usé ainsi qu'il a été pratiqué jusques à présent.

IV. Ne pourront lesdits Consuls & Magi-

strats de ladite R. P. R. porter dans le Temple, ni aux lieux d'assemblée particuliere, les Robes rouges, Chaperons & marques Consulaires; & à l'égard des Ministres, ne pourront porter Robes & Soutanes, ni paroître en habits longs; ailleurs que dans les Temples, conformément à l'article 8. de la Declaration de Fevrier 1669.

V. Fait sa Majesté très-expresses défenses ausdits de la R. P. R. de mettre dans le Temple qu'ils bâtiront audit fauxbourg des trois Cloîtres, & autres lieux d'assemblées, tapis de quelque sorte que ce puisse être, chargé de Fleurs-de-Lys & Armes de sa Majesté ou de ladite ville, ni peintures avec Fleurs-de-Lys soit sur les bancs; murailles, vitres, ou autres lieux.

VI. Comme aussi sa Majesté fait très-expresses défenses ausdits de la R. P. R. de mettre dans ledit Temple du fauxbourg des trois Cloîtres, la Chaire & Armes du Sieur de l'Es-dignieres, ni aux vitres & murailles.

VII. Comme aussi semblables défenses leur sont faites de se servir des Ministres étrangers; quoi qu'ils ayent Lettres de naturalité, mais seulement des Ministres qui seront naturels François.

VIII. Et quant au rang ou prefférence pour les femmes des Ministres, Diacres & autres, il en sera usé comme par le passé.

IX. Et à l'égard desdits de la R. P. R. qui seront condannez par Justice, ils pourront être consolez & visités par les Ministres dans les prisons, & y pourront faire prieres, pourveu toutefois qu'elles ne puissent être entendues des autres prisonniers, sans les pouvoir accompagner par les rues. Permet néanmoins sa Majesté ausdits Ministres de faire prieres publiques dans leur Temple, ou lieux destinez pour leur exercice, pour lesdits condannez. Et afin d'éviter les inconveniens qui pourroient arriver; enjoint ladite Majesté au Gouverneur, & son Lieutenant General en Dauphiné, Intendant de Justice, & tous autres ses Officiers, de tenir la main à l'exécution & observation du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles ce premier jour du mois d'Août 1671.

Signé,

PHÉLYRÉAUX.

L I I I.

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la R. P. R. & demolition des Temples à Vitré & à Vieilleigne, Diocèse de Rennes.

LE Roi étant en son Conseil, faisant droit sur les differens desdites parties, & partage desdits Commissaires sur iceux, a fait & fait très-expresses inhibitions & defences ausdits de la R. P. R. de faire aucun exercice de leur Religion en ladite Baronnie de Vitré: ce faisant ordonne que dans quinzaine pour toutes prefixions & delais, ils feront demolir ledit Temple, à eux permis de disposer des materiaux ainsi qu'ils aviseront bon être; autrement & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, pourront lesdits habitants Catholiques le faire demolir aux frais & depens desdits de la Rel. P. R. Et en consequence, sans avoir égard à la Requête desd. pretendus Reformez du 22. Fevrier 1664. ordonne sa Majesté que les convois & enterremens des morts de ceux de ladite R. P. R. seront faits dès le matin à la pointe du jour, ou le soir à l'entrée de la nuit, sans qu'ils puissent être faits à autres heures, ni qu'il y puisse assister plus grand nombre que de dix personnes, conformément aux Arrêts de sa Majesté des 7. Août & 13. Novembre 1662. Et pour ce qui concerne les tentures de devant leurs maisons aux jours de Fêtes ordonnées pour ce faire, ou qui pourroient être commandées par ordre de l'Eglise, ordonne conformément à l'art. 3. de l'Edit de Nantes, qu'elles seront faites par les soins des Officiers dudit Vitré, & à la diligence du Syndic de ladite Communauté, ce que lesd. de la R. P. R. seront tenus de souffrir, sans qu'ils y contribuent aucune chose pour ce regard. Et entant que touche l'exercice de la R. P. R. dans ledit lieu de Vieilleigne, sa Majesté ordonne que l'Ordonnance desdits Commissaires sera executée; ce faisant que dans trois mois pour toutes prefixions & delais le Temple dudit lieu de Vieilleigne sera demolli, & que l'exercice public de ladite R. P. R. y sera interdit; sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, que ladite demolition sera faite à leurs frais & depens. Et à l'égard de celui qui est permis aux Hauts Justiciers par l'article 7. dudit Edit de Nantes, ordonne qu'il sera continué tant & si longuement que les Seigneurs dud.

lieu seront profession de la Rel. P. R. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau le 7. jour d'Août 1671. Signé, ● PHELYPEAUX.

L I V.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Rel. P. R. & demolition du Temple à la Bastide en Armagnac, Diocèse d'Aire.

VU par le Roi étant en son Conseil, le Jugement rendu par les Srs. Commissaires deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes, autres Edits, Declarations & Arrêts dudit Conseil dans les Generalitez de Guyenne, le 29. Juillet 1665. entre le Syndic & habitans Catholiques de la ville de la Bastide en Armagnac, Diocèse d'Aire, demandeur en Requête, du 2. Septembre 1664. tendante à ce que le Temple des pretendus Reformez dudit lieu de la Bastide soit demolli, avec defences d'y faire aucun exercice public de la R. P. R. & d'élire à l'avenir aucun Consul, ni se servir d'aucuns Greffiers qu'ils ne soient Catholiques, mêmes qu'aucunes Assemblées se tiennent dans la Maison de ville si un desdits Catholiques n'y preside, & non un desdits pretendus Reformez; d'une part: Et le Syndic & habitans de la R. P. R. dudit lieu, defendeurs d'autre: Et entre le Syndic du Clergé dudit Diocèse d'Aire, intervenant & demandeur en Requête, du 19. Decembre ensuivant, tendante à même fin que celle dudit Syndic des habitans Catholiques, d'une part; Et lesdits de la R. P. R. dudit lieu de la Bastide, defendeurs d'autre, par lequel Jugement lesdits Sieurs Commissaires se seroient trouvez partagez en opinions, & auroient été d'avis pour les raisons & motifs y contenuës; savoir le Sieur Pellot Commissaire de la Relig. Catholique, Apostolique & Romaine, que l'exercice de ladite R. P. R. soit defendu dans la Bastide, & le Temple demolli; & le Sieur du Vigier, Commissaire de la R. P. R. que l'exercice de ladite Religion P. R. doit être maintenu audit lieu, avec defences à toutes sortes de personnes de l'y troubler, ladite requête du 2. Septemb. 1664. au bas de laquelle est l'Ordonnance, portant que les parties seroient assignées, & en suite l'exploit d'assignation, donné en consequence ausdits de la Religion P. R. du 6. Decembre audit an. Acte d'emploi de la part desdits Catholiques pour

plant satisfait au Règlement rendu par ledit Sieur Poëlle, Intendant de la Justice, Police & Finances esdites Generalitez, Commissaire député à l'effet que dessus, du 30. Decembre 1664. Extrait du Synode tenu à Cleyrac l'an 1560. dans lequel appert que la Bastide est mise dans le Colloque des Landes. Copie d'État & distribution de la somme donnée par le Roi Henri IV. aux Ministres de la R. P. R. de France, dans lequel est fait mention de Maître Jean Sylvius Ministre de St. Justin de la Bastide, de l'an 1592. Deux Extraits de Deliberations d'entre lesdits Catholiques & lesdits pretendus Reformez de la Bastide, au sujet des affaires de la ville, des 2. Mai 1580. & 1. Janvier 1589. Lettres patentes dudit Seigneur Roi Henri, du 23. Mai 1581, pour l'imposition de 800. livres sur ceux dudit lieu de la Bastide, afin de rembourser deux particuliers y denommez, faisans profession de la R. P. R. qui les auroient fournies pour ladite Communauté. Memoire en parchemin du mariage du nommé Vigues, naissance & Batême de ses enfans, de lui signé en deux endroits, ledit memoire commençant en 1594. & finissant en 1619. Extrait tiré du Consistoire de la Bastide, du 15. Août 1597. où il est fait mention dudit Sylvius Ministre. Extrait des Actes de Consistoires desdits de la R. P. R. de Roquefort, des années 1596. 1597. & 1599. où il est fait mention des Eglises P. R. de la Bastide & de St. Justin. Expedition en papier d'un Contrat d'achat fait d'une maison, par les Anciens de ladite R. P. R. de la Bastide, du 30. Mars 1603. ladite Requête du 19. Decembre 1664. au bas de laquelle est l'Ordonnance, qui reçoit ledit Syndic du Clergé partie intervenante; & en suite la signification d'icelle, faite ausdits de la R. P. R. le 20. Decembre audit an. Acte signifié le 24. Decembre audit an ausdits de la R. P. R. de la Bastide, pour venir defendre à ladite Requête. Reglement à écrire & produire, obtenu par défaut, contre lesdits de la R. P. R. dudit jour 24. Decembre audit an. Acte de produit vers le Greffe en consequence dudit Reglement par ledit Syndic, le 30. Decembre audit an. Deux Copies de Requetes des P. R. du Mont de Marlan, signifiées ausdits Catholiques les 4. & 29. Mars 1662. à l'occasion de leur Temple, qui avoit été demolí. Informations faites à la Requête du Curé de ladite ville, le 8. Mars 1664. de ce que les jours de Carême, où il est defendu de manger viande, lesdits de la R. P. R. tuoient le betail, & l'exposoient en ven-

Tom. IV. G. V.

te, au bas de laquelle Information est le decret de prise de corps, & l'ajournement personnel decernez contre quelques particuliers y denommez. Exploit de commandement & contraintes, signifiées au Procureur desdits P. R. de rendre le Procès qu'il auroit retiré, des 22. 23. & 25. Juin 1667. Extrait du Livre des Batêmes de l'Eglise P. R. de la Bastide, par lequel appert que Jean du Four fut batisé par ledit Sylvius, le 9. Mars 1597. Extrait d'un Arrêt de la Chambre de l'Edic de Grenoble, du 5. Août 1631. qui fait mention du susdit Extrait Batifaire. Copie d'Acte du Synode de Miremont, du 17. Septembre 1597. dans lequel il est parlé dudit Sylvius Ministre de St. Justin de la Bastide. Copie d'Acte du Synode Provincial, tenu à Nerac le 16. Septembre 1598. dans lequel appert que l'Eglise P. R. de la Bastide a été excusée. Copie du Testament du nommé Tortore, demeurant à la Bastide, fait en 1598. d'où résulte qu'il veut être inhumé dans le Cimetiere de ladite ville, à la maniere des P. R. Extraits d'Actes du Colloque, tenu à Casteljaloux en 1599. où il est parlé des Srs. de Loque, Sylvius, & autres Ministres, qui étoient presens audit Colloque, même de Tourtareh Ancien de l'Eglise P. R. de la Bastide, & autres Extraits d'Actes de Consistoire des P. R. de Nerac, de l'an 1600. où il est fait mention dudit Sylvius Ministre, & ce pour Montagnac. Extrait de la Collecte des pauvres de la Bastide, depuis l'an 1600. jusques en l'année 1613. Copie collationnée de Contrat de mariage d'une fille dudit Sylvius, fait en l'année 1603. dans lequel il est qualifié Ministre de la Bastide, de Saint Justin, & Roquefort. Requête portant reception de ladite piece, du 27. Juillet 1665. signifiée le 28. desdits mois & an. Extrait du Consistoire de Nerac de l'an 1607. par lequel appert que le Sieur du Fort Ministre, auroit été nommé pour les Eglises P. Ref. de la Bastide, de Roquefort, de St. Justin. Requête dudit Syndic du Diocèse d'Aire, servant de contredits à la production desdits P. R. de la Bastide, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur Intendant, portant, ait Acte, & la signification ensuite, du 13. Janvier 1665. Requête de saluations contre les productions dudit Syndic, signifiées de la part desdits P. R. le 14. Juillet 1665. Autre Requête de contredits, fournis de la part dudit Syndic, contre la production desdits P. R. signifiée le 18. Juillet 1665. Inventaires, Ecritures & productions respectives des parties, sur lesquelles

K

les est intervenu ledit partage. Reponse desdits P. R. à ce qu'il plût à sa Majesté leur permettre d'ajouter à leur production cinq pieces, pour justifier leur possession en l'année 1597. & y ayant égard qu'il plût à sa Majesté leur adjuuger entièrement leurs conclusions, & ce faisant les maintenir au droit d'exercice de leur Religion, au Temple qu'ils ont à cet effet audit lieu de la Bastide, en suite est l'Ordonnance du Conseil, portant, soit communiqué, du 11. Septembre 1671. au bas est l'Exploit de signification desdites Requête & Ordonnance à l'avancement dud. Syndic, lesdits jour & an, les pieces reçues par ladite Requête, qui sont copie collationnée d'un Acte de Colloque, tenu en la ville de Nerac le 30. Janvier 1697. dans lequel il paroit que le nommé la Fargue est comparu pour les Eglises de St. Justin, la Bastide & Roquefort. Une feuille de papier écrite, tirée d'un Livre de Consistoire, tenu en la ville de la Bastide le 13. Octobre 1597. par laquelle il appert que Sylvius Ministre est arrivé en ladite ville de la Bastide, ledit Cahier collationné des Actes de l'Assemblée du Synode, tenu à Miremontr le 17. Septemb. 1597. dans lequel Sylvius est qualifié Pasteur de St. Justin, avec Ancien. Extrait tiré d'un Livre des Actes du Consistoire de l'Eglise de Nerac des 16. Août 1589. 7. Juillet 1600. & 1. Août ensuivant 1607. par lequel il appert que le Sieur Tartarel est qualifié Ancien de l'Eglise de la Bastide, que le Sr. Sylvius & Consistoire de la Bastide s'excusent de ce qu'ils n'ont pu venir à un Consistoire, qu'il est parlé desdites Eglises de la Bastide, Roquefort, & St. Justin, & que le Sieur du Fort fut nommé pour être Pasteur & Ministre desdites Eglises de la Bastide, Roquefort & St. Justin. Copie collationnée d'Actes d'Assemblée du Synode Provincial, tenu à Nerac le 16. Septembre 1598. dans lequel Sylvius est qualifié Pasteur de St. Justin sans Ancien, & ladite Eglise de la Bastide excusée comme les autres, & exhortée de mieux faire à l'avenir. Reponse du Syndic dudit Diocèse à la Requête desdits P. R. en reception des susdites pieces, en suite est l'Exploit de signification d'icelles, faire le 18. desd. mois & an à l'avancement desdits P. R. & tout ce qui a été mis par doctrs le Sr. Poucet Conseiller ordinaire de sa Majesté en tous ses Conseils & direction de ses Finances, Commissaire à ce député. Qui son rapport, après en avoir communiqué aux Srs. Commissaires deputez pour les affaires de ladite Rel. P. R. Et tout considéré :

Le Roi étant en son Conseil, s'étant élevé sur l'instance, a ordonné & ordonne, que l'exercice de ladite Rel. P. R. sera interdit dans la Bastide d'Armagnac, & ce faisant le Temple bâti audit lieu, demoli dans un mois pour toutes prévisions & delais, du jour de la signification du présent Arrêt, à la diligence, frais & depens desdits de la R. P. R. qui pourront disposer des matériaux, ainsi que bon leur semblera ; autrement, & à faute de ce faire dans ledit temps, & icelui passé, a permis & permet ausdits Catholiques de faire faire la demolition aux frais & depens desdits de la R. P. R. Fait au Conseil d'Etat du Roi, la Majesté y étant, tenu à Versailles, le 19. jour de Septemb. 1671. Signé, P. L. E. T. A. V. & scellé.

L. V.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Rel. P. R. & demolition de Temple à Aymet, Diocèse de Sarlat.

Vu par le Roi étant en son Conseil, le jugement rendu par les Sieurs Commissaires Deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes, autres Edits, Declarations & Arrêts dudit Conseil, en la Generalité de Guyenne, du 12. Mars 1668. entre le Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat, demandeur aux fins de l'exploit du 12. Juillet 1662. à ce qu'il fût fait défenses aux Ministres, Anciens de Consistoire, & autres habitants d'Aymet, faisant profession de la Rel. P. R. d'y faire à l'avenir aucun exercice public de ladite Religion ; & qu'à cet effet leur Temple fût demoli jusqu'aux fondemens d'une part ; & lesdits Ministre, Anciens de Consistoire, & autres habitants d'Aymet, faisant profession de la R. P. R. defendeurs d'autre, par lequel lesdits Srs. Commissaires auroient été contraires en leurs opinions, le Sr. Polot ayant été d'avis, sous le bon plaisir de sa Majesté, d'ordonner que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit dans Aymet, & le Temple où il se fait demoli jusqu'aux fondemens ; & le Sieur Guignard, Commissaire de ladite R. P. R. que l'exercice de ladite Rel. P. R. soit être maintenu audit lieu. & leur Temple subsister, ledit exploit dudit jour 21. Juillet 1662. Deux Extraits de Cahiers de papiers, le premier intitulé : Livre des Batêmes de l'Eglise d'Aymet, commençant le 2. Octobre 1575. & finissant le 7. Decembre

1597. & le second intitulé: S'ensuit le donomen-
brement des enfans qui ont été baptizés en
l'Eglise de la présente ville d'Aymet, par M^{re}
Boyreau Ministre de la paroisse de Dieu, com-
mençant le 14. Mai 1581. & finissant le 3.
Avril 1583. Extrait d'une Contestation faite
par lesdits habitants de la R. P. R. d'Aymet,
pour l'entree de leurs Ministres, es années
1591. & 1592. Extrait de divers Colloques
du bas Agenois & Perigord, tenus à Aymet,
Sainte Foi, Bergerac, Issigeac, Miramont
& Norac, es années 1581. 1590. 1592. 1593.
1594. 1597. & 1598. par lesquels appert en-
tre autres choses, que congé & liberté fut
donnée à Valeran, Ministre d'Aymet, au Col-
loque d'Assigeac, le premier Mars 1594. d'al-
ler exercer son Ministère à Castres, sur la re-
quisition qui en fut faite audit Colloque, par
le nommé Billot député dudit Castres. Ex-
trait du livre du Consistoire dudit Aymet,
commençant le dernier Mars 1589. & finis-
sant le 12. Juin 1620. par lequel appert en-
tre autres choses qu'il avoit été arrêté le 8.
Avril 1594. en présence de Pinet Ministre de
Sainte Foi, que le Consistoire de Bergerac,
sera prié de vouloir octroyer à celui d'Aymet,
un de leurs Ministres, pendant que ledit Va-
leran seroit absent, & le 11. Août 1595. en
présence de Ragnac Ministre de Sigoules,
qu'il y avoit été arrêté que l'on celebreroit la
Cene le Dimanche lors prochain en quinzai-
ne, & que depuis ledit jour 11. Août audit
an, jusques au 19. Novembre 1597. il n'y a
eu ni Ministre ni Consistoire, marque qu'il
n'y a eu aucun exercice public aud. Aymet, es
années spécifiées en l'art. 9. de l'Edit de Nan-
tes. Extrait de Lettres patentes de Don, fait
par le Roi es Eglises P. R. de Languedoc, &
autres, en l'année 1592. dans lequel Valeran
Ministre d'Aymet, est employé pour deux
cens écus. Extrait de Colloque tenu à Ste. Foi
le 3. Avril 1596. par lequel auroit été arrêté
que l'on écrirait audit Valeran, & à son Egl-
ise, touchant ce que nul d'eux n'étoit venu au-
dit Colloque. Extrait d'Acte de Consistoire
de l'Eglise de Bergerac, du 7. Juin 1596. par
lequel auroit été arrêté, que l'on écrirait au
Colloque, pour quelque argent dû par l'E-
glise d'Aymet & Pomport. Extrait d'Acte
du Synode tenu à Miremont le 17. Septemb.
1597. par lequel auroit été arrêté qu'il seroit
écrit Lettres au Synode du haut Languedoc,
de pourvoir ausdits P. R. d'Aymet d'un Pa-
steur, au lieu du Sr. Valeran qui s'en étoit
allé à Castres. Ordonnance des Sieurs de Boif-
sié & de la Cize, Commissaires deputez par

sa Majesté au ressort du Parlement de Bour-
deaux, pour l'exécution de l'Edit de Nantes,
du 17. Janvier 1612. qui ordonne que le Ci-
viliere de ladite ville d'Aymet, sera com-
mun aux habitans de ladite ville, tant de l'u-
ne que de l'autre Religion, que lesdits habi-
tans seront indifferemment admis aux Char-
ges de la ville, & que la cloche seroit aussi
commune. Procès verbal des Srs. Hofman
& du Vigier, Commissaires deputez pour l'e-
xecution de l'Edit de Nantes en Guyennac, du
18. Juin 1662. contenant les causes de l'op-
position faite par lesdits P. R. d'Aymet à la
demolition de leur Temple, & privation de
l'exercice de lad. Religion, ordonné par Arrêt
du Parlement de Bourdeaux. Dire desd. De-
fendeurs du 13. Mars 1666. contenant leurs
defenses à la demande d'ed. Syndic. Requête
dudit Syndic desdits jour, mois & an, ser-
vant de réponse ausdites defenses. Copie
de Requête dudit Syndic du 23. Mai 1666.
tendante à ce que lesdits P. R. cessent à pro-
duire & représenter leurs titres par devant
lesdits Srs. Pellot & Guignard: au bas est l'or-
donnance de Forclusion. Defenses desdits
P. R. d'Aymet, du 7. Mars 1668. contre la
Requête de contredits dudit Syndic, & tout
ce que par lesdits parties a été mis & pro-
duit par devers le Sr. Poncet, Conseiller or-
dinaire du Roi en tous ses Conseils, & Di-
rection de ses Finances, Commissaire à ce
deputé, après en avoir communiqué aux
Srs. Commissaires Deputez pour les affaires
de la Rel. P. R. Oui son rapport; Et tout
considéré: Le Roi étant en son Conseil, vu-
dant ledit partage, a interdit l'exercice de la-
dite R. P. R. audit lieu d'Aymet; ce faisant
ordonne que dans quinzaine du jour de la
signification du présent Arrêt, qui sera faite
sur les lieux, le Temple sera demoli par les-
dits de ladite R. P. R. autrement & à faute
de ce faire dans ledit tems, & icelui passé,
la demolition sera faite à leurs frais & depens
par les Catholiques dudit lieu. Fait au Con-
seil d'Estat du Roi, sa Majesté y étant, tenu
à Versailles, le 19. Septembre 1671.

Signé,

PHELYPEAUX.

L. V I.

*LETTRE de Cachet, portant defenſe aux
habitans de Montelimar Diocèſe de Valence,
d'admettre au Conſulat aucun de ceux qui
font profeſſion de la R. P. R.*

DE PAR LE ROI DAUPHIN.

CHers & bien-amez nous avons été informez que par un uſage abuſif l'on élit tous les ans un Conſul de la R. P. R. en notre ville de Montelimar, & conſiderant que cet uſage eſt inutile à notre ſervice, nous vous faiſons cette Lettre, pour vous dire que notre intention eſt qu'il ne ſoit plus à l'avenir nommé aucune perſonne de la R. P. R. pour être dans le Conſulat de notre dite ville; Et comme nous ſommes auſſi informez que dans le Temple de ceux de ladite R. P. R. il y a un banc couvert d'un tapis ſemé de fleurs de lys, ſur lequel les Officiers de Juſtice qui ſont de lad. Religion prennent leur ſéance, ainſi que faiſoit pareillement ledit Conſul Huguenot, nous deſirons que ledit tapis ſoit ôté, & que lors que les Officiers de Juſtice ſeront dans le Temple, ils n'y puiſſent être précédés par aucuns Maſſiers, ni être diſtinguez des autres Religioneux que par leurs ſimples Robes noires, leſquelles ils pourront porter ſi bon leur ſemble; & ne doutant pas qu'il ne ſoit ſatisfait ponctuellement, à ce qui eſt en cela de notre intention; nous ne vous faiſons la préſente plus longue, ni plus expreſſe. Donné à St. Germain en Laye le 16. Decembre 1671. Signé, LOUIS. Et plus bas, L. TELLIER. Et au bout il y a, Aux Conſuls de Montelimar, Et au deſſus, A nos chers & bien-amez les Conſuls de notre ville de Montelimar, y étant le Cachet des Armes de France.

L. V I I.

*Extrait d'Arrêt du Conſeil d'Etat, portant in-
terdiction de l'exercice public de la R. P. R.
& demolition du Temple à Geaune, Diocèſe
d'Aire.*

VU par le Roi, étant en ſon Conſeil, la copie collationnée d'Ordonnance des Srs. Commiſſaires deputez par ſa Majeſté pour l'exécution de l'Edit de Nantes. Autres Edits, Declarations & Arrêts donnez en conſéquence en la Generalité de Guyenne le 29. Juillet

1667. entre le Syndic & habitans Catholiques de la ville de Geaune, Diocèſe d'Aire, demandeurs en Requête, du 2. Septemb. 1664, d'une part, & le Syndic & habitans de la Relig. P. R. dudit lieu, defendeurs d'autre; & entre le Syndic du Clergé du Diocèſe d'Aire, intervenant & demandeur en Requête, du 19. Decembre enſuivant, d'une autre part, & leſdits P. R. defendeurs d'autre. A été d'appel de ladite Ordonnance, fait par ledit Syndic du Clergé du Diocèſe, notifié au nommé de Jabaros Ancien deſdits P. R. de ladite ville de Geaune, le 7. Août 1667. Arrêt du Conſeil d'Etat, du 6. Fevrier 1666. rendu ſur la Requête du Syndic dudit Diocèſe d'Aire, à ce qu'il plût à ſa Majeſté de recevoir enſemble leſdits habitans de ladite ville de Geaune, appellans de la ſuſd. Ordonnance, ſans y arrêter, interdire l'exercice de la R. P. R. en lad. ville, & ordonner que le Temple qui y eſt, ſeroit demolì dans quinzaine par les habitans de ladite R. P. R. juſques aux fondemens, & à faute de ce faire, qu'il fût permis auſdits Syndics & habitans de le faire à leurs frais & depens, par lequel Arrêt auroit été ordonné que ſur les fins de ladite Requête, leſdits habitans de ladite R. P. R. de ladite ville de Geaune, ſeroient assignez en icelui, pour être fait droit aux parties, ainſi qu'il appartiendra. Commiſſion ſur ledit Arrêt deſdits jour & an. . . Et tout ce que par leſdites parties a été mis & produit par devers ledit Sieur Poncet, Conſeiller ordinaire de ſa Majeſté en tous ſes Conſeils, & direction de ſes Finances, Commiſſaire à ce député: Oui ſon rapport, après en avoir communiqué aux Sieurs Commiſſaires deputez pour les affaires de la Religion P. Ref. Et tout conſideré: Le Roi étant en ſon Conſeil, faiſant droit ſur ladite inſtance, ſans s'arrêter à ladite Ordonnance deſdits Sieurs Commiſſaires, du 29. Juillet 1665. a interdit l'exercice de la R. P. R. en ladite ville de Geaune: & en conſéquence, ordonne que dans la quinzaine pour toutes précisions & delais, du jour de la ſignification du preſent Arrêt, ſur les lieux, le Temple conſtruit en lad. ville ſera entièrement demolì, à la diligence des habitans deſſins de la R. P. R. & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui paſſé, permis auſdits Syndic & habitans Catholiques de le faire aux frais & depens deſdits de la Rel. P. R. Fait au Conſeil d'Etat du Roi; ſa Majeſté y étant, tenu à Verſailles le 11. Mars 1672.

Signé,

PHÉLYPEAUX.
LVIII.

L V I I I .

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Rel. P. R. & demolition du Temple à Archiac, Diocèse de Xaintes.

VU par le Roi, étant en son Conseil, le jugement rendu le premier Mars 1664. par les Srs. Commissaires Deputez par sa Majesté dans le pais de Saintonge, pour informer des entreprises, contraventions & innovations faites à l'Edit de Nantes & celui de 1629. & autres Declarations expediees en consequence, recevoir & entendre sur ce les plaintes des sujets de sa Majesté tant Catholiques que P. R. par lequel ils se sont trouvez contraindre en quelques uns de leurs opinions. Le Sr. Colbert du Thoren Commissaire Catholique ayant été d'avis pour les causes y contenues, de faire très-expresses inhibitions & defenses aux habitans du Bourg d'Archiac d'y faire aucun exercice de la Rel. P. R. & de s'assembler au Temple qu'ils y ont construit depuis l'Edit de Nantes, à peine d'être declarez perturbateurs du repos public, rebelles au Roi & à la justice, & de trois mil liv. ce faisant & conformément aux Arrêts, d'ordonner qu'ils feront demolir & abbatre dans quinze ans le bâtiment dudit Temple, tant pour l'avoir construit depuis l'Edit de Nantes, & contre la teneur expresse d'icelui sans la permission de sa Majesté, qu'à cause de l'incammodité de la situation, qui est proche de l'Eglise des Religieux Recollets: & au regard des Ecoles, de leur faire inhibitions & defenses d'en tenir ou faire tenir aucunes and. Bourg, & à tous Regens de la R. P. R. de s'immiscer de l'instruction de la jeunesse: & de leur pareillement enjoindre de n'enterrer leurs morts que le matin à la pointe du jour, ou le soir à l'entrée de la nuit, sans qu'il y puisse assister plus grand nombre que de dix personnes, sur les peines que dessus: & le Sr. de Lestre Commissaire de la Rel. P. R. au contraire ayant été d'avis pour les causes y contenues conformément au 2. article de l'Edit de Nantes, de maintenir lesdits P. R. dudit lieu d'Archiac dans la possession actuelle qu'ils ont de leur exercice au même lieu où ils le font à present, & qu'ils bâtiront dans les premières années de l'exécution de l'Edit de Nantes, conformément au 16. art. d'icelui, de faire défense à toutes personnes de les y troubler ni inquié-

ter pour quelques causes que ce puisse être, à peine d'être declarez perturbateurs du repos public, infractions des Edits de sa Majesté, & de deux mil livres, & ce sans avoir égard à la proximité du Convent des Religieux Recollets: & en ce qui concerne la levée des deniers pour les frais des Synodes, Colloques, entretenemens de Ministres, & autres affaires Ecclesiastiques, d'ordonner que les 43. art. des particuliers de l'Edit de Nantes, & autres Edits & Declarations de sa Majesté & des Rois ses predecesseurs, ensemble la reponse faite par Henri le Grand au 24. article du cahier présenté à sa Majesté en 1604, seroient executez, leur enjoindre de garder & observer les Edits & Declarations de sa Majesté, à l'égard de leurs enterremens, sauf à eux de se pourvoir par devers sa Majesté conformément à ce qui a été dit sur l'art. de Xaintes: pour les Ecoles d'ordonner que les 13. art. de l'Edit de Nantes & 38. des particuliers dudit Edit, ensemble la reponse faite par le defunt Roi Louis XIII. au 9. article du cahier présenté à sa Majesté en 1613, & celle faite par sa Majesté au 13. article du cahier qui lui fut présenté en 1616. seront executez sans que lesdits de la Religion soient obligez de se pourvoir pour leurs Maîtres d'Ecoles & Regence par devers le Sr. Evêque de Xaintes ou ses Vicaires, comme étant contraire à la liberté de conscience accordée par les Edits, comme aussi à l'égard des legs faits à ceux de ladite Religion, que le 28. article des particuliers de l'Edit de Nantes & plusieurs reponses faites sur ce sujet, par les Rois predecesseurs de sa Majesté, particulièrement celle faite par le Roi Louis XIII. au second article du cahier qui lui fut présenté en 1626. seroient pareillement executees. Requête présentée à la Cour de Parlement de Bourdeaux par le Sr. Procureur General de sa Majesté, à ce qu'il lui fût permis de faire informer par devant le premier Juge Royal d'Archiac de la contravention faite par ceux de la R. P. R. dudit lieu à l'Edit de Nantes, lors de la construction du Temple dudit lieu.

Et tout ce que par les Religieux Recollets & lesdits P. R. d'Archiac a été mis & produit par devers le Sr. Poncet Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils & direction de ses Finances, Commissaire à ce député: Ouï son rapport, après en avoir communiqué aux Sieurs Commissaires deputez par sa Majesté pour lesdites affaires de la R. P. R. Et tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, faisant droit sur les partages, a fait & fait très-ex-

presses inhibitions & defences audit lieu d'Archizac, de faire aucun exercice public de ladite R. P. R. dans ledit lieu d'Archizac : Et en conséquence, ordonne que dans quinzaine du jour de la signification du présent Arrêt le Temple construit audit lieu, sera demolli jusqu'aux fondemens, & à eux permis de disposer des matériaux ainsi qu'ils aviseront bon être, autrement & à faute de ce faire dans ledit tems & icelui passé, pourront les habitans Catholiques en faire la demolition aux frais & depens dedit P. R. Ordonne sa Majesté au Sieur de Seve Maître des Requêtes departi en ladite Province, & enjoint à tous autres Juges, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 14. jour de Decembre 1672.

Signé,

PRELYPEAUX.

L I X.

ARRET du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice & demolition du Temple de St. André de la Beausse Diocese d'Agén, & interdiction aussi d'exercice dans le Château de Coiffel du même Diocese.

LE Roi ayant été informé des partages survenus en l'année 1668. entre le Sr. Pellet Intendant de Justice, & Pierre Guignard Advocat en Parlement, Commissaires deputés pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Declarations & Arrêts donnez en conséquence, sur les instances formées par devant lesdits Sieurs Commissaires entre le Syndic du Diocese d'Agén, demandeur à ce que l'exercice public de la R. P. R. soit interdit pour toujours tant dans le lieu de St. André de la Beausse, que dans le lieu de Coiffel & Parroisse de St. Julien, & que les Temples étans audit lieu de St. André, & dans le Château de Coiffel, soient demolli jusqu'aux fondemens, d'une part; Et les Ministres & Anciens du Consistoire & habitans de ladite R. P. R. dudit lieu de St. André de la Beausse; & le Sr. Charles de Perrean Seigneur de Coiffel, defendeurs d'autre, pour être maintenus audit exercice. Sur quoi lesdites parties ayans fourni de defenses & repliques par devers lesdits Sieurs Commissaires, iceux se seroient trouvez partagez; ledit Sr. Pellet ayant été d'avis à l'égard dudit lieu de St. André de la Beausse, que l'exercice public de

ladite R. P. R. y soit interdit, & le Temple demolli jusqu'aux fondemens; & ledit Sr. Guignard, qu'avant faire droit aux parties, elles seroient renvoyées au Conseil de sa Majesté, jusqu'à ce que le partage intervenu au regard des lieux d'exercice de Condomois & d'Agénois fût vuïd. Et pour ce qui concerne ledit Sr. de Coiffel, ledit Sr. Pellet auroit été d'avis qu'icelui Sr. de Coiffel ne pût faire dans son Château d'exercice de ladite R. P. R. qu'aux termes de l'art. 2. de l'Edit de Nantes, pour lui & sa famille, & trente personnes seulement; & le Temple bâti dans ledit Château demolli jusqu'aux fondemens; Et ledit Sr. Guignard au contraire, que ledit Sr. de Coiffel doit être maintenu & conservé dans le droit d'exercice accordé par l'art. 7. dudit Edit de Nantes, comme haut Justicier de lad. terre de Coiffel. Et vu lesdits partages, avis & motifs dedit Sieurs Commissaires, precedens & pieces produites par devers eux. Production nouvelle dudit Sieur de Coiffel présentée au Conseil le 8. Octobre dernier, contenant sa Requête signifiée au Syndic dudit Clergé. Copie écrite sur un vieux papier d'un Commandement de vente fait par Anthoine de Lafranc à Louis d'Albret Seigneur de Coiffel des deux troisièmes parties de la haute, moyenne, basse Justice, & autres droits de la Seigneurie & Parroisse de St. Julien de Coiffel du 27. Avril 1565. Requête dudit Syndic du Clergé d'Agén présentée audit Conseil & signifiée le 15. dudit mois d'Octobre dernier à Loride Avocat dudit Sieur de Coiffel pour détruire le droit de Justice en ladite terre de Coiffel, qu'il prétendoit tirer par le moyen dudit Contrat. Oï le rapport. Et sur considéré: Le Roi étant en son Conseil, vuïdant lesdits partages, a ordonné & ordonne suivant l'avis dudit Sieur Pellet, Que dorénavant il ne pourra être fait aucun exercice public de ladite R. P. R. dans ledit lieu de St. André de la Beausse; Et qu'à cette fin, le Temple qui y est bâti sera demolli & rasé jusqu'aux fondemens par lesd. habitans de lad. R. P. R. dans quinzaine, à compter du jour de la signification du présent Arrêt: ce faisant, qu'ils pourront disposer des matériaux comme bon leur semblera. Et à faute de ce faire dans ledit tems, permet sa Majesté audit Syndic du Diocese d'Agén & habitans Catholiques dudit lieu de St. André, de faire ladite demolition aux frais & depens dedit de la R. P. R. Et à l'égard dudit Sieur de Coiffel, ordonne sa Majesté qu'il ne pourra faire

faits dans son Château l'interdiction de ladite R. P. R. qu'aux termes de l'art. 8. de l'Edit de Nantes, pour lui, sa femme, & trente personnes seulement; Et que le Temple, si aucun y a dans ledit Château, sera demolli dans quinzaine, en sorte qu'il n'y ait aucune marque d'exercice public de lad. R. P. R. ainsi qu'il est porté par l'art. 9. de la Declaration de sa Majesté du 1. Février 1669. le tout à peine de desobéissance, & d'être procédé contre les contrevenans ainsi qu'il appartiendra. Enjoint sa Majesté au Gouverneur son Lieutenant General en Guyenne, Intendant de Justice, & tous autres Officiers, de tenir la main à l'exécution & observation du present Arrêt, & de donner pour cet effet toute l'assistance qui sera nécessaire. Fait au Conseil du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 20. jour de Decembre 1671.

Signé.

PHELYPEAUX.

L X.

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant desordres aux P. R. d'avoir dans leurs Temples bancs & sièges élevés pour les Magistrats, Consuls &c.

LE Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que tous les bancs & sièges élevés qui se trouveront avoir été mis dans les Temples de la Religion P. R. soit pour les Magistrats, des Justices Royales, ou pour les Juges des Justices particulieres, Consuls & Echevins des villes & bourgs de ce Royaume, seront ôtés dans quinzaine après la signification du present Arrêt, ensemble les Fleurs de lys, Armes de sa Majesté, & des villes & Communautés, qui se trouveront avoir été mises sur les bancs, murailles & vitres desdits Temples, & autres lieux, par les Ministres, Anciens de leurs Consistoires, ou autres; & à faute de ce faire dans ledit terme, permet sa Majesté aux Syndics du Clergé des Dioceses de ce Royaume, de les faire ôter aux frais & depens desdits Ministres & Anciens des Consistoires. Fait ladite Majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous Juges Royaux, & des Seigneurs, Consuls & Echevins des villes & bourgs de ce Royaume, faisant profession de la Rel. P. R. de porter dans les Temples & autres lieux d'assemblée particuliere, & lors qu'ils y vont ou qu'ils en reviennent, leurs Robes rouges, Chaperons, & autres marques de Magistrature ou Consu-

laire, &c. & marcher par les rues avec aucune pompe & éclat. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs, Lieutenans Generaux des Provinces, Intendans de Justice, Baillifs, Sénéchaux, Prevôts & autres Officiers, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, que ladite Majesté veut être exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé; & à cet effet il sera lu, publié & affiché en toutes villes & lieux où l'exercice de ladite Rel. P. R. se fait. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 19. jour de Février 1671.

Signé.

PHELYPEAUX.

L X I.

Extrait du Jugement souverain de Mr. d'Angossean, Intendant de la Justice dans la Province de Guyenne, donné avec le Presidial de Libourne.

NOus par Jugement en dernier ressort, & de l'avis des Srs. Officiers du Presidial de Libourne, avons déclaré lesdits Royere, Canole & Malide, Ministres de la R. P. R. Daniel & Jacob Melon, Nodon, Richeome, Jean Melon, Faustulle, Ambarbe, Chancoygue, Galban, Gelieu, Guiraud, Bosse, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caunieres, Bodon, Vaisiere, Cassieux Sr. de Conis, & Dulion Sr. de Campagnac, deducement atteints & convaincus des crimes d'assemblies illicites, contravention & desobéissance aux ordres du Roi & Arrêts de son Conseil d'Etat. Pour reparation desquels, & autres cas resultans du procès, avons condamné lesdits Royere, Canole & Malide à faire amende honorable devant la porte du Palais de la presente ville, où ils seront conduits par l'exécuteur de la haute justice, & là nus têtes en chemises & à genoux, la corde au col, tenans une torche ardente d'un poids de deux livres à la main, déclareront que temerairement & malicieusement ils ont contrevenu & desobéi aux ordres du Roi, & Arrêts de son Conseil d'Etat, & préché dans les lieux interdits, dont ils demandent pardon à Dieu, au Roi, & à la justice; & ce fait, nous avons bannis & bannissons à perpétuité du Royaume, leur enjoignons de garder leur ban à peine de la hart, & en outre les avons condamnés solidairement en trois mil livres d'amende envers le Roi: & à l'égard desdits Daniel, Jacob & Jean

Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caunieres, Baudon, Vaisiere, Cassieux Sr. de Conis, & du Lion Sr. de Campagnac, les avons condamnez & condamnons en cent cinquante livres d'amende chacun envers le Roi: & en ce qui regarde lesdits la Fargue & Saint Ourens, avons déclaré les défauts & contumace bien & dûement obtenus, pour le profit & utilité desquels, & pour les cas ci-dessus mentionnez, les avons banni & bannissons de la Province & Gouvernement de Guyenne pendant cinq ans; leur enjoignons de garder leur ban à peine de la hard; & en outre les avons condamnez solidement en deux mil livres d'amende envers le Roi: & en conséquence de l'assemblée illicite, & de la contravention faite aux ordres du Roi, & aux Arrêts du Conseil, dans ledit Temple d'Issigeac, ordonnons qu'icelui sera incessamment demoli rez pied, rez terre, à la diligence du Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat, & les matériaux employez aux frais de la demolition, avec défenses ausdits habitants de lad. Religion P. R. de la ville d'Issigeac de plus continuer l'exercice public de ladite Religion audit lieu d'Issigeac, ni de retablir led. Temple, jusques à ce qu'autrement par sa Majesté en ait été ordonné: Seront pareillement les murs qu'ont commencé d'être redifiés à Gours & autres lieux susdits, incessamment demolis, à la diligence desdits Syndics du Clergé des Diocèses dont ils dependent, avec pareilles défenses aux habitants desdits lieux d'y continuer l'exercice public de leur Religion, le tout à peine de la vie. Et faisant droit sur les conclusions desdits demandeurs, avons condamné par forme de reparation civile, savoir ledit Royere en la somme de mil livres envers le Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat; & ledit Canole en pareille somme de mil livres envers le Syndic du Clergé d'Angen, & ledit Malide en pareille somme de mil livres envers le Syndic du Clergé du Diocèse d'Aire; & lesdits Daniel, Jacobs & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caunieres, Baudon, Vaisiere, Cassieux Sr. de Conis, & du Lion Sieur de Campagnac, pour pareille reparation civile, chacun en 100. livres envers le Syndic du Diocèse de Sarlat, lesquels tiendront prison, jusques au

payement. Et lesdits la Fargue & de S. Ourens 1000. livres chacun envers le Syndic du Clergé du Diocèse d'Aire, pour être lesdites sommes employées suivant la discrétion des Sieurs Evêques Diocésains: & en outre condamnons lesdits Royere, Canole & Malide, à aumôner chacun la somme de 30. livres & lesdits Daniel, Jacobs & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caunieres, Baudon, Vaisiere, Cassieux Sieur de Conis, & du Lion Sr. de Campagnac, chacun 10. livres, lesquelles aumônes seront mises entre les mains du Sieur Curé de la presente ville, pour être distribuées en œuvres pies, ainsi qu'il jugera à propos. Et au regard dud. Bailen Ministre de Lanquais, ordonnons qu'il sera plus amplement informé dans le mois, & cependant qu'il sera élargi & mis hors des prisons, à la charge de se représenter quand par Justice sera ordonné à peine de conviction: & sur l'accusation intentée à l'encontre desdits Laurets, Roussis Sieur du Cluseau, Dartieu, dit Boussquet, Anthoine & Paul Aujol, & Jaques Geneste, avons iceux mis & mettons hors de Cour & de procès; & en conséquence, ordonnons que les prisons leur seront ouvertes. Ordonnons que les nommez Joyes Ministre de Calonges, Dupuy Ministre de Mauhart, & Laite Ministre de Puch seront pris au corps, si pris & apprehendez peuvent être, sinon sera fait perquisition de leurs personnes, & les assignations données suivant l'Ordonnance & les contumaces contre les défaillans instruites, pour le tout fait & rapporté être ordonné ce que de raison. Condamnons lesdits Royere, Canole, Malide, Daniel, Jacob & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labrué, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caunieres, Baudon, Vaisiere, Cassieux Sr. de Conis, & du Lion Sr. de Campagnac, aux depens envers ceux qui les ont faits, chacun en ce qui les concerne, & les défaillans en ceux de la contumace, la taxe d'iceux à nous réservée: & à l'égard dud. Bailen depens réservés. Mandons au premier Huissier ou Sergent sur ce requis, faire tous exploits requis & nécessaires. Fait dans la Chambre du Conseil du Presidial de Libourne le 21. jour de Juin 1672. Signé, D'AGUESSEAU, Limouzin Lieutenant General Criminel, Rapporteur, David.

Bernard, Dumas, Bourret Assesseur, Maynard, Bouyer, Desages, Fazileau, L'Hottet & Peyrounin. Ainsi signé, Le FEBVRE.

Prononce le présent Jugement ausdits accusés dans la Chambre du Conseil du Præsident de Libourne, le 22. jour de Juin 1672. par moi Greffier sous-signé. Ainsi signé, Le FEBVRE.

Et le même jour 22. de Juin 1672. lesdits Royere, Canole, & Malide, Ministres de la R. P. R. ont fait l'amende honorable devant la porte du Palais de cette ville de Libourne en la forme porree par le présent Jugement.

L X I I.

SENTENCE du Seneschal d'Agenois, par laquelle un Ministre est condamné à 500. livres d'amende, pour avoir prêché hors le lieu de sa residence.

Entre Mr. le Procureur du Roi en la presente Seneschauſſée, demandeur en excès, d'une part; & Maître Jean Borie, Ministre de la R. P. R. de Layrac, defendeur, d'autre: Oui de Fabre Sieur de Gots, Avocat du Roi, pour le Procureur du Roi en la presente Seneschauſſée, ensemble Guignard & Brunel, aussi Avocat & Procureur pour ledit Borie, en leurs dires & requisitions, par avis & deliberation du Conseil, faisant droit sur les fins & conclusions du Procureur du Roi, attendu l'aveu fait par la partie de Guignard en son audition preventionnelle, être resident & domicilié au lieu de Layrac, & avoir prêché à Boe dans le Temple de la Relig. P. R. sans mission, a été déclaré icelle partie de Guignard avoir contrevenu aux ordres, Edits & Declarations du Roi, pour reparation de laquelle contravention lad. partie de Guignard est condamnée en cinq cens livres d'amende, avec inhibitions & defenses de prêcher par ci-après en autre lieu qu'en celui qui lui sera indiqué par le Synode, où il sera domicilié & resident, suivant sa mission, à peine de punition corporelle, & la partie dudit Guignard condamnée en outre aux depens envers ceux qui les auront exposez, qui seront taxez. Fait à Agen, en l'Audience de la Cour de la Seneschauſſée d'Agenois, par devant Mr. Messire Geraud de Boissonnade, President & Juge-Mage en icelle, y étant aussi Messieurs Debordes Lieutenant particulier, Rouffanes, Philippes, Aufac, Omuas, Vignes, Vidalot, & Raigniac jeune, Conseillers, le 18. Août 1672. Signe, DECAILLOUS, Greffier.

Tem. IV & V.

L X I I I.

Extrait d'Arrêt du Parlement de Paris contre Jacob Pelisson, pour crime de Relaps.

VU par la Cour le procès criminel, fait par le Lieutenant Criminel de Loudun, à la requête du Substitut du Procureur General du Roi, demandeur & accusateur en crime de Relaps, suivant la plainte & denonciation faite par Me. Paul Pelisson, Procureur en Parlement, contre Jacob Pelisson son fils, defendeur & accusé, prisonnier en la Conciergerie du Palais, appellant de la sentence rendue par ledit Juge le 6. Novembre dernier, par laquelle il auroit été déclaré dûment atteint & convaincu dudit crime, & pour reparation banni à perpétuité du Royaume, & en cinq cens livres d'amende, applicable moitié à la Maison de la Charité de lad. ville de Loudun, & l'autre moitié au pain des pauvres prisonniers. Arrêt du 4. Janvier dernier, par lequel la Cour revoyant ledit Procès, auroit mis ladite appellation & sentence au neant, en ayant ordonné que ledit Pelisson seroit oui & interrogé, & les temoins à lui confrontez, par le Lieutenant Criminel de Saumur, à cette fin les informations portées au Greffe, & ledit Pelisson transféré es prisons dudit Lieutenant Criminel de Loudun, pour ce fait, rapporté & communiqué au Procureur General du Roi, & led. Pelisson amene eldites prisons de la Conciergerie du Palais, être procédé au jugement du proces ainti que de raison. Enjoint audit Lieutenant Criminel de Loudun, lors que l'accusé refusera de repondre, de lui faire 3. interpellations de repondre, à chacune desquelles il lui declarera qu'il lui fait son procès comme à un mauët volontaire, suivant la nouvelle Ordonnance. Interrogatoire, recollement & confrontation de temoins fait en conséquence par le Lieutenant Criminel de Saumur audit Pelisson, conclusions du Procureur General du Roi, oui & interrogé ledit accusé sur les cas à lui imposez, & tout considéré: Dit a été, que la Cour pour les cas resultans du procès, a banni & bannit ledit Pelisson du Royaume à perpétuité; lui enjoit de garder son ban à peine de la hardy declare tous ses biens tituez en pais de confiscation acquis & confisquezz à qui il appartiendra, sur iceux & autres non sujets a confiscation preallablement pris la somme de cent

L.

cent livres d'amende vers le Roi, applicable au pain des prisonniers de la Conciergerie du Palais. Fait en Parlement le 29. Août 1672. & prononcé le 31. desdits mois & an.

L X I V.

ORDONNANCE touchant l'impression des Livres des P. R. de Sedan.

DE PAR LE ROI.

SA Majesté ayant été très-humblement suppliée de la part de ses sujets faisant profession de la R. P. R. dans la ville & Souveraineté de Sedan, de les maintenir dans le privilege dont ils ont joui jusqu'à present, de faire imprimer tous leurs Ouvrages avec la seule approbation des Modérateurs de leur Religion, sans être tenus d'obtenir pour cela aucune permission des Officiers Catholiques: & ayant égard à ce qui lui a été d'ailleurs représenté par son Lieutenant General au Bailliage & Siege Presidial dudit lieu, que ce prétendu privilege est contraire aux Reglemens generaux du Royaume, & que ceux de la R. P. R. dudit Sedan en ayant abusé en diverses occasions, par la liberté qu'ils se sont donnée d'imprimer divers Libelles diffamatoires & scandaleux, il est important de reprimer la continuation de cet abus, & leur defendre à l'avenir de faire rien imprimer sans l'approbation de leurs Ministres, & la permission expresse des Magistrats: à quoi voulant pourvoir, sa Majesté a ordonné & ordonne que conformément à l'usage general, qui se pratique dans le Royaume, tous les livres & generalement tous autres ouvrages ou écrits particuliers que ceux de la R. P. R. dud. lieu & Souveraineté de Sedan desirent faire imprimer à l'avenir, seront préalablement vus & approuvez par deux Ministres de leur Religion, lesquels demeureront responsables de tout ce qui y sera contenu, afin que led. Magistrat puisse en suite leur donner permission de les mettre au jour. Fait à Paris le 10. jour de Janvier 1671. Signé, LOUIS. Sillé du cachet secret. Et au bas signé, DE LIONNE.

L X V.

ORDONNANCE du Sieur President & Lieutenant General au Bailliage de Sedan, portant defences aux P. Ref. de ladite ville d'exposer & étaler ou vendre de la viande ou gibier es jours auxquels l'Eglise en defend l'usage.

DE PAR LE ROI
ET MR. LE PRESIDENT LIEUTENANT GENERAL.

Sur ce qui nous a été représenté par le Procureur du Roi, que par un usage abusif, qui n'a jamais eu d'autre fondement, que parce qu'il a été établi par les anciens Princes de cette ville, qui faisoient profession de la R. P. R. les Bouchers tant Catholiques que de ladite R. P. R. entreprennent d'ouvrir la Boucherie publique, d'y exposer & vendre publiquement leur viande pendant les Carêmes & autres jours de Jûne ou d'abstinence ordonnez de l'Eglise; de laquelle entreprise naissent plusieurs desordres scandaleux à la Religion, defendus par les Loix de l'Etat, & contraires à l'honnêteté publique: car comme ladite Boucherie est située sur une partie de la grande Place, & qu'elle est ouverte de deux grandes portes & de deux petites, dont l'une des grandes a son issuë sur ladite grande Place, & est dans le passage de deux rues qui conduisent d'une porte de la ville à l'autre, qui sont les entrées & sorties du Royaume, & que l'autre grande porte de ladite Boucherie publique est proche & vis-à-vis de la grande porte de l'Eglise des R. P. Jesuites, les étrangers qui arrivent en cette ville pour entrer ou sortir du Royaume, ont sujet de douter qu'elle soit Catholique, y appercevant ces sortes de marques publiques, qui font bien plutôt imaginer le contraire; dont non seulement les honnêtes gens ont de la pudeur, les Catholiques François & étrangers de l'horreur, & dont la pieté & le zèle de tout un monde sont extremement scandalisez, puis que dans tout le Royaume il n'y a que cette seule ville où cet abus soit souffert. Mais de plus la ville étant mipartie, & les habitans étant elevez & nourris, vivans & negocians les uns avec les autres, il se trouve des Catholiques dont la vie & les mœurs ne sont pas moins mêlées que leur interêt & leur commerce; de sorte qu'ils ne font aucun scrupule d'acheter à la Boucherie publique, & de manger de la viande

de pendant tout le Carême & les autres jours défendus par l'Eglise. Le même scandale arrive encore à l'égard des Chaircuitiers, Rotisseurs, Patissiers, Cabaretiers, Taverniers ou Hôtelains, & autres gens qui font débit de toute sorte de viande, de volaille ou de gibier, qui tous les vendent librement, publiquement & impunément, sur leurs boutiques ou dans leurs maisons, en tout tems, & à toutes sortes de personnes indistinctement. Ausquels desordres ayant été pourvu par les Arrêts & Reglemens du Conseil d'Etat, qui tiennent lieu de Loi generale à tout le Royaume, ledit Procureur de sa Majesté nous auroit requis de les faire garder, observer & executer dans l'étendue de notre ressort. Nous ayant égard ausdites requisiions, avons conformément ausdits Arrêts & Reglemens de sa Majesté, fait & faisons très-expresses défenses à tous Bouchers, Patissiers, Chaircuitiers, Rotisseurs, & à tous autres, tant Catholiques que de ladite R. P. R. d'exposer, étaler, ou vendre de la viande ou gibier, de quelque nature qu'ils puissent être, en lad. Boucherie publique, ou sur leurs boutiques particulieres, pendant les Carêmes & autres jours, ausquels l'usage en est défendu par l'Eglise, sauf à eux d'en vendre en leurs maisons & secrettement aux gens de la Rel. P. R. à la charge de n'en fournir ni administrer par lesdits de ladite R. P. R. à aucun Catholique, pour quelque cause ni sous quelque pretexte que ce puisse être : Pourront encore en vendre en leursdites maisons aux Catholiques malades, qui seront tenus d'envoyer un billet du Sieur Curé de cette ville, chaque fois qu'ils en feront acheter, avec défenses ausdits Bouchers, Patissiers, Chaircuitiers, Rotisseurs & autres, de vendre ni viande, ni patisserie, ni volaille, ni gibier autrement, ausquels nous ordonnons de remettre lesdits billets, & de nous les représenter tous les Lundis de chaque semaine, à peine de confiscation des marchandises, & de deux censlivres d'amende, le tiers acquis au denoncateur. Défendons sous les mêmes peines à tous Cabaretiers, Taverniers, ou Hôtelains, de vendre ni fournir en aucune maniere que ce soit, de la viande, volaille ou gibier, aux gens qui pendant lesdits jours défendus boiroient, mangeroient, ou logeroient chez eux, soit Catholiques, ou de ladite R. P. R. habitans, forains ou étrangers. Enjoignons à toutes personnes qui auroient connoissance de quelque contravention à notre presente Ordonnance, de nous en don-

ner avis dans les 24. heures, à peine de 20. livres d'amende, le tiers encore acquis au denoncateur. Ce qui sera lu, publié & affiché aux lieux publics & accoutumés de cette ville & fauxbourgs, même aux quatre portes de la Boucherie publique, & encore dans les trois villages où il y a des Temples, dépendans des Principautez & Souverainetez de cette ville & de Raucourt, avec injonction aux Maires & Gens de Justice desdits villages de tenir la main pour l'entiere execution de notre Ordonnance, qui sera executée non-obstant toutes oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice, pour lesquelles ne sera différé. Ce fait & donné par Messire Joseph du Guillet de la Menardiere Conseiller du Roi en ses Conseils, President Lieutenant general au Bailliage, Siege Presidial, Justice & Police, Chef né & perpetuel de l'Hôtel de ville de Sedan, & President de la part de sa Majesté en la Cour Souveraine de Saint-Manges, le 24. Fevrier 1672. ADAM.

LA MESNARDIERE.

L X V L

ARRET du Conseil d'Etat, portant que les Edits de Pacification, Declarations & Arrêts donnez sur la discipline des P. Ref. du Royaume, seront executez dans les villes & Souverainetez de Sedan, Raucourt & Saint-Manges.

LE Roi étant en son Conseil, ayant eu avis que le nommé Josué le Vasseur Ministre de la R. P. R. & Recteur de l'Academie de ladite Religion à Sedan ; étant venu à deceder sur la fin du mois de Novembre dernier, ceux de ladite Religion meprisant ce qui est prescrit sur les enterremens de leurs morts par les Edits de Pacification, Arrêts & Declarations données en consequence, & fondant leurs entreprises sur un pretendu usage, avoient non seulement exposé ledit Ministre en public, la face decouverte, mais aussi fait porter en plein jour son corps en leur Cimetiere avec une pompe scandaleuse, l'ayant fait preceder par trente tant Professeurs, Modérateurs, Propoians, Ministres, Anciens, Diacres, qu'autres du Consistoire de lad. Religion, à la tête desquels marchoit le Bedeau en habit noir, portant haut une masse couverte d'un crespé, & après le corps suivoit un Convoi de 40. personnes ou environ, vêtus d'habits de deuil : & sa Majesté s'étant fait représenter les Edits des années 1563.

1570. 1573. 1577. celui de Nantes 1598. Arrêt du Conseil du 16. Decembre 1642. par lequel il est defendu à ceux de la Religion d'exposer leurs corps morts en public: autre Arrêt du 19. Mars 1663. par lequel sa Majesté interpretant deux Arrêts precedens, ordonne que dans toutes les villes & lieux où l'exercice de ladite Religion est permis, les enterremens seront faits, savoir depuis le mois d'Avril jusques à la fin de celui de Septemb. à six heures precises du matin, & à six heures du soir; & depuis le mois d'Octobre jusques à la fin de Mars, à huit heures precises du matin, & à quatre heures après midi, ausquels Convois se trouveront si bon leur semble les plus proches parens du defunt, & jusqu'au nombre de trente personnes seulement eux compris: autres Arrêts des 5. Octobre 1663. & 18. de Septembre 1664. par lesquels le precedent a été confirmé, & en outre fait defences aux Ministres de faire des exhortations dans les rues à l'occasion desdits enterremens. Vu aussi par sa Majesté ses Lettres patentes en forme de Declaration du 1. Fevrier 1669. confirmative des Arrêts, ensemble l'Arrêt d'enregistrement d'icelle au Parlement de Mets; & sa Majesté considerant combien il est important à son service de reprimer ces entreprises, & néanmoins voulant pour cette fois moderer la severité avec laquelle elle desire que les contraventions à ses volontez soient punies, en pourvoyant toutefois à ce qu'il n'en puisse arriver de semblables à l'avenir: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que les Edits de Pacification, Arrêts & Declarations données sur la discipline de ceux de la R. P. R. de son Royaume, seront executez selon leur forme & teneur dans les villes & Souverainetez de Sedan, Raucourt & St. Manges: & ce faisant a ordonné & ordonne, que ceux de ladite R. P. R. qui viendront à deceder, ne pourront être exposez en public; qu'ils seront enterrez sans pompe ni ceremonies funebres, savoir depuis le mois d'Avril jusques à la fin de celui de Septemb. à six heures du matin, & en hiver à quatre heures du soir, ausquels enterremens se trouveront seulement les plus proches parens du defunt si bon leur semble, & jusques au nombre de trente personnes seulement, eux compris: fait en outre sa Majesté très-expresses defences aux Ministres & autres personnes de ladite Religion, de faire aucunes exhortations dans les rues à l'occasion desdits enterremens. Et sera le present Arrêt publié, & reglre au Bail-

liage dudit Sedan, à la diligence du Procureur de sa Majesté en icelui, auquel sa Majesté enjoint de l'informer des contraventions qui seront faites audit Arrêt. pour y être par elle pourvu ainsi qu'il appartiendra par raison. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 20. jour de Janvier 1673.

Signé,

ARNAUT.

L X V I I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public, & demolition du Temple à Unet, à Galapian, à Fouillet, à Ammet, à Ligueux, & à St. Barthelemi de la Perche, lieux du Diocèse d'Agén.

VU par le Roi, étant en son Conseil, les Procès verbaux des partages survenus en l'année 1668. entre le Sieur Pellot lors Intendant de Justice en Guyenne, & Pierre Guignard Avocat de la Rel. P. R. Commissaires deputez en Guyenne pour l'execution de l'Edit de Nantes, & autres Edits & Declarations données en consequence, & pour pourvoir aux innovations, contraventions & entreprises faites à iceux des 27. Avril & 18. Juillet audit an 1668. sur la demande du Syndic du Clergé du Diocèse d'Agén, à ce qu'il soit fait defences aux Ministres, Anciens & autres habitans de lad. R. P. R. des lieux de Unet, Galapian, Fouillet, d'Ammet, Ligueux, & St. Barthelemi de la Perche, de faire dorénavant en iceux l'exercice public de ladite R. P. R. & qu'à cet effet leurs Temples soient demolis jusqu'au fondement, d'une part: Et les Ministres, Anciens, & autres habitans desd. lieux, faisant profession de la R. P. R. defendeurs, d'autre. Sur quoi ayant été par eux fourni de defences, ledit Sr. Pellot Commissaire Catholique auroit été d'avis, par les motifs y énoncez, d'ordonner que l'exercice public de ladite R. P. R. sera interdit dans les susd. lieux de Unet, Galapian, Fouillet, d'Ammet, Ligueux, & St. Barthelemi de la Perche, & les Temples demolis jusques aux fondemens: & led. Sr. Guignard au contraire, pour le regard desdits lieux de Ligueux & de St. Barthelemi, à ce qu'ils soient maintenus audit exercice; & pour les autres, qu'avant faire droit aux parties, elles seroient renvoyées audit Conseil, jusques à ce que le partage intervenu pour le Condommois & l'Agénois fût vuide. Vu aussi les productions des parties. Oûi audit Conseil ledit Syndic du

du Clergé d'Agen, le nommé Janiffon Deputé desdits de la R. P. R. des susdits lieux, Loride leur Avocat, le Rapporteur ; & tout considéré : Le Roi étant en son Conseil, vu, dant lesdits partages, a interdit tout exercice public de ladite R. P. R. dans lesdits lieux de Unet, Galapian, Fouillet, d'Ammet, Ligneux, & St. Barthelemy de la Perche ; avec très-expresses inhibitions & défenses à tous Ministres & habitans de l'y faire à l'avenir, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de desobéissance, & d'être procédé contre les contrevenans, ainsi qu'il appartiendra. A cette fin ordonne sa Majesté, que par lesdits habitans de la R. P. R. desd. lieux, les Temples qui y sont construits seront saïez & demolis jusques aux fondemens ; savoir ceux de Unet & Galapian dans quinzaine, ceux de Fouillet & d'Ammet dans un mois, & ceux de Ligneux & Saint Barthelemy de la Perche dans deux mois ; & ce à compter du jour de la signification du present Arrêt : ce faisant pourront lesdits habitans disposer des materiaux si bon leur semble. Autrement & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, permet sa Majesté au Syndic du Diocèse d'Agen & habitans Catholiques desdits lieux, de faire faire ladite demolition aux frais & depens de ceux de ladite R. P. R. Enjoint sa Majesté au Gouverneur son Lieutenant General en Guyenne, Intendant de Justice, & tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution & observation du present Arrêt, & de donner pour cet effet toute l'assistance nécessaire. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye, le 3. jour de Fevrier 1673.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

L X V I I I.

Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant interdiction d'exercice public de la Religion P. R. & demolition du Temple, à Bazas.

VU au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, le procès verbal de partage intervenu entre les Srs. Pellot Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant es Generalitez de Guyenne, & Guignard Avocat en Parlement, Commissaires deputés par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits & Arrêts donnez en consequence, du 12. Mars 1668. par lequel ledit

Sr. Pellot Commissaire Catholique auroit été d'avis, que l'exercice public de la Rel. P. R. devoit être interdit dans la ville de Bazas, & le Temple où il s'est fait demoli jusques aux fondemens ; & ledit Sr. Guignard Commissaire de la Rel. P. R. au contraire auroit été d'avis, que l'exercice public de lad. R. P. R. fût maintenu dans ladite ville de Bazas. Copie de Requête présentée ausdits Srs. Commissaires, par le Syndic du Clergé du Diocèse de Bazas, à ce qu'il fût ordonné que l'exercice public de lad. R. P. R. seroit interdit pour toujours dans ladite ville de Bazas, & la Grange où il se fait, demolie jusques aux fondemens dans quinzaine par les défendeurs, à leurs frais & depens, & à faute de ce faire dans ledit tems, qu'il seroit procédé à ladite demolition, à la diligence dudit Syndic, aux frais & depens desdits défendeurs, signifiée le 3. Fevrier 1668. Registre non signé des Batêmes de ceux de ladite R. P. R. de ladite ville de Bazas, commencé le 23. Août 1576. jusques au 16. Decemb. 1584. Certificat par devant Notaire en ladite ville de Bazas, du 6. Fevrier 1673. d'Antoine Lagardere & Jean Meuserrat, que les denommez audit Rôle des Chefs de famille faisant profession de la R. P. R. sont domicilies en ladite ville de Bazas. Autre Requête dudit Syndic du Clergé du Diocèse de Bazas, à ce qu'il lui fût permis d'ajouter deux pieces y mentionnées à sa production : l'Ordonnance étant au bas, du 17. Fevrier 1673. portant soient les pieces reçues & communiquées sans retardement, signifiée le 18. dud. mois. Extrait de l'Histoire de De Thou, par lequel il paroît qu'au commencement de l'année 1577. ledit Capitaine Fabas faisant profession de la Religion Catholique, auroit fait assassiner le Gouverneur de ladite ville de Bazas, & enlevé la fillette d'icelui, pour la marier à un de ses parens, & que craignant d'être poursuivi par la rigueur des Loix, auroit fait entrer secretement des soldats, comme en ayant besoin pour la defense de sa personne, & qu'il s'étoit alors rendu par force maître de la ville, & qu'en même tems il auroit fait abjuration de la Religion Catholique, & profession de la Relig. P. R. & pour se mettre à couvert de la Justice, craignant d'être puni pour raison de l'assassinat & du rapt, avoit traité avec le Roi de Navarre, & déclaré tenir la ville pour lui, disant n'avoir rien fait que par ses ordres ; & que pour se rendre plus recommandable au Roi de Navarre, il auroit surpris la ville de la Roque. Attestation faite

faite par devant le Lieutenant Particulier en la Senechaussée de Bazadois, par Jean Bruffis Avocat en la Cour, & Juge Royal de ladite ville & Prevôt d'icelle, deux Jurats, deux Avocats & deux Procureurs de ladite ville, du 1. Fevrier 1673. des familles demeurans audit Bazas, faisant profession de la R. P. R. au nombre d'onze. Autre Requête dudit Syndic du Clergé, employée pour contredire à la dernière production nouvelle desdits de la R. P. R. Et tout ce qui a été mis par devers le Sr. Boucherat, Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils, Commissaire à ce député. Oui le Syndic du Clergé du Diocèse de Bazas, & Monereau député pour ceux de la R. P. R. de Bazas; le rapport du Commissaire; Et tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, vu l'arrêt de partage, & y faisant droit, a ordonné & ordonne, que l'exercice de la Relig. P. R. sera interdit dans la ville de Bazas, & que le Temple qui y est construit, sera demoli jusqu'aux fondemens dans deux mois, par ceux de la R. P. R. & en ce faisant ils pourront disposer des matériaux & de la place du Temple; sinon & à faute de faire par eux la demolition dans ledit tems de deux mois, & icelui passé, sa Majesté a permis & permet au Syndic du Clergé du Diocèse de Bazas, de faire ladite demolition aux depens de ceux de ladite R. P. R. qui seront remboursez sur lefd. matériaux. Et sera le present Arrêt executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 20. jour de Fevrier 1673.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X I X.

ARRET du Conseil d'Etat, par lequel l'exercice public de la Rel. P. R. est interdit, & le Temple demoli à Grateloup, Diocèse d'Agen.

VU par le Roi, étant en son Conseil, le procès verbal de partage, survenu le 16. Avril 1668. entre le Sr. Pellot, lors Intendant de Justice & Generalitez de Bourdeaux & Montauban, & Maître Pierre Guignard, Avocat de la R. P. R. Commissaires députez en Guyenne, tant pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits & Déclarations données en conséquence, que pour pourvoir aux innovations, contraventions & entreprises faites à iceux, sur la demande du Syndic du

Clergé du Diocèse d'Agen, à ce qu'il soit fait défenses aux Ministres, Anciens du Consistoire, & autres habitans de ladite R. P. R. du lieu de Grateloup, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de lad. Religion, & qu'à cet effet le Temple sera demoli, d'une part; & ledit Ministre, Anciens du Consistoire, & autres habitans dudit lieu de Grateloup, faisant profession de ladite Religion P. R. défendeurs d'autre; le Sieur Pellot Commissaire Catholique auroit été d'avis pour les motifs y énoncez, d'ordonner que l'exercice public de ladite R. P. R. sera interdit dans Grateloup, & le Temple où il se fait demoli jusqu'aux fondemens; & ledit Guignard au contraire, que l'exercice public de ladite R. P. R. soit maintenu audit lieu de Grateloup. Ecritures & productions respectives des parties, par devers lesdits Sieurs Commissaires. Requête desdits de la Rel. P. R. présentée au Conseil le 8. Octobre 1671. dans laquelle ils disent entre autres choses, que le nommé Ricotier étoit leur Ministre es années 1596. & es années 1597. dans laquelle Requête ils ont fait une nouvelle production de quatre pieces, la première est un vieux cahier de papier non signé, auquel il est écrit entre autres choses, qu'il fut fait quelques Batêmes audit lieu, & au Temple de Grateloup, es années 1596. & 1597. par ledit Ricotier, & qu'un Maître d'école apprenoit à lire & écrire aux enfans dudit lieu, & dans ledit Temple: la seconde, Copie du Colloque tenu audit lieu de Grateloup, le 1. Juin 1597. dans lequel le nom des Ministres qui y assisterent est écrit, & entre autres celui dudit Ricotier est qualifié Pasteur de Clairac, après lesquels noms il est dit que ceux du Consistoire de Grateloup assisterent aussi aud. Colloque, sans qu'il y soit nommé aucun Ministre dud. lieu: la troisième, un Testament de Jeane Bonnesons, femme de Claude Pomarede, du 28. Avril 1586. & la quatrième est un Colloque des habitans d'Aginois, tenu audit lieu de Grateloup le 1. Juin 1597. auquel assisterent ceux du Consistoire de Grateloup. Requête dud. Syndic d'Agen du 15. Octobre 1671. servant de contredits à ladite nouvelle production, par laquelle il fait voir entre autres choses, que lesdits de lad. R. P. R. de Grateloup ayant esdites années 1596. & 1597. un Consistoire audit lieu, mais nul Ministre, ceux des autres lieux qui les alloient servir de tems en tems, y alloient comme à une de leurs Eglises qu'ils appelloient jointes. Oui au Conseil ledit Syndic, & le nommé Jamison député

puté desdits de la R. P. R. Loride leur Avocat; le rapport; & tout considere: Le Roi étant en son Conseil, voidant ledit partage, & y faisant despit, conformément à l'avis dudit Sr. Pellot, a interdit tout exercice public de ladite R. P. R. audit lieu de Grateloup: Fait sa Majesté très-expresses defences à leur Ministre & habitans, de l'y faire à l'avenir, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de desobeissance, & d'être procédé contre les contrevenans ainsi qu'il appartiendra. A ces fins ordonne sa Majesté, que le Temple qui y est construit sera demolì jusqu'aux fondemens, dans deux mois, à compter du jour de la signification du present Arrêt, par lesdits de la R. P. R. ce faisant qu'ils pourront disposer des materiaux, ainsi que bon leur semblera; & à faute de ce faire dans ledit tems, permet sa Majesté au Syndic dud. Clergé d'Agen, & habitans Catholiques dud. lieu de Grateloup, de faire faire lad. demolition aux frais & depens de ceux de lad. R. P. R. Commande sa Majesté au Gouverneur son Lieutenant General de Guyenne, Intendant de Justice, & tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 13. Mars 1673.

Signé,

PHÉLYPPEAUX.

-L X X.

*Extrait d'Arrêt du Conseil d'Etat, portant de-
laissiment du Temple de la R. P. R. de Mont-
flanquin, Diocèse d'Agen.*

LE Roi étant en son Conseil, conformément au jugement & avis desdits Sieurs Commissaires, a maintenu & maintient lesdits habitans de ladite ville de Montflanquin, faisant profession de la R. P. R. en leur exercice public de ladite Religion. Ordonne sa Majesté qu'ils quitteront & laisseront leur Temple en l'état qu'il est aux Catholiques de lad. ville dans quinzaine, à compter du jour de la signification du present Arrêt, à la reserve de la Chaire, des bancs & de la cloche, qu'ils pourront emporter en cas qu'il ne s'y trouve aucune marque comme elle appartenait à l'Eglise; le tout en payant par lesdits Catholiques ausdits de la R. P. R. la somme de quatre cens livres; ce qui sera libre ausd. Catholiques d'accepter si bon leur semble dans ledit tems; sinon sera ledit Temple demolì jusqu'au fondement par lesdits habitans

de ladite Relig. P. R. & le sol. où il étoit bâti (comme appartenant à l'Eglise) rendu au Prieur & au Curé d'icelle; ce faisant ils demeureront dechargez à l'avenir du payement de l'interêt de 400. livres qui sont en leurs mains, moyennant quoi ils pourront disposer des materiaux dudit Temple ainsi qu'ils aviseront: & à faute par eux de faire ladite demolition, permet sa Majesté ausd. Syndic & habitans Catholiques de la faire faire aux frais & depens de ceux de lad. R. P. R. lesquels pourront faire bâtir un autre Temple au lieu qui leur sera piqueté par le Sr. de Seve, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, & Commissaire departi en la Generalité de Bourdeaux, & un Adjoint qui sera par lui pris de ladite R. P. R. & ce aux depens desd. de la R. P. R. Enjoint sa Majesté audit Sieur de Seve, & tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 13. Mars 1673.

Signé,

PHÉLYPPEAUX.

L X X. a.

PROJET de reunion.

I. **O**N dressera une Confession de Foi en termes generaux, qui comprendra la croyance avouée des deux Religions, sans toucher aux points dont on ne sera pas d'accord.

II. On ne disputera point des croyances controversées; & sera defendu aux Predicateurs de prêcher ni pour ni contre: & sera la lecture des Scholastiques prohibée dans les Ecoles.

III. Il sera créé un Patriarche qui ne dependra que du Roi, lequel ne sera point marié non plus que les Evêques.

IV. Le Patriarche, dispensera des vœux, des degrez de consanguinité, & sera Chef de tout le Clergé.

V. Les Evêques & Archevêques seront élus par le Clergé du Diocèse, qui nommera trois personnes venerables & savantes, de l'âge de trente ans au moins, dont le Roi en choisira un.

VI. Ainsi l'on ne resignera plus les Benefices, mais ils seront tous à la nomination du Roi: excepté les Curez, qui seront choisis par leurs Paroissiens; & les Chanoines, qui seront élus par les Chapitres, conjointement

ment avec les Curez & les Fabriques des Paroisses de la ville où ils seront : l'Evêque ou le Vicaire y présideront ; & seront les Chanoines remplis de gens sçavans & de probité, de l'âge de trente ans au moins, dont les uns seront Predicateurs, & les autres Professeurs de Théologie, afin qu'ils instruisent la jeunesse, & les autres visiteront le Diocèse, & auront inspection sur les departemens, qui leur seront distribuez selon l'ancienne institution.

VII. On établira une Université en chaque Archevêché, qui sera fournie des plus sçavans Professeurs qui se pourront trouver, laquelle se pourra composer du College des Chanoines, & n'être qu'une même chose.

VIII. On établira aussi un Seminaire en chaque Evêché sur le même fondement, afin d'instruire les aspirans à la Prêtrise, si on ne trouve meilleur d'employer à cela les Chanoines, selon leur institution, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

IX. Les Curez seuls de tout le Clergé se pourront marier, & ne seront reçus qu'après un sévère examen de leur capacité, & seront obligés de faire tous les Dimanches un Sermon ou exhortation au public, de demi-heure au moins.

X. Les Ministres seront pourvus des Cures dans le lieu de leur résidence ; & où il n'y en auroit point pour les pourvoir, ils partageront le service avec le Curé du lieu, & seront appointez cependant sur le pied de leurs gages precedens : il en sera aussi employé quelques-uns dans les Universitez ou Ecoles de Théologie, selon leur suffisance. Et afin d'empêcher le scrupule de ceux qui ne les voudroient écouter, ou d'autres les Prêtres, on sera obligé d'assister tous les Dimanches au Service de sa Paroisse, & communier aux Fêtes annuelles par les mains de celui qui se trouvera en ordre.

XI. On supprimera la moitié des Couvens, & ne sera reçu personne à faire vœu de quelque sexe que ce soit, qu'il n'ait 30. ans passés.

XII. La Liturgie sera reformée & mise en langue entendue, à laquelle on pourra ajouter des prières extraordinaires selon les occasions ; & le Curé & Predicateur en pourront aussi faire de leur chef au commencement & à la fin de leurs exhortations. Les Vêpres seront composées de Cantiques & Pseaumes en François, & n'en sera retenu en autre langue que quelque partie d'ancien usage.

XIII. On reformera aussi bonne partie

des ceremonies les moins nécessaires, comme les torches aux enterremens, partie des Canonisations, Processions, Pelerinages, la posture des Prêtres à l'Autel, & on detachera les esprits autant qu'on le pourra de l'exterieur de la Religion.

XIV. On ôtera les Images des Eglises.

XV. On communiera sous les deux espèces, & à genoux devant l'Hostie.

XVI. On se confessera avant que de communier ; & on ne communiera que les Dimanches.

XVII. On sera obligé de communier une fois l'an dans sa Paroisse, sous peine d'excommunication pour la première & pour la seconde fois, & de bannissement pour la troisième.

XVIII. Hors de la communion on n'obligera personne à se mettre à genoux devant l'Hostie.

XIX. La confession ne sera pas si frequente, & il n'y aura que le Curé & les Anciens Predicateurs qui confessent.

XX. Des Sacremens le Batême & l'Eucharistie seront les deux plus grands, la Confirmation se nommera une suite du Batême, ou un examen pour la communion, & sera administrée par les Curez & Chanoines : l'extreme onction sera Sacrement : les Ordres & le mariage le seront pour ceux à qui ils se conféreront, & la penitence sera une œuvre nécessaire que les Evêques, Curez, & Confesseurs ordonneront aux pecheurs selon l'énormité du crime, & quand le scandale aura été public, la penitence sera aussi publique, toutefois avec moderation & bienveillance.

XXI. Les fêtes demeureront, mais ne seront pas gardées avec la même exactitude que les Dimanches.

XXII. On observera le Carême & les Jûnes, toutefois on pourra en ôter les Dimanches de Carême, & tous les Samedis de l'année, & quelques vigiles.

XXIII. On venera les Saints sans les invoquer directement, & toutes les prières s'adresseront à Dieu seul.

XXIV. On reformera les pardons, les indulgences, & l'on s'efforcera d'instruire les simples autant qu'il sera possible, en leur faisant bien comprendre que c'est sur le sang de J. C. qu'il faut fonder la remission des pechez.

XXV. Tout ceci avec ce dont on pourra convenir sera approuvé dans une assemblée generale, qu'on fera des plus sçavans Theologiens de l'une & de l'autre Religion, & sera

la dresse la Confession de foi dont est parlé ci-dessus.

L X X I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui casse les deliberations prises dans un Synode tenu à Charenton.

LE Roi étant informé que dans le dernier Synode qui s'est tenu à Charenton par ses sujets de la Rel. P. R. suivant la permission à eux accordée, il a été pris plusieurs deliberations contraires aux intentions de sa Majesté, expliquées par le Sieur de l'Hôpital de la Brosse Commissaire nommé par sa Majesté pour assister aud. Synode, suivant la lettre de Cachet qui lui avoit été expédiée, entre autres que le Sieur d'Allemagne Ministre de l'Eglise de Sezane viendra rendre compte au prochain Synode de la separation de ladite Eglise de Sezane; & sur d'autres choses regardant sa conduite dans le saint ministere; & cependant qu'il s'abstiendra d'exercer les fonctions du saint ministere: qu'ils ont de plus nommé le Sieur Garnier pour Ministre en ladite Eglise, & même reçu diverses declarations contre les ordres exprès de sa Majesté, à quoi étant nécessaire de pourvoir; sa Majesté étant en son Conseil a cassé & annulé tous les Actes & deliberations prises au Synode tenu à Charenton le 4. jour du mois de Mai dernier, & autres jours suivans, ordonne qu'ils seront lacrez au prochain Synode en presence du Commissaire qui sera nommé par sa Majesté pour y assister; & en consequence que ledit d'Allemagne Ministre de la R. P. R. de l'Eglise de Sezane sera retabli dans les fonctions & exercices de son ministere: enjoint sa Majesté au Sr. de Ruvigny Deputé general de ceux de la R. P. R. d'envoyer ce present Arrêt dans toutes les Eglises de ladite R. P. R. des Provinces dont led. Synode est composé; & aux Commissaires departis dans lesdites Provinces chacun endroit soi de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, & de le faire publier & afficher par tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu au Camp devant Maftricht le 18. Juin 1673.

Signé,

COLBERT.

L X X I I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui defend de recevoir aux Synodes de la R. P. R. les Ministres de Fief.

VU par le Roi étant en son Conseil, le procès verbal dressé par le Sr. du Portail de Marfac, Commissaire deputé par le Sieur Comte de Parabere, Lieutenant General pour sa Majesté au haut Poitou; contenant ce qui s'est passé au Synode de ceux de la R. P. R. de Poitou, depuis le dernier jour d'Octobre dernier, jusqu'au 12. Novembre ensuivant. Le procès verbal du Sieur de Marillac, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant en Poitou; contenant les reponses dud. du Portail, sur ce qui étoit porté par le procès verbal d'icelui du Portail, & sur les avis qui avoient été donnez à sa Majesté de plusieurs choses qui avoient été faites audit Synode contre ses intentions. Tout considéré: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, qu'à l'avenir aucun Deputé du College de ceux de la Rel. P. R. de Saumur, ni aucun Ministre des Seigneurs de lad. Religion qui n'ont point droit d'exercice réel, ne pourront être admis aux Synodes qui se tiendront par la permission de sa Majesté dans les Provinces, pour quelque cause & pretexte que ce puisse être. Defend sa Majesté aux Ministres & Anciens qui composeront lesdits Synodes, de les y recevoir, sur peine de trois mil livres d'amende, & de punition. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 9. Fevrier 1674.

Signé,

LE TELLIER.

L X X I I I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui defend aux Ministres de la R. P. R. de demeurer ni de prêcher hors le lieu de leur residence.

Sur ce qui a été remontré au Roi en son Conseil, que par divers Arrêts de son Conseil d'Etat, même par ceux du 5. Octobre 1663. & 18. Septembre 1664. rendus sur aucuns partages des Sieurs Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes en Languedoc & Dauphiné, il est porté qu'un même Ministre ne pourra prêcher en divers lieux, quoi que l'exercice y soit permis, & ne pourra

M

de-

demeurer pendant son Ministère qu'au lieu où il devra en faire les fonctions, suivant la déclaration du mois de Decemb. 1634. registree en la Chambre de l'Edit le 5. Janvier 1635. & confirmée par l'article 14. de la Declaration de 1666. Neanmoins aucuns Ministres veulent tirer avantage de ce que par l'art. 13. de la Declaration de 1669. il est porté qu'il sera enjoint de résider ou prêcher seulement au lieu qui leur aura été donné, & sous prétexte du mortel, ou prêcher, qui a été mis par erreur, ou par surprise au lieu de celui de, & prêcher, lesdits Ministres prétendent que ledit art. 13. ne se doit entendre que des Annexes, & n'être tenus de faire leur résidence au lieu où ils font le Prêche. A quoi étant nécessaire de pourvoir pour éviter toutes contestations en ces rencontres. Le Roi étant en son Conseil, en interpretant son intention sur le fait dud. article, a déclaré, n'avoir entendu dire résider ou prêcher, mais bien, résider & prêcher, conformément ausdits Arrêts & Declarations ci-dessus énoncées; ce faisant ordonner que lesdits Ministres seront tenus de résider aux lieux qui leur seront donnez par les Synodes pour y prêcher, pourveu que l'exercice y soit permis, & qu'il y ait maison pour les loger, à peine de désobéissance; & d'être procédé contre eux ainsi qu'il appartiendra. Enjoint sa Majesté à ses Gouverneurs, Lieutenans généraux en ses Provinces, & tous autres ses Officiers, de tenir la main à l'exécution & observation du même Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à S. Germain en Laye le 6. jour de Nov. 1674.

Signé, PHELYPEAUX.

L X X I V.

ARRET du Parlement de Grenoble, par lequel le nommé Rambaud, habitant de Die, est condamné à avoir la langue coupée, & à être pendu & brûlé, pour crimes d'impietez & blasphèmes.

ENtre le Procureur General du Roi, demandeur en adjudication de profit de défaut, faute de se remettre en personne dans les prisons de la Conciergerie du Palais, & au principal en cas de crime d'impieté & de blasphème, d'une part; & Louis Rambaud, de la ville de Die, accusé & défaillant, d'autre. Vu, &c. La Cour dit le défaut, à faute de se remettre en état par ledit Rambaud, être bien & dûement obtenu & intervenu, & pour le profit, declare led. Rambaud vrai contumax, & suffisamment atteint & con-

vaincu des crimes d'impieté & blasphèmes; pour réparation desquels l'a condamné à être livré entre les mains de l'Executeur de la haute Justice, & par lui conduit au devant de l'Eglise Cathédrale de Nôtre-Dame de la présente ville, en chemise, la hart au col, pieds & tête nuë, tenant en ses mains une torche ardente du poids de deux livres. & là à genoux demander pardon des susdits crimes à Dieu, au Roi & à la Justice, & de là être mené en la place de Brueil de cette ville, pour lui être par ledit Executeur de la haute Justice la langue coupée, & pour être après par icelui Executeur ledit Rambaud pendu & étranglé jusques à ce que mort naturelle s'en ensuive; son corps brûlé, & ses cendres jetées au vent. Comme aussi l'a condamné en la somme de 1600. livres, applicables premierement 100. à l'achat d'une lampe d'argent: 500. livres pour être employées à la diligence & par les soins du Chapitre de l'Eglise Nôtre-Dame de Die, & des Consuls de ladite ville de Die, à l'acquisition d'un fond non imbringué, dont les revenus serviroient à l'entretien à perpétuité de ladite seconde lampe ardente qui sera mise devant l'Autel où repose le très-saint Sacrement en ladite Eglise Cathédrale: & cependant lad. somme de 500. livres sera remise entre les mains d'un Marchand resseant & solvable qui en fera les fruits, lesquels seront employez pour l'entretien de ladite lampe ardente. Ordonne qu'il sera attaché au mur de ladite Eglise dans un endroit apparent le plus proche de ladite lampe, une lame de cuivre, où seront gravez ces mots: Par Arrêt de la Cour de Parlement de cette Province, du 16. Juillet 1675. une seconde lampe ardente a été ordonnée pour réparation des impietez & blasphèmes commis contre le très-saint Sacrement de l'Autel; & au bas sera fait mention de l'acquisition du fond pour l'entretien de ladite lampe; & les 1000. livres restantes distraient le prix de la susd. lame de cuivre pour être employées à la barisse de ladite Eglise Nôtre-Dame de Die, suivant les prix faits qui en seront donnez par le susdit Chap. & Consuls de ladite ville de Die; & en outre l'a condamné en l'amende de 50. livres envers le Roi, & aux frais & depens de Justice: & où ledit Rambaud ne pourroit être apprehendé, il sera executé en effigie dans un tableau, lequel sera à ces fins exposé & attaché à une potence dressée en la place de Brueil, où sera mis le nom dudit Rambaud, avec ces mots: Impie & Blasphémateur. Et sera en outre le présent Arrêt lu & publié

publié à son de trompe dans la ville de Die en la place publique, & devant l'Eglise-Cathédrale. Fait en Parlement le 16. Juillet 1675.

L X X V.

ARRET du Conseil d'Etat, qui defend aux Synodes de donner des Ministres aux Seigneurs de Fief.

LE Roi ayant été depuis peu informé de ce qui s'est passé dans le Synode de ses sujets de la R. P. R. du bas-Languedoc, tenu par permission de sa Majesté en la ville d'Uzès, le premier du mois de Mai dernier, & autres jours suivans; & vu tant par le procès verbal du Sieur Baudan de la ville de Nîmes, Commissaire député audit Synode, que par les Actes d'icelui, que le nombre des exercices personnels a fort augmenté dans tous les Colloques; au lieu que dans la Table il n'y avoit que huit Ministres de Fief, il y en a à présent douze; outre qu'il en a été érigé dans des lieux où il n'y en avoit pas auparavant; à quoi étant nécessaire de pourvoir: sa Majesté étant en son Conseil a fait très-expresse inhibition & défenses à tous Synodes qui se tiendront dans la Province & Gouvernement de Languedoc, de donner sous quelque prétexte que ce soit des Ministres, aux Seigneurs qui prétendent avoir droit de Fief. Comme aussi à tous propriétaires desdits Fiefs de faire ledit exercice dans leurs Châteaux, s'ils le font seulement depuis deux ans, qu'après qu'ils auront justifié de leurs droits devant les Sieurs Commissaires exécuteurs de l'Edit de Nantes en ladite Province de Languedoc, & rapporté une Ordonnance qui leur en accorde la permission: enjoint sad. Majesté aux Gouverneurs ses Lieutenans généraux en Languedoc, Intendans de Justice, & tous autres ses Officiers, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, des contraventions duquel il sera informé, pour être par sa Majesté ordonné ce que de raison. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 27. jour de Decemb. 1675.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X X V I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui confirme le precedent.

LE Roi s'étant fait représenter l'Arrêt rendu en son Conseil d'Etat, le 27. Decem-

bre dernier, portant défenses à tous Synodes qui se tiendront dans la Province & Gouvernement de Languedoc, de donner sous quelque prétexte que ce soit des Ministres de la R. P. R. aux Seigneurs qui prétendent avoir droit de Fief; comme aussi à tous propriétaires desdits Fiefs de faire l'exercice de la R. P. R. dans leurs Châteaux, s'ils le font seulement depuis deux ans, qu'après qu'ils auront justifié de leurs droits par devant les Srs. Commissaires exécuteurs de l'Edit de Nantes en ladite Province de Languedoc, & rapporté une Ordonnance qui leur en accorde la permission, & sa Majesté estimant être à propos pour le bien de son service de rendre led. Arrêt general par tout son Royaume: oui le rapport; & tout considéré. Le Roi étant en son Conseil a ordonné & ordonne, que ledit Arrêt du 27. Decembre dernier. sera exécuté par tout son Royaume; ce faisant ordonne qu'il ne sera reçu & admis aucuns des Ministres de Fiefs de la R. P. R. dans les Synodes Provinciaux, ni par iceux donné aux Seigneurs de Fiefs aucuns Ministres, que conformément audit Arrêt, sur peine en cas de contravention par lesdits de la R. P. R. d'être dechus des graces & concessions qui leur sont accordées: enjoint sa Majesté aux Gouverneurs & ses Lieutenans généraux de ses Provinces, Intendans de Justice, Commissaires audits Synodes, & tous autres ses Officiers qu'il apartiendra, d'y tenir la main. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à St. Germain en Laye le 19. Avril 1676.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X X V I I.

ARRET du Conseil d'Etat, contenant défense aux Ministres de Sedan d'usurper certains titres, & divers autres reglemens.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que contre la disposition formelle des Edits, Declarations & Arrêts, qui reglent les choses qui doivent être observées par tous les sujets de sa Majesté, faisant profession de la R. P. R. les Ministres de ladite Religion établis dans la ville de Sedan se qualifient, *Verbi Divini Ministri*, & se font appeler dans les Actes publics de leur College *Pastores vigilantissimi*, en quoi ils ne s'arrogent pas seulement des titres & dénominations peu convenables à leur véritable état, mais qui leur sont d'ailleurs très-expressement défendus: Que ces mêmes Ministres

portent la Robbe avec laquelle ils prêchent, hors de leur Temple : Que lesdits Ministres batissent les enfans dont les peres sont morts dans la Religion Catholique : Que leurs Proposans prêchent quelquefois dans ledit Temple, & qu'on y donne aussi la Chaire à des Ministres autres que ceux de ladite ville de Sedan : Que les Bouchers de la R. P. R. étalent & vendent publiquement de la viande es jours auxquels l'Eglise en ordonne l'abstinence : Que ceux de la Rel. P. R. de ladite ville ont une cloche posée sur leur Temple, au son de laquelle ils s'assemblent, bien que dans le Château il y ait Garnison réglée des Troupes de sa Majesté : Qu'au prejudice des défenses si expressees, & si souvent reiterées à ceux de ladite R. P. R. de suborner les Catholiques, ni aucunement les induire à changer de Religion, sous pretexte de pension, argent, mariage, ou par autres voyes non permises & défendues, les Ministres de lad. Religion de lad. ville de Sedan se sont souvent servis de ces moyens indirects & punissables pour seduire les Catholiques : & d'autant qu'une plus longue impunité de cette transgression seroit de dangereuse consequence; qu'elle peut même avoir donné lieu à la nouvelle plainte que sa Majesté vient de recevoir de la subornation faite (à la vuë, & pendant le cours de la visite du Sieur Archevêque & Duc de Reims) par le nommé St. Maurice Ministre de la R. P. R. de ladite ville, qui auroit induit la nommée Marie Gratio âgée de quinze ans, fille d'un Bourgeois de la même ville, à changer de Religion; & à cet effet l'auroit fait conduire secretement au village de Francheval du Gouvernement de ladite ville, pour y être instruite dans ladite R. P. R. sa Majesté a estimé qu'il étoit d'autant plus important de reprimer severement une action de cette qualiré, que semblables entreprises pourroient même alterer dans ladite ville de Sedan l'union & la bonne intelligence que sa Majesté desire d'entretenir entre ses sujets Catholiques & ceux de la R. P. R. A quoi étant necessaire de pourvoir, & établir une loi perpetuelle qui puisse dorenavant servir de regle aux sujets de sa Majesté, qui sont profession de la R. P. R. dans la ville, Château & Souverainetez de Sedan, Raucourt & Saint Manges; Sa Majesté étant en son Conseil conformément ausdits Edits, Declarations & Arrêts a defendu & defend très-expressement aux Ministres de lad. R. P. R. de Sedan de se qualifier dorenavant *Verbi Dei Ministri*, ni de se faire appeller dans les Actes

publics de leur College *Pastores vigilantisimi*; & leur enjoint au contraire de prendre seulement le titre & qualiré de Ministres de la R. P. R. leur defend aussi sa Majesté de porter la Robbe, avec laquelle ils prêchent, ailleurs que dans ledit Temple; & de s'ingerer à faire aucuns Batêmes des enfans dont les peres seront morts dans la R. Catholique; comme pareillement de permettre à leurs Proposans de prêcher dans le Temple de ladite ville de Sedan, ni dans ceux desdites Souverainetez; même de donner leur Chaire à des Ministres autres que ceux qui sont établis dans ladite ville: defend en outre très-expressement sa Majesté aux Bouchers de lad. R. P. R. d'étaler ni vendre publiquement de la viande aux jours esquels l'Eglise en ordonne l'abstinence; & generalement à tous ceux qui sont profession de la R. P. R. dans lad. ville de Sedan, des s'assembler dorenavant dans leur Temple au son de la cloche: qu'à cet effet celle qui s'y trouve posée en sera incessamment dependue, pour être portée en tel lieu qui leur sera designé par le Sr. de la Bourlie Gouverneur de ladite ville, Château & Souverainetez de Sedan, Raucourt & St. Manges. Et d'autant qu'il n'importe pas seulement d'empêcher dorenavant la suite des subornations faites aux Catholiques par lesdits Ministres, mais encore de reprimer en cela l'entreprise particuliere dudit St. Maurice, sa Majesté l'a interdit de l'exercice & fonction de sad. charge de Ministre de la R. P. R. de Sedan, & lui enjoint de sortir de ladite ville pour se rendre incessamment dans celle de Soissons, & y demeurer jusqu'à ce qu'autrement par elle en ait été ordonné. Fait cependant sa Majesté très-expressees inhibitions & défenses à tous Ministres & autres faisant profession de la Relig. P. R. dans lesdites villes & Souverainetez de Sedan, Raucourt & St. Manges, de suborner ni induire à l'avoir les Catholiques à changer de Religion, sous pretexte de pension, argent, mariage, ou en quelque autre maniere que ce soit: defend aussi très-expressement sa Majesté à ceux qui auront été Catholiques & qui changeront de Religion, de se marier qu'après avoir été six mois de ladite R. P. R. & en avoir fait l'exercice public durant ledit tems; même aux Ministres de lad. R. P. R. d'autoriser lesdits mariages, ni de passer outre à la celebration d'iceux, qu'après ledit tems de six mois expiré, à peine d'interdiction. Ordonne sa Majesté qu'en cas de contravention au present Arrêt, il en sera informé par les Juges des lieux.

lieux, auxquels la connoissance en appartient; & le procès fait & parfait aux coupables comme infractions des Edits, à la diligence des Procureurs de sa Majesté aux sieges établis ausdits lieux, auxquels enjoint sa Majesté de faire à cet effet toutes poursuites & requisiions nécessaires; même d'en certifier sa Majesté à peine d'en répondre. Et afin que nul n'en puisse prétendre cause d'ignorance, & que ledit Arrêt soit pleinement exécuté, il sera lu, publié & affiché aux lieux ordinaires & accoutumés. Mande en outre & ordonne sa Majesté audit Sr. de la Bourlie de tenir la main à son entière exécution, en tout ce qui dépendra de son pouvoir. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 21. jour d'Août 1676.

Signé,

ARNAUD.

LXXVIII.

ARRET du Conseil d'Etat, touchant la maniere de recevoir les jeunes filles dans la Maison de la Propagation.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, qu'encore que les Filles établies par sa permission dans la ville de Sedan pour la Propagation de la Foi, ne reçoivent aucune Fille de la R. P. R. dans leur maison pour être instruite dans la R. Catholique, qu'elle n'ait préalablement fait paroître un véritable desir de sa conversion, & qu'elle n'ait atteint au moins l'âge de douze ans accomplis; que cela même se soit pratiqué jusqu'à cette heure avec tant de régularité, que lors qu'il s'est trouvé quelque fille dans ladite maison au dessous de cet âge, elle a été renvoyée à ses parens incontinent après qu'ils ont eu justifié son âge; qu'enfin lesdites Filles de la Propagation se conforment avec d'autant plus d'exactitude à ce qui est en cela de l'intention de sa Majesté, que le Sr. Archevêque Duc de Reims prend un soin plus particulier de leur faire observer religieusement tout ce qui a été réglé & ordonné par les Edits, Déclarations & Reglemens sur ce faits; néanmoins les habitans de ladite ville faisant profession de ladite R. P. R. se sont plaints du refus que font lesdites Filles de la Propagation, de leur laisser voir leurs filles dès qu'elles viennent à se retirer dans leur maison; ils ont même très-humblement remontré à sa Majesté, que c'étoit une rigueur également contraire à l'équité & à la nature, qui donne droit aux peres & aux meres de s'enquérir

de ce que deviennent leurs enfans, & d'apprendre par leur bouche les véritables motifs de leur retraite; mais principalement si elle a été libre & purement volontaire. Sur ce fondement sa Majesté ayant bien voulu examiner leursdites Remontrances & très-humbles supplications, il a été pleinement justifié que les filles de la R. P. R. qui sont reçues dans ladite maison de la Propagation de la foi, y entrent toujours volontairement, & n'y sont jamais admises qu'après avoir fait connoître le desir qu'elles ont de se faire instruire dans la Religion Catholique; qu'ainsi leur volonté devenant publique & notoire à un chacun, telle précaution affectée de leurs peres & meres à en tirer des éclaircissements plus particuliers par leur bouche, ne peut passer que pour un artifice dont ils desiroient se servir pour tâcher d'ébranler les résolutions de leurs enfans, & de les émouvoir par leurs larmes, peut-être même par leurs reproches & par leurs menaces. A quoi étant nécessaire de pourvoir, & en même tems de lever à ceux de ladite R. P. R. leur prétendu sujet & soupçon d'enlèvement & d'induction de leurs filles: sa Majesté étant en sondit Conseil a ordonné & ordonne qu'aucune fille faisant profession de la R. P. R. ne pourra être reçue dans la maison de la Propagation de la foi, qu'elle n'ait atteint l'âge de douze ans accomplis; enjoint à cet effet très-expressément sa Majesté à la Supérieure de ladite Maison, qu'incontinent après qu'elle y aura reçu quelque fille de ladite R. P. R. elle ait à en donner avis au Lieutenant General, & en son absence au premier Officier du Bailliage & Siege Presidial de Sedan, lequel sera tenu de se transporter sans aucun délai en ladite maison, assisté du Procureur de sa Majesté audit Siege, pour recevoir la déclaration de l'âge de ladite fille, & des motifs qui l'auront obligée à se retirer dans ladite maison, pour en suite en donner communication aux peres, meres, tuteurs, ou autres parens de ladite fille, qui y auront quelque intérêt: ordonne cependant sa Majesté que ladite fille ne pourra être forcée à voir lesdits parens, jusqu'à ce qu'elle ait fait son abjuration. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le 28. jour d'Août 1676.

Signé,

ARNAUD.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant surseance à l'Arrêt du Conseil du 9. Fevrier 1674. concernant l'entrée des Ministres des Fiefs aux Synodes.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, par le Deputé General de ceux de la R. P. R. Qu'encore que par le passé ils aient toujours envoyé des Deputés du College desd. de la R. P. R. de Saumur, aussi bien que des Ministres de Fiefs dans les Synodes desdits de la R. P. R. qui se tiennent dans les Provinces par permission de sa Majesté, elle auroit néanmoins rendu Arrêt en son Conseil d'Etat le 9. Fevrier 1674. portant qu'à l'avenir aucun Deputé dudit College de Saumur, ni aucun Ministre des Seigneurs de ladite R. P. R. qui n'ont point droit d'exercice réel, ne pourroit être admis dans les Synodes desdites Provinces, pour quelque cause & pretexte que ce puisse être, avec défenses aux Ministres & Anciens qui composeroient lesdits Synodes de les y recevoir, sur peine de trois mil livres d'amende, & de punition. Et sa Majesté s'étant fait représenter ledit Arrêt; Oûi le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a confirmé & confirme icelui Arrêt du 9. Fevrier 1674. en ce qui regarde l'exclusion des Deputés de l'Academie de Saumur des Synodes desd. de la R. P. R. qui se tiendront dorénavant dans les Provinces; & à cette fin fait sa Majesté iteratives défenses aux Ministres & Anciens qui composeront lesdits Synodes, de les y recevoir ni admettre, pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Et au surplus concernant l'entrée des Ministres de Fief aux Synodes, ordonne sa Majesté qu'il sera sursis à l'exécution dud. Arrêt du 9. Fevrier 1674. jusqu'à ce que par sa Majesté il en soit autrement ordonné. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 23. jour de Juillet 1677. Ainsi signé,

PHÉLYPEAUX.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant confirmation de l'article 33. de la Declaration de 1669.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, par ses sujets de la R. P. R. de la Province de Normandie; Qu'encore que les Edits & Declarations, & particulièrement celle de 1669. laquelle sa Majesté a donnée pour servir de Loi à l'avenir, & pour regler les choses qui doivent être observées par ceux de ladite Religion, leur permettent de se retirer à la rencontre du St. Sacrement des Catholiques dans les rues, ou en cas qu'ils ne se veulent pas retirer, ne les obligent qu'à ôter par les hommes leurs chapeaux; ce sont les termes de l'article 33. de cette dernière Declaration: & que même la Declaration de 1666. dont sa Majesté a reconnu que la rigueur devoit être modérée en la revoquant, comme elle a fait, par celle de 1669. n'eût point exigé de ceux de ladite Religion d'autre marque de respect en ces rencontres, que d'ôter par les hommes le chapeau, comme il paroît par l'art. 35. cependant le Parlement de Rouen, par un effet de son aversion ordinaire contre les Supplians, a passé de bien loin ces bornes prescrites par la volonté expresse du Roi; car il ne se contenta pas en registrant ladite Declaration de 1669. de reiterer ce qu'il avoit déjà fait sur celle de 1666. que le Roi seroit très-humblement supplié d'agréer que sur l'article 33. il seroit dit, que ceux de la R. P. R. rencontraient le St. Sacrement seroient tenus de se retirer, ou de se mettre en même état de respect que les Catholiques, c'est à dire de s'agenouiller: mais de plus sans attendre que sa Majesté se soit expliquée sur sa remontrance, comme s'il étoit maître de l'autorité Royale, il a exécuté de lui-même son projet; car il a rendu un Arrêt le 26. Juin 1676. par lequel on voit que le nommé Jean Fourgon de la Rel. P. R. ayant ôté son chapeau à la rencontre dudit St. Sacrement, & ainsi satisfait aux ordres de sa Majesté, néanmoins il ne laissa pas d'être arrêté dans la rue par le Prêtre qui portoit le St. Sacrement, & d'être par lui tiré & mené à la Cour, l'Audience sainte, laquelle au lieu de blâmer l'empportement dud. Prêtre, approuva son action, déclara à bonne cause son entreprise, & condamna ledit Fourgon à 20. livres d'amende.

aux

depens du Prêtre, & au coût de l'Arrêt, & en cas de recidive à punition corporelle; enjoignant de plus à tous ceux de la Relig. P. R. de se mettre à genoux en la présence du St. Sacrement, s'ils ne se retirent: & ordonne que ledit Arrêt sera lu, publié & affiché, afin qu'on n'en prétendît cause d'ignorance: ce qui en effet fut exécuté le même jour à son de trompe & cri public par les carrefours & autres lieux de la ville de Rouën. Cette rigueur excessive se pratique de même avec la dernière severité dans les Jurisdictions subalternes de la Province de Normandie, comme en font foi les sentences rendues en divers lieux, & nommément celles du Bailliage de Rouën du 9. Mars 1676. par laquelle Catherine de Loru de la R. P. R. qui se retireroit à la rencontre du St. Sacrement dans la rue, mais qui en se retirant se vit arrêtée & retenuë de force & par violence, fut néanmoins condamnée simplement pour avoir refusé de se mettre à genoux à 20. livres d'amône, avec defenses de recidiver, à peine de punition corporelle, & à elle enjoint de se mettre à genoux en de pareilles rencontres, ou de se retirer. Ce qui est d'autant plus étrange que le Roi dans ses Declarations n'avoit point fait mention des femmes, mais seulement des hommes en les obligeant à ôter le chapeau: & laissant ainsi les femmes dans leur liberté, parce que leur simple présence dans ces occasions ne sauroit faire d'irreverence, ni de scandale. Autre sentence fut donnée au Siege de Caudebec le 14. Fevrier 1676. à la Requête du Procureur du Roi dudit lieu, par laquelle Jeanne Gille de la R. P. R. étant dans le Pretoire à attendre l'expédition d'une cause qu'elle poursuivoit, ayant refusé de se mettre à genoux au son d'une clochette qui passoit par une rue éloignée, sans qu'on vît aucune chose, fut condamnée & par corps à 20. livres d'amende, pour laquelle somme elle fut effectivement à l'heure même constituée prisonniere dans les prisons dudit Caudebec, par une entreprise d'autant plus étonnante que les Declarations du Roi ne parlent que des rencontres du S. Sacrement dans les rues, & ne s'étendent pas sur ceux qui sont renfermez dans les maisons où l'objet de l'adoration des Catholiques n'entre point, où par conséquent il doivent jouir d'une entière liberté; les jugemens rigoureux qui sont aujourd'hui autorisez dans la Province par l'Arrêt dudit Parlement, font voir qu'il n'y a pas plus de repos ni de sûreté pour ceux de la R. P. R. dans la Norman-

die, qu'ils ne seroient plus aller ni venir, trafiquer ni negocier, donner ordre à leurs affaires, ni subsister en aucune maniere, qu'à chaque fois qu'ils sortiroient de leurs maisons ils s'exposeroient à des amendes, à des emprisonnemens, & à des punitions corporelles; qu'ainsi leurs biens, leur liberté & leur vie seroient dans un continuel danger & en un peril inevitable, ce qui seroit incompatible avec la liberté de conscience qui est accordée dans ce Royaume, & avec l'art. 6. de l'Edit de Nantes, qui porte en termes formels: Que ceux de ladite Religion ne pourront être enquis, vexez, molestez ni astraîns à faire chose pour le fait de la Religion contre leur conscience, ni pour raison d'icelle être recherchez. A ces causes requeroient les Supplians qu'il plût à sa Majesté casser & annuler l'Arrêt dudit Parlement de Rouën du 26. Juin 1676. & en ce faisant ordonner que ledit Fourgon sera remboursé, tant des 20. livres d'amende, où il a été condamné, que des depens mal adjugez audit Prêtre qui sera contraint de les restituer; quel'art. 33. de la Declaration de 1669. sera exécuté selon sa forme & teneur, sans l'outre-passer ni aggraver, avec defenses à toutes personnes d'empêcher ceux de ladite Religion de se retirer, comme aussi de leur fermer leurs portes quand le S. Sacrement passe; declarer que l'intention de sa Majesté n'a point été d'assujettir à aucune chose ceux qui sont dans des maisons publiques ou particulieres où le S. Sacrement n'entre point. Vu ladite Requête desdits Supplians signée Mascary leur Avocat, & de Chartier, Soulet anciens Avocats aux Conseils, avec les art. 33. de la Declaration de 1669. & 35. de celle de 1666. enregistrement de lad. Declaration de 1669. fait à Rouën en Parlement les Chambres assemblées le 29. Juillet 1669. l'Arrêt dudit Parlement du 26. Juin 1676. la Sentence du Bailliage de Rouën du 9. Mars 1676. & celle du Siege de Caudebec du 14. Fevrier audit an. Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite Requête, a confirmé & confirme l'Arrêt rendu par ledit Parlement de Rouën le 26. Juin dernier en ce qui regarde la condamnation rendue contre ledit Fourgon: & au surplus sans s'arrêter à l'Arrêt dudit Parlement, ordonne sa Majesté que l'art. 33. de sa Declaration du mois de Fevrier 1669. sera exécuté selon sa forme & teneur, avec defenses à toutes personnes d'y contrevenir en quelque sorte & maniere que ce puisse être, à peine de punition. Fait au

Con-

Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant,
tenu à Versailles le 6. jour d'Août 1677.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X X X I.

ARRET du Conseil d'Etat, du 25. Juillet 1677. portant confirmation des Arrêts dudit Conseil des 28. Juin & 18. Septembre 1665. ensemble de l'art. 30. de la Declaration du Roi du premier de Fevrier 1669. en faveur de trois Maîtres Orphèvres de Dieppe, faisant profession de la R. P. R.

SUR la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par Salomon Bouquet, Pierre Hebert, & Pierre Moreau Maîtres Orphèvres en la ville de Dieppe, contenant que quoi qu'ils ayent été reçus audit Art & métier d'Orphèvres suivant les formes ordinaires, & prêté le serment par devant le Vicomte d'Arques, Juge Royal, & le General Provincial de Normandie, & en suite insculpé leur Poinçon sur la Plaque de cuivre étant au Greffe de la monnoye de Rouën. Neanmoins Regnaud Glorie Maître Orphèvre en la ville de Dieppe, faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, auroit présenté Requête à la Cour des Monnoyes, tendante à être reçu appellant des sentences de reception desdits Supplians, à cause qu'ils font profession de la R. P. R. sous pretexte d'un Arrêt de ladite Cour des Monnoyes du 29. Decembre 1670. qu'il énoncé dans sa Requête, portant que les Maîtres Orphèvres, tant de la Rel. Catholique, que de la pretendue reformée, seront en nombre égal, & jusqu'à ce, defenses de recevoir aucun Maître faisant profession de la R. P. R. & sur ladite Requête ledit Glorie auroit obtenu un Arrêt de ladite Cour des Monnoyes le 4. Mars de la présente année 1677. qui le reçoit appellant desdites Sentences de reception, & lui permet de faire assigner qui bon lui sembleroit; en suite de quoi il auroit fait assigner les Supplians en lad. Cour des Monnoyes. Et d'autant que ladite Cour n'est pas ni en droit de faire des Reglemens pour ce qui concerne le fait de Police & de Religion, & que ses Arrêts sont directement contraires à la volonté de sa Majesté, expliquée par les Arrêts de son Conseil des 28. Juin & 18. Septembre 1665. qui portent que ceux de lad. Religion seront reçus dans les arts & métiers suivant les formes ordinaires des apprentissages & chefs-d'œuvres; sans qu'ils puissent en

être empêchés sous pretexte de ladite R. P. R. nonobstant tous Arrêts & jugemens rendus par les Parlemens & autres Officiers; & en cas de contravention renvoye la connoissance par devant les Commissaires deputés par S. M. dans les Provinces de son Royaume, pour informer des contraventions à l'Edit de Nantes, & par appel au Conseil, lesquels Arrêts ont été depuis confirmés par l'art. 30. de la Declaration de sa Majesté du premier Fevrier 1669. qui fait defenses en termes exprés d'exclure des arts & métiers ceux de ladite Religion, sous pretexte qu'ils en font profession, nonobstant tous Statuts & Arrêts donnez au contraire suivant la disposition, de laquelle Declaration, S. M. auroit ordonné par un Arrêt de son Conseil du 22. Avril 1672. rendu au profit d'Abraham Poulain & Philippes Davoye, qu'ils seroient reçus en l'art & métier d'Orphèvre en la ville de Caen, nonobstant un Arrêt de la Cour des Monnoyes du 4. Fevrier 1672. qui auroit voulu les en empêcher sous pretexte de la R. P. R. dont ils font profession. A ces causes, & attendu que lesdits Supplians ont été reçus Maîtres dans ledit art & métier d'Orphèvre suivant les formes ordinaires, & prêté le serment par devant les Juges & Officiers des lieux pour ce preposés: Requerroient qu'il plût à sa Majesté, sans s'arrêter ausdits Arrêts de ladite Cour des Monnoyes desdits jours 29. Decembre 1670. & 4. Mars dernier les decharger des assignations à eux données à la Requête dudit Glorie, & faire defenses très-expresses, tant à ladite Cour des Monnoyes, qu'audit Glorie & tous autres, de troubler & inquieter lesdits Supplians & autres de ladite Religion en l'exercice & fonction de leur art & métier d'Orphèvre, à peine de 1500. livres d'amende, & tous depens dommages & intérêts. Vu lad. Requête signée Mascary Avocat au Conseil, lesdits Arrêts du Conseil & Declaration de 1669. & autres pieces justificatives du contenu en lad. Requête. Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, ayant égard à lad. Requête, sans s'arrêter à l'Arrêt de ladite Cour des Monnoyes du 4. Mars dernier, ni aux assignations données en consequence en icelle ausdits Supplians, & dont S. M. les a dechargez & decharge; a ordonné & ordonne qu'ils tiendront boutique ouverte de Maîtres Orphèvres en lad. ville de Dieppe, conformément aux Actes de leur reception: faisant S. Maj. defenses à toutes personnes de leur donner aucun trouble ni empêchement
dans

dans la fonction & exercice dudit metier, sous pretexte de ladite R. P. R. à peine de quinze cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 23. Juin 1677.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X X X I I.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defenses à tous ceux de la Relig. P. R. de quelque qualité & condition qu'ils soient, de suborner les Catholiques à peine de mille livres d'amende.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, que par les Edits & Declarations de S. M. qui laissent la liberté de la R. P. R. en ce Royaume, il n'y'en a aucun qui permette aux Catholiques de se pervertir à lad. R. P. R. néanmoins S. M. est informée que dans le pais de Saintonge, Aunis, Brouage, Iles d'Oleron & Ré, ville & gouvernement de la Rochelle, les plus puissans des lieux pervertissent tous les jours des Catholiques, soit sous pretexte de mariage, soit par menaces de ne les point employer à gagner leur vie; en sorte qu'il se trouve toujours quelques malheureux qui se laissent persuader non seulement à la malice des Ministres de ladite Religion, lesquels mettent tout en œuvre pour en venir à bout, & qui se servent meme des impositions qu'ils font à leur fantaisie, pour corrompre des pauvres Catholiques, auxquels ils font entendre des choses extraordinaires contre la R. Catholique, ce qui est contre la disposition de l'art. 18. de l'Edit de Nantes, de l'Arrêt du Conseil du 3. Novemb. 1664. donné en pareil cas, qui defend expressément les subornations; & encore de ce qui est porté par les Declarations données en consequence. A quoi étant nécessaire de pourvoir, pour empêcher la continuation de cet abus. Vu ledit art. 18. de l'Edit de Nantes, Arrêt dudit jour 3. Nov. 1664. Declarations & autres, Oui le rapport, & tout considéré; Le Roi étant en son Conseil a fait très-expresses inhibitions & defenses à tous ses sujets de la R. P. R. de quelque qualité & condition qu'ils soient, tant d'éd. pais de Saintonge, Aunis, Brouage, & Iles de Ré & d'Oleron, ville & Gouvernement de la Rochelle, qu'à tous autres, de suborner les Catholiques à changer de Religion, soit par argent, sous pretexte de mariage, ni au-

Tom. IV. C. V.

trement en quelque sorte & maniere que ce soit, à peine de mil livres d'amende & d'être punis suivant les rigueurs des Edits. Enjoint S. M. audit Sieur de Demuin Intendant de la Marine, Police, & Finances esdits pais & Iles, de faire publier le présent Arrêt dans tout son département, & icelui executer ainsi qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roi, S. M. y étant, tenu à Versailles le 23. jour du mois de Juillet 1677.

Signé,

PHELYPEAUX.

Ordonnance dudit Sr. Intendant.

Nous ordonnons aux Officiers de la Jurisdiction ordinaire de la Principauté de Soubize, de lire & publier le présent Arrêt du Conseil d'Etat de S. M. & aux Ministres de ladite R. P. R. de le lire & publier pareillement le premier jour de Prêche après la signification d'icelui, afin que personne n'en ignore. Fait à Rochefort le premier jour de Septembre 1677.

Signé,

DE DEMUIN.

L X X X I I I.

ARRET du Conseil d'Etat, touchant l'imposition des Ministres à la taille, & le titre de Fidelles insordit aux P. R.

Vu par le Roi étant en son Conseil, le procès verbal du 12. Juin dernier, dressé par le Sr. de Demuin Conseiller de S. M. en ses Conseils, & Intendant de la Marine de Ponant, Police & Finances es Gouvernemens de Brouage, & la Rochelle, pais d'Aunis & Iles adjacentes; & le Sr. Vasseur Fargot de la Rel. P. R. Commissaire de ladite Majesté dans l'étendue desdits Gouvernemens, pour les contraventions & innovations à l'Edit de Nantes, & autres donnez en consequence, même pour les entreprises concernant ladite Religion P. R. ledit procès verbal contenant le partage d'opinions survenu entre lesdits Sr. de Demuin & le Vasseur, tant pour raison de l'exemption des Tailles prétendue par Pierre de Geac Ministre de la R. P. R. du Bourg de Soubize: que sur la qualité de Fidelle prise par ceux de ladite Rel. P. R. du lieu de Rochefort dans les Actes du Synode tenu à Marenne au mois d'Octobre 1674. Oui le rapport: & tout considéré. Le Roi étant en son Conseil, voidant ledit partage, a ordonné & ordonne, suivant & conformément à l'avis du Sieur de Demuin, touchant ce qui regarde ledit de Geac, qu'icelui sera

N

&

& demeurera imposé au Rolle des Tailles de la Paroisse de Soubize pour les biens immeubles qu'il tient à titre de succession & d'aquêt, sans toutefois que les Assesseurs & Collecteurs de ladite Paroisse puissent augmenter son taux sous prétexte de ses meubles & gages de Ministre, à peine de payer l'augmentation en leurs propres & privés noms : & sans préjudice aussi ausdits Assesseurs & Collecteurs d'imposer ledit de Geac à plus grande somme s'il y échet ; & par la considération desd. immeubles & acquêts : & à l'égard de la qualité de Pasteur que ledit de Geac & le nommé Crespin ont prise ; la Majesté leur fait très-expresses défenses & à tous Ministres de ladite Rel. P. R. conformément à l'art. 7. de ladite Declaration de sa Majesté du mois de Fevrier 1669. de prendre ni donner en aucuns Aides autre qualité que celle de Ministre de la R. P. R. Comme aussi fait pareilles défenses ausdits de la R. P. R. de prendre la qualité de Fidéles : Le tout à peine d'être procédé extraordinairement contre les contrevenans : & sera le présent Arrêt lu, publié & enregistré par tous les Sièges que besoin sera, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance : enjoint sa Majesté à tous les Intendans de Justice dans les Provinces, & à tous autres Officiers de Justice de tenir la main chacun endroit soi, à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau le 11. jour de Septembre 1677.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X X X I V.

ARRET du Conseil d'Etat, qui surseoit l'exécution du precedent, qui condamnoit les Ministres à payer la taille.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, que sa Majesté ayant été informée du partage intervenu le 12. Juin dernier, entre les Srs. de Muyn Catholique, & le Vasseur Fargot de la Rel. P. R. Commissaires de sa Majesté concernant les affaires de ceux de la R. P. R. au pais d'Aunis, ville & gouvernement de la Rochelle, Brouage, Ile de Ré & d'Oleron, pour raison de l'exemption des tailles prétendue par Pierre de Geac Ministre de la R. P. R. du Bourg de Soubize ; sa Majesté auroit par Arrêt de sondit Conseil du 11. Septembre ensuivant, voidant ledit partage ; entre autres choses, ordonné qu'icelui de Geac seroit & demoureroit im-

posé au Rolle des tailles de la Paroisse de Soubize, pour les biens immeubles & heritages qu'il tient à titre de succession & d'aquêt. En conséquence duquel Arrêt led. Sr. de Muyn auroit donné son Ordonnance, portant injonction à tous les Assesseurs & Collecteurs de son département, de comprendre à l'avenir dans les Rolles des tailles les Ministres de ladite R. P. R. Ce qui les auroit obligez de se pourvoir vers la Majesté, & de demander par leur Requête, d'être maintenus en lad. exemption ; sur quoi, Oui le rapport, & tout considéré, Le Roi Roi étant en son Conseil, ayant aucunement égard à lad. Requête ; a sursis & sursoit l'exécution de l'Arrêt dudit onze Septemb. dernier, en ce qui concerne l'imposition des Ministres de la Rel. P. R. aux tailles. Voulant S. M. qu'il en soit usé à cet égard, ainsi qu'il a été fait auparavant ledit Arrêt ; & jusques à ce qu'autrement par sadite Majesté en ait été ordonné. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 3. jour de Decembre 1677.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X X X V.

LETTRE & MEMOIRE de Mr. Pelisson

A Versailles ce 12. Juin 1677.

MONSIEUR,

Pour repondre à la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 21. Mai ; outre ce que vous a déjà mandé Mr. de la Tour Daliez, je vous envoie copie d'un memoire que j'ai envoyé à quelques-uns de Messieurs les Evêques du Languedoc sur de semblables éclaircissements qu'ils me demandoient. Vous y verrez, Monsr. premierement que je vous ai proposé en exemple à tous les autres, comme vous le meritez. Et en second lieu, que sans vous limiter aucune somme, vous pouvez, avec la même oconomie, & dans les conditions de ce memoire, aller aussi loin qu'il vous plaira, tant au Pragelas que dans tout le reste de votre Diocèse, en maniere de petites gratifications aux nouveaux convertis.

Mr. Daliez s'est chargé de vous envoyer un credit pour prendre ces petites sommes, qui en peuvent faire de grandes, à mesure que vous en aurez besoin. Et moi je souhaite de tout mon cœur, Monsieur, d'avoir bientôt à acquitter plusieurs de vos lettres de chan-

peu, non seulement pour trois ou pour six mille livres, mais pour dix & pour quinze, & pour tout ce qu'il vous plaira. Je ne serai pas assez heureux pour avoir à me plaindre qu'il y en a trop. Si vous me demandez, Monsieur, comment cela s'accorde avec la petitesse de nos fonds, & le dessein de travailler de même par tout le Royaume, je vous mettrai en tête de mon compte celui qui fait croître l'huile & la farine de la veuve, & qui multiplie les cinq pains. Après cela, que toutes les conversions ne se font pas en un jour: que pendant que le tems coule, les fonds s'avancent: que ces bons succès achevent de déterminer le Roi, à ne plus employer qu'à ces sortes de bonnes œuvres. St. Germain & Cluny: qu'on trouvera du crédit pour faire des avances médiocres au besoin sur ces Abbayes: que si l'on voyoit tant de succès & tant de fonds engagé pour l'avenir, on pourroit s'arrêter, ou demander au Roi d'autres secours, que sa pitié auroit bien de la peine à ne pas fournir, sans compter ceux dont on lui a déjà fait quelques ouvertures, qu'il n'a pas rejetées. Voilà, Monsieur, tout mon secret.

Pour ce qui est de Mr. de Gilliers, je ne voi pas dans votre lettre, Monsieur, s'il est à convertir, ou déjà converti: au premier cas je me puis charger de proposer au Roi ce que vous jugerez à propos, en me le faisant savoir plus précisément: au second cas, c'est à dire, si lui ou sa famille sont convertis il y a quelque tems, il faudroit en faire parler au Roi par quelque autre que moi, qui ai renoncé solennellement & comme par contract, à ne lui proposer de mon chef aucune autre dépense que celle des conversions à faire.

J'admire, Monsieur, l'œuvre que Dieu a faite par vos mains, & par celles de Mr. Dailiez. Pour votre Hôpital general, c'est prendre Valenciennes, Cambrai & St. Omer selon moi. J'aurai l'honneur de vous écrire plus particulièrement, quand j'aurai pu lire votre lettre à la petite Assemblée, que les Fêtes de la Pentecôte ont dispersée, en sorte que je n'ai point encore vu Mr. le premier Président, qui ne doit revenir que demain de Bas-ville. Continuez, s'il vous plaît Monsieur, à m'honorer d'un peu de part en vos bonnes grâces: & si vous voulez me faire un fort grand bien & un fort grand plaisir, d'un peu de part aussi en vos plus secrètes prières soit de la Cellule, soit de l'Autel. Je suis &c.

PELISSON FONTANIER.

IL a été fait un très-grand nombre de conversions dans les Vallées de Pragelas, par les soins de Mr. de Grenoble, d'une Compagnie de la propagation de la Foi en la même ville, & de quelques Missionnaires de la Compagnie de Jesus; en sorte que sans autre distribution que d'environ deux mille écus en tout, envoyez à divers fois, on a les listes bien certifiées de sept ou huit cens personnes rentrees dans l'Eglise. Quelques-uns de Mrs. les Evêques m'ayant fait l'honneur de m'écire, qu'ils voyoient aussi beaucoup de conversions à faire dans leurs Diocèses, si on leur envoyoit des fonds, je répondis par ordre du Roi, qu'il n'étoit pas possible d'envoyer des fonds en tant de lieux: mais que chacun travaillât de son côté, qu'il donnât avis des conversions à faire pour des familles considérables, afin que sa Majesté y pensât & y pourvût. Même qu'on ne laissât échapper aucune occasion pour convertir les familles du peuple, quand il ne tiendra qu'à peu de chose, comme on avoit vu dans ces Vallées, que pour deux, trois, quatre ou cinq pistoles, on avoit gagné des familles nombreuses. Je marquai même qu'on pourroit aller jusqu'à cent francs, sans que j'eusse aucun ordre nouveau de sa Majesté pour acquitter les lettres de change qu'on tireroit sur moi. Cela a été exécuté fort religieusement, à l'égard de ceux à qui j'en avois écrit.

Je dis la même chose à Mr. Potel Secrétaire des commandemens de Mr. le Duc de Verneuil, allant aux Etats de Languedoc, afin qu'il le fit savoir à Mrs. les Evêques qui y seroient assembles: & je lui ai confirmé depuis par lettres, d'autant plus volontiers que le Roi, excité par le bon succès, venoit de faire un nouveau fonds, qui est le tiers de tous les ~~Oeconomats expédiez~~ ou à expédier depuis le mois de Décembre dernier, qu'il destine uniquement à cet usage: ce qui ne commencera à produire que dans le commencement de l'année prochaine; mais dont on peut espérer un secours perpetuel pour l'avenir. Les choses sont au même état; & bien que ce fonds ne soit pas encore venu, on trouvera moyen d'acquitter les lettres qui seront tirées sur moi pour cet effet. Mais il faut observer les conditions suivantes.

I. Que ce ne soient pas gens inconnus ou peu connus, & sans caractère, qui tirent des lettres de change sur moi.

II. Que chacune soit accompagnée d'une abjuration certifiée de Mr. l'Evêque du Diocèse, Mr. l'Intendant, ou quelqu'autre personne en charge considérable, & d'une quittance de main publique, à la décharge du Sr. Soutain Commis pour sa Majesté à la recette du temporel des Abbayes de Cluny & de St. Germain des Prez, ensemble du tiers des Oeconomats destinez aux nouveaux Convertis.

III. Qu'encore qu'on puisse aller jusqu'à cent francs, ce n'est pas à dire que l'intention soit qu'on aille toujours jusques-là; étant nécessaire d'y apporter le plus d'oéconomie qu'il se pourra: premierement pour repandre cette rosée sur plus de gens; & puis encore parce que si l'on donne cent francs aux moindres personnes sans aucune famille qui les suive, ceux qui seront tant soit peu plus relevés, ou qui entraîneront après eux nombre d'enfans, demanderont des sommes beaucoup plus grandes.

Messieurs les Prelats ou autres qui entreprendront charitablement dans ces sortes de soins, ne peuvent mieux faire leur cour au Roi, devant les yeux duquel toutes ces listes de convertis repassent, qu'en imitant ce qui a été fait au Diocèse de Grenoble, où presque jamais on n'est allé jusqu'à cette somme de cent francs, & presque toujours on est demeuré extrêmement au dessous.

Ce qui n'empêche pas néanmoins que pour des coups plus considérables, m'en donnant avis auparavant, on ne puisse fournir des secours plus grands; suivant que sa Majesté à qui on s'expliquera, le jugera à propos.

L X X X V I.

ARRET du Conseil d'Etat, par lequel sa Majesté ordonne, que pour raison du serment qu'on vouloit faire prêter aux Ministres, il en sera usé ainsi qu'il a été ci-devant fait.

LE Roi ayant été informé des plaintes faites par le nommé Fleury Ministre de la R. P. R. de la ville de St. Lo en Normandie, de ce que le Procureur de sa Majesté, & les Officiers Royaux du Siege de St. Lo, prétendent l'obliger de leur prêter le serment de fidélité, avant de pouvoir faire les fonctions de son ministère, & pour raison de quoi il est intervenu partage le 7. Octobre dernier, entre le Sieur Meliand Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, & Intendant de Justice,

Police & Finances en la Generalité de Caen, & le Sieur de Bussi Cornet, faisant profession de la R. P. R. Commissaires pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits & Declarations données en conséquence, & sa Majesté desirant y pourvoir. Le Roi étant en son Conseil a ordonné & ordonne qu'il sera incessamment procédé au jugement dud. partage: & cependant que pour raison dud. serment il en sera usé par lesdits Officiers de St. Lo, ainsi qu'il a été ci-devant fait, & ce jusqu'à ce que par sa Majesté il en ait été autrement ordonné. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 7. jour de Janvier 1678.

Signé,

PHELYPEAUX.

L X X X V I I.

ORDRE du Roi, pour faire sortir de la ville d'Aymet le nommé Dupont Ministre de la R. P. R.

DE PAR LE ROI.

Sa Majesté ayant été informée, que le nommé Dupont Ministre de la R. P. R. s'est depuis la demolition du Temple des habitants de lad. R. P. R. de la ville d'Aymet, établi en icelle, & y fait tout exercice, quoi qu'il y ait été interdit par Arrêt du Conseil d'Etat du 19. Septembre 1671. même au préjudice de l'art. 13. de la Declaration de 1669. conforme à des Arrêts du Conseil ci-devant donnez sur ce sujet, portant defences à tous Ministres de résider & prêcher qu'au lieu où ledit exercice est permis, & qui leur aura été donné par les Synodes. A quoi étant nécessaire de pourvoir, sa Majesté a ordonné & ordonne audit Ministre Dupont de se retirer de la ville d'Aymet, & d'aller faire sa demeure & résidence au lieu de la Sauvetat, lui faisant très-expresses defences de faire aucun exercice de la R. P. R. tant en lad. ville d'Aymet, qu'aux autres où il est interdit, ni ailleurs qu'en ceux où il est permis, à peine de defoiblesance, & d'être procédé contre lui ainsi qu'il appartiendra: & lui sera la présente Ordonnance signifiée & donnée copie, afin qu'il n'en prétende cause d'ignorance. Enjoint sa Majesté à tous Gouverneurs, Lieutenans généraux desd. Provinces, Intendants de Justice, & tous autres ses Officiers de tenir la main à l'exécution de ces presentes. Donné à St. Germain en Laye le 22. jour de Janvier 1678. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX.

LXXXVIII.

L X X X V I I I. 1.

ARRET du Parlement de Paris, par lequel Marie de la Fond est condamnée au bannissement à perpétuité du Royaume, & à la confiscation de tous ses biens, pour crime de Relaps.

VU par la Cour le Procès criminel fait par le Lieutenant Criminel du nouveau Châtelet, à la Requête du Substitut du Procureur General du Roi, demandeur & accusateur contre Marie de la Fond, femme de Paul Richard Cordonnier, defenderesse & accusée, prisonniere es prisons de la Conciergerie du Palais, appellante de la sentence contre elle renduë le 15. Octobre 1677. par laquelle ladite de la Fond auroit été déclarée dûment atteinte & convaincuë du crime de Relaps; pour reparation de quoi auroit été bannie à perpétuité hors du Royaume, à elle enjoint de garder son ban à peine de la hart, tous & chacuns ses biens aquis & confisquezz au Roi, ou à qui il appartiendroient, sur iceux préalablement pris la somme de cent livres d'amende, en cas que confiscation n'ait lieu au profit dudit Seigneur Roi, & ce suivant la Declaration de sa Majesté du 20. Juin de l'année 1665. Et ouïe & interrogée en ladite Cour ladite de la Fond sur sa cause d'appel, & cas à elle imposéz; tout considéré: Ladite Cour a mis l'appellation interjetée par ladite de la Fond au néant; ordonne que ce dont a été appellé sortira effet. Fait en Parlement le 8. Fevrier 1678. & prononcé à ladite de la Fond, pour ce atteinte entre les guichets des prisons de la Conciergerie, le 11. desd. mois & an.

L X X X V I I I. 2.

ARRET du Parlement de Guyenne, qui condamne les Relaps de la ville d'Aymet au bannissement hors du Royaume à perpétuité, sans les procédures & instructions du Procès faites par les Juges dudit Aymet.

ENtre Jeanne Rougeyrie, Sicaire Fournier son mari. Aane Villette, Jean Loyere, Iſabeau Portier & Pierre Bontemps, appellans d'une procédure & sentence de condamnation au bannissement, & leurs biens confisquezz. renduë par le Juge d'Aymet. d'une part; & Mr. le Duc de Foix. prenant la cause pour son Procureur d'Office dudit Aymet,

intimé d'autre. Vu la sentence, procédure criminelle mentionnée au vu d'icelle, portant bannissement hors du Royaume, & leurs biens confisquezz, contre lesdites Rougeyrie Villette & Portier, du 24. Janvier 1678. Actes faits par leſd. Rougeyrie, Villette & Portier, contenant leurs protestations contre le Juge d'Aymet, & le Procureur d'Office, en cas qu'ils passassent outre, des 3. & 4. Janvier audit an. Requête desdites Rougeyrie, Portier & Villette, devant le Lieutenant Criminel de Bergerac, en appel du Decret & procédures contr'eux faites par le Juge d'Aimet, avec l'appointement au pied que les procédures seroient portées au Greffe dudit Bergerac, du 11. Janvier audit an. Exploit de sommation fait par Lespinasse Huissier au Greffe d'Aymet, de porter au Greffe dudit Lieutenant Criminel de Bergerac les procédures; & au Concierge, de traduire lesdites Rougeyrie, Portier & Villette dans les prisons dudit Senechal de Bergerac, du 12. Janvier audit an. Autre acte de sommation fait à la Requête de Jean Royere, au Greffier, qu'il ait à declarer si ledit Juge a donné sentence contre lesdites Portier, Rougeyrie & Villette, avec la notification faite au Greffier, du 23. desdits mois & an. Dire dudit Procureur d'Office devant le Senechal de Bergerac, que lesdites accusées ayant fait appel de la sentence, il s'est pourvu en la Cour, du 26. Janvier audit an. Acte fait par Sicaire Fournier, Jean Bontemps & Jean Royere dit la Fatigue, maris desdites Rougeyrie, Portier & Villette, de leur remettre leurs femmes, audit Juge, qui a fait reponse qu'il a donné sa sentence contre lesdites accusées, & enjoint au Procureur d'Office de les faire traduire en la Conciergerie de la Cour, du 30. Janvier aud. an. Requête desd. Rougeyrie, Portier & Villette, en appel en la Chambre de l'Edit, attendu leur qualité; Commission sur ladite Requête, des 29. Janvier & 16. Fevrier audit an. Attestation faite par lesdites Rougeyrie, Portier & Villette devant le Juge de la Sauvetat, comme elles font profession de la R. P. R. du 5. Fevrier audit an. Arrêt sur le requis de Mr. le Procureur General, qui ordonne la traduction des accusées dans la Conciergerie de la Cour, avec la Commission au pied, du 16. Fevrier aud. an. Exploit d'assignation, donné à la Requête desd. Rougeyrie, Portier & Villette sur led. appel, audit Regnaud Procureur d'Office en la Cour & Chambre de l'Edit de Guyenne, du . . . dud. mois & an. Procès verbal de la traduction

tion desd. Rougeyrie, Portier & Villette, en conséquence de l'Arrêt de la Cour, par Deschamps Huissier, du 25. Fevrier audit an. Relief d'appel dudit Juge d'Aymet, en la Chambre de l'Edit de Guyenne, du 26. Fevrier audit an. Requête desd. Rougeyrie, Portier & Villette en la Cour, pour être renvoyées en la Chambre de l'Edit, du 26. Fevrier audit an. Requête desdits Fournier & Jean Royere, maris desdites Rougeyrie & Villette, en appel de ladite sentence & procédure, avec la Commission au pied, du 26. Fevrier 1678. Requête dud. Bontemps mari de lad. Portier, en la Cour, aux fins de son renvoi en la Chambre, du 26. Fevrier audit an. Arrêt qui charge le Procureur d'Office & Greffier des Assignations données en la Chambre de l'Edit, du 28. desd. mois & an. Autre Requête dud. Bontemps, contenant ses moyens d'appel, du 2. du présent mois. Arrêt qui deboute lesdites Rougeyrie, Portier & Villette de leur renvoi; ordonné qu'il sera procédé au jugement du Procès, du 2. du présent mois. Autre Requête desd. Rougeyrie, Portier & Villette, contenant leurs plus amples moyens d'appel & cassation de ladite procédure, du 2. du présent mois. Dire dud. Seigneur Duc de Foix, prenant fait & cause pour son Procureur d'Office d'Aymet, contenant reponses à celles desd. Fournier, Rougeyrie, Royere, Bontemps, Portier & Villette, du 5. du présent mois. Requête desd. Fournier, Rougeyrie, Royere, Bontemps, Portier & Villette, responsives à celle dudit Seigneur Duc de Foix, du 8. du présent mois. Autre Requête dud. Seigneur Duc de Foix, responsive à celle desdits Royere, Bontemps, Portier & Villette du 9. du présent mois, avec les conclusions du Procureur General du Roi, signées Pontac. Et après avoir oui lesd. Rougeyrie, Portier & Villette sur la sellette: Dit a été, que la Cour a mis & met l'appellation & ce dont a été appelé au neant: & faisant droit aux parties, sans avoir égard à l'appointement du 11. Janv. 1678. donné par le Lieutenant General de Bergerac, & sans s'arrêter à la cassation de procédure faite par le Juge d'Aymet, a déclaré & declare lesd. Rougeyrie, Villette & Portier atteintes & convaincus du crime de Relaps: pour réparation duquel les a condamnées à être bannies du Royaume à perpetuité. Ordonne qu'à ces fins elles vuidront ledit Royaume dans six mois, & le delai passé enjoint de garder leur ban à peine de la hart. Condamne en outre lesdits Rougeyrie, Villette & Portier chacune

en la somme de 50. livres, moitié envers le Roi, & l'autre moitié envers le Seigneur de la Jurisdiction, & aux depens de l'instance tant devant l'Ordinaire, qu'en la Cour, & fraie de leur conduite, chacune les concernant, envers ceux qui les ont faits. Et sur les Requetes desdits Royere, Fournier & Bontemps, a mis & met les parties hors de Cour & de Procès. Enjoint aux Officiers des lieux de faire afficher le présent Arrêt aux lieux accoutumés de la Jurisdiction d'Aymet. Dit aux parties à Marmande en Parlement le 14. Mars 1678. Collationné, CHEVALIER.

Mr. DE LA TRESNE, President.
DE MONTAIGNE, Rapporteur.

L X X X I X.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne qu'il sera surseu à l'Arrêt du Parlement de Rouen du 8. Fevrier dernier, rendu contre la disposition des art. 4. des particuliers de l'Edit de Nantes, & 41. de la Declaration du 1. de Fevrier 1669. touchant la visite des malades de la R. P. R. par les Curez, s'ils n'y sont appelez par eux, & accompagnez d'un Magistrat, Echevin, ou Consul.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, par ses Sujets de la R. P. R. de la Province de Normandie, qu'au prejudice du 4. art. des particuliers de l'Edit de Nantes; portant que ses Sujets de la R. P. R. ne seront tenus de recevoir des exhortations lors qu'ils seront malades ou proches de la mort, d'autres que de la même Religion, & qu'ils pourront être visités & consolés de leurs Ministres sans y être troublés. & de la reponse à l'art. 19. du cahier de ceux de la R. P. R. de 1606. par lequel il est ordonné que ledit art. 4. des particuliers de l'Edit de Nantes sera entierement observé, avec injonction à tous Officiers d'y tenir la main, à peine d'en répondre en leurs propres & privez noms: & enfin de la Declaration du premier de Fevrier 1669. par laquelle en l'art. 41. sa Majesté a fait defenses aux Curez aussi bien qu'à tous autres Ecclesiastiques ou Religieux d'entrer aux maisons des malades de lad. R. P. R. s'ils n'y sont appelez par eux, & accompagnez d'un Magistrat, d'un Echevin ou d'un Consul; lesquels articles particuliers, & reponse dudit cahier, & ladite Declaration ayant été enregistrés dans tous les Parlements & Sieges des Senechaussées, & Bailliages du Royaume, lesdits Curez & autres Ecclesiastiques

tiques y avoient enfin desferé : néanmoins étant arrivé au commencement du mois de Fevrier dernier en la ville de Rouën, qu'un particulier de ladite R. P. R. étant malade & en peril; son hoste qui est Catholique étoit allé sans ordre appeller le Curé de sa Paroisse, lequel y étant arrivé sans Magistrat, & suivi du menu peuple du quartier, n'avoit pas été reçu par le malade qui avoit desavoué son hoste. Ce qui ayant fait mutiner cette population, le Sr. Paviot Conseiller dud. Parlement, & le Sr. Collier-Consseiller au Bailliage, y étoient allés l'un après l'autre assistez de deux Sergens, & ayant monté à la chambre du malade, qui leur auroit déclaré n'avoir eu aucune pensée de faire appeller le Curé, ni de changer de Religion; ledit Sieur Paviot qui d'abord avoit fait sortir ses parens, & jusqu'à la femme du malade, les avoit fait retirer, & ayant trouvé un Ministre au bas de l'escalier, lui avoit dit qu'il pouvoit monter, parce que le malade le demandoit : le Parlement de Rouën donna un Arrêt le 8. jour dud. mois de Fevrier, par lequel sur un énoncé contraire, qui est que le Curé ayant été mandé par le malade, & que le Ministre & un Apoticaire, & plusieurs autres de la R. P. R. lui avoient fait refuser la porte, & que l'on avoit détourné le malade du dessein de changer de Religion. Il est ordonné que lesdits deux Sergens donneront leur procès verbal, & qu'il sera informé de ce qui s'est passé, par les Srs. Bretel & de Palme, le premier desquels est Ecclesiastique & Doyen du Chapitre du Rouën, & cependant a fait très-expresses inhibitions & defences à ceux de la Rel. P. R. de refuser l'entrée des maisons, lors que les Curez & Prêtres se presenteront pour visiter les malades, & d'assembler & attrouper en pareilles occasions, & sous quelque pretexte que de soit, sur peine de punition corporelle; & en cas de contravention, enjoint à tous Huissiers, Sergens, & autres ministres de Justice de saisir & emprisonner les contrevenans, & que ledit Arrêt sera lu, & publié, & affiché; laquelle lecture & publication fut faite le même jour, par un Huissier de lad. Cour, assisté du Trompette ordinaire, & affiché par tous les carrefours & lieux publics de la ville de Rouën; & comme il avoit été imprimé, il en a été debité un grand nombre d'exemplaires, lesquels ayant été repandus dans toute la Province, les Juges de plusieurs Sieges particuliers, l'ont fait lire & enregistrer pour être observé : & dans la suite lesdits Sergens ayant donné leur procès verbal, où l'on n'a

rien trouvé de conforme à l'énoncé dud. Arrêt, on ne s'est pas mis en peine de le repeter, n'y d'en faire d'autres informations. Cependant quoi que le pretexte en soit ruiné, l'Arrêt qui a été ainsi publié, affiché, lu & enregistré dans les Sieges particuliers, ne manquera pas d'être executé dans toute la Province, & ceux de ladite R. P. R. qui sont & seront malades, ou proches de la mort, exposés à être troublez par lesdits Curez, Prêtres & Religieux, lesquels y allant sans être appelés par eux, & sans Magistrat, feront les parties, les temoins & les Juges; & les proches parens des malades qui le trouveront la pour leur rendre les derniers devoirs, à quoi les oblige la nature & l'humanité, en danger non seulement d'être jettés hors, mais même saisis & emprisonnez à la discretion des Huissiers & Sergens, & sans Ordonnance d'aucun Juge, s'il n'y est pourvu par sa Majesté. Vu lesdits Edits & Declarations, ensemble l'Arrêt du Parlement de Rouën dudit jour 8. Fevrier 1678. Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que le Procureur General au Parlement de Rouën enverra incessamment à sa Majesté les motifs de l'Arrêt dudit jour 8. Fevrier 1678. & cependant qu'il sera sursis à l'execution dudit Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye ce 20. jour de Juin 1678.

Signé,

PHELYPEAUX.

X C.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne que les enfans nez de pere decede de la R. P. R. demeureront entre les mains de leur Ayeul, ou autre proche parent de la même Religion, nonobstant l'Arrêt du Parlement de Rouën du 8. Mars 1678.

Sur la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par Pierre Roger l'ainé Marchand Bourgeois de Rouën, contenant qu'il est ayeul & Tuteur naturel & legitime de six enfans mineurs de defunt Pierre Roger son fils, & d'Anne des Essarts, avec laquelle son dit fils, après quelque tems de mariage, n'ayant pu vivre ensemble, ils auroient d'un commun consentement passé une transaction, qui fut arrêtée & signée le 24. Mai 1672. & homologuée devant le Bailli de Rouën le 30. dud. mois, par laquelle ils furent separez de biens & d'habitation pour tout le reste de leur vie,

vie, elle renonça à sa dot & à son douaire, & se contenta de trois cens livres de pension pendant sa vie, & abandonna tous ses enfans, dont son mari voulut bien se charger, pour ne les pas laisser entre les mains de leur mere : & comme il avoit destiné ses fils au negoce, il envoya l'ainé nommé Pierre, qui est presentement âgé de treize ans & demi, chez Jaques Prevost Marchand demeurant à Londres, ayant épousé Ester Roger sa cousine germaine, & il avoit dessein d'y envoyer aussi le second fils nommé David, dès qu'il auroit un peu plus d'âge & de force ; ce qui a été fait par le Suppliant depuis la mort de sond-fils : & à l'égard des quatre autres, ils sont presentement à Paris en la maison de Jean Roger Marchand, qui est un autre fils du Suppliant, & par consequent leur oncle paternel, qui a bien voulu s'en charger, parce que led. Suppliant son pere qui est âgé de 78. ans, & a perdu la vue, étant devenu incapable d'en prendre le soin, & ne pouvant plus guere vivre, la tutelle desdits enfans le regarde comme le plus proche parent. Et quoi qu'il n'y ait rien à redire à ce procedé, neanmoins il est arrivé que ladite des Effarts ayant changé de Religion, s'est pourvuë en Lettres de rescision contre ladite transaction qu'elle avoit faite avec son defunt mari ; de quoi ayant été évincée par une sentence du Bailli de Rouën, & en ayant relevé appel au Parlement, tout ce qu'elle a pu obtenir a été la jouissance de sa dot entiere durant sa vie, le surplus de la transaction & de la sentence ayant été confirmé, c'est à dire qu'elle demeure privée de douaire & de la propriété de sa dot, & de la garde de ses enfans : elle a dans le cours de sa procedure, & pour se rendre plus favorable, fait diverses plaintes, tant devant ledit Bailli, qu'au Parlement, de ce qu'elle n'avoit pas la liberté de voir ses enfans, & elle auroit fait ordonner par une autre sentence dud. Bailli du 16. Fevrier 1677. qu'elle pourroit les envoyer querir deux fois la semaine chez le Suppliant, si mieux il n'aimeoit les lui mener chez elle pour les voir deux heures par jour, lesquelles passées elle seroit tenuë de les renvoyer chez lui. Ce qui auroit obligé le Suppliant de se pourvoir devant les Srs. Commissaires deputez par sa Majesté pour connoître des contraventions à l'Edit de Nantes, & aux Declarations données en consequence, auxquels il avoit demandé la cassation de ladite sentence, leur ayant remontré que le lieu où elle demuroit, & où elle vouloit qu'on lui menât ses enfans,

étoit comme elle l'avoit dit par sa Requête, la maison où l'on instruit les nouvelles Converties ; ce qui étoit contraire à l'article 18. de l'Edit de Nantes, qui defend d'enlever & induire les enfans de la R. P. R. & au 39. de la Declaration du 1. Fevrier 1669. qui defend aussi cette induction, & de faire passer aucune declaration ausdits enfans sur le changement de Religion, avant l'âge de quatorze ans accomplis pour les mâles, & de douze accomplis pour les filles ; & ordonné que cependant ceux qui seront nez d'un pere de ladite R. P. R. demeureront aux mains de leurs parens de la même Religion, & ceux qui les detiendront contrainsts à les leur rendre. Sur quoi lesdits Srs. Commissaires auroient ordonné, que lad. des Effarts donneroit sa réponse à la Requête du Suppliant, & cependant defenses de mettre ladite Sentence à execution. Et quoi que ladite des Effarts eût satisfait à ladite Ordonnance, & connu lesdits Srs. Commissaires pour ses Juges : elle n'a pas laissé lors de la plaidoirie de sa cause au Parlement sur son appel, de demander encore l'execution de ladite Sentence du Bailly, & de se plaindre de ce que l'on avoit envoyé deux de ses enfans en Angleterre, & les autres à Paris. Et sur les conclusions du Sr. Le Guerchois Avocat General, Arrêt est intervenu le 8. Mars dernier, par lequel il a été ordonné une condamnation par corps contre le Suppliant, & ceux qui sont saisis desd. enfans, de représenter dans trois mois ceux qui sont hors ce Royaume, & les autres dans ce mois devant les Conseillers Commissaires ; ce qui ne se peut pas soutenir, veu que quand il seroit permis à la mere de travailler à la conversion de ses enfans, cela est d'ailleurs contraire aux articles ci-dessus rapportez, qui defendent d'induire les enfans de ladite Religion, laquelle defense est generale, sans que les meres en soient exceptées ; & ce que porte ledit article 39. de lad. Declaration de 1669. que les enfans dont les peres sont morts de la Rel. P. R. seront mis aux mains de leurs parens de la même Religion, & que ceux qui les detiennent seront contrainsts de les leur rendre, n'exceptant point aussi la mere ; il est évident que bien loin que les parens chez qui ils sont soient obligez de les lui livrer ou mener, il faudroit qu'elle les leur rendît si elle en étoit saisie. Et cette limitation de deux fois la semaine, & de deux heures par jour, n'est qu'un artifice grossier, puis qu'on declare que c'est pour leur faire part des graces de la conversion,

tion, c'est à dire pour les induire: & ce seroit bien inutilement qu'on les mettroit aux mains d'un parent de leur Religion, si on l'assujettissoit à les mener ainsi de tems en tems à une Ecole d'induction; joint qu'il faudroit que led. Jean Roger, qui à cause des infirmités du Suppliant son pere, est chargé de la garde desdits enfans, sans qu'il puisse s'en charger sur aucun autre, parce qu'il est le plus proche & le plus habile à succeder, quittât Paris où il demeure actuellement, & fait son negoce depuis un fort long-tems, pour aller exprès audit Rouën remener lesdits enfans à leur mere, & particulièrement ses 3. filles; & à l'égard des deux qui sont à Londres pour y apprendre la langue & le commerce, comme tant d'autres que leurs peres y envoient pour cela, il seroit bien plus injuste de leur faire tout quitter pour revenir à Paris, afin d'être menez deux fois la semaine à leur mere contre la volonté de leur defunt pere, qui y en avoit envoyé un & destiné l'autre, & contre la volonté du Suppliant, qui étant leur ayeul, est aussi par conséquent leur pere, & en vertu de sa puissance paternelle a pu disposer de tous sesdits enfans, & leur choisir des Gardiens & des Curateurs suivant le 38. article des particuliers de l'Edit de Nantes, qui lui permet de leur en donner, & même de leur en substituer un ou plusieurs par Testament, codicille ou autre disposition passée devant Notaire, ou écrite & signée de sa main. A ces causes requeroit qu'il plût à sa Majesté sans avoir égard, tant à ladite Sentence du Bailly de Rouën, qu'àudit Arrêt du Parlement qui seront cassez & annulez, comme donnez par Juges incompetens; veu que la connoissance de l'affaire apartenoit ausdits Srs. Commissaires & qu'ils en étoient saisis, & avoient été reconnus pour Juges par ladite des Essarts, & que ces jugemens sont contraires aux articles ci-dessus cottez, de charger ledit Suppliant & ceux auxquels lui & ledit defunt son fils ont envoyé & confié lesdits enfans, & qui ont d'eux mêmes, comme leurs plus proches parens, droit d'en être les Gardiens & les Educateurs, de ladite condamnation de les renvoyer à Rouën & de les mener à leur mere, & faire defenses à tous Huissiers & Sergens de les mettre à execution. Vu lad. Requête, l'acte d'établissement dud. Pierre Roger l'aîné à la tutelle desd. enfans, du 20. jour de Novembre 1676. ladite Sentence du Bailly de Rouën, du 26. Fevrier 1677. la Requête présentée ausdits Srs. Commissaires par ledit Pierre Roger l'aîné, au

bas de laquelle est leur Ordonnance à ladite des Essarts d'y fournir de reponse dans trois jours; & cependant defenses de mettre aucun jugement & sentence à execution, du 10. Mars audit an, écrit de defenses de lad. des Essarts à ladite Requête signifiée audit Roger le 13. dudit mois, ledit Arrêt du Parlement de Rouën du 6. Mars dernier. Oui le rapport, & tout considéré. Le Roi étant en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite Requête a déchargé & decharge ledit Suppliant, ensemble ceux qui sont saisis des enfans dudit feu Pierre Roger & de lad. Anne des Essarts, de la condamnation portée pour la representation d'iceux, par ledit Arrêt du Parlement de Rouën dudit jour 8. Mars 1678. permettant néanmoins sa Majesté à ladite Anne des Essarts, quand elle se trouvera dans le lieu où seront ses enfans, de les voir toutes fois & quantes qu'il lui plaira. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 20. jour de Juin 1678.
Signé, PHELYPEAUX.

X C I.

ARRET du Conseil d'Etat, portant que le Temple de St. Hippolyte sera demoli, pour punir les habitans de l'insulte qu'ils avoient faite au Curé portant le St. Sacrement à un malade.

Vu par le Roi étant en son Conseil, l'Arrêt rendu en icelui le 4. juillet 1678. portant que par le Sieur d'Aguesseau Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maître des Requêtes de son Hôtel, & Intendant de Justice en Languedoc, les informations faites contre plusieurs habitans de la R. P. R. du lieu de St. Hippolyte dans les Sevennes, du gouvernement de ladite Province; seroient par lui ou son Subdelegué continuées, pour raison des irreverences, actions de mepris, injures proferées, & autres excès par eux commis le 8. Mai audit an, tant contre le S. Sacrement que le Prêtre portoit à un malade, que contre les Catholiques qui l'accompagnoient; & le procès fait & jugé en dernier ressort dans le Presidial de Nîmes: Le Jugement dudit Sr. d'Aguesseau rendu audit Presidial le 3. de Fevrier dernier, contre lesdits habitans: Le Placet par eux présenté en corps à sa Majesté, tendant à faire rapporter le procès audit Conseil, & cependant sursoir l'execution dudit Jugement. Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil,

seul, a confirmé & confirme ledit Jugement du 3. Fevrier dernier, contre les habitans de St. Hippolyte de la R. P. R. dans ledit lieu & Taillabilité de St. Hippolyte, & à cet effet ordonne que le Temple qui y est construit sera demoli de fond en comble, & les materiaux enlevez à leur diligence, dans un mois du jour de la signification du present Arrêt; sinon & à faute de ce faire dans ledit tems, & icelui passé, permet au Syndic du Clergé du Diocèse de Nîmes, de faire demolir ledit Temple aux frais & depens desdits de la R. P. R. leur faisant très-expresses inhibitions & defenses de le réedifier au même endroit ni ailleurs: Ordonne que le sol où il étoit construit demeurera en place publique, au milieu de laquelle ledit Syndic du Clergé, pourra faire élever une Croix: Et au surplus sera led. Jugement executé selon sa forme & teneur, en vertu du present Arrêt. Enjoint sad. Majesté au Gouverneur &c. de tenir la main à l'exécution d'icelui. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 24. Fevrier 1681.

Signé,

PHELYPEAUX.

X C I I.

DECLARATION du Roi, portant peine d'amende honorable, & de confiscation de biens contre les Relaps.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Par nos Lettres de Declaration du 20. jour du mois de Juin 1665. nous aurions pour les causes, & considerations y contenues, en amplifiant celles du mois d'Avril 1663. touchant les peines contre les Relaps & Apostats, déclaré & ordonné, que si aucuns de nos sujets de la R. P. R. qui en auront une fois fait abjuration, pour prendre & professer la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, y renoncent & retournent à ladite Rel. P. R. ou qui étant engagez dans les Ordres sacrez de l'Eglise, ou liez par des vœux à des Maisons Religieuses, quittent la Religion Catholique pour la pretendue Reformée, soit à dessein de se marier, ou pour quelque autre cause ou consideration, que ce puisse être, soient bannis à perpetuité de notre Royaume, pais & terres de notre obeissance, sans que ladite peine de bannissement puisse être censée comminatoire; ains au contraire aurions ordonné à ceux de nos Juges & Officiers qu'il ap-

partienndroit, d'y proceder avec toute l'exac-
titude & la severité possible, sur les requisitions qui leur en seroient faites par nos Procureurs Generaux, ou leurs Substituts. Et bien que nous eussions lieu de croire que cette peine retiendrait ceux qui se seroient convertis à la Foi Catholique, de retomber dans le crime de Relaps & d'Apostats, néanmoins nous avons été informez que dans plusieurs Provinces de notre Royaume, & notamment dans celles de Languedoc & de Provence, il y en a beaucoup lesquels ne faisant point de compte de la peine portée par notre dite Declaration du mois de Juin 1665. après avoir abjuré ladite R. P. R. soit dans l'esperance de participer aux sommes que nous faisons distribuer aux nouveaux Convertis, soit par d'autres considerations particulieres, y retournent bien-tôt après, & lors que pour raison de ce ils viennent à être condamnés, ils passent à Geneve, à Orange, ou en Avignon, où ils voyent facilement leurs parens, à cause du voisinage desdites Provinces: & comme cette peine ne nous paroît pas assez grande pour les empêcher de retomber dans led. crime, nous avons estimé à propos de l'augmenter, & d'ajouter aud. bannissement hors notre Royaume, celle de l'amende honorable. A ces causes, sçavoir faisons, que nous, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ces presentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que lors qu'aucuns de nos sujets de ladite R. P. R. qui en auront une fois fait abjuration, pour prendre & professer la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ou qui étant engagez dans les Ordres sacrez de l'Eglise, ou liez par des vœux à des Maisons Religieuses, quitteront la Religion Catholique pour prendre la pretendue Reformée, soient condamnés à faire amende honorable, ains qu'il est accoutumé, & bannis à perpetuité hors de notre Royaume, pais & terres de notre obeissance, & leurs biens acquis & confisqués à qui de droit il appartiendra, sans que lad. peine d'amende honorable & de bannissement puisse être censée comminatoire. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes nos Lettres de Declaration ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles gardes & observer inviolablement: Mandons en outre à nos Procureurs Generaux & leurs Substituts, d'y

Et tenir soigneusement la main; Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celsdites presentes. Données à St. Germain en Laye le 13. jour du mois de Mars, l'an de grace 1679. & de notre regne le 36. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Beau de cire jaune.

X C I I I.

DECLARATION du Roi, portant que les Actes d'abjuration seront mis es mains du Procureur du Roi au Siege Royal, ou est situé le Siege de l'Archevêché ou Evêché où l'abjuration sera faite.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant ci-devant estimé à propos de reprimer le crime de Relaps & Apostats, qui se commet par aucuns de nos Sujets tant Catholiques que de la R. P. R. avec une licence qui ne peut être soufferte; nous aurions fait expedier trois Declarations; la premiere au mois d'Avril 1663. la deuxieme en Juin 1665. & la troisieme le 1. Avril 1666. & par cette dernière ordonné, conformément à la precedente, que tous ceux qui seroient prevenus & accusés du crime de Relaps & Apostats seroient bannis à perpetuité de notre Royauté, terres, & pais de notre obeissance, & ainsi jugés dans nos Parlemens chacun dans son ressort; mais comme quelque tems après nous aurions été informez que nosdits Sujets de la Relig. P. R. ne faisoient aucun cas de cette peine, & passioient à Orange, à Avignon, & à Geheve pour retourner dans leur premiere erreur. Nous aurions par autre Declaration du 13. Mars dernier, ordonné que lors qu'aucuns de nosdits Sujets de la Rel. P. R. qui en auroient une fois fait abjuration pour professer la R. Catholique, Apostolique & Romaine, ou qui étant engagez dans les Ordres sacrez de l'Eglise, ou liez par des vœux à des Maisons religieuses, quitteront la R. Catholique pour reprendre la P. R. seront condamnés non seulement audit bannissement hors de notre Royaume, mais aussi à faire amende honorable, ainsi qu'il est accoutumé, avec confiscation de leurs biens à qui il appartiendra, sans que lad. peine puisse être censée comminatoire; & d'autant qu'il nous a été donné avis que ceux qui commettent led. crime le font si secrettement qu'à peine peut on en avoir con-

noissance, & que par ce moyen nosdites Declarations demeurent sans effet. A quoi étant nécessaire de pourvoir, afin d'empêcher nosdits Sujets de retomber dans de pareils crimes; Savoir faisons, que nous, pour ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale: nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que dorenavant les Actes des abjurations qui se feront, seroient par les ordres des Archevêques ou Evêques mis en bonne forme entre les mains de notre Procureur du Siege Royal dans le ressort duquel est situé le Siege de l'Archevêché ou Evêché où ladite abjuration aura été faite, dont il donnera decharge par écrit aux Officiers desdits Archevêchez ou Evêchez, pour être en suite lesdits Actes, à la diligence de nosdits Procureurs, signifiés aux Ministres & aux Consistoires des lieux où ceux qui auront abjuré ladite R. P. R. faisoient leur residence, & l'exercice de ladite Religion; & en consequence faisons très-expresses defenses, tant aux Ministres qu'ausdits Consistoires de les y recevoir sur peine de desobeissance, de suppression de Consistoires, & interdiction des Ministres. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra, que celsdites presentes ils aient à faire lire, publier, & registrer, pour être executées selon leur forme & teneur. Mandons en outre à notre Procureur General & ses Substituts d'y tenir la main. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre seel à celsd. presentes. Donné à Fontainebleau le 10. jour d'Octobre, l'an de grace 1679. & de notre regne le 37. Signé, LOUIS. Et sur le repli Par le Roi, COLBERT.

X C I V.

DECLARATION du Roi, portant defenses à ceux de la R. P. R. de tenir Synodes sans permission du Roi. & sans l'assistance d'un Commissaire qui sera nommé par sa Majesté, ou de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ou de la P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Les Rois nos predecesseurs ayant voulu calmer les troubles qui

qui s'étoient de leur tems soulevez dans ce Royaume, au sujet de la R. P. R. auroient par leurs Edits de pacification entr'autres choses permis aux personnes faisant profession de ladite Relig. P. R. de tenir des assemblées pour le reglement de leur discipline es lieux où l'exercice se faisoit publiquement, en prenant toutefois permission de nosdits Predecesseurs, ce que le feu Roi Henri IV. nostre ayeul auroit continué par l'article 34. des particuliers de l'Edit de Nantes, pour les Consistoires, Colloques & Synodes Provinciaux & Nationaux: mais comme le feu Roi nostre très-honoré Seigneur & pere, auroit reconnu que sous la tolerance desdites assemblées, lesdits de la R. P. R. se licentioient d'y introduire des gens de toutes conditions, & même d'y traiter des affaires politiques, dont il s'ensuivroit des resolutions contraires au bien general, & à la tranquillité publique, il auroit fait expedier une Declaration le 17. jour d'Avril 1623. registree où besoin a été, portant qu'il ne seroit dorenavant convoqué ni tenu aucunes assemblées par lesdits de la Rel. P. R. sans qu'il y eût été nommé auparavant un Officier de ladite Religion pour y assister, & voir s'il n'y seroit traité & proposé d'autres affaires que de celles qui sont permises par lesdits Edits, ce que de notre part nous aurions observé jusques à present: mais comme nous sommes informez qu'il est arrivé qu'aucuns des Commissaires de ladite R. P. R. qui ont été nommez pour assister ausdits Synodes, ont dans quelques rencontres eu la foiblesse, par condescendance pour ceux de leur Religion, d'obmettre d'employer dans les procès verbaux qu'ils nous ont envoyez, tout ce qui s'étoit passé dans lesdits Synodes, à quoi étant necessaire de pourvoir, & empêcher à l'avenir un semblable abus, savoir faisons, que nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons dit, déclaré & ordonné, disons, declaron & ordonnons, par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que conformément à ce qui s'est ci-devant pratiqué, nosdits sujets de ladite R. P. R. ne puissent tenir aucuns Colloques ni Synodes, sans en avoir obtenu de nous la permission, & sans l'assistance d'un Commissaire qui sera par nous nommé, soit de la R. Catholique, Apostolique & Romaine, ou de la pretendue Reformée, selon & ainsi que nous l'estimerons à propos, pour de notre part prendre garde

qu'il ne soit parlé ni traité ausdites assemblées d'autres matieres que de celles qui sont permises par les Edits, & qui concernent purement la discipline de ladite Rel. P. R. comme aussi qu'il n'y entre ni soit admis aucun Ministre des lieux où l'exercice d'icelle a été interdit, & les Temples demolis par Arrêt de notre Conseil d'Etat, sur peine en cas de contravention d'être dechus des graces & concessions qui leur ont été accordées par lesdits Edits, & de nullité des actes & deliberations qui seroient prises ausdits Synodes, dans lesquelles lesdits Commissaires seront admis sans difficulté, & dresseront procès verbal de tout ce qui s'y sera passé, pour nous être envoyé, & icelui vu être par nous pourvu sur les choses qui seront nécessaires, ainsi qu'il appartiendra. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenants nostre Cour de Parlement de Paris, & à tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles faire garder & observer, selon leur forme & teneur. Mandons aussi aux Gouverneurs, Lieutenans Generaux de nos Provinces de tenir la main à l'exécution de ces presentes. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nostre seel à cesdites presentes. Donné à Fontainebleau le 10. Octobre, l'an de grace 1679. & de notre regne le 37. Signé, LOUIS. Par le Roi, COLBERT.

X C V.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defenſes aux Miniſtres de la R. P. R. de faire le Prêche dans le lieu où l'exercice de leur Religion eſt permis, les jours que les Archevêques ou Evêques font leurs viſites en perſonne.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que lors que les Srs. Archevêques & Evêques de son Royaume font les visites dans leurs Diocèses, il se rencontre, assez souvent que dans les lieux où l'exercice de la R. P. R. est permis, les Ministres affectent d'ordinaire de faire leurs Prêches dans le même tems que lesdits Archevêques & Evêques visitent les Eglises, & sont occupez à faire leurs fonctions Episcopales, ainsi qu'il est arrivé depuis peu en la Province de Languedoc: & considerant la Majesté les suites qui en pourroient arriver, & que par le respect qui est dû à la Religion Catholique,

lique, il est à propos d'empêcher que pendant le tems desd. visites non seulement les Ministres fassent leurs Prêches, mais encore que les habitans de la R. P. R. desd. lieux ne s'assemblerent dans leurs Temples. A quoi sa Majesté voulant pourvoir : Le Roi étant en son Conseil, a fait très-expresses inhibitions & défenses à tous Ministres de la Rel. P. R. de ce Royaume, de faire le Prêche dans les lieux où l'exercice de ladite Relig. P. R. est permis, & à toutes personnes faisant profession de ladite Religion, de s'assembler dans leurs Temples ni ailleurs, les jours que les Archevêques ou Evêques feront leurs visites en personne esdits lieux, à peine de désobéissance, & d'être procédé contre eux comme perturbateurs du repos public. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Saint Germain en Laye le 31. jour de juillet 1679.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

X C V I.

EDIT du Roi, portant suppression des Chambres de Languedoc, Guyenne, & de Dauphiné, & incorporation des Officiers aux Parlemens.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous presens & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand nôtre ayeul, de glorieuse memoire, connoissant que la haine que les guerres civiles avoient excitées dans l'esprit de nos sujets, à l'occasion de la R. P. R. faisoit apprehender à ceux de ladite Religion le ressentiment des Officiers de Justice, dans les affaires concernant les interêts de leurs familles, il auroit pour leur faire administrer la Justice sans aucune suspicion ni faveur, par son Edit donné à Nantes au mois d'Avril 1598. établi trois Chambres, composées tant d'Officiers Catholiques, que de ladite R. P. R. pour connoître des procès & differens civils & criminels, esquels ceux de ladite R. P. R. auroient interêt, dans les ressorts de nos Parlemens lors seans à Toulouse, Bordeaux & Grenoble, pour être led. Chambres ainsi établies, réunies & incorporées esdits Parlemens, quand les causes qui donnoient lieu audit établissement cesseroient ; les troubles mus de tems à autre dans nôtre Royaume à la même occasion de ladite R. P. R. depuis led. Edit de Nantes, & qui n'ont été apaisés que par celui de Pacification, donné à Nîmes par le feu

Roi nôtre très-honoré Seigneur & pere, de glorieuse memoire, au mois de Juillet 1629. n'auroient pu permettre de rien changer audit établissement : mais à present considerant qu'il y a cinquante années qu'il n'est point survenu de nouveau trouble causé par ladite Religion, & que par ce long tems les animosités qui pouvoient être entre nos sujets de l'une & de l'autre Religion sont éteintes, nous avons cru ne pouvoir rien faire de mieux que de supprimer lesdites Chambres, & les réunir audits Parlemens, tant pour effacer entièrement la memoire des guerres passées, que pour faciliter l'administration de la Justice, en ôtant le pretexte à nos sujets Catholiques de se servir du nom & des privileges desdits de la R. P. R. pour perpetuer les procès dans les familles par des évocations, ou par des reglemens de Juges. Savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, après avoir fait mettre cettere affaire en deliberation en nôtre Conseil, & considéré combien a été utile pour l'abbreviation des procès, la suppression des Chambres de l'Edit de Paris & de Rouën, de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons éteint & supprimé, & par ces presentes signées de nôtre main, éteignons & supprimons la Chambre Mipartie, autrement dite de l'Edit, seante presentement à Castelnau-dary, pour être désormais & pour toujours les Officiers d'icelle réunis & incorporez avec ceux du Parlement de Toulouse ; & à cet effet seront le President & les dix Conseillers de la R. P. R. de lad. Chambre, nommez President & Conseillers de lad. Cour de Parlement de Toulouse ; & ledit President joint avec les autres Presidents à Mortier dud. Parlement, pour y servir & tenir rang parmi eux en toutes occasions, ceremonies ou assemblées de Chambres, du jour de sa reception en sa Charge de President en ladite Chambre de l'Edit ; & jouir des gages dont il jouissoit en lad. Chambre, & des mêmes honneurs, autoritez, prerogatives, prééminences, fonctions & droits dont jouissent les autres Presidents à Mortier dudit Parlement, sans néanmoins jamais pouvoir servir en la Grand' Chambre, ni même presider dans la Chambre de la Tournelle (en laquelle nous voulons qu'il demeure fixe) au prejudice des Presidents Catholiques qui seront moins anciens en reception que lui. Et à l'égard desdits Conseillers de la R. P. R. ils seront distribués également dans les deux Chambres des Enquêtes dudit Parlement, savoir cinq dans

dans chacune d'icelles, pour y servir pareillement ainsi que les Conseillers Catholiques, avoir rang avec eux en toutes occasions, ceremonies & assemblées de Chambres, du jour de leur reception en ladite Chambre de l'Edit, & jouir des graces dont ils jouissoient lors de leur service en icelle, & des mêmes autoritez, prerogatives, préeminences, fonctions & droits dont jouissent les autres Conseillers dudit Parlement, sans toutefois pouvoir jamais servir en la Grand'Chambre. Voulons néanmoins que trois Conseillers de ladite R. P. R. entrent tour à tour pendant trois mois en la Chambre Tournelle dudit Parlement, en sorte qu'il y en ait toujours trois de service pendant toute l'année, & que deux d'entre eux servent pareillement en la Chambre des Vacations selon leur tour, & à commencer par les anciens, comme les autres Conseillers Catholiques. Et d'autant que les Offices de nos Avocat & Procureur General servant presentement en nôtredite Chambre de l'Edit, demeurent inutiles au moyen de sa suppression, & de l'union des Officiers d'icelle en nôtred. Cour de Parlement, nous avons éteint & supprimé, éteignons & supprimons lesdits deux Offices de nos Avocat & Procureur General, & en même tems créé & érigé, créons & érigeons en titres d'Offices formez, deux Offices de nos Conseillers en nôtredite Cour de Parlement de Toulouse, pour être nosd. Avocat & Procureur General ainsi supprimez, pourvus chacun d'un desd. Offices de nos Conseillers, avec les mêmes gages qui étoient affectez ausd. Offices de nos Avocat & Procureur General, & avec tels & semblables droits, fruits, profits, fonctions, autoritez, préeminences, franchises, libertez & émolumens, dont jouissent les autres Conseillers de nôtred. Parlement, même tenir rang avec eux en toutes occasions, ceremonies ou assemblées des Chambres, du jour de leur reception esdits Offices de nos Avocat & Procureur General, à condition que nôtredit Avocat lequel fait profession de la R. P. R. ainsi pourvu de lad. Charge de Conseiller, & lequel nous voulons être distribué dans l'une desdites Chambres d'Enquêtes, comme les autres de lad. Religion, ne pourra jamais monter à la Grand'Chambre, non plus que les autres Conseillers de lad. R. P. R. ains servira seulement à la Tournelle & à la Chambre des Vacations comme eux & à son tour, ainsi qu'il est expliqué ci-dessus. Et à l'égard de nôtredit Procureur General lequel est Catholique, & sera pourvu de l'une desd.

Charges de Conseiller nouvellement créés, il sera pareillement distribué à l'une desdites Chambres des Enquêtes, pour y servir & monter à son tour comme les autres Conseillers Catholiques, sans aucune distinction. Quant aux deux Substituts de nôtredit Procureur General servants en ladite Chambre, lesquels sont Catholiques, ils seront pareillement incorporez avec les autres Substituts du Parquet du Parlement de Toulouse, tiendront rang de leur reception, & y serviront avec eux sans aucune distinction, & avec les mêmes gages dont ils jouissent en lad. Chambre. Et à l'égard des Huissiers & Procureurs, soit Catholiques ou de la R. P. R. servants en ladite Chambre de l'Edit, lesquels se trouveront bien & dûement pourvus par lettres de provision de nous, ils seront aussi incorporez avec les autres Huissiers & Procureurs du Parlement, tiendront rang parmi eux du jour de leur reception, & jouiront des mêmes droits, prerogatives & fonctions que les autres, même des gages dont ils jouissoient en ladite Chambre. Il en sera usé de même des Officiers de la Chancellerie établie près lad. Chambre, lesquels seront tous réunis à ceux de la Chancellerie établie près nôtredite Cour de Parlement, pour ne faire à l'avenir qu'un seul & même Corps de Chancellerie, & jouir des mêmes droits, gages, émolumens, prerogatives & privileges dont ils jouissoient : & en conséquence voulons que les Sceaux desquels les expéditions de la Chancellerie près lad. Chambre sont scellées, soient envoyez incessamment à nôtred. trébucher & seal Chancelier de France le Sieur le Tellier, pour être caftéz en sa presence. Et desirant pourvoir à l'expédition des affaires qui sont presentement en ladite Chambre de l'Edit de Castelnandary, voulons & nous plaist, que toutes les appellations verbales ou par écrit, civiles & criminelles, & generalement toutes sortes d'affaires introduites ou retenues en ladite Chambre, soient portées aud. Parlement, pour y être traitées & jugées ainsi & en la même maniere que les autres affaires de la compétence dudit Parlement, & sans aucune difference, si ce n'est en ce qui concerne la distribution des procès par écrit esquels ceux de la R. P. R. pour interressés, lesquels procès ne pourront être distribués aux Conseillers Clercs. Seront les prisonniers qui se trouveront es prisons de lad. Chambre de l'Edit, tirez desdites prisons & conduits sous bonne & sûre garde en celles de nôtredit Parlement de Toulouse, & tous &

& chacun les registres, papiers, sacs, minutes & écritures tirez pareillement des Greffes & de lad. Chambre, pour être portez en ceux de nôtredite Cour de Parlement, le tout à la diligence de notre Procureur General en icelle. Et d'autant que nous sommes informez que par l'usage établi en nôtredite Cour de Parlement de Toulouse, l'on y juge les procès au nombre de sept Juges seulement, ce qui procede de ce qu'un President & dix Conseillers Catholiques étant tirez dudit Parlement tous les ans pour aller servir en ladite Chambre, le nombre des Juges de nôtredite Parlement en étoit d'autant diminué. Et comme au moyen de la presente reunion & érection, non seulement lesdits Presidents & Conseillers Catholiques ne seront plus tirez dudit Parlement, mais qu'il y aura treize Officiers d'augmentation, voulons & entendons que nôtredite Cour de Parlement ne puisse à l'avenir faire Arrêt qu'au nombre de dix Juges, ainsi qu'il se pratique en notre Cour de Parlement de Paris, & en notre Grand Conseil; & nonobstant tous usages & coutumes à ce contraires, auxquelles nous avons derogé & dérogeons par ces presentes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Toulouse, que notre present Edit ils aient à enregistrer, & le contenu en icelui entretenir & observer selonc sa forme & teneur; Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Scel à cedittes presentes. Donné à St. Germain en Laye au mois de Juillet, l'an de grace 1679. & de notre regne le 37. Par le Roi. RUELPEAUX.

X C V I I . 1.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defences à nos Seigneurs Eclésiastiques, d'assigner dans leurs terres des Officiers autres que de Catholiques.

Sur la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par le Sr. Marquis de Ruviigny, Deputé General des sujets de sa Majesté faisant profession de la Rel. P. R. contenant qu'encore que l'article 28. de l'Edit de Nantes declare bien précisément lesdits de la Rel. P. R. capables de tenir & exercer tous Etats, Dignitez, Offices & Charges publiques, Royales & Seigneuriales, le Parlement de Toulouse a rendu un Arrêt le 5. Fevrier 1665. sur le requisitoire du Sieur Procureur

General, qui enjoint aux Seigneurs Eclésiastiques de la Province de Languedoc, qui ont établi des Juges de lad. R. P. R. de proceder à la nomination de Juges Catholiques dans un mois, à peine de privation de leurs Justices, & fait defences audit. Juges de s'immiscer à rendre la Justice, à peine de faux, nullité, cassation, & de mille livres d'amende; l'exemple duquel Arrêt a donné lieu au Sieur Procureur General du Parlement de Guyenne de s'opposer à l'installation de Maître Jonas Marchais, faisant profession de la Rel. P. R. pourvu par la Dame Duchesse de Rohan, de l'Office de Juge à Montlieu de Jurisdictions qui en dependent, & lui fit faire des defences d'exercer ladite Charge par deux Arrêts des 25. Mai & 27. Novemb. 1667; ce qui obligea ladite Dame Duchesse de Rohan de se pourvoir au Conseil, où elle obtint Arrêt le 21. Fevrier 1668. portant que ledit Sr. Procureur General envoyeroit dans deux mois au Greffe du Conseil les motifs desd. deux Arrêts du 25. Mai & 27. Novembre 1667. & cependant lui auroit fait defences, & à tous autres, de troubler ledit Marchais en la fonction & exercice dudit Office de Juge de Montlieu & Jurisdictions qui en dependent, & de s'adresser pour raison de ce audit Parlement, à peine de nullité, cassations de procedures, & de tous depens, dommages & intérêts: ce qui faisoit assez connoître que le Conseil n'approuvoit pas la contravention que les Arrêts des Parlements de Toulouse & de Guyenne faisoient à l'Edit de Nantes, né qu'ils prissent connoissance des affaires de cette nature; néanmoins led. Parlement de Toulouse, par un Arrêt du 28. Juin 1673. a ordonné que celui du 5. Fevrier 1665. sera executé dans la Province de Guyenne, en ce qui est de son ressort, lesquels Arrêts du Parlement de Toulouse ayant été signifiés à Maître David Guy, Juge du Marquisat de Cardaillac, ibide seroit pourvu au Conseil, où il auroit obtenu Arrêt le 6. Decembre portant que le Sr. Procureur General au Parlement de Toulouse envoyeroit dans deux mois au Greffe du Conseil les motifs desdits Arrêts, & cependant lui fait defences & à tous autres, de troubler ledit Guy en la fonction de sa Charge de Juge de Cardaillac, & de s'adresser pour raison de ce audit Parlement de Toulouse, à peine de nullité, cassation de procedures, depens, dommages & intérêts: Au prejudice duquel Arrêt, & d'un precedent qui faisoit pareilles defences au Parlement de Guyenne, celui de Toulouse a encore

encore rendu Arrêt le 28. Février 1679. qui défend aux Seigneurs Hauts Justiciers, d'établir des Officiers autres que de Catholiques; & celui de Guyenne en a rendu un le 28. Juillet de la même année; portant que lesd. Seigneurs Hauts Justiciers qui ont établi des Juges de la R. P. R. dans leurs Justices, procéderont dans trois mois à la nomination d'autres Juges Catholiques, à peine de trois mille livres, & de privation de leurs Justices, & défenses ausd. Juges de s'immiscer à rendre la Justice, à peine de faux, nullité, cassation de procédures, mille livres d'amende; ce qui est contre la disposition expresse dud. art. 27. de l'Edit de Nantes, & de plusieurs autres faits en faveur des sujets de sa Majesté faisant profession de la R. P. R. & un attentat manifeste contre les défenses portées par deux Arrêts du Conseil. A ces causes requeroit le Suppliant, qu'il plût à sa Majesté casser lesdits Arrêts, rendus aux Parlemens de Toulouse & de Guyenne les 5. Février 1665. 25. Mai & 27. Novembre 1667. 28. Juin 1673. 28. Février & 28. Juillet 1679. & autres semblables qui pourroient avoir été rendus; faire défenses à toutes personnes de s'en aider, d'empêcher les Seigneurs Hauts Justiciers dans l'étendue du Royaume, de pourvoir des Officiers de la R. P. R. indifféremment comme les Catholiques, suivant ledit art. 27. de l'Edit de Nantes, & de se pourvoir pour raison de ce ailleurs qu'au Conseil. Vu ladite Requête, signée Turpin Avocat du Suppliant, & les Arrêts y énoncés. Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, sans avoir égard aux Arrêts du Conseil desd. jours 21. Février 1668. & 6. Decembre 1673. a ordonné & ordonne, que ceux des Parlemens de Toulouse & de Guyenne des 5. Février 1665. 25. Mai & 27. Novembre 1667. 28. Juin 1673. & 28. Février 1679. seront exécutés selon leur forme & teneur; & conformément à iceux fait sa Majesté très-expresses défenses à tous Seigneurs Hauts Justiciers, soit Catholiques ou de la R. P. R. d'établir dans leurs terres des Officiers autres que de Catholiques, à peine de quatre mille livres d'amende, dépens, dommages & intérêts. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 6. jour de Novembre 1679.

Signé, PHELYPEAUX.

X C V I L 2.

ARRET de la Cour du Parlement, sur la même sujet que le precedent.

Sur la Requête présentée à la Cour par le Procureur General du Roi, disant qu'il arrive tant d'inconveniens dans l'ordre de la Police, soit pour l'observation des Fêtes, la liberté d'aller dans les cabarets pendant la celebration du Service Divin, soit pour la vente de la viande dans les tems d'abstinence, dans les lieux où les Juges & Procureurs Fiscaux font profession de la Relig. P. R. qu'il estime de son devoir de supplier la Cour d'empêcher par son autorité la continuation de ces desordres, suivant les conclusions par lui prises. Lui retiré, la matiere mise en deliberation: La Cour a fait défenses à tous Seigneurs ayans Justice, soit qu'ils soient Catholiques ou de la Rel. P. R. d'établir dans leurs terres aucuns Officiers de la R. P. R. à peine de perdre pour cette fois le droit de nommer ausdites Charges, auxquelles il sera commis un Officier Catholique par le Lieutenant General du Bailliage Royal, dans le ressort duquel lesdites terres sont situées, sur la requisition des Substituts du Procureur General du Roi ausdits Sieges, & de trois mille livres d'amende. Ordonne que le present Arrêt sera lu, publié & enregistré dans les Bailliages, Seneschauflées, & Sieges du Ressort. Enjoint aux Substituts du Procureur General d'en certifier la Cour au mois, & de tenir la main à son execution. Fait en Parlement le 11. Janvier 1680.

Signé, JACQUES.

X C V I L 3.

ARRET de la Cour de Parlement, qui ordonne la destitution des Officiers des Justices subalternes faisant profession de la Religion pretendue Reformée.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Savoir faisons, qu'entre Maître Jean de Lax l'aîné, Procureur au Siege Royal de Concreffault, & ci-devant Procureur Fiscal de la Châtellenie dud. lieu, appelant de la sentence rendue par le Bailli de ladite Châtellenie de Concreffault le 3. Juillet 1680. en ce que par icelle il a été destitué de ladite Charge de Procureur Fiscal de ladite terre & Justice dudit Concreffault.

86

& ses dependances ; & que Maître François Aury Avocat en la Cour a été infalé en son lieu & place, en consequence des Provisions de ladite Charge qui lui ont été données par la Dame intimée ci-après nommée, au sujet de la profession que fait ledit appellant de la R. P. R. & défendeur ; & Jean de Laz fils, appellant de la même sentence, en ce qu'elle porte condamnation de vingt livres d'amende contre lui, d'une part : Et Dame Charlotte Allamant Comtesse de Concreffault, Baronne de Chouffly, Dame du Guespean ; Dampierre ; des Hautes, des Boucards, Prye, la Franchise & autres lieux, épouse & non commune en biens, de Messire Nicolas de la Haye, Chevalier, Seigneur de Fontaine, Comte de Valliere, son mari, & autorisée par son contrat de mariage pour la poursuite de ses droits & actions, heritiere par benefice d'inventaire de défunt M^{re} Louis Allamant, Chevalier, Comte dudit Concreffault, son frere ; Seigneur desdites terres & Seigneuries de Dampierre, des Hautes, des Boucards ; Prye & la Franchise, Capitaine Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes de défunt Mr. le Prince de Conti, prenant le fait & cause dudit Aury ; intimée & demanderesse à fin d'opposition à l'exécution de l'Arrêt obtenu sur Requête par ledit appellant le 30. Juillet dernier, d'autre. Après que Regnard Avocat pour les appellans ; Pageau Avocat pour l'intimée, ont été ouïs, ensemble Talon pour le Procureur General du Roi, qui a dit que la cause est importante, parce qu'il s'agit de l'exécution de l'Arrêt rendu le 11. de Janvier dernier, qui defend aux Seigneurs Hauts-Justiciers d'établir des Officiers faisant profession de la R. P. R. l'appellant soutient que le Reglement ne doit point avoir un effet retroactif, & qu'il regarde les Officiers qui seront établis de nouveau, & non pas ceux qui sont depuis plusieurs années en possession paisible de leurs Offices, & qui ne peuvent être destituez sans cause, sur tout lors qu'ils ont été pourvus à titre onereux : Qu'il exerce depuis trente ans la Charge de Lieutenant en ladite Châellenie, & en suite a exercé celle de Procureur Fiscal de Concreffault : Qu'il a été pourvu de la premiere par le défunt Comte de Concreffault, pour récompense de services : Qu'il a acheté l'autre de celui qui en étoit le dernier Titulaire ; & qu'il a été stipulé qu'on ne le pourroit destituer, qu'en lui rendant ce qu'il auroit payé. Que la Dame Comtesse de Valliere lui ayant donné des provisions en qualité d'heritiere

beneficiaire de son frere, le peut d'autant moins priver de sa Charge par une destitution injurieuse, que la terre de Concreffault étant saisie réellement, elle n'en a, pour ainsi dire, qu'une propriété imaginaire. Ladite Dame de Valliere pretend au contraire, que tous les actes par où l'appellant veut établir qu'il a acheté la Charge de Procureur Fiscal de Concreffault, n'étans point passez avec ledit défunt Comte de Concreffault, ne peuvent produire aucune obligation contre ses heritiers ; & que l'appellant a si bien reconnu qu'il n'étoit point pourvu de la Charge à titre onereux, qu'il a demandé & accepté après la mort dudit Sr. de Concreffault, des provisions pures & simples, avec la clause ordinaire de n'avoir lieu que tant qu'il plaira à ladite Dame, & que par là il a été en sa liberté de le destituer à sa volonté. Mais que ce qui regarde le public dans cette contestation, n'est pas de savoir si la Dame Comtesse sera condamnée à rendre à l'appellant une somme de 400. livres qu'il pretend avoir déboursée ; & ce qu'il faut particulièrement examiner, est la proposition qu'on a voulu établir, que le Reglement dud. mois de Janvier dernier ne regarde que l'avenir, & ne peut avoir d'application aux Officiers qui étoient pour lors revêtus de leurs Charges, & que l'Edit de Nantes n'exclut point les sujets du Roi qui font profession de la R. P. R. d'être pourvus d'Offices de Judicature ; mais la clause qui se met dans toutes les provisions, & qui oblige celui qui pretend être admis à un Office, à faire preuve qu'il fait profession de la Religion Catholique, cette clause, disons-nous, a rendu en quelque maniere ceux qui font profession de la R. P. R. incapables de Judicature ; les Justices patrimoniales des Seigneurs étans une émanation de la Justice Royale, & les Charges qui en dependent ne devant sans doute être conférées qu'aux mêmes conditions ; que cependant souvent les Seigneurs même Catholiques en ont usé autrement, & que cet établissement d'Officiers de la Rel. P. R. a produit des abus très-considerables ; l'observation des Fêtes, la defense de frequenter les cabarets pendant le service Divin, ont été meprisées ; & l'on ne doit pas s'étonner si une infinité d'actions scandaleuses, & de profanations des mysteres les plus augustes de la Religion, n'ont pas été reprimees avec severité, lors que les Juges prevenus d'une fausse doctrine approuvent en secret les actions d'impieté & de libertinage ; que c'est dans

la vue de faire cesser ces desordres que l'Arrêt du mois de Janvier a été rendu ; & comme le public & la Religion en ressentiroient peu de fruit s'il n'avoit lieu que pour l'avenir, & que cette auguste Compagnie ne sauroit en cela trop signaler son zèle, pour seconder les pieux desirs, & l'application infatigable du plus grand Roi du monde, dont le principal soin est de réunir tous ses sujets dans une même creance par toutes sortes de voyes les plus douces, & en même tems ramener les plus obstinez dans le sein de l'Eglise ; que comme l'exemple de cette cause fait assez connoître que l'on n'oublie rien pour eluder l'exécution d'un Reglement aussi saint & aussi salutaire, que celui du mois de Janvier dernier, il supplie la Cour d'y pourvoir par de nouvelles precautions ; & sur tout de faire en sorte que les differens qui pourront naitre entre les Seigneurs & les Officiers pour la récompense des services, ou pour le remboursement de la finance, n'en arrête point l'exécution ; que c'est ce qui les oblige de requérir, qu'en tant que touche l'appel interjeté par le nommé de Laz de sa destitution, il plaise à la Cour mettre l'appellation au néant, ordonner que ce dont est appel sortira effet, sans prejudice à lui du remboursement de la finance qu'il pretend avoir payée : Comme aussi requiert qu'il plaise à la Cour ordonner, que l'Arrêt du onze Janvier dernier sera exécuté : ce faisant, que tous les Seigneurs, même ceux qui font profession de la Rel. P. R. qui ont des Officiers faisant profession de la même R. P. R. seront tenus incessamment, & dans un mois au plus tard, de nommer en leurs places des Officiers faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, sinon le tems passé, qu'il y sera pourvu par le Lieutenant General du Bailliage & Siego Presidial où ressortissent les Justices ; ce qui sera exécuté, encore même que les Officiers eussent été pourvus pour récompense de services, ou à titre onéreux, sauf aux Officiers ainsi pourvus à se pourvoir contre les Seigneurs pour l'indemnité des services par eux rendus, ou restitution de la finance qu'ils ont payée ; défenses des Seigneurs au contraire : & que l'Arrêt qui interviendra sera lu & publié dans tous les Bailliages & Seneschauflées, enjoint à leurs Substituts d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour.

La Cour sur l'appel interjeté par de Laz pere, a mis & met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont a été appelé sortira eff-

et, condamne l'appellant en l'amende de 150 livres & aux depens. Et en tant que touche l'appel interjeté par Jean de Laz fils, a mis l'appellation & ce dont a été appelé au néant, émettant l'a dechargé de la condamnation d'amende. Et faisant droit sur les conclusions du Procureur General du Roi, ordonne que tous les Seigneurs laïcs Justiciers tant Catholiques, que de la Relig. P. R. pourvoient d'Officiers qui soient Catholiques dans leurs Justices, dans un mois pour toutes provisions & delais, autres que ceux qui se trouveront de la R. P. R. sinon lesdits Seigneurs passés enjoint aux Lieutenants Generaux des Presidiaux & Bailliages Royaux, sur la requisition des Substituts du Procureur General du Roi sur les lieux, d'y commettre des Officiers Catholiques, sans prejudice des Officiers destituez, défenses au contraire ; fait défenses auxdits Juges de la R. P. R. de s'immiscer à rendre la justice à peine de faux, nullité & de mal livres d'amende, & ordonne que le present Arrêt sera lu, publié & enregistré dans tous les Bailliages, Seneschauflées & Sieges des ressorts, & enjoint aux Substituts du Procureur General, d'en certifier la Cour au mois, & de tenir la main à l'exécution du present Arrêt : & sur la presentation dudit De Laz pere contre la Dame de Concreffaint, appointe les parties au Conseil : Mandons au premier nôtre Huissier ou Sergent faire les exploits requis & necessaires. Donné en Parlement ce 23. Août 1688. Collationné & signé par la Chambre, Jaquet, avec paraphe.

X C V I I I.

Extrait de l'Arrest du Sr. d'Aguesseau, Intendant du bas-Languedoc, du 7. Mai 1679. en consequence de l'Arrest du Conseil du 7. Mars, portant renvoi devant ledit Sr. Intendant sur les contestations des Procureurs du Seneschal de Montpellier, non Catholiques, que de la R. P. R.

L D' ces six Procureurs de la Rel. P. R. dedit Moynier s'est converti depuis l'Arrest du 7. Mars dernier, & a fait faire par lui à l'esprit du Conseil, & à la vue principale de ses Arrêts, qui a été de porter les particuliers de faire abjuration de la Rel. P. R. Et parant nous estimons qu'il y a lieu de le maintenir en l'exercice & fonction de sa Charge & Office, & ordonner que provisions lui en seront expédiées.

II. Et à l'égard des autres cinq, si Pon ne consideroit que la justice en cette occasion, sans aucune vue de la Religion, il y auroit lieu aussi de les maintenir, savoir lefd. Bordaries & Masel en consequence de l'Arrêt du Conseil du dernier Octobre 1667. & lefdits Fontanés, Brouffe & Couloumb, comme ayant des provisions qui leur ont été accordées par sa Majesté avec la clause de la Religion P. R.

III. Si au contraire on se regardoit que le bien de la Religion, il sembleroit qu'il seroit nécessaire de les supprimer tous; parce que si on en conserve quelques-uns, toutes les pratiques de ceux qui seront supprimez iront à ceux qui seront conservez, comme on a déjà vu par experience en la personne dudit Moynier, duquel ceux de la R. P. R. ont retiré leurs affaires dès le lendemain de sa conversion; en sorte que ceux des Procureurs qui ne se convertiront pas, sont assurez de s'enrichir en demeurant dans leur Religion.

IV. Mais comme le zèle de la Religion ne doit pas aller jusqu'à l'injustice, & que tout ce qui se peut faire en cette occasion est de presser tous ces Procureurs, & de leur faire craindre la perte de leurs Offices, sans néanmoins en venir jusques à l'effet, en sorte que cette menace les oblige à se convertir, nous esperons qu'on pourra parvenir à cette fin, en ordonnant qu'il sera fait un nouvel état de reduction des Procureurs du Senechal & autres Jurisdiccions ordinaires de la ville de Montpellier.

V. L'apprehension qu'auront ceux de la R. P. R. de n'être point compris en cet état, en obligera quelques-uns sans doute à se convertir; & il y a d'autant plus de lieu de prendre ce party independamment même de la Religion; qu'en general on voit qu'il y a eu de la surprise dans la plupart de ces retablissements; & que sur un avis de Mr. de Bezons pour l'augmentation de quatre Procureurs, il y en a six qui se sont reablis, savoir les quatre de la R. P. R. dont il a été parlé ci-devant, & deux autres Catholiques.

VI. Et ainsi pour nous reduire nous estimons, qu'il y a lieu d'ordonner qu'il sera par nous donné avis sur le nombre des Procureurs qui est nécessaire dans le Siege Presidial, & autres Jurisdiccions ordinaires de ladite ville de Montpellier; & sur la qualité de ceux qui devront être reservez, pour être en suite protegez au Conseil à un nouvel état de reduction ainsi qu'il appartiendra, dans lequel état de reduction ledit Moynier sera

compris, & en consequence maintenu & gardé dans la fonction & jouissance dud. Office, & qu'à cet effet toutes les Lettres de provision lui seront expediees. Fait ledit jour & an que dessus, & avons signé,

D'AGORSEAU, signé à l'original.

X C I X.

*DECLARATION du Roi, portant defen-
ses à ceux de la R. P. R. de faire les fonc-
tions de Sages-femmes.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Nous avons été informez qu'il se commet beaucoup d'abus par ceux de la R. P. R. de l'un & de l'autre sexe, qui se mêlent d'accoucher & faire les fonctions de Maitresses Sages-femmes dans l'étendue de notre Royaume, en ce que suivant les principes de leur Relig. ne croyant pas le Batême absolument nécessaire, & ne pouvant pas d'ailleurs ondoyer les enfans, parce qu'il n'est libre qu'aux Ministres de baptiser, & même dans les Temples; quand il arrive que des enfans sont en peril de la vie, l'absence desdits Ministres, ou l'éloignement des Temples causent souvent leur mort sans qu'ils aient reçu le Batême; qu'il arrive encore que lors que lefdits de la R. P. R. sont employez à l'accouchement des femmes Catholiques, quand ils connoissent qu'elles sont en danger de la vie, comme ils n'ont pas de croyance aux Sacremens, ils ne les avertissent point de l'état où elles se trouvent; en sorte qu'elles meurent sans que lefdits Sacremens leur aient été administrez. A quoi voulant pourvoir, & empêcher en même tems que les enfans illegitimes dont on cache la naissance, & dont l'éducation est ordinairement confiée à ceux qui accouchent les meres, s'ils font profession de la R. P. R. ne les instruisent dans ladite Religion; bien que les peres & meres fassent profession de la R. Catholique, Apostolique & Romaine. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil & de notre science, pleine puissance & autorité Royale; avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît: qu'aucunes personnes de quelque sexe que ce soit, faisant profession de la R. P. R. ne puissent d'orenavant se mêler d'accoucher dans notre Royaume, pais & terres de notre obéissance; des femmes, tant de la

Religion Catholique, Apostolique & Romaine, que de la R. P. R. leur faisant très-expresses inhibitions & defences de s'y immiscer, à peine de trois mil livres d'amende, & d'être procédé extraordinairement contre les contrevenans; & ce faisant avons derogé & dérogeons à l'article 30. de notre Declaration du premier jour de Fevrier 1669. par laquelle nous avons ordonné, que nos sujets de la R. P. R. seront admis & reçus à tous les arts & metiers dans les formes ordinaires des apprentissages & chefs-d'œuvres dans les lieux où il y a Maîtrise. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Senechaux, & à tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que cedites presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer purement & simplement, & le contenu en icelles executer, garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Declarations, Arrêts & Reglemens à ce contraires: enjoignons à notre Procureur General & ses Substituts, de faire pour l'accomplissement de notre intention, toutes les poursuites & requisitions necessaires, & à tous nos sujets de donner avis aux Juges des lieux, des contraventions qui pourrout estre faites à cedites presentes. Car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre seal à cedites presentes. Donné à S. Germain en Laye le 20. jour du mois de Fevrier, l'an de grace 1680. & de notre regne le 37. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT, & sceellées du grand seau de cire jaune.

C.

EDIT du Roi, portant defences aux Catholiques de quitter leur Religion pour professer la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous presens, & à venir, Salut. Le feu Roi Henri le Grand notre ayeul de glorieuse memoire auroit par son Edit donne à Nantes au mois d'Avril 1598. accordé à nos sujets de la Religion P. R. qui demeueroient lors en notre Royaume, & à ceux qui pourroient venir s'y établir, la liberté d'y professer leur Religion, & en même tems pourvu à tout ce qu'il auroit jugé necessaire pour donner moyen ausdits de la R. P. R. de vivre dans notre Royaume dans l'exercice de leur Religion, sans y être trou-

blez de la part de nos sujets Catholiques; ce que le feu notre très-honoré Seigneur & pere & nous, aurions depuis autorisé & confirmé dans les occurrences par diverses Declarations & Arrêts: & bien que cette liberté de conscience ainsi permise & confirmée n'ait été accordée qu'en faveur, & sur les seules instances desdits de la R. P. R. & que l'averfion que lesdits Catholiques ont toujours eue pour la Religion, & pour ceux qui la professent, a été encore augmentée par la publication d'Edits, Declarations & Arrêts, néanmoins nous voyons souvent avec déplaisir que des Catholiques se prevalent eux-mêmes de la concession de cette liberté pour passer en la R. P. R. contre nos intentions & celles desdits Rois nos predecesseurs; à quoi le plus souvent ils sont portez par seduction, ou par l'interet imaginaire de leur fortune particuliere: Et jugeant important d'empêcher la continuation d'un si grand scandale, sans néanmoins rien changer aux libertez & concessions accordées à ceux de ladite R. P. R. savoir faisons que nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, en confirmant autant que besoin est ou seroit l'Edit de Nantes, & autres Declarations & Arrêts donnez en consequence, par lesquels la liberté est accordée à nos sujets de la R. P. R. & à ceux qui viendront s'établir dans notre Royaume d'y professer ladite Religion; avons dit, déclaré & ordonné, disons, declérons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que nos sujets de quelque qualité, condition, âge & sexe qu'ils soient, faisant profession de la R. Catholique, Apostolique & Romaine ne puissent jamais la quitter pour passer en la R. P. R. pour quelque cause, raison, pretexte ou consideration que ce puisse être. Voulons que les contrevenans à ce qui est en cela de notre volonté, soient condamnés à faire amende honorable & au bannissement perpetuel hors notre Royaume, & que tous leurs biens soient confisqués: defendons aux Ministres de ladite R. P. R. de recevoir ci-après aucun Catholique à faire profession de la Rel. P. R. & tant à eux qu'aux Anciens des Consistoires de les souffrir dans leurs Temples ou assemblées, à peine ausdits Ministres d'être priez pour toujours de faire aucune fonction de leur ministère dans notre Royaume, & d'interdiction pour jamais de l'exercice de ladite Religion dans le lieu où un Catholique aura été reçu à faire profession

feffion de ladite R. P. R. A quoi nous enjoignons très-expressément à nos Procureurs Generaux & leurs Substituts de tenir soigneusement la main, & de poursuivre les contrevenans avec toute l'exacritude & la diligence possible. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenants notre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Seneschaux, & tous autres nos Justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes ils ayent à enregistrer, & à contenir en icelles entretenir & faire entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur, car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Fontainebleau au mois de Juin, l'an de grace 1680. & de notre regne le 38. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, Co. p. r. t. Et scellé du grand Seau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

C I.

Extrait du Reglement que le Roi veut être observé par les Adjudicataires de ses Fermes des Gabelles, Aides, Entrées, cinq grosses Fermes, & autres, lors qu'elles seront adjugées en son Conseil.

P R E M I E R E M E N T.

SA Majesté veut que les seuls Catholiques, Apostoliques & Romains soient admis dans les Fermes, soit comme Adjudicataires, soit comme participes ou interessez.

Comme aussi defend d'admettre dans les Sous-fermes, ni se servir d'aucuns Directeurs, Contrôleurs, Commis, Capitaines, Brigadiers, Archers & Gardes établis pour la conservation des droits desdites Fermes, & de tous autres employez à la direction & économie d'icelles, qui soient de la R. P. R. sa Majesté voulant que les seuls Catholiques, Apostoliques & Romains soient employez à la regie & direction de ses Fermes.

Fait & arrêté au Conseil Royal des Finances, tenu à Fontainebleau le 11. jour de Juin 1680.

Signé,

COLBERT.

C I I.

LETTRE du Marquis de Ruigni au Chancelier.

De Paris, le 1. Juillet 1680.

MONSIEUR,

JE ne prendrois pas la liberté de vous écrire, si je n'étois arrêté par mes infirmités. Il n'y a personne qui connoisse mieux que je fais le respect qui vous est dû, & que je vous porterai toute ma vie. J'espère, Monseigneur, que vous ne trouverez pas mauvais que je me serve de ce papier pour vous faire une très-humble supplication, que j'aurois l'honneur de vous faire moi-même, si j'étois en état d'aller où vous êtes. Je croyois que Mrs. du Clergé étoient bien contents de ce qui s'est passé jusques ici contre les sujets du Roi qui font profession de ma Religion, & qu'ils n'avoient plus rien à faire sur ce sujet, qu'à rendre leurs remerciemens à sa Majesté; mais j'apprens qu'ils ont arrêté dans leur Assemblée un Cahier, qui contient plusieurs articles entièrement contraires à la foi des Edits, à la charité chrétienne, & au repos public: ce qui m'oblige, Monseigneur, de vous supplier très-humblement de faire en sorte qu'il plaise au Roi, de n'avoir point d'égard à de telles demandes, & de ne rien prononcer avant d'entendre nos Deputés qui sont à sa suite. Ces matières les touchent de si près; & elles me paroissent si importantes, qu'il me semble que la justice de sa Majesté ne leur refusera pas cette grâce. C'est de quoi je vous conjure, Monseigneur, au nom d'un grand peuple, qui ne demande plus rien que la vie, la liberté de prier Dieu, & le service de son maître. Ce sont des choses très-innocentes; & vous voyez bien que s'agissant de son tout il devroit être plus ménagé. & qu'au moins il ne faudroit pas le jeter dans le dernier desespoir. C'est ce qui arrivera sans doute, si le Roi l'abandonne à la rigueur & à la violence de ses ennemis: ils sont impitoyables, & & ils ressemblent au sepulchre qui reçoit incessamment, & qui ne dit jamais c'est assez. J'espère des choses beaucoup meilleures de l'équité & de la clemence de sa Majesté; mais si je suis trompé dans mes esperances, j'aurai bien de la douleur, puis qu'il me paroît que le service du Roi en recevra beaucoup de prejudice, & que ses sujets de ma Religion croiront être abandonnez de sa protection

tion Royale. Je prie Dieu qu'il vous donne une longue & heureuse vie. Je suis avec tout le respect qui se peut imaginer votre &c.

REVENU.

CIII.

ARRET du Conseil d'Etat, portant défenses aux Receveurs Generaux des Finances, de recevoir du recouvrement des Tailles des Elections avec aucune personne de la R. P. R. ni d'employer audit recouvrement aucuns Commis & Huissiers de ladite Religion.

LE Roi s'étant fait représenter le Règlement fait & arrêté par sa Majesté en son Conseil Royal des Finances l'11. Juin 1680. par lequel sa Majesté a déclaré que les seuls Catholiques, Apostoliques & Romains seroient admis dans ses Fermes, soit comme Adjudicataires, soit comme participes & intéressés; & fait défenses aux Adjudicataires de se servir d'aucuns Directeurs & Commis qui soient de la R. P. R. Et sa Majesté voulant que le même Règlement soit observé à l'égard des recettes generales des Finances, & recettes particulieres des Tailles. Oûi le rapport du Sr. Colbert Conseiller au Conseil Royal, Contrôleur General des Finances: sa Majesté étant en son Conseil, a fait très-expresses défenses aux Receveurs Generaux des Finances en chacune Generalité, de traiter du recouvrement des Tailles des Elections avec aucune personne de la R. P. R. & ausd. Receveurs generaux & Receveurs particuliers, ou Commis aux Recettes des Tailles en chacune Election, de se servir ni d'employer à leurs recouvrements aucuns Commis ni Huissiers de ladite R. P. R. à peine de suspension de leurs Offices pendant cinq ans à l'égard des titulaires, & de deux mille livres d'amende contre les Commis aux Recettes qui les auroient employez. Enjoint sa Majesté aux Commissaires departis pour l'exécution des ordres de sa Majesté dans les Generalitez, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, qui sera lu, publié & affiché par tout où il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Rocroi le 17. jour d'Août 1680. **Signé.**

COLBERT.

CIV.

ARRET du Conseil d'Etat, qui accorde à tous ceux de la R. P. R. qui ont fait ou feront cy-après abjuration de ladite Relig. terme & delai de trois ans pour le paiement du capital de leurs dettes.

LE Roi ayant voulu traiter favorablement ses sujets de la R. P. R. qui font abjuration de ladite Religion, & empêcher les poursuites de leurs créanciers qui leur étoient faites & suscitées par ceux de ladite Religion, en haine de leur conversion, sa Majesté auroit par plusieurs Arrêts de son Conseil accordé ausdits de la R. P. R. qui ont fait abjuration, demeurant es Provinces de Langue-doc, Guyenne & Dauphiné, surseance pendant trois ans au paiement du capital de leurs dettes, avec défenses de les établir sequestrés pendant ledit tems de trois ans. Et voulant faire pareille grace à tous ses sujets qui feront abjuration: sa Majesté étant en son Conseil a accordé & accorde à tous ses sujets de ladite R. P. R. qui feront cy-après abjuration de ladite Religion, terme & delai de trois ans pour le paiement du capital de leurs dettes, & à ceux qui ont ci-devant fait abjuration pareil delai de trois ans, lequel commencera du jour de leur abjuration; faisant sa Majesté défenses à leurs créanciers de faire aucune poursuite contre eux pendant ledit tems, à peine de nullité, cassation de procédures, & de tous depens, dommages & intérêts: & la charge par lesdits nouveaux Convertis de payer les arrages ou intérêts des sommes principales qui écherront pendant lesdites trois années de surseance, & ce par chacune desdites trois années. Comme aussi fait sa Majesté défenses à tous ses Officiers & autres de les établir sequestrés pendant ledit tems, sous quelque prétexte que ce puisse être. Enjoint aux Sieurs Intendants de Justice, Police & Finances, & aux Commissaires departis dans les Provinces, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le 18. Novembre 1680.

Signé,

COLBERT.

C V.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant qu'il sera compté par devant les Commissaires départis dans les Provinces du Royaume pour l'exécution des ordres de sa Majesté, des deniers imposés par les Commissaires sur ses sujets de la R. P. R. depuis l'année 1670. jusqu'en 1680.

LE Roi étant informé, que les impositions faites depuis plusieurs années par les Commissaires de la R. P. R. sur ses sujets de ladite Religion, ont été employées à d'autres usages que ceux qui sont permis par ses Edits & Déclarations, & même qu'en aucuns lieux lesdites impositions ont été si excessives, que les sujets de ladite Religion ont été obligés d'en faire leurs plaintes, ensemble de la mauvaise administration desdits deniers : ce qui auroit donné lieu à sa Majesté d'ordonner par Arrêt de son Conseil du 9. Novembre 1670. que ceux de ladite Religion rapporteroient par devant les Srs. Commissaires départis dans les Provinces, les états de recette & de dépense des sommes qu'ils ont imposées sur eux en conséquence de l'art. 33. des particuliers de l'Edit de Nantes, pendant les quatre années précédentes; de quel Arrêt ses sujets de ladite Religion n'ont pas tiré le fruit qu'on en devoit attendre, étant demeuré sans exécution. Et voulant que les comptes des impositions faites par les Commissaires sur ceux de ladite Religion depuis l'année 1670. jusques à présent soient exactement rendus : Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que ceux de ladite R. P. R. rapporteront incessamment par devant les Srs. Commissaires départis des Provinces de son Royaume, les états de recette & de dépense des sommes qu'ils ont imposées sur eux en conséquence de l'article 33. des particuliers de l'Edit de Nantes, depuis l'année 1670. jusques en la présente, pour être par lesdits Commissaires départis examinés; & en suite dressé procès verbal de la recette & de dépense qui se trouvera avoir été faite au préjudice dudit article; lesquels procès verbaux ils enverront au Conseil avec leurs avis, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra. Et à faire par lesdits de la R. P. R. d'y satisfaire dans un an, à compter du jour de la signification du présent Arrêt, & ledit terme passé, leur faire sa Majesté défense de faire aucunes impositions sans sa permission ex-

pressée, à peine d'être punis suivant la rigueur des Ordonnances, & à ses Officiers d'autoriser lesdites impositions, à peine d'intervention. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 18. jour de Novembre 1680.

Signé,

COLBERT.

C V I.

EDIT du Roi, portant défenses aux Catholiques de contracter mariage avec ceux de la Rel. Présens Réformée.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous présents & à venir, Salut. Les Canons des Conciles tenus en divers tenus dans l'Eglise, ayant condamné les mariages des Catholiques avec les hérétiques, comme un scandale public, & une profanation visible d'un Sacrement auquel Dieu s'est attaché des grâces qui ne peuvent être communiquées à ceux qui sont actuellement hors de la Communion des Fidéles: nous avons estimé d'autant plus nécessaire de les empêcher à l'avenir, que nous avons considéré que la tolérance de ces mariages expose les Catholiques à une tentation continuelle de se pervertir; & par conséquent aux peines portées par notre Edit du mois de Juin dernier: à quoi étant nécessaire de remédier, & d'empêcher en même tems un abus si contraire à la discipline de l'Eglise Catholique: A ces causes & autres considérations à ce nous mouvantes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces présentes signées de notre main: voulons & nous plaît, qu'à l'avenir nos sujets de la R. Catholique Apostolique & Romaine, ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, contracter mariage avec ceux de la Rel. P. R. déclarant tels mariages non valablement contractés, & les enfans qui en proviendront illégitimes & incapables de succéder aux biens meubles & immeubles de leurs pères & mères. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers, les gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que le présent Edit ils aient à faire lire, registrer, publier & exécuter selon sa forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit. Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles au mois de Novembre, l'an de grace 1680. & de notre règne

que le 38. Signé, LOUIS. Et plus bas,
Par le Roi, COLBERT. Et sceillé de cire verte,
en lacs de soye rouge & verte.

C V I I.

DECLARATION du Roi, portant que les Juges ordinaires iront chez ceux de la Religion P. R. qui seront malades, pour savoir s'ils veulent mourir en lad. Religion.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Les premières plaintes que nous avions reçues des violences exercées en plusieurs occasions par ceux de la Rel. P. R. pour empêcher la conversion des malades de leur Religion, qui veulent rentrer avant leur mort dans le sein de l'Eglise, nous auroient porté à ordonner par notre Déclaration du 2. jour du mois d'Avril 1666. que les Curez des lieux assistés des Juges, Echevins ou Consuls, pourroient se présenter aux malades pour recevoir leur déclaration; mais lesdits de la R. P. R. nous représenterent en ce tems que quelques Curez abusoient de cette permission, & au lieu de recevoir simplement la déclaration des malades, ils leur faisoient des exhortations, ce qui est contraire à l'article 4. des particuliers de l'Edit de Nantes: nous aurions bien voulu déroger par la Déclaration du 1. Février 1669. à celle de 1666. ce qui ayant donné lieu ausdits de la R. P. R. de recommencer leurs violences à l'égard des malades de leur Religion, nous avons estimé nécessaire de pourvoir à la sûreté desdits malades, sans donner aucune atteinte à ce que l'Edit de Nantes a prononcé en faveur de ceux de lad. Religion. A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que nos Baillifs, Senechaux, Prevôts, Châtelains, & autres Chefs de Justices Seigneuriales de notre Royaume, qui auront avis qu'aucuns de nos sujets de lad. R. P. R. demeurans esdits lieux, seront malades ou en danger de mourir, soient tenus de se transporter vers lesdits malades, assistés de nos Procureurs, ou des Procureurs Fiscaux, ou de deux témoins, pour recevoir leur déclaration, & savoir d'eux s'ils veulent mourir dans ladite Religion; & en cas que lesdits de la R. P. R. desirer de se faire instruire en la Religion Catholique, voulons que lesd. Juges fassent venir sans delay, & au desir desd.

malades, les Ecclesiastiques ou autres qu'ils auront demandez, sans que leurs parens ou autres y puissent donner aucun empêchement. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire registrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre seal à cesdites presentes. Donné à Versailles le 19. jour du mois de Novembre l'an de grace 1680. & de notre regne le 38. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et sceillé du grand Sceau de cire jaune.

C V I I I.

ARRÊT de la Cour de Parlement, qui enjoit aux Greffiers, Notaires, Procureurs, & Sergens de la R. P. R. dans les Justices des Seigneurs Hauts Justiciers, de se defaire de leurs Charges.

Sur ce qui a été remontré à la Cour par le Procureur General du Roi, qu'ayant entre autres choses été ordonné par Arrêt rendu le 23. Août dernier, que tous les Officiers des Justices des Seigneurs Hauts Justiciers, & qui seroient profession de la R. P. R. seroient tenus de se defaire de leurs Charges, dans les tems & sous les peines y contenues, les Officiers du Roi dans quelques Sieges Royaux du ressort, auxquels cet Arrêt a été adressé, ont trouvé quelque difficulté dans son execution à l'égard des Notaires, Procureurs & Sergens desdites Justices des Seigneurs, parce qu'ils n'étoient pas nommez expressément dans cet Arrêt, ni dans celui rendu sur le même sujet l'11. Janvier précédent: Et comme l'intention de la Cour a été que le Reglement fût observé également contre tous les Officiers qui seroient profession de lad. Religion, de quelque qualité qu'ils fussent, requeroit y être pourvu suivant ses conclusions, lui retiré, la matiere mise en deliberation: La Cour a ordonné & ordonne, que lesd. Arrêts des 11. Janvier & 23. Août dernier seront executés à l'égard des Greffiers, Notaires, Procureurs & Sergens des Justices appartenant aux Seigneurs Hauts Justiciers qui feront profession de la R. P. R. Ordonne que le present Arrêt sera lu, publié & enregistré dans les Bailliages.

Sere.

Seneschallées & autres Sieges Royaux du ressort. Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roi de tenir la main à son execution. Fait en Parlement le 2. Decembre 1680. Signé, JACQUES.

C I X.

ARRÊT du Parlement de Rouën, qui autorise les Sages-femmes Catholiques d'ondoyer les enfans des P. R.

SUR la remontrance faite par Mr. le Procureur General du Roi, que la Declaration du Roi du 20. Fevrier 1680. registree en la Cour le 16. Mars audit an, portant defenses à toutes personnes de la R. P. R. de se mêler d'accoucher des femmes tant de l'une que de l'autre Religion, a eu pour motif d'empêcher que les enfans ne decedassent sans être ondoyez, ainsi qu'il est employé dans lad. Declaration, devient inutile, parce que quand les Obstettrices étans appellées aux accouchemens des femmes de ladite Rel. P. R. connoissent que lesdits enfans sont en danger de la vie, elles sont empêchées par les parens & Ministres même de ceux de cette Religion de les ondoyer; comme il est arrivé à l'enfant d'un nommé Quesnel, en la Paroisse de St. Eloi, à celui d'Isaac le Boulanger, en la Paroisse de St. Martin au bout du pont, lesquels enfans lesdits de la R. P. R. ont mieux aimé laisser mourir, que de souffrir qu'ils fussent ondoyez par lesd. Obstettrices, au desir de la Declaration; requerant sur ce être pourvu: La Cour, ce requerant le Procureur General du Roi, a ordonné & ordonne, que les parens desd. enfans ayant causé ledit empêchement, seront assignez en lad. Cour à sa Requête, pour répondre à ses conclusions; & les nommez la Bâle & Lustor, pour être ouïs touchant lesdits empêchemens: & cependant a ordonné & ordonne, que ladite Declaration du Roi sera executée selon sa forme & teneur: ce faisant a autorisé & autorise les Obstettrices Catholiques appellées aux accouchemens des femmes de ladite Rel. P. R. d'ondoyer les enfans qu'elles connoîtront être en danger de leur vie; avec très-expres ses inhibitions & defenses à toutes personnes d'y apporter aucun empêchement, sur les peines portées par lad. Declaration. Et à ce que le present Arrêt soit notoire, a ordonné qu'il seroit imprimé, lu, publié & affiché ou besoin sera. Fait à Rouën en Parlement le 22. Avril 1681.

Tom. IV. & V.

C X.

DECLARATION du Roi, touchant la visite des malades de ceux de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant estimé à propos de pourvoir à ce que nos sujets de la Rel. P. R. qui tombent malades, puissent pour leur salut declarer avant leur décès la Religion dans laquelle ils desirent mourir, nous aurions par notre Declaration du 19. Novembre de l'année dernière 1680. ordonné que les Baillifs, Seneschaux, & autres premiers Juges des lieux, ensemble les Baillifs, Seneschaux, Prevôts, Châtelains, & autres Chefs de Justices Seigneuriales de notre Royaume, qui auront avis qu'aucuns de nosdits sujets de la Rel. P. R. demeurans esdits lieux, seront malades ou en danger de mourir, soient tenus de se transporter vers lesd. malades, assiste de nos Procureurs ou des Procureurs Fiscaux & de deux temoins, pour recevoir leur declaration, & savoir d'eux s'ils veulent mourir dans ladite Religion: & en cas que lesdits de la Rel. P. R. desirent de se faire instruire en la Religion Catholique, les Juges pourront faire venir sans delay & au desir desdits malades, les Ecclesiastiques ou autres qu'ils auront demandez, sans que leurs parens ou autres y puissent donner aucun empêchement; laquelle Declaration a été enregistree dans nos Cours de Parlemens où besoin a été, pour être executée selon sa forme & teneur: mais comme depuis nous avons été informez qu'en plusieurs lieux il n'y a point de Juges residens, & considéré qu'il est necessaire qu'à leur defaut les Consuls desdits lieux puissent faire la même chose que les Juges. A ces causes & autres à ce nous mouvans, nous avons dit & déclaré, disons & declarons par ces presentes signées de notre main, en amplifiant nôtredite Declaration du 19. Novembre 1680. voulons & nous plaist, que le premier ou plus ancien Consul qui se trouvera sur les lieux où il n'y aura point de Juges residens, étant averti qu'aucuns de nos sujets de la R. P. R. seront malades, ou en danger de mourir, puisse avec deux temoins aller chez lesdits malades, pour recevoir leur declaration s'ils veulent mourir dans ladite Religion: & en cas que lesdits de la Rel. P. R. desirent de se faire instruire en la Religion Catholique, voulons que led.

2

Consul

Consul fasse venir sans delay & au desir desd. malades, les Ecclesiastiques qu'ils auront demandez, sans que leurs parens ou autres y puissent donner aucun empêchement. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Rouën, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que celsdites presentes ils ayent à enregistrer purement & simplement, & le contenu en icelles faire exécuter, garder & observer, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit: Car tel est nôtre plaisir. En temoien de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à celsdites presentes. Donné à Saint Germain en Laye le 7. jour d'Avril, l'an de grace 1681. & de nôtre regne le 38. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

O X I.

ARRET du Parlement de Rouën, portant que la precedente Declaration sera exécutée.

VU par la Cour les Chambres assemblées, la Declaration du Roi donnée à St. Germain en Laye le 7. Avril dernier, à ce que les Consuls des lieux où il y a point de Juges, puissent aller chez les malades de la R. P. R. pour recevoir la declaration s'ils veulent mourir en ladite Religion, ou se faire Catholiques: Conclusions du Procureur General du Roi: Oû le Sr. Jubert Conseiller, tout considere: La Cour a ordonné que lad. Declaration sera regstree au Registre d'icelle, lue & publiée à l'Audience seante de ladite Cour, pour être executée selon la forme & teneur, & que les Vidimus en seront envoyez à la diligence dudit Procureur General aux Bailliages & Vicomtez de ce ressort, pour y être aussi regstrez, lus, publiez, affichés & executez selon leur forme & teneur, à la diligence des Substituts dudit Procureur General du Roi, auxquels il est enjoint de certifier la Cour dans le mois des diligences qu'ils en auront faites. Et faisant droit sur le surplus desd. conclusions, il est enjoint aux Medecins, Chirurgiens & Apoticaire qui assisteront les malades de ladite Rel. P. R. d'avertir les Juges, Substituts & Procureurs Fiscaux des lieux, les Consuls ou Echevins, du peril de la vie où pourront être lesd. malades, à peine de cinq cens livres d'amende, & autres plus grandes. Fait à Rouën en Parle-

ment, les Chambres assemblées, le 7. Mai 1681.

Signé.

MONTGOURT.

C X I I.

DECLARATION du Roi, portant que dans les lieux où il n'y aura point de Juges residents, les Syndics ou Marguilliers iront chez les malades de la R. P. R. pour savoir s'ils veulent mourir en ladite Religion.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant estimé à propos de pourvoir à ce que nos sujets de la Rel. P. R. qui tombent malades, puissent pour leur salut declarer avant leur decés la Religion dans laquelle ils desirent mourir, nous aurions par nôtre Declaration du 19. Novembre de l'année dernière 1680. ordonné que les Baillifs, Seneschaux, Prevôts, Châtelains, & autres Chefs de Justices Seigneuriales de nôtre Royaume, qui auront avis qu'aucuns de nosdits sujets de la R. P. R. demeurans esdits lieux, seront malades ou en danger de mourir, soient tenus de se transporter vers lesd. malades, assistés de nos Procureurs ou des Procureurs Fiscaux, & de deux temoins, pour recevoir leur declaration, & savoir d'eux s'ils veulent mourir dans ladite Religion; & en cas que lesdits de la R. P. R. desirent de se faire instruire en la Religion Catholique, les Juges pourront faire venir sans delay & au desir desdits malades, les Ecclesiastiques ou autres qu'ils auront demandez, sans que leurs parens ou autres y puissent donner aucun empêchement; laquelle Declaration a été enregistrée dans nos Cours de Parlement où besoin a été, pour être executée selon la forme: mais comme depuis nous avons été informez qu'en plusieurs lieux il n'y a point de Juges residents, & considéré qu'il est necessaire qu'à leur defaut les Syndics ou Marguilliers des Paroisses y puissent faire la même chose que les Juges. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit & déclaré, disons & declarons par ces presentes signées de nôtre main, en amplifiant nôtre dite Declaration du 19. jour de Novembre 1680. voulons & nous plaît, que les Syndics ou Marguilliers des Paroisses, qui se trouveront sur les lieux où il y aura point de Juges residents, étant avertis qu'aucuns de nos sujets de ladite R. P. R. seront malades, ou en danger de mourir, puissent avec deux

deux temoins aller chez lesd. malades, pour recevoir d'eux leur declaration s'ils veulent mourir dans ladite Religion, & en cas que lesdits de la R. P. R. desirerent de se faire instruire en la Religion Catholique, voulons que lesd. Syndics ou Marguilliers fassent venir sans delay au desir desd. malades, les Eclesiastiques qu'ils auroient demandez, sans que leurs parens ou autres y puissent donner aucun empêchement. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à registrer purement & simplement, & le contenu en icelles faire executer, garder & observer selonc la forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à cedittes presentes. Donné à Saint Germain en Laye le 7. jour du mois d'Avril, l'an de grace 1681. & de notre regne le 38. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

C X I I I.

DECLARATION du Roi, portant que les Competences des Procès Prevôtaux des gens de la Rel. P. R. domiciliez, seront jugées aux Presidiaux.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Par le 67. art. de l'Edit de Nantes confirmé par le 24. de notre Declaration de 1669. il auroit entre autres choses été ordonné que lors qu'il seroit question de faire le proces criminel pour des cas Prevôtaux à nos sujets de la R. P. R. qui seroient domiciliez, la competence seroit jugée dans les Sieges Presidiaux, si ce n'est que les accusez requissent que ladite competence fut jugée es Chambres mi-parties établies par ledit Edit; & bien qu'au moyen de nos Declarations du mois de Juillet 1679. par lesquelles nous avons éteint & supprimé lesdites Chambres mi-parties, lesdits de la R. P. R. n'ayant plus d'occasion d'y demander leur renvoi, néanmoins voulant prevenir tout sujet de difficulté à cet égard, même à l'occasion de ce que les Officiers de la R. P. R. desdites Chambres ayant été incorporés dans nos Cours de Parlement, près desquelles elles étoient établies, lesdits de la Rel. P. R. pourroient pretendre être renvoyez esdi-

tes Cours dontme esdites Chambres mi-parties, savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous trouvant, de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale avons dit, déclaré & ordonné, disons déclarons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que lors qu'il conviendra faire le proces criminel aux gens de la R. P. R. domiciliez lesquels seront chargez & accusez de crimes Prevôtaux, la competence soit jugée dans nos Sieges Presidiaux, ou dans nos Seneschauflées ou Sieges Royaux, auxquels nous avons donné la faculté de juger les competences des Prevôts des Marchaux, sans qu'au moyen de ce qui est porté par ledit article 67. de l'Edit de Nantes & le 24. de la Declaration de 1669. auxquels nous avons quant à ce derogé & derogeons, lesdits de la Rel. P. R. puissent demander leur renvoi pour le jugement desdites competences es Parlemens auxquels lesdites Chambres ont été réunies, lesdits articles au surplus quant à l'usage des adjoints sortans leur plein & entier effet. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant notre Grand Conseil, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir & faire entretenir selonc leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à cedittes presentes. Donné à S. Germain en Laye le 10. Avril l'an de grace 1681. & de notre regne le 38. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT.

C X I V.

SENTENCE rendue par Monsieur le Bailly de Charenton, pour la reformation des prieres publiques qui se font par Messieurs de la R. P. R.

DE PAR LE ROI

ET MR. LE BAILLI DE CHARENTON.

ATous ceux qui ces presentes Lettres verront, Nicolas Fromont Avocat en Parlement, Bailli, Juge ordinaire civil & criminel du Bailliage de Charenton Saint Maurice, pour Messire François le Bossu, Chevalier, Baron de Mery-sur-Seine, Seigneur dudit Charenton, Maison-rouge, Seville & autres lieux, Conseiller & Maître d'Hôtel ordi-

ordinaire du Roi, Salut. Savoir faisons, que sur ce qui nous a été représenté par le Procureur Fiscal, Qu'encore que ceux faisant profession de la Rel. P. R. dussent se comporter avec la moderation & la modestie qui leur est marquée par les Edits, ne proferer aucuns termes injurieux contre la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, nôtre St. pere le Pape, & personnes Ecclesiastiques, puis que par les Edits, Declarations & Ordonnances, tant anciennes que nouvelles, cela leur est défendu, & notamment par la Declaration du Roi du 17. Janvier 1681. registrée en Parlement le 6. Mars ensuivant, par laquelle en l'art. 10. il est défendu très-expressement aux Ministres de ladite R. P. R. & à peine de la vie, de proceder en leurs prêches par convices contre la Messe & les ceremonies requës & gardées en l'Eglise Catholique; ce qui est confirmé par autres Declarations du Roi des 24. Octobre audit an art. 2. 14. Decembre 1663. registrée en Parlement, article 13. par l'Edit de Nantes, article 17. par divers Arrêts du Conseil d'Etat des onze Janvier 1657. cinq Octobre 1663. dixhuit & vint & deux Septembre 1664. & par la Declaration du Roi du premier Fevrier 1669. enregistrée en Parlement le 28. Mai ensuivant, article 5. & 7. par tous lesquels il est très-expressement défendu, tant aux Ministres, qu'à ceux faisant profession de la Religion pretendue Reformée, de se servir dans leurs prêches & ailleurs de termes injurieux & offensifs contre la Religion Catholique & l'Etat, ains se comporter dans la moderation ordonnée par les Edits, ne parler de la Religion Catholique qu'avec respect, ni avec irreverence des choses saintes & Ceremonies de l'Eglise, & n'appeler les Catholiques d'autre nom que de celui de Catholiques: neanmoins ceux faisant profession de ladite Religion P. R. par un esprit de mepris contre l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & une pure entreprise contre les Edits, se servent en tous rencontres de termes injurieux & blasphematoires contre l'Eglise & les mysteres les plus saints, qui sont les fondemens de la Foi Chrétienne & Catholique; car tant anciennement qu'à present dans tous leurs prêches & écrits ils traitent la Religion Catholique d'une Religion de superstition, les Catholiques d'idolâtres, & nôtre St. pere le Pape, le Vicair de Jesus-Christ & le successeur de St. Pierre, du nom d'Antechrist, ce qui ne peut entendre qu'avec horreur: Et dans tous leurs livres qu'ils vendent publique-

ment (quoiqu'il soit prohibé par les Edits) dans leurs Confession de Foi, prieres & discipline, qu'ils appellent Ecclesiastiques, tous ces termes y sont énoncés, ainsi qu'il se peut lire dans plusieurs livres par eux faits exprès sur ce sujet, comme dans Calvin en plusieurs lieux de ses Ouvrages, & Lambert Daneau dans un livre qu'il a composé, imprimé à Geneve, intitulé, *Traité de l'Antechrist*; où après une infinité d'impostures, de termes scandaleux contre la Religion Catholique, il induit blasphematoirement, que l'Antechrist est nôtre St. pere le Pape, & que l'assemblée de tous les Papistes, qui est le nom qu'il donne aux Catholiques, est une assemblée de superstitieux & d'idolâtres. Melancton en son Prologue contre le Concile de Trente, ne qualifie point le Pape d'autre nom que de celui d'Antechrist & de Pirate Romain, *Sciat autem Carolus, &c. & scit Antichristus Romanus, &c. Leonardus Serretkelius* dans des annotations qu'il a faites sur le même Melancton, au titre de *Ecclesia, &c.* appelle l'assemblée des Catholiques, l'assemblée de l'Antechrist, *Sic catus Antichristi, &c.* Il y a encore une infinité de passages de ces Sectateurs, où ils sement ces blasphèmes contre la Religion Catholique; mais sans chercher plus loin, ces choses ne sont que trop communes à present chez ceux de ladite R. P. R. & ils en font un point de foi: pour le justifier, il n'y a qu'à lire leur Confession de foi, discipline & prieres, qu'ils nomment Ecclesiastiques, dont ils se servent. Dans leur discipline, le mot d'idolatre, qui est le nom qu'ils donnent le plus ordinairement aux Catholiques, & celui de superstition, y sont une infinité de fois. Par leur Confession de foi faite lors du Synode National par eux tenu à Gap le premier d'Octobre 1603. est dit, l'article touchant l'Antechrist sera inséré en la Confession pour être le 31, en ces mots: *Et d'autant que l'Evêque de Rome s'est dressé une Monarchie en la Chretienté, & s'est élevé jusqu'à se nommer Dieu, & vouloir être adoré, &c. Nous croyons & maintenons qu'il est proprement l'Antechrist & le fils de perdition, &c.* Cet article fut par eux confirmé au Synode assemblé à la Rochelle en Mars & Avril 1607. par l'article 7. des faits généraux, & que dorénavant il seroit imprimé aux exemplaires qui seroient mis de nouveau sous la presse; mais par des considerations particulieres, & attendu les poursuites que l'on faisoit contre ceux qui avoient prêché, écrit ou enseigné cette doctrine, ledit Synode fut obli-

obligé de supprimer cet article, & ne laissa pas néanmoins de protester que c'étoit la doctrine constante de leurs Eglises, & qu'ils ne laisseroient pas de le croire toujours: & de fait, ces termes se trouvent encore aujourd'hui dans leurs prières, qu'ils appellent Ecclesiastiques, que le Ministre fait à haute voix tous les Dimanches & autres jours d'assemblées à l'issuë du prêche, en ces termes: *Singulierement nous te recommandons tous nos pauvres freres qui sont dispersez sous la tyrannie de l'Antechrist, &c.* Dans l'article 24. de leur Confession de foi, entr'autres termes: *Nous tenons le Purgatoire pour une illusion procedée de la boutique de Satan, &c.* Et en l'article 28: *Pourtant nous condamnons les assemblées de la Papauté, esquelles les Sacrements sont corrompus, abasardis, falsifiez, ou aneantis du tout, & esquelles toutes superstitions & idolatries ont la vogue:* ainsi, si l'on concilie ces termes avec la maniere dont les Ministres & ceux qui font profession de la Religion pretendue Reformée doivent parler, & se comporter suivant les Edits & Arrêts, l'on ne voit pas qu'il y ait aucune conformité, & que des choses de cette nature doivent se passer sous silence & être tolerées, puis qu'il n'y a rien de si opposé à la sainteté de notre doctrine, & au respect que ceux de ladite R. P. R. doivent garder pour les sacrez mysteres de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; & leur maniere est d'autant plus blâmable qu'ils contreviennent en ce faisant à leur discipline, qu'ils appellent Ecclesiastique; car par l'article 23. au chap. 14. ils disent, *Que toutes violences & paroles injurieuses contre ceux de l'Eglise Romaine, même-ment contre les Prêtres & Moines, seront non seulement empêchées, mais aussi reprimées;* & ainsi en leur defendant de se servir desdits termes, & eux en les supprimant, ils ne font que satisfaire à leur discipline. Et comme ces contraventions se passent dans Charenton, qui est le principal lieu de leur exercice, où ledit Procureur Fiscal pour le dû de sa charge & le devoir de sa conscience ne les doit pas souffrir, ains au contraire s'y opposer formellement, & faire executer les Edits, Ordonnances, Declarations du Roi & Arrêts de son Conseil rendus à la diligence tant de Messieurs du Clergé qu'autres, & ce en tant qu'à lui est dans l'étendue de ce Bailliage, qui a l'honneur de relever directement au Parlement, jouissant des mêmes droits de Pairie que l'Abbaye de S. Denys en France, la Justice dud. Charenton en étant un demem-

brement: requeroit conformément ausdits Edits, Declarations & Arrêts, defenses être faites à ceux faisant profession de la R. P. R. de se servir d'aucuns termes injurieux & scandaleux contre la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de ses sacrez mysteres, contre nôtre S. pere le Pape, & autres élevez en dignitez Ecclesiastiques; même d'appeler les Catholiques d'autres noms que celui de Catholiques, à peine de cinq ceus livres d'amende, & de punition corporelle; qu'il fera supprimé & ôté des livres desdits de la R. P. R. tant dans leur Confession de foi que prieres & discipline, qu'ils appellent Ecclesiastiques, les mots & termes ci-dessus énoncez ésdits articles 24. & 28. avec defenses ausdits Ministres de dire à l'avenir dans la priere qu'ils font après le Prêche, ces termes: *Singulierement nous te recommandons tous nos pauvres freres qui sont dispersez sous la tyrannie de l'Antechrist, &c.* à peine d'amende; que tous les livres où lesdits termes sus-énoncez sont inferez seront supprimez, avec defenses de s'en servir à l'avenir, & aux Libraires qui debitent des livres dans l'étendue de ce Bailliage, d'en vendre & exposer, où il y ait lesdits termes, à peine de confiscation & de cent livres d'amende. Nous ayant égard au requisitoire du Procureur Fiscal, avons fait & faisons inhibitions & defenses à ceux faisant profession de la R. P. R. de proferer aucuns termes injurieux dans l'étendue de ce Bailliage contre la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de ses saints mysteres & ceremonies, nôtre S. pere le Pape, Prelats & autres constituez en dignitez Ecclesiastiques, appeler les Catholiques Papistes, ni dire, lors qu'ils parlent ou rencontrent le très-saint Sacrement de l'Autel, que c'est le Dieu de la Messe, ains seront tenus de se mettre en état de respect, comme il est dû à un si auguste mystere, à peine de cinq cens livres d'amende, & de punition exemplaire: leur defendons de se servir à l'avenir dans l'étendue de ce Bailliage de ces termes en l'article 24. de leur Confession de foi, que tout ce que les hommes ont imaginé de l'intercession des Saints trepassez n'est qu'abus & fallace de Satan; finalement nous tenons le Purgatoire pour une illusion procedée de cette même boutique, de laquelle sont aussi procedez les vœux monastiques, pelerinages, defenses du mariage, de l'usage des viandes, l'observation ceremonielle des jours, la confession auriculaire, & les Indulgences, en l'article 28. de ladite Confession de foi: pour-

tant nous condamnons les assemblées de la Papauté, veu que la pure verité de Dieu en est bannie, esquels les Sacremens sont corrompus, abâtardis, falsifiez ou ancantis du tout, & esquelles toutes superstitions & idolatries ont la vogue: Et aux Ministres de dire dans la priere qu'ils font après le Prêche, *Singulierement nous te recommandons tous nos pauvres freres qui sont dispersez sous la tyrannie de l'Antechrist*; ensemble de termes d'idolâtres, idolatrie, & superstition énoncez en leursdites Confession de foi, discipline & prieres pretendues Ecclesiastiques: tous lesquels termes seront supprimez & ôtez desd. livres, à l'effet de quoi les Ministres & Anciens de ceux faisans profession de la R. P. R. seront tenus dans quinzaine pour tout delai, à compter du jour de la signification qui leur sera faite des presentes, de mettre au Greffe leurs livres de Confession de foi, discipline, & prieres qu'ils appellent Ecclesiastiques, & dont ils se servent aud. Charenton, pour en leur presence ou de l'un d'eux ayant charge des autres, être supprimé & ôté desdits livres lesdits termes sus-énoncez, dont leur sera donné acte, qui sera lu par trois Dimanches consecutifs par le Ministre au commencement de son Prêche, afin que ceux de lad. R. P. R. n'en puissent ignorer, & n'ayent à y contrevenir: de laquelle publication lesdits Ministres & Anciens rapporteront certificat au Greffe au bas dudit acte, huitaine après la troisième d'icelles: & outre avons fait & faisons inhibitions & defenses à toutes personnes de ladite R. P. R. de se servir à l'avenir audit Charenton desdits livres, où lesdits termes cy-dessus se trouveront énoncez, & aux Libraires d'en exposer, vendre ni debiter, à peine de confiscation, & de cent livres d'amende contre les Libraires, & aussi de confiscation desdits livres, & de dix livres d'amende contre chacun des contrevenans, payable sans deport. Et sera la presente Sentence lue, publiée & affichée tant aux portes du Temple desdits de la Relig. P. R. qu'aux lieux & endroits accoutumez, & par tout où besoin sera, à ce que nul n'en ignore, & signifiée ausdits Ministres & Anciens desdits de la R. P. R. tant pour eux que pour les autres faisant profession de la même R. P. R. avec sommation d'y satisfaire; & aux Libraires qui vendent & debiterent des livres audit Charenton; le tout à la diligence dudit Procureur Fiscal, & executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, attendu qu'il s'agit de fait de Police. Ce fut fait

& rendu par nous Juge & Bailli susdit audit Charenton, le 2. jour d'Octobre 1681. Col. laconné.

Signé,

BOVILLARD, Greffier.

C X V.

ARRET du Conseil d'Etat, pour l'extinction & suppression du College ou Academie de ceux de la Religion pretendue Reformée établis à Sedan.

LE Roi étant en son Conseil bien informé, que depuis l'échange des Principautés de Sedan, Raucourt & Saint Manges, sa Majesté ayant souffert que les habitans de ladite ville de Sedan de la R. P. R. ayent continué de tenir leur College & Academie en ladite ville pour l'instruction de leurs enfans & pour dresser les Ministres à l'effet de l'exercice de lad. Religion dans l'étendue desd. Principautés seulement, led. College a néanmoins servi pour y enseigner non seulement les Religioneux des autres Provinces du Royaume, mais encore pour en tirer des Ministres, qui se sont établis dans la Champagne & autres Provinces voisines; & d'autant que lesdits de la Relig. P. R. ont fait un usage dudit College contre l'intention de sa Majesté, & que d'ailleurs le nombre desdits de la Rel. P. R. est fort diminué, tant audit Sedan, que dans l'étendue desdites Principautés. A quoi voulant pourvoir: Vu par sa Majesté les Traitez d'échange des années 1647. 1648. 1649. & 1651. ensemble les Lettres patentes de sa Majesté du mois d'Octobre 1663. pour la fondation & établissement d'un College de Jesuites audit Sedan. Tout considéré: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que le College ou Academie desdits de la R. P. R. de Sedan demeurera éteint & supprimé pour toujours; & en consequence fait defenses à tous les sujets de ladite Rel. P. R. d'y enseigner, ni de tenir aucune Ecole publique dans ladite ville de Sedan, à peine de desobeissance. Ordonne sa Majesté, que les Jesuites du College établi en ladite ville, pourront unir à leurdit College les bâtimens de celui desdits de la R. P. R. supprimé par le present Arrêt, en payant par eux ausdits de la R. P. R. la somme de vingt mil livres; & à faute par lesdits Jesuites de vouloir prendre lesdits bâtimens, & payer ladite somme, permet sa Majesté ausdits de la Rel. P. R. de disposer d'iceux à leur profit, par vente ou autrement, ainsi qu'ils

qu'ils venoient bon être. Et lors le présent Arrêt exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé. Mande & ordonne sa Majesté au Sieur Comte de la Bourlie Gouverneur de Sedan, & au Sieur Bazin Maître des Requêtes, Intendant en la Generalité de Metz, de tenir la main chacun à son égard, à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 9. jour de Juillet 1681. Signé, COLBERT. Et scellé du grand Scau de cire jaune.

C X V I.

ARRET du Conseil d'Etat, portant défenses aux Ministres & aux Anciens de la R. P. R. d'user de menaces, intimidations & autres voyes de fait, pour empêcher la conversion de ceux de ladite Religion.

LE Roi étant informé du progrès que fait la Relig. Catholique dans plusieurs lieux du bas Poitou, & que plusieurs habitans qui avoient été seduits par l'erreur, se réunissent à l'Eglise; considerant même sa Majesté que le principal motif de l'Edit de Grace accordé par le defunt Roi de glorieuse memoire en l'année 1629. à ses sujets de la Rel. P. R. a été d'abolir la memoire des choses passées, dans l'esperance que sesdits sujets se depouillant de toute passion, seroient plus capables de recevoir la lumiere de l'Eglise, & rentrer en la veritable croyance, en laquelle le Royaume s'étoit maintenu depuis plus d'onze cens ans: & comme les Ministres de la R. P. R. pour empêcher un si grand bien, s'efforcent par toutes sortes d'artifices d'empêcher un si bon œuvre, ce qui est contraire à l'intention de sa Majesté, laquelle s'étant fait représenter l'Edit de 1629. & tout considéré: Sa Majesté étant en son Conseil, a fait très-expres- ses inhibitions & défenses à tous Ministres, Anciens, & autres de ses sujets de la R. P. R. d'user d'aucunes menaces, intimidations, artifices, ou voyes de fait, pour empêcher la conversion desdits de la Rel. P. R. Fait des- fences aux Ministres & Anciens d'entrer ni de jour ni de nuit dans les maisons que pour visiter les malades, & y faire autres fonc- tions de leur ministère, à peine de punition corporelle. Ordonne sa Majesté que des con- travections aux Edits & présent Arrêt, il en sera informé à la diligence de ses Procureurs, & le procès fait aux coupables & contreve-

nans par les Juges auxquels la connoissance en doit appartenir. Enjoint aux Commissaires departis dans les Provinces d'y tenir la main. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Ma- jesté y étant, tenu à Saint Cloud le 19. jour d'Avril 1681.

Signé,

LE TELLIER.

C X V I I.

ARRET du Conseil d'Etat, pour interpreter le precedents.

VU par le Roi étant en son Conseil, l'Ar- rêt rendu en icelui le 19. Avril dernier, par lequel sa Majesté fait très-expres- ses inhibitions & défenses à tous Ministres, Anciens, & autres de ses sujets faisant profession de la R. P. R. d'user d'aucunes menaces, intimi- dations, artifices ou voyes de fait, pour em- pêcher la conversion desdits de la Rel. P. R. Comme aussi défenses auroient été faites aus- dits Ministres & Anciens d'entrer de jour ni de nuit dans les maisons que pour visiter les malades, & y faire autres fonctions de leur ministère, à peine de punition corporelle: Et en outre ordonné que des contravections aux Edits & audit Arrêt, il en seroit infor- me à la diligence de ses Procureurs, & le proces fait aux coupables & contrevenans par les Juges auxquels la connoissance en doit ap- partenir. Sur quoi lesdits de la R. P. R. au- roient représenté à sa Majesté par leur Re- quête, que si cet Arrêt subsistoit, ce seroit entierement separer lesdits Ministres & An- ciens du commerce & de la société de ceux de leur Religion, & les empêcher non seu- lement de les voir lors qu'ils seroient mala- des, mais aussi de les consoler quand ils sont affligés, de les instruire quand ils en ont be- soin, de les reconcilier quand ils sont en que- relle & en inimitié: & de veiller sur leurs mœurs & sur leur conduite, suivant les re- gles de leur Discipline: dont l'exercice leur est permis en France. Et comme on n'a pas entendu les priver de leurs fonctions ordi- naires, & qu'ils n'ont point compris l'inten- tion de sa Majesté: Le Roi étant en son Con- seil, en interpretant éntant que besoin est le- dit Arrêt du Conseil dudit jour 19. Avril, a ordonné & ordonne, que lesdits Ministres & Anciens de la R. P. R. continueront non seu- lement de visiter les malades de leur dite Re- ligion, mais encore de faire les autres fonc- tions de leur ministère, ainsi qu'ils faisoient avant ledit Arrêt: leur faisant cependant sa Ma-

Majesté très-expresses defences d'user d'aucunes menaces, intimidations, artifices ou voyes de fait, pour empêcher la conversion desdits de la R. P. R. Enjoint sadite Majesté aux Commissaires departis dans les Provinces, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 16. jour de Juin 1681.

Signé,

PHÉLYPEAUX.

C X V I I I.

ORDONNANCE du Roi, portant exemption de logement de gens de guerre & contributions pendant deux ans, en faveur de ceux qui étans de la Religion P. Ref. se sont convertis & faits Catholiques depuis le 1. Janvier dernier, & qui se convertiront ci-après.

DE PAR LE ROI.

SA Majesté ayant été informée, que plusieurs de ses sujets de la R. P. R. lesquels sont en volonté de se convertir, & d'embrasser la Catholique, Apostolique & Romaine, en sont néanmoins divertis & retenus par l'apprehension qu'ils ont, que par le credit qu'ont les Seigneurs de leur demeure, qui sont de ladite Rel. P. R. sur ceux qui sont le departement & la distribution des logemens des gens de guerre qui y passent ou y sejourneront, suivant les ordres & routes de sa Majesté, ils ne soient après leur conversion chargez dudit logement des gens de guerre: & étant bien aisé de leur ôter tout sujet de crainte à cette occasion: Sa Majesté a ordonné & ordonne, veut & entend, que ceux de ses sujets de ladite R. P. R. qui se sont convertis & faits Catholiques depuis le premier jour de la presente année 1681. & qui se convertiront ci-après, soient & demeurent exemts & dechargez pendant le tems de deux années, non seulement de ses gens de guerre, tant d'Infanterie que de Cavalerie Françoisé & étrangere, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui passeront, logeront & sejourneront, ou seront envoyez en quartier d'hiver dans les villes & lieux de leur residence, mais aussi de toutes impositions & aides qui se pourroient faire par la permission & les ordres de sa Majesté à l'occasion desdits logemens, & ce nonobstant les Reglemens & Ordonnances militaires, même celui du 4. Novembre 1651. & les Arrêts du Conseil

rendus en conséquence, & qui les confirment; auxquels Reglemens, Ordonnances & Arrêts sa Majesté a derogé & deroge en faveur desdits nouveaux Convertis, ou qui se convertiront ci-après, & ne veut avoir aucun effet à leur égard pendant le tems de deux ans. Mande & ordonne sa Majesté aux Gouverneurs & ses Lieutenans Generaux en ses Provinces & armées, Intendans ou Commissaires departis pour l'exécution de ses ordres dans lesdites Provinces & Generalitez, Chefs & Officiers commandans & conduisans lesdites Troupes, Baillifs, Seneschaux, Prevôts, leurs Lieutenans, Maircs, Consuls, Echevins, Capituls, Jurats & Syndics desdites villes & lieux, & aux Commissaires ordinaires des guerres ordonnez à la conduë & police de seld. Troupes, de tenir la main chacun à son égard à l'exacte observation & execution de la presente, laquelle sa Majesté veut être publicë & affichée dans ses villes & places, & autres lieux que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à St. Germain en Laye le 11. jour d'Avril 1681. Signé, LOUIS. Et plus bas, LE TELLIER.

C X I X.

DECLARATION du Roi, portant que les enfans de la Religion P. R. pourront se convertir à l'âge de sept ans, &c.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Les grands succès qu'il a plu à Dieu de donner aux excitations spirituelles & autres moyens raisonnables, que nous avons employez pour la conversion de nos sujets de la R. P. R. nous conviant de seconder les mouvemens que Dieu donne à un grand nombre de nosdits sujets, de reconnoître l'erreur dans laquelle ils sont nez, nous aurions resolu de derogé à nôtre Declaration du 1. jour du mois de Fevrier de l'année 1669. par laquelle les enfans de ladite Religion auroient été en quelque façon exclus de se convertir à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, depuis l'âge de sept ans, auquel ils sont capables de raison & de choix dans une matiere aussi importante que celle de leur salut, jusques à l'âge de quatorze ans pour les mâles, & douze pour les femelles: encore que l'Edit de Nantes & autres, donnez en faveur de ceux de la R. P. R. ne contiennent aucune disposition

tion pareille, à quasi étant nécessaire, de pourvoir; à ces causes, & autres considérations: à ce nous mouvant, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que nosdits sujets de la R. P. R. tant mâles que femelles, ayant atteint l'âge de sept ans, puissent & qu'il leur soit loisible d'embrasser la R. Catholique, Apostolique & Romaine; & qu'à cet effet ils soient reçus à faire abjuration de la Rel. P. R. sans que leurs peres & meres ou autres parens y puissent donner aucun empêchement, sous quelque pretexte que ce soit; dérogeant à cet effet, tant que de besoin, à notre dite Declaration du 1. jour de Fevrier 1669. Voulons en outre que lesdits enfans qui se seront convertis après l'âge de sept ans accomplis, jouissent de l'effet de notre Declaration du 14. jour d'Octob. 1665. & conformément à icelle qu'il soit à leur choix après leur conversion, de retourner en la maison de leurs peres & meres, pour y être nourris & entretenus, ou de se retirer ailleurs, & leur demander pour cet effet une pension proportionnée à leurs conditions & facultez; laquelle pension lesdits peres & meres seront tenus de payer à leurs enfans de quartier; & en cas de refus, voulons qu'ils y soient contraints par toutes voyes dues & raisonnables. Et sur ce que nous avons été informez que plusieurs de nos sujets de ladite Religion P. R. ont envoyé élever leurs enfans dans les pais étrangers, dans lesquels ils peuvent prendre des maximes contraires à l'Etat & à la fidelité qu'ils nous doivent par leur naissance, nous leur enjoignons très-expressément de les faire revenir sans délai, à peine à l'égard de ceux qui ont du bien en fonds, de privation de leur revenu pendant la premiere année, & de la moitié dudit revenu pendant tout le tems qu'ils tiendront leurs enfans dans les pais étrangers: & à l'égard de ceux qui n'ont aucuns biens en fonds, ils seront tenus de rappeler leursdits enfans, à peine d'amende, laquelle sera arbitrée à proportion de leurs biens & facultez: & seront contraints au paiement desdits revenus & amendes par chacun an, jusques à ce qu'ils aient fait revenir leurs enfans. Défendons à nos sujets de lad. R. P. R. d'envoyer à l'avenir leurs enfans dans les pais étrangers pour leur éducation avant l'âge de seize ans, sous les peines ci-dessus exprimées, sans notre expresse permission. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de

Tom. IV. & V.

Parlement de Paris; que ces présentes ils aient à faire lire, publier, registrer & executer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere que ce soit. Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celdites présentes. Donné à Versailles le 17. jour du mois de Juin, l'an de grace 1681. & de notre regne le 39. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

C X X.

Extrait de la Sentence du Lieutenant General de Clermont, pour l'execution de la Declaration precedente.

Sur quoi faisant droit, nous avons ordonné que lad. Declaration sera lue Dimanche prochain en l'exercice de ceux de la R. P. R. par le Greffier ordinaire du Domaine, & affichée à la porte dud. Temple, à ce que ceux de ladite Religion n'en ignorent, & aient à se conformer aux volontez de sa Majesté, & suivant icelles rappeler incessamment les enfans qu'ils ont envoyez hors du Royaume, pour être de ceux de ladite Religion, sous les peines portées en ladite Declaration. Et pour connoître de la diligence qu'ils auroient faite d'y satisfaire, avons ordonné que les Anciens de ladite Religion seront tenus de mettre audit Greffe dans le mois du jour de la publication du present, un état de toutes les familles faisant profession de ladite Religion, qui demeurent dans l'étendue de ce Bailliage, ou font les exercices dans le Temple de ladite ville, ou contribuent à la subsistance du Ministre de Clermont, à peine de cent livres d'amende, & d'y être contraints par toutes voyes dues & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles. Lesquels Anciens rapporteront pareillement dans ledit tems un état au vrai des deniers qu'ils ont levez pendant les années dernieres, ou reçus de ceux de ladite Religion pour contribution volontaire ou autrement, & de la dépense qu'ils en auront faite, pour être envoyé à Mr. le Chancelier suivant les Reglemens. Ce fut fait & expédié par nous Juge susnommé le 17. Juillet 1681. Signé à la minute, BOSQUILLON, & TOURET Procureur du Roi.

La Declaration de l'autre part, ensemble le Jugement rendu par Mr. le Lieutenant General,

R

ral,

red, ont été sur la requête du Procureur du Roi lus & publiez par le Greffier ordinaire du Domaine de Clermont, dans le Temple & à l'entrée de l'exercice de ceux de la Rel. P. R. mis & affichés à la porte & entrée dud. Temple, par moi Antoine Noiset, Archer de la Marechaussée de Clermont, faisant la Jugesme ci-dessus, le Dimanche 19. Juille 1681. Signe, NOISETTE, Archer.

C X X I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui defend les violences faites en quelques lieux contre ceux de la R. P. R.

Sur la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par le Sieur Marquis de Ru-vigni, Deputé General des Sujets de sa Majesté faisant profession de la R. P. R. contenant qu'encore qu'ils soient dans l'obéissance & fidélité qu'ils doivent à sa Majesté, & qu'ils se comportent suivant les Edits, néanmoins depuis quelque tems les peuples se licencient en divers lieux, & les outragent: Qu'à Grenoble il y a environ deux mois l'on força les portes de leur Temple; on y brûla la Bible, & fit plusieurs indignitez: Que le 30. Mars dernier à Aouste en Dauphiné des Cavaliers & habitans dud. lieu firent de nuit au Temple, où ils rompirent & enleverent les portes, les bancs, les tapis de la chaire, la Bible, les Registres & Memoires qu'ils trouverent, & jetterent le tout dans la riviere, briserent la porte, & demolirent une partie de la muraille, & firent plusieurs menaces de mauvais traitemens: Que le même jour 30. Mars l'on a mis le feu au Temple de Houdan, dont la moitié du comble fut brûlé, comme aussi les bancs, la chaire & la Bible; que pendant l'embrasement aucuns de ceux qui l'autorisoiént repandoient l'eau que l'on y portoit pour l'éteindre: Qu'à Xaintes l'on a rompu les portes, les fenêtres, les bancs, & abattu les tuilles du toit: Que le 10. Avril dernier l'on a été au Temple de la Ferté-Vidame, où l'on a rompu les fenêtres & la chaire du Ministre: Qu'à Vendôme il y a eu une émotion du peuple contre le Ministre, qui alloit consoler un malade: Qu'en Poitou l'on exerce plusieurs violences contre ceux de ladite Religion; on les menace, on les emprisonne, on maltraite les Ministres pour exciter une sédition, & forcer ceux de ladite Religion de l'abandonner. Ce qui les oblige de reclamer la justice & la protection

de sa Majesté, pour arrêter les suites que pourroient avoir de telles entreprises, & à ce qu'il lui plût à cette fin ordonner à ses Gouverneurs, Intendans dans les Provinces, & à tous Juges, de faire une punition exemplaire desdites violences: & à Mrs. les Ministres d'Etat, ou autres Commissaires du Conseil tels qu'il plairoit à sa Majesté de nommer, d'examiner les pieces qui leur seroient baillées, tant sur les faits énoncés dans la susdite Requête, que sur les autres griefs ou contraventions à l'Edit de Nantes, pour à leur rapport y être pourvu par sa Majesté. Vu ladite Requête, & les pieces y jointes. Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que par les Juges des lieux il sera informé des faits ci-dessus, & le procès fait & parfait aux coupables ainsi qu'il appartiendra, sans l'appel aux Parliemens dans le ressort desquels seront situées lesdites Justices: Et cependant fait sa Majesté très-expresses défenses à toutes personnes de méfaire ni medire contre lesdits de la Rel. P. R. sur les peines portées par lesd. Edits. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs, Lieutenans Generaux des Provinces, Intendans de Justice en icelles, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 19. jour de Mai 1681.

Signé, —

PHÉLYPEAUX.

C X X I I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne qu'il sera informé par les Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez, contre les Ministres de la R. P. R. qui ont mal interprété l'Arrêt du 19. Mai dernier.

Le Roi étant en son Conseil, ayant été informé du mauvais usage que les Ministres de la Religion prétendue Réformée ont fait & font journellement de l'Arrêt rendu au Conseil d'Etat de sa Majesté le 19. Mai dernier, par lequel sa Majesté, par un esprit d'équité, ayant ordonné qu'il seroit informé des violences prétendues commises à l'égard des Temples de Grenoble & d'Aouste au mois de Mars dernier, du feu mis à celui de Houdan le 30. du même mois, du débris des portes de celui de Xaintes, & de la rupture des fenêtres, & de la chaire de celui de la Ferté-au-Vidame, & de l'insulte faite au Ministre de Ven-

Ven-

Vendôme au mois d'Avril dernier, pour les Informations vuës, en être fait justice: lesd. Ministres interpretant linistrement ledit Arrêt, en lui donnant une explication tout à fait contraire à son véritable sens, ont été si osez que de prêcher publiquement dans leurs chaires, que sa Majesté desavouoit les exhortations qui avoient été faites de sa part au peuple, d'embrasser la Relig. Catholique, Apostolique & Romaine; & sa Majesté ne voulant pas souffrir ces insolences de si dangereuse conséquence, & qu'il soit ainsi abusé de sa bonté, donnant des interpretations à des Arrêts, si éloignées de leur véritable sens, sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que par les Intendans & Commissaires départis dans ses Provinces & Generalitez, il sera soigneusement & diligemment informé contre les Ministres de la Religion P. R. qui par un esprit de sedition ont donné audit Arrêt du 19. Mai dernier un sens si contraire à l'intention de sa Majesté, & aux termes dont il est conçu, & les informations par eux envoyées à sa Majesté, pour icelles vuës, être par elle ordonné contre les coupables ce qu'elle verra être juste & raisonnable. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 4. Juillet 1681.

Signé,

PHELYPEAUX.

CXXIII.

Par ordre d'Honoré Lucas, Chevalier,
Seigneur de Demuy, Intendans
de la Marine, &c.

ON fait à savoir à tous ceux de la Relig. P. Ref. qui voudront se convertir à la Religion Catholique dans un mois, qu'ils seront exemts de la Taille due au Roi pendant les années 1682. & 1683. ensemble des 24. sols par feu: & tout au contraire ceux qui s'opiniâtreront à demeurer dans ladite Rel. P. R. seront cottisez au double de leur Taille. Fait à la Tremblade le 8. Octob. 1681. Signé, DE DEMUY. Et plus bas, FOURNIER.

Affiché au portau de St. Pierre d'Oleron.
Signé, DE LA VAUGADE.

CXXIV.

ARRET du Conseil d'Etat, portant défenses
aux Synodes de ceux de la R. P. R. d'aug-
menter le nombre des Ministres aux lieux
où l'exercice est permis.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, que depuis quelques années qu'on a commencé à travailler aux partages intervenus entre les Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes, & autres donnez en conséquence, pour raison de l'exercice & des Temples de ceux de la Rel. P. R. s'étant rendu plusieurs Arrêts au Conseil d'Etat, par lesquels ledit exercice de leur Religion auroit été interdit en plusieurs lieux, & les Temples condamnés à être demolis, comme ayant été usurpez au prejudice des Edits; ceux de la R. P. R. se seroient avisés d'augmenter le nombre des Ministres dans les lieux de leur exercice, les plus voisins de ceux dont les Temples ont été abatus: & comme sa Majesté desire d'empêcher cette multiplication de Ministres, & éviter les inconveniens qui en pourroient arriver: Oui le rapport, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a fait & fait très-expresses inhibitions & defenses à ceux de la Rel. P. R. assembles en Synode, de donner à l'avenir aux lieux où l'exercice de leur dite Religion est permis, un plus grand nombre de Ministres que celui lequel y étoit établi avant la tenue du dernier Synode. Enjoignant sadite Majesté à tous ses Gouverneurs, Lieutenans Generaux en ses Provinces, Intendans de Justice, Commissaires & nommez de sa part pour assister à un Synode de ladite R. P. R. & à tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, qui sera publié par tous les lieux que besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à St. Germain en Laye le 24. jour du mois de Novembre 1681.

Signé,

COLBERT.

CXXV.

ARRET du Conseil d'Etat, qui regle l'exer-
cice de la Rel. P. R. chez le Sieur Marquis
de Verac.

DE PAR LE ROI.

LE Roi étant en son Conseil, ayant été
informé que bien que par une Ordonnan-
ce

ce du Sieur de Marillac, Conseiller ordinaire de sa Majesté en son Conseil d'Etat, ci-devant Intendant de la Justice, Police & Finances en Poitou, en date du 23. de Mai de l'année dernière 1681. il eût été défendu au Sr. Marquis de Verac de faire faire le Prêche ailleurs dans son château de Couhé, que dans une des salles des appartemens dudit château, & une fois par jour seulement, néanmoins ledit Marquis de Verac n'a pas laissé non seulement de continuer à faire faire le Prêche dans la Cour dudit château, sans s'être rendu appellant de ladite Ordonnance, mais aussi de recevoir dans les Prêches qu'il y a ainsi fait faire, plusieurs nouveaux convertis, que des Ministres de la R. P. R. ont séduits pour retourner au Prêche. Et sa Majesté ne voulant pas souffrir une pareille désobéissance, & une contravention si formelle à ses Edits & Declarations. Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que le Prêche ne pourra plus être fait à l'avenir audit château de Couhé que dans une des chambres ou salles des appartemens dudit château, que l'on n'en fera qu'un chaque jour, & qu'il ne pourra assister audit Prêche que les gens de la famille dudit Marquis de Verac, & ceux qui seront actuellement habitans dans l'étendue de sa Justice, & à peine audit Marquis de Verac de désobéissance, & aux Ministres qui auront prêché ailleurs que dans le lieu marqué-cy-dessus, & en présence des gens de la R. P. R. qui ne seroient pas de la famille ou habitans de l'étendue de la Justice de la terre de Couhé, d'interdiction. Mande & ordonne sa Majesté au Sieur Duc de la Vieuville, Gouverneur & Lieutenant general pour sa Majesté en ladite Province de Poitou, à ses Lieutenans generaux en icelle, & au Sieur de Lamignon de Basville, Intendant de la Justice, Police & Finances en ladite Province, de tenir la main chacun à son égard à l'observation exacte du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 3. Juin 1682.

Signé,

LE TELLIER.

C X X V. 2.

ARRET du Conseil d'Etat, qui renvoie le procès des Ministre & Anciens de Bergerac, au Parlement de Toulouse.

VU par le Roi étant en son Conseil, l'Arrêt rendu en icelui le 4. Avril dernier, par lequel sa Majesté ayant été informée, qu'à

l'occasion du procès qui se pourroit au Parlement de Guyenne contre les Ministre & Anciens du Consistoire de la R. P. R. de Bergerac, pour raison des contraventions par eux faites aux Declarations de sa Majesté, qui leur faisoit apprehender avec fondement la demolition de leur Temple, les habitans de la R. P. R. de ladite ville menaçoient publiquement de piller & demolir les maisons que ceux des Officiers de ladite Cour de Parlement de Guyenne qui seroient d'avis contraires à leurs pretensions, ont dans ladite ville de Bergerac & es environs; mais encore d'empêcher que les Hollandois qui sont de la Religion, n'achètent de leurs vies: & que même ils se porteroient à cet état d'insolence, de menacer encore les Officiers d'usur de violence en leurs personnes, & de maltraiter les Catholiques de ladite ville de Bergerac: comme aussi que les Conseillers de ladite Religion du Parlement de Guyenne, par une contravention formelle à l'Ordonnance, sollicitoient de porte en porte en faveur dedit Ministre & Anciens du Consistoire, pour empêcher la condamnation des peines qu'ils ont encourues au sujet dedit contraventions: Sa Majesté auroit ordonné que par le Sieur de Ris, Conseiller en ses Conseils, Maître des Requêtes, & Commissaire départi en la Generalité de Bourdeaux, seroit informé des faits ci-dessus, circonstances & dependances, pour ladite information faite & rapportée à sa Majesté; être par elle ordonné ce qu'il appartiendra; & cependant qu'il seroit surmis au jugement du procès. Et vu les informations faites en consequence par le Sr. de Ris, desquelles il résulte entre autres choses, que quelqu'un des Conseillers de ladite R. P. R. servant à la Cour de Parlement de Guyenne, a sollicité ses confreres pour être favorables au jugement dudit procès; & que les particuliers de ladite Religion ont fait des menaces d'usur de violence à l'endroit des Catholiques, & de ne les point assister ni faire travailler les artisans Catholiques: Tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a évoqué & évoque à soi & à son Conseil ledit procès pendant au Parlement de Guyenne, contre les Ministre & Anciens du Consistoire de Bergerac de ladite Rel. P. R. pour raison des contraventions par eux faites aux dernières Declarations de sa Majesté; & icelui avec ses circonstances & dependances, a renvoyé & renvoie au Parlement de Toulouse, pour y proceder par les parties suivant les derniers actes & errements: & pareille

reillement à renvoyé & renvoyé audit Parlement de Toulouse; la connoissance des faits contenus es informations faites par ledit Sr. de Ris, tant en ce qui concerne la sollicitation des Juges, que les menaces & violences, pour être par ledit Parlement procédé ainsi que de raison, lui en attribuant de tout ce que dessus toute Cour, juridiction & connoissance, & icelle interdisant au Parlement de Guyenne. Ordonne à ces fins sa Majesté, que tant les informations faites par le Sr. de Ris, que toutes les pieces & procédures concernant ledit procès, circonstances & dépendances, seront incessamment portées au Greffe du Parlement de Toulouse, à quoi faire seront tous Greffiers & autres détenteurs contrains par toutes voyes. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 22. Juin 1682.

Signé,

PHELYPEAUX.

C X X V I.

DECLARATION du Roi, portant que les enfans batards de la Relig. P. R. seront élevez en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Par l'art. 43. de la Declaration que nous avons fait expedier le premier jour de Fevrier 1669. concernant les choses qui doivent être observées par nos sujets de la R. P. R. nous avons ordonné que les enfans des peres & meres de ladite Rel. P. R. qui avoient été ou seroient exposez, seroient portez aux Hôpitaux des Catholiques, pour y être nourris & élevez dans la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; parce qu'ayant été malheureusement abandonnez de leurs peres, & par ce moyen devenus sous notre puissance, comme pere commun de nosdits sujets, nous ne pouvons les faire élever que dans la Religion que nous professons: & comme nous sommes informez que les enfans batards desdits de la R. P. R. sont presque toujours élevez dans ladite R. P. R. nous avons cru être dans une obligation indispensable de pourvoir à cet abus, d'autant plus qu'il n'y a personne qui puisse exercer sur ces enfans une puissance legitime. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré, & ordonné, disons, de-

clarons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que tous les enfans batards de la R. P. R. de l'un & de l'autre sexe, de quelque âge & condition qu'ils soient, soient instruits & élevez à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; faisant très-expresses defences à ceux de ladite Rel. P. R. Ministres, Anciens des Consistoires, & à tous autres, d'y donner aucun trouble ni empêchement, à peine de quatre mil livres d'amende, & d'autre arbitraire: Et en cas de contravention, voulons qu'il en soit informé par les Juges des lieux, pour l'information faite & rapportée, être ordonné contre les coupables ce qu'il appartiendra par raison. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que cedites presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur. Enjoignons à notre Procureur General & à ses Substituts, de tenir la main à l'exécution desd. presentes: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cedites presentes. Données à St. Germain en Laye, le 31. jour du mois de Janvier, l'an de grace 1682. & de notre regne le 39. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT.

C X X V I I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne aux Ministres & Proposans de la R. P. R. de se retirer des lieux où l'exercice de ladite Rel. a été interdit, avec defences de rester ou venir s'habituier ci-après dans lesdits lieux.

LE Roi ayant été informé qu'encore que l'exercice de la R. P. R. ait été interdit dans plusieurs lieux, néanmoins la plupart de ceux qui y faisoient la fonction de Ministres ne laissent pas d'y demeurer, & que même quelques-uns s'y sont allez établir sur les ordres secrets des Consistoires, pour y continuer non seulement ledit exercice, en faisant jour & nuit des assemblées particulieres dans des maisons, mais aussi pour détourner ceux de ladite R. P. R. qui ont dessein de se convertir, de leurs bonnes résolutions: & par l'autorité que lesdits Ministres prennent, ils sont en sorte de subsister esdits lieux, au moyen des impositions secretes que l'on continue de faire sur les habitans qui sont de ladite Religion. Et comme toutes ces choses

sont contraires aux Edits, Declarations & Arrêts de sa Majesté, & qu'il est nécessaire d'en empêcher la continuation ; Qui le rapport, & tout considéré : Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que tous les Ministres & Proposans de la R. P. R. seront tenus de se retirer des lieux où l'exercice de ladite Religion a été interdit, leur faisant sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses de rester ou de venir s'habiter dans les lieux où ledit exercice aura été interdit, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de désobéissance, 3000. livres d'amende, d'être privés pour toujours de faire aucune fonction de leur ministère dans tout le Royaume, & d'être procédé contre eux extraordinairement. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs, ses Lieutenans Generaux dans ses Provinces, Intendants de Justice, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, qui sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 13. jour de Juillet 1682.

Signé,

PHELYPEAUX.

C X X V I I I.

DECLARATION du Roi, portant défenses à ceux de la Rel. P. R. de s'assembler, sous prétexte de Prières publiques.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Nos sujets de la Rel. P. R. ayant tâché de tout tems d'étendre autant qu'il leur a été possible les graces qui leur ont été accordées par les Edits, ils se seroient ingerez en plusieurs lieux où l'exercice de leur Religion est permis, de s'assembler dans leurs Temples en l'absence de leurs Ministres, sous prétexte de Prières publiques, de Lectures, & autres actes dudit exercice : mais comme ces assemblées auroient été tumultueuses, & qu'il étoit à propos d'en empêcher la continuation, elles auroient été défendues par Arrêt de notre Conseil du 21. Avril 1637. ce qui auroit été suivi de divers Arrêts de nos Cours de Parlement, & notamment celui de Dauphiné du vingt-unième Mars 1639. Et afin que nosdits sujets de la Religion prétendue Reformée ne fussent pas long-tems sans exercice, nous aurions bien voulu par l'article 16. de notre Declaration

du mois de Février 1669. leur permettre dans l'intervalle des Synodes, de pouvoir tenir des Colloques pour pourvoir de Ministres à la place de ceux qui viendroient à decéder. Néanmoins nous sommes informés que lesdits de la Religion prétendue Reformée ne laissent pas de contrevenir tous les jours auxdites défenses, & comme il est d'autant plus nécessaire d'y pourvoir, que lesdites assemblées pourroient servir de prétexte pour faire des cabales, & prendre des résolutions contraires à notre service & au bien de notre Etat : à ces causes, & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré, disons, déclarons & ordonnons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que nosdits sujets de la R. P. R. ne puissent s'assembler sous prétexte de Prières publiques, de Lectures, & autres actes d'exercice de leur dite Religion : mêmes dans les lieux où l'exercice est permis, que dans les Temples, & en présence seulement du Ministre qui leur aura été donné par un Synode, ou choisi dans un Colloque tenu pour cet effet par notre permission ; ce que nous leur défendons encore très-expressément à peine de désobéissance, d'interdiction de l'exercice dans le lieu où lesdites assemblées auroient été faites, de trois mil livres d'amende contre les contrevenans, & de punition corporelle. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens de notre Cour de Parlement de Rouen, Baillifs, Seneschaux, & tous autres nos Officiers qu'il appartiendra, que cesdites présentes ils aient à enregistrer purement & simplement, & le contenu faire garder & observer selon la forme & teneur, en sorte que notre intention soit accomplie ; Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles, le 20. Août l'an de grace 1682. & de notre regne le 40. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé.

C X X I X.

ARRÊT du Conseil d'Etat, qui ordonne aux habitans de Dijon faisant profession de la R. P. R. de se retirer de ladite ville dans six mois.

Sur ce qui a été remontré au Roi, étant en son Conseil, qu'encore que par l'article premier de la Capitulation accordée le

le 17. Mai 1682. par le feu Roi Henri IV. de glorieuse mémoire, lors qu'il réduisit la ville de Dijon à son obéissance, il soit porté que dans la ville, faubourg & banlieue il ne s'y fera aucun exercice de Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine, néanmoins quelques personnes faisant profession de la R. P. R. n'ont pas laissé de se venir établir dans ladite ville, dont il reste encore six ou sept familles, lesquelles font assez souvent entre eux des assemblées secrètes, & exercice de leur Religion. A quoi sa Majesté voulant pourvoir, tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que dans six mois, à compter du jour de la signification du présent Arrêt, qui sera faite à ceux de la R. P. R. demeurans en ladite ville de Dijon, ils seront tenus de s'en retirer avec leurs familles, pour aller faire leur résidence ailleurs: faisant sadite Majesté très-expresses inhibitions & défenses à toutes personnes de la R. P. R. de se venir habiter en ladite ville de Dijon, sous quelque prétexte que ce soit. Enjoignant sadite Majesté aux Gouverneurs & Lieutenans Généraux en Bourgogne, Intendant de Justice, Maire & Echevins de ladite ville de Dijon, & à tous autres Officiers, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 29. Juin 1682.

Signé.

PHÉLYPEAUX.

C X X X.

DECLARATION du Roi, portant défenses aux gens de mer & de merier de la Rel. P. R. d'aller s'établir dans les pays étrangers.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le zèle que nous témoignons par tous nos Edits pour la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & les soins que nous sommes obligés de prendre pour y ramener nos sujets qui sont dans l'erreur, ont reçu & reçoivent tous les jours de la bonté Divine toute la benediction & tout le succès que nous pouvons espérer, par le nombre infini de conversions qui se font dans toutes les Provinces de notre Royaume. Mais comme dans une grande multitude il est impossible qu'il n'y en ait de plus obstinés les uns que les autres, qui refusent tous les secours qu'on leur présente,

nous avons été informés que non seulement ils s'opiniâtroient dans leur aveuglement, mais qu'ils empêchent, en communiquant aux autres plus dociles qu'eux leur malignité contagieuse, qu'ils n'ouvrent les yeux, & ne se rendent aux vérités qui leur sont annoncées; & même que par un esprit de cabale ils leur inspirent de se retirer avec leurs familles de notre Royaume, par des résolutions contraires à leur salut, à leurs propres intérêts, & à la fidélité qu'ils nous doivent. A quoi nous avons estimé qu'il étoit nécessaire de remédier. A ces causes, de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons défendu & défendons à tous gens de mer & de merier domiciliés dans notre Royaume, d'en sortir avec leurs familles, pour aller s'établir dans les pays étrangers, à peine des galères à perpétuité contre les Chefs desdites familles; & d'amende arbitraire, qui ne pourra toutefois être moindre que de trois mille livres, contre ceux qui seront convaincus d'avoir contribué à leur sortie par persuasion ou autrement, & de punition corporelle en cas de récidive. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à faire registrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre seel à cesdites présentes. Donné à Versailles, le 18. jour du mois de Mai, l'an de grace 1682. & de notre regne le 40. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand seau de cire jaune.

C X X X I.

EDIT du Roi, concernant les dispositions des biens de ceux de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Encore que par notre Edit du mois d'Août 1669. nous ayons fait défenses à tous nos sujets sur peine de confiscation de corps & de biens, de s'aller établir sans notre permission dans les pays étrangers, néanmoins nous avons été informés que plusieurs Chefs de familles de la R. P. R. suivant l'emportement d'un faux zèle, & évitant de profiter des secours qui leur sont donnés, pour reconnoître leurs erreurs, vendent leurs biens immeubles pour se retirer

en suite avec leurs familles dans les pais étrangers; à quoi desirant pourvoir par les voyes les plus convenables. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, conformément audit Edit du mois d'Aout 1669. Nous avons fait très-expresses inhibitions & defences à tous nos sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, de sortir de notre Royaume sans notre permission pour s'aller établir dans les pais étrangers, sur les peines portées par icelui; & pour empêcher les résolutions que nos sujets de la R. P. R. pourroient prendre de se retirer dans les pais étrangers, nous avons par ces presentes signées de notre main, déclaré & declarons nuls tous les contrats de vente & autres dispositions qu'ils pourroient faire de leurs immeubles un an avant leur retraite hors de notre Royaume, voulant qu'en cas de retraite des vendeurs, lesdits biens immeubles soient sujets à la confiscation, portée par ledit Edit du mois d'Aout 1669. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & icelles executer selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celdites presentes. Donné à Versailles le 14. Juillet, l'an de grace 1682. & de notre regne le 40. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT.

C X X X I I.

DECLARATION du Roi en interpretation de celle du 14. Juillet, concernant la disposition des biens de ceux de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous avons par notre Declaration du 14. jour du mois de Juillet dernier, & pour les causes y contenues, déclaré nuls les Contrats de vente & autres dispositions que nos sujets faisant profession de la R. P. R. pourroient faire un an avant leur retraite hors de notre Royaume, & ne voulant pas empêcher qu'ils ne puissent établir leurs enfans par mariage, ni frustrer leurs legitimes creanciers des moyens de se faire payer de leur dû par la vente des biens immeubles sur lesquels ils ont hypothèque. A ces causes, nous avons dit & déclaré, & par ces presentes signées de notre main, disons & declarons, n'avoir entendu par ladite Decla-

ration empêcher les donations qui pourroient être faites par les peres & meres, ayeuls ou ayeules en faveur de leurs enfans par contrat de mariage, pourveu toutefois que lesd. mariages soient executez avant leur retraite hors de notre Royaume: n'entendons pareillement empêcher les poursuites que leurs creanciers legitimes pourront faire de la vente de leurs immeubles par decret forcé & de bonne foi, en consequence des dettes faites avant la date de la presente Declaration. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils ayent à faire registrer, & le contenu en icelles executer selon sa forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre seel à celdites presentes. Donné à Versailles le 17. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1682. & de notre regne le 40. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et selles du grand Seau de cire jaune.

C X X X I I I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui enjoint aux Procureurs du Parlement de Paris faisant profession de la R. P. R. de se desfaire de leurs Charges.

LE Roi s'étant fait représenter l'Arrêt de son Conseil du 28. Juin 1681. par lequel il est enjoint à tous Notaires, Procureurs postulans, Huissiers & Sergens de la R. P. R. de se demettre de leurs Offices en faveur des Catholiques, & étant informé que plusieurs Procureurs de la Cour de Parlement de Paris, Cour des Aides, & autres Jurisdicions de l'enclos du Palais, faisant profession de ladite R. P. R. n'ont tenu compte de satisfaire audit Arrêt. A quoi étant nécessaire de pourvoir, sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que dans six mois du jour de la signification du present Arrêt, qui sera faite à la diligence du Syndic des Procureurs dudit Parlement à present en charge, lesdits Procureurs dudit Parlement de Paris, Cour des Aides, & autres Jurisdicions de l'enclos du Palais, faisant profession de la R. P. R. seront tenus de se demettre de leursdits Offices en faveur des Catholiques: sinon & à faute de ce faire dans ledit temps, & icelui passé, sa Majesté les a declarés va-

cans & impetrables, leur faisant très-expres-
ses inhibitions & défenses d'en faire aucune
fonction, à peine de faux & de nullité de
bons actes qui seroient par eux faits. Fait au
Conseil d'Etat du Roi, la Majesté y étant,
venu à Saint Germain en Laye le 18. Avril
1682.

Signé,

COLBERT.

C X X X I V.

*DECLARATION du Roi, pour exclure
ceux de la R. P. R. d'exercer les Offices de
Notaires, Procureurs, Huissiers & Sergens.*

LOUIS par la grace de Dieu Roi de Fran-
ce & de Navarre : A tous ceux qui ces
présentes Lettres verront, Salut. Bien que
par divers Arrêts de notre Conseil nous ayons
fait défenses à tous Seigneurs Hauts Justi-
ciers même de la R. P. R. d'établir dans leurs
terres des Officiers autres que des Catholi-
ques, leur enjoignant à la place de ceux qui
étoient de ladite R. P. R. d'en établir de Ca-
tholiques, & ordonné encore par Arrêts de
notre Conseil d'Etat, & entr'autres par ceux
des 28. Juin 1681. 21. Février & 18. Mars der-
niers, que tous Notaires, Procureurs postu-
lans, Huissiers & Sergens de ladite R. P. R.
seront tenus de se demettre de leurs Offices
en faveur des Catholiques, avec défenses aux
acquéreurs de prêter leur nom directement
ni indirectement, & d'habiter avec leurs re-
signans, ni souffrir dans leurs Etudes les en-
fans ou parens desdits resignans; néanmoins
nous sommes informez, que la plupart des-
dits Officiers de la R. P. R. quoi que desti-
toez de leurs Offices, ne laissent pas de don-
ner atteinte indirectement ausd. Arrêts, en
ce qu'ayant fait élire à leurs places des per-
sonnes Catholiques qui sont à leur devotion,
ils se font appeler pour être opinans & af-
fesseurs lors des jugemens des procès; en
forte que par cet abus lesdits de la R. P. R.
se rendent maîtres des affaires ainsi qu'aupa-
ravant, contre notre intention, qui a été de
les exclure entièrement de faire aucune fon-
ction de judicature. A quoi voulant pour-
voir; A ces causes, & autres à ce nous mou-
vans, nous avons dit, déclaré & ordonné,
disons, déclarons & ordonnons par ces pré-
sentes signées de notre main, voulons & nous
plait, que dorénavant nos Officiers, de quel-
que qualité qu'ils soient, exerçans Charges
& fonctions de judicature, de quelque sorte
& manière que ce puisse être, ne pourront

appeler pour affesseurs & opinans aux juge-
mens des procès aucuns Avocats gradués, &
autres personnes de la R. P. R. à peine d'in-
terdiction de leurs Charges, nullité des ju-
gemens qui seront donnez, quatre mille li-
vres d'amende, depens, dommages & inté-
rêts envers ceux qu'il appartiendra, & de
désobéissance. Et en outre faisons iteratives
défenses à tous Seigneurs Justiciers, tant Ca-
tholiques que de la Rel. P. R. d'établir dans
leurs Terres aucuns Officiers de la Relig. P.
R. & leur enjoignons d'en mettre de Catho-
liques à la place de ceux de la Relig. P. R.
qui ne seroient encore destituez; sinon & à
faute par lesdits Seigneurs d'y satisfaire, or-
donnons aux Lieutenans Généraux des Pré-
sidiaux & Bailliages Royaux, sur la requi-
sition de nos Procureurs sur les lieux, d'y
pourvoir d'office. Faisons aussi iteratives
défenses conformément ausd. Arrêts, à tou-
tes personnes de ladite R. P. R. de faire do-
rénavant aucune fonction, soit de Notaire,
Procureurs postulans, Huissiers & Sergens;
& aux Catholiques leurs acquéreurs desdites
Charges, & tous autres, de leur prêter leur
nom, directement ni indirectement, & d'ha-
biter avec leurs resignans, ni de souffrir dans
leurs Etudes leurs parens ou enfans pour tra-
vailler avec eux, à peine de perte de leurs
Offices. Declérons au surplus les Offices des
Notaires, Procureurs, Huissiers & Sergens,
dont les titulaires de la Relig. P. R. ne se se-
roient pas desfaits dans les délais portez par
les Arrêts des 28. Juin 1681. 21. Février &
18. Mars derniers, vacans en nos revenus
casuels, & impetrables par les Catholiques,
en payant la finance à laquelle ils seront mo-
dérément taxez. Si donnons en mandement
à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cour
de Parlement & Cour des Aides à Paris, &
autres Officiers qu'il appartiendra, que ces
présentes ils aient à faire lire, publier & en-
registrer, pour être exécutées selon leur for-
me & teneur. Mandons en outre à notre
Procureur General & à ses Substituts; d'y te-
nir soigneusement la main : Car tel est no-
tre plaisir. En témoin de quoi nous avons
fait mettre notre Seel à cesdites présentes.
Donné à Versailles le 15. jour du mois de
Juin, l'an de grace 1682. & de notre regne
le 40. Signé, LOUIS. Et sur le repli:
Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand
Seau de cire jaune.

C X X X V.

ARRET du Conseil d'Etat, portant que les Officiers pourvus des Offices y denommés, faisant profession de la R. P. R. seront tenus de se defaire de leursdits Offices en faveur des Catholiques, dans trois mois pour tout delai, à peine de perte de leursdits Offices.

LE Roi ayant par divers Arrêts de son Conseil ordonné, que les pourvus d'Offices de Procureurs, Notaires, Huissiers, Sergens & autres, qui font profession de la R. P. R. seroient tenus de se defaire de leurs Charges, & les vendre à des Catholiques dans les tems prescrits par lesdits Arrêts. Et étant informé qu'il y a plusieurs Officiers des Marechaussées, Receveurs des consignations, & Commissaires aux saisies réelles de differens Sieges qui sont de ladite R. P. R. quoi que l'intention de sa Majesté ait toujours été que ces sortes de Charges ne soient remplies & exercées que par des Catholiques. Et voulant y pourvoir: Oûi le rapport du Sr. Colbert Conseiller au Conseil Royal, Contrôleur General des Finances: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que tous les pourvus des Offices de Prevôts, Lieutenans, Exemts & Archers des Marechaussées, Vicesenechaux, Vicebaillifs & Lieutenans Criminels de Robe-courte, & autres de pareille nature, ensemble des Offices de Receveurs des Consignations, & Commissaires aux saisies réelles des Cours & Sieges de l'étendue du Royaume, lesquels font profession de la R. P. R. seront tenus de se defaire de leurs Offices dans trois mois après la publication du present Arrêt, en faveur des Catholiques seulement, à peine de perte de leursdits Offices ledit tems passé. Enjoint aux Sieurs Intendants, & Commissaires departis dans les Provinces & Generalitez du Royaume, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Chambord le 29. jour de Septembre 1682.

Signé,

COLBERT.

C X X X V I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne qu'il sera procédé, par Jugemens en dernier ressort, contre les Relaps, par Monseigneur de Lamoignon Intendant de Poitou, avec Messieurs du Presidial de Poitiers.

DE PAR LE ROI.

Sur l'avis donné au Roi étant en son Conseil que plusieurs de ses sujets de la Province de Poitou, qui faisoient profession de la R. P. R. & se sont convertis à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, retournent dans les Temples de ceux de lad. R. P. R. dont les Ministres leur font entendre que ceux qui n'ont pas signé & fait leur abjuration par écrit, ne doivent pas être censés convertis, & qu'ainsi ils ne peuvent être sujets aux peines portées par les Declarations de sa Majesté, même par celle du mois de Juin 1680. Et étant important de prevenir les suites fâcheuses que les artifices des Ministres & desd. de la R. P. R. pourroient avoir; sa Majesté étant en son Conseil, a defendu & defend très-expressement à tous ses sujets de la Province de Poitou de quelque qualité & condition qu'ils soient, lesquels ont fait abjuration de ladite Religion P. R. de retourner dans les Temples desdits de la R. P. R. & de faire aucun exercice de ladite Religion, sur les peines portées par la Declaration du mois de Juin 1680. Veut sa Majesté que ceux desdits nouveaux Convertis qui iront dans lesdits Temples ou feront l'exercice de ladite Religion; bien qu'ils n'ayent écrit ni signé leur abjuration, soient sujets aux mêmes peines: & à cet effet enjoint sa Majesté au Sieur de Lamoignon de Basville Conseiller en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Commissaire departi en Poitou, de proceder contre eux avec les Officiers du Siege Presidial de Poitiers, par Jugement en dernier ressort, suivant la rigueur de ladite Declaration; lui en attribuant & aux Officiers dudit Siege, toute Cour, Jurisdiction & connoissance, & icelle interdisant à toutes Cours & Juges. Fait au Conseil d'Etat, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 8. jour de Juin 1682.

Signé,

LE TELLIER.

C X X X V I I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant defenſes aux Miniſtres & Conſiſtoires de la R. P. R. de ſouffrir que les nouveaux Convertis, denominnez dans les Liſtes à eux ſignifiées, entrent dans les Temples, & aſſiſtent à aucun des exercices de ladite Religion.

LE Roi étant en ſon Conſeil, ayant été bien informé, que pluſieurs Miniſtres & Anciens de la R. P. R. de ſa Province de Poitou, continuent les diligences qu'ils ont faites depuis quelques mois, pour ſeduire les nouveaux Convertis de lad. Province, & les porter à retourner aux Temples, au pre-judice des Edits & Declarations; A quoi ſa Majeſté voulant pourvoir, & empêcher la continuation d'un abus de cette conſéquence. Sa Majeſté étant en ſon Conſeil, a ordonné & ordonne qu'à la diligence du Sr. de Lamoignon de Baſville, Conſeiller de ſa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat, Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, Intendant de la Juſtice, Police & Finances de Poitou, il ſera ſignifié à chacun des Miniſtres & Conſiſtoires des Temples dudit Poitou une Liſte des noms

de ceux qui avoient accoutumé de frequenter leſdits Temples, leſquels ſe ſont convertis à la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, auxquels Miniſtres & Conſiſtoires ſa Majeſté a deſendu & deſend très-expreſſement de ſouffrir qu'à l'avenir ceux denominnez dans leſdites Liſtes, & qui avoient accoutumé de faire l'exercice de ladite Rel. P. R. dans leſdits Temples, y entrent, & aſſiſtent à aucun des exercices de ladite Religion, à peine auſdits Miniſtres d'interdiſtion, & de la demolition des Temples, dans leſquels il aura été contrevenu au preſent Arrêt, à l'exécution duquel ſa Majeſté ordonne & enjoint aud. Sr. Lamoignon de Baſville, de tenir exactement la main; & en outre d'informer ſoigneuſement contre les contrevenans au preſent Arrêt, & de proceder contr'eux par Jugement definitif & en dernier reſſort, dans tel des Preſidiaux ou Sieges Royaux de ſon département qu'il verra bon être, au nombre de Juges requis par l'Ordonnance: ſa Majeſté lui en attribuant toute Cour & Jurisdiction, & icelle interdisant à toutes ſes autres Cours & Juges. Fait au Conſeil d'Etat du Roi, ſa Majeſté y étant, tenu à Verſailles, le 17. Juin 1682.

Signé,

LE TELLIER.

C X X X V I I I.

ECCLESJA GALLICANA
auctoritate Regia Parithis congregata, Fratribus ſeſſionis Calvinianæ correctionem, redditum, concordiam exoptat.

AVERTISSEMENT PASTORAL de l'Egliſe Gallicane aſſemblée à Paris par l'autorité du Roi, à ceux de la R. P. R. pour les porter à ſe convertir, & à ſe reconcilier avec l'Egliſe.

Ingemiscit jamdiu, Fratres, universa Christi Ecclesia, & maximo cum dolore plena sancta ac sincera pietatis parens, vos abutero, ab uberibus, à gremio suo voluntaria secessionis abstractos, & in solitudine adhuc errantes videt. Numquid enim mater oblivisci filiorum aſſeri ſui? aut Ecclesia non meminisse charitatis erga vos, male memores quidem, ut filios tamen suos, quos erroris contagio à veritate Catholica, & Calviniana defectionis semperbus à veteris fidei sanctitate abstraxit, à capite Christiana unitatis avulſit.

Hinc est, Fratres, quod illa ingemiscit, ac divisa sua viscera gravissimo

IL y a long-tems, nos très-chers Freres, que toute l'Egliſe de JESUS-CHRIST est pour vous dans les gémissemens, & que cette Mere pleine d'une très-sainte & très-sincere tendresse pour ſes enfans, vous voit avec une extrême douleur toujours égarez, & comme perdus dans l'affreuse solitude de l'erreur, depuis que par un schisme volontaire vous vous êtes ſeparez de ſon ſein. Car comment une veritable mere pourroit-elle oublier ceux qu'elle a portez dans ſes flancs? Et comment cette Egliſe pourroit-elle ne ſe plus ſouvenir de vous qu'elle a autrefois tant aimez, qui, bien peu reconnoiſſans, ne laiſſez pourtant pas d'être du nombre de ſes enfans, que le poiſon de l'heresie a degouté de la verité Catholique, & que la tempête cauſée par la revolte du Calvinisme a fait quitter la ſainteté de l'ancienne doctrine de la foi, en vous arrachant malheureusement du centre & du Chef de l'unité Chrétienne?

Voilà, très-chers Freres, le ſujet de ſes larmes; elle ſe plaint amèrement, cette mere deſolée, de ce qu'ayant

*visissime pariter atque amantissime
conqueritur. Queris filios amissos,
vocat ut perdix, ut gallina congregare
fatigat, ut aquila provocat
ad volandum. & maternis anxia
doloribus conatur vos, filiioli, ite-
rum parturire, donec vere & Ca-
tholica reformetur in vobis Chri-
stus.*

*Nos adeo Clerus annis Gallica-
nus, quos Spiritus Sanctus posuit
regere Ecclesiam, in qua nati estis,
& qui hereditate non interrupta
eandem fidem, eandemque Catho-
licam tenemus, quam Sancti Ponti-
fices, qui Christianam Religionem
Galliis intulerunt; convenimus vos
& quâ legatione pro Christo fungi-
mur, tanquam Deo exhortante per
vos, quarimus à vobis cur schisma
feceritis.*

*Enimvero, ut se habent res vo-
stra, velitis, nolitis, vos estis fra-
tres nostri, quos olim unus omnium
nostrum pater, qui in caelis est, in
adoptionem filiorum receperat, &
quos una mater Ecclesia in spem æ-
terna hereditatis susceperat. Imo
& ille ipse qui vos primus fascina-
vit non obodire veritatis Evange-
lio, professionis vestra antesignanus,
nonne antea nobiscum frater vivit
has unanimis? non in eadem versari
domo? non iisdem escis spiritualibus
vesci, non mutua Christiana nobis-
cum fraternitatis exequi solebat of-
ficia? Excusato, si potestis, apud
patrem, apud matrem, apud fra-
tres, fuga tam flagitiosa, tam ab-
rupta ac precipitis infamiam. Di-
visionem Christi, rescissionem Sacra-
mentorum Christi, bellum impium
in membra Christi, criminationes
in conjugem Christi, negationem
promissionum Christi, excusato, ab-
luite, si potestis; & quoniam non
potestis, Scriptura oraculo vos fa-
mini obnoxios: *Filius malus ip-
se se justum dicit, exitum autem
suum non aluit.*

*Quorsum itaque, Frater, in va-
dice cum orbe toto non mansistis?
Cur vota ac desideria fidelium cum
ipsis*

*meprise la tendresse qu'elle a pour vous, vous avez de-
chiré ses entrailles. Elle vous recherche comme ses en-
fants égarés, elle vous s'appelle comme la perdrix ses
petits, elle s'efforce de vous rassembler sous ses ailes,
comme la poule ses poussins, elle vous sollicite à pren-
dre la route du ciel, comme l'aigle ses aiglons; & tou-
jours pénétrée des vives douleurs d'un pénible enfance-
ment, elle tâche, foibles enfans, de vous s'animer une
seconde fois, résoluë pour cet effet de souffrir toute sorte
de tourmens, jusqu'à ce qu'elle voye JESUS-CHRIST
véritablement renouvelé & ressuscité dans vos cœurs.*

*C'est dans cette vue que nous Archevêques, Evêques,
& autres Deputés du Clergé de France, que le S. Esprit
a établis pour gouverner l'Eglise dans laquelle vous êtes
nez, & qui par une succession perpétuelle tenons enco-
re aujourd'hui la même Foi, & occupons les mêmes
Sieges que les saints Prelats, qui ont apporté la Religion
Chrétienne dans nos Gaules, venons vous chercher; &
par la fonction que nous faisons d'Ambassadeurs pour
JESUS-CHRIST, comme si Dieu même vous parloit
par notre bouche, nous vous exhortons & nous vous
sommons de dire, Pourquoi vous vous êtes séparés de
nous.*

*En effet, dans l'état même où vous êtes présentement,
avouez-le, ou ne l'avouez pas, vous êtes nos frères,
honnez ci-devant par notre Pere commun, qui est dans
le Ciel; du titre de son adoption, & élevez par la mê-
me Mere, qui est l'Eglise, dans l'esperance de posséder
un jour l'héritage destiné à ses vrais enfans. Et celui-
là même qui oseroit vous séduire par son erreur, & qui
vous persuade de ne plus obeir à la vérité, le Chef de
votre prétendue Reforme, ne vivoit-il pas avec nous
avant son schisme comme notre frère? ne demouroit-il
pas dans la même maison paternelle? ne mangeroit-il pas
les mêmes viandes spirituelles? ne s'acquiesçoit-il pas
avec nous des mêmes devoirs de la fraternité Chrétien-
ne? Justifiez, si vous pouvez devant Dieu votre Pere,
devant l'Eglise votre Mere, devant les Catholiques vos
frères la honte & même l'infamie d'une séparation si
criminelle, si violente & si emportée? Justifiez-vous de
vous être divisés du corps de JESUS-CHRIST: de vous
être retranchés de la participation des Sacramens de
JESUS-CHRIST; d'avoir fait une cruelle guerre aux
membres de JESUS-CHRIST; d'avoir vomis des inju-
res contre l'Epouse de JESUS-CHRIST; d'avoir re-
noncé aux promesses de JESUS-CHRIST? Excusez
cette faute, & lavez cette tache si vous pouvez; & par-
ce que vous ne le pourrez jamais, avouez que cet ora-
cle de l'Ecriture tombe directement sur vous: *L'enfant
revoilé dit hardiment que son conduite est juste; mais quand
on lui demande pourquoi il a quitté la maison de son pere,
il ne sauroit justifier sa sortie.**

*Pourquoi donc, très-chers Frères, n'êtes-vous pas de-
meurez attachés à la racine & au centre de l'Eglise avec
tout le reste de l'Univers? D'où vient que vous avez*

re-

* Apud S. August. contra Crescon. cap. 66.

ipsi altarihus confregistis? Cur confidistis precibus vris? illic ascensus ad Deum fuit; cur ne more consueto ad Deum fieret oratio, scilicet tollere de lapide, & sacrilega manus subducere laborastis? Casari adhuc Sacerdotii hoc moliti eratis, non ut altare Christi subverteretis, sed ut adversus altare Christi, & suum ipsi quaecunque extollerent. Vos ne quid superesst sacrificii Christiani, inaudistum ad hac tempora facinus, ausi estis diruere Altaria Domini virtutum, in quibus passer Christus elegerat sibi domum, & tunc Ecclesia nidum sibi, ubi pueret pullos suos.

Ad hac postrema & quodcumque deinceps aut bellorum contra Ecclesiam, aut errorum contra antiquum dogma consecutum est, schismaticus furor efficit; nec tam vestra voluntas, quam schismatis ingenio volumus esse tribuendum. Hoc adversus vos nominatim exposulamus, hoc ex vobis quarimus indesinenter, cur schisma feceritis? Ad hoc nisi responderitis, quantumcumque in aliis dicendo aut scribendo contendatis, superflua loquimini.

Neque vero futurum dubitamus, ut adversus hac vestre illa ac solenni schismaticorum omnium defensione utamini: & qui fidei nostra doctrinam convellere haud possibile experiundo didicistis, mores omnium nostrorum carpere aggrediamini, quibuscum vivere sanctiores viri, & legum severiorum amatores, nec honestum ad famam, nec salubre ad conscientiam duxerint. Hac illa sunt nimirum, Fratres, propter qua Christi unitas à vobis consciuitur, hereditas fratrum blasphematur, exassillantur virtus & veritas Sacramentorum Ecclesiae? Videte quantum ab Evangelio aberravistis. Ista qua obicitis, quaque vel multo pauciora levioraque fuerunt, vel fortasse ignota, vel omnino etiam nulla, si vera & contestata & peiora existissent, tamen istiusmodi

renversé les Autels, & qu'en les renversant vous avez rompu les vœux & les desirs des fidèles? Pourquoi avez-vous coupé le chemin aux prières qui montoient au Ciel? C'étoit du pied de ces Autels que les suffrages des Chrétiens s'élevoient jusqu'au Trône de Dieu: pourquoi donc de peur qu'on ne continuât d'envoyer à Dieu les prières accoutumées, avez-vous abbatu cette échelle mystérieuse, en renversant par vos mains sacrilèges ces pierres sacrées qui servoient de base & de fondement? Tous les Sacerdotes qui ont été devant vous s'étoient contentez d'élever Autel contre Autel; mais vous, par une entreprise que tout l'Univers avoit ignorée jusqu'à ce tems, pour abolir entierement le Sacrifice de JESUS-CHRIST, vous avez osé demolir les Autels du Seigneur des vertus, où JESUS-CHRIST, qui est le véritable passereau, selon l'interprétation de S. Augustin, avoit choisi sa demeure, & où la vraie tourterelle, qui selon ce même Pere, est l'Eglise, avoit fait son nid pour la sûreté & la conservation de ses petits.

Mais nous voulons que tous ces excès dont nous venons de parler, & generalement tout ce qui est arrivé depuis, soit de guerres contre l'Eglise, soit d'erreurs contre les dogmes, ait été l'effet de la fureur qui accompagne ordinairement tous les schismes; & qu'il doive plutôt être attribué au mauvais genie de la revolte, qu'à une mechante inclination de votre part. Toutefois la plainte continuelle & capitale que nous formons sans cesse contre vous, & à laquelle nous nous attachons presentement, c'est de vous demander encore & toujours, Pourquoi vous êtes-vous séparés de nous? Tant que vous ne repondrez pas precisément à cette question; quoi que vous puissiez jamais dire ou écrire sur tout autre sujet, tout ce que vous direz & écrirez sera entierement inutile.

Nous ne doutons pas, que vous n'employiez ici cette vieille reponse si familiere à tous les Schismatiques; & que sachant par experience qu'il vous est impossible d'ébranler les fondemens de notre croyance, vous n'ayiez recours au pretexte specieux du dereglement des mœurs de diverses personnes de notre Religion; & que vous n'alleguiez, que faisant profession de mener une vie toute reformée, & de suivre les loix les plus severes du Christianisme, il n'étoit ni bien-seant à votre reputation, ni assuré à votre conscience, de demeurer d'avantage avec des gens d'une conduite si reprochable. Ce sont donc-là, très-chers Freres, les seuls motifs pour lesquels vous avez jugé qu'il vous étoit permis de rompre l'unité sainte du Christianisme, de blasphemer contre l'heritage de vos Freres, & de vous moquer de la verité & de l'efficace des Sacremens de l'Eglise. Voyez jusques à quel point vous vous êtes éloignez de l'esprit de l'Evangile. Il est certain que si tous ces crimes que vous nous objectez, & qui ont été sans doute ou en bien plus petit nombre, & plus legers, ou peut-être cachez, ou même tout-à-fait controuvez & imaginaires, avoient été réels, publics & ayez, & encore plus

zizaniis propter frumenta parci à Christianis hominibus oportuit, quia nempe vitia malorum toleranda sunt propter societatem bonorum. Tulit Moyses tot hominum millia contra Deum murmurantia; tulit Samuel Heli filios & suos perverse facientes; tulit Christus ipse Dominus Judam, & diabolum, & furem, & venditorem suum; tulerunt Apostoli falsos fratres & pseudo-Apostolos, sibi ac sua doctrina adversantes; Paulus denique non sua quarens, sed qua Jesu Christi, inter homines sua non qua Jesu Christi quarentes, cum summa patientia conversatur. Vos vero, Fratres amantissimi, Ecclesiam matrem vestram, Christi sponsam, non modo non tulistis, sed ejus unitatem scidistis, sed lacerastis, sed violastis: & ut scinderetis ut laceraretis, ut violaretis, priuatorum quorundam maculas ei adscripsistis, quam mundas Christus, lavacro aqua in verbo vita, ut exhiberet sibi gloriosam, non habentem maculam aut rugam, aut aliquid hujusmodi.

Quid jam superest, Fratres, nisi ut isti Spiritus Sancti consilio vestra causa pareamus? * Beati pacifici, quoniam filii Dei vocabuntur: & per viscera misericordia, qua lacerastis hactenus; per Ecclesia matris uterum, quem rupistis; per charitatem fratrum, quam toties violastis; per Sacramenta Dei, qua contempsistis; per Altaria Dei, qua confregistis; per quidquid sanctum ac divinum, aut in caelo aut in terris colitur, vos fraternis animis ad correctionem, ad reditum, ad concordiam horsemur. Imo quid jam superest omnino, nisi ut obliti schismatis, & memores uberum revertamini ad propria, ubi tot mercenarii abundant panibus, dum in terra deserta, in via & iniquosa, ne micam quidem ad sustentandam necumque famem vestram spiritumalem colligitis? Ecquid enim cumptimini aut resistitis? Itane vero in filiorum nomine erubescitis, inter quos primogenitus Ludovicus Ecclesia matri optima nova erigit quotidie

grands que vous ne dites, des Chrétiens auroient dû épargner cette ivroye en considération du bon grain; parce que nous sommes obligés de supporter les défauts des méchants, pour conserver la Communion des gens de bien. Moïse eut-il recours au schisme, lors que tant de milliers d'hommes murmurerent contre Dieu? Samuel eut-il recours au schisme, quand les enfans d'Héli & les siens commirent de si indignes sacrilèges? J. CHRIST eut-il recours au schisme, quand Judas ce démon, ce voleur & ce traître le vendit à ses ennemis? Les Apôtres ont-ils fait schisme avec les faux Freres, & les faux Apôtres ennemis d'eux & de leur doctrine? Et S. Paul qui faisoit profession d'oublier ses propres intérêts, pour soutenir ceux de JESUS-CHRIST, n'a-t-il pas toujours vécu avec une extrême patience parmi ceux qui sacrifioient les intérêts de JESUS-CHRIST à leur malheureuse cupidité? Et vous, nos très-chers Freres, non seulement vous n'avez pu vous résoudre à supporter les prétendus défauts de l'Eglise votre mere, l'épouse du Sauveur du monde; mais vous vous êtes retiré de sa Communion, vous l'avez divisée & deshonorée par toute la terre. Et pour la diviser & la déchirer plus cruellement, vous lui avez attribué des taches quine se rencontrent que dans quelques particuliers, sans faire reflexion que JESUS-CHRIST l'a purifiée dans les eaux de son Bâteme par la parole de vie, afin de la faire paroître devant lui pleine de gloire, n'ayant ni taches ni rides, ni rien de semblable.

Que nous reste-t-il donc maintenant, très-chers Freres, union de pratiquer à votre sujet le conseil du saint Esprit: *Bienheureux les pacifiques, parce qu'ils seront nommez enfans de Dieu*, & de vous conjurer par les entrailles de la miséricorde que vous déchirez depuis si longtemps, par le sein de l'Eglise votre mere, que vous avez quittée; par la charité fraternelle, que vous avez tant de fois violée; par les Sacramens de JESUS-CHRIST, que vous avez méprisés; par les Autels du Dieu vivant, que vous avez renversés; enfin par tout ce qu'il y a de plus saint & de plus sacré, soit dans le ciel, soit sur la terre, de songer sérieusement à votre correction, à votre retour & à votre reconciliation avec l'Eglise? Et que peut-il vous rester, sinon d'oublier pour jamais le schisme dans lequel vous êtes tombez; de vous ressouvenir des tendresses de l'Eglise qui vous a tant aimés, & de revenir au plutôt dans votre maison paternelle; où les mercenaires même vivent dans l'abondance, pendant que vous, qui êtes des enfans égarés par votre révolte dans un pays sans habitation, sans chemins & sans eaux, ne trouvez pas seulement des miettes pour vous soutenir dans votre langueur contre la faim spirituelle qui vous devore? Pourquoi délibérez-vous, & comment est-ce que vous résistez encore? Est-ce que vous avez honte de reprendre la qualité d'enfans de l'Eglise, pendant que Louis le Grand son fils aîné fait le capital de sa gloire d'élever tous les jours de nouveaux trophées à l'honneur d'une

die trophaea? Hoc uno sane, vestra obstante pertinacia non satis felix, quod tamen pro tuendo nomine Christiano multa in dies religiose ac pie constituat, & suorum numero subditorum, qui à sacris patriis defecerunt sponte, & ad ritus alienos convolarunt, Religionis transfugas, veteris militia desertores; etiamnum vident in suscepto errore permanentes: isque adeo Christianissimus Princeps, qui, nobis audientibus, aiebat nuper, summo studio cupere se dispersas disjectasque partes ad Ecclesiae unitatem revocari, ut id mereri duceret gloriosum, vel sui sanguinis effusione, atque etiam illius invictissimi brachii diminutione, quo tot bella feliciter confecerat. Vosne igitur, Fratres, augustissimo Principi, Regi vestro, plurimorum ac potentissimorum hostium debellatori, fortissimarum urbium expugnatori, maximarum provinciarum domitori, omni genere triumphorum insigni, eam palmam invidebitis, quam caeteris omnibus anteponat.

Ceterum, Fratres, dum vos ita compellamus, & ad pacis consilia cohortamur, ne dicatis, Nolite nos querere: nam hoc dicit iniquitas quâ divisi sumus; non charitas, quâ Christiani sumus. Memineritis ita esse mandatum nobis à Spiritu veritatis & pacis per Prophetam, ut qui se esse negans fratres nostros, iis dicere non desinamus, Vos estis fratres nostri.

As quod tempus offerri nobis opportunius potest vos ad Romanam Communionem revocandi, quàm quo Romanam Ecclesiam gubernat Innocentius Pontifex, cujus vita & mores ad antiquioris & severioris disciplinae formam exacti, perfectum sanctitatis exemplar orbi exhibent Christiano? Ut ad eum se adjuungere virtutis omnis cultorem eximium, maxima virtutis opus ad salutem perinde ut ad gloriam in vobis futurum sit.

Quocirca vos, quibus medico opus est, Christi membra, & quidem nobis

d'une si digne mere? Son bonheur ne se trouve donc borné que par votre opiniâtreté seule; puis que dressant tous les jours tant de saints & de pieux monumens à l'avantage du Christianisme, l'unique chagrin qui lui peut rester, c'est de voir encore au nombre de ses sujets, des ennemis de sa Religion & des deserteurs de l'ancienne milice Chrétienne, qui non contents d'avoir abbatu les Autels de leurs ancêtres, pour s'abandonner à un culte inconnu & à des ceremonies étrangères, s'opiniâtrent encore maintenant à vouloir demeurer dans leurs premières erreurs. Ce grand Prince s'est expliqué depuis peu à nous-mêmes, sur les souhaits qu'il fait de votre retour d'une manière qui seule lui feroit meriter le nom de Très-Chrétien, quand il nous protesta qu'il desiroit avec une si forte passion votre réunion à l'Eglise, qu'il s'estimerait heureux d'y contribuer de son propre sang, & par la perte même de ce bras invincible avec lequel il a domté tant d'ennemis & fait tant de conquêtes. Hé, quoi donc (très-chers Freres) empêcherez-vous plus long-tems que votre Roi après avoir vaincu de si redoutables puissances, emporté de si fortes places, assujetti de si grandes Provinces & entassé triomphes sur triomphes, ne cueille maintenant cette dernière palme qu'il estime plus que toutes les autres.

Au reste, très-chers Freres, quand nous vous conjurons avec tant d'instance, & que nous vous exhortons si tendrement, d'écouter les conseils de paix & de reconciliation que nous vous donnons, ne nous repondez pas, Pourquoi nous cherchez-vous? Cette replique est le langage de l'opiniâtreté qui vous retient dans le schisme; mais ce ne fut jamais celui de la charité qui fait les Chrétiens, & les réunit dans une même Société. Souvenez-vous qu'en vous cherchant comme nous faisons, nous executons les ordres de l'esprit de verité & de paix, qui nous commande par son Prophete de repeter sans cesse à ceux qui ne veulent pas que nous les appellions nos Freres: *Vous êtes nos Freres.*

Hé puis, y eut-il jamais un tems plus propre pour vous rappeler à la Communion de Rome, que celui auquel cette Eglise Apostolique est gouvernée par le Pape Innocent XI. dont la vie & les mœurs formées sur les plus anciennes & sur les plus severes regles de la Discipline Chrétienne, font voir de nos jours à tout le monde le modele le plus parfait d'une sainteté consommée? De manière que vous ne sauriez jamais rien faire de plus grand pour votre gloire, ni de plus utile pour votre salut, que de vous reconcilier avec ce saint Pape, dont la vie toute réformée est une école vivante de toutes les vertus Chrétiennes.

Vous donc, pauvres malades, qui avez si grand besoin de Medecin; vous, membres de JESUS-CHRIST, considerables à la verité, parce que vous avez été rachetés

*mobilia eodem pretio redempta, sed
malâ fraude hostis omnium nostro-
rum communis à capite atque à
corpore Ecclesia drunſa, ſinite, per
Deum immortalem, ſanari vos:
admiſſite admonitionis, imo, dici-
mus enim confideſcor, qua noſtra
uſi adverſus vos benignitas & com-
miſeratio, noſtra deprecationis ora-
cionum: & hanc demum fraternâ
charitate oblatam per nos oſoſio-
nem fratres accipite, ut ſic tan-
dem aliquando adjuvante Domino
noſtro, vester error diſſipet à no-
ſtris, lux divina veritatis magis in
diis eluceſcat. Ne commiſſite ut ob-
ſuſceptis temere à vobis adverſus
ſedem noſtram ſuſpiciones, pars in-
firma & ignava Chriſtiani gregis mi-
ſerrime intereat. Nequaquam tur-
po arbitremini morbum ſananti ape-
rire. Duce pamiſſentia locum & me-
dicina. Denique eſſe Deo ſupplices,
hoc imprimis atque unam, etiam
hominibus Chriſtianiſ, ducite glo-
rioſum.*

*Quod ſi facere adhortantibus no-
bis pertinaci animo renatiſ; ſi nec
prociſus vinci, nec ſoliti charitate,
nec monitiſ adduci ad concordiam
vultis, Angeli quidem pacis amaro
ſtebunt; nec tamen vos continuo,
ut ſeri par eſſet erga nimium per-
vicaces, reliquemus vobis: ſed per
ſeſ & ſpſmas oves Chriſti querere
non deſinemus: & cum effecrimus
omnia, propter qua mentes veſtra
vobis reconciliari debuerint, pax
veſtra demum vobis, eam reſpuen-
tibus, tam officioſe, tam ſincere ob-
hucum, revertetur ad nos, nec am-
plius requirere Deus animas veſtras
de manu noſtra. Et quemadmodum
hic error veſter noviffimus erit pe-
jor priore, ſic erant noviffima ve-
ſtra peſora prioribus. Verumtamen
maliora ſperamus, Fratres, & ſa-
luti veſtra viciniora. Datum Pa-
riſiſ in Comitibz generalibz Cleri
Univerſaliſ, Calend. Julii anni 1682.*

tez par lui du même ſang que nous, mais malheureuſe-
ment ſeparez du Chef & des membres de l'Egliſe par les
funèſtes artiſices de nôtre ennemi commun; ſouffrez
que la main du Dieu immortel travaille à vôtre guériſon.
Recevez avec un eſprit & avec un cœur de Freres cet
Avertiſſement Paſtoral, ou ſi vous voulez cette inſtan-
te priere; car enfin nous voulons bien l'appeller de la
forte, tant nôtre tendreſſe & nôtre compaſſion pour
vous ſont exceſſives. Rentrez donc (nos très-chers Fre-
res) par cette porte favorable que la charité fraternelle
vous ouvre de la part de l'Egliſe; ainſi que par le puis-
ſant ſecours de nôtre Dieu, les épaſſes tenebres de vô-
tre erreur étant une fois diſſipées, la lumiere de la verité
ſe manifefte à vous de plus en plus. Ne ſoyez pas
cauſe que pour tant de fauſſes idées dont vous vous êtes
laifſez remplir l'eſprit touchant nôtre croyance, un ſi
grand nombre d'ames ſimples & d'eſprits moins éclairés
qui trouveroient leur ſalut dans le troupeau de JESUS-
CHRIST, periſſe miſérablement par vôtre faute. Ne
vous imaginez point qu'il y ait de la honte à découvrir
ſa maladie à celui qui la peut guérir. Laifſez-vous tou-
cher de repentance, & ne refuſez plus les remèdes qui
vous peuvent rendre la ſanté. Car enfin il faut que vous
ſoyez perſuadez, que de toutes les choſes que peut faire
un Chrétien, la plus glorieuſe, & celle que l'on peut di-
re être l'unique néceſſaire, c'eſt de reconnoître ſon éga-
rement devant Dieu.

Que ſi vous refuſez de le faire après de ſi preſſantes
exhortations de nôtre part; & ſi vous ne voulez ni vous
laifſer vaincre par nos prieres, ni gagner par nos ten-
dreſſes, ni vous rendre à nos avertiſſemens, ſachez que
les Anges de paix en pleureront amèrement; & nous-
moins nous ne vous abandonnerons pas pour cela vous-
mêmes à vous-mêmes, ainſi que nous en pourrions uſer
avec des gens entêtés & incorrigibles; mais nous cher-
cherons encore en vous les brebis de J.C. au travers des
ronces & des épines qui vous empêchent de vous reünir
à ſon troupeau, & après que nous aurons fait inutile-
ment auprès de vous tout ce qui eſt de nôtre devoir,
pour vous inſpirer des ſentimens de paix, en vous pre-
ſentant ces voyes aſſurées d'une prompte reconciliation
avec l'Egliſe, la grace de la paix que nous vous aurons
offerte avec tant de ſincérité & de tendreſſe retournera
à nous, après que vous l'aurez rejetée, & Dieu ne nous
demandera plus compte de vos ames. Et parce que cete
derniere erreur ſera plus criminelle en vous que toutes
les autres, vous devez vous attendre à des malheurs
incomparablement plus épouvantables & plus funèſtes,
que tous ceux que vous ont attiré juſqu'à preſent vô-
tre revolte & votre ſchiſme. Nous attendons de vous,
nos très-chers Freres, de meilleurs ſentimens, & des
deſſeins plus favorables à vôtre ſalut. Fait à Paris en
l'Assemblée generale du Clergé de France, le premier
jour de Juillet de l'an de grace 1682.

C X X X I X.

*LETTRE de sa Majesté aux Archevêques
& Evêques du Royaume.*

MOnfr. l'Evêque de . . . le soin & l'application particulière que j'ai apportée depuis long-tems à chercher des moyens utiles, pour la conversion de mes sujets de la R. P. R. m'a fait regarder avec satisfaction la délibération de l'Assemblée du Clergé de mon Royaume, sur ce qu'elle a estimé pouvoir contribuer à l'avancement d'un ouvrage si avantageux à la gloire de Dieu, & au bien de mon Etat. C'est ce qui m'a porté à vous écrire cette Lettre, afin qu'en la recevant en même tems que celle que l'Assemblée vous écrit, avec l'Avertissement Pastoral destiné pour être signifié à tous les Consistoires, vous commenciez aussi-tôt à travailler dans le même esprit au succès d'une entreprise si sainte. Je suis même bien aise de vous avertir que j'écris aux Commissaires partis dans les Provinces, d'agir de concert avec vous, pour prendre toutes les mesures que vous estimerez pouvoir contribuer au succès de ce projet; & j'espère que votre zèle appuyé de mon autorité, pourra le conduire à une fin heureuse: vous recommandant sur toutes choses, de ménager avec douceur les esprits de ceux de lad. Religion, & de ne vous servir que de la force des raisons, pour les ramener à la connoissance de la vérité, sans rien faire contre les Edits & Declarations, en vertu desquels l'exercice de leur Religion est toléré dans mon Royaume. Et m'assurant qu'en cette occasion vous donnerez des marques de votre zèle pour la Religion, & de votre affection pour mon service, je prie Dieu qu'il vous ait, Mr. l'Evêque de . . . en sa sainte garde. Ecrit à Versailles le 10. Juillet 1682. Signé, LOUIS. Et plus bas, COLBERT.

C X L.

DECLARATION du Roi, portant que les Mahometans & Idolâtres qui voudront se faire Chrétiens, ne pourront être instruits que dans la Religion Catholique.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Les soins continuels que nous prenons pour la conver-

Tom. IV. & V.

sion de ceux de la Religion P. Reformée, ont déjà eu de si heureux succès, que nous avons lieu d'espérer de la bonté divine, que ce qui reste de nos sujets de ladite Religion, connoissant enfin les erreurs dans lesquelles ils sont à présent engagez, rentreront dans le sein de l'Eglise, pour y trouver le salut que nous souhaitons avec tant d'ardeur de leur procurer: Et comme nous sommes informez, que dans le nombre considerable de gens de toutes nations & Religions qui abordent dans notre Royaume, il y en a eu quelques-uns par le passé, qui étant tombez entre les mains de ceux de ladite Relig. P. R. ont été instruits dans leur fausse doctrine, nous avons estimé nécessaire d'y pourvoir à l'avenir, & d'empêcher qu'on ne puisse abuser de leur ignorance, pour les engager dans une Religion contraire à leur salut. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que tous Mahometans & Idolâtres qui voudront se faire Chrétiens, ne puissent être instruits, ni faire profession d'autre Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine; faisons défenses aux Ministres de la Rel. P. R. & aux Anciens des Consistoires, de souffrir les personnes de la qualité susdite dans leurs Temples ou Assemblées, sur peine d'amende arbitraire, qui ne pourra être moindre que de la somme de cinq cens livres, d'être privez pour toujours de faire aucunes fonctions de leur ministère dans notre Royaume, & d'interdiction pour jamais de l'exercice de la Relig. P. R. dans les Temples & autres lieux où les personnes de la qualité susdite auront été reçues & souffertes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesd. presentes. Donné à Versailles, le 25. jour du mois de Janvier, l'an de grace 1683. & de notre regne le 40. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

T

CXLI.

C X L I.

EDIT du Roi, portant peine d'amende honorable & bannissement perpétuel, contre les Ministres qui recouvrent des Catholiques à faire profession & exercice de la Religion prétendue Réformée.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous présents & à venir, salut. Nous avons espéré que les peines d'amende honorable, de bannissement perpétuel, & la confiscation de biens ordonnée par nos Lettres de Declaration du 20. Juin 1667. & 13. Mars 1679. & par notre Edit du mois de Juin 1680. tant contre nos sujets de la Relig. P. R. qui ayant abjuré ladite Religion, & embrassé la Catholique, Apostolique & Romaine, retourneroient à lad. Religion P. R. que contre nos autres sujets, qui faisant profession de la R. Catholique, Apostolique & Romaine la quitteroient pour embrasser ladite R. P. R. feroient entièrement cesser ce mal: mais apprenant avec déplaisir qu'aucuns de nosdits sujets tombent souvent dans ce malheur, où ils sont trainés par les pratiques des Ministres de ladite R. P. R. qui s'y portent d'autant plus volontiers, qu'ils méprisent la peine ordonnée contre eux à cette occasion, laquelle étant trop douce, & ne les privant que de la fonction de leur ministère, n'est pas capable de les retenir: nous avons résolu d'y pourvoir en imposant ausd. Ministres une peine plus dure & plus sévère. Savoir faisons, que pour ces causes, & de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que les Ministres de la R. P. R. qui recevront à l'avenir aucun Catholique à faire profession de ladite R. P. R. ou les souffriront dans les Temples & Prêches, & qui y recevront & y souffriront aussi aucun de ceux de lad. R. P. R. qui l'auront abjurée & embrassé la Catholique, soient condamnés à faire amende honorable & au bannissement perpétuel hors de notre Royaume, avec confiscation de tous leurs biens, & qu'au surplus le contenu en nosd. Declarations & Edits, soit gardé & observé: à quoi nous enjoignons très-expressement à nos Procureurs Généraux & leurs Substituts, de tenir soigneusement la main, & de poursuivre les contrevenans avec toute l'exactitude & la dili-

gence possible. Si donnons en mandement à nos amez & seaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Sénéchaux, & tous autres nos Justiciers qu'il appartendra, que ces présentes ils aient à faire lire & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir & faire entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur. Cartel est notre plaisir; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre seel à cédites présentes. Donné à Compiègne au mois de Mars, l'an de grace 1682. Et de notre regne le 40. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Vité, LE TELLIER. Et scellé du grand seel de cire verte.

C X L I I.

DECLARATION du Roi, portant que dans les Temples de ceux de la R. P. R. il y aura un lieu marqué où pourront se mettre les Catholiques.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sur ce qui nous a été représenté par les Agens Généraux du Clergé de France, qu'à l'occasion de notre Declaration du mois de Mars dernier, par laquelle nous avons ordonné que les Ministres de la R. P. R. ne pourront à l'avenir recevoir aucun Catholique à faire profession de ladite R. P. R. ni les souffrir dans les Temples & Prêches, ni aussi y recevoir & souffrir aucuns de ceux de lad. R. P. R. qui l'auront abjurée pour embrasser la Catholique, sur les peines y contenues; les Ministres & Anciens de ladite R. P. R. font difficulté, sous ce prétexte, de souffrir que les Catholiques qui desireroient aller aux Temples pour entendre les Prêches qui s'y font, y entrent & y soient reçus: & comme il est utile à la R. Catholique que des gens s'avans en icelle aillent ausdits Temples pour y entendre ce que les Ministres disent dans leurs Prêches, afin non seulement de les pouvoir refuter, s'il est besoin, mais aussi de les empêcher, par leur présence, d'avancer aucune chose contraire au respect dû à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & préjudiciable à l'Etat, & au bien de notre service. Savoir faisons, que pour ces causes, & de notre pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & or-

donnons, voulons & nous plaît, que dans les Temples de ladite R. P. R. il y ait à l'avenir un lieu marqué où pourroient se mettre les Catholiques, qui portez d'un zèle pour le bien & accroissement de la Religion, desireroient assister aux Prêches qui s'y feroient, sans qu'à l'occasion de nôtre dite Declaration du mois de Mars dernier, les Ministres & Anciens de lad. R. P. R. les pussent empêcher de s'y trouver, ni encourir (parce que des Catholiques auroient été présens à leurs Prêches ou prières, en l'endroit désigné pour cet effet) les peines portées par icelle. Si donc nous en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant nôtre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Seneschaux, & tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils ayent à faire lire & enregistrer, & le contenu en icelles faire entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, nonobstant ce qui est porté par nosdites Lettres de Declaration: Car tel est nôtre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 22. jour du mois de Mai, l'an de grace 1683. & de nôtre regne le 41. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

C X L I I I.

ARRET du Parlement de Rouën, qui défend aux Ecoliers, Laquais & autres Catholiques non capables de dispenser sur la Religion, d'aller au Prêche de ceux de la R. P. R.

Sur ce qui a été représenté par des Personnes Avocat General pour le Procureur General du Roi, qu'il auroit eu avis que sous pretexte de la Declaration du Roi de 22. Mai dernier, qui permet aux Catholiques d'aller aux Prêches de ceux de la Rel. P. R. pour les refuter, & empêcher par leur présence qu'il ne se dise & ne se fasse rien d'injurieux à la Rel. Catholique, Apostolique & Romaine, & qui soit prejudiciable à l'Etat; une infinité de personnes de la lie du peuple, quantité de jeunes hommes de toutes conditions, des Ecoliers & des Laquais s'attrouperont jusqu'à trois à quatre mille, & vont auxdits Prêches en si grand nombre qu'ils en occupent presque toutes les places; en sorte que ceux de ladite R. P. R. ont peine à en trouver pour eux, quoi que par les termes

de ladite Declaration, il paroît que la permission donnée aux Catholiques d'aller ausdits Prêches regarde principalement ceux qui sont capables de refuter les Ministres, & de les retenir dans leur devoir, auxquels sa Majesté a voulu pour cette raison qu'il leur fût assigné des places dans lesdits Prêches; & comme de telles personnes assemblées en si grand nombre pourroient par indiscretion, & par les mouvemens d'un zèle inconsidéré, exciter de grands desordres entre les Catholiques & ceux de ladite Relig. P. R. requiert être sur ce pourvu. Vu par la Cour le requisiere dudit Procureur General; & oui le rapport du Sieur Jubert Conseiller Commissaire. La Cour, ce requérant ledit Procureur General, sans prejudice de l'exécution de ladite Declaration, a fait inhibitions & defenses à tous Ecoliers, Laquais, & autres personnes n'ayans capacité pour disputer de la Religion contre lesdits pretendus Reformez, ni autorité pour les retenir dans leur devoir, suivant l'intention de ladite Declaration, de s'attrouper pour aller ausdits Prêches, ni y occuper autres places que celles designées pour les Catholiques, jusqu'à ce que par sadite Majesté y ait été pourvu, à peine de cent livres d'amende contre les contrevenans, & autres plus grandes peines s'il échet; & sera le present Arrêt imprimé, lu, publié & affiché aux lieux ordinaires & accoutumez à ce qu'il soit notoire. Fait à Rouën en Parlement, le 23. jour de Juillet 1683.

Signé,

SUARD.

C X L I V.

DECLARATION du Roi, portant que les enfans de ceux de la Relig. P. R. qui auront fait abjuration, seront instruits en la Religion Catholique.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informez que quelques-uns de nos sujets ci-devant de la R. P. R. convertis à la foi Catholique, oubliant le soin paternel qu'ils doivent prendre de leurs enfans, & la reconnaissance qu'ils doivent à Dieu des graces qu'ils ont reçues, par la connoissance des erreurs dans lesquelles ils étoient engagez, ont souffert qu'ils reussent dans la Religion qu'ils avoient abjurée; & nous avons eu devoir empêcher un desordre aussi prejudiciable ausd. enfans, en remettant à la négligence condamnable de leurs

leurs pères & mères par le secours de notre autorité. A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que les enfans âgez de 14. ans & au dessous, dont les pères auront fait abjuration de la R. P. R. seront instruits & élevez par leurs soins en la Religion Catholique, à peine contre les contrevenans d'amende, qui sera arbitrée par les Juges suivant leur qualité, & de bannissement pour neuf ans du ressort des Bailliages, Seneschauflées ou Justices Royales du lieu de leur demeure: faisons défenses aux Ministres de la Rel. P. R. & aux Anciens des Consistoires de souffrir les enfans de la qualité susd. dans leurs Temples & assemblées, à peine contre les Ministres d'amende honorable, bannissement à perpétuité hors de notre Royaume, de confiscation de leurs biens, & d'interdiction pour jamais de l'exercice de ladite Rel. P. R. dans les lieux où il sera contrevenu à ces présentes: & à l'égard des enfans de ceux qui ont fait abjuration, lesquels seront âgez de quatorze ans & au dessus, voulons qu'ils soient tenus de se présenter devant le plus prochain Juge Royal pour choisir la Religion en laquelle ils voudront vivre, ce qu'ils seront tenus de faire à la première requisiion de nos Procureurs es Justices Royales. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils ayent à faire registrer, & le contenu en icelles exécuter selon sa forme & teneur. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celsdites présentes. Donné à Bezançon le 17. jour du mois de Juin, l'an de grace 1683. & de notre regne le 41. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

C X L V.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant ordre à ceux de la R. P. R. qui sont établis dans la ville d'Authun, d'en sortir incessamment.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, qu'en 1595. le feu Roi Henri ayant réduit en son obéissance la ville d'Authun, il auroit par son Edit de la capitulation d'icelle du mois de Juin audit an, article premier, ordonné, qu'il n'y seroit fait aucun exercice que de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, en con-

sequence de quoi les Echevins & Magistrats de ladite ville n'auroient voulu y admettre pour citoyen aucune famille de ladite Relig. P. R. Néanmoins quelques personnes de lad. Religion n'ayant pas laissé de s'y venir établir, ils auroient fait venir le Ministre du Prêche d'Arnay-le-Duc, qui est un Bailliage sis à quatre ou cinq lieues de lad. ville d'Authun, en laquelle ils auroient fait diverses Assemblées secrètes, & commis beaucoup de scandale. A quoi sa Majesté voulant pourvoir, tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que dans deux mois, à compter du jour de la signification du présent Arrêt, qui sera faite à ceux de ladite Relig. P. R. demeurant en la ville d'Authun, ils seront tenus de s'en retirer avec leurs familles, pour aller faire leur résidence ailleurs; faisant sadite Majesté très-expresses défenses à toutes personnes de lad. Religion P. R. de se venir habituer à l'avenir en ladite ville d'Authun, sous quelque pretexte que ce soit. Enjoint sadite Majesté aux Gouverneurs, ses Lieutenans Generaux en Bourgogne, Intendant de Justice, Maire, Echevins de ladite ville d'Authun, & tous autres Officiers, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 24. Mai 1683.

Signé,

PHELYPEAUX.

C X L V I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant défenses aux Ministres de la Rel. P. R. de faire leur demeure aux lieux où l'exercice de leur Religion aura été interdit, à peine d'être privés de la fonction de leur ministère.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que par Arrêt du Conseil d'Etat du 13. Juillet 1682. sa Majesté ayant, pour les causes y contenues, fait défenses à tous Ministres & Proposans de la R. P. R. de rester ou venir s'habituer à l'avenir dans les lieux où l'exercice de lad. Religion auroit été interdit, ceux qui ont été Ministres dans lefdits lieux, pour éluder l'exécution dudit Arrêt, vont s'établir aux environs, & si proche, qu'ils y font aussi souvent que s'ils y faisoient leur résidence ordinaire, & par ce moyen rendent ledit Arrêt presque inutile. A quoi étant nécessaire de pourvoir: Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que led. Arrêt du Conseil

seil d'Etat du 13. Juillet 1682. sera executé selon sa forme & teneur : Et en outre fait sa Majesté très-expresses inhibitions & defences à tous ceux qui auront été Ministres ou Proposans des lieux où l'exercice de la R. P. R. aura été interdit, de faire leur demeure plus près desdits endroits que de six lieues, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de desobeissance, 3000. livres d'amende, d'être priiez pour toujours de la fonction de leur ministère dans tout le Royaume, & d'être procedé contre eux extraordinairement. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs, ses Lieutenans Generaux dans ses Provinces, Intendants de Justice, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'execution du present Arrêt, qui sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 17. Mai 1683.

Signé,

COLBERT.

CXLVII.

ARRET du Conseil d'Etat du Roi, portant defences aux Consistoires de ceux de la Rel. P. R. de faire aucun departement pour la subvention d'autres Ministres, que de ceux qui servent le lieu de leur établissemens.

LE Roi ayant été informé qu'encore que par l'Arrêt de son Conseil d'Etat du 6. Novembre 1665. defences ayent été faites aux Consistoires de ceux de la R. P. R. de faire aucun departement pour la subvention d'autres Ministres, que de ceux qui servent le lieu de leur établissemens, suivant la forme prescrite par les Edits & les Arrêts du Conseil, à peine de desobeissance ; néanmoins ceux de ladite Religion des Sevenes & Gevaudan, dans le Synode tenu par permission de sa Majesté en la ville d'Allets, au mois de Septembre dernier, ayant deliberé qu'il seroit payé par les Consistoires de la Province les sommes qui y étoient marquées pour l'entretien de quelques Ministres des lieux dependans dudit Synode ; Et de plus, que dorénavant ce qui se donnoit aux veuves des Ministres seroit imposé sur tous les Consistoires de ladite Province indifferemment, non obstant l'usage de tout tems observé : sa Majesté auroit par Arrêt de son Conseil d'Etat du 28. Decembre dernier cassé lesdites deliberations, comme contraires à la disposition dudit Arrêt, tant à l'égard de la contribution

pour lesdits Ministres, que pour lesdites veuves, dont la pension ne peut être payée par d'autres Consistoires que par ceux où les Ministres sont decedez ; & comme il est important de prevenir de pareilles entreprises, à cause des consequences qui en pourroient arriver : sa Majesté étant en son Conseil, a fait & fait très-expresses inhibitions & defences à tous ceux qui composent les Synodes desdits de la Religion P. R. de prendre de semblables deliberations ; comme aussi à tous Consistoires de contribuer les uns pour les autres, soit à l'entretien des Ministres, payement des années de viduité pour les veuves, ou à quelque autre chose que ce puisse être, à peine aux Consistoires qui auront contribué aux charges d'un autre Consistoire de desobeissance, & d'interdiction de l'exercice : Enjoint sa Majesté aux Sieurs Intendants & Commissaires departis en ses Provinces, & autres Officiers qu'il appartiendra de tenir la main, & d'informer des contraventions au present Arrêt ; & aux Commissaires qui assisteront de la part de sa Majesté dans lesdits Synodes, d'empêcher qu'on ne prenne ou qu'on n'exécute aucune deliberation contraire, sur peine pareillement de desobeissance. Et sera le present Arrêt lu, publié & enregistré par tout où besoin sera, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 5. jour du mois de Janvier 1683.

Signé,

COLBERT.

CXLVIII.

DECLARATION du Roi, pour réunir aux Hôpitaux les biens leguez aux pauvres de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Bien que la permission accordée à ceux de la R. P. R. par l'article 42. des particuliers de l'Edit de Nantes, confirmée par l'article 12. de notre Declaration du premier jour de Fevrier 1669. de faire des legs aux pauvres de leur Religion, n'ait été donnée que dans la vue que les biens leguez seroient employez à les soulager dans leurs necessitez, suivant l'intention des Donateurs : néanmoins nos sujets de la R. P. R. qui composoient le Consistoire de notre ville de Mompellier, se servant desdits biens à d'autres usages que ceux pourquoy ils étoient destinéz,

finies, desquels ils auroient même aliéné une partie: cela auroit donné lieu à un Arrêt du Parlement de Thoulouſe du 12. jour de Decembre 1681. qui a mis l'Hôpital de Mompellier en poſſeſſion de tous les biens donnez aux pauvres du Conſiſtoire de lad. ville, même de ceux qui ſe trouveroient alienez depuis le mois de Juin 1662. lequel Arrêt nous aurions déclaré commun pour toute l'étendue de notre Province de Languedoc par notre Declaration du 30. jour de Novemb. dernier, ſur les avis qui nous auroient été donnez que ces diſſipations étoient pratiquées par la plupart des Conſiſtoires: & comme nous ſommes informez que dans pluſieurs autres de nos Provinces les Conſiſtoires deſdits de la R. P. R. employent leſdits biens à leurs affaires particulières, même à empêcher des conversions; étant pareillement neceſſaire d'y pouvoir, & conſiderant que ces biens ne peuvent être mieux depoſez qu'entre les mains des Adminiſtrateurs des Hôpitaux, puis que ſuivant l'article 22. de l'Edit de Nantes, & l'article 42. de notre Declaration de 1669. ils ſont obligez d'y recevoir indifféremment les pauvres de la R. P. R. comme les Catholiques. A ces cauſes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit, déclaré & ordonné, diſons, déclarons & ordonnons par ces preſentes, ſignées de notre main, voulons & nous plaît, que tous les biens immeubles, rentes & penſions données ou leguées par diſpoſitions faites entre-vifs, ou dernière volonté aux pauvres de la R. P. R. ou aux Conſiſtoires, pour leur être diſtribuez, leſquels ſe trouvent preſentement poſſedez par les Conſiſtoires, ou alienez depuis le mois de Juin 1662. ſeront delaiſſez aux Hôpitaux des lieux où ſont leſdits Conſiſtoires; & en cas qu'il n'y en ait pas, à l'Hôpital le plus prochain, pour être adminiſtrez & regis par les Directeurs & Adminiſtrateurs deſdits Hôpitaux comme ſes autres biens qui y appartiennent, ſauf le recours des acquereurs deſdits biens contre leurs vendeurs: & pour cet effet, nous voulons que les poſſeſſeurs deſdits legs en faiſſent le delaiſſement au profit deſdits Hôpitaux, dans un mois après la publication des preſentes, à peine de miſſe livres d'amende, & de plus grande s'il y échet, deſpens dominiages & intérêts, à la charge que les pauvres de la R. P. R. ſeront reçus dans les Hôpitaux indifféremment des Catholiques, & traitéz auſſi charitablement que leſdits Catholiques, & ſans y pouvoir être contraincts à changer de Religion, conformément aux

ditſ articles 22. de l'Edit de Nantes, & 42. de notre Declaration du mois de Fev. 1669. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ceſdites preſentes ils ayent à faire lire & regîtrer, & le contenu en icelles faire obſerver & executer ſelon leur forme & teneur. Car tel eſt notre plaîſir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre ſeël à ceſdites preſentes. Donné à Verſailles le 15. jour du mois de Janvier, l'an de grace 1683. & de notre regne le 40. Signé, LOUIS. Et ſur le repli: Par le Roi. COLBERT. Et ſcèllé du grand Seau de cire jaune.

C X L I X.

ARRET du Conſeil d'Etat. portant deſenſes à ceux de la Rel. P. R. de tenir Ecoles ailleurs que dans les endroits où ſe fait l'exercice de leur Religion.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant ſon Conſeil, qu'encore que ſuivant l'article 37. des particuliers de l'Edit de Nantes, & pluſieurs Arrêts du Conſeil d'Etat rendus en conſéquence, & entr'autres par ceux des 9. Novembre 1670. & 4. Decembre 1671. qui ont permis à ceux de la R. P. R. d'avoir une Ecole & un ſeul Maître dans chacun des lieux où l'exercice public de ladite Religion eſt établi, pour enſeigner à lire, écrire, & l'Arithmétique ſeulement, ils ne puiſſent tenir leſd. Ecoles ailleurs que dans les endroits où ſe fait ledit exercice; néanmoins leſdits de la Rel. P. R. affectent de les établir dans les places & lieux les plus fréquentez des villes & fauxbourgs, quoi que l'exercice ſe faiſſe hors leſdites villes, ou à l'extrémité deſdits fauxbourgs, dans leſquelles Ecoles les Maîtres qui les tiennent prennent des penſionnaires, quoi que cette permiſſion d'en avoir ne leur ſoit donnée par aucun Edit ni Arrêt; mais ſeulement aux Miniſtres d'en tenir chez eux deux à la fois, par l'article 40. de la Declaration du mois de Fevrier 1669. A quoi étant neceſſaire de pourvoir: Le Roi étant en ſon Conſeil, a ordonné & ordonne, que leſdits article 37. des particuliers de l'Edit de Nantes, & Arrêt du Conſeil d'Etat des 9. Novembre 1670. & 4. Decembre 1671. ſeront executez ſelon leur forme & teneur; & en conſéquence, que ceux de ladite Rel. P. R. ne pourront avoir d'Ecole que dans les villes, fauxbourgs, bourgs,

bourg, villages, & autres lieux où l'exercice public de ladite Religion se trouvera établi, & les plus proches des Temples que faire se pourra. Fait sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses ausdits de la R. P. R. d'en avoir ailleurs, aux Ministres de tenir un plus grand nombre de pensionnaires que celui porté par ledit art. 40. de la Declaration de 1669. & aux Maîtres d'Ecoles d'en avoir aucun, à peine de mille livres d'amende, d'interdiction du Ministre, & de suppression desdites Ecoles. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs, Lieutenans Generaux de ses Provinces, Intendants de Justice, Baillifs, Senechaux, Prevôts & autres Officiers, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 11. jour du mois de Janvier 1683.

Signé,

COLBERT.

C L.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne à tous Officiers faisant profession de la R. P. R. ayant Charge dans la Maison du Roi, dans celles de la Reine, de Madame la Dauphine, de Monsieur Duc d'Orleans, de Madame, de Mr. le Prince de Condé, & autres Officiers jouissans des privileges des Commensaux, de se demettre de leurs Charges.

LE Roi étant informé que plusieurs Officiers de ses Venerie & Fauconnerie, & autres de sa Maison & des Maisons Royales, faisant profession de la Religion P. R. n'ont tenu compte d'obeir aux ordres qui leur ont été donnez de se demettre de leurs Charges. A quoi il est nécessaire de pourvoir : Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que tous Officiers faisant profession de la R. P. R. ayant charge dans la Maison, celles de la Reine, Madame la Dauphine, Monsieur Duc d'Orleans, Madame, & Monsieur le Prince de Condé, & autres Officiers jouissans des privileges des Commensaux, seront tenus de se demettre de leurs Charges en faveur de personnes agreables, dans deux mois du jour du présent Arrêt pour toutes previsions & delais : sinon & à faute de ce faire, & ledit tems passé, sa Majesté a déclaré leurs Charges vacantes au profit de qui il appartiendra, voulant que lesdits Officiers demeurent dechus des privileges, & qu'ils

soient privez des gages & droits y attribuez. Et pour faciliter auidits de la R. P. R. les moyens de satisfaire à l'ordre de sa Majesté, ordonne que ceux qui seront pourvus des Charges dont lesdits de ladite R. P. R. auront fait leurs demissions, y soient recuz sans payer aucuns droits de reception, de serment, ni autres frais accoutumez en pareils cas : enjoint sa Majesté aux Commissaires departis pour l'exécution de ses ordres dans les Provinces & Generalitez de son Royaume, de faire publier le présent Arrêt dans l'étendue de leur departement, & de tenir la main à l'exécution d'icelui, chacun endroit soi. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 4. jour du mois de Mars 1683.

Signé,

COLBERT.

C L I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne à toutes personnes qui ont les Registres de Batêmes, Mariages & Mortuaires des lieux où l'exercice de la Rel. P. R. a été interdit, de les mettre aux Greffes des Bailliages & Senechaussées dans le ressort desquelles sont situez lesd. lieux.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que l'exercice de la Rel. P. R. ayant été interdit en plusieurs lieux du Royaume, & par consequent les Consistoires supprimez, il n'y a aucunes personnes chargées de la garde des Registres qui s'y tenoient des Batêmes, Mariages & Mortuaires de ceux de ladite Religion : Et comme il est de l'utilité publique que lesd. Registres soient conservez, étant souvent nécessaires pour l'assurance & le repos des familles, & qu'ils soient mis pour cet effet entre les mains de gens qui en puissent repondre, & en sider tant lesdits de la Rel. P. R. que tous autres qui pourront en avoir besoin : A quoi étant nécessaire de pourvoir : Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne à toutes personnes qui ont en leur possession les Registres de Batêmes, Mariages & Mortuaires, tant anciens que nouveaux, des Consistoires des lieux où l'exercice de la Rel. P. R. a été interdit, de les mettre incessamment aux Greffes des Bailliages & Senechaussées dans le ressort desquelles sont situez lesdits lieux ; à quoi faire en cas de refus ils seront contraincts, comme depositaires, par toutes voyes, même par corps, avec défenses d'en retenir

retenir aucun, sur peine de trois mille livres d'amende. Ce faisant, veut sa Majesté que lesd. Greffiers dressent un procès verbal de l'état auquel se trouveront les Registres de chaque Consistoire, & que les feuillets en soient chiffrés & paraphés tant par eux, que par les Lieutenans Generaux, & par ceux qui les mettront entre leurs mains, auxquels ils delivreront copie dudit procès verbal, & sans frais, pour leur servir de decharge envers & contre tous qu'il appartiendra, desquels Registres lesd. Greffiers seront tenus de delivrer des extraits comme ils sont des copies tirées sur les Registres de Batêmes & Mariages desdits de la R. P. R. qui seront mises en leurs Greffes tous les trois mois par les Ministres des lieux où l'exercice de ladite Religion est permis, ainsi qu'il est porté par l'art. 9. de la Declaration du 1. Fevrier 1669. Enjoint sa Majesté aux Intendants par elle departis en ses Provinces, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, qui sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau le 9. jour du mois d'Août 1683.

Signé, COLBERT.

CLII.

ARRET du Conseil d'Etat; qui ordonne que les titulaires des Charges de Conseillers Secretaires du Roi, qui font profession de la R. P. R. seront tenus de se defaire de leurs Charges en faveur des Catholiques.

LE Roi étant en son Conseil, s'étant fait représenter les Rolles, tant de ses Conseillers Secretaires, Maison, Couronne de France & de ses Finances, titulaires & honoraires, que des veuves d'autres Conseillers Secretaires de sa Majesté decedez: & ayant su qu'il y a plusieurs desdits Secretaires de sa Majesté, titulaires & honoraires, & desdites veuves, qui font profession de la Rel. P. R. Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que Charles Bourdin & Joseph Gillet, qui sont titulaires des Charges de Conseillers Secretaires du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances, seront tenus de se defaire de leursdites Charges dans trois mois, en faveur de Catholiques; autrement & à faute de ce faire dans ledit tems & icelui passé, a déclaré & declare lesdites Charges vacantes, au profit de sa Majesté. A en

outre sa Majesté, révoqué & révoque tous les privileges, tant de Noblesse qu'autres, & toutes les exemptions, prerogatives & prééminences dont jouissent les Sieurs Antoine Massanes, Jaques Conrard, Gaspard Masciary, Abraham Tessereau, Jean Suar, Isaac Dabzac, Jean Carbonnel & Henri Justel, en vertu des Lettres de Secretaires du Roi Honoraires, qui leur ont été accordées par sa Majesté, lesquelles demeureront nulles & comme non avenues. A pareillement sa Majesté déclaré & declare, les veuves des Secretaires du Roi lesquelles font encore profession de la Rel. P. R. dechuës de tous les privileges dont elles jouissent, à cause des Charges de Secretaires du Roi dont étoient revêtus leurs maris lors de leurs decés; savoir les veuves des Sieurs Amproux de Lorme, Chartier, Combet, Hervart, de Louvigny, Isaac Mouceau, Nicolas Rambouillet, Rambouillet du Plessis, Rambouillet de la Ferrière, & Scot: & en consequence ordonne, que tant lesdits Secretaires du Roi Honoraires, que lesdites veuves, seront imposés aux Tailles & autres impositions, comme ils le feroient ou pourroient être cessant le privilege de Secretaire du Roi. Et sera le present Arrêt lu & publié, le Sean tenant, & par tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 19. jour de Janvier 1684.

Signé,

COLBERT.

CLIII.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defenses aux particuliers de recevoir en leurs maisons les pauvres malades de la R. P. R.

LE Roi étant informé que plusieurs particuliers, tant dans sa bonne ville de Paris, qu'aux autres lieux du Royaume s'ingerent, sous pretexte de charité, de recevoir dans leurs maisons des malades de la Religion P. Reformée, & mêmes que cette retraite est donnée ausdits malades en plusieurs endroits par les soins & aux depens des Consistoires; & l'intention de sa Majesté étant que lesdits de la Rel. P. R. soient reçus dans les Hôpitaux, & y soient traités ainsi que les Catholiques, & que ceux qui voudroient se convertir puissent éviter le danger dans lequel ils se trouveroient de ne le pouvoir faire, étant dans lesdites maisons particulieres, entre les mains de gens de ladite Religion. Sa

Ma-

Majesté étant en son Conseil, a fait très-expresses inhibitions & défenses à tous particuliers de quelque qualité & condition qu'ils soient, de retirer dans leurs maisons aucuns malades de ladite Rel. P. R. sous prétexte de charité, leur enjoignant de les faire conduire dans les Hôpitaux pour y être traités ainsi que les malades de la Rel. Catholique; & aux Consistoires de ladite R. P. R. d'avoir à leurs dépens aucuns lieux pour servir de retraite auxdits malades, à peine contre les particuliers qui contreviendraient au présent Arrêt de cinq cens livres d'amende, & de confiscation des meubles & autres choses servant auxdits malades, que sa Majesté a dès à présent cédé & délaissé aux Hôpitaux des lieux; & contre les Consistoires, d'interdiction de l'exercice de leur Religion dans les lieux où ils auroient lesdites maisons servant de retraite aux pauvres malades de ladite R. P. R. Enjoint sa Majesté aux Intendants & Commissaires départis dans les Provinces de son Royaume, de faire publier le présent Arrêt, & à tous ses Officiers de Police & autres qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution d'icelui. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 4. jour du mois de Septembre 1684.

Signé,

COLBERT.

C L I V.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defenses à ceux de la Relig. P. R. de faire aucune imposition sans la permission expresse de sa Majesté, à peine d'être punis selon la rigueur des Ordonnances.

LE Roi ayant été informé qu'encore que par l'article 43. des particuliers de l'Edit de Nantes, il ne soit permis à ceux de la R. P. R. de lever sur eux que les sommes nécessaires pour les frais de leurs Synodes & exercice de leur Religion, dont ils doivent faire le département en présence des Juges Royaux des lieux, ce qui a été confirmé par les artt. 11. & 35. de la Declaration de sa Majesté du premier Fevrier 1669. Néanmoins lesdits de la R. P. R. abusant de cette faculté, ont en divers lieux fait des impositions sur eux-mêmes, de leur autorité privée, & sans l'assistance des Juges Royaux, & en d'autres imposé diverses sommes pour autres usages illicites, ou ont divertis les deniers imposés, ou les ont employez en dépenses vicieuses: A quoi étant nécessaire de pourvoir, Oui le

Tom. IV. & V.

rapport & tout considéré. Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que lesdits habitans de la Relig. P. R. seront tenus dans un mois du jour de la signification qui sera faite du présent Arrêt aux Ministres ou Anciens des lieux où l'exercice de la R. P. R. subsiste, & de la publication qui sera faite par le Juge ou Consuls en présence de ceux de la R. P. R. convoquez de leur autorité dans les lieux où l'exercice a été interdit, de représenter par devant les Sieurs Intendants & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez du Royaume, les originaux des états d'impositions & départemens par eux faits sur eux-mêmes, depuis 29. années: ensemble les comptes qui en ont été rendus, avec les pieces justificatives, registres, deliberations, & autres actes que besoin sera, pour en être par lesdits Intendants & Commissaires départis dressé leurs procès verbaux, & ceux raporter à sa Majesté, avec leurs avis, être ordonné ce qu'il appartiendra: autrement & à faute par lesdits de la Rel. P. R. d'y satisfaire dans ledit délai d'un mois, & icelui passé, sa Majesté leur fait defenses de faire aucunes impositions sans sa permission expresse, à peine d'être punis selon la rigueur des Ordonnances, & à ses Officiers d'autoriser lesdites impositions, qu'en leur rapportant par lesdits de la Rel. P. R. un Certificat desdits Sieurs Intendants & Commissaires départis, qu'ils auront satisfait au présent Arrêt, sans prejudice néanmoins des contraintes par corps qui pourront être decernées par lesdits Srs. Intendants & Commissaires départis, contre les Anciens & Syndics de chaque année. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 11. jour du mois de Decembre 1684.

Signé,

COLBERT.

C L V.

DECLARATION du Roi, pour la punition de ceux de la R. P. R. qui s'assemblent ailleurs que dans les Temples, & hors la presence des Ministres.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant été informé que plusieurs de nos sujets de la R. P. R. faisoient des assemblées tumultueuses en divers endroits, sous prétexte de prières publiques, & que la continuation n'en pouvoit être que prejudiciable au bien de nôtre-

ser-

Service; nous aurions par notre Declaration du 30. du mois d'Août 1682. ordonné que nosdits Sujets ne pourroient s'assembler pour faire des prieres publiques, lectures & autres actes d'exercice de leur Religion, même dans les lieux où l'exercice leur est permis, que dans les Temples, & en presence seulement du Ministre qui leur auroit été donné par un Synode, ou choisi dans un Colloque tenu pour cet effet par notre permission, sur peine d'interdiction de l'exercice dans le lieu où lesdites assemblées auroient été faites, de desobeissance, trois mille livres d'amende, & de punition corporelle: mais considerant que nos Cours & autres Juges, à qui la connoissance de l'exécution de notre dite Declaration appartient, pourroient prononcer des condamnations différentes, sur la peine de punition corporelle ordonnée par icelle contre les coupables de ces sortes d'assemblées, à cause qu'elle n'y est pas particulièrement exprimée; nous avons estimé à propos d'expliquer sur cela ce qui est de notre intention, afin que les jugemens qui se rendront sur ce sujet se trouvent uniformes. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, en confirmant notre dite Declaration du mois d'Août 1682. de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que ceux de nosdits Sujets de la R. P. R. de l'un & de l'autre sexe, qui contreviendront dorénavant à notre dite Declaration, soient bannis pour neuf ans du ressort des Bailliages & Sénéchaussées dans lesquelles lesd. assemblées auroient été tenues; & pour le paiement de l'amende ordonnée contre tous ceux qui y auroient assisté, notre intention est qu'un seul y puisse être contraint, sauf son recours pour le surplus de sa part contre les autres, ainsi qu'il avéra bon être. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Seus tenant notre Cour de Parlement à Paris, Baillifs, Senechaux & tous autres nos Officiers qu'il appartiendra, que cesdites presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon sa forme & teneur. Mandons en outre à notre Procureur General & ses Substituts d'y tenir soigneusement la main. Car tel est notre plaisir. En temoien de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 26. jour de Juin l'an de grace 1684. & de notre regne le 42. Signé, L. O U I S. Et sur le repli: Par le Roi.

Caseneuve, Et Baillet du grand Seau de ce jeune.

C L V I

DECLARATION du Roi, concernant la reconnaissance des Juges, par ceux de la R. P. R. tant en matieres civiles, que criminelles.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes verront, salut. Par l'art. 65. de l'Edit donné à Nantes, au mois d'Avril 1598. le Roi Henri le Grand, notre ayeul de glorieuse memoire, auroit bien voulu permettre, par maniere de provision, & jusqu'à ce qu'autrement en eût été ordonné, qu'en tous procès mes & à mourir, où ceux de la R. P. R. seroient en qualité de demandeurs ou défendeurs, parties principales ou gress, es matieres civiles, lesquelles nos Officiers & Sieges Presidiaux ont pouvoir de juger en dernier ressort, ils pourroient requérir que deux de la Chambre où les procès devoient être jugés, eussent à s'abstenir du jugement d'iceux, lesquels sans expression de cause seroient tenus de s'en abstenir, nonobstant l'Ordonnance par laquelle les Juges ne se peuvent tenir recusez sans cause; leur demeurant outre ce les accusations de droit contre les autres: comme aussi qu'ès matieres criminelles, lesquelles lesdits Presidiaux & autres Juges Royaux subalternes jugent en dernier ressort, les prevenus étant de lad. Religion, pourroient requérir que trois d'icels Juges eussent à s'abstenir du jugement de leurs procès, sans expression de cause; ce qui auroit aussi été permis aux domiciles de ladite Religion, chargez & poursuivans des cas Prevocaux. Mais nous avons été particulièrement informés, que plusieurs de nos Sujets de ladite R. P. R. se prevalent de ces privileges, tant en matiere civile que criminelle, pour eloigner le jugement des procès dont ils approchent l'evenement, associant pour cet effet de proposer lesdites accusations, lors que les causes sont sur le point d'être plaidées, ou de les faire successivement & en divers temps, ou même d'attendre pour cela que les Rapporteurs soient entièrement instruits de leurs procès, & puis à en faire leur rapport; bien que souvent ils aient reconnu pour Juges, ceux qu'ils s'avisent en suite de recuser: A quoi étant nécessaire de pourvoir, & d'ôter auxdits de la R. P.

P. R. tout pretende de fatiguer leurs parties aussi bien que leurs Juges, en abusant de ces privileges, qui ne leur ont même été accordés que par provision. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que dorénavant nos sujets de ladite R. P. R. ne puissent de matieres civiles recuser aucuns Juges, en vertu de leursd. privileges, sans expression de cause: Et à l'égard des matieres criminelles, nous leur permettons encore conformément audit art. de recuser trois Juges, sans expression de cause, pourveu que ce soit en même tems, & par un seul acte, & qu'ils ne les aient pas auparavant reconnus pour Juges; lesquelles recusations n'auroient point de lieu pour les Rapporteurs, si elles n'ont été requises dans la huitaine, après qu'ils auront eu connoissance du Committitur. Voulons qu'aux causes d'Audience, ils soient tenus de faire les recusations par Requête, avant que les Juges y soient montez, autrement nous les avons déclaré non recevables en leursdites recusations; leur reservant néanmoins celles de droit, conformément à nos Ordonnances. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant notre grand Conseil, Baillifs, Senechaux, Prevôts, leurs Lieutenans, & tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que cesp. présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles faire garder & observer selon la forme & teneur. Car tel est notre plaisir; En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesp. présentes. Donné à Versailles le 26. jour de Juin l'an de grace 1684. Et de notre regne le 42. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHÉLYPEAUX. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

de defendre aux Seigneurs Hauts Justiciers d'établir dans leurs terres d'autres Juges que des Catholiques, & à tous Officiers de Judicature d'appeller pour Assesseurs & Opmanx aux jugemens des procès, aucuns Avocats graduez & autres personnes faisant profession de ladite Religion: néanmoins comme il arrive souvent que les Catholiques sont exposez aux jugemens de ceux de ladite Religion lors qu'ils sont pris pour Experts, les Juges étant obligez de se conformer à leurs rapports. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, nous avons déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de notre main, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que dorénavant aucunes personnes faisant profession de la Relig. P. R. ne puissent être prises pour Experts par les parties, ni nommez d'office par les Juges en quelque occasion que ce puisse être, sur peine contre ceux qui les auroient choisis des depens, dommages & interêts de leurs parties, & de nullité des Arrêts, Sentences & Jugemens qui seroient intervenus sur les rapports d'Experts de lad. Religion. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes, & Cour des Aides à Paris, Baillifs, Senechaux, leurs Lieutenans, & à tous autres Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer, selon la forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque maniere que ce soit: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesp. présentes. Donné à Versailles le 21. jour du mois d'Août, l'an de grace 1684. & de notre regne le 42. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

CLVII.

DECLARATION du Roi, portant dessein de nommer des Experts de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Bien que nous ayons estimé à propos non seulement de supprimer les Chambres mi-parties, & d'ordonner à plusieurs Officiers de la Relig.

P. R. de se desfaire de leurs Offices; mais aussi

CLVIII.

DECLARATION du Roi, concernant les biens des Consistoires.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant été informez que les biens donnez par ceux de la R. P. R. aux pauvres de ladite Religion, étoient souvent employez aux affaires particulieres des Consistoires qui en avoient la disposition, & que l'on s'en servoit même pour

empêcher les conversions, nous avons estimé à propos pour remédier à cet abus, d'ordonner par notre Declaration du 15. Janvier 1683. que tous les biens immeubles, rentes & pensions, données ou leguées par dispositions faites entre vifs ou dernière volonté aux pauvres de ladite Religion, ou aux Confratres pour leur être distribués, lesquels se trouvoient pour lors possédés par lesd. Confratres, ou aliénés depuis le mois de Juin 1662. seroient délaissés aux Hôpitaux des lieux où sont les Confratres; & en cas qu'il n'y en ait pas, à l'Hôpital le plus prochain, pour être regis & administrés par les Directeurs desd. Hôpitaux, comme les autres biens qui leur appartiennent, sauf le recours des acquereurs desd. biens contre leurs vendeurs; à la charge que les pauvres de ladite Religion y seroient reçus aussi bien que les Catholiques, & traités avec la même charité, sans y pouvoir être contraints à changer de Religion: en conséquence de laquelle Declaration les Directeurs des Hôpitaux ayant un droit réel sur lesdits biens, auroient essayé de découvrir en quoi ils pouvoient consister, pour s'en mettre en possession: Mais comme lesdits Confratres ont pris soin de leur en ôter la connoissance, leur refusant la communication des Regîtres où ils pouvoient s'en instruire; & qu'ils ont même prétendu que les fonds acquis des sommes qui avoient été données pour les pauvres, ou du revenu des biens à eux leguez, n'étoient point compris dans ladite Declaration, non plus que ceux qui se trouvoient avoir été donnés par ceux de ladite R. P. R. sans expression de cause, nous avons estimé nécessaire de lever toutes ces difficultés, qui n'ont été formées par quelques particuliers de ladite Rel. P. R. que dans la vue de disposer desdits biens pour d'autres usages que ceux auxquels ils ont été destinés. Et nous avons résolu en même tems d'empêcher la dissipation des biens dont jouissoient plusieurs Confratres supprimés par l'interdiction de l'exercice, sur lesquels personne n'ayant de légitime prétention, ils ne peuvent être mieux employés qu'au soulagement des pauvres. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que notre Declaration du 15. Janvier 1683. soit exécutée selon sa forme & teneur; & en conséquence que tous les biens immeubles, rentes & pensions, données ou leguées par dispositions faites entre

vifs ou dernière volonté, aux pauvres de ladite Religion, ou aux Confratres, pour leur être distribués, lesquels se trouvoient lors possédés par lesdits Confratres, ou aliénés depuis le mois de Juin 1662. soient délaissés aux Hôpitaux des lieux où sont lesdits Confratres; & en cas qu'il n'y en ait pas, à l'Hôpital le plus prochain. Voulons aussi que les biens qui se trouveront avoir été acquis des deniers desdits pauvres, ou du prix de la vente des biens qui leur auront été donnés, encore qu'ils eussent été aliénés depuis le mois de Juin 1662. appartiennent ausdits Hôpitaux, sauf le recours des acquereurs desd. biens aliénés contre leurs vendeurs. Ordonnons en outre que les biens qui depuis la publication de notre dite Declaration du 15. Janvier 1683. auroient été leguez par lesdits de la R. P. R. sans expression de cause, soient aussi délaissés ausd. Hôpitaux, & qu'ils soient pareillement mis en possession des biens dont jouissoient les Confratres supprimés par l'interdiction de l'exercice, en quoi qu'ils puissent consister, & à quelque usage qu'ils soient employés, à l'exception néanmoins de ceux qui se trouveront avoir été vendus sans fraude; le tout à condition que les pauvres de ladite Religion seront reçus dans les Hôpitaux aussi bien que les Catholiques, & traités avec la même charité, sans qu'ils y puissent être contraints à changer de Religion, conformément à ladite Declaration du 15. Janv. 1683. Et après le délaissement de tous lesdits biens ci-dessus exprimez, que les détenteurs seront tenus de faire dans un mois après la publication des présentes, à peine de mil livres d'amende, applicable ausdits Hôpitaux, & de tous dépens, dommages & intérêts, ils seront regis & administrés par les Directeurs desdits Hôpitaux, tout ainsi que les autres biens qui leur appartiennent. Et à l'égard des Confratres qui subsistent actuellement, voulons que si dans la suite aucuns d'iceux étoient supprimés par l'interdiction de l'exercice, les biens dont ils se trouveront en possession au jour & date des présentes, soient pareillement délaissés ausdits Hôpitaux; ordonnons qu'à la première sommation qui sera faite par lesdits Directeurs ou leurs Procureurs, à ceux qui doivent être chargés des Regîtres desdits Confratres, ou des comptes, & autres généralement quelconques, concernant les affaires de ladite Religion, de leur en donner communication en présence du Juge du lieu, ils soient tenus d'y satisfaire sans aucun délai ni difficulté, à peine d'y

d'y être contraindre par corps, de cinq cens livres d'amende, applicable ausdits Hopitaux, & de suspension de l'exercice dans les lieux où il aura été contrevenu, à ce qui est en cela de notre intention, jusques à ce que lesdits Registres ayent été communiqués. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que césdites présentes ils ayent à faire lire & registrer, & le contenu en icelles faire observer & executer selon sa forme & teneur. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à césdites présentes. Donné à Versailles le 21. jour du mois d'Août, l'an de grace 1684. Et de notre regne le 42. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT.

C L I X.

DECLARATION du Roi, portant que ceux de la Rel. P. R. ne pourront tenir Consistoire que tous les quinze jours, en présence d'un Juge Royal, qui sera commis par sa Majesté.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Les Rois nos predecesseurs ayant par plusieurs Edits & Declarations, & entr'autres par l'art. 34. des particuliers de l'Edit de Nantes, accordé à ceux de la Rel. P. R. la faculté de tenir des Synodes, Colloques & Consistoires, pour les reglemens de leur Discipline, après toutefois en avoir obtenu la permission, ils auroient souvent abusé de cette grace, & traité dans lesdites Assemblées d'affaires politiques, & contraires à la tranquillité publique, ce qui auroit obligé le Roi Louis XIII. notre très-honoré Seigneur & pere, d'ordonner par sa Declaration du mois d'Avril 1623. qu'il ne seroit plus convoqué par lesdits de la R. P. R. aucunes assemblées qu'il n'eût été auparavant nommé un Officier de ladite Religion pour y assister, & empêcher qu'il n'y fût proposé d'autres matieres que celles qui étoient permises par les Edits. Et comme il seroit venu à notre connoissance que lesd. Commissaires, par la complaisance qu'ils avoient pour ceux de leur Religion, en feroient les intérêts à leur devoir, & au bien de l'Etat, nous aurions ordonné par notre Declaration du 10. Octobre 1679. qu'il ne seroit plus tenu de Synodes ni Colloques, qu'en présence d'un Commissaire par nous choisi,

soit de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ou de la prétendue Reformation, ainsi que nous l'estimerions à propos, pour observer ce qui s'y passeroit, & nous en envoyer les procès verbaux; à quoi il auroit été satisfait. Mais nous avons été informés qu'aucuns Ministres & Anciens mal-intentionnez, au lieu de proposer dans les Synodes & Colloques les affaires dont ils apprehendoient qu'il nous fût donné connoissance, ont entretenu des intelligences avec plusieurs Consistoires; & par un faux zèle, ou par des intérêts particuliers, non seulement y ont fait prendre des résolutions contraires au bien de notre service, & à la tranquillité publique; en sorte que l'on a vu en différentes Provinces de notre Royaume aux mêmes jours les mêmes mouvemens; mais encore pour soutenir ces entreprises, ils ont fait imposer secrètement des sommes considérables, bien que suivant les articles 43. des particuliers de l'Edit de Nantes, & 35. de la Declaration de 1669. ils ne doivent faire aucunes levées de deniers, qu'elles ne soient autorisées par nos Juges. A quoi étant nécessaire de pourvoir, pour prevenir les desordres qui en pourroient arriver. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit, déclaré & ordonné par ces présentes, signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que dorenavant nos sujets de la R. P. R. ne puissent tenir leurs Consistoires qu'une fois en 15. jours, & en présence d'un Juge Royal qui sera par nous nommé; dans lesquelles assemblées il ne sera traité d'aucunes matieres que de celles qui leur sont permises par les Edits, & qui concernent purement la Discipline de leur Religion, à peine d'interdiction pour toujours de l'exercice & démolition du Temple dans les lieux où lesd. Consistoires auroient été tenus en l'absence dud. Juge, de privation pour toujours contre le Ministre qui y aura présidé des fonctions de son ministère dans notre Royaume, & d'être procédé extraordinairement contre ceux qui y auront assisté. Voulons que conformément ausdits art. 43. des particuliers de l'Edit de Nantes, & 35. de la Declaration de 1669. & Arrêts rendus en conséquence, les deniers que ceux de lad. R. P. R. peuvent lever sur eux soient imposés devant ledit Juge, & qu'il en soit dressé un état qui lui sera donné, pour le garder & nous en envoyer, ou à notre Chancelier, une copie dans le tems porté par ledit art. 43. des particuliers de l'Edit de Nantes, à peine de cinq cens livres d'amende con-

tre chacun de ceux qui manqueraient à se conformer à ce qui est en cela de notre intention, & de suspension de l'exercice de ladite R. P. R. dans les lieux où il y aura été contrevenu, jusques à ce qu'il y ait été satisfait. Enjoignant très-expressement à nos Procureurs Generaux & leurs Substituts de tenir la main à l'exécution de ladite Declaration, & de poursuivre exactement les contrevenans. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils ayent faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles faire garder & observer, suivant leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit. Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seal à cesdites presentes. Donné à Versailles le 21. jour du mois d'Août, l'an de grace 1684. Et de notre regne le 42. Signé, LOUIS. Et sur le sepl: Par le Roi, COLBERT.

C L X.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne que les Juges qui ont été & seront ci-après commis pour assister aux Consistoires de ceux de la R. P. R. parapheront à la fin de chaque Assemblée les Deliberations qui y auront été prises, & les feront signer par les Ministres & Anciens.

LE Roi s'étant fait représenter la Declaration du 21. d'Août 1684. par laquelle sa Majesté avoit ordonné que ceux de la R. P. R. ne pourroient tenir Consistoires qu'une fois en quinze jours, en presence d'un Juge qui seroit commis par sa Majesté; & que les deniers que ceux de ladite Religion peuvent lever sur eux, suivant les Edits & Declarations, seront imposez devant ledit Juge, & qu'il en sera dressé un état qui lui sera donné pour le garder, & l'envoyer à sa Majesté, ou à Monfr. le Chancelier. Et estimant que pour l'entiere execution de ladite Declaration, les Juges qui seront commis pour assister auxdits Consistoires doivent avoir connoissance de toutes les deliberations qui y seront prises, & des deniers qui seront imposez pour en rendre compte, lors que besoin sera: sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que les Juges qui ont été & seront ci-après commis pour assister auxdits Consistoires en execution de ladite Declaration, parapheront à la fin de chacune assemblée

les Deliberations qui y auront été prises, & les feront signer par les Ministres & Anciens, faisant sa Majesté defenses ausdits de la R. P. R. d'en écrire dans leurs Registres, ni executer d'autres que celles qui seront prises en presence des Juges commis, & par eux paraphées: comme aussi que les Rôles des deniers que lesdits de la R. P. R. ont pouvoir de lever sur eux, seront paraphés par lesdits Juges, & signés par lesdits Ministres & Anciens, & faits doubles, un desquels sera donné au Juge en presence de qui l'imposition aura été faite, pour l'envoyer à Monfr. le Chancelier tous les six mois. Faisant sa Majesté defenses ausdits de la R. P. R. de contrevenir au present Arrêt, sous quelque pretexte que ce soit, sur les peines portées par ladite Declaration du 21. Août 1684. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 17. Janvier 1685.

Signé,

COLBERT.

C L X I.

EDIT du Roi, portant defenses aux Ministres de la R. P. R. d'exercer leur ministere en un même lieu plus de trois ans.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous presens & à venir, salut. Les soins que nous sommes obligez de prendre pour faire connoître à nos sujets de la R. P. R. l'erreur dans laquelle ils se trouvent engagez, afin qu'ils embrassent la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ont si heureusement réussi jusques à présent, par la benediction que Dieu y a donnée, que nous avons la satisfaction de voir tous les jours un grand nombre de conversions dans toutes les Provinces de notre Royaume; mais comme nous avons été particulièrement informez que beaucoup de personnes touchées de ces bons exemples, ont été retenues de les suivre par la deference aveugle qu'ils ont pour les sentimens des Ministres établis depuis long-temps dans un même lieu, lesquels par une longue habitude prennent un pouvoir si absolu sur les esprits, que l'experience a fait connoître qu'abusant de la confiance de ceux qui se rendent trop facilement à leurs persuasions, ils leur inspirent souvent des résolutions contraires à leurs propres intérêts, & à l'obeissance qu'ils nous doivent. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit, déclaré & ordonné, faisons, déclarons & ordonnons par ces presentes si-

gées

grâces de notre main, voulons & nous plaît que dorénavant, à commencer du jour de date de la publication & enregistrement de ces présentes, les Ministres de la R. P. R. ne puissent exercer leur ministère durant plus de trois ans consécutifs dans un même lieu, ni après ledit terme, ou avant même qu'il soit expiré, être envoyez pour faire les fonctions de Ministres en aucun autre où l'exercice de lad. Religion est permis comme réel ou personnel, soit de la même Province ou autre, qu'il ne soit éloigné au moins de 20. lieues de tous ceux où ils auront déjà exercé leur ministère, sans qu'ils puissent retourner en aucun desdits lieux où ils en auront fait les fonctions pour les y faire de nouveau, que deux ans après en être sortis. Leur défendons en outre très-expressement de demeurer après avoir cessé l'exercice de leur ministère, ou de se rétablir dans la suite comme particuliers, sous quelque prétexte que ce soit, dans les lieux où ils auront été Ministres, ni plus près d'iceux que de six lieues, le tout à peine d'être privés pour toujours de leur ministère dans notre Royaume, deux mil livres d'amende, & d'interdiction de l'exercice & démolition du Temple dans le lieu où ils auroient été soufferts exercer leur ministère ou leur résidence au préjudice de notre pacifique Edit, à l'exécution duquel nous enjoignons très-expressement à nos Procureurs Généraux & leurs Substitués de tenir la main, & de poursuivre exactement les contrevenans. Si donnons en mandement à nos amez & féaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Rouën, Baillifs, Senechaux ou leurs Lieutenans & à tous autres nos Officiers qu'il appartiendra, que le présent Edit ils aient à faire lire, publier, enregistrer, & le contenu en icelui faire garder & observer suivant la forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune manière que ce soit: Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles au mois d'Avril, l'an de grace 1684. Et de notre regne le 42.
Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi,
PHELYPEAUX. Et scellé d'un grand Scau de cire verte en lacs de soye rouge & verte.
Et à côté, Vils, LE TELLIER.

DECLARATION du Roi, concernant la qualité des personnes qui peuvent être admises à l'exercice de la R. P. R. dans les maisons des Seigneurs ayant hautes Justices ou des Fiefs de Haubert.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lètrres verront, Salut. L'expérience ayant fait voir que ceux de la Religi. prétendue Reformée, se prevalant des troubles qui ont agité notre Royaume, pendant le regne du feu Roi notre très-honoré Seigneur & pere, & durant notre minorité, ont tâché d'étendre les privilèges qui leur ont été accordez par les Edits de pacification, nous avons été obligez d'employer notre autorité pour arrêter le cours de ces entreprises, lors qu'elles sont venues à notre connoissance. Et comme par le soin que nous prenons de decouvrir les abus que cette licence a introduits, nous avons remarqué que sous prétexte que par l'article 7. de l'Edit de Nantes, il a été permis à ceux de ladite Religion, qui possédoient dans notre Royaume & pais de notre obéissance, Haute Justice & plein Fief de Haubert, soit en propriété ou usufruit, en tout ou par moitié, ou pour la troisième partie, d'avoir chez eux l'exercice de ladite Religion, tant pour eux, leur famille, sujets, qu'autres qui y voudront aller, la plupart des Seigneurs reçoivent à leur exercice toutes sortes de personnes indifféremment; ce qui est absolument contraire à la disposition desdits Edits, dont l'esprit n'a été que de permettre à ceux qui avoient Haute Justice ou plein Fief de Haubert, en tout ou par moitié, ou pour la troisième partie, d'admettre à l'exercice qui se feroit chez eux, leur famille, leurs vassaux, & autres personnes qui se trouveroient actuellement domiciliées dans l'étendue de ladite Haute-Justice ou plein Fief de Haubert, bien qu'ils ne soient pas leurs vassaux; puis que s'il étoit permis ausdits Seigneurs de recevoir à leur exercice toutes sortes de personnes; il n'y auroit aucune différence considérable entre un exercice public & celui d'un Seigneur. Et comme il est important de prévenir les suites fâcheuses de ces prétentions mal fondées, qui pourroient donner occasion de faire dans les lieux d'exercice personnel des assemblées prejudiciables à notre

les-

service, & la tranquillité publique. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces presentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît que les Seigneurs, Gentilshommes, & autres personnes faisant profession de la R. P. R. à qui il est permis par l'article 7. de l'Edit de Nantes d'avoir en leurs maisons l'exercice de ladite Religion, n'y puissent admettre sous quelque pretexte que ce soit, que leur famille, leurs vassaux, & autres personnes actuellement domiciliées dans l'étendue de la haute Justice ou Fief de Haubert, qu'ils possèdent en tout ou par moitié, ou pour la troisième partie, à peine de cinq cens livres d'amende, applicable à l'Hôpital le plus prochain, tant contre chacun de ceux qui se trouveront audit exercice au prejudice de la presente Declaration, que contre les Seigneurs qui les y souffriront, de privation pour toujours de l'exercice dans leurs maisons; & contre le Ministre qui y auroit prêché, d'interdiction pour toujours des fonctions de son ministère dans notre Royaume. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles faire entretenir, garder & observer, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere que ce soit: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 4. jour du mois de Septembre, l'an de grace 1684. & de notre regne le 42. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellée du grand Seau de cire jaune.

CLXIII.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant défenses aux Seigneurs de la R. P. R. d'admettre à l'exercice de leur Religion dans leurs maisons ou Châteaux aucunes personnes, qu'ils n'ayent fait un an entier de domicile dans l'étendue des Justices ou Fiefs de Hauberts.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, qu'encore que par sa Declaration du 4. Septembre 1684. défenses ayent été faites à tous Seigneurs, Gentilshommes & autres personnes faisant profession de lad. R. P. R. à qui il est permis par l'article 7. de l'Edit de Nantes, d'avoir dans

leurs maisons l'exercice de la Religion, d'y admettre sous quelques pretextes que ce soit, autres personnes que leurs familles, leurs vassaux, & autres actuellement domiciliées dans l'étendue de la haute Justice ou plein Fief de Haubert, qu'ils possèdent en tout, par moitié, ou pour la troisième partie, à peine de cinq cens livres d'amende, de privation pour toujours dudit exercice dans leurs maisons; & contre le Ministre qui y auroit prêché, d'interdiction pour toujours de son ministère dans le Royaume: néanmoins plusieurs desdits Seigneurs souffrent à leurs exercices des particuliers, qui ne font pas leur demeure ordinaire dans l'étendue desdites Justices ou Fiefs, alleguant pour colorer leurs entreprises, les uns être leurs parens, & les autres domiciliés dans des lieux dependans de leurs Justices ou Fiefs, à cause qu'ils y louent quelques chambres ou maisons, dans lesquelles ils habitent seulement la veille du jour que se fait l'exercice, après quoi ils se retirent en leur residence ordinaire. Et d'autant qu'il est à propos de remédier à ces entreprises, qui ne tendent qu'à éluder l'exécution de ladite Declaration: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que ladite Declaration du 4. Septembre dernier sera exécutée selon sa forme & teneur; & en conséquence a fait très-expresses inhibitions & défenses ausdits Seigneurs de ladite Religion P. R. d'admettre à l'exercice de lad. Religion dans leurs maisons ou Châteaux, sous pretexte de parenté, ou de quelque autre que ce puisse être, aucunes personnes qu'ils n'ayent fait leur principal domicile & leur demeure ordinaire pendant un an entier, sans discontinuer, dans l'étendue desdites Justices ou pleins Fiefs de Haubert, sur les peines portées par lad. Declaration. Enjoint sa Majesté aux Srs. Intendants & Commissaires départis dans ses Provinces, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 5. jour du mois de Février 1685.

Signé,

COLBERT.

CLXIV.

ARRÊT du Conseil d'Etat, par lequel sa Majesté défend à tous les Seigneurs, Gentilshommes & autres personnes de la R. P. R. Hauts Justiciers, de faire dans leurs Châteaux ou maisons l'exercice de lad. Religion, si lesdites Justices ou Fiefs n'ont été érigés avant l'Edit de Nantes.

LE Roi s'étant fait représenter l'Edit du 17. Septembre 1577. l'article premier de la Conference de Nerac ; le 5. de celle de Fleix ; les artt. 7. & 8. de l'Edit de Nantes, ensemble l'Instruction donnée aux Commissaires deputez dans les Provinces pour le faire enregistrer & executer ; le Cahier de l'Assemblée tenuë à Saumur en 1611. avec les Reponses qui y furent faites ; & l'art. 2. de la Declaration de 1669. sa Majesté auroit reconnu que ni par l'esprit dudit Edit de Nantes, ni par ce qui l'a precedé & suivi, concernant la permission aux Seigneurs possédans Fiefs ou hautes Justices & pleins Fiefs de Haubert, de faire chez eux l'exercice de leur Religion, il ne leur a point été permis de l'établir dans les terres qu'ils pourroient acquérir dans la suite, mais seulement dans les maisons où ils se trouveroient lors de la publication de l'Edit de Nantes, en possession actuelle de Fiefs, ou hautes Justices & pleins Fiefs de Haubert, soit en propriété ou usufruit, en tout, par moitié ou pour la troisième partie ; néanmoins ceux de ladite Religion se prevalans des troubles arrivez dans le Royaume pendant le regne du feu Roi, & la minorité de sa Majesté, pour étendre cette permission, auroient entrepris de faire faire l'exercice de lad. Religion dans des maisons de Fiefs, hautes Justices ou pleins Fiefs de Haubert, créés, ou par eux aquis depuis ledit Edit de Nantes, & même aucuns particuliers auroient obtenu quelques Arrêts & Jugemens sur ce sujet, contraires à l'intention desdits Edits. Et comme cet abus augmente tous les jours, par les acquisitions qu'ils font de plusieurs terres, dans l'intention de repaier en quelque maniere la perte des Temples dont la demolition a été ordonnée, en substituant de nouveaux exercices personnels aux exercices publics qui ont été interdits : Etant nécessaire d'y pourvoir, ainsi que sa Majesté a déjà fait à l'égard des terres de son Domaine, en ordonnant par l'art. 2. de ladite Declaration de 1669. que les Sei-

Tom. IV. C. V.

gneurs ne pourroient établir aucun exercice es lieux desdits Domaines, s'ils n'étoient engagés avant l'Edit de Nantes, ou possédés par les descendans en ligne directe ou collaterale de ceux qui en jouissoient lors dudit Edit. Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que tous Seigneurs, Gentilshommes, ou autres personnes de la R. P. R. ayant hautes Justices, pleins Fiefs de Haubert ou simples Fiefs, ne pourront dorenavant en consequence des articles 7. & huit de l'Edit de Nantes, continuer à faire l'exercice de ladite Religion dans leurs Châteaux ou maisons, si lesdites Justices ou Fiefs n'ont été érigés avant ledit Edit, & ne se trouvent encore aujourd'hui possédés sans interruption, par les descendans en ligne directe ou collaterale de ceux qui en jouissoient dans le tems dudit Edit : & pour le justifier seront tenus lesdits Seigneurs de la R. P. R. de remettre dans deux mois du jour de la publication qui sera faite du présent Arrêt dans chaque Bailliage ou Senechaussée, par devant les Commissaires executeurs dudit Edit de Nantes dans les Provinces, les Titres & pieces dont ils entendront se servir, pour après avoir été communiqué aux Syndics des Diocèses où sont situées lesdites Justices & Fiefs, être par lesdits Commissaires ordonné ce qu'il appartiendra, ce qui sera executé, sauf l'appel au Conseil, tant par lesd. Syndics, que ceux de ladite R. P. R. Et en cas que lesdits Commissaires se trouvent partagez, ils enverront incessamment leurs procès verbaux de partage & avis, avec les pieces & procédures des parties, au Sr. Marquis de Châteauneuf Secrétaire d'Etat, pour à son rapport être par sad. Majesté fait droit sur lesdits partages ainsi que de raison : passé lequel tems de deux mois, fait sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses ausdits de la Relig. P. R. de continuer à faire aucun exercice de ladite Religion dans leursd. Châteaux & maisons, sous quelque pretexte que ce soit, jusques à ce qu'ils en aient obtenu la permission, soit par Ordonnance des Commissaires, ou Arrêt du Conseil d'Etat, sur peine de privation pour toujours dudit exercice, & de réunion de la Justice ou Fief au Domaine de sa Majesté, & contre le Ministre qui auroit préché, d'interdiction pour toujours de son ministère dans le Royaume, & ce nonobstant tous Arrêts & Jugemens qui pourroient avoir été obtenus, portans permission de faire ledit exercice dans lesdits Fiefs acquis & érigés depuis l'Edit de Nan-

X

tes

tes. Et à l'égard des exercices personnels, pour raison desquels il y a instance au Conseil de sa Majesté, soit sur l'appel des jugemens des Commissaires executeurs dud. Edit, ou sur leurs partages, seront tenus ceux qui prétendent justifier la qualité de leurs Fiefs, d'ajouter dans deux mois aux pieces qui sont entre les mains dudit Sieur Marquis de Châteauneuf, celles dont ils voudront se servir pour prouver que leurs hautes Justices ou Fiefs sont de la qualité portée par led. Arrêt, autrement seront lesdites appellations & partages vuidez au rapport dudit Sieur Marquis de Châteauneuf, sur ce qui se trouvera par devers lui. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs, ses Lieutenans Generaux en ses Provinces, Intendans de Justice, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, qui sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 4. jour de Septembre 1684.

Signé,

PHELYPEAUX.

C L X V.

DECLARATION du Roi, pour que l'exercice de R. P. R. ne puisse être fait dans les lieux où il y aura moins de dix familles de ladite Religion.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Nous avons été informez que bien que par plusieurs Edits & Arrêts rendus en notre Conseil, & en aucunes de nos Cours superieures, il ait été expressément ordonné & fait defenses à ceux de la Religion prétendue réformée, de faire l'exercice & prêcher de ladite Religion dans les lieux où il n'y a point d'exercice de Bailiage, & il n'y avoit actuellement en iceux dix familles de ladite Religion ressantés & domiciliés, outre celle du Ministre; neanmoins ceux de ladite Religion ne laissent pas de continuer de faire l'exercice & Prêcher dans plusieurs lieux d'exercice réel, où il n'y reste pas un pareil nombre de familles de ladite Relig. & ne voulant pas souffrir une telle contravention ausdits Edits & Arrêts, nous avons résolu d'y pourvoir, & de declarer sur cela notre volonté; Savoir faisons, que pour ces causes, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, de-

claré & ordonné, disons, declérons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, qu'à l'avenir l'exercice & Prêcher de ladite R. P. R. ne puisse plus être fait ni continue dans les lieux que ceux de ladite Religion nomment d'exercice réel dans lesquels il y aura moins de dix familles, ressantés & domiciliés, outre celle du Ministre; & pour cette fin nous voulons que les Temples des lieux où il n'y aura pas ce nombre de familles de ladite Religion soient fermés, & les Ministres d'iceux obligés de s'en éloigner de 6. lieues au moins, sans y pouvoir retourner, pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit. Si doibons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Rouën, que ces presentes nos Lettres de Declaration ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles garder, faire garder & observer selon leur forme & teneur dans l'étendue du ressort de notre dite Cour, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires: Car tel est notre plaisir; En temoia de quoi nous avons fait mettre notre Seel à ceuides presentes. Donné à Versailles le 26. jour du mois de Decembre, l'an de grace 1684. Et de notre regne le 42. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé d'un grand Seau de cire jaune.

C L X V I.

EDIT du Roi, pour la punition des Ministres de la Relig. prétendue Reformée, qui souffrent dans les Temples des personnes que le Roi a défendu d'y admettre, & pour l'interdiction desdits Temples.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous presens & à venir, Salut. Quelques-uns de nos sujets ayant été assez malheureux pour abandonner la Religion Catholique, dont ils faisoient profession, nous aurions établi des peines contr'eux par notre Edit du mois de Juin 1680. & contre les Ministres de la Rel. P. R. qui les recevoient à en faire profession, ou qui les souffroient dans les Temples, & ordonné que l'exercice de ladite Religion demeurerait interdit pour toujours dans les Temples où nos sujets pervertis auroient été reçus & soufferts. Mais la peine d'interdiction prononcée contre ces Ministres n'étant pas assez forte pour les retenir, nous aurions été

été obligé d'ordonner par notre Edit du mois de Mars 1683. que ceux qui contreviendroient aux dispositions de cet Edit, seroient condamnez à faire amende honorable, & au bannissement perpetuel hors de notre Royaume, avec confiscation de leurs biens; & nous aurions en suite établi la même peine par notre Declaration du 17. Juin 1683. contre ceux qui souffriroient dans les Temples des enfans de 14. ans, dont les peres seroient convertis. Et comme quelques-uns de nos Officiers nous ont représenté, qu'encore qu'il n'y eût pas lieu de presumer que les Ministres ignoraient l'assistance aux exercices de la R. P. R. des Catholiques pervertis, ou des enfans de ceux qui s'étoient convertis, & que le défaut de preuve qui se rencontroit quelquefois dans les procès que l'on instruisoit pour de semblables sujets, ne dût être regardé que comme l'effet de leurs precautions, & non pas de leur innocence; néanmoins ils doutoient que notre intention fût que l'on condannât lesdits Ministres aux peines portées par nosdits Edits & Declarations, lors qu'il n'y avoit pas une preuve entiere qu'ils eussent souffert volontairement & avec connoissance dans les Temples, des personnes que nous avons defendu d'y admettre. Sur quoi desirant expliquer notre intention, en sorte qu'il ne reste aucune difficulté, & que les soins qu'apportent les Ministres & les Anciens des Consistoires à cacher les contraventions qu'ils font à nos Edits, ne l'empêchent pas au moins à l'égard des Temples de la R. P. R. où elles se commettent. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces presentes signées de notre main, disons, déclarons, ordonnons, voulons & nous plaît, que nosdits Edits des mois de Juin 1680. & Mars 1683. & notre Declaration du 17. Juin ensuivant, soient executez selon leur forme & teneur; & en conséquence ordonnons, que les Ministres qui auront reçu depuis la publication de notre Edit du mois de Juin 1680. jusques à celle de notre Edit du mois de Mars 1683. aucun Catholique à faire profession de la Rel. P. R. & ceux qui ayant eu connoissance de leur perversion & de leur assistance dans les Temples, les y aient soufferts, soient interdits pour toujours de la fonction de Ministres, suivant la disposition de cet Edit. Que ceux qui auront reçu des Catholiques à faire profession de la Rel. P. R. ou qui les auront soufferts avec connoissance dans les Temples

depuis la publication de notre Edit du mois de Mars 1683. ou qui les recevront & souffriront à l'avenir en la même maniere, & ceux qui y auront pareillement souffert depuis la publication de notre Declaration du 17. Juin 1683. ou qui y souffriront à l'avenir les enfans au dessous de 14. ans dont les peres sont convertis, soient condamnez à faire amende honorable, & au bannissement hors de notre Royaume, avec confiscation de leurs biens: laissant à l'honneur & à la conscience de nos Officiers de prononcer de moindres peines contre lesdits Ministres, lors qu'il n'y aura pas une preuve entiere qu'ils aient su & souffert volontairement l'assistance aux exercices de la R. P. R. des personnes que nous avons defendu d'y recevoir. Voulons que les Temples dans lesquels on aura souffert depuis la publication de notre Edit du mois de Juin 1680. que des Catholiques pervertis ayant assisté aux exercices de la Rel. P. R. soit qu'ils eussent toujours fait profession de la Rel. Catholique avant que de se pervertir, soit qu'ils l'eussent embrassée après avoir abjuré la R. P. R. & pareillement ceux où l'on aura souffert des enfans au dessous de quatorze ans, dont les peres sont convertis, soient demolis, & que l'exercice de la R. P. R. demeure interdit pour tousjours, dans les lieux où l'on aura ainsi contrevenu à la disposition de nos Edits & Declarations. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que le present Edit ils aient à faire lire, publier & executer, selon sa forme & teneur: Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous avons fait mettre notre Seel à cédites presentes. Donné à Versailles au mois de Fevrier, l'an de grace 1685. & de notre regne le 42. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire verte. *Visa, LE TELLIER.*

C L X V I I.

ARRET du Conseil d'Etat, portant que tous les Ministres de la R. P. R. seront compris & employez dans les Rôles des Tailles à proportion des biens qu'ils possèdent.

LE Roi ayant été informé qu'encore que par l'article 44. des particuliers de l'Edit de Nantes, qui accorde quelques exemptions aux Ministres de la R. P. R. celle de la Taille n'y ait point été comprise; néanmoins ils

auroient fait tous leurs efforts dans les tems mêmes les plus difficiles pour que lesdits Ministres pussent jouir de pareille exemption de Tailles que les Ecclesiastiques, ayant reiteré cette demande, non seulement dans leurs Cahiers de 1602. 1604. 1608. 1611. 1619. 1621. & 1622. mais encore par la Requête que leurs Deputez presenterent à cet effet ; sur laquelle intervint Arrêt, le 17. Juillet 1624. par lequel conformément aux reponses faites sur lesdits Cahiers, il fut ordonné que lesdits Ministres jouiroient de l'exemption des Tailles & autres impositions pour leurs meubles, pensions & gages seulement, & qu'ils ne pourroient être imposés qu'à proportion de leurs heritages, & autres biens ; qui est tout ce qu'ils auroient pu obtenir. Cependant par un usage abusif, qui ne peut prevaloir sur ledit Arrêt de 1624. donné même sur la Requête des Deputez de ceux de la R. P. R. & qui n'a jamais été revoqué, les Ministres qui possèdent des biens immeubles, n'ont pas laissé de jouir dans beaucoup de lieux de l'exemption entiere de la Taille, soit qu'on ne les ait pas distingués d'avec ceux qui n'avoient que leurs gages & meubles, ou qu'y ayant un nombre considerable de personnes de ladite Religion dans ces lieux, lors qu'ils ont été Collecteurs ils les aient voulu favoriser : A quoi étant necessaire de pourvoir. Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, conformément audit Arrêt de 1624. que tous Ministres de la Rel. P. R. seront compris & employez dans les Rôlles des Tailles à proportion des biens qu'ils possèdent, autres toutefois que leurs gages & meubles servant à leur usage, pour lesquels seulement ils jouiront de l'exemption desdites Tailles, nonobstant tout ce qui pourroit être allegué au contraire, oppositions & autres empêchemens quelconques, pour lesquels ne sera différé. Enjoint sa Majesté aux Srs. Intendans & Commissaires departis dans ses Provinces, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, lequel sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 8. jour du mois de Janvier 1685.

Signé,

COLBERT.

CLXVIII.

ORDONNANCE du Grand Prevôt, qui enjoit aux Marchands de la R. P. R. suivans la Cour, de vendre leurs privileges.

DE PAR LE ROI,
ET MR. LE GRAND PREVÔT.

SA Majesté n'ayant rien plus à cœur que de travailler pour la gloire de Dieu, en extirpant l'heresie de Calvin de son Royaume, & pour cet effet nous ayant ordonné de ne souffrir plus aucun Calviniste, ni autres Heretiques, parmi les Marchands privilegiez qui sont sous notre charge ; nous pour obeit aux ordres du Roi, enjoignons à tous les Marchands privilegiez suivans la Cour, qui sont de la R. P. R. ou de quelque autre sorte d'Heretiques que ce soit, de vendre leur privilege, dans un mois de la signification de cette presente Ordonnance, à peine de desobeissance formelle aux ordres de sa Majesté. Fait à Versailles, le 9. de Janvier 1685.

Signé,

DE SOURCHE.

CLXIX.

ARRET du Conseil d'Etat, qui fait defenses de recevoir aucuns Maitres Apotiquaires Epiciers de la R. P. Reformée.

Sur la Requête presentée au Roi, étant en son Conseil, par les Maitres Apotiquaires Epiciers Catholiques de Dieppe, contenant qu'encore que dans ladite ville les Apotiquaires Epiciers de la R. P. R. soient en plus grand nombre que les Catholiques : neanmoins le nommé Jean Larchevêque, faisant profession de ladite R. P. R. qui tient depuis long-tems boutique en ladite ville d'Apotiquaire Epicier, en vertu des Lettres de Maîtrise accordées lors de la naissance de Mr. le Dauphin, ayant au mois de Janvier 1684. voulu faire recevoir audit métier d'Apotiquaire Epicier Jean Larchevêque son fils, les Gardes dudit métier s'y seroient opposez, sur ce que ledit Larchevêque pere n'avoit exercé, & n'exerçoit ledit métier qu'en vertu desdites Lettres de Maîtrise par lui obtenues, contrairement à plusieurs Arrêts du Conseil, & entr'autres à celui du 21. Juillet 1664. qui declare nulles les Lettres de Maîtrise obtenues par ceux de la R. P. R. Et sur cette opposition seroit intervenue sentence au Siege d'Arques

ques le 15. Janvier dernier, qui a condamné ledit Larchevêque pere à fermer sa boutique, laquelle Sentence a été depuis confirmée par Arrêt du Parlement de Rouën, du dixième Juin dernier: & néanmoins il a été ordonné par ledit Arrêt que le long exercice dudit Larchevêque lui vaudroit de chef-d'œuvre, en conséquence duquel Arrêt il poursuit toujours la reception de son fils audit métier, comme fils de Maître, ce qui est contraire audit Arrêt du 21. jour de Juillet 1664. A quoi étant nécessaire de pourvoir, vu ladite Requête, le susdit Arrêt du Conseil, celui du Parlement de Rouën du dixième Juin dernier, ensemble la Declaration de 1669. Oui le rapport: & tout considéré. Le Roi étant en son Conseil, a cassé & cassé ledit Arrêt du Parlement de Rouën du dixième Juin dernier, & conformément à celui du Conseil dudit jour 21. Juillet 1664. a ordonné & ordonne que quinze jours après la signification qui sera faite du présent Arrêt, tant audit Larchevêque pere, qu'à tous autres de la R. P. R. qui tiennent boutique d'Apotiquaire Epicier en ladite ville de Dieppe, en vertu de Lettres de Maltrise, ils seront tenus de fermer leurs boutiques, avec très-expresses defenses de faire aucun exercice dudit Art d'Apotiquaire Epicier, à peine de trois mil livres d'amende: & ausdits Juges d'en recevoir aucuns à l'avenir de ladite Religion P. R. permettant néanmoins sa Majesté à ceux de ladite Relig. qui ont été reçus audit Art dans les formes ordinaires, conformément à l'article 30. de la Declaration de 1669. en faisant apprentissage & chef d'œuvre, d'en continuer les fonctions leur vie durant. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 22. jour de Janvier 1685.

Signé,

PHELYPEAUX.

C L X X.

ARRÊT du Conseil d'Etat, qui enjoint à tous ceux de la R. P. R. dont les Charges de Notaires ont été remplies de personnes Catholiques, de remettre les minutes des Contrats & autres Actes aux Greffes des Justices Royales des lieux où ils étoient Notaires.

LE Roi ayant par Arrêt de son Conseil du 28. Juin 1681. entr'autres choses ordonné à tous Notaires de la R. P. R. de se defaire de leurs Offices dans six mois, du jour de la publication & enregistrement dudit Arrêt; & à faute de ce faire, ledit tems passé, que

lesdits Offices pourroient être levez comme vacans aux parties casuelles, avec defenses à eux d'en faire aucunes fonctions. Sa Majesté a été informée qu'aucuns de ceux qui étoient Notaires dans le tems que ledit Arrêt a été rendu, ont encore en leur possession les minutes des Contrats & Actes qu'ils ont passez; ce qui fait apprehender (lesdits de la R. P. R. pouvant s'en aller faire leur residence en des lieux éloignez) que lesdites minutes ne s'égarent ou ne soient diverties, dont le public souffriroit un notable prejudice. A quoi étant nécessaire de pourvoir; sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que tous ceux de la R. P. R. dont les Charges de Notaires ont été remplies de personnes Catholiques en conséquence dudit Arrêt, ou qui sont encore à remplir, seront tenus dans deux mois, du jour de la signification du présent Arrêt, de remettre aux Greffes des Justices Royales des lieux où ils faisoient leur residence, ou de celles qui se trouveront les plus proches, les minutes en bonne forme, & suivant l'ordre des dattes des Contrats & Actes par eux passez pendant le tems qu'ils ont exercé lesdits Offices, même celles qui pourroient leur avoir été remises par leurs predecesseurs ausdits Offices, desquelles les Greffiers se chargeront par inventaire. Et en cas que dans la suite il en soit delivré des expéditions, ils seront tenus de tenir fidelement compte des émolumens qui en proviendront à ceux de ladite R. P. R. à qui lesdites minutes appartiennent; & à faute par eux de satisfaire au présent Arrêt dans ledit delai, ils y seront contraints par toutes voyes, mêmes par corps, nonobstant oppositions & autres empêchemens quelconques: Enjoint sa Majesté aux Srs. Intendants & Commissaires par elle departis en ses Provinces, de tenir la main à l'execution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 3. jour de Fevrier 1685.

Signé,

COLBERT.

C L X X I.

ARRÊT du Conseil d'Etat, qui deponille des privileges de Noblesse les descendans des Majors de la Rochelle de la R. P. R.

LE Roi ayant ci-devant ordonné par Arrêt de son Conseil d'Etat du 19. Janvier 1684. à ceux qui faisoient profession de la R. P. R. lesquels étoient revêtus des Charges

ges de Secretaires de sa Majesté, de s'en faire dans trois mois en faveur de personnes Catholiques, avec défenses d'en continuer aucunes fonctions, même à ceux qui étoient veterans; & aux veuves dont les maris avoient acquis les privilèges de Noblesse, & autres attribuez à ladite Charge, suivant les Edits & Declarations d'en jouir: & n'étant pas moins juste, de priver de cette qualité de Nobles ceux de lad. R. P. R. dont les auteurs l'ont acquise pour avoir été Maires en la ville de la Rochelle, avant la suppression de cette Charge, qui n'est pas si considerable que celle de Secrétaire de sa Majesté, veu même que les privilèges qui étoient attachez aux Maires, ont été révoquez en plusieurs villes du Royaume. Sa Majesté étant en son Conseil, a fait & fait très-expresses inhibitions & défenses à toutes personnes de la R. P. R. qui jouissent du privilege de Noblesse, à cause que leurs auteurs ont été Maires en la ville de la Rochelle, de continuer dorenavant à prendre la qualité de Nobles: ce faisant, les a exclus des privilèges qui y sont attribuez; ordonne qu'ils seront imposez aux Tailles, & sujets à toutes les autres impositions comme les Roturiers, tant qu'ils seront profession de la Rel. P. R. Enjoint sa Majesté au Sr. Arnoul, Conseiller en ses Conseils, Intendant de la Marine, Police & Finances en Brouage, pais d'Aunis, ville & Gouvernement de la Rochelle, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera lu & publié par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 5. Mars 1685.

Signé,

PHELYPEAUX.

C L X X I I.

ARRET du Conseil d'Etat, sur la demeure des Ministres de la R. P. R.

LE Roi ayant été informé que dans plusieurs lieux où l'exercice de la Rel. P. R. étoit interdit, & les Temples demolis, les Ministres qui y avoient été établis y faisoient encore leur demeure, & que si quelques-uns en sortoient pour aller exercer leur ministère ailleurs, il en étoit envoyé d'autres à leur place par des ordres secrets des Consistoires voisins, afin d'y continuer furtivement l'exercice de ladite Religion; sa Majesté pour empêcher la continuation de cet abus auroit par Arrêts de son Conseil d'Etat des 13. Juillet 1682. & 17. Mai 1683. fait très-expresses

ses inhibitions & défenses à tous Ministres & Proposans de rester ou venir s'habituer à l'avenir dans les lieux où ledit exercice auroit été interdit; & à tous ceux qui y auroient été Ministres ou Proposans de faire leur demeure plus près desdits endroits que de six lieues, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de desobeissance, trois mil livres d'amende, d'être privé pour toujours de leur ministère dans tout le Royaume, & d'être procédé contr'eux extraordinairement; mais comme ces Arrêts n'ont été donnez que pour les lieux seulement où l'exercice de ladite Religion est interdit définitivement, & qu'il a encore cessé en plusieurs autres endroits, soit en conséquence de decrets decernez contre quelques autres Ministres pour des contraventions commises aux Edits & Declarations de sa Majesté, ou en vertu des Jugemens rendus par les premiers Juges, il est important que des Ministres ne demeurent pas dans ces lieux qui sont en prevention par l'un ou l'autre cas, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé définitivement, pour empêcher qu'ils ne continuent l'exercice de la R. P. R. qu'ils y font clandestinement, ce qui est formellement contraire aux Declarations de sa Majesté: A quoi étant à propos de pourvoir; Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que les Ministres & Proposans qui se trouveront dans les lieux où l'exercice public de la R. P. R. aura cessé, à l'occasion des proces mus pour raison des contraventions aux Edits & Declarations de sa Majesté, seront tenus de s'en éloigner au moins de 3. lieues: Faisant S. M. très-expresses inhibitions & défenses à tous Ministres & Proposans de quelque Province qu'ils soient, de faire leur demeure plus près desdits lieux que de cette distance, jusques à ce que sur lefd. contraventions il en ait été autrement ordonné définitivement par les Juges à qui la connoissance en appartient, à peine de desobeissance, trois mil livres d'amende, d'être privé pour toujours de la fonction de leur ministère dans tout le Royaume, & d'être procédé contr'eux extraordinairement. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs, ses Lieutenans Generaux dans ses Provinces, Intendans de Justice, & à tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt qui sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 30. jour d'Avril 1685.

Signé,

PHELYPEAUX.

CLXXIII.

CLXXIII. 1.

DECLARATION du Roi, pour commutation de la peine de mort en celle des Galeres, contre ceux qui s'habituent dans les pais étrangers, sans permission du Roi.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Par nôtre Edit du mois d'Août 1669. nous aurions fait très-expresses defenses à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de sortir de nôtre Royaume pour s'aller établir, sans nôtre permission, dans les pais étrangers par mariage, acquisition d'immeubles, & transport de leurs familles & biens, pour y prendre leurs établissemens, à peine de confiscation de corps & de biens; lesquelles defenses nous aurions renouvelles particulièrement pour les gens de mer & de métier par nôtre Declaration du 18. Mai 1682. à peine des Galeres à perpetuité: & comme nous sommes informez que cette dernière peine (quoi que moins severe) tient davantage nos sujets dans la crainte de contrevenir à nôtre volonté, nous avons resolu d'établir la même peine pour tous ceux qui contreviendront à nôtre dit Edit du mois d'Août 1669. A ces causes, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons commué & changé, commuons & changeons par ces presentes signées de nôtre main la peine de mort portée par ledit Edit du mois d'Août 1669. contre ceux qui y contreviendront en celle des Galeres à perpetuité. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & regltrer, & icelles executer selon leur forme & teneur. Car tel est nôtre plaisir. Donnée à Versailles le dernier jour du mois de Mai, l'an de grace 1685. & de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

CLXXIII. 2.

DECLARATION du Roi, pour la commutation de peine de mort en celle des Galeres, contre les François qui passent dans les pais étrangers.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Par nôtre Edit du mois d'Août 1669. nous aurions fait très-expresses defenses à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de sortir de nôtre Royaume pour servir dans les pais étrangers, ou pour s'y établir sans nôtre permission, à peine de confiscation de corps & de biens; & enjoint à tous ceux qui y étoient, de revenir en France, sous les mêmes peines: & étant informez que plusieurs de nos sujets ont contrevenu à ce qui est en cela de nôtre volonté, nous avons estimé nécessaire de renouveler nos defences sur ce sujet, & de commuer la peine de mort en une moins severe, dont la crainte les puisse empêcher de passer dans les pais étrangers pour s'y habituer. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, de l'avis de nôtre Conseil, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces presentes, signées de nôtre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que du jour de l'enregistrement des presentes, & de la publication d'icelles aux Sieges de l'Amirauté, les François qui seront pris sur les vaisseaux étrangers ou autres, & convaincus de s'être établis sans nôtre permission dans les pais étrangers, soient constituez prisonniers dans les prisons ordinaires des lieux, à la requête de nos Procureurs esd. Sieges, & condamnez aux Galeres perpetuelles, à laquelle peine nous avons commué celle de mort portée par nôtre dit Edit, & en suite mis & attaché à la chaîne, pour être conduits en nôtre ville de Marseille. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenant nôtre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire regltrer, & le contenu en icelles faire garder & observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, nonobstant tous Edits, Declarations & Arrêts à ce contraires, ausquels nous avons derogé & dérogeons par cesd. presentes: Car tel

tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre nôtre Seel. Donné à Versailles le dernier jour du mois de Mai, l'an de grace 1685. & de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire de jaune.

CLXXIII. 3.

DECLARATION du Roi, pour empêcher les mariages des sujets du Roi en pais étrangers.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Bien que par nos Ordonnances, par nôtre Edit du mois d'Août 1669. & par nos Declarations des 18. Mai 1682. & dernier Mai de la présente année, nous ayons pourvu à ce que nos sujets ne puissent s'établir & demeurer dans les pais étrangers sur les peines y contenues: néanmoins nous avons été informez que plusieurs de nosdits sujets mal intentionnez à nôtre service & à leur patrie, ou pour d'autres raisons & motifs, procurent le mariage de leurs enfans ou de ceux dont ils sont tuteurs ou curateurs hors de nôtre Royaume, pour s'y établir & y faire leur demeure pour toujours, renonçant par ce moyen au droit qu'ils ont par leur naissance d'être nos sujets, & de jouir des avantages qu'elle leur donne, & ne voulant pas souffrir une licence si contraire à leur devoir naturel, si prejudiciable à cet Etat & de si dangereux exemple. Nous avons résolu d'y pourvoir, & de déclarer sur cela nôtre volonté: Savoir faisons, que pour ces causes, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, en confirmant autant que de besoin nôtre Edit du mois d'Août 1669. & nos Declarations des 18. Mai 1682. & dernier Mai de la présente année, nous avons défendu & défendons très-expressement par ces présentes signées de nôtre main, à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver à l'avenir que leurs enfans, ou ceux dont ils seront Tuteurs ou Curateurs, se marient en pais étrangers, soit en signant les contrats qui pourroient être faits pour lesdits mariages, soit par actes postérieurs, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, sans nôtre permission expresse, à peine des galeres à perpétuité à l'égard des hommes, & de bannisse-

ment perpétuel pour les femmes; & de confiscation de leurs biens; & où ladite confiscation de biens n'auroit lieu, de vingt mil livres d'amende contre les peres & meres, tuteurs ou curateurs, qui auront contrevenu à ces présentes, ladite amende payable par eux sans deport. Voulons que pour cette fin ils soient poursuivis en leurs personnes & biens, selon la rigueur des Ordonnances, par nos Officiers, à la requête de nos Procureurs Generaux ou leurs Substituts, auxquels nous enjoignons de ce faire aussi-tôt qu'ils en auront connoissance. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier & enregitrer, & le contenu en icelles faire garder & observer selon sa forme & teneur: Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 16. jour de Juin, l'an de grace 1685. & de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

CLXXIV.

DECLARATION du Roi, portant que les Temples où il sera célébré des mariages entre Catholiques & des gens de la R. P. R. & ceux où dans les Prêches il sera tenu des discours séditieux, seront demolis.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Par nos Lettres patentes en forme d'Edit du mois de Novembre 1680. nous avons ordonné, que nos sujets de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ne pourroient sous quelque prétexte que ce pût être, contracter mariage avec ceux de la Rel. P. R. déclarant tels mariages nuls & non contractez, & les enfans qui en proviendroient illegitimes, & incapables de succéder aux biens, meubles & immeubles de leurs peres. Et quoi que nôtre intention ainsi clairement expliquée eût dû contenir nos sujets, néanmoins nous apprenons avec une extrême peine, qu'on y contrevient assez fréquemment, & que les Ministres fomentent cette desobéissance avec d'autant plus de liberté, que la peine regarde uniquement les contractans. Nous sommes encore bien informez qu'aux Prêches qu'on fait dans les Temples, il se tient sou-

vent

vent des discours seditieux, particulièrement sur les derniers Edits & Declarations que nous avons estimé de faire, concernant ceux de ladite R. P. R. sans que les autres Ministres ou les Anciens qui sont presens tiennent compte de s'y opposer, ou de les empêcher. Et jugeant important à notre autorité, de donner moyen à nos Officiers de reprimer par quelque châtiment severe de telles entreprises : Savoir faisons, que nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que notre Edit du mois de Novembre 1680. soit executé selon sa forme & teneur ; & y ajoutant que les Temples dans lesquels auront été celebres des mariages entre nos sujets de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & ceux de la R. P. R. soient demolis, & l'exercice interdit pour toujours dans les villes ou autres lieux dans lesquels on aura ainsi contrevenu aux dispositions dud. Edit. Voulons en outre & entendons, que les Temples dans lesquels il sera fait des Prêches seditieux, en quelque maniere que ce soit, sur tout au sujet des Edits, Declarations ou Arrêts qui ont été & seront par nous rendus concernant la Rel. P. R. soient pareillement demolis, & l'exercice interdit pour jamais dans les villes & lieux où lefd. Temples sont situez, & ce lors que les autres Ministres & Anciens qui auront été presens, ou assisté auxdits Prêches, ne s'y seront point opposés pour se justifier, de laquelle opposition seront lefd. Ministres & Anciens tenus de rapporter l'attestation des Catholiques qui pourront avoir été presens ausd. Prêches, & même d'en prendre acte des Juges des lieux, auxquels à cet effet ils seront obligés de le denoncer, dans trois jours pour tout delai après lefdits Prêches faits. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu executer & faire executer sans y contrevénir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu, en quelque sorte & maniere que ce soit : Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celsdites presentes. Donné à Versailles le 18. jour du mois de Juin, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, L O U I S. Et sur le repli : Par le

Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

C L X X V.

ARRET du Conseil d'Etat, qui interdit pour toujours l'exercice de la R. P. R. en la ville de Sedan, & ordonne la demolition des Temples dans les lieux de Raucourt & Givonne.

Sur ce qui a été remontré au Roi étant en son Conseil, que les Ministres & Anciens de la R. P. R. de la ville & Bailliage de Sedan, se voyant poursuivis à la Requête du Procureur de sa Majesté en icelui, pour contraventions par eux faites aux Declarations de sa Majesté ; & apprehendant d'encourir les peines portées par icelles, si les faits dont ils sont accusez viennent à être justifiés, ils auroient cru ne pouvoir rien faire de mieux pour se mettre à couvert de toutes poursuites, ni de plus agreable à sa Majesté, que de se résoudre à consentir à la suppression d'aucuns des lieux d'exercice de l'étendue dud. Bailliage, & même à la translation du principal. Et pour cet effet ayant convoqué leur Consistoire extraordinairement le 14. Juin 1685. en presence du Sieur Jacquesfon, President & Lieutenant General dudit Sedan, Commissaire nommé par sa Majesté, & par la permission du Commandant audit Sedan, lefdits Ministres & Anciens, avec trente des plus notables desd. de la Rel. P. R. ainsi assemblez, auroient consenti à ce que sa Majesté disposât tant du Temple de Sedan, que de ceux de Raucourt & Givonne, en leur assignant un lieu pour y faire ledit exercice pour tout le Bailliage, & y ajoutant telle autre grace que sa Majesté estimera à propos pour leur sûreté particuliere, & la liberté & facilité dudit exercice ; & auroient à l'effet dudit consentement donné leur pouvoir special à des Deputez dudit Consistoire. Vu par sa Majesté lefd. actes du Consistoire dudit jour 14. Juin : vu aussi le consentement donné par lefdits Deputez par devant Dionis & Gaudion, Notaires au Châtelet de Paris, le 30. dudit mois de Juin, tout bien & murement considéré : Sa Majesté étant en son Conseil, a interdit & interdit pour toujours l'exercice de la R. P. R. en la ville de Sedan, & dans lefd. lieux de Raucourt & Givonne ; & en consequence a ordonné & ordonne, que les Temples desd. lieux de Raucourt & Givonne seront incessamment demolis : sera & demeurera le Temple

ple de la ville de Sedan en l'état auquel il est présentement, pour jamais affecté aux Catholiques, pour servir selon & ainsi qu'il sera ordonné par le Sieur Archevêque Duc de Rheims. Sa Majesté voulant traiter favorablement lesdits Ministres & Anciens de la R. P. R. de la ville & Bailliage de Sedan, en considération de leur soumission, leur a sa Majesté permis & permet de construire un Temple dans le fauxbourg du Rivage de ladite ville de Sedan, ensemble un petit logement à côté pour les personnes qui en auront la garde, même un mur de clôture pour environner le tout, & ce au lieu qui leur sera marqué par le Gouverneur de Sedan, ou celui qui y commandera en son absence, assisté dudit Lieutenant General de Sedan, & en présence du Syndic du Diocèse de Rheims, pour l'exercice de ladite Religion fait & continué dans ledit nouveau Temple, ainsi qu'il a été fait jusques ici dans le Temple de ladite ville de Sedan, & ce jusques au dernier jour de Decembre de la presente année seulement, sans néanmoins qu'il puisse être continué ausdits lieux de Raucourt & Givonne, voulant sa Majesté qu'il y cesse du jour de la signification du present Arrêt. Jouiront lesdits de la Relig. P. R. de Sedan de la maison où ils avoient accoutumé d'assembler leur Consistoire en ladite ville de Sedan, dans laquelle sa Majesté leur permet de le continuer dorenavant, jusques à ce que par elle en ait été autrement ordonné: jouiront pareillement des places sur lesquelles sont bâties les Temples desdits lieux de Raucourt & Givonne, & des bâtimens & heritages en dependans, ensemble de leurs autres effets, pour en disposer comme de leur propre chose; à la réserve des cloches desdits Temples, qui demeureront pour l'usage de l'Eglise Catholique, & de la maison où logeoit le Ministre de Raucourt, & l'enceinte & preclôture d'icelle, qui demeurera en l'état qu'elle est affectée à perpétuité au Presbytere dudit lieu de Raucourt, sans qu'à raison desdites cloches, de ladite maison & dependances, ni du Temple de Sedan, que sa Majesté affecte par le present Arrêt aux Catholiques, lesdits de la Religion pretendue Reformée puissent pretendre aucun dedommagement ni recompense. Pourront lesdits de la Religion pretendue Reformée retirer du caveau du Temple de Sedan, les corps des personnes decedées qui y sont, ainsi que bon leur semblera, pour les transporter avec leurs cercueils dans leur nouveau Temple. Con-

tinueront les habitans de la Religion pretendue Reformée des lieux de Raucourt & Givonne d'enterrer leurs morts dans leurs Cimetieres, ainsi qu'ils ont fait jusques à present; mais n'y pourra être tenué aucune Ecole. A l'égard de la ville de Sedan, veut sa Majesté que lesdits de la Religion pretendue Reformée n'en puissent tenir qu'une pour lire, écrire, chiffrer & calculer, & ce dans le fauxbourg du Rivage seulement, sans qu'il en puisse être tenu dans la ville, sous quelque pretexte que ce soit. Quant aux Ministres qui servoient ausdits lieux de Raucourt & Givonne, leur enjoint sa Majesté de s'en retirer, sans y pouvoir rester pour quelque pretexte que ce soit; leur a néanmoins sa Majesté de grace permis de faire leur demeure en la ville de Sedan, à condition d'y vivre comme particuliers, & de ne pouvoir s'ingerer du ministere, le tout à peine de punition. A pareillement sa Majesté permis & permet aux nommez Gantois & Saint Maurice, Ministres de ladite ville de Sedan, d'y continuer leur ministere leur vie durant, & ce sans tirer à consequence pour ceux qui leur succederont dans leurdit ministere; dérogeant sa Majesté à l'égard de tous lesdits Ministres à tous Reglemens à ce contraires; & moyennant ce demeureront toutes poursuites & actions qui ont été faites & intentées jusques à hui, pour contravention aux Edits & Declarations de sa Majesté, de la part des Ministres & Anciens de ladite Religion pretendue Reformée des ville & Bailliage de Sedan, nulles & comme non avenues; veut sa Majesté qu'ils n'en puissent être recherchez directement ni indirectement. Et sera à cet effet le present Arrêt lu, publié, affiché & regitré au Siege Presidial de Sedan, à la Requête du Procureur de sa Majesté audit Siege, à ce que nul n'en ignore. Enjoint en outre au Gouverneur de Sedan, & à l'Intendant dans le departement duquel ladite ville est située, d'y tenir la main. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le deuxieme jour de Juillet 1685.

Signé,

COLBERT.

CLXXVI.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant défenses à tous Imprimeurs & Libraires de la R. P. R. de faire aucunes fonctions d'Imprimeurs & Libraires.

LE Roi s'étant fait représenter en son Conseil l'Arrêt rendu en icelui le 14. Mai dernier, par lequel sa Majesté auroit entr'autres choses fait défenses à ceux qui sont commis pour la reception des Imprimeurs & Libraires, d'en admettre à l'avenir aucun de la R. P. R. sur les peines portées par ledit Arrêt, & ce pour obvier à ce que les Libraires de ladite R. P. R. ne puissent imprimer, vendre & debiter, ainsi qu'ils ont fait par le passé, plusieurs livres & autres écrits mêlez de discours scandaleux & diffamatoires, & même contre le respect dû à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; considérant sa Majesté qu'il ne peut être entièrement remedié au desordre, tant que les Imprimeurs & Libraires de ladite R. P. R. qui ont été cy-devant reçus continueront d'exercer la Librairie. Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que led. Arrêt du 14. Mai dernier sera executé selon sa forme & teneur; Et y ajoutant, a fait très-expresses inhibitions & défenses à tous Imprimeurs & Libraires faisant profession de la Rel. P. R. de faire à l'avenir aucunes fonctions d'Imprimeurs & Libraires à commencer du jour de la publication du present Arrêt, à peine de confiscation de leurs Livres, formes & marchandises, & de trois mil livres d'amende applicable à l'Hôpital du lieu, ou le plus prochain. Enjoint sa Majesté aux Intendans & Commissaires departis dans les Provinces & Generalitez de son Royaume, & aux Lieutenans Generaux & de Police de ses Bailliages & Senechaussées, ses Procureurs ausdits Sieges, & à tous autres qu'il appartiendra de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, qui sera à cet effet publié & affiché par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 9. jour de Juillet 1685.

Signé,

PHELYPEAUX.

CLXXVII.

ARRÊT du Conseil d'Etat, portant défenses à ceux de la R. P. R. d'avoir des Cimetieres dans les villes, bourgs & lieux du Royaume où il n'y a plus d'exercice de ladite R. P. R.

LE Roi étant informé qu'en plusieurs villes & lieux de son Royaume où il n'y a plus d'exercice de la R. P. R. ceux de ladite Religion y ont conservé les Cimetieres & y enterrent les corps morts, comme par le passé; & d'autant qu'ils ne peuvent faire lesdits enterremens sans y paroître publiquement assemblez, ce qui est contraire aux défenses de faire aucun exercice, & que d'ailleurs les peuples n'étant plus accoutumés à voir l'exercice de ladite Religion esdits lieux, ces enterremens peuvent donner lieu à des émoitions populaires, à quoi voulant pourvoir; Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne qu'ès villes, Bourgs & lieux du Royaume où il n'y a plus d'exercice de la R. P. R. ceux de ladite Religion ne pourront y avoir de Cimetieres, & qu'ils seront tenus de délaisser dans six mois ceux qu'ils y ont à present, & s'en pourvoir d'autres hors desdites villes, bourgs & lieux où il n'y a plus d'exercice: & où ils ne pourroient trouver de lieux propres à cet effet, il leur en sera marqué par les Juges Royaux, & seront tenus de payer lesdits lieux aux propriétaires à dire d'Experts, dont les parties conviendront, ou qui seront nommez d'Office par lesdits Juges. Enjoint sa Majesté aux Intendans & Commissaires departis pour l'exécution de ses ordres dans les Provinces & Generalitez de son Royaume, de tenir la main à l'exécution du present Arrêt, & de le faire publier & afficher par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 9. jour du mois de Juillet 1685.

Signé,

COLBERT.

CLXXVIII.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne que dans les Provinces & Generalitez du Royaume où les Tailles sont réelles, ceux de la R. P. R. seront tenus de contribuer à la réédification & réparation des Eglises Paroissiales & maisons Curiales, à proportion des biens qu'ils possèdent dans les Paroisses.

Sur la Requête présentée au Roi étant en son Conseil, par les Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques, deputez à l'Assemblée generale du Clergé de France, tenuë à St. Germain en Laye, contenant que toutes les Communautéz étant Catholiques, ceux qui en sont membres & qui jouissent des privileges des Communautéz, en doivent supporter les charges : que cependant ceux de la R. P. R. prétendent, sous pretexte de l'art. 2. des particuliers de l'Edit de Nantes, être exemts de contribuer aux reparations des Eglises Paroissiales & maisons Curiales, & d'autant que ceux de la R. P. R. ont aquis beaucoup de terres & biens qui étoient sujets à ces contributions, & qu'il ne seroit pas juste que lesd. biens pour avoir passé en leurs mains, en les aquérant fussent exemts des charges auxquelles ils sont naturellement sujets. Requieroient à ces causes, qu'il plût à sa Majesté ordonner, que ceux de la Relig. P. R. seront obligez à la réédification & réparation des Eglises Paroissiales & maisons Curiales, à proportion des biens qu'ils possèdent dans lesdites Paroisses, sans toutefois qu'ils puissent être cottisez par capitation, mais seulement sur les biens qu'ils possèdent dans lesdites Paroisses. Vu ladite Requête, & tout considéré: Le Roi étant en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite Requête, a ordonné & ordonne, qu'ès Provinces & Generalitez du Royaume où les Tailles sont réelles, lesdits de la R. P. R. seront tenus de contribuer à la réédification & reparations des Eglises Paroissiales & maisons Curiales, à proportion des biens qu'ils possèdent dans les Paroisses. Enjoint sa Majesté aux Intendans & Commissaires departis pour l'exécution de ses ordres dans les Provinces & Generalitez, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 9. jour du mois de Juillet 1687.

Signé,

COLBERT.

CLXXIX.

ARRET du Conseil d'Etat, qui défend à tous les Ecclesiastiques du Royaume de donner à ferme leurs biens Ecclesiastiques à aucuns de la R. P. R. ni les recevoir pour cautions de leurs Fermes.

Sur ce qui a été représenté au Roi, étant en son Conseil, par les Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques deputez à l'Assemblée Generale du Clergé de France, tenuë à Saint Germain en Laye; qu'encore que le Clergé en general ait dessein de n'affermir point les biens Ecclesiastiques à ceux de la Relig. P. Ref. voulant en cela se regler sur ce qui a été fait par sa Majesté, qui a exclus ceux de lad. R. de ses Fermes & receptes generales de ses Finances, & receptes particulieres des Tailles. Néanmoins ils ont été informez que sous differens pretextes, plusieurs de ladite Religion tiennent encore des Fermes des Ecclesiastiques, ou sont cautions de ceux qui les font valoir; à quoi ils auroient supplié sa Majesté de pourvoir. Sa Majesté étant en son Conseil, a fait très-expresses inhibitions & defenses à tous Ecclesiastiques du Royaume, de donner à ferme leurs biens Ecclesiastiques à aucuns de ladite Rel. P. R. ni les recevoir pour cautions de leurs Fermes; à peine de confiscation au profit de l'Hôpital du lieu, ou de celui qui se trouvera le plus prochain des revenus qui seroient affermez ausdits Fermiers ou cautions, applicable ausdits Hôpitaux. Ordonne sa Majesté, que dans un an pour tout delai, lesdits Ecclesiastiques, dont les Fermes seroient tenues par lesdits de la Religion prétendue Reformée, ou desquels ils seroient cautions, soient tenus de résoudre leurs baux à ferme, & tous actes de cautionnement, sans toutefois que pour raison de ce, ils soient dechargés de la garantie de la ferme ou cautionnement pour le passé, pour raison de quel lesdits Ecclesiastiques les pourrout poursuivre ainsi qu'il appartiendra. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 9. jour du mois de Juillet 1687.

Signé,

COLBERT.

CLXX X.

**DECLARATION du Roi, portant defen-
ses à ceux de la R. P. R. d'avoir des domes-
tiques Catholiques.**

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informez de plusieurs endroits de notre Royaume, que les Catholiques servant ceux de la Rel. P. R. en qualité de domestiques, sont souvent empêchez par leurs maîtres de suivre ce qui est prescrit par les commandemens de l'Eglise, pour l'observation des Fêtes & des jours de jûnes & abstinence, & même que plusieurs de ladite R. P. R. après avoir perverti leurs domestiques Catholiques, les obligent de passer dans les pais étrangers pour quitter leur Religion, & faire profession de la prétendue réformée, tombant par ce moyen dans les cas des peines portées par nos Edits contre ceux qui se pervertissent, ou sortent de notre Royaume sans notre permission; à quoi voulant pourvoir, & ôter à nos sujets Catholiques les occasions de desobeir aux commandemens de l'Eglise, & d'encourir les peines portées par nos Edits. A ces causes, nous avons dit & déclaré, difons & déclarons, par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaist, qu'aucuns de nos sujets Catholiques ne puissent, sous quelque prétexte que ce soit, servir en qualité de domestiques ceux de la R. P. R. Faisant très-expresses inhibitions & défenses ausdits de la R. P. R. de les prendre à leur service en quelque qualité que ce soit, à peine de mil livres d'amende pour chaque contravention; & pour donner moyen à nos sujets Catholiques de se pourvoir, & ausdits de la R. P. R. de prendre d'autres domestiques que des Catholiques, nous leur avons accordé terme & délai de six mois, du jour de la publication, & enregistrement des présentes, après lequel tems voulons qu'il soit procédé contre lesdits de la R. P. R. qui se trouveront avoir des domestiques Catholiques, & qu'ils soient condamnés à l'amende portée par la présente Declaration, à la requête de nos Procureurs Generaux, & leurs Substituts chacun dans l'étendue de sa Jurisdiction. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & icelles executer

selon leur forme & teneur; Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 9. jour du mois de Juillet, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

CLXX X I.

**DECLARATION du Roi, portant defen-
ses aux Juges, Avocats & autres, d'avoir
des Clercs de la R. P. R.**

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant par Arrêt de notre Conseil du 28. jour de Juin 1681. enjoint à tous Notaires, Procureurs, Huissiers & Sergens faisant profession de la Relig. prétendue Ref. de se demettre de leurs Offices en faveur des Catholiques, & par notre Declaration du quinziesme jour de Juin 1682. renouvelé nos defenses ausdits de la R. P. R. d'exercer aucuns desdits Offices, avec defenses aux Catholiques qui acqueriroient d'eux lefd. Offices, de les associer, ni souffrir leurs enfans ou parens de la même Religion travailler avec eux, nous avions cru que ces defenses empêcheroient ceux de ladite Rel. P. R. de se mêler directement ni indirectement d'aucunes affaires de Judicature, ainsi que notre intention a été de les en exclure: cependant nous sommes informez que plusieurs de ceux qui possédoient lefdits Offices de Notaires, Procureurs, Huissiers & Sergens s'étant placez près des Juges, Avocats & autres Officiers de Justice, en qualité de Clercs, continuent sous ce prétexte leurs fonctions comme par le passé, & se mêlent journellement de plusieurs affaires & sollicitations dans nos Cours & Justices, à quoi voulant pourvoir: A ces causes nous avons defendu & defendons très-expressément à tous Juges, Avocats, Notaires, Procureurs, Sergens, Huissiers & Praticiens de se servir d'aucuns Clercs faisant profession de la R. P. R. à peine de mil livres d'amende contre les contrevenans, applicable à l'Hôpital du lieu, ou le plus prochain. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & icelles executer selon leur forme

Et teneur: Car tel est nôtre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre nôtre seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 10. jour du mois de Juillet, l'an de grace 1685. Et de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

C L X X X I I.

DECLARATION du Roi, pour exclure les Juges dont les femmes font profession de la Rel. P. R. de la connoissance des procès où les Ecclesiastiques auroient intérêt.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Plusieurs de nos sujets de la R. P. R. les plus obstinez & animez d'un faux zèle, traversant journellement les nouveaux Convertis dans leurs affaires, afin d'ôter la pensée que plusieurs autres pouvoient avoir de suivre leur exemple, & faisant éclater leur passion contre les Ecclesiastiques, à cause qu'ils travaillent à ces conversions: pour y apporter un remede convenable; nous aurions estimé à propos par nôtre Declaration du 14. Janvier dernier, d'ôter aux Conseillers de nos Cours de Parlemens qui étoient encore de lad. Religion, la connoissance des procès civils & criminels des Ecclesiastiques, d'ordonner que lesdits Conseillers ne pourroient être Rapporteurs de ceux des personnes qui auroient abjuré ladite Rel. P. R. ni connoître des contraventions à nos Edits & Declarations concernant ladite Religion: Et comme nous sommes informez que quelques Officiers Catholiques, tant de nos Cours que des Sieges subalternes, qui ont leurs femmes de ladite Relig. P. R. favorisent dans lesdits procès les particuliers qui en font aussi profession, à cause de l'accès qu'ils trouvent auprès desdits Officiers par le moyen de leurs femmes, aux prieres & sollicitations desquelles se laissant souvent persuader, ils n'ont pas toute l'exacritude à laquelle leur devoir les engage, pour faire executer regulierement noldits Edits & Declarations, & soutenir l'interet de l'Eglise Catholique. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces presentes signées de nôtre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que les Officiers Catholiques de nos Cours de Parlemens & des Justices inferieures, dont les femmes font

profession de la Relig. P. R. ne puissent être Rapporteurs d'aucuns procès où des Ecclesiastiques constituez dans les Ordres Sacrez, & Soudiours au moins auroient intérêt, soit pour raison des Benefices qu'ils contestent, ou des droits de ceux dont ils sont en possession, soit pour raison de leurs biens particuliers ou patrimoniaux; que lesdits Ecclesiastiques les pourroient recuser sans aucune autre cause, que celle que leurs femmes font de la R. P. R. dans le jugement de tous les procès où il s'agira de la discipline Ecclesiastique, & de l'ordre & celebration du service Divin. Ordonnons pareillement que lesdits Officiers ne pourroient être Rapporteurs d'aucuns procès civils & criminels, où ceux qui se seroient convertis seroient parties principales ou intervenantes, accusateurs ou accusez, & qu'ils pourroient être recusez par la même raison, par ceux qui auroient abjuré la Relig. P. R. dans les trois ans auparavant la demande intentée, ou la plainte rendue. Defendons aussi ausdits Officiers, de connoître & demeurer Juges des procès criminels instruits, ou qui pourroient l'être à l'avenir, aux Ministres de la R. P. R. & aux particuliers qui en font profession, pour les contraventions qu'ils pourroient avoir faites à nold. Edits & Declarations, ni de tous ceux où il s'agira de l'exercice de ladite Religion, & de la demolition ou interdiction des Temples, pour quelque cause que ce puisse être. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Seneschaux, & à tous autres nos Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, pour être observées selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit: Car tel est nôtre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 11. jour du mois de Juillet, l'an de grace 1685. Et de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

C L X X X I I. 2.

DECLARATION du Roi, portant qu'il ne sera plus reçu d'Avocats de la Religion pretendue Reformée.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces

présentes Lettres verront, Salut. Par nos Edits & Declarations, & en dernier lieu par celle du 15. Juillet 1682. nous avons pour bonnes considérations exclus de toutes Charges de Notaires, Procureurs, Huissiers & Sergens, ceux qui feroient profession de la R. P. R. & considérant que les Avocats ont beaucoup de part dans la poursuite des procès, en donnant aux parties leurs avis sur la conduite qu'elles ont à y tenir, nous avons cru qu'il n'étoit pas moins nécessaire d'exclure ceux de ladite R. P. R. des fonctions d'Avocats, que des autres Charges de judicature. A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, qu'à l'avenir ceux de la Rel. P. R. ne soient plus reçus Docteurs es loix, es Universités de notre Royaume, ni au serment d'Avocat en nos Cours : à quoi nous enjoignons à nos Avocats & Procureurs Généraux, & leurs Substituts, de tenir la main. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur : Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 11. jour de Juillet, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

CLXXXIII.

DECLARATION du Roi, portant que les enfans dont les peres seront morts dans la R. P. R. & dont les meres seront Catholiques, seront élevez en la Relig. Catholique, avec defense de leur donner des Tuteurs de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant été informés que plusieurs femmes Catholiques, veuves de maris qui faisoient profession de la R. P. R. sont inquiétées en la conduite & éducation de leurs enfans par les parens de leurs maris, qui leur font à cet effet établir des Tuteurs ou subrogez Tuteurs, faisant profession de la Rel. P. R. nous avons voulu donner ausdites veuves dans la perte de leurs maris cette consolation, de pouvoir en veil-

lant aux biens & à l'avantage de leurs enfans, leur procurer celui d'être élevez & instruits dans la véritable Religion. A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que les enfans de 14. ans & au dessous, dont les peres sont morts faisant profession de la Rel. P. R. & qui auront leurs meres Catholiques, soient instruits & élevez à la Religion Catholique, & qu'à cet effet il ne puisse leur être donné pour Tuteurs, subrogez Tuteurs ou Curateurs, d'autres que des Catholiques, à peine contre les contrevenans d'amende, qui sera arbitrée par les Juges suivant leur qualité, & de bannissement pour neuf ans du ressort des Bailliages, Senechauffées ou Justices Royales du lieu de leur demeure. Faisons défenses aux Ministres de la Rel. P. R. & aux Anciens des Consistoires, de souffrir les enfans de la qualité susdite dans leurs Temples, à peine contre les Ministres qui auront souffert lesdits enfans avec connoissance dans lesdits Temples, d'être condamnés à l'amende honorable, au bannissement à perpétuité hors de notre Royaume, & confiscation de leurs biens, & d'interdiction pour toujours de l'exercice de ladite R. P. R. dans les lieux où il sera contrevenu à ces présentes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur : Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 12. jour du mois de Juillet, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

CLXXXIV.

ARRET du Conseil d'Etat, qui declare toutes veuves d'Officiers de la Maison de sa Majesté & des Maisons Royales, lesquelles font profession de la R. P. R. déchues de tous les privileges attribuez aux Charges dont leurs maris étoient pourvus, & leur fait défense de s'en servir.

LE Roi ayant par Arrêt de son Conseil du 4. Mars 1683. enjoint à tous Officiers de la Maison & des Maisons Royales, faisant profession de la Rel. P. R. de se demettre de leurs

leurs Charges dans six mois, du jour dudit Arrêt, & iceux declarez, dechus de tous privilèges attribuez à leurs Charges, la Majesté auroit été informée qu'il reste quelques veuves d'Officiers decedez faisant profession de la R. P. R. lesquelles n'étant comprises dans ladite revocation, jouissent encore actuellement des privilèges accordez aux Charges dont leurs maris ont été pourvus. A quoi la Majesté voulant remédier: Sa Majesté étant en son Conseil, a déclaré & declare toutes veuves d'Officiers de la Maison & des Maisons Royales, lesquelles font profession de la R. P. R. dechues dès à présent de tous les privilèges attribuez aux Charges dont leurs maris étoient pourvus, leur faisant défenses de se servir desdits privilèges, & à tous Juges d'y avoir égard. Enjoint la Majesté aux Intendants & Commissaires departis dans les Provinces & Generalitez de son Royaume, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera à cet effet publié & affiché par tout où besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roi, la Majesté y étant, tenu à Versailles le 13. jour du mois de Juillet 1685.

C L X X X V.

DECLARATION du Roi, portant que les Ministres des Châteaux & maisons des Seigneurs ne pourront exercer leur ministère plus de trois ans dans un même lieu.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant été ci-devant informé, que plusieurs de nos sujets de la R. P. R. après avoir été persuadés de leur erreur auroient été empêchés de rentrer dans le sein de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, par les Ministres établis dans les lieux de leur demeure, qui par une longue habitude prennent pouvoir sur leurs esprits, & leur inspirent des sentimens contraires à leur salut; nous aurions pour empêcher ce desordre ordonné par notre Edit du mois d'Août 1684. que les Ministres de la R. P. R. ne pourroient exercer leur ministère durant plus de trois ans dans un même lieu, ni être établis Ministres en d'autres lieux, s'ils ne sont au moins éloignés de 20. lieues de ceux où ils auroient exercé leur ministère, ainsi qu'il est plus au long porté par led. Edit: Et quoi qu'il ne porte aucune exception, les pretendus Reformez ont voulu

y donner interpretation, & faire entendre que les Ministres faisant exercice dans les Fiefs n'y sont pas compris, se fondant sur ce que ces Ministres doivent être considerez comme des domestiques à gage de ceux chez qui ils exercent leur ministère, à quoi voulant pourvoir: A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & declaronz par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que ledit Edit du mois d'Août 1684. soit executé selon sa forme & teneur, & en interpretant icelui tant qu'il soit besoin, voulons que dorénavant, à commencer du jour de la publication & enregistrement des presentes, les Ministres de la R. P. R. ne puissent exercer leur ministère durant plus de trois années consecutives dans un même lieu, soit d'exercices publics, réels, ou de Fiefs, ni après led. tems, ni même avant qu'il soit expiré, être renvoyez pour faire la fonction de Ministre en aucun autre lieu de la même Province ou autre, qu'il ne soit éloigné au moins de vingt lieues de tous ceux où ils auront déjà exercé leur ministère, sans qu'ils puissent retourner en aucuns desdits lieux où ils en auront fait les fonctions pour les y faire de nouveau, que douze ans après en être sortis; leur defendons en outre très-expressement de demeurer après avoir cessé l'exercice de leur ministère, ou de s'établir dans la suite comme particuliers sous quelque pretexte que ce soit, dans les lieux où ils auront été Ministres, ni plus près d'iceux que de six lieues: Le tout à peine d'être privez pour toujours de leur ministère dans notre Royaume, deux mille livres d'amende, & d'interdiction de l'exercice & demolition des Temples dans les lieux où ils auront été soufferts exercer leur ministère, au prejudice des defences portées par notre Edit du mois d'Août 1684. & ces presentes: Enjoignons a nos Procureurs Generaux & leurs Substituts, de poursuivre les contrevenans. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu sous quelque pretexte que ce soit: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 13. jour de Juillet, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et sceelles du grand Seau de cire de jaune.

CLXXXVI.

CLXXXVI.

DECLARATION du Roi, pour empêcher ceux de la R. P. R. d'aller à l'exercice hors l'étendue du Bailliage ou Senechaussée où ils ont leur domicile.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Nous avons été informez que depuis l'interdiction de l'exercice de la R. P. R. & demolition des Temples dans plusieurs lieux de notre Royaume, soit pour y avoir été établis au prejudice de l'Edit de Nantes, ou pour raison des conventions à nos Edits & Declarations, nos sujets faisant profession de ladite Religion, viennent & abordent de differens Bailliages & Senechaussées aux Temples qui subsistent, bien qu'ils en soient éloignez de plus de 30. lieues; en sorte que cette affluence de peuple cause des attroupemens dans les lieux où l'exercice est permis, du scandale dans ceux où ils passent, par les irreverences qu'ils commettent devant les Eglises, & des querelles avec des Catholiques, par leur marche tant de nuit que de jour, pendant laquelle ils chantent leurs Pseaumes à haute voix, au prejudice des defenses qui en ont été faites par divers Arrêts & Declarations: A quoi étant nécessaire de pourvoir pour empêcher la continuation de ces desordres, & les autres suites fâcheuses que ces assemblées tumultueuses pourroient produire. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons déclaré & ordonné, par ces presentes signées de notre main, déclarons & ordonnons, voulons & nous plait, que dorenavant aucunes personnes faisant profession de la Rel. P. R. ne puissent aller à l'exercice aux Temples qui se trouveront dans l'étendue des Bailliages ou Senechaussées où elles n'ont pas leur principal domicile, ni fait leur demeure ordinaire pendant un an entier sans discontinuation. Faisons très-expresses defenses aux Ministres & Anciens de les y recevoir, à peine d'interdiction de l'exercice & demolition des Temples où ils auront été souferts, & contre les Ministres d'être privez pour toujours des fonctions de leur ministère dans notre Royaume. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Rouën, Baillifs, Senechaux, leurs Lieutenans, & à tous autres Officiers qu'il appartiendra; que

Tom. IV & V.

ces presentes ils ayent à faire lire, publier, & enregistrer, & le contenu en icelles entres tenir & faire entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir; En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 5. jour de Juillet, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi. PHELYPEAUX. Et scellé.

CLXXXVII.

ARRET du Conseil d'Etat, qui ordonne la demolition des Temples dans toutes les villes où il y a Archevêché ou Evêché.

Sur la Requête présentée au Roi étant en son Conseil par les Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques Deputez à l'Assemblée Generale du Clergé de France tenue à St. Germain en Laye: contenant que dans les villes de Grenoble, Die, St. Paul-trois-Châteaux, Gap, Nîmes & du Mans, l'exercice de la R. E. R. subsiste encore par un abus contraire à la volonté des Rois predecesseurs de sa Majesté, ainsi qu'il paroît par l'article 11. de l'Edit de Nantes, dans lequel il est expressément fait defenses d'établir l'exercice des seconds lieux de Bailliages dans les villes Episcopales: ce que sa Majesté semble même avoir déjà décidé en faveur du Clergé, puis que par l'Arrêt de son Conseil du 31. Juillet 1679. elle a expressément defendu aux Ministres de faire l'exercice de lad. Religion dans les lieux où les Evêques se trouveront faisant actuellement leurs visites: ce qui paroît & doit être tiré à conséquence pour les villes où le Siege Episcopal est établi, dans lesquelles les Evêques sont toujours centez presens, & dans les mêmes fonctions qu'ils ont accoutumé de faire dans leurs visites. A ces causes requeroient qu'il plût à sa Majesté faire defenses ausd. de la R. P. R. de faire à l'avenir aucun exercice dans lesdites villes de Grenoble, Die, St. Paul-trois-Châteaux, Gap, Nîmes & du Mans, & dans toutes les autres villes où il y a Siege Episcopal, & en conséquence ordonner que les Temples qui sont esdites villes & faubourgs d'icelles seront demolis. Vu ladite Requête, & tout considéré: sa Majesté étant en son Conseil, a interdit pour toujours l'exercice de la Religion P. R. esdites villes de Grenoble, Die, S. Paul-trois-Châteaux, Gap, Nîmes, & du Mans; & en toutes les autres villes Episcopales, faubourgs

bourgs desdites villes, & à une lieue à la ronde; ordonne à cette fin que les Temples qui y sont construits seront incessamment demolis par ceux de ladite Rel. P. R. jusques aux fondemens, autrement & à faute de ce faire dans le tems de deux mois, permet sa Majesté aux Syndics des Dioceses de faire proceder à ladite demolition aux frais & depens desdits de la R. P. R. lesquels frais seront pris par preference sur la vente qui sera faite des materiaux, sauf ausdits de la R. P. R. à se pourvoir vers sa Majesté pour leur être assigné d'autres lieux à la place de ceux desd. villes, où il y a Archevêché ou Evêché, après la representation qu'ils seront tenus de faire de titres bons & valables, par devant les Intendans & Commissaires departis pour l'exécution des ordres de sa Majesté dans les Provinces où lesdits Temples seront demolis. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 30. jour du mois de juillet 1685.

Signé,

COLBERT.

CLXXXVIII.

DECLARATION du Roi, portant qu'il ne sera plus reçu de Medecins de la Religion prétendue Reformée.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant ordonné il y a quelque tems pour bonnes considerations, qu'aucuns de nos sujets faisant profession de la R. P. R. ne pourroient dorenavant être pourvus d'Offices de Notaires, Procureurs, Huissiers, Sergens, & même entrer en aucunes Charges de judicature, nous avons encore estimé à propos par notre Declaration du 11. juillet dernier, de défendre de recevoir à l'avenir ceux de ladite Religion Docteurs ès Loix, ni au serment d'Avocat: mais comme il nous a été représenté que la plupart des jeunes gens de la même Religion se determineroient à étudier en Medecine pour y prendre les Degrez, se voyant exclus de toutes autres fonctions; en sorte que le nombre des Medecins faisant profession de la Rel. P. R. s'augmenteroit si considerablement, que peu de nos sujets de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, s'attacheroient dorenavant à cette science, ce qui seroit dans la suite très-prejudiciable au salut de nos sujets Catholiques qui tomberoient malades, parce que les Medecins

de la Rel. P. R. ne se mettroient pas en peine de les avvertir de l'état où ils se trouveroient pour recevoir les Sacremens, auxquels ils n'ont pas de foi: A quoi étant necessaire de pourvoir. A ces causes, nous avons déclaré & ordonné, & par ces presentes signées de notre main, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que dorenavant il ne puisse être reçu aucun Medecin faisant profession de la Rel. P. R. auquel effet nous defendons très-expressement à tous ceux qui sont commis pour la reception des Medecins, d'en admettre aucun de lad. Religion, sous quelque pretexte que ce soit, à peine de trois mil livres d'amende. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que cedites presentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & icelles faire executer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevu: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à ced. presentes. Donné à Versailles, le 6. jour du mois d'Août l'an de grace 1685. & de notre regne le 45. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

CLXXXIX.

ARRET du Conseil d'Etat, portant defences à tous Chirurgiens & Apoticairens faisant profession de la R. P. R. de faire aucun exercice de leur art.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que des Cours superieures du Royaume auroient rendu divers Arrêts, portant defences à tous Chirurgiens & Apoticairens faisant profession de la R. P. R. d'exercer leur art, soit par eux-mêmes, ou par personnes interposées, afin d'empêcher les mauvais effets que produit la facilité que leur profession leur donne d'aller frequemment dans toutes les maisons, sous pretexte de visiter les malades, & d'empêcher par là les autres Religioneux de se convertir à la Religion Catholique. A quoi sa Majesté voulant pourvoir: Sa Majesté étant en son Conseil, a fait & fait defences à tous Chirurgiens & Apoticairens faisant profession de la R. P. R. de faire aucun exercice de leur art, par eux ou par personnes interposées; directement ou indirectement, soit en loüant leurs privileges, ou de quelqu'autre maniere que

que on puisse être. Fait pareillement défendre sa Majesté à toutes personnes Catholiques de leur prêter leur nom, le tout à peine de six livres d'amende contre chacun des contrevenans. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs & ses Lieutenans Generaux en ses Provinces, Intendans & Commissaires départis pour l'exécution de ses ordres esdites Provinces & Generalités, de tenir la main chacun à son égard à l'exacte observation & execution du present Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Chambord, le 15. jour du mois de Septembre 1687.

Signé,

COLBERT.

C X C.

DECLARATION du Roi, portant que les enfans dont les peres & meres sont morts de la Religion P. R. ne pourront avoir pour Tuteurs que des Catholiques.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informez que les enfans dont les peres & meres sont morts dans la R. P. R. ayant eu ordinairement des Tuteurs, subrogez Tuteurs & Curateurs faisant profession de ladite Religion, plusieurs ont abusé de la puissance que cette qualité leur donnoit sur leurs pupilles, pour les détourner des bons desseins qu'ils tenoient avoir de se convertir à la Relig. Catholique, les traitant severement, & leur refusant même les choses les plus necessaires, sous pretexte que l'état des biens ou des affaires de la succession de leurs peres & meres ne permettoit pas qu'ils fussent élevez suivant leur condition; & nous avons eu avis que quelques-uns desdits enfans n'ayant pas laissé nonobstant ces chagrins d'abjurer une Religion où ils étoient persuadés de ne pouvoir faire leur salut, leurs Tuteurs, subrogez Tuteurs & Curateurs ont en haine de ce changement embarrassé leurs affaires d'une manière que cela a été très-prejudiciable pour leur avancement, lors qu'ils sont devenus majeurs. Et comme il est necessaire d'empêcher que cette puissance & autorité ne soient pas des obstacles à la conversion desdits enfans. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons déclaré & ordonné, & par ces presentes signées de notre main, déclarons, ordonnons, & nous plaît, que dorénavant il ne soit donné pour Tuteurs, sub-

rogez Tuteurs ou Curateurs aux enfans dont les peres & meres sont morts ou mourront ci-après de la Rel. P. R. pour avoir soin de leur éducation & de leurs biens, que des personnes de la Religion Catholique, faisant desdites d'en nommer ni admettre aucun que de ladite Religion, à peine contre les contrevenans d'amende, qui sera arbitrée par les Juges suivant leur qualité, & de bannissement pour neuf ans du ressort des Bailliages, Senchaussées ou Justices Royales du lieu de leur demeure. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Rouën, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & icelles executer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celsdites presentes. Donné à Versailles le 4. jour d'Août, l'an de grace 1687. & de notre règne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi. PHELYPEAUX. Et scellé.

C X C I.

EDIT du Roi, qui defend aux Ministres & à toutes personnes de la R. P. R. de prêcher & composer aucuns livres contre la foi & la Doctrine de l'Eglise Catholique, ni de se servir de termes injurieux.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous presens & à venir, Salut. Les Deputez du Clergé de notre Royaume, assemblez par notre permission en notre ville de Saint Germain en Laye, nous ayant représenté qu'entre les moyens dont les Ministres de la R. P. R. se servoient pour empêcher la conversion de quelques-uns de nos sujets qui font profession de cette Religion, aucun ne leur réussissoit avec tant de succès, que celui de donner par des impostures une fausse idée de la Religion Catholique; & nous ayant supplié en même tems d'empêcher la continuation d'un si grand mal, par les moyens que nous estimerions les plus convenables, nous avons fait examiner les erreurs que les Ministres de la R. P. R. & quelques autres personnes qui en font profession, imputent à la Religion Catholique dans les Prêches, ou dans les livres qu'ils composent; & comme rien ne blesse tant le respect avec lequel nos Edits les obligent de parler de la Religion Catholique, que de l'accuser ainsi de professer une doctrine

trine qu'elle condamne, & qu'il n'est pas juste que leurs calomnies inspirent à nos sujets de l'horreur contre la vérité, qu'ils ne pourroient s'empêcher d'aimer & de suivre, si l'on ne leur en déroboit pas la connoissance par ces artifices; & ayant d'ailleurs considéré qu'il doit suffire à des Ministres d'une Religion tolérée dans notre Royaume, par les Edits des Rois nos predecesseurs & par les nôtres, d'en enseigner les dogmes, sans s'élever par des disputes contre la véritable Religion dont nous faisons profession, & dont leurs predecesseurs se sont malheureusement séparés dans le dernier siècle; nous avons estimé nécessaire d'arrêter le cours d'une licence qui produit des effets si funestes. Savoir faisons, que pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ce present Edit defendu & defendons aux Ministres, & à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, faisant profession de la R. P. R. de prêcher, & de composer aucuns livres contre la foi & la doctrine de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & de se servir de termes injurieux ou tendans à la calomnie, en imputant aux Catholiques des dogmes qu'ils condamnent, & même de parler directement ni indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, de la Relig. Catholique. Enjoignons aux Ministres d'enseigner seulement dans leurs prêches les dogmes de la Relig. P. Reformée, & les regles de la Morale, sans y mêler aucune autre chose. Defendons en outre ausdits Ministres, & à tous nos autres sujets qui font profession de ladite Religion pretendue Reformée, de faire imprimer aucuns livres concernant la Religion P. R. à la reserve de ceux qui contiendront leur profession de foi, les prieres & les regles ordinaires de leur Discipline, & à tous Imprimeurs & Libraires de les imprimer & debiter: voulons que tous les livres qui ont été faits jusques à cette heure contre la Religion Catholique par ceux de la Relig. pretendue Reformée, soient supprimez: defendons à tous Imprimeurs de les imprimer à l'avenir, & à tous Libraires de les debiter. Ordonnons que les Ministres & nos autres sujets de la Relig. P. R. qui contreviendront aux dispositions de notre present Edit, soient condamnés à faire amende honorable, & bannis à perpetuité hors de notre Royaume, & leurs biens sujets à confiscation confisque, & que l'exercice de cette Religion soit inter-

dit pour toujours, dans les lieux où les Ministres auront prêché contre les termes de notre present Edit. Voulons pareillement que les Imprimeurs & Libraires qui imprimeront ou debiteront lesdits livres au prejudice de nos defences, soient condamnés en quinze cens livres d'amende, & privez pour toujours de la faculté de tenir boutique ouverte. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que le present Edit ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelui entretenir, garder & observer selon la forme & teneur, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit: Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Seel à celsdites presentes. Donné à Versailles au mois d'Août, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

C X C I. 2.

ARRET du Parlement de Paris, touchant l'exécution du precedent Edit.

Sur ce qui a été remontré à la Cour par le Procureur General du Roi, que ledit Seigneur Roi ayant ordonné entr'autres choses par son Edit du present mois & an, que tous les livres qui ont été faits jusques à present contre la Religion Catholique, par ceux qui professent la Religion pretendue Reformée, seroient supprimez, il est nécessaire de faire un état de ceux qui sont compris dans la disposition dudit Edit. Et comme il semble que personne n'en peut mieux faire le discernement que l'Archevêque de Paris, lequel outre les lumieres & les connoissances que la nature & l'étude peuvent donner, a l'autorité de juger dans son Diocese de tout ce qui regarde la Foi & la doctrine de l'Eglise. Requerant y être pourvu suivant les conclusions par lui prises; lui retiré; la matière mise en deliberation: La Cour a ordonné & ordonne, que l'Archevêque de Paris fera un état des livres qu'il estimera nécessaire de supprimer suivant l'Edit du Roi, pour ce fait, rapporté & communiqué au Procureur General du Roi, & être ordonné ce qu'il appartiendra. Fait en Parlement le 29. Août 1685. Signé, DONGOIS.

C X C I I.

• *DISCOURS fait par de Vidal Auvrat au
Parlement de Pau, à Foucaults Intendants de
Bearn, de la part des Reformez de Pau.*

MONSIEUR,

N^{otre} Eglise, si l'on peut encore l'appeller de ce nom, nous a deputez pour vous assurer de ses respects, & pour vous dire en même tems qu'elle est résolue d'obeir à la volonté du Roi, & de se soumettre à ses ordres. Nous ne sommes plus, Monseigneur, les enfans rebelles & capricieux qui méprisoient la voix de leur mere, & qui ne vouloient écouter que la voix de l'étranger. Le Roi qui se fait un honneur d'être le fils aîné de l'Eglise, vient de nous ranger sous ses loix, & nous mettre sous sa discipline: il nous fait prendre aujourd'hui ce joug aisé, & ces salutaires chaînes que nos peres avoient si malheureusement brisées. Il falloit, Monseigneur, des mains aussi puissantes que les siennes, pour ouvrir les yeux à des aveugles nez, & pour les transporter des tenebres à la lumiere. Il falloit un Roi aussi pieux que le nôtre, pour éteindre dans nos cœurs les sentimens d'une Religion que nous avions reçue d'une illustre Reine. Et pour nous faire rentrer dans le sein de l'Eglise, il étoit besoin de cette même force qui a su joindre les deux mers, & rendre même les Espagnols humbles. Mais l'oserais-je dire, Monseigneur, que quelque grande que soit l'autorité du Roi, il auroit eu de la peine à nous reduire, & à vaincre notre obstination, s'il avoit choisi tout autre que vous pour l'exécution de ses ordres. Vous avez conduit ce dessein avec tant de sagesse, qu'on peut dire sans vous flatter, que vous avez eu la meilleure part à cette conquête. Nous souhaitons, Monseigneur, que vous acheviez cet ouvrage avec le même succès que vous l'avez commencé; & qu'après que nôtre invincible Monarque aura eu la satisfaction de ramener dans le sein de l'Eglise ses sujets devoyez, il ait encore la gloire d'y ranger toutes les nations infideles.

Confession de la Foi Catholique.

Je croi de ferme foi, & confesse tous & un chacun les articles contenus au Symbole de la Foi, duquel use la sainte Eglise Romaine, savoir est :

Je croi en Dieu le Pere tout-puissant, Createur du Ciel & de la terre, & de toutes choses visibles & invisibles, & en un souverain Seigneur JESUS-CHRIST, Fils unique de Dieu, engendré du Pere avant tous les siècles, Dieu de Dieu, Lumiere de Lumiere, vrai Dieu de vrai Dieu, engendré, non pas créé, consubstantiel au Pere, par lequel toutes choses ont été créées, lequel pour tous les hommes, & pour nôtre salut est descendu des Cieux: & a été incarné du S. Esprit, né de la Vierge MARIE, fait homme, & crucifié pour nous sous Ponce Pilate, a enduré mort & passion, & a été enseveli, & est ressuscité le troisième jour selon les Ecritures, & est monté au Ciel, & est assis à la dextre du Pere, & viendra derechef avec gloire juger les vivans & les morts, au Royaume duquel il n'y aura point de fin. Je croi au S. Esprit, souverain Seigneur vivifiant tout, qui procede du Pere & du Fils, & qui avec le Pere & le Fils est adoré & glorifié, & est parlé par les Prophetes. Je croi à une sainte Eglise Catholique & Apostolique. Je confesse un seul Batême pour la remission des pechez, & attens la resurrection des morts, & la vie du siecle à venir. Ainsi soit-il.

Je croi & embrasse fermement les Traditions des Apôtres & de la sainte Eglise, avec toutes les constitutions & observation d'icelle.

J'admets & reçois la sainte Ecriture, selon & au sens que cette Mere sainte tient & a tenu, à laquelle appartient de juger de la vraie intelligence & interpretation de ladite Ecriture, & jamais je ne la prendrai ni exposerai, que selon le commun accord & consentement unanime des Peres.

Je confesse qu'il y a sept Sacrements de la Loi nouvelle, vraiment & proprement ainsi appelez, instituez par nôtre Seigneur JESUS-CHRIST, & nécessaires, mais non pas tous à un chacun, pour le salut du genre humain, lesquels sont, le Batême, la Confirmation, la sainte Eucharistie, la Penitence, l'extrême Onction, l'Ordre, & le Mariage, & que par iceux la grace de Dieu nous est conférée.

rée, & que d'iceux le Batême, la Confirmation & l'Ordre ne se peuvent reiterer sans sacrilege.

Je croi aussi & admetts les ceremonies approuvées par l'Eglise Catholique, & usitées en l'administration solennelle desdits Sacramens.

Je croi aussi & embrasse tout ce qui a été défini & déterminé par le St. Concile de Trente, touchant le peché originel & la justification.

Je reconnois qu'en la sainte Messe on offre à Dieu un vrai, propre & propitiatoire Sacrifice pour les vivans & pour les morts, & que le corps & le sang avec l'ame de la Divinité de notre Seigneur JESUS-CHRIST, est véritablement, réellement, & substantiellement au très-saint Sacrement de l'Eucharistie, & qu'en icelui est fait une conversion de toute la substance du pain au corps, & de toute la substance du vin au sang, laquelle conversion l'Eglise Catholique appelle Transubstantiation.

Je confesse aussi que sous une seule des espèces, on prend & reçoit JESUS-CHRIST, tout, & entier en un vrai Sacrement.

Je confesse qu'il y a un Purgatoire, où les ames detenuës peuvent être soulagées des suffrages & bien-faits des Fideles.

J'avoue qu'on doit honorer & invoquer les Saints & Saintes bien-heureux & regnans avec JESUS-CHRIST, lesquels prient & offrent à Dieu leurs oraisons pour nous, & desquels on doit venerer les saintes reliques.

Comme aussi que l'on doit avoir & retenir les images de JESUS-CHRIST & de la bien-heureuse mere perpetuellement Vierge, & des autres Saints & Saintes, en leur faisant l'honneur & reverence qui leur appartient.

Je confesse que notre Redempteur JESUS-CHRIST a laissé en son Eglise la puissance des Indulgences, & que l'usage en est très-salutaire au peuple Chrétien.

Je reconnois la sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine. mere & superieure de toutes les Eglises.

Je promets & jure une vraie obeissance au Pape & S. Pere de Rome, successeur de S. Pierre, Chef & Prince des Apôtres, & Vicair de JESUS-CHRIST.

J'approuve sans aucun doute, & fais profession de tout ce qui a été décidé, déterminé, & déclaré par les saints Canons & Conciles Generaux, & spécialement par le saint Concile de Trente; & rejette, reprouve, & anathematise tout ce qui leur est contraire,

& toutes heresies condamnées, rejetées & anathematisées par l'Eglise.

Je promets, vouë, & jure sur ces saints Evangelies, de persister entierement & inviolablement jusques au dernier soupir de ma vie, moyennant la grace de Dieu, en cette Foi Catholique, hors laquelle il n'y a point de salut, & nul ne se peut sauver, & dont presentement je fais sans aucune contrainte profession; & tant qu'il me sera possible la tenir, garder, observer, & professer par tous ceux desquels j'aurai charge en ma maison & en mon état. Ainsi Dieu soit en mon aide, & ces saints Evangelies, Sur lesquels je jure & fais serment; & ce entre les mains de
En presence des témoins soussignez.
Fait ce jour du mois de

C X C I V.

ARRET du Conseil d'Etat, portant que les Gentilshommes nouvellement convertis à la Religion Catholique, reprendront dans les Eglises les mêmes places que leurs ancêtres y avoient auparavant.

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que beaucoup de Gentilshommes qui faisoient profession de la Religion pretendue Reformée, en ayant fait nouvellement abjuration, il seroit convenable qu'ils pussent avoir dans les Eglises les mêmes places & honneurs dont leurs ancêtres jouissoient avant de se pervertir, afin qu'assistant au service Divin ils eussent la satisfaction de se voir aux droits que leurs auteurs n'ont perdus que par leur changement de Religion, auquel ils ont été malheureusement engagez. Tout considéré : Le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que les Gentilshommes nouvellement convertis à la Religion Catholique, reprendront dans les Eglises les mêmes places que leurs ancêtres y avoient avant leur perversion, & que ceux qui depuis ce tems se sont mis en possession des honneurs dont ils jouissoient, seront obligez de les ceder ausdits nouveaux Convertis : Sa Majesté laissant néanmoins la liberté de se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice, aux personnes qui pretendront avoir aquis, pendant que ledits Gentilshommes nouvellement convertis ont fait profession de la Religion pretendue Reformée, quelque titre qui leur puisse donner droit

droit de conserver lesd. places & honneurs. Enjoint sa Majesté aux Intendants & Commissaires départis dans ses Provinces & Generalitez, de tenir la main chacun dans son département, à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi. sa Majesté y étant, tenu à Chambord le 23. jour de Septembre 1685.

Signé,

COLBERT.

C X C V.

ARRET du Conseil d'Etat, concernant les Batêmes & les Mariages de ceux de la R. P. R.

LE Roi étant en son Conseil, ayant par Arrêt d'icelui du 16. Juin dernier pourvu à ce que ceux de la R. P. R. qui sont dans les pais où les exercices de ladite Religion ont été condamnés, puissent faire baptiser leurs enfans par les Ministres qui seroient choisis par les Intendants & Commissaires départis dans ses Provinces; & sa Majesté desirant aussi donner moyen à ceux des Religioneux desdits pais qui se voudront marier de le pouvoir faire commodément: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que par les mêmes Ministres qui seront établis par lesdits Intendants & Commissaires départis en exécution dudit Arrêt du Conseil dudit jour 16. Juin dernier, pour baptiser les enfans de ceux de la Religion P. R. lesdits Religioneux se pourront faire marier, pourveu toutesfoies que ce soit en présence du principal Officier de Justice de la résidence où demeureront & auront été établis lesdits Ministres, & que ce ne soit aussi que les mêmes jours qui auront été reglez par lesdits Intendants & Commissaires départis pour faire lesdits Batêmes dans les lieux de ladite résidence, en la celebration desquels mariages lesdits Ministres ne pourront faire aucun Prêche, exhortation ni exercice de lad. R. P. R. que ce qui est marqué dans les livres de leur Discipline, ni qu'aucuns Religioneux autres que les proches parens des personnes qui seront à marier, jusques au quatrième degré y puissent assister. Veut sa Majesté qu'à l'égard des publications ou annonces qui doivent preceder lesdits mariages, elles se fassent au Siege Royal le plus prochain du lieu de la demeure de chacun des deux Religioneux qui se voudront marier, & seulement à l'Audience; sa Majesté entendant qu'il soit procédé extraordinairement contre les Ministres qui feront des mariages sans les formes cy-

dessus gardées & observées, leur enjoignant bien expressement de rapporter à la fin de chaque mois au Greffe de la plus prochaine Jurisdiction Royale, un certificat signé d'eux des personnes qu'ils auront mariées, pour être inséré sans frais sur un Registre qui sera cotté & paraphé par le premier Juge, à ce faire le Greffier tenu à peine de 500. livres d'amende. Ordonne sa Majesté ausdits Intendants & Commissaires départis en ses Provinces & Generalitez de tenir la main chacun dans son département à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Chambord le 15. jour du mois de Septembre 1685.

Signé,

COLBERT.

C X C V I.

ORDONNANCE du Roi, contre les gens de la R. P. R. non habituez dans la ville & fauxbourgs de Paris.

SA Majesté étant informée, qu'il y a un grand nombre de gens de la R. P. R. de toutes les Provinces de son Royaume, qui se sont retirez depuis peu de jours dans sa bonne ville de Paris, que même ils y tiennent des conferences secretes au prejudice de ses Edits & Declarations, & que leur séjour n'y peut produire que du trouble, & rendre ceux de la même Religion qui y sont habituez depuis long tems, plus difficiles à se convertir. Sa Majesté a ordonné & ordonne, que dans quatre jours pour tout delai, tous ceux de la R. P. R. qui ne sont habituez que depuis un an dans ladite ville de Paris, en sortiront pour se retirer dans le lieu ordinaire de leur demeure, à peine de mille livres d'amende, & de plus grande s'il y échet. Fait defences à tous autres, soit de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ou de la pretendue Reformée, bourgeois ou habituez dans ladite ville & ses fauxbourgs; de donner retraite ausdits de la R. P. R. non habituez, passé ledit tems de quatre jours, sous les mêmes peines que dessus. Enjoint au Sieur de la Reine, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, & Lieutenant de Police, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera publiée & affichée par tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Fontainebleau le 15. jour d'Octobre 1685. Signé, LOUIS. Et plus bas, COLBERT.

CXC VII.

CXC VII.

EDIT du Roi, qui revoke celui de Nantes, & tous ce qui s'est fait en consequence, & defend tout exercice public de la Rel. P. R. dans le Royaume.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous presens & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand nôtre ayeul de glorieuse memoire, voulant empêcher que la paix qu'il avoit procurée à ses sujets, après les grandes pertes qu'ils avoient souffertes par la durée des guerres civiles & étrangères, ne fût troublée à l'occasion de la Rel. P. R. comme il étoit arrivé sous les regnes des Rois ses predecesseurs, auroit par son Edit donné à Nantes au mois d'Avril 1598. réglé la conduite qui seroit à tenir à l'égard de ceux de ladite Religion, les lieux dans lesquels ils en pourroient faire l'exercice, établi des Juges extraordinaires pour leur administrer la justice, & enfin pourvu même par des articles particuliers à tout ce qu'il auroit jugé nécessaire pour maintenir la tranquillité dans son Royaume, & pour diminuer l'averfion qui étoit entre ceux de l'une & l'autre Religion, afin d'être plus en état de travailler, comme il avoit résolu de faire, pour réunir à l'Eglise ceux qui s'en étoient si facilement éloignés. Et comme l'intention du Roi nôtre ayeul ne put être effectuée à cause de sa mort précipitée, & que l'exécution dudit Edit fut même interrompue pendant la minorité du feu Roi nôtre très-honoré Seigneur & pere de glorieuse memoire, par de nouvelles entreprises desdits de la Relig. P. R. elles donnerent occasion à les priver de divers avantages qui leur avoient été accordez par ledit Edit : néanmoins le Roi nôtre dit feu Seigneur & pere usant de sa clemence ordinaire, leur accorda encore un nouvel Edit à Nîmes, au mois de Juillet 1629. au moyen duquel la tranquillité ayant de nouveau été rétablie, ledit feu Roi animé du même esprit & du même zèle pour la Religion que le Roi nôtre dit ayeul, avoit résolu de profiter de ce repos, pour essayer de mettre son pieux dessein à exécution : mais les guerres avec les étrangers étant survenues peu d'années après, en sorte que depuis 1635. jusques à la Treve conclue en l'année 1684. avec les Princes de l'Europe, le Royaume ayant été peu de tems sans agitation, il n'a pas été possible de faire autre

chose pour l'avantage de la Religion, que de diminuer le nombre des exercices de la Relig. P. R. par l'interdiction de ceux qui se sont trouvez établis au prejudice de la disposition des Edits, & par la suppression des Chambres miparties, dont l'érection n'avoit été faite que par provision. Dieu ayant enfin permis que nos peuples jouissant d'un parfait repos, & que nous-mêmes n'étant pas occupez des soins de les protéger contre nos ennemis, ayons pu profiter de cette Treve, que nous avons facilitée à l'effet de donner nôtre entière application à rechercher les moyens de parvenir au succès du dessein des Rois nosdits ayeul & pere, dans lequel nous sommes entrez dès nôtre avènement à la Couronne. Nous voyons presentement avec la juste reconnoissance que nous devons à Dieu, que nos soins ont eu la fin que nous nous sommes proposés, puis que la meilleure & la plus grande partie de nos sujets de ladite Religion prétendue Réformée ont embrassé la Catholique; & d'autant qu'au moyen de ce l'exécution de l'Edit de Nantes, & de tout ce qui a été ordonné en faveur de ladite Religion prétendue Réformée demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pouvions rien faire de mieux, pour effacer entièrement la memoire des troubles de la confusion & des maux que le progrès de cette fausse Religion a causés dans nôtre Royaume, & qui ont donné lieu audit Edit, & à tant d'autres Edits & Declarations qui l'ont précédé, ou ont été faits en consequence, que de revoke entièrement ledit Edit de Nantes, & les articles particuliers qui ont été accordez en suite d'icelui, & tout ce qui a été fait depuis en faveur de ladite Religion.

I. Savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ce present Edit perpetuel & irrevocable, supprimé & revoke, supprimons & revoquons l'Edit du Roi nôtre dit ayeul, donné à Nantes au mois d'Avril 1598. en toute son étendue, ensemble les articles particuliers arrêtez le 2. Mai ensuivant, & les Lettres patentes expedées sur iceux, & l'Edit donné à Nîmes au mois de Juillet 1629. les declarams nuls & comme non avenus; ensemble toutes les concessions faites tant par iceux, que par d'autres Edits, Declarations & Arrêts, aux gens de lad. R. P. Ref. de quelque nature qu'elles puissent être, lesquelles demeureront pareillement com-

communion eueués : & en conséquence voulons & nous plaît, que tous les Temples de ceux de ladite R. P. R. situés dans notre Royaume, pais, tetres & Seigneuries de nôtre obeissance, soient incessamment depouillés.

II. Défendons à nosdits sujets de la Rel. P. R. de plus s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion; en aucun lieu ou maison particuliere, sous quelque pretexte que ce puisse être, même d'exercices réels ou de Bailliages; quand bien lesdits exercices auroient été maintenus par des Arrêts de nôtre Conseil.

III. Défendons pareillement à tous Seigneurs de quelque condition qu'ils soient, de faire l'exercice dans leurs maisons & Fiefs, de quelque qualité que soient lesdits Fiefs, le tout à peine contre tous nosdits sujets qui feroient ledit exercice, de confiscation de corps & de biens.

IV. Enjoignons à tous Ministres de ladite Relig. P. R. qui ne voudront pas se convertir & embrasser la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de sortir de notre Royaume & terres de nôtre obeissance, 15. jours après la publication de nôtre present Edit, sans y pouvoir séjourner au delà, ni pendant ledit tems de quinzaine faire aucun Prêche, exhortation, ni autre fonction, à peine des galeres.

V. Voulons que ceux desdits Ministres qui se convertiront, continuent à jouir leur vie durant, & leurs veuves après leur décès, tandis qu'elles seront en viduité, des mêmes exemptions de Tailles & logement de gens de guerre, dont ils ont joui pendant qu'ils faisoient la fonction de Ministres; & en outre nous ferons payer ausdits Ministres aussi leur vie durant, une pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchoient en qualité de Ministres, de la moitié de laquelle pension leurs femmes jouiront aussi après leur mort, tant qu'elles demeureront en viduité.

VI. Que si aucuns desdits Ministres desireront se faire Avocats, ou prendre le degrez de Docteurs es Loix, nous voulons & entendons qu'ils soient dispensés des trois années d'étude prescrites par nos Declarations; & qu'après avoir subi les examens ordinaires, & par iceux être jugés capables, ils soient reçus Docteurs, en payant seulement la moitié des droits que l'on a accoutumé de percevoir pour cette fin en chacune Université.

VII. Défendons les Ecoles particulieres

Tom. IV. & V.

pour l'instruction des enfans de la Rel. P. R. & toutes les choses generalement quelconques, qui peuvent marquer une concession, quelle que ce puisse être, en faveur de ladite Religion.

VIII. A l'égard des enfans qui naissent de ceux de ladite Relig. P. reformée, voulons qu'ils soient dorenavant baptez par les Curez des Parroisses. Enjoignons aux peres & meres de les envoyer aux Eglises à cet effet-là, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grande s'il y échet; & seront en faite les enfans elevez en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à quoi nous enjoignons bien expressement aux Juges des lieux de tenir la main.

IX. Et pour user de nôtre clemence envers ceux de nos sujets de ladite Relig. P. R. qui se seront retirez de nôtre Royaume, pais & terres de nôtre obeissance, avant la publication de nôtre present Edit, nous voulons & entendons, qu'en cas qu'ils y reviennent dans le tems de quatre mois du jour de lad. publication, ils puissent & leur soit loisible de rentrer dans la possession de leurs biens, & en jouir tout ainsi, & comme ils auroient pu faire s'ils y étoient toujours demeurez; au contraire, que les biens de ceux qui dans ce tems-là de quatre mois ne reviendront pas dans nôtre Royaume, ou pais & terres de nôtre obeissance, qu'ils auroient abandonnez, demeurent & soient confisquees en consequence de nôtre Declaration du 20. d'Août dernier.

X. Faisons très-expresses & iteratives defenses à tous nos sujets de ladite R. P. R. de sortir, eux, leurs femmes & enfans de nôtre Royaume, pais & terres de nôtre obeissance, ni d'en transporter leurs biens & effets, sous peine pour les hommes des Galeres, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes.

XI. Voulons & entendons, que les Declarations rendues contre les Relaps soient executées selon leur forme & teneur.

Pourront au surplus lesdits de ladite R. P. R. en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les villes & lieux de nôtre Royaume, pais & terres de nôtre obeissance, & y continuer leur commerce, & jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublez ni empêchez, sous pretexte de ladite R. P. R. à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous pretexte de prieres ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit

soit, sous les peines ci-dessus, de corps & de biens.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les-Geus tenans nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, Baillifs, Senechaux, Prevôts, & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, & à leurs Lieutenans, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, même en Vacations, nôtre present Edit, en leurs Cours & Jurisdicions, & icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer de point en point sans y contrevénir, ni permettre qu'il y soit contrevénu en aucune maniere : Car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites presentes. Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace 1685. & de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli visé, LE TELLIER. Et à côté : Par le Roi, COLBERT. Es sceellées du grand Seau de cire verte, sur lacs de soye rouge & verte.

C X C V I I I. 1.

ORDONNANCES du Roi, qui interdisent l'exercice de la R. P. R. sur les Vaisseaux de guerre de sa Majesté, & sur ceux des Marchands; & défendent à toutes personnes de contribuer directement ou indirectement à l'évasion des Religioneux qui voudroient sortir du Royaume.

DE PAR LE ROI.

SA Majesté ayant par son Edit du present mois interdit l'exercice de la R. P. Ref. dans tout le Royaume; & voulant qu'il soit executé pareillement sur ses vaisseaux de guerre & sur ceux des Marchands: Sa Majesté fait très-expresses defenses à tous Capitaines commandans lesdits vaisseaux de guerre ou marchands, soit qu'ils fassent profession de la R. Catholique, Apostolique & Romaine, ou de la P. R. de laisser faire sur leur bord l'exercice de la R. P. R. ni de permettre à ceux qui en sont de s'assembler pour prier en commun, à peine de cassation contre les Capitaines de ses vaisseaux de guerre, & des Galeres contre ceux des vaisseaux Marchands. Mande sa Majesté à Mr. le Comte de Thoulouse Amiral de France, aux Vice-Amiraux, Lieutenans Generaux, Intendants, Chefs d'Escadre, Commissaires Generaux, Capitaines & autres Officiers de marine & de

l'Amirauté qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution de la presente Ordonnance, quelle veut être publiée & affichée par tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait à Fontainebleau, le 15. Octobre 1685. Signé, LOUIS. Et plus bas, COLBERT.

C X C V I I I. 1.

DE PAR LE ROI.

SA Majesté ayant été informée, qu'en prejudice des defenses qu'elle a faites par sa Declaration du dixhuitieme Mai 1682. & les Ordonnances rendues en consequence, à tous ses sujets de la Relig. P. R. de sortir de son Royaume pour s'aller établir dans les pais étrangers, & à toutes personnes de contribuer à leur sortie, sous les peines portées par lad. Declaration, plusieurs Marchands, Capitaines de leurs navires, Maitres de barques, Pilotes, Lamaneurs, & autres ne laissent pas de faciliter ces sorties autant qu'ils peuvent, & de faire trouver ausdits Religioneux les moyens de s'évader; à quoi étant nécessaire de pourvoir: Sa Majesté fait iteratives inhibitions & defenses à tous Marchands, Capitaines de leurs vaisseaux, Maitres de barques, Pilotes, Lamaneurs, & tous autres qu'il appartiendra, de contribuer directement ni indirectement à l'évasion desdits Religioneux, à peine de trois mille livres d'amende, de plus grande s'il y échet, & de punition corporelle en cas de recidive. Mande & ordonne sa Majesté aux Officiers de l'Amirauté de tenir la main à l'exécution de la presente Ordonnance, & de la faire publier & afficher par tout où besoin sera, afin que personne n'en ignore. Fait à Fontainebleau le 5. Novembre 1685. Signé, LOUIS. Et plus bas, COLBERT.

C X C I X.

ARRET du Conseil d'Etat, portant que la surseance accordée aux nouveaux Convertis par l'Arrêt dudit Conseil du 18. Novembre 1680. n'aura lieu pour les Lettres & Brevets de change &c.

LE Roi ayant été informé que les Marchands nouveaux convertis pretendent se servir en toutes affaires du benefit de l'Arrêt de surseance accordé aux nouveaux Convertis, & particulièrement en celles qui regardent

gardent leur commerce avec les Etrangers; ce qui porteroit un prejudice notable au commerce de ses sujets. A quoi voulant pourvoir: Sa Majesté étant en son Conseil, ou interpretant ledit Arrêt du Conseil du 18. Novembre 1680. a ordonné & ordonne que la surseance portée par icelui n'aura lieu pour les affaires que les Marchands negotians & Commissionnaires François pourroient avoir avec les étrangers pour raison de leur commerce; voulant au surplus que ledit Arrêt soit executé selon sa forme & teneur. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Fontainebleau le 5. Novembre 1685. Signé, COLBERT.

C C.

DECLARATION du Roi, portant que la moitié des biens de ceux de la Rel. P. R. qui sortiront du Royaume, seront donnez aux denonciateurs.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Bien que par nos Lettres de Declaration des 18. Mai, & 14. Juillet de l'année 1682. nous ayons ordonné, que par les Juges ordinaires des lieux, il seroit procédé contre ceux de la Rel. P. R. qui sortiroient de notre Royaume sans notre permission, néanmoins nous aurions été informé, que soit par la negligence desdits Juges ou autrement, plusieurs de ceux de ladite R. P. R. sont sortis de notre Royaume, sans que lesdits Juges se soient mis en devoir de proceder contre eux selon qu'il leur est prescrit par lesdites Declarations, en sorte qu'ils ne laissent pas de jouir de leurs biens & revenus qu'ils y ont laissez, soit au moyen des contrats de vente, cessions ou transports simulez faits au profit de leurs parens & amis, ou autrement. A quoi jugeant necessaire de pourvoir: savoir faisons, que pour ces causes, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces presentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, declérons & ordonnons, voulons & nous plait, que si au prejudice de nosdites Declarations des 18. Mai, & 14. Juillet 1682. aucuns de ladite R. P. R. viennent à sortir de notre Royaume sans notre permission, & en derobent la connoissance aux Juges ordinaires des lieux, ceux qui les decouvriront & denonceront ausdits Juges ordinaires, soient mis en possession de la

moitié des fonds qu'ils auront denoncez dans les pais où confiscation a lieu; & où elle n'a pas lieu, que la moitié des fruits & revenus des biens qu'ils decouvriront leur soit donné, leur en ayant fait & faisons don dès à present comme pour lors, par cesdites presentes, nonobstant ce qui pourroit être opposé au contraire de la part des parens & heritiers de ceux de ladite Rel. P. R. qui se seroient ainsi retirez, & nonobstant aussi tous Edits, Declarations, Arrêts, & autres choses à ce contraires, ausquels nous avons derogé & dérogeons en tant que de besoin. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cour de Parlement & Chambre des Comptes à Paris, que ces presentes nos Lettres de Declaration ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles garder, faire garder & observer selon sa forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 20. jour du mois d'Août, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

C C I.

DECLARATION du Roi, portant que ceux de la R. P. R. qui reviendront dans le Royaume, declareront leur retour aux Juges.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Par notre Edit du mois d'Octobre dernier, portant revocation de celui de Nantes, & interdiction de l'exercice de la R. P. R. dans notre Royaume, nous avons entr'autres choses ordonné que ceux de nos sujets de ladite Religion qui se seroient retirez dans les pais étrangers, avant la publication dudit Edit, rentreroient dans leurs biens confisquees, en cas qu'ils revinssent dans quatre mois, du jour de la publication dudit Edit, ainsi que s'ils y étoient toujours demeurez; & d'autant qu'il pourroit survenir quelques contestations entre ceux de qui les biens seroient confisquees, & ceux qui en pretendroient la confiscation, au sujet du tems de leur retour dans notre Royaume & terres de notre obeissance, & qu'il est nécessaire de prevenir toutes

tes difficultez à cet égard. A ces causes, nous avons dit, & déclaré, disons & déclarons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que ceux de nos sujets de la R. P. R. qui se sont retirez de notre Royaume, pais & terres de notre obéissance, avant la publication dudit Edit du mois d'Octobre dernier, lesquels en consequence d'icelui y reviendront dans le tems de quatre mois, soient tenus de déclarer à leur retour devant nos Baillifs ou leurs Lieutenans aux Bailliaiges & Senechaussées dans le ressort desquels seront situées leurs maisons & demeures ordinaires, & en l'absence desdits Baillifs ou leurs Lieutenans, devant les Officiers qui sont après eux, suivant l'ordre du tableau, qu'ils sont de retour, pour satisfaire à nôtredit Edit, dont leur sera donné acte sans aucuns frais, par lesdits Officiers. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & icelles executer selon leur forme & teneur; Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celsdites presentes. Donné à Fontainebleau le 12. jour de Novembre, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

C C I I.

ARRET du Conseil d'Etat, qui defend à tous Avocats faisant actuellement profession de la Rel. P. R. de faire aucunes fonctions d'Avocats en quelque Cour & Jurisdiction que ce puisse être.

LE Roi ayant par sa Declaration du 11. Juillet dernier, ordonné qu'il ne seroit plus reçu d'Avocats faisant profession de la R. P. R. pour les raisons y contenues: Sa Majesté a reconnu depuis, & particulièrement après la publication du dernier Edit, portant interdiction de ladite R. P. R. qu'il étoit de dangereuse consequence de laisser continuer les fonctions d'Avocats à ceux qui étoient reçus avant lad. Declaration, à cause de l'abus qu'ils peuvent faire du credit, & de la confiance que leur donne leur profession sur ceux de ladite Religion, dont ils pourroient se servir pour empêcher leur conversion; & Sa Majesté a cru devoir interdire ausdits Avocats leurs fonctions pour l'avenir. A quoi

voulant pourvoir: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que ladite Declaration du 11. Juillet dernier sera executée selon sa forme & teneur, & en outre fait sa Majesté defenses à tous Avocats faisant actuellement profession de la R. P. R. de faire aucunes fonctions d'Avocats, en quelque Cour & Jurisdiction que ce puisse être, à peine de quinze cens livres d'amende pour chaque contravention. Fait pareillement sa Majesté defenses à tous Juges de les recevoir à plaider, & aux Avocats Catholiques de consulter avec eux, ni les admettre dans leur Communauté, sous quelque pretexte que ce soit. Fait au Conseil d'Etat du Roi, S. M. y étant, tenu à Fontainebleau le 5. Novembre 1685.

Signé,

COLBERT.

C C I I I.

DECLARATION du Roi, pour interdire les fonctions d'Avocats à ceux de la Religion P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous avons par notre Declaration du 11. jour de Juillet dernier, ordonné pour les raisons y contenues, qu'il ne seroit plus reçu d'Avocats faisant profession de la R. P. R. & ayant reconnu depuis la publication du dernier Edit, portant interdiction de ladite Religion, que la plupart des Avocats qui en font profession, se servant du credit qu'ils ont sur ceux de la même Religion, travaillent à les empêcher de suivre dans leurs conversions l'exemple de presque tous nos sujets, qui ont enfin heureusement reconnu leurs erreurs, & se sont réunis à la véritable Eglise, nous avons résolu d'exclure des fonctions d'Avocats ceux qui font profession de ladite R. P. R. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que notre Declaration du 11. jour de Juillet dernier, soit executée selon sa forme & teneur, & en outre faisons très-expresses inhibitions & defenses à tous Avocats faisant profession de la R. P. R. de faire à l'avenir aucunes fonctions d'Avocats en quelque Cour & Jurisdiction que ce puisse être, à peine de quinze cens livres d'amende pour chaque contravention. Faisons pareillement defenses à nos Cours & Juges

ges de les recevoir à plaider, & à tous nos sujets de les consulter; de les nommer pour Arbitres & Surarbitres; aux Avocats Catholiques de consulter ni travailler à des Arbitrages avec eux, & aux Procureurs de signer les écritures qu'ils auront dressées, le tout à peine de nullité. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants présent Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur: Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à cels. présentes. Donné à Versailles le 17. jour du mois de Novembre, l'an de grâce 1685. & de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roy, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

CCIV.

ARRET du Conseil d'Etat, portant interdiction des Conseillers de la Rel. P. R. du Parlement de Paris, avec ordre de se démettre de leur Office.

LE Roi ayant par sa Declaration du 20. Janvier de la présente année ordonné que les Conseillers de sa Cour de Parlement, faisant profession de la R. P. R. ne pourroient connoître des procès civils & criminels, auxquels les Ecclesiastiques & les nouveaux convertis auroient intérêt, sa Majesté a été informée qu'à présent que la plupart de ses sujets de ladite Religion sont rentrez dans l'Eglise, il n'y a presque point de procès auxquels quelques nouveaux Convertis ne soient parties principales ou intervenantes, ce qui rendra bien-tôt les fonctions desdits Conseillers inutiles; & d'ailleurs sa Majesté ne voulant pas que des Officiers de cette qualité, qui devoient par leur exemple exciter le reste de ses sujets qui sont demeurez dans l'erreur à rentrer dans l'Eglise, & qui cependant refusent eux-mêmes les instructions qui leur sont offertes pour reconnoître la véritable Religion, demeurent plus long-tems constitués en dignité dans la Cour de Parlement de Paris, & revêtus des Offices de Conseillers en icelle. Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que dans quinzaine du jour de la signification du présent Arrêt, les Conseillers de sa Cour de Parlement de Paris, qui se trouveront encore faire profession de la Rel. P. R. seront tenus de remettre es

maines du Receveur des revenus casuels leur procuration *ad resignandum*, de leurs Offices, qui leur seront remboursés par ledit Receveur des revenus casuels sur le pied de la fixation; & à faute par lesd. Conseillers de satisfaire au présent Arrêt, passé ledit tems de quinzaine il vaudra de procuration *ad resignandum*, & il sera pourvu ausd. Offices de personnes agréables à sa Majesté; & demeureront lesdits Conseillers interdits dès à présent des fonctions de leurs Offices. Fait au Conseil d'Etat du Roi, S. M. y étant, tenu à Versailles le 23. jour de Novembre 1685.

Signé,

COLBERT.

CCV.

ORDONNANCE, contre les Assemblées & exercice de ceux qui se disent encore de la Religion Pretendue Reformée.

DE PAR LE ROI,
ET MR. LE PREVÔT DE PARIS, OU
MR. SON LIEUTENANT GENERAL
DE POLICE.

Sur ce que le Procureur du Roi nous a remontré, qu'il a été averti qu'au prejudice de l'Edit du mois d'Octobre dernier, & des defenses faites aux sujets du Roi, qui se disent être de la Religion Pretendue Reformée, de plus s'assembler pour en faire l'exercice en aucun lieu ou maison particulière, sous quelque pretexte que ce soit, quelques personnes du nombre de celles qui se disent être encore de ladite Religion P. R. s'assemblent néanmoins, & se rendent à certains jours dans les maisons de divers Ambassadeurs & Ministres étrangers, pour y faire l'exercice de ladite Religion; & étant nécessaire d'empêcher les suites de cette convention, requeroit qu'il fût sur ce par nous pourvu. Nous ayant égard aud. Requistoire, & conformément à l'Edit du mois d'Octobre dernier, & à la disposition des articles deux & trois dudit Edit, avons fait iteratives & très-expresses defenses à ceux d'entre les sujets de sa Majesté, habitans ou residans à Paris, qui se disent être encore de la R. P. R. de s'assembler, & de se trouver dans les maisons des Ambassadeurs ou Ministres étrangers, pour y assister & faire l'exercice de ladite Religion, sous les peines portées par ledit Edit. Enjoignons aux Commissaires du Châtelet, chacun dans leurs quartiers, de veiller & de tenir la main à l'exécution de la

présente Ordonnance, qui sera lue, publiée, & affichée par tout où besoin sera. Ce fut fait & donné par Messire Gabriel Nicolas de la Reynie, Conseiller d'Etat ordinaire, Lieutenant General de Police de la ville, Prevôté & Vicomté de Paris, le Lundi 3. jour de Decembre 1685.

Signé, DE LA REYNIE.

CCVI.

DECLARATION du Roi, pour établir la preuve du jour du décès de ceux de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous aurions par notre Edit du mois d'Octobre dernier, interdit à toujours l'exercice de la Religion P. R. dans notre Royaume, en consequence duquel les Temples qui estoient à ceux de cette Religion ayant été demolis, & les Consistoires où se tenoient les Registres de leurs décès supprimez, le défaut desdits Registres rend incertain le jour de leur mort, & nos sujets Catholiques qui y ont intérêt, demeurent privez de la preuve établie par nos Ordonnances, & reduits à la preuve par temoins; qui ne se peut faire que par une longue procedure & beaucoup de frais; A quoi il est nécessaire de pourvoir. A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, qu'à l'avenir dans les lieux où ceux de la Rel. P. Ref. viendront à deceder, les deux plus proches parens de la personne decedée, & à défaut de parens, les deux plus proches voisins seront tenus d'en faire leur declaration à nos Juges Royaux, s'il y en a dans lesdits lieux, ou aux Juges des Seigneurs, & de signer sur le Registre qui en sera tenu à cet effet par lesdits Juges, à peine contre lesdits parens ou voisins d'amende arbitraire, & des dommages & intérêts des parties interressées. Et à l'égard de ceux qui sont decedez depuis la publication de notre dit Edit du mois d'Octobre dernier, voulons qu'incontinent après la publication des presentes, les parens ou voisins soient tenus sous les mêmes peines, de faire leur declaration ausdits Juges en la forme cy-dessus expliquée. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles

garder & observer selon sa forme & teneur: Car tel est notre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Seal à cesdites presentes. Donné à Versailles le 11. jour du mois de Decembre, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Scau de cire jaune.

CCVII.

DECLARATION du Roi, portant permission aux nouveaux Convertis de rentrer dans leurs biens vendus ou affermez depuis six mois.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informez que plusieurs de nos sujets de la R. P. R. convertis à la Foi Catholique, lesquels meditoient leur retraite hors de notre Royaume avant leur conversion, ont depuis six mois vendu ou aliéné à vil prix leurs immeubles, & fait des baux à loyer de leurs biens, dont ils recevroient un notable prejudice, si lesdites ventes ou baux à loyer, qu'ils n'avoient faits que dans la vue d'en tirer alors quelque argent comptant, ou autre secours present, avoient lieu. Et comme par notre Declaration du 22. Juillet 1682. nous avons déclaré nuls les contrats de vente & autres dispositions que nos sujets de ladite R. P. R. pourroient faire de leurs biens un an avant leur retraite hors de notre Royaume, nous avons bien voulu en la presente occasion donner à ceux qui se sont convertis des marques de notre bonté, en cassant & annullant lesdites ventes & alienations, qu'ils pourroient avoir faites en vue de leur retraite. A ces causes, & autres considerations à ce nous mouvans, nous avons permis, & par ces presentes signées de notre main, permettons à nos sujets de ladite R. P. R. qui se sont convertis à la Foi Catholique, de rentrer si bon leur semble, dans la propriété & jouissance des biens qu'ils peuvent avoir vendus ou affermez depuis six mois, & pendant qu'ils étoient engagez dans lad. Religion, en remboursant à ceux qui en auront traité avec eux, le prix de leurs acquisitions, ou ce qu'ils auront reçu sur le prix des baux, & les autres frais, loyaux coûts, impenses & ameliorations, ainsi qu'il sera réglé par les Juges des lieux, par devant lesquels ils se pourront pourvoir pendant le tems de six mois, du jour de

de la publication & enregistrement des présentes, après lequel tems ils ne seront plus reçus à rentrer, & à cet effet nous avons cassé & annulé les contrats de vente & baux, contre lesquels lesdits nouveaux Convertis voudront être relevés. N'entendons néanmoins par ces présentes, annuler les ventes qu'ils ont faites par décret forcé de bonne foi, en conséquence des dettes contractées avant ledit tems de six mois, ni les baux judiciaires des biens saisis d'autorité de Justice. Si donnons en mandement à nos amez & seaux Conseillers les Gens tenants notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cefdites présentes. Donné à Versailles le dixième jour du mois de Janvier, l'an de grace 1686. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

CCVIII.

DECLARATION du Roi, concernant les domestiques dont les pretendus Reformez & nouveaux Convertis peuvent se servir.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Nous aurions par notre Declaration du 9. juillet 1685. & pour les causes y contenues, défendu à tous nos sujets de la R. P. R. de se servir de domestiques Catholiques. Et comme l'attention continuelle que nous avons à ce qui peut entierement achever le grand ouvrage de la Réunion de nos sujets à la même Foi Catholique, nous a fait connoître que ce qui étoit très-utile alors pour empêcher la perversion de nos sujets Catholiques, pourroit retarder à présent la conversion de ceux de ladite R. P. R. engagez au service du petit nombre de pretendus Reformez, qui nonobstant tant de moyens que nous avons mis en pratique, sont malheureusement restez jusqu'à présent dans leurs erreurs: que pareillement il est dangereux de laisser aux nouveaux Convertis la liberté de se servir de domestiques de lad. Religion, nous avons résolu d'y pourvoir. A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, qu'en attendant que les moyens efficaces dont

nous continuerons de nous servir pour obliger ce qui reste de nos sujets de se réunir à l'Eglise Catholique, aient eu l'effet que nous en devons attendre, aucun de la Religion P. R. de l'un & l'autre sexe, ne puisse sous quelque prétexte que ce soit, servir en qualité de domestique ceux de la même Religion. Faisons très-expresses inhibitions & défenses ausdits de la R. P. R. de se servir de domestiques autres que Catholiques, à peine de mil livres d'amende pour chaque contravention, dérogeant à cet effet à notre dite Declaration du 9. juillet 1685. Et à l'égard des domestiques de ladite R. P. R. voulons que ceux qui auront contrevenu à la disposition de la présente Declaration, soient condamnés; savoir les hommes aux Galeres & les femmes au fouët, & à être flétries d'une fleur de lys. Ordonnons pareillement & sous les mêmes peines, que les nouveaux Convertis seront tenus de mettre hors de leurs maisons les domestiques de ladite R. P. R. sans qu'ils puissent s'en servir à l'avenir, sous quelque prétexte que ce soit: & sera la présente Declaration exécutée, & les peines portées par icelle encouruës, quinze jours après la publication & enregistrement qui en seront faits dans nos Cours de Parlement, & dans les Sieges de leur ressort. Si donnons en mandement à nos amez & seaux Conseillers les Gens tenants notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & icelles exécuter selon leur forme & teneur: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cefdites présentes. Donné à Versailles le 11. jour de Janvier, l'an de grace 1686. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

CCIX.

ARRET du Conseil d'Etat, en faveur des Etrangers Protestans; de quelque Religion qu'ils soient.

LE Roi ayant été informé que quelques gens mal-intentionnez auroient repandu dans les pais étrangers, & fait entendre, que sa Majesté a donné des ordres pour empêcher les étrangers qui ne sont point Catholiques, d'entrer dans le Royaume pour y continuer leur commerce, sous le prétexte de l'interdiction de la R. P. R. faite par l'Edit du mois d'Octobre dernier. Et sa Majesté voulant fai-

faire savoir ses intentions à cet égard, & pourvoir par ses ordres à la sûreté des Etrangers qui viendront dans le Royaume, & leur donner moyen de continuer leur commerce avec toute liberté: Sa Majesté étant en son Conseil, a permis & permet à tous Marchands, & autres étrangers Protestans, de quelque Religion qu'ils soient, d'entrer dans le Royaume avec leurs femmes, enfans, domestiques & autres de leur nation, leurs hardes & marchandises, y séjourner, aller & venir dans les villes & lieux d'icelui, & en sortir avec la même liberté qu'ils ont fait par le passé: à la charge qu'ils ne pourront amener avec eux les sujets de sa Majesté, ni faire dans le Royaume aucun exercice de leur Religion. Enjoint à cet effet sa Majesté à tous ses Gouverneurs & Lieutenans Generaux, Intendans & Commissaires departis dans les Provinces & Generalitez de son Royaume, & autres qu'il appartiendra, de laisser sûrement & librement passer & repasser lesdits Etrangers, & les favoriser en toute rencontre, sans permettre qu'il leur soit fait ou donné aucun trouble ni empêchement. Et sera le présent Arrêt lu, publié & affiché dans toutes les villes & lieux du Royaume, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles l'onzième jour de Janvier 1686.

C C X.

ARRET du Conseil d'Etat, portant que les nouveaux Convertis ne pourront se servir contre d'autres nouveaux Convertis, de la surseance portée par l'Arrêt du 18. Novembre 1680.

LE Roi ayant voulu traiter favorablement ses sujets de la R. P. R. convertis à la foi Catholique, leur auroit par Arrêt de son Conseil, du dix-huitième Novembre 1680. accordé terme & délai de trois ans, du jour de leur abjuration, pour le paiement du capital de leurs dettes, ce que sa Majesté leur auroit accordé, pour empêcher les poursuites que leurs créanciers de ladite Religion auroient pu faire contre eux en haine de leur conversion: mais le dessein que sa Majesté a conçu de réunir tous ses sujets à la même Foi, ayant eu un si heureux succès, qu'il en reste un très-petit nombre à convertir, sa Majesté est informée que ses sujets nouveaux convertis se trouveroient lèzes & incommodez en leur commerce, si ladite surseance avoit lieu dans

les affaires qu'ils peuvent avoir les uns contre les autres; ce qu'elle n'a pas eu intention de faire lors qu'elle a rendu ledit Arrêt, n'étant pas raisonnable que le privilege accordé à l'un puisse prejudicier au privilege de l'autre; A quoi voulant pourvoir: Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, qu'à l'avenir les nouveaux Convertis ne pourront se servir contre d'autres nouveaux Convertis de la surseance portée par led. Arrêt du 18. Novembre 1680. lequel sera au surplus executé selon sa forme & teneur. Enjoint sa Majesté aux Intendans & Commissaires departis pour l'execution de ses ordres dans les Provinces & Generalitez de son Royaume, de tenir la main à l'execution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 12. jour du mois de Janvier 1686.

Signé,

COLBERT.

C C X I.

EDIT du Roi, concernant l'éducation des enfans de ceux de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, A tous presens, & à venir, Salut. Ayant ordonné par notre Edit donné à Fontainebleau au mois d'Octobre dernier, que les enfans qui naistroient de nos sujets qui font profession de la Religion Pretendue Reformée, seroient élevez dans la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, nous estimons à present nécessaire de procurer avec la même application le salut de ceux qui étoient nez avant cette loi, & de suppléer de cette sorte au défaut de leurs parens, qui se trouvent encore malheureusement engagez dans l'heresie, qui ne pourroient faire qu'un mauvais usage de l'autorité que la nature leur donne pour l'éducation de leurs enfans. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plait, que dans huit jours après la publication faite de notre present Edit, dans nos Bailliages, Senechaussées & autres Sieges, tous les enfans de nos sujets qui font encore profession de ladite R. P. R. depuis l'âge de cinq ans jusques à celui de 16. accomplis, soient mis à la diligence de nos Procureurs, & de ceux de nos sujets ayant haute Justice, entre les mains de leurs ayeuls, ayeules, oncles, ou autres parens Catholiques, s'ils en ont qui veulent bien s'en charger, pour

pour être élevez dans leurs maisons, ou ailleurs par leurs soins, dans la Relig. Catholique, Apostolique & Romaine, & instruits dans les exercices convenables à leur condition & à leur sexe. Voulons qu'en cas que ces enfans n'aient point d'ayeuls, d'ayeules, ou autres parens Catholiques, ou que leurs peres & leurs meres aient des raisons légitimes, pour empêcher que l'éducation de leurs enfans ne leur soit confiée, ils soient mis entre les mains de telles personnes Catholiques, qui seront nommez par les Juges, pour être élevez ainsi qu'il est ci-dessus expliqué. Ordonnons que les peres & les meres de ladite Religion P. R. payeront à leurs enfans une pension telle qu'il sera réglé par les Juges des lieux, eu égard à leurs biens & au nombre de leurs enfans. Voulons que les enfans de l'âge ci-dessus marqué, auxquels les peres & meres ne seront pas en état de payer les pensions nécessaires pour les faire élever & instruire hors de leurs maisons, soient mis dans le même tems de huit jours, à la diligence de nos Procureurs, & de ceux des Seigneurs ayant haute Justice, dans les Hôpitaux Generaux les plus proches de la demeure de leurs peres ou de leurs meres, pour être élevez & instruits par les soins des Administrateurs dits Hôpitaux, en des métiers convenables à leur état. Voulons que tout ce qui sera ordonné par nos Juges, & ceux des Seigneurs ayant haute Justice, pour l'exécution du present Edit, soit executé nonobstant toutes oppositions ou appellations, & sans y prejudicier. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à faire lire, publier & regitrer, & icelles executer selon leur forme & teneur. Car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours nous avons fait mettre nôtre Seel à caddites presentes. Donné à Versailles au mois de Janvier, l'an de grace 1686. & de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

C C X I I.

EXEMPLE des Lettres du Roi, écrites aux Intendants.

Monsr. de Menars, j'ai été informé que plusieurs nouveaux Catholiques negligent d'envoyer leurs enfans aux Ecoles du
Tom. IV. & V.

lieu de leurs demeures, & aux instructions & Catechismes qui se font dans leurs Paroisses; en sorte qu'ils pourroient rester sans être instruits de leur Religion, s'il n'y étoit pourvu; ce qui m'oblige de vous écrire cette Lettre, pour vous dire, que mon intention est que vous fassiez sçavoir à mes sujets nouveaux Catholiques, que je veux qu'ils envoient régulièrement leurs enfans aux Ecoles, & aux instructions & Catechismes qui se font dans leurs Paroisses: & en cas qu'ils y manquent, mon intention est que lesdits enfans soient mis, de l'Ordonnance des Juges des lieux, savoir les garçons dans des colleges, & les filles dans des Couvens, & que leur pension soit payée sur les biens de leurs peres & meres; & en cas qu'ils n'aient point de biens, qu'ils soient reçus dans les Hôpitaux des lieux, ou les plus prochains, voulant que vous fassiez sçavoir à tous les Juges de vôtre département mes intentions sur ce sujet, & que vous teniez la main à ce qu'elles soient executées. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, Monsr. de Menars, en sa sainte garde. Ecrit à Versailles le 2. jour de Mai 1686. Signé, LOUIS; & plus bas, COLBERT.

C C X I I I.

EDIT du Roi, concernant les femmes & les veuves de la R. P. R.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France de Navarre: A tous presens & à venir, Salut. Nous voyons avec déplaisir, que quelques-unes des femmes, dont les maris sont rentrez dans le sein de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, ne suivent pas leur exemple, & qu'elles s'obstinent à demeurer dans les erreurs de la Religion P. R. Et comme cette opiniâtreté divise les familles; & empêche ou retarde la conversion de leurs enfans, nous avons estimé qu'il étoit nécessaire d'y pourvoir, même à l'égard des veuves qui ne sont pas encore rentrées dans l'Eglise. A ces causes, nous avons dit & declare, disons & declaron par ces presentes signées de nôtre main, voulons & nous plaît, que les femmes des nouveaux Catholiques qui refuseront de suivre l'exemple de leurs maris, ensemble les veuves qui persisteront dans lad. R. P. R. un mois après la publication & enregistrement des presentes, soient & demeurent dechuës du pouvoir de disposer de leurs biens, soit par testament, donation entre-vifs, alienation ou autrement: & à l'égard

gard de l'usufruit des biens qui pourront leur avenir, ou leur être échus par les donations à elles faites par leurs maris, soit par contrat de mariage ou entre-vifs, des douaires, droits de succéder en Normandie, augmens de dot, habitations, droit de partager la communauté, préciputs & généralement tous autres avantages qui leur auront été faits par leurs maris, voulons qu'ils appartiennent à leurs enfans Catholiques suivant la disposition des coutumes, & à leur défaut aux Hôpitaux des villes les plus prochaines de leur habitation ordinaire, sans que cette peine puisse être déclarée comminatoire, & sans prejudice de la propriété qui appartiendra aux heritiers Catholiques desdites femmes ou veuves, lors que leurs successions seront ouvertes: & en cas que lesdites femmes ou veuves n'ayent d'ailleurs aucun bien pour leur subsistance, voulons qu'il leur soit pourvu d'alimens par nos Juges suivant l'exigence des cas. Entendons que lesdites femmes ou veuves rentrent dans tous les droits qui leur sont ôtez par le present Edit, du jour qu'elles auront fait enregistrer l'acte de leur abjuration au Greffe de la plus prochaine Justice Royale. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils ayent à faire publier & enregistrer, & icelles executer selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles au mois de Janvier, l'an de grace 1686. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Visé, BOUCHERAT. Et scellées du grand Seau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

CCXIV.

DECLARATION du Roi, pour defendre les Pelerinages, sans permission du Roi, & des Evêques.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lestres verront, Salut. Les abus qui s'étoient glissés dans notre Royaume, sous un pretexte specieux de devotion & de pelerinage, étant venus à un tel excès, que plusieurs de nos sujets avoient quitté leurs parens contre leur gré, laissé leurs femmes & enfans sans aucun secours, volé leurs maires, & abandonné leurs apprentissages, pour passer leur vie dans une continuelle debauche,

même que quelques-uns se seroient établis dans les pais étrangers, où ils se seroient mariés, bien qu'ils eussent laissé leurs femmes legitimes en France, nous aurions cru pouvoir arrêter le cours de ces desordres, en ordonnant par notre Declaration du mois d'Août 1671. que tous ceux qui voudroient aller en pelerinage à S. Jacques en Galice, à notre Dame de Lorette, & autres lieux saints hors de notre Royaume, seroient tenus de se presenter devant leur Evêque Diocésain, pour être par lui examinés sur les motifs de leur voyage, & de prendre de lui une attestation par écrit, outre laquelle ils retireroient du Lieutenant General ou Substitut du Procureur General du Bailliage ou Senechaussée, dans lesquels ils seroient leur demeure, ensemble des Maires & Echevins, Jurats, Consuls & Syndics des Communautés, des Certificats contenant leur nom, âge, qualité, vacation, & s'ils étoient mariés ou non; lesquels Certificats ne seroient point donnez aux mineurs, enfans de famille, femmes mariées, & apprentifs, sans le consentement de leurs peres, tuteurs, curateurs, maris & maitres de métiers, & qu'à faute par lesdits Pelerins de pouvoir représenter lesdites Attestations & Certificats aux Magistrats & Juges de Police des lieux où ils passeroient, & d'en prendre d'eux en arrivant, ils seroient arrêtez & punis pour la première fois du carcan; pour la seconde du fouët, par maniere de castigation; & pour la troisième condamnez aux Galeres, comme gens vagabonds & sans aveu. Et d'autant que nous avons été informés que plusieurs enfans de famille, artisans & autres personnes, par un esprit de libertinage ne laissoient pas d'entreprendre de faire des pelerinages hors de notre Royaume, sans avoir observé ce qui est porté par notre dite Declaration, les uns évitant de passer dans les villes où ils s'avent qu'on leur demandera exactement des Certificats, les autres se servant de fausses attestations, dans la confiance qu'ils ont que les personnes preposées pour les examiner ne pourront pas s'en appercevoir, ne connoissant pas les signatures des Evêques & Juges des lieux où lesdits Pelerins font leur demeure, & la plupart se flatant que s'ils étoient arrêtez en quelques endroits faute de représenter des Certificats, on ne leur feroit subir que la peine portée pour la première contravention, par l'impossibilité où se trouveroient les Juges de les convaincre d'avoir déjà été repris de Justice pour le même sujet: A quoi étant nécessaire de pourvoir pour l'intérêt

l'intérêt public & police generale. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons déclaré & ordonné, & par ces presentes signées de notre main, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, qu'aucun de nos sujets ne puisse aller en pelerinage à S. Jacques en Galice, Notre-Dame de Lorette, & autres lieux hors de notre Royaume, sans une permission expresse de nous, signée par l'un des Secretaires d'Etat & de nos commandemens, sur l'approbation de l'Evêque Diocésain, à peine des Galeres à perpetuité contre les hommes, & contre les femmes de telles peines afflictives que nos Juges estimeront convenables. Enjoignons pour cet effet à tous Juges, Magistrats, Prevôts des Marchaux, Vice-Senechaux, leurs Lieutenans, Exemts, & autres Officiers, Maires, Consuls, Echevins, Jurats, Capitouls, & Syndics des villes & bourgs de nos frontieres, dans lesquelles passeroient lesdits Pelerins un mois après la publication de ces presentes, de les arrêter & conduire dans les prisons desdites villes & bourgs, ou s'ils font arrêter à la campagne, dans celle de la ville la plus prochaine, pour leur être le procès fait & parfait, comme à gens vagabonds & sans aveu, par les Juges des lieux où ils auront été pris en premiere instance, & par appel en nos Cours de Parlement. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils aient à enregistrer, & le contenu en icelles faire garder & observer selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 7. jour de Janvier, l'an de grace 1686. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire jaune.

CCXV.

DECLARATION du Roi, contre les nouveaux Catholiques qui sortiroient du Royaume sans permission.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informez qu'entre le grand nombre de nos sujets de la R. P. R. qui par la misericorde de Dieu se sont réunis à l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, il y en a quelques-uns qui ayant fait une conversion peu

sincere, se sont retirez dans les pais étrangers pour y trouver la malheureuse liberté de continuer dans les mêmes erreurs qu'ils sembloient avoir quittées; & comme outre le crime de Relaps qu'ils commettent, de pareilles entreprises sont encore contraires à la disposition de notre Edit du mois d'Août 1669 & de notre Declaration du 18. Mai 1682. par lesquels il est fait defenses à tous nos sujets de s'établir dans les pais étrangers sous les peines qui y sont portées. A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & declarons par ces presentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que nos sujets nouveaux Cathol. qui seront arrêtez sortant de notre Royaume sans permission, soient condamnés, savoir les hommes aux Galeres à perpetuité, & les femmes à être rasées & recluses pour le reste de leurs jours dans les lieux qui seront ordonnés par nos Juges, leurs biens acquis & confisquez à notre profit, mêmes dans les pais, où par les loix & coutumes la confiscation n'a lieu, ausquelles nous avons derogé & derogons. Voulons pareillement que ceux, qui directement ou indirectement auront contribué à l'évasion de nosdits sujets, soit de ceux encore engagez dans la Religion Pretendue Reformée, ou des nouveaux Catholiques, soient punis de la même peine. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces presentes ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 7. jour de Mai, l'an de grace 1686. & de notre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. & scellées du grand Seau de cire jaune.

CCXVI.

DECLARATION du Roi, contre les nouveaux Catholiques, qui dans leurs malades refuseront les Sacremens.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Quoi que les soins que nous avons pris pour la conversion de nos sujets de ladite Religion Pretendue Reformée aient heureusement réussi, par la benediction que Dieu y a donnée, la plus grande partie de ceux qui ont abjuré leur

leur erreur ayant profité des bonnes instructions qui leur ont été données, & rempli les devoirs de bons Catholiques, nous apprenons néanmoins avec regret qu'aucuns de ceux qui ont fait abjuration, ont refusé dans l'extrémité de leurs maladies, par des suggestions secrètes, de recevoir les Sacramens de l'Eglise, & après avoir déclaré qu'ils persistoient dans la R. P. R. qu'ils avoient abjurée, étoient morts dans leur erreur: & d'autant qu'il est nécessaire d'agir contre la mémoire de ceux qui ont abusé de la profession publique qu'ils avoient faite de se réunir à l'Eglise Catholique, & qui ont été assez malheureux de mourir en cet état, nous avons estimé devoir prescrire à nos Juges la manière dont ils doivent poursuivre & punir un tel crime, & les peines qui seront ordonnées contre ceux qui reviendront en santé, après avoir fait pareil refus & déclaration. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit & ordonné, & par ces présentes signées de notre main, disons & ordonnons, voulons & nous plaît, que si aucuns de nos sujets de l'un & l'autre sexe, qui auront fait abjuration de la R. P. R. venant à tomber malades, refusent aux Curez, Vicaires ou autres Prêtres, de recevoir les Sacramens de l'Eglise, & déclarent qu'ils veulent persister & mourir dans la Religion Pretendue Reformée, au cas que lesd. malades viennent à recouvrer la santé, le procès leur soit fait & parfait par nos Juges, & qu'ils les condamnent à l'égard des hommes à faire amende honorable, & aux galères perpétuelles, avec confiscation de biens; & à l'égard des femmes & filles à faire amende honorable, & être enfermées, avec confiscation de leurs biens; & quant aux malades qui auront fait abjuration, & qui auront refusé les Sacramens de l'Eglise, & déclaré ausdits Curez, Vicaires ou Prêtres, qu'ils veulent persister & mourir dans la R. P. R. & seront morts dans cette malheureuse disposition, nous ordonnons que le procès sera fait aux cadavres, ou à leur mémoire, en la manière & ainsi qu'il est porté par les artt. du titre 22. de notre Ordonnance du mois d'Août 1670. sur les matieres criminelles, & qu'ils soient traînez sur la claye, jettez à la voirie, & leurs biens confisquez. Voulons que sur les avis donnez à nos Juges par les Curez, Vicaires ou Prêtres, ausquels les refus auront été faits, & sur la déclaration des malades de vouloir mourir dans la Religion Pretendue

Reformée, nonobstant leur abjuration, & qui seront morts en cet état, nosdits Juges informant desdits refus & déclarations; & en cas qu'il n'y ait point de Juge Royal dans le lieu où ils seront decédez, que les Juges des Seigneurs ayant haute Justice en informant, pour les informations être envoyées aux Grefes de nos Bailliages & Seneschauffées d'où ressortissent les Juges desdits Seigneurs, pour y être procédé à l'entière instruction & au jugement desdits procès; & en cas d'appel, en nos Cours de Parlement. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à enregistrer, & le contenu en icelles exécuter & faire exécuter, garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations & autres choses à ce contraires: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 29. jour du mois Avril 1686. & de notre regne le quarante-troisième. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Sean de cire jaune.

C C X V I I.

D E P A R L E R O I.

Le Marquis de Larrousse, Capitaine, Lieutenant des Gens-d'Armes de Monsieur le Dauphin, Gouverneur d'Ypre, Lieutenant General des Armées du Roi, & Commandant pour sa Majesté en Languedoc.

IL est ordonné à tous les nouveaux Convertis de cette Province de porter dans 24. heures après la publication de la présente Ordonnance entre les mains des Sieurs grands Vicaires, pour les villes où sont les Sieges des Evêchez, & en celles des Curez ou Missionnaires des autres villes & Parroisses, tous les livres qu'ils ont de Prieres, Pseaumes, Bibles de Geneve, & autres natures de livres; pour après avoir été examinés être les bons rendus à ceux à qui ils appartiendront, & les autres jettez au feu, à peine contre les desobeissans de punition severe & de grosses amendes. Enjoignons aux Consuls de chaque lieu de faire publier, & afficher la présente Ordonnance, & de le transporter après les 24. heures expirées avec le Curé ou autre Ecclesiastique dans les maisons desd. nouveaux Convertis, pour y faire une recherche exacte des Livres qu'ils auront cachés,

tachez, les prendre & dresser un état qui contienne les noms de ceux chez lesquels on aura trouvé lesdits Livres. Mandons aux Officiers commandans les Troupes de chaque Quartier, de tenir la main à l'exécution de cette Ordonnance, & de faire accompagner lesdits Consuls & Ecclesiastique par un Officier desdites troupes lors qu'ils feront leur visite. Fait à Mompellier ce 5. Fev. 1686.
LATROUSSE. Par Monseigneur:

LACOSSIERE.

CCXVIII.

DECLARATION du Roi, concernant la Religion Pretendue Reformée.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. L'application continuelle que nous avons donnée à l'exécution de notre Edit du mois d'Octobre dernier, par lequel nous avons ordonné la revocation de ceux de Nantes & de Nîmes, & la cessation de l'exercice de la R. P. R. nous ayant fait connoître qu'il étoit nécessaire d'expliquer nos intentions sur quelques points qui peuvent servir à la prompte execution dudit Edit. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces presentes signées de notre main, dit, déclaré, disons & déclarons ce qui ensuit.

I. Nous defendons à tous Ministres de la R. P. R. tant François qu'étrangers, de rentrer dans notre Royaume, pais & terres de notre obéissance pour quelque raison ou pretexte que ce puisse être sans notre permission par écrit; & en cas qu'il s'y en trouve, soit de ceux qui y seroient rentrez, ou qui y seroient restez au prejudice dudit Edit, voulons qu'ils soient punis de mort.

II. Defendons pareillement à nos sujets de donner retraite, secours ni assistance ausdits Ministres restez, cachez, ou qui seroient ainsi rentrez dans notre Royaume, à peine, savoir contre les hommes des Galeres à perpetuité, & contre les femmes d'être rasées & enfermées pour le reste de leurs jours dans les lieux que nos Juges estimeront à propos, & de confiscation des biens des uns & des autres.

III. Voulons que celui qui par ses avis donnera lieu à la capture d'un Ministre dans le Royaume ou terres de notre obéissance,

soit recompensé de la somme de cinq mille cinq cens livres, laquelle nous voulons que les Commissaires departis dans nos Provinces lui fassent payer comptant, sans attendre aucun ordre de nous, par les Receveurs Generaux de nos deniers, de l'étenduë de leurs departemens, dont nous ferons tenir compte ausdits Receveurs, en rapportant dans le mois le certificat de la capture, & l'Ordonnance desdits Commissaires departis.

IV. Entendons néanmoins que les Ministres de ladite Rel. P. R. qui ne seront point nos sujets, lesquels sont au service des Ambassadeurs ou Envoyez des Princes étrangers & Republiques qui sont ou seront cy-après près de nous, puissent y demeurer sans empêchement, tant qu'ils ne feront aucune fonction ni exhortation hors l'enceinte des logemens desdits Ambassadeurs ou Envoyez.

V. Voulons pareillement, & entendons que tous ceux de nos sujets qui seront surpris faisant dans notre Royaume & terres de notre obéissance, des Assemblées ou quelque exercice de Religion, autre que la Catholique, Apostolique & Romaine, soient punis de mort.

VI. Et parce que nous sommes informez que la plupart de nos sujets de la R. P. R. qui se sont laissez persuader d'abandonner les biens qu'ils avoient dans le Royaume, pour se retirer dans les pais étrangers, desireroient revenir & quitter leurs erreurs, & qu'ils n'en sont empêchez que par l'apprehension d'être punis de leur évasion, & de n'y plus trouver leurs biens, dont leur retraite leur a fait encourir la confiscation, nous déclarons que nous ne disposerons point avant le 1. jour de Mars de l'année prochaine 1687. des biens de ceux de nosd. sujets de la R. P. R. sortis de notre Royaume, qui nous sont ainsi confisquezz; & ce faisant voulons & ordonnons que ceux qui avant ledit jour premier Mars reviendront dans notre Royaume, & feront abjuration de leur fausse Religion, rentrent en la possession de leurs effets, nonobstant même le don que nous pourrions avoir ci-devant fait d'aucuns desdits biens, lesquels dons nous avons dès à présent revokez & revequons, à condition que lesdits de la R. P. R. en entrant dans le Royaume, feront leur declaration par devant le Juge Royal plus prochain du lieu où ils seront entrez, du dessein qu'ils ont de se réunir à l'Eglise Catholique, & pour cet effet ils marqueront les lieux où ils voudront faire leur abjuration, & ceux par lesquels ils devront passer pour s'y rendre,

après laquelle abjuration, qu'ils seroient tenus de faire dans huitaine du jour de leur arrivée dans le lieu qu'ils auront marqué, & rapportant le certificat de ladite abjuration, bien & dûment legalisé; ce qui sera fait sans frais. Nous voulons qu'ils ne puissent être poursuivis pour être sortis du Royaume, & en jouissent comme s'ils n'en étoient point sortis.

VII. Sera au surplus notre Edit du mois d'Octobre dernier, & les autres Déclarations & Arrêts concernant lesdits de la Rel. P. R. exécutés selon leur forme & teneur, en ce à quoi il n'aura pas été dérogé par cesdites présentes. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles faire entretenir, garder & observer, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seal à cesdites présentes. Donné à Versailles le 1. jour de Juillet, l'an de grace 1686. & de notre regne le 44. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Scau de cire jaune.

C C X I X.

Instruction pour les Officiers des troupes du Roi qui sont en Languedoc.

IL faut que chaque Officier s'applique dans son quartier & dans les autres lieux qui seront commis à ses soins, à voir si les nouveaux Convertis vont à la Messe & aux instructions, & s'ils envoient leurs enfans aux Ecoles; c'est principalement à ces choses où il est important de s'attacher, pour qu'on y satisfasse.

Lors que dans une Paroisse il se trouvera des opiniâtres qui refuseront d'aller à la Messe & aux instructions, & d'envoyer leurs enfans à l'Ecole & aux Catechismes; il est nécessaire de leur doubler & tripler le logement des Cavaliers, Dragons ou Soldats, & ne les retirer que quand ils auront donné des marques d'une meilleure conduite. Le Cavalier, Dragon ou Soldat ne sera à charge que pour l'incommodité du logement, il n'aura rien à prétendre que le lit, place au feu & à la chaudière de l'Hôte, du reste il vivra de sa solde.

On ne donnera aucun logement en pure perte que par ordres exprès.

Si les logemens ne corrigent pas les nouveaux Catholiques obtenez, l'Officier en donnera avis afin que l'on y mette ordre, en les envoyant dans de dures prisons, & en faisant condamner à l'amende les peres & meres dont les enfans n'iront pas aux Ecoles.

Il faudra que l'Officier s'entende avec les Consuls & Missionnaires, pour connoître au vrai les gens qui se conduisent mal: il est pourtant bon d'examiner les choses de soi même, y ayant beaucoup de Consuls & d'Ecclesiastiques qui agissent par passion & chagrin, ou par un zèle trop indiscret.

Quelque soin qu'on ait pris jusques à présent, de dissiper les Assemblées que les Religioneux fugitifs ou quelques nouveaux Convertis ont faites dans cette Province, il n'est pas impossible qu'il ne s'en fasse encore quelques-unes; & comme il est de conséquence au service du Roi de les détruire entièrement, chaque Officier doit mettre tout en usage pour y parvenir: il peut même promettre jusques à cinquante Pistoles à celui ou ceux qui avertiront de quelque Assemblée assez à tems, pour que l'on puisse tomber dessus avec des troupes. Il y a une chose essentielle à remarquer, c'est que les gens qui composent ces Assemblées ont soin de poster des sentinelles une lieue à l'avance de l'endroit où ils les font; ainsi il y a de la prudence à prendre les precautions nécessaires pour se saisir de ces sentinelles; & lors que l'on aura tant fait que de parvenir au lieu de l'Assemblée, il ne sera pas mal à propos d'en écharper une partie, & d'en faire arrêter le plus que l'on pourra, du nombre desquels on fera pendre sur le champ quelques-uns de ceux qui se trouveront armés, & conduire le reste en prison, soit homme ou femme, & principalement le Predicant: il faut observer de ne point tirer à moins que l'on ne tombe sur l'Assemblée.

Si on pouvoit même engager quelqu'un à livrer un Predicant ou un Proposant, on donnera 50. Louis d'or pour le Predicant & autant pour un Proposant, c'est-à-dire de ceux qui auront prêché aux Assemblées.

Le Roi par sa Déclaration du 1. Juillet 1686. a ordonné qu'il fût payé cinquante cinq cens livres pour la capture d'un Ministre fugitif & caché dans le Royaume, & comme il peut y en avoir dans la Province de Languedoc, on ne sauroit trop se donner de soins

soins à les pouvoir attraper, afin de donner à sa Majesté des marques d'affection à son service, & de profiter des 500. Louis d'or promis.

Il faut être toujours vigilant & envoyer souvent des partis dehors, commandez par un Officier pour que rien ne puisse échapper, & ôter par ce moyen l'envie aux mal intentionnez de faire des Assemblées.

Il faudra arrêter tous les fugitifs & autres personnes qui seront indiquées pour n'avoir

pas fait abjuration, & les mettre en prison pour y demeurer jusques à nouvel ordre.

Il est absolument nécessaire de désarmer tous ceux que l'on trouvera armez chez eux ou par la campagne, à moins qu'ils ne soient Gentilshommes, ou qu'ils n'aient des permissions de porter les armes.

Signé,

LA TROUSSE.

Par Monsieur,

LA COSSIERE.

F I N.

TABLE

T A B L E

D E S

M A T I E R E S ,

Contenuës dans le II. & III. Volume de la troisiéme Partie
de l'Histoire de l'Edit de Nantes.

A.

Absolutions. *Moyen de suppleer à leur défaut.* pag. 548. *Non signifiées sont supposées connues.* 585. *Ruse qui les rend non nécessaires.* 751.

Abus *des articles du Cahier du Clergé.* 796. *Des raisons d'ôter les anciens Cimetières aux Reformez.* 803. *D'un Arrêt touchant les fermes Ecclesiastiques.* 805. *Des moyens de convaincre les Reformez de calomnie.* 822.

Abus. *Fait notable sur la difficulté de les reformer.* 260. *Pouvoir du peuple en pareil cas.* *ibid.* *Appel comme d'abus d'un acte de Synode.* 287. *Reçu à la Chambre de Grenoble.* *ibid.* *Cassé au Conseil.* 288. *Abus de la simplicité des enfans.* 447. *Abus des grâces de l'Edit prétexte de divers Arrêts.* 724. 726 813.

Academies. *Partages devant les Commissaires sur ce sujet.* 198. *Leurs Deputez exclus des Synodes.* 273. 274. *Suppression de celle de Sedan.* 437. *Celle de Die condamnée.* 672. *Celle de Saumur interdite.* 782. *Celle de Montauban supprimée.* 783.

Accommodeurs de Religion. *Voi Réunion.*

Accouchemens. *Voi Sages-femmes.*

Accueil fait aux Ministres chez les étrangers. 936. *Et aux fugitifs.* 958.

Accusations en plusieurs chefs. 767. *Contre les Reformez & les Ministres.* 820. & suiv.

Actes faux fabriquez pour détruire l'Eglise de Montpellier. 528. *& celle de Montelimar.* 670. *Et faux temoins.* 679. *Et faux exploits.* 745. *Fausse abjuration.* 769.

Adam Jésuite, son caractère. 302.

Affaires. *Voi Direction.*

Age des enfans requis pour changer de Religion. 54. *Fixé à douze ou quatorze ans.* 120. *Artifices pour éluder.* 243. *Reduction de l'âge à sept ans.* 445. *Age des bariards exprimé en termes équivoques.* 536.

Remarques sur les suites des conversions à l'âge de sept ans. 574.

d'Agasséau, Intendant de Languedoc, se mêle de la réunion. 708. *En recommande le projet.* 709.

Ajoiné Reformé. *Refus de Barentin d'en prendre.* 94. *Ses raisons.* *ibid.* *Raisons au contraire.* *ibid.* *Ordonné aux Prévôts l'en prendre.* 428.

Albret (Maréchal d') protège Azimont. 293. 294.

d'Aligre Chancelier de France. 304. *Fait destituer les Greffiers de Grenoble.* *ibid.*

d'Allemagne, Ministre, engagé dans le projet de réunion. 141. *Aspire à être Ministre de Charenton.* 138. 241. *Est Commissaire du Roi dans un Synode.* 141. *où il reçoit plusieurs mortifications.* 142. *Est suspendu du Ministère dans un autre Synode.* *ibid.* *Change de Religion, & tombe dans le mépris.* *ibid.* *Se repense, & passe en Angleterre.* 143. *Exclus de la commission au Synode en 1673.* p. 263. *Se sépare de son Eglise.* *ibid.* *qui le considère toujours.* *ibid.* *Se couvre d'une Lettre de cachet pour s'excuser de venir au Synode.* 264. *Exclus de Sezanne par le Synode.* 268. *& suspendu du ministère.* *ibid.* *Arrêt qui le rétablit.* 269. *mais qui le perd de réputation.* 270.

Alliance (Triple) offense la France. 128.

Alperon Juif converti. 18.

Alsace, comment on y traite les Protestans. 918. *Loix qu'on leur impose.* *ibid.*

Alteration des esprits, à l'occasion de la Declaration touchant la conversion des enfans. 446. 453.

Alterations de quelques articles de la Confession de Foi Catholique. 847. *Leur raison.* 848.

Amendes appliquées aux Hôpitaux. 719. 725.

Amerique, transport des Reformez dans les Colonies de ce Nouveau Monde. 973. *Manière de les y conduire.* 974. *Morts & naufrage.*

TABLE DES MATIERES.

frage. 976. *Traitemens fait à ceux qui arrivent.* 977.
Amnistie: distinction de la peine criminelle & des intérêts civils. 56.
Amnistie promise. 648. *Conditions frauduleuses.* *ibid.* *Accordée pour le Dauphiné.* 650. *Termes insultans.* *ibid.* *Restrictions & exceptions.* *ibid.* & 651. *Accordée pour le Vivarais.* 653. *Ses conditions & exceptions.* *ibid.* *Fraude en sa publication.* 654. *Revelée par une insigne bonté.* *ibid.* *Seconde de publication encore plus frauduleuse.* 655.
Amsterdam, le Magistrat y invite les Reformez fugitifs. 492.
Anciens de Charenton. 907.
Angleterre, menagée par la Cour de France. 13. *pour rompre la triple Alliance.* 125. & *pour l'attacher à ses intérêts.* 191. *Semble changer de party.* 356. *Est troublée par la conspiration des Jésuites.* 371. & *par des intrigues domestiques.* 398. *Prend connoissance des persécutions de France.* 399. *Ses troubles domestiques.* 627. & *mort de personnes considerables.* *ibid.* *Mort de Charles II. & ses suites.* 787. *Les fugitifs y sont bien reçus.* 960.
Anne d'Autriche, sa mort. 62. *Elle exhorte le Roi à éteindre la Relig. Reformée.* *ibid.*
Annexes. Remedes aux defenses d'y prêcher. 32.
Annonces publiées pretexte de ruiner les Eglises. 594. 595. 773.
Apologie des Reformez. 941. *De la retraite des Ministres.* 942.
Apprentifs. Defenses aux Reformez d'en prendre de Catholiques. 248. & *même de leur Religion.* 428.
Approbation, les Ministres n'en peuvent donner. 194. *Ordonnance où le Roi se sert de ce mot.* 231.
d'Aquin. Voi Thomas.
Arguille (Comte d') sa mort. 787.
d'Argouges, Président au Parlement de Bretagne, son caractère. 7. *Rapporte au Conseil le partage fait devant lui.* *ibid.* *Se dressé pour la Duchesse de Rohan.* 7. 8.
Argumens du Clergé pour la conversion des Reformez. 821.
Armes du Roi & de la ville ôtes des Temples, à Grenoble. 210. *A Montelimar.* 213. *Par tout.* 220. *A la Rochelle.* 369.
Armes prises en Vivarais. 641. *Alarment les Reformez voisins de la Cour.* 642. *Entreprise de Châteaudouble, & ses suites.* 645. & *suiv.* *Tentatives pour forcer les Gardes des passages.* 955.
Tom. IV. & V.

Arnaud de Pomponne, Secrétaire d'Etat, parle au Roi des affaires des Reformez. 311.
Arnou Intendant d'Aunis. 682.
Arrêts du Conseil, contre le pouvoir des Commissaires Reformez. 4. *Autre touchant la compétence des Commissaires.* 6. *Autre contre les Eglises de Bretagne.* 8. *Autre sur les partages de la Generalité d'Amiens.* 9. *Sur les partages de Poitou.* 10. & *suiv.* *Autres contre divers exercices.* 17. *Autres touchant les enfans.* 19. & *suiv.* *Autre pour la visite des malades.* 22. *Pour établir des Ecoles Catholiques.* 24. *Autre contre les Notaires &c. Reformez.* 26. *Autre touchant les Commissions de Finances.* *ibid.* *Autres touchant les Metiers & les compétences.* 27. & *suiv.* *Autre touchant les Lettres de Maistrises.* 27. *Touchant les Lingères.* 29. *Touchant l'assistance des Eglises foibles.* 32. *Autre en faveur du Clergé.* 42. *Autres touchant les nouveaux Convertis.* 64. 86. *Autre touchant les Academies nobles.* 68. *Touchant les levées de deniers.* *ibid.* *Touchant les questions renvoyées aux Commissaires.* *ibid.* *Touchant les Procureurs Fiscaux des Reformez.* 69. *Touchant les recusations.* 70. *Touchant les Eglises de Poitou.* *ibid.* *Touchant les partages de Languedoc.* 71. *Touchant un sequestre.* 78. *Touchant une sedition au Vaux-jaucourt.* 84. *Touchant les Offices.* 86. *Touchant les Presbyteres.* *ibid.* *Touchant le droit d'exercices.* 87. *Autres touchant le Poitou.* 90. 97. *Autre touchant les cas Prevôtaux.* 114. *Touchant les Metiers.* 117. *Touchant les contributions.* 122. *Touchant les apprentifs.* 123. *Touchant les Maistrises de la Rochelle.* *ibid.* *Touchant les Finances.* *ibid.* *Touchant les marques de Magistrature.* 155. *Autres touchant le Bearn.* 159. 162. 163. 174. *Autre solennel touchant la même Province.* 175. *Touchant l'exercice de Charenton.* 179. *Autres touchant des partages.* 180. & *suiv.* & *le Consulat.* 182. & *suiv.* *Autre touchant Privas.* 185. *Touchant les Ecoles.* *ibid.* *Touchant les Mariages & Batêmes.* *ibid.* *Touchant l'impression des livres.* 186. *Touchant les impositions.* *ibid.* & 187. *Touchant la Chambre Mi-partie.* 189. *Autres touchant les partages.* 190. & *suiv.* *Sur divers articles.* 192. *Autre en faveur d'un Avocat.* 199. *Touchant les Reformez de Grenoble.* 209. *Autres sur les partages.* 210. & *suiv.* *Sur divers faits.* 213. *Autre qui casse les arrêts d'un Synode.* 217. *Autre qui maintient l'exercice de la Discipline.* 218. *Autres touchant*
Cc

T A B L E

chant des partages. *ibid.* & 219. Autre touchant les marques d'honneur dans les Temples. 220. Touchant les Metiers. 221. & les impositions. *ibid.* Touchant les Assemblées aux lieux interdits. 224. Touchant Sedan. 232. Autres touchant les partages. 236. & *suiv.* Autre en faveur d'un nouveau Converti. 240. Autres touchant des enfans. 243. Touchant les contributions au bâtiment des Presbyteres. 250. Autre touchant les deliberations d'un Synode. 269. Touchant les Ministres de Fief. 273. Autres touchant les Eglises de Bourgogne. 276. Autre sur l'explication de la particule ou. *ibid.* Autres sur un appel comme d'abus. 286. 288. Autres contre des Synodes. 291. & *suiv.* Autre touchant les nouvelles Eglises de Fief. 305. Autre plus general. 306. Autre touchant la residence des Ministres. 311. Autres touchant les Vallées de Piemont. 331. 332. Autre touchant une commission donnée par un Synode. 332. Autres contre les libertex des Reformez de Sedan. 333. 334. Touchant les exercices. 335. Autre contre un Ministre. 337. En faveur des nouveaux Convertis. 338. Autres touchant les Ministres de Fief, & la rencontre du Sacrement. 345. Touchant les Metiers. *ibid.* Touchant les impositions. 347. Touchant la subornation des Catholiques. 348. Touchant les exemptions & les qualitez des Ministres. *ibid.* & 349. Autre sur le serment exigé d'eux. 359. Touchant un Arrêt rendu à Rouën. 361. Touchant les enfans d'une Convertie. 364. Autres touchant un Converti, & les domestiques Catholiques. *ibid.* Touchant Sr. Hippolite. 367. 368. Autre touchant les bancs. 369. Touchant les impositions. 370. Autres touchant les passages. 373. 374. 397. Autre touchant les visites Episcopales. 377. Autres touchant les Officiers des Seigneuries. 380. 381. & autres. 382. 384. Autre touchant le serment de fidelité. 385. Touchant les commissions de Finances. 415. Touchant les Convertis. *ibid.* Autre touchant les levées de deniers. *ibid.* Autres touchant les partages. 418. & *suiv.* Autre touchant les Justices de Poitou. 421. Touchant certains Offices. 429. Autre supprimant l'Academie de Sedan. 437. Autre contre le College de Chastillon. 439. Touchant les conversions. 440. Autre sur le même sujet. 442. Autre contre des violences. 460. Autre qui le détruit. 415. Autre contre des Ministres. 505. Touchant leur nombre dans chaque Eglise. 506. Tou-

chant la distance des Temples. 510. Contre un Synode. 515. Cinquante-trois touchant des partages. 517. & *suiv.* Autres touchant les Fiefs. 522. 523. Autre touchant deux exercices. 524. Autres touchant Bergerac. 525. Touchant la demeure des Ministres. 534. 535. 537. Autre qui exclut les Reformez de Dijon. 540. Autres touchant les Offices. 544. 545. Touchant les Relaps. 547. 548. Autre touchant un droit d'exercice. 579. Autres sur les passages. *ibid.* & *suiv.* Sur le droit d'habitation. 615. Autre touchant les Ministres & Proposans. *ibid.* & 616. Touchant les contributions d'une Eglise à l'autre. 616. Touchant les Charges & Offices. 620. Touchant la garde des Registres de batêmes &c. *ibid.* Autres touchant les Professions & Metiers. 622. Touchant des Temples du Vivarais. 672. Quarante-cinq sur des partages. *ibid.* Autres pour le Batême des enfans. 704. Autre touchant les Secretaires du Roi, & leurs veuves. 714. Touchant les malades. *ibid.* Touchant les comptes. 715. Touchant les Conscilliers. 721. Touchant les exercices de Fief. 725. Autre touchant le même sujet. *ibid.* Autres touchant le Temple de Sombize. 740. Touchant les Academies. 782. 783. Autre contre plus de soixante Eglises. 783. & *suiv.* Autres contre les Eglises des Vallées. 784. Autres disposant des Temples. 786. Autre contre les exemptions des Ministres. 788. Touchant les Metiers. 789. Touchant les minutes des Notaires. 790. Touchant les Nobles de la Rochelle. 791. Touchant la demeure des Ministres. 792. Contre l'exercice de Sedan. 799. Contre les Libraires. 802. 803. Touchant les Cimetières. 803. Touchant les reparations des Eglises. 804. Touchant les fermes Ecclesiastiques. 805. Touchant les villes Episcopales. 813. Touchant les Apoticaire. 818. Touchant les mariages. 862. Touchant les privileges des Convertis. 869. Contre les Avocats Reformez. 871. Contre les Conseillers au Parlement de Paris. *ibid.* Touchant les Protestans étrangers. 877. Touchant la surseance de payer ses dettes. 879. Arrêts des Parlemens. De Rouën touchant les enfans. 19. De Dijon sur le même sujet. 20. De Bourdeaux de même. *ibid.* De Toulouse touchant les Juges des Seigneurs. 25. De Bourdeaux touchant le Consulat. *ibid.* Autre touchant les Metiers. 27. De Rouën sur le même sujet. 28. De Toulouse touchant les Presbyteres. 122. De Paris tou-

DES MATIERES.

chant les Matiers. 154. De Pau contre Majendie. 165. Autres du même Parlement. 173. 174. De Paris touchant l'approbation des livres. 194. De Rouën touchant les Avocats. 198. 199. Autre touchant les Gardes des Matiers. 221. De Paris touchant un Relaps accusé par son pere. 227. De Rouën touchant des enfans. 243. 244. Autres touchant les Compagnons & Apprentifs. 247. 248. Autre touchant les legs & donations. 248. De Bourdeaux touchant les Avocats Reformez. 251. De Rouën qui autorise un Denonciateur de profession. 252. Autre en consequence. ibid. Autre touchant le droit d'exercice sur les vaisseaux. 255. De Paris touchant une fondation. 279. De Toulouse contre un Relaps. 280. De Bourdeaux touchant des Offices. ibid. De Grenoble contre Louis Rambaud. 289. & suiv. Autre touchant les Commis des Greffes. 304. De Paris touchant l'enlèvement des enfans. 339. De Rouën touchant la rencontre du Sacrement. 344. De Paris contre une Relaps. 360. De Bourdeaux au même cas. ibid. De Rouën touchant la visite des malades. 361. Autres touchant les enfans d'une Conventic. 363. De Paris touchant un banc dans le Temple de Mauzé. 369. De Toulouse, Bourdeaux, & Paris touchant les Officiers des Justices Seigneuriales. 381. 382. De Paris touchant le serment de fidelité. 385. De Bourdeaux contre Morlat. 390. De Paris touchant les Offices. 418. De Rouën touchant l'ondoyement des enfans. 423. Touchant les malades. 427. De Paris touchant un prétendu blasphème. 428. De Toulouse contre un Ministre. 441. Du même en divers cas. 507. 508. De Grenoble touchant la distance des Temples. 510. 585. De Toulouse touchant l'exercice de Bergerac. 524. Touchant celui de Montpellier. 529. Autre qui le confirme. 532. Autre touchant les Ministres. 534. 535. De Paris contre un Relaps. 547. De Grenoble touchant un enfant rebaptisé. 576. De Rouën qui reprimo les atroupemens seditieux des Catholiques. 608. De Toulouse touchant les Matiers. 621. De Grenoble contre Monselimar. 670. De Bourdeaux contre Maronnes. 682. Autre touchant les Matiers. 733. 734. Autre contre l'Eglise de Saintes. 744. De Paris contre celle de la Rochefoucauld. 745. 747. 748. Autres plus équitables en même cas. 748. Autre contre l'Eglise de la Rochelle. 753. Et contre celle de Tours. 755. Et d'Angers. 757. 758. De

Bretagne contre les Eglises de Nâmes & de Rennes. 769. 770. De Rouën contre les Assemblées. 771. Contre l'Eglise de Caen. 774. Contre celle de Rouën. 776. Contre celle du Havre de Grace. 780. Autre touchant les Matiers. 789. De Bourdeaux contre des fugitifs. 963. De Paris au même cas. ibid. De Metz. ibid. De Grenoble 964. De Bourdeaux contre une profanation prétendue. 982. Arrêts des Chambres de l'Edit. De Rouën. 22. & suiv. De Paris. 77. - - des Chambres Miparties. De Guyenne. cassé au Conseil Privé. 78. De Grenoble sur un appel comme d'abus, cassé au Conseil. 287. 288. - - de provision, équivalens aux definitifs. 244. Definitif avant l'information. 361. Injustice manifeste des Arrêts provisionnels. 769. Arrêt des Requêtes de l'Hôtel. 241. Articles particuliers ou enregistrez. 57. Articles du Cahier de l'Assemblée du Clergé. 795. Leur absurdité. 796. - - de l'Edit de revocation. 866. Artifices, pour donner aux Arrêts un air de justice. 11. Pour donner aux esprits émus le tems de se refroidir. 15. Pour ôter aux Reformez le fruit de leurs Ecoles. 24. Pour exclure les Reformez des Offices. 26. 382. 383. 429. Pour ôter aux Reformez l'égalité des suffrages. 30. Des Missionnaires pour engager une dispute. 30. 31. 408. Du Clergé pour susciter des affaires aux Reformez sur leurs mariages. 63. Pour engager les Reformez dans une negociation dange-reuse. 106. Pour lier un traité d'accommodement de Religion. 136. 257. 258. Pour intimider les Commissaires du Conseil. 187. Pour exclure les Ministres des lieux interdits d'assister aux Synodes. 209. Pour ôter aux Synodes le droit de recueillir des plaintes. 291. 292. Pour rendre les Reformez des Vallées odieux. 321. & suiv. Pour les priver des Offices. 324. Pour les charger de l'exécution des reglemens faits contre eux. 329. Pour noter des Ministres d'infamie. 330. Pour autoriser l'induction des enfans. 334. Pour opprimer les Reformez des Vallées. 340. Pour tendre des pieges aux Eglises. 375. Pour cacher les intentions de la Cour de France. 398. 399. Du Clergé pour exclure les Reformez des Finances. 411. Pour avancer les conversions. 442. 443. Pour éluder les defenses de commettre des violences. 461. Pour deguiser au Roi les violences commises en Poitou. 485. 486. Ce 2 Pour

- Pour couvrir la honte des conversions forcées.* 497. *Pour en grossir le nombre.* 500. *Pour seduire des enfans.* 510. & suiv. *Pour reduire les Assemblées des Reformez à un petit nombre.* 539. *Pour ne perdre pas le fruit des conversions.* 547. 548. Du Clergé pour tromper la Cour de Rome & les Reformez. 550. Du Conseil pour deguiser le dessein de détruire les Reformez. 561. Du Procureur General de Toulouse pour suppléer au défaut de signification d'abjurations. 585. Adopté au Conseil. 751. Pour cacher d'une Province à l'autre les violences des troupes. 657. Pour deguiser la violence des conversions. 666. De du Vigier pour donner de la couleur à ses jugemens. 695. Des Accommodateurs pour engager à la réunion. 708. Pour faire cesser un exercice sans interdiction. 743. Pour faire porter aux Eglises les peines dont on exempt les Ministres. 747. 749. 753. Autre au même cas. 777. Autre de Touvens Rapporteur. 780. Pour envelopper plusieurs Eglises dans le même crime. 594. 595. 773. 781. Pour rendre certaines actions des Reformez odieuses. 810. Pour pretexter l'Arrêt touchant les villes Episcopales. 814. Pour faire que les étrangers reçoivent mal les Refugiez. 830. Pour persuader que les Reformez ont un grand penchant à se convertir. 831. Pour amuser les Reformez. 862. Pour les renvoyer recevoir les Troupes. 862. & suiv. Pour leur ôter la commodité de se desfaire de leurs biens. 875. Pour faire valoir la division des Protestans. 877. Pour assujettir les Protestans étrangers aux rigueurs. 878. Pour amuser les Reformez de Mets. 913. Pour rendre les tourmens plus sensibles. 917. Des Reformez pour sortir de France malgré les Gardes. 950. Des persecuteurs pour empêcher les discours des mourans d'être entendus. 996. 1003.
- Arts Liberaux.** Voi Professions.
- Arts & Metiers.** 26. 27. Reglement sur ce sujet. 117. Vexations & chicanes. *ibid.* Autres à Lion, à Paris. 153. dont on se plaint. 198. Inegalitez sur ce sujet. 220. 221. Vexations à Caen & ailleurs. 247. Arrêts favorable du Conseil. 345. Autres vexations. 364. Sentence touchant les Bonnetiers de Paris. 428.
- Assemblées du Clergé.** 36. Ce qu'obtint celle de 1665. p. 43. 62. Autre 1670. p. 152. Presse le jugement des partages. 158. 180. Ses avantages. *ibid.* & suiv. Autre 1675. p. 294. Autre 1680. p. 412. Ses deman-
- des. ibid.* Irreguliere en 1682. p. 530. Ses Actes. *ibid.* Son Avertissement Pastoral. 550. 551. Remarques. *ibid.* & 552. Rang qu'elle donne au Pape dans ses lettres. 552. Autre à Versailles. 787. 793. Ses horangues. 793. 794. Ses Cahiers. 794. 795. Actes notables de cette Assemblée. 820. & suiv. N'approuve pas la moderation de l'Evêque d'Oleron. 835.
- Assemblées des Reformez dans les lieux interdits.** Ordonnées. 89. Tenuës. 90. 92. & continuées. 92. Reprises en Guyenne en pareil cas. 223.
- Assemblées des Reformez defenduës en l'absence des Ministres.** 539. Estimées tumultueuses. *ibid.* Abus de ces defenses. 587. 589. Secrete à Toulouse des Directeurs de plusieurs Provinces. 636. Publiques en divers lieux interdits. 641. A Châteaudouble. 645. Permise à Chamberigaud. 647. Autre à Colognac. 656. Dans un bois près de Royan. 744. Decouverte. *ibid.* Defenduës sous quelque pretexte que ce soit. 770. 771. Recomencent par tout le Royaume. 989. Exercices qu'on y fait. *ibid.* Sont reguliers dans les Ceramnes. 989. Frequentes ailleurs. *ibid.* & 990. Ordres pour les empêcher. 992.
- Attentats des Juges favorisez.** 773. 774. De particuliers sans autorité. 903. De la Cour contre la Souveraineté d'Orange. 919. Contre la propriété. 923. Sur quoi fondées. *ibid.*
- Attroupemens seditieux repriméz.** 608. De Catholiques en Vivarais. 641.
- Audace des Catholiques d'Orange.** 919. & suiv. D'une Confrairie. 922.
- Audience demandée au Roi & obtenue.** 102. A quelles conditions. *ibid.* & 103. Son effet. 105.
- Avertissement Pastoral du Clergé.** 550. Quelles personnes le signent. 553. Par qui refusé. 562. 563. Signification au Consistoire de Charenton. 563. Preliminaires reglez. *ibid.* Formateurs observees. 564. 565. Comment signifié ailleurs. 566. 567. Son but selon le Clergé. 821.
- Avignon, pourquoi compté entre les lieux où les Relaps trouvent retraite.** 374.
- Avis.** Leur diversité. 88. 180. 262. Sur l'importance de l'Arrêt touchant les Ministres de Fief. 298. Sur l'execution d'un Arrêt contre la Conscience. 337. De l'Intendant d'Aguesseau touchant quelques Procureurs. 382. Diversité d'avis touchant l'Avertissement Pastoral. 568. & les conférences proposées. *ibid.* & 572. 573. & la Declaration qui condamnoit à l'amende honorable &c. 598.
- Avis

Avis de fermer les Temples. & ses raisons. 598. *& au contraire.* 599. *Avis secret donné par des Catholiques.* 600. *Avis de ne prendre point de precautions.* *ibid.* *Ses raisons.* *ibid.* *Suivies de plusieurs fortes Eglises.* 602. *Avis au contraire, & ses raisons.* *ibid.* & 603. *Qui ont beaucoup de suite.* 609. *Effet du dernier avis.* 606. *Diversité sur la nouvelle direction des affaires du bas Languedoc.* 634. *Avis moderés, sont quelquefois les plus dangereux.* 640. *Diversité au Conseil sur le Batême des enfans des Reformez.* 702. 703. *Avis de plusieurs Evêques.* 703. *De la Chaise Jésuite.* 704. *Entre les Reformez sur le droit des peres.* 705. *Sur l'exécution de l'Arrêt qui commit des Ministres pour batiser.* *ibid.* & 706. *Ecrits pour & contre.* 706. *Si on doit prouver l'irrevocabilité de l'Edit dans une requête.* 731. *Raisons pour l'affirmative.* *ibid.* *Raisons au contraire.* 732. *La pluralité cede au poids des personnes d'un avis contraire.* *ibid.* & 733. *Avis d'un Conseiller Reformé de Rouën.* 792. *Diversité à Sedan.* 800. *Avis de se defendre.* *ibid.* *De traiter.* 801. *Diversité au Conseil sur ce qu'on fera des Ministres.* 932. 933. *Avocats Reformez. Leur nombre limité à Rouën.* 198. *Exclus en Guyenne de monter au Siege au défaut des Juges.* 251. *Exclus de cette Charge.* 809. *De Pau capitulent avec l'Intendant.* 835. *Interdiction des Avocats déjà reçus.* 871.

B.

Bailliages. *On n'en doit donner le droit s'il n'a été demandé au tems de l'Edit.* 11. 14. 53. *Droit de Bailliage pourquoi conservé à l'Eglise de Mer.* 87. *Ce droit réduit aux seuls habitans.* 811. 812. *Faux bruit sur ce sujet.* 812. *Bancs réduits à une parfaite égalité.* 369. *Des Gentilshommes ôtez des Temples.* *ibid.* *Maniere dont on se prend à cette réduction.* 369. 370. *Banque des conversions.* 352. *Par qui exercée.* *ibid.* *Bareith (Marquis de) reçoit les fugitifs humanement.* 958. *Barentin, Intendant de Poitou, ses ordres.* 91. *Etabli Juge des mouvemens de cette Province.* 93. *Refuse de prendre un Ajoint Reformé.* 94. *Barrillon de Morangis, Intendant d'Alençon, reprime les zélex inconsiderez.* 452. *Son*

équité dans une occasion importante. 467. *Sauve l'Eglise & le Temple.* 468. *Permet aux parties d'informer.* *ibid.* *la Bastide, Ancien de l'Eglise de Paris, écrit contre la réunion.* 146. *Et contre l'exposition de la doctrine Cathol.* 233. 234. 236. *Balville Lamoignon, Intendant de Poitou.* 514-546. *Donne au Conseil des projets d'arrêts.* 547. 548. *Plus rusé que Marillac.* 549. *Commis pour juger les Relaps de Poitou.* 582. 583. 697. *Batards ou exposez adjugez à l'Eglise Catholique.* 507. *Leurs peres ou meres ont sur eux une puissance legitime.* 536. *Equivoque de leur âge.* *ibid.* *Batême des Reformez, reconnu legitime par l'Evêque d'Uzès.* 157. *Nombre des assistans limité.* 185. *Batême des enfans embarrasse le Clergé.* 702. *Accidens fâcheux.* 681. 702. 703. *Diversité d'avis.* 703. *Reglement sur la question.* 704. *Refus de s'y soumettre, & les raisons.* 706. *Quelques-uns briguent la commission.* 707. 708. *A qui elle est donnée.* 708. *Bearn. Les Reformez y sont cruellement persecutez.* 37. 48. *Commencement des persecutions de Lavie premier President à Pau.* 158. 159. *Reformez deputent en Cour.* 159. *Obtiennent le Marechal de Grammont pour Commissaire au Conseil.* 163. *Douleur qu'on y reçoit de la condamnation de Majendie.* 166. *Edit donné au raport du Marechal.* 167. *qui enveloppe le Bearn dans la misere du reste du Royaume.* 168. *Etat des Eglises de cette Province avant l'Edit.* *ibid.* *Infinites prejudices que l'Edit leur porte.* *ibid.* *Suite des injustices du Parlement, & nouveau procès.* 170. & suiv. *Arrêt qui le termine.* 175. *où les Reformez perdent encore beaucoup.* 176. *Ce qui n'arrête pas le cours des persecutions.* 178. *Sollicitation pour le Bearn.* 200. *Persecuté par le Parlement.* 342. *Moyens d'y convertir les Reformez.* 831. *Reduction nouvelle des Lieux d'exercice.* *ibid.* *Violences & cruautés.* 832. & suiv. *Noblesse maltraitée.* 836. *Rejoissances.* 840. *Pourquoi on commence par cette Province.* 882. *Bergerac, son exercice attaqué.* 524. *Reduction forcée des Reformez à la Religion Romaine.* 856. *Bernard, explication de l'Edit de Nantes.* 49. & suiv. *Ses chicanes sur les villes Episcopales.* 50. *Sur les Justices.* 51. *Sur la possession.* 52. *Son ignorance.* *ibid.* *Chicane sur la residence des Ministres.* 53.

T A B L E

- Besaces des Mendians , leur richesse , & leur usage. 575.
- Bezons (de) Rapporteur au Conseil des partages faits devant lui. 6.
- Bibles brûlées à Metz. 981. & ailleurs. 989. Dont quelques-unes échappent. *ibid.*
- Bienfaisances , raison des chicanes proposées par Bernard. 49. 50. 55. 58.
- Billets de Carnaval. 493. 504.
- Bizarrie du zèle Catholique. 874.
- le Blanc de Beaulieu , sollicité d'ensendre à la réunion. 257. Sa réponse. *ibid.*
- Blasphèmes prétendus. 23. 73. Vexations sous ce pretexte. 199. 202. Procès remarquable. 289. Pretexte d'éluder les évocations. 343. Pretexte d'une sentence d'un Juge de Charenton. 434.
- Bombes. Fester des bombes , ce que c'est. 967.
- Bomier , Avocat du Roi à la Rochelle , confédéré de Mⁱⁿ. 302. 346. 369. Tourment les fugitifs de Poitou. 488. Astendri par leur misere. 489. Lâche fourberie qu'il trame contre la Rochelle. 751. 752.
- Bordage (Marquis du) arrêté se voulant sauver. 955. Signe. *ibid.* Sa mors. *ibid.*
- du Bosc (Pierre) Député de Normandie à la Cour. 99. Son éloge. *ibid.* Son exil le fait connoître & estimer. *ibid.* & 100. Ses remarques sur la Declaration de 1666. p. 100. Harangue le Roi. 103. Effet de sa harangue. 105. L'Eglise de Caen le refuse à celle de Paris. 138. Le Roi même lui donne l'exclusion. *ibid.* Dresse la requête generale. 151. Est attaqué par le Clergé. 152. Ce qui revient à rien. *ibid.* La Vrilliere le reçoit mal. *ibid.* Se veut decharger de la deputatation. 286. en vain. *ibid.* Est attaqué en controverse par un Missionnaire. 407. Consulté par le Chancelier sur les mariages entre personnes de differente Religion. 416. En bête aux attaques des Missionnaires. 568. Comment traité par le Juge d'Argentan. 773. & par le Chancelier. 774.
- Bouffiers (Marquis de) reprimandé d'être trop honnête. 857. Profite de la censure. 981.
- Bourdeaux. Combat inégal. 648. Defaite des Reformez. 649.
- Bouville (Jubert de) Intendant d'Alençon. 567.
- Brandebourg (Electeur de) est menagé à la Cour de France. 12. Un Envoyé lui declare que le Roi veut détruire la Reformation. 221. Ses succès contre le Roi de Suède. 283. Accepte à regret la paix de Nimégue. 370. Recevoit les fugitifs avec charité. 959. Leur donne des établissemens. *ibid.* Des Juges de leur langue. *ibid.*
- Brasseurs de Châlons veulent exclure les Reformez. 154.
- le Bret , Intendant de Dauphiné , ses promesses. 646. 647. Ses exécutions. 651.
- Brouage , violences du Gouverneur. 493.
- Bruit qu'on fait courir touchant la conservation d'un lieu de Bailliage. 812. Trompe Catholiques & Reformez. 812. 813.
- Brutman (Jaques) reveille le zèle des Reformez sur la frontiere. 990. Même des Ministres en France. *ibid.*
- Bureau des Decimes. Reformé assujetti à cette Jurisdiction. 78.

C.

- C**achet. Lettres de cachet de date antici-
pée. 5. Voi Lettres de cachet.
- Cachots horribles où on jette les Reformez. 895. Chaussees à hypocras. 896.
- Cahiers des parties au procès de Beaur. 170. & suiv. Articles concernant la Religion. 171. & suiv. Articles des Reformez. 172. & suiv.
- Cahier de demandes du Clergé. 788. Ses articles. 795. Dont quelques-uns demeuvent ce qu'il dit de la douceur des moyens de conversion. 796.
- Calomnie de Bernard contre un Ministre. 60. De l'Abbé de Musy contre les Vaudois. 326. Du Clergé contre les Reformez de Bergerac. 525. Contre la doctrine des Reformez. 689. 690. & la police des Confessaires. *ibid.* Sur les Collectes. 692. Generales. 737. Solidement refusées. *ibid.* Imputées aux Reformez par le Clergé. 820. Touchant la conversion d'une fille de qualité. 901.
- Capitulations , source de chicanes ouverte par Bernard. 56. Qui sert contre l'exercice de Melgueil. 181. Et de Negrepelisse. 197. Et contre le Consulat de Cornousserrail. 184. Et contre le Temple de Grenoble. 209. Pretexte de bannir les Reformez de certains lieux. 540. 615. De Sedan qui cede son Temple pour conserver l'exercice. 799. 800. De plusieurs villes pour se reduire à l'Eglise Romaine. 835. Oleron & Pau. *ibid.* De Montauban. 851. Imitée ailleurs. 858. De Strasbourg mal observée. 919. Des Reformez d'Orange. 925.
- Caractères. Du Président d'Argouges. 7. De l'Electeur de Brandebourg. 12. De du Han Cordelier. 34. 80. D'un faux zèle. 35. 115. 214. 461. De l'Evêque d'Usser. 36. & de sa harangue. *ibid.* De l'Evêque d'Autun. 80. De de Marie Intendants. 96. De du Bosc.

DES MATIERES.

- Base.* 99. *De la Marechale de Turenne.* 129. *Des principaux Accommodeurs de Religion.* 136. *De d'Allemagne Ministre.* 141. *De d'Huissien Ministre.* 145. *Du Marquis de Châteauneuf.* 201. *Du Comte de Laval Abbé de Charronx.* 211. *Des Seigneurs de Massignon.* 272. *Des nouveaux Intendants.* 301. *De l'Intendant Demain.* *ibid.* & 302. *d'Adam Jésuite.* 302. *De l'Intendant de Meland.* 307. *De l'Abbé de Musi.* 312. *Des Vandois.* 326. *De Colbert Intendant d'Alençon.* 336. *Du nouveau Deputé General.* 357. *Du Vicair de St. Hippolite.* 366. *Des écrits Catholiques touchant l'Edit.* 406. *De Cocherel Ministre revolté & Missionnaire.* 407. *De Pilon Missionnaire à Toulon.* 444. *De la Duchesse de Guise.* 448. *De Barrillon Morangis Intendant d'Alençon.* 452. *De Bafuille Lamoignon Intendant.* 546. *De ceux qui signent l'Avertissement Pastoral.* 553. *Du Grand Penitencier de Bayeux.* 567. *General des temoins ouïs contre les Eglises.* 589. 590. *Du Curé de Chastillon sur Loire.* 614. *Des écrits des Directeurs.* 644. 645. *De l'Evêque de Lodeve.* 671. *De du Vigier Conseiller au Parlement de Bourdeaux.* 674. & de ses Ajoins. 675. 676. *Du Procureur General de Paris.* 745. *De Cheiron & Paulhan Ministres de Nîmes.* 816. *Des plaintes du Clergé.* 820. 823. *De Gassion Président à Pau.* 834. *d'Arnou Intendant de la Rochelle.* 862.
- Carmes, leur part aux conversions de Poitou.* 472. 474.
- Carnaulet imite Marillac.* 493. *Fournit des temoins à du Vigier en les forçant à déposer.* 682.
- Catalogue de livres interdits frauduleusement dressé.* 827. *Par qui dressé.* *ibid.* & approuvé. *ibid.* & 828.
- Catechismes pour les enfans.* 880. *Effet de l'assistance de ces enfans aux Catechismes.* 881.
- Catholiques prennent ombrage de la grosseur des Assemblées.* 15. *Preuves de leur animosité contre les Reformez.* 251. & suiv. *Comment on empêche leur conversion.* 300. *Defenses de les suborner.* 348. *Defenses de se mettre au service des Reformez.* 349. *Sont alarmez de la Declaration touchant les Sages-femmes.* 401. *Quelques-uns feignent d'être Reformez pour gagner le prix des conversions.* 500. *Reçus dans les Temples, raison pour les demolir.* 526. 527. *A Clervansac.* 584. *Lieu marqué pour eux dans les Temples.* 606. 607. *Gagez pour y asse-*
- ter.* 609. *Sans intérêt dans les choses sur lesquelles on querelle les Reformez.* 736. *Leur certificat requis pour prouver que les Consistoires ont interrompu leurs Ministres.* 798. *Ne peuvent être domestiques des Reformez.* 806. *Ne peuvent les prendre pour Clercs.* 808. *Se relâchent sur quelques points de controverse.* 848. *Quelques-uns ont pitié des Reformez.* 909.
- Certificats exigez des Convertis que leur réunion a été volontaire.* 666. *Que les soldats ont vécu avec modestie.* 840.
- Chambres de l'Edit attaquées par le Clergé.* 100. *Importance de l'affaire.* 101. *Leur suppression.* 108.
- Chambres Miparties, leur competence violée.* 27. *L'égalité des voix ôtée aux Reformez.* 30. *A quoi on veut borner leur jurisdiction.* 55. *Evocation des affaires des Convertis.* 63. *De celles des Relaps &c.* 64. *Leur competence retablie en matiere de cas Prevôtaux.* 115. *Les Bearnois demandent une Chambre Mipartie.* 159. *De Castres transférée.* 188. *Privée de la connoissance de l'élection des Consuls.* 189. *De Grenoble reçoit un appel comme d'abus.* 287. *Son arrêt cassé.* 288. *Leur suppression.* 378.
- Chambrun (Jaques Pinetou de) Ministre & Professeur à Orange.* 921. *Traitement qu'on lui fait.* 924. *Sa chute, & son relevement.* *ibid.* *Sa retraite.* 925. *Ses larmes.* *ibid.*
- Chapitre de Ronën, son privilege.* 793.
- Charenton. Exercice de ce lieu estimé trop près.* 58. *Attaqué par le Seigneur du lieu.* 178. *mais maintenu.* 179. *Feu mis au Temple.* 215. *Ce que c'est que Charenton.* 432. *Sentences des Juges du lieu.* 433. & suiv. *Resolution du Consistoire contre la signification de l'Avertissement.* 564. *Maniere dont elle y est faite.* *ibid.* & suiv. *On s'y rend aux exercices de tous côtez.* 701. 702.
- Charles II. Roi d'Angleterre, menagé par la Cour de France.* 13. 125. 191. *Estime le Prince d'Orange, & lui fait épouser sa niece.* 356. *Conspiration contre sa personne.* 371. *Inuite les Reformez à se retirer en Angleterre.* 491. *Est remercié d'avoir reçu favorablement des enfans fugitifs.* *ibid.* *Ses complaisances pour le Duc d'York & pour la France.* 627. *Sa mort.* 787.
- Charronx (Abbé de) son zèle & sa passion.* 211.
- Châteaudouble, Conseiller au Parlement de Grenoble.* 645. *Son entreprise qui manque d'effet.* *ibid.* *Sa mauvaise foi.* 646.

Châ.

Châteauneuf (Marquis de) fait la charge de la Vrilliere. 200. Contredit son avis en plein Conseil. *ibid.* 201. Ignore un Arrêt rendu au Conseil. 309. Nommé Commissaire au Conseil. 311. Ses discours avec des Deputez d'Alençon. 470. Sa lettre au Juge du Havre de Grace. 778. 779. Dresse l'Edit de revocation. 865. Equivoque digne de lui. 868.

Cheiron, Ministre à Nîmes, va droit dans l'affaire de la réunion. 709. Fait le dernier prêche à Nîmes. 815. Marques de son zèle. *ibid.* Se revolte peu après. *ibid.* Son caractère. 816.

Chicanes, sur les hautes Justices. 8. Si elles doivent relever du Roi. *ibid.* Etre créées avant l'Edit. *ibid.* Sur la distance des Temples & des Eglises. 9. Sur la présence de la famille des Seigneurs. *ibid.* Sur la nécessité de la preuve par titres. 16. 17. 52. De Bernard sur tous les articles de l'Edit. 49. & suiv. Comment il borne le droit des hautes Justices. 51. Sur la résidence des Ministres. 53. Sur les mots Pais delà les monts. *ibid.* Sur la figure des clochers des Reformez. 54. Sur la Religion des enfans. *ibid.* Sur l'habitation. 57. Sur la Discipline & les Synodes. 58. Sur les mariages en certains degrez. 59. Sur les legs & donations, patronats & sepultures. *ibid.* Sur l'usage des Ajoins Reformez. 94. Sur diverses circonstances des enterremens. 113. Du Chancelier Seguier sur les Metiers. 117. Abregé de celles de Meynier. 146. & suiv. Faites aux Brassiers de Châlons. 154. Sur les capitulations. 156. 181. 184. Contre les habitans de Privas. 184. Sur le mot d'approbation. 194. Sur ce que les Reformez prenoient des conclusions dans leurs requêtes. 205. Contre les Ministres sur le droit de prêcher sans envoi & hors de leur résidence. 226. Sur l'exemption & les qualitez des Ministres. 348. 349. Contre les Eglises du pais de Foix. 365. Sur le non usage d'un droit d'exercice. 420. Sur la nécessité d'être envoyé du Synode pour prêcher. 505. Sur le nombre des Ministres de chaque Eglise. 506. Sur la distance où les Temples doivent être des Eglises. 508. Sur le nombre des exercices permis en un même jour dans un lieu de Fief. 520. Couvertes du nom de Methodes &c. 553. De Pelisson aux nouveaux Convertis. 577. Des Ecclesiastiques contre le Consistoire de Montauban. 587. Pour rendre les droits d'exercice inutiles. 638. Doubles de du Vigier pour embarrasser les Ministres & les Eglises. 678.

Des Agens Generaux du Clergé sur le droit de Fief. 727. Couvertes en loi. 741. Du Juge d'Argentan. 773. Contre le Temple de Rouen. 777. Faites aux Protestans étrangers. 878. Aux Ministres de Paris touchant leur retraite. 906. Faites aux Ministres. 932. Cimetières. Feu mis aux portes de celui des Reformez à Paris. 215. Eloignez des Eglises. 373. Otez aux Reformez sous un faux pretexte. 507. Otez dans tous les lieux interdits. 803.

Citadelles relevées en plusieurs lieux. 998.

Claude cru Auteur d'un écrit touchant l'état des Reformez. 43. Sa dispute avec le Docteur Arnaud. 192. 193. Ecrit touchant l'exclusion des Ministres de Fief. 298. Se défait des poursuites d'un Missionnaire. 407. Danger où il se trouve en visitant un malade. 424. Dresse une belle requête. 455. Est nommé pour la presenter. 458. mais en vain. *ibid.* Refuse l'Avertissement du Clergé. 562. En reçoit la signification dans le Consistoire. 565. Sa conference avec l'Evêque de Meaux. 712. Il refuse d'autres conferences. 713. Ne veut point qu'on parle de l'irrevocabilité de l'Edit. 732. Dresse la requête. 739. Decouvre un piège tendu à l'Eglise de Paris. 904. Vengeance qu'on en tire. 906. Son dernier ouvrage. 938. 939.

Clergé, fait resserrer le pouvoir des Commissaires Reformez. 2. & suiv. Sa diligence remarquable. 5. Il travaille à exclure les Reformez des Metiers. 26. Se démasque sans y penser. 33. Sa fausse delicatesse. 41. Son esprit intéressé. 78. 79. Il attaque les Chambres de l'Edit. 100. L'obtient. 108. Triomphe de leur extinction. 109. Pourquoi il veut donner aux Presbiteraux la competence des cas Prevôtaux. 115. Equivoques qu'il affecte. 120. Ses tentatives sur divers articles. 121. Il s'oppose à la vocation de du Bose à Paris. 138. Fait imprimer par ses ordres les chicanes de Meynier. 151. Est mortifié par la Declaration de 1669. & par le credit de du Bose. *ibid.* Le veut ruiner dans l'esprit du Roi. 152. Sans effet. *ibid.* Demande ses Synodes Provinciaux. 158. Appuie le Parlement de Pau. 175. Ses impostures. 185. 187. Se mêle du rang des femmes des Ministres. 203. Attaque les libertez de Sedan. 230. Fait revoir les articles revocquez de la Declaration de 1666. p. 202. 249. Veut rendre les Reformez suspects. 271. Intervient dans une cause d'appel comme d'abus. 287. Contribue aux charges de l'Etat aux depens d'autrui. 295. Sollicite contre la fixa-

DES MATIERES.

fixation de l'âge des enfans. 296. *Son avanie étonnante.* 351. *Ses desseins cachez dans les Declarations qu'il obtiens.* 375. *Offre de cautionner les nouveaux Traitez.* 411. *Articles qu'il demanda contre les Reformez au Roi.* 412. *Ses ruses pour avancer les conversions.* 442. 443. *S'apperçoit qu'il va trop vite.* 454. *Se chagrine de voir defendre les violences.* 460. *Sa ruse pour éluder les defenses.* 461. *Ses precautions pour ne perdre pas ses conquêtes en Poitou.* 502. *Adopte la maxime d'un Prince de Condé.* 519. *Ses impostures.* 525. *Hauteur de ses menaces.* 528. 529. *Ses complaisances pour la Cour comment recompensées.* 530. *Se prevaunt des équivoques.* 537. *Comment il conserve & grossit ses conquêtes.* 547. 548. *Son Avertissement Pastoral.* 550. & suiv. *Cache ses desseins.* 553. *Son bus en signifiant l'Avertissement.* 563. *Sa fausse delicatesse sert à éluder ses desseins.* 564. *Première vuë qui lui manque.* 569. *Accusé de negliger les Convertis* 573. 577. 578. *Effets de son zèle.* 583. *Fournit des parties, des temoins, des Commissaires, des Rapporteurs, & des Juges dans les affaires des Eglises.* 590. *Est embarrassé par la garde faite aux portes des Temples.* 606. *Preñte des divisions du bas Languedoc.* 634. 635. *Abuse également de la patience & de la resistance des Reformez.* 644. *Son embarras sur le sujet des Batêmes.* 702. *Change de vuës sur la reduction des Reformez.* 713. 724. *Raisons qui l'avoient empêché d'aller plus vite cessent.* 787. *Fait ôter la connoissance de ses causes aux Conseillers Reformez.* 789. 790. *Hardiesse de ses impostures.* 798. *Ne croit pas être si près de son triomphe.* 806. *Peut recuser les Conseillers Catholiques dont les femmes sont Reformées.* 808. *Tourne en crime aux Reformez le soin d'aller aux exercices éloignez.* 811. *Comment il entend que les Prelats resident dans leurs Dioceses.* 814. *Ses hardis mensonges.* 820. *Preñte les conversions forcées aux accommodemens.* 836. *Ses jouissances.* 840. *Ses fraudes pour engager le Roi à persecuter le Bearn.* 842. *Se laisse des formulaires vagues d'abjuration.* 847. *Pourquoi il altere quelques mots de la profession de Foi.* 848. *Progrès de ses pretentions.* 849. *Inspire la crainte.* 980. *Faux honneur dont il se pique.* *ibid.*

Cloches & Clochers. *Figures des Clochers des Reformez selon Bernard.* 54. *Singularité du clocher de Caen.* *ibid.* *Cloche de la Rochelle.* *Voi la Rochelle.*

Tom. IV. & V.

Colbert, Contrôleur General, maintiens les Reformez dans les Finances. 26. 123. 410. 411. & dans les *Métiers.* 26. 114. *Fulonsse contre lui.* 411. *Sa politique pour se maintenir.* *ibid.*

Colbert, Intendant de Poitou, sa complaisance pour l'Evêque de Luçon. 15. 16.

Colbert du Terron, Intendant d'Aunis. 301.

Colbert, Intendant d'Alençon. 307. *Son genie.* 336.

Collecções, calomnies sur ce sujet. 692. *Leurs pretextes imaginaires.* *ibid.* *Leurs veritables occasions.* 693. *Voi Deniers.*

College de Châtillon interdit. 439. *Voi Academies.*

Colloques en quel cas & comment permis. 112.

Colonies de fugitifs formées en Brandebourg. 959.

Combat de Bourdeaux. 648.

Commerce interdit aux Reformez d'Amiens. 734.

Commissaires du Conseil pour le jugement des partages, leur peine sur le sujet des Justices. 14. *Pour l'examen des Declarations.* 107. *Rendus suspects par le Clergé.* 187. *Pour l'examen de la nouvelle requête generale.* 205. *Confirmez.* 242. *Nouveaux Commissaires.* 311.

Commissaires executeurs de l'Edit. Renvoi des affaires devant eux. 5. 6. *Renvoi des affaires touchant les Metiers.* 27. *Sont legitimement suspects aux Reformez.* 44. *Extension de leur competence.* 68. *Injustice de leur commission en general.* 196. *Ordonnance favorable cassée.* 218. *Se partagent à Rouën touchant le droit d'exercice sur les vaisseaux.* 255.

Commissaires Catholiques rendus maîtres de l'instruction. 4. *Dressent de mauvaïse foi les procès verbaux des partages.* 6. *Rapportent les partages même au Conseil.* *ibid.* & 16. *Chicane de Courtin, pour éluder la residence de deux Demoiselles dans un lieu d'exercice.* 9. *Leur conduite par tout le Royaume.* 98. *Pelot commis seul en Bearn pour connoître des affaires de Religion.* 163.

Commissaires Reformez. Restriction de leur pouvoir. 4. *Ordonnance de communiquer les requêtes qu'ils reçoivent au Catholique.* 18. *Effet de ce que le choix en est remis à la discretion des Intendants.* 346. 347. *Reduction de leur pouvoir à peu de choses.* 364.

Commissaires des Synodes, quels ils peuvent être. 58. *Selon la Politique de France.* 132. *Ministre Commissaire à un Synode de Charente.*

renton. 141. Beaufrere du même. Commissaire au suivant. 263. Ses bruns. 265. & suiv. Il s'emporte. & rompt l'Assemblée. 268. 269. Commissaire à Ste. Foi trouble le Synode. 292. 293. Commissaires Reformez traitiez indirectement de prouaricateurs. 376. Commissaires pourrons être Catholiques. 377. On en donne deux, l'un Catholique l'autre Reformé. 512. Instructions & autorité du Catholique. 512. 513. Effets de sa presence à Ste. Foi. 513. A Thenars. 514. 515. A Sorges. 515. & suiv. Où il appuie deux Ministres revoltex. 516. & en pousse vivement deux suspects. 517. En Poutous permet de deliberer de la garde des Temples. 606.

Commissaires introduits dans les Consistoires. 720.

Communauté où les Reformez sont en plus grand nombre. 116. Communautés reputées Catholiques. 116. 321. 328. Conséquences de cette maxime. 328. Les Officiers en sont Catholiques. 673.

Communions forcées. 981. Desapprouvées par beaucoup d'Ecclesiastiques. 983. Qui n'en sont pas crus. ibid.

Compagnie des Indes Orientales, forme des Colonies de Refugiez. 960.

Comparaison de l'état des Reformez de France aux Catholiques d'Angleterre. 404. Exaggerée. 413. 414. De la Declaration de 1669. à celle de 1681. touchant les enfans. 455. Du bannissement & de la prison perpetuelle. 533. De l'Edit de Nantes au Soleil. 735. D'un Temple où un Ministre a mal prêché à une haute Justice appartenant à un coupable. 763. De la mort aux Galeres perpetuelles. 797.

Competences, leur jugement renvoyé aux Presidiaux dans les cas Prevôtiaux. 428. Voir Chambres Miparties.

Conciles, leur sentiment touchant l'enlèvement des enfans. 456. 457.

Conclusion de l'Ouvrage. 1002. 1003.

Condom (Evêque de). Voir Meaux.

Conferences à Toulon par ordre du Roi. 444. Craintes que la Clergé ne tende à engager les Reformez dans des conferences. 562. Entre Flostemanville Bafnago & Launoi Hué. 568. Disputes sur la nécessité de les accepter ou refuser. ibid. Raisons de les accepter. 568. 569. 572. & de les refuser. 570. & suiv. Ecrits sur cette matiere. 572. Conferences à Calais ordonnées par l'Evêque de Boulogne. 625. Proposées en vuë de la réunion. 712. Conference entre l'Evêque de

Meaux & Claude. ibid. Des Missionnaires à la Rochelle. 861.

Confesseurs, leur perseverance. 999. Traitement qu'ils reçoivent. ibid. Comment Eclaircis. 1000. Plusieurs menex en Angleterre. 1000. Concours de peuple à les voir passer. ibid. Comment reçus des étrangers. 1002.

Confrairie de Misericorde à Orange. 919. Autre de Penitens noirs. 921. Leur dessein seditioneux. ibid.

Conscience, atteintes à sa liberté. 18. 38. 50. 57. 155. 156. 348. 408. D'où elle tire ses droits. 50.

la Conseillere, Ministre, son procès contre un Capucin. 335. Est condamné. 337. Obeit. 338. Ecrit pour se justifier. ibid. Est attaqué par un nouveau procès. 469. Pretence de le condamner. 470.

Conseillers Reformez à Toulouse condamnex à se desfaire de leurs Charges. 784. Manquent de courage. ibid. Restrictions de leur competence. 789. 790. A Paris obligez de se desfaire de leurs Charges. 871. Eloge de leur constance. 872. & des Conseillers d'autres Parlemens. 873.

- - Catholiques dont les femmes sont Reformées. 808.

Conseils politiques d'où on exclus les Reformez. 517.

Conistoires, mot devenu équivoque. 563. Se prend pour les Eglises dans le stile du Clergé. ibid. Leur portrait fait d'une maniere surprenante. 689. & suiv. Leurs intrigues pretendues. 692. Perdent leur liberté. 720. & s'attachent en vain de la conserver. 720. 721. Nouvelle gêne sur ce sujet. 722. Effet de la presence des Commissaires. ibid.

Conspiration du Chevalier de Rohan. 271. Des Jesuites d'Angleterre. 371.

Constance de plusieurs condamnex à mort. 651. 652. De Homel. 668. Constance de du Tens mal soutenu. 757. De plusieurs habitans de Montauban. 852. & suiv. Des Conseillers Reformez de plusieurs Parlemens. 872. 873. De plusieurs enfans enlevex à peres & meres. 882. De la Noblesse. 899. 900. Des Ministres d'Orange. 924. Des gens condamnex aux galeres. 965. & d'autres condamnex à mort. 996.

Consul Hollandois à Nantes cruellement traité. 877. 888.

Consulat, comment partagé à Caumont. 25. Permis aux Consuls Reformez d'entrer aux Assises des Dioceses. 115. Oté aux Reformez de Pignan. 182. & de Cornouettrail. 183.

DES MATIERES.

Premier Consulat été aux Reformez de Grenoble. 209. *Consulats été aux Reformez de Montelimar.* 213. *à ceux de St. Paul trois Châteaux.* 277. *& de Monodolun.* 517.
Conti (Prince de) zélé Convertisseur. 317.
Contradiction du zèle Catholique avec soi-même. 940.
Contretems des Assemblées faites en Guyonne. 223.
Contributions mutuelles interdites. 616.
Conversion des Catholiques punie ou empêchée. 95. 96. *Exemple notable.* 290. 291. *Autre cas remarquable.* 500. *Défenses de la procurer.* 348.
Conversion des Mahométans & des Juifs. 596.
CONVERSIONS, comment procurées. 47. *Raisons qui les empêchent dans les Vallées.* 320. 321. *Nouveau moyen de les avancer.* 350. *Par qui inventé.* *ibid.* *Fond pour ce sujet.* 351. *Sordide menage.* *ibid.* *Memoire de Pelisson.* 352. *Nécessité de marchander pour avoir part aux bienfaits.* *ibid.* *Nombre des conversions exagéré.* 415. 486. 500. *Défenses de les empêcher.* 440. *Leur progrès & leurs obstacles.* 442. 443. *Comment procurées en Poitou.* 472. & *suiv.* *Et ailleurs.* 493. & *suiv.* *Grand nombre de conversions forcées.* 500. *Les conversions embarrassent ceux qui les négocient.* 578. *Les empêcher est le plus grand crime du tems.* 618. *Faites par force en Dauphiné.* 663. *En Vruvrais.* 664. *Nouveaux moyens de les procurer.* 666. *Alleguées comme raison d'enteriner des lettres de grace.* 793. *Par qui commencent en Bearn.* 831. *Sont représentées faciles.* *ibid.* *Moyens de les procurer en Bearn.* 831. 832. *Fraudes & violences.* *ibid.* *Cruautés.* 834. *Compositions.* 835. *Dont on dresse de fausses relations.* 840. *A Mets.* 916. & *suiv.* *A Orange.* 925.
CONVERTIS (nouveaux) grâces qui leur sont faites. 63. 64. 86. 240. 338. 364. 415. 443. *Avant 1676. exclus des bienfaits du Roi.* 351. *Mere convertie se fait rendre ses enfans.* 363. *Grâces qu'il leur faut faire.* 575. *Allez au Temple exprès, puis refus à déposer qu'ils y ont été.* 680. *Connoissance de leur cause ôtée aux Conseillers Reformez.* 789. 790. *Exception à la surseance de payer leurs dettes.* 869. 879. *Revocation.* *ibid.* *Leur état en France.* 943. *Se releve en Languedoc comme ailleurs.* 966. *Complaisans trompez par les Intendants.* 975. *& en Amerique.* 977. *Ne font point devoir de Catholiques.* 979. *Se degoûtent de plus*

en plus du culte Romain. 980. *Forcés aux devoirs Catholiques.* *ibid.* *Se défendent de communier par mille suites.* 982. *Leur repentance presque universelle.* 992. *Embarassé la Contr.* 999. *Sont touchés de l'exemple des Confesseurs.* *ibid.* & 1000.
CONVERTIS de Poitou, leur repentance. 546. *Exemple pour les intimider.* 547. *Liste de leurs noms signifiée.* 548. *Reduits à vivre sans Religion.* 583.
Convertisseurs autorisés par les Arrêts. 540. *Quelles gens ce sont.* 511. *Leurs fraudes.* 512. *Leurs complaisances pour ceux qui capitulent.* 846. 849.
Corps d'une femme mis en spectacle pour de l'argent. 987.
Côtes de mer comment gardées. 830.
Cour de France, menage l'Electeur de Brandebourg. 12. *Et l'Angleterre.* 13. 125. *La moderation dans les affaires de Poitou.* 90. *Secrets qu'elle garde sur le dessein de supprimer les Chambres de l'Edit.* 101. *Dessein d'abaisser les Provinces Unies.* 124. *& de rompre la Triple Alliance.* 125. *Semble vouloir donner des Ministres à son choix à l'Eglise de Charenton.* 138. *Elle offre un Synode National.* 139. *Fait recevoir un Ministre dans un Synode pour Commissaire du Roi.* 141. 142. *Caresse le Roi d'Angleterre.* 191. *Ses raisons de vouloir la paix.* 356. *& ses intrigues pour y parvenir.* *ibid.* & 357. *Regne par ses intrigues dans le Conseil d'Angleterre.* 398. *Ses artifices pour cacher ses intentions.* *ibid.* & 399. *Injures faites au Prince d'Orange.* 399. *Arrête le cours des enlevemens d'enfans.* 454. *Illudont elle amuse le monde.* 561. *Son crédit en Angleterre.* 627. *Brouillée avec la Cour de Rome.* *ibid.* & 628. *Chagrine des mouvemens de Dauphiné.* 647. *Change de vûes pour la réunion.* 709. *Abuse de ce que les Reformez se font un devoir de leur patience.* 738. *Connoît & favorise les violences.* 837. *Comment elle évite les remontrances.* *ibid.* *Veut pousser l'ouvrage des conversions à bout.* 841. *Les ordres rigoureux viennent d'elle.* 868. *Comment elle traite Orange.* 919. & *suiv.* *& le Prince de ce nom.* 923. *& pourquoi.* *ibid.* *Mauvais effet de sa politique en bannissant les Ministres.* 937. *Autre effet semblable.* 938. *Ses efforts pour empêcher la retraite des Reformez.* 961. *qui la jette dans l'embarras.* *ibid.* & 962. *Ne peut souffrir la moderation des Parlemens.* 984. 985. *Se résout à élargir les Confesseurs.* 999.
D d 2

Courtin. *Voi Commissaires Catholiques.*

Couvens où on enferme hommes & femmes.

899. *Remarques sur l'ignorance qu'on y découvre.* 900.

Crimes, *nature de ceux qu'on impute aux Reformez.* 319. *Nouvelle espèce de crime imputé aux Ministres.* 461.

Cruautez. *Exemple contre un Danois mourant.* 47. *Commises en Poitou sous le pre-texte des conversions.* 478. & suiv. *Exemple singulier.* 484. *Autres exemples.* 495. *Commises dans le Vivarais: à Silbac.* 654. & lieux voisins. *ibid.* A Mastenac. 655. même contre des enfans. *ibid.* A St. Hippolyte. 660. En divers lieux pendant le quartier d'hiver. 664. En divers lieux de Béarn. 832. 834. 836. Non seulement permises, mais commandées. 833. 850. Exercées à Montauban. 854. & contre les Protestans étrangers. 877. Pratiquées contre les enfans. 884. 885. Seule exception commandée. 834. 850. 887. Diverses espèces. 887. & suiv. A Metz. 917. principalement contre les femmes. *ibid.* A Orange. 920. & suiv. Des Troupes Françaises dans les Vallées. 928. Autres exercées dans le Royaume. 939. Contre les condamnés aux Galères. 963. De d'Herapine contre les pauvres même. 970. Exercées contre les cadavres. 985. & suiv. Commandées par le Marquis de la Trousse. 994.

Curateurs. *Voi Tutours.*

Curez qui se rendent parties recompensez. 77. *Exemple notable de Gedeon le Sens.* 250. Curez & Prêtres, leur passion. 253. 254. De Salagnac, & d'Argenton. *ibid.* Du Belas. 344. Curez en Poitou font les logemens des soldats. 474. Les excitent à piller. 475. En Saintonge & Aunis vont sommer les Reformez de changer de Religion. 494. Audace du Curé de Soubise. 495. Curé de Ste. Afrique exécutant d'un Arrêt du Parlement de Toulouse. 508. De la Bastide St. Amans. 523. D'Aymet surpris en adultère. 576. De Châtillon sur Loire. 612. 614. De Treuieres près de Bayeux, sa malice seditieuse. 623. De Tance, ses fureurs. 665. De Tonnaicharante tend à sedition. 677. De Villefagnan cherche à faire un procès. 678. Curé de Mauzé sa malice. 680. De Sanbix, ses fraudes pour avoir les matériaux du Temple. 739. De Periers se plaint d'Assemblée. 770. De St. André de Rouen chef de seditieux. 778. Comment ils profitent de la ruine des Temples. 785. Curé de Romans, sa cruauté. 889. Curez officieux vendent des certificats aux Reformez. 950.

D.

D Aillé console publiquement un condamné. 128.

Dannebarn. Le Roi offre des privilèges aux Reformez fugitifs. 492. Les Réfugiez y sont bien rapés. 959.

Dauphin, son entrée au Conseil cause la ruine de St. Hippolyte. 368. Son mariage. 397.

Dauphiné, état des Reformez de cette Province. 314. Prise d'armes en divers lieux. 641. Entreprise de Châsaudouble. 645. Reprise. 646. & ses suites. *ibid.*

Debris des meubles dans les logemens des Trompes. 833. Chez Pechols de la Buissonnade. 854. 902. 903.

Decimes. *Voi Bureaux.*

Declarations. Contre les Relaps. 18. Autre touchant les enfans. 19. Autres contre l'égalité des voix dans les Chambres Miparties. 30. Autre sur divers chefs. 43. Autre de cinquante-neuf articles. 62. Ce qu'elle contient. 63. Touchant les nouveaux Convertis. *ibid.* Touchant les Relaps &c. 64. Autre qui supprime les Chambres de l'Edit. 108. Autre qui revoke celle de 59. articles. 110. Comparaison de ces deux Déclarations. *ibid.* & suiv. A quoi revient le profit de la dernière. 111. Autre qui defend de s'habituier dans les pais étrangers. 123. Declaration de 1669. attaquée par le Clergé. 156. Envoyée en Béarn. 169. Comment enregistrée. 170. Declaration nouvelle contre les Relaps. 374. Autre touchant les mêmes. 375. Touchant les Commissaires des Synodes. 376. Autre qui supprime les Chambres Miparties. 378. Touchant les affaires Edictales. 380. Touchant les Sages-femmes. 400. Qui reçoit de grandes oppositions. *ibid.* Même de la part des Catholiques. 401. Effets de l'exécution. 402. 422. Autre touchant la liberté de conscience. 408. Considerations sur son contenu. 409. Ses effets. 410. Autre touchant les mariages entre les personnes de différentes Religions. 416. 417. Autre touchant la visite des malades. 417. Ses effets. 423. & suiv. Autres sur le même sujet. 427. Autre touchant les cas Prevôtaux. 428. Touchant l'âge requis pour la conversion des enfans. 445. Alteration qu'elle cause. 446. Ses suites terribles. 447. Arrêtées par une surseance tacite. 453. Autre touchant les basards. 536. Contre les Assemblées faites en l'absence des Ministres. 538. 539. Autre portant desenfes de sortir du

DES MATIERES.

du Royaume. 541. Autre defendant de vendre ses biens. 543. Autre qui l'interprete. ibid. Autre touchant les Offices. 544. Touchant les Juifs & Mahometans. 596. Touchant la peine des Ministres qui auront souffert des Catholiques aux Prêches. 597. Touchant l'assistance des Catholiques aux Prêches. 606. Touchant les enfans des nouveaux Convertis. 614. Autre qui adjuge les biens des pauvres aux Hôpitaux. 617. 618. Touchant la peine de ceux qui se trouvent aux Assemblées sans Ministres. 716. Touchant les recusations sans expression de cause. ibid. Touchant la nomination d'Experts. 717. Qu'on étend aux arbitres. 718. Autre touchant les biens des Eglises interdites. ibid. Touchant la tenue des Consistoires. 720. Touchant les exercices de Fief. 724. Touchant les exercices de possession. 728. Dont on abuse. 729. Autre qui remet aux Juges la peine des Ministres en certains cas. 749. 750. Touchant les causes dont les Conseillers Reformez ne peuvent connoître. 789. Autres touchant les peines de ceux qui sortent du Royaume. 796. Autre touchant les mariages en pais étranger. 797. Sur les contraventions aux defenses de célébrer des mariages mêlez. 798. Touchant les domestiques des Reformez. 806. Touchant les Clercs d'Avocats &c. 808. Autres touchant les Avocats. 809. 871. Autre touchant les enfans de meres Catholiques. 809. Touchant les veuves des Officiers des Maisons Royales. 810. Touchant le tems du service des Ministres de Fief. ibid. Declarations qui abrogent les precedentes sans en faire mention. ibid. & 819. Autre touchant les Tuteurs & Curateurs. 819. Autre obtenu sur les plaintes du Clergé. 820. 825. Touchant le Bearn. 831. Autre qui donne aux Denonciateurs la moitié des biens des fugitifs. 870. Autre qui regle le retour des absens. ibid. Autre touchant les preuves de la mort des Reformez. 874. Autre qui casse les alienations faites par les nouveaux Convertis. 875. Autre touchant les domestiques des Reformez. 876. Touchant les enfans. 879. Voir Edit. Autres touchant les pelerinages. 961. Autre contre les fugitifs & ceux qui les favorisent. 962. Contre le droit des peres & tuteurs absens. ibid. Autre condamnant à mort les Guides des fugitifs. 967. Autre qui condamne les malades à communier. 983. Autre touchant les Ministres revenus en France. 993.

Decreets, biens decretex pour payer les garnisons. 902.
 Defenses d'avoir plus de Ministres qu'à l'ordinaire. 506. De souffrir des enfans de nouveaux Convertis dans les Temples. 508. De prêcher dans les Fiefs qu'on ne tient depuis l'Edit par succession. ibid. Aux Ministres & Proposans d'habiter dans les lieux interdits. 537. A moins de six lieues. 615. 616. De s'assembler en l'absence des Ministres. 538. 539. Abus qu'on en fait. 587. De sortir du Royaume. 541. De vendre ses biens. 543. De convertir à la Religion Reformée les Mahometans & les Juifs. 596. Aux Eglises de contribuer les unes pour les autres. 616. Defenses legisimes des Ministres comment éludées. 695. Defenses aux particuliers & Consistoires de retirer les malades. 714. Aux Ecclesiastiques de donner leurs biens à ferme aux Reformez. 805. Aux Reformez de prendre des Catholiques à leur service. 806. D'aller au Prêche d'un Bailliage à l'autre. 811. Ou chez les Ambassadeurs. 873.
 Degâts incroyables causez par les Troupes. 833. 902. 903.
 Deguiseimens des hommes pour se sauver. 951. Des femmes & filles. 953. 954. Des enfans. 954.
 Delateurs recompensez. 698. 870.
 Deliberations. S'il faut prêcher dans les lieux interdits. 88. Diversité d'avis. ibid. Si on doit se presenter au Conseil sur les partages. 180. Si on doit tenir un Synode pendant qu'on negocie la réunion. 262. Deliberation au Conseil touchant les Ministres. 932.
 Deliberations de Synodes cassee. 217. 269. 270. 288. 291. 292. Du Synode de Thouars. 515.
 Demolitions des maisons. 902. Où on a fait des Assemblées. 997. ou logé des Predicans. ibid. En Guyenne. 1002. 1003.
 Deniers, levées de deniers, Arrêt qui ordonne d'en remestre les états depuis dix ans. 68. Autre qui les demande depuis quatre. 187. Autre touchant les Eglises de Guyenne. 221. Deniers levez pour la redemption des esclaves. 292. Fourberies d'un Intendant pour se rendre maître des impositions. 347. où il veut en vain envelopper la Rochelle. 370. Arrêt qui exige les compes depuis 1670. p. 415. Etats & comptes requis depuis 29. ans. 715.
 Denombrement des Reformez fait & reïteré. 273. Diverse conduite de ceux qui en ont la charge. ibid.

Denonciateur public souffert à Rouen contre les Reformez. 251. & autorisé par le Parlement. 252. qui decreta sur ses denonciations. ibid. Est repris en tacitement. ibid.

Depositions ou témoignages. Extravagances qu'on debite dans les depositions. 505. Exemple dans le procès fait aux Ministres d'Angers. 756.

Deputation de toutes les Provinces insens. 98. Deputation nouvelle, & ses suites. 99. Arrêt touchant les Deputations. 192. Desmises aux Synodes. 292. On veut empêcher que les Provinces ne les renouvelent. 342. Inutile deputation de Claude. 458. Des Reformez de Poitou au Roi. 483.

Deputé General refuse de se joindre aux sollicitations des Deputez de Bretagne, & pourquoy. 7. Obtiens audience pour les Deputez des Provinces. 102. Présente du Bosc au Roi. 103. Envoyé en Angleterre. 126. Découvre les intrigues de Marcelli. ibid. Donne aux Eglises des avis certains d'un projet de réunion. 138. Signe après quelques difficultés la requête generale, & la presente. 151. Se plaint au Roi des injustices du Conseil. 191. Est d'avis d'une nouvelle requête. 201. Avertis de la reprise des affaires generales. 241. Envoyé de nouveau en Angleterre. 297. Sa maladie pretexte de différer les affaires. 335. Obtiens permission pour les anciens Deputez de revenir au Conseil. 342. Changemens de Deputé General. 357. Caractere du nouveau Deputé. ibid. Maladie & lettre du vieux Deputé General. 412. Qui presente une requête importante. 458. Présente requête contre l'équivoque des Declarations. 535. Obtiens moderation de la forme de signifier l'Avertissement du Clergé. 564. Ecrit pour appaiser les mouvemens. 643. S'alarme des projets de conferences. 712. N'est point d'avis de parler de l'irrevocabilité de l'Edit. 732. Represente deux enfans au premier President, qui le trompe. 883. Pere & fils sortent du Royaume. 898. Voy Additions.

Deputez. De Bretagne. 7. Des Reformez de Poitou. 14. Amusez par de belles esperances. 15. Des Provinces mal reçus au Conseil. 45. De Poitou recoivent une réponse mortifiante. 98. Des Provinces ne font rien au Conseil. ibid. Nouveaux Deputez. 99. Leurs alarmes à la nouvelle du dessein de supprimer les Chambres de l'Edit. 101. Ils demandent audience au Roi, & l'obtiennent. 102. Sont reçus à donner leurs griefs. 105. Sont mal reçus de la Vrilliere. 152.

& renvoyez chez eux. 153. Deputez de Beau, Corrèze. 159. d'Auture. 170. Des Provinces reviennent à Paris. 180. Envoyez à la Bastille. 195. 200. Leur resolution. 200. Commens d'Argis. ibid. Deputez des Academies exclus des Synodes. 273. 274. D'un Synode mis au Château Trompette. 294. Des Provinces reviennent à Paris. 311. Effet de leurs sollicitations. ibid. S'interessent dans l'affaire des Vandois. 331. Deputez de Sedan touchent la suppression de l'Academie. 438. N'obtiennent rien. ibid. D'Alençon au Conseil bien reçus. 459. De Poitou comment traitiez. 483. 484. De Saintonge & Anjou. 494. 501. Celui de Montpellier au Conseil mis en prison sans l'éconter. 529. Ecrivains des lettres pour arrêter les mouvemens. 643. Des Cevennes amusez. 657. Puis renvoyez au Duc de Noailles. ibid. qui les maltraite. ibid. Qui veut se plaindre des violences envoyez en prison. 837. De Metz bien reçus en Cour. 914.

Desertions commencent de tous costez. 454. Grandes en Poitou. 488. Passent au Conseil pour une grande affaire. 490. Sont excitées par les faveurs des Protestans étrangers. 491. & suiv. Sont fort nombreuses. 500. Voy Retraite.

Dettes, delai de trois ans accordé aux nouveaux Convertis. 64. 86. 240. 364. 415.

Devotes à Paris favorisent l'enlevement des enfans. 246.

Difficultez de la retraite par mer & par terre. 876. 946. 947. Par mer. 948. Corsaires & tempêtes. 949. Naufrages. ibid. Par terre. 952. Deguisemens. 951. 953. 954.

Dignitez & Offices. 24. & suiv. Desendu d'en porter les marques aux Temples. 220.

Diligence remarquable du Clergé. 5. Diligence du Conseil dans l'affaire de St. Hippolyte. 368. Dans une affaire de la Rochelle. 385. A l'enregistrement de l'Edit de revocation 913.

Directeurs. Voy Projet. Sont deconcertez par les oppositions. 643. Requête nouvelle. ibid. Se soumettent. 656. 658. Du bas Languedoc veulent aller au devant du mal. 661.

Direction des affaires du bas Languedoc à qui confiée. 633. Necessité de changer l'ordre ancien. ibid. Nouvelle forme de Conseil. 634. Cause de la division. ibid.

Discipline, chicanes contre son exercice. 58. Son observation maintenue. 218. Arrêts sur un appel comme d'abus. 287. 288.

Discours de Colleville touchant des lettres de grace

DES MATIERES.

grace accordée à un nouveau Converti. 792. 793.
Disc. Ministre à Grenoble, fait la recette des deniers donnez aux Vaudois. 60. Soutiens un grand procès. 61. Sort d'affaires. 62. Forme un projet de réunion. 350. mal reçu de part & d'autre. *ibid.* Sa repentance & sa mort. *ibid.*
Disputes, de la perpétuité de la Foi. 192. 193. De l'exposition de la doctrine Catholique. 233.
Dispensation frauduleuse des collectes d'Angleterre. 960.
Distance requise d'un Temple à l'Eglise de la Paroisse. 9. Distance des Temples comment mesurée. 510. Chicane aux Eglises dont on abbait les Temples sur ce prétexte. 638.
Division & ses conséquences dans la bas Langue. 634. Même dans chaque l'Eglise. 640. Retarde l'exécution du projet des Directeurs. 641. Entre les Vaudois. 927.
Domestiques Catholiques, défenses de les servir. 192. 364. Monitoire qui leur defend de servir les Reformez. 254. Curé refusant de dire la Messe en présence de ceux qui les servent. *ibid.*
Domestiques des Reformez. 806. Fait remarquable sur ce sujet. 807. Ordre nouveau. 836.
Donations. Voi Legs.
Dragons, ont l'honneur des conversions forcées. 844. 845. Leurs insolences. 891. 892. Leur nom pris par des paisans qui veulent piller. 903. Envoyez aux Reformez dans leur exil. 908. Même aux femmes dans les Couvens. *ibid.* Quelques-uns sont sensibles à la pitié. 909. Invention mortelle des Dragons de Dauphiné. 967.
Droit d'exercice réel & personnel, but de la distinction. 275.
Droits honorifiques ôtez aux Seigneurs Reformez. 212. Restituez aux Seigneurs convertis. 861.
Droits des peres sur leurs enfans impuberes. 455. & *suiv.*

E.

Ecclesiastiques, leurs mœurs. 40.
Ecoles Catholiques créées dans les Paroisses. 24.
Ecoles des Reformez, indirectement soumises aux Evêques. 43. Lettres patentes requises à leur établissement. *ibid.* Nulles après l'Edit. 58. Reduites de nouvelles à peu de chose. 185. 213. Reduites à une seule dans

chaque Eglise par Demuin. 384. Renvoyées au lieu même de l'exercice. 618.
Ecrit d'un Missionnaire. 35. 36. Ecrit touchant l'état des Reformez. 43. Ecrits touchant les Déclarations. 100. & sur la suppression des Chambres de l'Edit. 107. 109. Ecrits pour & contre la réunion. 146. Ecrits de Majendie pour la preuve de son innocence. 165. Ecrit contre la réunion. 259. Touchant l'importance de l'Arrêt contre les Ministres de Nief. 298. Ecrit présenté au Parlement d'Angleterre par le Chevalier Wheler. 399. Ecrit anonyme contre les Reformez. 404. & *suiv.* Ecrits contre l'Avertissement & les Methodes du Clergé. 562. 563. Du Grand Penitencier de Bayeux. 567. 568. Des Ministres estimez insuffisans pour l'édification publique. 570. Touchant les conférences. 572. 713. D'un Missionnaire présenté à l'Assemblée du Clergé. 573. Ses réflexions sur l'âge de sept ans. 574. Ses problèmes. *ibid.* Ses considérations sur les besaces des Mendians. 575. Ses moyens d'extirper l'Herésie. *ibid.* Ses calomnies. 576. Fait recommander en vain les Convertis. 578. Présente des placets. *ibid.* Se plaint de quelques Dames Reformées. *ibid.* Ecrits satyriques contre l'avarice du Clergé. 577. Ecrits contre les injustices. 579. De Mayac contre les Consistoires. 687. Voi Libelle. Pour & contre l'exécution des Ordonnances qui commettent les Ministres pour baptiser. 706. De Pierre Furieu 730. 938. De plusieurs contre les actes du Clergé. 823. De plusieurs Ministres à leurs Eglises. 938. Pour & contre la retraite des Ministres. 942. 943. Contre les Communions forcées. 983.
Ecriture. Expression notable du Clergé, l'Ecriture & les Saints Peres. 821. Comment traitée dans le Sermon d'un Jésuite. 944.
Edictales (affaires) renvoyées aux Parlemens. 380.
Edit de Nantes a été donné sans contrainte. 160. Ses principales vues. 733. Première vue, sûreté des personnes & des biens. *ibid.* Seconde vue, liberté de conscience & d'exercice. 734. Nature de l'Edit qui est de protection promise aux Reformez, non de servitude imposée à l'Etat. 734. 735. Troisième vue, sûreté de l'Edit même. 736. Dessein de le révoquer attribué à son Auteur même. 866.
Edits. Pour la reformation de la Justice. 79. Pour la Religion en Bearn. 167. Comment enregistré. 169. Pour la translation de la Chambre de Castres. 188. Edit touchant

- le tems du service des Ministres. 722. Mé-
mo des Eglises de Fief. 810. Edit obtenu
sur les plaintes du Clergé. 820. 825. Edit
touchant l'éducation des enfans. 879. Tou-
chant les femmes & les veuves des Reformez. 886.
- Edit de revocation plutôt executé qu'enregi-
stré. 596. Raisons d'en hâter la publication.
862. Publié en Octobre 1685. p. 865. Par
qui dressé. ibid. Son contenu. 886. Preface
étonnante. ibid. Equivoque du dernier ar-
ticle. 868. Diligence de l'enregistrement.
913.
- Edit du Duc de Savoie contre les Vandois. 926
Autre frauduleux. 927.
- Effets de la presence des Catholiques dans les
Temples. 609. 675. De l'adjudication des
biens des Consistoires aux Hôpitaux. 719.
De l'introduction des Commissaires dans les
Consistoires. 722. De la complaisance des
Reformez de Sedan. 802. De la terreur
causée par les logemens. 863. 865. De l'E-
dit touchant l'éducation des enfans. 880.
De la Declaration touchant les mourans
sans communion. 987.
- Eglise, le Clergé ne veut donner ce nom aux
Assemblées des Reformez. 563. Quel mot
il y substitué. ibid.
- Eloges flatteurs des moyens de conversion.
794. 940. 949.
- Embarquemens pour l'Amérique. 976. Se-
cours trouvez sur la route. ibid. Triste
navfrage. 976. 977.
- Emprisonnemens pour procurer les conver-
sions. 476. 477. Pour punir d'avoir donné
retraite à des fugitifs. 489. Des Ministres
en Saintonge. 676. Faits seditieusement.
677.
- Enfans. Inegalitez au Conseil. 19. 20. Age
requis pour changer de Religion. 54. Fi-
xation de cet âge. 120. Attaque portée à
l'article de la Declaration de 1669. qui les
regarde. 156. 157. Chicane de Ferma-
nel pour éluder l'âge requis. 243. Sollici-
tations du Clergé. 296. 297. Gardienoble
vendu à une mere. 312. Affaires touchant
les enfans de Pierre Roger. 362. 363. Leur
âge réduit à sept ans. 445. Maltraitez en
Poitou comme les adultes. 476. 479. Sur
quelles Declarations on reçoit la conversion
d'un enfant de huit ans. 483. Remarques
d'un Missionnaire sur l'âge où ils peuvent se
convertir. 574. De sept ou dix ans reçus à
deposer. 582. Exposez à la fureur des sol-
dats. 655. Simplicité d'un enfant déposant
contre un Ministre. 680. Mort de quelques-
- uns en chemin du lieu où on les portoit ba-
ptiser. 681. Persecutez par la Comtesse de
Marfan. 683. & suiv. Presence de persecuter
les peres & meres. 685. A Saintes sous le
nom du Procureur du Roi. 686. Refus de
baptiser un enfant Catholique sans l'aveu du
pere traité de crime. 691. Difficultez sur
leur Batême. 702. Accidens causez par le
délai du Batême. 681. 702. Morts & nau-
frages. ibid. Bruits obscurs & douteux. 703.
Leur éducation orée à peres & meres. 879.
Ordre de les envoyer aux Catechismes. 880.
& ses effets. ibid. & 881. Leurs réponses
deconcertent les Catholiques. 881. On les
enleve à leurs peres & meres. 882. Fer-
méte de plusieurs. ibid. Exemples notables.
ibid. & suiv. Leur résistance à toute sorte
de ruses. 884. Vengeances qu'ils tirent de
leurs persecuteurs. 885. Enfans de neuf ans
repris de Justice. 920. Des Ministres arrêté-
s au dessus de sept ans. 932. Leur pa-
tience dans des cachettes en attendant la ra-
traite. 948. Leur confiance. 952. Moyens
pour les sauver. 954. Des pauvres com-
ment traitez par d'Herapine. 970. -
- Enfans bâtards. Voir Bâtards.
- Enfans de nouveaux Convertis exclus des
Temples. 508. A quel âge nourris dans la
Religion Catholique. 614. & tenus de faire
leur declaration. ibid. De meres conver-
ties elevez dans la Relig. Catholique. 809.
& non soufferts dans les Temples. ibid.
- Enlevemens d'enfans favorisez. 19. 20. 73.
Exemple remarquable. 71. 72. Autre à
Vassé. 73. Frequens exemples en Bearn. 174.
Perseverance notable d'une fille de neuf à
dix ans. 229. 230. Enlevement des enfans
de Samuël Robelot. 243. & de ceux d'Etien-
ne le Fann. ibid. De la fille de Saillenfest.
244. Des enfans de Thion. 245. Autres
exemples. ibid. & 246. Ce qui est favorisé
par les devotes. 245. Constance d'une jeu-
ne fille de Tharot. 246. 247. Nouveaux
exemples d'enlevemens. 299. Fraudes pour
les autoriser. 334. Hardiesse des Devotes à
les entreprendre. 338. 339. Suites de la De-
claration touchant l'âge requis aux conver-
sions. 448. Exemples d'enlevemens. 449.
Enfans d'Auguste Durval. ibid. & de Tou-
cheroul. 450. enlevez sans savoir pourquoi.
451. Perseverent. 452. Sont rendus à leur
pere. ibid. Enlevement d'enfans à Castel-
jaloux. 510. 511. Edit sur ce sujet. 879.
Son execution. 880. 882. même contre les
personnes de qualité. 886. Continuation
d'enlevemens. 1003.

Enterremens, comment reglez. pour l'heure à la campagne. 114. Reglement pour Sedan. 232.

Entreprises des Juges d'Amiens. 222. Reprimée. 223. Des Carmes à St. Antonin. 249. Des Juges de Charenton. 432. & suiv.

Equivoques. Le Clergé affecté de les glisser dans les Edits. 120. 410. Equivoque dangereuse dans la Declaration sur la liberté de conscience. 409. Ne sont point corrigées dans les Declarations. 535. Nouvelles equivoques dans la Declaration touchant les bairds. 536. 537. Du mot de Consistoires. 563. Des Declarations touchant la presence des Catholiques dans les Temples. 607. & de celle touchant les enfans des nouveaux Convertis. 614. Dans un Arrêt qui regarde les Ministres & les Proposans. 616. Du mot dans les lieux où l'exercice est permis. 618. Dans un Arrêt touchant les Fiefs. 726. Dans un autre touchant les Cimetieres. 803. Recherchées dans les formulaires de conversion. 846. Dans le dernier article de la revocation de l'Edit. 868. Dans un Arrêt touchant les Protestans étrangers. 878.

Esprit de l'Edit, expression nouvelle. 725.

Etats Protestans offrent retraite aux Reformez. 491.

Etat des nouveaux Convertis de Poitou. 501. 502. Leur repentance. ibid.

Etats des levées de deniers. Voi Deniers.

Evocations, reglement sur cette matiere. 79.

Exception à ce qui est permis aux gens de guerre. 834. 850. 887. De quelques personnes qu'on exempt de rigueurs. 898. Du pais Messin en plusieurs cas. 915.

Execution des Arrêts plus cruelle que les Arrêts mêmes. 508. 509. De celui des bairds. ibid. De la distance des Temples. 509. Avants la signification. 595. De l'Edit de revocation avants l'enregistrement. 596. Des Declarations touchant l'assistance des Catholiques aux Prêches. 609. Des Arrêts d'interdiction des Eglises. 677. De la Declaration touchant les biens des Consistoires impossible. 719. De l'Edit qui limite le service des Ministres impossible. 723. De l'Arrêt contre le Temple de Caen. 776. De celui qui assujettit les Reformez aux reparations des Eglises. 805. De l'Edit touchant l'éducation des enfans. 880. De la Declaration touchant la communion des malades. 984.

Exemptions des Reformez violées, au sujet des contributions. 86. Des Ministres con-

Tom. IV. & V.

firmées. 119. Inegalitez sur ce sujet. 306. 307. Confirmées avec éclat. 308. Revuées. 788. Traitées d'usage abusif. ibid. Des Reformez violées. 804.

Exemptions des nouveaux Convertis. Voi CONVERTIS.

Exercice réel ou personnel. Voi Droit.

Exercice de Bailliage redruit aux habitans du ressort. 811. Sur quoi Reformez & Catholiques se trompent. 812.

Exercices de Fief, à quelle condition il est permis d'en établir de nouveaux. 305. Questions de droit décidées en faveur des Reformez. 386. Défendus en certains cas. 508. 519. Injustes restrictions. 522. Sous un nouveau pretexte défendus à du Pradel dans sa maison. 580. Presque éteints par une Declaration. 724. & par des Arrêts en consequence. 725. Possession requise dès le tems de l'Edit. 726. Droit de ces exercices expliqué & confirmé. 735. Cesse à St. Jean de Vedas. 743. Interdit en deux Fiefs. 783.

Exercices maintenus en treize lieux de Poitou. 14. & en neuf Fiefs. ibid. A St. Jean de Marvejols & Lussan. 71. A Mer. 87. A Cornonsec. 181. A Ste. Foi. 190. A St. Martin. 191. A Bergerac, Gauré, St. Lo. 374. A Caen après de grandes longueurs. 397. 398. A Montignac. 579.

Exercices interloquez, en huit lieux de Poitou. 14. & en trois Fiefs. ibid. En quatre lieux de Languedoc. 71. A Blois. 87. Limité à Angoulins. 190. 191. & à Coiffel. 219.

Exercices imparfaits, à Pequigni. 9. A Landouzi la ville. 16. A Bazas. 237. 238. A Potet près de Toulouse. 699. Interdit. 784.

Exercices interdits, en sept lieux de Bretagne. 8. Trois en Picardie. 9. Trente-neuf en Poitou. 14. A Landouzi, la Muze, Lindebœuf, Mesnil-Imbert, Issigeac. 17. Seize condamnés en Languedoc. 71. Interdit à Remorentin. 87. A Mirebeau, & l'Isle-Bouchard. 179. A Melgueil, Poussan, Pignau, Cornonterrail. 181. 182. A Leyrac, Mompasier, & trois autres lieux. 190. A la flotte & Ars. 191. A la Bastide d'Armagnac & à Aymet. 212. A Genest, Allonne, Archiac, St. André. 218. 219. En six lieux du Diocese d'Agén. 236. A Bazas. 237. A Chateaudouble & Grateloup. 239. Cinq par provision en Bourgogne. 276. A Parai le Monial & Vauxjaucour. 335. A St. Hippolite. 368. En vingt-six lieux differens. 373. 374. En quatre autres. 397. & en vingt-huit autres. 419. & suiv. En cinquante.

T A B L E

quante-huit lieux differens. 517. & suiv. *A* St. Amans & la Bastide St. Amans. 523. 524. *A* Bergerac. *ibid.* & suiv. *A* Mompellier. 530. *A* Milhau. 535. En quarante-deux lieux. 579. & suiv. *A* Cherveux. 582. à St. Hilaire. *ibid.* à St. Quémén. 583. à Clarensat. 584. *A* Bazaudun & Bourdeaux à cause des troubles. 650. *A* Chalançon. St. Fortunat & le Poussin. 653. *A* Sumene. Mollieras & Auzes. 670. En six autres lieux. *ibid.* *A* Montelimar. *ibid.* Plusieurs en Vivarais. 672. Quarante-cinq en d'autres lieux. *ibid.* Plusieurs en Guyenne. *ibid.* *A* Moiss. 680. à Marennas. 681. 682. à Niort. 697. & à l'Isle en Jourdain. 699. 743. La Motte St. Eloi. Castres. 743. *A* Saintes. 744. à la Rochefoucauld. 748. à la Rochelle. 753. à Tours. 755. à Angers. 757. à Poitiers. 762. à Orleans. *ibid.* à Vitré. *ibid.* à Calais. 763. à Corbigni. La Ferté. Châlons. Passy. Marchénoir. Aubusson. *ibid.* *A* St. Maixant. Mesle. Bougon. Chatelleraud. Pouzauges. 764. *A* Pons & Mauzé. 767. *A* Bourdeaux. 768. à Nantes. 769. à la Beichonnie. Vabres & Senebas. *ibid.* *A* Rannes. 770. & à Alençon. *ibid.* *A* Falaise. 771. à Gauré. *ibid.* à St. Lo. 772. à Caen. 773. à Rouen. 776. au Havre de Grace. 779. à Criquebot. 781. à Saumur. 782. & à Puylaurens. 783. En plus de soixante lieux. *ibid.* & suiv. *A* Sedan après une longue supercherie. 799. Dans les villes Episcopales. 813. Dans tout le Royaume. 866. Interdit dans les Vallées à peine de la vie. 926. Exercices des Reformez. doivent cesser pendant les visites Episcopales. 377. Exercice cesse à Jarnac par une raison singuliere. 769. Experts ne pourront être Reformez. 718. Ce qu'on étend en suite aux arbitres. *ibid.*

F.

FAUX aâtes. *Voi Aâtes.*
Femmes cruellement traitées en Poison. 479. Femmes grosses accouchent sans assistance. 488. Blessées par les soldats. 494. Femmes violées. 654. 655. 660. 892. 917. Dans les Vallées. 928. Insolences du soldat en leur presence. 833. 834. & contre elles mêmes. 855. 891. & suiv. Sur tout à Metz. 917. 918. Femmes grosses en fuite. comment traitées. 854. 855. Accouchent sous un arbre. 859. Exemple d'une pendue. 893. Femmes donnent des marques de constance. 886. Grands exemples. 900. Femme per-

secutée par son mari. 893. Femmes prisonnières avec qui logées. 895. Femmes surmontent toutes les peines de la retraite. 952. Manieres diverses de daignement. 973. Epreuves où on met leur pudeur. 974. Livrées à d'Hérapius, cruaux qu'il eut contre elles. 971. 972. Femmes rasées pour avoir voulu se resirer. 963. Traînées à la voirie. 986. Corps d'une femme mis en spectacle. 987. Comment elles prennent l'infamie d'être traitées. 988. Prêchers & font des Assemblées. 991. Fermes Ecclesiastiques interdites aux Reformez. 805. Fêtes, à qui il appartient de les retrancher. 261. Fidelité. Serment de fidelité requis des Ministres. 222. 358. 359. 385. Fiefs. *Voi Exercices de Fiefs.* Faux tuteurs du Curé de Soubiza. 741. Filleau, ses chicanes contre les Ministres. 32. Recit qu'il fait d'une Assemblée à Coubi. 92. Flatteries surprenantes du Clergé. 794. Flatteries seduisent une Demoiselle. 956. Fontaine. Proposant, interdiction de toutes fonctions pour avoir prié Dieu. 744. Formulaire de conversions, leur diversité. 846. Termes generaux & équivoques. *ibid.* & 847. Projet d'en dresser un nouveau. 848. Contredit par le Nouv. *ibid.* Forts & Citadelles bâties en divers lieux. 908. Foucaud, Intendant de Guyenne, ses exploits en Béarn. 831. Comment il persuade qui sont panche vers la conversion. *ibid.* Autorise les violences. 832. & les commende. 833. Est envoyé en Poitou. 836. Fouquet (Surintendant) pourquoi sa peine commuée. 533. Fouquet de Beisobard prisonnier. 968. Sa mort. 976. noire Fourberie de l'Intendant Bouché. 84. D'un Moine ou des Jesuites à la Rochelle. 228. Legerement punis. 229. Des droits pour surprendre la Dame du Chail & autres. 395. Pour faire passer des gens simples pour Convertis. 477. 480. Fourberie pour convertir les Eglises entieres. 851. France, état où elle se trouve en 1675. p. 283. & suiv. Son état redoutable. 626. lui fait mépriser les puissances étrangères. 730. Fraudes signalées. 83. & suiv. 477. 480. Seditieuses. 495. Signalées dans le meurtre de la distance des Temples. 510. Des Convertisseurs. 511. 512. Du Procureur General à Toulouse. 529. Dans tout le cours du

du procès de Montpellier. 531. pour colorer le jugement. 534. & dans le procès de Montauban. 585. Des Jésuites de Montauban. 586. De l'Intendant du même lieu. 588. Des Syndics pour surdir la ruine de quelque Temple. 591. Double pour rendre annulés les droits d'exercices. 638. De l'Intendant de Dauphiné & de l'Evêque de Valence. 646. & suiv. En la publication de l'amnistie pour de Vivarais. 654. Pour ne laisser pas échapper les Eglises attaquées. 678. 679. Des Carex & des Meines. 680. Des Elus de Niort pour cacher le nombre des familles Reformées. 729. Des Catholiques de Souvixes pour avoir les matériaux du Temple. 739. 740. Des persecuteurs à la Rochelle. 751. 752. Pour trouver des preuves d'un fait faux. 777. Autre pour faire le procès à un Temple sans embarrasser les Ministres. ibid. Pour faire passer les accusations pour bien fondées. 772. 778. 780. Pour dépouiller les Reformez de Sedan de leur Temple & de leurs droits. 800. Pour rendre les Reformez suspects des calomnies les plus odieuses. 822. Dans le Catalogue des livres défendus. 827. Dans les relations des conversions qu'on envoie au Roi. 840. Pour déguiser la cause des revolutions de Bearn sous la Reine Jeanne. 842. Autre déguisée d'une apparence de faveur. 875. Autre dans un Arrêt touchant les Protestans étrangers. 878. Autres pour séduire les enfans. 884. Pour persuader la conversion des personnes distinguées. 901. Pour surprendre les Reformez de Paris. 904. Pour feindre une restitution du Calice. 925. Pour surprendre les Vaseudois. 927. 928. Pour laisser passer le terme prescrit aux Ministres. 933. 934. Pour faire périr des gens qui sortent avec congé. 997. Pour faire peur d'un transport dans l'Amerique aux Confesseurs. 1001. Fugitifs de Poitou arrêtez en divers lieux. 488. Dont pitié aux Catholiques. ibid. & 489. Sont volés par les Prévôts & Archers. ibid. Tenus long tems prisonniers. 491. & enfin renvoyez chez eux. ibid. Invitez par les Protestans étrangers. ibid. Ce qui en fait partir grand nombre. 493. Leur nombre & leur qualité. 957.

G.

G Aleres, nombre de condamnez à y servir le Roi. 652. Gentilshommes y sont condamnés. 854. Habitans d'Orange. 919. On y envoie plusieurs fugitifs. 956. Con-

damnations exécutées. 963. sans distinction d'âge ni de qualité. ibid. ni égards d'infirmité. 964. Leur constance. ibid. & 965. Leur nombre. 965. On ne peut les faire servir tous. 966. Nouvelles condamnations. 1003.

Gardenoëble. Voir Enfants.

Gardes des Metiers. Voir Arts & Metiers.

Gardes établies à tous les chemins & les passages. 946. 947. Vont enlever les fugitifs jusques dans les terres étrangères. 947. Enlevez par quelques-uns qu'ils veulent arrêter. 949. Se laissent gagner. ibid. Mais ne laissent pas d'arrêter beaucoup de monde. 950. Mises près des voiries pour empêcher de donner sépulture aux cadavres traînez. 986.

Garnisons dans les maisons pour faire obéir. 226.

Gassion, Président à Pau, persecuteur. 834.

Gautier, Ministre de Montpellier. 572. Ses écrits. ibid. Autres. 823. Son Histoire apologetique. 941.

Geneve. La Messe y est rétablie chez le Résident de France. 372. Craint d'offenser la France. 958.

Gens de guerre envoyez à Exoudun. 91. Logez en Poitou chez les Reformez. 474. par toute sorte de gens. ibid. Excitez à la violence. 475. Degats & pillages. ibid. Leurs mouvemens dans le Royaume. 642. Leurs violences dans le Vivarais. 654. Dans les Cévennes. 660. Troupes à Nîmes & à Uzès manquent leur coup. 662. Leurs ravages en Bearn. 833. & suiv. Et dans tout le Royaume. 887. Et dans la ville de Metz. 816. 817. Et à Orange. 924. 925.

Grammont (Marechal & Duc de) Rapporteur du procès des Reformez de Bearn contre le Parlement. 163. Fait rendre un Edit qui le juge. 167. Est pris à partie par le Parlement. 169. Intervient au procès par remontrances. 175. Son inhumaine complaisance. 836. 837.

Grands Jours de Clermont. 40. Entreprennent sur les Chambres Miparties. 42. Arrêt qu'ils rendent à Nîmes. 229.

Griefs & leurs preuves. 242. & suiv. Nouveaux Griefs en plus grand nombre. 310. Troisième état de Griefs encore augmenté. 342.

Guerre portée en Flandres. 77. Déclarée aux Provinces Unies. 219. Qu'on fait passer pour guerre de Religion. 195. 221. Compensation de succès. 283. Ses prosperitez & ses suites. 356. Manieres nouvelles de la faire

faire sous le nom de paix. 626. 627. *Guerre faite aux Vandois par le Roi de France & le Duc de Savoye.* 926. & suiv. *Commencée dans toute l'Europe.* 1002. *Heureuse d'abord pour la France.* *ibid.*
Guiche (Comte de) joint au Marechal son pere dans le Gouvernement, & dans le procès. 169. & suiv.
Guides trahissent souvent ceux qui se retirent. 946. *sur tout les Catholiques Anglois & Irlandois.* 947. & autres conduisant les fugitifs par terre. 953. *Condamnez à mort.* 967. *Des Confesseurs les traitent bien.* 1001.
Guise (Duchesse de) prête son nom aux moyens de conversion. 448. *Gens portant ses couleurs appuient une sedition.* 457. *Elle protège des seditieux.* 467. & se fait rendre des prisonniers. 468. *Est apaisée par l'Intendant.* 469. *mais veut une victime.* *ibid.* *Veut un droit de Bailliage dans sa ville d'Alençon.* 813. *Est detrompée.* *ibid.* *Apprend que le Roi veut qu'on laisse sortir les Ministres.* 860.
Guillaume III. intercede pour les Vandois. 931. *Ses soins pour les Refugiez.* 960. *Châriez de son épouse.* *ibid.*

H.

H *Abitation. Voi Liberté d'habitation.*
Harangues. De l'Evêque d'Uzès. 36. *De l'Evêque d'Amiens.* 39. *De l'Evêque de Valence & Die.* 42. *De du Bosc au Roi.* 103. *De l'Evêque d'Uzès.* 155. *Du Coadjuteur de Rheims.* 158. *De l'Evêque de Noyon.* 296. *Du Coadjuteur d'Arles.* *ibid.* & 297. *Du même.* 413. *De l'Archevêque de Paris.* 415. *De Lombard au Roi Charles II.* 491. *Des Deputez de l'Assemblée du Clergé.* 793. *D'un Avocat de Pau à l'Intendant.* 840. *mal reçue en Cour.* 841.
Hardiessé d'un Reformé impunie. 471.
d'Herapine, Directeur de l'Hôpital de Valence. 969. *Son histoire.* *ibid.* *Ses cruautés contre les pauvres.* 970. *On lui donne les Reformez à convertir.* 970. *Tourmens dont il les exerce.* 971. *Cruautés contre les femmes.* *ibid.* & 972. *Sa rage contre Meuners.* 972. 973.
Hesse sert d'asile aux fugitifs. 959.
Histoires. De d'Allemagne. 141. *De d'Huiffeau.* 144. *d'Antoine Lieutaud.* 203. *De Louis Rambaud.* 289. *Sa conversion & sa retraite.* 290. *D'Aximons Ministre.* 292.

D'une decharge de taxes accordés à quelques Ministres. 307. 308. *De Pierre le Gros Ministre des Vallées.* 322. 323. 327. *Des enfans de Pierre Roger.* 362. 363. *Du Vicaire de St. Hippolite.* 366. *De la ruine de l'Eglise de ce lieu.* 367. 368. *De la veuve du Chail.* 393. 394. *Chute & repentance de son mari.* *ibid.* *Difficultez sur sa sepulture.* 394. *Soins qu'elle prend de l'éducation de ses enfans.* *ibid.* *Sa mere la desherite.* *ibid.* *Elle est mise en prison.* 395. *d'où elle se salue.* *ibid.* *Piege qui lui est tendu.* *ibid.* *Histoire d'une malade dont les Catholiques s'emparent.* 425. *D'Oforius citée à l'occasion de l'enlèvement des enfans.* 456. *D'un enfant de Casteljaux.* 510. *D'un autre de Mompellier.* 511. *Du Marquis de Verac.* 520. *De la condamnation des Eglises de St. Amans & de la Bastide.* 523. *De Bergerac.* 524. & suiv. *De Mompellier.* 527 & suiv. *D'Isabeau Panlet.* *ibid.* *qui se rend prisonniere.* 529. *S'inscrit en faux contre les actes de son abjuration.* 531. *Est condamnée.* 532. *Ruse pour l'ébranler.* *ibid.* *Elle perd courage.* 533. *Demande grace.* 534. *Protestation qu'elle avoit dressée.* *ibid.* *Histoire d'un Ministre de Quimain.* 576. *De de Bia pretendu Relaps.* 586. & suiv. *De Guiot Avocat du Roi à Vitri.* 807. *De Bouzon pere & fils.* 817. *De la constance de deux personnes de Montauban.* 854. & suiv. *De quelques enfans.* 882. *De la Demoiselle de la Chatre.* 955. *De Vernicourt Conseiller à Metz.* 956. *De d'Herapine.* 969. 970.
Hôpital des Forçats à Marseille, lieu affreux. 968.
- - - *General de Valence. Voi d'Herapine.*
Hôpitaux, comment on y traite les Reformez. 47. *Profitent de la ruine des exercices.* 373. *Biens des pauvres leur sont adjugez.* 507. *par Declaration expresse.* 617. *Et certaines confiscations.* 714. *Et les biens des Eglises interdites.* 718. 719. *Profitent des amendes.* 719. 725. *Pretexte de leur adjuger les matériaux des Temples.* 740. *dont ils profitent en plusieurs lieux.* 775. 785.
Huchard, Hoqueron de l'Intendant Marillac, ses exploits pour les conversions. 474. 476. & suiv.
d'Huiffeau, Ministre, déposé par le Synode d'Anjou. 146.

I.

Jalousie entre Courtisans avance les desseins du Clergé. 411.
Jansenistes veulent empêcher le debit des Ouvrages de Claude. 193. 194. Leur methode en fait d'approbations. 234. Refusent les maximes de la Politique arbitraire. 438. Leurs methodes ne sont point avouées par le Clergé. 555. Promoteurs de réunion. 708.
Jaques II. Roi d'Angleterre succede à Charles II. p. 787. Se declare Catholique. *ibid.* Prosperitez des commencemens de son regne. *ibid.* Favorise les Ministres bannis. 938. & les nouveaux Tolerans. 940. Fait brûler les plaintes des Protestans. 941. Semble favoriser les Réfugiés. 960. Ses entreprises contre la Religion & contre les Loix. 1001.
Jcard, Ministre à Nîmes, odieux à la Cour. 662. Principal directeur des affaires. 816.
Jennes (Chevalier de). Basse & brutale action. 857. qui l'expose à de sanglantes raileries. 858.
Jesuites, favorisent secretemens le debit des livres de Claude. 194. Soupçonnez d'avoir tramé une fourberie contre la Rochelle. 228. Eloges de leurs Missions dans les Vallées. 331. Leur conjuration en Angleterre. 371. Fureur de ceux de France pour animer les peuples contre les Reformez. *ibid.* Ministres sacrifiés à leur vengeance. 391. 392. Leur stile se reconnoît dans les Declarations. 410. S'emparent du College de Sedan. 437. Maximes de leur Politique. 438. Comparés Marillac aux Apôtres. 503. & le relevent après sa chute. *ibid.* Font parler leur langage au Roi. 546. Un de leur Corps assiste à Sedan à la signification de l'Avertissement. 566. On les veut charger d'extirper l'Herésie. 575. Leur fourberie pour détruire Montauban. 586. Causes de la cruauté des supplices. 668. Ne favorisent point la réunion. 712. Repriment leur avidité. 719. Leurs Ecoliers demolissent en partie le Temple de Rouën. 778. Comment ils s'emparent du Temple de Sedan. 799. & suiv. Clause maligne qu'ils glissent dans un Arrêt. 877. Introduits pour Predicateurs à Orange. 919. Sermon d'un Jesuite à Paris. 944. Marchent à la tête des soldats dans les Cevennes. 972. Sont mis en certains lieux au lieu de Dragons. *ibid.* Le cadent à d'Herapine. 971. 972.
Illusions, touchant le droit d'être admis aux Offices. 177. D'un Arrêt de decharge au

principal, après une ruineuse condamnation de depens sur l'accessoire. 250. Des promesses faites par le Conseil aux Reformez. 256. D'une clause de confirmation de l'Edit de Nantes. 409. Sur la capacité des Reformez à l'égard des Offices. 546. Et la justice du Conseil. *ibid.* Et la charité du Clergé. 557. Et le dessein d'observer l'Edit. 561. Que les Reformez se font eux-mêmes. 723. 724. Où donnent Reformez & Catholiques. 812. D'une reservation de détruire aux Reformez d'autres Temples pour ceux qu'on leur ôte. 814. De la permission de celebrer les mariages. 862. Du douzième article de l'Edit de revocation. 867. Faite aux Marchands de Paris. 906. Et aux Reformez de Metz. 913. 914. D'une promesse de retablir le Calice. 925. Des promesses de l'Intendant de Marseille. 975. Des promesses d'adoucir pour arrêter le cours des desertions. 978.
Impôts. Voy Deniers.
Impossible. On veut reduire les Ministres à l'impossible. 506. 716. Ridicule pensée d'un Moine touchant l'impossible. 695. Impossible d'exécuter la Declaration touchant les biens des Consistoires. 719. & l'Edit qui limite le service des Ministres. 723.
Impostures des persecuteurs. 48. Du Clergé. 185. De l'Abbé de Musy. 318. & suiv. 326. D'un anonyme contre un Sermon fait à Charonton. 405. Contre le Consistoire de Montpellier. 509. Contre les Reformez de Bergerac. 525. Contre ceux de Castres. 576. Contre le Ministre & un Ancien de Quinsin. *ibid.* Verusé du fait. *ibid.* & 577. Contre les Reformez en general. 577. Contre ceux de Mucidan. 593. Contre les Consistoires. 618. Pour rendre les Reformez du Vivarais plus odieux. 653. Contre tous les Consistoires. 690. Du Clergé touchant les Prêches &c. 798. & les attroupemens de ceux qui vont aux Prêches en lieux éloignés. 811. & la conduite des Tuteurs. 819. 820. Pour decourager les peuples. 998.
Impression des livres sans permission defendue. 186. De la Requête generale. 195. Reglement pour Sedan. 230.
Imprimeurs & Libraires ne seront à l'avenir Reformez. 802.
Impudité, recompense des faux temoins. 531. Des actions les plus cruelles. 832. 834. 850. Des crimes dignes de la rouë. 903. Des machancetex des Catholiques d'Orange. 921. De plusieurs meurtres. Voy Meurtres.
Inattention des Juges & autres Officiers. 776.
 Et 3

T A B L E

- de ceux qui dressent les Edits & Arrêts.* 804. 809.
Incondiaires imprimés. 215. 226. 278. 285.
Comment réprimés. 285. 460.
Inconveniens, de la visite des malades par les Ecclésiastiques. 75. *Des défenses de suborner les Catholiques.* *ibid.* *Des défenses d'imprimer des livres sans permission.* *ibid.* *De la Déclaration contre les Relaps.* 76. *De la diversité d'avis.* 89. *De l'exclusion des Ministres de Eief.* 274. *De l'an voulu requis pour assembler des Synodes.* 275. *D'un Arrêt du Conseil touchant les Ministres.* 441. *levés par un autre Arrêt.* 442. *De la Déclaration touchant l'âge requis aux conversions.* 457. *Non exprimez dans un Arrêt.* 506. *De la défense de vendre ses biens.* 543. *De la présence des Catholiques dans les Temples.* 607. 608. *De la commission de batisser reduite à vingt-quatre heures.* 707.
Indignitez faites aux femmes: 654. 655. 660. 833. 834. 854. & suiv. 859. 891. 892. 895. *Sur tout à Metz.* 917. *Autorisées par une ombre de formalité.* 893. *Sous prétexte du refus des Sacremens.* 986. & suiv.
Inégalité du Conseil. *Sur les Matiers.* 220. 221. *Sur les Deputations.* 292. *Dans ses jugemens.* 348. *Dans les Edits & Arrêts.* 539. 540. 579. *Du traitement fait aux Ministres touchant leurs livres.* 829. *Et dans la pratique ou le relâchement des rigueurs.* 1003.
Informations des Reformez touchant une sedition. 468. *Leur solidité.* *ibid.* *Badineries de celles des Catholiques.* 469.
Injures & profanations des mysteres Catholiques. *Voi Blasphemes.*
Injustice manifeste sur le fait des preuves. 182. *Sur le respect du sacrement.* 203. 204. *Touchant le droit d'exercice à Vitry.* 210. 211. *Touchant la qualité des Ministres.* 303. *Du Procureur du Roi de Niort.* 478. *De punir l'Eglise des prétendus fautes du Consistoire.* 527. *De ne juger point quand on ne peut condamner.* 585. *Signalées dans les procès faits aux Eglises.* 590. 591. *De faire procès à un Temple sans formalitez nécessaires.* 777. *Aux Conseillers du Parlement de Paris.* 871. 872.
Innocent II. *Voi Pape.*
Inquisition sur le sujet des livres. 826. *Recherches importunes.* 828.
Insolences d'un peuple sedicieux. 451. 465. *D'un Ecu de Poitiers.* 479. *Des Archers logez à Mauzé.* 494. *D'un soldat dans l'Isle de Ré.* 495.
Instruction des procès mise au pouvoir du Commissaire Catholique. 4.
Insultes aux complaisans. 975.
Intendans, nature de leur Jurisdiction. 93. *Sont plus sujets que les autres Juges à la corruption.* 95. *Secours de leurs ordres.* 301. *Condanne des nouveaux Intendans.* *ibid.* *Employez au trafic des conversions.* 443. *Assistent à la signification de l'Avertissement Pastoral.* 564. 566. *Autres qui le font à leur dessein.* 567. *De Dauphiné, ses promesses frauduleuses.* 646. 647. *Ses exactions.* 651. *De la Rochelle, ses Ordonnances.* 861. *Chargez de faire exocuter l'Edit touchant les enfans.* 880. *On leur renvoie les Ministres pour avoir des passeports.* 932. *Fons les Missionnaires avec les Ministres.* 936.
Intentions du Roi semblent contradictoires. 544. 545.
Interdictions provisionnelles par tout le Royaume. 698. 699. *Interdiction des livres Protestans.* 826. & suiv.
Interrogatoires que du Vigier fait prêter. 679.
Intrigues imaginaires des Consistoires. 692. *Règles de la Cour pour empêcher les Reformez d'être bien reçus des étrangers.* 830.
Irreverences, procès sur ce sujet. 203. 289. 344. *Prétexte d'un grand procès contre le Ministre de Mucidan.* 593.
Isabeau Paulet. *Voi Mompellier.*
Juge Catholique enveloppé dans le procès d'une Eglise. 779.
Jugemens differez quand on ne peut en rendre de sçéaux. 585.
Juges autorisez de visiter les malades. 22. *En abusent.* 121. 424. & suiv. *Reçoivent ordre de les visiter.* 417. *Favorisent une sedition.* 451. *Encherissent sur les reglemens.* 453. *Negligent les commencemens d'une sedition.* 465. 466.
Juifs, défenses aux Ministres de les convertir. 596.
Jûne ordonné par un Evêque pour procurer les conversions. 625.
Jûnes dans tout le Royaume. 463. *Jour choisi pour les Eglises de Normandie.* *ibid.* *Solennité de la celebration de ce Jûne.* 463. 464.
Jurats permis, mais non nécessaire d'en élire de Reformez. 177.
Jurieu, Ministre celebre, écrit contre la réunion du Christianisme. 146. *Contre l'expansion de la doctrine Catholique.* 236. *Contre le renversement de la Morale &c.* 388. *Ses écrits contre les injustices du Clergé.* 579. *Ses services.* 730. *Ses Lettres Pastorales & autres écrits.* 938.

DES MATIERES.

Justice *deniée*. 585. *A quelle instance*. 595. *Par du Vigier*. 684. *Au Parlement de Bourdeaux*. 685. *Au Conseil même*. *ibid*.
Justices. *Droits de hautes Justices fera resservir*. 8. *Embarrasse la Confes.* 14. *Chicanes sur les exercices qui s'y font*, & leur étendue. 51. 421. *Voï Exercices de Eief.*

L.

LAvie. *premier President à Pau, persecute les Reformez*. 158. 159. *Se fait deputer en Cour*. 159. *Ses chicanes inouies*. 160. *Substance de ses remontrances*. 161. *N'est pas content de l'Edit qu'il obtient*. 169. *Continuë ses persecutions*. 178. *Chicane les Avocats*. 199.

Legs & donations *comment parais.* 112. *Cassées en Normandie*. 248. *Appliquées aux Hôpitaux*. *ibid*.

Lettres. *Du Roi à l'Electeur de Brandebourg*. 12. *Qui autorisent de travailler à la réunion des Religions*. 257. *D'un Deputé des Eglises*. 297. *Du Chancelier d'Aligre*. 304. *De Palisson à l'Evêque de Grenoble*. 352. *Des Deputez Generaux aux Eglises*. 358. *Du Deputé General au Chancelier*. 412. *D'un Intendant au Juge de Clermont*. 454. *De du Muin à quelques Curez pour presser les conversions*. 494. *Du Curé de Soubeise*. 495. *Lettre du Clergé, ou Avertissement Pastoral*. 550. *Circulaire aux Evêques*. 552. *Lettres de divers cotez sur les mouvemens de 1683*. p. 642. 643. *Du Marquis de Châteauneuf au Juge du Haur de Grace*. 778. 779. *Du Marquis de Lauvois au Duc de Noailles*. 868. & autres. *ibid*. & 869. *Des Ministres à leurs Troupeaux*. 938. *Pastorales de Pierre Jurien*. *ibid*. *Lettres de St. Augustin traduites*. 940. *Lettres des condamnés aux galeres*, & des prisonniers. 966. *De l'Evêque de Grenoble sur les Communiions forcées*. 983. *Autre de l'Evêque du St. Pons sur le même sujet*. *ibid*.

Lettres de Cachet. *De date anticipée*. 5. *Contre Alperon enseignant l'Hebreu*. 18. *Contre deux femmes*. 91. *Touchant la nécessité des Ajoins Reformez*. 95. *Contre le Parlement de Pau*. 169. *Contre les Reformez de Montelimar*. 213. *Son stile extraordinaire*. *ibid*. *Au Procureur du Roi d'Amiens*. 223. *A d'Allemagne pour le garantir d'une censure*. 264. *A la ville de St. Paul trois Châteaux*. 277. *En faveur d'Acimont*. 293. *Requises par l'Abbé de Musy*. 327. 329. 330. *Aux Grands Vicaires de Rennes*. 349. *Au*

Consistoire de Charenton. 358. *A deux Officiers pour les depouiller de leurs Offices*. 430. *Fournies à l'Avertissement Pastoral*. 560. *Contre un Ancien de Bellême*. 567. *Pour empêcher certains Catholiques d'assister aux Prêches*. 610. *Distrains la cause des Ministres de la Rochelle de celle de l'Eglise*. 753. *Contre Colleville Conseiller à Rouen*. 793.

Lettres patentes, *leur défaut fait supprimer les Academies*. 782.

Lettres de grace du crime de Relaps. 234. *Autres pour avoir laissé mener des enfans au Prêche*. 777.

Lettres de Maistrises. 27. *Declarées nulles si elles n'ont la clause de Religion Catholique*. 241.

Levées de deniers. *Voï Deniers*.

Libelle d'un Cordelier contre les Reformez. 34. *Autre présenté à un Synode en Poitou*. 278. *Autre contre les Consistoires*. 687. *Son titre*. 688. *Impostures qu'il contient*. 689. 690. *Classes d'accusations*. 690. *Faits absurdes ou faux*. *ibid*. & 691. *Insignes prétendus des Consistoires*. 692. *Colloques*. *ibid*. *Rebellions*. 694.

Liberté de conscience *attaquée par les Etats de Languedoc*. 18. *Et au Conseil*. *ibid*. *Et par l'Assemblée du Clergé*. 38. *Elle n'a pas besoin de loi pour être autorisée*. 90. *Est usurpée par Bernard*. *ibid*. & 57. & par l'Evêque d'Uzès. 155. 156. *Reservée de plus en plus*. 348. *Otie enfin aux Catholiques*. 408.

Liberté de frequentation mutuelle *ôtée*. 440. 441.

Liberté d'habitation *ôtée aux Ministres & Proposans*. 359. 534. & suiv. 615. 616. 792. *Aux Reformez de Dijon*. 540. & à ceux d'Auxun. 615. & de Châlons sur Saône. *ibid*.

Liberté des peuples contraire au progrès de la Religion Catholique. 322.

Libertez des Vaudois *comment acquises*. 322. *Leur étendue*. 331.

Libraires ne peuvent être Reformez. 802.

Ligue nouvelle *meditée contre les Reformez*. 48.

Livres. *Abregé des Controverses brûlé*. 30. 31. *Explication de l'Edit de Nantes par Bernard*. 49. & suiv. *Politique de France, contient un chapitre contre les Reformez*. 130. & suiv. *Reunion du Christianisme*. 144. *Reponses de la Basile & Jurien*. 146. *Nouveau livre de Moynier*. 146. 147. *Ne peuvent être imprimés sans permission*. 186. *Ten-*

Touchant la perpétuité de la Foi, pour & contre. 193. Reglemens pour leur impression à Sedan. 231. Exposition de la doctrine Catholique. 233. Seconde édition. 236. Responses de la Bastide & Noguier. 233. 234. Autres de la Bastide & de Brucis. 236. Preservatif contre le changement de Religion. 236. Livre de Loraie contre le Jésuite Adam. 302. Supprimé, & pourquoi. 303. Réponse generale au livre de Mr. Arnaud &c. par Merlat. 387. 388. Livre de Bruignon sur le même sujet. 388. Apologie de la Morale des Reformez par Furien. ibid. Traité de l'Eucharistie par Lortie. 392. De Gaudier touchant les libertez des Eglises. 572. Politique du Clergé. 579. Derniers efforts de l'Innocence affligée. ibid. De Pajon Ministre à Orleans. 762. Interdiction des livres Protestans. 826. Ruse pour y parvenir. ibid. Suppression des Tables Chronologiques de Jean Rou. 828. Recherche des livres comment faite. ibid. & 989. Refusé aux prisonniers. 897. Larmes de Chambrun. 925. Livres de Furien contre divers Auteurs. 938. De Claude. ibid. Histoire apologetique. 941. Livre de Brucis refusé. ibid. Version falsifiée du Nouveau Testament. 944. Tresor de prieres. 945. Histoire de l'établissement des Refugiez dans le Brandebourg. 959. Livres brûlez à Metz. 981. Contre les Communions forcées. 983. Lodeve (Evêque de) furieux persecuteur. 671. Ses menaces & violences. ibid. & 672. Logemens de Troupes longs & cruels. 833. Même chez la Noblesse. 836. Louange du Roi devient necessaire dans tous les actes. 195. Loudun, horrible intrigue pour ruiner l'Eglise. 758. Pretexte, amourettes d'une fille avec un valet. ibid. qui donne lieu à la retraite du garçon. ibid. aux conjectures des speculatifs. ibid. & 759. à un procès. 759. qu'en abandonne faute de preuves. ibid. Raptis sur de faux temoignages. ibid. On y enveloppe le Consistoire. ibid. On arrête & on interroge le valet. ibid. Denouement de l'avanture. 760. Injuste sentence. ibid. Arpifces pour rendre le valet suspect. 761. Fin de l'affaire. 760. 761. Autre faite à Superville son Ministre. 761. Louis XIV. Recours des Reformez à son équité. 74. 77. 102. Donne audience à du Bosc. 103. L'écoute avec plaisir. 104. Répond. ibid. Son éloge comment employé dans la Requête generale. 195. Part pour la guerre

de Hollande. 221. Dessin formé de détruire la Reformation. ibid. & 222. Ecoule la Requête generale. 242. Donne de belles esperances. ibid. qui s'évanouissent. 256. Prete son nom aux projets de réunion. 257. Ne fait rien d'un Arrêt rendu sous son nom. 309. Sa libéralité en faveur des Catholiques des Vallées. 325. Fond qu'il établit pour les conversions. 351. Son nom parait dans le negoce qui les procure. 442. Ardeur qu'il temoigne pour la réduction des Reformez. 458. Sans vouloir les violences. 460. qui lui sont déguisées. 484. Ne veut point changer l'équivoque des Déclarations. 535. On lui déguise l'état des affaires de Religion. 542. Ses intentions touchant les Officiers. 544. 545. Il prête son nom à l'averissement du Clergé. 560. Leve les difficultés de la signification. 564. Rejette la proposition de citer canoniquement les Reformez devant les Evêques. 569. Veut bien que les Parlemens ne deferent point à ses ordres favorables aux Reformez. 594. Effets & suites de sa prosperité. 626. Réduction de Strasbourg & de Luxembourg. ibid. Vengeance qu'il tire d'Alger & de Genes. 628. Ne répond plus les requêtes des Reformez. 687. Ses ordres à un Commissaire au Synode de l'Isle de France. 703. Son averfion notoire pour la Religion Reformée. 732. Ses prejugés touchant son pouvoir. ibid. Ses qualitez naturelles. 825. Ne veut point verser le sang des Reformez. 829. Est trompé par de fausses relations ou leur conversion parviendrait volontaire. 840. On lui déguise les causes des revolutions de Bearn sous la Reine Jeanne. 842. Son desir proposé comme un motif de conversion. 845. 846. 851. Louvois (Marquis de) comment il traite les Officiers convertis. 353. & les Deputez de Poitou. 483. Sa réponse de la part du Roi. 484. Soupçonné d'être le conseiller des violences. ibid. Avance la persecution & l'autorité. 843. 844. Amuse les Reformez de Metz. 914. Propose d'ouvrir les passages. 979. Ce qui est enfin suivi. ibid. Luxembourg réduit sous le pouvoir de la France. 626.

M.

MAchault, Intendant, reprime le Juge de Clermont. 454. Mahometans, defenses aux Ministres de les convertir. 596. Exercice de leur Religion permis à Marseille. 874.

Maim-

DES MATIERES.

Maimbourg, *Jesuite. Ses methodes adoptées par le Clergé.* 555. 556.
 Maisons de propagation. *Voi Propagation.*
 Maisons demolies en plusieurs lieux. 902. où on a fait des Assemblées. 997. où logé des Predicans. *ibid.* En Guyenne. 1002. 1003.
 Malades, permis aux Juges de les visiter. 22. Le même commandé. 417. Abus qu'on fait de leurs rêveries. 121. 424. Visites des Curez. 360. Exemple notable. *ibid.* & 361. Autre pareil. 423. 424. Abus commis dans ces visites. 424. & *suiv.* Permisses aux Consuls, Echevins, Syndics, Marguilliers. 427. Defenses de les visiter. 714. Contraints à communier. 983.
 Mandement de l'Evêque de Boulogne. 624. Ses absurditez. *ibid.* & 625. Finis par des menaces. 625.
 Marchands suivant la Cour ne peuvent être Protestans. 789.
 Marcelli, ses intrigues. 125. decouvertes. 126. Sa prise. 127. Son desespoir & sa mort. *ibid.* Est assisté d'un Ministre sur l'échafaut. 127.
 Mariages, entre proches chicanes de Bernard. 59. Defendus par Declaration. 63. Nombre des assistans limité. 185. Mariage du Dauphin. 397. Interdits entre personnes de diverse Religion. 416. Entre personnes dont l'une a été Catholique, pretexte d'interdire les Eglises. 594. 595. 773. Consistoires accusés de les dissoudre sur le simple cas de mecontentement. 689. & de revolte d'une des parties. 691. De les celebrer dans les degrez defendus. *ibid.* Refus de commettre des Ministres pour les celebrer comme les Batêmes. 707. Interdits dans les pais étrangers. 797. Permis aux Ministres commis pour batiser de les celebrer. 862.
 Marillac, Intendant de Poitou. Ses commencemens sont assez honnêtes. 369. 370. 394. Ses violences. 460. 472. Ses expressions. 473. & *suiv.* Ses ordonnances. 473. 476. Sa disgrâce. 501. Est révoqué. 503. Fait une triste figure à la Cour. *ibid.* Quand & comment il se releve. *ibid.* Ses supercheries à Couhé. 520. 521. Ose aux Ministres de Rouën la grâce que le Parlement leur a faite. 778.
 de Marle, Intendant, son caractère. 96.
 Marques d'honneur. *Voi Officiers.*
 Marlan (Comtesse de) ardante persecutrice. 676. Ses violences. 683.
 Martyres. *Voi Morts & Supplices.*
 Massacres dans les Vallées. 928. 929. Dans le Vivarais. 995. *Voi Additions.*
 Tom. IV. & V.

Matelots desertent des Isles de Saintonge. 500. ce qui étonne le Conseil. 501.
 Matignon (Marquis de) son équité desintéressée. 272. Nouvel exemple de sa modération & de sa justice. 469.
 St. Maurice, Ministre & Professeur celebre, exilé. 334. Deputé à la Cour. 438.
 Maximes capitales des Commentateurs de l'Edit. 60. Generale du Conseil au prejudice des Reformez. 177. De croire le Clergé de tout. 192. Inspirées au Roi par les Jesuites. 438. De presumer toujours contre les pretendus Heretiques. 447. De faire porter à quelqu'un d'eux la peine de tous les evenemens. 462. Du Conseil, que tout ce qui incommode les Reformez est juste. 510. D'un Prince de Condé. 519. adoptée par le Clergé. *ibid.* D'interpreter tout favorablement pour les Catholiques. 534 Touchant la puissance legitime sur les basards. p. 536. Touchant la capacité des Reformez à l'égard des Offices. 546. Touchant les choses non exprimées dans les Edits. 619. Fondamentale de toutes les injustices. 734. Touchant le droit de possession. 782. Touchant le schisme. 516. 557. 821.
 Meaux (Evêque de) son exposition de la doctrine Catholique. 233. Ses intrigues pour avoir des approbations authentiques. 234. qui reviennent à peu de chose. 235. Comment son exposition trouve place dans les methodes du Clergé. 556. Son Traité des variations. 557. Sa conference avec Claude. 712. Trait de vanité. 713. Ses paroles touchant les images. 848.
 Medecins Reformez reduits à deux à Rouën par Lettres patentes. 155. Reformez ne le peuvent être. 818. Interêt de la Religion Romaine dans la Medecine. *ibid.*
 de Meliand, Intendant, ses manieres. 307.
 Memoires contre la réunion. 259. De recherches contre les Reformez. 340. 341. De Pellisson touchant les conversions. 352. Touchant la Declaration qui regarde les Sages-femmes. 400. Des violences commises en Poitou. 482. Du Chapitre de St. Quentin. 584.
 Menaces pour avancer les conversions. 472. 473.
 de Menars, Intendant de Paris, assiste à la signification de l'Avertissement. 563. 564. Son honnêteté. 565.
 Mensonges contenus dans les plaintes du Clergé. 820.
 Messe dite à Geneve chez le Resident de France.
 F f

- ce. 372. *A quoi les Accommodeurs en réduisent le sacrifice.* 711.
- Mets. Reformez s'y flattaient d'être épargnez. 913. Actions du Parlement. 914. Exceptions précédentes en faveur des Reformez. 915. qui leur font illusion. 916. Sont livrez aux soldats. *ibid.* Violences. *ibid.* & 917.
- Methodes du Clergé empruntées des Missionnaires. 553. & suiv. Leur caractère. 560. Par qui refusées. 563.
- Metiers. Voi Arts. Réduction des Reformez au tiers en Languedoc. 621. Exclus au Mans du metier d'Apotiquaire. 622. & à Dieppe. 789. Et par tout le Royaume de celui de Chirurgiens & Apotiquaires. 818.
- Meurtres commis par les Convertisseurs. 832. A Sallies. 834. Dans les Cevennes & ailleurs. 890. D'une vieille veuve. 892. Par un soldat à la Tour de Constance. 968. 986. Sous le pretexte des Assemblées. 997. De Vivens Predicant. 998.
- Meynier, Jésuite. Nouvel écrit contre l'Edit. 146. 147. Ignore qu'il y ait un Arrêt touchant les Ministres de Fief. 309. Ses chicanes touchant le pais de delà les Monts. 332. N'est pas cité par l'Abbé de Musy. *ibid.*
- Ministres chicanez par Filleau. 32. Et sur leur résidence. 33. 53. Emprisonnez & poursuivis en Poitou. 93. Sont élargis. 97. Leurs exemptions confirmées. 119. On tâche de les engager à l'accommodement des Religions. 136. 257. 258. On les réduit en Bearn à deux pour chaque Eglise. 176. Ministres étrangers interdits. 188. 210. Defendu aux Ministres de donner des approbations. 194. Aux Ministres des lieux interdits de se trouver aux Synodes. 208. De porter l'habit long hors des Temples. 209. 210. Inquietez sur le Serment de fidelité. 222. Severement traitez pour avoir prêché en Guyenne aux lieux interdits. 224. Chicanez pour prêcher hors de leur résidence, ou sans envoi du Synode. 225. 226. Ministres de Fief exclus des Synodes. 273. 274. Surseance obtenue. 345. Qualitez qu'on les veut forcer de prendre. 303. Autres chicanes. 348. 349. Leurs exemptions attaquées & confirmées. 306. & suiv. 348. 349. Surseance sur l'Arrêt de leur résidence. 311. On leur ôte la liberté d'habitation. 359. Inquietez sur le serment de fidelité. 385. dont ceux de la Rochelle se defendent. *ibid.* Sentiment commun sur la retraite des premiers persecutez. 396. Effet de la constance de quelques-uns. 397. Inquietez sur la frequentation de leur Trompeau. 440. 441. Accusiez d'empêcher les conversions. 443. & d'avoir prêché que le Roi n'en approuvoit pas les moyens. 461. & d'avoir favorisé les desertions. 489. Interdits pour avoir prêché sans envoi. 505. Reduits au nombre accoutumé dans chaque Eglise. 506. Reduits à l'impossible. *ibid.* Accusiez d'empêcher les conversions. 508. & comment ils s'y prennent. 821. Privez de la liberté de demeurer aux lieux interdits. 537. Accusiez de contrevenir à certaines Declarations. 597. Pretextes divers de leur faire des affaires criminelles. 610. 611. Renvoyez à six lieues des lieux interdits desistativement. 615. 616. Accusiez des mouvemens de Dauphiné. 650. Exceptez de l'Amnistie. 651. Mêlez dans le projet de réunion. 708. 709. Terns de leur service dans chaque Eglise limité. 722. même pour les Fiefs. 810. Leur bonne foi fait honte de les condamner à des peines infamantes. 748. Declaration qui les en exempte en partie. 749. 750. Comment on les traite dans les prisons. 757. 767. Sont assujettis à la saille. 788. Renvoyez à trois lieues des lieux où l'exercice a cessé par provision. 792. Comment traitez à l'égard de leurs livres. 829. Leur état pendant les ravages des gens de guerre. 878. Eloignez de leurs Eglises. *ibid.* Tentez en diverses manieres. 859. Chute de plusieurs. *ibid.* Dont la plupart se relevent. 860. Commis pour célébrer les mariages. 862. Bannis du Royaume s'ils ne changent. 866. Graces promises à ceux qui se convertiroient. 867. D'Orange faits prisonniers. 924. Et ceux des Vallées. 929. Dont l'un est pendu. *ibid.* Les autres retenus comme otages. 930. Ministres de France accablez d'injustices. 931. Difficultez de leur retraite. 932. 933. Quelques-uns arrêtez. 933. 934. Separez de leurs femmes. 934. Et de leurs enfans. *ibid.* Mis en prison. 935. Exilez vieux ou malades. 936. Comment traitez par les Intendans. *ibid.* Leur dispersion dans toute l'Europe. 937. Où ils sont humainement reçus. 937. Ecriviez à leurs Trompeaux ou pour eux. 938. Leur retraite leur est reprochée. 942. Ecrits pour & contre. *ibid.* 943. Retour de plusieurs en France. 943. 990. 992. Nouveaux Ministres dans les Cevennes. 991. Ministres arrêtez. 992. Ministre exécuté dans la Citadelle de Montpellier. 997. Autre fait des Assemblées en Guyenne. 1002.
- Ministres persecutez. Bobineau de Penzauges. 46. Boris de Turenne. *ibid.* Chalmers. 77. Les

DES MATIERES.

Les Ministres de Poitou. 93. Majendin. 163. & suiv. Ministres de Guyenne. 224. Boris de Layrac. 225. Ministres de Loudun. 226. Gantier de Fenestrelle. 278. 279. Pierre Gros Ministre des Vallées. 322. 327. St. Maurice exilé. 334. La Conseillers contraint à rétractation. 335. 336. Nouvelle accusation contre lui. 469. & ses suites. 470. Elie Merlat Ministre de Saintes. 385. mis prisonnier. 387. Voir Procès. Prioleau Ministre de Pons. 391. Ministres de la Rochelle. *ibid.* Loris. 392. Sort du Royaume. 396. Pain Ministre de Fontenai. 393. 490. Campredon Ministre du Pont de Larn. 441. Baussanran, Chaussepé & autres. 490. Rondelet Ministre à Bordeaux. 493. La Forêt Ministre de Mauzé. 494. Délaissement Ministre de la Rochelle. 503. Brevet. Desaguliers. Majou. Loquet. *ibid.* Du rand & du Mas. 505. Du Vidal Ministre de Tours. *ibid.* & 754. Ceux de Montpellier. 534. 535. Beaulieu Ministre de Quinsin. 577. Alexandre Viala. 584. Plusieurs autres. 585. Guibert Ministre de la Rochelle & ses Collegues. 611. Amian Ministre de Marans. *ibid.* Benion de la Jarrie. 612. Bompard de Chazillon sur Loire. 612. Homel de Soyon. 667. Plusieurs du bas Languedoc & Cevennes. 669. 670. Cairon de Falaise. 675. 676. 771. Les Ministres de Saintonge. 676. & suiv. Ceux de Saintes. 694. Ceux de Niort. 697. De Vaux Ministre à Calais. 698. qui se tire d'affaires. *ibid.* Daillon de la Rochefoucaud. 698. 745. Galaffre Ministre à St. Jean de Vedas. 742. Ministres de la Rochelle. 751. & suiv. comment élargis. 753. D'Angers. 755. De Pons. 767. De Mauze. *ibid.* De Moise. *ibid.* De Bordeaux. 768. D'Alençon. 770. De Gavré. 771. De St. Lo. 772. De Caen. 773. & suiv. De Rouën. 776. De Passi. 932. Plusieurs autres. 933. & suiv. Ministres revoltex ou suspects, paroissent au Synode d'Anjou. 516. Ministres scandaleux que le Conseil protege sous certains pretextes. 217. 218. Autre exemple. 332. Minutes des Notaires Reformez ôtées aux propriétaires. 790. Misericorde (Dames de) devotes qui portent la bourse pour faire des conversions. 666. Missionnaires. Leur malhonnêteté pour les malades. 22. Leur impudence contre un Synode. 30. 31. Autre exemple. 80. 81. Succès des premières Missions dans les Vallées. 317. Quels sont requis pour les conver-

tir. 329. Mauvaise foi d'un Missionnaire Capucin. 335. 336. Nouveau Missionnaire & ses exploits. 406. 407. Autre envoyé à Toulon pour convertir les Officiers de Marine. 444. Mortifié par la perte d'une genre. *ibid.* Missionnaires bortez, nom pris par les soldats. 476. Ecrit présenté au Clergé. 573. 578. Exemple signalé de leur impudence. 607. 608. Accompagnent les soldats. 666. Comment ils parlent de quelques doctrines de leur Eglise. 848. Leurs conférences à la Rochelle. 861. Moines, se mêlent des conversions violentes. 472. 474. Appelez aux procès faits aux Eglises. 675. La Rousse. *ibid.* Mayac. 676. D. Joseph Feuillant, sa malice. 680. Impudence de Mayac. 695. Reforme proposée par les Accommodeurs. 711. Montpellier, perd son petit Temple. 181. Croix plantée en sa place. 291. Violences pour empêcher une conversion. 300. Les biens des pauvres ôtez au Consistoire. 507. Pretexte d'attaquer le Temple. 527. Isabeau Paulet prétendue Relaps. *ibid.* Faux actes. 528. Recusation du Parlement de Toulouse. 529. Isabeau se rend prisonnière. *ibid.* Le Temple est abattu avant la fin du délai. *ibid.* Inscription en faux contre les actes. 531. 532. Arrêt définitif contre la fille & le Temple. 532. Ministres chassés de la ville. 534. On y rend raison de la separation des Reformez. 573. Piège tendu à un vieux Ministre. 860. On y fait des Assemblées. 990. Montauban, son exercice attaqué. 585. Pretexte, Relaps & Catholiques soufferts. 585. & suiv. Consistoire tenu hors du Temple. 587. 588. Assemblées illicites. 589. Ministres se rendent prisonniers. 592. Demolition du Temple. *ibid.* Patience du peuple. *ibid.* On y refuse des Ministres pour baptiser. 706. Son Académie éteinte. 783. Maniere de sa reduction. 851. Deliberation de gens gagnex. *ibid.* Exemples de courage. 852. 853. Exemple singulier. 854. & suiv. Monts, pais de delà les Monts. Voir Païs. Morangis, Intendant. Voir Barrillon. Il change de maxims en changeant d'Intendance. 568. Reconnoît la fausseté de certains temoins. 777. Mort de la Reine Anne d'Autriche. 62. Morts arrivées dans les prisons ou dans les tourmens. 890. Charpentier & Palmentier. *ibid.* Homme pendu la tête en bas. *ibid.* Fille de qualité. 901. De plusieurs milliers de Vaudois dans les prisons. 929. & par les chemins. 930. D'un Ministre au Château Trom-

Trompette. 936. *De Fagot sur la mer.* *ibid.* *De Taumai en arrivant.* *ibid.* *De plusieurs condamnés aux galères arrivés sur le lieu, ou par les chemins.* *ibid.* & 964. *On dans les prisons.* 967. *Causées par la faim.* *ibid.* & 969. 972. *A la Tour de Constance.* 968. *Dans l'Hôpital des Forçats à Marseille.* *ibid.* & 969. *A l'Hôpital de Valence.* 972. *Mennet meurt à force de coups.* *ibid.* & 973. *A Marseille prêts à passer en Amérique.* 975. *Pendant la route.* 976. *Par naufrage.* 977. *Après l'arrivée.* 978. *D'un homme en chemin de sa prison.* 985. *De fugitifs dans la retraite.* 997.

Motifs de la Declaration contre les Relaps. 18. *De la suppression des Chambres de l'Edit.* 108. *De l'accroissement des peines contre les Relaps.* 374. *De la formalité de leurs abjurations.* 375. & *suiv.* *De l'introduction des Commissaires Catholiques dans les Synodes.* 376. 377. *De l'Arrêt touchant les visites Episcopales.* 377. *De la suppression des Chambres Miparties.* 378. 379. *Du Procureur General de Paris touchant les Officiers des Seigneuries.* 381. *De la Declaration touchant les accouchemens.* 400. *De la Declaration des mariages &c.* 417. *De celle qui commande aux Juges de visiter les malades.* 418. *De la suppression de l'Academie de Sedan.* 437. *De la Declaration touchant l'âge des enfans.* 445. *De celle touchant les batards.* 536. *De l'Arrêt touchant la résidence des Ministres & Proposans.* 537. 538. *Des défenses des Assemblées faites sans Ministre.* 539. *Des défenses de sortir du Royaume.* 542. *De la Declaration touchant les Mahometans & les Juifs.* 596. & *les Declarations touchant la présence des Catholiques dans les Temples.* 597. 606. 607. *De l'Arrêt qui renvoie à six lieues des lieux interdits les Ministres & Proposans.* 616. *D'adjuger les biens des pauvres aux Hôpitaux.* 618. *Cherchez après qu'on a concerté le dispositif.* 704. *D'un Arrêt touchant l'assistance des malades.* 714. *Motifs d'introduire des Commissaires dans les Consistoires.* 721. *Leur fausseté.* *ibid.* *De l'Edit qui limite le tems du service des Ministres.* 723. *De la Declaration touchant les Conseillers Reformez.* 790. *D'une autre touchant les mariages.* 797. *D'une autre touchant les domestiques des Reformez.* 806. 807. *De la Declaration touchant le service des Ministres de Fief.* 810. *De celle qui réduit le droit de Bailliage aux seuls habitans du ressort.* 811. *D'ôter aux Reformez la profes-*

son de la Medecine. 818. & *des motifs de Chirurgien & d'Apotiquaire.* 819. *De ne donner aux pupilles que des Tuteurs Catholiques.* 819. 820. *De la permission de célébrer les mariages.* 862. *D'une Declaration touchant les fugitifs.* 870. *De l'Arrêt contre les Conseillers de Paris.* 872. *D'une Declaration touchant les alienations faites par les nouveaux Convertis.* 875. *D'une autre touchant les domestiques des Reformez.* 876.

Moyens de détruire les Reformez proposez dans la Politique de France. 131. *Par l'Abbé de Musi contre les Reformez des Vallées.* 318. & *suiv.* 323. 324. *Eloges donnés aux moyens employez pour détruire les Eglises.* 413. 414. *De déguiser au Roi les violences de Marn-lae.* 485. *Pour convertir les Reformez en Poitou & ailleurs.* 472. & *suiv.* *Menaces.* 472. *Surcharge aux Tailles.* 473. *Logement de gens de guerre.* 474. *Dégât, pillages & voleries.* 475. *Emprisonnemens.* 476. *Coups de bâtons & d'épées.* 478.

Moyens de communication entre les prisonniers. 897.

Moyens dont on se sert pour se sauver par mer. 948. & *par terre.* 950. 951. *même illégitimes.* *ibid.* *Moyens pour les femmes.* 953. & *pour les enfans.* 954. *Moyens violens qui ne réussissent pas.* 955.

Moyens de la Cour pour reprimer les desertions. 962. I. *moyen, peine de galères.* 963. II. *moyen, prisons cruelles.* 967. III. *moyen, transports en Amérique.* 973.

de Muin, Intendant d'Aunis. 301. 302. *Se conduite à l'égard des Reformez.* *ibid.* *qu'il soumette dans tout le ressort.* 343. & *sur tout à la Rochelle.* 345. *Ses fourberies pour surprendre son Ajoin Reformé.* 346. 347. *Pour resserrer la liberté de conscience.* 348. *Affaires suscitées aux Ministres.* 348. 349. *Autres entreprises.* 369. *Fait ôter des Temples les bancs des Gentilshommes.* *ibid.* *N'appelle plus le Commissaire Reformé.* 384. 385. *Suscite diverses affaires aux Ministres de la Rochelle.* 391. 392. *Imite Marillac.* 493. & *le surpasse.* 494. *La manière de convertir le monde.* 494. *Vent récompenser un soldat de ses insolences.* 495. *Ses Ordonnances.* 496. *Exige des Convertis des attestations que leurs conversions ne sont point forcées.* 496. 497. *Interdit les Ministres pour convertir leurs Eglises plus aisément.* 494. 497. *Est désapprouvé à la Cour.* 501. *Se modere.* *ibid.* *La fin malheureuse.* 737.

Musi (Abbé de) projet qu'il dresse contre les Reformez.

DES MATIERES.

Reformez des Vallées. 312. *Son impossibilité contre eux.* 318. & suiv. *Effet de ses sollicitations.* 331. 332.

N.

Navailles (Marechal de) écrit en faveur des Reformez de la Rochelle. 346.
Naufrages, des Reformez qui cherchent à se sauver par mer. 949. *D'un vaisseau transportant du monde en Amerique.* 976. 977.
Nîmes, son Temple fermé. 815. *Promesses de constance mal observées.* ibid. *On y juge les fugitifs arrêtés, deux fois le mois.* 966. *Il s'y fait des Assemblées.* 989.
Noailles (Duc de) fait abattre le Temple de Montpellier avant le terme. 529. *Attaque les Reformez de Vivarais.* 654. *Fait publier une seconde fois l'amnistie.* 655. *Ses persidies.* 656. 657. *Donne parole de laisser en paix l'exercice de St. Jean de Veda.* 741. *ce qu'il exécute en partie.* 742. *mais l'exercice est interdit sans lui.* 743. *Trompé par l'équivoque du douzième article de la revocation.* 868. *Est détrompé par le Marquis de Louvois.* ibid.
Noblesse des familles de Maire à la Rochelle. 791. *Celle du Royaume menacée.* ibid. *Celle de Bearn persécutée.* 836. *Assujettie à la peine des galeres.* 854. 1000. *Comment invitée à se convertir.* 861. *Comment traitée dans les prisons.* 897. *Exemples de persévérance.* 899. 909. *Nombre de fugitifs.* 957.
Nom du Roi sert aux projets de réunion. 257. *Mal menagé par le Clergé.* 277. *Employé dans le trafic des conversions.* 442. *Mal menagé par ses Ministres.* 530. *Et dans une commutation de peines.* 532. 533. *Et dans les motifs de ses Déclarations.* 539. 540. *Et dans leurs dispositifs.* 543. *Et dans les expressions.* 598. *D'où vient ce défaut.* 704. *Abaisé à des choses peu importantes.* 809.
Nonce du Pape intervient sur le fait des formulaires. 848.

O.

Offices ôtez ou conservez aux Reformez. 25. 79. *Nécessité d'élire les Reformez pour Jurons ôtés.* 177. *Offices ôtez aux Reformez de Grenoble.* 304. *Des Justices Seigneuriales ôtez aux mêmes.* 381. 382. *Avis pour les exclure de tous.* 382. *Exemples qui en suivent.* 383. 384. *Offices les plus vils leur sont ôtés.* 418. *Ceux de No-*

taires, Procureurs, &c. 429. *Les plus éminens.* ibid. *Ôtez par Lettres de cachet.* 430. *Des Procureurs & autres leur sont ôtés.* 544. *même d'autres plus vils.* 545. *De la Maison du Roi & des Princes.* 620. *Ôté à un Conseiller de Rouen.* 793.
Officiers Reformez privez des marques de leur dignité à Grenoble. 209. *Officier destitué à Niort.* 213. *Marques de dignité ôtées aux Officiers de Montelimar.* ibid. *& à tous Reformez par un Arrêt general.* 220. *Syndics destitués à Casteljalonx.* 280. *Officiers de Marine obligés à entrer en conférence.* 444. *Remerciez ou réduits à se convertir.* 445. *Officiers de Châtelleraud destitués par l'Intendant.* 473.
Officiers Catholiques autorisez de visiter les Reformez malades. 22. *Reçoivent ordre exprès de les visiter.* 417. *Comment ils s'en acquittent en divers lieux.* 424. *Même autorité donnée aux Consuls, Echevins, Syndics, Marguilliers.* 427.
Officiers des Communautés sont Catholiques. 673. *Des Troupes donnent l'exemple aux cruautés de leurs soldats.* 834. *N'en veulent pas croire les Evêques en matière de conversions.* 850. 983. *Ne sont pas logez avec leurs soldats de peur qu'ils ne les repriment.* 850. 919. *Noms des plus intraitables.* 857. *Leur inhumanité à Metz.* 917. *Officiers en grand nombre abandonnent le service de France.* 957.
Oleron en Bearn évite les violences en capitulant. 835. *Complaisance de l'Evêque pour les convertir.* ibid. *dont il rend compte à l'Assemblée generale.* ibid.
Ondoyement des enfans par les Sages-femmes Catholiques. 400. *Source de procès.* 401. *Ridicules preuves d'un anonyme pour montrer que les Reformez les approuvent.* 406. *Arrêt défendant aux Reformez d'empêcher l'ondoyement des enfans.* 423. *On veut le faire passer pour un Basème légitime.* 576.
Orange (Prince & Princesse d'). *Voi Guillaume III.*
Orange. Le Parlement contraint de chasser ceux qui s'y réfugient. 865. *Violences qui s'y commettent.* 919. & suiv. *Confratrie de Misericorde.* 919. *Siege & prise du Châteaueu.* 920. *qui est rasé.* ibid. *Croix plantées par les Catholiques qu'eux-mêmes abattent.* ibid. *Relevées avec insulte.* 921. *Murailles abattues.* 922. *Sédition des Penitens.* ibid. *impunis.* 923. *Raisons des hautesurs de la France.* ibid. *Prison des Ministres.* 924. *Temples abattus.* 925.

T A B L E

Ordonnance du Roi pour certaines exemptions des Convertis. 443.
Ordonnances des anciens Commissaires, leur valeur selon Meynier. 148. Ordonnance des des Commissaires nouveaux cassées. 218.
Ordonnances, des Intendants. 73. De Bonchus contre un peuple innocent & maltraité. 85. De Voisin touchant les droits honorifiques. 212. De l'Intendant de Poitou touchant un Office. 213. De l'Intendant de Guyenne contre des Assemblées. 224. De l'Intendant de Poitou touchant la liberté de prêcher hors de la résidence. 226. De l'Intendant de Languedoc touchant la conversion des Catholiques. 230. Du Roi sur l'impression des livres. 231. Du Juge de Sedan sur l'étalage de la viande. *ibid.* De Fermandel Conseiller à Rouen, pour éluder l'âge requis au changement de Religion des enfans. 243. De de Seve Intendant de Guyenne touchant des enfans. 245. De Machaut Intendant de Soissons. *ibid.* De du Rouillé Intendant de Caen. 247. 251. De de Seve touchant des Ecclés. 249. De Foucaud Intendant de Guyenne. 366. De d'Aguesseau contre S. Hippolyte. 368. Confirmée au Conseil. *ibid.* De de Muis pour l'égalité des bancs. 369. Et contre les bancs des Gentilshommes. *ibid.* De Marillac pour exposer les Reformez au pillage. 473. 476. Autre contre les Seigneurs de Venours. 487. Du Roi d'Angleterre en faveur des Reformez fugitifs. 491. De de Muis pour faciliter les conversions. 496. Des Commissaires de Languedoc. 505. De Marillac contre le Marquis de Verac. 520. De l'Intendant de bas Languedoc. 669. Du Conseil ou des Intendants touchant les Marchands suivant la Cour. 789. De l'Intendant de la Rochelle. 861. A Paris qui chassent ceux qui s'y réfugient. 864. Défendent l'exercice sur les vaisseaux. 869. & de favoriser l'évasion des Reformez. *ibid.* De Pelica à Paris contre ceux qui vont au Prêche chez les Ambassadeurs. 874. Du Marquis de la Trouffe pour desarmer le Languedoc. 992. 993. Autre servant d'instruction aux Officiers des Troupes. 994.
Orleans (Duc d') ses Aumôniers mal notez. 969. 970.

P.

PAis, de delà les Monts, ce que Meynier & Bernard entendent par là. 53. Dans le projet de l'Abbé de Muis. 314. 332.
Paix faite avec les Provinces Unies. 357. Paix de Nimègue. 370.

Pape, sa fermeté contre les attaques de la France. 550. Rang que le Clergé lui donne dans ses lettres. 552. Il brave la France. 628. qui a de la complaisance pour lui touchant les formulaires. 849. Voir Additions.
Paradoxe incroyable des remontrances du Parlement de Bearn. 160. Autre, qu'il n'y a point de Loi en Bearn qui règle les affaires de Religion. *ibid.* Du Conducateur d'Arles touchant la liberté de conscience. 297.
Parallele de la doctrine Catholique & des imputations des Protestans. 822. 824. Mauvaise foi de ses Auteurs. 824.
Paris (l'Eglise de) son embarras après la mort de ses vieux Pasteurs. 138. d'où elle est heureusement tirée. 140.
Paris rempli d'étrangers qui fuyent les Dragons. 863. qu'on en chasse. 864. Seul lieu exempt de Troupes. 903. Comment on y convertit les pauvres. 907. Les Artisans. *ibid.* Les Marchands & bons bourgeois. *ibid.* Constance des Anciens. *ibid.* Assemblées. 990. 992. Ministres arrêtons. *ibid.*
Parlemens. Leur prevention. 76. qui les rend suspects. 107. Transferez pour séditions. 285. Parlemens de Toulouse, sa passion. 507. Le fait choir pour détruire les Eglises. 524. De Grenoble l'imite. 508. De Bourdeaux, sa chaleur. *ibid.* A plus d'honneur que celui de Toulouse. 524. De Toulouse recuse. 529. Ne juge point quand il ne peut condamner. 585. De Bourdeaux désolé les Eglises de son ressort. 593. 594. Le zèle de Religion éteint leur jalousie mutuelle. 677. De Bourdeaux denie justice. 684. 685. Comment ils rendent leurs Arrêts contre les Eglises. 748. Ont de la peine à charger les Ministres de peines infamantes. *ibid.* Exemples d'équité en celui de Paris. *ibid.* sur tout au procès contre la Rochelle. 752. Il commet à l'Archevêque la recherche des livres. 827. & approuve son Catalogue. 828. Ce que font les autres Parlemens. *ibid.* Celui de Bearn continue ses persécutions. 831. De Bourdeaux, Grenoble, Metz, chassent les Réfugiés. 864. De Metz exerce diverses rigueurs. 904. De Bourdeaux, ses rigueurs contre les fugitifs & leurs Guides. 963. De Paris condamne aux galères. *ibid.* De Grenoble condamne à l'Hôpital de Valence comme aux galères. 972. De Rouen & de Metz plus modérez que le Conseil. 984. 985.
Parlement de Rouen aggrave la Déclaration de 1666. en l'enregistrant. 76. Exemples de ses injustices allongez au Roi. 109. Limite le

DES MATIERES.

- le nombre des *Avocats Reformez*. 198. *Af-
sujettis les Reformez à s'agenouiller devant
le Sacrement*. 344. *Condamne les Reformez
à souffrir l'ondoyement de leurs enfans*. 423.
Encheris sur la zèle du Conseil. 427.
- Parlement de Pau, violence de sa passion*. 159.
Ses remontrances. 159. & suiv. *Sa modera-
tion affectée*. 165. *Renouble sa fureur après
l'Edit obtenu*. 169. *Est mortifié par la
Cour*. *ibid.* *Eclate contre le Deputé des Re-
formez en Cour*. *ibid.* *Continue ses injus-
tices*. 342.
- Parlement de Provence, marques de sa passion*.
203. *Retiens toutes les causes sous pretexte
d'impieété &c.* 342.
- Partages des Commissaires*. Notable entre ceux
de Poitou. 3. De Bretagne jugez au Con-
seil. 7. De la Generalité d'Amiens. 8. De
la Province de Poitou. 11. Des Commissai-
res de Guyenne. 21. Des Commissaires de
la Generalité d'Orleans. *ibid.* Des Com-
missaires de Languedoc. 71. Leur jugement
solicité par le Clergé. 158. *Voide sur le
petit Temple de Montpellier*. 180. 181. &
autres en suite. 181. & suiv. *Raprise du ju-
gement*. 189. 190. 209. *Poursuites des ju-
gemens*. 236. 237. *Partage entre les Com-
missaires de Rouen touchant le droit d'exer-
cice sur les vaisseaux*. 255. *Raprise du ju-
gement des partages au Conseil*. 372. & suiv.
Suite des jugemens. 397. 418. & suiv. *Pour-
suite des jugemens*. 517. & suiv. *Raprise*.
579. & suiv. *Continuation des jugemens*.
672. 783.
- Passages des frontieres étroitement gardez*. 830.
946. *Enfin ouverts*. 979.
- Passéports donnez aux Ministres changent sou-
vent de forme*. 932. *Trafic de passeports*.
952. *On dispense les étrangers d'en prendre*.
962.
- Patience des Reformez*. 908.
- Pauvres, leurs biens adjugez aux Hôpitaux*.
507. *La conversion commence par eux à
Paris*. 906.
- Peines. Nouvelle peine portée par un Arrêt*.
306. 377. *Contre les Relaps*. 374. *Con-
ste les Eglises qui les souffriront*. 375. 376.
Communtation de peines. 532. *Quelle est la
plus sâcheuse, du bannissement ou de la pri-
son perpetuelle*. 533. *De ceux qui empê-
cheront les basards d'être Catholiques*. 536.
*Des Ministres & Proposans demeurans aux
lieux interdits*. 537. *Des Assemblées faites
sans Ministres*. 539. *Des Reformez sortans
du Royaume*. 542. *Des Ministres souffrans
des Catholiques au Prêche*. 597. *modérées*
- en partie*. 749. 750. *De retirer chez soi ou
d'avoir des maisons pour retirer les malades*.
714. *De ceux qui assistent aux Assemblées
sans Ministres expliqués*. 716. *Des Consé-
toires tenus sans presence de Juge*. 720. *Des
contraventions à l'Edit qui limite le servi-
ce des Ministres*. 722. 723. *Jointes à la
Declaration touchant les Eies*. 725. *De
mort commuée en celle des galeres*. 796. *De
ceux qui marient leurs enfans hors du Royau-
me*. 797. *Des Prêches seditieux*. 798. *De
ceux qui souffrent des enfans de meres Ca-
tholiques aux Temples*. 810. & qui recei-
vent au Prêche des gens d'un autre Bailliage.
812. *Des fugitifs ou des opiniâtres,
transports au Nouveau Monde*. 973. *Des
profanations pretendues commises par les Re-
formez*. 981. *De ceux qui refusent de com-
munier*. 984. *De ceux qui recelent les Mi-
nistres*. 993.
- Pelcrinages, pretexte de retraite*. 961.
- Pelisson, Administrateur des deniers destinez
aux conversions*. 352. *Ses memoires & son
menage sur ce sujet*. *ibid.* *bien observez*.
442. *Chicane qu'il invente pour se débar-
rasser des Convertis*. 578.
- Pensionnaires, defenses aux Mairres d'Ecole
d'en prendre*. 619.
- Peres & meres privez de l'éducation de leurs
enfans*. 879. *Leur conduite en plusieurs
lieux*. 880.
- Perfidie incroyable d'un Catholique*. 422. *De
l'Archevêque de Rheims*. 799. & suiv. *Des
François & Savoyards*. 928. *Des Inten-
dants*. 975. *En Foix & en Poitou*. 996. *Des
Commandans en Languedoc*. 997. & leur
imposture. 998.
- Permission des Juges requise pour l'impression
des livres*. 186.
- Persecution, en quoi elle consiste*. 941. 942.
- Pillages permis aux Troupes en Vivarais & Ce-
vennes*. 654. & suiv. *Durent sans qu'elles
trouvent de quoi piller*. 663. *Es en Bearn*.
833. *A Montauban*. 852. 854. *A la Ro-
chelle & environs*. 861. *Par tout*. 902. *A
Villiers le Bel*. 903.
- Placet des Deputez de Poitou mal reçu*. 97. 98.
De ceux des Provinces. 200. *Autre pour
demander la lecture de la Requête generale*.
242. *Autre general sur les Griefs*. 311.
Autre des Reformez de Provence. 343. *Aut-
re general presenté par le Deputé General*.
460. *D'Isabeau Paulet presenté au Roi*.
534. *D'un Missionnaire au Clergé*. 578.
Des Reformez de Saintonge au Roi. 685.
Non répondu. *ibid.*

Plai-

Plaidoyers des *Avocats Généraux*. *A Rouen de la Guerchois*. 19. *A Paris de Talon*. 382. Du *Procureur Général de Paris*. 745. 746. Insignes obliques. 746. 747. Autre contre l'Eglise de *Vitri*. 763. Comparaison mal imaginée. *ibid*.
 Plainte du Clergé contre les *Reformez*. 820. Pleine de faussetez impudentes. *ibid*.
 Plaintes des *Protestans*. 939. que *Brueis* tâche de refuter. 941.
 Poitou. Affaires qui s'y passent. 88. & suiv. Emotions populaires. 90. Assemblées. *ibid*. & 92. Décrets & emprisonnemens. 93. Violences qui s'y exercent. 472. & suiv. Menaces. 472. Surcharge à la Taille. 473. Logemens de gens de guerre. 474. Pillages & dégâts. 475. 476. Emprisonnemens. 476. 477. Desertions. 488. Etat de la Province desolée. 501. Etat des *Convertis* dans cette Province. 546. Ruses de l'Intendant. 547. 548. Etonnement des *Consistoires*. 549. qui ferment les Temples. *ibid*. Puis les ouvrent & font garder les portes. 606. Et enfin levont les gardes. *ibid*.
 Politique de France. 130. *Voi Livres*.
 Politique de la Cour de France. 11. & suiv. Dans la révision des *Declarations* de 1666. 105. 106. Dans sa révocation. 125. 128. Dans ses intrigues pour avoir la paix. 356. 357. Dans la conservation de quelques Eglises de Normandie. 399. 400.
 Portes (*Marquise* des) cruautez sous son avènement. 666. Travail à la réunion. 708.
 Portions congrues, abus que les *Ecclesiastiques* en font. 41.
 Précautions contre l'entrée des *Relaps* & des *Catholiques* dans les Temples. 605. 606. De du *Vigier* pour empêcher les Eglises de se maintenir. 678. Des *Consistoires* de Poitou contre les *Relaps*. 748. Du *Consistoire* de Bourdeaux. 768. Du Conseil pour empêcher les desertions. 830. Du *Consistoire* de Charenton contre une ruse du Clergé. 905. Du Conseil pour fermer aux fugitifs la porte des pèlerinages. 961. Pour n'être pas trompez par les fugitifs qui reviendroient. 993. Pour empêcher la concurrence du peuple au passage des *Confesseurs*. 1002.
 Predicans. Femmes se mêlent de prêcher. 991. Leur sèze mise à prix. 993. 994.
 Préface étonnante de l'Edit de révocation. 865.
 Prétexte de condamner les *Académies*; de faus de Lettres patentes. 782. D'exclure les *Reformez*, d'être *Libraires* & *Imprimeurs*. 802.
 Prétexte de commencer les violences par le

Bearn. 842. Semble manquer pour les exercer ailleurs. *ibid*. Mais on le trouve. 843.
 Prétextes de détruire les exercices. *Capitulations*. 181. 373. Changement de la nature du Droit. 181. 190. 210. Voisinage d'autre lieu conservé. 181. 374. Importance de la situation. 197. Absence ou défaut de *Ministres* en 1596. & 1597. p. 212. 239. Du nombre des familles. 237. Interruption pendant les années de l'Edit. 218. Usurpation d'un lieu public pour y faire l'exercice. 373. Douze années de non usage. 419. Noms ne paroissant pas dans les titres. 420. Distance des Temples. 508. Lieux réduits par les armes. 518. 580. Domicile des *Seigneurs* de Fief acquis hors de leurs terres. 519. Legereté de ceux pour lesquels on ruine *Bergervac*. 526. Fausseté de ceux qui servent à détruire *Mompellier*. 528. & suiv. & *Milbau*. 535. *Baratz* reçus dans les Temples. *ibid*. & 536. Nullité des prétextes d'exclure les *Reformez* de *Dijon*. 540. De défendre l'exercice chez un *Gentilhomme*. 580. Affiance de gens domiciliés en pais où il n'y a point de liberté de conscience. 583. Considérations politiques. 584. *Catholiques* soufferts ou reçus. 526. 584. Enfants de nouveaux *Catholiques*. 593. Mariages célébrés entre des personnes dont l'une avoit été *Catholique*. 594. 595. Prise d'armes en Dauphiné. *Vivarois* & *Cevennes*. 650. 653. & suiv. Lieux d'exercices nommez dans les titres du nom du lieu prochain. 673. Assemblées en l'absence des *Ministres*. 539. 699. Moins de dix familles résidentes. 728. *Consistoires* tenus en l'absence d'un *Juge Royal*. 762. Taxes arrêtées sans *Juge Royal*. 763. Titres non produits. 770. 774. 780. Termes employez dans les livres & actes secrets. 365. 622. 690. 772.
 Prétextes de procès nouveaux aux *Ministres*, leurs *Sermons*. 608. 675. Leurs prières publiques. 609. La demande d'assembler un Colloque. 663. Simples soupçons. *ibid*. *Sermons* hors de leur résidence. 676. Sortie du Royaume. 771.
 Prétextes d'assujettir les *Protestans étrangers* aux rigneurs. 877. Naturalisation. *ibid*. Religion de leurs femmes. 878. ou autres parens. *ibid*.
 Prêtre faussaire demeure impuni. 47. Prêtres vont de lieu en lieu faire demolir les Temples. *ibid*. Leur insolence auprès des malades. 424. & suiv.
 Prières publiques, prétexte de procès aux *Ministres*. 609. 742.

- Frise d'armes. Voi Armes.*
Prison. Voi Emprisonnemens.
Prisonniers comment traitez. 894. *Fous & scelerats logez avec eux.* 894. *Fers aux pieds & aux mains.* 896. *Cruautez.* ibid. & 897. *Ministres d'Orange à Pierre-cise.* 924. *Ministres des Vallées & leurs peuples.* 929. *Trois prisonniers échappent de la Tour de Constance.* 968.
Prisons remplies de Reformez. 894. *Affreuses incommoditez.* 895. *Pleines de fugitifs arreztez.* 947. 967.
Privas, nouvelle chicane contre les habitans Reformez. 184.
Problèmes d'un Missionnaire proposez aux Docteurs de Sorbonne. 574.
Procedures generales avant que de loger les troupes. 845. *Imitées à Metz.* 916.
Procès injustes, faits à Chalmos pour avoir visité un malade. 77. *Sa veuve retenu au procès.* ibid. *Procès des Reformez de Bearn contre le Parlement.* 158. & suiv. *Procès fait au Ministre Majendie.* 163. 164. *Faus-ses depossions.* ibid. *Sa condamnation.* 165. *Suite du procès de Bearn.* 170. *Procès de blasphème en recriminant.* 199. *D'irre-venance.* 203. *De rebellion fait à divers Mi-nistres de Guyenne.* 224. *Procès à Boria pour avoir prêché sans envoi.* 225. *Autre en pareil cas aux Ministres de Loudun.* 226. *Procès odieux d'un pere contre son fils.* 227. *Procès contre Gautier Ministre.* 278. 279. *Contre Louis Rambaud pour blasphèmes pre-tendus.* 289. *Contre la Conseillere Ministre.* 335. 336. *Contre plusieurs Reformez de St. Hippolite.* 367. & contre l'Eglise même. 368. *Procès fait rigoureusement à Elie Mer-las.* 387. *Pretextes de ces rigueurs.* ibid. & suiv. *Ses écrits & ses defenses.* 387. *Sa condamnation.* 389. *dont il appelle.* 390. *Arrêt qui le condamne.* ibid. & son execu-tion. 391. *Autres à divers Ministres.* ibid. *Procès fait à Lortie.* 392. *Evidente fausseté du pretexte.* ibid. *Il se rend à Paris.* 393. *Nouveau decret contre lui.* ibid. *qui l'oblige à sortir de France.* 396. *Procès commencé contre le Sauvage touchant un Batême.* 401. *Fait à une Sage-femme.* 422. *A Campre-don Ministre, pour une priere faite auprès d'un malade.* 441. *A Louis Haute-roche.* 462. *Autre contre la Conseillere.* 469. *qui se defend bien, mais en vain.* ibid. & 470. *A Rondelet Ministre de Bourdeaux.* 493. *Contre du Vidal Ministre de Tours.* 505. *A-bandonné.* 506. *A l'Eglise de St. Amans.* 523. *De Bergerac.* 524. *De Mompellier.*
Tom. IV. & V.
 527. & suiv. *De Millau.* 535. *De Cher-venx.* 582. *De St. Hilairo.* ibid. *De St. Quensin.* 583. *De Clarenfac & autres.* 584. *De Montauban.* 585. & suiv. *De Mucidan.* 593. *A douze Eglises du ressort de Bour-deaux.* 594. *A Jean Bompard Ministre.* 612. *qui fait amende honorable.* 613. *A trois Ministres aux environs de Bayeux.* 622. *A du Breuil, sans preuve.* 636. *A Cairon pour un Sermon.* 675. 771. *Procès singulier pour le Temple de Soubise.* 739. 740. *Con-tre Galaffre Ministre.* 742. *Contre l'Eglise de Saintes.* 743. *Horribles conclusions du Procureur General.* ibid. *Un Ancien mis prisonnier avec les Ministres.* 745. *Contre celle de la Rochefoucaud.* 698. 745. 751. *Contre celle de la Rochelle.* 751. *De Tours.* 754. *De Loudun.* 758. & suiv. *A un Mi-nistre d'Alençon.* 770. 771. *A Gauré.* 771. *A St. Lo.* 772. *A Caen.* 773. *A Rouën.* 776. *Au Havre de Grace.* 779. *A Crique-toi.* 781. *Au Ministre de Passy.* 932.
Procession de Ste. Genevieve, pour avoir beau tems. 285.
Profanations des mysteres Catholiques. Voi Blasphèmes.
Profession de Foi exigée par le Clergé. 847. *Le-geres alterations.* ibid. *Leurs raisons.* 848.
Professions, d'où on exclus les Reformez tant qu'on le peut. 118. *dont ils se plaignent en vain.* ibid. *Medecins reduits à deux à Rouën.* 155. *Reduction des Avocats à cer-tain nombre.* 198. *Reformez exclus de l'ag-gregation des Medecins.* 622. *De la profes-sion d'Avocats.* 809. *De celle de Medecins.* 818. *De même à Metz.* 914. 915.
Projet contre les Reformez des Vallées. 312. *Preamble.* 313. *Division de l'Ouvrage.* ibid. *Partie curieuse.* 314. *Origines des Vandois.* 315. 316. *Missions inutiles.* 317. *Voye de fait.* 319. *fort aisée.* ibid. *mais non utile.* 320. *Obstacles des conversions.* ibid. *Partie importante.* 323. *Moyens de reduire le pais.* ibid. *Importance de certains Offices.* 324. *Graces à faire aux Catholiques.* 325. *Aux Reformez.* 326. 327. *Lettres de cachet requises.* 328. & suiv. *Effets du projet.* 331.
Projet des Directeurs de plusieurs Provinces. 637. *Raisons pour le justifier.* 639. *Rai-sons au contraire.* 640. *Usage des avis mo-derez.* ibid. *Son effet.* 641. *Frise d'armes.* 640. & suiv. *Alarme les Reformez voisins de la Cour.* 642.
Projet de réunion. Voi Réunion.
Projet pour la conservation des Eglises. 719. *Jugé hors d'apparence.* 730.
 G g Pro-

Propagation de la Foi (Maison de la) à Grenoble, son projet contre les Reformez des Vallées. 312. Don que lui fait le Prince de Conti. 317. Ses esperances. 318. Enlevemens d'enfans sous divers pretextes. 338. 339. Exercices des Propagateurs. 505. 511. Propofans n'osent demeurer dans les lieux interdits. 537. Pourquoi envoyez dans les Eglises. 538. Fruit de cette infusation. *ibid.* Renvoyez à six lieues des lieux interdits de finitivement. 615. 616. & à trois des lieux où il a cessé par provision. 792. Protestans étrangers exceptez des rigueurs. 877. Comment traitez. *ibid.* & sous quels pretextes. *ibid.* & 878. Comment traitez en Alsace. 918. Loix qu'on leur impose. *ibid.* S'interessent au soulagement des Vaudois. 930. Proverbe fondé sur la patience des Reformez. 414. 459. Provinces Unies. Voi Unies. Pseaumes, leur chant defendu. 31. 32. Par sentence d'un Juge de Charente. 433. 434. Puylaurens, où l'Academie de Montauban est transférée. 783.

Q.

Qualité des fugitifs. 957. Quêne (Marquis du) pourquoi retenu en France. 898. 899. Quevilli, lieu d'exercice pour Rouën. 776. Demolition du Temple. 778. Quint des pauvres, ce que c'est. 692. Double quint. *ibid.*

R.

Raisons de ne pousser pas les Reformez à bout sous d'un comp. 787. 788. Quelques-unes levées par d'heureux evenemens. 787. La Rapine. Voi d'Herapine. Ravages. Voi Degâts. Recusations, sans cause non permises quand on a reconnu les Parlemens. 70. Des Conseillers Clercs long tems permise à Rouën. 106. 107. Comment permises aux Parlemens de Dijon & de Rennes. 109. Permis seulement en Bearn avec expression de cause. 177. Malgré les sollicitations au contraire. 342. Recusations sans expression de cause. 716. Restrictions de ce privilege. 717. Reflexions, sur l'Arrêt de partages touchant les Eglises de Poitou. 11. 12. Sur la Declaration de 1669, p. 13. Sur les blasphêmes impués aux Reformez. 23. Sur la renon-

ciation du Clergé à la liberté de conscience. 39. Sur la Harangue de l'Eveque d'Amiens. *ibid.* Sur la fausse delicatesse du Clergé. 41. Sur la fidelité dont il se vante. 43. Sur la liberté de conscience. 50. Sur la distinction entre le crime & les intérêts civils. 56. Sur les intérêts adjugez aux Curés qui se rendent parties. 77. Touchant un Arrêt du Conseil Privé. 78. 79. Touchant la diversité d'avis. 89. Touchant la nécessité des Adjoints Reformez dans les commissions extraordinaires. 94. Touchant l'audience accordée aux Deputez des Provinces. 102. Sur les graces accordées en 1669, p. 128. Touchant le traitement fait à l'Autur de la Politique de France. 130. Touchant le refus fait par les Reformez d'un Synode National. 139. Touchant le mauvais succès des desseins de l'Allemagne. 142. Touchant les nouvelles Veritez de Meynier. 147. & suiv. Sur l'opinion de l'Eveque d'Uzès touchant le Batême des Reformez. 157. Sur les paradoxes de Lavie. 160. 162. Sur la condamnation de Majendie. 165. 166. Sur la preuve par temoins rejetée ou reçue selon l'intérêt. 182. Sur le Consulat de Courmonterail. 183. Sur la defense d'assister plus de deux aux Batêmes ou mariages. 186. Sur la conservation de quelques Eglises. 191. Sur la defense d'user du mot d'approbation. 195. Sur l'élargissement des Deputez emprisonnez. 201. Sur l'effet d'une sedition à Paris. 215. Sur l'exemption du serment de fidelité. 223. Sur un Arrêt contre un Relaps. 227. Sur une Ordonnance de Police à Sedan. 231. Sur le retranchement des abus populaires. 260. 261. Sur les terreurs d'une mauvaise conscience. 264. Sur la cassation d'un arrêt de Synode. 288. Sur d'autres Deliberations cassées. 294. & suiv. Sur les qualitez des Ministres. 303. Sur une lettre du Chancelier d'Aligre. 304. Sur un Arrêt touchant les Eglises de Fief. 305. Sur un article du projet contre les Reformez des Vallées. 320. Touchant les calomnies de l'Abbé de Masi. 331. Touchant le sordide trafic de conversions. 351. Touchant les ethiques du Clergé de Foix. 365. Touchant la premiere entrée du Dauphin au Conseil. 368. Touchant une Declaration contre les Relaps. 374. 375. Touchant les vices Episcopales. 378. Touchant la suppression des Chambres Miparties. *ibid.* & 379. & ses suites. 380. Touchant un plaidoyer de l'Avocat General Talon. 382. Touchant le procès fait à Lortie. 392. Touchant la Poli-

que de la Cour de France. 399. Sur la Déclaration touchant la liberté de conscience. 409. 410. Sur une harangue du Coadjuteur d'Arles. 414. 415. Touchant les défenses faites aux Reformez d'empêcher l'endossement de leurs enfans. 423. Touchant certaines maximes du pouvoir arbitraire. 438. Touchant la suppression du College de Chastillon. 440. Touchant l'imputation faite aux Ministres d'empêcher les conversions. 442. 443. Touchant le succès d'une sedition à Alençon. 471. Touchant les deguisemens des violences exercées en Poitou. 485. Touchant les conversions forcées. 502. Touchant la complaisance d'un Synode pour le Commissaire Catholique. 514. Touchant la demolition du Temple de Mompellier. 530. Touchant la condamnation d'Isabeau Paulet. 532. Touchant la commutation des peines. 532. 533. Touchant l'éducation des bâtards. 536. Touchant les defenses de sortir du Royaume. 541. 542. Touchant la capacité des Offices. 546. Touchant la langue Latine dont le Clergé se sert. 551. 552. Sur les qualitez des Prelats qui signent l'Aversissement Pastoral. 553. Touchant les Lettres de cachet qui l'accompagnent. 560. Reflexions d'un Missionnaire sur l'âge où les enfans peuvent se convertir. 574. Reflexions sur l'inegalité du Conseil. 579. Sur le caractère des temoins onis contre les Eglises. 589. 590. Touchant les defenses de convertir les Mahometans & les Juifs. 596. Touchant la severité des peines ordonnées contre les Ministres. 597. Touchant le redoublement des persecutions en Languedoc. 635. Touchant les moyens moderés de se defendre. 640. Sur un Arrêt touchant les malades. 715. Sur la Declaration de dix familles. 728. Touchant le succès des chicanes ruineuses aux Reformez. 741. Sur la prefate d'une Declaration touchant les peines des Ministres. 749. & suiv. Touchant les avances de la cloche de la Rochelle. 754. Touchant l'éloge donné aux moyens de conversion. 794. Touchant un Arrêt qui assujettit les Reformez aux reparations des Eglises. 804. Touchant celui qui defend de leur affermer les biens Ecclesiastiques. 805. 806. Touchant une pretension des Evêques. 814. Sur le mot de saint, & l'usage que le Clergé en fait. 821. Sur les absurditez & les faussetez de ses plaintes, & les moyens de les verifier. 822. 823. Sur le parallele de la doctrine Catholique & des imputations des Reformez. 824. 825. Sur la dernière

action du Chancelier. 866. Sur les ordres de la Cour touchant les violences. 868. 869. Sur les defenses d'aller au Prêche chez les Ambassadeurs. 873. 874. Sur une Declaration touchant les biens alienez. 875. Sur la revocation de la surseance de payer les dettes. 879. Sur la seduction d'une fille de qualité. 956. Sur le faux honneur dont le Clergé se pique. 980. Sur les peines des malades refusant de communier. 984. Sur la revocation de l'Edit. 1004. & suiv. Reformez ont un Syndic General en Dauphiné. 4. Leur negligence au tems de l'Edit. 11. Ne sont recus à demander ce qu'ils auroient pu demander autrefois. *ibid.* & 14. Sont exclus de la dignité de Chevaliers. 24. & des Judicatures Seigneuriales. 25. Maintenus dans les Commissions de Finances. 26. 123. Exclut d'être Gardes des Metiers. 27. 28. & des Lettres de Maistrises. *ibid.* Ce qu'ils rependent aux defenses de chanter les Psaumes. 31. Comment on les traite dans les Hôpitaux. 47. On les prive du droit de tenir des Academies nobles. 68. & de celui de refuser en certains cas. 70. Ils se pourvoient par requêtes. 73. & suiv. Comment on les charge de contribuer aux reedifications des Presbyteres. 86. 87. Leur confiance en la justice du Roi. 74. 77. 102. Reprennent esperance. 105. Se flattent des clauses de la prefate de la Declaration de 1669. p. 110. Comment ils recoivent la Declaration. 122. Comment ils sont depeints dans la Politique de France. 130. 131. De nouveau chassez de Privas. 185. Exclut de porter la parole dans les Deputations. 192. Leur fidelité attaquée, mais reconuë. 271. 272. Denombrement secret qu'on fait d'eux à diverses fois. 273. Leurs alarmes sur les demandes du Clergé. 297. Defenses de les nommer Fideles. 349. Les Jesuites se vangent sur eux du supplice des conjurez d'Angleterre. 371. Sont exclus des Offices des Justices Seigneuriales. 381. 382. même des plus vils. 418. Resolution prise de les exclure de tous. 382. Exclut des fermes royales. 410. & des commissions. 415. Alteration de leurs esprits à l'occasion de la conversion des enfans. 446. Ils s'endurcissent dans de vaines esperances d'adoucissement. 458. 459. Responsables de tous les evenemens. 462. Contraints par de Minin d'assister aux Sermons des Missionnaires. 496. Pourquoi laissez sans exercices. 519. 527. Privez du droit de demeurer à Dijon. 540. A Autun & Châlons. 615. Empê-

T A B L E

chez de sortir du Royaume. 541. Privez d'être opinans & assesseurs. 544. & de sous Offices. 545. Trompez par les belles promesses de la Cour. 561. Extremisez en ils sens reduits par les ruses du Clergé. 644. Condamnez aux reparations des Eglises Catholiques. 673. Excluez des Offices de Communiants. *ibid.* Noires calomnies contre leur doctrine. 689. 690. Privez des Charges & priviliges de Secretaires du Roi. 714. Ne peuvent être nommez Experts. 717. Leur erreur sur les desseins du Clergé. 724. Leur entêtement touchant l'irrevocabilité de l'Edit. 733. On abuse de leur soumission. 738. Leurs alarmes à la dernière Assemblée du Clergé. 793. Condamnez à contribuer aux reparations des Eglises &c. 804. Leurs esperances mal fondées. 812. Ce qu'on fait pour les rendre odieux aux étrangers. 830. Contraints de prendre part aux jouissances de leur ruine. 840. Leur patience autorise les persecuteurs. 841. Sont contraints d'assister aux conférences. 861. Difficulté de leur retraite. 876. Degré extrême de leur patience. 908. Reformez de Mets. Voyez Mets. Chassez des Vallées par le Duc de Savoye. 926. Leur état en France après leur conversion. 943. Version du Nouveau Testament qu'on leur prepare. 944. Prières qu'on leur ôte. 946. Envoyez en Amerique. 973. 976. Comment ils prennent les cruautés exercées sur les cadavres. 988. Desarmez en Languedoc. 993. Refugiez chassez de Bourdeaux, Grenoble, Mets. 864. De Paris. *ibid.* D'Orange même. 865. Errans de lieu en lieu. *ibid.* Reglemens, touchant l'Ordre de St. Michel. 24. Touchant l'exemption du logement de gens de guerre. 307. Touchant les fermes royales. 410. Pour le Batême des enfans. 704. Difficultez de l'exécution. 707. Comment levées. *ibid.* Rejouissances en Bearn pour la reduction des Reformez. 840. Voyez Additions. Relâchement des rigueurs exercées contre les corps morts. 988. RELAPS condamnez au bannissement. 18. Leurs causes ôtées aux Chambres Miparties. 64. Comment jugez en cas particuliers. 95. 96. Notable procès d'un pere contre son fils. 227. Condamnez rigoureusement. 360. Accroissement de peines portées par une Declaration nouvelle. 374. Formalité nécessaire de leurs abjurations. 375. Soufferts dans les Temples, pretexte de les demolir. 526. 527. Femme condamnée à Paris. 547. Qui

on comprend sous le nom de Relaps. 547. 548. Pretextes de demolir les Temples de Bergerac. 526. 527. A Montpellier. 527. & *suiv.* A Chereux. 582. A St. Hilaire sur l'Ausis. *ibid.* & 583. A St. Quentin. 583. A Montauban. 585. & *suiv.* Saisis à Orange. 922. Relation de l'état des Reformez. 43. De la conspiration d'Angleterre dressée par les Jesuites. 371. dont on empêche le debit. *ibid.* Du retablissement de la Messe à Geneve. 372. Relations fausses des manieres dont les conversions sont procurées. 840. Religion Reformée, son établissement en Bearn deguisé par le Clergé. 842. Comment arrivé, selon lui, dans le reste du Royaume. 843. Remarques. Voyez Reflexions. Renvoi des affaires d'exercices aux Commissaires. 5. 6. Et de celles des Metiers. 27. Et de plusieurs questions. 68. Reponses. De d'Argouges & du Chancelier à la Duchesse de Rohan. 7. Du Roi au Placet des Eglises de Poitou. 98. A la barrière de du Bosc. 104. 105. De la Vrillière aux Deputés. 180. De Morangis aux mêmes. 181. Du Roi au Deputé General sur la Requête generale. 242. De Beaulieu le Blanc sur les projets de réunion. 257. Du Marquis de Louvois à un Officier nouveau converti. 353. D'un anonyme à une Requête des Reformez. 404. & *suiv.* Du Roi en diverses occasions. 458. Du Chancelier à un Deputé de haute Guyenne. 506. Du Roi à une Requête. 535. De Claude sur la signification de l'Avertissement. 565. D'un Ministre à un Intendant. 619. Du Marquis de Châteauneuf sur le lien des Ecoliers. 620. D'un Intendant aux plaintes fautes contre la fraude des Moines. 680. 681. Du Chancelier au Juge d'Argentan. 774. Requêtes. Des Reformez contre la Declaration de 1666. p. 73. & *suiv.* Sur le sujet des Chambres de l'Edit. 106. Requête generale présentée au Roi. 151. dont l'Assemblée du Clergé élude l'effet. 152. 153. Et imprimée. 195. Son contenu. *ibid.* & *suiv.* Elle est rebutée. 201. Nouvelle Requête generale. *ibid.* & son contenu. *ibid.* & *suiv.* Sans conclusion. 205. Son effet. *ibid.* Requête des Reformez de Montelimar non répondu. 214. Seconde Requête generale lui au Roi. 242. Requête inutile des Reformez de St. Paul trois Châteaux. 277. Nouvelle Requête présentée en vain. 403. Imprimée & criée dans les rues. 404. ce qui sert de

proteste à la rojester. *ibid.* Requête des
 Deputez de Sedan. 438. Touchant l'enle-
 vement des enfans. 452. Generale sur le mé-
 me sujet. 454. Par qui présentée. 458. Re-
 quête d'un pere reclamant son fils enlevé.
 511. Au Duc de Noailles, & au Roi,
 sans effet. 529. Par qui dressée. 635. Au
 Roi contre les équivoques des Declarations.
 535. Des Directeurs pour justifier leur pro-
 jet. 639. Autre dans la même vue. 643.
 Autre pour le bas Languedoc. 661. Autre
 au Roi contre les violences exercées en Sain-
 tonge. 686. Produit une surseance tacite.
 687. Autre sur les difficultez d'exécuter
 l'Arrêt des Basèmes. 707. Autre dressée &
 consultée avec soin. 731. Son contenu. 733.
 Réponse aux objections. 737. Est présentée
 sans effet. 739. Requête du Clergé contre
 les Reformez. 820. Plaine de faussetez &
 de fraudes. *ibid.* & suiv.
 Residence des Ministres. 33. 53. 57. 277. 311.
 Residence des Evêques, comment entendue par
 le Clergé. 814.
 Résistance, exemples rares de celle des Refor-
 mez. 685.
 Retraite volontaire des Ministres perscutez
 blâmée par plusieurs. 396. Effet de la con-
 sultée de ceux qui souffrent la prison. 397.
 Retraite des Ministres pleine de difficultez.
 932. 933. Son effet dans les pais étrangers.
 937. Leur est reprochée. 942. Ecrits pour
 & contre. *ibid.* & 943.
 Retraite des Reformez, ses obstacles. 876. 947.
 Fort generale par tout. 943. 946. Feste la
 Cour dans l'embarras. 961. 962. Contin-
 uée malgré les terreurs. 978. & l'ouverture
 des passages. 979.
 Retraite des Officiers & des Cadets. 957. 958.
 Réunion des Religions par qui entreprise. 136.
 Poursuivie au nom du Roi. 137. Fait un
 grand progrès. *ibid.* Diverses vues des Ac-
 commodateurs. 140. Suites du projet en Sain-
 tonge & Annix. 143. Eclat du projet de
 la réunion generale. 144. Favorisée par
 l'exposition de la doctrine Catholique. 233.
 Cours du projet depuis. 1670. p. 256. Pro-
 messes & artifices. 258. Engagement de
 plusieurs Ministres. *ibid.* Revolution du se-
 cret. 259. Maniere dont on se prend à rom-
 pre le coup. 264. 265. Declaration par écrit
 de quelques Ministres. *ibid.* Verbaux de Var-
 nier & d'autres. 266. 267. Nouveau pro-
 jet de Dixe. 350. qui ne revient à rien. *ibid.*
 Projet renouvelé, & par qui. 708. Origini-
 nal perdu. 709. Changemens de vues à la
 Cour. *ibid.* Articles du projet. *ibid.* Ado-

ration du Sacrement. 710. Sacrifice de la
 Messe. 711. Reforme des Moines. *ibid.* A-
 larmes des Reformez. 712.
 Revolution en Angleterre par la mort de Char-
 les II. p. 787. Nouvelle revolution. 1002.
 la Reynie, son Ordonnance. 874. Appuie une
 supercherie de l'Archevêque de Paris. 905.
 Fait illusion aux Reformez de Paris. 867.
 906. Donne des passeports aux Ministres.
 933.
 de Ris, Intendant de Guyenne, defend de con-
 tinuer l'exercice en divers lieux. 674. Son
 honnêteté pour les Reformez de Marennes.
 683.
 la Roche-Eli, Gentilhomme Reformé, se joint
 aux Accommodateurs. 143. Se fait Catholi-
 que. 144. Temps choisis pour se déclarer. *ibid.*
 Sa mort. *ibid.*
 la Rochelle. Reformez exclus des Maitrisés.
 123. Pieu qui leur est tendu. 228. Chan-
 gement d'Intendant ouvre la porte à leur
 ruine. 301. Attaque violente que le nouvel
 Intendant leur porte. 346. Comment parée.
ibid. Nouveaux troubles qu'il leur suscite.
 369. Armes du Roi sur la porte de leur
 Temple. *ibid.* Gages des Ministres & levées
 de deniers. 370. Expedient qui tire l'Eglise
 d'affaires. *ibid.* Se maintient dans la posses-
 sion de plus d'une Ecole. 384. Exempte ses
 Ministres du serment de fidelité. 385. L'E-
 vêque assiste à la signification de l'Avertis-
 sement. 566. & se retire mecontent. *ibid.*
 Reformez exclus de l'aggregation des Mede-
 cins. 622. Exercice attaqué par mille frau-
 des. 751. Revelées par le procès même. *ibid.*
 & 752. Consistoire assigné & pour quoi. 573.
 Temple condamné. *ibid.* Ministres transfe-
 rez à la Bastille. *ibid.* & mis en liberté.
ibid. Aventures de la cloche de la Rochel-
 le. *ibid.* & 754. Noblesse fondée sur l'an-
 cienne Mairie. 791. Conférences tenues par
 les Missionnaires. 861. Chute generale. 862.
 Rohan (Duchesse de) mal en Cour, & pour-
 quoi. 7.
 Rohan (Chevalier de) conspire, est pris &
 fait mourir. 271.
 Roure (Comte du) ses entremises pour pacifier
 les troubles. 647. 656.
 la Ruë, Jésuite de reputation. 464.
 St. Ruth, insigne perscuteur. 656. Ses ex-
 ploits contre les Temples. 672.
 Ruigni, Voi Deputé General.

Sacrement, honneur qu'on veut forcer les Reformez de lui rendre. 76. 119. 202. Exemple notable. 203. Vexations sur ce sujet. 343. Insolences d'un Curé. 344. Nouvel institut à l'honneur du Sacrement. 440. Comment honorer selon les Accommodeurs. 710.

Sages-femmes, defenses aux Reformez d'en exercer la profession. 400. Oppositions & memoires. *ibid.* & 401. Effets. 402. 422. Femme ruinée par ceux même qu'elle a servis. *ibid.*

Sang, Princes du Sang, abaissement de leur credit. 620.

Saumaise, sa fille sort de France. 899.

Savoye (Duc de) fait la guerre à ses sujets Reformez. 926. Veut s'assurer que les bannis ne reviendront point. 929. Ses motifs en les bannissant. 930.

Schisme. *Voi* Separation.

Schomberg (Comte de) fait Marechal de France. 283. Excepté des rigueurs. 898. Sa retraite, & suite de son histoire. *ibid.* Sa mort, & celle de la Marechale. *ibid.*

Secretaires du Roi Reformez, perdent leurs Charges & privileges. 714.

Sedan, ses libertez, attaquées. 230. Ordonnances. 231. Reformez reduits au même pied que le reste du Royaume. 232. Suites de vexations sur divers articles. 333. Induction des enfans autorisée. 334. Son Academie supprimée. 437. malgré ses soumissions & ses remontrances. 438. Le Reſſeur des Jesuites y signifie l'Avertissement. 566. Les Dragons y logent. 914.

Sedition à Vendôme. 21. *Au* Vaux-jancourts. 79. & *suiv.* *A* Paris au supplice d'un Reformé. 128. *A* Alais où les Reformez font leur devoir. 184. *A* Paris. 214. Ses suites. 215. *A* Bourdeaux & Rennes. 284. Violence de celle de Rennes. *ibid.* & 285. *A* Geneve à l'occasion de la Messe dite avec éclat chez le Resident de France. 372. *A* Paris contre Claude. 424. *A* Caen à l'occasion d'une maladie. 425. *A* Alençon à l'occasion de quelques enfans. 450. Autorisée par les puissances. 451. Seditions frequentes mal reprimées. 459. *A* Blois. 462. Comment reprimée. *ibid.* *A* Alençon. *ibid.* Son occasion. 464. Ses commencemens. 465. Ses effets. 466. Fuite éperdue des Catholiques. 467. *A* la demolition du Temple de Caen. 776. *A* celle du Temple de Rouën. 778. *A* Orange. 922.

Seguier, Chancelier, sa réponse à la Duchesse de Rohan. 7. Chicane les Reformez sur les Matiers. 117.

Seignelai (Marquis de) Secretaire d'Etat. 564.

Seigneurs qui rendent temoignage aux Reformez. 272.

Seigneurs Reformez, droits qu'on leur restitués après leur conversion. 861.

Sentences des Juges de Charenton. 432. & *suiv.* Effet de ces sentences. 436. Du Juge de Clermont touchant les enfans. 453. Dont l'effet est empêché. 454.

Sentences, arrêtez des Synodes ne peuvent être ainsi nommez. 288.

Separation n'est jamais permise selon l'Eglise Romaine. 516. 557. 820.

Sepultures violées à Caen par la populace. 776. Et dans les lieux interdits en changeant les Cimateries. 804. Des corps trainez, empêchés. 986. & *suiv.*

Serment de fidélité, requis des Ministres. 222. Exemple à St. Lo. 358. Pratique reçue à London. 359. Vexations en Sainctonge. 385.

Sermon blasphematoire d'un Jesuite. 944.

Sermons, matiere de proces aux Ministres. 608. Exemple de Caïron à Falaise. 675. De Vaux à Calais. 698. Du Vidal à Tours. 755. Superville à London. 761. Testas à Poitiers. 762. George à Vitri. *ibid.* Tromilard & encore une fois de Vaux à Calais. 763.

Service des Ministres reduit à trois ans. 722. Même dans les Fiefs. 810.

Servitudes, droits d'exercices traitez comme servitudes du fond. 420. Pretexte d'interpreter l'Edit au dommage des Reformez. 734. 735.

Signification de l'Avertissement à Charenton. 563. & *suiv.* Diversitez en d'autres lieux. 566. 567. Effets de la ceremonie à Bellême. 567. *A* Caen. *ibid.*

Signification des abjurations ne se fait quoi qu'elle soit ordonnée. 585.

Signification des Arrêts faite seditionnement. 677.

Sommations avant le logement des soldats comment & par qui faites. 845.

Soubſe (Duchesse de) sa sagesse. 7.

Speſtacle nouveau. 987.

Statuts des Matiers. 119. Guinpiers de Lion soumettent ceux de leur Metier au Conseil. 221.

Strasbourg, sa reduction. 626. Protestans y font peu menages. 919.

Subornation des Catholiques. 75. Erroinement defendue. 192.

DES MATIERES.

- Suede, ses desavantages pendant la guerre. 283.
- Suisses (Cantons) intercedent pour les Vaudois. 927. Ne veulent garantir qu'ils ne reviennent jamais. 929. Reçoivent humainement les Ministres. 937. Leurs charitez incroyables aux fugitifs. 938.
- Supercherie faite à des personnes de qualité. 852. 853. Préparée à un vieux Ministre. 860. Aux Reformez de Paris. 904. découverte. *ibid.* Prévenüe. 905. Confessée par l'Archevêque. 906.
- Supplices de quelques prisonniers. 649. De Chamier Avocat de Montelimar. 651. De quatre autres personnes. 651. 652. De neuf autres qui refusent de se faire Catholiques. 654. De deux innocens reconnus tels. 659. D'un soldat coupable d'un crime énorme. 660. De Homet Ministre de Soyon. 667. Raisons de la cruauté de son supplice. 668. De quatre personnes arrêtées en fuyant. 956. D'un homme accusé d'exciter à la retraite. 963. D'un homme accusé d'avoir rejeté l'Hosie. 981. Voir Additions. D'une femme qui fait des Assemblées. 991. De gens surpris dans les Assemblées. 995. Des Predicans. 996. D'un Ministre à Mompellier. 997. De gens à qui on avoit promis la vie. 996. 998.
- Surseance de payer les dettes, exception. 869. Nouvelle exception. 879. Revocation. *ibid.*
- Surseances, des affaires de Religion à cause de la guerre. 77. 86. Continué encore depuis. 151. Se renouvelle à cause de la guerre. 205. Tacite pendant la guerre. 273. 278. Est continuée. 283. 286. De l'Arrêt touchant la résidence des Ministres. 311. Generale est encore continuée. 335. 342. 357. De l'Arrêt touchant les Ministres de Fief. 345. De l'imposition des Ministres à la Taille. 349. Surseance generale finit par la paix. 370. Tacite de la Declaration touchant l'âge des enfans. 453.
- Syndic General des Reformez en Dauphiné. 4.
- Syndic du Clergé reçu partie devant les Commissaires. 3. 4. Et au Conseil. 43.
- Synode National offert aux Reformez. 139. qui reculent. *ibid.*
- Synodes. Leur mepris pour les attaques des Missionnaires. 31. Comment ils remedient aux defenses de prêcher dans les Annexes. 32. Chicanes contre leurs libertez. 58.
- Synodes particuliers. A Vitry attaqué par un Missionnaire. 30. 31. Au Vauxjancourt, contre lequel on excite une sedition. 79. & suiv. A Lusignan, ses deliberations. 88. A Pouxanges, confirme les arrêtez de celui de Lusignan. 93. A Charenton, où d'Allemagne est Commissaire. 141. Autre où il est suspendu. 142. A Soubise, remis par la revolte du Commissaire. 144. Obtiens nouvelle commission. *ibid.* Previent les propositions d'accommodement par des actes severes. *ibid.* A Saumur, depose d'Huisseau. 146. En Bearn, où Majendie prêche. 163. A Niort, d'où on exclus les Ministres des Eglises interdites. 208. Ce qui oblige l'Assemblée à se separer. *ibid.* A Nîmes, continué ses seances malgré le Commissaire. 216. Ses deliberations cassées. 217. En Guyenne ordonnent de prêcher dans des lieux interdits. 223. A Charenton, acheve de ruiner les projets de reunion. 256. 263. Liberté des avis des Ministres. 266. 267. Suspend d'Allemagne. 268. Est rompu par le Commissaire. 269. Ses deliberations cassées & lacerées par un Arrêt du Conseil. 269. 270. En Poitou donne occasion à l'exclusion des Ministres de Fief. 273. Importance de cette affaire. 274. An revolu requis avant qu'on les puisse rassembler. 275. Inconveniens de cette chicane. *ibid.* A Nîons, appel de ses arrêtez. 287. Cassez au Conseil. 288. Defenses de nommer ces arrêtez sentences. *ibid.* A Uzes, ses deliberations cassées. 291. A Ste. Foi, ses actes cassés. 292. & suiv. Surseance de ces Assemblées dans les Provinces. 299. Commissaires Catholiques introduits dans les Synodes. 376. 377. Surfus de peur d'y recevoir ces Commissaires. 512. A Ste. Foi, sa complaisance pour le Commissaire Catholique. 513. A Thouars, ses deliberations cassées. 515. A Forges près d'Angers, où deux Ministres revoltex sont ouïs. 515. 516. Fermeté du Synode. 517. Traverses du Commissaire Catholique. *ibid.* A Saumur, son arrêté touchant la grace immediate. 517. A Montelimar, son arrêté touchant le Batême des enfans ondoyez. 576. En Poitou, defend de garder les portes des Temples. 606. A Alais, ses deliberations. 616. A Uzes, change l'ordre ancien pour la direction des affaires. 633. A Tonneins, met de nouveaux Ministres en la place des interdits. 674. A St. Just, où divers Ministres prêchent. 676.
- Synodes Provinciaux du Clergé, pourquoi non permis. 158. Expedient du Coadjuteur de Rheims pour lever le scrupule. *ibid.* Promesse de les lui accorder. 295. Le Clergé presse leur rassemblement. 414.

Tables Chronologiques de Jean Rou. 828.
 Comment & pourquoi supprimées. *ibid.*
 Tailles, surcharges des Reformez. 473.
 Tambours empêchent par leur bruit d'entendre parler les condamnés à mort. 996. 1003.
 Tarente (Prince de) revient de Hollande. 128.
 129. & se fait Catholique. *ibid.* Persévérance de sa fille aînée. *ibid.* Droit d'exercice laissé à la Princesse sa veuve. 211. Elle a permission de sortir de France 898.
 le Tellier, Secrétaire d'Etat, promet d'examiner les griefs. 105. Entre dans le projet de réunion. 143. Menace ceux qui prêchent dans les lieux interdits. 224. Commissaire donné aux Reformez. 205. 242. Donne un Arrêt important sans la participation du Roi. 309. Confirmé Commissaire. 311. Devient Chancelier de France. 411. Belles paroles dont il amuse du Bosc. 417. Sa réponse à un Député. 506. A un Juge sur le sujet de du Bosc. 774. Son changement touchant la Religion. 843. Entre dans l'avis des violences. *ibid.* Son impatience de voir l'Edit révoqué. 862. Il seelle la revocation. 865. & en rend grâces à Dieu comme d'une faveur signalée. *ibid.*
 Temoignage rendu par le Roi aux Reformez. 12. Du Parlement de Pau touchant la manière dont l'Edit de Nantes fut donné. 160. D'un Espagnol rendu en faveur des Reformez. 222. Du Roi même dans une Déclaration. 379.
 Temoins convaincus de faux, impunis. 46. Preuve par temoins reçue contre le droit d'exercice. 182. Quels refus à déposer. 505. Par qui instruits & dressés. *ibid.* Ouis & refus dans leur propre cause. 531. Contre Chervaux. 582. Contre Montauban. 588. 589. En general contre toutes les Eglises. 590. Gens qui s'accusent eux-mêmes. 590. 594. 595. 680. Notoirement faux fabriquent exprès. 679. Quels ouis en Saintonge. 680. Forcés par menaces ou emprisonnements. 682. Subornés. 590. & suiv. 676. 683. Pourquoi on se sert de tels temoins. 756. Faux temoins produits contre l'Eglise de Caen. 775. Fille témoin contre sa mere. *ibid.* Ingenuité d'une vieille fille servant de témoin contre elle-même. 781.
 Temples démolis dans toutes les Eglises de Kief. 914. Quelle figure ils doivent avoir selon Bernard. 54. Démenti à Exoudun avec hauteur. 91. & en suite à Couté. 92. Pe-

tit Temple démolit à Montpellier. 180. 181.
 Démenti & transféré à Grenoble. 209. Démenti à Vitré & Vieilleveigne. 210. A Caisfel. 219. Délaisse aux Catholiques à Montflanquin. 239. Temples mis à la Taille. 249.
 Brulé à Chalais. 278. & à Cleusé proche de Remmes. 285. Temple converti en Eglise. 421. Démenti à Clavan. *ibid.* En plusieurs lieux de Poitou. *ibid.* Forcés ou brûlés séditionnement. 459. Distance requise des Eglises Paroissiales. 508. Vexations en conséquence. 509. Démenti à Chisf. 518. Converti à autre usage à Champagnemouton. *ibid.* Démenti à Civrai. 519 A Chateaudun & Carmaing. 520. Muré à St. Amans & à la Bastide. 524. Démenti à Bergerac. 525. & à Montpellier. 529. 530. Fermez en Poitou. 549. Puis ouverts. 606. Démenti. 580. & suiv. Convertis à autre usage, à Garreau. 580. En Ecoles à Saint Cyprien. *ibid.* En Maison de ville à Montérabeau. 581. En Eglise Catholique à Bouvrières. 582. Démenti à Bezançon & Bourdeaux. 650. A Chalançon, St. Fortunat, & le Poussin. 653. 654. 656. En plusieurs lieux de Vivarais. 672. Convertis à autre usage à Grare. 673. En Maison de ville à St. Jean de Breuil. *ibid.* En Eglise Catholique à St. Roman. *ibid.* Fermez, où il n'y a dix familles résidentes. 728. Démenti à Aunay. 729. De Sombise comment vient au pouvoir des Catholiques. 739. 740. Démenti à la Rochefoucaud. 748. A la Rochelle. 753. A St. Lo. 772. A Caen. 776. A Rouen. 778. Temple à qui on fait le procès. 777. 778. Manière séditionneuse de le démolir. *ibid.* A Puy-laurens. 783. Application des matériaux à l'Eglise Catholique. *ibid.* Converti en Maison de ville à St. Rom de Tarn. 783. En Ecoles Catholiques à St. Afrique. *ibid.* A autre usage. 784. A Ussez en Seminaire. *ibid.* Dans Pragelas en Eglises Paroissiales. 784. Au Mas de Verain matériaux appliqués à l'Eglise Catholique. 785. Diverses applications des débris. 786. Temples démolis dans la Principauté d'Orange. 925.
 Termes des prières & de la Confession de Foi, sujet d'un procès. 434. 435. Termes employés dans les actes secrets, prétexte d'interdire & de chicaner. 365. 622. 690. 772. Termes surprenans d'une version du Nouveau Testament. 945.
 Tessé (Comte de) fait pendre deux hommes reconnus innocens. 659. Son action brutale. 857.
 Telle-

DES MATIERES.

Tessierou, son exactitude & ses recueils. 313.
 Thomas d'Aquin, son sentiment touchant le droit des peres sur leurs enfans. 456. 457.
 Titres des Eglises retenus sous divers pretextes. 719. Raisons de les garder. 720. But de la Declaration qui ordonne de les représenter. *ibid.*
 Tolérance, pretexte d'écrits dangereux. 940.
 Tour de Constance, affreuse prison. 967.
 Tourette (Marquis de la) grand persecuteur. 642. Profite de la ruine des Temples. 654. 656. Cruautés de ses gens. 664. & de lui-même. 665. 672.
 Tourmens faits aux Reformez de Poitou. 476. 478. & suiv.
 Tourmens pour faire des conversions. 664. 665. Vapeur des larmes. 684. 892. Fumée. 684. 887. 939. Veilles forcées. 684. 833. 917. Coups de bâton. 832. sous les pieds. 888. Moyens de faire veiller. 833. Berner leurs hôtés jusqu'à défaillance. 887. Violens mouvemens. *ibid.* Faire boire. *ibid.* Pendre par le nez. *ibid.* Descendre dans un puits. *ibid.* Estrapade. 888. Poil arraché. *ibid.* Brûler en plusieurs manieres. 888. & suiv. Larder d'épingles. 939. Dechiqueter le corps à coups de canif. *ibid.* Pincer le nez avec des fers chauds. *ibid.* Arracher les ongles. *ibid.* Bâtre des chaudières sur la tête. 939. Enfler avec des soufflets. *ibid.* Jeter des bombes. 967. ce que c'est. *ibid.* Tourmens que d'Herapine fait souffrir aux Reformez qu'on lui donne à convertir. 971. Cadavres attachez aux personnes vivantes. 986.
 de Touvens, Conseiller à Rouën, persecuteur emporté. 779. & suiv.
 Trafic de conversions. 351. Fond établi pour les procurer. *ibid.* Administrateur de ce fond. 352. Exercice de ce negoce. 442.
 Traitement fait aux Reformez perseverans en Bearn. 834. Aux femmes. 654. 655. 660. 833. 834. 855. 859. A la Noblesse Bearnoise. 836. Aux Reformez de la Rochelle. 861. 862. Aux Protestans étrangers. 877. Aux femmes nourrices. 893. Aux prisonniers. 894. & suiv. A la Noblesse prisonniere. 897. Aux Protestans d'Alsace. 918. Aux prisonniers des Vallées. 929. A ceux qu'on conduit aux galeres. 964. Excite la pitié des Catholiques même. *ibid.* A ceux qu'on menace du Nouveau Monde. 974. A ceux qui y sont arrivez. 977. Aux Converseurs. 999.
 Transport en Amerique, nouvelle terreur. 973. Ebranle beaucoup de mond. *ibid.* & Tom IV. & V.

974. Vaisseaux chargez d'exilés. p. 976. 978.
 Treve de vingt années. 730. bâte la ruine des Reformez. 787.
 Trimouille (Duchesse de la). Rocis d'une conference avec un Prince de Condé. 519.
 Troupeaux obligez pour se conserver à faire le procès à leurs Pasteurs. 798.
 Troupes envoyées pour procurer les conversions. 832. 833. Se repandent dans les Provinces. 844. Ce qu'on leur defend & qu'on leur permet. 850. Comment elles entrent dans les villes. 863. 452.
 Trouffe (Marquis de la) cruel persecuteur. 857. 989. Desarme le Languedoc. 992. 993. Ses cruelles instructions aux Officiers des Troupes. 994.
 Turcs. On enterre les Reformez dans leur Cimetiére. 976.
 Turenne (Maréchal de) ne veut point se mêler des affaires de Religion. 7. Se fait Catholique. 129. Pourquoi il avoit été ferme jusqu'à là. *ibid.* Eloge de la Princesse sa femme. *ibid.* Suites du changement de ce Prince. 136. qui presse la réunion des Religions. 257. Est tué. 283.
 Tuteurs des enfans d'une mere Catholique doivent être Catholiques. 809. 810. Et en general tous les Tuteurs. 819.

V.

Valence (Evêque de) promet des Troupes aux Catholiques. 642. S'entremet frauduleusement de pacification. 646. Preuves de mauvaise foi. 647. Mensonges impudens. 794. Protecteur de d'Herapine. 969. & son confident. *ibid.*
 Vallées de Piemont persecutées. 925. & suiv. Par le Roi de France & le Duc de Savoye. *ibid.*
 Vaudois. Origines de leur doctrine & de leur nom. 315. Remarques sur l'etymologie & l'orthographe ancienne. 316. Guerres qu'on leur a faites. 317. Leur longue possession. 320. Leurs libertez comment acquises. 322. Leur naturel. 326. Etendu de leurs libertez. 331. Edit du Duc de Savoye contre eux. 926. Leur resolution. 927. Sont defunis. *ibid.* Attaquez de deux côtes. *ibid.* Sont surpris par diverses fraudes. *ibid.* Massacrez ou prisonniers. 928. 929. Delivrance de leurs restes. 929. & des prisonniers. *ibid.* & leur arrivée à Geneve. 930. Leurs Ministres retenus comme otages. *ibid.* Leur retablissement impron. *ibid.* Comment procuré. 931.
 H h Ville

T A B L E

Veille forcée, nouveau tourment. 481. 684.
833. Son effet. 910.
Venours (Seigneurs de) commun traitiez par
Marillac. 487.
Verac (Marquis de) son histoire. 520. Il
change de Religion. 522. Comment & pour-
quoi. 869.
Vitez de Maynier reduites à six. 146. 147.
Prieres, si elles doivent être prouues d'exer-
cice public. *ibid.* Ordonnances des anciens
Commissaires executeurs de l'Edit. 148. Pos-
session de 1596. & 1597. p. 149. Lieux de
Bailliages où doivent être donnez. *ibid.*
Double exposé sur lequel l'Edit de Nantes a
été donné. 150. Etendu de l'Edit de 1577.
ibid.
Vernicourt, Conseiller à Metz, son histoire.
956.
Veron (François) sa methode tirée de l'oubli.
554.
Version étrange du Nouveau Testament. 944.
Surprenantes falsifications. 945.
Veuves des Secretaires du Roi perdent leurs
privileges. 714. & celles des Officiers des
Maisons Royales. 810. Des Reformez pri-
vées de tous leurs droits. 886. Veuve assom-
mée à coups de bâton. 892.
Viéville (Duc de la) favorise les violences en
Poitou. 482. Ce qu'il appelle des violences.
483.
du Vigier, Conseiller de Bourdeaux, desole les
Eglises de Perigord. 593. 674. Est envoyé
en Saintonge. 674. Son caractère. *ibid.* Gens
dont il se sert. 675. 676. Ses procédures. 676.
Matiere de ses interrogations. 679. Deni de
justice. 684. Ses artifices singuliers pour
colorer ses jugemens. 695. Ses raisons d'in-
terdire l'exercice à Barbesieux. 700. Re-
compenses de son zèle. 706.
Villeroi (Duc de) Commissaire donné aux Re-
formez. 205. 242. Estimé équitable. *ibid.*
Confirmé dans la commission. 311.
Violences commises au Vaux-jaucourt. 82. &
suiv. Tolérées par le Magistrat. 253. Exer-
cées de tout tems contre les Vandois. 317.
Renouvelées après le projet de l'Abbé de Mu-
si. 340. En divers lieux du Royaume. 459.
Par Marillac en Poitou. *ibid.* 472. & suiv.
Se renouvellent par tout. 462. Voleries au-
torisées en faveur des conversions. 475. 476.
480. Ce que c'est que violences, selon les
persecuteurs. 483. Commises à Broüage
par Carnavalet. 493. & en Annix par de
Muin. 493. 494. Commises à Cret contre
un Proposant. 642. En Vivarais par les
Troupes. 654. & dans les Cévennes. 660.

Leur continuation. 663. De la Comtesse de
Marfan. 683. A Saintes. 686. Generales
dans les Provinces. 829. En Bearn. 832. A
Metz. 916. 917. Commandées. 833. 850.
862. Bernes prescrites. 834. 850. 887. Vi-
olences exercées à Orange. 919. & suiv. Re-
nouvelées pour obliger les Convertis aux
devoirs Catholiques. 980.
Visite des malades permise aux Juges. 22.
Defendue aux Prêtres & Moines s'ils ne
sont appelez. 121. Notable vexation. 360.
361. Ordonné aux Juges de visiter les ma-
lades. 417. & où il n'y a Juges aux Con-
suls, Echevins, &c. 427.
Vilites Episcopales font cesser les exercices des
Reformez. 377.
Vivaraïs, la prise d'armes y commence. 641.
Reprise d'armes. 652.
Unies (Provinces) ressentiment de la France
contre elles. 124. 125. Triple alliance. 125.
On leur fait la guerre. 219. Paix faite
avec elles. 357. Intercedent pour les Van-
dois. 931. Reçoivent bien les Ministres.
937. Leurs liberalitez envers les Refu-
giez. 959.
Voirie, corps trainez à la voirie. 984. Exem-
ples pour les hommes. *ibid.* & 985. Prison-
niers forcez de trainer leurs compagnons.
986. Femmes trainées. *ibid.* & 987. Soit
de s'assurer que les corps sont mangez des
bêtes. *ibid.* Horreur que ces cruautés in-
spirent. *ibid.* aux Catholiques mêmes. 988.
Ce qui cause un relâchement insensible des
rigueurs. *ibid.*
Vol de grands chemins autorisé par le zèle des
conversions. 476.
Volcurs se disent Dragons pour piller. 903.
La Vrillier, Secretaire d'Etat, reçoit mal les
Deputez. 152. Sa disposition peu favo-
rable. 180. Nommé Commissaire. 311.

W.

Whele, Chevalier Anglois, informe le
Parlement des persecutions faites en
France. 399.

Z.

ZEle, étranges effets d'un faux zèle. 35.
115. 214. 461. Oblige un pere à faire
le procès à son fils. 227. Curé d'Argentan
à quel excès il porte le sien. 254. Curé du
Belas comment il fait honorer le Sacrement.
344. Aiguillon du faux zèle, avance.
338. Exemple des effets d'un faux zèle. 422.
Faux

DES MATIERES.

Faux zèle de Religion fait aux hommes de leur patrie une prison. 541. *Du Clergé rendu trente mille personnes à vivre sans Religion.* 583. *Efface toute sorte de crimes.* 614. *Ecouffe la jalousie de Jurisdiction entre les Parlemens.* 677. *Effets du zèle de Tourmens.* 779. 780. 781. *Bizarrie du zèle Catho-*

lique. 874. 940. *Violence de sa fureur.* 983. *Zèle du vulgaire pour ses erreurs.* 260. 261. *Zèle des Reformez, privez d'exercices.* 699. 700. 701. *Des Ministres des lieux conservez.* 700. *A Barbesieux.* *ibid.* *A Saint Vaast.* *ibid.* & 701. *An Mans.* 701.

T A B L E

Des Edits, Declarations, Arrêts, &c. qui servent de preuves
aux IV. & V. Volumes.

A rrêt du Conseil, qui defend au Sr. de la Nouë de faire partage.	Pag. 3
Arrêt de renvoi aux Commissaires.	<i>ibid.</i>
Extrait d'Arrêt sur les partages des Commissaires de Bretagne.	4
Autre sur ceux de la Generalité d'Amiens.	5
Autre sur ceux de Poitou.	6
Lettre du Roi à l'Eleûeur de Brandebourg.	7
Declaration concernant les Relaps & Apostats.	<i>ibid.</i>
Autre pour la pension des enfans.	8
Arrêt du Conseil, pour faire remettre un enfant à son ayeule Catholique.	9
pour faire mettre un enfant de 12. ans au College des Prêtres de l'Oratoire.	<i>ibid.</i>
pour la visite des malades.	10
Arrêt du Parlement de Rouën contre un Blasphémateur.	<i>ibid.</i>
du Conseil, pour établir des Maîtres d'Ecole Catholiques.	11
du Parlement de Toulouse, qui ordonne aux Seigneurs d'établir des Juges Cathol.	12
du Conseil, qui dispense les Notaires &c. d'obtenir des lettres de provision.	<i>ibid.</i>
du Parlement de Rouën, qui defend de recevoir des Orfevres P. Ref.	<i>ibid.</i>
du Conseil, qui exclut les femmes de la R. P. R. de la Maîtrise de Lingeres.	13
Declaration qui permet aux Juges Catholiques de la Chambre de l'Edit de Bourdeaux de juger en plus grand nombre que les P. Reformez.	14
Sentence du Présidial de Vitri contre un livre intitulé <i>Abregé des controverses.</i>	<i>ibid.</i>
Arrêt du Conseil, qui defend les impositions.	15
Extrait d'Arrêt qui permet aux Ministres de demeurer où ils voudront.	16
Declaration du Roi touchant les choses que les P. R. doivent observer.	<i>ibid.</i>
qui évoque les procès des Convertis de la Chambre de Castres à celle de Grenoble.	21
Arrêt du Conseil, qui surseoit le payement des dettes pour trois ans.	22
Declaration contre les Relaps &c.	<i>ibid.</i>
Arrêt du Conseil, qui defend aux Reformez de tenir Academie.	23
qui defend toutes impositions de deniers.	24
de renvoi de plusieurs affaires aux Commissaires.	<i>ibid.</i>
qui defend aux Procureurs Fiscaux Reformez d'assister à la clôture des comptes des Fabriques.	25
touchant les recusations des P. R.	<i>ibid.</i>
qui confirme le droit d'exercice aux Seigneurs de Poitou.	26
qui defend d'exécuter la deliberation du Synode de Lufignan.	27
Harangue au Roi sur la suppression des Chambres de l'Edit.	<i>ibid.</i>
Moyens de remedier aux abus des Chambres de l'Edit.	30
Edit pour la suppression des Chambres de l'Edit de Paris & de Rouën.	31
Declaration qui revoke en partie celle de 1666.	33

Table des Edits, Declarations, Arrêts, &c.

<i>Edit portant defense de s'habituier dans les pais étrangers.</i>	38
<i>Extrait du Traité de la Politique de France.</i>	39
<i>Lettres patentes pour interdire le Decanat du Collège des Medecins de Rouën aux P. Ref.</i>	43
<i>Remonstrances du Parlemens de Navarre.</i>	44
<i>Reglemens du même proposé par forme de Remonstrance.</i>	ibid.
<i>Edit qui regle les differens du Parlemens, du Clergé, & des Reformez de Bearn.</i>	46
<i>Extrait des Registres du Parlement de Navarre.</i>	48
<i>Arrêt du Parlement de Pau sur la Declaration de 1666.</i>	49
<i>du même sur l'Edit de 1668.</i>	ibid.
<i>Lettres du Roi à Mr. le Comte de Guiche.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui regle les differens du Gouverneur, des Etats, du Clergé, & du P. R. de Bearn.</i>	50
<i>pour faire demolir le petit Temple de Mompellier.</i>	54
<i>pour faire demolir le temple de Melgueil.</i>	56
<i>pour faire demolir celui du Poussan.</i>	58
<i>portant demolition du Temple du Pighan.</i>	59
<i>pour la demolition de celui de Cornonterrail.</i>	61
<i>Jugement de d'Aguesseau, qui condamne le Temple d'Iffigeac à être demolì, & les Ministres à l'amende honorable.</i>	62
<i>Arrêt du Conseil, portant que les Consuls de Cornonterrail serent tous Catholiques.</i>	64
<i>qui ordonne aux P. R. de sortir de Privas.</i>	65
<i>qui regle le nombre de ceux qui doivent assister aux noces & Batêmes.</i>	66
<i>concernant l'impression & l'approbation des livres.</i>	ibid.
<i>qui ordonne de rapporter les comptes des deniers imposez devant les Com-missaires.</i>	ibid.
<i>qui defend à la Chambre de Castelnaudarrì de se mêler de l'élection des Consuls.</i>	67
<i>qui ordonne la demolition du Temple de Leyrac.</i>	68
<i>pour faire demolir ceux d'Aynessas, Loubez & Gours.</i>	69
<i>qui defend aux P. R. de solliciter leurs domestiques d'abjurer.</i>	70
<i>pour faire demolir le Temple de Grenoble.</i>	ibid.
<i>pour faire demolir ceux de Vitré & de Vieillevoigne.</i>	72
<i>pour faire demolir celui de la Bastide en Armagnac.</i>	ibid.
<i>pour faire demolir celui d'Aimet.</i>	74
<i>Lettre de caches touchant le Consulat de Montelimar.</i>	76
<i>Arrêt du Conseil, pour faire demolir le Temple de Geaune.</i>	ibid.
<i>pour faire demolir celui d'Archiac.</i>	77
<i>pour faire demolir le Temple de St. André de la Beausse & du Château de Coiffel.</i>	78
<i>qui defend d'avoir des bancs élevez pour les Magistrats &c.</i>	79
<i>Jugement de d'Aguesseau contre plusieurs Ministres & Angeins.</i>	ibid.
<i>Sentence du Senechal d'Agenois contre un Ministre.</i>	81
<i>Arrêt du Parlement de Paris contre Jacob Pelisson Relaps.</i>	ibid.
<i>Ordonnance touchant l'impression des livres.</i>	82
<i>du Bailliage de Sedan, qui defend de vendre de la chair en Carême.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui assujettit Sedan à l'Edit de Nantes.</i>	83
<i>pour faire demolir les Temples d'Unet, Galapian, Fouillet, Ammet &c.</i>	84
<i>pour la demolition de celui de Basas.</i>	85
<i>pour la demolition de celui de Grateloup.</i>	86
<i>pour le delaissement de celui de Monsflanquin.</i>	87
<i>Projet de réunion.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui casse les deliberations du Synode de Charenton.</i>	89
<i>qui exclus des Synodes les Ministres de Fief.</i>	ibid.
<i>qui defend aux Ministres de prêcher ou de demeurer qu'au lieu de leur résidence.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Parlement de Grenoble contre Rambaud.</i>	90
	Arrêt

Table des Edits, Declarations, Arrêts, &c.

<i>Arrêt du Conseil, qui defend aux Synodes de nommer à l'avenir des Ministres de Fief.</i>	91
<i>qui defend aux Ministres de Sedan d'usurper certains titres.</i>	ibid.
<i>touchant la maniere de recevoir les filles aux maisons de La Propagation.</i>	93
<i>qui surseoit celui du 9. Fev. 1674. touchant les Ministres de Fief.</i>	94
<i>qui confirme la Declaration de 1669.</i>	ibid.
<i>en faveur des Maîtres Orfèvres P. R. de Dieppe.</i>	96
<i>qui defend de suborner les Catholiques.</i>	97
<i>touchant l'imposition des Ministres à la Taille.</i>	ibid.
<i>qui surseoit l'exécution du precedent.</i>	98
<i>Memoire de Mr. Pelisson.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, touchant le serment que doivent prêter les Ministres.</i>	100
<i>Ordre du Roi pour faire sortir d'Aymes le Ministre Dupons.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Parlement de Paris contre Marie de la Fond.</i>	101
<i>de celui de Guyenne contre les Relaps d'Aymes.</i>	ibid.
<i>du Conseil, touchant la visite des malades par les Curez &c.</i>	102
<i>en faveur des enfans de Pierre Roger.</i>	103
<i>pour la demolition du Temple de St. Hippolyte.</i>	104
<i>Declaration contre les Relaps.</i>	106
<i>pour faire mettre les actes d'abjuration entre les mains du Procureur du Roi.</i>	107
<i>qui defend de tenir des Synodes sans Commissaire.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui defend de prêcher au jour de la visite des Evêques.</i>	108
<i>Edit qui supprime les Chambres de Languedoc, Guyenne & Dauphiné.</i>	109
<i>Arrêt du Conseil, qui defend aux Seigneurs d'établir d'autres Juges que Catholiques.</i>	111
<i>du Parlement sur le même sujet.</i>	112
<i>du Conseil, qui ordonne la destitution des Reformez.</i>	ibid.
<i>Avis de d'Agasseau touchant les Procureurs de Montpellier.</i>	114
<i>Declaration touchant les Sages-femmes.</i>	115
<i>Edit qui defend aux Catholiques de changer de Religion.</i>	116
<i>Reglemens pour les Fermes royales.</i>	117
<i>Lettre de Mr. de Ruvoigni au Chancelier.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui exclus les Reformez des commissions des Tailles.</i>	118
<i>pour surseoir le payement des dettes des Convertis pour trois ans.</i>	ibid.
<i>pour faire compter des deniers imposez depuis 1670. devant les Commis-</i>	
<i>saïres.</i>	119
<i>Edit qui defend aux Catholiques de se marier avec les Reformez.</i>	ibid.
<i>Declaration qui permet aux Juges de visiter les malades Reformez.</i>	120
<i>Arrêt du Parlement, qui ordonne aux Sergens &c. Ref. de se desfaire de leurs offices.</i>	ibid.
<i>du Parlement de Rouën, qui permet aux Sages-femmes d'envoyer les enfans des Ref.</i>	121
<i>Declaration touchant la visite des malades.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Parlement de Rouën pour la faire executer.</i>	122
<i>Declaration qui permet aux Syndics ou Marguilliers d'aller voir les malades.</i>	ibid.
<i>pour renvoyer le jugement des competances aux Presidiaux.</i>	123
<i>Sentence du Baillif de Charenton pour la reformation des prieres publiques.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui supprime l'Academie de Sedan.</i>	126
<i>qui defend aux Ministres d'empêcher les conversions.</i>	127
<i>pour interpreter le precedent.</i>	ibid.
<i>Ordonnance pour exempter les Convertis de logemens de gens de guerre.</i>	128
<i>Declaration qui permet aux enfans de se convertir à l'âge de sept ans.</i>	ibid.
<i>Sentence du Juge de Clermont pour son execution.</i>	129
<i>Arrêt du Conseil, qui defend les violences contre les P. Ref.</i>	130
<i>contre les Ministres qui ont mal interprete le precedent.</i>	ibid.
<i>Ordre de Demain.</i>	131
<i>Arrêt du Conseil, qui defend d'augmenter le nombre des Ministres.</i>	ibid.
<i>qui regle l'exercice chez le Marquis de Verac.</i>	ibid.
<i>qui renvoie le procès des Ministres de Bergerac au Parlement de Toulouse.</i>	132
<i>Declaration pour faire élever les basards à la Religion Catholique.</i>	133

Table des Edits, Declarations, Arrêts, &c.

<i>Arrêt du Conseil, qui ordonne aux Ministres de se retirer des lieux où l'exercice est interdit.</i>	133
<i>Declaration qui defend de s'assembler sous pretexte de prieres publiques.</i>	134
<i>Arrêt du Conseil qui ordonne aux Reformez de Dijon d'en sortir.</i>	ibid.
<i>Declaration qui defend aux gens de mer &c. de s'établir hors du Royaume.</i>	135
<i>Edit concernant la disposition des biens des Reformez.</i>	ibid.
<i>Declaration en interpretation de cet Edit.</i>	136
<i>Arrêt du Conseil, qui enjoint aux Procureurs Ref. du Parlement de Paris de se defaire de leurs Offices.</i>	ibid.
<i>De lara ion pour exclure les Reformez des Offices de Notaires, Sergens, &c.</i>	137
<i>Ar. ét du Conseil, pour faire defaire les Ref. des Offices de Prevôts, Exemts &c.</i>	138
<i>qui renvoye à l'Intendant de Poitou le jugement des Relaps.</i>	ibid.
<i>qui defend de recevoir les nouveaux Convertis dans les Temples.</i>	139
<i>Avertissement Pastoral.</i>	ibid.
<i>Lettre du Roi aux Archevêques & Evêques.</i>	144
<i>Declaration qui defend aux Mahometans d'embrasser autre Religion que la Catholique.</i>	ibid.
<i>Edit contre les Ministres qui recoivent des Catholiques à l'abjuration.</i>	146
<i>Declaration qui ordonne d'avoir un lieu marqué dans les Temples des Reformez pour les Catholiques.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Parlement de Rouën, qui defend aux Ecoliers, Laquais &c. d'aller au Prêche.</i>	147
<i>Declaration touchant les enfans des Convertis.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui ordonne aux Reformez d'Autun d'en sortir.</i>	148
<i>qui defend aux Ministres de demeurer où l'exercice est interdit.</i>	ibid.
<i>qui defend aux Consistoires d'assister les Eglises voisines.</i>	149
<i>Declaration pour réunir aux Hôpitaux les biens leguez aux pauvres.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui defend de tenir Ecoles ailleurs qu'aux lieux d'exercice.</i>	150
<i>qui ordonne à tous les Officiers Commensaux de se defaire de leurs Charges.</i>	151
<i>pour faire mettre les Registres des Batêmes &c. aux Grosses.</i>	ibid.
<i>qui ordonne aux Secretaires du Roi Ref. de vendre leurs Charges à des Catholiques.</i>	152
<i>qui defend aux particuliers de recevoir les pauvres malades.</i>	ibid.
<i>qui defend toutes impositions sans permission.</i>	153
<i>Declaration qui defend de s'assembler ailleurs que dans les Temples.</i>	ibid.
<i>concernant les recusations de Juges.</i>	154
<i>qui defend de nommer des Experts Ref.</i>	155
<i>concernant les biens des Consistoires.</i>	ibid.
<i>qui defend de tenir Consistoire que tous les quinze jours en presence d'un Juge.</i>	157
<i>Arrêt du Conseil, qui ordonne aux Juges de parapher les deliberations des Consistoires.</i>	156
<i>Edit qui defend aux Ministres de prêcher plus de trois ans au même lieu.</i>	ibid.
<i>Declaration qui regle quelles personnes peuvent être admises aux exercices de Fief.</i>	159
<i>Arrêt du Conseil, qui defend d'admettre autres personnes que les domiciliées dans le Fief aux exercices.</i>	160
<i>qui defend l'exercice des Fiefs s'ils ne sont érigés avans l'Edit de Nantes.</i>	161
<i>Declaration qui interdit l'exercice où il n'y a pas dix familles.</i>	162
<i>Edit qui ordonne la demolition des Temples où on aura souffert des Catholiques.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, pour faire imposer les Ministres à la Taille.</i>	163
<i>Ordonnance contre les Marchands Reformez suivant la Cour.</i>	164
<i>Arrêt du Conseil, qui defend de recevoir des Apotiquaires Ref.</i>	ibid.
<i>qui ordonne aux Notaires interdits de remettre leurs minutes aux Grosses.</i>	165
<i>qui degrade de Noblesse les descendants des Maires de la Rochelle.</i>	ibid.
<i>sur la demeure des Ministres.</i>	166
<i>Declaration qui commue la peine de mort en celle des galeres.</i>	167
<i>sur le même sujet.</i>	ibid.
<i>qui defend de se marier dans les pais étrangers.</i>	168
<i>qui ordonne la demolition des Temples où il sera fait des Prêches seditioneux.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui interdit l'exercice à Sedan.</i>	169
<i>qui interdit tous les Libraires & Imprimeurs Ref.</i>	171
<i>Arrêt</i>	

Table des Edits, Declarations, Arrêts, &c.

<i>Arrêt du Conseil, qui defend d'avoir des Cimetières où il n'y a plus d'exercice.</i>	171
<i>qui ordonne que les Reformez contribueront à la réparation des Eglises & Presbyteres.</i>	172
<i>qui defend aux Ecclesiastiques de prendre pour Fermiers des Reformez.</i>	ibid.
<i>Declaration qui defend aux Reformez d'avoir des domestiques Catholiques.</i>	173
<i>qui defend aux Juges, Avocats &c. d'avoir des Clercs de la R. P. R.</i>	ibid.
<i>qui exclus les Juges dont les femmes sont Ref. de connoître des procès des Ecclesiastiques.</i>	174
<i>portant qu'il ne sera plus reçu d'Avocats de la R. P. R.</i>	ibid.
<i>portant que les enfans n'ex des peres Ref. dont les meres sont Catholiques, seront élevez dans la Rel. C. A. & R.</i>	175
<i>Arrêt du Conseil, qui declare les veuves des Officiers Ref. dechuës des privileges de leurs Charge.</i>	ibid.
<i>Declaration qui defend aux Ministres de Fief de prêcher plus de trois ans en un même lieu.</i>	176
<i>qui defend aux Ref. d'aller aux exercices hors de leur Bailliage.</i>	177
<i>Arrêt du Conseil, pour la demolition des Temples dans les villes Episcopales.</i>	ibid.
<i>Declaration portant qu'il ne sera plus reçu de Medecins de la R. P. R.</i>	178
<i>Arrêt du Conseil, qui defend aux Chirurgiens & Apoticaire Ref. d'exercer.</i>	ibid.
<i>Declaration qui defend de donner aux enfans des Ref. d'autres Tuteurs que Catholiques.</i>	179
<i>Edit qui defend de composer aucuns livres contre la foi & doctrine Catholiques.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Parlement de Paris, pour l'exécution de cet Edit.</i>	180
<i>Discours fait par de Vidal à l'Intendant.</i>	181
<i>Confession de Foi Catholique.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui restituë aux Gentilshommes convertis les honneurs d'Eglise.</i>	182
<i>concernant les Batêmes & Mariages.</i>	183
<i>Ordonnance contre les Reformez, qui ne sont point habitez dans Paris.</i>	ibid.
<i>Edit de revocation de celui de Nantes.</i>	184
<i>Ordonnance qui interdit l'exercice de la R. P. R. sur les vaisseaux.</i>	186
<i>qui defend d'aider aux Ref. à sortir du Royaume.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, qui exemte de la surseance les Lettres de change.</i>	ibid.
<i>Declaration qui donne la moitié des biens des absens aux denonciateurs.</i>	187
<i>portant que ceux qui retourneront declareront leur retour aux Juges.</i>	ibid.
<i>Arrêt du Conseil, pour interdire aux Avocats Reformez leurs fonctions.</i>	188
<i>qui interdit les Conseillers Reformez du Parlement de Paris.</i>	189
<i>Ordonnance contre les Assemblées.</i>	ibid.
<i>Declaration pour la preuve du jour du decès des Ref.</i>	190
<i>qui permet aux Convertis de rentrer dans leurs biens vendus &c.</i>	ibid.
<i>concernant les domestiques des Ref.</i>	191
<i>Arrêt du Conseil en faveur des étrangers Protestans.</i>	ibid.
<i>qui revoque la surseance du payement entre Convertis.</i>	192
<i>Edit touchant l'éducation des enfans de ceux de la R. P. R.</i>	ibid.
<i>Exemple des lettres du Roi aux Intendants.</i>	193
<i>Edit concernant les veuves Reformées.</i>	ibid.
<i>Declaration qui defend les Pelerinages.</i>	194
<i>contre les nouveaux Convertis qui sortent du Royaume.</i>	195
<i>contre les mêmes qui dans leurs maladies refusent les Sacremens.</i>	ibid.
<i>Ordonnance du Marquis de la Trouffe touchant les livres.</i>	196
<i>Declaration concernant la Rel. P. R.</i>	197
<i>Instruction aux Officiers des Troupes qui sont en Languedoc.</i>	198

F I N.

